


UNITED NATIONS  
NATIONS UNIESTribunal pénal international pour le Rwanda  
International Criminal Tribunal for Rwanda

## CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE III

Affaire n° ICTR-2000-55C-T

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

ICTR-2000-55C-T

24<sup>th</sup> June 2013{10994bis/H-10424bis/H}

Devant les juges : Lee Gacuiga Muthoga, Président  
Seon Ki Park  
Robert Fremr

Greffé : Adama Dieng

Jugement rendu le : 19 juin 2012

LE PROCUREUR

c.

Ildéphonse NIZEYIMANA

ICTR Appeals Chamber

24 JUN 2013

Date:

Action:

Copied To:

## JUGEMENT PORTANT CONDAMNATION

Bureau du Procureur

Drew White

Kirsten Gray

Yasmine Chubin

Conseils de la DéfenseM<sup>re</sup> John PhilpotM<sup>re</sup> Caimnech Lussiaa-Berdou

Myriam Bouazdi

Sébastien Chartrand

Léopold Nsengiyumva

CIII12-0077 (F)

Traduction certifiée par la SSL du TPIR

Jugement portant condamnation

19 juin 2012

## TABLE DES MATIÈRES

<b>CHAPITRE I : INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
1. Aperçu général .....	1
2. Allégations de partialité .....	9
<b>CHAPITRE II : CONSTATATIONS DE FAIT .....</b>	<b>11</b>
1. Viols subis par BUQ et d'autres personnes, 6-9 avril 1994 .....	11
2. Ordre de violer et de tuer les Tutsis donné le 7 avril 1994 .....	19
3. Réunions tenues du 7 au 22 avril 1994 .....	22
3.1 Réunion du 7 avril 1994 .....	22
3.2 Rassemblement du 8 avril 1994 .....	29
3.3 Rassemblement du 20 avril 1994 .....	31
3.4 Réunion tenue au bar de Gatsinzi dans la deuxième quinzaine d'avril 1994 .....	32
3.5 Réunion tenue à Gahenerezo (commune de Ngoma) le 21 ou le 22 avril 1994 .....	36
4. Massacres perpétrés à l'extérieur de Butare à la mi-avril 1994 .....	38
4.1 Massacre de la famille Ruhutinyanya .....	38
4.2 Massacre perpétré à la paroisse de Cyahinda .....	70
5. Université de Butare, de la mi-avril à mai 1994 .....	105
5.1 Meurtre de civils tutsis .....	105
5.2 Crimes de violence sexuelle .....	135
5.3 Meurtre de quatre femmes par Nizeyimana .....	137
5.4 Meurtres perpétrés près du laboratoire de l'université de Butare .....	141
6. Attaques ciblées à Butare, fin avril 1994 .....	142
6.1 Meurtre commis chez Vincent Ntezimana .....	142
6.2 Meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes .....	153
6.3 Viol commis chez Rosalie Gicanda .....	178
6.4 Meurtre des membres des familles Ngarambe et Maniraho .....	180
6.5 Meurtre de Pierre Karenzi et d'Alphonsine Mukamusi .....	193
6.6 Meurtres de Matabaro, Nyirinkwaya et d'autres personnes .....	209
7. Barrages, fin avril à mai 1994 .....	243
7.1 Meurtre de Remy Rwekaza et attaque contre ZAV .....	243
7.2 Meurtre de Beata Uwambaye .....	250
7.3 Des barrages en général .....	260
7.3.1 Conclusions préliminaires .....	261
7.3.2 Barrage de Rwabuye .....	264
7.3.3 Barrage de Rwasave .....	265
7.3.4 Barrage établi à l'embranchement des routes Gikongoro/Cyangugu et Kigali .....	266
7.3.5 Barrage de l'hôtel Faucon .....	275
7.3.6 Barrage du carrefour menant au Groupe scolaire (« Chez Bihira ») .....	280
7.3.7 Barrage du quartier arabe (Cyarubu) .....	284

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

7.3.8	Barrage de l'université de Butare.....	285
7.3.9	Barrage de Tumba .....	288
7.3.10	Barrages non cités dans l'acte d'accusation .....	292
<b>8.</b>	<b>Hôpital universitaire de Butare – Meurtres commis de la fin d'avril à juin 1994.....</b>	<b>294</b>
8.1	Meurtres de patients et de membres de l'équipe de Médecins sans frontières .....	294
8.2	Meurtre d'un homme âgé .....	309
8.3	Meurtres commis en général par Fulgence Niyibizi et d'autres .....	312
<b>9.</b>	<b>Hôpital universitaire de Butare – Violences sexuelles, fin avril à juillet 1994.....</b>	<b>330</b>
9.1	Viols de MKA et d'autres personnes .....	330
9.2	Viols commis sur la personne de ZBL.....	336
9.3	Viols commis sur la personne de DCO.....	340
<b>10.</b>	<b>Meurtres commis au Groupe scolaire, fin avril 1994 .....</b>	<b>343</b>
<b>11.</b>	<b>Attaque du couvent des Bembikira, fin avril 1994.....</b>	<b>363</b>
<b>12.</b>	<b>Distribution d'armes et entraînements.....</b>	<b>378</b>
12.1	Distribution d'armes, du 7 avril à la mi-juillet 1994 .....	378
12.2	Entraînement des civils et des <i>Interahamwe</i> , du 7 avril à juillet 1994 .....	388
<b>13.</b>	<b>Alibi .....</b>	<b>395</b>
13.1	Droit applicable.....	395
13.2	Mission de reconnaissance à l'usine de thé de Mata, 21 et 22 avril 1994.....	396
13.3	Camp d'instruction de Mata et mutation au front, à compter du 26 avril 1994.....	455
	<b>CHAPITRE III : CONCLUSIONS JURIDIQUES .....</b>	<b>489</b>
<b>1.</b>	<b>Introduction.....</b>	<b>490</b>
<b>2.</b>	<b>Responsabilité pénale .....</b>	<b>490</b>
2.1	Article 6.1 du Statut.....	490
2.1.1	Entreprise criminelle commune .....	490
2.1.2	Ordonner .....	495
2.1.3	Aide et encouragement.....	495
2.2	Article 6.3 du Statut.....	498
2.2.1	Droit applicable.....	498
2.2.2	Délibération .....	499
<b>3.</b>	<b>Génocide .....</b>	<b>506</b>
3.1	Introduction .....	506
3.2	Droit applicable.....	506
3.3	Délibération .....	507
3.4	Conclusion.....	520
<b>4.</b>	<b>Crimes contre l'humanité .....</b>	<b>521</b>
4.1	Introduction .....	521
4.2	Attaque généralisée et systématique.....	521
4.3	Extermination .....	522
4.3.1	Introduction .....	522
4.3.2	Droit applicable.....	522

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

4.3.3	Délibération .....	522
4.3.4	Conclusion.....	524
4.4	Assassinat.....	524
4.4.1	Introduction .....	524
4.4.2	Droit applicable.....	524
4.4.3	Délibération .....	524
4.4.4	Conclusion.....	528
<b>5.</b>	<b>Violations graves de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II.....</b>	<b>529</b>
5.1	Introduction .....	529
5.2	Normes minimales.....	529
5.2.1	Droit applicable.....	529
5.2.2	Conflit armé ne présentant pas un caractère international.....	529
5.2.3	Lien de connexité .....	529
5.2.4	Victimes .....	530
5.2.5	Application .....	531
5.2.6	Conclusion.....	531
	<b>CHAPITRE IV : VERDICT.....</b>	<b>533</b>
	<b>CHAPITRE V : FIXATION DE LA PEINE .....</b>	<b>534</b>
	<b>OPINION INDIVIDUELLE ET CONCORDANTE DU JUGE SEON KI PARK.....</b>	<b>540</b>
	<b>ANNEXE A : RAPPEL DE LA PROCÉDURE.....</b>	<b>542</b>
1.	Mise en accusation.....	542
2.	Modifications apportées à l'acte d'accusation.....	546
3.	Présentation des moyens à charge.....	548
4.	Présentation des moyens à décharge.....	549
5.	Réplique et duplique .....	553
6.	Phase postérieure aux débats .....	554
	<b>ANNEXE B : JURISPRUDENCE, DÉFINITIONS ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>559</b>
1.	<b>JURISPRUDENCE.....</b>	<b>559</b>
1.1	TPIR.....	559
1.2	TPIY.....	562
2.	<b>DÉFINITIONS ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>564</b>
	<b>ANNEXE C : L'ACTE D'ACCUSATION</b>	



## CHAPITRE I : INTRODUCTION

### 1. APERÇU GÉNÉRAL

#### i) Introduction

1. L'accusé en l'espèce est Ildéphonse Nizeyimana. Pendant la période considérée, Nizeyimana, officier du grade de capitaine, était en service à l'école de formation militaire dite École des sous-officiers de Butare, couramment appelée « ESO ». Le Procureur accuse Ildéphonse Nizeyimana de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre pour les actes de violence perpétrés dans la préfecture de Butare et, pour l'essentiel, dans la ville de Butare. Il soutient que dès l'annonce du décès du Président Juvénal Habyarimana survenu dans la nuit du 6 avril 1994, Nizeyimana a mobilisé des militaires de l'ESO et d'autres personnes pour violer et tuer les membres du groupe ethnique tutsi ainsi que d'autres civils.

2. Les témoignages à décharge confirment que nombre des massacres précis dont Nizeyimana est accusé ont effectivement eu lieu, mais la Défense nie toute participation de celui-ci à ces crimes et conteste la qualité des éléments de preuve présentés par le Procureur pour incriminer Nizeyimana. Elle a aussi invoqué un alibi, à savoir que celui-ci ne se trouvait pas à Butare lorsque beaucoup de massacres y ont eu lieu<sup>1</sup>.

#### ii) Ordre de violer et de tuer donné le 7 avril 1994

3. Selon l'acte d'accusation, vers le 7 avril 1994, Nizeyimana a donné l'ordre à des militaires de tuer les civils tutsis et de violer les Tutsies. Cette allégation se fonde sur la relation d'un seul témoin qui a dit à la barre qu'il était militaire à l'ESO et avait entendu Nizeyimana donner ces instructions dans l'enceinte du camp de l'ESO à Butare le 7 avril 1994.

4. La Défense a opposé au témoin la déposition qu'il avait faite devant une juridiction *Gacaca* au Rwanda. Il y précisait qu'en avril 1994 il était membre du bataillon para-commando et habitait à Kigali. Il avait indiqué également qu'il ne s'était pas rendu à Butare de tout le mois d'avril. La Chambre ayant estimé cette déposition peu fiable, l'allégation portée n'a pas été établie au-delà de tout doute raisonnable, pas plus que n'ont été établis d'autres faits fondés sur ce seul témoignage, tel le viol qui aurait été commis chez Rosalie Gicanda.

---

<sup>1</sup> Le procès s'est ouvert le 17 janvier 2011 et a pris fin le 22 septembre 2011. Le Procureur a appelé à la barre 41 témoins, et la Défense en a appelé 44. Les réquisitions et plaidoiries ont été entendues le 7 décembre 2011. La Chambre a prononcé son jugement le 19 juin 2012. Le jugement écrit a été déposé le 22 juin 2012 après mise au point définitive.

iii) *Actes de violence sexuelle*

5. Il est allégué dans l'acte d'accusation qu'à partir du 6 avril 1994, BUQ et d'autres femmes ont été violées à plusieurs reprises par des militaires dans des habitations proches du camp de l'ESO. Il y est également allégué que des militaires et d'autres personnes, notamment des *Interahamwe*, ont violé MKA, ZBL et DCO à l'intérieur ou près de l'hôpital universitaire de Butare entre les mois d'avril et de juillet 1994.

6. La Chambre ne doute pas que chacune de ces femmes a été violée, mais aucune de leurs dépositions ne comporte suffisamment d'éléments pour mettre en cause Nizeyimana. Il ressort du dossier que BUQ a subi un viol de la part d'un militaire de l'ESO, mais les éléments de preuve fournis n'établissent pas que Nizeyimana le savait ou aurait eu des raisons de le savoir. Quant à MKA, ZBL et DCO, la Chambre n'est pas convaincue que leur identification des militaires de l'ESO comme étant les auteurs des viols est suffisamment fiable. Les éléments versés au dossier ne permettent donc pas d'imputer la responsabilité de ces crimes à Nizeyimana.

iv) *Entraînement et distributions d'armes*

7. Selon l'acte d'accusation, Nizeyimana a engagé sa responsabilité pénale à raison de l'entraînement de civils et de la distribution d'armes. Les éléments de preuve sur lesquels se fondent ces allégations n'établissent pas qu'il en est résulté un comportement criminel dont Nizeyimana peut être tenu responsable, aussi sont-ils rejetés.

v) *Réunions*

8. Selon l'acte d'accusation, entre le 7 et le 20 avril 1994, Nizeyimana a participé à plusieurs réunions où il aurait donné l'ordre à des militaires et à des miliciens de tuer des civils tutsis. Il est établi que Nizeyimana a participé à un rassemblement de militaires de l'ESO vers le 7 avril 1994 et que, par la suite, nombre d'entre eux ont été déployés à divers postes de défense à travers toute la ville de Butare. Toutefois, les éléments de preuve produits n'établissent pas que des ordres explicites ont été donnés de tuer les Tutsis ou qu'il en est résulté un quelconque comportement criminel à la suite des ordres donnés lors de ce rassemblement.

9. S'agissant des réunions ou rassemblements qui auraient eu lieu les 8 et 20 avril 1994 au camp de l'ESO, le Procureur n'a pas fourni de preuves directes à l'appui des allégations portées. De même, il n'a été réellement question de réunions qui se seraient tenues au bar de Gatsinzi dans la seconde quinzaine du mois d'avril et à Gahenerezo vers le 21 ou le 22 avril que dans la bouche d'un seul témoin complice. Sa déposition, qui n'a pas été corroborée, n'établit pas ces allégations au-delà de tout doute raisonnable.

vi) *Massacre de la famille Ruhutinyanya*

10. Les éléments de preuve permettent d'établir que, vers le 17 avril 1994, des membres de la famille Ruhutinyanya, parmi lesquels figuraient des Tutsis, ont tenté de se réfugier au Burundi en

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

passant par le poste-frontière d'Akanyaru. Cependant, des civils armés, furieux, qui tenaient un barrage dressé près de la frontière ont menacé ce convoi et lui ont barré le passage.

11. Des témoins à charge et des témoins à décharge ont confirmé que des militaires de l'ESO avaient libéré cette famille et l'avaient conduite au camp de l'ESO. C'est dans ce contexte que, d'après l'acte d'accusation, des membres de la famille Ruhutinyanya ont été tués sur l'ordre de Nizeyimana.

12. Deux témoins à charge ont dit à la barre que le soir où la famille Ruhutinyanya était arrivée au camp de l'ESO, Nizeyimana n'avait que faire de la présence de cette famille tutsie. Deux autres témoins à charge ont dit que le lendemain, à savoir vers le 18 avril 1994, ils avaient par hasard entendu Nizeyimana donner l'ordre de reconduire les membres de cette famille à l'endroit où on les avait trouvés. La Chambre juge crédibles les dépositions de tous ces témoins.

13. Personne ne conteste que des militaires de l'ESO ont conduit des membres de la famille Ruhutinyanya hors du camp de l'ESO ce jour-là. Aucun témoin à charge n'a vu ce qui était arrivé aux membres de cette famille, mais plusieurs témoins à charge et d'autres à décharge ont dit avoir appris qu'on les avait tués au même barrage qui se trouvait au poste-frontière près d'Akanyaru. Un témoin à décharge, qui était alors militaire à l'ESO et servait d'escorte à la famille, a dit qu'on avait attaqué les militaires et les membres de la famille au barrage et que les militaires avaient dû prendre la fuite sans ladite famille. Un autre témoin à décharge avait, de son côté, appris que c'est ainsi que les choses s'étaient passées.

14. La Chambre juge peu crédible ce témoin à décharge disant que les militaires avaient essuyé une attaque à hauteur du barrage et avaient dû prendre la fuite, d'autant plus que les éléments de preuve indiquent de manière générale que les militaires armés savaient comment franchir les barrages. Ainsi, un autre témoin à décharge avait escorté des civils tutsis sur le même parcours quelques jours plus tard. Ce témoin et les militaires de l'ESO s'étaient heurtés à une certaine hostilité aux barrages, mais ils avaient réussi à faire passer les Tutsis, rien qu'en menaçant d'employer la force.

15. Dans ces conditions, la seule conclusion raisonnable est que Nizeyimana a donné l'ordre de reconduire les membres de la famille Ruhutinyanya à leur point de départ, sachant que l'exécution de cet ordre entraînerait leur massacre. La Chambre ne doute pas que les militaires de l'ESO ayant accompagné cette famille au barrage, avec ou sans les *Interahamwe* et les civils armés qui tenaient celui-ci, ont directement participé au meurtre des membres de cette famille. Elle conclut que la responsabilité pénale de Nizeyimana est engagée à raison du rôle qu'il a joué dans ces meurtres.

*vii) Attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda*

16. Comme cela ressort du dossier, vers la mi-avril 1994, les Tutsis fuyaient des attaques à connotation ethnique dirigées contre eux dans la région limitrophe des préfectures de Gikongoro et de Butare. Ils s'étaient ainsi trouvés rassemblés par milliers à la paroisse de Cyahinda, dans la

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

commune de Nyakizu (préfecture de Butare). Et d'autres continuaient d'affluer, malgré les attaques. Une fois, ils étaient parvenus à repousser un assaut dirigé par un responsable local, faisant au moins deux morts parmi les gendarmes.

17. Par la suite, vers le 17 avril 1994, Nizeyimana s'était rendu à la paroisse de Cyahinda comme membre d'une délégation chargée des questions de sécurité, pour s'entretenir avec les réfugiés. L'événement le plus marquant ayant suivi cette rencontre a été une attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda vers le 18 avril 1994. Il y a eu des milliers de morts, et les rescapés se sont enfuis. Il est allégué dans l'acte d'accusation que des éléments de l'ESO et d'autres militaires, gendarmes et civils armés ont participé à ce massacre et que celui-ci a été ordonné et autorisé par Nizeyimana.

18. Trois témoins à charge ont affirmé de but en blanc et sans se contredire que des militaires avaient participé à cette attaque. Un témoin, ancien gendarme originaire de Butare, a dit avoir vu l'adjudant-chef Paul Kanyashyamba et quelque 11 militaires de l'ESO qui appuyaient d'autres assaillants à l'aide d'artillerie lourde et d'armes spécialisées. Après examen de la preuve à décharge pertinente, qui est à beaucoup d'égards une preuve indirecte, la Chambre estime établis au-delà de tout doute raisonnable les éléments de preuve fournis par le Procureur.

19. Aucune preuve directe ne permet de dire que Nizeyimana était présent durant l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda. Toutefois, on notera que le camp de l'ESO servait de poste de commandement opérationnel pour la région de Butare et de Gikongoro. Dans ce contexte, Nizeyimana était chargé du renseignement et des opérations. De plus, comme cela ressort des éléments de preuve, Nizeyimana donnait généralement des ordres à l'adjudant-chef Paul Kanyashyamba, qui avait participé à l'attaque, et sur qui il exerçait de l'autorité. On notera encore que lors de cet assaut final, les militaires de l'ESO avaient utilisé un armement spécialisé capable, à distance, d'affaiblir des abris structurels et de tuer des réfugiés, qui avaient montré qu'ils étaient capables de se défendre.

20. Compte tenu de ces éléments, la seule conclusion raisonnable est que Nizeyimana avait planifié cette attaque et avait autorisé les militaires de l'ESO à y participer. La visite de Nizeyimana à la paroisse de Cyahinda avait dû lui permettre d'apprécier les forces et les faiblesses des Tutsis déplacés, qui s'étaient retranchés dans les locaux de la paroisse. Les armes utilisées par les militaires de l'ESO prouvent qu'ils avaient une compréhension nuancée de la situation et attestent indubitablement que Nizeyimana a contribué à planifier l'attaque et a autorisé celle-ci. La Chambre estime que la responsabilité pénale de Nizeyimana est engagée à raison du rôle qu'il a joué dans cette attaque.

*viii) Meurtre d'une jeune femme et de membres des familles Maniraho et Ngarambe*

21. Selon l'acte d'accusation, vers la fin d'avril ou le début de mai 1994, Nizeyimana a donné l'ordre de tuer une jeune Tutsie. Nizeyimana est également accusé d'avoir donné l'ordre de tuer Jérôme Ngarambe, Jean Marie Vianney Maniraho et des membres de leurs familles.

22. Nul ne conteste le fait que ces meurtres ont eu lieu. Le témoin à charge qui a impliqué Nizeyimana dans ceux-ci a admis qu'il avait tué la jeune femme et attaqué la maison de Ngarambe immédiatement avant le meurtre de celui-ci et de sa famille. Des témoins cités par la Défense ont confirmé que ce témoin entretenait des liens personnels étroits avec Nizeyimana et qu'il avait passé un certain temps chez celui-ci à l'époque où ces meurtres avaient eu lieu.

23. Cela dit, les allégations de ce témoin mettant en cause Nizeyimana ne sont pas corroborées par d'autres témoignages. Considérant qu'il s'agit d'une personne désignée comme témoin complice de ces crimes et que c'était apparemment un fugitif à l'époque de sa déposition, la Chambre examine celle-ci avec circonspection. À lui seul, ce témoignage ne suffit pas à établir au-delà de tout doute raisonnable la participation de Nizeyimana. Les allégations ainsi formulées sont donc rejetées.

*ix) Attaques lancées contre l'Université nationale du Rwanda*

24. Selon l'acte d'accusation, à partir du 16 avril 1994, Nizeyimana a donné l'ordre à des militaires et à des membres de la milice dite *Interahamwe* de tuer des civils tutsis à l'université de Butare.

25. Il ressort des dépositions entendues que des éléments de la Garde présidentielle, appuyés par des militaires de l'ESO, sont allés à l'université de Butare le 21 avril 1994. Se servant de listes préétablies, les militaires ont séparé les Tutsis des Hutus, pour ensuite tuer les Tutsis. Rien ne permet cependant d'affirmer que Nizeyimana a participé de quelque manière que ce soit à cette opération. De même, en raison de l'implication de la Garde présidentielle, la Chambre doute que Nizeyimana ait exercé un contrôle effectif sur les militaires de l'ESO ayant participé à l'attaque. La responsabilité de Nizeyimana ne peut être engagée à raison de leurs actes criminels.

26. Toujours selon l'acte d'accusation, le 22 avril 1994, Nizeyimana s'est rendu à l'université de Butare et y a abattu quatre Tutsis. Il ne s'est trouvé qu'un témoin complice pour appuyer cette allégation. La Chambre doute de façon générale de la crédibilité de ce témoin. Sa déposition en l'espèce ne permet pas de conclure au-delà de tout doute raisonnable. Les autres allégations de crimes commis à l'université de Butare n'ont pas été suffisamment étayées pour établir la réalité de ceux-ci. Elles sont par conséquent rejetées.

*x) Meurtre de Rosalie Gicanda*

27. Nul ne conteste que Rosalie Gicanda, ancienne reine tutsie du Rwanda, a été tuée vers la fin du mois d'avril 1994. Tant les témoins à charge que les témoins à décharge confirment que le sous-lieutenant Bizimana de l'ESO était à la tête des militaires qui ont enlevé et tué Gicanda et d'autres personnes qui se trouvaient chez elle. Selon l'acte d'accusation, Nizeyimana avait ordonné et autorisé la commission de ce meurtre.

28. La Défense fait état de témoignages selon lesquels le meurtre aurait été commis le 21 avril 1994, alors que Nizeyimana ne se trouvait pas à Butare. Les témoignages à décharge

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

concernant le moment où le meurtre a été commis ne sont pas concluants, et dans certains cas, ils corroborent d'autres témoignages qui situent le meurtre vers le 20 avril 1994. Qui plus est, deux témoins à charge ont dit qu'ils avaient vu Bizimana en train de rendre compte de ce crime à Nizeyimana. La Chambre estime que les éléments de preuve fournis par le Procureur établissent au-delà de tout doute raisonnable que Nizeyimana a participé à la commission de ce meurtre.

29. Aussi la Chambre conclut-elle que Nizeyimana a autorisé le meurtre de Rosalie Gicanda. Les dépositions à décharge établissant que Bizimana avait été puni pour cette attaque ne sont ni convaincantes ni crédibles et sont contredites par d'autres témoignages. Nizeyimana voit sa responsabilité pénale engagée à raison de ce crime.

*xi) Barrages*

30. Selon l'acte d'accusation, Nizeyimana est responsable du meurtre de Remy Rwekaza et des blessures par balle infligées à ZAV, deux Tutsis, vers le 21 avril 1994 au barrage établi à l'intersection de la route de Gikongoro et de celle de Kigali. Toujours selon l'acte d'accusation, le même jour, agissant sur l'ordre ou sous l'autorité de Nizeyimana, des militaires de l'ESO ont tué un professeur tutsi du nom de Pierre Claver Karenzi au barrage situé près de l'hôtel Faucon. Il est enfin allégué dans l'acte d'accusation que, vers le 5 mai 1994, Nizeyimana a donné l'ordre de tuer Beata Uwambaye, une Tutsie, au barrage où Rwekaza avait été tué et ZAV blessé par balle.

31. Pour le meurtre de Remy Rwekaza et les blessures par balle infligées à ZAV vers le 21 avril 1994, ainsi que pour le meurtre de Beata Uwambaye commis au même barrage quelques semaines plus tard, le Procureur a présenté des preuves irréfutables et de première main établissant que Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires de l'ESO de commettre ces attaques. La Défense a invoqué un alibi en faisant valoir qu'à ces dates, Nizeyimana se trouvait dans la préfecture de Gikongoro. Pour les motifs exposés en détail dans le jugement, la Chambre juge que l'alibi de Nizeyimana n'est pas crédible et qu'il ne met pas en question les éléments de preuves présentés à l'appui de ces allégations. Elle conclut que Nizeyimana est pénalement responsable des meurtres de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye. Sa responsabilité pénale est également engagée à raison des atteintes graves portées à l'intégrité physique de ZAV.

32. Il n'existe pas de preuve directe impliquant Nizeyimana dans le meurtre de Pierre Claver Karenzi commis vers le 21 avril 1994 au barrage dit de l'hôtel Faucon. Il ressort cependant du dossier que ce barrage faisait partie d'un réseau de barrages proches les uns des autres et tenus par des militaires de l'ESO qui, à cette période du mois d'avril 1994, étaient connus de tous pour cibler et tuer les Tutsis.

33. La seule conclusion raisonnable est que les instructions données par Nizeyimana au barrage situé à l'intersection de la route de Gikongoro et de celle de Kigali ont forcément été transmises et qu'elles concordaient avec celles données au barrage dit de l'hôtel Faucon, situé tout près en contrebas de la route. Vu le grade élevé de Nizeyimana, l'autorité considérable qui était la sienne au sein de l'ESO et sa participation avérée aux meurtres commis à un barrage situé

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

non loin de là, il ne fait aucun doute pour la Chambre que Nizeyimana a autorisé le massacre des Tutsis et, par là-même, le meurtre de Pierre Claver Karenzi au barrage dit de l'hôtel Faucon. Il est pénalement responsable de ce meurtre. La Chambre estime toutefois que Nizeyimana ne peut être tenu responsable du meurtre d'Alphonsine Mukamuzoni, épouse de Karenzi, commis le même jour à la résidence du couple.

*xii) Attaques lancées contre les résidences de Matabaro et de Nyirinkwaya*

34. Les dépositions tant à charge qu'à décharge confirment que durant les 10 derniers jours d'avril 1994, des attaques ont été lancées contre les résidences de Jean Baptiste Matabaro, procureur adjoint de Butare, et de Zéphanie Nyirinkwaya, sous-préfet d'une circonscription de Butare. Ces deux responsables, des membres de leurs familles respectives et d'autres personnes qu'ils hébergeaient à Butare ont été exécutés non loin de là. Selon l'acte d'accusation, Nizeyimana dirigeait les militaires de l'ESO durant cette attaque.

35. Trois témoins à charge ont fait des dépositions de première main qui impliquent Nizeyimana dans la commission de ces meurtres. Selon eux, cela s'est passé le 22 avril 1994 en début de soirée. La Défense, de son côté, soutient que l'attaque a eu lieu le 21 avril 1994 et que des témoignages à charge appuient eux aussi cette conclusion. En outre, elle invoque comme alibi que Nizeyimana ne se trouvait pas à Butare dans la soirée du 21 avril.

36. Après examen de l'ensemble des preuves pertinentes, la Chambre estime que les allégations du Procureur concernant ces meurtres ont été établies au-delà de tout doute raisonnable. L'alibi, lui, n'est pas crédible et ne met pas en question la participation de Nizeyimana à l'attaque. Sa responsabilité pénale est donc engagée à raison de cette attaque.

*xiii) Attaques perpétrées au centre hospitalier universitaire de Butare*

37. L'acte d'accusation reproche à Nizeyimana plusieurs meurtres qu'il précise commis au centre hospitalier universitaire de Butare à partir d'une date proche du 22 avril 1994, et les massacres perpétrés par certains militaires, dont ceux de l'ESO.

38. Il n'existe pas de preuve directe établissant que Nizeyimana a participé à tel ou tel des crimes commis au centre hospitalier universitaire de Butare. Certains éléments de preuve produits par le Procureur semblent impliquer la Garde présidentielle dans des attaques ciblées. Le dossier établit qu'un militaire de l'ESO avait tué un homme, comme cela est allégué dans l'acte d'accusation, mais les preuves produites quant à la participation de Nizeyimana sont de seconde main et peu convaincantes et elles ne permettent pas de le tenir responsable. Les autres éléments produits à l'appui d'allégations de meurtres sont insuffisants pour tirer des conclusions au-delà de tout doute raisonnable ou établir la responsabilité pénale de Nizeyimana. Ces allégations sont donc rejetées.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

*xiv) Attaques lancées contre le Groupe scolaire*

39. Les éléments de preuve présentés à la Chambre établissent sans conteste que des militaires de l'ESO, commandés par le sous-lieutenant Modeste Gatsinzi, ont enlevé de 50 à 140 civils tutsis du Groupe scolaire vers le 29 avril 1994. Ces civils ont été conduits dans la vallée de Rwasave, où ils ont été tués par des militaires et des *Interahamwe*. Selon l'acte d'accusation, Nizeyimana avait ordonné et autorisé la commission de ce massacre.

40. Deux témoins à charge ont indiqué que Nizeyimana se trouvait au Groupe scolaire pendant l'attaque, mais la Chambre émet de sérieuses réserves quant à la capacité de l'un de ces témoins d'identifier Nizeyimana. Pour ce qui est de l'autre, la Chambre doute de façon générale de sa crédibilité, du fait qu'il s'agit d'un témoin complice. De surcroît, son témoignage contre Nizeyimana était bref et de caractère général. Le dossier n'établit la responsabilité pénale de Nizeyimana à aucun égard. Les éléments de preuve étayant une autre allégation d'attaque menée contre le Groupe scolaire étaient indirects et ne peuvent donc pas permettre de conclure sur ces faits au-delà de tout doute raisonnable.

*xv) Attaque contre le couvent des Benebikira*

41. Selon l'acte d'accusation, vers le 30 avril 1994, des miliciens et des militaires de l'ESO et du camp de Ngoma ont enlevé 25 enfants tutsis du couvent des sœurs Benebikira. Il est encore allégué que ces enfants ont été conduits à un endroit situé en contrebas de l'hôtel Ineza et tués en même temps que d'autres personnes, en présence de Nizeyimana.

42. Selon des témoignages, des militaires du camp de Ngoma ont participé à l'enlèvement d'enfants tutsis du couvent des Benebikira, puis à leur meurtre. Toutefois, un seul témoin a dit à la barre que des militaires de l'ESO avaient participé à cette attaque. La Chambre émet des doutes sur la crédibilité de ce volet de sa déposition. De même, son témoignage sur la participation de Nizeyimana est assez faible. En outre, la Chambre aborde avec circonspection la déposition de ce témoin, étant donné qu'il s'agirait d'un complice. Ce témoignage ne peut lui permettre de conclure au-delà de tout doute raisonnable.

*xvi) Verdict*

43. Sur la base du comportement criminel établi, et comme indiqué en détail dans les conclusions juridiques (chap. III), la Chambre a déclaré Nizeyimana coupable de génocide, d'extermination et d'assassinat constitutifs de crimes contre l'humanité, ainsi que de meurtre constitutif de crime de guerre. Elle a prononcé ces condamnations en vertu de l'article 6.1 du Statut. Dans certains cas, elle a conclu que Nizeyimana pouvait également avoir engagé sa responsabilité pénale en vertu de l'article 6.3 du Statut à raison de ce même comportement criminel. Il est cependant exclu de prononcer des déclarations de culpabilité fondées à la fois sur ces deux alinéas de l'article 6. Aussi, la Chambre n'a-t-elle tenu compte que de la responsabilité de supérieur hiérarchique pour déterminer la peine.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

xvii) *Peine infligée*

44. Ayant examiné la gravité des crimes dont Nizeyimana a été déclaré coupable ainsi que toutes les circonstances aggravantes et atténuantes, la Chambre peut, à sa discrétion, imposer une peine unique, et c'est ce qu'elle choisit de faire. Vu les circonstances pertinentes, elle condamne Ildéphonse Nizeyimana à l'emprisonnement à vie. Le condamné restera sous la garde du Tribunal en attendant son transfèrement vers l'État où il exécutera sa peine.

## 2. ALLÉGATIONS DE PARTIALITÉ

45. Le 8 novembre 2011, la Défense a déposé ses dernières conclusions écrites<sup>2</sup>. Le chapitre intitulé « Questions juridiques » [traduction]\* comporte une section sur l'apparence de partialité. Plus précisément, la Défense évoque la question de l'apparence de partialité concernant le juge Muthoga, Président de la Chambre, et donc le collège de juges saisi de l'affaire<sup>3</sup>.

46. Le 15 mars 2012, la Chambre a rendu d'office une décision rejetant les arguments exposés par la Défense dans ses dernières conclusions écrites<sup>4</sup>. La Chambre note que la Défense n'a pas demandé le dessaisissement du Président ou de l'ensemble des juges de la Chambre<sup>5</sup>. Elle en conclut que les allégations de partialité et les observations générales y relatives formulées par la Défense ne constituaient pas une demande de dessaisissement au sens de l'article 15 B) du Règlement. Elle juge en outre que selon la jurisprudence constante du Tribunal, le Président de la Chambre ou la Chambre ne peut pas statuer sur une demande de dessaisissement lorsqu'ils sont visés par la demande<sup>6</sup>.

47. Dans sa décision, la Chambre a conclu que la Défense aurait dû adresser une demande de dessaisissement au Président de la Chambre saisie de l'affaire, en l'occurrence le juge Vagn

---

\* NDT : Le terme [traduction] accompagne la traduction de toute citation dont il n'existe pas de version française officielle.

<sup>2</sup> Dernières conclusions écrites de Nizeyimana (« les dernières conclusions écrites de la Défense »), [N'existe qu'en anglais, sous le titre « *Nizeyimana Defence Closing Brief* »], 8 novembre 2011.

<sup>3</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 610. Plus précisément, la Défense se dit préoccupée par 1) le nombre excessif de questions posées par le Président de la Chambre aux témoins à décharge ; 2) la nature de certaines questions ainsi posées ; 3) le moment où ces questions ont été posées, qui se situait le plus souvent avant que le Procureur ne commence son contre-interrogatoire. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 613. Pour illustrer sa [traduction] « préoccupation », la Défense a joint en annexe 2 une liste « provisoire » des questions posées aux 20 premiers témoins tant du Procureur que de la Défense. Elle y a ajouté deux exemples de questions où le Président de la Chambre aurait tenu pour acquis une série de faits n'ayant pas été versés au dossier et aurait dénaturé les narrations des témoins. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 614 à 617.

<sup>4</sup> *Proprio Motu Decision on Defence Submissions of Bias* (Chambre de première instance), 15 mars 2012.

<sup>5</sup> *Ibid.*, par. 7. Lors de la plaidoirie tenue près d'un mois après le dépôt de ses dernières conclusions, la Défense n'a pas précisé la nature de ses allégations de partialité, et en particulier, elle n'a pas identifié la réparation sollicitée.

<sup>6</sup> *Ibid.*, par. 7 et 8.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Joensen, Président de la Chambre de première instance III<sup>7</sup>. La Défense n'a déposé aucune autre demande portant sur cette allégation.

---

<sup>7</sup> Ibid., par. 8 et 9 ; *Corrigendum to Proprio Motu Decision on Defence Submissions of Bias* (Chambre de première instance), 30 mars 2012.

**CHAPITRE II : CONSTATATIONS DE FAIT****1. VIOLS SUBIS PAR BUQ ET D'AUTRES PERSONNES, 6-9 AVRIL 1994***Introduction*

48. Selon l'acte d'accusation, entre le 6 et le 9 avril 1994, des militaires des FAR ont fait subir à BUQ et à ses colocataires des viols quotidiens dans une maison proche de l'ESO, dans la région opérationnelle placée sous le commandement et l'autorité de Nizeyimana. De plus, le 9 avril, un des militaires a enlevé BUQ et l'a emmenée dans une maison voisine où il lui a fait subir des viols répétés pendant environ deux semaines. Le Procureur s'appuie sur la déposition de BUQ<sup>8</sup>.

49. La Défense soutient que BUQ a forgé de toutes pièces son témoignage en vue de mettre en cause Nizeyimana ; elle signale que BUQ est membre d'ABASA et qu'elle n'a pas confirmé en l'espèce les détails qu'elle avait donnés dans sa déposition dans l'affaire *Hategekimana*, laquelle portait sur les mêmes faits<sup>9</sup>. Elle met aussi en doute la plausibilité de la relation du témoin concernant la chronologie des faits allégués<sup>10</sup>.

*Dépositions*Témoin à charge BUQ

50. D'ethnie tutsie, BUQ habitait en 1994 à Butare avec deux autres jeunes femmes, Albertine et Cécile, non loin de chez Nizeyimana<sup>11</sup>. Le 6 avril, entre 20 heures et 20 h 30, après l'annonce de la mort du Président Habyarimana, BUQ, Albertine qui était hutue et Cécile qui était tutsie étaient restées seules dans leur résidence<sup>12</sup>. Plus tard cette nuit-là, cinq militaires avaient forcé l'entrée de la maison, en disant que l'avion de leur « papa » –Habyarimana– s'était écrasé et ils imputaient la mort de celui-ci aux Tutsis<sup>13</sup>. Ces militaires étaient tous lourdement

<sup>8</sup> Acte d'accusation, par. 32 i) à iii) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 207 à 210. La Chambre note que le Procureur n'a produit aucun élément de preuve à l'appui du paragraphe 32 iv) de l'acte d'accusation, où il est allégué qu'un militaire dénommé Ndererimana avait violé le témoin pendant deux semaines. Voir BUQ, CRA, 17 février 2011, p. 61 à 64 (BUQ a dit que Ndererimana lui avait demandé si elle voulait être son épouse ; cependant, elle s'est bornée à affirmer que ce militaire venait prendre de ses nouvelles et lui apporter à manger, sans qu'elle ait fait état d'actes de violence sexuelle). Il est à noter que le Procureur n'a fait aucune mention de cette allégation particulière dans ses dernières conclusions écrites. Elle est dès lors rejetée.

<sup>9</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 459 à 462.

<sup>10</sup> Ibid., par. 456 et 457.

<sup>11</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 58 et 59, et 73 et 74 (huis clos)), BUQ ; pièce à conviction P30 (fiche de renseignements personnels de BUQ).

<sup>12</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 58 à 60, et 64 et 65), BUQ.

<sup>13</sup> Ibid. (p. 59 à 61 et 75 à 77), BUQ. Selon BUQ, le nom « Rubaga » donné au militaire lui allait comme un gant, étant donné ce qu'il était en train de faire, car « c'était un boucher ». (Ibid., p. 59 et 60) et qu'en kinyarwanda, le

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

armés, munis de grenades et de fusils, et portaient des tenues militaires de camouflage et des bérets<sup>14</sup>. L'un des assaillants – vêtu de l'uniforme de l'ESO, que le témoin a décrit comme étant une « tenue de combat », et coiffé d'un béret noir – s'était désigné lui-même comme étant « Rubaga » ou « un boucher ... sans pitié », mais le témoin ne connaissait pas son vrai nom<sup>15</sup>. Par la suite, un militaire appelé Ndererimana lui avait dit que Rubaga était chauffeur à l'ESO<sup>16</sup>.

51. Les militaires avaient dit aux jeunes femmes que « les Tutsis avaient été livrés » et « que leurs chefs [militaires les] avaient autorisé à violer les filles comme ils voulaient »<sup>17</sup>. Après avoir averti ces femmes qu'elles ne pouvaient rien contre eux, les militaires les avaient déshabillées et les avaient conduites de force dans une pièce<sup>18</sup>. Les cinq militaires avaient à tour de rôle violé les femmes pendant une quinzaine de minutes<sup>19</sup>.

52. Au vu des commentaires antérieurs des militaires selon lesquels « les Tutsis avaient été livrés » et craignant que les militaires originaires de la région ne bloquent les routes, BUQ et les deux autres femmes étaient restées chez elles<sup>20</sup>. Le 7 avril 1994, à une heure indéterminée, quatre autres « militaires » étaient entrés dans la maison et les avaient à tour de rôle violées<sup>21</sup>. Comme les militaires qui les précédaient, ils avaient affirmé que les femmes n'avaient pas de droits<sup>22</sup>. Albertine avait disparu pendant l'attaque et le témoin ne savait pas ce qu'il était advenu d'elle<sup>23</sup>.

53. Vers le 9 avril 1994, au milieu de l'après-midi, trois autres militaires étaient entrés et avaient répété les commentaires faits aux deux occasions précédentes par les militaires qui les avaient précédés, à savoir que « les Tutsis avaient tué leur père » et que ces femmes leur avaient été livrées<sup>24</sup>. Après avoir violé BUQ, un militaire du camp de Ngoma, natif de Gisenyi et appelé Ndererimana, lui avait dit qu'il était peu probable qu'elle survive et lui avait demandé d'être sa

---

mot « *Rubaga* » désigne quelqu'un qui est « sans pitié, un boucher, qui n'a peur de rien » (Ibid., p. 77). La Chambre relève que le verbe *kubaga* en kinyarwanda signifie tuer sauvagement [quelqu'un].

<sup>14</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 60 et 61), BUQ.

<sup>15</sup> Ibid. (p. 59 et 60, et 76 à 78), BUQ.

<sup>16</sup> Ibid. (p. 63 et 64, et 76 à 78), BUQ. Ndererimana avait pu identifier Rubaga car ils participaient à la même opération.

<sup>17</sup> Ibid., p. 59 et 61. BUQ pensait que ces militaires avaient pour supérieurs Hategekimana, du camp de Ngoma, et Nizeyimana, de l'ESO. Id.

<sup>18</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 59 et 60), BUQ.

<sup>19</sup> Ibid. (p. 58 à 61, et 77 et 78), BUQ.

<sup>20</sup> Ibid. (p. 61), BUQ (« Et comme nous habitons un quartier habité par des militaires, nous pensions qu'il y avait des militaires sur toutes les rues, et qu'il était donc impossible de pouvoir nous déplacer et de quitter notre maison »).

<sup>21</sup> Ibid. (p. 60 et 61, et 77 et 78), BUQ.

<sup>22</sup> Ibid. (p. 60 et 61), BUQ.

<sup>23</sup> Id.

<sup>24</sup> Ibid. (p. 62, 77 et 78), BUQ. Le témoin a décrit les militaires comme ayant « l'âge légal » pour servir dans l'armée, expliquant que celle-ci n'enrôlait pas de mineurs. Ibid., p. 62.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

femme<sup>25</sup>. Le témoin avait accepté sa proposition et ils étaient partis pendant que les deux autres militaires violaient Cécile<sup>26</sup>. Ndererimana avait emmené BUQ dans une maison du voisinage où il l'avait laissée toute seule ; il venait de temps en temps prendre de ses nouvelles et lui apporter à manger<sup>27</sup>. Deux semaines après son arrivée, un militaire lui avait conseillé de fuir, car les *Inkotanyi* se rapprochaient et que sa vie était menacée<sup>28</sup>. Cette nuit-là, elle avait quitté la maison en question<sup>29</sup>. Par suite des viols, elle avait souffert de problèmes de santé et avait dû se faire opérer<sup>30</sup>. Elle ne savait pas ce qu'il était advenu de Cécile depuis qu'elle l'avait vue pour la dernière fois en 1994<sup>31</sup>.

### *Délibération*

54. Par l'intermédiaire de BUQ, le Procureur a présenté des preuves établissant que le 6 avril 1994, cinq militaires avaient forcé la porte de la maison où BUQ vivait et l'avaient violée, ainsi que deux autres jeunes femmes<sup>32</sup>. BUQ a identifié un certain « Rubaga » comme étant un militaire de l'ESO, en se fondant essentiellement sur sa tenue de camouflage et son béret noir<sup>33</sup>. Par ailleurs, le Procureur a présenté un témoignage établissant que des attaques similaires avaient été menées les 7 et 9 avril par des militaires pour la plupart non identifiés<sup>34</sup>.

55. La Défense conteste la crédibilité de BUQ en raison de son adhésion à l'ABASA, groupe de soutien aux victimes de viol ayant survécu. Elle note que d'autres témoins à charge font partie de cette organisation, ce qui fait craindre la fabrication de preuves<sup>35</sup>. Les témoignages entendus par la Chambre indiquent que les membres d'ABASA partagent leurs expériences et en discutent avec des conseillers<sup>36</sup>. De plus, FAX, témoin à charge, était membre d'ABASA, et BUQ et elle se connaissaient<sup>37</sup>. Le témoin à charge DCO faisait également partie de ce groupe et a identifié BUQ et FAX comme étant des membres de celui-ci<sup>38</sup>.

<sup>25</sup> Ibid. (p. 62 et 77 et 78), BUQ.

<sup>26</sup> Ibid. (p. 61 à 63, et 77 à 80), BUQ. Celle-ci a expliqué qu'il faisait presque nuit quand ils étaient partis. Ibid. (p. 61 et 62).

<sup>27</sup> Ibid. (p. 62 à 64, et 77 et 78), BUQ.

<sup>28</sup> Ibid. (p. 64 et 64, et 78 à 80), BUQ.

<sup>29</sup> Ibid. (p. 64 et 65) BUQ.

<sup>30</sup> Ibid. (p. 63 et 64), BUQ.

<sup>31</sup> Ibid. (p. 64 et 65), BUQ.

<sup>32</sup> Ibid. (p. 58 à 61), BUQ.

<sup>33</sup> Ibid. (p. 59 à 61), BUQ ; voir aussi les dernières conclusions écrites du Procureur, par. 207. [N'existe qu'en anglais, sous le titre « *Prosecutor's Closing Brief* »].

<sup>34</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 60 à 62), BUQ.

<sup>35</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 461.

<sup>36</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 69), BUQ ; Ibid. (p. 34 et 35), FAX ; CRA, 10 février 2011 (p. 70 et 71), DCO ; ibid. (p. 48), ZBL.

<sup>37</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 69 et 70), BUQ ; Ibid. (p. 30 à 32), FAX.

<sup>38</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 70 et 71), DCO.

56. Cependant, rien dans le dossier ne permet légitimement de craindre que le témoignage de BUQ soit inventé, ou que celle-ci ait reçu un entraînement pour l'amener à déposer contre Nizeyimana. En effet, BUQ est la seule à avoir déposé à l'appui de ces allégations. Son adhésion à l'ABASA et à d'autres associations apparentées ne compromet nullement la fiabilité ou l'impartialité de son témoignage concernant l'accusé. Qui plus est, le fait qu'elle a dit que Nizeyimana devait être un chef dans la structure hiérarchique de l'ESO est en grande partie incontesté par les témoins à décharge. Cela ne permet pas non plus de craindre qu'elle ait fait preuve de parti pris.

57. La Défense affirme encore que BUQ a conçu sa déposition de manière à mettre Nizeyimana en cause<sup>39</sup>. Elle soutient en particulier que dans l'affaire *Hategekimana*, elle avait dit qu'elle avait été violée par un militaire du camp de Ngoma dénommé Ndererimana, après qu'il l'eut finalement conduite dans une autre maison, vers le 9 avril 1994. Mais en l'espèce, elle n'a pas dit qu'elle avait été violée une fois conduite dans la maison en question.

58. Comme dans l'affaire *Hategekimana*, BUQ a confirmé qu'un militaire du camp de Ngoma dénommé Ndererimana l'avait sortie vers le 9 avril 1994 de la maison où elle habitait. Cela étant, selon un résumé de son témoignage fourni par la Chambre de première instance saisie de l'affaire *Hategekimana*, elle avait alors dit expressément qu'elle avait été violée par Ndererimana pendant cette période<sup>40</sup>. Or elle n'a rien dit de tel en l'espèce, même s'il faut noter qu'aucune des parties ne lui a demandé expressément si elle avait été violée pendant ladite période<sup>41</sup>.

59. Tout en tenant compte des divergences existant entre son témoignage dans l'affaire *Hategekimana* et sa déposition en l'espèce, car elles concernent de manière générale le comportement criminel des militaires de Butare, la Chambre se demande dans quelle mesure cela suscite des doutes au sujet de sa déposition incriminant Nizeyimana à raison des actes d'un militaire de l'ESO dénommé « Rubaga »<sup>42</sup>. Il est fort possible que dans l'affaire *Nizeyimana*, elle n'ait pas dit qu'elle avait été violée par Ndererimana après qu'il l'avait fait partir de chez elle,

<sup>39</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 460. La Défense met aussi en doute la capacité du témoin d'identifier Nizeyimana comme étant un chef à l'ESO (par. 458). La Chambre ne considère pas cela comme la preuve que ce témoignage a été fabriqué. À ses yeux, le fait que BUQ habitait près de l'accusé et que celui-ci était un militaire connu suffit à expliquer la déposition de BUQ. CRA, 17 février 2011 (p. 59 et 60), BUQ.

<sup>40</sup> Voir jugement *Hategekimana*, par. 153 et 154.

<sup>41</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 61 à 65, et 78 à 80), BUQ.

<sup>42</sup> En effet, la Défense n'a présenté aucun argument donnant à penser qu'il existe des divergences entre la déposition du témoin dans l'affaire *Hategekimana* portant sur la date des premiers viols et son témoignage en l'espèce. En particulier, il ressort du jugement *Hategekimana* que le témoin avait constamment évoqué la participation d'un militaire de l'ESO appelé « Rubaga » aux viols dont elle avait été la victime. Voir le jugement *Hategekimana*, par. 174. Comme indiqué ailleurs, la Chambre considère que l'on ne peut pas utiliser les affirmations antérieures concordantes d'un témoin pour conforter sa crédibilité, mais on peut en déduire que certaines divergences ne prêtent pas à conséquence.

précisément parce qu'elle n'avait pas été expressément interrogée à ce sujet et que l'agresseur était un militaire du camp de Ngoma (et non un militaire de l'ESO). En effet, la Chambre note que le volet de la déposition de BUQ relatif à l'attaque du 6 avril 1994, tel qu'on peut le lire dans le résumé fait par la Chambre de première instance saisie de l'affaire *Hategekimana*, cadre parfaitement avec son témoignage en l'espèce, en ce qu'il implique un militaire de l'ESO dénommé « Rubaga »<sup>43</sup>.

60. La Défense a aussi contesté le point de la déposition de BUQ relatif aux périodes auxquelles les faits évoqués ont eu lieu. Elle soutient que dans l'affaire *Hategekimana*, BUQ avait indiqué la période à laquelle la première attaque avait eu lieu, alors qu'elle a refusé de le faire en l'espèce. En réalité, la Défense donne à entendre que son témoignage dans l'affaire *Hategekimana* n'avait pas été accepté, la Chambre estimant qu'il était invraisemblable que les faits aient pu se dérouler à la période où elle les situait<sup>44</sup>.

61. La Chambre relève que la déposition de BUQ montre qu'elle a souvent du mal à se souvenir de l'époque ou du jour auxquels certains faits précis se sont produits<sup>45</sup>. Son incapacité de se souvenir de ces détails est compréhensible, vu le caractère traumatisant desdits événements et le fait qu'elle n'a pas quitté sa maison dès que les attaques ont commencé<sup>46</sup>. Presque deux années se sont écoulées depuis qu'elle a témoigné dans l'affaire *Hategekimana*. La Chambre n'est pas convaincue que son incapacité de donner en l'espèce l'heure approximative de la

<sup>43</sup> Jugement *Hategekimana*, par. 149 et 174. Comme indiqué ailleurs, la Chambre considère que l'on ne peut pas utiliser les affirmations antérieures concordantes d'un témoin pour conforter sa crédibilité, mais on peut en déduire que certaines divergences ne prêtent pas à conséquence.

<sup>44</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 460 et 462.

<sup>45</sup> En ce qui concerne la première attaque, voir CRA, 17 février 2011 (p. 59 et 60), BUQ (« Q. : À quelle heure environ aviez-vous été attaquées par les militaires ? R. : C'était au cours de la nuit, je ne suis pas en mesure de vous donner l'heure précise »), 75 et 76 (« Q. : C'était vers 22 heures, d'après ... votre précédent témoignage. Pouvez-vous le confirmer également ? R. : Si vous avez bien lu ma déposition, c'est peut-être l'heure que j'ai donnée ; mais je dois vous dire aujourd'hui que je ne me rappelle pas précisément l'heure qu'il "faisait".... Q. : Madame le Témoin, n'avez-vous pas dit auparavant, dans l'affaire *Hategekimana*, que votre quartier avait été encerclé vers 22 heures, dans la nuit ? R. : Je vous ai dit qu'après le départ de mes employeurs, les militaires sont arrivés, mais je n'ai pas précisé l'heure à laquelle les militaires sont entrés »). Quant à la deuxième attaque, voir CRA, 17 février 2011, p. 60 et 61 (« Q. : À quelle heure ces quatre militaires étaient-ils arrivés chez vous ? R. : Pour moi, les journées étaient très longues et il m'était presque impossible de distinguer le jour de la nuit. Je ne peux donc pas vous dire à quelle heure c'était »). Quant à la troisième attaque, voir CRA, 17 février 2011, p. 62 et 63 (« Le juge PARK : Madame le Témoin, vous souvenez-vous de la date approximative de la troisième attaque ? R. : Je pense que c'était le 9, même s'il était difficile de distinguer les jours, mais je pense que c'était le 9 »).

<sup>46</sup> En fait, la capacité de BUQ à dire à quel moment de la journée la troisième attaque s'est produite semble reposer sur le fait qu'elle a quitté la maison immédiatement après l'attaque, alors qu'il faisait « presque obscur ». CRA, 17 février 2011 (p. 61), BUQ (« Q. : Quand a eu lieu cette troisième attaque des militaires ? R. : Je pense que c'était en milieu d'après-midi. Lorsque je suis sortie avec ce militaire, il faisait presque obscur. Et il me disait que si ç'avait été en plein jour, il n'aurait pas pu me faire sortir parce que nous n'aurions pas pu trouver le chemin. ») ; 78 (« R. : C'était le soir et il faisait presque obscur. Et lorsqu'il ... est arrivé ..., il a fait la même chose que les autres militaires. »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

première attaque permet raisonnablement de penser que son témoignage a pu être inventé de toutes pièces pour pouvoir à présent mettre en cause Nizeyimana.

62. Pour ce qui est de la capacité de BUQ d'identifier les auteurs de l'attaque, la Chambre note que lors de l'attaque du 6 avril 1994, BUQ avait remarqué un des assaillants, un militaire de l'ESO dénommé « Rubaga »<sup>47</sup>. Elle a expliqué qu'elle l'avait identifié par la tenue de camouflage et le béret noir qu'il portait, que lors de l'attaque il s'était présenté lui-même sous ce nom et que, par la suite, un militaire du camp de Ngoma dénommé Ndererimana avait confirmé que Rubaga était chauffeur à l'ESO<sup>48</sup>.

63. La description qu'elle fait de l'uniforme de Rubaga recoupe d'autres dépositions relatives à la tenue des militaires de Butare – par opposition aux gendarmes – en 1994, mais elle ne donne aucun trait distinctif permettant d'affirmer qu'il s'agit d'un uniforme de l'ESO<sup>49</sup>. Toutefois,

<sup>47</sup> BUQ a dit que le nom « Rubaga » allait bien au militaire, vu ce qu'il était en train de faire, car « c'était un boueher » (CRA, 17 février 2011, p. 60), et qu'en kinyarwanda, ce terme désigne quelqu'un qui est « sans pitié, un boueher, qui n'a peur de rien » (ibid., p. 77). La Chambre relève qu'en kinyarwanda, le mot *kubaga* signifie tuer [quelqu'un] sauvagement.

<sup>48</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 59 et 60, 63 et 64, et 76 et 77), BUQ.

<sup>49</sup> Ibid. (p. 41, et 57 et 58), ZCB (le témoin à charge ZCB a laissé entendre que l'on pouvait identifier les militaires de l'ESO, car ils étaient plus jeunes et leurs uniformes de couleur claire étaient « un peu délabrés ») ; CRA, 18 janvier 2011 (p. 51 et 52), témoin à charge ZCC (le témoin dit qu'en général, les bérets de tous les militaires étaient noirs et ceux des gendarmes étaient rouges) ; CRA, 19 janvier 2011 (p. 75 à 79), témoin à charge Dufitumukiza (un gendarme de Butare a dit à la barre que les gendarmes portaient des bérets rouges marqués d'un insigne représentant un oiseau, que leurs galons étaient rouges, que lors des cérémonies, ils portaient des épaulettes rouges, et que tous les militaires portaient des bérets noirs portant les mots « Armée nationale », même si quelquefois, les unités de commandos portaient des bérets de camouflage ; les galons et les épaulettes de cérémonie des militaires étaient bleus et leurs grades étaient marqués par des galons blancs) ; CRA, 24 janvier 2011 (p. 59 à 62), témoin à charge ZAK (les militaires de l'ESO qui tenaient les barrages portaient des tenues de camouflage et des bérets noirs) ; CRA, 31 janvier 2011, p. 8, témoin à charge Spielmann (elle a affirmé que les gardes présidentiels avaient « un uniforme très distinct » de celui des militaires du camp de l'ESO ; il ne lui a pas été demandé de préciser la différence) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 78), témoin à charge AZD, (les uniformes des militaires de l'ESO portaient des insignes de grade distinctifs différents de ceux figurant habituellement sur les uniformes militaires), et CRA, 1<sup>er</sup> février 2011, p. 4 (il a comparé la couleur sombre de camouflage d'un véhicule à celle des uniformes militaires) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 75 et 76), témoin à charge YAA (les élèves militaires de l'ESO portaient des treillis) ; CRA, 9 février 2011 (p. 73), témoin à charge ZW, (les militaires de l'ESO qui étaient à l'hôpital portaient l'uniforme militaire et des bérets noirs) ; CRA, 14 février 2011 (p. 79), témoin à charge Ntezimana, (plusieurs corps portaient le même uniforme) ; CRA, 15 février 2011 (p. 22 et 23), témoin à charge AJP (il était facile de distinguer les militaires de l'ESO des autres car ils étaient plus jeunes et leurs uniformes différents. Pourtant, ni le Procureur ni la Défense ne lui ont demandé en quoi ces uniformes étaient différents) ; CRA, 21 février 2011, p. 8, témoin à charge MKA, (elle croyait que tous les militaires portaient le même uniforme et était incapable de distinguer les diverses unités d'origine des militaires en se basant sur leur tenue) ; CRA, 21 février 2011 (p. 39), témoin à charge YAP (les militaires de l'ESO portaient habituellement des bérets noirs) ; CRA, 11 mai 2011, (p. 45 et 46), témoin à décharge Mushi, (les gendarmes portaient des bérets rouges tandis que ceux des militaires étaient noirs) ; CRA, 16 mai 2011 (p. 42), témoin à décharge MAL06 (les militaires de l'ESO portaient « un uniforme ordinaire de militaire » constitué d'une tenue de camouflage et d'un béret noir) ; CRA, 17 mai 2011, p. 11, témoin à décharge ZML02, (il s'est souvenu que les membres de la Garde présidentielle portaient des bérets de camouflage) ; CRA,



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

d'autres éléments de preuve versés au dossier donnent à penser qu'un militaire connu sous le nom de « Rubaga » travaillait à l'ESO<sup>50</sup>.

64. En ce qui concerne l'identification par ouï-dire de Rubaga par Ndererimana, selon lequel Rubaga était un militaire de l'ESO, la Chambre fait remarquer que BUQ a précisé que Rubaga et Ndererimana avaient participé à des attaques différentes<sup>51</sup>. Elle a expliqué que Ndererimana aurait de toute façon pu identifier Rubaga, non pas parce qu'elle les avait déjà vus ensemble, mais parce qu'elle croyait qu'« ils participaient tous à une même opération », que « les autorités » leur avaient donné plein pouvoir de faire ce qu'ils étaient en train de faire et que « chacun ... était informé de ce ... que les autres militaires étaient en train de faire »<sup>52</sup>.

65. Aux yeux de la Chambre, ce qui ressort de l'ensemble de ces dépositions, qui regorgent de preuves indirectes, c'est qu'on ne peut aboutir qu'à une seule conclusion raisonnable, à savoir que la nuit du 6 au 7 avril 1994, un militaire de l'ESO connu sous le nom de « Rubaga » faisait partie d'un groupe de personnes ayant participé à une attaque lors de laquelle BUQ, une autre Tutsie et une Hutue avaient été violées. Les propos des assaillants établissent bien que l'attaque avait été motivée par l'appartenance ethnique tutsie réelle (et dans l'un des cas supposée) des victimes<sup>53</sup>. Il ne fait pas de doute pour la Chambre qu'il s'agissait d'actes de violence sexuelle ;

---

23 mai 2011 (p. 8), témoin à décharge Mutarutinya (deux militaires portaient des bérets noirs et, par la suite, se sont révélés être des membres de la Garde présidentielle) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 31 à 33), témoin à décharge Ufitimana (les militaires de l'ESO portaient des tenues de camouflage de couleur bleue) ; CRA, 16 mai 2011 (p. 62 et 77), témoin MAL01 (infirmière à Butare, elle pouvait distinguer les gendarmes qui portaient les bérets rouges, des militaires ; mais ne pouvait pas distinguer les nombreux militaires qui se trouvaient à Butare, à savoir les militaires de l'ESO et les membres de la Garde présidentielle, qui portaient tous des bérets noirs) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 59), témoin à décharge CKN10 (les membres de la Garde présidentielle portaient des tenues de camouflage, ce qui n'était pas le cas des militaires de l'ESO, qui portaient des uniformes de couleur foncée) ; CRA, 19 mai 2011 (p. 8), témoin à décharge Nsabimana (les militaires de l'ESO étaient généralement plus jeunes et leurs uniformes étaient marqués d'un insigne non identifié qui les distinguait des autres militaires).

<sup>50</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 30), témoin à charge BDE (elle s'est souvenue d'un sergent de l'ESO nouvelle formule, surnommé Rubaga) ; CRA, 8 février 2011 (p. 51), témoin à charge ZBH (il a mentionné un militaire de l'ESO, le caporal Rutayisire, alias Rubaga). Mais voir CRA, 26 mai 2011 (p. 47 et 48), témoin à décharge CKN10 (il s'est souvenu d'un militaire appelé caporal Rubaga qui était posté à Akanyaru, mais n'a pas indiqué expressément que c'était un militaire de l'ESO). La Chambre note qu'un chauffeur de l'ESO pouvait avoir le grade de caporal. Voir CRA, 30 mai 2011 (p. 41), témoin CKN10, (huis clos) (un caporal était le chauffeur du véhicule de la MINUAR de Nizeyimana).

<sup>51</sup> Voir, par exemple, CRA, 17 février 2011 (p. 78), BUQ (« Q. ... Le deuxième groupe de soldats et le troisième groupe de militaires étaient différents de ceux qui étaient arrivés la veille, n'est-ce pas ? Si j'ai bien compris ce que vous avez dit lors de votre interrogatoire principal, ils étaient différents de ceux qui étaient venus la première nuit. C'est bien cela ? R. : Oui, ils étaient différents »).

<sup>52</sup> CRA, 17 février 2011, p. 78, BUQ.

<sup>53</sup> Les propos des assaillants que BUQ se souvient d'avoir entendus étaient semblables à ceux que d'autres femmes violées par des militaires ailleurs à Butare avaient entendus. CRA, 21 février 2011, p. 12, MKA (« M. le juge Fremr : ... [P]endant le viol, est-ce que ces militaires parlaient, est-ce qu'ils vous expliquaient pourquoi ils se comportaient ainsi ? Le témoin : On avait dit que les militaires avaient été livrés et qu'ils devaient ... [ou plutôt] on nous disait que les Tutsis avaient été livrés et qu'ils devraient mourir »).

selon la déposition de BUQ, qui a affirmé qu'elle était vierge avant les viols à la suite desquels elle avait dû subir des opérations, ces actes avaient porté gravement atteinte à son intégrité physique et mentale.

66. Ayant examiné les allégations susvisées et statué sur celles-ci, la Chambre rappelle qu'il n'existe aucune preuve directe que Nizeyimana a participé à l'une quelconque des attaques alléguées par BUQ. Elle a affirmé que les premiers assaillants avaient dit qu'ils exécutaient les ordres de leurs supérieurs hiérarchiques, mais une telle affirmation relève du ouï-dire, elle servirait l'intérêt des assaillants de l'époque, et n'aurait qu'une valeur probante limitée. En outre, Nizeyimana n'a pas été formellement désigné comme le supérieur qui avait donné de telles instructions. Qui plus est, la Chambre a conclu ailleurs que les témoignages selon lesquels Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires de l'ESO de violer et de tuer les Tutsies le 7 avril 1994 n'étaient pas fiables<sup>54</sup>.

67. Finalement, la déposition de BUQ soulève la possibilité des plus raisonnables que seul un des assaillants – à savoir « Rubaga » – était un militaire du camp de l'ESO. Le caractère relativement privé des attaques permet de se demander si Nizeyimana avait donné l'ordre à un militaire de l'ESO connu sous le nom de « Rubaga » de violer le témoin BUQ et deux autres femmes dans une résidence privée la nuit du 6 au 7 avril 1994, ou s'il savait ou avait des raisons de savoir que cela avait été le cas. En parvenant à cette conclusion, la Chambre tient compte du fait que ces attaques devaient avoir lieu près du camp de l'ESO et de la maison de Nizeyimana. Cela dit, de telles circonstances ne peuvent pas mener à une seule conclusion raisonnable, à savoir que Nizeyimana avait été impliqué dans ce comportement, en avait été informé, ou aurait dû en être informé, compte tenu surtout du caractère relativement privé de l'attaque et du fait qu'elle a eu lieu immédiatement après la mort du Président.

68. En fin de compte, l'absence de preuves directes impliquant Nizeyimana dans les attaques ultérieures décrites par BUQ, tout comme les ambiguïtés relatives à l'identité des militaires, ne permettent pas à la Chambre de conclure que la responsabilité pénale de l'accusé est engagée. L'acte d'accusation vise à établir que la responsabilité pénale de Nizeyimana est engagée à raison du comportement de militaires autres que ceux affectés à l'ESO, mais le dossier concernant ces crimes ne fait apparaître aucun lien de connexité fiable permettant d'établir la responsabilité pénale. Ces allégations sont dès lors rejetées.

---

<sup>54</sup> La Chambre fait observer encore que les dépositions des témoins à charge BUR et YAA et celles relatives aux ordres donnés le soir du 6 avril 1994 ne mentionnent pas, elles non plus, que Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires de violer les Tutsies. Voir CRA, 2 février 2011 (p. 81 et 82), BUR ; et CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 71 et 72), YAA.

## 2. ORDRE DE VIOLER ET DE TUER LES TUTSIS DONNÉ LE 7 AVRIL 1994

### *Introduction*

69. Selon l'acte d'accusation, vers le 7 avril 1994, Nizeyimana a convoqué les officiers et les militaires des FAR à l'ESO et leur a donné l'ordre de tuer les civils tutsis et de violer les Tutsies. Le Procureur ne se rapporte pas au paragraphe pertinent de l'acte d'accusation, mais il semble s'appuyer sur la déposition de BUR<sup>55</sup>. La Défense soutient que la déposition de BUR n'est pas corroborée et que ce témoin n'est pas crédible. Les témoins à décharge RWV11 et Thomas Ruzindana ont déposé à ce sujet<sup>56</sup>.

### *Dépositions*

#### Témoin à charge BUR

70. En avril 1994, BUR, d'ethnie hutue, était sergent à l'ESO à Butare<sup>57</sup>. Le lendemain de la mort du Président, vers midi, il avait remarqué qu'une réunion se tenait dans le bureau de Muvunyi et qu'y assistaient Nizeyimana, le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi, Ildephonse Hategekimana, commandant du camp de Ngoma, Cyriaque Habyarabatura, commandant du camp de gendarmerie de Tumba, le commandant de l'escadron de gendarmerie de Gikongoro et le commandant de l'escadron de gendarmerie de Nyanza<sup>58</sup>. Elle avait duré une trentaine de minutes et, ensuite, Nizeyimana avait convoqué un groupe choisi de 100 à 200 militaires à une réunion tenue sur le tarmac du camp<sup>59</sup>. Nizeyimana avait informé les militaires qu'« on » avait décidé de tuer les Tutsis et de prendre leurs biens<sup>60</sup>. Il leur a aussi dit d'utiliser les baïonnettes pour tuer les Tutsis afin d'économiser les balles<sup>61</sup>. Il a également « demandé » aux militaires de violer les Tutsies, puis de les tuer<sup>62</sup>.

<sup>55</sup> Acte d'accusation, par. 8 et 30 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 200 à 225 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 35 et 36 (réquisitions). Le Procureur renvoie également à la déposition de BUR sur la réunion du 7 avril 1994 à l'appui du paragraphe 10 i) de l'acte d'accusation. Dans cette partie de ses dernières conclusions écrites, il évoque aussi les résumés des dépositions de AZD, BDE, ZAW, YAA et ZT, qui ont témoigné également au sujet d'une réunion tenue à l'ESO vers le 7 avril 1994. Voir les dernières conclusions écrites du Procureur, par. 43 à 62. La Chambre a résumé ce témoignage ailleurs dans le jugement (voir chap. II, point 3.1), mais elle l'examine ici.

<sup>56</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 153 à 158, 160 à 162 et 441 à 443 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 39 et 40, 43 et 44, et 53 et 54) (plaidoiries). La Chambre a résumé ailleurs dans le jugement les preuves à décharge qui contestent qu'un rassemblement dirigé par Nizeyimana ait eu lieu le 7 avril 1994 (voir chap. II, point 3.1), mais elle les examine ici.

<sup>57</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 80 et 81), BUR ; pièce à conviction P18 (fiche de renseignements personnels de BUR).

<sup>58</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 83 et 84), BUR.

<sup>59</sup> Ibid. (p. 83 à 85) et CRA, 3 février 2011 (p. 47 et 48), BUR.

<sup>60</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 84), BUR.

<sup>61</sup> Ibid. (p. 84 et 85) et CRA, 3 février 2011 (p. 47 et 48), BUR.

<sup>62</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

71. Ensuite, Nizeyimana avait donné l'ordre à la section de BUR, composée de 12 militaires, de patrouiller dans les zones de Butare habitées par les personnes figurant sur une liste, que le témoin n'avait jamais vue, de personnes tutsies à abattre<sup>63</sup>. BUR avait effectué des patrouilles à pied à travers Butare et s'était rendu chez le préfet Juvénal Habyarimana pour s'assurer que celui-ci ne puisse pas fuir<sup>64</sup>. Ensuite, il lui avait été aussi donné instruction d'aller chez la reine Gicanda et de surveiller ce qui se passait aux barrages. Il recevait ces instructions personnellement et directement de Nizeyimana par radio<sup>65</sup>.

#### Témoins à décharge RWV11 et Thomas Ruzindana

72. D'ethnie hutue, RWV11 était instructeur à l'ESO en avril 1994<sup>66</sup>. Le témoin Ruzindana, élève militaire à l'ESO, se trouvait à l'ESO le 7 avril<sup>67</sup>. Ils ont dit qu'ils n'étaient pas au courant d'un rassemblement qui avait eu lieu sur le tarmac de l'ESO le matin du 7 avril et qu'ils n'avaient jamais entendu Nizeyimana enjoindre aux militaires de violer les Tutsies<sup>68</sup>.

#### *Délibération*

73. Le Procureur semble invoquer uniquement la déposition de BUR à l'appui de l'allégation que Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires de l'ESO, lors d'un rassemblement tenu à l'ESO le 7 avril 1994, de violer et de tuer les Tutsis. En réalité, plusieurs autres témoins à charge ont dit à la barre que Nizeyimana se trouvait au rassemblement des militaires de l'ESO tenu le 7 avril, ou qu'il y avait pris la parole. Autre point de divergence, aucun de ces témoins à charge n'a dit que Nizeyimana avait donné expressément l'ordre de violer et de tuer les Tutsis et de piller leurs biens<sup>69</sup>. Il est étonnant qu'aucune déposition à charge ne soit venue corroborer la relation de BUR, étant donné les nombreux témoins à charge qui ont dit à la barre qu'ils se trouvaient à l'ESO le 7 avril et qui ont parlé du rôle joué par Nizeyimana aux rassemblements ce jour-là.

74. Qui plus est, la Défense a contesté que le témoin BUR était affecté à l'ESO en avril 1994 ou même qu'il se trouvait à Butare pendant ce mois d'avril-là, en se fondant sur les dossiers des juridictions *gacaca* rwandaises depuis février 2010. Selon l'extrait pertinent, BUR a déposé dans un procès *gacaca* où on lui a demandé s'il se trouvait à Butare pendant le génocide. Il a répondu

<sup>63</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 47 à 49), BUR. Celui-ci a dit à la barre qu'il avait appris l'existence de la liste par Léonidas Busharire, le garde-corps de Nizeyimana, et que sur celle-ci figuraient, notamment, le substitut du procureur de Butare, un entrepreneur dénommé Sonera, ainsi que Bicakumuyange, Gatorano et Ndakaza. CRA, 3 février 2011 (p. 47 à 49 et 54 et 55).

<sup>64</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 47 à 50 et 54 et 55), BUR.

<sup>65</sup> Ibid. (p. 47 à 55), BUR.

<sup>66</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 6 et 7), RWV11 ; pièce à conviction D53 (fiche de renseignements personnels de RWV11).

<sup>67</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 25 à 27), témoin Ruzindana.

<sup>68</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 12 et 13), RWV11 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 26 et 27 et 30 et 31), témoin Ruzindana.

<sup>69</sup> Voir chap. II, point 3.1.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

ceci : il était membre du bataillon de paracommandos basé à Kigali ; il s'était rendu à Gitarama ; de là, il était allé à Gikongoro le 25 avril, puis à Butare vers le 4 mai ; il était retourné à Gikongoro le 7 mai<sup>70</sup>. Par la suite, on avait demandé à BUR comment il pouvait fournir un témoignage pertinent s'il n'avait passé que « deux jours » à Butare<sup>71</sup>. D'après le dossier, il a répondu qu'il s'était renseigné auprès de ses collègues militaires sur le comportement de l'accusé lors de ce procès-là<sup>72</sup>.

75. Le témoin a rejeté le contenu du dossier des juridictions *Gacaca* rwandaises, laissant entendre que le nom de la personne à laquelle les propos visés étaient attribués était différent du sien et que rien n'indiquait que le dossier en question émanait d'une juridiction *Gacaca*<sup>73</sup>. On notera qu'il a confirmé que la signature apposée au bas du texte pertinent ressemblait à la sienne<sup>74</sup>. De plus, l'orthographe du nom cadre avec celle de son nom<sup>75</sup>. Enfin, la Chambre n'a aucun doute sur l'authenticité du document. La Défense a contre-interrogé le témoin avec des dossiers produits par le Procureur. La dernière pièce à conviction est une copie certifiée conforme des dossiers d'une juridiction *Gacaca* rwandaise<sup>76</sup>.

76. Le témoignage de BUR, fait également sous serment, devant une juridiction *Gacaca* au Rwanda en février 2010 diverge pour l'essentiel de sa déposition en l'espèce relative à la réunion alléguée du 7 avril 1994<sup>77</sup>. Il suscite des questions au sujet de sa présence à Butare ce jour-là (ou à tout autre jours du mois d'avril), crée le doute sur le point de savoir s'il avait été affecté à l'ESO (et s'il *aurait pu s'y trouver* lors du rassemblement de ses militaires), et s'il pouvait même

<sup>70</sup> Pièce à conviction D14 (dossier *Gacaca*), p. 51. L'extrait pertinent a été traduit dans le CRA, 3 février 2011 (p. 72 à 76). Pour la Chambre, il ressort de la pièce à conviction que le témoin a commencé par dire qu'il s'était rendu à « Butare » et le dossier manuscrit porte un chiffre – 4 ou 5 – inscrit devant « /1994 ». Lu dans le contexte du reste de la réponse, il devient clair qu'il s'agit du chiffre 5 et, partant, que le témoin parlait du mois de « mai 1994 ».

<sup>71</sup> Pièce à conviction D14 (dossier *Gacaca*), p. 52. La traduction de l'extrait pertinent figure dans le CRA, 3 février 2011, p. 74 à 76.

<sup>72</sup> Id.

<sup>73</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 78 à 82), BUR.

<sup>74</sup> Ibid. (p. 78 et 79), BUR. La signature de BUR figurant dans les documents de l'espèce est extrêmement similaire à celle que l'on retrouve dans le dossier *Gacaca*. Comparer la pièce à conviction P18 (signature de BUR figurant sur sa fiche de renseignements personnels) (signature), à la pièce à conviction D14 (dossier *Gacaca*), p. 55 (signature).

<sup>75</sup> Comparer la pièce à conviction P18 (fiche de renseignements personnels de BUR) et la pièce à conviction D14 (dossier *Gacaca*), p. 51 et 55. Dans sa déposition, le témoin indique que son nom s'écrit avec un « l » et non un « r ». La Chambre fait observer que tout au long de ce procès, ces lettres ont été utilisées de manière interchangeable. Quoique le témoin ait dit qu'il y avait un « i » là où il aurait dû y avoir un « u », sa remarque est incorrecte, car dans le dossier *Gacaca*, c'est la lettre « u » qui est utilisée. CRA, 3 février 2011 (p. 78 et 79), BUR.

<sup>76</sup> Voir la pièce à conviction D14 (dossier *Gacaca*). Voir aussi le mémorandum intérieur du 29 août 2011 adressé à Nuhou Diallo par Roland Amoussouga, auquel est jointe la pièce à conviction D14, mémorandum qui a été déposé le 2 septembre 2011 ; CRA, 7 septembre 2011, p. 2 et 3 (demandant que l'original de la pièce à conviction D14 soit remplacé par sa copie certifiée conforme).

<sup>77</sup> Pièce à conviction D14 (dossier *Gacaca*), p. 51 (prestation de serment). BUR a déposé sous serment lors de toutes ses comparutions. Voir, CRA, 2 février 2011 (p. 79 et 80), 3 février 2011 (p. 46 et 47) et 4 février 2011 (p. 1 et 2), BUR.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

identifier généralement Nizeyimana. En effet, aucun autre témoin à charge ou à décharge n'a confirmé que BUR était un militaire de l'ESO ou qu'il se trouvait au camp de l'ESO en avril<sup>78</sup>.

77. Dans ces conditions, la Chambre estime que la déposition de BUR est dénuée de toute crédibilité. La possibilité que des militaires de l'ESO aient pu violer et tuer des Tutsis par la suite n'allège nullement les préoccupations de la Chambre concernant le point de savoir si BUR se trouvait à Butare le 7 avril 1994 pour, selon lui, entendre Nizeyimana donner l'ordre de le faire. Cette allégation est rejetée. C'est pourquoi la Chambre juge qu'il n'y a pas lieu d'évaluer ici les dépositions des témoins à décharge RWV11 et Ruzindana<sup>79</sup>.

### 3. RÉUNIONS TENUES DU 7 AU 22 AVRIL 1994

#### 3.1 Réunion du 7 avril 1994

##### *Introduction*

78. Selon l'acte d'accusation, Nizeyimana s'est réuni avec des officiers des FAR et des militaires de l'ESO, dont les sous-lieutenants Bizimana, Gakwerere, Ndayambaje, Gatsinzi et l'adjudant-chef Ntibiramira, à l'ESO le 7 avril 1994. Ces réunions faisaient partie des nombreuses réunions tenues entre le 7 avril et juillet 1994 au cours desquelles des Tutsis ont été identifiés pour être tués et des listes ont été établies à cet effet. Le Procureur s'appuie sur AZD, BDE, YAA, ZT, ZAW, ZY et BUR<sup>80</sup>.

79. La Défense ne conteste pas expressément que des réunions aient eu lieu le 7 avril 1994, mais elle soutient que toute réunion qui se serait tenue était à caractère administratif et informatif et qu'elle était dénuée de tout objectif criminel. En outre, pour elle, Nizeyimana n'a donné aucun ordre criminel et les preuves à charge produites sur ce point ne sont pas fiables. Les témoins à décharge CKN10, OUV03, CKN10, RWV11, Jean Népomuscène Bunani, ZML07, Thomas Ruzindana et ZML13 ont fourni des preuves pertinentes<sup>81</sup>.

<sup>78</sup> Seuls trois témoins ont été interrogés ou ont déposé au sujet de BUR, et aucun d'eux ne l'a identifié comme étant un militaire de l'ESO. Voir, CRA, 17 février 2011 (p. 71 à 73 (huis clos)) BUQ (BUQ connaissait BUR), et CRA, 17 février 2011 (p. 32 à 34), FAX (elle ne pensait pas qu'elle connaissait BUR). Pour des motifs liés à la protection des témoins, la Chambre n'invoquera pas la déposition d'un troisième témoin.

<sup>79</sup> La Chambre examine ailleurs dans le jugement la valeur probante générale de leurs témoignages concernant les réunions tenues le 7 avril 1994 à l'ESO. Voir chap. II, point 3.1.

<sup>80</sup> Acte d'accusation, par. 9 et 10 i) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 43 à 62 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 7 et 8, et 19 et 20 (réquisitions)). La Chambre rappelle qu'elle a déjà conclu que le paragraphe 9 était « [traduction] relativement vague » mais qu'en le lisant conjointement avec le paragraphe 10, on constate « qu'il a été conçu comme une introduction » ; elle tient à rappeler au Procureur qu'un accusé ne peut être déclaré coupable que des crimes exposés dans l'acte d'accusation. Voir la décision intitulée « *Decision on Defence Preliminary Motion on Defects in the Indictment* » (Chambre de première instance), 15 décembre 2010, par. 39.

<sup>81</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 82 à 84, 92 à 117, 443, 499, et 504 à 509 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 39 et 40, et 43 à 47 (plaidoiries).

*Dépositions*Témoins à charge AZD, BDE, YAA, ZT, ZAW et ZY

80. AZD, BDE, YAA, ZT, ZAW et ZY étaient affectés à l'ESO en avril 1994<sup>82</sup>. AZD, YAA, ZAW, ZT et BDE ont tous participé à un rassemblement général des militaires tenu sur le tarmac de l'ESO le 7 avril<sup>83</sup>. Le rassemblement a commencé entre 7 et 8 heures et a duré de 30 à 40 minutes<sup>84</sup>. AZD, ZT, BDE et ZAW ont noté que tous les militaires de l'ESO s'y trouvaient<sup>85</sup>. Différents témoins ont vu le capitaine Nizeyimana au rassemblement, et YAA a noté que Nizeyimana avait présidé celui-ci<sup>86</sup>. AZD a identifié le lieutenant-colonel Muvunyi, Théodore Sindikubwabo et le colonel Marcel Gatsinzi comme étant des participants au rassemblement ; BDE se souvenait d'y avoir vu le lieutenant-colonel Muvunyi et les sous-lieutenants Bizimana, Alphonse Ndayambaje, Ezéchiel Gakwerere et Modeste Gatsinzi<sup>87</sup>. BDE s'est rappelé que le colonel Marcel Gatsinzi était dans son bureau<sup>88</sup>.

<sup>82</sup> AZD était sous-officier et en service au camp. CRA, 31 janvier 2011 (p. 63 à 66), AZD ; pièce à conviction P15 (fiche de renseignements personnels d'AZD). BDE était cadet [c'est-à-dire élève militaire] à l'ESO en avril 1994. CRA, 28 janvier 2011 (p. 8 à 10), BDE ; pièce à conviction P13 (fiche de renseignements personnels de BDE). YAA était instructeur et adjudant au camp de l'ESO en avril 1994. CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 71), YAA ; pièce à conviction P16 (fiche de renseignements personnels de YAA). ZT était cadet à l'ESO en avril 1994. CRA, 7 février 2011 (p. 7 et 8), ZT ; pièce à conviction P19 (fiche de renseignements personnels de ZT). ZAW était cadet à l'ESO en avril 1994. CRA, 26 janvier 2011 (p. 3 et 4), ZAW ; pièce à conviction P10 (fiche de renseignements personnels de ZAW). ZY était élève à l'ESO en avril 1994. CRA, 26 janvier 2011 (p. 46 et 47, et 51 et 52), ZY ; pièce à conviction P11 (fiche de renseignements personnels de ZY).

<sup>83</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 70 et 71 (huis clos), et 73 et 74) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 55 et 56), AZD ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 71 à 74), YAA ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 40 à 42), ZAW ; CRA, 7 février 2011 (p. 9 et 10), ZT ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 14 et 15), BDE. ZY ne se trouvait pas à Butare à l'époque, mais elle avait appris par la suite qu'il y avait eu un rassemblement ce jour-là. CRA, 27 janvier 2011 (p. 13 à 15), ZY. ZY avait assisté le 9 avril à un rassemblement où Nizeyimana avait pris la parole pendant une vingtaine de minutes pour dire aux militaires présents qu'ils n'étaient plus considérés comme des cadets et qu'ils auraient à exécuter des tâches militaires jusqu'à nouvel ordre. Elle avait vu Nizeyimana entrer dans son bureau avec les adjudants Ntamuhanga et Kubwimana et le sergent Muhayimana. Quand il en était ressorti, les militaires, dont ZY, avaient été divisés en sections et en pelotons et étaient partis. Voir CRA, 26 janvier 2011 (p. 49 à 51), ZY.

<sup>84</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 73 et 74), AZD (il y avait eu un rassemblement le matin du 7 avril) ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 14 à 16) et 31 janvier 2011 (p. 34), BDE ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 72 à 74), YAA. ZAW a mentionné un rassemblement tenu dans la journée du 7 avril 1994, mais n'a pas donné de détails. Voir CRA, 26 janvier 2011 (p. 40 à 42), ZAW. AZD, ZY, YAA, ZT et ZAW n'ont pas précisé la durée du rassemblement.

<sup>85</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 73 et 74), AZD ; CRA, 7 février 2011 (p. 9 et 10), ZT ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 15 à 17), BDE (BDE a précisé qu'au rassemblement il y avait 300 à 350 cadets, des sous-officiers, des officiers en second, des caporaux, des sergents, une centaine d'instructeurs et de 7 à 10 commandants de camp) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 40 à 42), ZAW.

<sup>86</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 72 à 74), YAA ; CRA, 7 février 2011 (p. 9 et 10), ZT. ZT n'a pas précisé quels autres militaires se trouvaient au rassemblement.

<sup>87</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 70 et 71 (huis clos), et 73 et 74) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 4 et 5 et 55 à 59), AZD.

<sup>88</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 15 et 16) et 31 janvier 2011 (p. 33 et 34), BDE.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

81. Le colonel Muvunyi avait informé les participants au rassemblement que l'avion du Président Habyarimana avait été abattu, puis avait évoqué la situation et dit aux militaires de se tenir en état d'alerte<sup>89</sup>. Après que Muvunyi eut parlé, Nizeyimana avait dit aux militaires que l'avion du Président Habyarimana avait été abattu et il avait accusé le FPR d'être responsable de cet acte<sup>90</sup>. YAA avait entendu Nizeyimana dire à tous de se tenir prêts à intervenir ou à partir en mission en cas de besoin<sup>91</sup>. BDE s'est souvenue que Nizeyimana avait dit aux cadets que les cours étaient suspendus, qu'eux-mêmes étaient à présent des militaires et qu'à ce titre ils étaient chargés d'assurer la sécurité, ajoutant qu'ils devaient attendre les instructions<sup>92</sup>.

82. AZD et BDE avaient vu que Nizeyimana s'entretenait dans son bureau avec des chefs de peloton et des commandants de compagnie non identifiés le 7 avril 1994, après le rassemblement tenu sur le tarmac<sup>93</sup>. Du tarmac où elle était restée avec les autres militaires de l'ESO, BDE avait vu Nizeyimana entrer dans son bureau<sup>94</sup>. Ni AZD ni BDE n'avaient assisté à la réunion qui, à en croire BDE, avait duré de 10 à 15 minutes<sup>95</sup>.

83. AZD et BDE étaient déjà partis lorsque les ordres ou les instructions, à supposer qu'il y en ait eu, avaient été donnés aux militaires à l'issue de la réunion des chefs de peloton et des commandants de compagnie<sup>96</sup>. Le témoin AZD ne savait pas si d'autres instructions avaient été données le 7 avril 1994, mais il avait appris que des barrages avaient été établis à Butare ce jour-là<sup>97</sup>. BDE avait appris de ses collègues masculins restés sur le tarmac qu'ils avaient été répartis entre des équipes chargées d'assurer la sécurité au centre-ville ou d'occuper différentes positions à l'intérieur du camp<sup>98</sup>. On lui avait dit que des militaires avaient été déployés à certains endroits, notamment au Magerwa (près du dépôt de carburant), près de l'entrée de la ville de Butare (au rond-point situé au carrefour des routes menant respectivement à Gikongoro et au quartier Taba),

<sup>89</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 70 et 71 (huis clos), et 73 et 74) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 46), AZD ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 40 à 42), ZAW ; BDE a nié que Muvunyi avait pris la parole lors du rassemblement. Voir CRA, 31 janvier 2011 (p. 33 et 34), BDE.

<sup>90</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 72 à 74), YAA ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 17 à 19), BDE. Lors du contre-interrogatoire d'AZD, on lui avait demandé de donner lecture d'une déclaration antérieure où il disait que Nizeyimana avait taxé d'*Inyenzi* les responsables de la chute de l'avion présidentiel. CRA, 1<sup>er</sup> février 2011, p. 58, AZD.

<sup>91</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 72 à 74), YAA

<sup>92</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 17 à 19), BDE.

<sup>93</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 73 à 75) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 56 à 58), AZD ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 16 à 18), BDE.

<sup>94</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 18 et 19), BDE. Il est difficile de dire où AZD se tenait lorsqu'il avait vu des officiers entrer dans le bureau de Nizeyimana. Il a simplement noté qu'ils étaient entrés dans le bureau de Nizeyimana, qui était proche de son propre bureau. CRA, 31 janvier 2011 (p. 73 à 75) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 56 à 58), AZD.

<sup>95</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 73 à 75) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 55 et 56), AZD ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 18 et 19), BDE.

<sup>96</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 74), AZD ; CRA, 28 février 2011 (p. 18 à 21), BDE.

<sup>97</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 74), AZD. AZD n'a pas précisé les emplacements des barrages.

<sup>98</sup> CRA, 28 février 2011 (p. 19 et 20), BDE.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

à l'extérieur de l'hôtel Faucon, au rond-point de Kwabihira, à l'entrée de l'Université du Rwanda et devant le quartier arabe<sup>99</sup>.

84. D'après ZT, trois pelotons avaient été formés, et le sous-lieutenant Jean-Pierre Bizimana avait été désigné pour les commander, à l'issue du rassemblement général tenu le matin du 7 avril 1994<sup>100</sup>. Des militaires avaient alors été déployés pour assurer la sécurité du camp, et d'autres avaient été affectés à plusieurs endroits non identifiés dans la ville de Butare<sup>101</sup>.

#### Témoignage à charge BUR

85. D'ethnie hutue, BUR était sergent à l'ESO de Butare en avril 1994<sup>102</sup>. Le lendemain de la mort du Président Habyarimana, vers midi, le témoin avait remarqué qu'une réunion se tenait dans le bureau de Muvunyi, à laquelle assistaient Nizeyimana, le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi, Ildéphonse Hategekimana, commandant du camp de Ngoma, Cyriaque Habyarabatuma, commandant du camp de gendarmerie de Tumba, commandant de l'escadron de gendarmerie de Gikongoro et le commandant de l'escadron de gendarmerie de Nyanza<sup>103</sup>. La réunion avait duré une trentaine de minutes et ensuite, Nizeyimana avait convoqué un groupe choisi de 100 à 200 militaires à une réunion tenue sur le tarmac du camp pour lui donner des instructions<sup>104</sup>.

86. Nizeyimana avait informé les militaires rassemblés de ce qui s'était passé à la réunion tenue dans le bureau de Muvunyi et leur avait dit qu'« on » avait décidé de tuer les Tutsis et de prendre leurs biens<sup>105</sup>. Il avait dit aux militaires de tuer les Tutsis à l'aide des baïonnettes afin d'économiser les balles<sup>106</sup>. Il leur avait aussi « demandé » de violer les Tutsies, puis de les tuer<sup>107</sup>.

87. Après le rassemblement, Nizeyimana avait enjoint à la section de BUR, composée de 12 militaires, de patrouiller dans les zones de Butare où vivaient des personnes figurant sur une liste que Nizeyimana avait dans son bureau et qui portait les noms de personnalités tutsies à abattre<sup>108</sup>. BUR n'avait jamais vu la liste en question, mais il en avait entendu parler par

<sup>99</sup> Ibid., p. 21, BDE ; voir aussi chap. II, point 7.3.

<sup>100</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 9 et 10), ZT. YAA a, de son côté, parlé de la constitution de pelotons immédiatement à l'issue du rassemblement, pelotons qui ont été déployés dans la ville. YAA est resté à l'ESO à l'issue de ce rassemblement, CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 72 à 74), YAA.

<sup>101</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 9 à 11), ZT.

<sup>102</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 80 et 81), BUR ; pièce à conviction P18 (fiche de renseignements personnels de BUR).

<sup>103</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 83 et 84), BUR.

<sup>104</sup> Ibid. (p. 83 à 85) et CRA, 3 février 2011 (p. 47 et 48), BUR.

<sup>105</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 84), BUR.

<sup>106</sup> Ibid. (p. 84 et 85) et CRA, 3 février 2011 (p. 47 et 48), BUR.

<sup>107</sup> Id.

<sup>108</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 47 à 49), BUR.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Léonidas Busharire, un des gardes du corps de Nizeyimana<sup>109</sup>. Busharire lui avait dit qu'un substitut du procureur de Butare figurait sur la liste, ainsi qu'un entrepreneur dénommé Sonera, M. Bicakumuyange, Gatorano et Ndakaza<sup>110</sup>. Ce dernier était un des membres importants de l'association de football de Nkura<sup>111</sup>. Sur les instructions de Nizeyimana, le témoin avait fait des patrouilles à pied dans la ville de Butare, puis il s'était rendu chez le préfet Habyarimana pour s'assurer que celui-ci n'avait pas fui<sup>112</sup>. Par la suite, il avait encore été demandé au témoin de se rendre au domicile de la reine Gicanda et de surveiller la situation aux barrages, recevant toutes ces instructions en personne et directement de Nizeyimana par voie de radiocommunication<sup>113</sup>.

### Témoin à décharge OUV03

88. OUV03, d'ethnie hutue, était un [sous-]officier en service à l'ESO en 1994<sup>114</sup>. Le matin du 7 avril, une réunion s'était tenue dans le bureau du colonel Marcel Gatsinzi situé non loin du poste d'OUV03<sup>115</sup>. Il avait remarqué que seuls les officiers qui avaient participé à un rassemblement tenu le soir du 6 avril assistaient à la réunion<sup>116</sup>. Il y avait une quinzaine de personnes à cette réunion<sup>117</sup>. Nizeyimana n'avait pas assisté à la réunion du 6 avril, car il avait la grippe<sup>118</sup>. Après la réunion, le capitaine Twagiramungu et le lieutenant de gendarmerie Ndibwami, qui avaient aussi assisté à la réunion, avaient dit au témoin qu'ils y avaient discuté de la nomination immédiate du colonel Gatsinzi au poste de chef d'état-major de l'armée et de son remplacement par le lieutenant-colonel Muvunyi à son ancien poste de commandant du camp<sup>119</sup>. Selon OUV03, il n'y avait pas eu de rassemblement le 7 avril<sup>120</sup>.

<sup>109</sup> Ibid. (p. 48 et 49), BUR.

<sup>110</sup> Id.

<sup>111</sup> Id.

<sup>112</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 47 à 50, et 54 et 55), BUR.

<sup>113</sup> Ibid. (p. 47 à 55), BUR.

<sup>114</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 61 à 63 (huis clos)), OUV03 ; pièce à conviction D51 (fiche de renseignements personnels d'OUV03).

<sup>115</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 61 et 62 (huis clos)), OUV03 (OUV03 n'a pas précisé l'identité des officiers présents à cette réunion).

<sup>116</sup> Ibid. (p. 68 et 69), OUV03.

<sup>117</sup> Ibid. (p. 69 et 70), OUV03.

<sup>118</sup> Ibid. (p. 70 et 71) et CRA, 31 mai 2011 (p. 4 à 6), OUV03. (Il a précisé que le sous-lieutenant Modeste Gatsinzi n'avait pas assisté à cette réunion. Il n'a pas dit si Nizeyimana était toujours absent de l'ESO le 7 avril 1994).

<sup>119</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 7 et 8), OUV03.

<sup>120</sup> Ibid. (p. 10), OUV03.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Témoins à décharge CKN10, RWV11, Jean Népomuscène Bunani, ZML07, Thomas Ruzindana et ZML13

89. Les témoins à décharge CKN10, RWV11, Bunani, ZML07, Ruzindana et ZML13 se trouvaient à l'ESO en avril 1994<sup>121</sup>. À l'exception de Ruzindana, chacun d'eux occupait sa position défensive à l'intérieur ou aux alentours du camp de l'ESO, le soir du 6 avril et le matin du 7 avril<sup>122</sup>. Aucun des témoins n'avait participé à un rassemblement le 7 avril, ni n'avait vu se tenir aucune réunion<sup>123</sup>.

*Délibérations*

90. Les témoins à charge AZD, BDE, YAA, ZAW et ZT ont donné des témoignages de première main sur un rassemblement général tenu à l'ESO le matin du 7 avril 1994. AZD, YAA, BDE et ZT avaient tous vu Nizeyimana à ce rassemblement et AZD, YAA et BDE l'avaient entendu s'adresser aux participants. AZD et BDE avaient vu Nizeyimana entrer dans son bureau avec les chefs de peloton et les commandants de compagnie après le rassemblement. À l'issue de cette réunion, les militaires avaient été répartis en des pelotons auxquels il avait été demandé de se déployer à différents endroits de Butare.

91. La Chambre relève d'emblée que les dépositions de seconde main et circonstanciées d'AZD et de BDE concernant la participation de Nizeyimana à une réunion à laquelle avaient assisté des officiers des FAR et des militaires de l'ESO, dont les sous-lieutenants Bizimana, Gakwerere, Ndayambaje et Gatsinzi, et l'adjudant-chef Ntibiramira, n'ont imputé aucun

<sup>121</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 36 et 37), CKN10 ; CRA, 2 juin 2011 (p. 6 et 7), RWV11 ; CRA, 10 juin 2011 (p. 40 et 41), Bunani ; CRA, 18 mai 2011 (p. 6 et 7), ZML07 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 25 et 26), Ruzindana ; CRA, 6 juin 2011 (p. 43 à 45), ZML13.

<sup>122</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 37 et 38), CKN10 (CKN10 a été posté au bureau de la MINUAR à l'ESO depuis environ 21 heures le 6 avril jusqu'à 6 h 30 le 7 avril 1994, heure à laquelle il est allé prendre son petit déjeuner avant de se rendre à son trou de fusilier situé près de l'entrée principale de l'ESO, là où se trouvait le centre de télécommunications) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 7 et 8), RWV11 (RWV11 occupait sa position de défense à l'entrée principale sud de l'ESO depuis un temps indéterminé, lorsqu'il a appris la mort du Président Habyarimana le 6 avril 1994) ; CRA, 10 juin 2011 (p. 42 et 43), Bunani (Bunani tenait sa position située du côté de Rwabayanga à l'ESO de 21 heures le 6 avril jusqu'au matin du 7 avril 1994) ; CRA, 18 mai 2011 (p. 7 à 11), ZML07 (ZML07 avait été envoyé à sa position de défense située du côté de Rwabayanga dans la nuit du 6 avril, et il y était resté jusqu'au 8 avril 1994 ; décrivant sa position de défense, il avait dit qu'elle se trouvait à une distance considérable du point de rassemblement) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 45 à 47), ZML13 (ZML13 occupait sa position située au bâtiment nouvelle formule de l'ESO, non loin du poste de Rwabayanga, d'environ 20 h 30 le 6 avril 1994 à 5 h 30 le 7 avril ; à 7 heures, il était allé prendre son petit-déjeuner, après quoi, il s'était rendu à une salle située non loin du bureau de commandement de l'école où il avait été posté en tant que sous-officier de semaine). Le témoin Ruzindana n'a pas précisé l'emplacement de sa position. Aucun des témoins n'a précisé s'il pouvait voir à partir de sa position le tarmac ou le bureau de Nizeyimana.

<sup>123</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 37 et 38), CKN10 ; CRA, 2 juin 2011 (p. 12 et 13), RWV11 ; CRA, 10 juin 2011 (p. 42 et 43), Bunani ; CRA, 18 mai 2011 (p. 9 à 11), ZML07 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 26 et 27), Ruzindana ; CRA, 6 juin 2011 (p. 46 et 47), ZML13. Ce témoin a affirmé qu'il n'y avait eu aucun rassemblement à l'ESO pendant le génocide. CRA, 7 juin 2011 (p. 61 et 62), ZML13.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

comportement criminel à Nizeyimana. Selon les éléments de preuve produits, des cadets de l'ESO avaient été déployés à Butare le 7 avril 1994 ou vers cette date, peu après la chute de l'avion du Président Habyarimana, mais rien ne permet de penser que cet acte avait donné lieu à un comportement criminel<sup>124</sup>. En effet, il ressort du dossier que l'identification et le ciblage de Tutsis aux positions de défense occupées partout à Butare par les militaires de l'ESO semblaient avoir commencé vers le 19 avril, après le discours du Président Théodore Sindikubwabo à Butare<sup>125</sup>.

92. Outre AZD et BDE, le témoin à charge BUR a donné un témoignage direct touchant le rassemblement qui a eu lieu le 7 avril 1994 et une réunion tenue dans le bureau du colonel Muvunyi à laquelle avaient pris part Nizeyimana, le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi, Ildéphonse Hategekimana, commandant du camp de Ngoma, Cyriaque Habyarabatura, le commandant du camp de gendarmerie de Tumba, et les commandants respectifs de l'escadron de gendarmerie de Gikongoro et de l'escadron de gendarmerie de Nyanza. De plus, BUR est le seul témoin à avoir mentionné l'existence d'une liste de personnalités tutsies et à avoir dit que Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires rassemblés sur le tarmac de tuer et de violer les Tutsies.

93. On notera que la déposition de BUR concernant les propos de Nizeyimana disant qu'il fallait violer et tuer n'a pas été corroborée, alors même que nombre d'autres témoins à charge ont dit à la barre que Nizeyimana se trouvait au rassemblement des militaires de l'ESO le 7 avril 1994 ou qu'il y avait pris la parole. De plus, la Chambre a examiné en détail, ailleurs dans le jugement, la déposition de BUR sur ce qu'il avait vu ce jour-là. Son témoignage selon lequel il se trouvait au camp de l'ESO le 7 avril, voire qu'il était militaire de l'ESO, a été mis en cause par les déclarations qu'il a faites devant des juridictions *Gacaca* au Rwanda. La Chambre a conclu ailleurs que BUR n'est pas crédible<sup>126</sup>. La même analyse vaut pour ce témoignage.

94. C'est pourquoi la Chambre conclut que le Procureur n'a pas établi que, lors d'une réunion avec les chefs de peloton tenue le matin du 7 avril 1994, Nizeyimana avait discuté de l'identification et du ciblage de civils tutsis qui devaient être tués. De plus, il n'a pas pu établir que le ciblage et les meurtres subséquents de civils tutsis par des militaires de l'ESO avaient eu lieu dans la foulée de cette réunion. Cette allégation est donc rejetée.

<sup>124</sup> Voir chap. II, point 7.3.1.

<sup>125</sup> Voir chap. II, point 7.3.

<sup>126</sup> Voir chap. II, point 2.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

### 3.2 Rassemblement du 8 avril 1994

#### *Introduction*

95. Selon l'acte d'accusation, une assemblée regroupant de nombreux militaires des FAR, dont le lieutenant-colonel Muvunyi, a eu lieu le 8 avril 1994 et, au cours de celle-ci, Nizeyimana a dit qu'il fallait lutter contre les Tutsis. Le Procureur invoque à cet égard les dépositions de ZY et de Rony Zachariah<sup>127</sup>.

96. La Défense soutient qu'il n'y a aucun témoignage à l'appui de cette allégation, à part la relation par ouï-dire de ZY, laquelle n'indique pas que Nizeyimana était présent à cette réunion ou qu'une forme quelconque d'incitation avait été évoquée à cette occasion. En outre, des témoignages à décharge établiraient qu'aucune réunion de ce genre ne s'est tenue le 8 avril 1994. La Défense s'appuie à cet égard sur les dépositions des témoins ZML07, Jean Népomuscène Bunani, Thomas Ruzindana et RWV11<sup>128</sup>.

#### *Dépositions*

##### Témoin à charge ZY

97. D'ethnie tutsie, ZY était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>129</sup>. Elle savait qu'un rassemblement avait eu lieu le 8 avril, mais elle n'y avait pas pris part<sup>130</sup>. Selon elle, il y avait habituellement chaque matin à l'ESO une assemblée durant laquelle les militaires recevaient des instructions à mettre en œuvre<sup>131</sup>.

##### Témoin à charge Rony Zachariah

98. Zachariah était médecin et travaillait en avril 1994 pour l'organisation Médecins sans frontières au centre hospitalier universitaire de Butare<sup>132</sup>. Il a dit qu'il s'était entretenu avec le colonel Muvunyi le 8 avril pour la première fois, pour obtenir des laissez-passer lui permettant

<sup>127</sup> Acte d'accusation, par. 10 ii) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 43 ; *Prosecutor's Response to Defence Motion for Judgement of Acquittal pursuant to Rule 98bis of the Rules*, 9 mars 2011, par. 21 à 25.

<sup>128</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 510.

<sup>129</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 46 et 47), ZY ; pièce à conviction P11 (fiche de renseignements personnels de ZY).

<sup>130</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 13 à 15), ZY, qui n'a pas assisté à cette assemblée, car elle n'était pas encore arrivée à Butare. Elle n'a pas expliqué davantage comment elle avait su qu'un rassemblement avait eu lieu, se contentant d'affirmer que des rassemblements se tenaient quotidiennement.

<sup>131</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 48 et 49), ZY.

<sup>132</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 2 à 4), Zachariah ; pièce à conviction P15 (fiche de renseignements personnels du témoin Zachariah).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

de se déplacer librement à Butare<sup>133</sup>. Le colonel Muvunyi était dans une réunion et en était sorti pour parler à Zachariah<sup>134</sup>.

Témoins à décharge ZML07, Jean-Népomuscène Bunani, Thomas Ruzindana et RWV11

99. ZML07 et RWV11 ont dit qu'ils ne savaient pas ou ne se rappelaient pas si un rassemblement avait eu lieu à l'ESO le 8 avril 1994, car ils se trouvaient à leurs positions de défense respectives au camp de l'ESO<sup>135</sup>. Bunani et Ruzindana ont affirmé qu'il n'y avait pas eu de rassemblement ce jour-là, car ils y auraient sinon pris part<sup>136</sup>.

*Délibérations*

100. D'emblée, la Chambre note que le Procureur n'expose pas dans ses dernières conclusions écrites les éléments de preuve se rapportant au paragraphe 10 ii) de l'acte d'accusation, mais invoque les preuves générales qu'il a produites à l'appui de sa réponse à la demande d'acquiescement. Il est difficile de penser, au vu de cette façon de faire, que le Procureur tente sérieusement d'établir cette allégation.

101. En particulier, le Procureur n'a présenté aucune preuve directe à l'appui de son allégation qu'un rassemblement avait eu lieu le 8 avril 1994, durant lequel Nizeyimana avait enjoint aux militaires de combattre les Tutsis. Au lieu de cela, il invoque les dépositions de deux témoins qui ne se trouvaient pas à l'ESO au moment du rassemblement. ZY, témoin à charge, a dit qu'elle « savait » qu'un rassemblement avait eu lieu le 8 avril, car il y avait un rassemblement tous les matins. Cependant, d'autres témoins à charge l'ont contredite et affirmé qu'il n'y avait pas chaque jour un rassemblement de militaires sur le tarmac de l'ESO<sup>137</sup>.

102. Zachariah n'a pas parlé de rassemblement, mais a noté que le colonel Muvunyi était sorti d'une réunion pour le saluer. Fait notable, aucun des deux témoins n'a dit que Nizeyimana était présent à ce rassemblement ni rapporté la preuve qu'il avait enjoint aux personnes rassemblées sur le tarmac de combattre les Tutsis. La Chambre considère dès lors qu'il n'y a pas lieu pour elle d'examiner en détail les preuves à décharge. Faute d'éléments de preuve établissant que lors d'un rassemblement tenu le 8 avril 1994, Nizeyimana avait incité les militaires à combattre les Tutsis, cette allégation est donc rejetée.

<sup>133</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 6 à 8), témoin Zachariah.

<sup>134</sup> Id.

<sup>135</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 10 et 11), ZML07 ; CRA, 2 juin 2011 (p. 13 et 14), RWV11.

<sup>136</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 42 à 44), témoin Bunani ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 29 et 30), Ruzindana.

<sup>137</sup> En effet, son affirmation qu'il y avait un rassemblement chaque jour est contredite par le témoin à charge BDE qui a dit à la barre que les rassemblements « n'étaient pas aussi fréquents qu'avant ». CRA, 28 janvier 2011 (p. 22), BDE.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### 3.3 Rassemblement du 20 avril 1994

#### *Introduction*

103. Selon l'acte d'accusation, une assemblée regroupant de nombreux militaires des FAR s'était tenue le 20 avril 1994 vers 9 heures, durant laquelle Nizeyimana avait donné des ordres concernant les barrages. Une deuxième réunion s'était tenue ce jour-là dans une salle de réunion, à laquelle assistaient le colonel Muvunyi et une douzaine d'officiers de l'ESO. Le Procureur semble s'appuyer sur les dépositions de ZY et BDE<sup>138</sup>.

104. La Défense soutient qu'il n'existe aucun élément de preuve établissant qu'un rassemblement a eu lieu le 20 avril 1994, durant lequel Nizeyimana a donné des ordres. Au lieu de cela, le Procureur invoque les allégations générales relatives aux réunions tenues à l'ESO à des dates non précisées<sup>139</sup>.

#### *Dépositions*

##### Témoins à charge ZY et BDE

105. ZY a relevé que les militaires se rassemblaient d'habitude chaque matin à l'ESO et qu'à ce rassemblement, ils recevaient des instructions à mettre à exécution<sup>140</sup>. BDE se souvient d'avoir pris part à un rassemblement à l'ESO vers la fin d'avril ou le début de mai 1994<sup>141</sup>.

#### *Délibérations*

106. Le Procureur a produit un nombre considérable des preuves générales relatives à des réunions tenues à l'ESO en avril 1994<sup>142</sup>. Cependant, il ne les a pas organisées en un récit

<sup>138</sup> Acte d'accusation, par. 10 iii) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 43 ; réponse du Procureur à la demande d'acquiescement, par. 23 et 24, et 26. Suivant la pratique susmentionnée, le Procureur invoque sa réponse à la demande d'acquiescement pour appuyer le paragraphe 10 iii) de l'acte d'accusation, au lieu de présenter ses éléments de preuve de manière cohérente et succincte dans ses dernières conclusions écrites. En l'absence de toute autre information complémentaire, la Chambre conclut que le Procureur semble s'appuyer sur les dépositions de ZY et BDE.

<sup>139</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 551. [Ce paragraphe ne semble pas pertinent au réviseur]

<sup>140</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 48 et 49), ZY.

<sup>141</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 21 et 22), BDE.

<sup>142</sup> Au paragraphe 43 de ses dernières conclusions écrites, le Procureur fait état de sa réponse à la demande d'acquiescement pour appuyer les paragraphes 10 ii), iii) et v) de l'acte d'accusation. Cependant, la réponse du Procureur à la demande d'acquiescement invoque d'une manière générale les preuves tendant à établir que Nizeyimana avait assisté avec d'autres officiers à des réunions tenues à l'ESO, mais il ne s'agit que de preuves générales. Les dates des réunions ne sont pas précisées et aucun des témoins n'a parlé d'ordres donnés par Nizeyimana après ces réunions ou de tout autre comportement criminel, comme allégué aux paragraphes 10 ii), iii) et v) de l'acte d'accusation. Voir la réponse du Procureur à la demande d'acquiescement, par. 23 à 42. En l'absence de

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

cohérent et structuré, pas plus qu'il n'a fait ressortir le lien existant entre ces preuves et les allégations précises formulées au paragraphe 10 iii) de l'acte d'accusation. En fait, la Chambre fait remarquer que le Procureur n'a produit aucun élément de preuve établissant qu'il y a eu le 20 avril un rassemblement où Nizeyimana a donné des ordres concernant les barrages. De même, rien n'établit qu'il y a eu, ce jour-là, une deuxième réunion tenue dans une salle de réunion en présence du colonel Muvunyi et d'une douzaine d'officiers de l'ESO. La seule preuve sur laquelle le Procureur semble faire fond, ce sont des dépositions de deux cadets de l'ESO, dont l'un se souvient d'un rassemblement tenu à la fin d'avril, à une date indéterminée. Aucun des deux témoins n'a parlé ni de Nizeyimana ni d'ordres relatifs aux barrages qu'il aurait donnés lors de ces réunions. Cette allégation est donc rejetée.

### **3.4 Réunion tenue au bar de Gatsinzi dans la deuxième quinzaine d'avril 1994**

#### *Introduction*

107. Selon l'acte d'accusation, une réunion s'est tenue au bar du docteur Théophile [Gatsinzi] durant la deuxième quinzaine d'avril 1994 avec des officiers des FAR, des militaires de l'ESO et du camp de Ngoma, des autorités administratives locales, des *Interahamwe* et des civils. Le Procureur invoque à ce sujet la déposition de ZBH<sup>143</sup>. La Défense conteste la crédibilité de ZBH<sup>144</sup>.

#### *Dépositions*

##### Témoignage à charge ZBH

108. En avril 1994, ZBH, d'ethnie hutue, était un civil ayant travaillé précédemment comme « estafette » à l'ESO en 1991 où il se chargeait de laver les vêtements et de cirer les chaussures<sup>145</sup>. À une date indéterminée, une réunion s'était tenue au bar du docteur Théophile à Gahenerezo, à laquelle avaient assisté le major Cyriaque Habyarabatuma, les caporaux Bernard Mukinisha et Juvénal Nzabarinda, Safari qui était membre des FAR et tenait un barbecue au bar de Gatsinzi, Mathieu Kazungu, l'ancien Président Théodore Sindikubwabo, Alexis Hakizimana, Gaspard Twagirayezu, le commandant du camp de Ngoma, Jonathan Ruremesha qui était le bourgmestre de la commune de Huye, l'adjudant-chef Rekeraho, Joseph Muganga qui était le

---

toute date ou de tout contexte reliant spécifiquement leurs dépositions au paragraphe 10 iii) de l'acte d'accusation, la Chambre ne dégagera pas de conclusion sur les dépositions des témoins à charge AZD, Anaclet Dufitumukiza, Justin Gahizi et ZAW, qui porte sur ledit paragraphe.

<sup>143</sup> Acte d'accusation, par. 10 iv) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 43 b) et 87.

<sup>144</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 512 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 40 à 43, et 62 et 63 (plaidoirie).

<sup>145</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 38), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH).



*Le Procureur c. Ildephonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

président du MRND dans la commune de Huye, et le commandant Ildephonse Hategekimana<sup>146</sup>. Étaient également présents le capitaine Vénuste Gatwaza, le soldat de 1<sup>ère</sup> classe Ngendahimana, le caporal Ndayambaje, Rutanihubwoba, Jonas Ndayisaba qui travaillait à la bibliothèque de l'université, Vital Koffi qui était un membre de la population, et Isaac Munyampundu<sup>147</sup>. ZBH était présent, lui aussi, à la réunion<sup>148</sup>.

109. Pendant la réunion, il a été décidé qu'on ne permettrait pas aux Tutsis qui s'étaient réfugiés en différents endroits de la région de rentrer chez eux et qu'il faudrait les tuer tous<sup>149</sup>. Parmi ces endroits, il y avait le stade de Mbazi à Byiza, le bureau communal de Huye, l'école de Huye, le dispensaire de Matyazo, la vallée située en contrebas du musée, ainsi que d'autres sites<sup>150</sup>. Gatwaza et ses confrères avaient reçu des ordres pendant cette réunion<sup>151</sup>, au cours de laquelle Rekeraho avait dit que tous les Hutus devaient être séparés des Tutsis et que les maisons des Tutsis devaient être détruites jusqu'à ce qu'il n'en reste que des ruines<sup>152</sup>. Le lieutenant Hategekimana et le commandant de la gendarmerie avaient dit au commandant Gatwaza, du camp de Ngoma, qu'ils avaient apporté des caisses de munitions et des grenades<sup>153</sup>. ZBH avait déchargé les munitions et il lui avait été demandé de les acheminer chez le commandant Gatwaza<sup>154</sup>. Ces munitions avaient été utilisées par la suite lors des attaques contre les Tutsis<sup>155</sup>.

#### *Délibérations*

110. Le Procureur se fonde sur la seule déposition de ZBH pour établir qu'une réunion s'était tenue au bar du docteur Théophile vers la deuxième quinzaine d'avril 1994 où il avait été décidé de cibler et tuer les Tutsis. La Chambre va examiner la crédibilité générale de ZBH, de même que les contradictions qui auraient été relevées entre sa déposition et les informations qu'il a données ailleurs.

111. ZBH était incarcéré au moment de sa déposition pour avoir participé au génocide perpétré au Rwanda en 1994<sup>156</sup>. La Chambre est préoccupée par le fait que la déposition de ZBH

<sup>146</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 19 à 24), ZBH. La Chambre signale que cet élément de preuve a été produit pendant le contre-interrogatoire lorsqu'il a été demandé à ZBH de lire à haute voix sa déclaration antérieure. CRA, 9 février 2011 (p. 20 et 21), ZBH.

<sup>147</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 21 et 22), ZBH.

<sup>148</sup> Ibid. (p. 23 et 24), ZBH.

<sup>149</sup> Ibid. (p. 21 et 22), ZBH.

<sup>150</sup> Id.

<sup>151</sup> Id.

<sup>152</sup> Id.

<sup>153</sup> Id.

<sup>154</sup> Id.

<sup>155</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 22), ZBH.

<sup>156</sup> ZBH a été condamné à deux reprises. Il a été libéré en 2007 à l'issue de 13 années d'emprisonnement, avant d'être de nouveau condamné à une peine d'emprisonnement de 19 ans à raison de son engagement dans un groupe

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

ait pu être utilisée pour rejeter la responsabilité pour les crimes commis. Cette déposition a aussi pu être motivée par le désir d'obtenir un traitement plus clément de la part des autorités judiciaires rwandaises.

112. La Chambre note en outre que la Défense a demandé à ZBH de donner lecture d'extraits d'une procédure judiciaire rwandaise d'où il semble ressortir qu'il a accepté de l'argent pour ne pas témoigner contre le major Cyriaque Habyarabatura<sup>157</sup>. La même juridiction rwandaise paraît disposer d'éléments de preuve établissant que ZBH avait encouragé d'autres détenus à faire de faux témoignages<sup>158</sup>. Le document judiciaire rwandais n'a pas été versé au dossier et la Chambre relève qu'AZM a nié avoir appris que ZBH avait « inventé de fausses histoires » à son sujet<sup>159</sup>.

113. D'une façon générale, les conclusions dégagées quant à la crédibilité d'un témoin par des juges qui ont examiné le dossier d'une procédure tout à fait distincte ont une faible valeur probante en l'espèce<sup>160</sup>. Toutefois, lorsqu'il ressort de constatations judiciaires qu'un témoin a été condamné pour malhonnêteté ou qu'il a menti dans un autre procès – et qu'il ne s'agit pas simplement de doutes exprimés de manière générale quant à sa crédibilité – cela peut justifier que sa déposition en l'espèce soit examinée avec toute la circonspection requise<sup>161</sup>. Le dossier produit devant la Chambre n'est pas clair à ce sujet, mais vu les circonstances et le fait que le témoin ZBH était incarcéré au moment de sa comparution, sa déposition doit être examinée avec toute la circonspection voulue.

114. Il est particulièrement important de relever que dans l'aveu qu'il a fait en 2003 aux autorités judiciaires rwandaises, le témoin ZBH a expressément mentionné la réunion en

---

paramilitaire qui tenait des barrages. Voir CRA, 9 février 2011 (p. 32 à 36, et 38 et 39), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH).

<sup>157</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 26 à 28), ZBH.

<sup>158</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 26 à 28bis), ZBH. Voir aussi la pièce à conviction D17 (déclaration *Pro Justitia* du 17 juin 2009), p. 8 et 10.

<sup>159</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 35 (huis clos), AZM.

<sup>160</sup> Voir *Le Procureur c. Georges Rutaganda*, affaire n° ICTR-96-03-R, Décision relative aux demandes en réexamen, en révision, en commission d'office d'un conseil, en communication de pièces et en clarification, Chambre d'appel, 8 décembre 2006, par. 15 et 20 (les conclusions qui auraient été dégagées dans un procès au Rwanda selon lesquelles les témoins du Tribunal de céans n'étaient généralement pas crédibles sont insuffisantes pour justifier la révision du procès dans l'affaire *Rutaganda*) ; *Niyitegeka c. Le Procureur*, affaire n° ICTR-96-14-A, *Confidential Decision on Appellant's Extremely Urgent Motion of Delivery of Judgement and for the Admission of Additional Evidence*, Chambre d'appel, 5 juillet 2004, par. 18 (où il est dit que même si un tribunal d'immigration avait estimé qu'un témoin n'était pas crédible, « cela équivaudrait à une décision dégagée par un autre juge des faits et fondée sur un témoignage différent » [traduction]).

<sup>161</sup> Voir l'arrêt *Nchamihigo* [n'existe qu'en anglais], par. 68, 77, 83 (la Chambre d'appel a annulé en partie les constatations de la Chambre de première instance au motif que celle-ci s'était fondée sur la déposition non corroborée d'un témoin ayant été reconnu coupable de faux et qu'elle n'avait pas fait preuve de la circonspection requise), et par. 305, 309 et 312 à 314 (la Chambre d'appel a annulé en partie les constatations de la Chambre de première instance au motif que celle-ci n'avait pas exercé toute la circonspection requise en évaluant la déposition d'un témoin complice qui avait par ailleurs reconnu avoir trompé les autorités judiciaires dans son propre procès).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

question<sup>162</sup>. Par la suite, il a parlé de ce rassemblement dans les déclarations *pro justitia* qu'il a faites en juin 2005 et en juin 2009<sup>163</sup>. Ce qui frappe dans ces documents, c'est qu'ils énumèrent assez en détail les personnes qui ont participé à ces réunions. Or, fait remarquable, le nom de Nizeyimana n'apparaît nulle part parmi ceux des participants<sup>164</sup>.

115. En réalité, la Chambre fait observer que le Procureur fait état des seules dépositions faites pendant le contre-interrogatoire<sup>165</sup>. En l'occurrence, le témoignage cité est constitué par la lecture que ZBH a donnée de l'aveu qu'il avait fait en 2003<sup>166</sup>. Interrogé par la suite sur la teneur de cette déclaration, ZBH n'a jamais expressément confirmé ou nié le contenu de cette partie de

<sup>162</sup> Pièce à conviction D15A K) (grosse de l'aveu de ZBH), p. 6, et pièce à conviction D15B (Traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 12 et 30.

<sup>163</sup> Pièce à conviction D16 E) (déclaration *Pro Justitia*, 25 juin 2005), p. 1 ; pièce à conviction D17 (déclaration *Pro Justitia*, 17 juin 2009), p. 7 et 8.

<sup>164</sup> La Chambre fait remarquer que dans l'aveu de ZBH, immédiatement avant le récit du témoin relatant cet épisode particulier, les mots « *Capt. Nizeyimana Ildéphonse na Commandant Hategekimana Ild* » apparaissent ; ils sont rédigés avec une encre plus sombre que celle du reste de l'aveu et semblent avoir été ajoutés au texte de l'aveu. Pièce à conviction D15A K) (grosse de l'aveu de ZBH), p. 6. Selon la Défense, ZBH, qui avait conservé un exemplaire de son aveu, a modifié celui-ci qu'il a donné au Procureur en 2010, y ajoutant à plusieurs endroits le nom de Nizeyimana, après les faits. Elle soutient qu'il ne s'agit là que d'un exemple. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 170 à 179. ZBH a nié avoir ajouté ces noms postérieurement aux faits. Voir CRA, 9 février 2011 (p. 46 à 48), ZBH (« Q. J'ai quelques questions supplémentaires à vous poser, j'aimerais qu'on en termine avant la pause. Passez à la page K0473203, en haut de page. N'est-il pas vrai que vous avez seulement ajouté les noms d'Ildéphonse Nizeyimana et, probablement, celui de Hategekimana plus tard ? [...] [C'est] après avoir signé la copie originale, que vous l'avez fait, n'est-ce pas ? R. Non, ce n'est pas le cas. Et, Monsieur le Président, si le Conseil allègue que j'aurais ajouté ces mots plus tard, sa position est difficilement tenable, parce que le nom de Hategekimana apparaît dans la partie du texte qui suit. Et je pense que si le nom n'apparaissait pas dans le corps du texte, il serait peut-être fondé "à" me dire que les noms auraient été ajoutés après. Mais vous voyez bien que, dans le texte, le nom de Hategekimana revient. Il se serait posé un problème si les noms apparaissaient au titre, mais [...] pas dans le texte. Et vous pouvez vous-même constater qu'[au] milieu de la page [...] le nom de Hategekimana revient. Q. Où figure le nom de Nizeyimana ailleurs, dans cette page ? Je vous suggère que ce nom ne revient nulle part. Donc, j'ai raison de [...] souligner [qu'il a été ajouté]. R. Je vous remercie, Maître. J'ai dit que, à cette date, Hategekimana était conduit par le chauffeur Harerimana, et que les membres de son escorte nous ont trouvés au barrage et nous ont fait monter à bord d'une camionnette bleue de la FAO et nous ont conduits à la Maison Générale. Mais, Maître, vous auriez souhaité que je parle du capitaine Nizeyimana alors que ce n'est pas lui qui est venu nous chercher ? J'ai parlé de la personne qui est venue me chercher. LE PRÉSIDENT : Monsieur le Témoin, Maître Philpot vous fait une suggestion simple et claire. Vous avez déjà expliqué que le nom de Hategekimana figure un peu partout sur cette page. Maître Philpot vous fait constater que le nom de Nizeyimana ne figure nulle part ailleurs dans cette page qu'en haut de la page. Vous pouvez répondre simplement par "oui" ou "non". Si ce nom figure ailleurs, indiquez-nous simplement où il apparaît. R. Je vous remercie, Monsieur le Président. Il serait peut-être plus facile que je lui réponde par un "oui" ou par un "non", mais en y ajoutant des explications. C'est vrai que le nom de Hategekimana apparaît dans le texte ; et cela est dû au fait que c'est Hategekimana qui est venu nous chercher. Je n'aurais pas [...] mentionné le nom de Nizeyimana alors que ce n'est pas lui qui est venu nous chercher. Cela aurait été un mensonge »).

<sup>165</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 87, notes 162 à 164 de bas de page citant le CRA du 9 février 2011, p. 19 à 22.

<sup>166</sup> Voir pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 13 et 14.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

son aveu<sup>167</sup>. À cet égard, la Chambre rappelle que le Règlement de procédure et de preuve du Tribunal accorde une nette préférence aux témoignages directs<sup>168</sup>. Les déclarations antérieures des témoins qui comparaissent à l'audience sont généralement pertinentes dans la mesure où elles permettent à la Chambre d'apprécier la crédibilité d'un témoin. Elles ne devraient ni ne pourraient, d'une manière générale, constituer en elles-mêmes des preuves de la véracité de leur contenu<sup>169</sup>.

116. La lecture que ZBH a donnée à l'audience de l'aveu qu'il avait fait en 2003 ne suffit pas nécessairement à transformer celui-ci en « un témoignage direct ». Bien au contraire, l'impuissance du Procureur à obtenir que le témoin confirme l'exactitude de l'aveu qu'il avait fait en 2003 réduit le témoignage cité par le Procureur à un ouï-dire non confirmé obtenu hors prétoire. D'autres inquiétudes supplémentaires s'expliquent par le fait que le Procureur n'a pas interrogé le témoin sur la réunion tenue au bar du docteur Théophile lors de l'interrogatoire principal, et n'a pas soulevé la question par la suite, lors de l'interrogatoire supplémentaire. La déposition de ZBH ne met pas en cause Nizeyimana à propos de cette réunion. Compte tenu de la nature des éléments de preuve recueillis et de la circonspection avec laquelle la Chambre a décidé d'évaluer la déposition de ZBH, celle-ci ne remplit pas les conditions minimales nécessaires pour établir les faits au-delà de tout doute raisonnable. Cette allégation n'a donc pas été établie au-delà de tout doute raisonnable.

### 3.5 Réunion tenue à Gahenerezo (commune de Ngoma) le 21 ou le 22 avril 1994

#### *Introduction*

117. Selon l'acte d'accusation, une réunion s'est tenue à Gahenerezo (commune de Ngoma) le 21 ou le 22 avril 1994. Y assistaient des militaires des FAR, des militaires de l'ESO et du camp de Ngoma, des autorités administratives locales, des *Interahamwe* et des civils. Le Procureur fait fond sur la déposition de ZBH pour appuyer ses allégations<sup>170</sup>. La Défense conteste la crédibilité de ZBH<sup>171</sup>.

<sup>167</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 19 à 22), ZBH.

<sup>168</sup> Arrêt *Simba*, par. 19 (« La Chambre [d'appel] rappelle également que dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation de l'opportunité d'admettre des témoignages, la Chambre de première instance doit se conformer au principe général inscrit à l'article 90 A) du Règlement qui veut que les témoins soient entendus en personne ») et par. 103. Voir les arrêts *Bagosora*, par. 543 et *Renzaho*, par. 469, note 125 de bas de page. [NDT : il s'agit en fait de la note 1025 de bas de page].

<sup>169</sup> Voir arrêt *Akayesu*, par. 134.

<sup>170</sup> Acte d'accusation, par. 10 v) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 43 ; réponse du Procureur à la demande d'acquiescement, par. 35 à 42.

<sup>171</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 512 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 40 à 43, et 62 et 63) (plaidoiries).

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### Dépositions et délibération

118. ZBH est le seul témoin, selon le Procureur, à avoir déposé au sujet d'une réunion tenue à Gahenerezo (commune de Ngoma) le 21 ou le 22 avril 1994<sup>172</sup>. Le Procureur concède que ZBH n'a fait mention d'aucun barrage appelé « Gahenerezo » lors de l'interrogatoire principal, mais il invoque les propos tenus par ZBH dans l'aveu qu'il a fait au Rwanda pour établir cette allégation<sup>173</sup>.

119. On notera que dans la partie de l'aveu de ZBH à laquelle le Procureur se réfère, il est dit de manière générale que « c'est lors des réunions tenues par les militaires qu'il a été décidé d'établir trois barrages sur la route de Cyangugu. Ainsi, un barrage routier, que nous avons tenu, fut établi à Gahenerezo ... »<sup>174</sup>. Ensuite, la déclaration met en cause de manière générale l'adjudant-chef Rekeraho, le commandant Hategekimana et Nizeyimana dans les meurtres commis aux barrages établis en exécution des ordres qu'ils avaient donnés<sup>175</sup>. Aucune mention n'est faite d'une réunion spécifique tenue le 21 ou le 22 avril 1994 à Gahenerezo avec les participants exposée dans l'acte d'accusation.

120. Il n'a pas été demandé à ZBH de confirmer ce contenu lors de sa déposition. En effet, ZBH n'a pas été interrogé du tout sur une réunion quelconque qui aurait eu lieu à Gahenerezo, encore moins au sujet d'un rassemblement tenu le 21 ou le 22 avril avec des militaires, des autorités administratives locales, des *Interahamwe* et d'autres civils.

121. La Chambre tient à rappeler que le Règlement du Tribunal accorde une nette préférence aux témoignages directs<sup>176</sup>. Les déclarations antérieures d'un témoin qui comparaît à l'audience ne sont généralement pertinentes que dans la mesure où elles sont nécessaires à la Chambre pour apprécier la crédibilité du témoin. Elles ne devraient ou ne pourraient, d'une manière générale, constituer en elles-mêmes des preuves de la véracité de leur contenu<sup>177</sup>. Vu les circonstances, les éléments de preuve invoqués par le Procureur à l'appui de cette allégation ne permettent pas à la Chambre de conclure sur ces faits au-delà de tout doute raisonnable. Cette allégation est donc rejetée.

<sup>172</sup> Comme il l'a fait dans les cas exposés plus haut, le Procureur fait de nouveau état de sa réponse à la demande d'acquiescement pour appuyer les allégations faites au paragraphe 10 v) de l'acte d'accusation, au lieu d'exposer les éléments à charge de manière cohérente et succincte dans ses dernières conclusions écrites.

<sup>173</sup> Réponse du Procureur à la demande d'acquiescement, par. 35 à 39.

<sup>174</sup> Pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 14 et 15.

<sup>175</sup> Ibid., p. 15.

<sup>176</sup> Arrêt *Simba*, par. 19 (« Elle [La Chambre d'appel] rappelle également que dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation de l'opportunité d'admettre des témoignages, la Chambre de première instance doit se conformer au principe général inscrit à l'article 90 A) du Règlement qui veut que les témoins soient entendus en personne ») et 103. Voir les arrêts *Bagosora* (par. 543) et *Renzaho* (par. 469), note 125 de bas de page [NDT : il s'agit en fait de la note 1025 de bas de page].

<sup>177</sup> Voir arrêt *Akayesu*, par. 134.

#### 4. MASSACRES PERPÉTRÉS À L'EXTÉRIEUR DE BUTARE À LA MI-AVRIL 1994

##### 4.1 Massacre de la famille Ruhutinyanya

###### *Introduction*

122. Selon l'acte d'accusation, entre le 16 et le 19 avril 1994, des membres de la famille Ruhutinyanya ont été appréhendés de manière musclée par des militaires de l'ESO à un barrage établi près de la frontière avec le Burundi, d'où ils ont été forcés de retourner à l'ESO. Conformément aux instructions de Nizeyimana, le sous-lieutenant Bizimana s'est attaché les services de nombreux militaires du rang en vue de prendre pour cible les victimes civiles, qui ont été tuées sur l'ordre de Nizeyimana ou à son instigation. Le Procureur invoque les dépositions des témoins XAG, YAL, ZAW, AZD, BDE, ZY et Anaclet Dufitumukiza à l'appui de ces allégations<sup>178</sup>.

123. La Défense fait valoir que les militaires de l'ESO ont sauvé la famille Ruhutinyanya à la frontière le 17 avril 1994 et qu'ils ont tenté de lui faire franchir cette même frontière en toute sécurité le lendemain sur les instructions du lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi. Elle soutient que les dépositions ne sont pas concluantes pour ce qui est de savoir si les membres de cette famille ont été tués, mais qu'apparemment, ils auraient été tués à leur arrivée à la frontière par des militaires burundais, sans aucune implication de Nizeyimana. Elle affirme en outre que les témoins à charge sont peu crédibles. Les témoins à décharge ZML07, RWV11, CKN10, OUV03 et Désiré Ufitimana ont déposé à ce sujet<sup>179</sup>.

<sup>178</sup> Acte d'accusation, par. 19 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 254 à 285 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 34 et 35 (réquisitions). Le Procureur se fonde également sur les éléments de preuve relatifs au meurtre de M. Ruhutinyanya. Voir les dernières conclusions écrites du Procureur, par. 283 à 285 ; *Prosecution Response to the Defence Motion for Exclusion of Evidence*, par. 48. La Défense s'est plainte de n'avoir pas été dûment informée de ce fait qui est reproché à l'accusé. *Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 29 avril 2011, par. 52 à 54. Le Procureur reconnaît que ce fait n'est pas évoqué dans l'acte d'accusation et ne peut donc pas servir de base à une déclaration de culpabilité. Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 285 ; voir aussi CRA, 20 janvier 2011 (p. 86) et 24 janvier 2011 (p. 40 à 42), AZM. Compte tenu du caractère hautement préjudiciable de cet élément de preuve et de son éloignement, qu'il s'agisse du temps, de l'espace ou de ses auteurs, la Chambre ne se prononcera pas à son sujet.

<sup>179</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 8, 67, 102, 109, 114, 116, 285 et 293 à 319 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 45 à 47, et 54 et 55 (plaidoiries).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

## *Dépositions*

### Témoign à charge XAG

124. En avril 1994, XAG, d'ethnie hutue, était gendarme et basé au camp de Tumba à Butare<sup>180</sup>. Peu après la mort du Président Habyarimana, XAG et un de ses collègues, YAL, avaient été désignés par le commandant du camp pour accompagner la famille Ruhutinyanya au poste frontière d'Akanyaru par où l'on entraît au Burundi<sup>181</sup>. Les deux gendarmes avaient rejoint M. Ruhutinyanya à bord d'une camionnette, d'autres membres de la famille Ruhutinyanya voyagent dans un minibus<sup>182</sup>.

125. Le convoi était parti entre 13 et 14 heures, mais il avait été arrêté à un barrage situé près du poste frontière d'Akanyaru<sup>183</sup>. Là, des civils armés avaient menacé d'attaquer le convoi<sup>184</sup>. Les négociations visant à ouvrir la voie au convoi avaient échoué, ce qui avait incité M. Ruhutinyanya à partir vers Butare à bord de sa camionnette, les gendarmes et les membres de la famille Ruhutinyanya qui étaient dans le minibus restent sur place<sup>185</sup>. En réaction, ceux qui tenaient le barrage « [avaie]nt tenté de [...] tuer » les membres du groupe<sup>186</sup>.

126. Entre 17 heures et 17 h 30, un camion de l'ESO était arrivé au barrage routier<sup>187</sup>. Ce véhicule était équipé d'une mitrailleuse et transportait une demi-douzaine de militaires et un Blanc qu'ils escortaient au poste frontière d'Akanyaru<sup>188</sup>. Le collègue de XAG avait demandé leur assistance, mais on lui avait répondu d'attendre que les militaires soient revenus de la frontière<sup>189</sup>. À leur retour, les militaires de l'ESO avaient promis aux personnes qui tenaient le barrage routier de « punir » les gendarmes et les membres de la famille Ruhutinyanya ; après quoi, ils eurent tous été autorisés à partir<sup>190</sup>. XAG pensait que la promesse des militaires de l'ESO était un mensonge visant à convaincre ceux qui tenaient le barrage de libérer les gendarmes et les membres de la famille Ruhutinyanya<sup>191</sup>. À sa surprise, cependant, les militaires

<sup>180</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 28 à 30), XAG ; pièce à conviction P8 (fiche de renseignements personnels de XAG).

<sup>181</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 31 à 33), XAG ; pièce à conviction P8 (fiche de renseignements personnels de XAG), p. 1 (il identifie le témoin YAL comme étant « le collègue militaire avec qui il avait fait la mission Ruhutinyanya » [traduction]).

<sup>182</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 31 à 33, et 40 et 41), XAG.

<sup>183</sup> Ibid. (p. 31 à 33, et 40 et 41), XAG.

<sup>184</sup> Ibid., (p. 31 à 33, et 40 à 44), XAG.

<sup>185</sup> Id.

<sup>186</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 32), XAG.

<sup>187</sup> Ibid. (p. 31 à 33, et 43 et 44), XAG.

<sup>188</sup> Id.

<sup>189</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 31 à 33), XAG.

<sup>190</sup> Ibid. (p. 33 et 34, et 43 et 44), XAG.

<sup>191</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

avaient obligé le groupe à se rendre à l'ESO<sup>192</sup>. Ils y étaient arrivés après la tombée de la nuit, environ deux heures après avoir quitté le barrage<sup>193</sup>.

127. Le minibus dans lequel se trouvait la famille était resté à l'intérieur du camp, tandis que les gendarmes étaient conduits au bureau de Nizeyimana<sup>194</sup>. Le sergent-chef qui accompagnait XAG et son collègue avait salué Nizeyimana et lui avait expliqué qu'ils avaient surpris XAG et son collègue en train d'escorter des *Inyenzi*<sup>195</sup>. Les gendarmes avaient eu beau expliquer qu'ils ne faisaient qu'exécuter des ordres, Nizeyimana « n'a[vait] pas apprécié »<sup>196</sup>. Nizeyimana avait confisqué leurs cartes d'identité et ordonné qu'ils soient placés en détention, mais il ne leur avait pas fait retirer leurs fusils FAL<sup>197</sup>. Les gendarmes avaient demandé à manger, et Nizeyimana le leur avait accordé<sup>198</sup> ; ils avaient été escortés de son bureau jusqu'en contrebas d'une colline et à une cuisine<sup>199</sup>. Cependant, ayant remarqué que les militaires ne faisaient pas attention à eux, XAG et son collègue s'étaient échappés de l'ESO et étaient retournés au camp de Tumba<sup>200</sup>.

128. Le lendemain, XAG avait appris d'un lieutenant de l'ESO que, sur l'ordre de Nizeyimana, la famille Ruhutinyanya avait été reconduite au barrage routier afin que les personnes qui tenaient celui-ci les tuent<sup>201</sup>. Des militaires non identifiés lui avaient dit, de leur côté, que la famille avait été tuée dans l'enceinte de l'ESO<sup>202</sup>.

#### Témoignage à charge YAL

129. En avril 1994, YAL, d'ethnie hutue, était gendarme au camp de Tumba à Butare<sup>203</sup>. Le commandant du camp, le major Cyriaque Habyarabatura, avait donné l'ordre à YAL et à XAG, son collègue, d'escorter M. Ruhutinyanya, chef d'entreprise tutsi, et sa famille à la frontière avec le Burundi<sup>204</sup>. Le 17 avril, vers 15 heures, les gendarmes étaient arrivés chez M. Ruhutinyanya et avaient escorté la famille à un barrage<sup>205</sup>. YAL a expliqué que la situation au barrage de la

<sup>192</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 33 et 34), XAG.

<sup>193</sup> Ibid. (p. 43 et 44), XAG.

<sup>194</sup> Ibid. (p. 33 à 35, et 44 et 45), XAG.

<sup>195</sup> Ibid. (p. 34 et 35, et 44 et 45), XAG.

<sup>196</sup> Ibid. (p. 34), XAG.

<sup>197</sup> Ibid. (p. 34 et 35, et 44 et 45), XAG.

<sup>198</sup> Id.

<sup>199</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 33 et 34), XAG.

<sup>200</sup> Ibid. (p. 35 et 36, et 44 à 48), XAG.

<sup>201</sup> Id.

<sup>202</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 46 et 47), XAG.

<sup>203</sup> Ibid. (p. 51 et 52), YAL ; pièce à conviction P9 (fiche de renseignements personnels de YAL).

<sup>204</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 52 à 55), YAL ; pièce à conviction P9 (fiche de renseignements personnels de YAL), p. 1 (il identifie le témoin XAG comme étant « le collègue militaire avec qui il avait fait la mission Ruhutinyanya » [traduction]).

<sup>205</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 53 à 55), YAL.



frontière était chaotique, car il y avait plus d'un millier de civils et d'*Interahamwe* menaçants<sup>206</sup>. M. Ruhutinyanya avait quitté le barrage et repris la route de Butare, apparemment préoccupé par ce qui risquait d'arriver au barrage<sup>207</sup>. Cependant, sa famille et les gendarmes y étaient restés<sup>208</sup>.

130. Environ 15 à 20 minutes après leur arrivée au barrage, YAL avait vu une camionnette Toyota conduite par un sergent-chef approcher du barrage, avec à bord des militaires de l'ESO et un Blanc<sup>209</sup>. Les militaires de l'ESO avaient enjoint aux personnes qui tenaient le barrage de ne pas laisser passer le minibus, et ils avaient poursuivi leur route vers la frontière<sup>210</sup>. À leur retour, ils avaient enlevé YAL, son collègue et la famille de Ruhutinyanya de la zone du barrage et les avaient conduits à l'ESO, où ils étaient arrivés vers 20 h 30<sup>211</sup>. Les membres de la famille Ruhutinyanya étaient restés dans la cour de l'ESO, leur véhicule étant garé à environ sept mètres du corps de garde<sup>212</sup>. Les deux gendarmes avaient été emmenés au corps de garde où le témoin YAL avait été rejoint par le sergent-chef qui était dans la camionnette, ainsi que par le sous-lieutenant Gakwerere et Nizeyimana<sup>213</sup>.

131. Le sergent-chef avait présenté YAL et son collègue à Nizeyimana comme étant les « militaires complices qui transportent les *Inkotanyi* »<sup>214</sup>. Nizeyimana avait répondu que les gendarmes « ét[aient] des complices, [...] qu[i] protég[eaient] des *Inkotanyi*, [et qu'ils devaient] mourir »<sup>215</sup>. Il s'était mis alors à frapper YAL et XAG, aidé par Gakwerere<sup>216</sup>. Après environ deux heures, l'adjudant-chef Ntibiramira, que YAL connaissait, était arrivé<sup>217</sup>. Il avait convaincu Nizeyimana de libérer les deux gendarmes, quoique leurs armes et cartes d'identité aient été confisquées<sup>218</sup>. Le lendemain, YAL avait appris par d'autres personnes qui se trouvaient au camp de Tumba que les membres de la famille Ruhutinyanya avaient été reconduits au barrage où ils avaient été arrêtés auparavant et qu'ils avaient été tués<sup>219</sup>.

<sup>206</sup> Ibid. (p. 63 à 65), YAL.

<sup>207</sup> Ibid. (p. 68 et 69), YAL.

<sup>208</sup> Id.

<sup>209</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 64 à 66), YAL.

<sup>210</sup> Ibid. (p. 65 et 66, et 68 et 69), YAL.

<sup>211</sup> Ibid. (p. 53 à 55bis, et 68 et 69), YAL.

<sup>212</sup> Ibid. (p. 55 et 56 et 58 et 59), YAL.

<sup>213</sup> Ibid. (p. 53 à 59, et 68 et 69), YAL.

<sup>214</sup> Ibid. (p. 54), YAL. Par la suite, YAL s'est souvenu que le sergent-chef avait déclaré : « [N]ous avons arrêté les gendarmes qui d'habitude aident les *Inkotanyi* à fuir ». Ibid. (p. 69), YAL.

<sup>215</sup> Ibid. (p. 55), YAL.

<sup>216</sup> Ibid. (p. 53 à 56, et 68 à 70), YAL.

<sup>217</sup> Ibid. (p. 55 et 56, et 69 et 70), YAL.

<sup>218</sup> Ibid. (p. 55 et 56, et 68 à 70), YAL.

<sup>219</sup> Ibid. (p. 55 à 57, et 70 et 71), YAL.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### Témoignage à charge ZAW

132. ZAW, un Hutu, était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>220</sup>. Vers 18 heures le 21 ou le 22 avril 1994, il avait vu un minibus de marque Toyota Hiace, plein de femmes et d'enfants, garé à l'ESO<sup>221</sup>. Par la suite, il avait parlé à l'un des occupants du véhicule qui lui avait expliqué que les passagers étaient des membres de la famille Ruhutinyanya<sup>222</sup>.

133. ZAW avait revu le minibus à l'ESO le lendemain matin<sup>223</sup>. Alors qu'il se trouvait à environ 10 ou 15 mètres de Nizeyimana ce matin-là, le témoin avait entendu celui-ci dire au sergent-major Nyirimanzi de reconduire les membres de la famille Ruhutinyanya « à l'endroit où il les avait récupéré[.]s », car Nizeyimana ne voulait pas voir d'« *Inyenzis* » dans le camp<sup>224</sup>. L'adjudant-chef Ntibiramira était, lui aussi, présent<sup>225</sup>. De ces commentaires de Nizeyimana, ZAW avait déduit qu'avec l'aide d'autres militaires, Nyirimanzi avait emmené la famille Ruhutinyanya à l'ESO<sup>226</sup>. Le témoin avait appris par la suite que cette famille avait été arrêtée auparavant au poste frontière d'Akanyaru, alors qu'elle tentait de fuir au Burundi<sup>227</sup>.

134. En compagnie d'autres militaires, le sergent Nyirimanzi avait « déménagé » la famille Ruhutinyanya de l'ESO<sup>228</sup>. ZAW n'avait pas assisté personnellement à cette opération, mais il avait appris par la suite, de la bouche de ses collègues Eric Ntirenganya et Iyamuremye qui avaient aussi escorté les Ruhutinyanya lors de leur départ de l'ESO, que les membres de cette famille avaient été tués au barrage tenu par les *Interahamwe* dans la commune de Kigembe, près du poste frontière d'Akanyaru<sup>229</sup>.

### Témoignage à charge AZD

135. En avril 1994, AZD, d'ethnie tutsie, mais titulaire d'une carte d'identité indiquant qu'il était Hutu, était sous-officier à l'ESO<sup>230</sup>. Entre le 21 et le 26 avril, peu après le discours prononcé par le Président Théodore Sindikubwabo à Butare, AZD avait entendu par hasard une discussion entre le sergent-chef Nyirimanzi et Nizeyimana<sup>231</sup>. Le témoin faisait partie de la compagnie état-

<sup>220</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 3 et 4), ZAW ; pièce à conviction P10 (fiche de renseignements personnels de ZAW).

<sup>221</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 4 à 6, et 34 à 36), ZAW.

<sup>222</sup> Id.

<sup>223</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 5 et 6), ZAW.

<sup>224</sup> Ibid. (p. 6, 22 et 23 et 35 à 38), ZAW.

<sup>225</sup> Ibid. (p. 5 et 6, et 37 et 38), ZAW.

<sup>226</sup> Ibid. (p. 5 et 6, et 34 à 38), ZAW.

<sup>227</sup> Ibid. (p. 22 et 23), ZAW.

<sup>228</sup> Ibid. (p. 6 et 7), ZAW.

<sup>229</sup> Ibid. (p. 6 et 7, et 22 et 23), ZAW.

<sup>230</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 63 à 65), AZD ; pièce à conviction P15 (fiche de renseignements personnels d'AZD).

<sup>231</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 5 à 9, et 42 et 43 (huis clos)), AZD. Celui-ci a estimé que le minibus [transportant la famille Ruhutinyanya] était arrivé entre le 20 et le 25 avril 1994, mais il avait entendu par hasard la conversation entre le sergent-chef Nyirimanzi et Nizeyimana le lendemain. Ibid. (p. 5 et 6), AZD.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

major et services dont le rassemblement des membres se faisait dans la cour de l'ESO, tout près des bureaux du commandement de l'école, en face du bureau de Nizeyimana, et il se trouvait à environ trois à cinq mètres d'eux<sup>232</sup>. Nyirimanzi disait à Nizeyimana qu'il avait escorté la famille Ruhutinyanya à l'ESO depuis le poste frontière d'Akanyaru d'où elle tentait de fuir au Burundi<sup>233</sup>. Nizeyimana avait répondu que la famille devrait être reconduite à cet endroit-là<sup>234</sup>.

136. Le témoin, qui connaissait M. Ruhutinyanya et son épouse, avait alors vu un minibus qui se trouvait à distance, mais il ne s'en était pas approché<sup>235</sup>. Il avait appris de militaires de l'ESO que le véhicule transportait la famille Ruhutinyanya et était arrivé la veille au soir entre 19 heures et 19 h 30<sup>236</sup>. Le lendemain du départ du minibus, le témoin avait appris que les membres de la famille qui avaient été conduits à l'ESO avaient été tués<sup>237</sup>. AZD a dit n'avoir plus jamais revu de membre de la famille Ruhutinyanya<sup>238</sup>.

#### Témoin à charge BDE

137. BDE, d'ethnie hutue, était cadet « nouvelle formule » à l'ESO en avril 1994<sup>239</sup>. Un jour, peu avant le 19 avril, entre 19 heures et 19 h 15, BDE avait vu un minibus Hiace, où se trouvaient des femmes, des enfants (ainsi que des jeunes filles), garé à l'ESO<sup>240</sup>. Les militaires qui étaient à l'entrée de l'ESO pouvaient voir le minibus, mais BDE n'avait vu aucun militaire le garder<sup>241</sup>. Elle n'y avait vu aucun autre véhicule civil au camp ce jour-là<sup>242</sup>.

138. BDE, accompagnée de Pascasie Uwimana, s'était approchée du véhicule et avait parlé à une femme qui leur avait dit qu'elle était l'épouse de Ruhutinyanya<sup>243</sup>. Elle avait expliqué qu'ils étaient les membres de la famille de Ruhutinyanya qui étaient partis pour le Burundi<sup>244</sup> et qui avaient été arrêtés par les *Interahamwe* à un barrage situé près de la frontière dans la commune de Kigembe<sup>245</sup>. Les *Interahamwe* avaient remarqué que le groupe comprenait des Tutsis et

<sup>232</sup> Ibid. (p. 5 à 9, et 43 à 45) (huis clos), AZD ; pièce à conviction D7 (croquis de l'ESO).

<sup>233</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 5 et 6), AZD.

<sup>234</sup> Ibid. (p. 5 et 6, et 43 à 45), AZD.

<sup>235</sup> Ibid. (p. 4 à 7), AZD.

<sup>236</sup> Ibid. (p. 5 à 7), AZD.

<sup>237</sup> Ibid. (p. 8 et 9), AZD. Celui-ci avait également appris que M. Ruhutinyanya, qui n'était pas avec sa famille à l'ESO, avait aussi été tué. Ibid. (p. 8 et 9), AZD.

<sup>238</sup> Ibid. (p. 8 et 9), AZD.

<sup>239</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 8 et 9) et 31 janvier 2011, (p. 51 et 52) BDE ; pièce à conviction P13 (fiche de renseignements personnels de BDE).

<sup>240</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 23 et 24), et 31 janvier 2011, (p. 33 à 36), BDE.

<sup>241</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 24 et 25), BDE.

<sup>242</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 34), BDE.

<sup>243</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 23 et 24, et 26 et 27) et 31 janvier 2011 (p. 33 et 34), BDE.

<sup>244</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 23 à 27) et 31 janvier 2011 (p. 34 et 35), BDE.

<sup>245</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 24 et 25), BDE. Voir *ibid.*, p. 24 (« Lorsqu'ils sont arrivés, en cours de route, non loin de la frontière, à Kigembe, ils y ont trouvé un barrage routier tenu par les *Interahamwe*. »), BDE.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

voulaient les tuer<sup>246</sup>. Alors que les membres du groupe avaient commencé à négocier avec les *Interahamwe*, des militaires venant du poste frontière d'Akanyaru étaient arrivés<sup>247</sup>. Les passagers du minibus avaient expliqué la situation aux militaires et ceux-ci avaient dit aux *Interahamwe* qu'ils allaient emmener les passagers à Butare<sup>248</sup>. BDE avait parlé avec les passagers du minibus pendant 5 à 10 minutes<sup>249</sup>.

139. Le lendemain, le minibus n'était plus là<sup>250</sup>. Des collègues militaires de sexe masculin de BDE lui avaient dit au réfectoire que Nizeyimana avait failli tuer le sergent major Nyirimanzi qui avait ramené la famille Ruhutinyanya à l'ESO<sup>251</sup>. Nizeyimana avait dit que les passagers du minibus, qu'il avait qualifiés d'*Inyenzi*, « devaient être ramen[és] à leur lieu d'origine, parce qu'il n'avait pas besoin de ces personnes au camp »<sup>252</sup>. Toujours selon les collègues de BDE, ces personnes « avaient été sorties du camp », avaient été reconduites à l'endroit d'où elles avaient été ramenées et avaient été tuées<sup>253</sup>. BDE ignorait qui avait tué les membres de la famille Ruhutinyanya et les circonstances exactes de leur mort<sup>254</sup>.

#### Témoin à charge ZY

140. ZY, d'ethnie tutsie, était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>255</sup>. Un soir, vers 18 heures, elle avait vu un monospace plein de femmes, d'enfants et de quelques hommes, qui était garé à l'ESO<sup>256</sup>. Elle avait vu quelque trois cadets de la troisième promotion de l'ESO qui se tenaient discrètement près du véhicule et d'autres qui se trouvaient un peu plus loin<sup>257</sup>. Les cadets insultaient les occupants du monospace et leur crachaient au visage<sup>258</sup>.

<sup>246</sup> Ibid. (p. 24 et 25), BDE.

<sup>247</sup> Id.

<sup>248</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 24 et 25) et 31 janvier 2011 (p. 34 et 35), BDE. La Chambre relève que les versions anglaise et française de ces comptes rendus d'audience mentionnent le terme « Kanyaru » au lieu d'« Akanyaru », ce qui est une erreur de transcription comme l'indiquent les mentions répétées du terme « Akanyaru » par le témoin tout au long du volet de sa déposition portant sur la famille Ruhutinyanya. CRA, 28 janvier 2011 (p. 24 et 25) et 31 janvier 2011 (p. 34 et 35), BDE.

<sup>249</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 34), BDE.

<sup>250</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 24 et 25), BDE.

<sup>251</sup> Id.

<sup>252</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 25), BDE.

<sup>253</sup> Ibid. (p. 26), et CRA, 31 janvier 2011 (p. 34 à 37), BDE.

<sup>254</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 26 et 27) et 31 janvier 2011 (p. 36 et 37), BDE.

<sup>255</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 46 et 47), ZY ; pièce à conviction P11 (fiche de renseignements personnels de ZY).

<sup>256</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 54 à 57) et 27 janvier 2011 (p. 66 et 67), ZY. Au départ, le témoin ZY avait déclaré ne pas se souvenir de la date exacte, mais qu'elle croyait avoir vu la famille Ruhutinyanya à l'ESO après le discours du Président Sindikubwabo à Butare. CRA, 26 janvier 2011 (p. 54 à 56). À son contre-interrogatoire, elle a dit qu'elle ne connaissait pas la date. CRA, 27 janvier 2011 (p. 67 et 68). ZY a également déclaré au départ qu'elle avait commencé à parler aux passagers du bus vers 19 h 30. CRA, 26 janvier 2011 (p. 55 et 56). Plus tard, elle a relevé qu'elle avait commencé à leur parler vers 18 heures. CRA, 27 janvier 2011 (p. 66 et 67).

<sup>257</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 57 et 58) et 27 janvier 2011 (p. 6 et 7), ZY.

<sup>258</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 56 et 57), ZY.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

141. Poussée par la curiosité, ZY s'était approchée du véhicule et avait parlé à une jeune fille appelée Kayitesi<sup>259</sup>. Celle-ci avait expliqué qu'ils avaient tenté de fuir au Burundi, mais qu'ils avaient été interceptés par des *Interahamwe* près du poste frontière d'Akanyaru<sup>260</sup> et que des militaires les avaient ensuite ramenés à l'ESO<sup>261</sup>. Elle avait dit qu'elle craignait que les occupants du monospace ne soient injustement tués pour « payer les erreurs ou les gestes d'autres personnes qu'ils ne connaissaient même pas »<sup>262</sup>. ZY avait parlé avec la fille pendant environ deux heures<sup>263</sup>. Elle avait aussi vu Claire Mukamusi qui parlait aux occupants du véhicule<sup>264</sup>.

142. Pendant que ZY parlait à Kayitesi, les cadets, notamment un certain natif de Byumba surnommé « Blindé », lui avaient dit sèchement que Nizeyimana leur avait donné l'ordre de garder le monospace et que c'est lui-même qui déciderait du sort de ses occupants<sup>265</sup>. Ils lui avaient enjoint de s'éloigner du véhicule<sup>266</sup>.

143. Le lendemain vers 7 heures, après le petit déjeuner, ZY s'était entretenue avec un des cadets de la troisième promotion qui avait gardé le monospace la veille au soir<sup>267</sup>. Natif de Byumba et au teint foncé, celui-ci lui avait dit que lui-même et le groupe de militaires dont il faisait partie avaient tué tous les occupants du véhicule, y compris un petit enfant, à Rwasave<sup>268</sup>, qui était situé dans une vallée « en contrebas du Groupe scolaire » et non à la frontière de la commune de Kigembe<sup>269</sup>.

#### Témoignage de charge Anaclet Dufitumukiza

144. Dufitumukiza, d'ethnie tutsie, était caporal de gendarmerie et affecté au camp de Tumba (Butare) en avril 1994<sup>270</sup>. YAL avait dit au témoin Dufitumukiza qu'il avait escorté la famille Ruhutinyanya à la frontière, et qu'ensuite le minibus avait été intercepté par des militaires de l'ESO et renvoyé à l'ESO<sup>271</sup>. YAL avait aussi dit à Dufitumukiza qu'il avait failli être tué à

<sup>259</sup> Ibid., p. 54 à 58, ZY.

<sup>260</sup> Ibid. (p. 54 à 57), ZY.

<sup>261</sup> Ibid. (p. 56 et 57), ZY.

<sup>262</sup> Ibid. (p. 57), ZY.

<sup>263</sup> Ibid. (p. 55 et 56) et CRA, 27 janvier 2011 (p. 65 à 67), ZY.

<sup>264</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 66 et 67), ZY.

<sup>265</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 54 à 60) et 27 janvier 2011 (p. 6 et 7), ZY.

<sup>266</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 54 et 55 et 57 à 60), ZY.

<sup>267</sup> Ibid. (p. 57 et 58) et CRA, 27 janvier 2011 (p. 65 à 69), ZY.

<sup>268</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 57 et 58), ZY.

<sup>269</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 67), ZY.

<sup>270</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 73 à 75) et 20 janvier 2011 (p. 13 et 14), témoin Dufitumukiza ; pièce à conviction P5 (fiche de renseignements personnels du témoin Dufitumukiza).

<sup>271</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 21 à 23, et 57 à 59), témoin Dufitumukiza.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

l'ESO<sup>272</sup>. Dufitumukiza avait appris que les membres de la famille Ruhutinyanya avaient été tués par la suite<sup>273</sup>.

#### Témoignage à décharge ZML07

145. En avril 1994, ZML07, d'ethnie hutue, était cadet et faisait partie de la troisième promotion de l'ESO<sup>274</sup>. Vers le 17 avril, le chef de son peloton l'avait désigné, ainsi que des militaires de la troisième promotion, pour escorter la famille Ruhutinyanya jusqu'à la frontière et lui permettre d'entrer au Burundi<sup>275</sup>. Le témoin ignorait qui avait donné ces instructions à son chef de peloton<sup>276</sup>. C'est alors qu'il avait vu le minibus, avec plusieurs personnes à bord, garé dans l'enceinte de l'ESO ; aucun militaire n'était posté près du véhicule<sup>277</sup>. ZML07 ne connaissait pas les passagers et n'avait pas vérifié leur identité, mais il avait conclu, se fondant sur leur apparence, que c'étaient des Tutsis<sup>278</sup>.

146. Le sous-lieutenant Bizimana dirigeait la mission, qui comprenait cinq militaires et le conducteur d'une camionnette de l'ESO<sup>279</sup>. Les militaires étaient armés de fusils et de revolvers et avaient chacun une centaine de cartouches<sup>280</sup>. Ils ne disposaient pas d'appareils de communication grâce auxquels ils auraient pu être en contact avec l'ESO<sup>281</sup>. Le minibus roulait en tête du convoi vers la frontière avec le Burundi, et le véhicule de l'ESO le suivait à une courte distance<sup>282</sup>. Ils avaient franchi sans encombre deux barrages tenus par des civils<sup>283</sup>. Il y avait un troisième barrage situé à une distance de 500 mètres à un kilomètre de la frontière avec le Burundi, qui était gardé par des civils munis d'armes traditionnelles et de fusils<sup>284</sup>. Bizimana avait tenté de négocier le passage du convoi, mais ceux qui tenaient le barrage avaient refusé et accusaient les militaires de transporter des Tutsis<sup>285</sup>.

<sup>272</sup> Ibid. (p. 22 à 23), témoin Dufitumukiza.

<sup>273</sup> Ibid. (p. 22), témoin Dufitumukiza.

<sup>274</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 5 (huis clos), 7 et 8, et 31 et 32), ZML07 ; pièce à conviction D35 (fiche de renseignements personnels de ZML07).

<sup>275</sup> CRA, 18 mai 2011, (p. 11 à 13, 27 à 29, 36 et 37, et 42 et 43), ZML07. À un moment donné, le témoin avait dit que le sous-lieutenant Bizimana avait identifié les civils se trouvant à bord du minibus comme étant la famille Ruhutinyanya et avait expliqué que les militaires allaient les accompagner à la frontière avec le Burundi. Voir CRA, 18 mai 2011 (p. 36 et 37) ; pièce à conviction D37 (noms des militaires).

<sup>276</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 28 et 29, et 38 à 40), ZML07.

<sup>277</sup> Ibid. (p. 36 et 37), ZML07.

<sup>278</sup> Ibid. (p. 24 et 25, et 36 et 37), ZML07.

<sup>279</sup> Ibid. (p. 13, 17 à 20, 26 à 30, 34 et 35, et 37 et 38), ZML07 ; pièce à conviction D37 (noms des militaires).

<sup>280</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 17 et 18 et 34 à 39), ZML07.

<sup>281</sup> Ibid. (p. 27 à 30), ZML07.

<sup>282</sup> Ibid. (p. 20 à 24 et 36 à 40), ZML07.

<sup>283</sup> Ibid. (p. 17 à 19 et 39 à 42), ZML07.

<sup>284</sup> Ibid. (p. 18 à 20, et 25 à 28), ZML07.

<sup>285</sup> Ibid. (p. 19 et 20, et 25 et 26), ZML07 ; pièce à conviction D37 (noms des militaires).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

147. Voulant intimider ceux qui tenaient le barrage, Bizimana avait tiré un coup de feu en l'air<sup>286</sup>. En même temps, un des assaillants civils avait fait descendre un passager du minibus, ce qui avait poussé un des militaires, le dénommé Emmanuel Manilakiza, à abattre l'assaillant<sup>287</sup>. Le témoin avait alors entendu des coups de feu tirés avec une « mitrailleuse à gaz » et d'autres armes automatiques, et qui selon lui, provenaient de militaires burundais postés à la frontière<sup>288</sup>. Les militaires de l'ESO avaient fui, et ZML07 était allé tout seul s'abriter derrière une colline voisine<sup>289</sup>.

148. Après « quelques minutes » les coups de feu avaient diminué<sup>290</sup>. Le témoin avait marché jusqu'à la route qui était située à environ 500 mètres à un kilomètre du barrage ; là, il avait trouvé la camionnette de l'ESO et les militaires de l'ESO<sup>291</sup>. Bizimana avait enjoint aux membres du groupe de retourner au camp, ce qu'ils avaient fait, et ils étaient arrivés à destination un peu plus de deux heures plus tard<sup>292</sup>.

149. Le témoin n'avait pas vu ce qu'il était advenu de la famille Ruhutinyanya ou du minibus, et aucun des membres de la mission ne lui avait dit quel sort leur avait été réservé<sup>293</sup>. Cependant, pour avoir entendu des tirs nourris pendant qu'il fuyait, il pensait que les Ruhutinyanya avaient été tués<sup>294</sup>. Il ne savait pas si ces faits avaient été signalés au commandant du camp, le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi<sup>295</sup>.

#### Témoin à décharge RWV11

150. RWV11, d'ethnie hutue, était instructeur à l'ESO en avril 1994<sup>296</sup>. Le 17 avril, vers 19 h 30, alors qu'il était posté au barrage établi dans le quartier arabe, près de l'entrée sud de l'ESO, il avait vu des militaires revenir à l'ESO à bord d'un véhicule de ravitaillement accompagné d'un minibus de marque Hiace transportant une quinzaine de civils<sup>297</sup>. Le minibus s'était arrêté à l'entrée nord de l'ESO, à une centaine de mètres de l'endroit où se trouvait le témoin, avant d'être autorisé à entrer<sup>298</sup>.

<sup>286</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 19 et 20), ZML07.

<sup>287</sup> Ibid. (p. 19 à 22, et 40 à 42), ZML07 ; pièce à conviction D37 (noms des militaires).

<sup>288</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 19 à 22, 25 à 27, et 40 à 42), ZML07. Le témoin a estimé que la mitrailleuse à gaz avait une portée de tir comprise entre 400 et 600 mètres. Ibid. (p. 26 et 27).

<sup>289</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 19 à 22, 25 et 26, et 40 à 42), ZML07.

<sup>290</sup> Ibid. (p. 20), ZML07.

<sup>291</sup> Ibid. (p. 19 à 22), ZML07.

<sup>292</sup> Ibid. (p. 19 à 21 et 43), ZML07.

<sup>293</sup> Ibid. (p. 21 à 23), ZML07.

<sup>294</sup> Id.

<sup>295</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 23 et 24, et 39 et 40), ZML07.

<sup>296</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 6 et 7), RWV11 ; pièce à conviction D53 (fiche de renseignements personnels de RWV11).

<sup>297</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 15 et 16, 46 à 49, et 51 à 54), RWV11.

<sup>298</sup> Ibid. (p. 15 et 16, et 45 à 47), RWV11.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

151. Ce soir-là, entre 20 heures et 20 h 30, le témoin s'était rendu à l'entrée nord de l'ESO et s'était entretenu avec le sergent Shadrack Kagimbangabo qui était le chef de ce poste de garde<sup>299</sup>. Kagimbangabo avait expliqué que lors d'une mission de ravitaillement dans la commune de Kigembe, les militaires avaient sauvé ces civils d'une foule qui essayait de les tuer<sup>300</sup>. Les civils avaient tenté d'aller au Burundi et ils voulaient maintenant entrer à l'ESO pour obtenir des laissez-passer<sup>301</sup>. Ils devaient rester dans leur véhicule garé à l'intérieur de l'ESO, car le commandant du camp, qui était absent, était la seule autorité qui pouvait leur délivrer ces documents<sup>302</sup>. Nizeyimana n'était pas présent, lui non plus, car il avait quitté l'ESO vers 18 h 30 pour aller chez lui s'occuper de son enfant qui était malade<sup>303</sup>. D'une distance d'une trentaine de mètres, le témoin voyait le minibus garé près du bureau de commandement, ainsi que les militaires qui étaient près du véhicule<sup>304</sup>.

152. Le lendemain matin, vers 8 heures, – à savoir le 18 avril 1994 – RWV11 avait vu le minibus et une camionnette de l'ESO transportant quatre militaires (armés de fusils R4 et de Kalachnikov) et le sous-lieutenant Bizimana quitter le camp<sup>305</sup>. Le témoin avait appris que les civils avaient reçu des laissez-passer délivrés très probablement par Muvunyi, qui avait désigné Bizimana pour transporter [escorter] les civils à Akanyaru<sup>306</sup>.

153. Quand Bizimana était revenu à l'ESO, il avait dit que le convoi avait été arrêté par les *Interahamwe* à un barrage établi sur le chemin menant à la frontière avec le Burundi<sup>307</sup>. Les *Interahamwe* avaient dit que les militaires accompagnaient les mêmes *Inyenzi* qu'ils avaient rencontrés la veille au soir<sup>308</sup>. Une altercation avait éclaté quand les *Interahamwe* avaient refusé de laisser passer le convoi<sup>309</sup>. Bizimana avait tiré en l'air, ce qui avait amené les militaires burundais postés de l'autre côté de la frontière à tirer sur les militaires de l'ESO<sup>310</sup>. Les militaires burundais avaient des armes plus puissantes, et les militaires de l'ESO avaient été contraints d'abandonner la famille de Ruhutinyanya au barrage<sup>311</sup>. RWV11 avait appris que ladite famille avait été laissée aux mains des *Interahamwe* qui, selon le témoin, ne devaient pas l'avoir épargnée<sup>312</sup>.

<sup>299</sup> Ibid. (p. 15 à 17, 48 et 49, et 52 à 54), RWV11.

<sup>300</sup> Ibid. (p. 15 et 16, 19 et 20, 32 et 33, 48 à 55, et 69 et 70), RWV11.

<sup>301</sup> Ibid. (p. 15 et 16, 49 et 50, et 52 et 53), RWV11.

<sup>302</sup> Ibid. (p. 33 et 46 à 52), RWV11.

<sup>303</sup> Ibid. (p. 55 et 56), RWV11.

<sup>304</sup> Ibid. (p. 33, et 46 et 47), RWV11.

<sup>305</sup> Ibid. (p. 32 à 36, 48 et 49, et 69 et 70), RWV11.

<sup>306</sup> Ibid. (p. 16 et 17, 32 à 34, et 69 à 71), RWV11. Les comptes rendus d'audience parlent à tort de « Kanyaru » au lieu d'Akanyaru. Ibid. (p. 20 (huis clos) et 34).

<sup>307</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 34 à 36), RWV11.

<sup>308</sup> Id.

<sup>309</sup> Id.

<sup>310</sup> Id.

<sup>311</sup> Id.

<sup>312</sup> Id.



Témoignage à décharge CKN10

154. CKN10, d'ethnie hutue, était sergent à l'ESO en avril 1994<sup>313</sup>. Le 17 avril, il était de faction à l'entrée principale de l'ESO, à partir de 16 heures<sup>314</sup>. Nizeyimana était arrivé au camp vers 18 h 30 ou 19 heures<sup>315</sup>. Entre 20 h 30 et 21 h 30, CKN10 avait vu un minibus de marque Hiace s'arrêter à un barrage établi dans le quartier arabe avant de repartir et d'arriver au poste où il se trouvait<sup>316</sup>. Le minibus transportait un caporal et les membres de la famille Ruhutinyanya, dont le témoin savait qu'ils habitaient à Butare<sup>317</sup>. M. Ruhutinyanya, qui était tutsi, n'était pas parmi eux<sup>318</sup>. Le caporal qui était dans le minibus « a[va]it expliqué la situation » au témoin<sup>319</sup>, à savoir que la famille Ruhutinyanya se rendait au Burundi, mais qu'elle avait été arrêtée et failli être tuée à un barrage avant qu'il ne l'aide à rebrousser chemin<sup>320</sup>.

155. Le véhicule s'était garé à l'intérieur du camp [de l'ESO] à quelques mètres de l'endroit où CKN10 était de faction<sup>321</sup>. CKN10, qui était resté à son poste jusqu'au lendemain à 16 heures, avait noté que la famille Ruhutinyanya était restée dans le minibus pendant toute la soirée<sup>322</sup>. Les militaires avaient passé la soirée à chercher des « papiers d'identification » pour permettre à la famille de se rendre au Burundi<sup>323</sup>.

156. Le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi était arrivé au camp le matin du 18 avril 1994<sup>324</sup>. Le témoin l'avait informé de l'arrivée des civils et, quoiqu'il ne fût pas présent quand cela s'était produit, il pensait que Muvunyi avait délivré des documents de voyage à la famille Ruhutinyanya<sup>325</sup>, laquelle avait quitté l'ESO entre 10 heures et 11 heures ce jour-là, avec une escorte militaire dont faisait partie le sous-lieutenant Bizimana<sup>326</sup>. Par la suite, CKN10 avait appris du caporal Rubaga, qui était posté à Akanyaru, que cette famille n'avait pas pu franchir la frontière et avait été massacrée<sup>327</sup>.

<sup>313</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 36 et 37, et 60), CKN10 ; pièce à conviction D50 (fiche de renseignements personnels de CKN10).

<sup>314</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 45 à 48) et 30 mai 2011 (p. 50 et 51), CKN10.

<sup>315</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 46 et 47), CKN10.

<sup>316</sup> Ibid. (p. 45 à 48) et CRA, 30 mai 2011 (p. 4 à 6, et 50 à 52), CKN10.

<sup>317</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 45 et 46) et 30 mai 2011 (p. 50 à 52), CKN10.

<sup>318</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 51 et 52), CKN10.

<sup>319</sup> Ibid. (p. 51), CKN10.

<sup>320</sup> Ibid. (p. 52 et 53), CKN10. Le témoin n'attribue pas spécifiquement ces propos au caporal avec qui il s'était entretenu, mais cela peut se déduire sans conteste des questions qui ont été posées au témoin concernant le fait qu'il était au courant de la présence de la famille Ruhutinyanya au camp de l'ESO.

<sup>321</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 59 et 60), CKN10.

<sup>322</sup> Ibid. (p. 45 à 47, et 59 et 60) et CRA, 30 mai 2011 (p. 51 à 53), CKN10.

<sup>323</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 45), CKN10.

<sup>324</sup> Ibid. (p. 46 et 47), CKN10.

<sup>325</sup> Ibid. (p. 45 à 47, et 59 et 60), CKN10.

<sup>326</sup> Ibid. (p. 46 à 48), CKN10.

<sup>327</sup> Ibid. (p. 47 et 48), CKN10.

Témoign à décharge OUV03

157. OUV03, d'ethnie hutue, était [sous-]officier à l'ESO en 1994<sup>328</sup>. Il avait appris d'autres militaires de l'ESO qu'il avait été demandé à Bizimana de faire traverser la frontière à « Ruhutinyanya » et qu'il l'avait tué par la suite<sup>329</sup>. Le lieutenant-colonel Muvunyi avait fait arrêter Bizimana pour ce crime ; mais comme les militaires avaient dû fuir, Bizimana n'avait jamais été poursuivi<sup>330</sup>.

Témoign à décharge Désiré Ufitimana

158. D'ethnie hutue, Ufitimana était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>331</sup>. Vers le 20 avril, il avait été désigné pour une petite mission consistant à accompagner un ambassadeur italien et un groupe de prêtres et de religieuses tutsis au poste frontière d'Akanyaru ; ensuite, il avait traversé la frontière et avait pénétré au Burundi<sup>332</sup>. L'ambassadeur et son groupe avaient six véhicules qu'ils conduisaient eux-mêmes<sup>333</sup>. L'ESO avait fourni trois véhicules avec des militaires armés pour escorter le convoi jusqu'à la frontière<sup>334</sup>. En route vers Akanyaru, ils avaient franchi de nombreux barrages et avaient souvent dû passer beaucoup de temps à expliquer aux personnes qui tenaient les barrages pourquoi des militaires accompagnaient ce groupe de personnes que les civils identifiaient comme étant des Tutsis<sup>335</sup>. Les civils qui tenaient les barrages étaient comme « des chiens [furieux ou] enragés »<sup>336</sup>. Ils avaient fait sécher des feuilles de bananier qu'ils utilisaient en guise de camouflage et « faisaient peur » généralement<sup>337</sup>. Le convoi devait négocier fréquemment son chemin à travers les barrages, et quand les civils refusaient de le laisser passer, les militaires menaçaient d'employer la force contre eux<sup>338</sup>. Finalement, les civils comprenaient et le laissaient passer<sup>339</sup>.

<sup>328</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 61 à 63 (huis clos)), OUV03 ; pièce à conviction D51 (fiche de renseignements personnels d'OUV03).

<sup>329</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 36 et 37), OUV03.

<sup>330</sup> Ibid. (p. 36 à 38), OUV03. Le témoin parle ici de Ruhutinyanya au singulier. Il dit avoir « appris qu[e Bizimana] l'aurait tué ».

<sup>331</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 4 et 5), témoin Ufitimana ; pièce à conviction D49 (fiche de renseignements personnels du témoin Ufitimana).

<sup>332</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 7 et 8), témoin Ufitimana.

<sup>333</sup> Ibid. (p. 7 à 9), témoin Ufitimana.

<sup>334</sup> Ibid. (p. 9 et 10), témoin Ufitimana. Plus précisément, l'ESO a fourni deux véhicules militaires et un véhicule civil, avec des militaires armés.

<sup>335</sup> Ibid. (p. 9 à 11), témoin Ufitimana.

<sup>336</sup> Ibid. (p. 10), témoin Ufitimana.

<sup>337</sup> Id.

<sup>338</sup> Id.

<sup>339</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 10 et 11), témoin Ufitimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

159. Une fois arrivés au poste frontière, Ufitimana avait pu distinguer des militaires se trouvant du côté burundais de la frontière<sup>340</sup>. Au poste de douane rwandais, il y avait des civils et des douaniers<sup>341</sup>. Les membres du groupe avaient alors remercié les militaires de les avoir escortés<sup>342</sup>.

#### *Délibération*

160. Comme cela ressort de tous les témoignages entendus, vers le 17 avril 1994, des militaires de l'ESO avaient sauvé les membres de la famille Ruhutinyanya de l'hostilité de civils armés, des *Interahamwe* notamment, à un barrage établi près du poste frontière d'Akanyaru entre le Rwanda et le Burundi<sup>343</sup>. Les militaires de l'ESO avaient ensuite escorté les membres de la famille Ruhutinyanya au camp de l'ESO où ils étaient arrivés ce soir-là et y étaient restés pendant toute la nuit. Le lendemain, 18 avril ou vers cette date, des militaires de l'ESO armés, placés sous la direction du sous-lieutenant Pierre Bizimana, avaient reconduit la famille Ruhutinyanya de l'ESO au poste frontière.

161. Dans ce contexte, la Chambre doit déterminer si Nizeyimana était impliqué dans la décision de ramener les membres de la famille Ruhutinyanya au barrage établi près du poste frontière d'Akanyaru afin qu'ils y soient tués. Elle doit ensuite déterminer si les membres de la famille Ruhutinyanya ont été effectivement tués. La Chambre abordera ces questions tour à tour.

#### *i) Décision de faire partir la famille Ruhutinyanya de l'ESO les 17 et 18 avril 1994*

162. Le Procureur fait valoir que Nizeyimana avait donné l'ordre de reconduire la famille Ruhutinyanya afin de la faire éliminer. Il invoque en particulier les dépositions de XAG et de YAL qui ont dit que le soir où la famille Ruhutinyanya était arrivée au camp de l'ESO, Nizeyimana avait été informé de sa présence. La famille était désignée sous le nom d'*Inyenzi* ou d'*Inkotanyi*, et Nizeyimana s'était dit mécontent de sa présence dans le camp. De même, le témoin à charge ZY a appris des cadets qui gardaient le véhicule ce même soir que Nizeyimana les avait affectés à la garde du minibus et qu'il déciderait du sort de ses occupants. En outre, le lendemain matin, les témoins à charge ZAW et AZD avaient entendu Nizeyimana donner l'ordre au sergent Nyirimanzi de reconduire les membres de la famille Ruhutinyanya à l'endroit où on les avait trouvés.

163. La Chambre va tout d'abord évaluer les dépositions de XAG et de YAL, les deux gendarmes désignés pour escorter au Burundi la famille Ruhutinyanya, qui a ensuite été amenée

<sup>340</sup> Id. Ufitimana n'a pas pu dénombrer les militaires burundais.

<sup>341</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 10 et 11), témoin Ufitimana.

<sup>342</sup> Id.

<sup>343</sup> La Chambre relève que les témoignages divergent quant au moment où la famille Ruhutinyanya avait été emmenée au camp de l'ESO. Ses conclusions sur ce point particulier sont exposées en détail ci-après.

à l'ESO. XAG et YAL ont déposé le même jour, mais la Chambre note que la Défense n'a pas soulevé de grief concernant les circonstances dans lesquelles ils avaient fait leurs dépositions. Rien dans le dossier ne donne à penser que l'un ou l'autre des témoins avait manifestement intérêt à témoigner contre Nizeyimana, ou que les deux étaient de connivence<sup>344</sup>.

164. XAG et YAL ont rendu compte de manière étonnement cohérente de ce qui s'était passé près du poste frontière d'Akanyaru avant leur arrivée à l'ESO<sup>345</sup>. Les divergences relevées sur ces points dans leurs dépositions sont sans importance<sup>346</sup>. En effet, dans ses arguments, la Défense semble accepter les récits de XAG et de YAL relatifs à ce qui s'est passé au barrage

<sup>344</sup> Selon leurs fiches de renseignements personnels respectives, XAG travaillait comme policier dans la province de l'Est et YAL était incarcéré à Gikongoro, au moment de leurs dépositions. Voir respectivement les pièces à conviction P8 et P9.

<sup>345</sup> Au chapitre de la cohérence, XAG et YAL ont dit que le commandant du camp de gendarmerie de Tumba leur avait donné l'ordre d'escorter la famille Ruhutinyanya au Burundi. Ils ont décrit tous les deux comment ils avaient été interceptés par des civils armés hostiles, au barrage établi près du poste frontière d'Akanyaru, et ils ont dit que des militaires de l'ESO, accompagnés d'un Blanc, étaient arrivés au barrage et en étaient repartis. Plus tard, ils étaient revenus, étaient intervenus et avaient ramené à l'ESO les gendarmes et les membres de la famille Ruhutinyanya qui étaient dans un minibus. Ils ont constamment affirmé qu'ils étaient arrivés au camp à la tombée de la nuit.

<sup>346</sup> Par exemple, XAG a dit à la barre que cet événement avait eu lieu après le discours prononcé par le Président Sindikubwabo à Butare (ou le 19 avril 1994), alors que pour YAL, l'événement avait eu lieu le 17 avril 1994. Comme indiqué plus en détail ci-après, la Chambre accepte le témoignage de YAL qui a été corroboré et selon lequel cet événement s'est produit vers le 17 avril 1994. On notera que la partie de la déposition de XAG portant sur le moment où l'événement s'est produit est générale. Il a reconnu qu'« [il n'était pas en mesure] de se souvenir des dates », ce qui est raisonnable, compte tenu du temps considérable qui s'est écoulé entre le fait et sa déposition. CRA, 25 janvier 2011 (p. 31), XAG. De même, YAL a été le seul à mentionner la présence de l'adjoint au bourgmestre de la commune de Kigembe. On notera que XAG n'a pas été interrogé sur la présence dudit adjoint. La déposition de YAL sur cette présence résulte en grande partie du contre-interrogatoire, daté du 21 mars 2011[2000] à propos d'une déclaration antérieure. Voir CRA, 25 janvier 2011 (p. 64 à 69), YAL. Selon sa déposition, le rôle joué au barrage par l'adjoint au bourgmestre était secondaire par rapport à celui des militaires de l'ESO, dont les deux témoins ont confirmé la présence. Vu les circonstances, toute contradiction relevée entre les dépositions de XAG et YAL ne prête guère à conséquence. Enfin, la Chambre relève que la déposition de XAG donne à penser que lorsqu'il était au barrage, il avait eu l'impression que les militaires de l'ESO essayaient de les aider, YAL et lui-même. CRA, 25 janvier 2011 (p. 31 à 33), XAG (un militaire de l'ESO avait expliqué qu'il allait « aider » les gendarmes), p. 33 (« Comme [les militaires de l'ESO] avaient promis qu'ils allaient nous aider »), p. 43 et 44 (les militaires de l'ESO avaient aidé les gendarmes en les extirpant du barrage). En revanche, la déposition de YAL donne à penser que pendant qu'il était détenu au barrage, il avait vu des militaires de l'ESO donner aux civils l'ordre d'empêcher le passage du convoi. Voir CRA, 25 janvier 2011 (p. 65), YAL (il dément que les militaires de l'ESO aidaient les gendarmes au barrage), p. 64 à 66 (au début, les militaires de l'ESO avaient dit aux gendarmes d'attendre au barrage), p. 65 et 66 (les militaires ont fini par dire à ceux qui tenaient le barrage de ne pas laisser passer le convoi) et p. 68 (les militaires de l'ESO ont dit que le convoi ne devait pas franchir le barrage). Ces divergences d'opinion sont sans importance. En effet, certains points de la déposition de XAG corroborent l'opinion de YAL que les militaires de l'ESO avaient le pouvoir de décider si les gendarmes seraient autorisés à franchir le barrage. Plus précisément, XAG a dit que les militaires de l'ESO avaient arrêté les gendarmes et les membres de la famille Ruhutinyanya, puis qu'ils avaient dit, parlant d'eux, aux personnes qui tenaient le poste de contrôle qu'ils allaient les punir, et le témoin en avait déduit par la suite que les militaires de l'ESO n'essayaient pas d'aider les gendarmes. CRA, 25 janvier 2011 (p. 33 et 34, et 43 et 44), XAG.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

établi près du poste frontière d'Akanyaru, et ne mettent en cause que les parties de leurs dépositions concernant leur présence ultérieure à l'ESO<sup>347</sup>.

165. La Chambre en vient à l'évaluation des dépositions de XAG et YAL portant sur les événements à partir de leur arrivée à l'ESO. Leurs témoignages présentent des similitudes convaincantes. Ils ont tous deux affirmé à la barre qu'un sergent-chef, qui les avait escortés depuis le barrage situé près d'Akanyaru, les avait emmenés dans une pièce où ils avaient rencontré Nizeyimana<sup>348</sup>. Chacun d'eux a déclaré que le sergent-chef avait informé Nizeyimana que les gendarmes avaient aidé les *Inyenzi* ou *Inkotanyi*<sup>349</sup>. Ils ont tous deux décrit comment Nizeyimana avait réagi avec colère à cette nouvelle et confisqué leurs cartes d'identité<sup>350</sup>. Ils ont dit qu'ils avaient tenté d'expliquer leurs actes<sup>351</sup> ; ils ont dit qu'ils s'étaient ensuite « échappés furtivement » ou esquivés et avaient rapporté ces faits au commandant de leur camp tard dans la même soirée<sup>352</sup>.

166. Il existe cependant des différences notables dans leurs dépositions. En particulier, YAL a dit que les gendarmes étaient désarmés et avaient été battus par Nizeyimana et d'autres personnes, à coups de poing, de pied et de matraque. Il a reconnu qu'il avait été blessé et ensanglanté par ce passage à tabac et avait été ensuite soigné par les médecins de son camp militaire<sup>353</sup>. Selon YAL, le passage à tabac avait duré près de deux heures et ne s'était arrêté qu'après l'intervention de l'adjudant-chef Ntibiramira<sup>354</sup>. Ayant quitté Nizeyimana, YAL s'était approché du minibus et avait recommandé à ses occupants d'en remonter les vitres pour empêcher les militaires de l'ESO de mettre des armes dans le véhicule pour ensuite prétendre qu'elles appartenaient à ses occupants<sup>355</sup>.

167. En revanche, XAG n'a pas dit qu'il avait été battu par Nizeyimana. Au contraire, il a plutôt affirmé que Nizeyimana avait ordonné que les gendarmes soient placés en détention et qu'on leur donne à manger de la nourriture provenant de la cuisine de l'ESO<sup>356</sup>. XAG a ajouté spontanément que les témoins avaient conservé leurs armes<sup>357</sup>. Selon lui, son collègue et lui-

<sup>347</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 293 et 294, 303 à 307, et 317.

<sup>348</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 34 et 35, et 43 et 44), XAG (on les a emmenés au bureau de Nizeyimana) ; *ibid.* (p. 53 à 55bis, 58 et 59, et 68 et 69), YAL (on les a emmenés dans un bureau appelé corps de garde).

<sup>349</sup> *Ibid.* (p. 34 et 35, et 44 et 45), XAG ; *ibid.* (p. 53 à 55bis, et 68 et 69), YAL.

<sup>350</sup> *Ibid.* (p. 34 et 35, et 44 et 45), XAG ; *ibid.* (p. 53 à 56, et 68 à 70), YAL.

<sup>351</sup> *Ibid.* (p. 34 et 35), XAG (les gendarmes ont expliqué qu'ils exécutaient les ordres de leur supérieur hiérarchique) ; *ibid.* (p. 53 à 55bis), YAL (les gendarmes ont répondu qu'ils n'étaient pas des complices, mais qu'ils protégeaient une famille qui avait des problèmes).

<sup>352</sup> *Ibid.* (p. 35 et 36, et 44 à 48), XAG ; *ibid.* (p. 56, et 69 et 70), YAL.

<sup>353</sup> *Ibid.* (p. 53 à 56, et 68 à 71), YAL.

<sup>354</sup> *Ibid.* (p. 55 et 56, et 69 et 70), YAL.

<sup>355</sup> *Ibid.* (p. 56), YAL.

<sup>356</sup> *Ibid.* (p. 34 et 35, et 44 et 45), XAG.

<sup>357</sup> *Id.*

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

même ne sont restés au camp de l'ESO que pendant une heure et il n'a nullement dit que YAL était retourné au minibus après avoir quitté le bureau de Nizeyimana<sup>358</sup>.

168. XAG n'a pas été interrogé au sujet du passage à tabac dont il avait été victime de la part de Nizeyimana et d'autres. Reste que cette omission est frappante compte tenu de sa relation par ailleurs très détaillée de ce qui s'était passé pendant qu'il était en présence de Nizeyimana. D'autres divergences demeurent également inexplicables, notamment le fait de savoir si les gendarmes avaient été désarmés ou non, le temps qu'ils avaient passé à l'ESO et le fait de savoir si YAL avait parlé ou non aux occupants du minibus avant de quitter le camp.

169. Cependant, des divergences se rapportent à des événements périphériques et ne font pas naître le doute au sujet des témoignages fondamentalement cohérents disant qu'ils avaient été mis en présence de Nizeyimana et que le capitaine [Nizeyimana] avait été informé de la présence au camp de l'ESO des membres de la famille Ruhutinyanya, qui étaient taxés d'*Inyenzi* ou d'*Inkotanyi*<sup>359</sup>. Comme indiqué ci-après, ces points de leurs témoignages ont été corroborés indirectement de manière convaincante par d'autres témoins à charge<sup>360</sup>.

170. Après avoir examiné les similitudes et les divergences existant entre les dépositions de XAG et YAL, la Chambre va s'attacher à présent à évaluer leur identification de Nizeyimana. À propos de XAG, la Chambre fait remarquer qu'il n'était pas un militaire de l'ESO et qu'il n'avait passé qu'environ deux mois à Butare avant avril 1994<sup>361</sup>. Sa capacité d'identifier Nizeyimana n'avait pas été déterminée à la suite de l'interrogatoire principal, pas plus qu'elle n'avait été mise en question lors du contre-interrogatoire. Il avait cependant identifié Nizeyimana correctement comme étant un « capitaine » et avait expliqué comment le sergent-chef avait salué Nizeyimana pendant qu'il était assis à son bureau<sup>362</sup>.

171. L'identification de Nizeyimana à l'ESO par XAG ce soir-là a été corroborée directement par YAL. Celui-ci avait été posté au camp de gendarmerie de Tumba, à Butare, depuis 1987<sup>363</sup>. Il ne pouvait pas dire avec précision quand Nizeyimana était arrivé à l'ESO ou sa position exacte

<sup>358</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 45 à 47), XAG.

<sup>359</sup> Une autre divergence remarquable entre les dépositions de XAG et de YAL, c'est que XAG avait dit que les gendarmes avaient conservé leurs armes, à savoir des fusils FAL, alors que YAL avait dit que leurs armes avaient été confisquées. Comparer CRA, 25 janvier 2011 (p. 34 et 35, et 44 et 45), XAG, et *ibid.* (p. 68 à 70), YAL. La Chambre considère qu'il s'agit également de témoignages au sujet d'événements périphériques, et que les divergences relevées entre leurs dépositions ne suscitent aucune préoccupation concernant les points clés de leurs témoignages.

<sup>360</sup> Toutefois, la Chambre considère que la déposition de YAL disant que Nizeyimana et d'autres militaires avaient passé les gendarmes à tabac n'est pas établie, compte tenu de la contradiction relevée avec la déposition de XAG.

<sup>361</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 28 à 30, et 40 et 41), XAG.

<sup>362</sup> *Ibid.* (p. 34 et 35), XAG.

<sup>363</sup> *Ibid.* (p. 51 et 52), YAL. Voir aussi CRA, 19 janvier 2011 (p. 75 et 76), Dufitumukiza (Le camp de gendarmerie de Tumba était situé à Butare) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 65 et 66), AZD (Le camp de gendarmerie de Tumba était situé à Butare).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

qui y était la sienne, mais il avait dit de manière générale que Nizeyimana était un capitaine bien connu et influent<sup>364</sup>. La Chambre juge cette identification fiable, malgré l'incapacité du témoin d'identifier Nizeyimana au prétoire près de 17 ans après 1994<sup>365</sup>.

172. La Chambre doit évaluer à présent les dépositions de XAG et YAL par rapport aux témoins restants. En l'occurrence, les témoins à charge ZAW, BDE et ZY et les témoins à décharge RWV11 et CNK10 ont corroboré directement que la famille Ruhutinyanya avait été conduite à l'ESO dans un minibus un soir d'avril 1994. Cependant, la Défense a nié que XAG et YAL s'y trouvaient, eux aussi, en relevant qu'aucun autre témoin n'avait dit qu'il y avait des gendarmes à l'ESO ce soir-là<sup>366</sup>.

173. Selon la Chambre, le fait que d'autres témoins ne corroborent pas la présence de XAG et YAL à l'ESO ne suscite pas de préoccupation concernant leurs dépositions selon lesquelles ils étaient là-bas. On notera que les témoins à décharge RWV11 et CNK10, qui avaient vu la famille Ruhutinyanya arriver à l'ESO, n'ont pas été interrogés sur la présence de gendarmes parmi les militaires ou les civils qui étaient entrés dans le camp<sup>367</sup>. De même, les dépositions de XAG et YAL donnent à penser qu'ils ont été conduits directement dans un bâtiment pour rencontrer Nizeyimana<sup>368</sup>. En fait, ZAW, BDE et ZY n'ont vu le minibus que lorsqu'il était déjà dans l'enceinte de l'ESO, ce qui laisse entrevoir la possibilité que XAG et YAL ne se trouvaient pas dans le minibus ou avec la famille Ruhutinyanya à ce moment-là<sup>369</sup>.

174. La Chambre relève que ZY a dit à la barre qu'elle avait parlé avec un passager du minibus pendant environ deux heures et n'avait pas signalé que des gendarmes passaient par là<sup>370</sup>. On notera que YAL a dit qu'il avait parlé avec les occupants du véhicule après avoir quitté Nizeyimana dans la salle dite corps de garde<sup>371</sup>. Pour les motifs exposés en détail ci-après, la Chambre conclut que leurs dépositions ne comportent aucune contradiction.

<sup>364</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 57 à 59), YAL.

<sup>365</sup> Ibid. (p. 58 à 60), YAL.

<sup>366</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 305.

<sup>367</sup> En réalité, RWV11 avait vu le minibus entrer à l'ESO, mais il était posté à une centaine de mètres de là à ce moment et il ne s'était pas approché du minibus, une fois celui-ci dans le camp. CRA, 2 juin 2011 (p. 15, et 45 à 47), RWV11. Cette situation a dû aussi l'empêcher de bien voir s'il y avait des gendarmes parmi les militaires et les civils.

<sup>368</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 44 et 45), XAG (les gendarmes avaient été conduits immédiatement au bureau de Nizeyimana) ; ibid. (p. 53 à 55bis, et 68 et 69), YAL (une fois entrés à l'ESO, les gendarmes ont été emmenés dans une salle appelée corps de garde pour y rencontrer Nizeyimana).

<sup>369</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 4 et 5, et 34 et 35), ZAW ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 23 et 24), BDE ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 54 à 56), et 27 janvier 2011 (p. 66 et 67), ZY.

<sup>370</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 55 à 58) et 27 janvier 2011 (p. 65 à 67), ZY.

<sup>371</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 55 à 57), YAL.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

175. D'emblée, tout en affirmant avoir parlé avec les occupants du minibus pendant deux heures, ZY a aussi dit qu'elle n'était pas restée constamment près du minibus<sup>372</sup>. En outre, à supposer même que YAL ait parlé aux occupants du minibus pendant que ZY était dans le voisinage, il ressort de la déposition de celle-ci que n'importe qui traversant la cour pouvait s'arrêter et parler avec eux<sup>373</sup>. Cela a été confirmé par ZAW, car c'est exactement ce qu'il avait fait<sup>374</sup>. Pas plus qu'aux témoins à décharge RWV11 et CKN10, on n'a pas demandé au témoin à charge ZY si elle avait vu des gendarmes dans le camp ce soir-là.

176. Or des témoins à décharge confirment qu'il y avait des militaires près du véhicule et que la présence de celui-ci dans le camp avait donné lieu à une activité considérable<sup>375</sup>. Selon la Chambre, ces circonstances ont dû servir davantage à dissimuler la présence furtive des gendarmes autour du minibus. Le fait qu'ils ne soient pas du tout mentionnés dans la déposition de ZY ne constitue pas une contradiction raisonnable des dépositions de XAG et de YAL disant qu'ils se trouvaient à l'ESO ce soir-là.

177. Enfin, la Défense conteste les dépositions de XAG et de YAL en invoquant des dépositions indiquant que Nizeyimana n'était pas au camp quand ils étaient arrivés. Le témoin à décharge RWV11 a dit à la barre que Nizeyimana était parti vers 18 h 30, avant l'arrivée de la famille Ruhutinyanya<sup>376</sup>. RWV11 a précisé que le capitaine était parti au chevet d'un enfant malade, mais son témoignage est bref et ne permet pas de savoir comment il a obtenu ces informations<sup>377</sup>. On notera que le témoin à décharge CKN10, qui était posté à l'entrée principale du camp, a dit que Nizeyimana était arrivé au camp vers 18 h 30 ou 19 heures et n'a soufflé mot de son départ du camp<sup>378</sup>.

178. En réalité, les dépositions de XAG et de YAL disant que Nizeyimana était au camp ce soir-là et était pour quelque chose dans les faits concernant la famille Ruhutinyanya ont été corroborées indirectement par la déposition de ZY. En effet, ZY a affirmé qu'elle avait parlé aux cadets qui se trouvaient près du minibus et qu'ils lui avaient dit que Nizeyimana les avait affectés à la garde du véhicule et qu'il déciderait lui-même du sort de ses occupants<sup>379</sup>. La Chambre juge

<sup>372</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 66 et 67), ZY.

<sup>373</sup> Id.

<sup>374</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 4 à 6, et 34 à 36), ZAW.

<sup>375</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 46 et 47), RWV11 (il a vu des militaires près du minibus pendant qu'il était garé à l'intérieur de l'ESO) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 45), CKN10 (les militaires ont passé la soirée à chercher des « papiers d'identification » pour les membres de la famille Ruhutinyanya afin qu'ils puissent se rendre au Burundi).

<sup>376</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 55 et 56), RWV11. La Chambre tient compte aussi de la déposition d'OUV03. Celui-ci a dit brièvement que Nizeyimana l'avait informé qu'il devait se rendre à l'hôpital pour s'occuper de son enfant malade à une date située « au-delà » du 16 ou du 17 avril. CRA, 31 mai 2011 (p. 53), OUV03.

<sup>377</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 55 et 56), RWV11.

<sup>378</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 46 et 47), CKN10.

<sup>379</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 54 à 60) et 27 janvier 2011 (p. 6 et 7), ZY.



ce point de sa déposition convaincant lorsqu'on le compare aux autres témoignages pertinents<sup>380</sup>. De plus, AZM, qui avait accompagné Nizeyimana à la paroisse de Cyahinda le 17 avril 1994, a dit à la barre qu'il était retourné au camp de l'ESO avec le capitaine vers 19 heures ce soir-là<sup>381</sup>.

179. Il ressort donc des dépositions entendues que le soir du 17 avril 1994, XAG et YAL étaient retournés au camp de l'ESO avec les militaires de l'ESO et la famille Ruhutinyanya. La Chambre conclut que les gendarmes avaient été conduits à Nizeyimana par un sergent-chef, lequel avait informé le capitaine que les militaires étaient en train d'accompagner des *Inyenzi* ou des *Inkotanyi*. Cela avait mis Nizeyimana en colère, et les gendarmes avaient tenté d'expliquer pourquoi ils avaient agi de la sorte. La Chambre va examiner à présent les dépositions de ZAW et d'AZD qui ont dit que le lendemain matin, ils avaient entendu Nizeyimana dire au sergent Nyirimanzi de faire partir la famille Ruhutinyanya de l'ESO.

180. Avant d'évaluer en détail les dépositions de ZAW et d'AZD, la Chambre va se pencher sur les divergences internes alléguées et sur les réticences formulées généralement à propos de la crédibilité de ces témoins. S'agissant de ZAW, la Défense lui a présenté des extraits d'une déclaration antérieure qu'il avait faite aux enquêteurs du Tribunal en mai 2010 et signée en juin 2010. Il y était dit que le témoin avait entendu Nizeyimana donner pour instructions au sergent Nyirimanzi et à l'adjudant Ntibiramira de faire repartir le minibus de l'ESO le soir où il y était arrivé (et non le lendemain matin)<sup>382</sup>. La Défense a souligné encore que, comme cela ressortait de la déclaration de juin 2010, le témoin avait été informé de l'identité des passagers du minibus le lendemain de leur arrivée à l'ESO (et non ce soir-là)<sup>383</sup>.

<sup>380</sup> La Défense a contesté la fiabilité d'ensemble de la déposition de ZY. Par exemple, celle-ci avait dit qu'elle avait vu BDE parler aux occupants du minibus, mais BDE avait affirmé que ZY n'était pas là pendant qu'elle-même se trouvait près du minibus. CRA, 31 janvier 2011 (p. 34), témoin à charge BDE. De plus, le témoin à charge BDE n'avait pas vu de militaires garder le minibus et avait dit qu'il n'y avait aucun autre véhicule civil dans le camp ce jour-là. CRA, 28 janvier 2011 (p. 24 et 25) et 31 janvier 2011 (p. 34 et 35), BDE. Or, ZY a dit à la barre que des cadets gardaient le minibus et qu'un véhicule des *Interahamwe* se trouvait près du minibus. CRA, 26 janvier 2011 (p. 54 à 60), témoin à charge ZY. La Chambre fait remarquer d'emblée que BDE était restée brièvement près du minibus – de cinq à dix minutes – alors que ZY y avait passé deux heures. Comparer le témoin à charge BDE (CRA, 28 janvier 2011, p. 24 et 25), et le témoin à charge ZY (CRA, 26 janvier 2011, p. 57 et 58, et 27 janvier 2011, p. 65 à 67). Selon l'endroit d'où les témoins observaient la scène, ZY aurait pu mieux voir, en particulier des faits et gestes qui auraient eu lieu, alors que BDE n'était pas là. À cet égard, le fait que BDE n'a pas vu ZY observer les militaires qui gardaient le minibus ou un autre véhicule civil qui se trouvait dans le camp ne contredit pas nécessairement la déposition de ZY. En effet, RWV11 a confirmé la relation de ZY disant que des militaires avaient été postés près du minibus. CRA, 2 juin 2011 (p. 46 et 47), témoin à décharge RWV11.

<sup>381</sup> Voir chap. II, point 4.2. ci-dessous. La déposition d'AZM relative à la présence de Nizeyimana au camp de l'ESO vers 19 heures cadre avec les dépositions de YAL et de XAG qui y avaient vu Nizeyimana plus tard ce soir-là.

<sup>382</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 26 et 27, et 37 à 39), ZAW.

<sup>383</sup> Ibid. (p. 26 et 27, et 37 et 38), ZAW.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

181. ZAW a expliqué que cet entretien [avec les enquêteurs] avait eu lieu longtemps après ces faits survenus en 1994. Après mûre réflexion, il s'était souvenu qu'il avait vu Nizeyimana donner ces instructions le matin et qu'il avait parlé aux personnes qui étaient dans le minibus<sup>384</sup>. L'explication du témoin est raisonnable, vu le temps considérable écoulé entre les faits et sa déclaration aux enquêteurs du Tribunal. Les divergences ne prêtent pas à conséquence, vu la cohérence qui existe fondamentalement entre sa déclaration et sa déposition.

182. Quant au témoin AZD, la Défense conteste de manière générale sa crédibilité sur plusieurs points. Elle soutient en particulier qu'il a menti quand on lui avait demandé s'il avait aidé le Bureau du Procureur du Tribunal pendant les enquêtes menées dans l'affaire *Hategekimana* et s'il avait falsifié des documents médicaux pour le compte du témoin YAA<sup>385</sup>.

183. Au début de son interrogatoire, AZD avait nié qu'il avait travaillé pour le Bureau du Procureur du Tribunal [TPIR]<sup>386</sup>. Mis en présence de détails supplémentaires, notamment la période considérée et le fait qu'il s'agissait de l'affaire *Hategekimana*, il avait affirmé que le Bureau du Procureur du [TPIR] à Kigali avait demandé son aide. Il avait ajouté qu'il avait aidé une personne de ce bureau à localiser le camp de Ngoma et à identifier certaines choses là-bas<sup>387</sup>. Il a expliqué qu'il avait fait cela à titre gracieux<sup>388</sup>.

184. Selon la Chambre, l'assistance limitée que le témoin a apportée au Bureau du Procureur du TPIR à Kigali ne rend pas sa déposition en l'espèce partielle ou peu fiable. Le fait qu'au début de son interrogatoire il ne s'est pas souvenu de cette assistance – qui était, du reste, limitée et non rétribuée – ne donne pas à penser qu'il a cherché à cacher cette information.

185. Pour ce qui est de la falsification alléguée de documents relatifs à des congés médicaux par AZD, la Chambre relève que YAA a dit à la barre qu'il avait abandonné son poste à Kigali à la mi-mai 1994 et qu'AZD lui avait fourni une autorisation indiquant que YAA était malade<sup>389</sup>. YAA a dit qu'il n'était pas malade et que ce document devait l'aider<sup>390</sup>. AZD, lui, a nié que YAA était un déserteur, mais il a reconnu qu'il avait pu lui accorder un congé de maladie parce que son épouse était enceinte<sup>391</sup>. YAA a confirmé que son épouse était bien enceinte et qu'elle avait accouché en juin<sup>392</sup>.

<sup>384</sup> Ibid. (p. 37 à 39), ZAW.

<sup>385</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 105, 109 et 110.

<sup>386</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 40 et 41 (huis clos)), AZD.

<sup>387</sup> Ibid. (p. 40 à 43), AZD.

<sup>388</sup> Ibid. (p. 42 et 43), AZD.

<sup>389</sup> Ibid. (p. 59 et 60), AZD.

<sup>390</sup> Ibid. (p. 77 à 79) et CRA, 2 février 2011 (p. 8 à 14), YAA ; pièce à conviction P16 (fiche de renseignements personnels de YAA).

<sup>391</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 59 et 60), AZD ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 77 à 79) et 2 février 2011 (p. 9 à 11), YAA.

<sup>392</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 79), YAA.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

186. En 1994, la donne était manifestement différente par rapport à la situation dans laquelle AZD a déposé en l'espèce. YAA, d'ethnie tutsie, avait perdu confiance en la protection que l'armée rwandaise pouvait lui offrir à lui-même et à son épouse tutsie<sup>393</sup>. Le congé maladie indûment autorisé par AZD avait permis à YAA d'être aux côtés de son épouse enceinte pendant la guerre en 1994, mais la Chambre ne considère pas que ce comportement antérieur met en question la fidélité d'AZD au serment qu'il avait prêté avant sa déposition en l'espèce<sup>394</sup>. Il n'y a raisonnablement pas lieu de craindre qu'en faisant son témoignage, AZD ait eu des motifs de mentir à la Chambre ou de mettre en cause Nizeyimana, ou qu'il ait été incité à agir de la sorte.

187. Ayant examiné les questions de crédibilité interne et les contestations portant sur la crédibilité à accorder généralement aux témoignages, la Chambre va se pencher à présent sur les dépositions des témoins portant sur le fait en question. ZAW et AZD ont dit que le lendemain de l'arrivée de la famille Ruhutinyanya, ils avaient entendu Nizeyimana parler avec le sergent Nyirimanzi. ZAW a dit qu'il se trouvait à une distance de 10 à 15 mètres d'eux, et AZD a dit qu'il était, quant à lui, à quatre ou à cinq mètres des interlocuteurs<sup>395</sup>. ZAW avait entendu Nizeyimana dire à Nyirimanzi de reconduire les membres de la famille Ruhutinyanya « à l'endroit où il les avait récupérés », et « qu'il n'avait pas besoin d'*Inyenzi* au camp »<sup>396</sup>. AZD avait entendu Nyirimanzi expliquer qu'il avait trouvé la famille Ruhutinyanya près d'Akanyaru avant de la ramener, sur quoi, en réaction, Nizeyimana lui avait dit de « faire retourner cette famille [là d'où] elle venait »<sup>397</sup>.

188. La Chambre estime qu'examinés ensemble, ces récits sont fondamentalement cohérents et convaincants. Certes, on note des différences mineures concernant ce que les témoins avaient entendu exactement et les personnes qui étaient présentes quand Nizeyimana avait donné les instructions, mais la Chambre considère que ces récits sont pour l'essentiel cohérents<sup>398</sup>. La déposition de ZAW avait été brève et il n'avait pas décrit le lieu précis où la conversation avait

<sup>393</sup> Ibid. (p. 79 à 81) et CRA, 2 février 2011 (p. 8 à 13), YAA ; pièce à conviction P16 (fiche de renseignements personnels de YAA).

<sup>394</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 50 et 51, et 62 à 65), AZD. Voir aussi CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 28) (où le témoin reconnaît que le parjure est sévèrement puni dans son pays). La Chambre considère que les éléments de preuve tendant à établir qu'AZD a indûment autorisé le congé maladie du témoin YAA sont ambigus et se distinguent, par exemple, de ceux permettant d'établir une déclaration de culpabilité pour faux et usage de faux. Voir arrêt *Nchamihigo*, par. 77 et 83 (où des constatations de fait ont été annulées parce que la Chambre de première instance n'avait pas fait preuve de suffisamment de circonspection en appréciant la déposition d'un témoin unique qui avait déjà été condamné pour faux).

<sup>395</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 5 à 7), ZAW ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 5 à 7 et 43 à 45 (huis clos)), AZD.

<sup>396</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 6 et 35 à 39), ZAW.

<sup>397</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 6, 30 et 31, et 43), AZD.

<sup>398</sup> ZAW a dit que le sergent-chef Ntibiramira était présent. CRA, 26 janvier 2011 (p. 5 et 6, et 37 et 38), ZAW ; mais voir aussi ibid. (p. 35 et 36) (Nyirimanzi était seul quand Nizeyimana lui avait parlé). AZD n'a pas dit que lui-même ou Ntibiramira se trouvait là durant cette conversation. CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 18 à 20, 30 et 31, et 42 à 45), AZD.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

eu lieu. Cela étant, il ressort de la déposition d'AZD qu'elle avait eu lieu dans un endroit relativement public à l'intérieur du camp<sup>399</sup>.

189. De même, la Chambre ne doute pas que les deux témoins pouvaient identifier Nizeyimana en avril 1994. À l'époque, ils étaient tous deux postés à l'ESO – ZAW ayant été admis comme cadet en 1991 et AZD en novembre 1993<sup>400</sup>. Tous deux ont affirmé, et c'est correct, que Nizeyimana exerçait les fonctions de S2/S3, et ZAW l'a identifié à l'audience<sup>401</sup>.

190. De plus, les dépositions de ZAW et d'AZD sont confirmées en ce qu'elles ont été indirectement corroborées par XAG et BDE. XAG a dit qu'il avait appris de la bouche d'un lieutenant de l'ESO que la famille Ruhutinyanya avait été, sur l'ordre de Nizeyimana, ramenée au barrage et massacrée le lendemain du jour où elle avait été détenue à l'ESO<sup>402</sup>.

191. BDE a, elle aussi, appris de ses collègues de l'ESO que Nizeyimana avait failli « tuer » le sergent Nyirimanzi pour avoir amené à l'ESO les Ruhutinyanya qu'il qualifiait d'« *Inyenzi* » et avait demandé que « ces personnes [soient] ramenées à leur lieu d'origine, parce qu'il n'avait pas besoin de ces personnes au camp »<sup>403</sup>. La Chambre considère que, vu l'ensemble des témoignages pertinents, ce point de la déposition de BDE est convaincant<sup>404</sup>. En effet, la déposition selon laquelle Nizeyimana était mécontent de la présence de la famille Ruhutinyanya cadre de façon étonnante avec les dépositions de XAG et de YAL (évoquées plus haut), tout comme est convaincant le fait que Nizeyimana avait ordonné que l'on fasse partir cette famille.

192. La Défense conteste les dépositions à charge et note, en particulier, la différence des dates données par ZAW et par AZD. ZAW a dit qu'il avait vu Nizeyimana parler avec le sergent Nyirimanzi « vers » le 21 ou le 22 avril 1994, et AZD a confirmé que cela s'était produit après

<sup>399</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 6), AZD (« R : Je fais allusion au capitaine Nizeyimana, parce que c'est à lui que ce sergent s'est adressé devant son bureau. Comme je l'ai mentionné hier, son bureau était tout près du commandement, et en face du tarmac ...tarmac, c'est-à-dire notre lieu de rassemblement »), p. 6 et 7 (« Le témoin : Merci, Monsieur le Président. Je pouvais les entendre parce que, comme on se rassemblait à cet endroit-là, personnellement, je faisais partie de la compagnie état-major et services, et [...] là où se [...] rassemblait la compagnie état-major et services[, c']était directement devant son bureau »), et 43 à 45.

<sup>400</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 3 et 4, 22 et 23, et 42 et 43), ZAW ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 63 à 65), AZD.

<sup>401</sup> Voir, par exemple, CRA, 26 janvier 2011 (p. 3 et 4), ZAW (Nizeyimana exerçait les fonctions de S2/S3 en avril 1994), p. 12 à 14 (identification de Nizeyimana au prétoire), p. 42 et 43 (Nizeyimana exerçait les fonctions de S2/S3 quand le témoin avait été recruté à l'ESO en 1991) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 65 et 66), AZD.

<sup>402</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 35 et 36), XAG.

<sup>403</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 26) et 31 janvier 2011 (p. 34 à 36, et 42 et 43), BDE.

<sup>404</sup> Les griefs formulés par la Défense à l'encontre de la déposition de BDE concernant ce fait portent principalement sur les divergences relevées entre son récit et la déposition de ZY. La Chambre a examiné cette question en détail plus haut dans le présent chapitre.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

que le Président Théodore Sindikubwabo eut prononcé son discours à Butare, entre le 21 et le 26 avril<sup>405</sup>.

193. Les témoignages entendus concordent pour dire que la famille Ruhutinyanya était arrivée au camp de l'ESO un soir d'avril 1994 et en était repartie le lendemain. Sur la foi des dépositions concordantes et détaillées tant des témoins à charge YAL et BDE que du témoin à décharge ZML07, la Chambre a conclu que la famille Ruhutinyanya avait été amenée à l'ESO vers le 17 avril et en était repartie le lendemain, à savoir vers le 18 avril<sup>406</sup>. Sur ce point, les dépositions de ZAW et d'AZD ne cadrent pas avec ces conclusions.

194. La Chambre note cependant que ZAW n'a donné qu'une date approximative et qu'il n'a pas été interrogé longuement sur cette question<sup>407</sup>. AZD a dit que le discours prononcé le 19 avril 1994 par le Président Théodore Sindikubwabo avait déclenché des actes de génocide et il était certain que les faits relatifs à la famille Ruhutinyanya dont il avait été témoin s'étaient déroulés après ce discours<sup>408</sup>. Il reste qu'il n'a pu, lui aussi, donner que des dates approximatives, vu le temps considérable qui s'était écoulé depuis les faits<sup>409</sup>. Cette incapacité des témoins de se rappeler les dates précises des faits est compréhensible, vu le temps considérable qui s'est écoulé depuis les faits, et les divergences ne doivent pas susciter de doutes au sujet de leurs dépositions, qui sont par ailleurs cohérentes et convaincantes.

195. Après examen des dépositions à charge, la Chambre en vient aux dépositions à décharge. Contrairement aux témoins du Procureur, les témoins de la Défense RWV11 et CKN10 ont dit que le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi avait organisé le départ de la famille Ruhutinyanya

<sup>405</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 4 et 5), ZAW ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 5 à 9, et 42 et 43), AZD. Celui-ci a estimé que le minibus était arrivé entre le 20 et le 25 avril 1994, mais que c'est le lendemain qu'il avait surpris la conversation entre le sergent-chef Nyirimanzi et Nizeyimana. CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 5 et 6).

<sup>406</sup> En particulier, YAL, le gendarme, a dit que le 17 avril 1994 était la date exacte de la mission qui lui avait été confiée d'escorter la famille Ruhutinyanya au poste frontière. CRA, 25 janvier 2011 (p. 53), YAL. BDE s'est souvenue que la famille Ruhutinyanya avait été amenée à l'ESO avant le discours prononcé par le Président Théodore Sindikubwabo à Butare le 19 avril 1994. CRA, 28 janvier 2011 (p. 23 et 24) et 31 janvier 2011 (p. 35 et 36), BDE. ZML07 a dit à plusieurs reprises qu'il pensait avoir reconduit la famille Ruhutinyanya de l'ESO [au barrage] « vers » le 17 avril 1994. CRA, 18 mai 2011 (p. 11, 12 et 27), ZML07. La Chambre fait observer que les témoins à décharge RWV11 et CKN10 ont, eux aussi, affirmé que la famille Ruhutinyanya avait été amenée à l'ESO le 17 avril et qu'elle en était repartie le lendemain. La Chambre a mis en cause la crédibilité de ces témoins ailleurs dans le présent jugement, voir chap. II, point 13.2. Elle considère toutefois que, sur ce point, leurs dépositions offrent une corroboration limitée concernant le moment où ce fait a eu lieu.

<sup>407</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 4 et 5), ZAW.

<sup>408</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 42 et 43), AZD.

<sup>409</sup> Ibid. (p. 5 et 6), AZD (« Q. : Savez-vous quand ou environ à quelle date ce véhicule est [...] arrivé à l'ESO ? R. : Je ne me souviens pas de la date exacte, je m'excuse, parce que voici 17 ans que ça s'est déroulé. Mais tout ce dont je me souviens, c'est que c'était vers la fin du mois d'avril, c'est-à-dire au-delà du 20 ... entre le 20 et le 25 avril 1994. C'est à peu près à cette époque-là. Mais, vraiment, je le répète, vous m'excuserez de ne pas me souvenir des dates. »).

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

de l'ESO. Toutefois, il s'agit de dépositions de seconde main<sup>410</sup>. ZML07, qui avait accompagné la famille Ruhutinyanya à son départ de l'ESO, ne savait pas qui avait décidé la mission<sup>411</sup>.

196. Selon la Chambre, les dépositions de seconde main de RWV11 et de CKN10 ont une valeur probante relativement faible. La Chambre a exprimé ailleurs dans le présent jugement des doutes au sujet de la crédibilité même de leurs dépositions<sup>412</sup>. Elle ne met pas en cause les récits directs des témoins ZAW et AZD disant que Nizeyimana avait enjoint au sergent Nyirimanzi de faire partir les Ruhutinyanya de l'ESO et de les reconduire là d'où ils étaient venus. Pour parvenir à cette conclusion, la Chambre a aussi tenu compte de la déposition de première main de ZML07 disant que le sergent Nyirimanzi *n'avait pas* participé au renvoi de la famille Ruhutinyanya du camp<sup>413</sup>. Le fait que d'autres militaires sont intervenus en dernier lieu pour exécuter ces instructions ne suscite pas de doute raisonnable au sujet des dépositions de première main de ZAW et d'AZD disant que Nizeyimana avait donné l'ordre de faire partir la famille Ruhutinyanya de l'ESO.

197. À présent, la Chambre doit déterminer si les instructions de Nizeyimana équivalaient à un ordre de tuer la famille Ruhutinyanya ou à une incitation en ce sens. Au départ, aucun des témoins à charge n'avait dit à la barre que Nizeyimana avait donné l'ordre de tuer les membres de la famille Ruhutinyanya. En outre, XAG et YAL ont parlé de la menace particulière que les *Interahamwe* représentaient pour la famille Ruhutinyanya au barrage établi près du poste frontière d'Akanyaru<sup>414</sup>, mais les dépositions à charge ne fournissent aucune preuve directe que Nizeyimana était informé de ce fait ou des dangers potentiels qu'il y avait à reconduire la famille Ruhutinyanya au barrage<sup>415</sup>.

<sup>410</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 47), CKN10 (il n'était pas là quand « Muvunyi a[vait] pris la décision » de donner une escorte militaire pour conduire la famille Ruhutinyanya à la frontière) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 16), RWV11 (il est « fort probable que le commandant du camp, qui était représenté par le commandant Muvunyi », avait été informé de la présence des Ruhutinyanya ; le témoin avait appris que les membres de la famille avaient été autorisés à quitter le camp parce que des laissez-passer leur avaient été délivrés).

<sup>411</sup> CRA, 18 mai 2011, (p. 28 et 29, et 38 à 40), ZML07.

<sup>412</sup> Chap. II, point 13.2.

<sup>413</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 13 et 14), ZML07 (on lui a dit d'écrire le nom des militaires qui avaient escorté la famille Ruhutinyanya) ; pièce à conviction D37 (nom des militaires).

<sup>414</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 40 à 44), XAG ; *ibid.* (p. 63 à 66), YAL.

<sup>415</sup> *Ibid.* (p. 34), XAG (« [l]e capitaine Nizeyimana était assis dans son bureau et les militaires ont salué le capitaine. Et le premier sergent qui nous escortait, a informé le capitaine Nizeyimana qu'il nous avait surpris lorsque nous escortions des *Inyenzi*. Le capitaine Nizeyimana nous a demandé la raison pour laquelle nous escortions les *Inyenzi*. Et, en réponse, nous lui avons expliqué que nous étions des gendarmes qui avions reçu une mission de notre supérieur et que nous n'avions fait que respecter les ordres de notre commandant - comme le prévoyait le Règlement qui, en substance, prévoyait que nous pouvions recevoir des missions d'escorte. Le capitaine Nizeyimana n'a pas apprécié cela et il nous a pris nos cartes de service. Nous avons tenté de nous expliquer, mais il n'a pas voulu nous comprendre ») ; p. 44 et 45 (« Q. Dans le bureau du capitaine Nizeyimana, vous vous êtes entretenus, vous avez discuté du fait que - selon le sergent - vous [aidiez] des *Inyenzi* à fuir et il a confisqué vos cartes d'identité ; est-ce bien cela ? R. Oui, Maître. [...] Q. Le premier sergent vous a introduits dans le bureau de Monsieur Nizeyimana ; vous avez discuté [avec] lui à propos de cette allégation selon laquelle [...] vous aidiez certaines personnes à

traverser la frontière. [Il a décidé qu'il fallait vous détenir]. ... [Vous avez quitté son bureau et] Vous n'avez plus parlé avec lui ce soir-là, n'est-ce pas ? R. Nous avons laissé le capitaine Nizeyimana dans son bureau. Quand nous sommes arrivés à l'extérieur, nous avons tenté d'échapper à la personne qui était chargée de nous garder. Mais nous n'avons plus parlé à Monsieur Nizeyimana ce soir-là » ; (p. 54 à 55bis, YAL (« R. Quand nous sommes arrivés à l'ESO, les gens qui nous conduisaient nous ont présentés au capitaine, du nom de Nizeyimana, il se trouvait dans son bureau. Son bureau était situé à l'endroit appelé corps de garde. Ils lui ont dit ceci : "Nous venons d'arrêter ces militaires complices qui transportent les *Inkotanyi*." Nizeyimana était en compagnie d'un lieutenant appelé Gakwerere. Ils nous ont battus, ils disaient que nous avions transporté les complices. Nous avons répondu que nous n'avions pas transporté les complices, mais que c'était [...] une famille qui avait des problèmes, que nous protégeons. Ces militaires ne nous ont pas compris et ils ont continué à nous battre. ») ; p. 55 (« Q. Est-ce que le capitaine Nizeyimana vous a dit quoi que ce soit pendant que vous étiez dans son bureau ? R. Il disait que nous étions des complices et que nous protégeons des *Inkotanyi*, que nous devons mourir. »), p. 68 et 69 (« Q. Ensuite, selon votre témoignage, le sous-lieutenant qui vous avait ramenés à l'ESO a dit au capitaine que vous aviez assisté les *Inkotanyi* qui voulaient fuir le pays. Est-ce bien cela ? Est-ce que j'ai bien repris vos propos ? R. Le premier sergent [le sergent-chef] a dit ceci : "Nous avons arrêté les gendarmes qui d'habitude aident les *Inkotanyi* à fuir". ») ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 5 et 6), ZAW ; (R. « [L]e lendemain matin, j'ai entendu le capitaine Nizeyimana insulter la personne qui avait acheminé ce véhicule au camp. Et le capitaine Nizeyimana disait à cette personne de ramener ce véhicule à l'endroit d'où il était venu parce qu'il n'avait pas besoin de voir ces *Inyenzi* au camp [...]. Q. Vous venez de nous dire que le capitaine Nizeyimana avait dit quelque chose à une personne ; connaissiez-vous cette personne ? R. Oui, je connaissais cette personne. Q. Pouvez-vous nous dire qui [c'était] ? R. Le capitaine Nizeyimana s'adressait au sergent-major Nyirimanzi. C'est lui qui avait convoyé ce véhicule jusqu'au camp ; et il était en compagnie de l'adjudant-chef Ntibiramira [...]. Q. Aviez-vous personnellement entendu le capitaine Nizeyimana ? R. Oui. Q. Quel mot [...] aviez-vous entendu ? R. Je l'ai entendu dire à Nyirimanzi qu'il devait ramener ces personnes à l'endroit où il les avait récupérées. Et il disait également qu'il n'avait pas besoin d'*Inyenzi* au camp. » ; p. 23 (M. le juge Fremr : « Q. Monsieur le Témoin, vous avez dit que le capitaine Nizeyimana avait dit que les personnes qui avaient été amenées à l'ESO dans un véhicule [devaient] être ramenées à l'endroit d'où [elles] étaient venues. Avait-il précisé cet endroit où [elles] devaient être ramenées ? R. Merci, Monsieur le Juge. On disait que ces gens avaient été ramenés à un endroit que peut-être le capitaine Nizeyimana connaissait mais, moi, je ne connaissais pas cet endroit ; mais, par la suite, j'ai appris que ces gens avaient été interceptés vers la frontière d'Akanyaru lorsqu'ils tentaient de fuir vers le Burundi ») ; p. 35 (« Q. Le lendemain matin, vous aviez vu Nizeyimana insulter les personnes qui avaient amené le bus à cet endroit et vous l'avez entendu dire à ces personnes de ramener le bus à l'endroit où ils l'avaient pris - je cite d'après mes notes - Nizeyimana avait affirmé qu'il n'avait pas besoin de voir des *Inyenzi* dans le camp ; c'est également exact, n'est-ce pas ? R. Oui, Maître. ») ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 6), AZD (« R. [...] quand [il y a] un militaire qui avait le grade de premier sergent [sergent-chef] qui se nommait Nyirimanzi, le premier sergent Nyirimanzi [...] a signalé personnellement au capitaine Nizeyimana qu'il avait ramené la famille Ruhutinyanya de la piste vers l'Akanyaru, [alors que] la famille fuyait pour le Burundi. Et lui, il lui a répondu, justement, de faire retourner cette famille [là d'où] elle venait. Q. Lorsque vous dites qu'il leur a demandé de renvoyer la famille, à qui faites-vous allusion ? R. Je fais allusion au capitaine Nizeyimana, [...]. Donc, je fais allusion [au fait que] c'est à lui que ce premier sergent s'est adressé et a mentionné, justement, qu'il avait ramené cette famille qui fuyait vers le Burundi. Donc, je fais allusion au capitaine Ildéphonse Nizeyimana. ») ; p. 43 (huis clos) (« Q. Vous avez dit devant la Chambre qu'un jour, vous avez vu Monsieur Nizeyimana s'adresser à Nyirimanzi en lui disant : "Débarrassez-nous de ces gens, ramenez-les là où vous les avez trouvés." Je vais vous poser deux questions. Premièrement, n'est-il pas vrai que cet événement s'est produit avant le discours prononcé par le docteur Sindikubwabo ? R. Ce n'est pas vrai. Cela s'est produit après ce discours. [...] Q. Très bien. Vous avez dit que vous vous trouviez sur le tarmac quand vous avez entendu Nyirimanzi s'adresser à Nizeyimana, et, vous, vous étiez [à] environ 4 à 5 mètres quand il aurait fait ces commentaires concernant le fait de se débarrasser de ces gens, n'est-ce pas ? C'est bien ce que vous avez dit ? R. C'est ça, c'est comme ça que je l'ai dit. »).

198. Ayant accepté les dépositions de XAG, YAL, ZAW et AZD, la Chambre estime inconcevable que Nizeyimana aurait pu ignorer la menace particulière que l'on faisait courir à la famille Ruhutinyanya en la ramenant là d'où elle était venue – c'est-à-dire au barrage établi près du poste frontière d'Akanyaru. Ce qui était arrivé là-bas à la famille avant son arrivée au camp de l'ESO, bien des militaires de l'ESO qui étaient dans le camp en avaient eu vent<sup>416</sup>. La famille Ruhutinyanya ayant passé toute la nuit au camp de l'ESO, Nizeyimana avait sans aucun doute appris cette information pendant toutes les heures qui s'étaient écoulées. En effet, en tant qu'officier S2/S3 chargé du renseignement et des opérations, et en sa qualité de capitaine donnant des ordres à des militaires subalternes, il est inconcevable que Nizeyimana ait pu déployer des militaires de l'ESO pour reconduire la famille Ruhutinyanya à un endroit particulier sans avoir tenu compte au préalable des circonstances auxquelles le convoi aurait à faire face<sup>417</sup>. La seule déduction raisonnable est que le danger auquel la famille Ruhutinyanya avait été exposée au barrage constituait la raison même pour laquelle Nizeyimana avait ordonné aux militaires de l'ESO de ramener la famille à cet endroit précisément.

199. De plus, comme cela ressort de la déposition faisant état du mécontentement que suscitait chez Nizeyimana la présence à l'ESO de cette famille qualifiée d'*Inyenzi* ou d'*Inkotanyi* par lui-même et par d'autres, cela traduit bien le dépit de voir utiliser des ressources pour protéger une famille tutsie. En effet, un tel dépit rejoint en tous points les conclusions dégagées ailleurs par la Chambre selon lesquelles, vers la même période, Nizeyimana avait contribué substantiellement et significativement aux préparatifs d'une attaque militaire fulgurante contre les Tutsis déplacés à la paroisse de Cyahinda<sup>418</sup>. On notera que cette attaque contre les réfugiés tutsis avait été lancée après qu'ils se furent défendus avec succès contre les premiers assauts du bourgmestre de Nyakizu et des gendarmes en réussissant à tuer au moins deux gendarmes<sup>419</sup>.

200. En outre, le dossier explique de manière convaincante pourquoi les instructions surprises par ZAW et AZD n'étaient pas des ordres explicites de tuer. De fait, cette conversation avait eu lieu dans un endroit relativement public, à un moment où toutes les ressources du camp de l'ESO n'étaient pas encore consacrées au massacre impitoyable des Tutsis ou des chefs de file de l'opposition.

201. Aussi la Chambre estime-t-elle que la seule conclusion raisonnable est que Nizeyimana avait donné ces instructions – à savoir de reconduire la famille Ruhutinyanya à l'endroit où les

<sup>416</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 23 à 25), témoin à charge BDE ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 54 à 57), témoin à charge ZY ; CRA, 2 juin 2011 (p. 15 et 16, 49 et 50, et 52 à 54), témoin à décharge RWV11 ; CRA, 30 mai 2011 (p. 50 à 53), témoin à décharge CKN10.

<sup>417</sup> En effet, comme cela ressort de la déposition de RWV11, militaire de l'ESO, Bizimana, qui dirigeait l'escorte des Ruhutinyanya à leur départ de l'ESO, devait nécessairement connaître les dangers auxquels ils seraient exposés. CRA, 2 juin 2011 (p. 69 à 71bis), RWV11. On peut en dire autant de l'officier supérieur qui avait ordonné le départ de la famille.

<sup>418</sup> Voir chap. II, point 4.2.

<sup>419</sup> Id.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

militaires de l'ESO l'avaient trouvée – en sachant que l'exécution de cet ordre entraînerait le massacre de ladite famille. Aux yeux de la Chambre, il ne fait aucun doute que l'ordre de Nizeyimana a substantiellement et significativement contribué au départ de la famille Ruhutinyanya de l'ESO et au massacre de ses membres qui s'en est ensuivi.

202. Pour arriver à cette conclusion, la Chambre a également tenu compte de la déposition de ZML07 d'où il ne ressort pas que la famille Ruhutinyanya a été « sortie » de l'ESO pour être massacrée et qui indique, au contraire, que les militaires de l'ESO s'efforçaient de faire passer cette famille au Burundi<sup>420</sup>. RWV11 et CKN10 ont, eux aussi, dit que la mission était de faire entrer cette famille au Burundi<sup>421</sup>.

203. ZML07 a dit, en outre, que la mission avait échoué du fait d'un combat engagé entre les *Interahamwe* qui tenaient un barrage près de la frontière et les militaires burundais qui tiraient sur les militaires de l'ESO. RWV11 a corroboré certains points de la déposition de ZML07 et dit qu'il avait appris du sous-lieutenant Pierre Bizimana qu'une altercation avait eu lieu au barrage et que des militaires burundais avaient tiré sur les militaires de l'ESO<sup>422</sup>.

204. Le fardeau de la preuve n'incombe pas à la Défense, mais il reste qu'il faut évaluer la crédibilité des dépositions à décharge face à des dépositions à charge qui se contredisent<sup>423</sup>. D'emblée, la Chambre considère que, même si on y ajoute foi, les dépositions de seconde main de RWV11 et CKN10 concernant l'objectif de la mission n'ont qu'une valeur probante limitée face aux récits de première main des témoins à charge et à des dépositions de seconde main convaincantes qui vont en sens contraire. La Chambre rappelle les réserves que lui inspire la fiabilité de ces témoins [à décharge]<sup>424</sup>.

205. Pour ce qui est de la déposition de ZML07, la Chambre relève qu'il est le seul témoin à avoir fait état de ce fait où, selon la Chambre, il a un intérêt personnel manifeste. Étant un des militaires qui a quitté le camp de l'ESO avec la famille Ruhutinyanya, il s'accuserait lui-même s'il disait que le but de la mission était de tuer les membres de cette famille. En tant que Rwandais vivant en exil au moment de sa déposition, la Chambre craint qu'il ait pu utiliser sa comparution au Tribunal comme l'occasion de faire une déposition propre à l'exonérer de toute responsabilité dans le massacre de la famille Ruhutinyanya<sup>425</sup>. En effet, elle relève que ZML07 a laissé une impression uniformément négative à chacun des juges qui la composent. Ayant examiné les circonstances pertinentes, ainsi que le comportement du témoin pendant sa

<sup>420</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 11 à 13, 27 à 29, 36 et 37, et 42 et 43), ZML07.

<sup>421</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 16, 19, 32 à 36bis et 69 à 71), RWV11 ; CRA, 26 mai 2011 (p. 45 à 47, et 59 et 60) CKN10.

<sup>422</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 35), RWV11.

<sup>423</sup> Voir, par exemple, arrêt *Setako*, par. 233 et 234 [n'existe pas en anglais].

<sup>424</sup> Chap. II, point 13.2.

<sup>425</sup> Pièce à conviction D35 (fiche de renseignements personnels de ZML07) (il indique son pays actuel de résidence).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

déposition, la Chambre juge manifestement impossible d'ajouter foi à son témoignage concernant les faits qui se sont déroulés au barrage et ont conduit au meurtre de la famille Ruhutinyanya.

206. La Chambre note que le récit que fait ZML07 de l'altercation survenue au barrage établi près du poste frontière d'Akanyaru est détaillé, et que la déposition de RWV11 relative à ce qu'il a entendu cadre parfaitement avec celle de ZML07. Cela étant, elle trouve ces récits difficilement crédibles. Elle doute fort que les *Interahamwe* qui tenaient ce barrage aient pu se montrer aussi agressifs envers ce groupe de militaires armés. Elle a également peine à croire que des militaires burundais auraient pu tirer par la suite sur un barrage situé à une distance de 500 mètres à un kilomètre à l'intérieur du Rwanda<sup>426</sup>. En effet, selon ZML07, les militaires de l'ESO étaient presque hors de portée ou carrément hors de portée des armes à feu qu'auraient utilisées les militaires burundais<sup>427</sup>.

207. En outre, le fait qu'aucune tentative n'a été faite pour mettre la famille Ruhutinyanya à l'abri contribue à démentir qu'il s'agissait de lui faire passer la frontière sans risque. En effet, lorsque ZML07 dit que les militaires avaient placé délibérément un minibus plein de civils à l'avant du convoi pour permettre à celui-ci de franchir sans risque un barrage où il avait déjà été l'objet d'une forte hostilité, cela ne fait que démontrer davantage qu'il s'agissait d'escorter le minibus jusqu'au barrage et non pas de lui faire franchir celui-ci<sup>428</sup>.

<sup>426</sup> Selon des témoins, des militaires avaient été déployés près de la frontière avec le Burundi, sans qu'on puisse affirmer que c'était au poste frontière d'Akanyaru. CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 28), Ruzindana (il avait appris que des détachements de l'ESO avaient été « déployés tout près de la frontière » peu après la mort du Président) ; CRA, 9 juin 2011 (p. 57 et 58), Hitayezu (il confirmait que Kanyeshyamba, militaire de l'ESO, avait été affecté au poste d'Akanyaru situé à la frontière avec le Burundi) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 68 à 71) et 31 mai 2011 (p. 57 et 58), OUV03 (dès le 6 avril 1994, des unités avaient été déployées dans les communes de Kigembe et de Kibayi pour patrouiller à la frontière avec le Burundi). Selon la Défense, l'ESO avait déployé des militaires à Akanyaru. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 559. La Chambre relève qu'Ufitimana n'a pas mentionné la présence des militaires de l'ESO au poste frontière d'Akanyaru, il a dit qu'il n'avait vu que des civils et des douaniers du côté rwandais de la frontière. CRA, 26 mai 2011 (p. 10 et 11), Ufitimana. Toutefois, la Chambre ne considère pas cela comme un fait essentiel de nature à entamer la crédibilité du témoin relativement à cette allégation.

<sup>427</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 26 et 27), ZML07.

<sup>428</sup> Ibid. (p. 20), ZML07 (R. « Il n'y avait pas un grand intervalle entre les deux véhicules, mais le véhicule qui était en tête de convoi était le minibus. Mais notre camionnette suivait de très près », p. 23 et 24 (« Q. : [Je vais insister] Six militaires dont un officier ont été assignés pour escorter cette famille. Et vous avez eu à franchir trois barrages routiers. Pourquoi est-ce que vous avez décidé de faire ... partie ... de l'escorte qui était à l'arrière plutôt que de vous retrouver devant ? R. : Je pense avoir expliqué ce point, mais j'y reviens. J'ai déjà indiqué que notre camionnette était derrière le minibus, mais la distance entre les deux véhicules était très petite. Lorsqu'on arrivait à un barrage routier, notre chef de peloton sortait de la camionnette et allait s'adresser aux gens qui tenaient le barrage routier. »), p. 37 et 38 (« R. : Je vais être bref. Mais... personnellement, je constate que le Procureur veut suggérer que nous obligeons le véhicule minibus à prendre une certaine direction, et ce n'est pas le cas. Lorsqu'on escorte quelqu'un, ... on ne se place pas devant cette personne. Lorsqu'on escorte une personne, on se place derrière la personne escortée pour la protéger. Et, s'agissant de la mission qui nous était assignée, il n'y avait pas une grande distance entre le ...

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

208. Qui plus est, comme cela ressort d'un examen attentif du dossier, vers cette époque, le lieutenant Bizimana avait lancé des attaques contre des cibles choisies<sup>429</sup>. Sa participation à cette opération renforce la conclusion de la Chambre que l'opération visait à éliminer les civils tutsis qu'il accompagnait et non à leur permettre de franchir le barrage sans risque.

209. En effet, la plausibilité du récit de ZML07 est mise en question par le témoin Ufitimana, militaire de l'ESO, qui a dit à la barre qu'il avait escorté un convoi de civils tutsis jusqu'au poste frontière d'Akanyaru quelques jours seulement après que la famille Ruhutinyanya y eut été conduite. Les tenants et aboutissants des deux missions offrent des similitudes frappantes. Comme pour le convoi de la famille Ruhutinyanya, Ufitimana et d'autres militaires armés de l'ESO avaient escorté, à bord de trois véhicules, un ambassadeur d'Italie et un groupe de Tutsis qui conduisaient leurs propres véhicules, jusqu'à la frontière avec le Burundi le 20 avril 1994<sup>430</sup>. Ufitimana a dit qu'il avait rencontré des difficultés à de nombreux barrages tenus par des civils qui étaient comme des « chiens enragés », mais les militaires de l'ESO avaient pu négocier leur passage. Ils avaient réussi à déposer le groupe sans encombre à la frontière avec le Burundi<sup>431</sup>. En effet, il ressort de la déposition d'Ufitimana que, lorsque les militaires de l'ESO faisaient face à des difficultés, ils parvenaient à franchir les barrages en menaçant d'employer la force.

210. Selon la Chambre, cette déposition met en cause la plausibilité des dangers que des civils armés auraient représenté pour un convoi de militaires de l'ESO escortant la famille Ruhutinyanya à un barrage établi près du poste frontière d'Akanyaru. En effet, la seule conclusion raisonnable qui s'impose, c'est que ces militaires avaient escorté les membres de ladite famille à leur mort en les abandonnant au barrage ou en participant directement à leur meurtre, ou encore en faisant les deux.

211. De plus, qu'un groupe de militaires de l'ESO se soit attaché à faire franchir sans risque la frontière à des Tutsis, alors que d'autres militaires de l'ESO avaient contribué directement au massacre d'un autre groupe, cela n'est pas contradictoire. Le groupe du témoin Ufitimana n'escortait pas seulement des Tutsis, mais aussi un ambassadeur étranger. Permettre au groupe d'Ufitimana de passer sans danger, cela avait des implications diplomatiques et internationales, contrairement au meurtre d'une famille tutsie de Butare.

212. À cela s'ajoute que RWV11 avait entendu une histoire correspondant pour l'essentiel avec le prétendu récit de première main de ZML07, mais cela n'est pas du tout déterminant aux

---

minibus que nous escortions et notre propre véhicule. Et nous estimions que la situation n'était pas si dangereuse que cela ; nous pensions qu'il n'y aurait pas de problème à effectuer cette mission. Nous ne pensions pas qu'il y avait des personnes qui auraient pu nous empêcher d'escorter cette famille jusqu'à la frontière et jusqu'à ce qu'elle traverse la frontière. La situation qui prévalait n'était pas une situation de guerre à proprement parler »).

<sup>429</sup> Voir chap. II, point 6.2.

<sup>430</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 9 à 11), Ufitimana.

<sup>431</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

yeux de la Chambre. On notera que celle-ci a généralement mis en question ailleurs dans le présent jugement la crédibilité de RWV11, car sur certains points, sa déposition s'apparente trop à une tentative de disculper Nizeyimana ou se heurte, comme indiqué précédemment, à d'autres témoignages impliquant Nizeyimana dans ce fait particulier<sup>432</sup>. La Chambre rappelle que RWV11 a laissé à tous les juges qui la composent une impression uniformément négative. Ayant examiné les circonstances pertinentes et le comportement du témoin à la barre, la Chambre doute de sa crédibilité.

213. En outre, même si la Chambre devait ajouter foi à la déposition de RWV11, il ne fait aucun doute pour elle que cette histoire a été concoctée de façon à ne pas impliquer les militaires qui avaient participé à la mission. En particulier, l'enlèvement de la famille Ruhutinyanya a eu lieu à une période où les attaques à grande échelle contre les Tutsis n'avaient pas encore commencé à Butare. Comme cela ressort du dossier, un peu plus tard, des groupes de militaires de l'ESO ont été organisés et ont participé aux attaques ciblées visant les Tutsis et d'autres personnes, mais cela ne s'applique pas à l'ensemble des effectifs du camp de l'ESO. En effet, la Chambre ne doute pas un instant que, tout en sachant que cette famille serait massacrée, Nizeyimana avait demandé de la reconduire là où on l'avait trouvée, mais dans un lieu distant et dans des circonstances lui permettant à lui-même et aux militaires de l'ESO qui l'escortaient de nier de manière plausible leur participation.

214. Aussi la Chambre conclut-elle que Nizeyimana a donné l'ordre d'emmener la famille Ruhutinyanya, en sachant bien que l'exécution de cet ordre entraînerait le massacre de cette famille. Aux yeux de la Chambre, en agissant de cette manière, Nizeyimana partageait incontestablement l'intention de ceux qui ont en fin de compte massacré la famille Ruhutinyanya.

215. De plus, il ne fait aucun doute pour la Chambre que les militaires de l'ESO qui escortaient la famille ont eux-mêmes exécuté les Ruhutinyanya ou les ont conduits au barrage pour qu'ils y soient tués. Comme indiqué en détail ci-après, la Chambre ne doute pas un instant que l'ordre de Nizeyimana a contribué substantiellement et significativement au déplacement de la famille Ruhutinyanya et au meurtre qui s'en est ensuivi.

## *ii) Meurtre de la famille Ruhutinyanya*

216. La Chambre fait observer qu'aucune preuve se rapportant à la mort de la famille Ruhutinyanya n'est directe. La Chambre peut conclure sur la base de preuves indirectes, dès lors que c'est la seule déduction raisonnable<sup>433</sup>. C'est aussi à la Chambre de première instance qu'il revient d'apprécier avec précaution les preuves par ouï-dire, et elle a le pouvoir de se fonder sur

<sup>432</sup> Voir chap. II, point 13.2.

<sup>433</sup> Voir les arrêts *Renzaho*, par. 318, et *Ntagerura*, par. 306.

celles-ci<sup>434</sup>. Toutefois, l'importance ou la valeur probante qui s'attache aux preuves par ouï-dire sera habituellement moindre que celle accordée à la déposition sous serment d'un témoin qui a été contre-interrogé<sup>435</sup>.

217. Dans ce contexte, la Chambre considère que les preuves indirectes et par ouï-dire relatives au meurtre de la famille Ruhutinyanya près du poste frontière d'Akanyaru sont suffisamment fiables pour lui permettre de conclure au-delà de tout doute raisonnable. Elle note d'emblée que le témoin à décharge ZML07 a fait une relation de première main selon laquelle lui-même et d'autres militaires de l'ESO, dont le sous-lieutenant Pierre Bizimana, avaient escorté la famille Ruhutinyanya jusqu'à un barrage établi près du poste frontière d'Akanyaru et tenu par des civils armés. Il n'en était pas sûr, mais il était persuadé, pour avoir entendu des tirs nourris pendant qu'il s'enfuyait, que les Ruhutinyanya avaient été tués à la frontière<sup>436</sup>. La Chambre émet de sérieuses réserves sur le volet de la déposition de ZML07 concernant la manière dont la famille Ruhutinyanya avait été massacrée, mais elle juge convaincant qu'il ait admis que les membres de cette famille ont bel et bien été tués dans cette zone. En effet, il existe, pour étayer cette conclusion, d'abondantes preuves indirectes émanant de plusieurs sources, notamment de témoins à charge et de témoins à décharge<sup>437</sup>.

218. D'autres éléments de preuve indirects établissant que la famille Ruhutinyanya avait été tuée soit à Rwasave, soit à l'intérieur du camp de l'ESO ne sont étayés respectivement que par un seul témoin<sup>438</sup>. Ces témoignages illustrent le danger qu'il y a à se fonder sur des preuves par ouï-dire. Cependant, faute de témoin oculaire offrant une version antagonique des faits et de toute indication que la famille a survécu, la Chambre est convaincue que la diversité des sources établit que la famille Ruhutinyanya a été tuée dans les environs d'un barrage dressé près du poste frontière d'Akanyaru vers le 18 avril 1994. C'est la seule conclusion raisonnable que l'on puisse dégager, vu les éléments de preuve produits<sup>439</sup>.

219. De même, il ne fait aucun doute pour la Chambre que les militaires de l'ESO qui ont conduit la famille Ruhutinyanya à cet endroit ont contribué de manière significative et substantielle à son massacre et qu'ils étaient animés de l'intention de parvenir à ce résultat. En effet, il importe de noter que le sous-lieutenant Bizimana dirigeait cette opération. À peine

<sup>434</sup> Arrêt *Kalimanzira*, par. 96.

<sup>435</sup> Id.

<sup>436</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 21 à 23), ZML07.

<sup>437</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 35 et 36, et 45 à 48), témoin à charge XAG ; CRA, 25 janvier 2011 (p. 55 à 57, et 70 et 71), témoin à charge YAL ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 25 à 27) et 31 janvier 2011 (p. 34 à 37), témoin à charge BDE ; CRA, 20 janvier 2011 (p. 21 à 23), témoin à charge Dufitumukiza ; CRA, 2 juin 2011 (p. 34 à 36), témoin à décharge RWV11 ; CRA, 26 mai 2011 (p. 47 et 48), témoin à décharge CKN10. Voir aussi CRA, 10 mai 2011 (p. 71 et 72), témoin à décharge BUV03 (il a dit de manière générale que Ruhutinyanya et les membres de sa famille avaient été tués, mais le témoin n'était pas présent).

<sup>438</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 60, et 66 à 68), ZY ; CRA, 25 janvier 2011 (p. 45 à 48), XAG.

<sup>439</sup> Voir l'arrêt *Rukundo*, par. 190 et 191.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

quelques jours plus tard, il avait aussi dirigé une équipe de militaires de l'ESO qui avait enlevé et tué Rosalie Gicanda, ancienne reine tutsie du Rwanda, ainsi que d'autres personnes qui se trouvaient chez elle<sup>440</sup>. La Chambre est convaincue que les militaires de l'ESO ayant escorté la famille Ruhutinyanya jusqu'au barrage et/ou les civils armés et les *Interahamwe* qui tenaient le barrage ont participé directement au massacre des membres de cette famille.

220. En outre, comme personne ne conteste que M. Ruhutinyanya était un Tutsi<sup>441</sup>, que les occupants du minibus étaient des membres de sa famille, qu'il y avait des enfants parmi eux<sup>442</sup> et que les passagers du minibus étaient considérés comme des Tutsis<sup>443</sup>, la seule conclusion raisonnable est qu'un nombre significatif de victimes parmi les occupants du minibus étaient des Tutsis, qu'elles avaient été identifiées comme telles et tuées pour cette raison. Une telle conclusion est nécessairement étayée par de nombreux éléments de preuve produits en l'espèce selon lesquels les Tutsis étaient ciblés aux barrages par les militaires et les milices civiles, notamment par les *Interahamwe*<sup>444</sup>. La Chambre tiendra compte de ces conclusions lorsqu'elle abordera ses conclusions juridiques (chap. III).

## 4.2 Massacre perpétré à la paroisse de Cyahinda

### *Introduction*

221. Selon l'acte d'accusation, du 15 avril 1994, ou vers cette date, au 20 avril 1994, Nizeyimana a autorisé des militaires de l'ESO, du camp de Ngoma et de celui de la gendarmerie de Butare, des miliciens, des réfugiés burundais et des civils armés venant de Nyakizu et des communes environnantes, agissant sur son ordre ou à son instigation, à tuer les civils tutsis qui avaient trouvé refuge à la paroisse de Cyahinda. Plus précisément, vers le 17 avril, Nizeyimana et le préfet Jean Baptiste Habyalimana se sont rendus à la paroisse de Cyahinda où ils ont rencontré les réfugiés tutsis ; suite à quoi il avait été décidé que des militaires seraient envoyés à la paroisse. Le lendemain, à savoir vers le 18 avril, conformément aux instructions de Nizeyimana, un certain nombre de militaires de l'ESO et d'« autres militaires », dirigés par l'adjudant Paul Kanyeshyamba, ainsi que des gendarmes ayant à leur tête le sous-lieutenant Majoro ont exécuté l'ordre qui leur avait été donné de prendre pour cible les victimes civiles. Des militaires, des miliciens et des civils armés, agissant sur l'ordre ou à l'instigation de Nizeyimana, ont tué des milliers de civils tutsis à la paroisse de Cyahinda. Pour étayer ses

<sup>440</sup> Voir chap. II, point 6.2.

<sup>441</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 52 et 53), témoin à charge YAL ; CRA, 26 mai 2011 (p. 45 à 47) et 30 mai 2011 (p. 51 à 53), témoin à décharge CKN10.

<sup>442</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 4 à 6, 15 et 16, et 34 à 36), ZAW ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 23 et 24) et 31 janvier 2011 (p. 33 à 36), BDE ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 57 et 58) et 27 janvier 2011 (p. 6 et 7), ZY.

<sup>443</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 23 à 27), témoin à charge BDE ; CRA, 18 mai 2011 (p. 24 à 26), témoin à décharge ZML07.

<sup>444</sup> Voir chap. II, point 7.3.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

allégations, le Procureur a invoqué les dépositions pertinentes des témoins à charge AZM, Anaclet Dufitumukiza, ZBK, ZCC, GEN et XAG<sup>445</sup>.

222. La Défense admet que Nizeyimana était allé à la paroisse de Cyahinda où des milliers de Tutsis avaient trouvé refuge et ne nie pas qu'il y avait eu une attaque. Elle soutient cependant que les témoins à charge ne sont pas crédibles. De plus, selon elle, les témoignages à charge n'ont pas établi que des militaires de l'ESO ou Nizeyimana avaient participé à ce fait. Elle invoque les dépositions des témoins à décharge Jean Marie Vianney Mushi, ZML10, RWV09, Thomas Ruzindana, OUV03, CKN10 et Valens Hahirwa<sup>446</sup>.

### *Dépositions*

#### Témoin à charge AZM

223. AZM, d'ethnie hutue, était membre du comité chargé de la sécurité dans la préfecture de Butare en avril 1994<sup>447</sup>. L'après-midi du 17 avril 1994, le témoin, Nizeyimana, le préfet de Butare Jean-Baptiste Habyalimana, le procureur Mathias Bushishi et un prêtre dénommé Nyaminani s'étaient rendus à la paroisse de Cyahinda<sup>448</sup>. Un gendarme qui gardait les réfugiés qui y étaient rassemblés avait été tué par eux<sup>449</sup>. Cette délégation du comité de sécurité de la préfecture s'était rendue à la paroisse pour essayer de « régler » les problèmes de sécurité que rencontraient les réfugiés<sup>450</sup>.

224. Le témoin n'était pas autorisé à entrer dans les bâtiments de la paroisse de Cyahinda, mais il avait pu y voir près de 3 000 réfugiés originaires de la préfecture de Gikongoro<sup>451</sup>. À l'arrivée du groupe, le père Nyaminani avait négocié avec les réfugiés, qui avaient accepté de parler avec toute la délégation chargée de la sécurité une fois qu'on leur aurait montré que le préfet tutsi, Jean Baptiste Habyalimana, faisait partie de la délégation<sup>452</sup>. Ils avaient accepté de

<sup>445</sup> Acte d'accusation, par. 13 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 98 à 118 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 3 et 4, et 15 à 19) (réquisitions). Le Procureur invoque aussi la déposition de Justin Gahizi. Celle-ci est résumée ailleurs dans le présent jugement, mais c'est ici qu'elle est examinée. Chap. II, point 12.1.

<sup>446</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 7, 67, 296, et 320 à 361 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 60 à 62, et 75 à 78) (plaidoiries).

<sup>447</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 65 (huis clos), et 78 et 79) et 24 janvier 2011 (p. 16 et 17), AZM ; pièce à conviction P6 (fiche de renseignements personnels d'AZM). Au moment de sa déposition, AZM était détenu pour crimes liés au génocide. CRA, 20 janvier 2011 (p. 65 à 67 (huis clos)) et 24 janvier 2011 (p. 28 (huis clos)). Il a été incarcéré dans deux prisons différentes depuis 1999. CRA, 24 février 2011, p. 28 (huis clos). Il a plaidé coupable de crimes liés au génocide en 2002. CRA, 24 janvier 2011 (p. 34 à 36, et 48 à 50). Il a rédigé une déclaration pour les juridictions *Gacaca* en 2012. CRA, 24 janvier 2011 (p. 48 à 50).

<sup>448</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 70 à 71bis) et 24 janvier 2011 (p. 31 à 33), AZM.

<sup>449</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 70 à 72), AZM.

<sup>450</sup> Ibid. (p. 70), AZM.

<sup>451</sup> Ibid. (p. 70 et 71), AZM.

<sup>452</sup> Ibid. (p. 70 à 72), AZM.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

rendre le corps du gendarme à condition que les gendarmes qui gardaient la paroisse soient remplacés par des militaires<sup>453</sup>. La délégation avait récupéré le cadavre, mais peu après le début des discussions, un réfugié tutsi avait été blessé par des Hutus qui avaient volé une vache, ce qui avait provoqué le soulèvement des réfugiés et forcé la délégation chargée de la sécurité à quitter les lieux vers 17 heures<sup>454</sup>.

225. De retour à Butare, les membres de la délégation chargée de la sécurité étaient tous allés au mess des officiers du camp de l'ESO pour y boire un verre<sup>455</sup>. Vers 19 heures, ils avaient appris à la radio que Jean Baptiste Habyalimana avait été relevé de ses fonctions de préfet de Butare<sup>456</sup>. AZM pensait que des militaires avaient été envoyés à la paroisse de Cyahinda, car le préfet lui avait expliqué auparavant que c'était pour cela que Nizeyimana faisait partie de la délégation, et aussi parce que les réfugiés avaient demandé des militaires<sup>457</sup>.

#### Témoin à charge Anacleto Dufitumukiza

226. D'ethnie tutsie, le témoin Dufitumukiza était caporal de gendarmerie et chauffeur au camp de gendarmerie de Tumba à Butare en avril 1994<sup>458</sup>. Deux ou trois jours avant le 19 avril, des gendarmes placés sous les ordres du sous-lieutenant Majaro avaient été envoyés à la paroisse de Cyahinda pour récupérer le corps de l'un des deux gendarmes tués par les réfugiés tutsis venus de Nyaruguru et d'autres régions de [la préfecture de] Butare et qui s'étaient rassemblés à la paroisse<sup>459</sup>. Le témoin a dit qu'il avait vu, avant qu'ils quittent le camp pour aller à la paroisse, les gendarmes munis de leurs armes individuelles prendre dans l'armurerie une mitrailleuse lourde qui est desservie par trois hommes<sup>460</sup>. Il n'avait pas adressé la parole aux gendarmes, mais il pensait qu'on les envoyait à la paroisse sous le prétexte de protéger les réfugiés, alors qu'en réalité ils entendaient désarmer les réfugiés tutsis et venger leurs collègues<sup>461</sup>.

227. Le 19 avril 1994, le sergent-major de gendarmerie Mugisha avait confié au témoin Dufitumukiza la mission d'aller chercher les gendarmes envoyés précédemment à la paroisse de Cyahinda et récupérer le corps du gendarme qui y avait été tué<sup>462</sup>. Le témoin avait quitté le camp

<sup>453</sup> Ibid. (p. 71 à 73), AZM.

<sup>454</sup> Ibid. (p. 72 et 73), AZM. Le bruit courait que les réfugiés de la paroisse de Cyahinda détenaient le cadavre d'un autre gendarme, en plus de celui qu'ils avaient rendu. CRA, 20 janvier 2011, p. 73.

<sup>455</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 73 et 74), AZM.

<sup>456</sup> Id.

<sup>457</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 72 et 73), AZM.

<sup>458</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 73 à 75), témoin Dufitumukiza ; pièce à conviction P5 (fiche de renseignements personnels du témoin Dufitumukiza).

<sup>459</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 5 à 8, 10 à 12, 38 et 39, 41 à 44, et 52 et 53), témoin Dufitumukiza. Le corps d'un gendarme avait déjà été récupéré. Ibid. (p. 5, 39 et 56).

<sup>460</sup> Ibid. (p. 42 et 43, et 52 et 53), témoin Dufitumukiza.

<sup>461</sup> Ibid. (p. 6 et 7, 40 et 41, et 52 à 54), témoin Dufitumukiza.

<sup>462</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 5 à 7, 38 et 39, et 55 à 58), témoin Dufitumukiza. Les gendarmes avaient été redéployés pour appuyer les troupes sur le front à Kigali. Ibid. p. 5.



de gendarmerie de Tumba vers 11 heures pour arriver au bureau communal de Nyakizu, situé sur une colline près de la paroisse de Cyahinda, vers 12 h 30<sup>463</sup>. Il conduisait une camionnette Toyota, type Stout 2200<sup>464</sup>.

228. À son arrivée au bureau communal, le témoin avait entendu des tirs de mitrailleuse lourde et des explosions de grenades et il avait constaté que des Tutsis avaient été tués<sup>465</sup>. Il se trouvait tout près devant le bureau communal, et avait vu l'adjutant-chef Kanyashyamba de l'ESO à la tête de quelque 11 militaires de l'ESO qui tiraient en direction de la paroisse de Cyahinda avec des armes d'appui<sup>466</sup>. Ces armes comprenaient un mortier de 60 millimètres, une mitrailleuse lourde (fixe) et d'autres mitrailleuses<sup>467</sup>. Seule l'ESO, qui était une institution de formation, disposait de ces armes lourdes<sup>468</sup>. Il avait entendu Kanyashyamba, qu'il connaissait bien, lancer à ces militaires « [f]aites de façon qu'aucune personne ne vous échappe » et ordonner à un « Hutu » qui se trouvait à bord d'une camionnette de marque Daihatsu d'aller chercher d'autres Hutus afin d'encercler la colline pour empêcher aux Tutsis de s'échapper<sup>469</sup>. Il avait aussi vu Kanyashyamba tirer « avec colère sur les réfugiés »<sup>470</sup>.

229. Les militaires qui participaient à cette attaque « étaient éparpillés », notamment dans les bois et sur les collines avoisinantes<sup>471</sup>. Les Hutus encerclaient la « colline » et tuaient à l'arme blanche ou avec des armes traditionnelles ceux des Tutsis qui avaient pu s'échapper<sup>472</sup>. Dufitumukiza était resté à cet endroit pendant 20 à 30 minutes pour permettre aux quelque 11 gendarmes qui l'attendaient de récupérer leur matériel<sup>473</sup>. Il n'avait pas vu personnellement ces gendarmes participer à ce qu'il qualifiait de « massacre » des réfugiés à la paroisse de Cyahinda, mais il pensait que c'était bien le cas<sup>474</sup>. Ils étaient partis et avaient regagné le camp de gendarmerie de Tumba avec le corps du gendarme tué par les réfugiés<sup>475</sup>.

<sup>463</sup> Ibid. (p. 5 et 6, et 39), témoin Dufitumukiza. Selon les estimations du témoin Dufitumukiza, la paroisse de Cyahinda se trouvait à quelque 48 kilomètres du camp de gendarmerie de Tumba. Ibid., p. 4.

<sup>464</sup> Ibid. (p. 56), témoin Dufitumukiza.

<sup>465</sup> Ibid. (p. 9 et 40), témoin Dufitumukiza.

<sup>466</sup> Ibid. (p. 8 à 11, 39 à 42), témoin Dufitumukiza.

<sup>467</sup> Ibid. (p. 8, 40, 53 et 54, et 59 et 60), témoin Dufitumukiza.

<sup>468</sup> Ibid. (p. 9 et 42), témoin Dufitumukiza.

<sup>469</sup> Ibid. (p. 8, 10, 41, 45, et 60), témoin Dufitumukiza. Le témoin Dufitumukiza pouvait distinguer les militaires de l'ESO, ceux du camp de Ngoma et les gendarmes du camp de Tumba, et avait souligné que Butare était une petite ville et qu'il connaissait personnellement presque tous les militaires. CRA, 20 janvier 2011, p. 8. Voir aussi CRA, 19 janvier 2011, p. 76 (le témoin décrit la différence qu'il y a entre les uniformes et les bérets des gendarmes et des militaires).

<sup>470</sup> Ibid. (p. 60), témoin Dufitumukiza.

<sup>471</sup> Ibid. (p. 9), témoin Dufitumukiza.

<sup>472</sup> Ibid. (p. 11), témoin Dufitumukiza.

<sup>473</sup> Ibid. (p. 7), témoin Dufitumukiza. Le sous-lieutenant Majaro ne faisait pas partie des gendarmes que Dufitumukiza avait chargés au bureau communal de Cyahinda le 19 avril 1994. Ibid., p. 41 et 42.

<sup>474</sup> Ibid. (p. 39 et 40, et 53 et 55), témoin Dufitumukiza.

<sup>475</sup> Ibid. (p. 11 et 44), témoin Dufitumukiza. Le gendarme décédé était un caporal originaire de Rubavu. Ibid., p. 45.

Témoin à charge ZBK

230. D'ethnie tutsie, ZBK était étudiante en avril 1994 et résidait non loin de la paroisse de Cyahinda dans la commune de Nyakizu<sup>476</sup>. Le vendredi 15 avril au matin, elle avait été arrêtée et amenée dans une concession où des réfugiés burundais l'avaient agressée<sup>477</sup>. Des gendarmes et leur chauffeur, qui était le voisin de ZBK, étaient arrivés<sup>478</sup>. Le bourgmestre les avait envoyés chercher une femme, mais celle-ci était absente<sup>479</sup>. Le chauffeur avait fait monter le témoin dans la camionnette Daihatsu des gendarmes<sup>480</sup>. Ils s'étaient rendus chez le bourgmestre, avaient embarqué la femme du bourgmestre et ses enfants, le chauffeur de la commune, sa femme et leurs enfants, et étaient partis pour le bureau communal où ils étaient arrivés vers 9 heures<sup>481</sup>. Là-bas, la femme du bourgmestre avait demandé à ZBK d'entrer avec les autres familles dans le bureau communal<sup>482</sup>.

231. De l'intérieur du bureau communal, ZBK pouvait apercevoir à travers la fenêtre la paroisse de Cyahinda sur une colline en face, à environ un kilomètre [à vol d'oiseau]<sup>483</sup>. Elle savait que les réfugiés tutsis venus de Gikongoro se rassemblaient à la paroisse depuis le 9 avril 1994. Ce jour-là, elle avait vu des gens, accompagnés de leur bétail et transportant leurs effets personnels, traverser le bois pour se diriger vers la paroisse<sup>484</sup>. Le 15 avril, elle avait entendu des cris provenant de la paroisse de Cyahinda, signe, selon elle, que les *Interahamwe* massacraient les réfugiés tutsis qui y étaient rassemblés<sup>485</sup>. Elle avait également vu les gendarmes et la police communale quitter le bureau communal pour la paroisse, et elle croyait qu'ils portaient là-bas pour tuer les Tutsis<sup>486</sup>. L'attaque s'était poursuivie jusque vers 15 heures, quand les gendarmes

<sup>476</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 12), ZBK ; pièce à conviction P4 (fiche de renseignements personnels de ZBK). La paroisse de Cyahinda se trouvait à une quarantaine de kilomètres de Butare. Ibid., p. 13.

<sup>477</sup> Ibid., p. 20 et 21, 56 et 59. Voir aussi p. 54 à 56 (la déclaration faite aux enquêteurs du Tribunal par ZBK en novembre 1996 lui a été relue et elle a confirmé sa teneur, sauf quelques omissions).

<sup>478</sup> Ibid. (p. 16, 56 et 57, et 60), ZBK.

<sup>479</sup> Ibid. (p. 56), ZBK.

<sup>480</sup> Ibid. (p. 16, 56 et 57, et 59 et 60), ZBK.

<sup>481</sup> Ibid. (p. 13 et 14, 16, 20 et 21, 37 et 38, 56 et 57, et 59 et 60), ZBK. ZBK pensait que les personnes qui s'étaient réfugiées avec elle au bureau communal étaient d'ethnie hutue, mais il est possible que l'épouse du bourgmestre était d'ethnie tutsie. CRA, 19 janvier 2011, p. 17.

<sup>482</sup> Ibid. (p. 16 et 60), ZBK.

<sup>483</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 14, et 62 à 64), ZBK. Du bureau communal, ZBK a expliqué qu'il y avait une zone boisée et une école qui séparaient le bureau communal de la paroisse de Cyahinda, mais que l'on pouvait voir les bâtiments de la paroisse, notamment l'église, le couvent des sœurs et l'école. Vu la distance, ZBK ne pouvait pas identifier les personnes qui se trouvaient, par exemple, sur le parvis de l'église et ne pouvait pas dire si une personne tirait sur une autre. Elle ne pouvait voir distinctement que les mouvements de plus grande ampleur, comme quelqu'un qui court.

<sup>484</sup> Ibid. (p. 14), ZBK.

<sup>485</sup> Ibid. (p. 14 et 15, et 38), ZBK.

<sup>486</sup> Ibid. (p. 15 et 38), ZBK.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

étaient revenus au bureau communal et dit que des réfugiés avaient été tués, mais qu'ils avaient su se défendre et avaient aussi tué des gendarmes lors de cette attaque<sup>487</sup>.

232. Ce jour-là, dans l'après-midi, le Président Théodore Sindikubwabo s'était adressé à la foule, dont des *Interahamwe* de la commune qui avaient encerclé le bureau communal<sup>488</sup>. Il avait expliqué que la situation était comparable à celle de la révolution de 1959, et que chacun devait « se défendre »<sup>489</sup>. Le bourgmestre de Nyakizu, Ladislas Ntaganzwa, avait ensuite indiqué qu'il avait entendu le Président et qu'il allait fournir des renforts<sup>490</sup>. Il avait exhorté la foule à continuer à « travailler », ce qui, selon le témoin, voulait dire « continuer à tuer »<sup>491</sup>.

233. Ce soir-là, entre 21 heures et 22 heures, le bourgmestre Ntaganzwa que le témoin connaissait était venu au bureau communal<sup>492</sup>. Il avait une blessure légère qu'il avait reçue, explique-t-il, à la paroisse de Cyahinda<sup>493</sup>. Il comptait se rendre à l'ESO le lendemain pour chercher des renforts, ce qui pour le témoin signifiait pour « revenir exterminer tous les Tutsis »<sup>494</sup>. Ntaganzwa était reparti avec son épouse<sup>495</sup>. Le lendemain, le témoin n'avait pas entendu beaucoup de fusillades ou de cris, mais la situation était confuse<sup>496</sup>.

234. Le lendemain avant 7 heures, Ntaganzwa était revenu au bureau communal chercher son agenda, et avait redit au témoin qu'il se rendait à l'ESO pour demander des renforts<sup>497</sup>. Le dimanche 17 avril 1994 vers midi, deux jours après son arrivée au bureau communal, ZBK avait entendu les gendarmes positionnés autour du bureau communal dire que les camions militaires étaient arrivés<sup>498</sup>. Elle avait vu deux camions, dont elle a dit que c'étaient des CTA ou encore des TATA, se garer devant le bureau communal<sup>499</sup>. Chaque camion pouvait transporter quelque 35 militaires<sup>500</sup>.

235. Les militaires dont certains portaient des uniformes vert foncé ou des tenues de camouflage, des bérets noirs ou des casques métalliques, et certains autres, des manteaux

<sup>487</sup> Ibid. (p. 15), ZBK. ZBK devait apprendre des gendarmes que son père avait été tué le 15 avril 1994 vers midi. Ibid. (p. 18 et 26).

<sup>488</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 16), ZBK.

<sup>489</sup> Id.

<sup>490</sup> Id.

<sup>491</sup> Id.

<sup>492</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 13, 17, 19 et 38), ZBK.

<sup>493</sup> Ibid. (p. 17 à 19), ZBK.

<sup>494</sup> Ibid. (p. 17 à 19, 33 et 37), ZBK.

<sup>495</sup> Ibid. (p. 20), ZBK.

<sup>496</sup> Ibid. (p. 20 et 37), ZBK.

<sup>497</sup> Ibid. (p. 19 et 20 et 37 et 38), ZBK.

<sup>498</sup> Ibid. (p. 21), ZBK.

<sup>499</sup> Ibid. (p. 20 et 21, 24 et 37), ZBK.

<sup>500</sup> Ibid. (p. 33), ZBK. Un gendarme avait dit à ZBK que d'autres camions transportant des militaires étaient aussi arrivés mais ils n'étaient passés au bureau communal. Ibid., p. 21 et 33.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

vraisemblablement en plastique, et dont certains munis de grenades, étaient descendus précipitamment des camions<sup>501</sup>. Certains militaires avaient pris la direction de la paroisse de Cyahinda, et elle en avait vu d'autres qui fixaient des « grenades », des « roquettes » ou quelque chose au canon de leur arme<sup>502</sup>. Elle avait entendu certains militaires dire qu'ils se rendaient sur la colline de « Rukuguru »<sup>503</sup>. Elle n'avait pas vu d'armes lourdes qu'on installait devant le bureau communal et pensait que les militaires étaient positionnés loin de celui-ci<sup>504</sup>. ZBK avait entendu des coups de feu et des explosions, mais elle n'a pas pu dire s'ils provenaient des environs du bureau communal<sup>505</sup>.

236. Le 19 avril 1994, le calme étant revenu deux jours après les attaques, le bourgmestre était passé au bureau communal pour chercher ZBK et la conduire au grand camp de la Croix-Rouge<sup>506</sup>. Elle y avait passé deux nuits avant de partir pour Butare<sup>507</sup>.

#### Témoin à charge ZCC

237. D'ethnie tutsie, ZCC était volontaire de la Croix-Rouge en avril 1994<sup>508</sup>. Environ quatre jours après l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana, le témoin s'était rendu à la paroisse de Cyahinda avec des membres de la Croix-Rouge<sup>509</sup>. Il y avait vu plus de 3 000 personnes qu'on disait être des Tutsis<sup>510</sup>. Les réfugiés avaient dit aux membres de la Croix-Rouge qu'ils fuyaient les attaques lancées contre les Tutsis<sup>511</sup>.

238. Après le 10 avril mais avant le 18 avril 1994, ZCC se trouvait près des tentes de la Croix-Rouge sur la colline de Nyabidande, à quelques mètres du bureau communal<sup>512</sup>. Il avait vu « Ladislas », le bourgmestre de Nyakizu, faire monter dans son véhicule les gendarmes qui gardaient le camp de la Croix-Rouge pour les conduire à la paroisse de Cyahinda<sup>513</sup>. Le témoin

<sup>501</sup> Ibid. (p. 21 à 25, et 64), ZBK. ZBK a pu établir la distinction entre les militaires, les policiers communaux et les gendarmes. Par exemple, les gendarmes portaient des uniformes de couleur kaki et des bérets marron. Ibid. (p. 21 et 22).

<sup>502</sup> Ibid. (p. 21, 25 à 27, 64, et 67 et 68), ZBK. Selon ZBK, les gendarmes lui avaient expliqué que les objets que les militaires fixaient au bout de leurs fusils étaient des roquettes *stream*. Ibid., p. 25 à 27.

<sup>503</sup> Ibid. (p. 64), ZBK.

<sup>504</sup> Ibid. (p. 68), ZBK.

<sup>505</sup> Ibid. (p. 25, 64 et 65, et 68), ZBK.

<sup>506</sup> Ibid. (p. 27 et 28, 38, et 58), ZBK.

<sup>507</sup> Ibid. (p. 28), ZBK.

<sup>508</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 33 et 34), ZCC ; pièce à conviction P2 (fiche de renseignements personnels de ZCC).

<sup>509</sup> Ibid. (p. 34), ZCC.

<sup>510</sup> Ibid. (p. 32 à 34), ZCC. Pendant la journée, surtout les enfants et les femmes âgées, restaient dans la paroisse tandis que les hommes gardaient le bétail à l'extérieur de celle-ci. Ibid., p. 34.

<sup>511</sup> Ibid. (p. 35), ZCC.

<sup>512</sup> Ibid. (p. 37 et 47), ZCC. Les tentes les plus proches du bureau communal se trouvaient à environ trois mètres de celui-ci, et la tente qu'occupait le témoin, au milieu des autres tentes, se trouvait à environ cinq mètres.

<sup>513</sup> Ibid. (p. 36 à 39), ZCC.

avait entendu des coups de feu<sup>514</sup>. Lorsque les gendarmes étaient retournés au camp environ une heure après, ils avaient dit à ZCC et à d'autres personnes que le bourgmestre leur avait dit de tirer [sur les réfugiés]<sup>515</sup>. Ils lui avaient obéi et les réfugiés avaient riposté en lançant des pierres ; ils avaient ainsi tué l'un des gendarmes et obligé ses compagnons à battre en retraite<sup>516</sup>.

239. Le bourgmestre de Nyakizu avait, en présence du témoin et des autres volontaires de la Croix-Rouge, demandé au chef des opérations de la Croix-Rouge d'aller récupérer le corps du gendarme à la paroisse de Cyahinda<sup>517</sup>. ZCC s'était rendu à la paroisse à bord du véhicule de la commune<sup>518</sup>. Arrivé à la paroisse, il avait vu beaucoup de réfugiés tutsis blessés, qui semblaient avoir été blessés par balles<sup>519</sup>. Ils [les volontaires de la Croix-Rouge] avaient été autorisés à récupérer le corps du gendarme dénommé Musanganira qu'ils avaient trouvé en contrebas de l'église, près des homes [foyers]<sup>520</sup>. Le décès semblait dû à des traumatismes causés par des gourdins et des pierres, et non par des objets tranchants ou des balles<sup>521</sup>.

240. Un jour de fin de semaine, ZCC, un de ses collègues dénommé Alexandre et un chauffeur avaient transporté le corps du gendarme dans une voiture à la morgue de l'hôpital universitaire de Butare, à 30 ou 40 kilomètres de là<sup>522</sup>. Ils y avaient déposé le corps entre 15 heures et 16 heures<sup>523</sup>. En panne de carburant, ils avaient dû abandonner le véhicule au centre de coordination de la Croix-Rouge, et le témoin était rentré chez lui, dans le secteur de Mpare (commune de Huye)<sup>524</sup>.

241. Le lendemain matin, le témoin était revenu à Butare<sup>525</sup>. Ils avaient essayé de trouver un autre moyen pour retourner à Nyakizu parce que le véhicule n'avait toujours pas de carburant<sup>526</sup>. ZCC avait rejoint Ruwire, le chauffeur, près de l'hôtel Ibis où il faisait le plein de la Toyota Stout rouge appartenant à la commune de Nyakizu<sup>527</sup>. Ayant été ainsi ravitaillés, ils étaient partis pour le camp de l'ESO où ils avaient passé environ une heure et demie<sup>528</sup>. Ils avaient quitté l'ESO avec, à bord de la voiture, ZCC, le chauffeur, deux militaires armés de fusils, un policier communal et le bourgmestre de Nyakizu, « Ladislav », qui avait intimé l'ordre au chauffeur de

<sup>514</sup> Ibid. (p. 38 et 39), ZCC.

<sup>515</sup> Ibid. (p. 36 et 37, et 39), ZCC.

<sup>516</sup> Ibid. (p. 37 à 40), ZCC.

<sup>517</sup> Ibid. (p. 40 et 41), ZCC.

<sup>518</sup> Ibid. (p. 40 et 42), ZCC.

<sup>519</sup> Ibid. (p. 40 à 42), ZCC.

<sup>520</sup> Ibid. (p. 39 à 42), ZCC.

<sup>521</sup> Ibid. (p. 39 et 42), ZCC.

<sup>522</sup> Ibid. (p. 42), ZCC.

<sup>523</sup> Ibid. (p. 42), ZCC.

<sup>524</sup> Ibid. (p. 42 et 43), ZCC.

<sup>525</sup> Ibid. (p. 43), ZCC.

<sup>526</sup> Ibid. (p. 43), ZCC.

<sup>527</sup> Ibid. (p. 43, 45 et 69), ZCC.

<sup>528</sup> Ibid. (p. 43 et 45), ZCC.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

rouler très vite<sup>529</sup>. L'un des militaires s'était adressé à son camarade pendant le voyage en l'appelant « Monsieur CDR »<sup>530</sup>. Ils étaient arrivés au bureau communal de Nyakizu vers 10 heures et ZCC avait retrouvé sa tente de la Croix-Rouge à environ cinq mètres de là<sup>531</sup>.

242. Vers 13 heures, le témoin avait quitté sa tente pour la cour du bureau communal, quand quatre camions militaires étaient arrivés<sup>532</sup>. Deux camions, qui transportaient de 50 à 60 militaires, étaient garés près du bureau communal et deux autres avaient stationné au CERAI, à quelques mètres du bureau communal<sup>533</sup>. Les militaires portaient des tenues de combat, des uniformes élimés, des treillis ou des tenues ordinaires<sup>534</sup>. Ils étaient tous coiffés de bérêts noirs portant « l'insigne de l'Armée », ce qui permettait de ne pas les confondre avec les bérêts rouges de la gendarmerie<sup>535</sup>. Le témoin ne connaissait aucun de ces militaires ni le camp d'où ils venaient<sup>536</sup>.

243. Six militaires étaient entrés dans le bureau communal et leurs camarades étaient restés dans les véhicules<sup>537</sup>. Ils en étaient ressortis cinq minutes plus tard pour rejoindre leurs camarades, avec qui ils étaient descendus « en contrebas de la route » près d'une plantation d'avocats, et s'étaient mis à tirer sur les réfugiés et le bétail qui se trouvaient sur la colline de Cyahinda, ce qui avait poussé ceux-ci à fuir et à se réfugier dans l'église<sup>538</sup>. Armés de fusils de type *self-loading* [qui tiraient 24 balles] ou de type « *NATO* » qui en tiraient 30, les militaires poursuivaient leur avance dans la vallée vers l'église et les bâtiments de la paroisse de Cyahinda et tiraient sur les Tutsis qui s'y trouvaient<sup>539</sup>. Selon les estimations du témoin, la paroisse de Cyahinda était située à une distance équivalant à environ une fois et demie la largeur d'un terrain de football, soit à environ 120 mètres, à vol d'oiseau, du bureau communal<sup>540</sup>.

244. À un moment donné des affrontements, ZCC avait suivi les gendarmes positionnés près des tentes de la Croix-Rouge et qui se déplaçaient vers la paroisse de Cyahinda<sup>541</sup>. Le témoin avait vu les gendarmes, les *Interahamwe* et les réfugiés burundais « achev[er] » les réfugiés avec

<sup>529</sup> Ibid. (p. 45 et 46), ZCC.

<sup>530</sup> Ibid. (p. 46), ZCC.

<sup>531</sup> Ibid. (p. 46), ZCC. Arrivé à ce point de sa déposition, ZCC n'avait fait mention que des « policiers communaux » qui étaient descendus du véhicule au bureau communal, sans parler des militaires.

<sup>532</sup> Ibid. (p. 47), ZCC.

<sup>533</sup> Ibid. (p. 47, et 49 et 50), ZCC. ZCC a estimé qu'un camion pouvait transporter une trentaine de militaires.

<sup>534</sup> Ibid. (p. 51), ZCC.

<sup>535</sup> Id.

<sup>536</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 51 et 52), ZCC.

<sup>537</sup> Ibid. (p. 47), ZCC.

<sup>538</sup> Ibid. (p. 36, et 46 à 48), ZCC. ZCC a affirmé que les militaires avaient commencé à tirer quand, selon son estimation, ils se trouvaient à cinq mètres du bureau communal. Ibid., p. 48.

<sup>539</sup> Ibid. (p. 36, 47 et 48, 50 et 51 (les armes n'étaient pas fixes), et 52 et 53), ZCC.

<sup>540</sup> Ibid. (p. 47 et 48, et 70 et 71), ZCC.

<sup>541</sup> Ibid. (p. 36 et 52), ZCC.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

de petites haches, des houes, des épées et des massues<sup>542</sup>. Après l'attaque, les militaires étaient revenus au bureau communal avant d'en partir vers 17 h 30<sup>543</sup>. Quand l'attaque avait baissé en intensité, le témoin était resté dans les tentes de la Croix-Rouge jusqu'à l'arrivée des *Inkotanyi*<sup>544</sup>. Les traces des explosions de grenades et les impacts de balles étaient visibles sur les bâtiments de la paroisse<sup>545</sup>. Il n'y avait eu aucun survivant à la paroisse de Cyahinda<sup>546</sup>.

#### Témoin à charge GEN

245. En avril 1994, GEN, d'ethnie tutsie, travaillait à la paroisse de Cyahinda qui est située dans une zone boisée et entourée des collines de Rukugutu et Nyabidande, de part et d'autre<sup>547</sup>. Le vendredi 15 avril à 8 heures, le témoin, son mari, une nièce et un neveu avaient fui les attaques dans sa localité<sup>548</sup>. Ils étaient arrivés à la paroisse de Cyahinda vers 10 heures et ils avaient trouvé près de 10 000 réfugiés éparpillés sur tout le complexe de la paroisse et dans les bois environnants<sup>549</sup>. Il s'agissait, pour la plupart, d'enfants, de jeunes adultes et de personnes âgées, et de très peu d'hommes adultes<sup>550</sup>. Les réfugiés avaient dit au témoin qu'ils étaient des personnes déplacées en provenance des communes environnantes de Rushishi, Nyirera et Kibeho, ayant fui les attaques lancées contre les Tutsis<sup>551</sup>.

246. À son arrivée à la paroisse, GEN avait aussi vu Ladislas Ntaganzwa, le bourgmestre de Nyakizu, accompagné de gendarmes munis d'armes à feu, vêtus d'uniformes kaki et coiffés de bérets rouges<sup>552</sup>. À l'aide d'un microphone, Ntaganzwa avait compté de un à trois, et à trois, GEN avait entendu des coups de feu<sup>553</sup>. Elle s'était cachée derrière une salle de classe et après une trentaine de minutes le bourgmestre et deux gendarmes s'étaient retrouvés près d'elle<sup>554</sup>. Ntaganzwa avait donné l'ordre aux gendarmes de la tuer, mais un des gendarmes qu'elle avait aidé pendant qu'il était à l'école s'y était opposé<sup>555</sup>.

<sup>542</sup> Ibid. (p. 36 et 37, et 52), ZCC. En relatant l'attaque lancée par les militaires, ZCC a dit, dans un premier temps, que « les gendarmes n'ont pas tiré » (p. 37), avant d'ajouter plus loin qu'ils « ne faisaient rien » pendant l'attaque (p. 52).

<sup>543</sup> Ibid. (p. 49 et 52), ZCC.

<sup>544</sup> Ibid. (p. 49 et 53), ZCC.

<sup>545</sup> Ibid. (p. 52), ZCC.

<sup>546</sup> Ibid. (p. 52 et 53), ZCC.

<sup>547</sup> Ibid. (p. 76 et 77) et CRA, 19 janvier 2011 (p. 2 et 7), GEN ; pièce à conviction P3 (fiche de renseignements personnels de GEN). La ville de Butare était située à environ 45 kilomètres de la paroisse de Cyahinda. CRA, 18 janvier 2011 (p. 77).

<sup>548</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 78) et 19 janvier 2011 (p. 2 et 3), GEN.

<sup>549</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 3), GEN.

<sup>550</sup> Ibid. (p. 4), GEN.

<sup>551</sup> Ibid. (p. 3 et 4), GEN.

<sup>552</sup> Ibid. (p. 4 et 5), GEN.

<sup>553</sup> Ibid. (p. 5), GEN.

<sup>554</sup> Ibid. (p. 6), GEN.

<sup>555</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

247. La nuit tombée, GEN s'était cachée dans une étable. Le lendemain, elle avait vu de nombreux réfugiés blessés, ainsi que des cadavres<sup>556</sup>. Elle avait passé la nuit à la paroisse<sup>557</sup>. Le lendemain 17 avril 1994, vers 14 heures, des personnes en treillis militaire et postées sur la colline de Rukugutu avaient tiré sur le témoin et d'autres réfugiés à la paroisse de Cyahinda<sup>558</sup>. Les réfugiés avaient également été visés par des tirs provenant de la colline de Nyabidande située de l'autre côté de la paroisse et où se trouvait le bureau communal de Nyakizu<sup>559</sup>.

248. Ce jour là, le témoin s'était enfui vers le mont Nyakizu et les tirs s'étaient poursuivis jusque dans la soirée<sup>560</sup>. Le lendemain matin, entre 9 heures et 10 heures, ils avaient repris, et le témoin avait, de sa position sur la colline de Nyakizu, entendu des explosions et vu des flammes et de la poussière<sup>561</sup>. L'impact des projectiles sur les murs de l'église était visible<sup>562</sup>. Des survivants avaient dit au témoin que des cadavres avaient été retrouvés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments de la paroisse<sup>563</sup>. Elle avait quitté la colline de Nyakizu l'après-midi vers 15 heures<sup>564</sup>. Elle avait appris plus tard qu'après sa fuite vers le mont Nyakizu, Jean Baptiste Habyalimana, préfet de Butare, était venu à la paroisse de Cyahinda<sup>565</sup>.

#### Témoin à charge XAG

249. D'ethnie hutue, XAG était gendarme en service au camp de Tumba à Butare en avril 1994<sup>566</sup>. Ses collègues lui avaient dit que des gendarmes étaient chargés de protéger les réfugiés de Gikongoro installés à la paroisse de Cyahinda<sup>567</sup>. Lorsqu'un gendarme était entré dans le complexe, les réfugiés l'avaient désarmé et tué<sup>568</sup>. Les autorités civiles et militaires avaient tenu une réunion et récupéré son cadavre le jour, ou la veille, de l'arrivée à Butare du Président Théodore Sindikubwabo<sup>569</sup>.

<sup>556</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 6 et 7), GEN.

<sup>557</sup> Ibid. (p. 7), GEN.

<sup>558</sup> Ibid. (p. 7 et 8), GEN.

<sup>559</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 77) et 19 janvier 2011 (p. 7 et 8), GEN. Selon GEN, à partir du bureau communal, il était possible de voir quelqu'un qui se trouvait au complexe de la paroisse de Cyahinda. CRA, 18 janvier 2011 (p. 77).

<sup>560</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 75), et 19 janvier 2011 (p. 8), GEN.

<sup>561</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 8 et 9), GEN.

<sup>562</sup> Ibid. (p. 9), GEN.

<sup>563</sup> Ibid. (p. 8), GEN.

<sup>564</sup> Ibid. (p. 9), GEN.

<sup>565</sup> Ibid. (p. 10), GEN.

<sup>566</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 29), XAG ; pièce à conviction P8 (fiche de renseignements personnels de XAG).

<sup>567</sup> Ibid. (p. 29 et 30), XAG.

<sup>568</sup> Ibid. (p. 30), XAG.

<sup>569</sup> Id. Selon XAG, le commandant du camp de gendarmerie de Tumba avait envoyé un représentant avec la délégation qui avait récupéré le corps du gendarme à la paroisse de Cyahinda (p. 40).



Témoin à décharge Jean Marie Vianney Mushi

250. D'ethnie hutue, Mushi vivait sur la colline de Rukugutu, à une centaine de mètre du centre commercial de Cyahinda et à 300 mètres de la paroisse de Cyahinda<sup>570</sup>. Sa maison et la paroisse de Cyahinda se trouvaient à environ un kilomètre du bureau communal de Nyakizu<sup>571</sup>.

251. Cinq ou sept jours environ après que l'avion du Président Juvénal Habyarimana eut été abattu, les réfugiés avaient commencé à affluer à la paroisse de Cyahinda<sup>572</sup>. Le témoin s'était rendu à la paroisse au cours des trois premiers jours et avait discuté avec les réfugiés dont le nombre avait fini par atteindre plusieurs milliers<sup>573</sup>. Il avait appris que les Tutsis fuyaient les attaques lancées dans les localités voisines, comme la commune de Mubuga<sup>574</sup>.

252. Le témoin avait appris que trois ou quatre jours après l'arrivée des premiers réfugiés, les réfugiés avaient tué deux gendarmes et blessé le bourgmestre<sup>575</sup>. Des rumeurs s'étaient répandues selon lesquelles des membres de « l'armée de Kagame », armés de fusils, s'étaient glissés parmi les réfugiés de la paroisse<sup>576</sup>. Le lendemain, il avait vu des véhicules traverser le centre commercial de Cyahinda, y compris un véhicule de la commune transportant des policiers communaux et des gendarmes<sup>577</sup>. Les gens avaient pu identifier le préfet de Butare et un « militaire » dans le convoi<sup>578</sup>. Une vingtaine de minutes plus tard, Mushi avait vu les véhicules revenir de la paroisse<sup>579</sup>. Il avait appris que le préfet avait essayé de négocier avec les réfugiés, mais que ceux-ci avaient refusé de rendre les corps des gendarmes<sup>580</sup>.

253. Le lendemain entre 13 heures et 14 heures, Mushi, qui se tenait à deux ou trois mètres de la route avait vu un camion découvert, transportant une trentaine de gendarmes et une dizaine de policiers communaux, sur la route principale qui traverse le centre commercial, se diriger vers la

<sup>570</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 30 et 31, et 40 et 41), témoin Mushi ; pièce à conviction D27 (fiche de renseignements personnels de Mushi).

<sup>571</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 30 et 31, et 40 et 41), témoin Mushi. Il a indiqué que l'on pouvait bien voir la paroisse de Cyahinda à partir du bureau communal (p. 40). Les positions de sa maison, de la paroisse de Cyahinda et du bureau communal de Nyakizu formaient un « triangle » (p. 30 et 41).

<sup>572</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 32 et 33), témoin Mushi. Il a indiqué que les réfugiés étaient si nombreux qu'ils avaient dans un premier temps occupé la paroisse de Cyahinda, ensuite l'école primaire et l'école secondaire, et enfin le couvent des sœurs.

<sup>573</sup> Ibid. (p. 33, et 43 à 46), Mushi.

<sup>574</sup> Ibid. (p. 32, 42, 44, et 53 et 54), témoin Mushi. Il avait trouvé à la paroisse de Cyahinda la marraine de sa sœur et d'autres familles avec qui il s'était entretenu (p. 44 et 53).

<sup>575</sup> Ibid. (p. 34 et 42), témoin Mushi.

<sup>576</sup> Id.

<sup>577</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 35 à 37), témoin Mushi.

<sup>578</sup> Ibid. (p. 35 et 36), témoin Mushi.

<sup>579</sup> Ibid. (p. 36), témoin Mushi.

<sup>580</sup> Ibid. (p. 35), témoin Mushi.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

paroisse de Cyahinda<sup>581</sup>. Il connaissait les gendarmes, car ils étaient stationnés à environ un kilomètre de chez lui et ils lui avaient même donné du riz<sup>582</sup>. Il connaissait aussi les policiers communaux<sup>583</sup>. Le camion était rentré de la paroisse à vide<sup>584</sup>.

254. À partir de 19 heures environ, Mushi avait entendu des tirs dans les environs de la paroisse de Cyahinda, tirs qui s'étaient poursuivis dans la nuit jusque vers 2 heures ou 3 heures du matin<sup>585</sup>. Cette nuit-là, effrayés, Mushi et tous ceux qui se trouvaient sur la colline de Rukugutu étaient partis pour une autre colline dont il n'a pas indiqué le nom<sup>586</sup>. Le lendemain matin, témoin Mushi et les autres étaient restés sur cette colline parce qu'ils entendaient des tirs et voyaient les réfugiés se faire attaquer sur la colline de Nyakizu<sup>587</sup>. Il avait vu des réfugiés burundais et des civils armés de machettes, ainsi que des gendarmes passer près de lui pour se diriger vers la colline de Nyakizu<sup>588</sup>. Les tirs avaient cessé entre midi et 13 heures<sup>589</sup>. En revenant de la colline de Nyakizu, les gendarmes et « d'autres personnes » avaient dit à Mushi et à d'autres personnes qui avaient fui, qu'ils pouvaient retourner chez eux en toute sécurité<sup>590</sup>. Les attaques de moindre intensité s'étaient poursuivies pendant deux ou trois jours<sup>591</sup>. Après l'arrêt des violences, témoin Mushi s'était rendu à la paroisse de Cyahinda<sup>592</sup>. Il avait vu des cadavres, il avait peur, et il était reparti<sup>593</sup>.

#### Témoin à décharge ZML10

255. D'ethnie hutue, ZML10 travaillait dans une école en 1994 et résidait dans la commune de Nyakizu, à environ huit à dix kilomètres de Cyahinda<sup>594</sup>. Pendant les jours qui avaient suivi

<sup>581</sup> Ibid. (p. 36 et 37, et 54), témoin Mushi.

<sup>582</sup> Ibid. (p. 53), témoin Mushi. La police communale ne portait pas de béret, les gendarmes étaient coiffés de bérets rouges et les militaires portaient des bérets noirs ou des casques métalliques (p. 36 et 46). Voir aussi p. 52 et 53 (selon le témoin, lorsqu'il a déposé dans l'affaire *Nsengimana*, il ne savait pas avec certitude si c'étaient des policiers communaux ou des gendarmes qui étaient venus à *Christ-Roi* ; il explique que cette incertitude est due au fait qu'il n'avait pas observé les forces de sécurité pendant longtemps et, même s'il n'était pas très sûr à cette époque-là des différences entre les uniformes, aujourd'hui il connaît bien les différents uniformes des forces de sécurité).

<sup>583</sup> Ibid. (p. 46), témoin Mushi.

<sup>584</sup> Ibid. (p. 36 et 54), témoin Mushi.

<sup>585</sup> Ibid. (p. 37 et 38), témoin Mushi.

<sup>586</sup> Ibid. (p. 54), témoin Mushi.

<sup>587</sup> Ibid. (p. 37 et 38), témoin Mushi.

<sup>588</sup> Id.

<sup>589</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 38 et 54), témoin Mushi.

<sup>590</sup> Ibid. (p. 39 et 54), témoin Mushi.

<sup>591</sup> Ibid. (p. 38), témoin Mushi.

<sup>592</sup> Ibid. (p. 39), témoin Mushi.

<sup>593</sup> Ibid. (p. 39), témoin Mushi.

<sup>594</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 4 et 5, et 17 (huis clos)), ZML10 ; pièce à conviction D30 (fiche de renseignements personnels de ZML10). Celui-ci a été arrêté en 1997 pour sa participation au génocide (p. 10 et 11, et 23 à 25). En

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana, les Tutsis des communes avoisinantes et de la localité où résidait ZML10 avaient été attaqués, ce qui avait poussé nombre d'entre eux à se réfugier à la paroisse de Cyahinda.<sup>595</sup>

256. Vers le 14 avril 1994, ZML10 avait appris que de nombreux réfugiés étaient arrivés à la paroisse de Cyahinda, qu'ils avaient tué deux gendarmes et blessé le bourgmestre<sup>596</sup>. Quatre ou cinq jours après avoir appris cette information, vers 10 ou 11 heures, le témoin et de sept à dix de ses voisins hutus étaient partis à pied pour la paroisse afin de participer aux attaques contre les Tutsis déplacés qui s'y trouvaient<sup>597</sup>. Certains des Hutus étaient armés de machettes ou de pierres<sup>598</sup>.

257. Ils étaient arrivés au centre commercial de Cyahinda entre 14 et 15 heures<sup>599</sup>. ZML10 et cinq ou six autres membres du groupe de départ avaient ensuite traversé la rivière et s'étaient dirigés vers le bureau communal où le témoin avait vu un véhicule militaire vide ainsi que la camionnette rouge de la commune<sup>600</sup>. Entre 15 h 30 et 16 h 30, ils avaient entendu des coups de feu provenant de la paroisse de Cyahinda et avaient décidé de s'y rendre<sup>601</sup>.

258. Arrivé à la paroisse de Cyahinda, le témoin avait vu de près des gendarmes coiffés de bérêts rouges qui tiraient sur les réfugiés, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants tutsis<sup>602</sup>. Les gendarmes étaient répartis entre plusieurs groupes ; en se basant sur les coups de feu qu'il entendait, le témoin a estimé que leur nombre était compris entre 20 et 30<sup>603</sup>. ZML10, armé d'une massue, avait participé aux attaques contre les Tutsis qui étaient perçus comme étant des *Inkotanyi*<sup>604</sup>. Il n'était pas entré dans l'église, mais il avait fait le tour du bâtiment, ainsi que de la « bananeraie des sœurs »<sup>605</sup>. De nombreux assaillants civils avaient participé à l'attaque,

---

2001, il a plaidé coupable et a comparu devant une juridiction *gacaca* en 2008 (p. 11). Il a été libéré parce que la durée de sa détention avait déjà excédé la peine qui lui avait été infligée (p. 11).

<sup>595</sup> Ibid. (p. 19 et 20, et 23 et 24), ZML10.

<sup>596</sup> Ibid. (p. 5 à 7, 22 et 23), ZML10.

<sup>597</sup> Ibid. (p. 5 à 7, 21, et 23 à 27), ZML10.

<sup>598</sup> Ibid. (p. 7), ZML10.

<sup>599</sup> Ibid. (p. 7, 21 et 24), ZML10.

<sup>600</sup> Ibid. (p. 8, 10, 24 et 29), ZML10. Le témoin a indiqué que l'on pouvait bien voir la paroisse de Cyahinda depuis le bureau communal de Nyakizu (p. 19).

<sup>601</sup> Ibid. (p. 8 et 9, 21, et 29 à 31), ZML10.

<sup>602</sup> Ibid. (p. 9 et 10, 19 et 20, 27 et 28, et 30 et 31), ZML10. Le témoin a identifié un des gendarmes comme étant Abraham Ruvuragabo (p. 9 et 31).

<sup>603</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 10, et 29 et 30 (sic)), ZML10.

<sup>604</sup> Ibid. (p. 9 et 10, 21 à 27, 29 et 30, et 32), ZML10.

<sup>605</sup> Ibid. (p. 27), ZML10.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

mais le témoin n'avait vu aucun militaire<sup>606</sup>. Il s'en était allé vers 18 heures<sup>607</sup>. Il pouvait encore entendre des tirs après son départ de la paroisse et pensait que l'attaque allait s'intensifier<sup>608</sup>.

#### Témoin à décharge RWV09

259. D'ethnie hutue, RWV09 était sous-lieutenant. IP avait été affecté vers le 13 ou le 14 avril 1994 au camp de l'ESO et y résidait<sup>609</sup>. Il avait appris que des violences avaient opposé des gendarmes aux autorités tutsies et aux réfugiés tutsis rassemblés à la paroisse de Cyahinda<sup>610</sup>. Le 17 avril, Nizeyimana et le préfet de Butare faisaient partie d'une délégation qui s'était rendue à la paroisse pour enquêter sur ces troubles<sup>611</sup>. Nizeyimana et un groupe de militaires étaient chargés d'assurer la sécurité du préfet lors de cette mission<sup>612</sup>. Nizeyimana était revenu au camp vers 18 heures et le témoin n'avait pas entendu dire que des violences quelconques avaient marqué cette mission<sup>613</sup>.

260. RWV09 savait qu'aucun des camions de l'ESO n'avait quitté le camp le 18 avril 1994<sup>614</sup>. De même, il avait entendu dire que des gendarmes du camp de gendarmerie de Tumba avaient été envoyés à la paroisse de Cyahinda pour assurer la sécurité, mais il a nié que des militaires de l'ESO y eussent aussi été déployés<sup>615</sup>.

#### Témoin à décharge Thomas Ruzindana

261. D'ethnie hutue, le témoin Ruzindana était en avril 1994 élève sous-officier dans un peloton dirigé par Ndayambaje<sup>616</sup>. Il a généralement rappelé qu'entre le 15 et le 17 avril, Nizeyimana avait effectué une mission de pacification à Cyahinda<sup>617</sup>. Nizeyimana était accompagné d'un civil dont le témoin ne se souvenait plus du nom<sup>618</sup>. Ruzindana n'a ni vu ni appris que deux à quatre camions remplis de militaires étaient partis à Cyahinda<sup>619</sup>. De même, il n'était pas au courant ni avait jamais entendu dire que deux à quatre camions chargés de

<sup>606</sup> Ibid. (p. 10, 22 et 29), ZML10. Le témoin ne savait pas ce qui se passait sur la colline de Rukugutu, (p. 29).

<sup>607</sup> Ibid. (p. 9 et 10, et 21), ZML10.

<sup>608</sup> Ibid. (p. 10, 21, et 31 et 32), ZML10.

<sup>609</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 9 et 10, et 26 (huis clos), et 42), RWV09 ; pièce à conviction D58 (fiche de renseignements personnels de RWV09).

<sup>610</sup> Ibid. (p. 14 et 49 (huis clos)), RWV09.

<sup>611</sup> Ibid. (p. 10, 12, et 14 (huis clos), et 33), RWV09.

<sup>612</sup> Ibid. (p. 14 (huis clos) et 21), RWV09.

<sup>613</sup> Id.

<sup>614</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 14 et 49 (huis clos)), RWV09.

<sup>615</sup> Ibid. (p. 33, et 49 et 51 (huis clos)), RWV09.

<sup>616</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011, (p. 25 à 27), témoin Ruzindana ; pièce à conviction D52 (fiche de renseignements personnels du témoin Ruzindana). Quand il était venu déposer au Tribunal, le témoin résidait à Kibungo (Rwanda) (p. 25).

<sup>617</sup> Ibid. (p. 31), témoin Ruzindana.

<sup>618</sup> Id.

<sup>619</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011. (p. 32), témoin Ruzindana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

militaires de l'ESO avaient été envoyés du camp de l'ESO et avaient attaqué des milliers de « personnes » [traduction] à la paroisse.<sup>620</sup>

#### Témoins à décharge OUV03 et CKN10

262. D'ethnie hutue, OUV03 et CKN10 étaient des militaires en service à l'ESO en avril 1994<sup>621</sup>. Nizeyimana avait confié à OUV03 le 17 avril qu'il comptait se rendre à la paroisse de Cyahinda (commune de Nyakizu), accompagné de militaires de rang subalterne de l'ESO<sup>622</sup>.

263. Le 17 avril 1994, CKN10 était en faction à l'entrée principale de l'ESO à partir de 16 heures<sup>623</sup>. À son arrivée à ce poste, il avait reçu un message à transmettre à Nizeyimana qui n'avait pas passé la nuit à l'ESO pour cause de mission à Cyahinda<sup>624</sup>. Ce jour là, Nizeyimana était rentré au camp entre 18 h 30 et 19 heures<sup>625</sup>.

264. CKN10, qui était resté de faction jusqu'à 16 heures le lendemain, n'avait pas vu de militaires de l'ESO passer par son poste de garde à bord d'un camion<sup>626</sup>. OUV03 a dit qu'il pensait qu'il y avait trois camions de marque Mercedes-Benz à l'ESO, et CKN10 pensait qu'il y en avait trois ou quatre<sup>627</sup>.

#### Témoin à décharge Valens Hahirwa

265. Au moment où il a déposé dans la présente affaire, Hahirwa était enquêteur dans l'équipe de défense de Nizeyimana<sup>628</sup>. La paroisse de Cyahinda se trouvait à 46 kilomètres, par la route, de l'hôtel Faucon à Butare<sup>629</sup>. Le bureau communal de Nyakizu se trouvait à 44 kilomètres<sup>630</sup>. Il lui avait fallu 15 minutes pour aller à pied du bureau communal à la paroisse de Cyahinda, en empruntant un itinéraire moins direct<sup>631</sup>. Il avait pris une photo de la paroisse depuis le bureau

<sup>620</sup> Id.

<sup>621</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 61 à 63 (huis clos)), OUV03 ; pièce à conviction D51 (fiche de renseignements personnels d'OUV03) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 36), CKN10 ; pièce à conviction D50 (fiche de renseignements personnels de CKN10).

<sup>622</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 40 et 41) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 10 et 11), OUV03.

<sup>623</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 46) et 30 mai 2011 (p. 51), CKN10.

<sup>624</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 46), CKN10.

<sup>625</sup> Id.

<sup>626</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 46 et 47), CKN10.

<sup>627</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 41) et 30 mai 2011 (p. 8), OUV03.

<sup>628</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 57 et 58) et 14 juin 2011 (p. 3 et 4), témoin Hahirwa ; pièce à conviction D28 (fiche de renseignements personnels du témoin Hahirwa).

<sup>629</sup> CRA, 14 juin 2011 (p. 8), témoin Hahirwa.

<sup>630</sup> Id.

<sup>631</sup> CRA, 14 juin 2011 (p. 12), témoin Hahirwa.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

communal, photo qui a été admise en preuve comme pièce à conviction à décharge D66 B), et a indiqué à la Chambre qu'il n'avait pas vue sur l'église de là où il avait pris la photo<sup>632</sup>.

### *Délibérations*

266. Il ressort des éléments de preuve versés au dossier que dans les jours qui ont suivi l'assassinat du Président Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994, les civils tutsis principalement avaient fui les attaques lancées dans les communes voisines de Nyakizu et convergé vers la paroisse de Cyahinda, un vaste complexe. Selon les estimations fournies à la Chambre par divers témoins, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants déplacés occupaient les installations de la paroisse.

267. En outre, il ressort des témoignages à décharge que pendant le deuxième tiers du mois d'avril 1994, probablement le 15 avril, le bourgmestre de Nyakizu, Ladislas Ntaganzwa, avait conduit des gendarmes au complexe de la paroisse de Cyahinda. Ces gendarmes avaient attaqué les déplacés qui y étaient installés, mais ceux-ci avaient riposté, tué au moins deux gendarmes et blessé le bourgmestre. Par la suite, une délégation du comité préfectoral de sécurité, dont le préfet tutsi de Butare, Jean Baptiste Habyalimana, et Nizeyimana, était venue à la paroisse de Cyahinda pour rencontrer les réfugiés. Enfin, les témoignages entendus permettent d'établir sans conteste qu'une attaque de grande envergure avait été lancée par les miliciens et les forces de sécurité contre les personnes réfugiées à la paroisse de Cyahinda. Des milliers de ceux-ci avaient été tués, principalement des Tutsis, et leurs corps gisaient éparpillés partout dans le complexe. Les survivants s'étaient enfuis.

268. Dans ce contexte, le Procureur entend tenir Nizeyimana responsable de l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda « le 18 avril 1994 ou vers cette date ». Il allègue que des militaires servant au sein des sections de l'ESO et « autres » ont exécuté l'ordre ainsi donné ; ce qui a entraîné le meurtre de milliers de civils tutsis par « des militaires, des miliciens et des civils armés »<sup>633</sup>. Au soutien de sa thèse, le Procureur invoque principalement les dépositions de ZBK, ZCC et GEN, qui ont tous dit à la barre que des militaires avaient participé à l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda. De plus, le témoin à charge Analet Dufitumukiza, un gendarme qui avait reçu pour mission de récupérer ses compagnons au bureau communal de Nyakizu, avait vu l'adjudant-chef Kanyashyamba à la tête d'un groupe de quelque 11 militaires et d'assaillants civils également lors des attaques lancées contre la paroisse. Le Procureur s'appuie aussi sur des preuves indirectes établissant que le bourgmestre de Nyakizu s'était rendu à l'ESO avant cette attaque. Pour étayer l'identification des militaires de l'ESO par Dufitumukiza, il s'appuie sur des preuves établissant que Kanyashyamba était le subordonné de Nizeyimana et avait été affecté dans la région.

<sup>632</sup> Ibid. (p. 9 à 11), témoin Hahirwa. Voir aussi la pièce à conviction D66 B) (photo de la paroisse de Cyahinda prise depuis le bureau communal de Nyakizu). La paroisse de Cyahinda est entourée d'un cercle sur la photo.

<sup>633</sup> Acte d'accusation, par. 13 ii).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

269. La Défense admet qu'une attaque de grande envergure avait eu lieu après le meurtre de gendarmes et la blessure infligée au bourgmestre de Nyakizu. Elle a cependant cité à la barre des témoins pour réfuter la participation des militaires, et encore moins des militaires de l'ESO, à ladite attaque. Elle fait valoir que les dépositions des témoins à charge, prises individuellement ou collectivement, ne sont pas crédibles.

270. Tenant compte des allégations faites dans l'acte d'accusation et des dépositions, la Chambre considère devoir fixer une norme – seuil pour déterminer si les militaires (et tout particulièrement ceux de l'ESO) ont participé aux dernières attaques lancées contre la paroisse de Cyahinda. De plus, elle entend examiner le rôle joué par Nizeyimana dans cette attaque, si tant est qu'il y en ait joué un. Par souci de clarté, la Chambre va dans un premier temps résumer succinctement les témoignages à charge concernant les attaques lancées contre la paroisse de Cyahinda. Ensuite, elle examinera les objections soulevées à l'encontre de la crédibilité de l'ensemble des témoins à charge, et se penchera ensuite sur les contradictions alléguées dans les dépositions de chacun de ces témoins, ainsi que sur les contradictions alléguées par rapport à leurs déclarations antérieures. Elle évaluera collectivement la force probante des dépositions à charge à la lumière des dépositions à décharge. Enfin, elle recherchera si les témoignages permettent de conclure à l'implication de Nizeyimana dans l'attaque. Bien qu'articulée séparément, l'analyse figurant dans chaque section est éclairée par celle des autres sections.

#### *i) Introduction*

271. ZBK et GEN ont fait des récits de première main sur la participation des militaires à une attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda vers le 17 avril 1994. ZCC a également apporté un témoignage direct sur la participation des militaires à l'attaque lancée contre la paroisse au lendemain d'un jour de weekend à la mi-avril. De plus, le témoin Dufitumukiza a affirmé qu'il avait vu des militaires attaquer la paroisse de Cyahinda le 19 avril et précisé que les militaires de l'ESO y participaient. ZBK, ZCC et Dufitumukiza ont tous fourni des témoignages de première main sur l'attaque lancée par les militaires alors qu'ils se trouvaient dans les environs immédiats du bureau communal de Nyakizu, situé sur la colline de Nyibadande. GEN a vécu l'attaque d'abord de l'intérieur des bâtiments de la paroisse de Cyahinda, ensuite depuis la colline de Nyakizu.

#### *ii) Objections soulevées contre la crédibilité générale*

272. D'emblée, la Défense ne conteste pas le témoignage de GEN<sup>634</sup>. Par ailleurs, la Chambre n'a aucun doute quant à la crédibilité générale de ZBK, ZCC ou GEN. Ils ne sont pas des complices et ils n'ont aucun intérêt apparent à impliquer Nizeyimana.

---

<sup>634</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 335 (elle se contente de résumer la déposition de GEN sans la réfuter).

273. Pour ce qui est de Dufitumukiza, la Chambre n'a aucun motif évident de douter de sa crédibilité générale. Le poste qu'occupait le témoin au camp de gendarmerie de Tumba ne fait l'objet d'aucune contestation, et sa déposition, examinée à la lumière d'autres témoignages relatifs au camp de gendarmerie de Tumba, corrobore solidement qu'il était affecté à ce camp. De même, il n'était pas détenu lorsqu'il a déposé. Il avait comparu au banc des accusés devant une juridiction *gacaca* du Rwanda en 2006, mais rien ne permet d'établir que, lors de sa déposition devant le Tribunal à Arusha, une procédure était en cours contre lui au Rwanda pour participation au génocide<sup>635</sup>. Une fois de plus, la Chambre estime que le témoin n'a aucun intérêt apparent à impliquer Nizeyimana.

274. La Défense soutient néanmoins que Dufitumukiza s'est servi de sa déposition dans la présente affaire pour faire porter aux militaires de l'ESO la responsabilité de l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda par les gendarmes du camp de gendarmerie de Tumba<sup>636</sup>. Le caractère fallacieux de cet argument a été mis à nu par la Défense elle-même. Lors de son contre-interrogatoire, le témoin Dufitumukiza a confirmé qu'il avait fait au Rwanda un témoignage qui avait permis de condamner le commandant de la brigade de gendarmerie de Tumba, Cyriaque Habyarabatuma, pour son rôle dans le massacre commis à la paroisse de Cyahinda<sup>637</sup>. Dans ces conditions, rien ne permet de laisser entendre que Dufitumukiza tente à présent de faire porter la responsabilité de ces attaques des gendarmes aux militaires de l'ESO ou à Nizeyimana.

*iii) Contradictions qui auraient été relevées dans les dépositions à charge et contradictions alléguées par rapport aux déclarations antérieures*

275. Quant aux contradictions qu'on relèverait dans les dépositions des témoins à charge et aux contradictions alléguées par rapport à leurs déclarations antérieures, la Défense a soulevé des objections contre la déposition de ZBK<sup>638</sup>. En particulier, elle a soumis à ZBK sa déclaration

<sup>635</sup> Pièce à conviction P5 (fiche de renseignements personnels du témoin Dufitumukiza) ; CRA, 20 janvier 2011, p. 35.

<sup>636</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 322 et 347 à 353.

<sup>637</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 34, et 56 à 58), témoin Dufitumukiza.

<sup>638</sup> La Défense fait valoir que la déposition de ZBK décrivant les circonstances dans lesquelles elle était arrivée au bureau communal ne concorde pas avec la déclaration qu'elle avait faite aux enquêteurs du Tribunal en novembre 1996. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 345. Ayant examiné tous les témoignages pertinents, la Chambre estime qu'il n'y a pas de divergence importante entre son témoignage en interrogatoire principal et sa déclaration de 1996. On peut dire que son interrogatoire principal, qui a été mené par un substitut du Procureur, est moins détaillé. Quant à son contre-interrogatoire, il a simplement confirmé les détails qu'on trouve dans sa déclaration. Comparer la déposition de ZBK (CRA, 19 janvier 2011), pages 15 et 16, avec les pages 53 à 60. De même, la Défense soutient qu'il ressort du témoignage de ZBK que ce sont des gendarmes et non des militaires qui avaient participé à l'attaque, puisqu'elle a dans un premier temps décrit comment les gendarmes accrochaient des grenades au bout de leurs fusils. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 341. La Chambre estime que ZBK a expliqué clairement qu'elle avait vu des militaires fixer quelque chose au bout de leurs fusils et que les gendarmes avaient répondu à ses demandes d'explication. CRA, 19 janvier 2011 (p. 26, 64, et 67 et 68). Ces objections ne jettent pas un doute raisonnable sur la déposition de ZBK.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

faite en 1996 aux enquêteurs du Tribunal, selon laquelle, dans la nuit du 15 avril 1994, le bourgmestre était venu chercher son épouse au bureau communal et avait demandé au témoin d'y rester. « [Elle avait été] mise derrière son bureau [du bourgmestre], dans une tente de la Croix-Rouge »<sup>639</sup>.

276. ZBK a indiqué qu'on avait mal consigné ses dires et elle s'en est tenue à ce qu'elle avait dit à la barre, à savoir qu'elle était restée au bureau communal et n'était pas allée dans la tente attenante de la Croix-Rouge avant le 19 avril 1994<sup>640</sup>. Dans la mesure où il y a des divergences entre la déclaration de 1996 et la déposition du témoin devant le Tribunal, la Chambre estime qu'elles ne portent pas à conséquence<sup>641</sup>. Par ailleurs, la déclaration de 1996 est ambiguë sur le point de savoir si le témoin avait quitté le bureau communal cette nuit-là ou plus tard<sup>642</sup>. La Chambre estime que cette divergence alléguée est sans incidence sur la fiabilité du témoin ou la crédibilité de la déposition.

277. À propos de ZCC, la Défense fait valoir que sa déposition relève du [traduction] « pur fantasme ». Elle relève en particulier la description que fait ZCC de l'endroit où les militaires avaient commencé à tirer sur la paroisse de Cyahinda et la position du témoin lors de cette attaque<sup>643</sup>. Comme elle l'indique ci-après plus en détail, la Chambre considère que la description faite par ZCC de l'arrivée des militaires au bureau communal de Nyakizu, de leur départ en direction de la paroisse de Cyahinda et des tirs dirigés sur celle-ci est crédible et convaincante. Elle estime que la confusion relativement aux autres aspects de son récit de l'attaque ne suscite pas de doute sur ce qu'il avait pu voir depuis le bureau communal de Nyakizu<sup>644</sup>.

<sup>639</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 54 et 55), ZBK.

<sup>640</sup> Ibid. (p. 57, et 60 et 61), ZBK.

<sup>641</sup> En effet, le camp de la Croix-Rouge se trouvait au même endroit que le bureau communal, à quelques mètres seulement de ce celui-ci. CRA, 18 janvier 2011 (p. 47), ZCC ; CRA, 19 janvier 2011 (p. 29), ZBK (les gendarmes avaient conseillé au bourgmestre d'emmener ZBK à l'écart du camp de la Croix-Rouge « s'il ne souhaitait pas qu'[elle] soit tuée au bureau communal »). Donc, même si ZBK avait été reléguée dans les tentes de la Croix-Rouge près du bureau communal, son point d'observation des événements aux abords du bureau communal de Nyakizu n'aurait pas été très différent.

<sup>642</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 54 et 55), ZBK (« Dans la nuit, ce dernier [le bourgmestre] a acheminé sa famille à Butare et m'a demandé de rester, mais [il a dit] qu'il ne pouvait garantir ma sécurité. On m'a mise derrière son bureau, dans une tente de la Croix-Rouge ».).

<sup>643</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 342.

<sup>644</sup> Le récit de ZCC, en tant qu'il porte sur la participation ou non des gendarmes à l'attaque, n'est pas clair. Comparer sa déposition à l'audience du 18 janvier 2011, p. 36 (« Réponse : ... Mais les gendarmes n'ont pas tiré sur les réfugiés ... ») et p. 52 (« Question : Que faisaient les gendarmes pendant l'attaque ? Réponse : Ils ne faisaient rien. Ils se tenaient debout à l'endroit où se trouvaient nos tentes, et nous regardions tous en direction de Cyahinda pour voir ce qui s'y passait ... »), avec p. 52 (« Question : Mis à part les militaires et les gendarmes avec qui vous étiez, qui d'autre aviez-vous vu lors de cette attaque ? Réponse : Les militaires avançaient en tirant et les gendarmes et les réfugiés ... les réfugiés burundais et des *Interahamwe* achevaient les réfugiés ou les victimes qui n'étaient pas encore mortes ».).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

278. Selon la Défense, la déclaration que Dufitumukiza a faite en 2000 aux enquêteurs du Tribunal ne concorde pas avec sa déposition<sup>645</sup>. En effet, dans cette déclaration, le témoin décrit que les gendarmes, qu'il était allé rechercher plus tard à la paroisse de Cyahinda, quittaient les lieux avec « de l'artillerie lourde et des mitrailleuses [traduction] ». En outre, il ressort de cette déclaration que Dufitumukiza craignait que ces gendarmes attaquent la paroisse de Cyahinda<sup>646</sup>.

279. La Défense estime qu'il ressort de ces extraits [de la déclaration] que les gendarmes s'étaient procuré des armes, à savoir des pièces d'artillerie lourde, dont l'ESO était la seule unité à disposer selon la déposition de Dufitumukiza<sup>647</sup>. De plus, la Défense fait valoir que, dans sa déclaration, Dufitumukiza a tendance à impliquer les gendarmes et non les militaires dans cette attaque<sup>648</sup>. La Chambre va examiner tour à tour ces questions.

280. S'agissant des armes, Dufitumukiza a expliqué à la barre que les gendarmes n'avaient pas pris des armes d'appui lourdes, se contentant d'une mitrailleuse lourde maniée par trois hommes et de leurs armes individuelles<sup>649</sup>. Or, selon un extrait de sa déposition faite devant une juridiction rwandaise, il avait dit que les gendarmes étaient partis munis « d'armes légères et d'armes lourdes »<sup>650</sup>. Certes, sur ce point, cette déposition contredit la déclaration faite en 2000 [aux enquêteurs du TPIR], mais la Chambre considère que ces divergences ne portent pas à conséquence. Elles semblent être de nature technique et ont pu être négligées lors du résumé ou de l'examen de la déclaration.

281. Pour ce qui est de l'autre contradiction alléguée, la Chambre fait observer que Dufitumukiza a dit dans sa déposition [au TPIR] qu'il n'avait pas vu des gendarmes participer à l'attaque de la paroisse de Cyahinda quand il y était arrivé<sup>651</sup>. Ce qui n'est pas contradictoire avec sa déclaration de 2000 qui n'indique pas qu'il les avait vus [participer à l'attaque]<sup>652</sup>. En effet, il ressort de cette déclaration que lorsque Dufitumukiza était arrivé à la paroisse pour en ramener les gendarmes, il avait remarqué que « [p]artout dans la vallée, il y'avait des cadavres, il y avait des survivants, mais les militaires *sous les ordres de l'adjudant* termin[ai]ent leur

<sup>645</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 351.

<sup>646</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 48 et 49), témoin Dufitumukiza.

<sup>647</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 350 ; voir aussi CRA, 20 janvier 2011 (p. 8 et 9), témoin Dufitumukiza (il relate les tirs de mortiers de 60 millimètres vers la paroisse de Cyahinda et relève que seul l'ESO avait des « armes lourdes », les autres unités n'ayant que des « armes légères »).

<sup>648</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 351 et 352.

<sup>649</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 42), témoin Dufitumukiza.

<sup>650</sup> Ibid. (p. 57), témoin Dufitumukiza.

<sup>651</sup> Ibid. (p. 7, et 53 et 54), témoin Dufitumukiza.

<sup>652</sup> Interrogé sur sa déclaration de 2000 aux enquêteurs du Tribunal, le témoin Dufitumukiza a plusieurs fois confirmé son contenu pour ce qui est de sa conviction que les gendarmes en partance pour la paroisse de Cyahinda s'en prendraient aux Tutsis qui y avaient tué des gendarmes. CRA, 20 janvier 2011 (p. 52 à 54), témoin Dufitumukiza.

travail »<sup>653</sup>. Ceci concorde globalement avec sa déposition disant établir que l'adjudant-chef Kanyashyamba de l'ESO commandait les militaires qui participaient à l'attaque<sup>654</sup>.

iv) *Force probante des dépositions à charge*

282. Ayant examiné les objections formulées au départ contre leurs dépositions, la Chambre conclut que les témoins à charge ZBK, ZCC et Dufitumukiza ont fait des récits concordants, pour l'essentiel, de l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda à partir du bureau communal de Nyakizu. Leurs dépositions ne sont que faiblement étayées par celle de GEN. D'ethnie tutsie, ZBK a dit à la barre que le dimanche 17 avril 1994, elle se cachait au bureau communal de Nyakizu. Vers midi, elle avait regardé par la fenêtre et vu deux camions militaires, qui pouvaient transporter chacun environ 35 militaires, se garer devant l'édifice. Elle avait entendu que d'autres camions transportant des militaires avaient déjà dépassé le bureau communal pour continuer vers d'autres destinations.

283. De même, ZCC travaillait pour la Croix-Rouge qui avait dressé des tentes à quelques mètres du bureau communal de Nyakizu. Le lendemain d'un jour qui, selon ZCC, était un jour de « week-end », vers 13 heures, il avait quitté sa tente pour la cour du bureau communal. De l'endroit où il se trouvait, il avait vu arriver quatre camions militaires ; deux des camions s'étaient garés près du bureau communal et deux autres avaient continué vers le bureau du CERAI. Deux des camions transportaient entre 50 et 60 militaires<sup>655</sup>.

<sup>653</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 48) (non souligné dans l'original), témoin Dufitumukiza.

<sup>654</sup> La Chambre rappelle que les déclarations antérieures concordantes ne renforcent pas la crédibilité d'un témoin. Arrêt *Ntakirutimana*, par. 147 (« Le Règlement de procédure et de preuve n'interdit pas expressément de recourir à des déclarations antérieures concordantes pour conforter la crédibilité d'un témoin. Toutefois, la Chambre d'appel estime que ces déclarations ne peuvent être utilisées pour conforter la crédibilité d'un témoin qu'à l'effet de réfuter une allégation tendant à établir qu'un témoignage a récemment été monté de toutes pièces<sup>654</sup>. Le fait que la déposition d'un témoin concorde avec sa déclaration antérieure n'établit pas en soi que celui-ci a dit la vérité à chacune des deux occasions ; après tout, une histoire invraisemblable ou douteuse n'a pas vocation à devenir plus vraisemblable ou plus crédible du simple fait d'être répétée mécaniquement. »).

<sup>655</sup> Sans citer de façon expresse la déposition de ZCC disant que deux camions militaires avaient continué vers le bureau du CERAI, la Défense fait valoir qu'il a affirmé que 120 militaires étaient descendus des camions, et que, de ce fait, son témoignage ne corrobore pas celui de ZBK quant au nombre de militaires présents. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 342. En effet, pressé de questions portant sur le nombre de militaires, le témoin a répondu, même si c'est une simple estimation, en ayant à l'esprit que le nombre de militaires transportés dans les deux camions militaires qui avaient garé près du bureau communal (et non dans les quatre camions). CRA, 18 janvier 2011 (p. 47, 49 et 50), ZCC. (« LE TÉMOIN : Je dirais que les deux camions qui étaient garés près du bureau communal auraient pu transporter entre 50 et 60 militaires. Mais cela n'est qu'une simple approximation, parce que je n'ai pas compté ces militaires. LE PRÉSIDENT: S'agit-il de 50 ou 60 militaires par camion ou bien, alors, c'est 50 ou 60 militaires pour les deux camions ? LE TÉMOIN : Vous m'avez demandé de vous donner un nombre approximatif, et je dirais qu'un camion aurait pu transporter 30 militaires ».). De son côté, ZBK, invitée à indiquer le nombre approximatif de militaires présents, a relativisé son estimation en disant que, selon un gendarme, d'autres camions transportant des militaires avaient continué dans une autre direction. CRA, 19 janvier 2011, p. 33, ZBK. Voir aussi p. 21. Sur ce point, les dépositions des témoins sont remarquablement concordantes.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

284. Tout comme ZBK et ZCC, le témoin Dufitumukiza avait fait ses observations à partir des environs immédiats du bureau communal de Nyakizu. Toutefois, il ressort de son témoignage que les militaires étaient arrivés avant lui<sup>656</sup>. Dufitumukiza a affirmé qu'il était arrivé à la paroisse de Cyahinda le 19 avril 1994 vers 12 h 30. Il avait vu quelque 11 militaires de l'ESO conduits par l'adjudant-chef Kanyashyamba en train d'attaquer la paroisse. D'autres militaires « étaient éparpillés » notamment dans les bois et les collines environnantes<sup>657</sup>.

285. Par ailleurs, GEN, qui se trouvait à la paroisse de Cyahinda le 17 avril 1994, a dit que des gens en « tenue militaire » tiraient dans sa direction depuis la colline de Rukugutu et que l'on tirait également dans la direction des réfugiés depuis la colline de Nyabidande où se trouvait le bureau communal de Nyakizu<sup>658</sup>. ZBK avait en particulier entendu des militaires dire qu'ils se rendaient sur la colline de « Rukugutu », étayant ainsi indirectement le témoignage de GEN disant que des militaires en treillis attaquaient depuis cette colline<sup>659</sup>. Toutefois, la Chambre émet des réserves quant à la capacité de GEN de voir ce qui se passait au bureau communal de Nyakizu<sup>660</sup>. Néanmoins, sa position parmi les réfugiés avait donné à GEN une occasion en or d'apprendre que les assaillants, dont des militaires, préparaient aussi une attaque depuis la colline de Nyabidande.

286. Ici, on notera les divergences qui existent entre les dépositions des témoins à charge relativement à la date de l'attaque. Comme cela ressort de la déposition de Dufitumukiza, il avait été témoin d'une attaque le 19 avril 1994, qui tombait un mardi<sup>661</sup>. Mis en présence de son témoignage, tel qu'il est consigné dans une procédure devant la justice rwandaise, qui laisse

<sup>656</sup> À cet égard, la Chambre estime que le fait pour le témoin Dufitumukiza de n'avoir pas mentionné dans sa déposition la présence des camions militaires dans les environs du bureau communal de Nyakizu ne porte pas à conséquence. Comme cela ressort de son témoignage, son attention était concentrée, et c'est bien compréhensible, sur les actes de violence qu'il avait pu observer à son arrivée et pendant le bref moment qu'il était resté là-bas.

<sup>657</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 9), témoin Dufitumukiza.

<sup>658</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 77) et 19 janvier 2011 (p. 7 et 8), GEN.

<sup>659</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 64), ZBK.

<sup>660</sup> GEN a dit qu'elle avait vu des gens en tenue militaire de camouflage tirer depuis la colline de Rukugutu, mais sa déposition semble indiquer qu'elle avait seulement entendu des tirs, qui provenaient également de la colline de Nyabidande. CRA, 18 janvier 2011 (p. 6 et 7), GEN (*sic*). De plus, selon sa propre description, le bureau communal se trouvait sur la colline de Nyabidande, en face de la paroisse de Cyahinda, vu de la colline de Rukugutu. CRA, 18 janvier 2011 (p. 77) et 19 janvier 2011 (p. 8). Cela aurait dû réduire sa capacité de voir en même temps ce qui se passait sur les collines de Rukugutu et de Nyabidande.

<sup>661</sup> CRA, 20 janvier 2011, p. 5, témoin Dufitumukiza (« Question : Vous êtes-vous jamais rendu à la paroisse de Cyahinda en avril 1994 ? Réponse : Oui. Le 19 – c'était un mardi – , je m'y suis rendu. Le 19, c'était un mardi. Je m'excuse, il s'agit du 19 avril, c'était un mardi – 19 avril 1994, et c'était bien un mardi ».). Ibid., p. 7 (« Question : Lorsque vous êtes arrivé à la paroisse, le 19, combien de temps y avez-vous passé ce jour-là ? Réponse : Je n'ai pas chronométré, mais je crois que j'y suis resté pendant 20 à 30 minutes – le temps pour que les militaires ... plutôt, les gendarmes, puissent récupérer tout ce qu'ils voulaient sur place ».)

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

entendre qu'il s'était rendu à la paroisse le 18 avril, il a affirmé être sûr que c'était bien le 19 avril<sup>662</sup>.

287. En revanche, ZBK a affirmé que l'attaque s'était produite un dimanche, soit deux jours après son arrivée dans la commune de Nyakizu, le 15 avril 1994<sup>663</sup>. Il appert ainsi de son témoignage que l'attaque s'était produite le 17 avril, même si elle a reconnu que cela aurait aussi pu être le 18 avril<sup>664</sup>. Dans sa déposition, GEN a dit, elle aussi, que la principale attaque avait commencé le 17 avril 1994, jour où elle s'était enfuie vers la colline de Nyakizu<sup>665</sup>.

288. ZCC n'a pas précisé la date à laquelle les militaires avaient attaqué la paroisse de Cyahinda, mais il ressort de son témoignage que c'était le lendemain de son départ pour Butare, un déplacement qu'il dit avoir fait un jour de week-end<sup>666</sup>. Comme indiqué plus haut, le 19 avril

<sup>662</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 57 et 58), témoin Dufitumukiza, (« Question : Pour les besoins du procès-verbal, j'ai lu le compte rendu du 19 avril. Ou bien, vous avez plutôt lu le compte rendu du 17 avril ou alors du 18 avril ? Réponse : J'ai lu le texte tel que je le vois ici. Si vous le voulez, je répète : "Participation criminelle dans le meurtre des réfugiés de Cyahinda. Les éléments à sa charge sont entre autre la déclaration du caporal (*inaudible*) Dufitumukiza Anaclet, PV 73, page 3, selon laquelle le 17 avril 1994, lorsque les réfugiés qui se trouvaient à Cyahinda ont essayé de se défendre et ont tué trois gendarmes. Le lendemain, 18 avril 1994, le major Habyarabatura a envoyé des gendarmes commandés par le sous-lieutenant Majoro, et ces gendarmes étaient armés d'armes lourdes et d'armes légères, pour aller tuer les réfugiés et pour récupérer les corps des gendarmes". Question : Ainsi, n'est-ce pas là votre déposition dans le procès du major Habyarabatura, au Rwanda ? Réponse : Oui, j'ai donné une déclaration telle que je suis en train de la donner devant ce Tribunal. Et évidemment, d'autres éléments de preuve ont confirmé ce que je disais. Mais je dois dire que je ne suis pas très sûr à partir... au sujet des dates. La seule date dont je suis très sûr, c'est la date du 19 avril, lorsque je suis allé récupérer ces gens »).

<sup>663</sup> CRA, 19 janvier 2011, p. 20, ZBK (« Question : Avez-vous reçu des renforts ? [...] Réponse : Je pense que c'était un dimanche, lorsque, vers midi, j'ai vu des camions arriver... des camions militaires »), p. 21 (« Question : C'était quel jour ? Réponse : Il n'est pas facile pour nous de nous rappeler des heures... les heures, les dates, les jours. Mais, si j'essaie de me rafraîchir la mémoire, je pense que les militaires sont arrivés un dimanche. J'étais arrivée au bureau communal le vendredi, donc deux jours avant l'arrivée des militaires »), p. 37 (« Question : Très bien, Vous lui avez également dit qu'un peu plus tard autour de midi, comme vous l'avez dit ce matin, les militaires étaient arrivés, n'est-ce pas ? Réponse : Si j'ai parlé du lendemain, vous ne m'avez peut-être pas bien compris. [...] Si vous avez donc pensé ou si vous avez compris que les militaires étaient arrivés au lendemain de mon arrivée au bureau communal, ce n'est pas exact, c'est plutôt le surlendemain. Nous sommes arrivés... Je suis arrivée au bureau le vendredi et le samedi, la situation était encore confuse et ce n'est que le dimanche vers 12 heures que j'ai vu les militaires »), p. 38 (« Question : Donc, vous êtes arrivée au bureau communal le 15 et... tandis que les militaires y sont arrivés le 17 ; est-ce exact ? Réponse : Cela est probable. Comme je vous l'ai dit, personne ne portait de montre et personne n'avait un calendrier à portée, et il est fort probable que les militaires soient arrivés au bureau le 17 ou le 18 »), et p. 39 (« ... cela fait donc deux nuits que j'ai passées au bureau communal avant qu'il n'y ait cette attaque qui a été lancée contre la paroisse de Cyahinda. Je pense que vous pouvez peut-être m'aider à éclaircir la situation »).

<sup>664</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 38 et 39), ZBK.

<sup>665</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 75) et 19 janvier 2011 (p. 8 et 9), GEN.

<sup>666</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 42 et 43), ZCC (il pensait qu'ils avaient déposé le cadavre du gendarme à la morgue un jour de week-end). La Défense a soulevé une objection contre le passage de la déposition de ZCC disant qu'il avait fait une halte à l'ESO en compagnie du bourgmestre avant de regagner la paroisse de Cyahinda. Voir la requête intitulée « *Defence Motion for Exclusion of Evidence* », 29 avril 2011, par. 41 à 44. La Chambre rappelle que le

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1994 était un mardi. La date donnée par Dufitumukiza n'est donc pas la même que celle donnée par ZCC.

289. La Chambre estime que ces divergences ne portent pas à conséquence, ces dépositions traduisant, comme c'est normal, une certaine confusion quant à la date. ZBK a eu généralement des difficultés à fournir des dates<sup>667</sup>. GEN a précisé qu'elle avait fui le 17 avril 1994, mais son témoignage ne comporte pas d'indices contextuels montrant qu'elle en est certaine<sup>668</sup>. De plus, Dufitumukiza a eu beau dire qu'il était certain de s'être rendu au bureau communal de Nyakizu le 19 avril, il reste qu'il avait auparavant affirmé, dans une procédure devant la justice rwandaise, que c'était le 18 avril<sup>669</sup>.

290. À cet égard, la Chambre juge important que les témoins, à charge comme à décharge, confirment dans l'ensemble qu'une délégation du comité préfectoral de sécurité, dont Nizeyimana faisait partie, s'était rendue à la paroisse de Cyahinda le 17 avril 1994<sup>670</sup>. AZM a fourni des indices contextuels convaincants qui confirment cette date<sup>671</sup>. De plus, tant les témoins à charge que ceux à décharge donnent à entendre que ledit comité était arrivé après que les gendarmes eurent été tués et le bourgmestre de Nyakizu blessé à la paroisse de Cyahinda<sup>672</sup>. La Défense affirme que l'attaque de grande envergure lancée contre la paroisse l'avait été après cette visite, et des témoignages dignes de foi le confirment<sup>673</sup>.

---

Procureur a l'obligation d'indiquer clairement dans l'acte d'accusation [les charges ainsi que] les faits essentiels sur lesquels reposent les charges portées dans l'acte d'accusation. Voir les arrêts *Ntagerura et consorts*, par. 21, *Nahimana et consorts*, par. 347, et *Blaškić*, par. 219. La déposition de ZCC sur sa présence au camp de l'ESO, bien que pertinente pour le chef d'accusation exposé, corrobore son témoignage et non les faits essentiels qui doivent être énoncés dans l'acte d'accusation. La Chambre rejette donc l'objection de la Défense.

<sup>667</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 20 et 21), ZBK.

<sup>668</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 75) et 19 janvier 2011 (p. 8 et 9), GEN.

<sup>669</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 57 et 58), témoin Dufitumukiza.

<sup>670</sup> Voir, par exemple, CRA, 20 janvier 2011 (p. 70), témoin à charge AZM ; CRA, 8 juin 2011 (huis clos) (p. 14), témoin à décharge RWV09. La Chambre a mis en cause, ailleurs dans le jugement, la crédibilité d'OUV03. Voir chap. II, point 13.2. Cela dit, elle considère que son témoignage sur la date n'est que partiellement corroboré. CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 11), témoin à décharge OUV03.

<sup>671</sup> Par exemple, AZM a indiqué que la délégation du comité préfectoral de sécurité s'était rendue à la paroisse de Cyahinda le 17 avril 1994, et quand elle était rentrée ce soir-là, la radio avait annoncé le limogeage de Jean Baptiste Habyalimana, préfet de Butare. CRA, 20 janvier 2011 (p. 71 à 74), AZM.

<sup>672</sup> Voir, par exemple, CRA, 20 janvier 2011 (p. 70, et 72 et 73), témoin à charge AZM (le comité de sécurité devait se rendre à Cyahinda parce que les réfugiés avaient tué un gendarme ; ils avaient récupéré le cadavre du gendarme auprès des réfugiés) ; CRA, 11 mai 2011 (p. 35 et 36, et 42), témoin à décharge Mushi (il avait vu un convoi dont il avait entendu dire qu'il comprenait le préfet et un militaire ; il avait appris qu'ils venaient récupérer les cadavres des gendarmes tués à la paroisse de Cyahinda) ; CRA, 8 juin 2011 (huis clos), p. 14 et 49, RWV09 (le comité préfectoral de sécurité s'était rendu à la paroisse de Cyahinda parce que des querelles avaient éclaté entre les Tutsis et les gendarmes qui les gardaient).

<sup>673</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 326 à 328, et 335 et 336. CRA, 11 mai 2011 (p. 36 à 39), témoin à décharge Mushi (il avait vu des gendarmes et des policiers communaux se diriger vers Cyahinda le lendemain de la visite du préfet ; il avait entendu des coups de feu ce soir-là). CRA, 20 janvier 2011 (p. 71), AZM (il avait vu quelque 3 000 réfugiés rassemblés à la paroisse de Cyahinda ; bien qu'il ne fût pas autorisé à pénétrer dans les

291. Les dépositions de ZBK et de GEN relativement à une attaque lancée le 17 avril 1994 semblent donc être « off »<sup>674</sup>. Reste que l'incapacité des témoins de donner la date « correcte » de l'attaque ne met pas en cause leurs observations autrement crédibles et convaincantes. ZBK et GEN étaient des personnes déplacées, de l'ethnie tutsie, qui fuyaient les attaques. De même, ZCC, agent de la Croix-Rouge, avait, lui aussi, été légitimement traumatisé par les événements qui se déroulaient à la paroisse de Cyahinda. En définitive, ces divergences sont négligeables, vu le temps considérable qui s'est écoulé entre les événements et les témoignages. En revanche, les similitudes, pour l'essentiel concordantes et convaincantes, entre les dépositions de ZBK, de ZCC et de Dufitumukiza (examinées ci-après) suffisent à établir qu'ils avaient tous été témoins de la même attaque, qui semble s'être produite vers le 18 avril.

292. Revenons-en aux observations des témoins à charge. ZBK et ZCC ont identifié comme étant des militaires les forces de sécurité qui étaient arrivées au bureau communal de Nyakizu, en s'appuyant sur leurs uniformes, leur habillement et, dans certains cas, leurs bérets noirs<sup>675</sup>. Leurs témoignages concordent avec d'autres éléments de preuve relatifs à la tenue que les militaires portaient alors à Butare<sup>676</sup>. Chacun des témoins a, de manière convaincante, expliqué en quoi l'uniforme de ces militaires différait de celui des gendarmes<sup>677</sup>. Cela dit, ZCC a admis qu'il ne connaissait aucun de ces militaires et ignorait à quel camp ils étaient affectés<sup>678</sup>. ZBK n'a pas été interrogée sur le camp auquel ces militaires étaient affectés.

293. Le témoignage d'ordre général de Dufitumukiza relatif aux différences existant entre les uniformes des militaires et des gendarmes corrobore l'identification des militaires faite par ZBK et ZCC<sup>679</sup>. Qui plus est, Dufitumukiza a identifié expressément l'adjudant-chef Kanyashyamba comme étant le commandant d'un groupe d'appui constitué de quelque 11 militaires de l'ESO<sup>680</sup>.

---

bâtiments du complexe de la paroisse, il n'avait pas été témoin de violences à grande échelle) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 21), témoin à décharge RWV09 (il n'avait pas entendu parler de faits de violence durant la mission du 17 avril 1994). Mais voir aussi CRA, 19 janvier 2011 (p. 10), témoin à charge GEN (elle avait appris que le préfet de Butare, Jean Baptiste Habyalimana, s'était rendu à la paroisse de Cyahinda après qu'elle eut quitté la paroisse le 17 avril 1994 à cause des attaques lancées contre ce complexe).

<sup>674</sup> La déposition de ZCC, qui pourrait laisser croire que l'attaque s'était produite un lundi, n'est pas nécessairement contradictoire.

<sup>675</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 50 et 51), ZCC ; CRA, 19 janvier 2011 (p. 21 à 25), ZBK.

<sup>676</sup> Voir chap. II, point I.

<sup>677</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 51), ZCC (il explique que les gendarmes portaient des bérets rouges, alors que les bérets des militaires étaient noirs) ; CRA, 19 janvier 2011 (p. 21), ZBK (les gendarmes portaient des uniformes kaki et des bérets « rouges », « rouge bordeaux »).

<sup>678</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 51 et 52), ZCC.

<sup>679</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 76 et 78), témoin Dufitumukiza (les gendarmes portaient des bérets rouges avec l'insigne de la colombe, des galons rouges et portaient des épaulettes rouges à l'occasion des cérémonies ; tous les militaires portaient des bérets noirs avec l'inscription « Armée nationale », même si les unités de commandos pouvaient parfois porter des bérets de couleur camouflage ; les galons et les épaulettes de cérémonies des militaires étaient bleus et les grades étaient marqués par des tissus de couleur blanche).

<sup>680</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 8 à 11, 41, et 57 et 58), témoin Dufitumukiza.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

La Chambre est convaincue que Dufitumukiza était en mesure d'identifier les militaires de l'ESO et l'adjudant-chef Kanyashyamba en avril 1994. Le témoin Dufitumukiza étant affecté à l'un des trois camps militaires de Butare, son témoignage disant qu'il connaissait la plupart des militaires de la ville est convaincant<sup>681</sup>. De même, l'affectation d'un adjudant dénommé Paul Kanyashyamba à l'ESO en avril ne fait l'objet d'aucune controverse<sup>682</sup>. Même si le témoin Dufitumukiza ignorait la commune d'origine de Kanyashyamba, le fait d'avoir identifié celui-ci – à une courte distance et en plein jour – est convaincant<sup>683</sup>.

294. La Chambre fait encore observer que ZBK, ZCC et Dufitumukiza ont chacun dit à la barre que les militaires étaient munis d'armes spéciales. ZBK a fait état de « bombes – roquettes » ou « de grenades » que les militaires attachaient au bout de leurs fusils, ainsi que de grenades qu'ils portaient à la ceinture<sup>684</sup>. Elle avait aussi entendu des coups de feu et des explosions<sup>685</sup>. ZCC a parlé de militaires qui descendaient des camions, munis d'armes à feu de type « *self-loading* » et avait vu des armes de type « *NATO* » qui n'étaient pas fixes<sup>686</sup>. Plus tard, il avait vu les traces des attaques à la grenade sur les bâtiments de la paroisse<sup>687</sup>. Dufitumukiza avait vu un mortier de 60 millimètres, une mitrailleuse lourde « qu'on doit installer sur place », et d'autres mitrailleuses<sup>688</sup>. Il avait également entendu des explosions de grenades<sup>689</sup>. GEN a fourni d'autres preuves indirectes complémentaires en affirmant qu'elle avait entendu des explosions et vu des panaches de poussière ainsi que des flammes lors d'une attaque qui avait eu

<sup>681</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 75) et 20 janvier 2011 (p. 8 à 10, 41, 45 et 60), témoin Dufitumukiza. Il a affirmé qu'il pouvait distinguer les militaires de l'ESO, de ceux du camp Ngoma et des gendarmes du camp de Tumba, en soulignant que Butare était une petite ville et qu'il connaissait personnellement quasiment tous les militaires. CRA, 20 janvier 2011, p. 8. Voir aussi CRA, 19 janvier 2011, p. 76 (il décrit les différences existant entre les uniformes et les bérets des militaires et des gendarmes).

<sup>682</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 41), témoin à charge BDE ; CRA, 2 février 2011 (p. 39 et 40), témoin à charge YAA ; CRA, 8 février 2011 (p. 30 et 31), témoin à charge Gahizi ; CRA, 31 mai 2011 (p. 13, 17 à 19, 25 et 38) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 10), témoin à décharge OUV03 ; CRA, 9 juin 2011 (p. 58), témoin à décharge Hitayezu ; CRA, 13 juin 2011 (p. 18), témoin à décharge Bunani. Voir aussi CRA, 8 juin 2011 (huis clos), p. 10, témoin à décharge RWV09 (l'adjudant-chef « Kanyeshyamba » était de service au bureau S2/S3). Voir CRA, 18 mai 2011 (p. 51), témoin à décharge ZML07 (Il a reconnu le nom de l'adjudant-chef « Kanyeshyamba » de l'ESO, même s'il a dit ne plus se rappeler son visage) ; CRA, 10 mai 2011 (p. 78), témoin à décharge BUV02 (« Question : Connaissiez-vous également, Monsieur le Témoin, l'adjudant-chef major Kanyashyamba ? Réponse : Je connaissais l'adjudant Kanyashyamba depuis très peu de temps, je ne connaissais pas dans quel camp il résidait. Je l'ai connu pendant les tueries »).

<sup>683</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 8, 45, et 59 et 60), témoin Dufitumukiza.

<sup>684</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 21, 25 à 27, 64, et 67 et 68), ZBK. Celle-ci a dit que les gendarmes lui avaient expliqué que ce sont des roquettes *stream* que les militaires fixaient au bout de leurs fusils. Ibid. (p. 25).

<sup>685</sup> Ibid., p. 26 (« des explosions »), (des coups de feu) et p. 64 (« le bruit des balles »), ZBK.

<sup>686</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 36, 47 et 48, et 50 et 51), ZCC.

<sup>687</sup> Ibid. (p. 52), ZCC.

<sup>688</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 8 et 40), témoin Dufitumukiza.

<sup>689</sup> Ibid. (p. 9), témoin Dufitumukiza.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

lieu le lendemain de la première attaque et qu'elle avait pu voir l'impact des projectiles sur les murs de l'église<sup>690</sup>.

295. La Chambre estime que les divergences relevées entre les témoignages de ZBK, ZCC et Dufitumukiza quant aux armes portées ou utilisées par les militaires près du bureau communal de Nyakizu ne portent pas à conséquence. D'emblée, ZBK, une civile, a expliqué qu'elle ne savait pas distinguer les armes légères des armes lourdes<sup>691</sup>. De même, GEN n'était pas en mesure de distinguer entre les bruits « des armes lourdes et des armes légères », ce qui permet d'envisager raisonnablement la possibilité que ZBK n'en était pas capable, elle non plus<sup>692</sup>.

296. De plus, ni ZBK ni ZCC n'avaient vu les militaires utiliser des armes fixes dans les environs immédiats du bureau communal, mais la Chambre considère que la diversité des points d'observation et les circonstances traumatisantes peuvent expliquer ces divergences. Tout d'abord, le témoin Dufitumukiza n'avait vu qu'un mortier de 60 millimètres et une mitrailleuse lourde pendant qu'il se trouvait au bureau communal<sup>693</sup>. De plus, pressée de dire si des militaires tiraient depuis le bureau communal, ZBK a indiqué qu'elle « ne [savait] pas », car elle ne pouvait observer qu'à travers « une fenêtre », et ne pouvait voir « tous les coins de la cour du bureau communal »<sup>694</sup>. De même, ZCC, parlant des armes qu'il avait vues, a précisé qu'il ne les avait pas toutes vues<sup>695</sup>. En outre, il ressort de son témoignage qu'il avait quitté le bureau communal après le début de l'attaque lancée par les militaires contre la paroisse<sup>696</sup>.

297. La Chambre fait observer que le témoin Dufitumukiza a dit qu'il avait vu « un mortier 60 millimètres ... utilisé pour tirer des obus sur la colline sur laquelle est construite l'église. Il y avait également une mitrailleuse lourde qui tirait vers cette colline »<sup>697</sup>. D'emblée, la Chambre estime que des témoignages crédibles permettent d'établir que le bureau communal était situé à environ un kilomètre de la paroisse de Cyahinda<sup>698</sup>. Ailleurs dans le jugement, la Chambre a examiné la déposition d'un témoin disant que la portée d'une mitrailleuse n'était que de 400 à

<sup>690</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 8 et 9), GEN.

<sup>691</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 68), ZBK (« Question : Et vous les avez vus tirer avec les armes lourdes – oui ou non ? Réponse : Quand vous parlez d'armes lourdes, je ne vous comprends pas. Moi, je ne savais pas distinguer le type d'armes ... je ne savais pas distinguer les armes lourdes des armes légères. Monsieur le Président, honorables juges, moi je parle en tant que simple profane ».).

<sup>692</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 9), GEN.

<sup>693</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 39 et 40), témoin Dufitumukiza.

<sup>694</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 66), ZBK.

<sup>695</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 50), ZCC (« Question : Quel type d'armes avez-vous vu lorsque les militaires ont commencé à tirer sur la paroisse de Cyahinda ? Réponse : [Si je devais me fier aux] armes que j'ai pu voir du côté où je me trouvais, la plupart étaient de type *self-loading*. Mais il y'en avait aussi quelques autres de type *NATO* ».) (non souligné dans l'original).

<sup>696</sup> Ibid. (p. 35 et 36, et 52 et 53), ZCC.

<sup>697</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 8), témoin Dufitumukiza.

<sup>698</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 13 et 14, et 62 à 64), témoin à charge ZBK ; CRA, 11 mai 2011 (p. 30 et 31, et 40 et 41), témoin à décharge Mushi ; CRA, 14 juin 2011 (p. 11 et 12), témoin à décharge Hahirwa.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

600 mètres, et elle a émis de sérieuses réserves quant à la possibilité d'utiliser une telle arme pour tirer sur des cibles se trouvant à un kilomètre<sup>699</sup>. Après une première analyse, il semble que le témoignage de Dufitumukiza sur l'utilisation d'une mitrailleuse donne à penser que celle-ci visait des cibles situées à presque un kilomètre. En l'occurrence, le témoin a parlé d'une mitrailleuse qui tirait « vers cette colline »<sup>700</sup>.

298. Dans sa déposition, qui est imprécise, Dufitumukiza a dit aussi qu'il avait vu des Tutsis qu'on tuait. De plus, ZCC affirme, lui aussi, que les militaires s'étaient mis à tirer à une faible distance du bureau communal. En effet, comme cela ressort du dossier, les réfugiés n'occupaient pas que les bâtiments, mais étaient aussi éparpillés un peu partout dans le complexe<sup>701</sup>. La Chambre estime que la description faite par Dufitumukiza de l'utilisation de la mitrailleuse est crédible et convaincante.

299. Il en va de même de ce qu'a dit Dufitumukiza à propos de l'utilisation d'un mortier de 60 millimètres. Comme le démontre son témoignage, les assaillants de la paroisse de Cyahinda avaient créé un périmètre avant de lancer leur offensive à partir des collines de Nyabidande et de Rukugutu. Ils avaient tiré sur les réfugiés dispersés et les empêchaient de quitter la paroisse. Pour parachever cette action, ils avaient tiré au mortier lourd sur les installations de la paroisse, empêchant ainsi les Tutsis déplacés de s'abriter dans les bâtiments, les contraignant à entrer dans le périmètre qu'ils avaient créé. De plus, même si Dufitumukiza ne se trouvait pas à la paroisse à l'arrivée des militaires (il a estimé qu'il y était arrivé à 12 h 30), il s'y trouvait peu avant le début de l'attaque décrite par ZBK et ZCC. Il n'y était resté qu'entre 20 et 30 minutes. Les premiers instants de l'attaque offraient l'occasion de tirer à l'arme lourde sur les bâtiments de la paroisse de Cyahinda pour permettre aux autres assaillants de s'en approcher.

300. Ayant évalué les dépositions à charge, la Chambre en vient aux dépositions à décharge. Avec les témoins à décharge Mushi et ZML10, la Défense a présenté des récits de première main pour établir que les militaires n'avaient pas participé à l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda.

301. Pour commencer, Mushi se trouvait au centre commercial de Cyahinda quand il avait vu les gendarmes se diriger vers la paroisse de Cyahinda la première fois qu'il avait entendu des coups de feu en provenance de cet endroit, vers la mi-avril 1994<sup>702</sup>. La Chambre estime que les

<sup>699</sup> Chap. II, point 4.1.

<sup>700</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 8), témoin Dufitumukiza.

<sup>701</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 78 et 79) et 19 janvier 2011 (p. 3 et 8), témoin à charge GEN ; CRA, 18 février 2011 (p. 33 et 34), ZCC ; CRA, 16 mai 2011 (p. 7, 22, et 27 et 28), témoin à décharge ZML10 ; CRA, 11 mai 2011 (p. 32 et 33), témoin à décharge Mushi.

<sup>702</sup> Mushi a noté que les réfugiés avaient commencé à affluer environ cinq à sept jours après que l'avion du Président Habyarimana eut été abattu. CRA, 11 mai 2011 (p. 32 à 34), Mushi. Trois ou quatre jours après l'arrivée des réfugiés, le témoin avait appris que des gendarmes avaient été tués à la paroisse de Cyahinda. Ibid. (p. 35 et 36, et

événements qui retenaient l'attention du témoin pouvaient l'avoir empêché de suivre ce qui se passait sur la colline de Nyabidande où se trouvait le bureau communal de Nyakizu, sans compter que le kilomètre séparant celui-ci de la colline de Nyabidande pouvait limiter la possibilité d'observer de tels événements<sup>703</sup>.

302. Mais il y a plus. Mushi a dit qu'après avoir entendu des coups de feu, il s'était enfui vers une colline dont le nom n'est pas précisé<sup>704</sup>. Il a affirmé qu'il avait vu des gens tirer en direction des personnes réfugiées sur la colline de Nyakizu et qu'il avait entendu des coups de feu qui y étaient tirés le lendemain de la première attaque<sup>705</sup>, mais on peut déduire de l'ensemble de sa déposition que c'est seulement la veille qu'il avait entendu des coups de feu en provenance de la paroisse<sup>706</sup>. La valeur probante de son témoignage sur ce qui se passait à l'intérieur et dans les environs de la paroisse de Cyahinda, y compris au bureau communal de Nyakizu, est limitée.

303. La déposition de ZML10 a une valeur probante supérieure à celle Mushi. ZML10 est un civil qui a participé à l'attaque et, selon les indications qu'il a fournies, il semble s'être trouvé sur la colline de Nyabidande et au bureau communal de Nyakizu vers le 18 ou le 19 avril 1994<sup>707</sup>. À supposer que son témoignage décrit la même attaque que celle décrite par les témoins à charge, il en ressort qu'il était arrivé au bureau communal de Nyakizu après le moment où, selon ZBK et ZCC, les militaires avaient commencé à se diriger vers la paroisse de Cyahinda et à

---

42). Le jour suivant cette altercation, Mushi avait aperçu le véhicule du préfet qui traversait le centre commercial de Cyahinda. Ibid. (p. 35).

<sup>703</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 30 et 31, et 40 et 41), témoin Mushi.

<sup>704</sup> Ibid. (p. 54), témoin Mushi.

<sup>705</sup> Ibid. (p. 37 et 38), témoin Mushi. En réalité, son témoignage est équivoque sur le point de savoir s'il avait été effectivement témoin des attaques sur la colline de Nyakizu. Il avait commencé par dire que c'était le cas, mais plus loin il a indiqué qu'il avait entendu des coups de feu (p. 38) et qu'il avait vu des civils armés passer près de lui pour se diriger vers la colline de Nyakizu et en revenir (p. 37 et 54).

<sup>706</sup> Ibid. (p. 37 et 38), témoin Mushi (il ne pouvait se rendre à la paroisse de Cyahinda, et « il avait entendu », le soir, des coups de feu.) ; p. 38 (le lendemain matin on ne pouvait plus entendre de coups de feu venant de la paroisse de Cyahinda).

<sup>707</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 5 et 6), ZML10 (« Question : Et par rapport à l'heure où vous quittiez votre travail, pouvez-vous nous dire quand vous avez entendu parler pour la première fois des réfugiés à Cyahinda ? Réponse : Après le 6... Après l'attentat contre l'avion du Président, j'ai dit que, cinq jours après, j'ai pris mon congé statutaire et, trois jours après, nous avons commencé à recevoir les informations selon lesquelles un grand nombre de personnes avaient cherché refuge à Cyahinda et que ces gens venaient d'un peu partout. Question : Comment avez-vous appris cela ? Réponse : Les gens se déplaçaient normalement ; il y'en a qui se rendaient au marché, qui allaient rendre visite à des amis. Et lorsqu'ils revenaient, ils disaient : "Nous revenons de Cyahinda et y avons vu un grand nombre de réfugiés". Question : Je vous remercie. Est-il venu un moment où vous avez personnellement décidé d'aller à Cyahinda ? Réponse : Oui. Question : Quand ? Par rapport à la date à laquelle vous avez appris ces informations relatives à la présence des réfugiés, quand avez-vous décidé d'aller à Cyahinda ? Réponse : Je dirais que c'est après quatre-cinq jours après avoir reçu ces informations que j'ai décidé de me rendre à Cyahinda. Question : Qu'est-ce qui vous avait inspiré cette décision d'aller à Cyahinda ? Réponse : Je me suis décidé "de " me rendre à Cyahinda parce qu'il y avait Sœur Noëlla (phon.), et la présence de ces réfugiés à Cyahinda que ... j'ai décidé d'y aller et de voir de mes propres yeux si les informations que j'avais reçues étaient vraies ».) (non souligné dans l'original).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

l'attaquer<sup>708</sup>. Comme indiqué plus haut, la déposition de Dufitumukiza semble décrire les premiers instants de l'attaque et il en ressort qu'il avait quitté les lieux avant l'arrivée de ZML10. Cependant, la déposition de ZML10 semble contredire la plupart des dépositions à charge, puisqu'il n'aurait entendu des coups de feu qu'après son arrivée au bureau communal<sup>709</sup>. Cela étant, il avait vu une « camionnette » militaire<sup>710</sup> garée près du bureau communal, ce qui corrobore de manière indirecte les témoignages de ZBK et de ZCC disant que des véhicules militaires transportant des militaires étaient arrivés au bureau communal avant l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda.

304. De plus, ZML10 n'avait pas vu les militaires participer à l'attaque, mais il faut absolument examiner sa déposition dans ce contexte. Au départ, la paroisse de Cyahinda était un grand complexe comprenant plusieurs bâtiments et des terrains<sup>711</sup>. En outre, il ressort dudit témoignage que l'attaque avait été lancée sur l'ensemble du complexe<sup>712</sup>. Aussi, vu l'envergure de l'attaque et la zone ainsi visée, le témoin n'aurait pu voir tous les assaillants. Comme cela ressort de son témoignage, ZML10 n'était pas allé dans toutes les parties des installations de la paroisse<sup>713</sup>. Par ailleurs, il n'y était pas resté longtemps et avait quitté alors que l'attaque était encore en cours<sup>714</sup>.

<sup>708</sup> ZML10 a dit à la barre qu'il était arrivé au centre commercial de Cyahinda entre 14 heures et 15 heures. CRA, 16 mai 2011, p. 7, témoin à décharge ZML10. ZBK et ZCC ont affirmé respectivement que les militaires étaient arrivés vers midi ou 13 heures. CRA, 19 janvier 2011 (p. 20 et 21), témoin à charge ZBK ; CRA, 18 janvier 2011 (p. 46 et 47), témoin à charge ZCC.

<sup>709</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 8 et 9, 21 et 31), ZML10.

<sup>710</sup> Ibid. (p. 8 et 28), ZML10.

<sup>711</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 76 et 77), témoin à charge GEN (la paroisse de Cyahinda occupait une grande superficie, comprenant une église de 30 mètres de long et qui pouvait contenir des milliers de personnes ; puis, à côté de l'église, il y avait un bureau et un dispensaire ; une école primaire et une école secondaire faisaient partie du complexe, ainsi qu'un autre complexe scolaire voisin ; le complexe de la paroisse n'avait pas de clôture et était entouré d'un bois) ; ibid. (p. 33 et 34), ZCC (la paroisse de Cyahinda comprenait un terrain vague et des installations, notamment une paroisse, des écoles, des dortoirs et une clinique) ; CRA, 16 mai 2011, p. 27, témoin à décharge ZML10, (le témoin décrit la paroisse de Cyahinda comme un 'petit village' qui occupait un « grand espace » ; en faisaient partie une école primaire, un dispensaire ainsi qu'une parcelle non cultivée) ; voir aussi CRA, 11 mai 2011 (p. 32 et 33), Mushi (il décrit comment les réfugiés remplissaient les installations de la paroisse et s'étaient installés à l'école primaire et à l'école secondaire du complexe, et même dans le « couvent [des] sœurs »).

<sup>712</sup> Voir, par exemple, CRA, 18 janvier 2011 (p. 52), ZCC (les assaillants s'étaient rapprochés de l'église et de tous les bâtiments ; il n'y avait pas eu de survivants) ; CRA, 19 janvier 2011 (p. 6 et 8), témoin à charge GEN (il y avait des cadavres partout à la paroisse, dans les homes et les bâtiments de la paroisse) ; CRA, 16 mai 2011, p. 10, témoin ZML10 (il y avait de nombreux civils qui participaient à l'attaque, et « ils étaient partout [dans] la paroisse »).

<sup>713</sup> CRA, 16 mai 2011, p. 27, ZML10 (il n'est pas entré dans l'église, mais il s'est déplacé autour de l'édifice et « dans les environs de la paroisse » et « dans la bananeraie des sœurs religieuses »).

<sup>714</sup> Ibid. (p. 9 et 10, 21, et 31 et 32), ZML10.

305. Il ressort de la déposition de ZML10 que sa participation active à l'attaque avait forcément limité sa capacité de voir dans le détail et en intégralité tous les autres assaillants<sup>715</sup>. Il avait identifié visuellement quelques gendarmes qui tiraient sur les réfugiés, mais il ressort également de sa déposition que les gendarmes étaient difficiles à identifier parce qu'ils étaient répartis entre plusieurs groupes. En réalité, son estimation du nombre de gendarmes présents est fondée sur le nombre de coups de feu qu'il avait entendus, et non sur le nombre de gendarmes qu'il avait effectivement vus<sup>716</sup>. Voir des gendarmes tirer à l'aide de fusils et entendre des coups de feu, ce n'est pas nécessairement contradictoire avec les autres témoignages disant que les militaires avaient également participé à l'attaque.

306. La Chambre estime que les récits relativement de première main faits par Mushi et ZML10 ne suscitent pas un doute raisonnable sur les récits fondamentalement concordants et de première main de ZBK, de ZCC et de Dufitumukiza disant que les militaires avaient lancé une attaque contre la paroisse de Cyahinda à partir du bureau communal de Nyakizu. Ces constatations se fondent non seulement sur l'analyse faite plus haut, mais aussi sur l'observation du comportement de chaque témoin à l'audience.

307. La Chambre en vient aux témoignages à décharge disant que les militaires de l'ESO n'avaient pas participé à l'attaque contre la paroisse de Cyahinda et que des camions transportant des militaires n'avaient pas quitté le camp de l'ESO vers le 18 avril 1994<sup>717</sup>. Plus précisément,

<sup>715</sup> Ibid. (p. 26), ZML10 (« Question : Monsieur le Témoin, vous vous êtes rendu à la paroisse de Cyahinda le jour de l'attaque de grande envergure, et il y avait des milliers de personnes à cet endroit et la situation était chaotique, c'est bien cela ? Réponse : Oui. Question : Votre attention se portait sur l'attaque et ses objectifs ? Réponse : Oui. Question : Et pendant que vous étiez focalisé ...vous ne prêtiez aucune attention à tout ce qui se passait autour de vous ? Réponse : Pouvez-vous me donner un exemple ?] Question : Vous étiez occupé à tuer les réfugiés, n'est-ce pas ? Réponse : Je n'étais pas le seul. Il n'y avait pas de sécurité, et, lorsqu'il n'y a pas de paix, on n'a qu'un seul objectif. Il y'avait donc ces réfugiés et j'étais concentré sur ces réfugiés ».) ; p. 27 (« Le Président : Ce n'est pas ça. Mais ce que je dis, c'est ceci : si vous étiez à l'intérieur de l'église en train de tuer les réfugiés, vous ne pouviez pas savoir qui est en train de tuer à l'extérieur ou qui fait autre chose. Vous étiez concentré sur la tâche du moment, n'est-ce pas ? Le témoin : Tout à fait ».).

<sup>716</sup> Ibid. (p. 10), ZML10 (« Question : Combien de gendarmes, selon vous, se trouvaient là-bas ? Combien de gendarmes, selon vous, avaient été impliqués dans cette attaque ? Réponse : Ils s'étaient divisés en plusieurs groupes et il m'était difficile de les compter. Mais si j'en juge par les coups de feu que j'entendais, ils pouvaient être une vingtaine ou une trentaine — entre 20 et 25 ou bien 30, même ».).

<sup>717</sup> La Défense invoque la pièce à conviction à charge P62 pour relever que le témoignage d'Alison Des Forges dans l'affaire *Butare* corrobore l'assertion de la Défense selon laquelle la gendarmerie avait « contraint les gens à attaquer » la paroisse de Cyahinda et qu'elle avait collaboré avec la police communale. CRA, 7 décembre 2011 (p. 58 et 59) (plaidoiries) ; pièce à conviction P62 (Comptes rendus d'audience et pièces à conviction versées en preuve lors de la déposition d'Alison Des Forges dans l'affaire *Butare*), p. 1239 et 1240, 1242 et 1244. La Chambre fait observer que la déposition d'Alison Des Forges dans l'affaire *Butare* étaye globalement les événements tels que présentés ci-haut. Pièce à conviction P62 (p. 411, et 1239 à 1244). Alison Des Forges a notamment indiqué que des renforts venus de Butare étaient constitués de militaires, tandis que ceux venus de Gikongoro étaient des civils. Pièce à conviction P62, p. 1240. La Chambre relève que les questions posées à Alison Des Forges portaient sur l'implication de la gendarmerie et non des militaires de l'ESO. En effet, le témoin a rendu compte de la visite de

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

RWV09 et Ruzindana ont dans l'ensemble nié que des militaires de l'ESO avaient été envoyés à la paroisse de Cyahinda ou y avaient participé à des attaques. RWV09 a affirmé qu'aucun camion de l'ESO n'avait quitté le camp le 18 avril<sup>718</sup>. De même, CKN10, qui était de faction à l'entrée principale du camp de l'ESO entre 16 heures le 17 avril et 16 heures le 18 avril, n'avait vu aucun camion transportant des militaires de l'ESO quitter le camp<sup>719</sup>.

308. Le fait de nier en bloc que les militaires de l'ESO avaient participé à des attaques lancées contre la paroisse de Cyahinda a une valeur probante limitée. Ces dénégations sont le fait de militaires de l'ESO qui ne se trouvaient pas à la paroisse lors de l'attaque<sup>720</sup>. La Chambre a mis en doute, ailleurs dans son jugement, la crédibilité des témoins Ruzindana et CKN10<sup>721</sup>. Elle considère que ces mêmes doutes s'appliquent en l'occurrence. La déposition de RWV09 est probante quant à l'allocation de véhicules de l'ESO pendant la seconde quinzaine du mois d'avril 1994<sup>722</sup>. Le fait qu'il ait dit que des camions n'avaient pas été alloués pour servir au transport de militaires de l'ESO n'a guère de valeur probante.

309. La Chambre fait observer que la position qu'a occupée le témoin CKN10 à l'entrée principale du camp de l'ESO du 17 avril 1994 à 16 heures au 18 avril à 16 heures lui permettait de voir directement certains des véhicules qui entraient et ou en sortaient. Néanmoins, il semble ressortir des dépositions d'autres témoins à décharge que l'entrée à laquelle le témoin n'était pas de faction, à savoir l'entrée sud en passant par le quartier arabe, était utilisée par les militaires et les camions de ravitaillement<sup>723</sup>. Sa déposition est donc loin d'être décisive. Ses affirmations générales disant qu'il n'avait pas vu de militaires de l'ESO quitter le camp à bord d'un camion en passant par son poste de garde le 18 avril semblent contredire son témoignage et celui d'autres témoins disant que la famille de Ruhutinyanya avait quitté le camp ce matin-là en compagnie de

---

Jean Baptiste Habyalimana et du major Cyriaque Habyarabatura le 17 avril 1994, sans mentionner Nizeyimana. La Chambre a déjà relevé que le fait que Nizeyimana faisait partie de la délégation qui s'était rendue à la paroisse de Cyahinda ne fait l'objet d'aucune controverse. Aussi la Chambre estime-t-elle que le témoignage de Des Forges dans l'affaire *Butare* n'est pas décisif quant à l'implication des militaires de l'ESO.

<sup>718</sup> CRA, 8 juin 2011 (huis clos) (p. 14 et 49), RWV09.

<sup>719</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 46 à 48) et 30 mai 2011 (p. 7 et 8 et 51), CKN10.

<sup>720</sup> La Chambre fait observer que RWV09 a été interrogé sur certains aspects de son témoignage dans l'affaire *Butare* où il a affirmé que juste avant « le 19 », les militaires de l'ESO et les gendarmes de Tumba avaient été appelés à se rendre dans les communes de Butare où l'insécurité régnait. Il a cité comme exemple les communes de Ruhashya et de Nyakizu. CRA, 8 juin 2011 (huis clos) (p. 50 et 51), RWV09. Le témoin a admis que la paroisse de Cyahinda se trouvait dans la commune de Nyakizu, mais il a précisé que ce sont des gendarmes et non des militaires de l'ESO qui avaient été déployés à la paroisse, les militaires de l'ESO étant envoyés dans la commune de Ruhashya. Ibid. (huis clos), p. 51.

<sup>721</sup> Voir chap. II, point 13.2.

<sup>722</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 14, et 49 à 51), RWV09.

<sup>723</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 41 et 42), RWV11. RWV11 a affirmé qu'une personne de faction à l'entrée nord pouvait voir quelqu'un à l'entrée sud, p. 42.

militaires<sup>724</sup>. Une fois de plus, la Chambre redit qu'elle a émis de sérieuses réserves sur la crédibilité de CKN10, et ces réserves s'appliquent également à la présente déposition.

310. Sans s'embarrasser de ces dénégations, la Chambre fait observer que le témoin Dufitumukiza n'a identifié à la paroisse que l'adjudant-chef Kanyashyamba qui était à la tête d'environ 11 militaires de l'ESO. À cet égard, les dépositions à charge n'étaient pas l'allégation que tous les militaires qui se trouvaient à la paroisse de Cyahinda et qui avaient participé à l'attaque venaient de l'ESO. En effet, il ressort du dossier que, conformément à la relation faite par le témoin Dufitumukiza, les militaires du camp de l'ESO avaient joué un rôle d'appui dans les attaques de grande envergure<sup>725</sup>. Le fait de nier que des camions aient quitté le camp de l'ESO ne met pas en cause les récits de première main et convaincants de ZBK et de ZCC disant que des camions transportant des militaires étaient arrivés le même jour à la paroisse de Cyahinda. De même, les dépositions à décharge ne suscitent pas un doute raisonnable quant au témoignage de Dufitumukiza disant que certains parmi ces militaires étaient affectés au camp de l'ESO, notamment l'adjudant-chef Kanyashyamba.

311. Aussi l'ensemble des éléments de preuve versés au dossier permettent d'établir au-delà de tout doute raisonnable que des militaires, dont une section de quelque 11 militaires du camp de l'ESO et l'adjudant-chef Kanyashyamba, faisaient partie des assaillants qui avaient lancé l'attaque contre la paroisse de Cyahinda vers le 18 avril 1994. Par leurs actes, des militaires de l'ESO avaient directement contribué au meurtre des milliers de civils déplacés, qui étaient principalement d'ethnie tutsie. La Chambre en vient à présent à l'examen des conclusions qui ont trait à Nizeyimana.

v) *Implication de Nizeyimana dans l'attaque*

312. Examinant ensuite la question de l'implication de Nizeyimana dans l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda, la Chambre fait observer qu'il n'y a aucun élément de preuve direct établissant que celui-ci a ordonné, autorisé ladite attaque, ou incité à la lancer. De même, aucune déposition ne le situe à la paroisse durant l'attaque.

313. Néanmoins, la Chambre fait observer qu'il n'est pas contesté que Nizeyimana faisait partie d'une équipe envoyée pour évaluer la situation à la paroisse de Cyahinda. Cette délégation, où avaient pris place un prêtre et le préfet tutsi de Butare, avait ostensiblement pour mission d'apaiser les tensions entre les réfugiés et les gendarmes déployés pour les « protéger ». Cela étant, le seul événement significatif qui avait fait suite à la visite de cette délégation du comité préfectoral de sécurité avait été l'attaque, parfaitement coordonnée et menée à l'arme lourde,

<sup>724</sup> CKN10 avait vu les membres de la famille de Ruhutinyanya quitter le camp escortés par des militaires de l'ESO. CRA, 26 mai 2011, (p. 47), CKN10. Quant à ZML07, il a dit qu'ils suivaient, à bord d'une camionnette de l'ESO, le véhicule de la famille Ruhutinyanya. Voir chap. II, point 4.1.

<sup>725</sup> Voir chap. II, point 5.1.

lancée contre la paroisse de Cyahinda, qui reposait en grande partie sur les offensives des militaires et la puissance du feu d'appui fourni par les militaires de l'ESO.

314. L'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda doit être nécessairement examinée en tenant compte du rôle que jouait l'ESO dans la région ainsi que de la position particulière qui était celle de Nizeyimana. L'ESO était le centre de commandement opérationnel des préfectures de Butare et de Gikongoro<sup>726</sup>. Fait à noter, l'expérience engrangée par Nizeyimana dans les bureaux des S2 et S3, dont relevaient respectivement le renseignement, d'une part, la formation et les opérations, d'autre part, apporte un appui indirect d'un poids non négligeable à la thèse de son implication dans la planification et l'exécution de cette opération militaire, surtout en ce qui concerne l'implication des militaires de l'ESO<sup>727</sup>. Des témoins à décharge ont dit que l'adjudant-chef Kanyashyamba relevait directement du lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi<sup>728</sup>. Néanmoins, il ressort aussi des dépositions, tant à charge qu'à décharge, que Kanyashyamba collaborait avec Nizeyimana et que ce dernier avait autorisé sur lui ou lui donnait des ordres<sup>729</sup>.

315. On ne peut concevoir qu'un tel assaut tactique, qui faisait appel à des militaires de l'ESO munis d'armes spécialisées, a pu avoir lieu dans la commune de Nyakizu (préfecture de Butare) sans le feu vert du commandement de l'ESO. De plus, se trouvant sur place à la paroisse de Cyahinda, Nizeyimana pouvait, cela va de soi, évaluer, sous l'angle du renseignement et des opérations, les forces et faiblesses des réfugiés tutsis qui s'y étaient retranchés et avaient repoussé les premiers assauts armés lancés par le bourgmestre et les gendarmes. Fait à noter, les armes utilisées plus tard par les militaires de l'ESO étaient suffisamment puissantes pour fragiliser les refuges que les Tutsis s'étaient ménagés dans les installations de la paroisse et en éliminer un bon nombre à une distance sûre.

316. Si l'on tient compte du retour de Nizeyimana au camp de l'ESO, de l'attaque qui a eu lieu presque immédiatement après sa visite et de la participation des militaires de l'ESO

<sup>726</sup> Voir chap. III, point 2.2.2.

<sup>727</sup> Id. En effet, la Chambre a émis, ailleurs dans son jugement, des réserves quant à la crédibilité d'OUV03, mais elle estime crédible le fait qu'il a admis que Nizeyimana, surtout après le décès du Président Juvénal Habyarimana, s'occupait tout spécialement de recueillir et d'évaluer les renseignements relativement au front, compte tenu d'autres témoignages concernant les responsabilités de Nizeyimana vers cette époque. CRA, 31 mai 2011 (p. 13 et 14, et 18) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 10), OUV03. Voir aussi chap. III, point, 2.2.2.

<sup>728</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 18), Bunani ; CRA, 31 mai 2011 (p. 18 à 20, et 24 et 25) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 10), OUV03.

<sup>729</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 18), témoin à décharge OUV03 (« Le Président : [Nizeyimana] était très occupé et il travaillait tout seul : recevoir les renseignements, les communiquer, il faisait tout ce travail seul – tout seul –, et il n'avait aucun militaire pour l'aider ? Le témoin : Je vous ai dit que l'adjudant Kanyeshyamba faisait partie des gens qui travaillaient sous ses ordres ».) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 10 et 11), témoin à décharge RWV09 (vers le 15 avril 1994, Nizeyimana était l'officier S2/S3 et les adjudants-chefs Kanyeshyamba et Nzampanima travaillaient dans ce service) ; CRA, 8 février 2011 (p. 30), témoin à charge Gahizi, (Nizeyimana avait « puissance sur un groupe de soldats » qui pillaient, et qui comprenait l'adjudant Kanyashyamba). La Chambre a examiné la déposition de Gahizi avec la circonspection de mise. Voir chap. II, point 6.2. Il reste que ses observations générales dans ce cas sont corroborées par des dépositions à décharge et sont convaincantes.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

(notamment Kanyashyamba) à cette attaque, la seule conclusion qui s'impose raisonnablement, c'est que Nizeyimana a tout ensemble contribué à planifier l'opération militaire et autorisé la participation des militaires de l'ESO à celle-ci<sup>730</sup>. En réalité, il ne fait aucun doute pour la Chambre que la participation des militaires de l'ESO, au même titre que les armes utilisées, découle de l'évaluation de la situation faite sur place par Nizeyimana à la paroisse et résulte directement de la contribution de Nizeyimana à la planification et à l'autorisation de cette attaque. La Chambre examinera dans ses conclusions juridiques les implications de cette conclusion (chap. III).

## 5. UNIVERSITÉ DE BUTARE, DE LA MI-APRIL À MAI 1994

### 5.1 Meurtre de civils tutsis

#### *Introduction*

317. Selon l'acte d'accusation, à compter du 16 avril 1994 ou vers cette date, Nizeyimana a ordonné à des militaires des FAR, de l'ESO, du camp de Ngoma et de celui de la gendarmerie de Butare, ainsi qu'à des *Interahamwe*, qui étaient parties à l'entreprise criminelle commune, de tuer de nombreux civils tutsis à l'Université nationale du Rwanda à Butare (ci-après l'« université de Butare ») et les a incités à ce faire. En particulier, sur autorisation de Nizeyimana, l'adjudant-chef Damien Ntamuhanga s'est attaché les services de nombreux militaires du rang servant au sein des FAR et appartenant à sa section, notamment le sergent-major Innocent Sibomana et d'autres, et a exécuté l'ordre qu'il avait reçu de prendre pour cible les victimes civiles, en se servant à cet effet de listes et de cartes d'identité à cette fin. Le Procureur invoque les dépositions des témoins ZCB, Jules Kayibanda, ZBH, Anaclet Dufitumukiza, ZT et BDE. Les témoins à charge AZM et ZAP ont, eux aussi, déposé sur ce point<sup>731</sup>.

318. La Défense fait valoir, de manière générale, que Nizeyimana n'est pas impliqué dans l'attaque contre l'université de Butare et qu'il n'y a guère d'éléments de preuve établissant qu'il a donné l'ordre à d'autres personnes de prendre des victimes civiles pour cible ou les a incitées à le faire. De plus, ce sont des éléments de la Garde présidentielle et non les militaires de l'ESO qui assument probablement la responsabilité de l'attaque et des événements survenus entre le 20 avril 1994 et la fin du même mois. Par ailleurs, la Défense met en cause la crédibilité des témoins à charge Jules Kayibanda, ZCB, ZBH et ZT. A cet effet, les témoins à décharge BEJ01,

<sup>730</sup> À cet égard, les dépositions à décharge disant que Nizeyimana avait été remplacé en tant que S2/S3 le 17 ou le 18 avril 1994 par le sous-lieutenant Gakwerere, même si on y ajoute foi, ne suscitent aucun doute quant à la participation de Nizeyimana tout au moins à la planification et à l'autorisation de cette attaque.

<sup>731</sup> Acte d'accusation, par. 14 i) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 12 à 129 et 133 à 152 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 35 et 36 (réquisitions).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Martin Mukeshimana, Joseph Ngezahayo, MAL06, Martin Mutarutinya et ZML02 ont fait des dépositions pertinentes<sup>732</sup>.

### *Dépositions*

#### Témoin à charge ZCB

319. D'ethnie tutsie, ZCB était étudiant à l'université de Butare en avril 1994<sup>733</sup>. À un moment donné avant le 21 avril, une réunion présidée par le Vice-Recteur de l'université, Jean Berchmans Nshimyumuremyi, s'était tenue au stade de cette institution<sup>734</sup>. Nizeyimana y avait pris part et avait été à l'occasion présenté en public par Berchmans comme étant l'officier chargé de la sécurité<sup>735</sup>. Cette réunion avait été convoquée dans le but de faire le point de la situation dans le domaine de la sécurité à l'université<sup>736</sup>. Répondant à une question portant sur l'insécurité à l'université, Berchmans avait dit que les étudiants qui se sentaient menacés pouvaient s'inscrire sur une liste et que l'administration de l'université se chargerait de leur fournir un bus qui les transporterait dans leur région d'origine<sup>737</sup>. Nizeyimana avait confirmé que des militaires escorteraient les bus jusque dans les différentes régions<sup>738</sup>. Il avait dit qu'il y avait des militaires en nombre suffisant pour veiller sur la sécurité des étudiants et avait rappelé que le Tutsi était l'ennemi du pays<sup>739</sup>. Cette réunion à laquelle avaient assisté plus de 100 étudiants avait duré une heure et demie à deux heures, après quoi les étudiants qui se sentaient en insécurité avaient inscrit leur nom sur une liste<sup>740</sup>.

320. Un ou deux jours plus tard, une deuxième réunion, qui n'avait duré que 10 ou 15 minutes, avait eu lieu au stade dans l'après-midi<sup>741</sup>. À cette occasion, Berchmans avait fait savoir aux étudiants que des modifications avaient été apportées au programme et qu'il n'y avait pas de bus pour transporter les candidats vers leur région d'origine<sup>742</sup>. Nizeyimana était présent à cette réunion également<sup>743</sup>. L'atmosphère était tendue et les gens se demandaient s'il n'y avait pas un « agenda » caché<sup>744</sup>. Après la réunion, ZCB et d'autres étudiants étaient retournés dans

<sup>732</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 12, 177, 181, 464, 468, 470 à 472, et 474 à 486 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 54 et 55 (plaidoiries).

<sup>733</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 32), ZCB ; pièce à conviction P1 (fiche de renseignements personnels de ZCB).

<sup>734</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 33), ZCB.

<sup>735</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 33 à 35), ZCB. ZCB s'est rappelé que Nizeyimana portait une tenue militaire avec trois étoiles sur les épaulettes, ainsi qu'un béret. Ibid. (p. 34).

<sup>736</sup> Ibid. (p. 35), ZCB.

<sup>737</sup> Ibid. (p. 36), ZCB.

<sup>738</sup> Id.

<sup>739</sup> Id.

<sup>740</sup> Id.

<sup>741</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 38 et 39), ZCB.

<sup>742</sup> Ibid. (p. 38), ZCB.

<sup>743</sup> Id.

<sup>744</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 39), ZCB.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

leurs chambres<sup>745</sup>. Certains étudiants avaient quitté le campus ou s'étaient cachés dans leur chambre<sup>746</sup>.

321. Le 21 avril 1994 ou vers cette date, aux environs de 15 heures, des militaires sont arrivés au campus<sup>747</sup>. Alors que ZCB se tenait près de la porte de sa chambre, une étudiante était passée en courant et criant à l'aide<sup>748</sup>. Elle lui avait dit que de nombreux militaires armés venaient d'entrer sur le campus<sup>749</sup>. ZCB avait tenté de se réfugier dans une autre chambre, parce qu'on « connaissait » sa chambre. Il avait auparavant reçu des menaces dans cette chambre, et on le qualifiait d'*Inkotanyi*<sup>750</sup>. Il avait fini par être découvert par des militaires<sup>751</sup>. L'un d'eux était vêtu d'un uniforme qui n'était pas familier au témoin<sup>752</sup>. Celui-ci avait entendu dire que des militaires de la Garde présidentielle se trouvaient en ville<sup>753</sup>. Le militaire [qui avait frappé à la porte] était accompagné de deux militaires et de deux cadets de l'ESO<sup>754</sup>. Il savait qu'ils étaient de l'ESO parce qu'ils étaient jeunes, et leurs uniformes étaient quelque peu délabrés<sup>755</sup>. Chacun des militaires était armé d'un fusil, et les deux cadets portaient des grenades<sup>756</sup>.

322. Le militaire, dont il pensait que c'était un élément de la Garde présidentielle, avait lu tout haut le nom de ZCB qui figurait sur une liste et lui avait demandé de confirmer s'il s'agissait bien de lui<sup>757</sup>. Comme le militaire lui montrait la liste, il avait vu qu'elle comportait des noms et s'étalait sur plusieurs pages<sup>758</sup>. Son nom y figurait en troisième place ; il avait également reconnu le nom de l'un de ses amis qui était, lui aussi, d'ethnie tutsie<sup>759</sup>. Les militaires l'avaient ensuite poussé dans sa chambre. Ils lui avaient dit de leur remettre le « plan d'attaque de la ville de

<sup>745</sup> Id.

<sup>746</sup> Id.

<sup>747</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 37, et 39 et 40), ZCB.

<sup>748</sup> Ibid. (p. 40), ZCB.

<sup>749</sup> Id.

<sup>750</sup> Id.

<sup>751</sup> Id.

<sup>752</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 40 et 41), ZCB.

<sup>753</sup> Ibid. (p. 40), ZCB. Il n'a pas précisé quand il a appris la rumeur selon laquelle la Garde présidentielle se trouvait en ville.

<sup>754</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 40), ZCB.

<sup>755</sup> Ibid. (p. 41), ZCB (« Question : Quelle est la pertinence du fait que ces deux militaires étaient jeunes et qu'ils provenaient tous deux de l'ESO ? Réponse : Pendant cette période, il y avait des élèves de l'ESO, dits de la nouvelle formule. C'étaient des jeunes gens qui venaient à peine de terminer leur troisième année secondaire. Alors, ils faisaient leur entrée à l'ESO et on commençait à les "enseigner". Et c'est pour cela que je me suis dit que c'étaient des élèves de l'ESO ».), p. 62.

<sup>756</sup> Ibid. (p. 41 et 42), ZCB.

<sup>757</sup> Id.

<sup>758</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 42), ZCB.

<sup>759</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Butare » ainsi que tout arme ou fusil qu'il cachait<sup>760</sup>. Comme il leur disait qu'il n'avait pas un tel plan, ils avaient saccagé sa chambre<sup>761</sup>.

323. N'ayant rien trouvé, les militaires étaient devenus agressifs et l'avaient frappé à la tête ; il avait perdu connaissance<sup>762</sup>. Finalement les deux militaires de l'ESO l'avaient saisi par la ceinture et l'avaient emmené sur un terrain près du restaurant où le témoin avait retrouvé une vingtaine d'autres étudiants tutsis<sup>763</sup>. Pendant ce temps, d'autres militaires étaient à la recherchant des étudiants étiquetés comme « complices de l'ennemi »<sup>764</sup>. Ils étaient partout et allaient et venaient dans toute l'université<sup>765</sup>. Le témoin n'a pas pu estimer le nombre total de militaires qui se trouvaient sur le campus<sup>766</sup>.

324. Jusque-là, il ne semblait pas qu'un étudiant ait été particulièrement agressé<sup>767</sup>. Mais ensuite, tous les étudiants arrêtés avaient été conduits dans un long corridor qui passait devant le home des étudiants baptisé « Viet » ou « Vietnam », où ils avaient cru qu'on allait les tuer<sup>768</sup>. Ils étaient poussés brutalement pendant qu'on les emmenait, et ils criaient et suppliaient<sup>769</sup>. C'était une scène de violence et d'humiliation<sup>770</sup>. Les militaires qui les accompagnaient avaient chacun son arme individuelle, mais ZCB ignorait de quel type d'armes il s'agissait exactement<sup>771</sup>. Une amie « influente » du témoin, l'ayant vu, avait vainement tenté de convaincre les militaires qu'il n'était ni militaire ni *Inyenzi*.<sup>772</sup>

325. Les militaires avaient conduit les étudiants arrêtés sur un chemin qui passait à côté du château d'eau<sup>773</sup>. Ils avaient quitté la route bitumée et s'étaient engagés sur une piste en terre où il faisait plutôt sombre. Ils y avaient été attaqués par des étudiants munis d'armes traditionnelles

<sup>760</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 44) et 18 janvier 2011 (p. 4), ZCB.

<sup>761</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 44), ZCB.

<sup>762</sup> Id.

<sup>763</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 44 et 45), ZCB.

<sup>764</sup> Ibid. (p. 45), ZCB.

<sup>765</sup> Id.

<sup>766</sup> Id.

<sup>767</sup> Id.

<sup>768</sup> Id.

<sup>769</sup> Id.

<sup>770</sup> Id.

<sup>771</sup> Id.

<sup>772</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 47, et 51 et 52), ZCB (Réponse : Si je dis qu'elle était influente, c'est que ... je ne la connaissais pas depuis longtemps mais, dans les quelques jours qui avaient précédé les massacres qui ont été perpétrés sur le campus, elle avait pu me contacter parce que j'avais été à la même école secondaire que sa grande sœur, qui se trouvait ou qui vivait à l'extérieur du Rwanda. Et cette grande sœur lui avait donc écrit une lettre en lui demandant de me transmettre ses salutations. Et cette fille avait donc cherché... m'avait cherché, m'avait contacté. Nous avons donc fait connaissance et nous nous sommes entretenus. Et c'est ainsi que je lui ai donc raconté comment j'avais fait la connaissance de sa grande sœur à l'école secondaire ».). Voir aussi la pièce à conviction P1 (fiche de renseignements personnels de ZCB), qui contient le nom de l'étudiante. CRA, 18 janvier 2011, p. 5.

<sup>773</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 46 et 47), ZCB.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

comme des barres de fer et des massues,<sup>774</sup> dont la plupart étaient des membres du MRND ou de la CDR<sup>775</sup>. ZCB avait été frappé à coups de barres de fer et de massues<sup>776</sup>. Ces étudiants semblaient collaborer avec les militaires qui les conduisaient à la mort<sup>777</sup>. Les uns comme les autres, ils avaient commis des actes de torture contre les étudiants arrêtés<sup>778</sup>. Jusqu'à ce moment-là, ZCB n'avait pas entendu de coup de feu<sup>779</sup>. Certaines personnes s'étaient effondrées sur le sol parce qu'on les tabassait<sup>780</sup>. Il était impossible de s'échapper<sup>781</sup>.

326. Au moment où ils allaient sortir du campus, au niveau de la route macadamisée, ZCB avait reçu un coup à la tête, assené à l'aide d'une massue et, il s'était retrouvé écroulé<sup>782</sup>. Pendant qu'il se trouvait par terre, il avait entendu la voix de l'étudiante qui avait essayé un peu plus tôt d'intervenir en sa faveur<sup>783</sup>. Elle était en compagnie d'un militaire de la Garde présidentielle<sup>784</sup>. Cette fois, elle avait pu convaincre les militaires de le relâcher<sup>785</sup>. Selon ZCB, elle devait être d'obédience MRND ou CDR et avait joué un grand rôle dans cette opération<sup>786</sup>.

327. C'est alors que ZCB avait vu les autres victimes allongées par terre et couvertes de sang<sup>787</sup>. Il croyait que certains étaient morts et que d'autres agonisaient<sup>788</sup>. Il s'était caché et un militaire, qui devait être de l'ESO, l'avait finalement aidé à quitter le campus universitaire<sup>789</sup>.

#### Témoin à charge Jules Kayibanda

328. D'ethnie hutue, Kayibanda était étudiant à l'université de Butare en avril 1994<sup>790</sup>. Le 20 avril, vers 14 heures ou 15 heures, il avait participé avec tous les étudiants à une réunion au

<sup>774</sup> Ibid. (p. 47), ZCB.

<sup>775</sup> Ibid. (p. 58), ZCB.

<sup>776</sup> Ibid. (p. 47), ZCB.

<sup>777</sup> Id.

<sup>778</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 49 et 50), ZCB.

<sup>779</sup> Ibid. (p. 50), ZCB.

<sup>780</sup> Id.

<sup>781</sup> Id.

<sup>782</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 50), ZCB. Le témoin ne sait pas qui l'avait frappé à la tête avec une massue, en raison du chaos qui régnait.

<sup>783</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 51), ZCB.

<sup>784</sup> Id.

<sup>785</sup> Id.

<sup>786</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 51 et 52), ZCB.

<sup>787</sup> Ibid. (p. 55), ZCB.

<sup>788</sup> Id.

<sup>789</sup> Ibid. (p. 55 à 57), ZCB.

<sup>790</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 41), témoin Kayibanda ; pièce à conviction P17 (fiche de renseignements personnels du témoin Kayibanda). Kayibanda avait été détenu au Rwanda pendant huit ans pour des crimes de génocide. Il avait bénéficié de la grâce présidentielle et avait été libéré en 2003. Il avait avoué qu'il avait été incarcéré pour « association de malfaiteurs », possession illégale d'armes et pillage. CRA, 2 février 2011 (p. 69) et 3 février 2011 (p.18 et 31).

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

stade présidée par le Vice-Recteur de l'université, Jean Berchmans Nshimyumuremyi<sup>791</sup>. Berchmans était en compagnie d'autorités civiles et militaires<sup>792</sup>. Il avait pu identifier les autorités militaires grâce à leur tenue de camouflage<sup>793</sup>. Le premier des points sur lequel Berchmans avait insisté lors de cette réunion est l'obligation faite dorénavant aux étudiants de porter sur eux, en tout temps, leur carte d'identité et [de ne pas se satisfaire de] leur carte d'étudiant<sup>794</sup>, et ce parce que la carte d'identité indiquait l'appartenance ethnique de son titulaire<sup>795</sup>. Les étudiants avaient protesté vainement contre cette décision les obligeant à se munir de leur carte d'identité<sup>796</sup>.

329. Le lendemain, 21 avril 1994, une dizaine de militaires étaient entrés sur le campus de l'université avec une arme tractée par un véhicule<sup>797</sup>. Le témoin les avait vus convoquer le comité de l'Association générale des étudiants de l'université du Rwanda, lequel leur avait remis des listes d'étudiants indiquant [pour chaque étudiant] le nom, la chambre et l'appartenance ethnique<sup>798</sup>. Une fois en possession de la liste, les militaires étaient repartis<sup>799</sup>. Vers 13 heures ou 14 heures, le même jour, une dizaine de militaires munis d'armes à feu sont revenus sur le campus pour « se servir de ces listes »<sup>800</sup>. Une rumeur s'était répandue disant que des *Inyenzi* se cachaient sur le campus, et c'est pourquoi les militaires étaient revenus avec ces listes<sup>801</sup>. À cette occasion, un étudiant avait été « tailladé » à l'arme tranchante et, par la suite, était mort à l'hôpital<sup>802</sup>. Les militaires avaient également « amené » avec eux un groupe d'étudiants qui étaient qualifiés de complices des *Inyenzi*<sup>803</sup>.

330. Kayibanda pensait que les militaires du premier groupe arrivé sur le campus étaient des éléments de la Garde présidentielle, à voir les uniformes neufs qu'ils portaient<sup>804</sup>. Ceux du deuxième groupe avaient l'air jeune<sup>805</sup>. Il y avait parmi eux des gendarmes, qui portaient des

<sup>791</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 46 à 48), témoin Kayibanda.

<sup>792</sup> Ibid. (p. 47), témoin Kayibanda. Il n'a pas pu se rappeler exactement le jour de la semaine où la réunion s'était tenue, mais il savait qu'elle avait eu lieu le 20 avril 1994.

<sup>793</sup> Ibid. (p. 48), témoin Kayibanda.

<sup>794</sup> Id. Berchmans avait en outre annoncé la suspension temporaire des cours et évoqué le décès d'un étudiant nommé « Zozo ».

<sup>795</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 49), témoin Kayibanda.

<sup>796</sup> Id.

<sup>797</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 50), témoin Kayibanda.

<sup>798</sup> Ibid. (p. 50 et 51), témoin Kayibanda.

<sup>799</sup> Ibid. (p. 51), témoin Kayibanda.

<sup>800</sup> Ibid. (p. 51 et 54), témoin Kayibanda.

<sup>801</sup> Id.

<sup>802</sup> Id.

<sup>803</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 54), témoin Kayibanda.

<sup>804</sup> Ibid. (p. 51), témoin Kayibanda.

<sup>805</sup> Ibid. (p. 51 et 52), témoin Kayibanda. Le témoin a divisé les jeunes militaires en trois catégories d'âge : ceux qui avaient entre 17 et 20 ans ; ceux qui avaient environ 25 ans ; ceux qui étaient dans la trentaine. Ibid. (p. 53), témoin Kayibanda.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

bérêts rouges, et des éléments de la Garde présidentielle<sup>806</sup>. Plus tard, un étudiant dénommé Sibomana, que l'on appelait aussi parfois « Sergent », avait dit au témoin qu'il venait de l'ESO<sup>807</sup>. Il y avait eu plusieurs vagues d'attaques et, par la suite, d'autres militaires étaient arrivés au campus, censément pour assurer la sécurité de l'université<sup>808</sup>. En réalité ils recherchaient les victimes qui avaient pu s'échapper<sup>809</sup>. Sibomana, qui avait passé la journée sur le campus, lui avait confié par la suite que ces « éléments » venaient de l'ESO<sup>810</sup>.

331. La troisième attaque avait eu lieu le même jour dans la soirée<sup>811</sup>. Environ 600 militaires visiblement jeunes avaient encerclé tout le campus afin que personne ne s'en échappe<sup>812</sup>. Ils portaient leur uniforme « ordinaire », certains étaient coiffés de bérêts noirs et d'autres de casques semblables à ceux que portent les motocyclistes<sup>813</sup>. Parmi les militaires, il y avait des éléments de la Garde présidentielle et des gendarmes coiffés de bérêts rouges<sup>814</sup>. On entendait des explosions partout, et les jeunes militaires étaient armés de Kalachnikov et de différents types de grenades<sup>815</sup>. Les militaires avaient trouvé les étudiants au restaurant et avaient commencé à appeler des noms<sup>816</sup>. Kayibanda s'était vite rendu compte qu'ils appelaient les noms d'étudiants qui n'étaient pas encore arrivés au restaurant<sup>817</sup>. Les militaires avaient ensuite demandé aux étudiants de sortir du restaurant en exhibant leur carte d'identité<sup>818</sup>. Puis, ils avaient réparti les étudiants entre deux groupes ; les Tutsis, qu'ils avaient conduits sur le terrain de handball, et les Hutus, qu'ils avaient renvoyés dans leurs chambres<sup>819</sup>. C'est ainsi que Kayibanda, qui est Hutu, avait été renvoyé dans sa chambre<sup>820</sup>.

332. Peu après, les militaires avaient fouillé systématiquement les chambres, sans même consulter les listes, car ils croyaient que des étudiants s'y cachaient<sup>821</sup>. Ils avaient frappé à la porte de Kayibanda, et les jeunes militaires lui avaient demandé pourquoi il n'aidait pas les Hutus à se défendre contre l'ennemi, c'est-à-dire les Tutsis<sup>822</sup>. Ils l'avaient fait sortir pour qu'il

<sup>806</sup> Ibid. (p. 52), témoin Kayibanda.

<sup>807</sup> Ibid. (p. 53), témoin Kayibanda.

<sup>808</sup> Id.

<sup>809</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 53), témoin Kayibanda.

<sup>810</sup> Ibid. (p. 54), témoin Kayibanda.

<sup>811</sup> Id.

<sup>812</sup> Id.

<sup>813</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 55), témoin Kayibanda.

<sup>814</sup> Id.

<sup>815</sup> Id.

<sup>816</sup> Id.

<sup>817</sup> Id.

<sup>818</sup> Id.

<sup>819</sup> Id.

<sup>820</sup> Id.

<sup>821</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 55 et 56), témoin Kayibanda.

<sup>822</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

les aide dans les fouilles<sup>823</sup>. Dès qu'ils trouvaient un ennemi, ils l'emmenaient à une sorte de « centre de triage » établi par les militaires « professionnels »<sup>824</sup>. Le chef de groupe [Kayibanda avait été affecté à un de ces groupes] remettaient les cartes d'identité qu'ils avaient prises aux étudiants. Si les militaires professionnels décidaient qu'un étudiant devait franchir le barrage, cet étudiant ne revenait pas<sup>825</sup>.

333. L'université comprenait trois blocs, mais toutes les victimes qu'on « arrêtait » étaient conduites au même endroit<sup>826</sup>. Kayibanda n'a pas pu dire à la barre combien d'étudiants avaient été enlevés au campus cette nuit-là<sup>827</sup>. La recherche des étudiants s'était poursuivie jusqu'au lendemain matin lorsqu'ils avaient aussi fouillé le bois qui entourait le campus<sup>828</sup>.

334. Le témoin Kayibanda ne savait pas qui dirigeait cette attaque et n'avait vu personne donner des ordres pendant l'attaque<sup>829</sup>. Il savait seulement que Sibomana servait de liaison avec les militaires et leur fournissait des renseignements dès qu'ils arrivaient sur le campus<sup>830</sup>. Il avait vu des militaires tuer et mener leurs opérations, mais il n'avait pas observé une quelconque coordination entre les différents groupes qui participaient aux attaques<sup>831</sup>.

#### Témoin à charge BDE

335. D'ethnie hutue, BDE était cadet *nouvelle formule* au camp de l'ESO en avril 1994<sup>832</sup>. Elle a affirmé qu'elle connaissait le nom de trois personnes qui avaient commis des meurtres à l'université<sup>833</sup>. Le premier, c'était le sergent-major Sibomana qui était également inscrit comme étudiant à l'université<sup>834</sup>. Le deuxième était un vieux caporal dénommé Sekimonyo<sup>835</sup>. Le troisième, c'était Fulgence Niyibizi, cadet à l'ESO, qui disait qu'il ne cesserait de tuer qu'après avoir tué 100 Tutsis<sup>836</sup>. Elle savait qu'ils avaient commis des meurtres à l'université parce que Fulgence lui avait confié qu'il travaillait de concert avec Sekimonyo et Sibomana, qui dirigeait les *Interahamwe*<sup>837</sup>.

<sup>823</sup> Id.

<sup>824</sup> Id.

<sup>825</sup> Id.

<sup>826</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 57), témoin Kayibanda.

<sup>827</sup> Ibid. (p. 56 et 57), témoin Kayibanda.

<sup>828</sup> Ibid. (p. 57), témoin Kayibanda.

<sup>829</sup> Ibid. (p. 70), témoin Kayibanda.

<sup>830</sup> Id.

<sup>831</sup> Id.

<sup>832</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 9 et 10) et 31 janvier 2011 (p. 51 et 52), BDE.

<sup>833</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 31), BDE.

<sup>834</sup> Id. et CRA, 31 janvier 2011 (p. 58), BDE.

<sup>835</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 31), BDE.

<sup>836</sup> Ibid. (p. 32) et CRA, 31 janvier 2011 (p. 41), BDE.

<sup>837</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 32), BDE.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### Témoin à charge AZM

336. D'ethnie hutue, AZM était membre du comité préfectoral de sécurité de Butare en avril 1994<sup>838</sup>. Quelques jours après le 19 avril 1994, lors d'une réunion dudit comité, le Vice-Recteur de l'université, Jean Berchmans Nshimyumuremyi, ou le commandant de place Tharcisse Muvunyi avait dit que des étudiants de l'université de Butare avaient été tués<sup>839</sup>. À cette réunion, Muvunyi avait demandé à Berchmans s'il avait assez de militaires à sa disposition et il avait répondu que les effectifs étaient suffisants<sup>840</sup>. À la réunion suivante, Berchmans avait dit qu'il n'avait plus besoin des vivres qu'il avait demandés, parce que les personnes auxquelles ils étaient destinés n'étaient plus en vie<sup>841</sup>.

### Témoin à charge ZT

337. En avril 1994, ZT était cadet à l'ESO<sup>842</sup>. Elle a dit à la barre que Nizeyimana avait déployé Innocent Sibomana à l'université et que celui-ci était également étudiant à l'université<sup>843</sup>.

### Témoin à charge Anaclet Dufitumukiza

338. D'ethnie tutsie, le témoin était caporal de gendarmerie affecté au camp de Tumba en avril 1994<sup>844</sup>. Il savait que le sous-lieutenant Gakwerere, basé à l'ESO, dirigeait des attaques lancées contre l'université<sup>845</sup>. Il pensait que Gakwerere était chargé d'exterminer tous les Tutsis<sup>846</sup>. Il n'avait jamais vu Gakwerere sur le campus universitaire, mais il avait appris d'autres personnes qu'il pouvait y entrer<sup>847</sup>.

<sup>838</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 65 (huis clos), et 78 et 79), AZM ; pièce à conviction P6 (fiche de renseignements personnels d'AZM). Quand il est venu déposer devant le Tribunal à Arusha, AZM était incarcéré pour des crimes de génocide. CRA, 20 janvier 2011 (p. 65 et 66 (huis clos)) et 24 janvier 2011 (p. 28 (huis clos)). Il avait été détenu dans deux établissements pénitentiaires depuis 1999. CRA, 24 février 2011 (p. 28 (huis clos)). Il avait plaidé coupable de crimes de génocide en 2002. CRA, 24 janvier 2011 (p. 34 et 35 (huis clos), et 48 et 49). En 2010, il avait rédigé un document destiné à une juridiction *gacaca*. Ibid. (p. 48 et 49 (huis clos)).

<sup>839</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 78), AZM.

<sup>840</sup> Ibid. (p. 79), AZM.

<sup>841</sup> Id.

<sup>842</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 9), ZT ; pièce à conviction P19 (fiche de renseignements personnels de ZT).

<sup>843</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 15), ZT. Le témoin n'a pas expliqué comment elle a su que Nizeyimana avait déployé Sibomana à l'université.

<sup>844</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 73 et 74), témoin Dufitumukiza ; pièce à conviction P5 (fiche de renseignements personnels du témoin Dufitumukiza).

<sup>845</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 12 et 13), témoin Dufitumukiza.

<sup>846</sup> Ibid. (p. 14), témoin Dufitumukiza.

<sup>847</sup> Ibid. (p. 19), témoin Dufitumukiza (« Réponse : Par exemple, il y avait Monsieur Placide Mbarushimana qui vit aujourd'hui au Rwanda. J'ai toujours discuté avec Placide de Gakwerere. Il y avait également un autre Gakwerere, qui était gendarme, qui me donnait des informations. C'est bien Gakwerere qui m'a aidé à rencontrer Madame Catherine. Il y avait également d'autres personnes de l'ESO. Par exemple, Monsieur Kaliganere qui était affecté à

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Déclaration écrite du témoin à charge ZAP conformément à l'article 92bis du Règlement

339. ZAP se trouvait chez Rosalie Gicanda en avril 1994<sup>848</sup>. Le 20 avril, ZAP avait été emmenée par des militaires avec Rosalie Gicanda dans un véhicule qui avait ensuite marqué un arrêt à l'ESO<sup>849</sup>. Le chef des militaires et quelques autres personnes étaient descendus du véhicule pour entrer dans le camp de l'ESO<sup>850</sup>. D'autres militaires s'étaient approchés du véhicule et avaient déclaré qu'ils venaient de découvrir des *Inyenzi* et qu'ils allaient les traiter comme ils avaient traité les étudiants de l'université<sup>851</sup>. Ils avaient fait savoir au témoin qu'ils venaient de chauffer leurs baïonnettes<sup>852</sup>.

Témoin à décharge Martin Mukeshimana

340. D'ethnie hutue, le témoin Mukeshimana était étudiant en médecine à l'université de Butare en 1994<sup>853</sup>. Entre le 19 et le 21 avril, une réunion présidée par le Vice-Recteur Jean Berchmans Nshimyumuremyi et regroupant une centaine d'étudiants s'était tenue au stade Kamuniza<sup>854</sup>. Ni Nizeyimana ni aucun autre militaire ne se trouvait à cette réunion<sup>855</sup>. Les principales questions évoquées concernaient la sécurité à l'université et la fourniture des vivres aux étudiants, ainsi que le transport des étudiants qui souhaitaient retourner dans leur région d'origine<sup>856</sup>. La réunion avait duré moins d'une heure<sup>857</sup>. Des vivres avaient été fournis aux étudiants après la réunion, mais le transport promis ne s'était pas matérialisé, l'insécurité compromettant le voyage vers les régions où les étudiants souhaitaient être transportés<sup>858</sup>. Mukeshimana ignorait si d'autres réunions avaient suivi<sup>859</sup>, ou si des listes d'étudiants avaient été établies<sup>860</sup>.

---

l'ESO, me donnait également des informations. Voilà les trois sources principales qui me donnaient des informations ».).

<sup>848</sup> Pièce à conviction P40D (F), p. 1.

<sup>849</sup> Ibid., p. 2 et 3.

<sup>850</sup> Ibid., p. 3.

<sup>851</sup> Id.

<sup>852</sup> Id.

<sup>853</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 27), témoin Mukeshimana ; pièce à conviction D42 (fiche de renseignements personnels du témoin Mukeshimana).

<sup>854</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 31 et 51), témoin Mukeshimana.

<sup>855</sup> Ibid. (p. 33), témoin Mukeshimana. Le témoin n'avait jamais vu Nizeyimana ni entendu parler de lui pendant son séjour en tant qu'étudiant à Butare, Ibid., p. 43.

<sup>856</sup> Ibid. (p. 32), témoin Mukeshimana.

<sup>857</sup> Ibid. (p. 34), témoin Mukeshimana.

<sup>858</sup> Ibid. (p. 33), témoin Mukeshimana.

<sup>859</sup> Ibid. (p. 34), témoin Mukeshimana.

<sup>860</sup> Ibid. (p. 41), témoin Mukeshimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

341. Un jour, après le 20 avril 1994, dans l'après-midi, Mukeshimana avait vu une dizaine de militaires armés pénétrer sur le campus universitaire<sup>861</sup>. Il estimait que leurs âges devaient s'échelonner de 25 à 30 ans<sup>862</sup>. Il ne savait pas d'où ils venaient et n'avait vu aucun officier parmi eux<sup>863</sup>. Il avait vu les militaires pénétrer dans les résidences universitaires, et aussi des personnes assises sur le terrain de basket-ball vers 16 heures, dont il pensait qu'elles obéissaient aux militaires qui leur avaient dit de s'asseoir là<sup>864</sup>. Une fois, il avait vu sur ce même terrain deux personnes, et une autre fois cinq personnes<sup>865</sup>. Il a affirmé ignorer sur quelle base ces étudiants avaient été triés et ce qu'il était advenu d'eux par la suite<sup>866</sup>. Le témoin avait pris peur quand ces militaires étaient entrés sur le campus et il était resté dans sa chambre pendant tout le temps qu'ils étaient sur le campus<sup>867</sup>.

342. À sa connaissance, personne n'avait été tué ou n'était mort à l'université en avril 1994<sup>868</sup>. Il s'est simplement souvenu avoir vu derrière le dortoir "Cambodge" le corps en décomposition de quelqu'un dont on disait qu'il était Hutu, mais il ne savait pas si ce cadavre avait été simplement jeté à cet endroit ou si la personne y avait été tuée<sup>869</sup>.

#### Témoin à décharge ZML02

343. D'ethnie hutue, ZML02 était étudiante à l'université de Butare en avril 1994<sup>870</sup>. Elle était revenue à l'université de Butare le 18 avril en provenance de sa région d'origine<sup>871</sup>. Elle s'était inscrite en tant qu'étudiante réfugiée, et une chambre lui avait été attribuée<sup>872</sup>.

344. Vers le 20 avril 1994, une réunion coprésidée par Rudatsikira, le Secrétaire exécutif de l'Association des étudiants, et le Vice-Recteur Jean Berchmans Nshimyumuremyi avait eu lieu au stade immédiatement après le petit déjeuner<sup>873</sup>. On y avait évoqué les questions de

<sup>861</sup> Ibid. (p. 34 et 41), témoin Mukeshimana.

<sup>862</sup> Ibid. (p. 34), témoin Mukeshimana.

<sup>863</sup> Id. (« Question : Comment reconnaîtriez-vous un officier ? Réponse : S'il porte les "histoires" qu'ils portent sur les épaules, je ... on peut ... je peux le reconnaître ; ou, alors, j'imagine que l'officier devrait être avec des gens qui l'entourent et à qui il peut donner des ordres directement. Voilà. Ces deux éléments peuvent m'indiquer que tel est un officier »).

<sup>864</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 34, 40 et 53), témoin Mukeshimana.

<sup>865</sup> Ibid. (p. 35, 53 et 55), témoin Mukeshimana. Plus tard, le témoin Mukeshimana a laissé entendre que la première fois il n'avait tout simplement pas regardé attentivement ; à y regarder de plus près, il avait vu cinq personnes au lieu de deux.

<sup>866</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 35 à 37), témoin Mukeshimana.

<sup>867</sup> Ibid. (p. 37 et 53), témoin Mukeshimana.

<sup>868</sup> Ibid. (p. 37), témoin Mukeshimana.

<sup>869</sup> Id.

<sup>870</sup> CRA, 17 mai 2011 (p. 4 et 5), ZML02 ; pièce à conviction D34 (fiche de renseignements personnels de ZML02).

<sup>871</sup> Ibid. (p. 4 et 5, et 13), ZML02.

<sup>872</sup> Ibid. (p. 4, 13 et 20), ZML02.

<sup>873</sup> Id.

l'attribution de logement aux étudiants [qui fuyaient la guerre], et de l'alimentation et du transport des étudiants qui souhaitaient retourner dans leur région d'origine<sup>874</sup>. L'université avait dit qu'il était impossible d'organiser le transport par bus des étudiants vers leur région d'origine<sup>875</sup>. Cette réunion avait duré environ une heure et demie<sup>876</sup>. Selon les estimations de ZML02, quelque 80 étudiants étaient présents sur le campus à cette période<sup>877</sup>. Personne d'autre n'avait pris la parole lors de cette réunion et les militaires n'y étaient pas<sup>878</sup>.

345. Le 21 avril 1994, des militaires étaient arrivés à l'université, avaient pénétré dans le restaurant et demandé aux étudiants d'exhiber leur carte d'identité<sup>879</sup>. Ils étaient passés par l'entrée principale de l'université, et avaient longé les résidences universitaires pour se diriger vers le restaurant<sup>880</sup>. ZML02 les avait vus arriver vers 17 heures, moment où les étudiants prenaient habituellement leur repas<sup>881</sup>. Les militaires arrêtaient les étudiants à hauteur du restaurant et leur demandaient d'exhiber leur carte d'identité<sup>882</sup>. Ils avaient autorisé ZML02 et son amie à entrer dans le réfectoire, mais d'autres étudiants avaient dû rester à l'extérieur<sup>883</sup>. Elle ne savait pas ce qu'il était advenu des étudiants tutsis qui n'avaient pas été autorisés à entrer dans le restaurant<sup>884</sup>. Certains étaient revenus au campus, et d'autres pas<sup>885</sup>. Ce n'est que le premier jour que les militaires avaient contrôlé les cartes d'identité des étudiants<sup>886</sup>.

346. Les militaires étaient armés et portaient une tenue de camouflage et un béret<sup>887</sup>. Ils n'avaient pas dit à ZML02 d'où ils venaient, mais elle pensait qu'ils appartenaient à la Garde présidentielle et qu'ils tenaient un barrage établi à 200 mètres de l'université<sup>888</sup>. Elle avait vu quelque huit militaires se déplacer en « file indienne » ; d'autres se trouvaient entre le restaurant et le gymnase, mais elle ne se souvenait pas de leur nombre<sup>889</sup>. Elle n'avait vu aucune liste entre leurs mains<sup>890</sup>. Elle n'avait vu aucun camarade hutu aider les militaires à arrêter les étudiants

<sup>874</sup> CRA, 17 mai 2011 (p. 5, 13, et 19 et 20), ZML02.

<sup>875</sup> Ibid. (p. 21), ZML02.

<sup>876</sup> Ibid. (p. 19), ZML02.

<sup>877</sup> Ibid. (p. 9 et 10), ZML02.

<sup>878</sup> Ibid. (p. 6), ZML02.

<sup>879</sup> Ibid. (p. 10), ZML02.

<sup>880</sup> Id.

<sup>881</sup> CRA, 17 mai 2011 (p. 10 et 23), ZML02. Le témoin ZML02 avait vu les militaires au moment où elle sortait du dortoir « Viet ». Ibid., p. 22.

<sup>882</sup> CRA, 17 mai 2011 (p. 11 et 23), ZML02.

<sup>883</sup> Ibid. (p. 11, 24 et 25), ZML02.

<sup>884</sup> Ibid. (p. 11 et 25), ZML02.

<sup>885</sup> Ibid. (p. 11, et 25 et 26), ZML02.

<sup>886</sup> Ibid. (p. 26), ZML02.

<sup>887</sup> Ibid. (p. 11 et 25), ZML02.

<sup>888</sup> Ibid. (p. 11), ZML02.

<sup>889</sup> Id.

<sup>890</sup> CRA, 17 mai 2011 (p. 25), ZML02.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

tutsis<sup>891</sup>. Elle avait entendu dire que les jours suivants, les militaires fouillaient l'université et ses environs à la recherche d'étudiants tutsis<sup>892</sup>.

347. Les militaires étaient revenus au campus le lendemain, presque à la même heure, mais ils n'avaient pas trouvé beaucoup d'étudiants au restaurant, parce que ceux-ci avaient pris peur et évitaient de venir prendre leur repas<sup>893</sup>. ZML02 n'avait pas vu les militaires tuer quelqu'un quand ils étaient au restaurant ou sur le campus<sup>894</sup>. Elle avait entendu dire que des étudiants avaient été tués loin du campus universitaire<sup>895</sup>.

#### Témoignage à décharge Martin Mutarutinya

348. D'ethnie hutue, le témoin Mutarutinya était étudiant à l'université de Butare en avril 1994<sup>896</sup>. Le 21 avril ou vers cette date, autour de 18 heures, il se trouvait au restaurant universitaire, ainsi qu'une centaine d'autres étudiants<sup>897</sup>. Ils venaient juste de commencer à manger quand il avait vu deux personnes armées prendre position à l'entrée du réfectoire<sup>898</sup>. Un peu plus tard, il avait appris qu'il y avait plus que deux personnes armées<sup>899</sup>. La personne armée qui se tenait à l'entrée obligeait les étudiants à exhiber leur carte d'identité<sup>900</sup>. En quittant le restaurant, le témoin Mutarutinya avait présenté sa carte d'identité et il avait été invité à se rendre à son "home"<sup>901</sup>. Il avait remarqué que les Hutus étaient invités à se rendre à leurs "homes", tandis que les Tutsis étaient dirigés vers le terrain de basket-ball qui était situé en face du restaurant<sup>902</sup>. Il avait entendu dire que quatre étudiants avaient été envoyés sur ce terrain<sup>903</sup>.

349. Une fois hors du restaurant, il avait remarqué que l'une des personnes armées portait un uniforme militaire de couleur verte et un béret noir<sup>904</sup>. Elle portait aussi une arme et avait le visage ridé d'une personne âgée<sup>905</sup>. Le témoin Mutarutinya ignorait à quelle unité ce militaire

<sup>891</sup> Id.

<sup>892</sup> CRA, 17 mai 2011 (p. 26), ZML02.

<sup>893</sup> Ibid. (p. 12), ZML02.

<sup>894</sup> Id.

<sup>895</sup> Id.

<sup>896</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 4), témoin Mutarutinya ; pièce à conviction D41 (fiche de renseignements personnels du témoin Mutarutinya).

<sup>897</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 7 et 17), témoin Mutarutinya. Le témoin a affirmé que ces faits avaient eu lieu cinq jours au moins après le discours du Président Sindikubwabo. Ibid., p. 16.

<sup>898</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 7 et 17), témoin Mutarutinya.

<sup>899</sup> Ibid. (p. 7), témoin Mutarutinya.

<sup>900</sup> Id.

<sup>901</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 7 et 18), témoin Mutarutinya.

<sup>902</sup> Ibid. (p. 8 et 18), témoin Mutarutinya. Il n'avait personnellement pas vu les étudiants tutsis être orientés vers le terrain de basket-ball, mais il l'avait appris auprès d'autres étudiants.

<sup>903</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 8), témoin Mutarutinya.

<sup>904</sup> Id.

<sup>905</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

était rattaché, mais il avait entendu dire par la suite qu'il faisait partie de la Garde présidentielle, tout comme deux ou trois autres de ces militaires<sup>906</sup>. Il n'avait vu aucun étudiant aider ces hommes quand il se trouvait au restaurant<sup>907</sup>. Il supposait que les étudiants dirigés sur le terrain de basket-ball avaient été tués, parce que, immédiatement après qu'il était arrivé dans sa chambre, il avait entendu des coups de feu provenant de l'arboretum de l'université, une petite forêt artificielle<sup>908</sup>. Les militaires n'avaient reçu aucune aide d'autres étudiants<sup>909</sup>.

350. Les jours qui avaient suivi cette irruption [des militaires], le nombre d'étudiants sur le campus avait diminué<sup>910</sup>. Nombre d'entre eux avaient pris peur et s'étaient réfugiés ailleurs, et ils avaient appris que leurs camarades avaient été enlevés par la suite<sup>911</sup>. Il n'avait pas été témoin de pareils enlèvements, mais il avait entendu dire que des civils armés et des militaires avaient emmené des étudiants<sup>912</sup>.

#### Témoin à décharge Joseph Ngezahayo

351. D'ethnie hutue, Ngezahayo était étudiant et travaillait comme blanchisseur au camp de l'ESO pour le compte de Jean Nepo Hategekimana en 1994<sup>913</sup>. Environ deux semaines après que l'avion du Président Habyarimana eut été abattu, il s'était rendu à l'université vers 11 h 40 pour manger<sup>914</sup>. Ce même jour, vers 12 h 30 ou 13 heures, une douzaine de militaires avaient fait irruption sur le campus<sup>915</sup>. Le plus âgé pouvait avoir tout au plus 30 ans, mais ils avaient pour la plupart de 27 à 28 ans<sup>916</sup>. Le témoin connaissait bien les militaires de l'ESO et il avait donc pu conclure que ces hommes ne venaient pas de l'ESO<sup>917</sup>. Du reste, ils lui avaient dit qu'ils venaient de Kigali<sup>918</sup>. Le témoin a affirmé qu'il n'y avait aucun officier parmi eux parce qu'il n'avait pas vu d'étoiles sur leurs épaulettes<sup>919</sup>.

<sup>906</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 8 et 19), témoin Mutarutinya. Le témoin n'a pas précisé qui lui avait dit que ce militaire était un élément de la Garde présidentielle.

<sup>907</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 9), témoin Mutarutinya.

<sup>908</sup> Ibid. (p. 8), témoin Mutarutinya.

<sup>909</sup> Ibid. (p. 9), témoin Mutarutinya.

<sup>910</sup> Id.

<sup>911</sup> Id.

<sup>912</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 9 et 16), témoin Mutarutinya.

<sup>913</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 43 et 44), témoin Ngezahayo ; pièce à conviction D44 (fiche de renseignements personnels du témoin Ngezahayo).

<sup>914</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 48, 60 et 66), témoin Ngezahayo. Finalement, Ngezahayo n'avait pas mangé ce jour-là et avait quitté l'université le ventre vide. Ibid. (p. 61).

<sup>915</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 48 et 51), témoin Ngezahayo. Par la suite, Ngezahayo a estimé que cet événement s'était produit entre 13 heures et 13 h 30. Ibid. (p. 51).

<sup>916</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 48), témoin Ngezahayo.

<sup>917</sup> Ibid. (p. 48 et 49), témoin Ngezahayo.

<sup>918</sup> Ibid. (p. 49), témoin Ngezahayo.

<sup>919</sup> Id.

352. Les militaires s'étaient tout d'abord dirigés vers le bureau du service étudiants avant de se rendre dans les homes<sup>920</sup>. Là-bas, ils avaient dit qu'ils recherchaient les étudiants qui se cachaient peut-être dans les chambres<sup>921</sup>. Aidés par des étudiants, les militaires, qui étaient pour la plupart membres du MRND, avaient fouillé les dortoirs et avaient conduit des étudiants sur le terrain de basket-ball devant le réfectoire<sup>922</sup>. Ngezahayo était devant le restaurant *des connards* qui se trouvait à environ 11 mètres du terrain de basket-ball<sup>923</sup>. Arrivés sur ce terrain, les militaires avaient dit aux étudiants d'exhiber leur carte d'identité, et ils avaient mis de 28 à 30 Tutsis sur le côté<sup>924</sup>. Ils n'avaient pas contrôlé sa carte d'identité, parce que, selon lui, son accoutrement révélait qu'il n'était pas étudiant<sup>925</sup>.

353. Vers 14 heures, les militaires avaient conduit les étudiants tutsis à l'INRS, qui était situé hors du campus, de l'autre côté de la route bitumée<sup>926</sup>. Ngezahayo avait suivi les militaires jusqu'à la limite du campus pendant qu'ils emmenaient les étudiants<sup>927</sup>. Selon lui, ces étudiants avaient été tués, car il ne les avait jamais revus à l'université<sup>928</sup>. Ce jour-là, Ngezahayo avait vu des militaires de la Garde présidentielle tuer un tailleur hutu dénommé Cassien dans une bananeraie proche du campus universitaire<sup>929</sup>. Il avait passé une dizaine de minutes à l'université avant de rentrer chez lui<sup>930</sup>.

354. Le lendemain, Ngezahayo était revenu à l'université vers 8 heures pour remettre des vêtements aux étudiants<sup>931</sup>. Debout devant les goyaviers en face du « service aux étudiants », il avait revu les militaires sur le campus<sup>932</sup>. Le témoin avait conclu, en se fondant sur leurs uniformes et leur nombre, qu'il s'agissait du même groupe de militaires que celui de la veille<sup>933</sup>. Ils avaient dit au « service aux étudiants » de leur remettre le passe-partout pour pouvoir entrer dans toutes les chambres. Mais, cette fois-là, il ne les avait pas vus lorsqu'ils pénétraient sur le

<sup>920</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 49 et 61), témoin Ngezahayo.

<sup>921</sup> Ibid. (p. 49), témoin Ngezahayo.

<sup>922</sup> Ibid. (p. 49 à 51, et 61 à 65), témoin Ngezahayo. Plus précisément Ngezahayo les avait vus pénétrer dans le home *Misereor*. Ibid. (p. 61 et 62).

<sup>923</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 51 et 60), témoin Ngezahayo. Le témoin a dit, lors de son contre-interrogatoire, qu'il était assis sur un bloc de ciment situé à mi-chemin entre le réfectoire et le terrain de basket-ball. Ibid., p. 60 et 65.

<sup>924</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 49 et 50, et 53), témoin Ngezahayo.

<sup>925</sup> Ibid. (p. 52 et 58), témoin Ngezahayo.

<sup>926</sup> Ibid. (p. 50 à 52), témoin Ngezahayo. Le témoin savait que les étudiants tutsis avaient été conduits à l'INRS parce qu'il s'y trouvait et qu'il avait été témoin oculaire de toute la scène. Ibid., p. 50. Il n'a pas expliqué la signification du sigle INRS, mais il a précisé que l'INRS était situé de l'autre côté de la route bitumée, à l'extérieur du campus. Il a noté qu'il y avait un musée à l'INRS.

<sup>927</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 66), témoin Ngezahayo.

<sup>928</sup> Ibid. (p. 50 et 67), témoin Ngezahayo.

<sup>929</sup> Ibid. (p. 55), témoin Ngezahayo.

<sup>930</sup> Ibid. (p. 60 et 61), témoin Ngezahayo.

<sup>931</sup> Ibid. (p. 52 et 66), témoin Ngezahayo.

<sup>932</sup> Ibid. (p. 51, 52 et 58), témoin Ngezahayo.

<sup>933</sup> Ibid. (p. 53), témoin Ngezahayo.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

campus<sup>934</sup>. Après la remise du passe-partout, il avait entendu les étudiants qui accompagnaient les militaires se vanter que ceux qui pensaient s'être enfermés dans leur chambre « vont les voir », puisqu'ils avaient le passe-partout<sup>935</sup>. Ce jour-là, le témoin avait passé environ une heure sur le campus<sup>936</sup>.

355. Le même jour, les militaires n'avaient pas arrêté plus de cinq étudiants et les avaient conduits au laboratoire national<sup>937</sup>. Ces étudiants, eux non plus, n'étaient pas revenus au campus<sup>938</sup>. Des enfants d'une quinzaine d'années, qui avaient suivi les étudiants, avaient dit à Ngezahayo que les étudiants avaient été tués à l'INRS<sup>939</sup>. Il pensait que ces militaires avaient passé la nuit au Groupe scolaire<sup>940</sup>. Les militaires n'étaient pas revenus à l'université après cette deuxième incursion<sup>941</sup>. Ngezahayo ne s'était entretenu avec les militaires à aucune de ces deux occasions<sup>942</sup>. Il se trouvait à environ cinq mètres d'eux<sup>943</sup>.

#### Témoin à décharge MAL06

356. D'ethnie hutue, MAL06 travaillait à l'université de Butare en avril 1994<sup>944</sup>. Le 25 avril ou vers cette date, autour de 17 heures, huit militaires armés étaient entrés dans le réfectoire *Les salauds* et avaient dit aux étudiants d'exhiber leur carte d'identité<sup>945</sup>. À cette heure, il y avait là moins de 20 étudiants<sup>946</sup>. MAL06 se trouvait au réfectoire, quand il avait vu des militaires y pénétrer, pendant que certains de leurs collègues attendaient à l'extérieur<sup>947</sup>. Il ne lui avait pas été demandé de présenter sa carte d'identité<sup>948</sup>. À un moment donné, ils avaient intimé l'ordre à tous les étudiants de sortir du restaurant et avaient poursuivi le contrôle d'identité à l'extérieur<sup>949</sup>. MAL06 n'avait pas vu si ces militaires disposaient d'une liste de noms<sup>950</sup>. Les militaires avaient emmené certains étudiants, mais MAL06 ne savait pas pourquoi<sup>951</sup>. Il avait appris plus tard

<sup>934</sup> Ibid. (p. 55), témoin Ngezahayo.

<sup>935</sup> Ibid. (p. 59), témoin Ngezahayo.

<sup>936</sup> Ibid. (p. 66), témoin Ngezahayo.

<sup>937</sup> Ibid. (p. 53, et 66 et 67), témoin Ngezahayo.

<sup>938</sup> Ibid. (p. 55), témoin Ngezahayo.

<sup>939</sup> Ibid. (p. 67), témoin Ngezahayo.

<sup>940</sup> Ibid. (p. 54), témoin Ngezahayo.

<sup>941</sup> Ibid. (p. 55), témoin Ngezahayo.

<sup>942</sup> Ibid. (p. 58 et 67), témoin Ngezahayo.

<sup>943</sup> Ibid. (p. 58), témoin Ngezahayo.

<sup>944</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 37 (huis clos)), MAL06 ; pièce à conviction D32 (fiche de renseignements personnels de MAL06).

<sup>945</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 39, 49 et 55), MAL06.

<sup>946</sup> Ibid. (p. 53 (huis clos) et 56), MAL06.

<sup>947</sup> Ibid. (p. 39, 49 et 52 (huis clos)), MAL06.

<sup>948</sup> Ibid. (p. 40), MAL06.

<sup>949</sup> Ibid. (p. 52 et 53 (huis clos)), MAL06.

<sup>950</sup> Ibid. (p. 55), MAL06.

<sup>951</sup> Ibid. (p. 39 et 40), MAL06.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

d'autres étudiants que leurs camarades enlevés avaient été tués<sup>952</sup>. Le témoin avait vu certains étudiants pointer du doigt leurs collègues pour les désigner aux militaires<sup>953</sup>.

357. Ces militaires portaient des uniformes et des bérets noirs neufs, que l'on ne voyait habituellement pas dans Butare, et ils avaient un comportement hostile<sup>954</sup>. Le lendemain, les étudiants disaient que ces militaires étaient des éléments de la Garde présidentielle<sup>955</sup>. Les uniformes étaient peut-être les mêmes, mais il n'avait reconnu aucun de ces militaires. Il en avait donc conclu qu'ils ne venaient pas de l'ESO<sup>956</sup>. De plus, ils ne se comportaient pas comme les militaires de l'ESO<sup>957</sup>.

358. Le lendemain, les mêmes militaires étaient revenus au campus de l'université et avaient demandé où se trouvaient les différents « homes »<sup>958</sup>. Cette fois ils avaient demandé à MAL06 d'exhiber sa carte d'identité<sup>959</sup>. MAL06 n'avait pas vu ou entendu parler de meurtres d'étudiants à l'université tant qu'il y travaillait<sup>960</sup>. Il avait cessé de travailler environ trois jours après la deuxième visite des militaires au campus, parce qu'il craignait pour sa vie<sup>961</sup>. Un de ses collègues l'avait avisé de ne pas venir au travail, parce qu'il risquait d'être blessé<sup>962</sup>.

<sup>952</sup> Ibid. (p. 40 et 55), MAL06.

<sup>953</sup> Ibid. (p. 55), MAL06.

<sup>954</sup> Ibid. (p. 39 et 40, et 42), MAL06.

<sup>955</sup> Ibid. (p. 40 et 56), MAL06.

<sup>956</sup> Ibid. (p. 42), MAL06 (Le juge FREMR : Monsieur le Témoin, décrivez-nous brièvement l'uniforme des militaires de l'ESO ? Réponse : Les militaires de l'ESO avaient un uniforme ordinaire de militaire – ils portaient donc un uniforme ordinaire. En fait, je vous ai décrit la différence avec ces militaires qui sont arrivés, c'est que, en fait, je n'ai pas reconnu ... j'ai remarqué que c'était la première fois que j'avais ... je voyais leurs figures. C'est pour cela que je disais que c'étaient des nouveaux...des nouvelles personnes qui sont arrivées au restaurant. Le juge FREMR : Je voudrais que vous me disiez un peu ce qui constitue la différence entre cet uniforme et les autres, si vous le pouvez. Réponse : Les militaires de l'ESO portaient un uniforme ordinaire de militaire. Le Président : Monsieur le Témoin, c'est quoi un uniforme ordinaire ? Quelle est la couleur ordinaire, selon vous ? Réponse: Ils avaient une tenue de camouflage et des bérets noirs. Le juge FREMR : Ces militaires qui sont venus à l'université, quelle était la couleur de leurs habits et de leurs bérets ? Réponse : Leurs bérets étaient noirs également, mais ils avaient un uniforme neuf. Et lorsque vous voyiez leur comportement, on voyait qu'ils étaient différents des militaires qu'on connaissait. Le juge FREMR : La couleur de l'uniforme était la même ? [...] Le juge FREMR : Je voudrais savoir si la couleur de l'uniforme de ces militaires était la même que celle des uniformes des militaires de l'ESO. Réponse : Oui, leurs uniformes avaient la même couleur que l'uniforme des militaires de l'ESO »).

<sup>957</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 42), MAL06. MAL06 n'a pas expliqué en quoi leur comportement était différent de celui des militaires de l'ESO.

<sup>958</sup> Ibid. (p. 40), MAL06.

<sup>959</sup> Id.

<sup>960</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 41), MAL06.

<sup>961</sup> Id.

<sup>962</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

### Témoignage à décharge BEJ01

359. D'ethnie hutue, BEJ01 vivait à Butare en 1994<sup>963</sup>. Ses collègues de l'université lui avaient remis une liste comprenant les noms de 50 à 70 familles qui souhaitaient quitter Butare par bus<sup>964</sup>. Il avait résumé cette liste qu'il avait remise au Vice-Recteur Jean Berchmans Nshimiyumuremyi vers le 12 avril<sup>965</sup>. Personne n'avait été transporté hors de Butare par bus<sup>966</sup>. La majorité des familles qui figuraient sur cette liste avaient survécu au génocide<sup>967</sup>. BEJ01 n'était plus retourné à l'université après le 12 avril<sup>968</sup>.

### Témoignage à décharge OUV03

360. D'ethnie hutue, OUV03 était instructeur à l'ESO en avril 1994<sup>969</sup>. Lorsque Nizeyimana quittait le camp de l'ESO, il prévenait OUV03, de sorte que celui-ci pouvait le joindre en cas de besoin, y compris lorsqu'il se rendait à l'université<sup>970</sup>. OUV03 ne se souvenait pas de la date à laquelle Nizeyimana s'était rendu à l'université<sup>971</sup>.

### *Délibérations*

361. Le Procureur s'appuie sur les dépositions de ZCB, Kayibanda, ZBH, BDE, AZM, ZT, Dufitumukiza et ZAP pour établir qu'à partir du 16 avril 1994 ou vers cette date, Nizeyimana avait ordonné à des gendarmes, notamment l'adjudant-chef Damien Ntamuhanga et Innocent Sibomana, ainsi qu'à des *Interahamwe* de prendre pour cible des victimes civiles à l'université en se servant de listes et de cartes d'identité, ou les avait incités à le faire.

362. La Défense ne conteste pas qu'une réunion avait eu lieu au stade ou qu'une attaque avait été lancée contre l'université vers la fin du mois d'avril 1994. En revanche, elle nie toute implication de Nizeyimana, qui selon elle ne se trouvait même pas à Butare pendant cette période, ou de militaires de l'ESO.

<sup>963</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 19 et 26 (huis clos)), BEJ01 ; pièce à conviction D60 (fiche de renseignements personnels de BEJ01). Lorsqu'il était venu déposer devant le Tribunal, BEJ01 était condamné pour crimes de génocide. Ibid. (p. 9 et 10, et 33 (huis clos)).

<sup>964</sup> Ibid. (p. 26 et 27 (huis clos)), BEJ01.

<sup>965</sup> Ibid. (p. 26 à 28 (huis clos)), BEJ01.

<sup>966</sup> Ibid. (p. 28 et 29 (huis clos)), BEJ01.

<sup>967</sup> Ibid. (p. 29 (huis clos)), BEJ01. On n'a pas demandé à BEJ01 sur ce qu'il entendait par « d'autres causes », et il n'a pas expliqué ce qu'il voulait dire. Toutefois, il a reconnu qu'étant Tutsi, Karenzi était une « cible désignée ».

<sup>968</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 28 et 29 (huis clos)), BEJ01.

<sup>969</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 61 et 62 (huis clos)), OUV03 ; pièce à conviction D51 (fiche de renseignements personnels d'OUV03).

<sup>970</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 48), OUV03.

<sup>971</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

*i) Réunions présidées au stade de l'université de Butare par le Vice-Recteur Jean Berchmans Nshimiyumuremyi*

363. Il ressort des dépositions qu'une réunion présidée par le Vice-Recteur Jean Berchmans Nshimiyumuremyi s'était tenue le 20 avril 1994 ou vers cette date au stade de l'université de Butare. Les témoins à charge ZCB et Kayibanda et les témoins à décharge Mukeshimana et ZML02 ont fourni des témoignages de première main sur cette réunion à laquelle avaient participé 80 à 100 étudiants, ainsi que sur les questions abordées lors de ce rassemblement qui avait duré environ une heure à une heure et demie<sup>972</sup>. Plus précisément, Berchmans avait évoqué la situation en matière de sécurité qui prévalait à l'université<sup>973</sup>. ZCB, Mukeshimana et ZML02 ont tous affirmé que Berchmans avait annoncé que des bus seraient être mis à la disposition des étudiants qui le souhaitaient pour les transporter jusqu'à leur région d'origine<sup>974</sup>.

364. D'après ZCB, Berchmans avait demandé aux étudiants qui souhaitaient voyager par bus de s'inscrire sur une liste<sup>975</sup>. Aucun autre témoin ayant participé à cette réunion n'a dit que la question de cette liste avait été discutée, mais BEJ01 a confirmé de manière indirecte que cette pratique existait. BEJ01 avait été chargé d'établir la liste des étudiants qui souhaitaient quitter Butare, ce qu'il avait fait, et il avait remis cette liste à Berchmans le 12 avril 1994 ou vers cette date<sup>976</sup>. De plus, Mukeshimana et ZML02 avaient tous les deux entendu Berchmans évoquer la possibilité de mettre des bus à la disposition des étudiants qui souhaitaient quitter Butare<sup>977</sup>. L'établissement de ces listes pour faciliter le transport de ces étudiants semble être une mesure logique, étant donné surtout qu'une mesure similaire avait été précédemment prise au bénéfice du personnel de l'université.

365. En outre, Mukeshimana et ZML02 n'avaient pas exprimé leur volonté de quitter l'université pour retourner dans leur région d'origine, ignorants qu'ils étaient des procédures suivies par les autres étudiants pour faire connaître leur intention de partir<sup>978</sup>. Il semble que seuls les étudiants qui avaient peur de rester à Butare à cause de l'intensification de la violence,

<sup>972</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 31, et 35 et 36), ZCB (avant le 21 avril, il avait participé avec plus de 100 autres étudiants à une réunion qui avait duré environ une heure et demie) ; CRA, 2 février 2011 (p. 46 à 48), témoin à charge Kayibanda (il affirme avoir pris part à une réunion le 20 avril) ; CRA, 23 mai 2011 (p. 31 et 33, et 51), témoin à décharge Mukeshimana (entre le 19 et le 21 avril, il avait pris part à une réunion qui avait duré moins d'une heure, en compagnie d'une centaine d'étudiants) ; CRA, 17 mai 2011 (p. 39 et 40), témoin à décharge ZML02 (vers le 20 avril, elle avait assisté à une réunion, en compagnie d'environ 80 autres étudiants).

<sup>973</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 36), ZCB ; CRA, 23 mai 2011 (p. 31 et 32), témoin Mukeshimana ; CRA, 17 mai 2011 (p. 24), ZML02.

<sup>974</sup> Id.

<sup>975</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 36), ZCB.

<sup>976</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 26 à 29 (huis clos)), BEJ01.

<sup>977</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 32), témoin Mukeshimana ; CRA, 17 mai 2011 (p. 21 et 22), ZML02.

<sup>978</sup> En effet, ZML02 était venue se réfugier sur le campus de l'université en provenance de sa région d'origine CRA, 17 mai 2011 (p. 4 et 5, et 15), ZML02. De même, Mukeshimana n'a pas nié l'existence de ces listes, mais il a indiqué qu'il n'était pas informé de leur établissement. CRA, 23 mai 2011 (p. 41), témoin Mukeshimana.

comme ZCB, se seraient inscrits sur la liste<sup>979</sup>. Vu le récit de première main de ZCB, corroboré par les éléments de preuve indirects fournis par les témoins à décharge BEJ01, Mukeshimana et ZML02, la Chambre est convaincue que des listes nominatives d'étudiants avaient été dressées après la réunion du 20 avril 1994.

366. En ce qui concerne le lien entre l'établissement de ces listes et Nizeyimana, la Chambre fait observer que le Procureur n'a pas fourni de preuves directes établissant que Nizeyimana était responsable de ces listes ou qu'il était lié de quelque façon auxdites listes. ZCB est le seul à avoir dit qu'il avait vu Nizeyimana à ce rassemblement. Selon lui, Berchmans l'avait présenté à l'assistance comme étant le « capitaine Nizeyimana » et d'ajouter qu'il avait convoqué cette réunion « pour faire le point sur la situation et qu'il se trouvait avec l'officier chargé de la sécurité afin de voir comment résoudre le problème » [traduction]<sup>980</sup>.

367. D'après ZCB, Nizeyimana avait pris la parole, lui aussi, pour confirmer qu'il apporterait une aide et escorterait les bus transportant les étudiants vers leur région d'origine. Il avait rappelé aux étudiants que les Tutsis étaient l'ennemi. Kayibanda a étayé de manière indirecte le témoignage de ZCB en affirmant qu'il avait vu des autorités militaires à cette réunion. Cela dit, il n'a pas identifié un individu en particulier et n'a pas indiqué qu'un responsable militaire s'était adressé aux participants pour les mettre en garde contre l'ennemi tutsi. Les témoins à décharge Mukeshimana et ZML02, eux, n'avaient pas vu Nizeyimana ou d'autres responsables militaires à ce rassemblement.

368. ZCB a eu beau affirmer que ce militaire [Nizeyimana] portait un uniforme avec trois étoiles sur les épaulettes et qu'il était coiffé d'un béret, on ne lui a pas demandé s'il connaissait Nizeyimana ou avait jamais entendu parler de lui avant cette date<sup>981</sup>. En réalité, on ignore le temps que ZCB avait déjà passé à Butare comme étudiant avant la tenue de cette réunion, et lui-même n'a pas indiqué s'il connaissait Nizeyimana auparavant. Cela ne va pas sans susciter des doutes quant à la fiabilité de son identification [de Nizeyimana].

369. La Défense a mis sous les yeux de ZCB une déclaration qu'il avait faite aux enquêteurs du Tribunal en 2003, dans laquelle il s'étendait sur la réunion du 20 avril 1994. Nizeyimana n'est notamment pas cité nommément dans cette déclaration où il est dit que le Vice-Recteur était accompagné « [d'un] militaire haut gradé [dont le témoin avait] cru comprendre qu'il était capitaine ... »<sup>982</sup>. Le témoin a expliqué que les enquêteurs étaient venus pour s'entretenir avec lui au sujet de Berchmans et qu'il n'avait donc pas cru devoir citer nommément Nizeyimana<sup>983</sup>. La

<sup>979</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 34), ZCB.

<sup>980</sup> Ibid. (p. 32 à 34)(sic) (compte rendu inexistant).

<sup>981</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 34), ZCB.

<sup>982</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 8 et 9), ZCB ; pièce à conviction D1(E) (déclaration faite par ZCB aux enquêteurs du Tribunal), 2003, p. 3.

<sup>983</sup> CRA, 18 janvier 2011 (p. 9 et 15), ZCB.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Chambre estime qu'il est raisonnable que le témoin se soit concentré sur ce qui concernait Berchmans en répondant aux questions ayant trait à celui-ci en particulier.

370. Cela étant, si l'on considère que le nom de Nizeyimana n'apparaît pas dans la déclaration antérieure de ZCB, que son identification a un caractère général, que l'affirmation que Nizeyimana avait pris la parole devant les étudiants n'est pas corroborée et que Mukeshimana et ZML02 ont nié la présence de militaires à ce rassemblement, la Chambre estime que le Procureur ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombe d'établir que Nizeyimana était présent à cette réunion<sup>984</sup>.

371. ZCB est le seul des témoins à avoir fait état d'une deuxième réunion qui s'était tenue un ou deux jours après celle du 20 avril 1994 et à laquelle Nizeyimana avait pris part. Cette réunion tenue au stade n'avait duré que de 10 à 15 minutes et elle devait informer les étudiants qu'il avait fallu renoncer au projet de les évacuer de Butare vers leur région d'origine. La Chambre fait observer que Mukeshimana et ZML02 ont fourni des preuves indirectes qu'ils savaient que les bus ne seraient pas fournis par l'université et que le projet de transporter les étudiants jusque dans leur région d'origine avait été annulé<sup>985</sup>.

372. Toutefois, aucun des autres témoins qui se trouvaient à la première réunion ne savait qu'une autre réunion se serait tenue immédiatement après celle du 20 avril 1994. En effet, la majorité des témoins, y compris ZCB, ont décrit l'arrivée de militaires sur le campus le lendemain, à savoir le 21 avril ou vers cette date. Seule ZML02 a évoqué une deuxième réunion, qui aurait eu lieu longtemps après que les militaires eurent attaqué le campus le 28 avril, et où il s'agissait de discuter de la contribution que les étudiants pouvaient apporter à la sécurisation du campus<sup>986</sup>. Vu l'absence de toute déposition étayant celle de ZCB sur la deuxième réunion, à laquelle Nizeyimana aurait participé, la Chambre ne saurait conclure au-delà de tout doute raisonnable que cette réunion a effectivement eu lieu.

*ii) Attaque lancée contre l'université de Butare vers le 21 avril 1994*

373. Il ressort des dépositions qu'un soir, peu après le discours prononcé par le Président Sindikubwabo à Butare, des militaires armés et en uniforme étaient entrés sur le campus universitaire, avaient fouillé les locaux et séparé les étudiants tutsis des autres étudiants<sup>987</sup>. Ils ont

<sup>984</sup> La Chambre note que la Défense a fait objection contre la déposition de ZCB quant à la présence de Nizeyimana à cette réunion pour défaut d'information. Voir CRA, 17 janvier 2011 (p. 34, 38, et 62 et 63), ZCB ; « *Defence Motion for Exclusion of Evidence* », 29 avril 2011, par. 39 et 40. Étant donné que la Chambre a conclu qu'elle ne va pas s'appuyer sur le témoignage de ZCB en ce qui concerne la présence de Nizeyimana à cette réunion, elle n'examinera pas les objections soulevées par la Défense.

<sup>985</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 33), témoin Mukeshimana ; CRA, 17 mai 2011 (p. 21), ZML02.

<sup>986</sup> CRA, 17 mai 2011 (p. 6, 20, et 24 et 25), ZML02.

<sup>987</sup> Voir, par exemple, CRA, 17 janvier 2011 (p. 39 et 40), témoin à charge ZBC ; CRA, 2 février 2011 (p. 50 à 59), témoin à charge Kayibanda ; CRA, 23 mai 2011 (p. 34 et 35, 40 et 41, et 52 et 53), témoin à décharge

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

également fouillé les résidences universitaires et étaient entrés dans le restaurant où ils avaient dit aux personnes qui s'y trouvaient d'exhiber leur carte d'identité. Par la suite, ils avaient regroupé les étudiants tutsis sur le terrain de basket-ball devant le restaurant, les avaient conduits hors du campus et les avaient tués.

374. Dans ce contexte, le Procureur soutient que Nizeyimana avait organisé l'identification et le meurtre des étudiants tutsis à l'université. La Chambre fait observer que l'acte d'accusation est ambigu quant à la date à laquelle cette attaque a eu lieu. En effet, au paragraphe 14 i), il n'indique aucune date ; au paragraphe 14 ii), il est question d'une attaque survenue le 19 avril 1994 ou vers cette date. Les témoins à décharge sont d'accord pour dire qu'une attaque avait eu lieu à l'université, pendant laquelle des étudiants avaient été tués, mais on note des divergences entre les témoignages à propos de la date de cette attaque.

375. Contrairement à l'acte d'accusation, les témoins, à charge comme à décharge, donnent tous à entendre qu'une attaque avait eu lieu *après* le 19 avril 1994. Ainsi, les témoins à charge Kayibanda et ZCB et les témoins à décharge Mutarutinya et ZML02 ont affirmé qu'une attaque avait été lancée contre l'université le 21 avril<sup>988</sup>. Selon le témoin à décharge Mukeshimana, cette attaque s'était produite « après le 20 avril dans l'après-midi » ; de son côté, le témoin à décharge Ngezahayo situait cet événement à environ deux semaines après l'écrasement de l'avion du Président Habyarimana. En revanche, le témoin à décharge MAL06 a soutenu qu'une attaque avait eu lieu le 25 avril ou vers cette date.

376. Malgré cette ambiguïté à propos de la date, les témoins à charge Kayibanda et ZCB et les témoins à décharge Mukeshimana, Ngezahayo, Mutarutinya, MAL06 et ZML02 ont tous fait une relation assez proche de l'arrivée des militaires sur le campus de l'université et des opérations qui avaient suivi. Ainsi, le témoin à charge Kayibanda et les témoins à décharge Mutarutinya, MAL06 et ZML02 ont décrit l'arrivée des militaires au restaurant universitaire en fin d'après-midi, entre 17 heures et 18 heures<sup>989</sup>. Ils avaient dit aux étudiants d'exhiber leur carte d'identité et les avaient regroupés en fonction de leur appartenance ethnique. Ensuite, ils avaient conduit [un des groupes] sur le terrain de basket-ball situé devant le restaurant où d'autres étudiants,

---

Mukeshimana ; CRA, 23 mai 2011 (p. 7 et 8, et 16 à 19), témoin à décharge Mutarutinya ; CRA, 24 mai 2011 (p. 48 à 50, 60 et 61, et 66), témoin à décharge Ngezahayo ; CRA, 16 mai 2011 (p. 38 à 41, 48 et 49, et 55 et 56), témoin à décharge MAL06 ; CRA, 17 mai 2011 (p. 10 et 11, et 22 à 26), témoin à décharge ZML02.

<sup>988</sup> La Chambre relève que ZBH a parlé à la barre d'une attaque survenue le 22 avril 1994, durant laquelle des étudiants avaient été identifiés et tués par des civils et des militaires. La Chambre examinera sa déposition au sujet de cette attaque dans le cadre du paragraphe 14 iii) de l'acte d'accusation.

<sup>989</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 54 à 56), témoin Kayibanda ; CRA, 16 mai 2011 (p. 38 à 40, 48 et 49, et 57 à 59), témoin à décharge MAL06 ; CRA, 17 mai 2011 (p. 10 et 11), ZML02. Les témoins Kayibanda, Ngezahayo et Mukeshimana ont dit qu'ils avaient vu de 10 à 12 militaires entrer sur le campus le 21 avril 1994. CRA, 2 février 2011 (p. 51 à 54), témoin Kayibanda ; CRA, 24 mai 2011 (p. 48 à 51), témoin Ngezahayo ; CRA, 23 mai 2011 (p. 34 et 35, et 41), témoin Mukeshimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

emmenés de leurs chambres, avaient été également rassemblés<sup>990</sup>. Leurs dépositions sont étayées par ZCB qui avait été, lui aussi, pris dans son home pour être conduit dans un premier temps près du restaurant avec d'autres étudiants tutsis<sup>991</sup>.

377. Le témoin à décharge Ngezahayo avait vu une douzaine de militaires entrer sur le campus vers 12 h 30 ou 13 heures, se diriger vers les dortoirs à la recherche d'étudiants qu'ils avaient ensuite conduits sur le terrain de basket-ball où ils leur avaient dit d'exhiber leur carte d'identité<sup>992</sup>. De même, Mukeshimana avait vu une dizaine de militaires entrer sur le campus et prendre la direction des dortoirs. Par la suite, vers 16 heures, il avait vu des étudiants contraints par les militaires de s'asseoir à même le terrain de basket-ball<sup>993</sup>. Vu la similitude de ces deux récits de première main sur la façon dont les militaires opéraient, l'heure approximative de leur arrivée et leur nombre, la Chambre est convaincue que les deux témoins ont déposé en réalité à propos de la même attaque, qui s'était produite le 21 avril 1994 ou vers cette date<sup>994</sup>.

378. Pour ce qui est des moyens utilisés par les militaires pour identifier les victimes civiles au campus universitaire, les témoins à charge Kayibanda et ZCB et le témoin à décharge Ngezahayo avaient vu comment les militaires entraient dans les dortoirs à la recherche des étudiants<sup>995</sup>. Kayibanda a qualifié la fouille de « systématique », les militaires faisant le tour des dortoirs, munis de listes pour identifier et cibler des victimes civiles<sup>996</sup>. En effet, quand ZCB a été découvert dans sa chambre, un militaire, qui, d'après lui, était membre de la Garde présidentielle, lui avait montré une liste sur laquelle figurait son nom en lui demandant de confirmer son identité<sup>997</sup>. Ayant parcouru cette liste, le témoin y avait reconnu un autre nom, qu'il avait identifié comme étant celui d'un étudiant tutsi<sup>998</sup>. Ngezahayo, lui, a confirmé la pratique consistant à séparer les Tutsis de leurs camarades. Il avait vu des militaires dire aux étudiants d'exhiber leur carte d'identité et séparer ensuite de 28 à 30 Tutsis de leurs camarades sur le terrain de basket-ball<sup>999</sup>.

379. ZML02, témoin à décharge, a dit qu'elle se dirigeait vers le restaurant quand elle avait été arrêtée par des militaires qui lui avaient demandé de décliner son identité, mais elle n'avait vu personne utiliser de listes ce jour-là. Toutefois, après avoir reçu l'ordre de présenter sa carte

<sup>990</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 55), témoin Kayibanda ; CRA, 23 mai 2011 (p. 7 et 8, et 17 et 18), témoin Mutarutinya.

<sup>991</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 44 et 45), ZCB.

<sup>992</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 49), témoin Ngezahayo.

<sup>993</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 34 et 35, 40, et 53), témoin Mukeshimana.

<sup>994</sup> Vu le temps considérable qui s'est écoulé, la Chambre estime qu'il est raisonnable que MAL06 se soit mépris sur la date de l'attaque.

<sup>995</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 55), témoin à charge Kayibanda ; CRA, 17 janvier 2011 (p. 40), témoin à charge ZCB ; CRA, 24 mai 2011 (p. 49 et 61 à 65), témoin à décharge Ngezahayo.

<sup>996</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 56), témoin Kayibanda.

<sup>997</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 41 et 42), ZCB.

<sup>998</sup> Ibid. (p. 42), ZCB.

<sup>999</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 49 et 50, 60, et 65 et 66), témoin Ngezahayo.

d'identité, ZML02 avait été autorisée à entrer dans le restaurant et n'aurait donc pas pu voir les assaillants munis de listes faire le tour des dortoirs. Aussi le fait qu'elle n'avait pas vu utiliser ces listes à l'université est-il d'une valeur probante limitée. La Chambre est convaincue, en se fondant sur l'ensemble des dépositions, que les assaillants qui se trouvaient sur le campus se servaient des cartes d'identité et des listes pour cibler des victimes civiles, en l'occurrence les personnes de l'ethnie tutsie.

380. Toutefois, la Chambre fait observer qu'aucune preuve directe n'établit un lien entre les listes dressées lors de la réunion tenue au stade le 20 avril 1994 ou vers cette date, et celles ayant servi à identifier les étudiants tutsis et à opérer un tri à l'université. En effet, le témoin Kayibanda a noté que l'association générale des étudiants du Rwanda avait remis des listes aux militaires, et le témoin ZCB a indiqué avoir vu une liste entre les mains d'un militaire de la Garde présidentielle<sup>1000</sup>. Il est certes plausible que des listes aient été distribuées aux assaillants de l'université qui s'en sont servis pour identifier les étudiants tutsis, mais la seule preuve directe de l'établissement de listes implique le Vice-Recteur Berchmans qui avait indiqué aux étudiants qu'ils devaient inscrire leur nom sur des listes s'ils souhaitaient être ramenés par bus dans leur région d'origine. Comme indiqué plus haut, rien dans le dossier n'établit que Nizeyimana a été impliqué dans l'établissement et l'utilisation de telles listes.

381. Les dépositions montrent que les étudiants séparés de leurs camarades et envoyés au terrain de basket-ball ont été plus tard emmenés ailleurs et tués. ZCB a été emmené par des militaires en compagnie d'autres étudiants, pendant que les étudiants affiliés au MRND ou à la CDR les frappaient avec des massues et des barres de fer. À un moment donné, il avait aussi entendu des coups de feu. Avant d'être sauvé, ZCB avait pensé qu'on les conduisait à la mort et il croyait avoir vu par terre des victimes qu'il avait crues mortes. De même, le témoin Kayibanda a affirmé qu'il avait vu les militaires qui « menaient leur opération [et] tuaient »<sup>1001</sup>. Leurs témoignages de première main sont étayés par les témoins à décharge Mutarutinya et Ngezahayo, selon lesquels les étudiants qui étaient emmenés du terrain de basket-ball hors du campus avaient été ensuite tués<sup>1002</sup>.

382. Les témoins à charge AZM et ZAP ont fourni, quant à eux, des éléments de preuve indirects sur le sort des victimes civiles à l'université. AZM avait entendu le Vice-Recteur Berchmans ou le colonel Muvunyi dire lors d'une réunion du comité de sécurité tenue quelques jours après le 19 avril 1994 que des étudiants de l'université de Butare avaient été tués<sup>1003</sup>. De même, pendant que des militaires de l'ESO emmenaient ZAP, ils lui avaient dit qu'elle connaîtrait le même sort que les étudiants de l'université<sup>1004</sup>. Et d'ajouter qu'ils venaient tout

<sup>1000</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 50 et 51), témoin Kayibanda ; CRA, 17 janvier 2011 (p. 41), ZCB.

<sup>1001</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 70), témoin Kayibanda.

<sup>1002</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 9), témoin Mutarutinya ; CRA, 24 mai 2011 (p. 50 et 67), témoin Ngezahayo.

<sup>1003</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 78), AZM.

<sup>1004</sup> Pièce à conviction P40D(F), p. 3.



juste de chauffer leurs baïonnettes<sup>1005</sup>. La Chambre ne doute nullement que des assaillants étaient entrés sur le campus universitaire, avaient identifié et ciblé les Tutsis, avant de tuer toutes les personnes identifiées comme telles.

383. La question cruciale qu'il appartient à la Chambre de trancher est donc de déterminer si ces meurtres peuvent être imputés à Nizeyimana. D'emblée, la Chambre note que le Procureur n'a fourni aucune preuve pour établir l'implication de l'adjudant-chef Damien Ntamuhanga dans l'attaque, comme l'allégué au paragraphe 14 i) de l'acte d'accusation. En réalité, aucun témoin n'a fait état de la présence de Ntamuhanga à l'université ou de son implication dans le ciblage des civils à cet endroit. L'allégation selon laquelle il avait déployé des militaires sur autorisation de Nizeyimana pour cibler des civils est donc rejetée. De même, aucune preuve n'établit que Nizeyimana se trouvait à l'université durant l'attaque du 21 avril 1994.

384. La Chambre en vient maintenant à l'identité des militaires ayant participé à l'attaque lancée contre l'université. Les témoins à charge ZCB et Kayibanda ont fourni des témoignages de première main disant que des militaires de l'ESO avaient participé à cette attaque. Plus précisément, ZCB a raconté comment il avait été découvert dans son "home", interrogé dans sa chambre et emmené par des militaires à un endroit près du restaurant. De là, des militaires l'avaient emmené ainsi que d'autres étudiants par un sentier vers ce qu'il croyait être sa mort. Il avait identifié un élément de la Garde présidentielle qui avait une liste sur laquelle figurait son nom. Toutefois, il n'a cessé d'impliquer les militaires de l'ESO dans son enlèvement à la résidence universitaire et la marche qu'on lui avait imposée vers un endroit où il avait pensé qu'il serait tué.

385. ZCB a identifié, pour être plus précis, deux jeunes militaires dont il pensait qu'ils venaient de l'ESO, vu leur jeunesse et leurs uniformes délabrés. Ils accompagnaient l'élément de la Garde présidentielle qui avait une liste sur laquelle figurait le nom de ZCB. Les militaires de l'ESO l'avaient interrogé dans sa chambre pour ensuite le conduire sur le terrain de basket-ball. Puis, il avait été emmené par des militaires de l'ESO vers un autre endroit en compagnie d'une vingtaine d'autres étudiants et ils avaient été frappés en chemin par des militaires et par des étudiants membres du MRND et de la CDR<sup>1006</sup>. La Chambre estime que le fait d'être tout près des militaires donnait à ZCB la possibilité de voir et d'identifier les militaires qui les escortaient. De plus, le dossier comporte de nombreux éléments de preuve étayant indirectement l'idée que l'on pouvait distinguer les militaires de l'ESO de ceux des autres camps grâce à leur relative jeunesse<sup>1007</sup>.

<sup>1005</sup> Id.

<sup>1006</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 56 à 58), ZCB.

<sup>1007</sup> Voir, par exemple, CRA, 20 septembre 2011 (p. 4 et 5, et 27), témoin à décharge KEN06 (elle était entrée à l'ESO nouvelle formule en 1989 à l'âge de 13 ans) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 78 et 79), témoin à charge AZD (on pouvait distinguer les militaires de l'ESO de ceux du camp de Ngoma à partir de leur âge, les élèves les plus âgés de la première promotion ayant entre 15 et 17 ans) ; CRA, 18 mai 2011 (p. 71 et 72), témoin à décharge Nsabimana (les

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

386. La déposition de ZCB est étayée par le témoin Kayibanda qui a, lui aussi, fait une relation de première main au sujet de cette attaque. Avant d'examiner son témoignage au fond, la Chambre va commencer par évaluer sa crédibilité générale. La Défense conteste cette crédibilité en s'appuyant sur des déclarations contradictoires qu'il a faites d'une rencontre précédente avec le témoin à décharge Dimitri<sup>1008</sup>.

387. Kayibanda a dit à la barre qu'il avait rencontré le témoin à décharge Dimitri en 2008. Celle-ci lui avait alors dit qu'elle travaillait pour le compte du Bureau du Procureur du TPIR<sup>1009</sup>. En contre-interrogatoire, il a confirmé que ses rencontres avec elle avaient trait à la défense de Désiré Munyaneza qui était jugé au Canada pour des crimes de génocide<sup>1010</sup>. Il a redit qu'il avait refusé de témoigner en faveur de Munyaneza, tout comme il avait refusé de comparaître dans le cadre d'une commission rogatoire au Kenya<sup>1011</sup>. Les diverses raisons avancées par Kayibanda pour expliquer son refus sont contradictoires et prêtent à confusion. Il a dit notamment que sa conscience l'empêchait de témoigner en faveur de quelqu'un qui était accusé de crimes de génocide ; il a fait état de menaces proférées contre lui par deux policiers à Kigali ; il a dit encore qu'il ne disposait pas d'informations pertinentes concernant Munyaneza<sup>1012</sup>.

388. Mis en présence de deux déclarations écrites où il affirme être disposé à témoigner en faveur de Munyaneza, Kayibanda a soutenu qu'il avait rejeté la proposition du témoin Dimitri de déposer en faveur de Munyaneza et il a fourni des explications embrouillées du fait que sa signature était apposée sur ces deux documents<sup>1013</sup>. La Chambre note qu'il ressort sans conteste

---

militaires de l'ESO étaient « ... reconnaiss[ables] surtout par leur plus jeune âge, ils étaient très jeunes ... »). En effet, la nouvelle formule donnait la possibilité aux cadets d'entrer à l'ESO après avoir terminé leurs études primaires. Voir, par exemple, CRA, 24 janvier 2011 (p. 60 et 61), témoin à charge ZAK ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 4), témoin à charge ZAW ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 70 (huis clos), témoin à charge AZD ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 74), témoin à charge YAA ; CRA, 9 mai 2011 (p. 26), témoin à décharge Basesayabo ; CRA, 30 mai 2011 (huis clos), p. 64 et 65), témoin à décharge OUV03 (il établit la distinction entre les cadets de la nouvelle formule et les cadets ordinaires de l'ESO, ces derniers étaient recrutés après les trois premières années du cycle secondaire).

<sup>1008</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 479 et 480.

<sup>1009</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 67 à 69), témoin Kayibanda. En tout, le témoin Kayibanda a rencontré trois fois le témoin Dimitri. CRA, 3 février 2011 (p. 8, et 18 et 19). Lors du contre-interrogatoire, Kayibanda a réaffirmé qu'il ne savait pas que le témoin Dimitri était le conseil de la défense de Munyaneza. Ibid., p. 24.

<sup>1010</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 9 à 12, 15 et 16, 18 à 21, et 23 à 25), témoin Kayibanda ; voir aussi la pièce à conviction D11 (Déclaration de Kayibanda) ; pièce à conviction D12 (Déclaration de Kayibanda). Après avoir soutenu longuement qu'il avait décliné la proposition du témoin à décharge Dimitri de témoigner en faveur de Munyaneza, le témoin a persisté à dire qu'il n'avait pas compris que Dimitri agissait en tant que conseil de la Défense de Munyaneza. Certes, comme cela ressort du dossier, le témoin Kayibanda a pu ne pas y voir clair à un moment de sa rencontre avec le témoin Dimitri, mais la Chambre ne doute nullement qu'il avait compris que les rencontres des 3 et 5 janvier concernaient la défense de Munyaneza.

<sup>1011</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 9 à 12, 14 et 25), témoin Kayibanda.

<sup>1012</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 67) et 3 février 2011 (p. 10 et 11, 14, 16, 21 et 22, et 30 et 31), témoin Kayibanda. Le témoin Kayibanda a reconnu plus tard qu'il connaissait très bien Munyaneza. CRA, 3 février 2011, p. 18.

<sup>1013</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 9 à 12), témoin Kayibanda ; pièce à conviction D11 (Déclaration de Kayibanda), 3 janvier 2008 ; pièce à conviction D12 (Déclaration de Kayibanda), 5 janvier 2008. Par la suite, on a soumis au

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

de ces documents que Kayibanda ne pouvait pas ignorer le statut du témoin Dimitri en tant que conseil de la Défense. Les deux déclarations contiennent plus précisément un paragraphe dans lequel Kayibanda, qui a apposé son paraphe au bas de la page en question, affirme qu'il a rencontré des membres de l'équipe de défense de Munyaneza<sup>1014</sup>. Les deux documents sont signés des témoins Kayibanda et Dimitri<sup>1015</sup>. Néanmoins, Kayibanda a constamment réaffirmé qu'il ne savait pas que Dimitri était membre de l'équipe de défense, en dépit des preuves surabondantes qui attestent du contraire. Les contradictions de la déposition de Kayibanda à propos du fait qu'il connaissait le statut de Dimitri comme conseil de la Défense et les raisons qu'il a avancées pour expliquer son refus de témoigner en faveur de Munyaneza suscitent des doutes quant à la qualité de sa déposition.

389. En outre, Kayibanda a reconnu qu'il avait prêté main forte aux militaires lors de l'attaque lancée contre les étudiants à l'université le 21 avril 1994<sup>1016</sup>. Étant donné qu'il a déjà été incarcéré et vu son statut de complice probable, ainsi que son récit en deçà de la vérité sur ses entretiens avec le témoin Dimitri, la Chambre examinera sa déposition avec la circonspection de mise<sup>1017</sup>.

390. La Chambre en vient au fond de cette déposition. Le témoin Kayibanda a affirmé à la barre qu'il avait vu un certain nombre de militaires, jeunes d'apparence, pénétrer sur le campus universitaire<sup>1018</sup>. De plus, il avait identifié un étudiant, Innocent Sibomana, surnommé « Sergent », comme étant celui qui commandait les militaires sur le campus et qui lui avait dit qu'il venait de l'ESO<sup>1019</sup>. Il lui avait par ailleurs dit que les « éléments » qui étaient arrivés à l'université par vagues successives, et qui étaient censés assurer la sécurité, étaient des militaires de l'ESO. Kayibanda a précisé que Sibomana faisait la « liaison » entre les militaires et leur fournissait des « renseignements » dès qu'ils arrivaient sur le campus<sup>1020</sup>.

391. La présence d'Innocent Sibomana à l'université est corroborée par le témoin à charge ZT qui l'avait vu à proximité à une date non précisée du mois d'avril 1994, en compagnie de Tutsis

---

témoin Kayibanda un courriel destiné à Dimitri dont il a confirmé être l'auteur et qui fait montre aussi qu'il était disposé à témoigner en faveur de Munyaneza. Ibid., p. 19 et 20 ; pièce à conviction D10 (courriel de Kayibanda adressé au témoin Dimitri), 4 janvier 2008.

<sup>1014</sup> Pièce à conviction D11 (Déclaration de Kayibanda), p. 2 ; pièce à conviction D12 (Déclaration de Kayibanda), p. 2.

<sup>1015</sup> Pièce à conviction D11 (Déclaration de Kayibanda) p. 3 ; pièce à conviction D12 (Déclaration de Kayibanda) p. 3.

<sup>1016</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 69) et 3 février 2011 (p. 18 et 31) témoin Kayibanda.

<sup>1017</sup> Le témoin Kayibanda a été incarcéré au Rwanda pendant huit ans pour crimes de génocide. Il a été libéré en 2003 après avoir bénéficié de la grâce présidentielle. Il a reconnu avoir été incarcéré pour « association de malfaiteurs », détention illégale d'armes et pillage. CRA, 2 février 2011 (p. 69) et 3 février 2011 (p. 18 et 31).

<sup>1018</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 48 et 49), témoin Kayibanda.

<sup>1019</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 53 et 54), témoin Kayibanda.

<sup>1020</sup> Ibid. (p. 70), témoin Kayibanda. Le témoin n'a pas fourni de détails supplémentaires ni précisé les militaires à qui il fournissait ces renseignements, pas plus que le type de renseignements qu'il avait donnés.

qu'il allait tuer selon elle<sup>1021</sup>. De même, le témoin à charge BDE avait appris de Fulgence Niyibizi que Sibomana était impliqué dans les meurtres commis à l'université<sup>1022</sup>. AZD avait, de son côté, vu Sibomana à un barrage près de l'université<sup>1023</sup>. Sur la foi des dépositions de Kayibanda, de BDE et de ZT, la Chambre conclut qu'Innocent Sibomana, un militaire qui était inscrit à l'université de Butare, et de ce fait placé sous l'autorité *de jure* de l'ESO, se trouvait à l'université le 21 avril et qu'il commandait des militaires.

392. Les témoins à charge BDE et Dufitumukiza ont fourni d'autres preuves indirectes concernant certains militaires de l'ESO qui, selon eux, étaient généralement impliqués dans le meurtre des Tutsis à l'université. BDE « savait » que le caporal Sekimonyo et Fulgence Niyibizi, tous deux de l'ESO, commettaient des meurtres à l'université<sup>1024</sup>. La déposition de BDE corrobore de manière indirecte celle de Kayibanda concernant la présence de Sibomana au campus, mais le dossier ne comporte pas d'autres éléments de preuve quant à la présence du caporal Sekimonyo et de Fulgence Niyibizi à l'université. Ce témoignage de BDE étant de seconde main et n'étant pas corroboré, la Chambre estime qu'il a une valeur probante limitée sur ce point.

393. En outre, le témoin Dufitumukiza a dit à la barre qu'il savait que le sous-lieutenant Gakwerere se trouvait sur le campus universitaire et qu'il y avait dirigé les attaques<sup>1025</sup>. Il a cependant reconnu qu'il n'avait jamais vu le sous-lieutenant Gakwerere à l'université et il n'a pas expliqué comment il savait que Gakwerere était impliqué dans les meurtres ou en quoi consistait exactement cette participation. Malgré leur pertinence et leur caractère probant, les impressions du témoin Dufitumukiza sur les activités de Gakwerere ne permettent pas d'établir les faits au-delà de tout doute raisonnable. Sa déposition touchant la présence de Gakwerere à l'université est corroborée par ZBH qui avait, de son côté, noté la présence de Gakwerere, du caporal Rutayisire, alias Rubaga, et du caporal Mazimpaka à l'université le 22 avril 1994<sup>1026</sup>. Cela dit, la déposition de Dufitumukiza se cantonne, elle aussi, dans les généralités et le vague, et elle ne précise pas dans quelle mesure ces militaires ont été impliqués dans les crimes commis à l'université, pour autant qu'ils y aient été impliqués. Ces dépositions ne permettent pas de conclure sur ces faits au-delà de tout doute raisonnable.

<sup>1021</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 15), ZT. Voir aussi chap. II, point 7.3.8.

<sup>1022</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 31) et 31 janvier 2011 (p. 51), BDE.

<sup>1023</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 77), AZD. Voir aussi chap. II, point 7.3.8.

<sup>1024</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 31 et 32) et 31 janvier 2011 (p. 58), BDE.

<sup>1025</sup> La Chambre relève que la Défense a formulé une objection contre la déposition du témoin Dufitumukiza disant que le sous-lieutenant Gakwerere était impliqué dans l'attaque de l'université, en faisant valoir qu'elle n'en avait pas été suffisamment informée. Voir la requête intitulée « *Defence Motion for Exclusion of Evidence* », 29 avril 2011, par. 45 et 46, et 48. Étant donné que la Chambre a décidé de ne pas s'appuyer sur son témoignage touchant l'implication de Gakwerere, elle n'examinera pas cette objection.

<sup>1026</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 51 et 52), ZBH.

394. Ayant pris largement connaissance du dossier se rapportant à l'implication des militaires de l'ESO dans cette attaque lancée contre l'université de Butare, la Chambre relève des similarités frappantes entre les descriptions du comportement des militaires de l'ESO. Tout comme ZCB, Kayibanda a dit à la barre que les militaires de l'ESO semblaient agir de concert avec les éléments de la Garde présidentielle et la gendarmerie. Pour être plus précis, après avoir identifié les étudiants, les militaires de l'ESO conduisaient les victimes à un « centre de triage » qui avait été préparé par des « militaires professionnels », lesquels pouvaient alors décider du sort des victimes<sup>1027</sup>. Selon ZCB, les militaires de l'ESO jouaient un rôle de soutien consistant à emmener et à détenir les étudiants identifiés comme étant des Tutsis.

395. Selon la Chambre, la présence de militaires de l'ESO à l'université n'est pas contredite par les dépositions de témoins, tant à charge qu'à décharge, disant qu'un groupe de militaires « plus âgés » était arrivé à l'université le 21 avril 1994 ou vers cette date, arborant des uniformes neufs et portant des bérets noirs. Les témoins à charge ZCB et Kayibanda et les témoins à décharge Mutarutinya, MAL06 et ZML02 ont tous parlé de militaires qu'ils n'avaient pu identifier avec certitude, mais dont tous pensaient qu'ils étaient des éléments de la Garde présidentielle<sup>1028</sup>. Les témoins à décharge Mukeshimana et Ngezahayo, qui avaient vu des militaires âgés de 28 à 30 ans, ont corroboré indirectement ces suppositions<sup>1029</sup>. Ngezahayo a précisé que ces militaires avaient un comportement différent de celui des militaires de l'ESO, qu'il connaissait, et que l'un de ces militaires lui avait dit qu'il venait de Kigali<sup>1030</sup>.

396. Il ressort du dossier que des éléments de la Garde présidentielle se trouvaient à l'université le 21 avril 1994 et qu'ils semblaient diriger l'attaque. Cela étant, les militaires de l'ESO avaient apporté un concours direct et important à l'identification et à la séparation des étudiants tutsis du reste des étudiants. Le fait qu'ils secondaient la Garde présidentielle dans ces opérations et jouaient donc un rôle plus effacé dans l'attaque ne peut que conforter l'identification qui en faisait des militaires de l'ESO. Leur jeunesse et leur manque d'expérience par rapport aux capacités opérationnelles des éléments de la Garde présidentielle pouvaient

<sup>1027</sup> Voir, par exemple, CRA, 2 février 2011 (p. 53), témoin Kayibanda.

<sup>1028</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 40 et 62), ZCB (il avait vu un militaire qui portait un uniforme nouveau pour lui et avait entendu dire que la Garde présidentielle était en ville) ; CRA, 2 février 2011 (p. 51 à 53), témoin Kayibanda (il pensait, en se fondant sur leurs uniformes neufs, que les militaires du premier groupe étaient des éléments de la Garde présidentielle) ; CRA, 23 mai 2011 (p. 8), témoin Mutarutinya (il avait vu un militaire portant un uniforme vert et coiffé d'un béret noir ; il avait l'air âgé et son visage était ridé. Par la suite, le témoin avait appris qu'il s'agissait d'un élément de la Garde présidentielle) ; CRA, 16 mai 2011 (p. 39 et 40, et 42), MAL06 (MAL06 avait vu des militaires, portant des uniformes neufs et coiffés de bérets noirs, que l'on ne voyait pas habituellement à Butare et dont les étudiants disaient que c'étaient des éléments de la Garde présidentielle) ; CRA, 17 mai 2011 (p. 11), ZML02 (elle avait vu des militaires portant des uniformes de camouflage et coiffés de bérets noirs qui, selon elle, étaient des éléments de la Garde présidentielle ; elle se fondait sur leur présence à un barrage situé près de l'université).

<sup>1029</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 34), témoin Mukeshimana ; CRA, 24 mai 2011 (p. 48, et 66), témoin Ngezahayo.

<sup>1030</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 48 et 49), témoin Ngezahayo.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

expliquer qu'ils eussent joué un rôle plus tourné vers le soutien durant cette attaque contre les étudiants tutsis de l'université.

397. Il ressort également des dépositions que des étudiants avaient aidé les militaires à mener les opérations à l'université. Ainsi, le témoin Kayibanda, qui était lui-même étudiant, a admis qu'il avait aidé les militaires à identifier et cibler les étudiants tutsis à l'université<sup>1031</sup>. ZCB a indiqué que les militaires étaient accompagnés par des étudiants quand ils identifiaient les étudiants tutsis dans son "home". Le témoin à décharge Ngezahayo a dit, lui aussi, que des étudiants membres du MRND avaient participé aux attaques lancées contre l'université<sup>1032</sup>.

398. La Chambre conclut des dépositions examinées plus haut que des militaires de l'ESO se trouvaient à l'université lors des crimes qui y avaient été commis le 21 avril 1994 ou vers cette date, et qu'ils y avaient participé<sup>1033</sup>. Le rôle crucial qu'ils ont joué dans le tri, la détention et l'attaque finale des étudiants identifiés comme étant tutsis permet d'établir au-delà de tout doute raisonnable que les auteurs de cette attaque étaient animés de l'intention génocide. La preuve est moins directe en ce qui concerne le meurtre des étudiants pendant l'attaque lancée par des militaires de l'ESO contre l'université, mais il ne fait aucun doute que l'attaque de l'université visait à tuer les étudiants tutsis. Il ressort des dépositions que la contribution des militaires de l'ESO à la réalisation de cet objectif a été importante et significative.

399. Cela dit, il n'existe aucune preuve de la participation directe de Nizeyimana à l'attaque, et le dossier ne permet pas d'établir qu'il avait fourni une assistance importante et significative à la commission des crimes durant l'attaque. De plus, ayant examiné l'ensemble du dossier et tenu compte de l'autorité qu'exerçait Nizeyimana pendant la période considérée, la Chambre n'est pas convaincue qu'il peut être tenu responsable en tant que supérieur hiérarchique<sup>1034</sup>. En particulier,

<sup>1031</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 56), témoin Kayibanda.

<sup>1032</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 51 et 65), témoin Ngezahayo.

<sup>1033</sup> Nizeyimana ne peut être tenu responsable des crimes commis par des éléments de la Garde présidentielle, car l'acte d'accusation contient des lacunes importantes dans l'exposé de leur comportement de criminel. À plusieurs reprises, la Chambre avait demandé au Procureur de bien préciser les camps où étaient basés les « militaires des FAR » pour ce qui est de plusieurs paragraphes de l'acte d'accusation, y compris celui-ci. Voir, par exemple, décision relative à la requête du Procureur demandant l'autorisation de modifier l'acte d'accusation, 25 février 2010, par. 17 et 28 ; décision faisant suite à l'exception soulevée par Nizeyimana pour vices de forme de l'acte d'accusation modifié, 9 juin 2010, par. 29 ; décision relative à la requête de Nizeyimana intitulée « *Motion to Order the Prosecutor to Conform with a Trial Chamber Decision and Strike Parts of the June 18 Amended Indictment* » (la « décision de juillet 2010 »), 12 juillet 2010, par. 6 et 7 ; « *Decision on Defence Preliminary Motion on Defects in the Indictment* » (la « décision de décembre 2010 »), 16 décembre 2010, par. 47 à 51. Or, le Procureur n'a jamais cité la Garde présidentielle dans cet acte d'accusation même ni au paragraphe 5 de l'acte d'accusation modifié, qui énumère les membres de l'entreprise criminelle commune. De plus, le mémoire préalable au procès du Procureur ne cite pas la Garde présidentielle parmi les auteurs des meurtres commis à l'université. Voir ledit mémoire, par. 125 à 132. De même, le résumé de la déposition attendue de ZBC, joint au Mémoire préalable au procès du Procureur, ne mentionne pas les éléments de la Garde présidentielle. Voir le résumé de la déposition attendue de ZBC, p. 35 et 36.

<sup>1034</sup> Voir chap. III, point 2.2.2.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

vu l'implication des éléments de la Garde présidentielle, on peut considérer raisonnablement qu'il ressort du dossier que des unités de l'ESO ont été rattachées dans une structure de commandement de cette force opérationnelle plus élitiste. Dans ces conditions, et compte tenu plus particulièrement de la l'absence d'éléments de preuve établissant un lien entre cette attaque et Nizeyimana, la Chambre n'est pas convaincue qu'il ressort du dossier que Nizeyimana exerçait un contrôle effectif sur les militaires de l'ESO ayant participé à cette opération<sup>1035</sup>.

## 5.2 Crimes de violence sexuelle

### *Introduction*

400. Selon l'acte d'accusation, « le 19 avril 1994 ou vers cette date, des attaques ont été perpétrées à l'université contre des étudiants identifiés comme étant des Tutsis. Au cours desdites attaques, des coups de feu avaient été tirés et des victimes de sexe féminin avaient été prises pour cible par les militaires des FAR, de l'ESO, du camp de Ngoma et de celui de la gendarmerie de Butare, ainsi que [par] des *Interahamwe* miliciens » qui avaient commis des crimes de violence sexuelle<sup>1036</sup>.

401. Le Procureur ne fournit aucun élément de preuve pour étayer l'allégation que des victimes de sexe féminin avaient été prises pour cible par des militaires qui avaient commis des actes de violence sexuelle contre elles. Toutefois, ZCB a fait un témoignage pertinent. La Défense rejette toute responsabilité de Nizeyimana dans les attaques lancées contre l'université<sup>1037</sup>.

### *Dépositions*

#### Témoin à charge ZCB

402. Le 21 avril 1994 ou vers cette date, ZCB avait vu des militaires de l'ESO enlever des filles de leurs chambres<sup>1038</sup>. Ainsi sorties de leurs chambres, ces filles criaient, ce qui lui avait fait croire que les militaires les emmenaient pour leur faire du mal<sup>1039</sup>. Il est un fait, qu'on peut déduire des observations de ZCB, c'est que les militaires enlevaient ces filles afin de pouvoir les violer<sup>1040</sup>. Par la suite, ZCB avait revu l'une de ces filles, qui avait confirmé qu'elle avait été

<sup>1035</sup> Voir arrêt *Blagojević et Jokić*, par. 300 à 304 (qui confirme la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle, même si un supérieur hiérarchique exerçait un « contrôle effectif » sur un subordonné ayant commis des crimes, la présence dans la région d'une autorité parallèle qui donnait des ordres et des instructions suscite des doutes quant au contrôle effectif exercé sur le subordonné).

<sup>1036</sup> Acte d'accusation, par. 14 ii).

<sup>1037</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 492 et 493 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 54 et 55 (plaidoiries).

<sup>1038</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 57 et 58), ZCB.

<sup>1039</sup> Ibid. (p. 57), ZCB.

<sup>1040</sup> Ibid. (p. 60), ZCB.

violée<sup>1041</sup>. ZCB s'est dit convaincu que les militaires qui avaient enlevé ces filles venaient de l'ESO, parce qu'ils étaient jeunes et portaient des uniformes délavés<sup>1042</sup>. Selon lui, « [t]out le monde à l'Université savait que ces militaires appartenaient au camp militaire appelé ESO. »<sup>1043</sup>.

### Délibérations

403. La Chambre a examiné plus haut les dépositions relatives à l'attaque lancée contre des victimes civiles à l'université, notamment l'utilisation qui avait été faite de listes et de cartes d'identité comme allégué au paragraphe 14 i) de l'acte d'accusation. Le Procureur n'ayant pas énoncé de manière explicite les éléments de preuve sur lesquels se fondait le paragraphe concerné de l'acte d'accusation, la Chambre va se concentrer sur l'allégation de violence sexuelle, seul crime dont il est fait état au paragraphe 14 ii) de l'acte d'accusation. Le témoin à charge ZCB est le seul à avoir parlé à la barre d'actes de violence sexuelle commis contre des femmes à l'université par des militaires de l'ESO.

404. La déposition de ZCB est de nature indirecte et de seconde main. Il affirme avoir vu des filles être enlevées de leurs chambres par des militaires de l'ESO, mais il ne sait pas ce qu'il était advenu d'elles après leur enlèvement. ZCB en avait déduit que les militaires avaient l'intention de leur faire du mal. La seule occasion qu'il avait eue de vérifier si les filles avaient été violées, c'est lorsqu'il avait discuté avec l'une d'entre elles plus tard, à une date non précisée ; elle avait confirmé ce qui lui était arrivé.

405. La Chambre a entendu de nombreux témoignages crédibles disant que des militaires s'étaient livrés à des actes de violence sexuelle contre les femmes pendant cette période. Toutefois, le témoignage de nature indirecte et de seconde main de ZCB est vague pour ce qui est à la fois de la date de la discussion avec sa source et de l'identité de celle-ci. Dans un tel contexte, le Procureur n'a pas établi les faits comme l'y oblige la charge de la preuve qui pèse sur lui. En effet, comme il n'a même pas énoncé ces éléments de preuve, on peut s'interroger et se demander s'il maintient cette allégation et si elle peut fonder une déclaration de culpabilité.<sup>1044</sup> Dès lors, la Chambre rejette cette allégation.

<sup>1041</sup> Id.

<sup>1042</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 58), ZCB. Le témoin a dit qu'il ne connaissait pas l'unité exacte à laquelle ces militaires de l'ESO appartenaient.

<sup>1043</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 58), ZCB.

<sup>1044</sup> Arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 146 à 150, et 164 (la Chambre d'appel a conclu qu'il serait également inéquitable de déclarer un accusé coupable en se fondant sur des allégations qui ne semblent plus être maintenues par le Procureur).



### 5.3 Meurtre de quatre femmes par Nizeyimana

#### Introduction

406. Selon l'acte d'accusation, « le 22 avril 1994 ou vers cette date, Ildéphonse Nizeyimana a conduit à l'Université de Butare des éléments des FAR et des *Interahamwe* [...] et a personnellement tiré sur [quatre] femmes civiles identifiées comme étant des Tutsies et les a tuées dans un bâtiment de ladite université ». Le Procureur se fonde à cet effet sur la déposition de ZBH<sup>1045</sup>. La Défense conteste la crédibilité de ZBH et fait valoir que son témoignage n'est pas corroboré et constitue une pure invention<sup>1046</sup>.

#### Dépositions

##### Témoin à charge ZBH

407. En avril 1994, ZBH, d'ethnie hutue, était un civil qui avait auparavant travaillé à l'ESO en 1991 comme « estafette »<sup>1047</sup>. Pendant le génocide, des militaires de l'ESO et du camp de Ngoma qui assemblaient en ville ou aux barrages des civils et leur promettaient du « travail », l'avaient recruté pour tuer des Tutsis<sup>1048</sup>.

408. Le 22 avril 1994 ou vers cette date, ZBH avait été conduit, ainsi que de nombreux jeunes, au camp de l'ESO, d'où ils avaient ensuite été transportés jusqu'à l'université de Butare en compagnie de militaires<sup>1049</sup>. À cette époque, ils étaient dirigés par Arsène Shalom Ntahobali, qui avait une liste de jeunes étudiants tutsis de l'université<sup>1050</sup>. ZBH ne savait pas comment Shalom avait obtenu ou confectionné cette liste<sup>1051</sup>. Cependant, il a dit généralement à la barre que Nizeyimana travaillait en étroite collaboration avec Shalom<sup>1052</sup>. Ils avaient reçu des ordres de ces deux-là pendant qu'ils attendaient à l'ESO d'être transportés à l'université<sup>1053</sup>. Le lieutenant

<sup>1045</sup> Acte d'accusation, par. 14 iii) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 152 et 153.

<sup>1046</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 494 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 41 (plaidoirie).

<sup>1047</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 38), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH). Au moment où il a déposé [devant le Tribunal à Arusha], ZBH était incarcéré [au Rwanda] pour des crimes de génocide. Voir chap. II, point 3.4.

<sup>1048</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 39 et 40, et 43), ZBH (« Réponse : Je voudrais, donc, vous dire que les commandants du camp Ngoma et ceux de l'ESO – dont Tharcisse Muvunyi, colonel, dont le capitaine Ildéphonse Nizeyimana, le colonel Alphonse Nteziryayo, Ildéphonse Hategekimana qui commandait le camp de Ngoma, le lieutenant Alphonse Nteziryayo, sous-lieutenant Modeste Gatsinzi et bien d'autres – nous ont contraints et nous ont sensibilisés à comprendre que les Tutsis étaient nos ennemis et que nous devons tout faire pour nous en débarrasser ».)

<sup>1049</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 50 à 52, et 54 et 55), ZBH.

<sup>1050</sup> Ibid. (p. 50), ZBH.

<sup>1051</sup> Ibid. (p. 51), ZBH.

<sup>1052</sup> Id.

<sup>1053</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 53 et 54), ZBH.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Gakwerere, le caporal Rutayisire, alias Rubaga, et le caporal Mazimpaka étaient aussi à l'université ce jour-là<sup>1054</sup>.

409. Sur le chemin de l'université, ZBH avait vu Nizeyimana qui les dépassait à bord d'un véhicule<sup>1055</sup>. Nizeyimana s'était adressé aux militaires qui tenaient le barrage routier situé à l'entrée de l'université pour les prévenir de l'arrivée du groupe<sup>1056</sup>. Lorsque ZBH et son groupe étaient parvenus à hauteur de ce barrage, ils avaient été autorisés à passer et avaient laissé Nizeyimana sur place<sup>1057</sup>. Avant même qu'ils ne commencent à tuer les étudiants, ZBH avait vu Nizeyimana se servir de son pistolet pour abattre quatre filles au "home" appelé « Cambodge »<sup>1058</sup>. Nizeyimana venait ainsi de leur montrer l'exemple<sup>1059</sup>. Il avait expliqué qu'il avait tué ces filles parce qu'elles n'avaient pas obéi à ses ordres ou répondu à ses besoins<sup>1060</sup>. Ils avaient laissé les cadavres de ces filles sur place pour se diriger vers les chambres d'étudiants dans ce "home"<sup>1061</sup>.

410. Les jeunes avaient encerclé les dortoirs des étudiants pendant que des militaires encerclaient le bois qui s'étendait autour de l'université<sup>1062</sup>. De nombreux étudiants avaient été tués, y compris ceux qui se trouvaient dans l'arboretum<sup>1063</sup>. Les étudiants qui se trouvaient dans les "homes" s'étaient enfermés dans leurs chambres, mais le groupe de ZBH avait défoncé les portes et les avaient tués<sup>1064</sup>. En plus du groupe de jeunes, il y avait un groupe venu de l'ESO, ainsi qu'un autre groupe qui gardait le bois entourant l'université<sup>1065</sup>. Après avoir fini de tuer les étudiants sous la supervision des militaires, ils avaient récupéré leurs matelas, vêtements et chaussures<sup>1066</sup>. Ils avaient passé environ deux heures à l'université.<sup>1067</sup>

<sup>1054</sup> Ibid. (p. 51 et 52), ZBH.

<sup>1055</sup> Ibid. (p. 53), ZBH.

<sup>1056</sup> Id.

<sup>1057</sup> Id. Plus tard, le témoin ZBH a ajouté que Nizeyimana était entré dans son véhicule, avait franchi le barrage routier, et le groupe l'avait suivi pour entrer dans l'université, CRA, 8 février 2011 (p. 54), ZBH.

<sup>1058</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 66 à 68), ZBH.

<sup>1059</sup> Ibid. (p. 66), ZBH.

<sup>1060</sup> Ibid. (p. 66 et 67), ZBH. Avant cela le témoin a indiqué qu'à cette époque « on disait » que Nizeyimana avait abattu ces filles parce qu'elles ne lui avaient pas obéi, et non pas qu'il avait entendu Nizeyimana le dire lui-même, CRA, 8 février 2011 (p. 66).

<sup>1061</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 67), ZBH.

<sup>1062</sup> Ibid. (p. 50), ZBH.

<sup>1063</sup> Id.

<sup>1064</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 50), ZBH.

<sup>1065</sup> Ibid. (p. 51), ZBH.

<sup>1066</sup> Ibid. (p. 54), ZBH.

<sup>1067</sup> Id.

*Délibérations*

411. La Chambre note que ZBH est seul à avoir dit à la barre que Nizeyimana avait conduit des militaires et des *Interahamwe* à l'université et qu'il avait personnellement abattu quatre filles devant le dortoir « Cambodge » le 22 avril 1994 ou vers cette date. Ailleurs dans le jugement, la Chambre a examiné en détail les conditions dans lesquelles ZBH avait fait sa déposition, ainsi que sa crédibilité générale, et conclu que son témoignage devait être évalué avec circonspection<sup>1068</sup>. Il en ira de même en l'occurrence.

412. ZBH est un civil qui a avoué avoir participé en compagnie de militaires à une attaque lancée contre les étudiants à l'université le 22 avril 1994 ou vers cette date ; il a affirmé qu'un groupe de civils conduit par Shalom avait été assemblé et conduit à l'ESO où on leur avait donné des ordres, dont ceux émanant de Nizeyimana. Après quoi, ils s'étaient joints aux militaires de l'ESO et s'étaient mis en route pour l'université, où ils espéraient se livrer au pillage et identifier et tuer des étudiants. Avant d'en venir au fond, la Chambre va examiner les questions de crédibilité concernant spécifiquement ces allégations.

413. ZBH a avoué sa participation aux meurtres commis à l'université et il a été condamné pour ceux-ci et pour d'autres crimes liés au génocide<sup>1069</sup>. Toutefois, interrogé sur son implication dans les divers événements qu'il avait évoqués à la barre, ZBH a constamment nié toute responsabilité et fait valoir qu'il avait été « contraint » de participer aux meurtres ou que les militaires l'avait incité par tromperie à le faire<sup>1070</sup>.

<sup>1068</sup> Voir chap. II, point 3.4.

<sup>1069</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 38 et 39), ZBH ; pièces à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH), et D15B (aveux antérieurs de ZBH).

<sup>1070</sup> Ibid., p. 39 et 40 (« Question : En 1994, avez-vous pu savoir si des militaires ont commis des actes quelconques dans la ville de Butare contre des civils ? Et si vous êtes au courant d'une chose pareille, veuillez-nous dire où exactement ces actes de violence ont été commis. Réponse : Toujours au sujet ... À ce sujet, je dis que nous avons trempé dans les tueries et nous nous...nous n'aurions pas fait ces tueries ... exécuté ces tueries sans l'aide des militaires. D'ailleurs, tous les enquêteurs qui viennent me voir, je leur fais part de cela. Je voudrais, donc, vous dire que les commandants du camp Ngoma et ceux de l'ESO – dont Tharcisse Muvunyi, colonel, dont le capitaine Ildéphonse Nizeyimana, le colonel Alphonse Nteziryayo, Ildéphonse Hategekimana qui commandait le camp de Ngoma, le lieutenant Alphonse Nteziryayo, sous-lieutenant Modeste Gatsinzi et bien d'autres – nous ont contraints et nous ont sensibilisés à comprendre que les Tutsis étaient nos ennemis et que nous devons tout faire pour nous en débarrasser. Mais, d'ailleurs, à cette période-là, les combats faisaient rage. Gatsinzi, Muvunyi et Nizeyimana nous faisaient comprendre que si nous ne nous débarrassons pas de ces gens qui appartiennent à l'autre ethnie, et que ces gens vont venir et nous faire du mal plus tard, c'est pour cela que des militaires nous ont contraints ... nous ont forcés à participer aux attaques et à attaquer les Tutsis qui avaient cherché refuge dans différents endroits. ») ; p. 42 (Réponse : « Nous étions dirigés par des militaires qui étaient venus du camp Ngoma et de l'ESO. Et comme je vous l'avais dit tout à l'heure, celui qui n'était pas d'accord de collaborer avec eux était, des fois, tué. Et tous les membres de la population étaient donc obligés de participer à ces opérations. C'est ainsi que nous avons tué des gens ») ; p. 43 (Réponse : « C'est que j'ai tué à cause de l'accusé qui m'a incité à le faire et ... ».) ; (Réponse : Souvent, les militaires ramassaient les gens dans toute la ville ou aux barrages routiers. C'est ainsi donc qu'ils nous rassemblaient. Ils nous trouvaient soit en ville, ou nous trouvaient aux barrages routiers. Et souvent, ils disaient

414. Il reste que sa déposition corrobore dans une large mesure son aveu de 2003 quant à l'implication de Nizeyimana et de Shalom Ntahobali<sup>1071</sup>. L'aveu qu'il avait fait devant une juridiction *gacaca* à propos de la participation de Nizeyimana aux meurtres remonte à 2003, époque où il était incarcéré<sup>1072</sup>. La Chambre rappelle que des déclarations antérieures concordantes ne peuvent être utilisées pour conforter la crédibilité d'un témoin<sup>1073</sup>. Quels que soient les motifs qui ont pu pousser ZBH à faire un témoignage impliquant Nizeyimana, la Chambre n'a aucune raison de croire que sa déposition a pu être influencée par le fait qu'il était incarcéré.

415. Quant au fait que ZBH avait pu identifier les militaires concernés, la Chambre a pris note ailleurs dans son jugement qu'il avait été « estafette » à l'ESO en 1991 et qu'il avait aussi avoué avoir collaboré avec les militaires pendant le génocide, ce qui lui avait permis d'identifier les militaires de l'ESO<sup>1074</sup>. Il avait pu certainement identifier des hauts gradés, comme Nizeyimana, qui étaient à cette époque très connus à Butare et dans les environs.

416. La Chambre fait observer que les témoins à décharge Ngezahayo, ZML02 et Mutarutinya ont étayé les témoignages disant que les attaques contre les étudiants s'étaient poursuivies après le 21 avril 1994. Ainsi, Ngezahayo qui s'était rendu à l'université le lendemain de l'attaque principale, avait vu les militaires revenir au campus et procéder à la fouille des « homes » d'étudiants<sup>1075</sup>. De même, ZML02 a dit qu'elle avait vu les militaires revenir au campus le 22 avril<sup>1076</sup>. Le témoin Mutarutinya a noté qu'il continuait d'entendre dire que des étudiants

---

qu'ils allaient nous donner du travail, sans expliquer quel genre de travail ils allaient nous donner. Et lorsque nous arrivions au site, nous ne pouvions pas refuser de faire ce qu'ils nous demandaient de faire parce que c'est eux qui avaient le pouvoir »); p. 59 (Réponse : « Si les militaires ne nous avaient pas entraînés dans ces tueries, aujourd'hui, je ne serais pas en prison. Monsieur le Président, vous comprenez que nous n'aurions pas pu résister aux militaires qui nous avaient donné ces ordres. »); p. 60 (Réponse : « Mais tout ce que je dis, c'est que je suis en détention alors que cela n'aurait pas dû m'arriver si ça n'avait pas été la contrainte. »)

<sup>1071</sup> Pièce à conviction D15B (aveux antérieurs de ZBH), p. 33 ; CRA, 9 février 2011 (p. 49 et 50), ZBH. La Défense a fait valoir que ZBH, qui avait gardé un exemplaire de son procès-verbal d'aveu, avait modifié la copie qu'il avait remise au Procureur en 2010, en ajoutant le nom de Nizeyimana à divers endroits après les faits. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 170 à 179. Plus particulièrement, elle soutient que la copie de l'aveu versée au dossier révèle que la mention de l'implication de Nizeyimana dans le meurtre des quatre filles a été ajoutée en bas de page, affirmant ainsi que cela a été ajouté à une date ultérieure. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 177. Vu les constatations déjà faites par la Chambre, il est inutile qu'elle examine si ZBH a modifié ou non son aveu quant à cette allégation.

<sup>1072</sup> Pièce à conviction D15B (aveux antérieurs de ZBH).

<sup>1073</sup> Arrêt *Ntakirutimana*, par. 147.

<sup>1074</sup> Voir chap. II, point 3.4. et point 11. ZBH n'a pas été interrogé sur le temps qu'il avait passé à l'ESO comme estafette en 1991. Voir CRA, 8 février 2011 (p. 37 à 39) et 9 février 2011 (p. 53 et 54), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH).

<sup>1075</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 51 et 52, et 58 et 59), témoin Ngezahayo,

<sup>1076</sup> CRA, 17 mai 2011 (p. 12), ZML02.

étaient victimes d'enlèvement par des civils armés et des militaires après l'attaque principale du 21 avril<sup>1077</sup>.

417. À part ZBH qui avait pu identifier Nizeyimana et la corroboration générale que les attaques s'étaient poursuivies le 22 avril 1994, aucun autre témoin n'a vu Nizeyimana à l'université à cette date et aucun élément de preuve, mis à part la déposition de ZBH, n'a été rapporté pour prouver le meurtre des quatre filles par Nizeyimana. De même, la collaboration entre Nizeyimana et Arsène Shalom Ntahobali évoquée par ZBH n'est pas corroborée. Seul le témoin à décharge OUV03 a indiqué que Nizeyimana l'informait de tous ses déplacements, y compris lorsqu'il se rendait à l'université, afin qu'il puisse le joindre, en cas de besoin<sup>1078</sup>. Toutefois, OUV03 n'a pas situé de contexte ou fourni de détails sur la présence de Nizeyimana à l'université. En réalité, il n'a indiqué aucune date ou raison du déplacement de Nizeyimana à l'université.

418. Vu la circonspection avec laquelle la Chambre a décidé d'évaluer la déposition de ZBH et le fait que celle-ci n'est pas corroborée, il n'est pas possible pour la Chambre de conclure au-delà de tout doute raisonnable que Nizeyimana avait conduit un groupe de militaires et d'*Interahamwe* à l'université où il avait abattu quatre filles en présence de ZBH le 22 avril 1994 ou vers cette date. Dès lors, la Chambre rejette cette allégation.

#### 5.4 Meurtres perpétrés près du laboratoire de l'université de Butare

##### *Introduction*

419. Selon l'acte d'accusation, « entre fin avril et début mai, des civils identifiés comme étant des Tutsis ont été conduits à l'Université et bon nombre d'entre eux ont été tués à un endroit où se trouvait une grande fosse qui jouxtait le laboratoire de l'Université, par « des militaires des FAR, de l'ESO, du camp de Ngoma et de celui de la gendarmerie de Butare ainsi [que] des *Interahamwe* [...] »<sup>1079</sup>. Le Procureur n'invoque aucun témoignage à l'appui de cette allégation. La Défense n'a pas examiné cette allégation puisqu'aucune déposition n'avait été présentée à cet égard<sup>1080</sup>.

##### *Délibérations*

420. La Chambre fait observer que le Procureur n'a pas invoqué la moindre preuve à l'appui de l'allégation qu'entre la fin d'avril et le début de mai 1994, des civils tutsis avaient été tués à

<sup>1077</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 9 et 16), témoin Mutarutinya.

<sup>1078</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 48), OUV03.

<sup>1079</sup> Acte d'accusation, par. 14 iv).

<sup>1080</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 495.]

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

un endroit où se trouvait une grande fosse qui jouxtait le laboratoire de l'université. Ayant soigneusement examiné les éléments du dossier, la Chambre considère que rien ne vient étayer les meurtres, si ce n'est les dépositions résumées et évaluées plus haut. Aussi rejette-t-elle cette allégation.

## 6. ATTAQUES CIBLÉES À BUTARE, FIN AVRIL 1994

### 6.1 Meurtre commis chez Vincent Ntezimana

#### *Introduction*

421. Selon l'acte d'accusation, à la fin d'avril ou au début de mai 1994, l'accusé et Vincent Ntezimana ont donné l'ordre de tuer une jeune fille tutsie. Ntezimana a fourni un couteau à l'agresseur, qui s'en est servi pour tuer la fille chez Ntezimana. Le Procureur invoque la déposition d'AJP<sup>1081</sup>. La Défense conteste la crédibilité de ce témoin et met l'accent sur le fait qu'il est considéré comme complice d'un fait qui, selon elle, s'est produit en mai 1994. Les témoins à décharge BEJ01, BUV02 et Valens Hahirwa ont déposé à propos de ce fait<sup>1082</sup>.

#### *Dépositions*

##### Témoin à charge AJP

422. D'ethnie hutue, AJP habitait à Butare en 1994<sup>1083</sup>. Ancien cadet de l'ESO, il entretenait des liens étroits avec Nizeyimana<sup>1084</sup>. Vers les 23 et 24 avril, deux jeunes femmes qui

<sup>1081</sup> Acte d'accusation, par. 28 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 439 à 461. À l'appui du témoignage d'AJP, le Procureur invoque également la déposition du témoin en réplique Antoinette Bizimenyera. Voir par. 443. La Chambre avait autorisé le Procureur à citer des témoins en réplique pour réfuter une question nouvelle soulevée par les moyens de preuve à décharge. Elle avait expressément averti que la réplique ne saurait être utilisée pour « rouvrir » le dossier du Procureur ou « parfaire [traduction] » sa thèse. *Decision on Prosecutor's Motion for Leave to Present Evidence in Rebuttal to the Alibi Evidence* (Chambre de première instance), 7 juin 2011, par. 20 ; voir aussi la décision intitulée *Decision on Extremely Urgent Motion for Reconsideration of Trial Chamber, 7 June 2011 Decision on Prosecutor's Motion for Leave to Present Evidence in Rebuttal to the Alibi Defence*, (Chambre de première instance), 15 juin 2011, par. 28. La Chambre ne tiendra donc pas compte de ce « nouvel élément de preuve » [traduction], le Procureur n'ayant pas établi l'existence de circonstances qui permettraient d'utiliser la déposition de Bizimenyera à des fins autres que la réfutation. Arrêt *Kordić et Cerkez*, par. 222, citant l'arrêt *Čelebići* (par. 283).

<sup>1082</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 18, 191 et 192, et 198 à 207 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 40 à 44 (plaidoiries).

<sup>1083</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 85 et 86 (huis clos)) et 15 février 2011 (p. 3 à 5 (huis clos), 7, 36 et 37 (huis clos), 67 et 68 (huis clos), et 70 à 73 (huis clos)), AJP ; pièce à conviction P28 (fiche de renseignements personnels d'AJP). En 2001, dès son arrestation, AJP a avoué qu'il avait participé au génocide à Butare par des meurtres et le pillage. CRA, 15 février 2011 (p. 39, 57 à 60 et 79 (huis clos)) et 17 février 2011 (p. 11 et 12 (huis clos)), AJP. Jugé en 2007 par une juridiction *gacaca* et condamné à une peine d'emprisonnement de 12 ans, il avait été libéré quelques jours plus tard, car il avait déjà exécuté la moitié de sa peine et bénéficiait d'une réduction de celle-ci pour

*Le Procureur c. Hédéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

séjournaient chez Nizeyimana avaient été invitées à s'installer chez Vincent Ntezimana. Elles avaient révélé que des militaires qui vivaient chez Nizeyimana étaient impliqués dans des meurtres et des actes de pillage<sup>1085</sup>.

423. À une date non précisée – après le 21 avril 1994, mais avant le meurtre des membres de la famille Ngarambe – Nizeyimana, Vincent Ntezimana et Jean Mukimbiri avaient donné l'ordre à AJP et à l'un des militaires de l'escorte de Nizeyimana de tuer les deux femmes à cause de leur indiscretion<sup>1086</sup>. Nizeyimana avait menacé de tuer AJP s'il n'exécutait pas cet ordre<sup>1087</sup>. Portant un uniforme militaire et armé d'un fusil que lui avait remis Nizeyimana, le témoin, accompagné du militaire, avait trouvé les jeunes femmes chez Ntezimana<sup>1088</sup>. AJP et le militaire, cadet nouvelle formule, les avaient emmenées dans un bois tout proche et ils avaient chacun abattu l'une d'elles<sup>1089</sup>.

424. AJP supposait que la jeune femme qu'il avait abattue avait succombé, car elle n'était pas rentrée chez Ntezimana le lendemain<sup>1090</sup>. Or, vers 10 heures, il s'était fait réprimander à son travail par Ntezimana qui lui demandait pourquoi il n'avait pas tué la fille<sup>1091</sup>. Nizeyimana l'avait appelé à son tour pour lui poser la même question<sup>1092</sup>. Ce soir-là, AJP avait trouvé Nizeyimana chez lui, en compagnie de Mukimbiri et de Ntezimana<sup>1093</sup>. Ils lui avaient donné l'ordre de tuer la fille et il craignait d'être lui-même tué s'il n'exécutait pas cet ordre<sup>1094</sup>.

425. AJP et Rudasingwa étaient partis et avaient trouvé la fille chez Ntezimana<sup>1095</sup>. Celui-ci, qui était également là, avait remis un couteau à Longin Rudasingwa et interdit à AJP de se servir

---

être passé aux aveux. CRA, 15 février 2011 (p. 39, 51 et 52, et 60 à 62 (huis clos)), AJP. Lorsqu'il a déposé, AJP était en exil et attendait l'issue réservée au recours qu'il avait formé contre une condamnation ultérieure pour viol, à raison d'un fait postérieur au génocide. Ibid. (p. 39 à 45, et 47 à 52 (huis clos)), AJP ; voir aussi CRA, 14 juin 2011 (p. 32 à 36 (huis clos)), témoin Hahirwa ; pièce à conviction D69 (divers documents judiciaires rwandais).

<sup>1084</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 84 à 86 (huis clos)) et 15 février 2011 (p. 3 à 5 (huis clos), 7, 36 et 37 (huis clos), 67 et 68 (huis clos), et 70 à 73 (huis clos)), AJP.

<sup>1085</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 12 (huis clos)), AJP.

<sup>1086</sup> Ibid. (p. 12 à 15, 72 et 73, et 76 (huis clos)), AJP. Le témoin a souligné que cela s'était passé après le 21 avril 1994. Ibid., p. 15. Voir aussi chap. II, point, 6.4.

<sup>1087</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 72 et 73 (huis clos)), AJP.

<sup>1088</sup> Ibid. (p. 11 à 13, et 70 et 17 février 2011 (p. 4), AJP.

<sup>1089</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 12 à 14) et 17 février 2011 (p. 4 à 7), AJP. Le témoin ne se rappelait plus du nom du cadet, mais a dit qu'il était un des cadets « qui venaient à la résidence de Nizeyimana ». Il se souvenait que l'un d'eux s'appelait Busharire. Ibid. 9p. 12).

<sup>1090</sup> Ibid. (p. 12 et 13), AJP.

<sup>1091</sup> Ibid. (p. 13), AJP.

<sup>1092</sup> Id.

<sup>1093</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 13 (huis clos)) et 17 février 2011 (p. 6 et 7), AJP.

<sup>1094</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 13, 72 et 73 (huis clos)), AJP.

<sup>1095</sup> Ibid. (p. 13), AJP.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

d'un fusil<sup>1096</sup>. Rudasingwa avait donné le couteau à AJP qui avait ainsi achevé la fille<sup>1097</sup>. Ils avaient transporté le corps dans un véhicule et l'avaient abandonné dans le même bois où AJP avait cru abattre la fille le soir précédent<sup>1098</sup>.

#### Témoignage à décharge BEJ01

426. D'ethnie hutue, BEJ01 habitait à Butare en 1994<sup>1099</sup>. Vers le 14 mai 1994, ou peu après cette date, il était retourné chez Vincent Ntezimana où une domestique nommée Caritas lui avait dit qu'un paramilitaire avait battu presque à mort une femme<sup>1100</sup>. BEJ01 était entré dans la cour de la maison de Ntezimana et, quelques minutes plus tard, avait vu AJP tuer une jeune fille à l'aide d'un couteau<sup>1101</sup>. Il pensait que la fille était Hutue et qu'elle était « sortie » souvent avec AJP<sup>1102</sup>. Longin Rudasingwa et Jean-Marie-Vianney Valois se trouvaient également chez Ntezimana à ce moment-là, mais BEJ01 n'était pas certain qu'ils avaient assisté à ce meurtre<sup>1103</sup>.

427. BEJ01 pensait que la victime était une Hutue, mais comme il craignait AJP, il ne lui avait pas demandé pourquoi il avait tué la fille<sup>1104</sup>. BEJ01 n'avait pas non plus relaté ce fait à Nizeyimana qui était alors absent de Butare<sup>1105</sup>.

#### Témoignage à décharge BUV02

428. D'ethnie hutue, BUV02 a été accusé de crimes liés au génocide et placé en détention de 1997 à 2007<sup>1106</sup>. Étant passé aux aveux, il a été condamné à une peine d'emprisonnement de 24 ans par une juridiction *gacaca* en mai 2007<sup>1107</sup>. Il a été libéré immédiatement, compte tenu des dix années déjà passées en détention, et s'est vu affecté à des travaux d'intérêt général pendant six ans<sup>1108</sup>. Il a été acquitté ensuite par un tribunal [rwandais] de première instance<sup>1109</sup>.

<sup>1096</sup> Ibid. (p. 13 (huis clos)) et CRA, 17 février 2011 (p. 3 et 6), AJP. Le témoin ne savait pas si Longin Rudasingwa était Tutsi. CRA, 17 février 2011 (p. 2 (huis clos)), AJP.

<sup>1097</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 13, 70 et 79 (huis clos)) et 17 février 2011 (p. 5 et 6 à 8), AJP.

<sup>1098</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 13 (huis clos)), AJP.

<sup>1099</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 19 et 20, et 26 (huis clos)), BEJ01 ; pièce à conviction D60 (fiche de renseignements personnels de BEJ01). Au moment de sa déposition, BEJ01 avait déjà été condamné pour des crimes liés au génocide. CRA, 9 juin 2011 (p. 11 et 33 (huis clos)).

<sup>1100</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 10 et 11 (huis clos)), BEJ01.

<sup>1101</sup> Ibid. (p. 10 et 11, et 32), BEJ01.

<sup>1102</sup> Ibid. (p. 14), BEJ01.

<sup>1103</sup> Ibid. (p. 11), BEJ01.

<sup>1104</sup> Ibid. (p. 12 à 14, et 32 et 33), BEJ01.

<sup>1105</sup> Ibid. (p. 11 et 14 et 15), BEJ01.

<sup>1106</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 56 et 57), BUV02 ; pièce à conviction D26 (fiche de renseignements personnels de BUV02).

<sup>1107</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 57 et 58) et 11 mai 2011 (p. 2 à 4), BUV02.

<sup>1108</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 57) et 11 mai 2011 (p. 6), BUV02.

<sup>1109</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 58) et 11 mai 2011 (p. 6), BUV02.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

429. BUV02 et AJP avaient été détenus ensemble, et AJP était un membre du comité *Ukuri* en prison<sup>1110</sup>. Ce comité avait été créé pour encourager les détenus à dire la vérité et à avouer leurs crimes<sup>1111</sup>. AJP examinait les aveux et encourageait souvent les détenus à porter de fausses accusations contre certaines personnes<sup>1112</sup>. À une occasion non précisée, AJP avait demandé à BUV02 d'alléguer faussement que Nizeyimana avait établi des barrages et qu'il les contrôlait<sup>1113</sup>.

430. Alors qu'ils étaient codétenus, BUV02 avait entendu AJP faire des aveux publics entre 2002 et 2004 et parler des crimes qu'il avait commis<sup>1114</sup>. AJP avait dit que Nizeyimana lui avait donné l'ordre de commettre les meurtres qui ont endeuillé la ville de Butare<sup>1115</sup>. BUV02 ne se trouvait pas avec AJP lorsque celui-ci avait commis ces crimes, mais il pensait que les allégations portées contre Nizeyimana étaient fabriquées de toutes pièces<sup>1116</sup>.

431. Pendant le génocide, BUV02 avait vu AJP, en tenue militaire, au volant d'une camionnette blanche de type Peugeot<sup>1117</sup>. Il a affirmé de manière générale que ce véhicule servait à « transport[er] les tueurs »<sup>1118</sup>.

#### Témoignage à décharge Valens Hahirwa

432. Lorsqu'il a déposé, Valens Hahirwa était enquêteur de l'équipe de défense de Nizeyimana<sup>1119</sup>. S'étant rendu au parquet de Nyamagabe (ancien Gikongoro) au Rwanda<sup>1120</sup>, il avait obtenu, entre autres documents, une copie d'un jugement rendu au Rwanda en 2010 qui déclarait AJP coupable de viol sur mineure et ordonnait son arrestation immédiate<sup>1121</sup>. Au parquet de Nyamagabe où le dossier de l'affaire était toujours domicilié, on n'était au courant d'aucun appel qui aurait été interjeté<sup>1122</sup>.

<sup>1110</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 60 à 63, et 66), BUV02.

<sup>1111</sup> Ibid. (p. 61 et 62), BUV02.

<sup>1112</sup> Ibid. (p. 63 et 64, et 67 à 70), BUV02.

<sup>1113</sup> Ibid. (p. 65 et 69 et 70), BUV02.

<sup>1114</sup> Ibid. (p. 60 et 61, et 66), BUV02.

<sup>1115</sup> Ibid. (p. 65 et 66, et 69), BUV02.

<sup>1116</sup> Ibid. (p. 66 et 67, et 69 et 70), BUV02.

<sup>1117</sup> Ibid. (p. 60), BUV02.

<sup>1118</sup> Id.

<sup>1119</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 57 et 58), témoin Hahirwa ; pièce à conviction D28 (fiche de renseignements personnels du témoin Hahirwa).

<sup>1120</sup> CRA, 14 juin 2011 (p. 32 à 34 (huis clos)), témoin Hahirwa ; pièce à conviction D69 (divers documents judiciaires rwandais).

<sup>1121</sup> Id.

<sup>1122</sup> CRA, 14 juin 2011 (p. 35), témoin Hahirwa.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### *Délibérations*

433. Il ressort des dépositions, tant des témoins à charge que de ceux à décharge, que pendant le génocide, AJP avait tué une fille à l'aide d'un couteau, près de chez Vincent Ntezimana, qui habitait non loin de Nizeyimana<sup>1123</sup>. Tel est le contexte dans lequel la Chambre va examiner si Nizeyimana avait donné l'ordre à AJP de tuer la fille. Avant de déterminer le bien-fondé de cette allégation, elle note que le Procureur a convenu que, les preuves produites n'établissant pas l'appartenance de la victime à l'ethnie tutsie, elles ne sauraient donc étayer le chef de génocide retenu dans l'acte d'accusation (chef 1)<sup>1124</sup>.

434. La Chambre va commencer par examiner le contexte dans lequel AJP a fait sa déposition. AJP avait avoué le meurtre de cette jeune femme et avait été condamné pour cela au Rwanda<sup>1125</sup>. Fait à noter, les déclarations qu'il avait faites touchant la participation de Nizeyimana à ce crime avaient été recueillies par les enquêteurs du Tribunal en 2003 et en 2005, alors qu'AJP était détenu<sup>1126</sup>.

435. Dans la mesure où AJP a systématiquement mis en cause Nizeyimana dans le meurtre de cette jeune femme, à travers ses aveux au parquet du Rwanda ou ses déclarations faites aux enquêteurs du Tribunal, la Chambre fait observer que des déclarations antérieures concordantes ne suffisent pas à conforter la crédibilité d'un témoin<sup>1127</sup>. En effet, elle estime qu'à chacune de ces occasions, les allégations portées contre l'accusé par AJP peuvent avoir été motivées par le désir de rejeter sur autrui la responsabilité de ses crimes et obtenir ainsi un traitement de faveur des autorités judiciaires ou carcérales rwandaises<sup>1128</sup>.

<sup>1123</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 5 (huis clos)), AJP (la maison de Nizeyimana se trouvait à une distance de 200 à 300 mètres de celle de Ntezimana) ; CRA, 9 juin 2011 (p. 19 (huis clos)), BEJ01 (Nizeyimana et Ntezimana vivaient dans le même quartier).

<sup>1124</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 440 à 442.

<sup>1125</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 57 et 58, 79 (huis clos)) et 17 février 2011 (p. 11 et 12), AJP.

<sup>1126</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 54 et 55 (huis clos)), AJP (AJP confirme la teneur de la déclaration qu'il avait faite aux enquêteurs du Tribunal en 2003, alors qu'il était en prison).

<sup>1127</sup> Arrêt *Ntakirutimana*, par. 147.

<sup>1128</sup> Comme cela ressort des dépositions entendues, les détenus de la prison de Karubanda qui avouaient leurs crimes étaient transférés dans un quartier distinct de la prison surnommé « Arusha ». CRA, 24 janvier 2011 (p. 35 et 36 (huis clos)), témoin à charge AZM ; CRA, 15 février 2011 (p. 64 et 65 (huis clos)), témoin à charge AJP ; CRA, 3 février 2011 (p. 32), témoin à charge Kayibanda ; CRA, 9 février 2011 (p. 33 et 34), témoin à charge ZBH ; CRA, 10 mai 2011 (p. 62), témoin à décharge BUV02 ; CRA, 16 mai 2011 (p. 14 (huis clos)), témoin à décharge ZML10. Dans le quartier « Arusha », les détenus avaient des cellules plus spacieuses, un meilleur accès à l'eau et aux toilettes, et des visites familiales plus longues que les détenus des autres quartiers de la prison. CRA, 15 février 2011 (p. 63 à 66), témoin à charge AJP ; CRA, 10 mai 2011 (p. 62), témoin à décharge BUV02 ; CRA, 16 mai 2011 (p. 15 (huis clos)), témoin à décharge ZML10 ; mais voir CRA, 9 février 2011 (p. 33 et 34), témoin à charge ZBH (il nie que les détenus du quartier « Arusha » bénéficiaient d'un traitement de faveur ou jouissaient de meilleures conditions de vie). Il reste que, selon les dépositions des témoins à charge AJP, AZM et ZBH, les détenus qui étaient passés aux aveux étaient transférés pour des raisons de sécurité, afin de les protéger des attaques des autres détenus qui auraient été incriminés dans ces aveux. CRA, 15 février 2011 (p. 64 (huis clos)), AJP ; CRA, 24 janvier 2011

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

436. Pour tenter de renforcer ces mêmes soupçons, la Défense a cité à la barre des témoins qui ont dit qu'AJP avait fabriqué de toutes pièces des allégations contre certaines personnes, dont Nizeyimana, pendant qu'il était détenu. En particulier, selon BUV02, AJP lui avait demandé d'alléguer faussement que Nizeyimana participait à la supervision des barrages.

437. Selon la Chambre, la relation de BUV02 disant qu'AJP lui avait demandé de fabriquer des allégations contre Nizeyimana était particulièrement sommaire et ne précisait ni le lieu ni la date de cette conversation<sup>1129</sup>. En sens inverse, le témoin à charge ZBH avait entendu dire qu'AJP avait détruit les aveux qui *incriminaient* Nizeyimana. Il a expliqué qu'AJP et le capitaine Nizeyimana étaient proches l'un de l'autre et avaient ensemble établi un barrage près de la maison du capitaine, et qu'ainsi, AJP entretenait des liens d'amitié avec des militaires<sup>1130</sup>.

438. Il est incontesté que, pendant sa détention, AJP était membre du comité *Ukuri* créé pour encourager les détenus à avouer leurs crimes<sup>1131</sup>. De même, comme cela ressort du dossier, AJP encourageait et organisait les aveux de ses codétenus<sup>1132</sup>. Le témoin à charge Jules Kayibanda, qui était un de ses codétenus, a confirmé qu'AJP vérifiait les aveux, mais il n'a pas dit que celui-ci forçait les prisonniers à incriminer des personnes à tort<sup>1133</sup>. AZM, un autre codétenu, n'était

---

(p. 15 et 16, et 35 et 36 (huis clos)), AZM ; CRA, 9 février 2011 (p. 34 et 35), ZBH. Or, le témoin à décharge BUV02 a affirmé qu'il n'y avait aucun problème de sécurité et que le déplacement des détenus vers un autre quartier avait pour seul but de les récompenser d'avoir avoué. CRA, 10 mai 2011 (p. 70 et 71), BUV02 ; CRA, 16 mai 2011 (p. 14 (huis clos)), témoin à décharge ZML10 (il ne s'inquiétait pas pour sa sécurité lors de son déplacement au quartier « Arusha » de la prison centrale de Butare). AJP a expliqué qu'il avait bénéficié de droits de visite plus généreux pour faciliter son rôle consistant à obtenir les aveux de personnes vivant à l'extérieur de la prison, vu le poste qu'il occupait au sein du comité *Ukuri*, et qu'il ne s'agissait pas d'une récompense pour des aveux. CRA, 15 février 2011 (p. 65 et 66 (huis clos)), AJP. AJP a dit que les détenus ne savaient pas si, ayant avoué, ils seraient ou non libérés. Ibid. (p. 64). FAX a affirmé qu'AJP avait bénéficié de la clémence des juridictions *gacaca* lors de son procès tenu en 2007, parce qu'il avait avoué ses crimes et « donné » des co-auteurs. CRA, 17 février 2011 (p. 45 à 47), témoin à charge FAX.

<sup>1129</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 65), BUV02 (« M. LE PRÉSIDENT : Et à vous, personnellement, qu'est-ce qu'il [AJP] vous avait demandé de faire ? LE TÉMOIN : Par exemple, en tant que personne qui avait vécu dans cette ville, et ... — il m'avait trouvé dans la ville —, il savait que je connaissais Nizeyimana, alors, il me suppliait pour que je puisse l'aider, puisque nous faisons partie d'un même comité. Alors, il me disait : "Je ne sais pas si Nizeyimana est encore vivant ou s'il n'est pas vivant, mais il faut que tu m'aides pour que mes accusations puissent avoir un poids." Ça, c'est un exemple. M. LE PRÉSIDENT : Qu'est-ce qu'il vous disait principalement pour soutenir ses accusations ? LE TÉMOIN : Il m'a demandé de porter des accusations contre Nizeyimana et de déclarer qu'il avait mis en place les barrages routiers ... et les contrôlait »).

<sup>1130</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 33), ZBH.

<sup>1131</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 34 (huis clos)), témoin à charge AZM ; CRA, 3 février 2011 (p. 32), témoin à charge Kayibanda ; CRA, 15 février 2011 (p. 63 (huis clos)), témoin à charge AJP ; CRA, 9 février 2011 (p. 33), témoin à charge ZBH ; CRA, 10 mai 2011 (p. 61 et 62, et 70 et 71), témoin à décharge BUV02. Voir aussi CRA, 16 mai 2011 (p. 12 et 13 (huis clos)), témoin à décharge ZML10 et la pièce à conviction D31 (lettre du comité *Ukuri*).

<sup>1132</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 63, 65 et 66 (huis clos)) et 17 février 2011 (p. 12 et 13 (huis clos)), témoin à charge AJP ; CRA, 3 février 2011 (p. 32), témoin à charge Kayibanda ; CRA, 10 mai 2011 (p. 63 et 64), témoin à décharge BUV02.

<sup>1133</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 32), témoin Kayibanda

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

pas au courant qu'AJP revoyait les aveux ou les retournait [pour correction] aux prisonniers<sup>1134</sup>. Le témoin à décharge ZML10, membre du comité *Ukuri* avec le témoin AJP, n'a pas été interrogé sur le point de savoir si AJP tentait d'influencer les aveux des détenus<sup>1135</sup>. La Chambre estime que la déposition de BUV02 disant qu'AJP avait tenté d'obtenir de faux aveux incriminant Nizeyimana est loin d'être concluante, même s'il est possible qu'AJP ait activement contrôlé (et éventuellement altéré) la teneur de ces aveux<sup>1136</sup>.

439. Qui plus est, BUV02 a admis qu'il n'était pas avec AJP lorsque celui-ci avait commis, prétendument sur l'ordre de Nizeyimana, des meurtres, dont celui [de la fille] considérée<sup>1137</sup>. Au contraire, il s'est dit convaincu qu'AJP mentait au sujet de l'implication de Nizeyimana dans ce crime. La Chambre émet également des réserves sur d'autres aspects de la déposition de BUV02<sup>1138</sup>. Cette déposition est contestée et loin d'être déterminante, mais elle appelle un examen minutieux du témoignage d'AJP et doit être examinée avec la circonspection de mise.

440. En outre, AJP avait exécuté sa peine pour ce crime [le meurtre de la fille] au moment où il déposait devant le Tribunal, mais il reste qu'il vivait en exil en attendant l'issue de l'appel d'une autre déclaration de culpabilité prononcée contre lui, pour un viol commis après le génocide. AJP affirme qu'il ne devait pas être incarcéré aussi longtemps que l'appel était pendant, mais les documents judiciaires rwandais donnent à entendre qu'il en allait autrement<sup>1139</sup>. En réalité, les dépositions à décharge, bien que loin d'être concluantes, semblent néanmoins laisser entendre qu'AJP n'avait pas fait appel de sa condamnation<sup>1140</sup>.

441. Le refus d'AJP de reconnaître qu'il fuit la justice suscite quelques préoccupations quant à sa crédibilité générale<sup>1141</sup>. De plus, la Chambre fait observer qu'AJP a reconnu que la coopération dont il avait fait preuve dans le cadre de son procès pour génocide avait conduit le

<sup>1134</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 34 à 36 (huis clos)), AZM,

<sup>1135</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 12 à 15 (huis clos)), ZML10 ; pièce à conviction D31 (lettre du comité *Ukuri*).

<sup>1136</sup> AJP et AZM ont expliqué qu'AJP n'avait reçu aucune rémunération pour le travail effectué au sein du comité *Ukuri*, et qu'il était traité comme tout autre détenu. CRA, 15 février 2011 (p. 63 (huis clos)), témoin à charge AJP ; CRA, 24 janvier 2011 (p. 36 (huis clos)), témoin à charge AZM. Toutefois, comme cela ressort des dépositions, AJP, en raison de la fonction [au comité *Ukuri*] qu'il occupait, avait été autorisé à quitter la prison pour se rendre au parquet de Butare. CRA, 3 février 2011 (p. 32), témoin à charge Kayibanda (AJP se rendait au parquet, accompagné d'un gardien de prison) ; CRA, 15 février 2011 (p. 64 (huis clos)), témoin à charge AJP ; mais voir CRA, 10 mai 2011 (p. 71), témoin à décharge BUV02 (AJP pouvait se rendre au parquet en tenue civile et sans escorte).

<sup>1137</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 66 et 67), BUV02

<sup>1138</sup> Par exemple, BUV02 n'a pas expliqué pourquoi le tribunal de première instance l'avait acquitté, alors même qu'il avait avoué les crimes qu'il avait commis pendant le génocide. CRA, 10 mai 2011 (p. 57 et 58) et 11 mai 2011 (p. 2 à 6), BUV02.

<sup>1139</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 39 à 45, et 47 à 52 (huis clos)), AJP ; voir aussi CRA, 14 juin 2011 (p. 32 à 36 (huis clos)), témoin Hahirwa ; pièce à conviction D69 (divers documents judiciaires rwandais).

<sup>1140</sup> CRA, 14 juin 2011 (p. 34 à 36 (huis clos)), témoin Hahirwa.

<sup>1141</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 40 à 43, et 51 et 52 (huis clos)), AJP. Fait à noter, AJP avait commencé par admettre qu'il était recherché par la police au Rwanda. Ibid. (p. 39 et 40 (huis clos)).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Gouvernement à lui accorder certains avantages, ce qui irrite les victimes du génocide<sup>1142</sup>. Cette situation laisse entrevoir la possibilité qu'AJP a maintenant un intérêt à déposer contre Nizeyimana, afin d'influer positivement sur les procédures pénales engagées contre lui-même et faciliter sa réinsertion au Rwanda. Dans ces conditions, la Chambre se doit d'aborder avec la circonspection de mise l'examen de la déposition de ce témoin.

442. Enfin, comme la déposition d'AJP paraît le donner à entendre, sa famille s'était brouillée avec celle de Nizeyimana pendant qu'ils étaient en exil<sup>1143</sup>. La possibilité que le témoin soit resté irrité par ce différend ne saurait être ignorée<sup>1144</sup>.

443. S'agissant de l'allégation en cause [le meurtre de la fille], la Défense a mis en doute la déposition d'AJP en invoquant les contradictions qui existeraient entre ses déclarations antérieures faites aux enquêteurs du Tribunal, ainsi qu'un document judiciaire belge relatif à sa participation à ce crime. Ainsi, AJP a dit à la barre qu'il avait, dans un premier temps, tiré sur la victime, puis qu'il était revenu le lendemain l'achever à l'aide d'un couteau. Or, selon sa déclaration faite aux enquêteurs en 2003, il avait dit qu'il était revenu et avait tiré sur elle une seconde fois, avant de l'achever à l'aide d'un couteau<sup>1145</sup>.

444. Selon la Chambre, la relation que fait le témoin prête à confusion. Au départ, il a paru dire à la barre (ce qu'il confirmera par la suite) qu'il avait à nouveau tiré sur la fille la seconde fois<sup>1146</sup>. Cependant, il a précisé plus tard sa pensée en soulignant que lorsqu'il avait tiré sur la fille, elle n'était pas morte et il l'avait achevée par la suite, conformément aux instructions reçues

<sup>1142</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 51 (huis clos)), 60 et 62), AJP (le témoin explique qu'il a bénéficié d'une réduction de peine pour avoir avoué ses crimes).

<sup>1143</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 37 (huis clos)), AJP.

<sup>1144</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 66), BUV02. (Il se demande si AJP n'a pas fabriqué des preuves contre Nizeyimana, en raison d'un « grief » qu'il nourrissait contre lui).

<sup>1145</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 3 à 5 (huis clos)), AJP (extrait de la déclaration faite aux enquêteurs du Tribunal en 2003).

<sup>1146</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 13 (huis clos)), AJP (« R. Arrivé chez le docteur Ntezimana Vincent, j'ai tiré sur la jeune fille, qui n'est pas morte sur-le-champ. Alors, le docteur Ntezimana m'a dit : "Il ne faut plus utiliser le fusil." Et il a été nécessaire que le docteur Ntezimana Vincent prenne un couteau qu'avait une domestique, Ntezimana a donné le couteau à Longin qui était non loin de moi, Longin m'a remis le couteau et j'ai achevé la jeune fille... ») et 17 février 2011 (p. 5 (huis clos)), AJP (« Q. Vous avez déjà déclaré que vous étiez un militaire expérimenté. Est-ce que vous voulez que la Chambre croie vraiment que vous n'avez pas réussi à tuer une personne en tirant deux fois sur la personne ? Vous avez tiré sur elle un jour ; un autre jour, vous avez tiré sur elle encore, vous ne l'avez pas tuée ; il vous a fallu utiliser un couteau. C'est ce que vous voulez faire croire à la Chambre ? R. Oui, Maître. Les choses se sont passées comme ça. ») et p. 7 (huis clos) (« Q. Est-ce que le deuxième jour — vous avez tiré et que vous avez échoué — vous n'avez pas réussi à la tuer le deuxième jour, en tirant ? R. C'est au premier jour que j'ai tiré sur la jeune fille. Nous les avons fait sortir de la résidence de Ntezimana Vincent et nous les avons amenées dans un bois où j'ai tiré sur elle. Elle est rentrée à la résidence de Ntezimana, elle était blessée. Le second jour, j'ai tiré sur la fille, mais Ntezimana m'a interdit de tirer d'autres balles dans sa résidence. À ce moment-là, Ntezimana a envoyé un domestique ou une domestique pour chercher le couteau ; le couteau a été reçu par Rudasingwa Longin qui me l'a par la suite passé. C'est avec ce couteau que j'ai achevé la fille en question »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

à cet effet<sup>1147</sup>. Il a laissé entendre que l'enquêteur du Tribunal avait commis une erreur en [ne] consign[ant] [pas] que le deuxième jour également, il avait tiré sur la fille<sup>1148</sup>.

445. La Chambre juge l'explication du témoin plausible, en particulier à la lumière de sa déclaration recueillie en 2005 par les enquêteurs du Tribunal. Il ressort de son récit, tout comme de la majeure partie de sa déposition, qu'on l'avait empêché de tirer sur la femme la seconde fois et qu'au lieu de cela, on lui avait remis un couteau pour qu'il la tue<sup>1149</sup>.

446. En outre, la Chambre considère que les points essentiels des extraits des déclarations d'AJP faites aux enquêteurs du Tribunal en 2003 et en 2005 concordent remarquablement avec sa déposition au Tribunal<sup>1150</sup>. En effet, des dépositions à décharge confirment qu'AJP a tué cette fille. Les précisions sur les circonstances exactes de ce meurtre n'ont aucune incidence sur la déposition d'AJP, qui a dit qu'il l'avait commis. Pour la Chambre, le *modus operandi* du meurtre de cette fille par le témoin n'est pas important par rapport à la question de savoir si Nizeyimana lui avait donné l'ordre de le faire<sup>1151</sup>.

447. La Défense a ensuite essayé de mettre en cause la déposition d'AJP en se fondant sur des extraits d'un document judiciaire belge relatif à ce meurtre. En particulier, l'extrait qui a été lu, tel qu'il est reproduit dans le procès-verbal, indique que ce fait a eu lieu à la mi-mai 1994<sup>1152</sup>. Fait à noter cependant, d'après ce document, cette information avait été fournie par Vincent Ntezimana, et non par AJP<sup>1153</sup>. Celui-ci a nié avoir fait cette déclaration aux autorités belges<sup>1154</sup>.

<sup>1147</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 7 (huis clos)), AJP.

<sup>1148</sup> Ibid. (p. 7 et 8 (huis clos)), AJP.

<sup>1149</sup> Ibid. (p. 6 (huis clos)), AJP (extrait de la déclaration d'AJP faite aux enquêteurs du Tribunal en 2005).

<sup>1150</sup> Ibid. (p. 3 à 5 (huis clos)), AJP (extrait de la déclaration d'AJP faite aux enquêteurs du Tribunal en 2003) et p. 6 et 7 (huis clos) (extrait de la déclaration d'AJP faite aux enquêteurs du Tribunal en 2005).

<sup>1151</sup> À cet égard, la Chambre rappelle ses décisions antérieures rejetant les requêtes de la Défense demandant de pouvoir rappeler AJP à la barre ou, à titre subsidiaire, d'admettre en preuve les aveux qu'il avait faits aux autorités rwandaises. Voir les décisions intitulées *Decision on Nizeyimana Defence Motion for Recall of Prosecution Witness AJP or Admission of Documentary Evidence*, (Chambre de première instance), 7 juillet 2011 ; *Decision on Motion for Reconsideration of the 7 July 2011 Decision on Nizeyimana Defence Motion for Recall of Prosecution Witness AJP or Admission of Documentary Evidence*, (Chambre de première instance), 5 août 2011. Dans sa requête, la Défense affirmait que selon les aveux d'AJP, celui-ci avait tué la victime à l'aide d'un fusil, et non d'un couteau. Requête intitulée *Nizeyimana Defence Motion for Recall of Prosecution Witness AJP or Admission of Documentary Evidence*, 22 juin 2011, par. 20 à 24. La Chambre réaffirme qu'une telle déclaration antérieure n'a guère de valeur probante [lorsqu'il s'agit d'attaquer la crédibilité d'un témoin], vu qu'un contre-interrogatoire par ailleurs serré a été mené sur cette question. Voir décision intitulée *Decision on Nizeyimana Defence Motion for Recall of Prosecution Witness AJP or Admission of Documentary Evidence*, (Chambre de première instance), 7 juillet 2011, par. 10.

<sup>1152</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 9 (huis clos)), AJP.

<sup>1153</sup> Ibid. (p. 10 (huis clos)), AJP. En réalité, la Chambre fait observer qu'il ressort des conclusions finales dégagées par les autorités judiciaires belges que ce crime avait été commis entre le 6 avril et le 27 mai 1994. Voir pièce à conviction P52 (jugement concernant plusieurs accusés), p. 14.

<sup>1154</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 10 et 11 (huis clos)), AJP. Le témoin a dit qu'il avait déposé dans le procès de Ntezimana en Belgique. Ibid., p. 9 et 11 (huis clos).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

En effet, selon l'arrêt pertinent rendu par les autorités judiciaires belges, il avait été conclu que le crime avait été commis à une date indéterminée, entre le 6 avril et le 27 mai<sup>1155</sup>.

448. La Défense a également contesté la partie de la déposition d'AJP relative à la participation de Longin Rudasingwa au meurtre de la fille. Elle a affirmé que malgré les aveux publics faits par AJP en 2005 au sujet de la participation de Rudasingwa, celui-ci est resté un homme libre qui travaille comme dentiste à Kigali<sup>1156</sup>. Elle a en outre donné à entendre que Rudasingwa était un Tutsi<sup>1157</sup>.

449. La Défense n'a produit aucune preuve à l'appui de ses allégations. En effet, BEJ01 a indiqué qu'un certain « Longin Ndasingwa » se trouvait chez Ntezimana au moment du meurtre de la fille, même s'il n'était pas sûr qu'il avait assisté à la scène<sup>1158</sup>. De plus, la possibilité que Longin Rudasingwa n'ait pas été jugé au Rwanda (ou ailleurs) pour sa participation alléguée à ce meurtre ne rend pas nécessairement incohérent la relation d'AJP, ni n'entache sa crédibilité.

450. En ce qui concerne la déposition d'AJP au fond, la Chambre n'a aucun doute sur la capacité de ce témoin d'identifier Nizeyimana. La relation qu'il a faite de son passage à l'ESO, en tant que cadet enrôlé dans le programme de formation accéléré à partir de 1991, est claire et cohérente<sup>1159</sup>. Il a correctement identifié Nizeyimana comme étant l'officier S2/S3, ce que la Défense ne conteste pas<sup>1160</sup>. En outre, la description qu'il a faite des rapports professionnels et personnels relativement étroits qui existaient entre lui-même et Nizeyimana est convaincante<sup>1161</sup>. Des témoins à décharge sont venus corroborer certaines parties de la déposition d'AJP portant sur sa relation avec Nizeyimana, notamment sa présence continue chez celui-ci en avril 1994<sup>1162</sup>.

451. En revanche, la Défense conteste la version des faits d'AJP et invoque la déposition de BEJ01, qui a confirmé que Vincent Ntezimana avait participé à ce meurtre et avait été condamné de ce chef<sup>1163</sup>. Toutefois, BEJ01 a contesté l'idée d'une quelconque participation de Nizeyimana à ce crime et affirmé que celui-ci ne se trouvait pas à Butare. En effet, selon BEJ01, ce crime avait été commis le 14 mai 1994, date pour laquelle Nizeyimana a invoqué un alibi, à savoir qu'il commandait un centre d'instruction à l'usine de thé de Mata, dans la préfecture de Gikongoro.

<sup>1155</sup> Pièce à conviction P52 (jugement concernant plusieurs accusés).

<sup>1156</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 79 et 80 (huis clos)), AJP.

<sup>1157</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 2 et 3 (huis clos)), AJP.

<sup>1158</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 11), BEJ01.

<sup>1159</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 82 et 83), AJP.

<sup>1160</sup> Ibid. (p. 83), AJP.

<sup>1161</sup> Ibid. (p. 84 (huis clos)), AJP (où il décrit la relation de travail directe qu'il entretenait avec Nizeyimana à l'ESO, pendant trois à quatre mois). Voir aussi, CRA, 14 février 2011 (p. 85 et 86 (huis clos)) et 15 février 2011 (p. 3 à 5, 7, et 36 et 37, 67 et 68 et 70 à 73) (AJP habitait tout près de chez Nizeyimana en 1993 et 1994).

<sup>1162</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 9, 11 à 13, et 32), BEJ01 (confirme le volet de la déposition d'AJP relatif aux liens étroits que celui-ci entretenait avec Nizeyimana en 1993 et 1994).

<sup>1163</sup> Ibid. (p. 11 et 33), BEJ01 ; pièce à conviction P52 (jugement belge concernant plusieurs accusés).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

452. La Chambre relève d'emblée que BEJ01 entretenait des liens personnels étroits avec Nizeyimana, qu'il considérait comme un ami « proche », et il a confirmé que sa relation avec l'accusé lui assurait une relative sécurité pendant le génocide<sup>1164</sup>. À cet égard, la Chambre émet des réserves quant à l'impartialité de ce témoin. En effet, dans sa déposition, BEJ01 a donné à entendre qu'il était innocent de ce crime, ce qui est en contradiction avec un jugement qui a retenu sa responsabilité pénale à raison dudit crime<sup>1165</sup>. Le Procureur a produit d'autres preuves de l'extrémisme de BEJ01<sup>1166</sup>, ce qui ne peut qu'ajouter aux préoccupations que suscite sa version des faits.

453. Malgré la fragilité des preuves à décharge, c'est au Procureur qu'il revient d'établir sa thèse au-delà de tout doute raisonnable. La Chambre émet des réserves quant à l'explication non corroborée que donne AJP des raisons qu'avait Nizeyimana de faire tuer cette fille – à savoir parce qu'elle avait publiquement révélé que des militaires qui vivaient chez lui commettaient des meurtres et se livraient au pillage. AJP ne dit pas comment Nizeyimana l'aurait appris. En particulier, il ressort de sa déposition que cet ordre de tuer semble être le premier que Nizeyimana lui avait donné et ce, avant le meurtre des membres des familles Ngarambe et Maniraho<sup>1167</sup>. À cet égard, sa version des faits ne dit pas de quels meurtres cette fille aurait bien pu parler.

454. La Chambre considère la déposition de BEJ01 avec circonspection car, selon lui, le meurtre aurait été commis à un moment où Nizeyimana n'était pas toujours présent à Butare<sup>1168</sup>. En outre, il ressort de sa déposition qu'une relation existait déjà entre AJP et la victime<sup>1169</sup>. Dans ces conditions, la Chambre ne saurait exclure la possibilité raisonnable que la détérioration de cette relation ait pu conduire au meurtre.

455. Ayant examiné la déposition d'AJP avec la circonspection voulue, la Chambre ne saurait se fonder sur ce seul témoignage pour dégager, au-delà de tout doute raisonnable, des conclusions sur la participation de Nizeyimana à ce crime. Consciente que la majeure partie de la déposition d'AJP est incontestée, voire étayée par des témoignages à décharge, la Chambre estime néanmoins que le volet relatif à la participation de Nizeyimana n'est pas corroboré et est mis en question. Cette partie de la déposition d'AJP, qui n'est étayée par aucun élément de preuve, n'établit pas non plus que la responsabilité de Nizeyimana en tant que supérieur hiérarchique pourrait être engagée à raison de ce meurtre. C'est pourquoi cette allégation est rejetée.

<sup>1164</sup> CRA, 9 juin 2007 [2011] (p. 18 et 19 (huis clos)), BEJ01 (il décrit son amitié avec Nizeyimana), et p. 25 et 26 (huis clos) (il parle de la sécurité que lui assurait sa relation avec Nizeyimana).

<sup>1165</sup> Pièce à conviction P52 (jugement belge concernant plusieurs accusés).

<sup>1166</sup> Pièce à conviction P40B(F) (déclaration du témoin ZAE, relevant de l'article 92bis du Règlement), p. 4 et 5.

<sup>1167</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 12, 15 et 76 (huis clos)), AJP.

<sup>1168</sup> Voir chap. II, point 13.3.

<sup>1169</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 12 et 14), BEJ01.



## 6.2 Meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes

### Introduction

456. Selon l'acte d'accusation, le 21 avril ou vers cette date, Nizeyimana a donné l'ordre à des militaires de l'ESO, du camp de Ngoma et de celui de la gendarmerie de Butare ainsi qu'à des civils armés de tuer Rosalie Gicanda, ou les a autorisés à le faire. Conformément aux instructions de Nizeyimana, le sous-lieutenant Bizimana a, en particulier, conduit un certain nombre de militaires servant au sein des FAR, notamment le caporal Aloys Mazimpaka et des civils armés, dont le docteur Kageruga, chez Gicanda, sous prétexte d'une perquisition à effectuer sur les lieux. En conséquence, des militaires agissant sur l'ordre de Nizeyimana ou avec son autorisation ont fait usage de la force pour enlever et tuer Gicanda ainsi que d'autres personnes habitant chez elle. Le Procureur s'appuie sur les dépositions de ZAP, ZAR, AZD, Justin Gahizi, BDE, ZAL, ZBH, ZY, ZT et AJP<sup>1170</sup>.

457. La Défense fait valoir que les preuves produites n'établissent pas l'existence d'un lien entre Nizeyimana et les auteurs du meurtre de Rosalie Gicanda et des autres personnes. En outre, le 21 avril 1994 ou vers cette date, Nizeyimana se trouvait à Mata en mission de reconnaissance. Elle conteste par ailleurs la crédibilité des témoins à charge AJP, ZBH, Gahizi et AZD. Elle s'appuie sur les dépositions d'Aggripine Nyiranzabonimana, Emmanuel Habyarimana, Augustin Mushimiyimana, RWV11 et OUV03<sup>1171</sup>.

### Dépositions

#### Déclaration écrite du témoin à charge ZAP admise en application de l'article 92bis du Règlement

458. ZAP se trouvait chez Rosalie Gicanda en avril 1994<sup>1172</sup>. Le 20 avril, vers midi, de nombreux militaires s'étaient présentés chez Gicanda<sup>1173</sup>. ZAP se trouvait en compagnie de celle-ci, dans le jardin de la résidence, qui était située devant le bureau communal de Ngoma<sup>1174</sup>. À l'intérieur de la maison, il y avait une dame malade appelée Mukadi, Jean Damascène Paris, Alphonse Sayidiya, Marie et des domestiques, à savoir Awuleliya, Callixte Kayigamba et Anastase<sup>1175</sup>. Le portail étant fermé, certains militaires avaient escaladé la clôture, puis avaient

<sup>1170</sup> Acte d'accusation, par. 23 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 286 à 324 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 27 à 29 (réquisitions).

<sup>1171</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 232 à 245 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 39 à 41, 43 à 49, et 62 et 63 (plaidoiries).

<sup>1172</sup> Pièce à conviction P40D(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZAP), p. 1.

<sup>1173</sup> Id.

<sup>1174</sup> Id.

<sup>1175</sup> Id. ZAP n'a précisé ni sa propre appartenance ethnique, ni celle d'aucune des personnes habitant chez Gicanda, se contentant de relever qu'Anastase avait biffé la mention ethnique figurant sur sa carte d'identité pour la remplacer par celle de « Hutu », ce qui laisse supposer qu'il était en fait Tutsi.

ouvert à ceux qui étaient restés dehors<sup>1176</sup>. Les militaires avaient encerclé la concession, tandis que d'autres avaient grimpé aux arbres<sup>1177</sup>.

459. Ayant alerté Gicanda, ZAP avait couru se réfugier dans la maison, pour découvrir que des militaires s'y étaient déjà introduits<sup>1178</sup>. Ils disaient que des *Inyenzi* y habitaient<sup>1179</sup>. Lorsque Gicanda était entrée dans la maison, le chef des militaires avait ordonné à tout le monde de sortir et l'avait informée qu'ils étaient à la recherche des armes<sup>1180</sup>. Gicanda avait rétorqué qu'il n'y avait pas d'armes dans la maison et lui avait demandé ce qu'ils feraient s'ils n'en trouvaient pas<sup>1181</sup>. Le militaire avait répondu qu'il l'ignorait<sup>1182</sup>.

460. Les militaires avaient fouillé la maison de fond en comble et avaient trouvé des lettres adressées à Gicanda par une dame [de race] blanche dénommée Marie Paul ou Yvonne, des documents et d'autres effets personnels appartenant à la famille Gicanda<sup>1183</sup>. Certains de ces objets avaient été remis par les militaires à leur chef, que le témoin avait entendu parler à travers le talkie-walkie en prononçant les mots « Jaguar-Jaguar » et d'autres mots qu'elle ne comprenait pas<sup>1184</sup>. Il avait ensuite ordonné à Gicanda et aux autres membres de sa famille, dont ZAP, de monter dans le véhicule des militaires<sup>1185</sup>. Lorsque Gicanda avait demandé à prendre sa carte d'identité, le militaire avait répondu qu'ils n'en avaient pas besoin<sup>1186</sup>.

461. Le véhicule transportant Gicanda et les autres s'était arrêté à l'ESO. Le chef des militaires en était descendu avec quelques-uns de ceux-ci et ils étaient entrés à l'ESO<sup>1187</sup>. D'autres militaires les avaient rejoints et leur avaient dit qu'ils avaient découvert des *Inyenzi* et qu'ils allaient les traiter de la même manière qu'ils avaient traité les étudiants de l'université<sup>1188</sup>. Ils avaient dit au groupe de Gicanda qu'ils venaient de chauffer leurs baïonnettes<sup>1189</sup>.

462. Au retour du chef des militaires, le groupe avait quitté l'ESO et pris la direction de « Kadahokwa », en traversant le bois situé près de l'université<sup>1190</sup>. Chemin faisant, les militaires les giflaient, leur donnaient des coups de poing et menaçaient de tuer Damascène à la

<sup>1176</sup> Pièce à conviction P40D F) (déclaration *Pro Justitia* de ZAP), p. 1.

<sup>1177</sup> Ibid. p. 2.

<sup>1178</sup> Id.

<sup>1179</sup> Id.

<sup>1180</sup> Id.

<sup>1181</sup> Id.

<sup>1182</sup> Id.

<sup>1183</sup> Id.

<sup>1184</sup> Id.

<sup>1185</sup> Id.

<sup>1186</sup> Id.

<sup>1187</sup> Id.

<sup>1188</sup> Id.

<sup>1189</sup> Id.

<sup>1190</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

baïonnette<sup>1191</sup>. Le véhicule s'était arrêté au pont qui relie deux bois, après la petite rivière Mukura, et le groupe avait reçu l'ordre de descendre du véhicule<sup>1192</sup>. Les militaires avaient tiré en l'air environ trois fois<sup>1193</sup>. Lorsque Gicanda avait dit qu'elle voulait faire une demande, ils avaient crié en disant que cela ne valait pas la peine puisque leur heure avait sonné<sup>1194</sup>. Le chef avait ordonné aux militaires de se taire et avait agréé la demande de Gicanda consistant à dire une prière<sup>1195</sup>.

463. Pendant qu'ils récitaient la prière, les militaires avaient commencé à tirer<sup>1196</sup>. ZAP n'avait pas su ce qui s'était passé par la suite puisqu'elle était immédiatement tombée par terre<sup>1197</sup>. Ayant repris connaissance, elle avait constaté que les militaires étaient en train de les tirer vers une rigole et étaient repartis immédiatement<sup>1198</sup>. Gicanda n'était pas encore morte, mais elle ne pouvait pas parler et respirait difficilement<sup>1199</sup>. Alphonse était grièvement blessé et ZAP avait des blessures à la jambe et aux fesses<sup>1200</sup>. Damascène et les domestiques étaient morts<sup>1201</sup>.

#### Déclaration écrite du témoin à charge ZAR admise en application de l'article 92bis du Règlement

464. ZAR vivait chez Gicanda en avril 1994<sup>1202</sup>. À une date non précisée, plus de 10 militaires, accompagnés du docteur Kageruka, étaient venus chez Gicanda à bord d'un véhicule civil double cabine<sup>1203</sup>. ZAR ignorait leurs noms, mais pourrait [peut-être] les reconnaître s'il les revoyait<sup>1204</sup>. Certains des militaires avaient escaladé la clôture et ouvert le portail pour faire entrer les autres<sup>1205</sup>. Ayant encerclé la maison, les militaires avaient dit à Alphonse, chauffeur de taxi, que toutes les personnes qui s'y trouvaient devaient sortir et s'asseoir à l'extérieur<sup>1206</sup>. Leur chef avait ajouté que quiconque passerait par « l'autre porte » serait abattu<sup>1207</sup>. Les personnes suivantes étaient sorties de la maison : ZAP, Paris Damascène,

---

<sup>1191</sup> Id.

<sup>1192</sup> Id.

<sup>1193</sup> Id.

<sup>1194</sup> Id.

<sup>1195</sup> Id.

<sup>1196</sup> Id.

<sup>1197</sup> Id.

<sup>1198</sup> Pièce à conviction P40D(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZAP), p. 4.

<sup>1199</sup> Id.

<sup>1200</sup> Id.

<sup>1201</sup> Id.

<sup>1202</sup> Pièce à conviction P40E(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZAR), p. 1.

<sup>1203</sup> Ibid., p. 1 à 3.

<sup>1204</sup> Ibid., p. 3.

<sup>1205</sup> Ibid. (p. 1).

<sup>1206</sup> Id.

<sup>1207</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Aureliya, Callixte, Grâce, Alphonse et Rosalie Gicanda<sup>1208</sup>. ZAR se trouvait déjà dehors à leur sortie<sup>1209</sup>.

465. Les militaires leur avaient demandé s'il y avait des *Inyenzi* dans la maison, mais ils avaient répondu par la négative<sup>1210</sup>. Ils avaient ensuite demandé ce qui se passerait s'ils trouvaient des armes à feu ou des munitions dans la maison, et le groupe avait répondu que dans ce cas, ils pouvaient les tuer<sup>1211</sup>. ZAR, Alphonse et Damascène avaient reçu l'ordre d'entrer dans la maison en compagnie de militaires, qui avaient procédé à une fouille des lieux<sup>1212</sup>. Lorsqu'ils étaient ressortis, l'on avait ordonné à tout le monde de monter dans le véhicule<sup>1213</sup>. Les militaires avaient demandé les cartes d'identité et, après avoir vu celle de ZAR, ils lui avaient dit qu'il était aussi complice<sup>1214</sup>. Leur chef lui avait alors ordonné de rester prendre soin d'une vieille dame malade dénommée Mukazi<sup>1215</sup>. ZAR avait assisté à l'enlèvement de Gicanda et des autres personnes se trouvant chez elle, mais il ignorait les circonstances de leur mort<sup>1216</sup>. Toutefois, une dénommée Grâce avait survécu à l'enlèvement<sup>1217</sup>.

#### Témoin à charge ZBH

466. D'ethnie hutue, ZBH était un civil en avril 1994. Il avait auparavant servi comme « estafette » à l'ESO en 1991<sup>1218</sup>. Sans en préciser la date, le témoin ZBH a dit qu'il « étai[t] là » au moment où Rosalie Gicanda avait été enlevée, car il jouait au tennis avec son frère sur un terrain situé entre la route principale de Butare et la maison de la reine Gicanda<sup>1219</sup>. Gakwerere, alias Rwatsi, et le caporal Mazimpaka avaient participé à cet enlèvement<sup>1220</sup>. Gicanda avait été enlevée seule, vers midi, à une date antérieure au 20 avril<sup>1221</sup>. Il y avait d'autres personnes chez

<sup>1208</sup> Pièce à conviction P40E(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZAR), p. 1 et 2. Le témoin n'avait pas précisé l'identité ethnique des occupants qui étaient sortis de la maison.

<sup>1209</sup> Ibid., p. 1.

<sup>1210</sup> Ibid., p. 2.

<sup>1211</sup> Id.

<sup>1212</sup> Id.

<sup>1213</sup> Id.

<sup>1214</sup> Pièce à conviction P40E(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZAR), p. 4.

<sup>1215</sup> Ibid., p. 2 à 4.

<sup>1216</sup> Ibid., p. 4.

<sup>1217</sup> Id.

<sup>1218</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 38), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH).

<sup>1219</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 53), ZBH. Le témoin devait préciser par la suite qu'il avait « vu » l'enlèvement alors qu'il jouait au tennis avec son frère. CRA, 9 février 2011, p. 5.

<sup>1220</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 53), ZBH.

<sup>1221</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 5), ZBH. Le témoin ne se souvenait pas de la date exacte de l'enlèvement de Gicanda, mais il savait qu'il avait eu lieu « avant les incidents survenus à l'hôpital » qui, selon lui, s'étaient produits après le 20 avril 1994.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

elle à ce moment-là, notamment un jeune chauffeur dénommé Alphonse et une jeune fille qui vendait du lait<sup>1222</sup>. ZBH n'avait pas assisté au meurtre de Gicanda<sup>1223</sup>.

#### Témoignage à charge AZD

467. AZD, d'ethnie tutsie et possédant une carte d'identité hutue, était sous-officier à l'ESO en avril 1994<sup>1224</sup>. Il savait que Rosalie Gicanda était une « vieille dame », épouse de l'ancien roi du Rwanda, Mutara Rudahirwa, et qu'elle habitait le quartier Buye<sup>1225</sup>. À une date située entre le 20 et le 25 avril, entre 19 heures et 20 heures, le témoin se trouvait au mess des officiers de l'ESO lorsqu'il avait entendu les sous-lieutenants Bizimana, surnommé « Rwatsi », et Gakwerere faire rapport à Nizeyimana en disant qu'ils venaient de tuer Gicanda « avec torture »<sup>1226</sup>, AZD pouvait entendre nettement leurs propos car seuls quelques mètres le séparaient d'eux, lorsqu'ils parlaient à Nizeyimana<sup>1227</sup>.

#### Témoignage à charge Justin Gahizi

468. En avril 1994, le témoin Gahizi était sergent à l'ESO<sup>1228</sup>. À une date non précisée, il se trouvait le soir au mess des officiers en compagnie de plusieurs autres personnes et avait entendu Nizeyimana parler au sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana, alias « Rwatsi »<sup>1229</sup>. En particulier, Gahizi avait entendu Nizeyimana demander ce qui s'était passé, et Bizimana avait répondu : « Mission accomplie, nous avons tué [Rose] Gicanda. »<sup>1230</sup> Il était de notoriété publique à cette époque qu'il avait tué Gicanda dans le petit bois situé derrière le musée<sup>1231</sup>. Arborant un sourire

<sup>1222</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 5), ZBH. Le témoin n'a pas précisé ce qu'il était advenu des autres personnes qui se trouvaient chez Gicanda.

<sup>1223</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 5), ZBH.

<sup>1224</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 64), AZD ; pièce à conviction P15 (fiche de renseignements personnels d'AZD).

<sup>1225</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 81), AZD.

<sup>1226</sup> Ibid. (p. 81) et 82 et CRA 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 58), AZD.

<sup>1227</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 81), AZD.

<sup>1228</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 24 et 25), témoin Gahizi ; pièce à conviction 20 (fiche de renseignements personnels Du témoin Gahizi).

<sup>1229</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 34 et 35), témoin Gahizi.

<sup>1230</sup> Ibid. (p. 35), témoin Gahizi. En reprenant les propos de Bizimana, Gahizi. s'est souvenu qu'il avait dit : « Mission accomplie, nous avons tué Gicanda », mais il n'avait pas donné le prénom de celle-ci.

<sup>1231</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 35), témoin Gahizi Lors de son contre-interrogatoire, Gahizi a dit que sa déclaration antérieure faite aux enquêteurs du Tribunal indiquait à tort que la reine avait été tuée au mois de mai au lieu du mois d'avril. Voir CRA, 8 février 2011, p. 4 et 5 (« TÉMOIN ; Voilà. Je me retrouve. Juste à la fin de la page K0246675, vous verrez où c'est écrit — dernier paragraphe, deuxième ligne — “c'était au mois de mai”. Ils ont écrit “mois de mai” au lieu de mettre le mois d'avril. C'est pour cela que je disais que c'est fort possible que je puisse remarquer d'autres erreurs dans ce document. Mais, puisque je suis ici, moi-même, je peux donc relever ces erreurs au fur et à mesure. C'est pour cela que je proposais qu'on continue. M<sup>e</sup> PHILPOT : Q. Malheureusement, nous n'allons pas procéder de cette manière, Monsieur le témoin. Vous avez indiqué une erreur, à savoir qu'on a parlé du mois de mai, au lieu d'avril, pour le meurtre de la reine »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

de satisfaction, Nizeyimana avait acheté de la bière aux personnes présentes au mess des officiers<sup>1232</sup>, qui était un lieu resserré où chacun pouvait entendre ce qui se disait<sup>1233</sup>.

#### Témoignage à charge AJP

469. D'ethnie hutue, AJP habitait à Butare en 1994<sup>1234</sup>. À une date indéterminée, Nizeyimana l'avait informé que Rosalie Gicanda avait été tuée par le sous-lieutenant Bizimana<sup>1235</sup>.

#### Témoignage à charge BDE

470. D'ethnie hutue, BDE était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>1236</sup>. À une date non précisée, elle avait appris de Gaston Lyonso, un jeune camarade de classe affecté à la garde de la maison du sous-lieutenant Bizimana, que Nizeyimana avait donné l'ordre aux sous-lieutenants Bizimana et Gakwerere de « ramener Rosalie Gicanda, qui était l'ex-reine du pays »<sup>1237</sup>. Forts de ces instructions, ils étaient allés chercher Gicanda et l'avaient tuée immédiatement<sup>1238</sup>.

#### Témoignage à charge ZY

471. D'ethnie tutsie, ZY était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>1239</sup>. Elle connaissait Rosalie Gicanda, personnalité étudiée dans le cadre de son cours d'histoire, et savait que l'ancienne reine habitait derrière le stade Huye, à Butare<sup>1240</sup>. À une date non précisée, avant le début des massacres à Butare, ZY se trouvait au réfectoire de l'ESO lorsque des cadets de la troisième promotion étaient arrivés en disant qu'ils « avaient commis [...] une abomination » pour avoir tué la reine du Rwanda<sup>1241</sup>. Ils avaient également dit qu'ils avaient tué « toutes les personnes qui

<sup>1232</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 36), témoin Gahizi.

<sup>1233</sup> Ibid. (p. 35), témoin Gahizi.

<sup>1234</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 85 et 86 (huis clos)) et 15 février 2011, huis clos (p. 3 à 5, 7, 36 et 37, 67 et 68, et 70 à 73), AJP ; pièce à conviction P28 (fiche de renseignements personnels d'AJP). En 2001, dès son arrestation, AJP a avoué qu'il avait participé aux meurtres et au pillage dans le cadre du génocide à Butare. CRA, 15 février 2011 (p. 39, 57 à 60, et 79 (huis clos)) et 17 février 2011 (p. 11 et 12 (huis clos)), AJP. Jugé en 2007 par une juridiction *gacaca* et condamné à 12 ans d'emprisonnement, il avait été libéré quelques jours plus tard, vu qu'il avait déjà exécuté la moitié de sa peine et qu'il bénéficiait d'une réduction de celle-ci pour être passé aux aveux. CRA, 15 février 2011 (p. 39, 51 et 52, et 60 à 62 (huis clos)), AJP. À l'époque de sa déposition, AJP était exilé et attendait l'issue réservée au recours qu'il avait formé contre une condamnation pour viol rendue plus tard et se rapportant à un fait survenu après le génocide. CRA, 15 février 2011 (p. 39 à 45, et 47 à 52 (huis clos)), AJP ; voir aussi CRA, 14 juin 2011 (p. 32 à 36 (huis clos)), témoin Hahirwa ; pièce à conviction D69 (divers documents judiciaires rwandais).

<sup>1235</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 28), AJP.

<sup>1236</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 10), BDE ; pièce à conviction P13 (fiche de renseignements personnels de BDE).

<sup>1237</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 30 et 31), BDE.

<sup>1238</sup> Id.

<sup>1239</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 46), ZY ; pièce à conviction P11 (fiche de renseignements personnels de ZY).

<sup>1240</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 69 et 70, et 73), ZY. Celle-ci ignorait l'appartenance ethnique de Gicanda. Ibid., p. 69.

<sup>1241</sup> Ibid. (p. 70), ZY.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

se trouvaient au domicile de Gicanda »<sup>1242</sup>. Ils avaient précisé qu'ils étaient partis avec le commandant de la troisième promotion, à savoir Bizimana surnommé « Rwatsi », mais que c'était Nizeyimana qui avait tué la reine [Gicanda]<sup>1243</sup>.

#### Témoignage à charge ZT

472. En avril 1994, ZT, d'ethnie tutsie, était cadet à l'ESO<sup>1244</sup>. Elle savait que Rosalie Gicanda, l'ancienne reine du Rwanda, habitait à Butare et avait été tuée pendant la « guerre »<sup>1245</sup>. En particulier, à une date non précisée, ZT se trouvait au réfectoire lorsqu'un jeune cadet de l'ESO dénommé Léonard Musabyimana s'était vanté d'avoir tué de « grandes personnes »<sup>1246</sup>. Interrogé sur l'identité de ces personnes, il avait répondu qu'il faisait partie du groupe qui avait enlevé Gicanda de chez elle, ajoutant que « Rwatsi », surnom du lieutenant Bizimana, l'avait « ramenée »<sup>1247</sup>. ZT avait compris qu'il voulait dire par là que Bizimana avait tué la reine<sup>1248</sup>.

#### Témoignage à charge ZAL

473. D'ethnie tutsie, ZAL travaillait à l'hôpital universitaire de Butare en avril 1994<sup>1249</sup>. À une date indéterminée, ZAL avait croisé un groupe de personnes dont elle n'a pas précisé l'identité et qui avaient identifié un militaire dénommé Mazimpaka<sup>1250</sup>. Quelqu'un du groupe lui avait dit que Mazimpaka avait annoncé qu'il avait tué « la reine Gicanda » et cet informateur craignait que la situation ne dégénère à l'hôpital, du fait de la présence de ce militaire<sup>1251</sup>. Pourtant, ZAL avait appris plus tard par une fille admise à l'hôpital que Mazimpaka s'était dit fatigué de tuer et qu'en fait, il était venu en aide à des personnes à l'hôpital<sup>1252</sup>.

#### Témoignage à décharge OUV03

474. D'ethnie hutue, OUV03 était officier à l'ESO en avril 1994<sup>1253</sup>. Le 21 avril, vers 20 h 30, il avait appris de l'adjudant-chef Damien Ntamuhanga que le sous-lieutenant Bizimana avait tué

<sup>1242</sup> Ibid. (p. 71), ZY.

<sup>1243</sup> Ibid. (p. 70), ZY.

<sup>1244</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 9), ZT ; pièce à conviction P19 (fiche de renseignements personnels de ZT).

<sup>1245</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 14), ZT.

<sup>1246</sup> Ibid. (p. 14 et 15), ZY.

<sup>1247</sup> Ibid. (p. 9 et 15), ZY.

<sup>1248</sup> Ibid. (p. 14), ZY.

<sup>1249</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 35), ZAL ; pièce à conviction P26 (fiche de renseignements personnels de ZAL).

<sup>1250</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 35 et 37), ZAL.

<sup>1251</sup> Ibid. (p. 37), ZAL.

<sup>1252</sup> Ibid. (p. 35 à 38), ZAL.

<sup>1253</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 61 (huis clos)), OUV03 ; pièce à conviction D51 (fiche de renseignements personnels d'OUV03).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Rosalie Gicanda<sup>1254</sup>. Ntamuhanga l'en ayant informé, OUV03 a supposé que cela voulait dire qu'il avait déjà rédigé un rapport et l'avait transmis à son supérieur, pour que la police militaire puisse faire son travail<sup>1255</sup>. Il pensait que Ntamuhanga lui avait donné cette information car il était persuadé que lui, OUV03, ne bougerait pas de l'ESO<sup>1256</sup>. Étant donné qu'OUV03 restait cloué à son poste, certaines informations lui parvenaient « tardivement »<sup>1257</sup>.

475. Il appartenait au commandant du camp de l'ESO de sanctionner Bizimana<sup>1258</sup>. Le 21 avril 1994, OUV03 pensait que Bizimana avait été arrêté ; cependant, il avait su par la suite que celui-ci avait reçu l'ordre de cesser le travail, au motif qu'il allait être arrêté pour le crime qu'il avait commis<sup>1259</sup>. Le 24 avril, OUV03 avait appris l'arrestation effective de Bizimana ainsi que celle de tous les membres de la section antipillage<sup>1260</sup>. C'était le colonel Muvunyi qui l'avait arrêté et qui voulait le voir traduit en justice<sup>1261</sup>. Malheureusement, ils avaient fui avant de pouvoir être livrés aux autorités compétentes<sup>1262</sup>.

#### Témoignage à décharge RWV11

476. D'ethnie hutue, RWV11 était instructeur à l'ESO en avril 1994<sup>1263</sup>. Le 22 avril, de retour de Mata, il avait appris du sergent Mugiraneza que Rosalie Gicanda avait été tuée par des membres de la section antipillage dirigés par le sous-lieutenant Pierre Bizimana, alias Rwatsi<sup>1264</sup>. Les membres de la section s'étaient rendus chez Gicanda et avaient dit qu'ils avaient vu des armes dans sa maison<sup>1265</sup>. RWV11 était choqué par cette nouvelle, car il savait que les perquisitions ne rentraient pas dans le cadre de leur mission<sup>1266</sup>. Il avait été touché par ce meurtre, car ces militaires, qui étaient censés protéger les membres de la population, tuaient tout bonnement ceux-ci<sup>1267</sup>. Les auteurs du meurtre de Gicanda n'avaient pas été punis par leurs supérieurs<sup>1268</sup>.

<sup>1254</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 36 et 43 à 45), OUV03. Aux dires d'OUV03, il n'aurait pas pu obtenir cette information de Bizimana lui-même, car celui-ci ne pouvait pas « se dénoncer lui-même » (voir p. 43).

<sup>1255</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 44 et 45), OUV03.

<sup>1256</sup> Ibid. (p. 44), OUV03.

<sup>1257</sup> Id.

<sup>1258</sup> Id.

<sup>1259</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 45 et 46), OUV03.

<sup>1260</sup> Ibid. (p. 46), OUV03.

<sup>1261</sup> Ibid. (p. 36), OUV03.

<sup>1262</sup> Id.

<sup>1263</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 6), RWV11 ; pièce à conviction D53 (fiche de renseignements personnels de RWV11).

<sup>1264</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 31), RWV11.

<sup>1265</sup> Id.

<sup>1266</sup> Id.

<sup>1267</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 32), RWV11.

<sup>1268</sup> Id. (« R. Cela m'a fait très mal que le commandant de l'ESO n'ait pas puni ces éléments. Et je suis sûr que les sections responsables de ces infractions ont continué leur travail impunément. Cela m'a beaucoup attristé »).



Témoignage à décharge BUV02

477. D'ethnie hutue, BUV02 était cuisinier à Butare en avril 1994<sup>1269</sup>. Il avait parlé au sous-lieutenant Bizimana vers 14 heures ou 15 heures, soit quelques heures seulement après le meurtre de Rosalie Gicanda, d'ethnie tutsie, et de membres de sa famille<sup>1270</sup>. Il n'a pu confirmer le jour où c'était arrivé, mais il savait que le meurtre avait été commis peu après le discours du Président Sindikubwabo<sup>1271</sup>. BUV02 se trouvait dans un bar lorsque Bizimana et un groupe de quelque huit militaires étaient entrés ; ils voulaient prendre un verre pour célébrer ce meurtre<sup>1272</sup>. Ils étaient arrivés à bord d'une Toyota Stout de couleur rouge, garée non loin du bar<sup>1273</sup>. Bizimana avait dit à BUV02 : « ... [la situation est grave]. Je [viens] de tuer la reine, et ne soyez pas indifférents »<sup>1274</sup>.

478. Bizimana avait ajouté qu'après avoir fouillé la maison de Gicanda, ils avaient enlevé celle-ci, puis l'avaient assassinée à un autre endroit<sup>1275</sup>. Plus précisément, ils étaient passés par Mpare et Musange, et elle avait été tuée au bord de la rivière Akadahokwa<sup>1276</sup>. Selon Bizimana, il avait tué Gicanda pour donner un exemple et montrer que même les grands pouvaient être tués<sup>1277</sup>. Bizimana se trouvait en compagnie des sergents Mazimpaka et Birasa lorsqu'ils avaient assassiné Gicanda<sup>1278</sup>. Ces deux sergents étaient au bar avec Bizimana, et à cette occasion Mazimpaka racontait au témoin BUV02 le meurtre de la reine, en présence de Bizimana<sup>1279</sup>.

Témoignage à décharge ZML07

479. D'ethnie hutue, ZML07 était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>1280</sup>. Après le meurtre de Rosalie Gicanda, il avait appris d'une personne qui s'était trouvée là que le sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana avait dirigé l'opération qui s'était soldée par ce meurtre<sup>1281</sup>. Des militaires de l'ESO, commandés par Bizimana, s'étaient rendus chez Gicanda sous prétexte de perquisitionner à la

<sup>1269</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 53 et 54), BUV02 ; pièce à conviction D26 (fiche de renseignements personnels de BUV02).

<sup>1270</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 73 et 74), BUV02.

<sup>1271</sup> Id. Le témoin BUV02 n'a pu être plus précis sur la date. Il n'a pas dit à quel moment, après le discours du Président Sindikubwabo, Gicanda avait été tuée.

<sup>1272</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 75 et 76), BUV02.

<sup>1273</sup> Ibid. (p. 76), BUV02.

<sup>1274</sup> Ibid. (p. 75), BUV02.

<sup>1275</sup> Ibid. (p. 74 et 75), BUV02.

<sup>1276</sup> Ibid. (p. 75), BUV02.

<sup>1277</sup> Id.

<sup>1278</sup> Id.

<sup>1279</sup> Id.

<sup>1280</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 5 (huis clos)), ZML07 ; pièce à conviction D35 (fiche de renseignements personnels de ZML07).

<sup>1281</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 33), ZML07. Voir pièce à conviction D37 (noms des militaires).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

recherche de matériel militaire<sup>1282</sup>. En outre, Emanuel Manilakiza, cadet de la troisième promotion, avait dit à ZML07 qu'il avait effectué la mission chez Gicanda et qu'Ignace Bwenge et Mukomeza, deux autres cadets de l'ESO, y étaient également présents<sup>1283</sup>.

#### Témoignage à décharge Emmanuel Habyarimana

480. D'ethnie hutue, le témoin Habyarimana était un officier supérieur de l'armée rwandaise en avril 1994<sup>1284</sup>. Le soir du 21 avril, Habyarimana avait rencontré le lieutenant-colonel Muvunyi au mess des officiers, lorsqu'il avait appris la nouvelle du meurtre de Gicanda<sup>1285</sup>. Le colonel Muvunyi avait confirmé qu'elle avait bel et bien été tuée<sup>1286</sup>. Le témoin Habyarimana ne voulait pas y croire, car la reine Gicanda était originaire de sa région natale et avait été comme une mère pour lui ; il la connaissait bien<sup>1287</sup>. Muvunyi « se plaignait » également et avait dit qu'il mènerait une enquête pour s'assurer que l'auteur de ce crime soit puni<sup>1288</sup>.

#### Témoignage à décharge Aggripine Nyiranzabonimana

481. D'ethnie hutue, le témoin Nyiranzabonimana était enseignante à Butare en avril 1994<sup>1289</sup>. Elle ne se souvenait pas de la date exacte du meurtre de Rosalie Gicanda, mais elle avait entendu parler de ce meurtre vers la même période où les membres de la famille Matabaro avaient été assassinés<sup>1290</sup>.

#### Témoignage à décharge CKN10

482. D'ethnie hutue, CKN10 était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>1291</sup>. À une date indéterminée, Félicien Mugiraneza, cadet à l'ESO, lui avait confié qu'il se trouvait là, en compagnie du sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana, lorsque Rosalie Gicanda avait été tuée<sup>1292</sup>.

<sup>1282</sup> Id.

<sup>1283</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 34), ZML07 ; pièce à conviction D37 (noms des militaires).

<sup>1284</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 4 à 6), témoin Habyarimana ; pièce à conviction D45 (fiche de renseignements personnels du témoin Habyarimana).

<sup>1285</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 49 et 50), témoin Habyarimana.

<sup>1286</sup> Ibid. (p. 50), témoin Habyarimana.

<sup>1287</sup> Id.

<sup>1288</sup> Id.

<sup>1289</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 66 et 67), témoin Nyiranzabonimana ; pièce à conviction D62 (fiche de renseignements personnels du témoin Nyiranzabonimana).

<sup>1290</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 2), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1291</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 36), CKN10 ; pièce à conviction D50 (fiche de renseignements personnels de CKN10).

<sup>1292</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 48), CKN10.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### Témoign à décharge Augustin Mushimiyimana

483. D'ethnie hutue, le témoin Mushimiyimana était officier et faisait partie d'un escadron basé à l'aéroport de Kanombe en avril 1994<sup>1293</sup>. Il avait entendu les gens parler de la mort de Rosalie Gicanda le 22 avril au matin<sup>1294</sup>, mais il ignorait si elle avait été tuée la veille au soir ou ce matin-là même<sup>1295</sup>.

### *Délibérations*

484. Comme cela ressort des dépositions, tant à charge qu'à décharge, l'ancienne reine du Rwanda, Rosalie Gicanda, a été enlevée et tuée par un groupe de militaires commandés par le sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana<sup>1296</sup>. En avril 1994, des militaires s'étaient présentés chez Gicanda, avaient perquisitionné et ordonné à presque tout le monde de sortir de la maison. Ils avaient ensuite fait monter plusieurs personnes, dont Rosalie Gicanda, à bord de leur véhicule et les avaient emmenées à un autre endroit. Puis, ils avaient fait feu sur ces personnes ainsi enlevées.

<sup>1293</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 49 et 50), témoin Mushimiyimana ; pièce à conviction D65 (fiche de renseignements personnels du témoin Mushimiyimana).

<sup>1294</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 52), témoin Mushimiyimana.

<sup>1295</sup> Id.

<sup>1296</sup> Par exemple, pièces à conviction P40D(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZAP), p. 3 et 4 (les militaires leur ont ordonné de monter dans un véhicule, les ont conduits à un endroit situé après la petite rivière Mukura et ont tiré sur eux lorsqu'ils sont sortis du véhicule. Gicanda était grièvement blessée), et P40E(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZAR), p. 2 (les militaires ont forcé les personnes habitant la maison de Gicanda à monter à bord d'un véhicule double cabine) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 81), témoin à charge AZD (Gicanda avait été tuée par le sous-lieutenant Bizimana) ; CRA, 7 février 2011 (p. 35), témoin à charge Gahizi (le sous-lieutenant Bizimana, alias Rwatsi, a reconnu qu'il avait tué Gicanda) ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 30 et 31), témoin à charge BDE (elle avait appris que le sous-lieutenant Bizimana avait tué Gicanda) ; CRA, 14 février 2011 (p. 37), témoin à charge ZAL (elle avait été informée du meurtre de Gicanda) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 70), témoin à charge ZY (elle avait été informée que Gicanda avait été tuée par le sous-lieutenant Bizimana, alias Rwatsi) ; CRA, 7 février 2011 (p. 14), témoin à charge ZT (ZT avait entendu dire que le sous-lieutenant Bizimana, alias Rwatsi, avait tué Gicanda) ; CRA, 15 février 2011 (p. 28), témoin à charge AJP (il avait entendu dire que le sous-lieutenant Bizimana avait tué Gicanda) ; CRA, 31 mai 2011 (p. 36 et 44), témoin à décharge OUV03 (il avait appris que le sous-lieutenant Bizimana avait tué Gicanda) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 69 à 71), témoin à décharge RWV11 (il avait appris que des membres de la section antipillage commandés par le sous-lieutenant Bizimana, alias Rwatsi, avaient tué Gicanda) ; CRA, 10 mai 2011 (p. 74 et 75), témoin à décharge BUV02 (selon BUV02, le sous-lieutenant Bizimana lui avait confié qu'il avait enlevé et tué Gicanda) ; CRA, 18 mai 2011 (p. 33), témoin à décharge ZML07 (il avait été informé que Gicanda avait été tuée lors d'une opération dirigée par le sous-lieutenant Bizimana) ; CRA, 25 mai 2011 (p. 49 et 50), témoin à décharge Habyarimana (il avait été informé du meurtre de Gicanda) ; CRA, 10 juin 2011 (p. 23), témoin à décharge Nyiranzabonimana (elle avait entendu dire que Gicanda avait été tuée) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 52), témoin à décharge Mushimiyimana (il avait entendu parler du meurtre de Gicanda) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 48), témoin à décharge CKN10 (un cadet de l'ESO avait confié au témoin qu'il se trouvait avec le sous-lieutenant Bizimana, lorsque Rosalie Gicanda avait été tuée).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

485. La Chambre fait observer que les déclarations écrites des témoins à charge ZAP et ZAR, admises en application de l'article 92bis du Règlement, sont les seules à fournir une relation de première main de l'enlèvement, par les militaires, de la reine Gicanda et des autres personnes qui se trouvaient chez elle<sup>1297</sup>. De même, la déclaration écrite de ZAP est le seul récit de première main relatant le meurtre de Gicanda et d'autres personnes, commis ensuite par ces militaires. Leurs témoignages n'ont pas été soumis à l'épreuve du contre-interrogatoire. D'autres Chambres de première instance ont limité l'utilisation des déclarations écrites admises en application de l'article 92bis, afin que les éléments contenus dans celles-ci « ne puissent conduire à une déclaration de culpabilité que s'il existe d'autres éléments de preuve qui corroborent l[es] déclaration[s] »<sup>1298</sup>.

486. Cela dit, dans l'ensemble, les récits de ZAP et de ZAR ne sont pas contestés. Les dépositions, tant celles à charge que celles à décharge, ont beau être indirectes et de seconde main, elles n'en corroborent pas moins les déclarations admises en application de l'article 92bis du Règlement et confirment que Gicanda et plusieurs autres personnes se trouvant chez elle ont été tuées par des militaires. En outre, il ressort du dossier que Gicanda, ancienne reine du Rwanda, était une Tutsie<sup>1299</sup>. La Chambre juge ces faits établis au-delà de tout doute raisonnable, sur la base d'un examen exhaustif du dossier.

<sup>1297</sup> La Chambre fait observer que ZBH a également dit qu'il avait vu des militaires entrer chez Gicanda et l'enlever. Elle rappelle la nécessité d'examiner la déposition de ZBH avec circonspection. Voir chap. II, point 3.4. Elle considère qu'on ne peut, à première vue, ajouter foi à son affirmation qu'il avait vu l'enlèvement de Gicanda alors qu'il jouait au tennis non loin de la maison de l'intéressée. Selon sa déposition, Gicanda aurait été enlevée seule. CRA, 9 février 2011 (p. 5), ZBH. En outre, vu d'autres versions des faits établissant que des militaires avaient dû escalader une clôture pour rentrer dans la concession, il n'est pas du tout certain qu'il aurait pu voir l'enlèvement. Pièces à conviction P40D(F) (déclaration écrite *Pro Justitia* de ZAP), p. 1, et P40E(F) (déclaration écrite *Pro Justitia* de ZAR), p. 1. La Chambre n'accorde aucune valeur à sa déposition, dans la mesure où il donne à entendre que ce fait s'était déroulé sous ses yeux.

<sup>1298</sup> *Le Procureur c. Vidoje Blagojević et Dragan Jokić*, affaire n° IT-02-60-T, première décision relative à la requête de l'accusation aux fins d'admission de déclarations de témoins et de témoignages antérieurs présentés en application de l'article 92 bis du Règlement, Chambre de première instance, 12 juin 2003, par. 25. Cette approche a été confirmée par la Chambre d'appel. Arrêt *Blagojević*, par. 318. *Le Procureur c. Jadranko Prlić et consorts*, affaire n° IT-04-74-AR73.6, décision relative aux appels interjetés contre la décision d'admission de la transcription de l'audition de l'interrogatoire de Jadranko Prlić, Chambre d'appel, 23 novembre 2007, par. 53 (« il est incompatible avec les droits de la défense de fonder une condamnation, uniquement ou essentiellement, sur des dépositions faites par une personne que l'accusé n'a pu interroger ou faire interroger ni au stade de l'instruction ni pendant les débats ») et par. 59.

<sup>1299</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 74), témoin à décharge BUV02 (Gicanda, d'ethnie tutsie, était une « grande personnalité » en tant que veuve du roi du Rwanda). CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 59), témoin à charge AZD (il confirme la véracité d'une déclaration antérieure selon laquelle Gicanda « a été tué[e] du seul fait d'être [Tutsie] »).

487. Par ailleurs, les dépositions à charge, comme celles à décharge confirment que cette attaque a été lancée par des militaires de l'ESO commandés par le sous-lieutenant Bizimana.<sup>1300</sup> En particulier, tant les témoins à charge AZD, Gahizi, BDE, ZY, ZT et AJP que les témoins à décharge OUV03, BUV02, ZML07 et CKN10 ont dit à la barre que le sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana était impliqué dans le meurtre de Gicanda et des autres personnes enlevées chez elle. Plusieurs sources ont également fourni des preuves, bien qu'indirectes, établissant que des militaires de l'ESO, le sous-lieutenant Gakwerere et le caporal Mazimpaka faisaient partie des assaillants<sup>1301</sup>. De plus, les témoignages à charge et à décharge tendent aussi à impliquer des militaires de la troisième promotion de l'ESO<sup>1302</sup>.

488. La Chambre a examiné la crédibilité des témoins pris un à un. Elle relève que leurs dépositions sont concordantes pour l'essentiel, tout comme les diverses sources ayant relayé cette information. En outre, nombre de sources entendues hors audience semblent avoir pris part à l'attaque, ce qui rend encore plus fiables les preuves par ouï-dire dont la Chambre a été saisie. Le fait que ces sources ont admis avoir participé à l'attaque tend également à renforcer leurs déclarations par ouï-dire, déclarations par lesquelles ils s'incriminent eux-mêmes. La Chambre juge que le dossier contient des éléments de preuve suffisamment crédibles et fiables pour permettre de conclure au-delà de tout doute raisonnable que le sous-lieutenant Bizimana était à la tête d'un groupe de militaires de l'ESO qui avaient enlevé et tué Gicanda ainsi que d'autres personnes qui se trouvaient chez elle<sup>1303</sup>.

489. Dans ce contexte, la Chambre doit évaluer la participation de Nizeyimana à ce meurtre. La Défense soutient que les témoignages à charge qui mettent en cause Nizeyimana ne sont pas

<sup>1300</sup> La Défense reconnaît que de nombreux témoins, tant à charge qu'à décharge, mettent en cause le sous-lieutenant Bizimana et des militaires de l'ESO dans ce meurtre, et qu'à cet égard des mesures correctives avaient été prises à l'ESO. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 238 et 242.

<sup>1301</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 81 et 82) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 58), témoin à charge AZD (AZD avait entendu les sous-lieutenants Bizimana et Gakwerere informer Nizeyimana du meurtre de Gicanda) ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 30 et 31), témoin à charge BDE (elle avait appris que les sous-lieutenants Bizimana et Gakwerere avaient tué Gicanda) ; CRA, 14 février 2011 (p. 37), témoin à charge ZAL (elle avait appris que Mazimpaka faisait partie du groupe qui avait tué Gicanda) ; CRA, 10 mai 2011 (p. 75), témoin à décharge BUV02 (il avait vu Mazimpaka en compagnie de Bizimana, et ils parlaient de leur participation au meurtre de Gicanda).

<sup>1302</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 70) témoin à charge ZY (des cadets de la troisième promotion avaient participé au meurtre de Gicanda) ; CRA, 18 mai 2011 (p. 33 et 34), témoin à décharge ZML07 ; pièce à conviction D37 (noms des militaires) (Emanuel Manilakiza, cadet de la troisième promotion, avait dit à ZML07 qu'il avait été envoyé en mission chez Gicanda).

<sup>1303</sup> La Défense fait valoir que le sous-lieutenant Bizimana et le caporal Aloys Mazimpaka ont été condamnés au Rwanda pour le meurtre de Gicanda, que les nombreuses sources citées en l'espèce les incriminent et que malgré leur fragilité, les éléments de preuve «établissent la façon dont le meurtre aurait été commis et l'identité [de certains] des auteurs» [traduction]. Voir dernières conclusions écrites de la Défense, par. 233 (non souligné dans l'original) et 238 à 243 ; voir aussi, CRA, 7 décembre 2011, p. 62 (plaidoiries) («[les éléments de preuve indiquent assez clairement l'identité des] auteurs [du meurtre de la reine Gicanda]. Le [sous-]lieutenant Bizimana [et le caporal Aloys Mazimpaka] sont en prison au Rwanda, [à raison de leur participation à ce crime] »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

dignes de foi<sup>1304</sup>. Elle soutient également que le meurtre a eu lieu le 21 avril 1994, alors que Nizeyimana était en mission de reconnaissance à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro), ce qui écarte nécessairement toute participation de sa part<sup>1305</sup>. La Chambre va évaluer le bien-fondé de la preuve incriminant Nizeyimana, à la lumière des arguments présentés ci-après.

*i) Participation de Nizeyimana au meurtre de Rosalie Gicanda et des autres personnes*

490. Le Procureur allègue que le sous-lieutenant Bizimana et d'autres militaires, agissant sur l'ordre de Nizeyimana ou avec son autorisation, ont tué Gicanda et d'autres personnes se trouvant chez elle<sup>1306</sup>. À cet égard, la Chambre note que ZY avait entendu dire que c'était Nizeyimana qui, en fait, avait tué Gicanda<sup>1307</sup>. Certains aspects de sa déposition sont corroborés, notamment la présence du sous-lieutenant Bizimana et des militaires de l'ESO lors de cette attaque, mais ce point ne l'est pas. En effet, il va à l'encontre de tous les témoignages versés au dossier en ce qui touche l'identité des auteurs du meurtre de Gicanda. Ce témoignage par ouï-dire ne suffit pas à établir que Nizeyimana avait bel et bien tué Gicanda.

491. Passant à d'autres preuves établissant la participation de Nizeyimana, la Chambre ne trouve aucune preuve directe que celui-ci avait donné l'ordre de tuer Gicanda ou autorisé le meurtre à l'avance. Néanmoins, BDE a dit qu'elle avait appris d'un cadet affecté à la sécurité de la résidence du sous-lieutenant Bizimana que Nizeyimana avait ordonné aux sous-lieutenants Bizimana et Gakwerere de « ramener Rosalie Gicanda ». Forts de ces instructions, ils étaient partis et l'avaient tuée immédiatement<sup>1308</sup>. Avant de procéder à l'examen au fond de cette déposition, la Chambre va se pencher sur les critiques formulées quant à la crédibilité générale de ce témoin.

492. La Défense soutient que BDE rencontrait « souvent » d'autres personnes pour discuter des témoignages à porter contre Nizeyimana. BDE a confirmé qu'elle avait rencontré les témoins à charge Gahizi et ZT, mais elle a expressément nié qu'elle avait abordé avec eux la teneur de sa déposition.<sup>1309</sup> La Défense n'a pas soulevé ce point lors du contre-interrogatoire du témoin Gahizi ou ZT. Ses arguments sont ainsi sans fondement. La déposition de BDE ne coïncide en rien avec celle des témoins Gahizi et ZT, et n'est pas sujette à caution. En effet, elle diffère de celle des autres témoins en ce qui concerne cette allégation précise.

<sup>1304</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 240 à 245.

<sup>1305</sup> Ibid., par. 233 et 234, et 245.

<sup>1306</sup> Acte d'accusation, par. 23.

<sup>1307</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 70), ZY.

<sup>1308</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 30 et 31), BDE.

<sup>1309</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 29 à 31), BDE.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

493. Dans le cadre de sa déposition, BDE a dit avoir appris d'un élève officier appelé Gaston Lyonso que Nizeyimana avait ordonné aux sous-lieutenants Bizimana et Gakwerere de « ramener Rosalie Gicanda ». Forts de ces instructions, ils étaient partis et l'avaient tuée immédiatement<sup>1310</sup>. Ce témoignage relève du ouï-dire. Certes, celui qui était sa source gardait la résidence de Bizimana, ce qui ouvre la possibilité qu'il ait pu entendre cette conversation entre Nizeyimana, Bizimana et Gakwerere, mais il reste qu'il n'est pas certain qu'elle ait entendu quoi que ce soit<sup>1311</sup>. BDE ne précise pas non plus la date à laquelle elle s'est entretenue avec Lyonso, ce qui suscite davantage de doutes sur le caractère direct de l'information. Cette déposition à elle seule ne suffit pas à étayer des conclusions au-delà de tout doute raisonnable.

494. Néanmoins, les témoins à charge AZD et Gahizi ont dit avoir entendu, au mess des officiers de l'ESO, Bizimana faire rapport à Nizeyimana en disant que Gicanda avait été tuée<sup>1312</sup>. De plus, AJP a dit à la barre que Nizeyimana l'avait informé, lui et d'autres personnes non identifiées, que le sous-lieutenant Bizimana avait tué Gicanda<sup>1313</sup>. La Chambre va aborder le problème de la crédibilité générale de ces témoins avant de procéder à l'examen au fond de leurs dépositions.

495. La Chambre a examiné en détail, ailleurs dans le présent jugement, le contexte dans lequel AZD avait fait sa déposition et elle l'a jugé crédible de manière générale<sup>1314</sup>. La même analyse est valable ici. La Défense fait valoir que le témoin AZD a menti au sujet de la discussion qui avait eu lieu entre Nizeyimana et Bizimana. Concrètement, elle invoque la déclaration antérieure faite par AZD aux enquêteurs du Tribunal, selon laquelle le témoin YAA était présent lors de cet entretien, alors qu'aux dires de celui-ci, il ne se trouvait pas à Butare à ce moment-là<sup>1315</sup>.

496. AZD n'a pas cité le nom de YAA durant son interrogatoire principal, lorsqu'il avait relaté la conversation qui s'était tenue au mess des officiers. En effet, ce n'est qu'au contre-interrogatoire, lorsqu'on lui a demandé de lire un extrait de sa déclaration antérieure relativement au meurtre de Gicanda, qu'il est apparu que YAA était présent sur les lieux. À la question générale de savoir si le contenu de sa déclaration était exact, AZD a répondu par l'affirmative.<sup>1316</sup> Aucune question ne lui a été posée sur la présence de YAA pendant cette conversation.

<sup>1310</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 30 et 31), BDE.

<sup>1311</sup> Id.

<sup>1312</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 81) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 58), AZD ; CRA, 7 février 2011 (p. 35), témoin Gahizi.

<sup>1313</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 28), AJP.

<sup>1314</sup> Voir chap. II, point 4.1.

<sup>1315</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 108 ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 73 et 74), YAA.

<sup>1316</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 59), AZD.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

497. YAA a affirmé qu'il était absent de Butare du 12 ou 13 avril jusqu'à la mi-mai 1994<sup>1317</sup>. Il n'aurait donc pas pu assister à une conversation qui s'était tenue entre le 20 et le 25 avril au mess des officiers de l'ESO, comme l'avait indiqué AZD. Toutefois, la Chambre considère que la présence de YAA pendant cette conversation est sans importance pour ce qui est de la déposition d'AZD.

498. En effet, l'extrait de la déclaration faite par AZD aux enquêteurs du Tribunal demeure par ailleurs fondamentalement et essentiellement conforme à sa déposition. En particulier, il relate la manière dont les sous-lieutenants Bizimana et Gakwerere avaient tué la reine dans la deuxième quinzaine d'avril 1994. Il en ressort qu'AZD était au mess des officiers lorsque Bizimana et Gakwerere avaient rendu compte à Nizeyimana qu'ils avaient exécuté ses instructions concernant ce meurtre<sup>1318</sup>. La contradiction relevée en ce qui concerne la présence de YAA ne jette pas de doute sur la déposition par ailleurs convaincante d'AZD.

499. Quant au témoin Gahizi, la Chambre le considère comme un témoin difficile. Dans la majeure partie de sa déposition, il avait usé de moyens dilatoires et ne répondait pas aux questions qui lui étaient posées. De plus, il avait affirmé que Nizeyimana l'avait mis en détention en 1994<sup>1319</sup>. Ayant bien examiné le comportement de Gahizi à l'audience et le passé conflictuel des relations entre Nizeyimana et lui, comme il l'avait admis lui-même, la Chambre est consciente que sa déposition pourrait être entachée de partialité<sup>1320</sup>.

<sup>1317</sup> Voir, par exemple, CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 73 et 74, et 76 et 77), YAA.

<sup>1318</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 59), AZD (il lit un extrait de sa déclaration faite aux enquêteurs du Tribunal).

<sup>1319</sup> La Défense soutient que le témoignage de Gahizi devant la Chambre, disant que Nizeyimana l'avait mis en détention est un mensonge, puisque Nizeyimana ne se trouvait plus à Butare, et ne cadre pas avec la déclaration qu'il avait faite aux enquêteurs du Tribunal en 2002. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 89. Fait à noter, la Chambre a conclu ailleurs dans le présent jugement que Nizeyimana n'avait pas invoqué la possibilité raisonnable qu'il ne soit revenu à Butare qu'une seule fois, après son affectation en tant que responsable du centre d'instruction de Mata. Voir chap. II, point 13.3 De plus, aux dires du témoin Gahizi, Nizeyimana avait ordonné qu'il soit incarcéré, bien que sa détention fût brève, vu le chaos occasionné par l'évacuation du camp. CRA, 7 février 2011 (p. 47 et 50). Contre-interrogé, le témoin a confirmé qu'il avait été placé en détention en mai et qu'il y était resté jusqu'en juin, ce qui rejoint sa déclaration faite aux enquêteurs du Tribunal. CRA, 8 février 2011 (p. 22 à 24). La Chambre ne voit là aucune contradiction raisonnable.

<sup>1320</sup> Comme autre preuve de la partialité de Gahizi, la Défense le qualifie de « principal organisateur » [traduction] à la solde du Procureur, faisant valoir qu'il avait tenté de recruter KEN06 pour qu'elle vienne déposer à charge, et qu'il avait aidé BDE à préparer sa déposition. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 85. La Défense n'a pas opposé à Gahizi ces faits durant sa déposition. BDE a nié expressément qu'elle avait discuté avec Gahizi de la teneur de leurs dépositions respectives. CRA, 31 janvier 2011 (p. 30 et 31), BDE. KEN06 a dit qu'elle avait rencontré Gahizi après l'arrestation de Nizeyimana en 2009. Gahizi lui ayant demandé si elle pouvait témoigner, elle avait répondu qu'elle « allai[t] dire la vérité ... à propos de Nizeyimana ». Et d'ajouter que Gahizi et elle « n'av[ai]ent pas pu [se] comprendre, [s']entendre sur cela ». Cela étant, elle a dit à la barre qu'elle ignorait que Gahizi était un témoin à charge et qu'elle avait refusé de déposer sur certains faits comme celui-ci le lui avait demandé. CRA, 20 septembre 2011 (p. 39 à 41 (huis clos)), KEN06. La Chambre estime que la déposition de KEN06 n'établit nullement à première vue que Gahizi avait tenté de l'influencer pour qu'elle incrimine faussement Nizeyimana. À examiner leurs dépositions respectives, il apparaît que leurs points de vue étaient assez éloignés en



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

500. En effet, certains aspects de sa déposition semblent avoir été excessifs dans le but d'incriminer Nizeyimana de manière générale et ne cadrent pas avec sa déposition dans l'affaire *Muvunyi*. En particulier, Gahizi a dit à la barre que l'accusé était doté de « pouvoirs surnaturels » qui inspiraient la crainte aux habitants de Butare<sup>1321</sup>. Il a relevé que Nizeyimana avait « le monopole du pouvoir », même lors des réunions auxquelles assistait le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi<sup>1322</sup>. Selon lui, les gens craignaient plus Nizeyimana que Muvunyi, et celui-ci ne pouvait pas s'opposer à ses décisions<sup>1323</sup>.

501. En revanche, le témoin Gahizi avait affirmé au procès *Muvunyi* que Nizeyimana « ne pouvait pas faire quoi que ce soit sans avoir l'aval d[u] colonel Muvunyi »<sup>1324</sup>. Tentant d'expliquer cette contradiction, Gahizi a en fin de compte rejeté son témoignage antérieur et insisté sur le fait que personne ne pouvait s'opposer aux décisions de Nizeyimana, qui était « le plus puissant ». Il a ajouté que cela ne voulait pas dire que Muvunyi ignorait ce que faisait Nizeyimana, précisant qu'ils agissaient de concert pendant les massacres<sup>1325</sup>. Le témoin a cité, à titre d'exemple, des déplacements que Nizeyimana avait faits sans l'autorisation de Muvunyi, et qui illustraient que l'intéressé disposait d'un pouvoir sans limite<sup>1326</sup>. Aux yeux de la Chambre, ces explications de Gahizi ne sont pas entièrement convaincantes.

502. Par ailleurs, Gahizi a dit que les instances administratives de l'ESO n'étaient pas « débordé[es] » par la situation qui y régnait<sup>1327</sup>. Or, au procès *Muvunyi*, il avait affirmé que la situation en avril 1994 n'était pas « normale » et « [échappait au] contrôle des [responsables] »<sup>1328</sup>. Pour tenter d'expliquer cette contradiction apparente, Gahizi a souligné que Nizeyimana était devenu « anormal » ou « désordonné » et qu'il avait décidé de tuer<sup>1329</sup>. Les autres explications qu'il lui a fournies pour répondre à la contradiction relevée ont semblé hors de propos<sup>1330</sup>. Une fois encore, les explications de Gahizi n'étaient pas convaincantes.

503. La Chambre émet donc des réserves sur la déposition, lorsque Gahizi attribue un pouvoir absolu à Nizeyimana, bien supérieur à celui de Muvunyi. Elle émet des réserves sur le fait que cette déposition atteste que Nizeyimana exerçait un contrôle total sur les militaires de l'ESO.

---

ce qui concerne la participation de Nizeyimana au génocide. Le fait qu'ils divergeaient quant au rôle joué (ou non) par Nizeyimana est compréhensible et constitue en effet une issue raisonnable.

<sup>1321</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 27), témoin Gahizi.

<sup>1322</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 29), témoin Gahizi.

<sup>1323</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 27), témoin Gahizi.

<sup>1324</sup> Id.

<sup>1325</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 28), témoin Gahizi.

<sup>1326</sup> Id.

<sup>1327</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 30), témoin Gahizi.

<sup>1328</sup> Ibid. (p. 31), témoin Gahizi.

<sup>1329</sup> Ibid. (p. 31 et 32), témoin Gahizi.

<sup>1330</sup> Ibid. (p. 32), témoin Gahizi.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Elle se dit également préoccupée par le parti pris que manifeste le témoin à l'égard de l'accusé. La Chambre évaluera donc sa déposition avec la circonspection de mise.

504. Quant à AJP, la Chambre a examiné en détail, ailleurs dans le présent jugement, le contexte dans lequel il avait fait sa déposition, et elle a conclu qu'elle aborderait celle-ci avec la circonspection de mise<sup>1331</sup>. Les mêmes préoccupations existent dans ce contexte. La condamnation d'AJP pour complicité dans le génocide commande à la Chambre de faire preuve de prudence, sans parler de son statut apparent de fugitif, qui suscite d'autres préoccupations. Concrètement, la Chambre considère que sa déposition devant le Tribunal peut avoir été motivée par le désir d'influencer en sa faveur les poursuites pénales engagées contre lui et faciliter sa réinsertion au Rwanda. Enfin, la détérioration de ses rapports avec Nizeyimana, intervenue pendant qu'ils étaient tous les deux en exil, donne aussi à penser que son témoignage incriminant l'accusé doit être considéré avec circonspection<sup>1332</sup>.

505. Ayant évalué la crédibilité générale des témoins AZD, Gahizi et AJP, la Chambre va se pencher maintenant sur l'examen au fond de leurs dépositions respectives. Elle estime, et la Défense ne le conteste pas, que les témoins AZD et Gahizi, en tant qu'officiers de l'ESO, auraient pu identifier Nizeyimana et le sous-lieutenant Bizimana. De même, il est incontesté qu'AJP pouvait identifier Nizeyimana en avril 1994. Les passages de sa déposition où il décrit sa relation avec Nizeyimana, notamment sa présence continue chez ce dernier en avril 1994, sont corroborés par des témoins à décharge<sup>1333</sup>.

506. Les récits d'AZD et de Gahizi étaient étonnamment cohérents. Selon AZD, il se trouvait au mess des officiers de l'ESO entre 19 heures et 20 heures, lorsqu'il avait entendu les sous-lieutenants Bizimana et Gakwerere faire rapport à Nizeyimana et lui dire qu'ils venaient de tuer Gicanda<sup>1334</sup>. AZD a dit qu'ils s'étaient exprimés en langue nationale, ce qui signifie: « [t]uer d'une façon spéciale, [...] en quelque sorte de ... tuer avec torture »<sup>1335</sup>.

507. Le témoin Gahizi a affirmé de manière générale que les personnes qui commettaient des meurtres revenaient le « soir »<sup>1336</sup>. En guise d'exemple, il a expliqué les circonstances dans lesquelles il avait entendu, au mess des officiers, une conversation entre le sous-lieutenant Bizimana et Nizeyimana. En réponse à une question posée par Nizeyimana, Bizimana avait déclaré : « Mission accomplie, nous avons tué [Rose] Gicanda. »<sup>1337</sup>.

<sup>1331</sup> Chap. II, point 6.1.

<sup>1332</sup> Id.

<sup>1333</sup> Id.

<sup>1334</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 81) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 58 et 59), AZD.

<sup>1335</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 81), AZD.

<sup>1336</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 35), témoin Gahizi.

<sup>1337</sup> Id. En répétant les propos de Bizimana, Gahizi a rappelé que celui-ci avait dit : « Mission accomplie, nous avons tué Gicanda », sans en mentionner le prénom.

508. De même, à en croire les deux témoins, le mess des officiers était étroit, ce qui leur permettait, tout comme à d'autres, d'entendre ce qui se disait<sup>1338</sup>. Ayant examiné les divergences concernant les propos entendus par chacun des témoins, la Chambre conclut qu'elles sont mineures, en particulier au regard du temps considérable qui s'est écoulé depuis les faits. Les éléments essentiels de leurs dépositions vont fondamentalement dans le même sens, à savoir que Nizeyimana avait été informé du meurtre de Gicanda. On note cependant des différences notables. Ainsi, AZD a précisé que le sous-lieutenant Gakwerere avait rapporté les faits en compagnie de Bizimana,<sup>1339</sup> alors que le témoin Gahizi n'a pas fait état de la présence de Gakwerere. Gahizi n'a pas été interrogé pour savoir si Bizimana était accompagné. Il n'a pas dit à la barre que Gakwerere n'était pas présent. En effet, il ressort de sa déposition que Bizimana était en compagnie d'autres personnes lorsqu'il était arrivé au mess<sup>1340</sup>. La Chambre considère que le fait pour Gahizi de n'avoir pas évoqué la présence du sous-lieutenant Gakwerere ne met pas en cause son témoignage et celui d'AZD, qui s'avèrent pour le reste cohérents et crédibles.

509. Le témoin Gahizi a également dit que Nizeyimana s'était montré satisfait de la nouvelle de la mort de Gicanda en payant une tournée de bière aux personnes qui se trouvaient au mess des officiers<sup>1341</sup>. AZD n'a pas été interrogé sur la réaction de Nizeyimana et n'a pas fourni spontanément des éléments corroborant cet aspect du récit de Gahizi. La Chambre considère, là aussi, que cette divergence ne porte pas à conséquence.

510. Ces récits sont aussi indirectement étayés par la déposition d'AJP disant que Nizeyimana l'avait informé, lui et d'autres personnes, que Bizimana avait tué Gicanda. La déposition d'AJP avait été remarquablement brève. Il n'a précisé ni la date ni le lieu de cet entretien, encore moins l'identité de la personne qui était en sa compagnie, et à qui il se réfère lorsqu'il dit : Nizeyimana

<sup>1338</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 81), AZD (« R. Donc, vous voyez, les dimensions du mess, au fait, ce n'était pas une grande maison. Donc, j'avais l'occasion de bien entendre ce qu'ils disaient ») ; CRA, 7 février 2011 (p. 35), témoin Gahizi (« R. Nous avions un mess très étroit, chacun pouvait entendre ... C'était une distance peut-être égale à ... au fond de la salle ... entre le fond de la salle et le Banc des Juges. Je ne peux pas vous dire 2 mètres de distance. Vous voyez, dans une buvette, il y a ... lorsque vous êtes au comptoir, les chaises sont proches les unes des autres » et p. 36 (« R. Par exemple, c'était une distance égale à celle qui est entre moi-même et cette dame qui se trouve devant moi. Le mess était très étroit »).

<sup>1339</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 81), AZD (« Q. Savez-vous ce qui est advenu d'elle en 1994 ? R. Je le sais, elle a été tuée pendant le génocide de 1994, par des gens que j'ai pu connaître... reconnaître. C'est le sous lieutenant Bizimana qui vivait avec nous à l'École des sous-officiers. Le sous-officier Bizimana que l'on avait surnommé Rwatsi et le sous-lieutenant Gakwerere »), et 1<sup>er</sup> février 2011, p. 58 (« Q. Merci Monsieur. Hier, vous avez indiqué qu'au mess des officiers, vous avez entendu Bizimana disant à Nizeyimana qu'il avait tué Gicanda. Vous rappelez-vous avoir rapporté cela hier ? R. Ça, je m'en souviens. C'est le sous-lieutenant Bizimana et le sous-lieutenant Gakwerere qui disaient cela au capitaine Nizeyimana. Ça, je m'en souviens »).

<sup>1340</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 35), témoin Gahizi (« Q. Monsieur Gahizi, comment savez-vous que le sous-lieutenant Bizimana a été impliqué dans le meurtre de Rosalie Gicanda ? R. C'est difficile pour moi d'être bref pour répondre à cette question. *Ces gens venaient des tueries [le soir]*. [...] Q. À qui s'adressait-il lorsqu'il a dit : "Mission accomplie, nous avons tué Rosalie Gicanda" ? R. Qu'on me comprenne bien, nous étions diverses personnes au mess et, chaque soir, de retour des tueries, les comptes rendus étaient donnés. ») (non souligné dans l'original).

<sup>1341</sup> Ibid. (p. 36), témoin Gahizi.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

« nous » a informés qu'elle avait été tuée. Cela dit, il est incontestable qu'AJP entretenait des liens étroits avec Nizeyimana, et sa présence continue chez celui-ci à l'époque où Gicanda a été tuée est corroborée par des témoins à décharge<sup>1342</sup>. Selon la Chambre, le témoignage d'AJP, considéré à la lumière des dépositions de BDE, d'AZD et de Gahizi, est convaincant.

511. En effet, il semble très plausible que le sous-lieutenant eût rendu compte de ce fait à Nizeyimana, vu les fonctions que celui-ci exerçait en tant que S2/S3, chargé du renseignement et des opérations, et compte tenu des autres missions effectuées par Bizimana. Fait particulièrement important, Bizimana et des cadets de l'ESO (Emanuel Manilakiza, Ignace Bwenge et Mukomeza), mis en cause dans le meurtre de Gicanda par le témoin à décharge ZML07, faisaient également partie de ceux qui avaient conduit les membres de la famille Ruhutinyanya à leur mort<sup>1343</sup>. De plus, la Chambre a conclu que Bizimana avait agi à l'encontre de la famille Ruhutinyanya – plusieurs jours avant le meurtre de Gicanda – en partie sur l'ordre de Nizeyimana<sup>1344</sup>. Des témoins ont dit à la barre que Nizeyimana et Bizimana étaient proches<sup>1345</sup>, ce qui conforte davantage les récits de première main disant que Bizimana avait fait rapport de l'incident à Nizeyimana et que les deux agissaient de concert à cette période-là.

512. En réalité, selon d'autres témoignages, le meurtre de Gicanda n'avait pas été commis par un individu dévoyé de l'ESO, mais résultait d'une action coordonnée entre des personnes qui n'étaient pas nécessairement présentes. Concrètement, le témoin à charge ZAP avait entendu des militaires communiquer par radio en prononçant les mots « Jaguar, Jaguar »<sup>1346</sup>. On ignore au juste si Nizeyimana était le « Jaguar », mais la communication par radio laisse entendre qu'il s'agissait d'une initiative coordonnée, au cours de laquelle les auteurs informaient d'autres personnes absentes de la situation qui prévalait chez Gicanda<sup>1347</sup>. ZAP a aussi relevé qu'ils avaient fait escale à l'ESO avant de poursuivre le trajet jusqu'au lieu où ils avaient finalement été abattus<sup>1348</sup>.

513. Enfin, la Chambre considère que la déposition du témoin à décharge BUV02 vient, elle-aussi, étayer indirectement la participation de Bizimana au meurtre de Gicanda, meurtre

<sup>1342</sup> Voir chap. II, point 6.1.

<sup>1343</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 33 et 34), ZML07; pièce à conviction D37 (noms des militaires). Dans la ligne de la déposition de ZML07, ZY a, elle aussi, précisé que des cadets de la troisième promotion étaient impliqués dans le meurtre de Gicanda. CRA, 26 janvier 2011 (p. 70), ZY.

<sup>1344</sup> Voir, chap. II, point 4.1.

<sup>1345</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 9 et 10), AZD ; CRA, 15 février 2011 (p. 6 et 7), AJP ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 30 et 31), BDE ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 11), ZAW.

<sup>1346</sup> Pièce à conviction P40D(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZAP), p. 2. Dans cette déclaration, ZAP ne dit pas avec qui le militaire communiquait. OUV03 n'avait ni entendu parler de signal radio « Jaguar », ni su s'il s'agissait du nom de code de Nizeyimana. CRA, 31 mai 2011 (p. 55 et 56), OUV03. Celui-ci a admis qu'il n'avait pas de radio et ne pouvait donc pas vérifier quels étaient les signaux ou noms de code utilisés. Ibid., p. 56.

<sup>1347</sup> Pièce à conviction P40D(F) (Déclaration *Pro Justitia* de ZAP), p. 3.

<sup>1348</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

cautionné par le commandement de l'ESO. BUV02 a également entendu Bizimana se vanter dans un bar d'avoir tué Gicanda entre 14 heures et 15 heures. À en croire le témoin, le meurtre avait eu lieu ce jour-là, quelques heures seulement avant l'arrivée de Bizimana dans ce bar pour y célébrer ce forfait<sup>1349</sup>. Pour la Chambre, le fait que Bizimana claironnait cette nouvelle en public ne rend que plus crédibles les autres témoignages selon lesquels cette mission était cautionnée par ses supérieurs hiérarchiques, dont Nizeyimana<sup>1350</sup>.

514. La Chambre considère que ces circonstances corroborent de manière convaincante les récits de première main d'AZD et de Gahizi disant que Bizimana avait rendu compte du meurtre à Nizeyimana, le témoignage par ouï-dire de BDE disant que Nizeyimana avait ordonné à Bizimana et à Gakwerere de prendre des mesures concernant Gicanda, et la déposition d'AJP disant que Nizeyimana l'avait informé que Bizimana avait tué Gicanda.

515. En fait, la preuve à décharge établissant que ce meurtre n'avait pas été puni est loin d'être déterminante, notamment en ce qui concerne Nizeyimana. Par exemple, le témoin à décharge Habyarimana avait appris de Muvunyi, la nuit du 21 avril 1994, qu'une enquête allait être ouverte sur ce meurtre<sup>1351</sup>. De même, le témoin à décharge OUV03 a dit qu'il avait entendu dire que Bizimana avait fini par être arrêté, pour être ensuite relâché avant qu'il puisse être livré aux autorités compétentes<sup>1352</sup>. Rien ne prouve que Nizeyimana avait signalé ce meurtre, alors qu'il était légalement tenu de le faire<sup>1353</sup>.

516. La Chambre n'émet aucune réserve quant à la crédibilité générale du témoin Habyarimana. Cela dit, il se trouvait au camp de l'ESO ce soir-là pour évacuer sa famille, afin de la protéger<sup>1354</sup>. Il a dit à la barre qu'il avait éprouvé beaucoup de peine à l'annonce de la mort de Gicanda, originaire de sa région natale, qui avait grandi avec sa mère et qui était comme sa mère<sup>1355</sup>. En outre, Habyarimana avait eu un beau parcours militaire et occupait alors un haut grade dans l'armée rwandaise<sup>1356</sup>. Compte tenu de ces facteurs, la Chambre estime que Muvunyi aurait dû se sentir obligé de donner à Habyarimana l'assurance que la situation à l'ESO et à

<sup>1349</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 73 à 76), BUV02.

<sup>1350</sup> La Chambre note que la déposition de BUV02 disant que Bizimana se trouvait dans un bar cet après-midi-là n'est pas contredite par AZD et Gahizi, qui ont dit qu'ils avaient vu Bizimana rendre compte du meurtre plus tard dans la soirée ou, comme le précise AZD, entre 19 heures et 20 heures. CRA, 31 janvier 2011 (p. 81 et 82), AZD.

<sup>1351</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 50), témoin Habyarimana.

<sup>1352</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 36), OUV03.

<sup>1353</sup> Voir chap. III, point 2.2.2.

<sup>1354</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 49), témoin Habyarimana.

<sup>1355</sup> Ibid. (p. 50), témoin Habyarimana. D'autres preuves indirectes que Habyarimana était opposé au génocide pourraient être tirées du fait qu'il avait été pleinement réintégré dans l'armée de transition FPR-Gouvernement et avait été promu au rang de général de brigade avant qu'il quitte le Rwanda en 2003. CRA, 25 mai 2011 (p. 4 à 6).

<sup>1356</sup> Ibid. (p. 4 à 7), témoin Habyarimana. Enrôlé à l'ESM en 1974, le témoin Habyarimana avait finalement été nommé Ministre de la défense en 2000.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Butare était sous contrôle et qu'une enquête serait ouverte sur le meurtre choquant de l'ancienne reine du Rwanda.

517. En réalité, le témoin à décharge OUV03 a omis de dire à la barre sur quoi il se fondait pour affirmer que Bizimana avait été arrêté<sup>1357</sup>. Sa déposition sur ce point est contredite par celle du témoin à décharge RWV11, selon laquelle Bizimana n'avait pas été puni<sup>1358</sup>, et par celles des témoins à charge examinées plus haut. La Chambre considère que cet aspect de la déposition d'OUV03 manque de fiabilité et de crédibilité.

518. Cela étant, la Défense soutient que Gicanda a été tuée alors que Nizeyimana se trouvait en mission de reconnaissance à l'usine de thé de Mata. La Chambre va donc évaluer les dépositions sous l'angle de la chronologie des faits et déterminer si elles font planer le doute sur la thèse du Procureur examinée plus haut.

*ii) Date du meurtre de Rosalie Gicanda*

519. La Défense affirme qu'il est établi que Gicanda a été tuée le 21 avril 1994, alors que Nizeyimana ne se trouvait pas à Butare. Elle se fonde sur les dépositions d'OUV03, de Habyarimana, de RWV11, de Mushimiyimana et de Nyiranzabonimana.

520. Les témoins à décharge OUV03 et Habyarimana avaient appris la nouvelle du meurtre dans la soirée du 21 avril 1994, alors que les témoins à décharge RWV11 et Mushimiyimana en avaient entendu parler le 22 avril. OUV03 a noté que Bizimana avait déjà tué Gicanda au moment où lui-même avait reçu l'information. Et d'ajouter que parfois certaines informations lui parvenaient « tardivement », car il restait cloué à son poste<sup>1359</sup>. On ignore donc, à s'en tenir au témoignage d'OUV03, quand Gicanda avait été tuée et si ce meurtre avait été commis le 21 avril, jour auquel il en avait été informé. Habyarimana avait vu le colonel Muvunyi vers 22 heures le 21 avril et avait ainsi appris de lui que Gicanda avait été tuée. Toutefois, sa déposition n'indique pas que le meurtre avait nécessairement été commis à cette date<sup>1360</sup>.

521. De même, RWV11 avait appris, à son retour de Mata le 22 avril 1994, que l'ancienne reine avait été tuée<sup>1361</sup>. Il n'a pas précisé la date à laquelle le meurtre avait été commis, se

<sup>1357</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 45 et 46), OUV03.

<sup>1358</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 32), RWV11.

<sup>1359</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 44), OUV03.

<sup>1360</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 49 et 50), témoin Habyarimana (« Q. Avez-vous jamais eu d'autres entretiens avec le lieutenant-colonel Muvunyi ? R. Merci. Monsieur le Président, ce ne sont pas des entretiens "spécial" ; j'ai ... après ... comme toujours, il est de tradition, je me suis ... je suis passé au mess des officiers. C'était à peu près vers 22 heures, après que ma famille ait "retrouvé" où se mettre. Le lieutenant- colonel Muvunyi était là, à ma grande surprise, il était en train de parler de la mort de la Reine Gicanda »).

<sup>1361</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 31), RWV11

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

contentant de dire que c'était au moment où il ne se trouvait pas à Butare<sup>1362</sup>. Apparemment, sa déposition laisse penser que le meurtre avait été commis le 21 ou le 22 avril, dates auxquelles il a dit s'être trouvé à Mata en mission de reconnaissance<sup>1363</sup>. On notera que la Chambre a émis des réserves quant à cette déposition.

522. Le témoin Mushimiyimana avait appris le décès de Gicanda dans la matinée du 22 avril 1994, mais il ignorait la date du meurtre<sup>1364</sup>. Le témoin Nyiranzabonimana avait entendu parler du meurtre de Gicanda et a dit à la barre qu'il avait été commis à la « même période que l'assassinat de Matabaro et des autres personnes »<sup>1365</sup>. Cette affirmation est ambiguë quant à la chronologie. Concrètement, en plus de témoigner sur le meurtre de la famille Matabaro, intervenu le 21 avril au soir<sup>1366</sup>, le témoin a également indiqué que Maniraho et Ngarambe avaient été tués la nuit du 20 au 21 avril<sup>1367</sup>. Sa déposition n'est donc pas nécessairement contredite par celles qui situent le meurtre de Gicanda vers le 20 avril 1994. En dernière analyse, sa déposition laisse entendre qu'elle n'était pas vraiment certaine de la date<sup>1368</sup>.

523. D'autres témoins à charge et à décharge situent le meurtre plus tôt. En particulier, ZAP, témoin à charge qui avait été enlevée et s'était fait tirer dessus en même temps que Gicanda, avait dit que les faits avaient eu lieu vers midi, le 20 avril 1994<sup>1369</sup>. Pareillement, le témoin à décharge BUV02 se rappelait qu'il avait abordé cette question avec Bizimana quelques heures seulement après le meurtre de la reine<sup>1370</sup>. Il ne se rappelait pas la date exacte du meurtre et ne pouvait confirmer qu'il avait été commis le 20 avril. Toutefois, il a convenu qu'il avait été commis « peu après que le Président Sindikubwabo [eut] prononcé son discours »<sup>1371</sup>. Le témoin à charge ZY a affirmé qu'elle avait entendu parler du meurtre de Gicanda avant même le début des massacres à Butare<sup>1372</sup>. Elle pensait que le meurtre avait été commis « avant la date du discours du Président »<sup>1373</sup>.

<sup>1362</sup> Id.

<sup>1363</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 30 et 31), RWV11. Voir aussi chap. II, point 13.2.

<sup>1364</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 52), témoin Mushimiyimana.

<sup>1365</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 23), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1366</sup> Voir chap. II, point 6.6.

<sup>1367</sup> Voir chap. II, point 6.4.

<sup>1368</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 23, et 26 et 27), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1369</sup> Pièce à conviction P40D(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZAP), p. 1. La Chambre rappelle qu'elle a admis en preuve la déclaration écrite de ZAP en application de l'article 92bis du Règlement, sur la base de ce que la déclaration de la décédée a valeur cumulative et vient corroborer les dépositions des autres témoins, ce qui atténue ainsi le préjudice causé à la Défense par l'impossibilité pour elle de contre-interroger le témoin. Voir la décision relative à la requête du Procureur intitulée *Decision on Prosecution Motion to Admit into Evidence the Statements of Six Deceased Witnesses*, 20 octobre 2010, par. 13 à 15.

<sup>1370</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 73 et 74), BUV02.

<sup>1371</sup> Id.

<sup>1372</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 70 et 71), ZY.

<sup>1373</sup> Ibid. (p. 71), ZY.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

524. Corroborant cette déposition, le témoin à charge AZD a affirmé qu'il avait entendu les sous-lieutenants Bizimana et Gakwerere informer Nizeyimana qu'ils avaient tué Gicanda entre le 20 et le 25 avril 1994<sup>1374</sup>. La Chambre fait observer qu'AZD a souvent eu du mal à se souvenir de la date de faits, y compris celui considéré ici, vu le temps considérable qui s'était écoulé entre ces faits et sa déposition<sup>1375</sup>. Elle ne considère pas que ce problème de mémoire jette le doute sur son récit de première main.

525. Le témoin Gahizi n'a pas précisé dans sa déposition la date à laquelle il avait entendu Bizimana rendre compte à Nizeyimana du meurtre de Gicanda. Il a néanmoins relevé que, dans sa déclaration faite aux enquêteurs du Tribunal, il était dit à tort que ce meurtre avait été commis en mai, au lieu d'avril 1994<sup>1376</sup>. La Défense l'a contre-interrogé en se basant sur le fait qu'il n'était pas encore rentré à Butare le 20 avril.

526. Pour être plus précis, Gahizi a dit à la barre qu'il était revenu de Kigali à l'ESO, vers la « deuxième semaine qui a[vait] suivi le crash de l'avion présidentiel »<sup>1377</sup>. Lors du contre-interrogatoire, on a opposé à Gahizi une déclaration de lui indiquant que le 6 avril 1994, il avait été affecté à la garde de l'école militaire MECATR de Kimihura et qu'il était resté à ce poste « pendant environ deux semaines ». Or, au cours de sa déposition, il avait dit qu'il n'avait pas passé deux semaines entières à ce poste<sup>1378</sup>.

527. Le témoin a dit qu'il ne pouvait préciser la date exacte de son départ, mais il était sûr d'être parti pour Butare pendant la deuxième semaine d'avril 1994 et, en tout état de cause, d'y être arrivé avant le 20 avril<sup>1379</sup>. ZT a, elle aussi, été interrogée sur la date à laquelle elle avait vu Gahizi à Butare. Au départ, elle ne se montrait guère empressée à répondre aux questions, mais elle n'a pu en définitive que confirmer qu'elle l'avait vu à Butare « pendant la guerre »<sup>1380</sup>. La Chambre accepte que Gahizi n'a peut-être pas pu fournir des dates précises, vu le temps qui s'est écoulé depuis les faits. Elle est convaincue que la déclaration antérieure du témoin ne jette aucun doute sur le fait qu'il était retourné à l'ESO avant le 20 avril et aurait très bien pu suivre la conversation entre Bizimana et Nizeyimana.

528. Enfin, la Chambre considère qu'examinées dans leur contexte, les dépositions de ZAP, de ZY et de BUV02 disant que le meurtre de Gicanda avait eu lieu pendant la phase initiale du

<sup>1374</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 82), AZD.

<sup>1375</sup> Ibid. (p. 79 et 80, et 82) et CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 21 et 22, 54 à 56 et 58.), AZD.

<sup>1376</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 5), témoin Gahizi.

<sup>1377</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 27 et 28), témoin Gahizi. Le témoin se souvenait avoir vu Nizeyimana le lendemain de son retour à l'ESO. Contre-interrogé, Gahizi a redit qu'il était parti au début de la deuxième semaine après l'écrasement de l'avion présidentiel. Voir aussi p. 62.

<sup>1378</sup> Ibid. (p. 62, et 67 à 70), témoin Gahizi. La déclaration faite aux enquêteurs du Tribunal n'a pas été admise en preuve.

<sup>1379</sup> Ibid. (p. 62, et 69 et 70) et CRA, 8 février 2011 (p. 11), témoin Gahizi.

<sup>1380</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 85 (huis clos)), ZT.



génocide à Butare, le 20 avril 1994 ou vers cette date, sont convaincantes. En effet, la déposition du témoin à décharge BUV02 laisse entendre que la reine Gicanda avait été tuée avant l'éruption de violence dans la préfecture de Butare afin de donner le la aux massacres qui devaient commencer peu après le discours de Sindikubwabo. Cette information ressort également de la déposition de ZY disant que le meurtre de Gicanda était l'un des premiers commis sur des personnalités importantes de Butare ; elle est étayée par celle d'AZD disant qu'il avait pu entendre les militaires rendre compte du meurtre à Nizeyimana dès le 20 avril (ou au plus tard, le 25 avril).

529. La Chambre est convaincue qu'il ressort du dossier que Rosalie Gicanda, une « vieille dame » qui ne constituait aucune menace d'ordre militaire, avait servi à donner le ton des futurs massacres de Tutsis qui seront perpétrés dans la préfecture de Butare<sup>1381</sup>. Vu l'importance de son rang et les meurtres ciblés de Tutsis qui allaient suivre, il est évident que son assassinat visait à bien mettre en lumière le fait que les Tutsis, ainsi que les Hutus considérés comme éprouvant de la sympathie pour le sort des Tutsis, étaient l'ennemi. Cela étant, même si la Chambre décidait de retenir la plausibilité de l'alibi de Nizeyimana pour les dates du 21 ou du 22 avril 1994, il reste que cet alibi ne pourrait susciter le moindre doute sur sa participation à ce crime et sur le fait que Bizimana lui en avait rendu compte.

### iii) Conclusion

530. Aussi la Chambre conclut-elle que le sous-lieutenant Bizimana était à la tête d'un groupe de militaires de l'ESO qui ont tué Gicanda et d'autres personnes enlevées de sa maison, le 20 avril 1994 ou vers cette date<sup>1382</sup>. Les dépositions entendues établissent par ailleurs que Bizimana avait rendu compte du meurtre à Nizeyimana. Dans ces conditions, il est incontestable pour la Chambre que Nizeyimana avait autorisé ce meurtre, qui devait bien mettre en lumière le fait que les Tutsis, ainsi que les Hutus considérés comme éprouvant de la sympathie pour le sort des Tutsis, étaient l'ennemi. La Chambre considère que Nizeyimana, dès qu'il eut été informé du meurtre, a continué à apporter un soutien moral et des encouragements aux assaillants, en particulier au sous-lieutenant Bizimana. Elle compte examiner les implications de ces conclusions au chapitre III consacré aux conclusions juridiques.

<sup>1381</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 81) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 58), AZD ; CRA, 7 février 2011 (p. 35), témoin Gahizi.

<sup>1382</sup> La Chambre considère que toute différence entre la date figurant dans l'acte d'accusation (« le 21 avril ou vers cette date ») et la constatation opérée par la Chambre est mineure. Voir, par exemple, les arrêts *Rutaganda*, par. 302, et *Kunarac*, par. 217. L'acte d'accusation donne une date approximative et les écritures préalables au procès informent l'accusé que cette formulation pourrait inclure le 20 avril 1994. Voir l'annexe du mémoire préalable au procès du Procureur, par. 4, p. 40 [n'existe qu'en anglais]. De plus, vu le rang important qu'occupait une des victimes de l'attaque, à savoir Rosalie Gicanda, ancienne reine du Rwanda, et le luxe de détails que donne l'acte d'accusation sur la nature de l'attaque et l'identité des assaillants, la Chambre estime que les informations fournies à Nizeyimana étaient suffisantes pour lui permettre de préparer sa défense relativement à ce fait, survenu « le » 21 avril ou « vers » cette date. Voir l'arrêt *Muvunyi II*, par. 29 [n'existe qu'en anglais].

### 6.3 Viol commis chez Rosalie Gicanda

#### Introduction

531. Selon l'acte d'accusation, agissant sur l'ordre de Nizeyimana ou à son instigation, une douzaine de militaires des FAR étaient présents au domicile de Gicanda en avril 1994, au cours du viol d'une Tutsie âgée de 18 à 20 ans. Les militaires en question venaient tous des camps de l'ESO et de Ngoma et comptaient notamment dans leurs rangs le sergent Nginshuti. Le Procureur invoque la déposition de BUR<sup>1383</sup>. La Défense conteste la crédibilité de ce témoin<sup>1384</sup>.

#### Dépositions

##### Témoin à charge BUR

532. D'ethnie hutue, BUR a affirmé qu'en avril 1994, il était sergent à l'ESO à Butare<sup>1385</sup>. À la suite d'un rassemblement qui avait eu lieu le 7 avril, Nizeyimana avait donné l'ordre à BUR de se rendre chez Rosalie Gicanda<sup>1386</sup>. La maison de celle-ci se trouvait en contrebas du bureau communal de Ngoma<sup>1387</sup>. Vers la mi-avril, Nizeyimana avait à nouveau envoyé le témoin chez Gicanda, car il y avait un afflux de réfugiés à Butare, et il était censé aller voir si des *Inkotanyi* se cachaient chez elle<sup>1388</sup>. BUR s'était rendu chez Gicanda, mais elle était absente<sup>1389</sup>. Arrivé à la porte d'entrée pour rechercher des *Inkotanyi*, il avait vu des militaires du camp de Ngoma et entendu une fille qui poussait des cris à l'intérieur de la maison<sup>1390</sup>. Le chef de section, le sergent Nginshuti, se tenait à la porte<sup>1391</sup>.

533. Ayant dépassé celui-ci pour voir qui criait ainsi, BUR avait vu un militaire étendu sur une jeune fille âgée de 18 à 20 ans, couchée sur un matelas, pendant que les autres militaires regardaient<sup>1392</sup>. La fille avait la physionomie d'une Tutsie<sup>1393</sup>. BUR était sorti. Il avait demandé à Nginshuti ce qui se passait, et celui-ci lui avait répondu qu'il devait savoir qu'ils avaient reçu comme instructions, entre autres, de violer les filles<sup>1394</sup>. Le témoin avait répliqué qu'il était au

<sup>1383</sup> Acte d'accusation, par. 31 i) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 201.

<sup>1384</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 153 à 168 et 441 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 40, 43 et 44, 58, et 62 et 63 (plaidoiries)).

<sup>1385</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 81), BUR ; pièce à conviction P18 (fiche de renseignements personnels de BUR).

<sup>1386</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 48 et 54), BUR.

<sup>1387</sup> Ibid. (p. 55), BUR.

<sup>1388</sup> Ibid. (p. 50, 55 et 57), BUR.

<sup>1389</sup> Ibid. (p. 55), BUR.

<sup>1390</sup> Ibid. (p. 56), BUR.

<sup>1391</sup> Id.

<sup>1392</sup> Id.

<sup>1393</sup> Id.

<sup>1394</sup> Id.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

courant des instructions et avait continué à rechercher d'éventuels *Inkotanyi*<sup>1395</sup>. Il ne pouvait rien faire pour cette fille que l'on violait, car l'aider, c'était désobéir aux ordres donnés<sup>1396</sup>. Il n'avait pas trouvé d'*Inkotanyi* chez Gicanda ce jour-là<sup>1397</sup>.

### *Délibérations*

534. Le témoin à charge BUR est le seul à avoir fait état dans sa déposition du viol, chez Gicanda, d'une jeune fille âgée de 18 à 20 ans, par plus d'une douzaine de militaires des camps de l'ESO et de Ngoma, en avril 1994. La Chambre fait observer d'emblée qu'elle a examiné en détail, ailleurs dans le présent jugement, le contexte dans lequel BUR a fait sa déposition. Elle a jugé qu'elle ne pouvait ajouter foi à celle-ci<sup>1398</sup>.

535. Le même raisonnement est valable dans le cadre du fait considéré. En l'occurrence, la Chambre doute sérieusement que BUR se trouvait à Butare au moment du viol rapporté et des faits qui l'avaient précédé. La Défense a contesté que BUR ait été affecté à l'ESO en avril 1994, voire qu'il se trouvait à Butare durant ce mois, sur la base des dossiers des juridictions *gacaca* du Rwanda en date de février 2010. Comme résumé ailleurs dans le présent jugement, il ressort de l'extrait pertinent produit que BUR avait déposé dans un procès devant les *gacaca*. À la question de savoir s'il se trouvait à Butare pendant le génocide, il avait répondu (réponse consignée au procès-verbal) qu'il était membre du bataillon paracommando installé à Kigali, qu'il était parti pour Gitarama, qu'il avait quitté Gitarama pour Gikongoro le 25 avril, et ensuite quitté Gikongoro pour Butare vers le 4 mai. Il était retourné à Gikongoro le 7 mai<sup>1399</sup>.

536. La Chambre juge peu convaincante son explication à propos des contradictions relevées et estime que sa déposition manque fondamentalement de crédibilité<sup>1400</sup>. Elle redit ses doutes quant à la présence de BUR à Butare en avril 1994, ou à son affectation à l'ESO. En effet sa description de l'attaque de la maison de Gicanda n'est corroborée par aucun autre élément de preuve du dossier, et il n'est pas certain que ce dont il parlait, c'était de l'enlèvement de Gicanda et des autres personnes qui se trouvaient chez elle<sup>1401</sup>.

<sup>1395</sup> Id.

<sup>1396</sup> Id.

<sup>1397</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 57), BUR.

<sup>1398</sup> Voir chap. II, point 2.

<sup>1399</sup> Id.

<sup>1400</sup> Id.

<sup>1401</sup> En particulier, un certain nombre de témoins, qu'ils fussent à charge ou à décharge, ont déposé à propos de l'enlèvement et du meurtre de Rosalie Gicanda et des autres personnes se trouvant chez elle, mais aucun n'a parlé du viol d'une jeune fille qui y aurait été commis. De même, aucun des témoins n'a évoqué la présence de militaires du camp de Ngoma en général ou du sergent Nginshuti en particulier. Voir chap. II, point 6.2.

537. Vu que la déposition de BUR manque de toute crédibilité et n'a pas été corroborée, la Chambre estime que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable qu'une jeune fille avait été violée chez Gicanda vers la mi-avril 1994. Cette allégation est donc rejetée.

#### 6.4 Meurtre des membres des familles Ngarambe et Maniraho

##### *Introduction*

538. Selon l'acte d'accusation, le 20 avril 1994 ou vers cette date, des militaires et des miliciens agissant sur l'ordre de Nizeyimana ou à son instigation ont tué un Tutsi dénommé Jérôme Ngarambe et des membres de sa famille, à proximité de la maison de celui-ci. Le même soir, des militaires, dont le sous-lieutenant Ndayambaje, et des miliciens ont tué Jean Marie Vianney Maniraho et les membres de sa famille sur l'ordre de Nizeyimana. Les témoins à charge AJP, AZM, YAP et ZBE ont fait des dépositions à cet égard<sup>1402</sup>.

539. La Défense confirme que Maniraho et Ngarambe ont été tués dans la soirée du 20 au 21 avril 1994. Toutefois, la déposition d'AJP mettant en cause Nizeyimana manque de crédibilité. Les témoins à décharge MOL08, Aggripine Nyiranzabonimana, Irénée Hitayezu, Vincent Ntamagezo, BEJ01 et CKN20 ont fait des dépositions à cet égard<sup>1403</sup>.

##### *Dépositions*

##### Témoin à charge AJP

540. D'ethnie hutue, AJP habitait à Butare en 1994<sup>1404</sup>. Ancien cadet de l'ESO, il était très lié avec Nizeyimana<sup>1405</sup>. Le témoin a dit que le 24 ou le 25 avril, Nizeyimana lui avait donné l'ordre, ainsi qu'à six militaires, de se rendre chez Jérôme Ngarambe pour tuer la famille et piller la maison<sup>1406</sup>. Le groupe était composé de militaires de l'ESO vivant chez Nizeyimana et de ceux du camp de Ngoma qui habitaient chez le lieutenant Hategekimana<sup>1407</sup>. Il était divisé en deux

<sup>1402</sup> Acte d'accusation, par. 20 et 21 et 39 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 356 à 399. CRA, 7 décembre 2011, p. 11 et 12 (réquisitions).

<sup>1403</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 10, 189, 192 à 197, 199 à 207, 209, 211, 213, 218 et 219 et 537 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 40 à 44, 56 et 65 (plaidoiries). La Chambre a présenté ailleurs dans son jugement les dépositions des témoins à décharge BUV02 et Valens Hahirwa relatives à la crédibilité du témoin à charge AJP. Voir chap. II, point 6.1 incorporé ici par voie de renvoi et également pris en compte.

<sup>1404</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 85 et 86 (huis clos)) et 15 février 2011 (p. 3 à 5 (huis clos), 7, 36 et 37 (huis clos), 67 et 68 (huis clos), et 70 à 73 (huis clos)), AJP ; pièce à conviction P28 (fiche de renseignements personnels d'AJP). Voir aussi chap. II, point 6.1.

<sup>1405</sup> Voir chap. II, point 6.1.

<sup>1406</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 15 (huis clos), 20 à 23, 71 et 72 (huis clos) et 75 et 76 (huis clos)), AJP.

<sup>1407</sup> Ibid. (p. 21 à 23), AJP. Le témoin a précisé que les militaires de l'ESO et ceux du camp de Ngoma portaient des uniformes différents. De plus, les militaires de l'ESO étaient « relativement jeunes », tandis que ceux du camp de Ngoma étaient « des personnes adultes ». Ibid., p. 22.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

sous-groupes, l'un chargé de tuer les membres de la famille Ngarambe, l'autre chargé de piller les biens de cette famille<sup>1408</sup>. Nizeyimana avait confié à AJP le commandement de l'opération<sup>1409</sup>.

541. Arrivé au domicile de Ngarambe, le groupe était entré et y avait trouvé plusieurs personnes<sup>1410</sup>. Les militaires chargés de tuer les occupants de la maison les avaient fait sortir et les avaient emmenés<sup>1411</sup>. AJP, responsable du groupe des pilleurs, avait continué à chercher un téléviseur et une armoire, mais n'avait trouvé que le téléviseur<sup>1412</sup>.

542. Sur le chemin du retour à la maison de Nizeyimana, AJP avait vu qu'un autre groupe de militaires avait été intercepté près de l'école EFOTEC par le sous-lieutenant Alphonse Ndayambaje et les militaires qui l'accompagnaient<sup>1413</sup>. AJP s'était entretenu avec Ndayambaje et lui avait dit qu'ils avaient été envoyés par Nizeyimana<sup>1414</sup>. Ndayambaje les avait laissés passer, et les militaires qui emmenaient les personnes enlevées de la maison de Ngarambe s'étaient dirigés vers un petit bois voisin, tandis qu'AJP et son groupe étaient rentrés chez Nizeyimana pour déposer le téléviseur pillé<sup>1415</sup>. AJP avait appris plus tard des militaires qu'ils avaient exécuté ces personnes dans le petit bois<sup>1416</sup>.

543. Plus tard ce soir-là, Nizeyimana avait envoyé AJP et six ou sept militaires de l'ESO et du camp de Ngoma tuer les membres de la famille Maniraho<sup>1417</sup>. Ils étaient allés chez Maniraho, qui habitait à environ 150 mètres de chez Nizeyimana, et avaient trouvé plus de six corps qui gisaient dans le salon<sup>1418</sup>. Au sortir de cette maison, AJP et les militaires avaient appris de la bouche de civils effectuant des patrouilles nocturnes que des militaires circulant à bord d'une jeep militaire avaient tué les membres de la famille Maniraho<sup>1419</sup>. AJP pensait que les civils faisaient allusion au sous-lieutenant Alphonse Ndayambaje et aux militaires qui l'accompagnaient<sup>1420</sup>. Nizeyimana avait été informé que les membres de la famille Maniraho avaient déjà été tués à l'arrivée des militaires [qu'il avait envoyés]<sup>1421</sup>.

<sup>1408</sup> Ibid. (p. 20 à 23), AJP.

<sup>1409</sup> Ibid. (p. 23, et 71 à 73 (huis clos)), AJP.

<sup>1410</sup> Ibid. (p. 23), AJP.

<sup>1411</sup> Ibid. (p. 15 (huis clos) et 23), AJP.

<sup>1412</sup> Ibid. (p. 20 à 23), AJP.

<sup>1413</sup> Ibid. (p. 6 et 7, 21, et 23 et 24), AJP.

<sup>1414</sup> Ibid. (p. 21), AJP.

<sup>1415</sup> Ibid. (p. 21 à 23), AJP.

<sup>1416</sup> Ibid. (p. 23), AJP.

<sup>1417</sup> Ibid. (p. 24), AJP.

<sup>1418</sup> Ibid. (p. 24 et 25), AJP.

<sup>1419</sup> Ibid. (p. 24), AJP.

<sup>1420</sup> Id.

<sup>1421</sup> Id.

Témoin à charge AZM

544. D'ethnie hutue, AZM habitait à Butare et travaillait à la prison de Karubanda en 1994<sup>1422</sup>. À partir du 21 avril, le préfet Sylvain Nsabimana avait donné l'ordre au témoin et aux prisonniers d'enterrer les corps des personnes qui avaient été tuées à Butare<sup>1423</sup>. Le 21 avril, on lui avait demandé d'aider à enterrer des corps dans la zone boisée de Kabutare, située en contrebas du centre psychiatrique connu sous le nom de CAREAS, à environ 200 mètres de la route qui menait au centre de Butare<sup>1424</sup>. À son arrivée sur les lieux vers 10 h 30, des militaires à bord d'une Toyota Dyna « avec caisse-arrière ..., avec ridelle derrière » avaient tiré sur le témoin et sur d'autres personnes<sup>1425</sup>. En fuyant vers la ville, ils avaient découvert des corps, et AZM avait reconnu l'un d'eux comme étant celui de Jérôme Ngarambe<sup>1426</sup>.

545. Plus tard, AZM et les autres personnes étaient arrivés à « Rutaba » où une vieille dame leur avait demandé de repartir dans le bois pour chercher sa fille<sup>1427</sup>, ce qu'ils avaient fait. AZM avait ainsi découvert une jeune femme qui avait reçu des balles au genou et dont la jupe était retroussée. Elle était vivante mais dans une « condition critique »<sup>1428</sup>. Ils l'avaient ramenée chez elle<sup>1429</sup>. AZM avait appris plus tard que la vieille dame était l'épouse de Ngarambe et que la jeune femme était leur fille<sup>1430</sup>.

Témoin à charge YAP

546. D'ethnie tutsie, YAP travaillait à l'hôpital universitaire de Butare en avril 1994<sup>1431</sup>. Maniraho, d'ethnie hutue et professeur d'université, avait été une des premières victimes du génocide<sup>1432</sup>. Il habitait le quartier de Taba, non loin de Nizeyimana<sup>1433</sup>.

<sup>1422</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 65 et 66 (huis clos)), AZM ; pièce à conviction P6 (fiche de renseignements personnels d'AZM). Au moment de sa déposition, AZM se trouvait en détention. CRA, 20 janvier 2011 (p. 65 et 66 (huis clos)) et 24 janvier 2011 (p. 28 (huis clos)). Il avait plaidé coupable de crimes liés au génocide en 2002. CRA, 24 janvier 2011 (p. 34 à 36 (huis clos), et 48 et 49). Il avait rédigé une déclaration à l'attention de la juridiction *gacaca* en 2012. CRA, 24 janvier 2011, p. 49.

<sup>1423</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 68 (huis clos)), AZM.

<sup>1424</sup> Ibid. (p. 83), AZM. Le témoin a indiqué en gros que les militaires extrayaient les gens des véhicules ou les transportaient jusque dans ce bois pour les tuer. Ibid., p. 82.

<sup>1425</sup> Ibid. (p. 83), AZM.

<sup>1426</sup> Id.

<sup>1427</sup> Id.

<sup>1428</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 84), AZM. Le témoin a dit à la barre qu'il croyait que la jeune femme, identifiée plus tard comme étant la fille de Jérôme Ngarambe, avait été violée. Ibid., p. 83 et 84. La Chambre fait observer que le Procureur a admis que ce crime précis n'ayant pas été articulé dans l'acte d'accusation, Nizeyimana ne saurait être reconnu coupable du viol de la fille de Ngarambe. CRA, 24 janvier 2011, p. 41.

<sup>1429</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 84), AZM.

<sup>1430</sup> Id.

<sup>1431</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 38), YAP ; pièce à conviction P32 (fiche de renseignements personnels de YAP).

<sup>1432</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 45 et 46), YAP.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Déclaration écrite du témoin à charge ZBE admise en application de l'article 92bis du Règlement

547. Le témoin ZBE avait déclaré avoir appris, vers 19 h 30, le 19 ou le 20 avril 1994, que le professeur Jean Marie Maniraho et toute sa famille avaient été tués<sup>1434</sup>. Lors d'une réunion tenue le 17 avril, Maniraho avait demandé pourquoi les militaires étaient déployés dans les rues<sup>1435</sup>.

Témoin à décharge MOL08

548. MOL08, d'ethnie tutsie, habitait à Butare en 1994 et tout près de chez Jean Marie Vianney Maniraho, un Hutu marié à une Tutsie<sup>1436</sup>. Vers 20 heures, dans la nuit du 20 au 21 avril, elle avait entendu des coups de feu<sup>1437</sup>. Elle n'avait pas vu ce qui s'était passé, mais avait appris par son gardien de nuit que la famille Maniraho avait été tuée<sup>1438</sup>. Des discussions qui avaient eu lieu par la suite entre les habitants de son quartier, y compris son mari, il s'était dégagé un consensus sur le fait que des militaires de l'ESO avaient abattu les membres de la famille Maniraho<sup>1439</sup>.

549. Le lendemain, à savoir le 21 avril 1994, la fille et le fils de Jérôme Ngarambe étaient venus chez MOL08 avant 7 heures pour demander de l'aide<sup>1440</sup>. Ils avaient été blessés par balles, et la fille avait expliqué que toute sa famille avait été enlevée de leur résidence et exécutée, y compris son père<sup>1441</sup>. Ils voulaient être amenés à l'hôpital et des dispositions avaient été prises à cet effet<sup>1442</sup>.

Témoin à décharge Aggripine Nyiranzabonimana

550. D'ethnie hutue, le témoin Nyiranzabonimana habitait à Butare en avril 1994, à une centaine de mètres de chez Nizeyimana<sup>1443</sup>. Dans la soirée du 20 au 21 avril, elle avait entendu

<sup>1433</sup> Ibid. (p. 46), YAP. Le témoin a également fait savoir que lors d'une réunion de sécurité tenue au stade Huye en 1993 et présidée par Joseph Kanyabashi, bourgmestre de la commune de Ngoma, Maniraho avait demandé à savoir pourquoi seules les personnes originaires du Nord étaient protégées. CRA, 21 février 2011, p. 45 et 46.

<sup>1434</sup> Pièce à conviction P40C(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZBE), p. 3.

<sup>1435</sup> Id.

<sup>1436</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 6, 9, 13 et 19 à 21 (huis clos)), MOL08 ; pièce à conviction D24 (fiche de renseignements personnels de MOL08).

<sup>1437</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 10 et 18 (huis clos)), MOL08.

<sup>1438</sup> Ibid. (p. 10 et 17 et 18 (huis clos)), MOL08.

<sup>1439</sup> Ibid. (p. 19 et 21 (huis clos)), MOL08.

<sup>1440</sup> Ibid. (p. 10 et 18 (huis clos)), MOL08.

<sup>1441</sup> Id.

<sup>1442</sup> Id.

<sup>1443</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 66 et 67) et 10 juin 2011 (p. 8 et 9, et 12 à 14), témoin Nyiranzabonimana ; pièces à conviction D62 (fiche de renseignements personnels de Nyiranzabonimana) et D63 (croquis). Nyiranzabonimana a expliqué que les maisons du sous-préfet Zéphanie et du docteur Isidore Barahira étaient situées entre son domicile et celui de Nizeyimana. CRA, 9 juin 2011 (p. 67) et 10 juin 2011 (p. 8 et 9, et 12 à 14).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

des coups de feu<sup>1444</sup>. Le lendemain, elle avait appris que Maniraho, un professeur d'université qui habitait tout près, avait été tué, ainsi que Jérôme Ngarambe<sup>1445</sup>. Elle ne se souvenait pas de la personne qui l'avait informée de la mort de Maniraho, mais les gens avaient vu le cadavre de celui-ci et ce fait était de notoriété publique<sup>1446</sup>.

#### Témoin à décharge Irénée Hitayezu

551. Le témoin Hitayezu, d'ethnie hutue, était cadet à l'ESO ; de retour de vacances, il avait regagné le camp de l'ESO le 20 avril 1994<sup>1447</sup>. À son arrivée, son supérieur l'avait envoyé renforcer la garde chez Nizeyimana<sup>1448</sup>. Il avait occupé cette position du 20 au 23 avril, prenant son tour de garde chaque soir à partir de 18 heures, et ce pour toute la nuit<sup>1449</sup>. La famille de Nizeyimana était présente durant cette période<sup>1450</sup>. Toutefois, Nizeyimana n'avait passé chez lui que la nuit du 23 au 24 avril<sup>1451</sup>.

#### Témoin à décharge Vincent Ntamagezo

552. D'ethnie hutue, le témoin Ntamagezo était cadet de la troisième promotion à l'ESO en avril 1994<sup>1452</sup>. Le 21 avril, l'adjudant-chef Ntamuhanga l'avait envoyé effectuer des patrouilles avec le peloton Police militaire à Butare, afin d'assurer la sécurité dans cette ville où sévissaient troubles et pillages<sup>1453</sup>. Vers 19 h 30 ce soir-là, le témoin avait entendu des coups de feu dans le quartier de Buye<sup>1454</sup>. Sa patrouille était arrivée et avait trouvé des civils, dont certains étaient munis d'armes traditionnelles et d'autres d'armes à feu<sup>1455</sup>. Les pilleurs avaient ouvert le feu sur les militaires, ce qui avait amené ceux-ci à riposter et entraîné la mort de deux des assaillants<sup>1456</sup>. Ntamuhanga avait ordonné aux militaires de laisser les pilleurs et de ne procéder à aucune arrestation<sup>1457</sup>.

<sup>1444</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 2 et 3, 22 et 28), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1445</sup> Ibid. (p. 3, 14 et 15, 17, et 22), témoin Nyiranzabonimana ; pièce à conviction D63 (croquis).

<sup>1446</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 3), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1447</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 48, 52 et 62), témoin Hitayezu ; pièce à conviction D61 (fiche de renseignements personnels du témoin Hitayezu).

<sup>1448</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 48), témoin Hitayezu.

<sup>1449</sup> Ibid. (p. 49, et 58 à 61), témoin Hitayezu.

<sup>1450</sup> Ibid. (p. 49 et 50 et 59 à 61), témoin Hitayezu.

<sup>1451</sup> Ibid. (p. 49), témoin Hitayezu.

<sup>1452</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 55 et 56), témoin Ntamagezo ; pièce à conviction D59 (fiche de renseignements personnels du témoin Ntamagezo).

<sup>1453</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 59 et 60), témoin Ntamagezo.

<sup>1454</sup> Ibid. (p. 60, et 76 et 77), témoin Ntamagezo.

<sup>1455</sup> Id.

<sup>1456</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 60), témoin Ntamagezo.

<sup>1457</sup> Ibid. (p. 61 et 76), témoin Ntamagezo.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

553. La patrouille du témoin Ntamagezo avait poursuivi son chemin, et était passée devant la maison de Marcel Gatsinzi<sup>1458</sup>. À environ 80 mètres du lieu où sa patrouille venait de subir une confrontation, Ntamagezo avait vu deux corps près d'une rigole<sup>1459</sup>. L'adjudant-chef Ntamuhanga avait identifié l'un d'eux comme étant Maniraho, une personne inconnue du témoin<sup>1460</sup>.

#### Témoin à décharge BEJ01

554. D'ethnie hutue, BEJ01 habitait à Butare en 1994<sup>1461</sup>. Il a confirmé qu'il avait entendu parler, le 22 avril au soir, du meurtre de la famille Maniraho dans leur maison<sup>1462</sup>. C'était le même jour où BEJ01 avait trouvé le corps de l'épouse de Pierre Claver Karenzi, la dénommée Alphonsine Mukamusi<sup>1463</sup>.

#### Témoin à décharge CKN20

555. CKN20, d'ethnie hutue, travaillait au bureau communal de Ngoma en avril 1994<sup>1464</sup>. Il avait appris d'un policier communal non identifié que Maniraho, professeur d'université, avait été tué le 20 avril<sup>1465</sup>. Il ignorait les circonstances de son meurtre<sup>1466</sup>.

#### *Délibérations*

556. Les témoins, tant ceux à charge que ceux à décharge, confirment que Jérôme Ngarambe et les membres de sa famille, ainsi que Jean Marie Vianney Maniraho et les membres de sa famille, ont été tués le même soir d'avril 1994. Le Procureur s'appuie principalement sur le récit de première main d'AJP, relatif au meurtre de Ngarambe et de sa famille, et sur la relation de seconde main du même témoin relative au meurtre des membres de la famille Maniraho. La Défense, tout en admettant que Maniraho et Ngarambe avaient été tués, conteste que Nizeyimana y soit pour quelque chose. La Chambre va examiner ces deux séries de faits l'une après l'autre.

<sup>1458</sup> Ibid. (p. 61), témoin Ntamagezo.

<sup>1459</sup> Ibid. (p. 61 et 77), témoin Ntamagezo.

<sup>1460</sup> Ibid. (p. 61), témoin Ntamagezo.

<sup>1461</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 19 et 26 (huis clos)), BEJ01 ; pièce à conviction D60 (fiche de renseignements personnels de BEJ01). Au moment de sa déposition, BEJ01 avait été reconnu coupable de crimes liés au génocide. CRA, 9 juin [2011] (p. 11 et 33 (huis clos)). Voir aussi chap. II, point 6.1.

<sup>1462</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 31 (huis clos)), BEJ01.

<sup>1463</sup> Ibid. (p. 31 et 33 (huis clos)), BEJ01.

<sup>1464</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 4), CKN20 ; pièce à conviction D70 (fiche de renseignements personnels de CKN20).

<sup>1465</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 8), CKN20.

<sup>1466</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

i) *Meurtre de Jérôme Ngarambe et des membres de sa famille*

557. AJP a dit à la barre que Nizeyimana lui avait confié le commandement d'un groupe mixte, composé de militaires de l'ESO et du camp de Ngoma, et avait donné l'ordre à ce groupe de se rendre chez Jérôme Ngarambe pour tuer la famille et piller la maison. À en croire AJP, les militaires de son groupe avaient par la suite enlevé Ngarambe de chez lui, avec les membres de sa famille, pour les emmener dans un petit bois. Il avait appris plus tard qu'ils avaient été tués.

558. La Chambre fait observer d'emblée qu'elle a examiné en détail, ailleurs dans le présent jugement, le contexte dans lequel AJP a fait sa déposition, et elle a conclu que celle-ci devrait être abordée avec la circonspection de mise<sup>1467</sup>. Les mêmes préoccupations restent valables en ce qui concerne ces allégations.

559. En particulier, AJP a avoué au Rwanda qu'il avait participé au meurtre des membres de la famille Ngarambe<sup>1468</sup>. Dans la mesure où AJP a systématiquement impliqué l'accusé dans ce crime, soit à travers ses aveux, soit dans ses déclarations faites aux enquêteurs du Tribunal, la Chambre ne saurait ignorer la possibilité que de telles allégations aient été faites pour bénéficier d'un traitement de faveur de la part des autorités judiciaires ou carcérales rwandaises<sup>1469</sup>.

560. De même, le statut apparent de fugitif qu'a AJP fait craindre que sa déposition puisse aussi être motivée par le désir de modifier en sa faveur les procédures pénales engagées contre lui et faciliter sa réinsertion au Rwanda<sup>1470</sup>. Enfin, la détérioration de ses rapports avec Nizeyimana, pendant qu'ils étaient tous les deux en exil, laisse par ailleurs penser que son témoignage incriminant l'accusé devrait être considéré avec circonspection<sup>1471</sup>.

561. Quant à la déposition d'AJP au fond, la Défense ne conteste pas la capacité de ce témoin d'identifier Nizeyimana en avril 1994, et la Chambre n'a aucun doute à ce sujet<sup>1472</sup>. Au lieu de cela, la Défense a mis en cause la crédibilité d'AJP, affirmant que son témoignage disant que les meurtres avaient été commis le 24 ou le 25 avril était erroné.

562. Tout en estimant que les membres de la famille Ngarambe et de la famille Maniraho avaient été tués vers le 24 ou le 25 avril 1994 au soir, AJP a néanmoins reconnu qu'il ne pouvait

<sup>1467</sup> Voir chap. II, point 6.1.

<sup>1468</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 58 (huis clos)), AJP. Voir aussi CRA, 17 février 2011 (p. 37, et 44 à 47), FAX. (il a examiné des formulaires du jugement *gacaca* rendu dans le cadre du procès d'AJP et a relevé que celui-ci avait avoué ses crimes), et pièce à conviction D19 (formulaire du jugement *gacaca*), p. 5, traduite dans le CRA, 17 février 2011, p. 44 (il y est indiqué qu'AJP avait « fait partie des tueurs ayant dévasté la ville de Butare en collaboration avec le capitaine Nizeyimana »).

<sup>1469</sup> Voir chap. II, point 6.1.

<sup>1470</sup> Id.

<sup>1471</sup> Id.

<sup>1472</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

se rappeler de la date précise<sup>1473</sup>. Cela se comprend qu'il n'ait pas eu bien en tête la chronologie de ces meurtres ; mais à y regarder de près, sa déposition cadre en général avec les autres témoignages pour ce qui est du moment où ces meurtres avaient été commis.

563. Concrètement, en situant le massacre de la famille Ngarambe (et de la famille Maniraho) par rapport aux autres faits survenus à Butare, AJP a dit que ces meurtres avaient eu lieu en gros vers le début des massacres à Butare<sup>1474</sup>. Il est incontesté, et cela ressort du dossier, que le discours du Président Théodore Sindikubwabo prononcé le 19 avril 1994 à Butare avait été un tournant, la violence se déchaînant vraiment à partir de ce moment-là<sup>1475</sup>.

564. Ainsi, la description d'AJP rejoint les dépositions concordantes du témoin à charge AZM et des témoins à décharge MOL08, Nyiranzabonimana et CKN20, qui ont dit que le meurtre des membres de la famille Ngarambe (et de la famille Maniraho) avait eu lieu dans la soirée du 20 avril 1994<sup>1476</sup>. Contrairement à AJP, les témoins AZM, MOL08 et Nyiranzabonimana ont expliqué de manière convaincante comment ils s'y prenaient pour se souvenir de la date à

<sup>1473</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 20), AJP (« Q. Quand, à peu près, en ce qui concerne la date, avez-vous été envoyés à son domicile ? R. C'est vers le 24 ou le 25 avril que nous sommes allés chez Jérôme Ngarambe. Je ne me rappelle plus la date exacte, mais c'est aux environs de ces dates, parce que c'était au début des tueries. En fait, la famille Matabaro a été la première à être exterminée ; et, deux jours plus tard, c'est la famille de Jérôme Ngarambe qui a été attaquée », p. 72 (huis clos) (« R. Et lorsque les tueries ont commencé à Butare, [...] il nous a envoyés pour aller tuer les membres de la famille de Ngarambe ») et p. 76 (huis clos) (« Q. Mais aujourd'hui, vous avez déclaré que Maniraho et Ngarambe ont été tués le 24 ; n'est-ce pas ce que vous avez dit ? R. Peut-être que je me suis trompé en ce qui concerne les dates, mais je confirme que les deux familles ont été attaquées la même nuit. Mais je dois ajouter que les membres de la famille de Matabaro ont été tués avant la mise à mort des membres de ces deux autres familles »).

<sup>1474</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 20, et 72 (huis clos)), AJP.

<sup>1475</sup> Voir, par exemple, les dernières conclusions écrites de la Défense, par. 10 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 38, 52 et 53, et 64 et 65 (plaidoiries). Voir également chap. II, points 6.2 à 7.3.

<sup>1476</sup> De plus, AJP a également indiqué que ce fait avait eu lieu alors qu'il habitait à un certain endroit, CRA, 15 février 2011 (p. 72 (huis clos)), AJP. Fait à noter, sa déposition et d'autres dépositions laissent penser qu'il ne vivait plus à cet endroit le 24 avril 1994. Voir, par exemple, CRA, 15 février 2011 (p. 4 (huis clos)), AJP (il précise qu'il n'habitait plus à cet endroit le 24 avril 1994) ; CRA, 9 juin 2011 (p. 11 et 12, et 32 (huis clos)), BEJ01 (AJP avait déménagé du lieu où il habitait le 24 avril 1994). Il ressort donc d'un examen minutieux de ces témoignages que ces faits étaient antérieurs au 24 avril 1994.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

laquelle ces faits s'étaient produits<sup>1477</sup>. CKN20 n'a pas expliqué comment il parvenait à se rappeler la date, mais il a dit être sûr que les meurtres avaient été commis le 20 avril<sup>1478</sup>.

565. En définitive, aucune ambiguïté dans la déposition d'AJP relative à la date des meurtres ne porte à conséquence. Les dépositions entendues établissent de manière incontestable que les meurtres de la famille Ngarambe (et de la famille Maniraho) avaient eu lieu dans la soirée du 20 au 21 avril 1994<sup>1479</sup>.

566. Les questions à trancher sont celles de savoir si Nizeyimana avait donné l'ordre à AJP et aux militaires de tuer Ngarambe et sa famille et si les militaires avaient effectivement donné suite à cet ordre. Comme indiqué plus haut, la Chambre va examiner de près la déposition d'AJP qui n'a pas été corroborée directement sur ces points précis.

567. La déposition d'AJP sur la nature des meurtres est étayée par de solides preuves indirectes. Il avait seulement vu les militaires emmener les membres de la famille Ngarambe vers un petit bois et avait appris qu'ils avaient été tués. Il reste qu'AZM avait vu le corps de Jérôme Ngarambe gisant le matin du 21 avril 1994 dans ce même petit bois. Le même jour, AZM avait trouvé la fille de Ngarambe, blessée par balles au genou. Pareillement, le témoin à décharge MOL08 avait parlé à la fille et au fils de Ngarambe tôt le matin du 21 avril. Ils avaient été blessés par balles et avaient expliqué que leur famille avait été enlevée de leur maison et exécutée. C'est pourquoi, la Chambre conclut que Jérôme Ngarambe et certains membres de sa famille avaient été enlevés de leur maison et tués.

<sup>1477</sup> AZM s'est souvenu de la date (21 avril 1994) à laquelle il avait vu le corps de Ngarambe et retrouvé la fille de celui-ci. Il avait expliqué que c'était le troisième jour « après » le discours du Président Théodore Sindikubwabo, prononcé le 19 avril à Butare, et auquel il avait assisté. Voir CRA, 20 janvier 2011 (p. 74 et 82), témoin à charge AZM. MOL08 a expliqué que Ngarambe était un ami et les Maniraho des voisins, et que les meurtres avaient été un événement « douloureux » pour elle. CRA, 10 mai 2011 (p. 10 et 11 (huis clos)), témoin à décharge MOL08. En outre, elle s'est souvenue que ces faits s'étaient produits avant son départ de Butare le 21 avril. CRA, 10 mai 2011 (p. 12 et 13, 17 et 18, et 23 et 24 (huis clos)). Le témoin Nyiranzabonimana a donné une date exacte du meurtre, situant celui-ci dans le temps par rapport au discours du Président Théodore Sindikubwabo. CRA, 10 juin 2011 (p. 2 à 4 et 21 et 22), témoin à décharge Nyiranzabonimana.

<sup>1478</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 8), CKN20 (« R. Je ne sais pas dans quelles circonstances, mais [Maniraho] a été tué le 20 avril. Je ne sais pas à quelle heure ni à quel endroit, mais il a été tué [ce jour-là] »). La Chambre a exprimé, ailleurs dans le présent jugement, des préoccupations au sujet du témoignage de CKN20 relatif au meurtre des Matabaro. Voir chap. II, point 6.6.

<sup>1479</sup> La Chambre fait observer que selon le témoin BEJ01, cet incident s'était produit le 21 avril 1994. Elle considère que sa déposition sur ce point n'a guère valeur probante. Sa relation des meurtres était brève et montre qu'il n'avait pas eu directement connaissance des faits. De plus, il s'est contenté de confirmer la date qui lui a été suggérée dans une question complexe à lui posée. CRA, 9 juin 2011 (p. 31 (huis clos)), témoin à décharge BEJ01 (« Q. Monsieur le Témoin, vous avez appris la nouvelle du massacre des membres de la famille Maniraho le 22 avril 1994, n'est-ce pas vrai ? R. Si mes souvenirs sont bons, oui »). La Chambre a également examiné la brève déposition du témoin BXF, qui a dit avoir appris la nouvelle du meurtre de Maniraho. L'interrogatoire n'indique pas clairement la date dont parlent le conseil ou le témoin. CRA, 22 février 2011 (p. 41 à 43 (huis clos)), BXF.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

568. La déposition d'AJP disant que Nizeyimana lui avait donné l'ordre, ainsi qu'à des militaires, de tuer les membres de la famille Ngarambe n'a pas été directement corroborée. Le témoin à décharge Hitayezu a dit qu'il avait été affecté à la garde de la maison de Nizeyimana à partir du 20 avril 1994 et que celui-ci n'était pas chez lui ce soir-là. La Chambre considère la déposition de Hitayezu comme éminemment suspecte. En tant que militaire affecté à la garde de la maison de Nizeyimana – et donc du quartier où les meurtres avaient été commis – il est un éventuel complice du crime décrit par AJP. La Chambre a examiné en détail, ailleurs dans le présent jugement, nombre de préoccupations que suscite chez elle cette déposition<sup>1480</sup>.

569. Malgré la fragilité des éléments de preuve à décharge, on n'y trouve rien qui vienne corroborer directement que les militaires de l'ESO avaient tué Ngarambe et des membres de sa famille<sup>1481</sup>. Aux yeux de la Chambre, la déposition d'AJP à elle seule n'établit pas que Nizeyimana avait ordonné de commettre ces crimes ou incité à le faire ou qu'il avait de toute manière contribué de façon importante ou substantielle à leur commission. De même, l'ambiguïté concernant l'identité des auteurs jette un doute raisonnable sur le fait que ceux-ci étaient des subordonnés de Nizeyimana sur lesquels celui-ci exerçait un contrôle effectif<sup>1482</sup>.

*ii) Meurtre de Jean-Marie Maniraho et de sa famille*

570. Il est incontesté que Jean-Marie Vianney Maniraho, professeur d'université, d'ethnie hutue, et des membres de sa famille ont été tués. Il ne fait aucun doute non plus pour la Chambre qu'ils ont été massacrés dans la soirée du 20 au 21 avril 1994.

571. Selon AJP, Nizeyimana lui avait donné l'ordre, à lui et à des militaires, de tuer les membres de la famille Maniraho, après qu'ils seraient revenus de chez Ngarambe. Or, à leur arrivée chez Maniraho, ils avaient constaté que les membres de cette famille étaient déjà morts. Le témoin avait appris de civils qui effectuaient des patrouilles nocturnes que des militaires circulant à bord d'une jeep militaire avaient tué les membres de cette famille. Il avait conclu que ces civils voulaient parler du sous-lieutenant Alphonse Ndayambaje et des militaires qui l'accompagnaient, à cause de « l'interaction » qu'il avait eue avec ces militaires plus tôt ce soir-là<sup>1483</sup>. AJP a également affirmé que Nizeyimana avait été informé que les membres de la famille Maniraho avaient déjà été exécutés<sup>1484</sup>.

<sup>1480</sup> Voir chap. II, point 6.6.

<sup>1481</sup> Parmi les militaires qui auraient participé à cette attaque, l'acte d'accusation ne fait état que des éléments de l'ESO. Acte d'accusation, par. 20.

<sup>1482</sup> La Défense a fait objection à la partie de la déposition d'AZM relative au viol de la fille de Jérôme Ngarambe. Voir *Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 29 avril 2011, par. 49 à 51. Vu les conclusions que la Chambre a dégagées à propos de cette allégation, il n'est pas nécessaire qu'elle examine plus avant l'objection concernant le défaut de notification.

<sup>1483</sup> À considérer l'ensemble de la déposition d'AJP, il apparaît évident que les civils n'avaient pas identifié nommément les auteurs du meurtre des membres de la famille Maniraho, mais les avait décrits comme des militaires circulant à bord d'une jeep militaire. L'allusion d'AJP à « Ndayambaje » dans sa déposition traduit clairement sa

572. Disons d'emblée qu'il est incontesté qu'Alphonse Ndayambaje était un militaire de l'ESO<sup>1485</sup>. De plus, la déposition par ouï-dire d'AJP disant que des militaires de l'ESO avaient tué les membres de la famille Maniraho est corroborée par des preuves indirectes. En l'occurrence, la voisine immédiate de Maniraho, le témoin à décharge MOL08, avait entendu des coups de feu dans la soirée du 20 au 21 avril 1994, avait immédiatement été informée du meurtre des membres de la famille Maniraho et avait entendu dire plus tard que des militaires de l'ESO en étaient les auteurs.

573. Toutefois, la déposition de MOL08 n'a guère de valeur probante. Elle n'avait pas vu en personne les meurtres. Son gardien l'avait informée du meurtre des membres de la famille Maniraho immédiatement après qu'elle eut entendu les coups de feu, mais il ne ressort pas de sa déposition que celui-ci avait identifié les auteurs<sup>1486</sup>. En revanche, elle avait plus tard entendu les « voisins » dire que les militaires de l'ESO en étaient responsables. Il reste qu'on ne voit pas bien comment quiconque a pu identifier les auteurs comme étant des militaires de l'ESO<sup>1487</sup>.

574. En revanche, le témoin à décharge Ntamagezo a laissé entendre que des civils armés ou des pillards étaient responsables du meurtre de Maniraho le 21 avril 1994. La Chambre estime que sa relation n'est pas fiable dans l'ensemble. En effet, lorsqu'il décrit les circonstances ayant entouré la mort de Maniraho, sa déposition est incompatible avec les éléments de preuve versés

---

propre conclusion, à savoir que Ndayambaje et les militaires qui l'accompagnaient étaient les auteurs, conclusion fondée sur le récit des personnes avec qui il s'était entretenu et l'« interaction » qu'il avait eue avec Ndayambaje plus tôt ce soir-là. Voir CRA, 15 février 2011 (p. 24), AJP (« R. Alors, nous sommes retournés et nous avons rencontré les gens qui faisaient la ronde de nuit — c'étaient des civils, et nous leur avons demandé qui avait tué les membres de la famille Maniraho. On nous a expliqué qu'ils avaient été tués par des militaires qui étaient à bord d'un véhicule militaire, à savoir le groupe qui était commandé par le sous-lieutenant Ndayambaje. ... Q. Qu'est-ce que vous avez vu quand vous êtes arrivés au domicile de Maniraho ? R. Je viens de vous dire. Je vous ai dit que nous nous sommes introduits chez Maniraho et nous avons constaté que les membres de sa famille venaient d'être tués et que les corps gisaient dans le salon. Et au sortir de cette maison, nous avons demandé et posé la question aux gens qui faisaient la ronde de nuit, nous leur avons demandé qui avait tué ces gens, et ils nous ont expliqué que c'étaient des militaires qui étaient à bord de la jeep militaire dont je vous ai parlé tantôt »).

<sup>1484</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 24), AJP (« R. Alors, nous avons fait un rapport au capitaine Nizeyimana, et [l']avons informé que nous avions trouvé les membres de la famille Maniraho déjà exécutés »).

<sup>1485</sup> Voir les dernières conclusions écrites de la Défense, par. 83 et 561. Voir aussi CRA, 28 janvier 2011 (p. 16) témoin à charge BDE (« le sous-lieutenant Alphonse Ndayambaje » figure parmi les officiers de l'ESO présents au rassemblement du 7 avril 1994) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 39), témoin à décharge CKN10 (le sous-lieutenant Ndayambaje était responsable de la troisième promotion de l'ESO) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 26 et 27), témoin à décharge Ruzindana (le témoin, militaire de l'ESO en 1994, a dit que « Ndayambaje » était son chef de peloton) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 56), témoin à décharge Ntamagezo (Gwaterere, commandant de promotion, venait de remplacer « Ndayambaje ») ; CRA, 13 juin 2011 (p. 18 et 19), témoin à décharge Bunani (il pensait que le « sous-lieutenant Ndayambaje » commandait le centre d'instruction de Mata après la mutation de Nizeyimana à Nyanza). Voir pièce à conviction D48(F) (Situation des officiers de l'armée rwandaise, arrêtée au 1<sup>er</sup> mars 1994), p. 4 (Alphonse Ndayambaje figure parmi les instructeurs de l'ESO).

<sup>1486</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 17 et 18 (huis clos)), MOL08.

<sup>1487</sup> Ibid. (p. 19 et 20 (huis clos)), MOL08. Voir aussi p. 10 (huis clos) (le témoin affirme de manière générale que « des gens en tenue » avaient tué Maniraho, mais elle ne les a pas vus personnellement).

au dossier. À noter qu'il est le seul témoin à avoir donné à entendre que Maniraho avait été tué hors de sa maison. À en croire Ntamagezo, le peloton Police militaire dont il faisait partie patrouillait dans le quartier dans le cadre de la mission qui lui avait été assignée, lorsqu'il s'était finalement retrouvé sous le feu de pillards armés. Ayant riposté, sa patrouille avait tué deux des assaillants<sup>1488</sup>. Malgré ce que l'on doit bien appeler un échange de coups de feu avec mort d'hommes, l'adjudant-chef Ntamuhanga s'était borné à parler aux pillards et les avait ensuite laissés partir, sans procéder à aucune arrestation ni assurer le moindre suivi<sup>1489</sup>. Cette relation est douteuse, en particulier au regard du mandat confié au peloton Police militaire, qui était d'assurer la sécurité et de prévenir les troubles et le pillage.

575. En disant à la barre qu'il y avait des pillards armés dans le quartier, le témoin semble vouloir soustraire les militaires à la responsabilité du meurtre des membres de la famille Maniraho pour la reporter sur des civils armés. La Chambre émet de sérieuses réserves quant à cette déposition qui n'est étayée par aucun élément du dossier<sup>1490</sup>. Ces doutes sont avivés par des dépositions de témoins à charge disant que Ntamagezo entretenait des relations personnelles étroites avec Nizeyimana, car ils étaient tous les deux originaires du « nord »<sup>1491</sup>.

576. Le témoin Ntamagezo avait alors aperçu deux corps gisant à environ 80 mètres de l'endroit où la fusillade avait eu lieu, et Ntamuhanga lui avait dit que l'un de ces corps était celui de Maniraho. Le témoin ne connaissait pas celui-ci auparavant ; son identification du corps relève exclusivement du ouï-dire et n'a donc guère de valeur probante<sup>1492</sup>.

577. La Chambre, ayant examiné le comportement du témoin Ntamagezo à l'audience, a jugé que celui-ci n'était pas crédible. En outre, sa déposition sur la date, à savoir le 21 avril 1994, n'est pas fiable. Il a persisté à dire que cela s'était passé le 21 avril, mais il n'a pu se rappeler quel jour de la semaine c'était ; en tentant d'expliquer sur quoi il fondait sa conviction, ses explications étaient devenues encore plus douteuses, à mesure qu'avancait l'interrogatoire<sup>1493</sup>. La Chambre fait observer que le témoin a admis qu'à l'époque il n'avait pas d'agenda dans lequel il

<sup>1488</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 59 et 60), témoin Ntamagezo.

<sup>1489</sup> Ibid. (p. 60 et 76), témoin Ntamagezo.

<sup>1490</sup> En effet, des dépositions à charge établissent que des éléments de l'unité dont faisait partie Ntamagezo avaient bel et bien participé aux massacres pendant le génocide. Voir CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 12), AZD. CRA, 31 janvier 2011 (p. 56), BDE.

<sup>1491</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 26), BDE. La Chambre a examiné les dépositions de témoins à décharge disant qu'il n'y avait pas de divisions entre les militaires de l'ESO sur la base de leur appartenance régionale ou ethnique. Voir CRA, 18 mai 2011 (p. 24), ZML07 ; CRA, 26 mai 2011 (p. 44), CKN10 ; CRA, 2 juin 2011 (p. 14 et 15), RWV11 ; CRA, 8 juin 2011 (p. 19), RWV09 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 29 et 30), témoin Ruzindana ; CRA, 6 juin 2011 (p. 48), ZML13. La Chambre considère que ces dépositions pour la plupart manquent de crédibilité. De plus, elles sont trop générales et ne jettent aucun doute sur les dépositions précises de témoins disant que Nizeyimana entretenait des rapports particuliers avec certains militaires.

<sup>1492</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 61 et 77), témoin Ntamagezo.

<sup>1493</sup> Ibid. (p. 68), témoin Ntamagezo.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

prenait des notes et n'était donc « pas capable de retenir toutes les dates »<sup>1494</sup>. En effet, de manière générale, le témoin n'a pu fournir de dates précises pour d'autres faits sur lesquels il a été interrogé, sauf des dates cruciales pour la défense de Nizeyimana<sup>1495</sup>. Compte tenu de l'ensemble des circonstances, la Chambre conclut que la déposition du témoin Ntamagezo manque fondamentalement de crédibilité.

578. En faisant abstraction du caractère invraisemblable de la déposition de Ntamagezo, il reste que les autres éléments de preuve versés au dossier ne précisent pas davantage l'identité des auteurs. Le simple fait que la maison de Nizeyimana était sise près du théâtre du crime n'établit pas qu'il y avait participé ou qu'il exerçait un contrôle sur les auteurs. Par ailleurs, un autre commandant militaire d'envergure, Ildéphonse Hategekimana, commandant du camp de Ngoma, habitait tout aussi près du théâtre du crime<sup>1496</sup>.

579. Si l'on considère la nécessité d'aborder la déposition d'AJP avec circonspection, le fait que sa relation est de seconde main, et l'absence d'éléments de corroboration suffisants, il est impossible pour la Chambre de déterminer, au-delà de tout doute raisonnable, l'identité des auteurs du meurtre des membres de la famille Maniraho. Rien dans le dossier n'établit donc que la responsabilité pénale de Nizeyimana peut être engagée à raison de ces crimes<sup>1497</sup>.

<sup>1494</sup> Ibid. (p. 68 et 77), témoin Ntamagezo.

<sup>1495</sup> Ibid. (p. 62 et 63), témoin Ntamagezo (le témoin n'a pu se souvenir [des dates] des réunions avec la Défense, qui s'étaient tenues un an seulement avant sa déposition ; il savait qu'il avait eu des entretiens avec l'équipe de la Défense à deux reprises, mais n'a pu donner que les mois durant lesquels ces entretiens avaient eu lieu) ; p. 67 (lorsqu'on lui a demandé s'il avait vu Nizeyimana le 3 avril, il n'a pu s'en souvenir) ; p. 74 (il n'a pu qu'estimer la date à laquelle le Président Sindikubwabo avait prononcé son discours [à Butare], affirmant que c'était le 18 ou le 19 avril 1994, alors que cet événement avait marqué le début des tueries à Butare) ; p. 77 (il n'a pu se rappeler la date à laquelle il avait quitté l'ESO ni celle à laquelle il était finalement parti du Rwanda, sauf à dire que c'était au mois de juillet) ; p. 77 et 78, et 81 (huis clos) (ses explications sur la manière dont il avait pu se rappeler que la deuxième mission à Mata avait eu lieu le 26 avril n'ont pas tenu la route face à l'interrogatoire, au point que le témoin a demandé à ne plus être interrogé sur cette question).

<sup>1496</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 6 à 7), témoin à charge AJP ; CRA, 8 février 2011 (p. 76 et 77) et 9 février 2011 (p. 32 et 33), témoin à charge ZBH ; CRA, 17 février 2011 (p. 58), témoin à charge BUQ ; CRA, 10 juin 2011 (p. 16), témoin à décharge Nyiranzabonimana.

<sup>1497</sup> La Défense a fait objection à la déposition de YAP selon laquelle Maniraho avait assisté à une réunion où il avait demandé à savoir pourquoi seules les personnes originaires du Nord étaient protégées, en invoquant le défaut de notification. *Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 29 avril 2011, par. 80 à 82. Compte tenu des constatations de la Chambre sur cette allégation, nul n'est besoin pour elle d'examiner l'objection concernant le défaut de notification.



## 6.5 Meurtre de Pierre Karenzi et d'Alphonsine Mukamusoni

### Introduction

580. Selon l'acte d'accusation, vers le 21 avril 1994, Nizeyimana a ordonné à des militaires de l'ESO de tuer le professeur Pierre-Claver Karenzi, d'ethnie tutsie, au barrage établi devant l'hôtel Faucon à Butare, et ces militaires, agissant sur l'ordre ou sous l'autorité de Nizeyimana, avaient tué Karenzi. Le même jour, des militaires des FAR, agissant sous l'autorité de Nizeyimana ou sur son ordre, se sont également rendus chez Karenzi et ont tué son épouse, Alphonsine Mukamusoni. Les témoins à charge ZBA, AZM, AZD, Laurien Ntezimana et ZBE ont déposé à cet égard<sup>1498</sup>.

581. La Défense soutient que les militaires qui ont tué Karenzi et Mukamusoni ne relevaient pas de l'ESO, mais étaient des éléments de la Garde présidentielle de faction à la résidence de Séraphin Bararengana. En outre Nizeyimana était absent de Butare aux dates considérées, ayant été affecté au centre d'instruction de Mata à Gikongoro. Enfin, la Défense conteste la crédibilité des témoins à charge AZM, AZD et ZBH [ZBE]. Les témoins à décharge Rose Nyirasafari, BEJ01, Emmanuel Habyarimana et Aggripine Nyiranzabonimana ont déposé à cet égard<sup>1499</sup>.

### Dépositions

#### Témoin à charge ZBA

582. ZBA, une Tutsie qui habitait chez Karenzi en avril 1994, a dit à la barre que le professeur Pierre Karenzi, d'ethnie tutsie, enseignait à l'Université nationale du Rwanda<sup>1500</sup>. Le 21 avril, Karenzi avait reçu un appel téléphonique l'avertissant d'une attaque imminente sur sa maison<sup>1501</sup>. Il avait dit à ses enfants, y compris ZBA, de se cacher dans le [faux] plafond, ce qu'ils avaient fait<sup>1502</sup>. Les assaillants étaient arrivés ce jour-là vers 15 heures et avaient emmené Karenzi<sup>1503</sup>. Avant cela, ils lui avaient demandé où se trouvaient sa femme et ses enfants, à en croire ce que ZBA avait entendu<sup>1504</sup>. Karenzi avait appelé sa femme qui était présente, mais avait

<sup>1498</sup> Acte d'accusation, par. 25 et 26 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 325 à 327, 331 à 339 et 353 à 355 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 26 et 27 (réquisitions).

<sup>1499</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 10, 13, 29, 109, 129, 271 à 287 et 292 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 41, 43 à 47, et 62 (plaidoiries). Voir chap. II, point 11 pour une analyse approfondie de la crédibilité générale de ZBH. Voir aussi chap. II, point 13.2.

<sup>1500</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 5 et 6 (huis clos)), ZBA ; pièce à conviction P38 (fiche de renseignements personnels de ZBA).

<sup>1501</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 8 à 10 (huis clos)), ZBA.

<sup>1502</sup> Ibid. (p. 9 (huis clos)), ZBA.

<sup>1503</sup> Ibid. (p. 8 à 10 (huis clos)), ZBA.

<sup>1504</sup> Ibid. (p. 9 (huis clos)), ZBA. Le [faux] plafond dans lequel se cachaient les enfants était tout près de la porte, ce qui leur permettait d'entendre ce qui se disait et de suivre le déroulement des faits.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

dit que ses enfants n'étaient pas à la maison<sup>1505</sup>. Les assaillants avaient alors emmené Karenzi, et ZBA ne l'avait plus jamais revu par après<sup>1506</sup>.

583. Les assaillants étaient revenus par la suite chez Karenzi ce jour-là et avaient demandé de l'argent à son épouse, Alphonsine Mukamusi<sup>1507</sup>. De sa cachette dans le plafond, ZBA avait entendu Mukamusi répondre qu'elle avait déjà donné tout ce qu'elle avait<sup>1508</sup>. Les assaillants étaient ensuite entrés dans la maison pour appeler leurs collègues qui, selon ce que ZBA devait apprendre plus tard, étaient des gardes du corps du frère du Président Juvénal Habyarimana, Bararengana, qui habitait tout près<sup>1509</sup>. Le témoin avait entendu les intrus s'interroger sur l'appartenance ethnique de Mukamusi, estimant que son nez ne ressemblait pas à celui des Tutsis<sup>1510</sup>; mais un voisin dénommé Vincent avait confirmé qu'elle était bien Tutsie<sup>1511</sup>. Quelques instants après, le témoin avait entendu deux coups de feu suivis, puis des assaillants qui disaient qu'ils n'avaient pas demandé à Mukamusi, avant de la tuer, où se trouvait le téléviseur<sup>1512</sup>. Les assaillants étaient repartis à bord de leurs véhicules<sup>1513</sup>. Lorsqu'elle était sortie de sa cachette dans le plafond, ZBA avait vu le corps de Mukamusi gisant par terre<sup>1514</sup>.

#### Témoin à charge AZM

584. D'ethnie hutue, AZM était membre du comité préfectoral de sécurité à Butare en avril 1994<sup>1515</sup>. Il savait que Karenzi était professeur à l'Université nationale du Rwanda, appartenait à l'ethnie tutsie et était membre du MRND<sup>1516</sup>. À une date non précisée, le témoin avait vu Karenzi debout à côté d'un militaire au barrage établi devant l'hôtel Faucon, pendant que celui-ci contrôlait « [s]es bagages [et] [s]es documents »<sup>1517</sup>. Alors qu'il repassait par le même barrage 20 minutes plus tard, AZM avait vu le corps de Karenzi gisant près du barrage, et un militaire lui

<sup>1505</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 9 (huis clos)), ZBA.

<sup>1506</sup> Ibid. (p. 9 à 10 (huis clos)), ZBA.

<sup>1507</sup> Ibid. (p. 9 (huis clos)), ZBA.

<sup>1508</sup> Id.

<sup>1509</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 9 à 10 (huis clos)), ZBA. Le témoin n'a pas dit de qui elle tenait l'information selon laquelle ces militaires étaient des éléments de la garde présidentielle, ni quand elle l'avait su.

<sup>1510</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 10 (huis clos)), ZBA.

<sup>1511</sup> Id. Voir aussi CRA, 9 juin 2011 (p. 31), BEJ01.

<sup>1512</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 10 (huis clos)), ZBA.

<sup>1513</sup> Id.

<sup>1514</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 11 (huis clos)), ZBA.

<sup>1515</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 65 (huis clos) et 78), AZM ; pièce à conviction P6 (fiche de renseignements personnels d'AZM). Au moment de sa déposition, AZM se trouvait en détention pour crimes liés au génocide. CRA, 20 janvier 2011 (p. 65 et 66 (huis clos)) et 24 janvier 2011 (p. 28 (huis clos)). Il avait séjourné dans deux prisons différentes depuis 1999. CRA, 24 février [janvier] 2011, p. 30. Il avait plaidé coupable en 2002 de crimes liés au génocide. CRA, 24 janvier 2011 (p. 34 à 36 (huis clos)) et 48 et 49). Il avait rédigé une déclaration à l'intention de la juridiction *gacaca* en 2012. Ibid., p. 49.

<sup>1516</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 81), AZM.

<sup>1517</sup> Id. Invité à donner des exemples de barrages tenus par des militaires à Butare, AZM a cité le barrage établi devant l'hôtel Faucon. CRA, 20 janvier 2011 (p. 79 et 80).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

avait confié qu'il venait d'abattre Karenzi de deux balles<sup>1518</sup>. Le militaire avait expliqué que Karenzi transportait des documents qui critiquaient « telle » organisation<sup>1519</sup>.

585. AZM pensait que le militaire qui avait tué Karenzi était issu de l'ESO, car Tharcisse Muvunyi lui avait dit, à une réunion tenue au stade de Huye le 14 avril 1994, que les militaires qui tenaient ce barrage routier appartenaient à l'ESO<sup>1520</sup>. AZM a également relevé que, « de toute évidence », le militaire qui tenait ce barrage venait de l'ESO, « [d]'après l'information qui [lui] avait été donnée et à en juger par son [jeune] âge »<sup>1521</sup>.

#### Témoin à charge AZD

586. AZD, un Tutsi détenant une carte d'identité hutue, était sous-officier à l'ESO en avril 1994<sup>1522</sup>. Il a expliqué que Karenzi était un professeur tutsi connu, membre du comité central du MRND<sup>1523</sup>. Un jour, après le 19 avril, AZD avait vu le cadavre de Karenzi alors qu'il passait par le barrage établi devant l'hôtel Faucon<sup>1524</sup>. Le militaire qui tenait ce barrage était un premier sergent de l'ESO dont il ne se rappelait plus le nom<sup>1525</sup>. Des civils étaient également postés à ce barrage dit de l'hôtel Faucon<sup>1526</sup>.

#### Témoin à charge Laurien Ntezimana

587. D'ethnie hutue, le témoin Ntezimana habitait à Ngoma, à environ trois kilomètres du centre-ville de Butare et était responsable du service d'animation théologique du diocèse catholique de Butare en avril 1994<sup>1527</sup>. Un jour, c'était avant le 19 avril, il avait reçu un appel téléphonique l'informant du meurtre du professeur Karenzi devant l'hôtel Faucon<sup>1528</sup>. Il n'avait

<sup>1518</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 81 et 82), AZM.

<sup>1519</sup> Ibid. (p. 81), AZM.

<sup>1520</sup> Ibid. (p. 80), AZM.

<sup>1521</sup> Ibid. (p. 82), AZM.

<sup>1522</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 64), AZD ; pièce à conviction P15 (fiche de renseignements personnels d'AZD).

<sup>1523</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 79), AZD.

<sup>1524</sup> Ibid. (p. 80), AZD. Le témoin a ensuite précisé qu'il avait vu le cadavre de Karenzi « après [avant] le début de mois de mai ».

<sup>1525</sup> Ibid. (p. 77 à 79), AZD. Le témoin pouvait distinguer les militaires des différents camps pour les avoir vus à l'ESO. Il pouvait aussi identifier les militaires de l'ESO grâce à leurs insignes distinctifs et au jeune âge des élèves sous-officiers. CRA, 31 janvier 2011, p. 78 et 79.

<sup>1526</sup> Ibid. (p. 77), AZD.

<sup>1527</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 61 à 63), témoin Ntezimana ; pièce à conviction P27 (fiche de renseignements personnels du témoin Ntezimana).

<sup>1528</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 71 à 73), témoin Ntezimana. Il pensait que c'était son cousin, Joseph Kanyabashi, qui l'avait appelé au téléphone pour l'informer de la mort de Karenzi. Ibid., p. 73.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

pas été témoin du crime<sup>1529</sup>. Il pensait que les militaires qui tenaient le barrage établi devant l'hôtel Faucon appartenaient à l'ESO<sup>1530</sup>.

588. Ntezimana a relaté comment il était arrivé à un militaire qui montait la garde au barrage dit de l'hôtel Faucon de lui refuser le passage, malgré l'ordre du lieutenant Ildéphonse Hategekimana.<sup>1531</sup> Le militaire avait répliqué qu'il n'avait pas à obéir aux ordres donnés par Hategekimana<sup>1532</sup>. Un adjudant qui, selon le témoin appartenant à l'ESO, était arrivé et avait demandé au militaire de laisser passer le témoin<sup>1533</sup>. Le militaire lui avait alors permis de franchir le barrage<sup>1534</sup>. Le témoin a déduit des réponses de ce militaire que celui-ci appartenait à l'ESO et non au camp de Ngoma<sup>1535</sup>.

#### Déclaration écrite du témoin à charge ZBE admise en application de l'article 92bis du Règlement

589. ZBE enseignait à l'université de Butare en avril 1994<sup>1536</sup>. Ayant assisté à une assemblée de la population locale organisée par le préfet Juvénal Habyarimana, le professeur Karenzi, Vincent Ntezimana et le témoin avaient essayé de renforcer la sécurité dans leur quartier et dans les rues environnantes<sup>1537</sup>. Un mercredi, vers le 22 avril, ZBE avait téléphoné à Karenzi et tous les deux s'étaient dits inquiets<sup>1538</sup>. Ils avaient prévu de se rencontrer le lendemain ; mais avant l'heure du rendez-vous, Karenzi avait été tué devant l'hôtel Faucon<sup>1539</sup>.

#### Témoin à décharge Rose Nyirasafari

590. Nyirasafari, mariée à Nizeyimana depuis 1995, était étudiante à l'Université nationale du Rwanda et habitait à Butare en avril 1994<sup>1540</sup>. Elle connaissait le professeur Karenzi, ayant fait

<sup>1529</sup> Ibid. (p. 80), témoin Ntezimana.

<sup>1530</sup> Ibid. (p. 66 et 67, et 79), témoin Ntezimana.

<sup>1531</sup> Ibid. (p. 66), témoin Ntezimana.

<sup>1532</sup> Id.

<sup>1533</sup> Id.

<sup>1534</sup> Id.

<sup>1535</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 66 et 67), témoin Ntezimana.

<sup>1536</sup> Pièce à conviction P40C(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZBE), p. 2 [de la version anglaise].

<sup>1537</sup> Ibid., p. 2 et 3.

<sup>1538</sup> Ibid., p. 3, ZBE a relevé que s'il n'était pas sûr de la date, il savait néanmoins que la conversation s'était tenue un mercredi. Or, le 22 avril 1994 étant un vendredi, ceci voudrait dire que le 20 avril 1994 tombait un mercredi.

<sup>1539</sup> Pièce à conviction P40C(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZBE) p. 3 et 4. ZBE n'a pas expliqué comment il avait appris la mort de Karenzi.

<sup>1540</sup> CRA, 16 juin 2011 (p. 32 et 33, et 36 et 38), témoin Nyirasafari ; pièce à conviction D74 (fiche de renseignements personnels du témoin Nyirasafari). Celle-ci a déclaré que sa mère était Hutue et son père Tutsi ; le Président Sindikubwabo était son oncle maternel. CRA, 16 juin 2011, p. 38. Dans une précédente fiche de renseignements personnels, il était marqué que le témoin était d'ethnie hutue. Elle a expliqué que la Défense avait commis une erreur et qu'elle était en réalité une Tutsie. Ibid., p. 39.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

l'école primaire avec sa fille Solange<sup>1541</sup>. Un jour, elle avait vu plus de cinq militaires de la Garde présidentielle escorter Karenzi en direction de l'hôtel Faucon<sup>1542</sup>. Elle avait reconnu deux d'entre eux, qui étaient des éléments de la Garde présidentielle affectés à la Garde de la maison de son voisin, docteur Bararengana, frère du Président Juvénal Habyarimana<sup>1543</sup>. Le lendemain, elle avait confié à Solange, qui était venue la voir, qu'elle avait vu son père escorté par des militaires la veille<sup>1544</sup>. Solange avait confirmé que Karenzi avait été tué près de l'hôtel Faucon<sup>1545</sup>.

#### Témoign à décharge BEJ01

591. BEJ01, d'ethnie hutue, vivait à Butare 1994<sup>1546</sup>. Il avait appris dans la soirée du 21 avril que Karenzi, un tutsi qu'il considérait comme un ami, avait été tué<sup>1547</sup>. Il avait téléphoné chez celui-ci, mais personne n'avait répondu<sup>1548</sup>. Le lendemain, 22 avril, il s'était rendu chez Karenzi et avait vu le corps de son épouse, Alphonsine Mukamusoni, gisant par terre<sup>1549</sup>.

592. BEJ01 avait reçu de ses collègues à l'université une liste comprenant le nom de 50 à 70 familles, dont celle du professeur Karenzi, qui voulaient fuir Butare à bord d'un bus<sup>1550</sup>. Il avait compilé cette liste et l'avait remise au vice-recteur de l'université de Butare, Jean Berchmans, vers le 12 avril<sup>1551</sup>. La plupart des familles dont les noms figuraient sur la liste avaient survécu, ce qui a amené le témoin à noter que Karenzi et les membres de sa famille avaient été tués pour d'« autres causes »<sup>1552</sup>.

<sup>1541</sup> CRA, 16 juin 2011 (p. 34, et 41 et 42), témoin Nyirasafari.

<sup>1542</sup> Ibid. (p. 34 et 42), témoin Nyirasafari. De sa maison, le témoin pouvait voir la route qu'ils empruntaient. Ibid. (p. 34), témoin Nyirasafari.

<sup>1543</sup> Ibid. (p. 34 et 35, et 41 et 42), témoin Nyirasafari. Le témoin a dit à la barre que les éléments de la Garde présidentielle assuraient la garde de la maison de Bararengana depuis 1992. Ibid., p. 42.

<sup>1544</sup> Ibid. (p. 35 et 41), témoin Nyirasafari.

<sup>1545</sup> Id.

<sup>1546</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 19 et 20, et 26 (huis clos)), BEJ01 ; pièce à conviction D60 (fiche de renseignements personnels de BEJ01). Au moment de sa déposition, BEJ01 avait été reconnu coupable de crimes liés au génocide. Ibid. p. 11 et 13 (huis clos).

<sup>1547</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 29 à 32), BEJ01. Il n'a été interrogé ni sur l'endroit où Karenzi avait été tué, ni sur l'identité des auteurs.

<sup>1548</sup> Ibid. (p. 30), BEJ01.

<sup>1549</sup> Ibid. (p. 30 à 32), BEJ01.

<sup>1550</sup> Ibid. (p. 26 à 28), BEJ01.

<sup>1551</sup> Ibid. (p. 26 à 29), BEJ01.

<sup>1552</sup> Ibid. (p. 29), BEJ01. Il n'a pas été invité à dire quelles étaient ces « autres causes » et n'a pas non plus expliqué ce qu'il entendait par là. Il a convenu que Karenzi était un Tutsi, donc une « cible désignée ».

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Témoin à décharge Emmanuel Habyarimana

593. En avril 1994, Emmanuel Habyarimana, d'ethnie hutue, était officier S2/S3 et directeur des études à l'École supérieure militaire [ESM] de Kigali et chargé de la formation des officiers pour l'effort de guerre<sup>1553</sup>. Le 21 avril dans la soirée, le témoin avait emmené sa famille et ils s'étaient installés dans une maison au camp de l'ESO<sup>1554</sup>. Le lendemain matin, soit le 22 avril, il était passé par l'hôtel Ibis où il avait vu les corps de personnes qui avaient été tuées, dont Karenzi, son ancien professeur de physique<sup>1555</sup>. Un ancien camarade de classe dénommé Gatwaza et bien d'autres personnes figuraient aussi parmi les morts<sup>1556</sup>. Il lui paraissait évident que ces gens avaient été abattus tôt dans la matinée ce jour-là<sup>1557</sup>.

594. Pendant que le témoin se tenait là, le lieutenant-colonel Nteziryayo était passé par l'hôtel et, ensemble, ils avaient condamné les meurtres de ces personnes<sup>1558</sup>. Les passants ignoraient l'identité des auteurs, mais ils avaient dit à Habyarimana que ceux-ci étaient venus tôt le matin, vêtus de feuilles de bananier, et avaient tué les gens<sup>1559</sup>. De l'endroit où se tenait le témoin à l'hôtel Ibis, il ne pouvait voir ni militaires ni gendarmes alentour<sup>1560</sup>. Il en avait informé Muvunyi, et celui-ci avait dit qu'il allait « poursuivre la chose »<sup>1561</sup>.

Témoin à décharge Aggripine Nyiranzabonimana

595. En avril 1994, le témoin Nyiranzabonimana, d'ethnie hutue, était institutrice et habitait la cellule de Buye à Butare<sup>1562</sup>. Le 21 avril, elle avait entendu dire que le professeur Karenzi avait été tué devant l'hôtel Faucon<sup>1563</sup>.

<sup>1553</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 4 à 6, et 7 et 8), témoin Habyarimana ; pièce à conviction D45 (fiche de renseignements personnels du témoin Habyarimana).

<sup>1554</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 49), témoin Habyarimana. Le témoin avait rencontré Muvunyi à l'ESO ce soir-là, mais il n'y avait pas vu Nizeyimana. Ibid. (p. 51).

<sup>1555</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 50), témoin Habyarimana.

<sup>1556</sup> Ibid. (p. 50 et 51), témoin Habyarimana.

<sup>1557</sup> Ibid. (p. 50), témoin Habyarimana. Le témoin n'a pas expliqué en quoi il lui paraissait « évident » que Karenzi avait été tué ce matin-là, sauf à relever que des passants lui avaient dit que Karenzi avait été tué tôt dans la matinée ce jour-là.

<sup>1558</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 51), témoin Habyarimana.

<sup>1559</sup> Id.

<sup>1560</sup> Id.

<sup>1561</sup> Id.

<sup>1562</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 66 et 67 (huis clos)), témoin Nyiranzabonimana ; pièce à conviction D62 (fiche de renseignements personnels du témoin Nyiranzabonimana).

<sup>1563</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 3, et 11 et 12), témoin Nyiranzabonimana. Elle ne connaissait pas la famille Karenzi ; elle avait tout simplement entendu dire que le professeur Karenzi avait été tué en face de l'hôtel Faucon.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### *Délibérations*

596. Les témoins, tant ceux à charge que ceux à décharge, ont confirmé que le professeur Pierre Claver Karenzi, civil d'ethnie tutsie, avait été tué vers le 21 avril 1994, et que son épouse, Alphonsine Mukamusi, avait été tuée le même jour dans leur maison. Les assaillants avaient enlevé Karenzi chez lui à Butare et l'avaient tué. Il ressort également des preuves versées au dossier que Mukamusi a été tuée le même jour.

597. Dans ce contexte, la Chambre doit déterminer si les militaires de l'ESO ont tué Karenzi et Mukamusi, ou si Nizeyimana peut être tenu pénalement responsable à raison de ces meurtres. La Chambre va aborder ces questions tour à tour.

#### *i) Meurtre de Pierre Claver Karenzi*

598. Le Procureur soutient que des militaires de l'ESO avaient enlevé Karenzi de chez lui et l'avaient tué à un barrage établi en face de l'hôtel Faucon le 21 avril 1994. Il invoque la déposition de ZBA, qui se trouvait sur place lors de l'enlèvement de Karenzi et avait entendu les assaillants l'emmener. AZM avait vu Karenzi au barrage situé en face de l'hôtel Faucon, debout à côté d'un militaire qui contrôlait « [s]es bagages [et] [s]es documents »<sup>1564</sup>. Quand il était revenu au même barrage 20 minutes plus tard, AZM avait vu le corps de Karenzi gisant près du barrage, et un militaire qui le contrôlait lui avait dit qu'il venait d'abattre Karenzi de deux balles<sup>1565</sup>. De même, AZD avait vu le cadavre de Karenzi au barrage en face de l'hôtel Faucon vers la date indiquée par ZBA, barrage qui était tenu par des militaires de l'ESO. Enfin, les témoins ZBE et Ntezimana avaient entendu dire que Karenzi avait été tué au barrage dit de l'hôtel Faucon vers la même date que celle indiquée par ZBA, mais ils n'étaient pas là au moment du meurtre et n'avaient pas vu le corps à cet endroit.

599. La Chambre fait observer d'emblée qu'il n'existe pas de preuves directes permettant d'établir que Nizeyimana avait donné l'ordre de commettre ce meurtre ou incité à le faire. Le Procureur invoque la déposition de BEJ01 pour montrer que la famille Karenzi était particulièrement ciblée. La Chambre note, ailleurs dans le présent jugement, qu'après avoir examiné en détail le contexte dans lequel BEJ01 a fait sa déposition, elle a conclu que celle-ci devrait être abordée avec la circonspection de mise<sup>1566</sup>. Les mêmes préoccupations existent en ce qui concerne l'allégation considérée. Fait à noter, BEJ01 avait été reconnu coupable de participation à l'assassinat de Karenzi, et exécute actuellement sa peine. Il pourrait donc chercher à atténuer les faits ayant entouré l'assassinat des membres de la famille Karenzi ou à les

<sup>1564</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 81), AZM. Invité à donner des exemples de barrages routiers tenus par des militaires à Butare, AZM a cité le barrage établi en face de l'hôtel Faucon. CRA, 20 janvier 2011 (p. 80).

<sup>1565</sup> Ibid. (p. 81 et 82), AZM.

<sup>1566</sup> Voir chap. II, point 6.1.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

présenter sous un angle plus favorable<sup>1567</sup>. De même, le témoin entretenait des liens personnels étroits avec Nizeyimana, ce qui constitue un fait à prendre en compte pour évaluer sa crédibilité générale<sup>1568</sup>.

600. La Chambre fait observer que le témoignage de BEJ01 est de seconde main et ne permet en aucun cas de dire qu'il connaissait l'identité des tueurs. BEJ01 a relaté les circonstances dans lesquelles il avait compilé une liste de personnes désireuses de fuir Butare, dont la famille Karenzi. Il avait présenté la liste au vice-recteur de l'université de Butare, Jean Berchmans Nshimiyumuremyi, lors d'une réunion tenue vers le 12 avril 1994<sup>1569</sup>. Toutefois, le Procureur n'a produit aucune autre preuve établissant un lien entre cette liste et la participation de Nizeyimana au meurtre de Karenzi ou de Mukamusi<sup>1570</sup>. Cet élément de preuve est donc loin d'être déterminant.

601. Quant à la preuve de l'enlèvement de Karenzi, ZBA est le seul témoin à charge à avoir directement déposé sur ce point. Fait à noter, elle se cachait dans le faux plafond de la maison de Karenzi lorsque celui-ci avait été enlevé de chez lui et n'avait pas pu, de ce fait, identifier visuellement les assaillants. La Défense ne conteste pas la déposition de ZBA ni sa crédibilité générale<sup>1571</sup>. La famille de ZBA et celle de Karenzi étaient amies, et ZBA s'était aussi liée d'amitié avec la fille de Karenzi, qui s'appelait Solange<sup>1572</sup>. ZBA habitait chez les Karenzi depuis janvier 1994<sup>1573</sup>. Il est évident qu'elle connaissait la famille et était proche d'elle. De plus, après l'attaque de la maison, ZBA avait fui avec les enfants Karenzi au couvent de Benebikira où

<sup>1567</sup> Voir pièce à conviction P52 (arrêt), p. [13 et 14] de la cour d'assises de Bruxelles-capital (Belgique)\*. Le témoin BEJ01 avait été acquitté du meurtre de Mukamusi. Il avait été reconnu coupable du meurtre de Karenzi, pour avoir établi des « listes de personnes ». L'arrêt ne donne pas d'autres détails sur la nature exacte de la participation du témoin à cet assassinat, se contentant de relever que BEJ01 avait commis un homicide intentionnel [avec préméditation] sur la personne de Karenzi. NDT : Les pages anglaises [p. 30 et 42] ne sont pas les bonnes, le document n'ayant que 32 pages. Après recherche dans la version française, l'information pertinente et la citation ont été retrouvées aux pages 13 et 14.

<sup>1568</sup> Voir chap. II, point 6.1.1.

<sup>1569</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 26 à 29), BEJ01 ; pièce à conviction P52 (jugement daté de juin 2001). NDT : Omission délibérée de la mention des pages 43 et 44, car elles n'existent pas.

<sup>1570</sup> La Chambre note que le Procureur évoque l'établissement de listes d'étudiants qui ont été remises au vice-recteur de l'université, Jean-Berchmans Nshimiyumuremyi, lors d'une réunion à laquelle Nizeyimana avait assisté. Voir CRA, 17 janvier 2011 (p. 34 à 37), ZCB. Toutefois, il ne ressort pas clairement de cette déposition qu'il s'agit de la même liste établie par BEJ01. En fait, la liste de BEJ01 avait été établie vers le 12 avril 1994, alors que la réunion dont a parlé ZCB s'était tenue « avant » l'attaque perpétrée à l'université le 21 avril. Rien dans le dossier ne vient ainsi montrer qu'il s'agit d'une seule et même liste.

<sup>1571</sup> La Défense a choisi de renoncer au contre-interrogatoire de ZBA et n'a remis en question sa déposition ni dans ses dernières conclusions écrites ni dans ses plaidoiries. Voir CRA, 24 février 2011 (p. 19 et 20), ZBA ; dernières conclusions écrites de la Défense, par. 274, 288 et 290 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 62 (plaidoiries).

<sup>1572</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 5 (huis clos)), ZBA.

<sup>1573</sup> Id.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

elle avait rencontré QCQ<sup>1574</sup>. La Chambre estime que sa déposition est claire, sans fioritures et conforme aux autres témoignages.

602. N'ayant pas vu les assaillants, ZBA s'est fondée, pour les identifier, sur le seul fait de les avoir entendu « appeler leurs collègues » lorsqu'ils étaient revenus dans la maison, après l'enlèvement de Karenzi<sup>1575</sup>. À en croire ZBA, ces collègues « se réclamaient être les militaires qui gardaient la maison de Bararengana »<sup>1576</sup>. Cependant, elle n'a donné ni la source de cette information permettant de les identifier ni la date à laquelle elle l'avait entendue, et aucune autre question ne lui a été posée à cet égard. Aussi, la partie de sa déposition relative à l'identification des assaillants n'a guère de valeur probante.

603. La déposition du témoin à décharge Nyirasafari tend à confirmer le témoignage de seconde main de ZBA disant que Karenzi avait été emmené par « les militaires qui gardaient la maison de Bararengana » [traduction]. En l'occurrence, Nyirasafari a dit à la barre qu'elle avait vu Karenzi emmené par des éléments de la Garde présidentielle qui étaient en faction chez Bararengana depuis 1992<sup>1577</sup>. Cela dit, la Chambre considère qu'en tant qu'épouse de Nizeyimana, Nyirasafari était manifestement poussée à témoigner en faveur de son mari et à incriminer des militaires qui n'avaient aucun lien apparent avec lui. La Chambre a donc des doutes quant à la partialité de ce témoin. En outre, le Procureur a appelé à la barre un autre témoin de l'extrémisme potentiel de Nyirasafari et des liens étroits qui l'unissaient à l'ancien Président Théodore Sindikubwabo<sup>1578</sup>. Ces éléments suscitent davantage de préoccupations quant à sa crédibilité générale.

604. Qui plus est, Nyirasafari a dit brièvement avoir vu des militaires, sans fournir plus de détails. Cette absence de détails sur son point de repère est particulièrement préoccupante. Concrètement, Nyirasafari n'a précisé ni la date exacte ni l'heure à laquelle elle avait vu Karenzi emmené par des militaires. Elle s'est contentée de dire qu'elle avait assisté à la scène car « [elle] habitai[t] non loin de la route. [De] chez [elle], [elle] pouvai[t] voir ce qui se passait sur la route »<sup>1579</sup>. Le fait qu'elle n'a pas fourni une relation détaillée de cet incident met en question la qualité de sa déposition. La Chambre considère, à la lumière de ses préoccupations quant à la

<sup>1574</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 13 et 16), QCQ. Voir aussi chap. II, point 11.

<sup>1575</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 9 (huis clos)), ZBA. Celle-ci a noté qu'elle avait entendu les assaillants emmener Karenzi ; après quoi elle a ajouté : « et puis les assaillants sont revenus et ils ont demandé à l'épouse de Karenzi de leur donner de l'argent ». La Chambre en déduit que ZBA pensait que les assaillants qui étaient revenus étaient ceux-là mêmes qui avaient enlevé Karenzi et avaient quitté la maison.

<sup>1576</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 9 et 10 (huis clos)), ZBA.

<sup>1577</sup> CRA, 16 juin 2011 (p. 34 et 35), témoin Nyirasafari. CRA, 21 février 2011 (p. 62 et 63 (huis clos)), YAP (lorsque le docteur Bararengana avait pris ses fonctions à l'hôpital universitaire de Butare en 1990, les éléments de la Garde présidentielle étaient présents).

<sup>1578</sup> CRA, 16 juin 2011 (p. 32 et 33, 36, et 38), témoin Nyirasafari.

<sup>1579</sup> Ibid. (p. 34), témoin Nyirasafari.

partialité du témoin, que sa déposition est loin d'être déterminante, de par les ambiguïtés qu'elle renferme.

605. C'est pourquoi, la Chambre estime que le dossier est ambigu quant à l'identité des assaillants qui étaient venus enlever Karenzi chez lui. Le dossier pourrait raisonnablement démontrer que les éléments de la Garde présidentielle étaient les auteurs de l'enlèvement, bien que ce ne soit pas certain. De plus, des doutes raisonnables existent quant à l'enlèvement de Karenzi par les militaires du camp de l'ESO. La Chambre se dit toutefois convaincue qu'il ressort des dépositions que Karenzi avait été enlevé et tué vers le 21 avril 1994.<sup>1580</sup> La Chambre va à présent évaluer les circonstances ayant entouré le meurtre de Karenzi. En particulier, il lui faut déterminer l'endroit où il a été tué et l'identité des auteurs du crime. Ces questions seront examinées à tour de rôle.

606. Les témoins à charge AZM et AZD ont tous deux dit à la barre qu'ils étaient passés par le barrage établi devant l'hôtel Faucon et qu'ils y avaient vu le corps de Karenzi. D'emblée la Chambre est convaincue que les deux témoins pouvaient identifier correctement Karenzi en avril 1994. En effet, AZM connaissait l'intéressé et a précisé qu'il était professeur à l'université et membre du MRND.<sup>1581</sup> De même, AZD connaissait bien Karenzi. En effet, il avait appris à connaître certains professeurs d'université, dont Karenzi, et il les rencontrait régulièrement.<sup>1582</sup> De plus, Karenzi était un homme bien connu à Butare en raison de sa qualité de membre du comité central du MRND.<sup>1583</sup>

607. Avant d'évaluer plus en détail les dépositions d'AZM et d'AZD, la Chambre va examiner les critiques formulées à l'encontre de la crédibilité générale de ces témoins et les contradictions alléguées relativement à ces faits. La Défense a produit des preuves établissant qu'AZM avait menti sur ordre du Gouvernement rwandais afin de protéger certaines personnes,

<sup>1580</sup> Les témoins AZM et AZD n'ont pas précisé la date exacte à laquelle ils avaient vu le corps de Karenzi, même si AZD a dit penser que c'était « après le 19 avril ». CRA, 31 janvier 2011 (p. 80), AZD. AZD a ensuite ajouté que c'était probablement après\* [NDT : Le témoin a dit « avant le début »] le début du mois de mai. La date à laquelle AZD situe ce fait semble très convaincante, au regard des autres éléments de preuve du dossier. En particulier, ZBA, qui se trouvait dans la maison lors de l'enlèvement de Karenzi, a relevé que l'incident s'était produit le 21 avril. CRA, 24 février 2011 (p. 8 et 9 (huis clos)), ZBA. Elle a évoqué la date et l'heure exactes de l'incident, et la Chambre estime que sa relation sur ce point est convaincante, vu le caractère hautement personnel de l'enlèvement et les meurtres commis par la suite dans son entourage. En outre, si ZBE a estimé avoir parlé à Karenzi le 22 avril 1994, et s'est souvenu que ce jour-là était un mercredi, il reste que ce mercredi correspondait en fait à la date du 20 avril. Lui aussi a dit à la barre que Karenzi était mort le lendemain, qui aurait été le 21 avril. Pièce à conviction P40C(F) (déclaration *Pro Justitia* de ZBE), p. 5. De plus, le témoin à décharge Nyiranzabonimana avait appris que Karenzi avait été tué le 21 avril dans la journée, devant l'hôtel Faucon. Quant au témoin à décharge BEJ01, il avait appris que Karenzi avait été tué le 21 avril 1994 et s'était rendu chez lui le lendemain. CRA, 10 juin 2011 (p. 3, 11 et 12), témoin Nyiranzabonimana ; CRA, 9 juin 2011 (p. 29 à 31 (huis clos)), BEJ01 ; voir aussi chap. II, point 6.4.

<sup>1581</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 80 à 82), AZM.

<sup>1582</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 79), AZD.

<sup>1583</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

et qu'il en avait impliqué d'autres dans des crimes afin de bénéficier de faveurs en prison, en tant que membre du comité *Ukuri*<sup>1584</sup>. La Chambre va examiner ces allégations à tour de rôle.

608. AZM était incarcéré au moment de sa déposition, et son statut de témoin complice pourrait amener la Chambre à considérer sa déposition avec la circonspection de mise. Cela dit, la Chambre estime que la position qu'il occupait au sein du comité *Ukuri* ne doit pas nécessairement faire croire que sa déposition est fabriquée ou sujette à caution. Fait à noter, AZM a nié qu'il avait dû donner le nom de personnalités « importantes » pour faire accepter sa reconnaissance de culpabilité, et la Défense n'a produit aucune autre preuve à l'appui de cette allégation<sup>1585</sup>.

609. En outre, la Défense a présenté des preuves établissant qu'AZM avait sciemment omis de citer les noms de « personnes qui occupaient des postes de responsabilité [dans le pays] », pour que sa reconnaissance de culpabilité soit acceptée<sup>1586</sup>. En particulier, lorsqu'il a dit à la barre qu'il avait pris un pot avec les autorités le 6 avril 1994, AZM a admis que dans sa déclaration faite aux enquêteurs du Tribunal en 2002, il avait à dessein omis d'évoquer la présence de Gatsinzi et de Habyarabatuma, car ils avaient « été obligés de ne pas citer les noms des personnes qui occupaient des postes de responsabilité au moment où [ils] fais[aient] [leurs] déclarations. [Cela leur] avait été interdit par l'autorité »<sup>1587</sup>. Le fait qu'il a admis avoir omis, dans un dessein trompeur, de communiquer des informations pertinentes aux enquêteurs du Tribunal, quelque raisonnable que puisse paraître l'explication avancée, justifie que la Chambre examine sa déposition avec circonspection.

610. Quant à AZD, la Chambre fait observer qu'elle a examiné en détail, ailleurs dans le présent jugement, le contexte général dans lequel il avait déposé<sup>1588</sup>. Les mêmes considérations relatives à la crédibilité générale conservent toute leur valeur face à cette allégation. La Chambre juge qu'il n'y a aucune raison apparente d'aborder sa déposition avec circonspection.

611. La Chambre va examiner à présent au fond les dépositions d'AZM et d'AZD concernant le meurtre de Karenzi. AZM a dit à la barre qu'un jour, en passant par le barrage, il y avait vu Karenzi vivant, qui se tenait près d'un militaire<sup>1589</sup>. Lorsqu'il était revenu 20 minutes plus tard, le

<sup>1584</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 282 à 284. La Défense a en outre indiqué qu'AZM, en tant qu'ancien membre du comité préfectoral de sécurité, avait intérêt à rejeter la responsabilité sur les « autres », afin d'éviter l'ire du Gouvernement rwandais contre ce comité. Ibid., par. 279. Elle n'a produit aucune preuve claire à l'appui de cette allégation.

<sup>1585</sup> Voir CRA, 24 janvier 2011 (p. 36 (huis clos)), AZM. La Chambre a évalué plus en détail, ailleurs dans le présent jugement, ce qu'importait le fait d'être membre du comité *Ukuri* et elle en a tenu compte ici. Voir chap. II, point 6.1.

<sup>1586</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 25 à 27 (huis clos)), AZM.

<sup>1587</sup> Ibid. (p. 20 à 24, et 25 à 27 (huis clos)), AZM.

<sup>1588</sup> Voir chap. II, point 4.1.

<sup>1589</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 81), AZM (« Q. Monsieur le Témoin, quand vous êtes passé par ce barrage routier la première fois, que faisait Karenzi ? R. Il ne faisait rien, il était tout simplement debout, à côté de ce militaire ») (non

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

militaire qui l'avait contrôlé lui avait dit qu'il venait d'abattre Karenzi de deux balles<sup>1590</sup>. Il avait dit au témoin AZM que Karenzi était en possession de tracts, et le témoin avait compris qu'il s'agissait d'un document se trouvant dans une serviette que portait Karenzi<sup>1591</sup>. AZM a confirmé la mort de Karenzi car il avait vu son corps<sup>1592</sup>. De plus, AZD avait également franchi à pied le barrage dit de l'hôtel Faucon et vu le corps de Karenzi gisant non loin de là<sup>1593</sup>. Toutefois, ni AZM, ni AZD n'avait été témoin oculaire du meurtre.

612. La Chambre note que les dépositions des deux témoins comportent des relations indirectes et de seconde main. AZM a vu le corps de Karenzi au barrage établi devant l'hôtel Faucon, mais il n'a pas vu le meurtre proprement dit et a seulement été informé, par le militaire qui se tenait là, des circonstances du meurtre – à savoir que Karenzi avait été abattu de deux balles. De même, ce n'est qu'en passant par le barrage qu'AZD y avait vu le corps de Karenzi, mais il n'a précisé ni comment il avait été tué ni la date du meurtre.

613. Cela étant, d'autres éléments de preuve tendent à étayer les dépositions d'AZM et d'AZD, à savoir que Karenzi avait été tué au barrage dit de l'hôtel Faucon ou à proximité immédiate de celui-ci. En particulier, des dépositions, tant celles à charge que celles à décharge, confirment qu'en quittant son domicile, Karenzi était bel et bien en vie<sup>1594</sup>. En outre, les témoins à charge Ntezimana et ZBE, et ceux à décharge, Nyirasafari et Nyiranzabonimana, avaient tous entendu dire que Karenzi avait été tué au barrage établi devant l'hôtel Faucon.

614. Un témoin, Habyarimana cité par la Défense, avait vu le corps de Karenzi ailleurs. Karenzi était son ancien professeur de physique à l'université de Butare. Il le connaissait donc bien et était en mesure de le reconnaître<sup>1595</sup>. Contrairement à tous les autres témoins ayant déposé sur ce fait, Habyarimana a dit à la barre qu'il avait vu le corps de Karenzi de l'endroit où il se trouvait devant l'hôtel Ibis, et non devant l'hôtel Faucon<sup>1596</sup>. La Chambre note que l'hôtel Ibis et l'hôtel Faucon sont tous deux situés sur l'artère principale qui traverse Butare<sup>1597</sup>. Les deux hôtels étant tout proches, le témoin aurait peut-être pu voir le corps de Karenzi, de l'endroit où il

---

souligné dans l'original). La Chambre note que l'utilisation du démonstratif « ce » donne à penser que le militaire qui venait tout juste d'avouer à AZM le meurtre de Karenzi était le même qui se tenait près de Karenzi, lorsqu'AZM avait franchi le barrage la première fois. Toutefois, on n'a pas demandé à AZM de confirmer s'il s'agissait bien du même militaire qu'il avait vu se tenir près de Karenzi, la première fois qu'il avait franchi le barrage. La Chambre ne peut donc dire sans crainte de se tromper que le militaire vu par AZM en compagnie de Karenzi vivant et le militaire qui lui avait confié avoir abattu Karenzi étaient une seule et même personne.

<sup>1590</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 81), AZM.

<sup>1591</sup> Id.

<sup>1592</sup> Voir CRA, 20 janvier 2011 (p. 81 et 82), AZM.

<sup>1593</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 80), AZD. Le témoin n'a pas été plus précis sur le lieu où gisait le corps.

<sup>1594</sup> Voir CRA, 24 février 2011 (p. 8 à 10), ZBA ; CRA, 25 mai 2011 (p. 43 et 44 et 54), témoin Habyarimana.\*NDT : Ces pages ne reflètent pas la teneur du texte anglais.

<sup>1595</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 50), témoin Habyarimana.

<sup>1596</sup> Ibid. (p. 51), témoin Habyarimana.

<sup>1597</sup> Voir le procès-verbal intitulé *Confidential Report on the Site Visit, 3 to 7 October 2011*, p. 3.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

se trouvait à l'hôtel Ibis. La Chambre considère que sa déposition ne peut pas raisonnablement être considérée comme contredisant d'autres témoignages selon lesquels Karenzi avait été tué à proximité de l'hôtel Faucon.

615. Ayant examiné les preuves à décharge, la Chambre estime que les témoignages indirects et par ouï-dire d'AZM et d'AZD disant que Karenzi avait été tué au barrage dit de l'hôtel Faucon ou à proximité immédiate de celui-ci sont convaincants. En effet, il ressort en général du dossier dont la Chambre est saisie que les barrages étaient le théâtre des meurtres des Tutsis, qui étaient tués tant par des militaires que par des miliciens<sup>1598</sup>. Compte tenu de la déposition d'AZM disant qu'il avait vu Karenzi vivant au barrage dit de l'hôtel Faucon, d'autres dépositions disant que son corps avait été vu gisant près de cet endroit, et des témoignages précisant qu'il avait été tué au barrage, la Chambre est convaincue, sur la base de l'ensemble des dépositions, que Karenzi a été tué au barrage dit de l'hôtel Faucon ou à proximité immédiate de celui-ci. Elle va à présent examiner la question de l'identité des auteurs du meurtre de Karenzi.

616. Comme indiqué plus haut, AZM a identifié, comme étant un élément de l'ESO, le militaire qu'il avait vu détenir Karenzi et qui lui avait confié plus tard qu'il avait tué celui-ci. Il s'est fondé sur le fait que le colonel Tharcisse Muvunyi lui avait dit, à une réunion tenue au stade Huye le 14 avril 1994, que le barrage établi devant l'hôtel Faucon était tenu par des militaires de l'ESO. En outre, AZM franchissait souvent à pied ce barrage et a noté qu'il « était évident » que les militaires qui le tenaient étaient des militaires de l'ESO. Ayant parlé au militaire qui lui avait confié qu'il avait tué Karenzi, AZM avait immédiatement su qu'il venait de l'ESO, d'après « l'information qui [lui] avait été donnée » et à en juger par son jeune âge<sup>1599</sup>. La Chambre note que le militaire qui avait parlé à AZM était en train de le contrôler, alors qu'il s'était présenté au barrage<sup>1600</sup>.

617. AZM n'a pas précisé l'heure qu'il était, mais il est certain que le fait qu'il se trouvait tout près du militaire et qu'il avait pu l'observer sans que rien ne vienne obstruer sa vue accrédite l'idée qu'il pouvait l'identifier<sup>1601</sup>. En outre, AZM avait franchi à pied le barrage dit de l'hôtel Faucon à deux reprises, en un court laps de temps, ce qui lui donnait toute latitude pour identifier les militaires qui s'y trouvaient. La Chambre considère en outre que le rôle de premier plan joué par AZM dans le maintien de l'ordre à Butare, avant et pendant le mois d'avril 1994, renforce sa capacité de distinguer les divers corps de militaires présents à Butare à cette époque. En effet, pour bien prouver qu'il fréquentait les responsables militaires, AZM a aussi évoqué la fonction

<sup>1598</sup> Voir chap. II, point 7.3.

<sup>1599</sup> Voir CRA, 20 janvier 2011 (p. 82), AZM.

<sup>1600</sup> Ibid. (p. 81), AZM.

<sup>1601</sup> La Chambre rappelle que le dossier ne permet pas de savoir avec certitude si le militaire qui avait tué Karenzi était le même que celui qui se tenait à ses côtés lorsqu'AZM les avait vus la première fois qu'il avait franchi le barrage dit de l'hôtel Faucon.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

qu'il occupait au sein du comité préfectoral de sécurité<sup>1602</sup>. Aussi la Chambre considère-t-elle que son identification du militaire ayant avoué le meurtre de Karenzi comme étant un élément de l'ESO est des plus fiables.

618. De nombreuses dépositions corroborent la déposition d'AZM et tendent à établir que les militaires de l'ESO tenaient ce barrage vers cette période. Fait à noter, AZD, lui-même militaire de l'ESO, avait vu d'autres militaires de l'ESO, notamment un premier sergent dont il ne se souvenait plus du nom, qui tenaient le barrage lorsqu'il y avait vu le cadavre de Karenzi<sup>1603</sup>. La Défense ne conteste pas et la Chambre ne doute pas qu'AZD, sous-officier de l'ESO en 1994, aurait pu identifier les militaires de l'ESO qui se trouvaient au barrage<sup>1604</sup>.

619. Par ailleurs, plusieurs autres témoins à charge ont identifié des militaires de l'ESO au barrage dit de l'hôtel Faucon, vers cette période<sup>1605</sup>. Deux témoins à décharge ont nié la présence de militaires de l'ESO à ce barrage et laissé entendre que seuls des civils le tenaient<sup>1606</sup>, mais la

<sup>1602</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 69 (huis clos), 73 et 74, et 78), AZM (« R. [J]’étais membre [du comité de sécurité] de par ma fonction et [...] je pouvais [y] rencontrer les responsables militaires »).

<sup>1603</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 77 à 79), AZD.

<sup>1604</sup> Ibid. (p. 64) et CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 6 et 7), AZD ; pièce à conviction P15 (fiche de renseignements personnels d'AZD).

<sup>1605</sup> Voir chap. II, point 7.3.5. Voir aussi CRA, 8 février 2011 (p. 61 et 63), témoin à charge ZBH (a indiqué que le barrage établi devant l'hôtel Faucon était « exclusivement » tenu par des militaires de l'ESO ; des civils s'y trouvaient également) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 8 et 9), témoin à charge ZAW (a parlé des barrages tenus par les militaires de l'ESO, dont l'un était établi devant l'hôtel Faucon) ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 19 à 22), témoin à charge BDE (a indiqué comment les militaires de l'ESO étaient déployés à divers « dépôts » et occupaient diverses positions dans la ville, y compris devant l'hôtel Faucon) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 74 à 76), témoin à charge YAA (a dit qu'il avait franchi un barrage établi devant l'hôtel Faucon vers le 12 ou le 13 avril 1994, barrage tenu par une douzaine de militaires de l'ESO en treillis et armés de fusils), et CRA, 2 février 2011 (p. 35) (selon lui, des barrages avaient été établis sur l'ordre des autorités de l'ESO) ; CRA, 7 février 2011 (p. 39 à 41), témoin à charge Gahizi (a parlé d'un barrage établi devant l'hôtel Faucon après la deuxième semaine qui avait suivi la chute de l'avion présidentiel, et tenu par des cadets de l'ESO) ; CRA, 14 février 2011 (p. 66 et 67, et 79), témoin à charge Ntezimana (le barrage établi devant l'hôtel Faucon était tenu par des militaires de l'ESO ; en particulier, un militaire avait refusé de laisser passer le témoin à ce barrage, alors qu'il était muni d'un laissez-passer délivré par le lieutenant Hategekimana du camp de Ngoma ; par la suite, en réponse à un autre militaire dépêché par Hategekimana pour lui transmettre l'ordre de laisser passer le témoin, le militaire en question avait dit qu'il ne recevait pas ses ordres de Hategekimana ; le témoin n'avait pu passer qu'à l'arrivée d'un adjudant qui, selon lui, venait de l'ESO et qui avait demandé au militaire de laisser passer le témoin) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 46), témoin à décharge Ruzindana (a franchi un barrage établi devant l'hôtel Faucon, mais n'a pas précisé qui tenait ce barrage) ; CRA, 9 juin 2011 (p. 62), témoin à décharge Hitayezu (a franchi un barrage établi devant l'hôtel Faucon) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 14), témoin à décharge Bunani, (a franchi un barrage établi devant l'hôtel Faucon). Voir, cependant, CRA, 31 janvier 2011 (p. 77), AZD (a rappelé qu'il avait également vu des civils au barrage établi devant l'hôtel Faucon) ; CRA, 25 mai 2011 (p. 51 et 52), témoin à décharge Habyarimana (n'avait pas vu de militaires dans la zone de l'hôtel Ibis, mais avait entendu dire que des gens « habillés en paille de banan[ier] » étaient responsables du meurtre de Karenzi).

<sup>1606</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 61 et 62), témoin à décharge Ntamagezo (a indiqué qu'un barrage était établi devant l'hôtel Faucon vers le 21 avril 1994 et était tenu par des civils) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 8 à 10), témoin à décharge CKN10 (a dit avoir franchi un barrage établi devant l'hôtel Faucon et tenu par des *Interahamwe*).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Chambre considère que, pris dans son ensemble, le dossier démontre sans aucun doute possible que des militaires de l'ESO se trouvaient au barrage établi devant l'hôtel Faucon lorsque Karenzi avait été tué à cet endroit, ou à proximité immédiate de celui-ci, vers le 21 avril 1994.

620. Ayant conclu que des militaires de l'ESO tenaient le barrage établi devant l'hôtel Faucon lorsque Karenzi avait été tué à cet endroit ou à proximité immédiate de celui-ci, la Chambre doit à présent se pencher sur l'identité des tueurs. Comme indiqué plus haut, aucun témoin n'a présenté une relation de première main du meurtre de Karenzi. Fait à noter, AZM avait vu Karenzi en vie, qui était interrogé par un militaire de l'ESO, lequel, une vingtaine de minutes plus tard, avait confié au témoin qu'il avait abattu Karenzi de deux balles. Le témoin à décharge Habyarimana a dit qu'il avait vu des gens qu'il connaissait, dont Karenzi, « qu'on avait abattus », ce qui corrobore indirectement la relation d'AZM relative aux circonstances du meurtre de Karenzi<sup>1607</sup>.

621. La Chambre aborde la déposition d'AZM avec la circonspection de mise et note que sa relation disant qu'un militaire de l'ESO avait tué Karenzi est une preuve indirecte et relève de l'ouï-dire. Cependant, la Chambre juge que ce témoignage est étayé par de nombreux éléments de preuve circonstanciels qui le rendent vraiment crédible et estime qu'il est fiable au-delà de tout doute raisonnable<sup>1608</sup>. Tout d'abord, il est incontesté que des militaires de l'ESO se trouvaient au barrage établi devant l'hôtel Faucon, vers le 21 avril 1994, lorsque Karenzi avait été tué. Les militaires qui tenaient les barrages étaient souvent armés, procédaient au contrôle d'identité et, parfois, participaient au meurtre de Tutsis<sup>1609</sup>.

622. Selon la Chambre, la seule conclusion raisonnable est que Karenzi avait été abattu par un militaire de l'ESO chargé d'assurer la sécurité à ce barrage. Pour arriver à cette conclusion, la Chambre n'en a pas moins considéré d'autres témoignages disant que des civils, agissant sur l'ordre des militaires, avaient commis des meurtres aux barrages. Compte tenu du fait que le professeur Karenzi avait été abattu, qu'AZM l'avait vu aux mains d'un militaire de l'ESO (et non de civils) et que celui-ci avait reconnu qu'il l'avait tué, les preuves indirectes couplées à

<sup>1607</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 50 et 51), témoin Habyarimana. On n'a pas demandé à AZM s'il avait vu les blessures par balles sur le corps de Karenzi. AZM s'était contenté de dire qu'il avait vu le corps.

<sup>1608</sup> Consciente des faiblesses qu'elle a relevées dans la déposition d'AZM, la Chambre estime que la relation par ouï-dire de Habyarimana disant que des personnes vêtues de feuilles de bananier avaient tué Karenzi ne suscite pas davantage de doutes. La déposition de Habyarimana a une valeur probante bien inférieure à celle d'AZM. La source d'information d'AZM était un militaire posté au barrage, qui avait affirmé avoir observé lui-même les faits : en réalité, il avait dit qu'il avait tué le professeur. En revanche, la source d'information des « passants » est inconnue. L'on ignore d'où ils tenaient ce qu'ils avaient dit à Habyarimana, à savoir que des personnes vêtues de feuilles de bananier avaient tué Karenzi. CRA, 25 mai 2011 (p. 51), témoin Habyarimana, (« R. En posant les questions aux passants, parce que c'[était] devant l'Ibis... [sur] une route principale de la ville, ils [avaient dit] : voilà, on ne connaît pas les tueurs, ils sont venus tôt le "matin" et ils étaient habillés en paille de banan[ier], et puis, ils ont tué les gens, et puis, ils sont partis »). La possibilité que l'information qu'ils avaient donnée soit de seconde main, ou plus atténuée, suscite des doutes raisonnables quant à sa fiabilité.

<sup>1609</sup> Voir chap. II, points 7.1 à 7.3.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

celles par ouï-dire écartent les faiblesses naturellement inhérentes à chaque type de déposition pris individuellement. De plus, la preuve par ouï-dire est particulièrement solide, vu le caractère direct de la source d'information (à savoir le tueur lui-même), l'immédiateté avec laquelle le militaire avait partagé cette information avec AZM, et le fait qu'elle était de nature à incriminer le militaire lui-même. Ces facteurs écartent tout doute raisonnable : le tueur ne pouvait être une personne autre que ce militaire de l'ESO.

623. La Chambre rappelle que BEJ01, un civil, avait été reconnu coupable du meurtre de Karenzi. Elle fait observer que le jugement ainsi rendu n'explique pas comment BEJ01 avait tué Karenzi ou contribué à son meurtre [assassinat]<sup>1610</sup>. Vu les preuves établissant que des militaires de l'ESO et des civils collaboraient souvent au meurtre de Tutsis, la Chambre considère que la condamnation de BEJ01 ne suscite aucun doute sur le fait qu'un militaire de l'ESO, de faction au barrage routier dit de l'hôtel Faucon, avait tué Karenzi. La Chambre examinera dans ses conclusions juridiques si Nizeyimana peut être tenu responsable de ce meurtre.

*ii) Meurtre d'Alphonsine Mukamusi*

624. Il est incontesté qu'Alphonsine Mukamusi a été tuée chez elle vers le 21 avril 1994. ZBA a vu son cadavre ce jour-là, après avoir entendu des coups de feu et vu les agresseurs quitter la maison. De même, le témoin à décharge BEJ01 a téléphoné chez elle [Alphonsine] ce jour-là et, n'ayant eu aucune réponse, il s'est rendu chez elle le 22 avril et l'a trouvée morte.

625. La question subsiste de savoir qui a tué Alphonsine Mukamusi. Fait à noter, ZBA se cachait dans le [faux] plafond lorsque Mukamusi avait été tuée, et ne pouvait donc pas identifier visuellement les agresseurs. Elle avait par ailleurs appris d'une source non identifiée que ceux-ci étaient des éléments de la Garde présidentielle affectés à la garde de la maison de Bararengana<sup>1611</sup>. Comme indiqué plus haut, Nyiramasafari a dit à la barre, à propos du meurtre de Karenzi, que des éléments de la Garde présidentielle avaient escorté Karenzi hors de sa maison. Vu la conviction inexplicée de ZBA que les personnes ayant enlevé Karenzi étaient revenues tuer Mukamusi, la relation de Nyiramasafari permet de conclure raisonnablement que les mêmes éléments de la Garde présidentielle étaient revenus dans la maison et avaient tué Mukamusi.

626. La Chambre a examiné au fond la déposition évoquée ci-dessus et noté qu'elle n'avait guère de valeur probante. Cela étant, il ne ressort pas du dossier que des militaires de l'ESO se soient jamais rendus chez Mukamusi. On peut raisonnablement conclure que l'assassinat de

<sup>1610</sup> Voir pièce à conviction P52 (arrêt [de la cour d'assises de Bruxelles-Capitale]), p. 12 (« Par acte ou omission, ... commis un homicide intentionnel » sur la personne de Karenzi).

<sup>1611</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 9), ZBA. Il ressort de la déposition de ZBA qu'elle pensait que les personnes ayant enlevé Karenzi étaient les mêmes qui étaient revenues tuer Mukamusi (« Et puis nous les avons entendus partir. Nous avons essayé d'appeler l'épouse de Karenzi. Mais, quand nous l'avons appelée, elle nous a demandé de garder silence. Et puis les assaillants sont revenus et ils ont demandé à l'épouse de Karenzi de leur donner de l'argent ... »).



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Mukamusoni s'inscrivait dans le cadre de la même opération qui avait débouché sur la mort de Karenzi au barrage dit de l'hôtel Faucon. Cependant, les meurtres [intentionnels] ont été commis à deux endroits différents. De plus, les militaires de l'ESO ont été mis en cause dans la mort de Karenzi en raison essentiellement des positions fixes qu'ils occupaient au barrage dit de l'hôtel Faucon et de la nature des opérations qu'ils y menaient. En conséquence, les éléments de preuve laissent raisonnablement entrevoir la possibilité que les agresseurs non identifiés, qui pouvaient être des éléments de la Garde présidentielle, soient revenus chez Mukamusoni et l'aient tuée, à l'insu des militaires de l'ESO postés au barrage dit de l'hôtel Faucon, et sans que ceux-ci y aient contribué de manière significative ou importante.

627. Par ailleurs, les preuves à charge ne mettent pas directement en cause Nizeyimana dans ce meurtre [assassinat]. Aussi la Chambre n'est-elle pas en mesure de conclure que celui-ci a contribué de manière significative ou importante au meurtre [assassinat] de Mukamusoni. Le dossier ne permet pas d'établir que les subordonnés de Nizeyimana, sur lesquels il exerçait un contrôle effectif, avaient commis ce meurtre [assassinat]. Cette allégation est donc rejetée.

## **6.6 Meurtres de Matabaro, Nyirinkwaya et d'autres personnes**

### *Introduction*

628. Selon l'acte d'accusation, vers le 20 avril 1994, Nizeyimana a conduit des militaires de l'ESO aux domiciles respectifs de Jean Baptiste Matabaro et Zéphanie Nyirinkwaya. Conformément aux instructions de l'accusé, ces militaires ont fait usage de la force pour conduire les membres des familles Matabaro, Nyirinkwaya, Hitimana, Ntakirutinka, Nyandwi et autres dans un champ situé à proximité du domicile de Jean Baptiste Matabaro [et les tuer]. Les témoins à charge BZC, BXF, ZBJ, AJP, Rony Zachariah et AZM ont déposé à propos de ces faits<sup>1612</sup>.

629. La Défense conteste l'exactitude et la concordance des témoignages à charge et invoque un alibi donnant à penser que Nizeyimana ne se trouvait pas à Butare le soir des meurtres. Les témoins à décharge MOL08, CKN20, Aggripine Nyiranzabonimana, RWV08, Irénée Hitayezu et KEN06 ont déposé à cet égard<sup>1613</sup>.

<sup>1612</sup> Acte d'accusation, par. 22 et 40. Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 400 à 438 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 27 et 28 (réquisitions)).

<sup>1613</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 10, 13 et 14, 29, 50 et 51, 127 et 128, 135, 189, 194, et 208 à 231 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 42 à 44, et 50 à 53 (plaidoiries))\*NDT : Le texte anglais mentionne, à la fin du CRA, la page 639. Or, le même texte ne comporte que 83 pages. Il est fait état au témoignage de Marie Paul Spielmann. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 215, dernières conclusions écrites du Procureur, par. 411 et 413. La Chambre fait observer qu'un extrait d'une déclaration signée par les témoins Spielmann et Zachariah a été lue pour les besoins du procès-verbal. CRA, 31 janvier 2011 (p. 14 et 15), témoin Spielmann. La mention « moi-même et Marie-Paule » figurant dans la déclaration semble indiquer que celle-ci a été rédigée par le témoin Zachariah. Ibid., p. 14. Il a été demandé au témoin Spielmann de confirmer un seul point de la déclaration, à savoir

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### Dépositions

#### Témoign à charge BZC

630. À partir des environs du 6 avril 1994, BZC, d'ethnie tutsie, habitait dans la concession de Matabaro, qui jouxtait directement la maison de Nizeyimana<sup>1614</sup>. Le témoin s'y trouvait avec cinq membres de sa famille, avec des voisins, à savoir Ignace Nyandwi, son fils Kevin et une baby-sitter, ainsi que d'autres personnes dont il ne se souvenait plus du nom<sup>1615</sup>. Vers 18 heures le 22 avril, une dizaine de militaires de l'ESO, portant des uniformes de camouflage et des bérets noirs, avaient fait irruption dans la maison et avaient dit à la vingtaine de personnes qui s'y trouvaient, hormis Matabaro, d'en sortir<sup>1616</sup>.

631. En sortant de la maison, BZC avait vu Nizeyimana, à un mètre de distance, vêtu d'une tenue de sport à rayures bleues et blanches, qui se tenait près d'un militaire. Il connaissait le capitaine Nizeyimana, pour l'avoir vu régulièrement dans le quartier pendant que lui-même se trouvait chez les Matabaro et lors de ses précédentes visites dans cette famille<sup>1617</sup>.

632. Une fois dans la rue, les militaires avaient dit aux personnes sorties de chez Matabaro de tourner « à droite », et elles étaient entrées chez le sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya<sup>1618</sup>. Toutefois, cinq militaires avaient immédiatement ordonné au groupe de sortir, et les 15 à 20 personnes qui étaient ainsi entrées chez Nyirinkwaya avaient dû partir<sup>1619</sup>.

633. À mesure que le groupe avançait dans Butare, deux ou trois militaires postés à chaque coin de rue leur ordonnait de tourner à droite, puis à gauche et encore à gauche jusqu'à ce qu'ils se retrouvent dans un cul-de-sac<sup>1620</sup>. Là, le témoin avait vu quatre à cinq silhouettes en tenue claire, se tenant à une distance d'environ 150 à 200 mètres. Il avait cru qu'il s'agissait de Jean

---

que les auteurs avaient été identifiés comme étant des militaires de la Garde présidentielle et des *Interahamwe*. Ibid., p. 15. Elle a dit à la barre qu'elle avait rédigé des notes sur les faits, une fois arrivée à Bujumbura. Id. La Chambre a longuement exposé, ailleurs dans le présent jugement, que le Tribunal privilégiait les dépositions de témoins en personne, et que la simple lecture d'une déclaration consignée au procès-verbal ne faisait pas de celle-ci un témoignage direct. Voir chap. II, point 3.4. La même logique s'applique ici. La Chambre tient donc compte du témoignage de Spielmann, mais au regard du raisonnement énoncé plus haut, ne le résumera pas dans la section consacrée aux dépositions.

<sup>1614</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 57 et 58 (huis clos)), BZC ; pièce à conviction P34 (fiche de renseignements personnels de BZC).

<sup>1615</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 58 à 59 (huis clos), 60, 65, et 78 à 80 (huis clos)), BZC.

<sup>1616</sup> Ibid. (p. 60 à 63, et 74 (huis clos)), BZC.

<sup>1617</sup> Ibid. (p. 58 et 59 (huis clos), 60, et 62 et 63), BZC.

<sup>1618</sup> Ibid. (p. 60 à 63), BZC.

<sup>1619</sup> Ibid. (p. 61 et 63), BZC. Il a dit ailleurs à la barre que la maison de Zéphanie Nyirinkwaya se trouvait à la gauche de la concession de Matabaro. Ibid. (p. 58 (huis clos)).

<sup>1620</sup> Ibid. (p. 61 à 63), BZC.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Baptiste Matabaro, Zéphanie Nyirinkwaya, Ignace Nyandwi et Théodore Hitimana<sup>1621</sup>. Aussitôt, il avait entendu des coups de feu tirés par intermittence suivis par les bruits de pas des militaires qui venaient vers eux. Il avait entendu quelqu'un crier : « Exécutez ! », et cet ordre était suivi par des tirs continus dans sa direction et vers ceux qui l'accompagnaient, dont des femmes âgées et des tout-petits. L'attaque avait duré environ 45 minutes<sup>1622</sup>. Quelque six à sept membres du groupe, dont BZC, avaient fui dans la brousse attenante et y étaient restés toute la nuit<sup>1623</sup>.

634. Vers 5 heures le lendemain matin, 23 avril 1994, les rescapés étaient retournés dans la concession de Matabaro avant de se rendre chez le voisin burundais<sup>1624</sup>. Certains des blessés avaient été emmenés par des représentants de Médecins sans frontières, tandis que le témoin et les autres rescapés avaient fui vers la commune de Maraba<sup>1625</sup>.

#### Témoin à charge BXF

635. En avril 1994, BXF, titulaire d'une carte d'identité portant la mention « Hutu », habitait chez les Matabaro dans la cellule de Buye, à Butare, ainsi qu'une trentaine d'autres personnes<sup>1626</sup>. La maison en question était dans le voisinage immédiat de celle de Nizeyimana<sup>1627</sup>. Le témoin ignorait à quel groupe ethnique appartenaient les autres personnes qui habitaient chez les Matabaro<sup>1628</sup>.

636. Le témoin pensait que le Président Théodore Sindikubwabo avait rencontré les ministres et les autorités préfectorales le 20 avril 1994, et il avait entendu le discours prononcé par le Président. À la suite de ce discours, les parents du témoin, inquiets pour leur sécurité, avaient prévu de fuir Butare avec lui<sup>1629</sup>. Toutefois, le lendemain du discours, à savoir le 21 avril, un militaire, que le témoin avait reconnu pour l'avoir vu dans l'arrière-cour de Nizeyimana, était entré chez les Matabaro et avait ordonné aux personnes présentes, notamment la mère du témoin,

<sup>1621</sup> Ibid. (p. 63 et 64), BZC. Ces hommes étaient ensemble sur le balcon, à l'arrivée des militaires chez Matabaro et n'étaient plus là lorsque les autres, y compris BZC, avaient été contraints de sortir. Ibid. (p. 61, et 63 et 64).

<sup>1622</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 61 à 64, et 73 (huis clos)), BZC.

<sup>1623</sup> Ibid. (p. 62 à 65), BZC. Parmi les rescapés, il y avait Mme Matabaro, qui avait reçu une balle dans le ventre, le fils de Nyirinkwaya, qui était tombé dans une rigole et disait qu'il ne pouvait bouger, et une fille blessée à la poitrine et au bras. Le père de BZC avait été tué dans cette attaque. Ibid. (p. 62, et 64 et 65).

<sup>1624</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 62, 64 et 65), BZC. Le témoin ne se rappelait pas le nom du voisin. Ibid. (p. 58 (huis clos)).

<sup>1625</sup> Ibid. (p. 62 et 65, 74 et 75 (huis clos), et 77 (huis clos)), BZC. Le témoin a dit à la barre qu'un garçon et une fille blessés avaient été emmenés par des représentants de Médecins sans frontières et pensait que sa mère les avait peut-être accompagnés à l'hôpital.

<sup>1626</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 4 et 5, 7 et 11 (huis clos) et 15) (audience publique), BXF. Le témoin n'a pas dévoilé son ethnicité, expliquant qu'on ne lui avait jamais dit s'il était Hutu ou Tutsi. Ibid. (p. 8 (huis clos), 13 et 22, 26 et 51 (huis clos)) ; voir aussi la pièce à conviction P33 (fiche de renseignements personnels de BXF).

<sup>1627</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 7, et 7 à 9 (huis clos)), BXF.

<sup>1628</sup> Ibid. (p. 15), BXF.

<sup>1629</sup> Ibid. (p. 4, et 12 et 13), BXF.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

ses deux frères, ses trois sœurs, les mères et les enfants des familles Ntakirutinka et Hitimana, de ne pas quitter la maison<sup>1630</sup>. Le militaire était sorti mais il se tenait tout près de la maison qu'il surveillait<sup>1631</sup>.

637. Le lendemain 22 avril 1994 vers 17 h 30 ou 18 heures, Nizeyimana était arrivé chez les Matabaro, vêtu d'un « équipement de sport » bleu strié de blanc<sup>1632</sup>. Trois ou quatre militaires portant des uniformes semblables à ceux que portaient les militaires que le témoin avait vus précédemment postés chez le capitaine Nizeyimana accompagnaient celui-ci<sup>1633</sup>. Les militaires avaient ordonné au témoin, à sa mère, à ses frères et sœurs ainsi qu'à la mère et aux enfants de la famille Ntakirutinka de sortir de la maison, disant qu'ils recherchaient des *Inyenzis*<sup>1634</sup>. BXF avait alors demandé aux militaires s'ils devaient leur montrer leurs cartes d'identité mais ils avaient répondu par la négative<sup>1635</sup>. Tandis que les militaires leur donnaient des ordres, le témoin avait constaté que son père et d'autres résidents de sexe masculin n'étaient pas présents, et il avait supposé qu'ils avaient déjà été enlevés<sup>1636</sup>.

638. Pendant que les militaires fouillaient la concession, le témoin et les autres personnes qui étaient parties avec lui de la maison des Matabaro étaient allés se cacher à la résidence du sous-préfet « Zéphanie »<sup>1637</sup>. Cinq minutes plus tard, deux militaires étaient arrivés et avaient conduit le groupe, auquel s'étaient ajoutés la femme et les enfants de Zéphanie, en direction de la maison d'un militaire non loin des bois situés près du centre culturel français, et ils avaient trouvé un autre groupe de militaires<sup>1638</sup>. Là, les militaires avaient ouvert le feu sur eux. Le témoin s'était écroulé et avait vu que sa mère avait été touchée au ventre<sup>1639</sup>. Après une dizaine de minutes, les tirs avaient cessé et le témoin avait entendu des militaires dire qu'ils devaient aller piller les biens des victimes et revenir ensuite « pour achever » les survivants<sup>1640</sup>. BXF avait laissé sa mère sur place et s'était rendu chez son voisin où il avait passé la nuit<sup>1641</sup>.

639. Le lendemain matin à 5 heures, le témoin avait retrouvé sa mère là où il l'avait laissée dans une « situation critique ». Il avait vu aussi que son « frère » et ses « sœurs » avaient été

<sup>1630</sup> Ibid. (p. 11 (huis clos), 12 et 13, et 21), BXF.

<sup>1631</sup> Ibid. (p. 13), BXF.

<sup>1632</sup> Ibid. (p. 14 à 17, et 38 à 42 (huis clos)), BXF. Voir aussi p. 17 (« j'ai juste remarqué la présence d'un qui était en tenue civile, j'ai pu le reconnaître parce que c'était un voisin »).

<sup>1633</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 16 et 17), BXF.

<sup>1634</sup> Ibid. (p. 16 à 18), BXF.

<sup>1635</sup> Ibid. (p. 16, 22 et 23), BXF.

<sup>1636</sup> Ibid. (p. 13 à 15), BXF.

<sup>1637</sup> Ibid. (p. 14, et 17 à 19), BXF. BXF, sa mère, ses frères et sœurs ainsi que la femme et les enfants de Ntakirutinka étaient passés devant la maison du docteur Barahira avant d'atteindre celle du sous-préfet. Ibid., p. 17 et 18.

<sup>1638</sup> Ibid. (p. 14, et 18 et 19), BXF.

<sup>1639</sup> Ibid. (p. 14 et 19), BXF.

<sup>1640</sup> Ibid. (p. 19).

<sup>1641</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

touchés à la tête<sup>1642</sup>. Il était allé demander de l'aide à un docteur du voisinage, mais alors qu'il attendait une ambulance sur la route près d'un fossé, des militaires étaient arrivés à bord d'une camionnette. Ils disaient qu'ils cherchaient le « petit *Inyenzi* », ce qui avait poussé le témoin à prendre la fuite<sup>1643</sup>.

640. Puis, il s'était rendu chez le docteur Jotham, directeur de l'hôpital universitaire de Butare. Celui-ci, résigné devant cette situation désespérée, avait dit au témoin qu'il était improbable que sa mère survive<sup>1644</sup>. Le témoin avait passé la nuit chez les Jotham, et avait compris que, pour sa propre survie, il devait cesser de tenter de sauver sa mère. Celle-ci avait succombé à la blessure reçue lors de la fusillade, et le père, la sœur ainsi que les frères du témoin étaient morts, eux aussi<sup>1645</sup>.

641. L'épouse du docteur Jotham avait obtenu de la femme du général Marcel Gatsinzi que le témoin puisse habiter avec des membres de la famille élargie de Gatsinzi venus de Kigali. Le témoin avait quitté cette maison après deux semaines, lorsqu'un militaire portant la montre de son père avait menacé de le faire sortir de là<sup>1646</sup>. Le témoin était allé vivre chez sa tante à Gikongoro, où il avait vu Nizeyimana à plusieurs reprises. Chaque fois, le capitaine était au volant d'une Volkswagen Jetta de couleur rouge, qui appartenait à Matabaro en avril 1994<sup>1647</sup>.

#### Témoin à charge ZBJ

642. En avril 1994, ZBJ, d'ethnie tutsie, habitait avec une quarantaine d'autres personnes dans la concession des Matabaro située devant celle de Nizeyimana, dans la cellule de Buye à Butare<sup>1648</sup>. Le 22 avril 1994, entre 17 h 30 et 18 heures, des militaires étaient arrivés chez les Matabaro et avaient ordonné à tout le monde de sortir de la maison. Au moment où elle sortait, ZBJ avait vu Nizeyimana qui se tenait à deux ou trois pas d'elle, portant un « ensemble jogging » de couleur bleue<sup>1649</sup>. Elle connaissait le capitaine Nizeyimana pour avoir habité en face de chez lui pendant près de deux ans<sup>1650</sup>. Elle a aussi reconnu quelques-uns des militaires qui gardaient la résidence de Nizeyimana<sup>1651</sup>. Il y avait une dizaine de militaires dans la concession<sup>1652</sup>.

<sup>1642</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 18 à 21), BXF.

<sup>1643</sup> Ibid. (p. 20), BXF.

<sup>1644</sup> Id.

<sup>1645</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 20 et 21 (audience publique) et 41 (huis clos)), BXF.

<sup>1646</sup> Ibid. (p. 20 et 21 (audience publique) et 42 à 50 (huis clos)), BXF.

<sup>1647</sup> Ibid. (p. 23 et 24), BXF.

<sup>1648</sup> CRA, 25 février 2011 (p. 4, 6 (huis clos) et 13), ZBJ ; pièce à conviction P39 (fiche de renseignements personnels de ZBJ). Il est mentionné sur la carte d'identité de 1994 de ZBJ qu'elle est d'ethnie hutue. Toutefois, après en avoir discuté avec un parent inconnu, elle croit maintenant qu'elle est Tutsie et se définit comme telle. Ibid, p. 21 (huis clos).

<sup>1649</sup> Ibid. (p. 10), ZBJ.

<sup>1650</sup> Ibid. (p. 6 (huis clos), 9 et 10), ZBJ.

<sup>1651</sup> Ibid. (p. 6 et 7 (huis clos), 14), ZBJ.

<sup>1652</sup> Ibid. (p. 13), ZBJ.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

643. Alors qu'il faisait encore jour, ZBJ et l'épouse de Matabaro s'étaient rendues à côté chez le sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya. Là, l'épouse de Nyirinkwaya leur avait appris que Matabaro, Nyirinkwaya et les autres hommes qui se trouvaient ensemble sur le balcon des Matabaro avaient été emmenés par des militaires<sup>1653</sup>.

644. D'autres militaires étaient arrivés. Ils disaient : « Mais ces imbéciles, comment ils se sont dirigés ici, sortez, sortez vite »<sup>1654</sup>. ZBJ s'était cachée avec sa cousine sous un lit dans l'une des chambres des enfants. La femme de Nyirinkwaya était entrée dans la pièce un court instant, en compagnie de militaires que ZBJ avait reconnus à leurs bottes. Après leur départ, elle avait entendu des tirs espacés, suivis de tirs « en masse », pendant environ 45 minutes<sup>1655</sup>. Sa cousine et elle avaient passé la nuit sous le lit<sup>1656</sup>.

645. Le matin du 23 avril 1994, ZBJ et sa cousine étaient allées à la maison voisine où habitait Ruzindaza, le président du tribunal de première instance<sup>1657</sup>. ZBJ connaissait bien la famille, mais Ruzindaza les avait empêchées de parler à sa femme « Agrippine »<sup>1658</sup>. Il leur avait dit de retourner dans leur concession ; il leur avait ordonné de partir immédiatement, dès qu'il avait vu l'un des frères de ZBJ<sup>1659</sup>. À l'extérieur, celle-ci avait trouvé son frère en compagnie d'autres personnes, dont l'une de ses cousines qui avait un sein découvert et était blessée au bras<sup>1660</sup>.

646. Ils étaient retournés dans la concession des Matabaro. Alors qu'ils s'y trouvaient, Jean Marie Vianney Habyarabatuje, un ami de la famille Matabaro, avait téléphoné ; il avait dit à ZBJ qu'il avait entendu dire que les militaires avaient attaqué la concession et tué tout le monde<sup>1661</sup>. Il lui avait dit qu'il viendrait avec des militaires les prendre chez un voisin, qui enseignait à l'école EAVK<sup>1662</sup>. Quand ils étaient arrivés chez le professeur, celui-ci avait paniqué et était aussitôt parti<sup>1663</sup>. Peu après, Habyarabatuje était arrivé avec des « militaires » inconnus à bord d'un « pickup ». ZBJ avait reconnu l'un des militaires comme étant le fils de Nyiramasuhuko, « Shalom ». Celui-ci leur avait demandé s'il y avait des enfants de Matabaro qui étaient restés, et ils lui avaient répondu négativement, précisant que tous ses enfants avaient été tués<sup>1664</sup>. Ils

<sup>1653</sup> Ibid. (p. 4, et 10 et 11), ZBJ.

<sup>1654</sup> Ibid. (p. 11), ZBJ.

<sup>1655</sup> Ibid. (p. 11 et 14), ZBJ.

<sup>1656</sup> Ibid. (p. 11 et 15), ZBJ.

<sup>1657</sup> Ibid. (p. 4 et 12), ZBJ.

<sup>1658</sup> Ibid. (p. 12 et 14), ZBJ.

<sup>1659</sup> Id.

<sup>1660</sup> CRA, 25 février 2011, p. 12, ZBJ.

<sup>1661</sup> Ibid. (p. 15 à 17), ZBJ.

<sup>1662</sup> Id. Selon ZBJ, le professeur était un Burundais, mais son témoignage n'indique pas clairement qui, de ce professeur ou du médecin, s'appelait Barahira. CRA, 25 février 2011 (p. 4 et 16), ZBJ.

<sup>1663</sup> CRA, 25 février 2011 (p. 16), ZBJ.

<sup>1664</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

avaient dit aux militaires qu'ils étaient des domestiques, après quoi, ils avaient été escortés jusqu'à la commune de Maraba<sup>1665</sup>.

647. Presque toutes les personnes qui habitaient chez les Matabaro, ainsi que les 10 à 15 personnes qui se trouvaient dans la concession des Nyirinkwaya avaient été tuées le 22 avril 1994. Parmi les victimes figuraient le père de ZBJ, sa mère, son jeune frère, sa jeune sœur, son oncle et nombre de ses amis non identifiés<sup>1666</sup>. ZBJ avait revu Nizeyimana à Gikongoro en juillet à bord d'une Volkswagen de couleur rouge. Ce véhicule avait appartenu à Ignace Nyandwi, qui habitait chez les Matabaro en avril<sup>1667</sup>.

#### Témoin à charge AJP

648. AJP, d'ethnie hutue, habitait à Butare en avril 1994<sup>1668</sup>. Ancien cadet de l'ESO, il entretenait des rapports étroits avec Nizeyimana ; il avait dit que la maison du capitaine était située directement [à l'arrière de] la concession des Matabaro, dont elle n'était séparée que par une clôture<sup>1669</sup>. Après le 6 avril, six militaires de l'ESO composaient l'escorte personnelle de Nizeyimana, et différents autres militaires de l'ESO venaient régulièrement à la résidence du capitaine après le 20 avril<sup>1670</sup>.

649. À une date non spécifiée, environ deux jours avant l'attaque lancée contre la famille Ngarambe qui, d'après les souvenirs d'AJP, avait eu lieu le 24 ou le 25 avril 1994, il se trouvait chez Nizeyimana et avait entendu celui-ci ordonner à des militaires d'aller tuer les membres de la famille Matabaro<sup>1671</sup>. Le témoin était resté sur place avec Nizeyimana, tandis que les militaires partaient ; ils étaient revenus entre 20 heures et 20 h 30 ce soir-là et avaient dit à Nizeyimana qu'ils avaient accompli leur tâche<sup>1672</sup>.

650. Par la suite, à un moment non spécifié, Nizeyimana avait ordonné à AJP de se rendre dans la concession des Matabaro pour y prendre le véhicule de marque Volkswagen Jetta<sup>1673</sup>. Le témoin et Longin Rudasingwa ont ramené le véhicule chez l'accusé, puis il a été confié par Rudasingwa à la SORWAL où il est resté jusqu'au moment où Nizeyimana a fui Butare<sup>1674</sup>.

<sup>1665</sup> Id.

<sup>1666</sup> CRA, 25 février 2011 (p. 14 et 15), ZBJ.

<sup>1667</sup> Ibid. (p. 7 (huis clos), et 17 et 18), ZBJ.

<sup>1668</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 85 (huis clos)) et 15 février 2011 (p. 3 à 5 (huis clos), 7, 36 (huis clos), 67 (huis clos), et 70 à 72 (huis clos)), AJP ; pièce à conviction P28 (fiche de renseignements personnels d'AJP).

<sup>1669</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 84 et 85 (huis clos)) et 15 février 2011 (p. 3 à 5 (huis clos), 7, 15 (huis clos), 36 (huis clos), 67 (huis clos), et 70 à 72 (huis clos)), AJP.

<sup>1670</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 8, 14 et 15 (huis clos) et 22), AJP.

<sup>1671</sup> Ibid. (p. 15 (huis clos) et 20), AJP.

<sup>1672</sup> Ibid. (p. 15 (huis clos), 20 et 21, et 75 et 76 (huis clos)), AJP.

<sup>1673</sup> Ibid. (p. 15 (huis clos)), AJP.

<sup>1674</sup> Ibid. (p. 15 à 17 (huis clos)), AJP.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Auparavant, un chauffeur de la SORWAL avait conduit le véhicule au camp militaire de Cyangugu, tandis que l'accusé suivait à bord d'un véhicule militaire<sup>1675</sup>. Quand il était allé récupérer le véhicule dans la concession des Matabaro, le témoin avait vu plus de 10 cadavres sur la route menant à l'EFOTEC, non loin de la résidence des Matabaro<sup>1676</sup>.

#### Témoin à charge Rony Zachariah

651. Le témoin Zachariah, un médecin luxembourgeois, a travaillé pour Médecins sans frontières à Butare du 20 février au 24 avril 1994 et il habitait la localité de Buye<sup>1677</sup>. Le matin du 22 avril, le témoin s'est rendu en voiture chez le sous-préfet Zéphanie pour conduire celui-ci à une réunion<sup>1678</sup>. En venant de la cellule de Buye, le témoin a vu plusieurs corps à l'extérieur de la maison de Zéphanie et est descendu du véhicule pour les examiner<sup>1679</sup>. Puis, la belle-sœur de Zéphanie a couru vers le témoin. Elle présentait une blessure par balle à la poitrine<sup>1680</sup>. Elle a dit que les *Interahamwe* et un élément de la Garde présidentielle étaient venus chez elle la nuit précédente vers 22 heures et avaient enlevé et tué les membres de sa famille<sup>1681</sup>. Pendant qu'elle parlait ainsi, le témoin avait entendu gémir le fils de Zéphanie, qui gisait tout près dans une rigole<sup>1682</sup>. Le témoin l'a trouvé ; une balle avait traversé son fémur de part en part<sup>1683</sup>.

652. Zachariah a dit à la belle-sœur de Zéphanie de monter dans son véhicule et il y a également porté le fils de Zéphanie. Deux jeunes militaires, portant un uniforme vert et un béret dont le témoin avait oublié la couleur, s'étaient approchés et avaient tenté de tirer le garçon hors de la voiture<sup>1684</sup>. Les militaires, qui avaient l'air « jeune », « agité et énervé » et inexpérimenté, avaient demandé à voir les cartes d'identité des victimes<sup>1685</sup>. Pendant que les militaires tiraient le garçon [hors de la voiture], le témoin, après leur avoir promis de les soigner, si besoin en était, avait réussi à les convaincre de le laisser l'emmener<sup>1686</sup>.

<sup>1675</sup> Ibid. (p. 16 et 17 (huis clos)), AJP. La SORWAL est une fabrique d'allumettes, CRA, 14 février 2011 (p. 85 (huis clos)), AJP.

<sup>1676</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 15 et 16 (huis clos)), AJP. Le témoin a dit que l'endroit où il avait vu les corps se trouvait à l'emplacement actuel de l'hôtel Le Petit Prince. Ibid. (p. 15 (huis clos)).

<sup>1677</sup> CRA, 14 février 2011, (p. 3 à 5, et 18), témoin Zachariah ; pièce à conviction P25 (fiche de renseignements personnels de Zachariah).

<sup>1678</sup> CRA, 14 février 2011, (p. 10 et 19), témoin Zachariah.

<sup>1679</sup> Ibid. (p. 19, et 28 et 29), témoin Zachariah.

<sup>1680</sup> Ibid. (p. 19 et 20), témoin Zachariah.

<sup>1681</sup> Ibid. (p. 20), témoin Zachariah.

<sup>1682</sup> Ibid. (p. 20 et 29), témoin Zachariah.

<sup>1683</sup> Id.

<sup>1684</sup> Id.

<sup>1685</sup> Id.

<sup>1686</sup> Id.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### Témoin à charge AZM

653. AZM, d'ethnie hutue, était membre du comité de sécurité préfectoral de Butare en avril 1994<sup>1687</sup>. Il connaissait Jean Baptiste Matabaro, car ils travaillaient tous deux pour le Ministère de la justice, et sa famille<sup>1688</sup>. Il avait entendu dire que Matabaro et une douzaine d'autres personnes avaient été attaqués par surprise chez Matabaro et tués « avant que le génocide ne commence dans la région de Butare »<sup>1689</sup>. Zéphanie Nyirinkwaya, le sous-préfet chargé de l'assistance sociale, faisait partie des victimes<sup>1690</sup>. La plupart des habitants de Butare avaient entendu des coups de feu la nuit de l'attaque et étaient curieux de savoir ce qui s'était passé<sup>1691</sup>.

### Témoin à décharge Aggripine Nyiranzabonimana

654. Nyiranzabonimana, d'ethnie hutue, était enseignante en avril 1994 et habitait dans la cellule de Buye, à Butare, dans la même rue que les Matabaro, Nizeyimana et le sous-préfet Zéphanie<sup>1692</sup>. Elle était amie avec les Matabaro et donnait des cours à trois des enfants de la famille à l'école primaire de Ngoma. Elle avait vu dans les fiches signalétiques des enfants qu'ils étaient Hutus<sup>1693</sup>. Elle ne connaissait pas bien le sous-préfet, mais elle pensait qu'il était, lui aussi, Hutu<sup>1694</sup>.

655. Le 21 avril 1994 au soir, Nyiranzabonimana et son mari, Jean Baptiste Ruzindaza, étaient rentrés tôt à la maison, car ils avaient entendu des coups de feu tirés la nuit précédente et avaient appris la mort des membres de la famille Maniraho<sup>1695</sup>. Après 20 heures, Ruzindaza et elle avaient entendu des gens qui passaient dehors, puis des coups de feu pendant environ cinq minutes<sup>1696</sup>. Nyiranzabonimana était restée dans la chambre, mais Ruzindaza était allé au salon et il avait appelé Nizeyimana pour savoir ce qui se passait. On lui avait répondu que Nizeyimana n'était pas là cette nuit-là<sup>1697</sup>.

<sup>1687</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 65 (huis clos) et 78) et 24 janvier 2011 (p. 16), AZM ; pièce à conviction P6 (fiche de renseignements personnels d'AZM).

<sup>1688</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 76), AZM.

<sup>1689</sup> Ibid. (p. 76 à 78), AZM. Le témoin AZM a relevé que les tueries ont commencé à Butare dans la nuit du 20 avril 1994. Ibid., p. 68 (huis clos). Le témoin ne se rappelle pas qui lui a parlé des meurtres. Ibid., p. 78.

<sup>1690</sup> Ibid. (p. 76), AZM.

<sup>1691</sup> Ibid. (p. 78), AZM.

<sup>1692</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 66 et 67) et du 10 juin 2011 (p. 11 et 13), témoin Nyiranzabonimana ; pièce à conviction D62 (fiche de renseignements personnels de Nyiranzabonimana) ; pièce à conviction D63 (carte dressée par Nyiranzabonimana).

<sup>1693</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 67 et 68) et 10 juin 2011 (p. 11 et 27), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1694</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 5), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1695</sup> Ibid. (p. 4), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1696</sup> Ibid. (p. 4, 8, et 28), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1697</sup> Ibid. (p. 3 et 4, et 7 à 9), témoin Nyiranzabonimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

656. Vers 5 heures le lendemain matin, le procureur Bushishi avait téléphoné à Ruzindaza et dit que Matabaro et sa famille avaient été assassinés<sup>1698</sup>. Puis, Ruzindaza était sorti et avait vu la route jonchée de cadavres. Il avait retéléphoné à Nizeyimana, mais l'épouse de celui-ci lui avait répondu qu'il n'était pas là<sup>1699</sup>. Toujours en quête d'une explication, Ruzindaza avait appelé la direction de la prison et avait appris que le sous-préfet Zéphanie avait, lui aussi, été tué cette nuit-là<sup>1700</sup>.

657. Quelques jours plus tard, Nyiranzabonimana a vu l'un des fils de Matabaro chez le docteur Jotham alors qu'elle se rendait au marché puis en revenait<sup>1701</sup>. Sans autre explication, elle pensait que l'une des filles de Matabaro avait, elle aussi, survécu à la fusillade du 21 avril 1994<sup>1702</sup>. Elle ignorait si l'un quelconque des membres de la famille de Zéphanie avait survécu<sup>1703</sup>.

#### Témoin à décharge Irénée Hitayezu

658. Hitayezu, d'ethnie hutue, était cadet à l'ESO et, après les vacances, il était retourné au camp le 20 avril 1994<sup>1704</sup>. À son arrivée, son supérieur non identifié l'avait affecté au renforcement de la garde de la maison de Nizeyimana<sup>1705</sup>. Il était resté à ce poste du 20 au 23 avril, tous les soirs à partir de 18 heures jusqu'au matin<sup>1706</sup>. La famille de Nizeyimana se trouvait chez elle pendant cette période<sup>1707</sup>, alors que Nizeyimana n'était resté chez lui que la nuit du 23 au 24 avril<sup>1708</sup>.

659. La deuxième nuit qu'il avait été de faction chez Nizeyimana, celle du 21 au 22 avril 1994, le témoin était avec les soldats Bushalire et Ndayizeye<sup>1709</sup>. Ce soir-là, il avait entendu des tirs et des cris, dont des cris d'enfants, venant d'une maison voisine<sup>1710</sup>. Ils en avaient parlé à la femme de Nizeyimana et s'étaient préparés à défendre la résidence<sup>1711</sup>. Lorsque les tirs avaient

<sup>1698</sup> Ibid. (p. 4 et 9), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1699</sup> Ibid. (p. 4, 7 à 9, 22, et 29 à 31), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1700</sup> Ibid. (p. 4 et 29), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1701</sup> Ibid. (p. 5 et 6, 27 et 34), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1702</sup> Ibid. (p. 5), témoin Nyiranzabonimana. Elle n'a pas dit pourquoi elle pensait que la fille avait survécu.

<sup>1703</sup> Id.

<sup>1704</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 47 et 48, 52, et 61 et 62), témoin Hitayezu ; pièce à conviction D61 (fiche de renseignements personnels de Hitayezu).

<sup>1705</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 48), témoin Hitayezu.

<sup>1706</sup> Ibid. (p. 49), témoin Hitayezu.

<sup>1707</sup> Ibid. (p. 49 et 50), témoin Hitayezu.

<sup>1708</sup> Ibid. (p. 49), témoin Hitayezu.

<sup>1709</sup> Ibid. (p. 50 et 60), témoin Hitayezu.

<sup>1710</sup> Ibid. (p. 49 et 59), témoin Hitayezu. Celui-ci a d'abord dit qu'il avait entendu « beaucoup de tirs » dans la nuit du 20 avril 1994, lorsqu'il était arrivé la première fois chez Nizeyimana. Ibid., p. 49. Toutefois, après plusieurs questions, il est apparu qu'il évoquait des faits survenus la nuit d'après. Id.

<sup>1711</sup> Ibid. (p. 49, et 59 et 60), témoin Hitayezu.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

cessé, le soldat Ndayizeye avait regardé à travers le portail et leur avait dit qu'il y avait des civils et des gens en uniforme militaire<sup>1712</sup>. Il pensait qu'il s'agissait des personnes qui avaient tiré les coups de feu venant de la maison voisine<sup>1713</sup>. Le témoin a dit que ni lui ni Nizeyimana n'avaient participé à l'attaque<sup>1714</sup>.

#### Témoin à décharge MOL08

660. En 1994, MOL08, d'ethnie tutsie, titulaire d'une carte d'identité portant la mention « Hutu », habitait dans la cellule de Buye, à Butare, et travaillait à l'hôpital universitaire de Butare jusqu'au 6 avril<sup>1715</sup>. Les Matabaro étaient ses amis et elle résidait à 400 ou 500 mètres de chez eux<sup>1716</sup>. Elle n'avait jamais vu Nizeyimana<sup>1717</sup>.

661. Le soir du 20 avril 1994, elle avait entendu des coups de feu<sup>1718</sup>. Elle avait appris plus tard que la famille Maniraho avait été tuée<sup>1719</sup>. Le lendemain matin, ses voisins, Jeanette et Antoine Ncunguyinka, et elle-même avaient décidé de fuir de Butare le jour suivant<sup>1720</sup>. Les Ncunguyinka étaient allés chez les Matabaro, et MOL08 chez ses parents dans la commune de Muyaga<sup>1721</sup>. Deux à trois semaines plus tard, son mari était venu à Muyaga et lui avait dit qu'il avait entendu dire que les Ncunguyinka et les Matabaro avaient été tués le 21 avril<sup>1722</sup>.

#### Témoin à décharge CKN20

662. CKN20, d'ethnie hutue, travaillait au bureau communal de Ngoma en 1994<sup>1723</sup>. Il collaborait étroitement avec Matabaro qui était substitut du procureur et qu'il considérait comme un ami proche<sup>1724</sup>.

663. Vers 9 h 30 le 22 avril 1994, un agent de la police communale lui avait dit qu'il y avait eu des tirs dans la cellule de Buye la nuit précédente et que son ami, Matabaro, avait été tué<sup>1725</sup>. Le témoin s'était tout de suite rendu « à l'endroit même » et il avait trouvé des cadavres près du

<sup>1712</sup> Ibid. (p. 49), témoin Hitayezu.

<sup>1713</sup> Ibid. (p. 50), témoin Hitayezu.

<sup>1714</sup> Ibid. (p. 50 et 61), témoin Hitayezu.

<sup>1715</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 6 et 9, et 18 (huis clos)) MOL08 ; pièce à conviction D24 (fiche de renseignements personnels de MOL08).

<sup>1716</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 23 (huis clos)), MOL08.

<sup>1717</sup> Id.

<sup>1718</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 10 et 18 (huis clos)), MOL08.

<sup>1719</sup> Ibid. (p. 10, et 17 et 18 (huis clos)), MOL08.

<sup>1720</sup> Ibid. (p. 12), MOL08.

<sup>1721</sup> Id.

<sup>1722</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 12, et 20 à 23 (huis clos)), MOL08.

<sup>1723</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 3), CKN20 ; pièce à conviction D70 (fiche de renseignements personnels de CKN20).

<sup>1724</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 8), CKN20.

<sup>1725</sup> Ibid. (p. 9), CKN20.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

centre d'instruction appelé CFP<sup>1726</sup>. Effrayé, il n'a pas inspecté les corps<sup>1727</sup>. Il avait vu sur les lieux un substitut du procureur dénommé « André » ainsi qu'un officier, peut-être un major ou un lieutenant-colonel<sup>1728</sup>.

664. Le témoin n'avait vu aucun des enfants Matabaro à cette période, ni même après<sup>1729</sup>. Les membres de la famille Matabaro et les invités de celui-ci avaient, eux aussi, été tués en même temps que le sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya<sup>1730</sup>.

#### Témoin à décharge KEN06

665. KEN06, d'ethnie hutue, avait été hébergée chez Nizeyimana du 18 avril au 2 mai 1994<sup>1731</sup>. Étant malade, elle quittait rarement sa chambre à coucher pendant cette période et n'était jamais sortie de la concession<sup>1732</sup>. Donata Mutezimana (l'épouse de Nizeyimana), son fils et une domestique habitaient tous dans la maison. Il y avait aussi des gardes postés à l'extérieur de la résidence<sup>1733</sup>.

666. La nuit du 21 avril 1994, KEN06 avait entendu beaucoup de coups de feu « au niveau de la route qui passait derrière » la concession des Nizeyimana<sup>1734</sup>. Vers 21 heures, elle a entendu Donata parler au téléphone dans sa chambre à coucher. Donata disait qu'elle avait peur parce qu'elle était seule à la maison, son mari étant parti en mission à Gikongoro<sup>1735</sup>.

667. Pendant la journée du 22 avril 1994, Donata avait dit à KEN06 que leurs voisins, le sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya et Jean Baptise Matabaro, avaient été tués la nuit précédente, ainsi que leurs familles respectives<sup>1736</sup>. Par la suite, vers 18 h 30, un véhicule militaire conduit par un « lieutenant » était arrivé à la résidence, avec à son bord des militaires venus garder la maison. S'y trouvaient aussi des membres de la famille Mukimbiri<sup>1737</sup>.

<sup>1726</sup> Ibid. (p. 9 et 15), CKN20.

<sup>1727</sup> Ibid. (p. 15), CKN20.

<sup>1728</sup> Ibid. (p. 9 et 15), CKN20.

<sup>1729</sup> Ibid. (p. 16), CKN20.

<sup>1730</sup> Ibid. (p. 8), CKN20.

<sup>1731</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 6, 13, 16 et 17, 18 à 20, 24 et 25, 27 à 29, 34, et 42 (huis clos)), KEN06 ; pièce à conviction D77 (fiche de renseignements personnels de KEN06).

<sup>1732</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 13 et 30), KEN06.

<sup>1733</sup> Ibid. (p. 7, 14, 27, et 36 et 37), KEN06.

<sup>1734</sup> Ibid. (p. 8 et 9), KEN06.

<sup>1735</sup> Ibid. (p. 8 et 9, et 35), KEN06.

<sup>1736</sup> Ibid. (p. 10), KEN06 (quatre hommes étaient venus à la maison et avaient parlé à Donata, qui avait par la suite rapporté au témoin les informations sur les meurtres).

<sup>1737</sup> Ibid. (p. 10 et 11), KEN06.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

668. KEN06 avait vu Nizeyimana quatre fois pendant son séjour chez lui : une fois le soir du 18 avril 1994, deux fois le 23 avril (à midi et le soir) et une autre fois le matin du 24 avril. Puis elle ne l'avait plus jamais revu<sup>1738</sup>.

### *Délibérations*

669. Comme cela ressort des témoignages, durant les dix derniers jours du mois d'avril 1994, les familles Ntakirutinka (ou Ncunguyinka), Hitamana et autres s'étaient réfugiées chez la famille Matabaro, dans la maison qu'elle avait dans la cellule de Buye, à Butare<sup>1739</sup> et qui était contiguë à celle de Nizeyimana<sup>1740</sup>.

670. Un soir, peu après le discours prononcé par le Président Sindikubwabo à Butare, des militaires armés et en uniforme s'étaient présentés chez les Matabaro et avaient ordonné à tout le monde de sortir de la maison<sup>1741</sup>. Plusieurs personnes avaient fui vers la maison voisine, celle du sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya. Les militaires les avaient suivis et ordonné à celles qui étaient parties de chez Matabaro ainsi qu'aux personnes qui se trouvaient déjà chez les Nyirinkwaya de sortir<sup>1742</sup>.

671. Les militaires avaient conduit ceux qui se trouvaient ainsi à l'extérieur vers un endroit tout proche et avaient ouvert le feu sur ce groupe<sup>1743</sup>. Des tirs nourris avaient été entendus dans le voisinage<sup>1744</sup>. Il appert en outre des témoignages, tant ceux à charge que ceux à décharge, que le

<sup>1738</sup> Ibid. (p. 9, 12, 14 et 15, et 35 et 36), KEN06.

<sup>1739</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 58 et 59 (huis clos), 60 et 65, et 78 et 79 (huis clos)), témoin à charge BZC ; CRA, 22 février 2011 (p. 4 et 5, 7 (huis clos), 10 (huis clos) à 13, 15 et 21), témoin à charge BXF ; CRA, 25 février 2011 (p. 4, 6 (huis clos) et 13), témoin à charge ZBJ ; CRA, 10 mai 2011 (p. 11 et 12 (huis clos)), témoin à décharge MOL08.

<sup>1740</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 15 (huis clos)), témoin à charge AJP (la résidence des Matabaro était située directement derrière celle de Nizeyimana, les deux n'étant séparées que par une « petite clôture ») ; CRA, 22 février 2011 (p. 7 (huis clos)), témoin à charge BXF (les deux résidences avaient un mur mitoyen, la maison de Nizeyimana étant visible depuis celle des Matabaro) ; CRA, 22 février 2011 (p. 58 (huis clos)), témoin à charge BZC (la résidence de Nizeyimana était à l'arrière de celle des Matabaro) ; CRA, 25 février 2011 (p. 7 et 30 (huis clos)), témoin à charge ZBJ (la résidence de Nizeyimana était située à l'arrière de celle des Matabaro, les deux étant séparées par une clôture et visibles de part et d'autre) ; CRA, 9 juin 2011 (p. 67), témoin à décharge Nyiranzabonimana (les deux résidences étaient contiguës) ; pièce à conviction D63 (carte dessinée par le témoin Nyiranzabonimana).

<sup>1741</sup> Voir, par exemple, CRA, 22 février 2011 (p. 60 à 64, et 74 (huis clos)), BZC ; ibid. (p. 16 à 18), BXF ; CRA, 25 février 2011 (p. 9 à 11), ZBJ.

<sup>1742</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 60 à 63), BZC ; ibid. (p. 14 et 17 à 19), BXF ; CRA, 25 février 2011 (p. 11), ZBJ.

<sup>1743</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 61 à 64 et 73 (huis clos)), BZC ; ibid., (p. 14 et 19), BXF ; CRA, 25 février 2011 (p. 11 et 15), ZBJ.

<sup>1744</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 61 à 64, et 73 et 74 (huis clos)), témoin à charge BZC ; ibid. (p. 14 et 19), témoin à charge BXF ; CRA, 25 février 2011 (p. 11 et 15), témoin à charge ZBJ ; CRA, 20 janvier 2011 (p. 78), témoin à charge AZM ; CRA, 10 mai 2011 (p. 10 et 18 (huis clos)), témoin à décharge MOL08 ; CRA, 9 juin 2011 (p. 49 et

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

lendemain, les corps des victimes avaient été découverts non loin de la maison des Nyirinkwaya, où deux rescapés, les témoins Zachariah et Spielmann, avaient été récupérés par l'équipe de Médecins sans frontières<sup>1745</sup>.

672. Dans ce contexte, le Procureur soutient que Nizeyimana a orchestré l'enlèvement et, plus tard, le meurtre des familles Matabaro, Nyirinkwaya et autres familles dans la soirée du 22 avril 1994. Les témoins à charge BXF, BZC et ZBJ ont tous reconnu Nizeyimana dans la concession des Matabaro, parmi les militaires identifiés comme étant des gardes de la concession des Nizeyimana et qui effectuaient des patrouilles dans le quartier<sup>1746</sup>. Les membres desdites familles avaient été conduits à un endroit proche de la résidence où des militaires les attendaient<sup>1747</sup>. BXF et BZC étaient présents lorsque les militaires avaient ouvert le feu sur le groupe<sup>1748</sup>. Fait à noter, BZC et ZBJ ont dit que les hommes, chefs de famille, avaient été séparés du groupe, et ils avaient entendu des coups de feu faisant penser à une exécution ciblée, suivis de tirs ininterrompus<sup>1749</sup>. AJP se trouvait chez Nizeyimana et il avait entendu celui-ci donner l'ordre aux militaires de l'ESO de tuer Matabaro et sa famille<sup>1750</sup>.

673. Le Procureur tente de relier encore davantage Nizeyimana au meurtre des Matabaro en soutenant que le capitaine avait ordonné à AJP de récupérer une Volkswagen de couleur rouge qui était garée chez les victimes<sup>1751</sup>. ZBJ et BXF avaient aperçu par la suite Nizeyimana au volant de ce véhicule à Gikongoro<sup>1752</sup>.

674. Les témoins à décharge s'accordent à dire que l'attaque avait eu lieu et que les membres de ces familles et les personnes qui étaient hébergées par elles avaient été tués. Toutefois, il ressort de leurs dépositions que ce fait se situe le soir du 21 avril 1994, et non du 22 avril. Pour être précis, les témoins Hitayezu, Nyiranzabonimana et KEN06 avaient tous entendu des coups

---

60), témoin à décharge Hitayezu ; CRA, 10 juin 2011 (p. 3 et 4), témoin à décharge Nyiranzabonimana ; CRA, 20 septembre 2011 (p. 8 et 9), témoin en duplique KEN06 citée par la Défense.

<sup>1745</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 20 et 21), témoin à charge BXF ; *ibid.* (p. 62 et 74 à 77 (huis clos)), témoin à charge BZC ; CRA, 25 février 2011 (p. 15 à 17 et 31 et 32), témoin à charge ZBJ ; CRA, 14 février 2011 (p. 19 et 20, et 29 et 30), témoin à charge Zachariah ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 14 et 15) témoin à charge Spielmann ; CRA, 10 juin 2011 (p. 5, 9, 22 et 29), témoin à décharge Nyiranzabonimana.

<sup>1746</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 58 (huis clos), 60 et 63), BZC ; *ibid.* (p. 13 et 43 (huis clos)), BXF ; CRA, 25 février 2011 (p. 10, 26 (huis clos) et 31), ZBJ.

<sup>1747</sup> CRA, 25 février 2011 (p. 61 à 64), BZC ; *ibid.* (p. 14 et 19), BXF.

<sup>1748</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 62), BZC ; *ibid.* (p. 19), BXF.

<sup>1749</sup> *Ibid.* (p. 61 et 64, et 73 (huis clos)), BZC ; CRA, 25 février 2011 (p. 10 à 12), ZBJ ; CRA, 22 février 2011 (p. 14 et 15), BXF (les hommes avaient été enlevés chez les Matabaro avant que sa mère, ses frères et sœurs, les autres enfants et lui-même ne le soient à leur tour).

<sup>1750</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 15 et 75 (huis clos)), AJP.

<sup>1751</sup> *Ibid.* (p. 15 à 17 (huis clos)), AJP.

<sup>1752</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 10 (huis clos) et 21 et 22), BXF ; CRA, 25 février 2011 (p. 7 (huis clos) et 17 et 18), ZBJ.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

de feu la nuit du 21 avril<sup>1753</sup>. Le lendemain, 22 avril, CKN20 et le mari du témoin Nyiranzabonimana avaient vu des corps qui gisaient près du centre CFP<sup>1754</sup>. De plus, le témoin à charge Zachariah, qui avait évacué le fils et la belle-sœur du sous-préfet, a dit que cela avait eu lieu le matin du 22 avril<sup>1755</sup>. Les victimes avaient dit aux témoins Zachariah et Spielmann qu'elles avaient été attaquées par des éléments de la Garde présidentielle et par des *Interahamwe*<sup>1756</sup>.

675. La Défense nie que Nizeyimana ait pu être impliqué dans les meurtres ; elle fait valoir qu'il ne se trouvait pas à Butare le 21 avril 1994 au soir<sup>1757</sup>. Plus particulièrement, les témoins Hitayezu et KEN06 ont affirmé que Nizeyimana n'était pas chez lui avant le 21 avril et qu'il n'y était retourné que le 23 avril. De plus, le mari du témoin Nyiranzabonimana avait appelé chez Nizeyimana le soir du 21 avril et très tôt le lendemain matin, pour s'entendre dire que le capitaine n'était pas là<sup>1758</sup>. La Défense estime que les récits des témoins oculaires BXF, BZC et ZBJ sont peu concluants quant à l'heure et au jour des faits et quand à la présence de l'accusé sur le lieu du massacre<sup>1759</sup>. Enfin, elle fait valoir que les témoignages, tant ceux à charge que ceux à décharge, montrent que les victimes étaient des Hutus et non des Tutsis<sup>1760</sup>.

676. Dans ce contexte, la Chambre va d'abord examiner des questions liées à la crédibilité des témoins à charge AJP, BXF, BZC et ZBJ. Ensuite, la date de l'attaque revêt une importance capitale. La Chambre devra en outre déterminer si Nizeyimana était présent lors de l'attaque, si les militaires de l'ESO y ont participé et enfin, si Nizeyimana est responsable de ces morts.

677. Examinant tout d'abord la crédibilité générale des témoins à charge, la Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, exposé en détail les préoccupations d'ordre général que lui inspirait la déposition d'AJP et la nécessité d'aborder celle-ci avec la circonspection de mise<sup>1761</sup>. Ces préoccupations concernent tout autant son témoignage disant que Nizeyimana avait donné l'ordre à des militaires de tuer la famille Matabaro. Il importe particulièrement de relever que la déposition d'AJP disant qu'il se trouvait chez Nizeyimana et qu'il avait entendu celui-ci donner

<sup>1753</sup> *Defence Closing Brief*, par. 210. CRA, 9 juin 2011 (p. 49, et 59 à 61), témoin Hitayezu ; CRA, 10 juin 2011 (p. 3 et 4, et 7 à 9), témoin Nyiranzabonimana ; CRA, 20 septembre 2011 (p. 7 à 10), KEN06.

<sup>1754</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 4, 7 à 9, 22 et 29), témoin Nyiranzabonimana ; CRA, 15 juin 2011 (p. 8, 15, 20, et 22 et 23), CKN20.

<sup>1755</sup> *Defence Closing Brief*, par. 215. CRA, 14 février 2011 (p. 19 et 20), témoin Zachariah. Comme indiqué en détail ci-dessous, le témoin Spielmann n'a pas indiqué de façon directe la date des faits.

<sup>1756</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 19), témoin Zachariah ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 15), témoin Spielmann.

<sup>1757</sup> Voir chap. II, point 13.2.

<sup>1758</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 212 à 214, et 231. CRA, 9 juin 2011 (p. 48 à 50 et 59 à 61), témoin Hitayezu ; CRA, 10 juin 2011 (p. 3 et 4, 7 à 9, 22 et 29), témoin Nyiranzabonimana ; CRA, 20 septembre 2011 (p. 9, 12, 14 à 16 et 35 à 37), KEN06.

<sup>1759</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 217 à 230.

<sup>1760</sup> *Ibid.*, par. 210.

<sup>1761</sup> Chap. II, point 6.1.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

cet ordre n'est pas corroborée. Il est le seul à avoir dit à la barre que ces mêmes militaires étaient revenus entre 20 heures et 20 h 30 et avaient confirmé que la mission était accomplie<sup>1762</sup>.

678. Comme indiqué ailleurs, la Chambre est convaincue qu'AJP avait des relations personnelles étroites avec Nizeyimana<sup>1763</sup>. Un témoignage à décharge confirme que, vers le moment où ces meurtres ont été commis, AJP se trouvait régulièrement chez Nizeyimana, ce qui ne peut que conforter l'idée qu'il aurait pu voir Nizeyimana donner des ordres aux militaires à cet endroit précis<sup>1764</sup>.

679. Toutefois, la déposition d'AJP est remarquablement brève. De plus, elle s'écarte des témoignages de BXF, BZC et ZBJ sur un point essentiel. Concrètement, il en ressort que Nizeyimana n'avait pas accompagné les militaires lors de l'enlèvement et du meurtre des membres des familles Matabaro et Nyirinkwaya<sup>1765</sup>. Vu les préoccupations liées à la crédibilité générale d'AJP et le fait que son témoignage n'est pas corroboré, l'inconsistance qui paraît se dégager de son témoignage suscite des doutes fondamentaux quant à sa fiabilité en l'espèce.

680. Passant à la crédibilité générale de BXF, BZC et ZBJ, la Chambre fait observer qu'ils se sont procurés, chacun en connaissance de cause, des passeports qui n'étaient pas les leurs pour se rendre à l'étranger. En l'occurrence, ces passeports ont permis à BZC et ZBJ d'entrer en Europe depuis l'Afrique et facilité à tous ces témoins l'entrée au Canada<sup>1766</sup>.

<sup>1762</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 15, et 75 et 76 (huis clos)), témoin à charge AJP.

<sup>1763</sup> Chap. II, point 6.1.

<sup>1764</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 11 et 12, et 32 (huis clos)), témoin à décharge BEJ01.

<sup>1765</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 72 de la version anglaise), AJP (« *Q. So you stayed with Nizeyimana till they came back and said, 'We've finished.' Correct? A. Correct, indeed.* »). Selon le Procureur, la version anglaise du compte rendu d'audience est inexacte, la version française et la version en kinyarwanda comportant des nuances et n'indiquant pas que les deux hommes étaient « restés » de bout en bout chez Nizeyimana ; elles disent que seul AJP y était resté. Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 418, citant AJP, CRA, 15 février 2011, p. 76 (français) (« *Q. Ainsi vous êtes resté avec Nizeyimana jusqu'à ce qu'il soit ... vous êtes resté chez Nizeyimana jusqu'à ce qu'il soit rentré et qu'il vous ait dit que le travail était achevé; est-ce exact? R. C'est bien exact.* »). Il appartenait au Procureur de résoudre les ambiguïtés relevées chez AJP au moment de sa déposition. Les arguments que le Procureur développe maintenant voudraient entraîner la Chambre dans la voie de la spéculation, ce qui n'est guère convaincant.

<sup>1766</sup> BXF a dit à la barre qu'il s'était rendu de la Belgique au Canada avec un passeport belge qu'il avait acheté pour 2 000 dollars É.-U. Sur ce passeport, il y avait le nom et la photo de quelqu'un d'autre. CRA, 22 février 2011 (p. 27 et 28, et 35 (huis clos)), BXF. ZBJ avait, elle aussi, acquis un passeport belge sur lequel il y avait le nom et la photo de quelqu'un d'autre et elle l'avait utilisé pour se rendre en Belgique et au Canada. CRA, 25 février 2011 (p. 22 à 24 (huis clos)), ZBJ ; CRA, 22 février 2011, p. 36 (huis clos), BXF. BXF et ZBJ avaient tous deux « déchiré » leur passeport avant de passer devant les services d'immigration canadiens. CRA, 22 février 2011 (p. 28 (huis clos)), BXF ; CRA, 25 février 2011 (p. 24 (huis clos)), ZBJ. BZC s'était procuré pour 1000 dollars un faux passeport français qui lui avait permis d'entrer en Belgique. CRA, 22 février 2011 (p. 69 (huis clos)), BZC. Il avait passé un mois à un mois et demi à Bruxelles, avant d'obtenir d'un ami un autre passeport grâce auquel il avait pu entrer au Canada. Ibid. (p. 69 et 70 (huis clos)). Il avait renvoyé le passeport en Belgique après son arrivée au Canada. Ibid. (p. 70 (huis clos)).



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

681. Le fait pour tous ces témoins d'avoir utilisé en connaissance de cause de faux documents d'immigration démontre qu'ils sont prêts à s'engager dans des activités frauduleuses, au mépris de la loi. Dans ces conditions, leurs témoignages en l'espèce doivent être examinés avec prudence et minutie<sup>1767</sup>. Cela étant, la Chambre estime que ce recours à de faux documents d'immigration semble avoir été motivé par la quête d'une vie meilleure dans une terre d'exil plutôt que par une malhonnêteté foncière.

682. Leur comportement délictueux antérieur doit donc être pris en compte pour évaluer leurs témoignages, mais la Chambre n'est pas convaincue, vu les conditions dans lesquelles ils ont déposé en l'espèce, qu'ils étaient pareillement motivés ou incités à mentir à la Chambre ou à impliquer Nizeyimana. On ne voit pas bien ce que ces témoins pourraient gagner à être mêlés à ce procès. Par exemple, le statut de réfugié a été refusé à chacun de ces témoins au Canada, mais les témoins BZC et ZBJ ont obtenu le statut de résident permanent pour des raisons humanitaires<sup>1768</sup>. La Chambre n'appréhende donc pas que leur témoignage à propos de l'attaque, par exemple, fût motivé par la volonté de faire avancer une demande de résidence ou d'immigration au Canada<sup>1769</sup>.

683. En outre, à supposer que la Chambre aurait des raisons de penser que les dépositions de ces témoins étaient motivées par le désir d'obtenir le statut de résident au Canada, on ne voit pas ce qui pouvait les inciter à impliquer Nizeyimana dans l'attaque. En effet, comme cela ressort des témoignages de ZBJ et de BXF, ils sont persuadés que le fait d'avoir impliqué Nizeyimana dans l'attaque du 22 avril 1994 lorsque se déroulait l'audience consacrée à leur demande d'obtention du statut de réfugié a poussé le juge saisi à rejeter cette demande<sup>1770</sup>. La Chambre ne

<sup>1767</sup> Arrêt *Nchamihigo*, par. 77 (la Chambre de première instance a abusé de son pouvoir discrétionnaire faute d'avoir pris en compte d'autres éléments de preuve en contradiction avec la déposition d'un témoin, surtout si l'on considère que le témoin en question avait été condamné pour faux et usage de faux et que son témoignage n'était pas corroboré).

<sup>1768</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 73 (huis clos)), BZC ; CRA, 25 février 2011 (p. 25 à 29 (huis clos)), ZBJ.

<sup>1769</sup> BXF a dit à la barre qu'il avait demandé à bénéficier du statut de résident permanent pour des raisons humanitaires, mais il n'a pas indiqué la suite qui avait été réservée à cette demande. CRA, 22 février 2011 (p. 37 à 39 (huis clos)), BXF. Fait à noter, ZBJ et lui étaient arrivés au Canada presque une décennie avant de déposer en l'espèce. Ibid. (p. 27 (huis clos)). La présence continue de BXF au Canada et le fait que l'attaque lancée contre la concession des Matabaro en avril 1994 avait été le motif pour lequel ZBJ avait demandé et obtenu de bénéficier du statut de résident permanent (CRA, 25 février 2011 (p. 25 à 29 (huis clos)), ZBJ), donnent à penser qu'il a été fait droit également à la demande de BXF.

<sup>1770</sup> CRA, 25 février 2011 (p. 26 (huis clos)), ZBJ (« R. Et, dans le tribunal, comme le PIF, c'était un petit résumé... Je me rappelle le juge — Richard Kieran —, il m'a posé la question : "On avait dit que c'est un capitaine qui était venu ..." Dans le PIF, il n'y avait pas son nom — Richard Kieran. Lors de l'audience, il m'a posé la question : "C'est quoi le nom de la personne ?" J'ai nommé la personne. "Le capitaine en question, c'était qui ?" J'ai dit : "C'est Nizeyimana Ildéphonse." Le Juge, avant... Je précise avant de prononcer le nom, étant donné que ce n'était pas dans le PIF, que, justement, dès que le juge m'a posé la question, on nous avait préparés comme quoi : "Vous allez dire toute l'histoire." Au moment où le juge m'a posé la question — et c'est comme tous les jours, je ne peux pas le cacher, avant de prononcer ce nom, avant de penser à cette histoire-là, je dois d'abord respirer pour avoir le courage de le faire — j'ai pris une respiration et puis j'ai dit au juge : "C'est le capitaine Ildéphonse

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

relève donc chez aucun des témoins des motivations subjectives qui les inciteraient à impliquer maintenant Nizeyimana dans l'attaque et à le faire dans le présent contexte.

684. En réalité, les circonstances donnent à penser que les témoins ont déposé contre Nizeyimana en dépit de leur crainte que cela pourrait compromettre leur sécurité et celle des membres de leurs familles. C'est pour cette raison que des mesures de protection ont été prescrites pour leur permettre de témoigner chacun sous un pseudonyme<sup>1771</sup>. De plus, BXF et ZBJ ont tous deux refusé de remettre aux conseils de la Défense leur dossier d'immigration en raison des craintes qu'ils continuaient de nourrir<sup>1772</sup>. Ces faits contredisent l'argument que les témoins étaient incités à incriminer Nizeyimana. Ils montrent, au contraire, qu'ils ont déposé en l'espèce, tout en redoutant les effets négatifs que cela pourrait avoir sur leur vie.

685. La Chambre fait aussi remarquer que BXF, BZC et ZBJ vivaient dans la même ville au Canada au moment où ils ont déposé<sup>1773</sup>. Comme cela ressort de leurs témoignages, ils se

---

Nizeyimana. ». Ce n'était pas dans le PIF, mais je l'ai mentionné lors de l'audience. Q. Votre demande de statut de réfugié a-t-elle connu une suite favorable ? R. Ça été refusé. La raison, c'est que le juge disait que la personne qu'on a "racontée" n'existait pas. » ; CRA, 22 février 2011. (p. 35 (huis clos)), BXF (« R. Oui, et, à un moment donné, le juge a déclaré qu'il était fatigué d'entendre nos histoires relatives au génocide, et il a dit qu'il n'avait aucune preuve que cette personne existait. Vous pouvez même lire ça dans mon dossier d'immigration, si vous l'avez. Q. Lorsque vous dites qu'il n'y avait pas de preuve que cette personne existait, de qui voulez-vous parler — pour qu'on puisse vous comprendre ? R. Le juge voulait parler du capitaine Nizeyimana, parce que lorsque je m'expliquais, je parlais du génocide, et lorsque le juge a posé la question [ZBJ] à l'effet de savoir qui avait tué [les Matabaro, ZBJ] a répondu que c'est le capitaine Nizeyimana qui les avaient tués, et sur ce, le juge a demandé [à ZBJ] la preuve que cette personne... que le capitaine Nizeyimana était une personne qui "avait" ou qui existait. Et là, nous n'avons pas eu d'éléments de réponse. Ce n'est que par la suite que nous avons eu accès au rapport d'Amnesty international dans lequel on parlait du capitaine Nizeyimana, mais il était tard, parce que l'audience était déjà passée. »).

<sup>1771</sup> Voir décision intitulée « *Decision on Prosecutor's Third Motion for Protective Measures for the Victims and Witnesses to Crimes Alleged in the Indictment* », Chambre de première instance, 4 novembre 2010, par. 4, p. 4 à 7. Voir aussi annexe B de la requête du Procureur intitulée « *The Prosecutor's Third Motion for Protective Measures for Victims and Witnesses to Crimes Alleged in the Indictment* », 22 septembre 2010, n°s 14, 17 et 42.

<sup>1772</sup> Voir par exemple, CRA, 22 février 2011 (p. 36 (huis clos)), BXF (« Q. Je n'ai qu'une petite partie de votre dossier. Est-ce que vous consentez à ce que le dossier intégral soit communiqué à la Défense, Monsieur le Témoin ? R. Non. Je ne serai pas d'accord. Il y a des noms de parents qui ne souhaiteraient... qui ne souhaiteraient pas que leurs noms soient prononcés dans la présente cause. Et ils ont même refusé de comparaître comme témoins dans la présente cause et ils ont demandé que leurs noms ne soient pas communiqués au public ») ; CRA, 25 février 2011 (p. 29 (huis clos)), ZBC (« Q. Très bien. Est-ce que cela vous gênerait à votre retour au Canada de suivre et d'essayer d'obtenir ces documents et de les transmettre à la Défense à travers nos confrères du Bureau du Procureur ? R. Pour moi, personnellement, je pense que c'est les documents qui sont personnels. Il y a les membres de ma famille qui sont restés... on est restés... ce n'est pas moi et les deux autres qui sont ici, il y a d'autres qui ne sont pas d'accord ni prêts pour ces démarches-là qu'on est en train de faire, qui se sentent menacés. Moi-même, à mon retour au Canada, je ne sais pas si ma vie va être pareille. C'est sûr que, vu cette situation, j'aurai peur. Donc, je ne compte pas continuer les démarches pour chercher ces papiers-là parce que ça va remettre ma vie en danger — et la vie des membres de famille qui sont restés »).

<sup>1773</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 68 (huis clos), 78 (huis clos)), BZC, et pièce à conviction P34 (fiche de renseignements personnels de BZC) ; CRA, 22 février 2011 (p. 45 (huis clos), 49 (huis clos)), BXF et pièce à

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

rencontraient à des événements mondains et évoquaient, à l'occasion, l'attaque à laquelle ils avaient survécu<sup>1774</sup>. De même, ces trois témoins avaient rencontré des représentants du Tribunal le même jour au Canada, mais ils leur avaient parlé chacun en particulier<sup>1775</sup>. De plus, BXF et BZC avaient fait le voyage à Arusha ensemble et étaient descendus dans le même hôtel<sup>1776</sup>.

686. La vie de ces témoins ainsi que leur participation à ce procès interagissent au plus haut point. Cela dit, ce fait à lui seul ne permet pas de dire qu'ils s'étaient entendus pour impliquer faussement Nizeyimana dans ce crime<sup>1777</sup>. En réalité, il existe de fortes concordances dans les récits de BXF, BZC et ZBJ, mais leurs récits, tels qu'ils sont résumés ci-dessus, diffèrent aussi et montrent qu'ils avaient chacun un point d'observation différent pendant l'attaque. En outre, leurs témoignages, concernant en particulier le rôle de Nizeyimana dans le massacre, ne sont ni enjolivés ni exagérés.

687. Fait à noter, les témoignages à décharge confirment que l'attaque a bien eu lieu. Ils confirment aussi qu'au moins deux des témoins y ont survécu<sup>1778</sup>. La Chambre ne doute pas que BXF, BZC et ZBJ étaient présents pendant qu'on enlevait les personnes qui étaient hébergées chez les Matabaro et les Nyirinkwaya, ni que BXF et BZC se trouvaient avec les nombreuses personnes qui avaient été tuées dans l'attaque qui avait suivi. À cet égard, la Chambre fait remarquer que tous les membres de la présente formation ont estimé que les dépositions au sujet de l'attaque étaient, individuellement et collectivement, convaincantes<sup>1779</sup>.

---

conviction P33 (fiche de renseignements personnels de BXF) ; CRA, 25 février 2011 (p. 21 à 25 (huis clos)), témoin à charge ZBJ, et pièce à conviction P39 (fiche de renseignements personnels de ZBJ).

<sup>1774</sup> Voir par exemple, CRA, 22 février 2011 (p. 68 (huis clos)), BZC (il rencontre souvent BXF et ZBJ en société et ils parlent des événements « [é]motionnellement », mais pas « en détails ») ; p. 78 (huis clos) (il rencontre fréquemment ZBJ) ; CRA, 25 février 2011 (p. 32), ZBJ.

<sup>1775</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 49 (huis clos)), BXF (il a rencontré les enquêteurs du Tribunal le même jour que BZC et ZBJ) ; *ibid.* (p. 68 (huis clos)), BZC (ils se sont rendus ensemble auprès des enquêteurs du Tribunal, « mais ils [les] ont rencontrés chacun à son tour »).

<sup>1776</sup> *Ibid.* (p. 68 (huis clos)), BZC ; *ibid.* (p. 24 (huis clos)), BXF.

<sup>1777</sup> Voir, arrêt *Kalimanzira*, par. 105 (les arguments de l'appelant ne sont pas convaincants, et le fait que les dépositions de deux témoins soient plus proche que ne l'étaient leurs déclarations antérieures, qu'ils se soient trouvés à Arusha à la même période et qu'ils soient originaires de la même région au Rwanda ne suffit pas pour établir qu'il y a eu collusion entre eux ; arrêt *Karera*, par. 234 (la Chambre de première instance n'a commis aucune erreur en jugeant qu'il n'y avait pas collusion entre des témoins qui avaient fait leurs déclarations aux enquêteurs le même jour au même endroit, habitaient la même localité, avaient voyagé ensemble pour venir à Arusha dans le cadre du [même] procès et prenaient leurs repas ensemble dans la résidence sécurisée). Voir aussi arrêt *Renzaho*, par. 264 et 265 (la Chambre de première instance a dûment tenu compte du statut de complice des témoins, a évalué leurs dépositions avec la circonspection de mise et a reconnu la possibilité d'une collusion entre eux, vu qu'ils étaient détenus dans le même établissement pénitentiaire au moment de leur comparution).

<sup>1778</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 5 et 6), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1779</sup> Il est de jurisprudence constante au Tribunal de céans que le fait pour les juges d'observer de première main les témoins déposant en personne joue un rôle important dans l'évaluation des témoignages. Voir *Niyitegeka c. le Procureur*, affaire n° ICTR-96-14-A, *Confidential Decision on Appellant's Extremely Urgent Motion for the Adjournment of Delivery of Judgement and for the Admission of Additional Evidence*, Chambre d'appel, 5 juillet

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

688. La Chambre va à présent examiner les contradictions particulières que la Défense a relevées contre les dépositions de BXF, BZC et ZBJ et leurs déclarations écrites antérieures. Pour ce qui est de BXF, la Défense lui a opposé plusieurs disparités entre la déclaration qu'il avait faite aux représentants du Tribunal et sa déposition concernant principalement les événements survenus après l'attaque lancée contre les personnes enlevées de chez Matabaro et Nyirinkwaya<sup>1780</sup>. Le témoin a, dans de nombreux cas, reconnu que la déclaration recelait des erreurs et il a expliqué celles-ci<sup>1781</sup>.

689. Le témoin a confirmé que la déclaration lui avait été relue et qu'il l'avait signée. Toutefois, tout cela s'était passé très rapidement et il n'avait pas eu le temps de revoir la déclaration en détail<sup>1782</sup>. La Chambre considère ces explications raisonnables et convaincantes. Les contradictions ne portent pas à conséquence, surtout pour ce qui est de savoir si Nizeyimana était impliqué ou non dans l'attaque. D'une manière générale, elles ne mettent pas en question la crédibilité du témoin.

690. Pour ce qui est de BZC, la Défense lui a opposé à plusieurs égards sa demande visant à bénéficier du statut de réfugié au Canada qui, selon elle, était en contradiction avec sa déposition devant le Tribunal. Plus particulièrement, dans sa demande le témoin relate l'attaque du 22 avril 1994, sans y mentionner Nizeyimana, qui était en tenue civile, et se borne à parler « des gens en

---

2004, par. 15 (il faut distinguer la façon dont une Chambre de première instance observe un témoin qui dépose en personne et l'examen que fait un juge de l'immigration d'une déclaration enregistrée faite par le même témoin et l'évaluation négative de la crédibilité du témoin par le juge de l'immigration ne devant pas influencer le verdict de la Chambre de première instance sur ce point).

<sup>1780</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 43 (huis clos)), BXF (le témoin est questionné pour savoir s'il a lui-même appelé la femme de Gatsinzi ou si c'est la femme du docteur Jotham qui l'a fait pour lui), p. 46 et 47 (huis clos) (il est demandé au témoin si la femme de Gatsinzi a menacé les militaires de l'ESO de mort s'ils s'en prenaient à lui), p. 48 (huis clos) (il est demandé au témoin s'il a vu Nizeyimana au volant de la Jetta rouge pendant qu'il était hébergé chez Gatsinzi), p. 49 (huis clos) (la question est de savoir si Nizeyimana s'est jamais rendu chez Gatsinzi pour menacer le témoin), p. 51 (huis clos) (le témoin doit dire pourquoi il a indiqué aux enquêteurs qu'il était Tutsi).

<sup>1781</sup> Ibid., (p. 43 (huis clos) et 47 (huis clos)) BXF (le témoin explique que la femme du docteur Jotham, et non lui, a appelé la femme de Gatsinzi et qu'il habitait chez la famille élargie de Gatsinzi), p. 46 et 47 (huis clos) (le témoin est interrogé pour savoir si la femme de Gatsinzi a menacé les militaires de l'ESO et il explique que les militaires de l'ESO affectés à la garde de la résidence de Nizeyimana sont venus, mais s'agissant de ce que la femme de Gatsinzi a dit ou fait, le témoin reconnaît implicitement que la déclaration faite aux enquêteurs du Tribunal recèle des erreurs, donnant à entendre qu'il ne s'est peut-être pas exprimé « clairement » et relevant que lors de l'entretien ils étaient « pressés »), p. 47 à 49 (huis clos) (le témoin explique qu'après l'attaque, il n'a vu Nizeyimana qu'à Gikongoro, et qu'il ne l'a pas vu conduire la Jetta quand il était chez Gatsinzi ; il dit qu'il n'avait pas été bien compris pendant l'entretien, et réitère que l'entretien en question s'était fait dans la hâte, qu'il a reçu le document en anglais, langue qu'il n'a pas apprise formellement), p. 49 (huis clos) (le témoin nie que Nizeyimana soit venu au domicile de Gatsinzi où il se cachait et que les instructions qui lui demandaient de partir ne lui avaient pas été directement transmises par la femme de Gatsinzi), p. 51 (huis clos) (le témoin affirme qu'il n'a pas dit aux enquêteurs qu'il était Tutsi, mais qu'il pensait que ces personnes croyaient qu'il l'était). Voir aussi p. 50 (huis clos) (il explique qu'il a vu des erreurs dans sa déclaration quand il est arrivé à Arusha et qu'il a pensé qu'il était trop tard pour les corriger, mais qu'il pourrait expliquer ces erreurs à la Chambre de première instance).

<sup>1782</sup> Ibid. (p. 45 (huis clos)), BXF.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

tenue militaire »<sup>1783</sup>. Le témoin a expliqué que les services d'immigration canadiens considéraient avec détachement les événements liés au génocide, ce qui explique que la relation du témoin ne contenait pas tous les détails pertinents<sup>1784</sup>.

691. De même, ZBJ a dit que dans sa première déclaration faite aux autorités canadiennes lorsqu'elle était arrivée dans le pays, elle n'avait tout d'abord pas mentionné la participation de Nizeyimana à l'attaque<sup>1785</sup>; mais à l'audience, interrogée par le juge, elle avait compris que les autres et elle allaient devoir narrer « toute l'histoire »<sup>1786</sup>.

692. La Chambre estime que les explications données par BZC et ZBJ sur le fait qu'ils avaient omis dans un premier temps de mentionner la participation de Nizeyimana à l'attaque sont raisonnables et convaincantes. En effet, quand la question a été posée à BXF si, dans sa déclaration initiale aux autorités canadiennes, il avait relaté « dans le détail » le meurtre de certains membres de sa famille, il a dit qu'il en avait parlé « de manière très brève », sachant qu'il aurait « l'occasion de comparaître devant un tribunal »<sup>1787</sup>.

693. Enfin, l'explication donnée par BZC, qui a évoqué le manque d'intérêt manifesté par les autorités canadiennes pour les événements liés au génocide, est appuyée indirectement par la déposition de BXF qui a, lui aussi, affirmé que les autorités canadiennes ne semblaient pas intéressées par les événements liés au génocide lorsqu'elles examinaient sa demande<sup>1788</sup>.

694. La Défense a relevé plusieurs autres contradictions dans la déposition de BZC, tout comme dans sa demande écrite présentée aux services d'immigration<sup>1789</sup>. De nouveau, le témoin a expliqué qu'il avait résumé les faits survenus lors de l'attaque du 22 avril 1994, ses interlocuteurs ne s'intéressant guère aux histoires du génocide. Et d'ajouter que les inexactitudes traduisaient plus sa volonté d'abréger son récit qu'une tentative de dénaturer la vérité<sup>1790</sup>. La Chambre considère ces explications convaincantes. De plus, les contradictions relevées par la

<sup>1783</sup> Ibid. (p. 82 (huis clos)), BZC.

<sup>1784</sup> Ibid. (p. 83 (huis clos)), BZC.

<sup>1785</sup> CRA, 25 février 2011 (p. 25 et 26 (huis clos)), ZBJ.

<sup>1786</sup> Ibid. (p. 26 (huis clos)), ZBJ.

<sup>1787</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 32 (huis clos)), BXF.

<sup>1788</sup> Ibid., p. 35 (huis clos), BXF (« Q. Et vous avez relaté à peu près les mêmes événements que vous avez évoqués aujourd'hui à ce Tribunal ? R. Oui, et, à un moment donné, le juge a déclaré qu'il était fatigué d'entendre nos histoires relatives au génocide, et il a dit qu'il n'avait aucune preuve que cette personne existait. Vous pouvez même lire ça dans mon dossier d'immigration, si vous l'avez »).

<sup>1789</sup> Par exemple, il est dit dans la déclaration écrite présentée par BZC aux services d'immigration 1) qu'il avait perdu connaissance pendant l'attaque, 2) qu'il n'avait pas revu sa mère depuis l'attaque, 3) qu'il ignorait si ses trois sœurs étaient en vie jusqu'à trois ans après l'attaque. CRA, 22 février 2011 (p. 82 à 86 (huis clos)), BZC. La Défense a aussi opposé à BZC un passage de sa déclaration où il est dit que les militaires « ont séparé cinq hommes ... ils les ont tués un à un ». Ibid. (p. 82 (huis clos)). Comme l'a expliqué le témoin, ce passage, bien qu'abrégé, n'est pas contradictoire avec sa déposition. Ibid., p. 83 et 84 (huis clos). Voir aussi ibid. (p. 61 à 65).

<sup>1790</sup> Ibid. (p. 83 à 86 (huis clos)), BZC.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Défense sont en grande partie dénuées d'importance par rapport à l'allégation visée, surtout si l'on considère qu'elle a elle-même admis que l'attaque avait eu lieu et qu'aucune des dépositions entendues ne permet raisonnablement de douter de la présence de BZC pendant cette attaque.

695. La Chambre remet en mémoire que la Défense avait déposé une requête demandant le rappel de BXF, BZC et ZBJ pour qu'ils s'expliquent au sujet des contradictions relevées entre leurs dépositions devant le Tribunal et la teneur des déclarations écrites présentées aux services d'immigration canadiens. La Défense demandait aussi le rappel de BXF et ZBJ en se fondant sur les conclusions négatives du conseil canadien de l'immigration et des réfugiés. La Chambre n'avait pas fait droit à la requête<sup>1791</sup>. La Défense n'a pas tenté autrement de verser en preuve les documents sur lesquels elle fondait sa demande de rappel de ces témoins.

696. Passant à l'examen au fond des témoignages de BXF, BZC et ZBJ, la Chambre ne doute pas que chacun des témoins était capable d'identifier Nizeyimana au moment des faits<sup>1792</sup>. Elle tient compte à cet effet de l'âge qu'ils avaient quand l'attaque a eu lieu<sup>1793</sup>. Elle pense qu'il s'agit là d'un facteur qui jouait fortement en faveur de la possibilité d'identifier Nizeyimana, et que la présence de celui-ci aura particulièrement marqué chacun d'eux. Elle n'ignore pas le peu de valeur probante qu'a une identification au prétoire et que l'identification de Nizeyimana par ZBJ a été considérée comme sans valeur<sup>1794</sup>, mais elle note que BZC et BXF ont formellement identifié Nizeyimana<sup>1795</sup>.

697. De plus, tous les témoins ont affirmé de manière convaincante et concordante qu'ils avaient vu Nizeyimana en tenue civile et qu'il se tenait tout près de la véranda des Matabaro quand on les avait fait sortir de la maison<sup>1796</sup>. Les témoins l'avaient identifié à une courte distance et alors qu'il faisait encore jour<sup>1797</sup>. Les témoignages divergent quant au nombre de militaires qui se trouvaient avec lui, mais la Chambre juge cela sans importance<sup>1798</sup>.

<sup>1791</sup> *Confidential Decision on Nizeyimana Defence Motion to Recall Witnesses BXF, BZC and ZBJ*, Chambre de première instance, 7 mai 2012.

<sup>1792</sup> Aux fins de protection des témoins, la Chambre se borne ci-après à faire état des passages pertinents des comptes rendus d'audiences tenues à huis clos sans résumer les dépositions. CRA, 22 février 2011 (p. 6 et 8 (huis clos) et 22), BXF ; CRA, 25 février 2011 (p. 4 et 5, 6 (huis clos)), ZBJ. La Chambre est également convaincue, au-delà de tout doute raisonnable que BZC pouvait identifier Nizeyimana en avril 1994, même si c'était pour des raisons très différentes de celles de BXF et ZBJ. CRA, 22 février 2011 (p. 58 (huis clos) et 65), BZC.

<sup>1793</sup> Voir pièces à conviction P33, P34 et P39 (il s'agit respectivement des fiches de renseignements personnels de BXF, de BZC et de ZBJ), portant la mention de la date de naissance de chacun. Voir aussi CRA, 22 février 2011 (p. 65), BZC (l'âge qu'il avait au 22 avril 1994 apparaît).

<sup>1794</sup> CRA, 25 février 2011 (p. 18), ZBJ.

<sup>1795</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 22), BXF ; *ibid.* (p. 65), BZC.

<sup>1796</sup> *Ibid.* (p. 16), BXF ; *ibid.* (p. 61 à 63), BZC ; CRA, 25 février 2011 (p. 10), ZBJ.

<sup>1797</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 14, 16, et 39 (huis clos)), BXF ; *ibid.* (p. 60 à 63, et 74 (huis clos)), BZC ; CRA, 25 février 2011 (p. 11 à 14), ZBJ.

<sup>1798</sup> Comparer CRA, 22 février 2011 (p. 13), BXF (il dit que Nizeyimana était « accompagné des militaires »), p. 16 (Nizeyimana était en compagnie de trois ou quatre militaires), p. 43 (huis clos) (Nizeyimana était avec « les

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

698. Quand il s'agit d'évaluer les éléments d'identification sur lesquels se fondent BXF, BZC et ZBJ, la Chambre garde à l'esprit que la mémoire a tendance à interpréter et que près de 17 années se sont écoulées entre les faits et leurs dépositions devant le Tribunal. Fait à noter, les témoins ont discuté de l'attaque entre eux. Mais comme indiqué précédemment, la Chambre ne pense pas que ces circonstances permettent d'établir raisonnablement que les témoins se sont entendus pour incriminer Nizeyimana à tort. Qui plus est, les différences qui apparaissent dans les détails des éléments d'identification et le comportement de chacun des témoins pendant sa déposition ne permettent pas de craindre raisonnablement que leurs témoignages aient été modifiés du fait des circonstances susmentionnées.

699. La Chambre va à présent examiner la question de l'identification des militaires qui accompagnaient Nizeyimana et qui ont finalement conduit les personnes enlevées de chez Matabaro et chez Nyirinkwaya sur le lieu de l'attaque. BZC les a formellement identifiés comme étant des militaires de l'ESO, « vu que Nizeyimana [...] était avec eux » et comme venant de ce camp<sup>1799</sup>. Fait à noter, ZBJ a relaté de manière convaincante comment elle pouvait identifier les militaires affectés à la garde de la résidence de Nizeyimana<sup>1800</sup>. Elle a formellement identifié l'un des militaires qui avait participé à ces faits comme ayant été de faction chez Nizeyimana<sup>1801</sup>. Elle a relevé que les militaires étaient aussi remarquablement « jeunes – début vingtaine »<sup>1802</sup>. Elle a décrit de la même façon les militaires qui gardaient la résidence de Nizeyimana<sup>1803</sup>. BXF a tout d'abord identifié les militaires comme étant l'« escorte » de Nizeyimana<sup>1804</sup>, mais, par la suite, il a dit qu'il n'avait pu reconnaître qu'un seul militaire dans le groupe, à savoir Nizeyimana<sup>1805</sup>.

700. Lorsque l'on examine les témoignages de BZC, BXF et ZBJ, sans tenir compte du reste du dossier, on ne peut que raisonnablement conclure que les militaires qui sont entrés chez les Matabaro appartenaient à l'ESO<sup>1806</sup>. Toutefois, on ne peut faire abstraction des autres éléments du dossier. Les témoignages à décharge concernant les auteurs de l'attaque sont généraux ou de seconde main et leur valeur probante est relativement faible. Aucun de ces témoins n'a vu ni l'enlèvement ni les meurtres qui s'en sont suivis. De plus, le témoin à décharge Hitayezu a juste

---

membres de son escorte ») et CRA, 25 février 2011 (p. 10 et 13), ZBJ (une fois sur la véranda, elle avait vu Nizeyimana au milieu d'une dizaine de militaires), avec, CRA, 22 février 2011 (p. 60), BZC (il avait vu Nizeyimana sur la véranda avec « un militaire à côté de lui »).

<sup>1799</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 63), BZC.

<sup>1800</sup> CRA, 25 février 2011 (p. 6 et 7 (huis clos)), ZBJ.

<sup>1801</sup> Ibid. (p. 14), ZBJ.

<sup>1802</sup> Id.

<sup>1803</sup> CRA, 25 février 2011 (p. 7 (huis clos)), ZBJ.

<sup>1804</sup> CRA, 22 février 2011, p. 13, BXF.

<sup>1805</sup> Ibid. (p. 17), BXF (« Q. Aviez-vous reconnu l'un quelconque de ces militaires ? R. En réalité, j'avais peur et je ne pouvais même pas les dévisager, je n'ai donc pas pu les observer attentivement ; j'ai juste remarqué la présence d'un qui était en tenue civile, j'ai pu le reconnaître parce que c'était un voisin »)

<sup>1806</sup> Une fois encore, la Chambre ne pense pas que les témoignages de BXF, BZC et ZBJ au sujet des militaires en uniforme aient été influencés par leurs discussions, surtout si l'on en juge par les divergences qui apparaissent dans leurs dépositions sur ce point.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

entendu dire par un collègue militaire que des militaires en uniforme avaient été vus vers le moment où les coups de feu étaient tirés. Même s'il devait être jugé crédible, son témoignage est loin d'être concluant. Au surplus, en tant que militaire affecté à la garde de la résidence de Nizeyimana, il a visiblement intérêt à se dissocier, et, partant, à dissocier Nizeyimana et les militaires de l'ESO, de l'attaque qui a eu lieu non loin de là.

701. La Chambre examine aussi les dépositions des témoins à charge Zachariah et Spielmann, à qui deux victimes avaient dit que l'attaque avait été exécutée par des éléments de la Garde présidentielle et par des *Interahamwe*. Il faut rappeler d'emblée que l'arrivée des éléments de la Garde présidentielle à Butare avait déclenché des violences ethniques à l'hôpital universitaire de Butare, où les témoins Zachariah et Spielmann travaillaient jusqu'au 24 avril 1994<sup>1807</sup>. Le fait d'identifier des éléments de la Garde présidentielle comme étant les auteurs du massacre commis à cet endroit aurait donc trouvé un écho tout particulier dans l'esprit de ces témoins.

702. Cela étant, les témoignages indirects de Zachariah et Spielmann ne sont pas concluants ni nécessairement en contradiction avec les témoignages impliquant les militaires de l'ESO. Les témoins Zachariah et Spielmann n'ont pas parlé avec les témoins à charge BXF, BZC et ZBJ de l'identité des auteurs de l'attaque. Les divergences apparues dans l'identification de ceux-ci s'expliquent par les points d'observation des rescapés et leur plus ou moins grande capacité de distinguer les différents groupes de militaires.

703. De plus, on ne peut qu'être frappé par la description que le témoin Zachariah fait de militaires à l'air « jeune » et assez « agité » tentant le lendemain matin d'empêcher l'évacuation des rescapés de l'attaque<sup>1808</sup>. L'inexpérience et la jeunesse des militaires prouvent indirectement qu'ils étaient du camp de l'ESO<sup>1809</sup>. Le fait qu'ils avaient essayé d'empêcher que les médecins soignent les rescapés gravement blessés, ou tout au moins, les enlèvent du milieu des cadavres, montre qu'ils adhéraient tacitement à l'attaque manifestement ciblée qui avait été lancée avant l'arrivée du témoin Zachariah. La Chambre ne pense donc pas que les témoignages de Zachariah et de Spielmann jettent un doute raisonnable sur les témoignages par ailleurs convaincants qui impliquent les militaires de l'ESO dans l'attaque lancée la veille.

<sup>1807</sup> Voir chap. II, point 8.1.

<sup>1808</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 20 et 30), témoin Zachariah.

<sup>1809</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 5 et 27), témoin à décharge KEN06 (qui était entrée à l'ESO nouvelle formule en 1989 à l'âge de 13 ans) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 78 et 79), témoin à charge AZD (les militaires de l'ESO se distinguaient de ceux du camp de Ngoma par leur âge, les plus âgés de la première promotion ayant entre 15 et 17 ans) ; CRA, 18 mai 2011 (p. 71), témoin à décharge Nsabimana (« on reconnaissait [les militaires de l'ESO] surtout par leur plus jeune âge »). En effet, les cadets étaient admis à l'ESO nouvelle formule dès la fin du primaire. CRA, 24 janvier 2011 (p. 61), témoin à charge ZAK ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 4), témoin à charge ZAW ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 70 (huis clos)), témoin à charge AZD ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 74), témoin à charge YAA ; CRA, 9 mai 2011 (p. 26), témoin à décharge Basesayabo ; CRA, 30 mai 2011 (p. 64 et 65 (huis clos)), témoin à décharge OUV03 (contrairement aux cadets de l'ESO nouvelle formule, les cadets de l'ESO classique étaient admis après trois années d'études secondaires).



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

704. Ayant examiné tous les témoignages pertinents et évalué le comportement de chaque témoin, la Chambre conclut que les témoignages de BZC et ZBJ, en particulier, et, dans une moindre mesure, celui de BXF établissent que les militaires de l'ESO ont exécuté cette attaque. Leurs dépositions convaincantes et concordantes, qui indiquent avec plus ou moins de certitude l'identité des militaires et la présence de Nizeyimana, étayent indirectement cette conclusion. La Chambre est convaincue que les militaires de l'ESO ont participé directement à l'enlèvement des personnes dans les deux maisons, puis les ont abattues.

705. La Chambre va à présent examiner les dépositions relatives à la date de l'attaque. Comme indiqué plus haut, la Défense affirme que cette question est capitale et que les meurtres ont eu lieu dans la soirée du 21 avril 1994, tandis que Nizeyimana se trouvait à l'usine à thé de Mata dans la préfecture de Gikongoro<sup>1810</sup>.

706. Les témoins à charge BXF, BZC et ZBJ ont affirmé expressément que l'attaque avait eu lieu au début de la soirée du 22 avril 1994<sup>1811</sup>. La Chambre note d'emblée que ZBJ a dit que les rescapés avaient discuté entre eux de la date précise à laquelle l'attaque avait été exécutée et qu'ils « insist[aient] » sur le 22 avril<sup>1812</sup>. La Chambre ne pense pas que ce témoignage permet de dire raisonnablement qu'il y a eu collusion entre BXF, BZC et ZBJ pour incriminer à tort Nizeyimana. Toutefois, elle ne peut exclure la *possibilité* que l'un, deux, voire tous ces témoignages sur la date aient pu être influencés par ces discussions. Elle gardera cela à l'esprit lorsqu'elle évaluera la qualité des dépositions.

707. Pour ce qui est de ZBJ, son témoignage au sujet de la date semble clair et convaincant. Elle se rappelle que l'atmosphère à Butare a changé après le 19 avril 1994, quand le président « par intérim » a fait son discours<sup>1813</sup>. Interrogée à plusieurs reprises sur la date, ZBJ a persisté à affirmer que l'attaque avait eu lieu le 22 avril<sup>1814</sup>. La Chambre juge que son attitude lors de son témoignage sur ce point était des plus convaincantes.

708. Même après avoir été longuement contre-interrogé sur la question, BZC s'est, lui aussi, toujours dit certain que l'attaque avait eu lieu le 22 avril 1994<sup>1815</sup>. Fait à noter, il s'est aussi rappelé que c'était un vendredi<sup>1816</sup>. Effectivement, le 22 avril était un vendredi. Son incapacité de se rappeler dans le détail ce qu'il avait fait le 19, 20 ou 21 avril est compréhensible, si l'on

<sup>1810</sup> Dernière conclusions écrites de la Défense, par. 208.

<sup>1811</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 13 et 14, et 41 (huis clos)), BXF ; *ibid.* (p. 59 (huis clos), 60, 75 et 76 (huis clos), et 82 et 83 (huis clos)), BZC ; CRA, 25 février 2011 (p. 6 (huis clos), 9, 12 et 32), ZBJ.

<sup>1812</sup> CRA, 25 février 2011 (p. 32), ZBJ. (« R. Je ne me suis pas trompée "à" cette date-là, je maintiens que c'est le 22... que c'était le 22. Après qu'on s'est retrouvés avec les autres survivants, on a insisté sur cette date. Ce n'était pas le... C'était bien la même date — le 22 avril 1994 »).

<sup>1813</sup> *Ibid.* (p. 9), ZBJ.

<sup>1814</sup> *Ibid.* (p. 9, 12, 13 à 15, 17, 25 et 26 (huis clos), et 32), ZBJ.

<sup>1815</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 75 et 76 (huis clos), 82 et 83 (huis clos), et 86 (huis clos)), BZC.

<sup>1816</sup> *Ibid.* (p. 75 (huis clos)), BZC.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

considère que ces jours-là étaient relativement sans importance par rapport à celui où l'attaque a eu lieu<sup>1817</sup>.

709. Venons-en à BXF qui, lui aussi, longuement interrogé sur la question, a fermement soutenu que l'attaque avait eu lieu le 22 avril 1994<sup>1818</sup>. Il a expliqué qu'il se rappelait cette date parce qu'après son arrivée à Gikongoro, une messe avait été dite « en mémoire [des] victimes qui sont tombées le 22 »<sup>1819</sup>. Selon la Chambre, cette façon de se souvenir immédiatement de la date de l'attaque est un élément contextuel qui étaye de manière convaincante la déposition du témoin à ce sujet.

710. Ayant ainsi examiné les dépositions de ZBJ, de BZC et de BXF, la Chambre considère qu'ils ont chacun donné des repères différents leur permettant de se rappeler la date de l'attaque. Ces différences autorisent à penser que leurs témoignages n'ont pas été influencés par les discussions qu'ils ont eues entre eux durant les 17 années écoulées ou qu'il a pu y avoir collusion entre eux.

711. La Chambre en vient à présent aux autres témoignages indiquant que l'attaque a eu lieu le soir du 21 avril 1994 (et non du 22 avril). D'emblée, on note qu'aucun de ces témoins n'a vu l'attaque. Les témoignages varient, allant de ceux qui avaient vu les victimes le lendemain matin, à ceux qui avaient entendu des coups de feu dans la soirée ou encore à ceux qui avaient entendu parler en général des massacres. La Chambre va examiner l'un après l'autre tous ces témoignages.

712. Le témoin à charge Zachariah a dit qu'il avait vu des cadavres. Il avait retrouvé [deux survivants], la belle-sœur et le fils du sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya le matin du 22 avril 1994. Il a confirmé qu'il n'avait aucun doute quant à l'exactitude de cette date<sup>1820</sup>, et la belle-sœur de Nyirinkwaya lui avait dit qu'elle-même et d'autres personnes avaient été attaquées la

<sup>1817</sup> Ibid. (p. 74 et 75 (huis clos)), BZC.

<sup>1818</sup> Ibid. (p. 39 et 40 (huis clos), et 41 et 42 (huis clos)), BXF. La Chambre fait remarquer que BXF a noté qu'Antoine Ntakirutinka était arrivé chez les Matabaro après avoir fui le massacre accompli la veille chez les Maniraho. Ibid., p. 42 (huis clos). Voir aussi chap. II, point 6.4. Il reste que le témoignage de BXF au sujet du meurtre des Maniraho est indirect et vague. En effet, tout en admettant que Maniraho avait été tué la veille, il n'a pas dit d'où il tenait cette information et a dit seulement qu'il n'était pas là au moment du meurtre. Id. La Chambre ne considère donc pas que son témoignage sur l'arrivée de Ntakirutinka chez les Matabaro est concluant. Elle relève en outre que le témoin « pensait » que le Président avait tenu une réunion avec les ministres et les autorités préfectorales le 20 avril 1994. Il n'avait pas dit tout d'abord à quelle date il avait entendu le discours du Président, mais il semblait estimer que le discours avait été prononcé le 20 avril et que l'attaque avait été lancée deux jours plus tard. Ibid. (p. 4 et 12), BXF.

<sup>1819</sup> Ibid. (p. 41 (huis clos)), BXF.

<sup>1820</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 19), témoin Zachariah. Voir aussi p. 10 (le témoin explique que le sous-préfet lui avait demandé de venir le prendre chez lui le 22 avril 1994, parce que la veille le sous-préfet devait rencontrer le préfet fraîchement installé).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

nuits précédentes<sup>1821</sup>. Ailleurs, Zachariah a expliqué précisément pourquoi il pouvait se rappeler la date de certains événements, en particulier la présence de Nizeyimana aux réunions consacrées à la sécurité. Il a cependant admis qu'il était difficile de se rappeler les dates exactes dans les situations de conflit<sup>1822</sup>.

713. La Chambre, qui considère que le témoin Zachariah est généralement crédible, relève aussi qu'il a été rapidement cerné par les meurtres commis dans des endroits différents en l'espace de quelques jours. Il est difficile de dire quel impact ce meurtre a pu avoir sur lui à côté des autres qu'il avait vécus, notamment ceux de ses collègues. La Chambre pense en outre que l'impact de cet événement sur le témoin Zachariah aura été moins important que sur les principaux témoins à charge qui avaient survécu aux massacres et perdu plusieurs de leurs proches.

714. CKN20 a dit qu'il avait appris le meurtre de Matabaro le matin du 22 avril 1994 et que, tout comme le témoin Zachariah, il s'était rendu sur les lieux et avait vu les « cadavres » gisant autour du centre d'instruction appelé CFP<sup>1823</sup>. Vers midi, il avait décidé de fuir avec sa famille pour aller chez ses parents, qui habitaient « vers le mont Huye »<sup>1824</sup>. Toutefois, lors du contre-interrogatoire, il a dit que sa famille et lui avaient fui le 9 avril (et non le 22 avril)<sup>1825</sup>. Vu cette divergence, la déposition du témoin touchant la date du massacre de la famille Matabaro ne permet pas d'établir comment il avait appris des meurtres et dans quel contexte il avait vu les cadavres le 22 avril.

715. Mais il y a plus important. La Chambre doute fortement de la crédibilité de la déposition du témoin disant qu'il se trouvait à Butare et qu'il était allé le 22 avril 1994 voir les cadavres des personnes tuées lors de cette attaque. Plus précisément, le témoin a reconnu que les meurtres avaient eu lieu les 21 et 22 avril à une courte distance de chez lui, qui vivait au couvent de Sovu. Il a dit que l'adjudant-chef de l'armée rwandaise à la retraite Rekeraho avait organisé cette attaque<sup>1826</sup>. Lors de l'interrogatoire principal et du contre-interrogatoire, il a nié qu'il avait participé à ces attaques, affirmant qu'il n'était pas présent<sup>1827</sup>.

<sup>1821</sup> Ibid. (p. 20), témoin Zachariah.

<sup>1822</sup> Voir, par exemple, ibid. (p. 8), témoin Zachariah. La Chambre ne se fie pas trop au témoignage de Spielmann en ce qui concerne la date. En effet, dans son témoignage à cet égard, elle s'est bornée à confirmer une partie de la déclaration signée par le témoin Zachariah et elle-même sur la question de savoir si les assaillants qu'ils avaient identifiés étaient des éléments de la Garde présidentielle et des *Interahamwe*. Plus précisément, après avoir présenté la déclaration (CRA, 31 janvier 2011, p. 14) versée au dossier (ibid., p. 14 et 15), le conseil de la Défense a simplement demandé : « Ces gens qui vous stoppaient étaient des *Interahamwe* et des membres de la Garde présidentielle, n'est-ce pas ? » (ibid. p. 15). Le témoin Spielmann a répondu : « Oui » (id.). Aucune question n'a été posée sur l'exactitude de la date.

<sup>1823</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 9 et 15), CKN20.

<sup>1824</sup> Ibid. (p. 20), CKN20.

<sup>1825</sup> Ibid. (p. 29), CKN20.

<sup>1826</sup> Ibid. (p. 10, 19, 28, et 30 et 31), CKN20.

<sup>1827</sup> Ibid. (p. 10, 29 et 33), CKN20.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

716. Sans que la Défense s'y oppose, le Procureur a rappelé à CKN20 qu'il avait été inculpé, jugé et condamné à une peine d'emprisonnement à vie au Rwanda à raison de sa participation aux attaques de Sovu. Le témoin a affirmé qu'il ignorait tout de ce jugement et s'est dit innocent<sup>1828</sup>. Au moment de sa comparution, il vivait en exil et il a dit qu'il envisageait de revenir au Rwanda quand il y « serai[t] en sécurité »<sup>1829</sup>.

717. Dans ces conditions, la Chambre craint que CKN20 n'ait voulu se servir de son témoignage en l'espèce, dans lequel il affirme qu'il se trouvait à Butare le 22 avril 1994, pour écarter toute implication de sa part dans l'attaque de Sovu<sup>1830</sup>. Ayant évalué le comportement de l'accusé, la Chambre juge que son témoignage disant qu'il avait vu les cadavres des personnes enlevées de chez Matabaro et de chez Nyirinkwaya n'est pas crédible.

718. La Chambre examine à présent les témoignages à décharge de Nyiranzabonimana, Hitayezu, KEN06 et MOL08. Comme indiqué plus haut, aucun de ces témoins n'a vu lui-même les meurtres des personnes enlevées de chez Matabaro et de chez Nyirinkwaya. De plus, aucun n'a non plus vu les cadavres des victimes.

719. Nyiranzabonimana a affirmé sans détour que la famille Matabaro avait été tuée le 21 avril 1994 et a dit qu'elle avait été très marquée par l'événement, vu les liens très étroits qui l'unissaient à cette famille<sup>1831</sup>. Elle n'avait pas vu l'attaque, mais elle avait entendu des coups de feu le 21 avril au soir. Son mari avait vu les « cadavres » le lendemain matin et avait appris de deux sources différentes que Matabaro et le sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya avaient été tués<sup>1832</sup>.

720. Comme cela ressort de son témoignage, elle avait entendu des coups de feu le soir du 20 avril 1994, le même soir où Maniraho avait été tué<sup>1833</sup>. De plus, elle a expliqué qu'elle pouvait déterminer les dates parce qu'elle avait écouté sur les ondes de Radio Rwanda le discours prononcé le 19 avril par le Président Théodore Sindikubwabo<sup>1834</sup>. La Chambre a, ailleurs dans son jugement, estimé que son témoignage touchant la date du meurtre des Maniraho, examiné

<sup>1828</sup> Ibid. (p. 33 et 34), CKN20.

<sup>1829</sup> Ibid. (p. 23), CKN20. Voir aussi la pièce à conviction D70 (fiche de renseignements personnels de CKN20) (où il est indiqué « réfugié » pour le lieu de résidence et le statut).

<sup>1830</sup> Comme l'a fait remarquer la Chambre plus haut dans le texte, le témoignage de CKN20 concernant la date à laquelle il a quitté Sovu pour la maison de ses parents a changé, passant du 22 avril 1994 au 9 avril 1994. Ce changement de date est intervenu après qu'il eut été longuement interrogé au sujet des attaques du 21 et du 22 avril à Sovu, et il vient confirmer l'idée selon laquelle il a utilisé son témoignage pour montrer qu'il ne se trouvait pas à Sovu quand les attaques ont eu lieu.

<sup>1831</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 3 et 4, et 26 à 28), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1832</sup> Ibid. (p. 3 et 4), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1833</sup> Ibid. (p. 3 et 4, et 22), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1834</sup> Ibid. (p. 2, 19 et 20, et 25 à 27), témoin Nyiranzabonimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

parmi l'ensemble des témoignages pertinents, était crédible<sup>1835</sup>. Cela dit, le fait qu'elle a affirmé que l'attaque contre les Matabaro avait eu lieu plus tard dans la soirée se heurte aux dépositions des principaux témoins à charge<sup>1836</sup>. Ce fait et le caractère relativement indirect de son témoignage ne vont pas sans soulever des questions concernant sa fiabilité sur ce point particulier.

721. Le témoin à décharge Hitayezu a dit qu'il était affecté à la garde de la résidence de Nizeyimana tous les soirs du 20 au 23 avril 1994 et que Nizeyimana n'était pas chez lui les trois premières nuits. Il a ajouté que la deuxième nuit, celle du 21 au 22 avril, il avait entendu des coups de feu en provenance de la maison d'un voisin. Un de ses collègues, également affecté à la garde de la résidence de Nizeyimana, avait vu des militaires en uniforme et des civils.

722. La Chambre ne se fie pas trop au témoignage de Hitayezu sur ce point. Comme cela ressort de témoignages crédibles et concordants, bien qu'étant d'un grade inférieur, le témoin était relativement proche de Nizeyimana à l'époque des faits<sup>1837</sup>. En tant que militaire affecté à la garde de la résidence de Nizeyimana – et du quartier dans lequel les meurtres ont eu lieu – il est potentiellement complice desdites attaques. En effet, la Chambre détient des preuves de l'extrémisme de Hitayezu<sup>1838</sup>. À en juger par le comportement du témoin, elle pense que son témoignage a été conçu sur mesure pour disculper l'accusé<sup>1839</sup>.

<sup>1835</sup> Voir chap. II, point 6.4.

<sup>1836</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 4), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1837</sup> En effet, les témoignages à charge confirment que le témoin Hitayezu était proche de Nizeyimana et habitait chez celui-ci. CRA, 26 janvier 2011 (p. 10 à 12, et 20), ZAW ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 25), BDE ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 53 et 72) ; et 27 janvier 2011 (p. 15), ZY.

<sup>1838</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 72), ZY (« R. Je sais qu'il était souvent en compagnie des membres de l'escorte de Nizeyimana. Je me rappelle une occasion où Charles Bertin Hakizimana m'a appelée et m'a demandé : "Est-ce que tu connais la chanson que nous chantons ces derniers jours-ci ? Nous chantons la chanson qui dit que : 'Ce monde et tout ce qui se trouve sur cette terre appartient aux Hutus' ". Et sur ce, Irénée a réagi en disant : "Mais, c'est comme des serpents. Ça fait déjà un bon bout de temps que nous les tuons, mais nous ne sommes pas parvenus à les exterminer. Et vous savez, c'est la même situation avec les serpents. Vous avez beau les tuer en quantité, mais il y en a toujours qui naissent." Q. Savez-vous de quelle région Irénée était originaire ? R. Il était originaire de Gisenyi... ou peut-être de Kinigi. C'est soit Gisenyi ou Kinigi »). La Chambre a trouvé les dénégations de Hitayezu à ce sujet peu crédibles. CRA, 9 juin 2011 (p. 61), témoin Hitayezu.

<sup>1839</sup> La Chambre fait remarquer que les résumés non signés des dépositions attendues des témoins n'ont aucune valeur probante, à moins que le témoin n'en confirme la teneur. Voir arrêt *Kalimanzira*, par. 180. La Chambre relève à cet égard que lors du contre-interrogatoire du Procureur, le témoin Hitayezu a nié l'exactitude d'une grande partie du résumé de la déposition attendue de lui. CRA, 9 juin 2011 (p. 49, et 52 à 56), témoin Hitayezu. Quoi qu'il en soit, la notification par la Défense de l'intention d'invoquer un alibi pour le 21 et le 22 avril 1994, fondée en partie sur des informations fournies par le témoin Hitayezu, puis le témoignage de celui-ci disant que Nizeyimana n'était pas retourné chez lui du 20 au 23 avril 1994, ce qui couvre plusieurs chefs articulés dans l'acte d'accusation, donne à penser aussi qu'il a conçu son témoignage sur mesure pour réfuter ces accusations. Voir arrêt *Kalimanzira*, par. 25 [?] (la manière dont un alibi est présenté peut avoir une incidence sur sa crédibilité. Ce témoignage qui doit permettre d'évaluer la crédibilité du témoin Hitayezu revêt une importance secondaire en ce qui concerne l'évaluation globale de sa déposition par la Chambre.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

723. La Chambre en vient à KEN06. Comme cela ressort de son témoignage, elle avait entendu des coups de feu venant de « la route qui passait derrière » la résidence de Nizeyimana la nuit du 21 au 22 avril 1994<sup>1840</sup>. Elle avait aussi entendu la femme de Nizeyimana parler au téléphone dans la chambre contiguë à la sienne et dire que son mari était « parti en mission à Gikongoro »<sup>1841</sup>. Le lendemain, la femme de Nizeyimana a dit à KEN06 que les familles de Matabaro et Nyirinkwaya avaient été tuées<sup>1842</sup>.

724. Pour ce qui est de la qualité de son témoignage touchant le moment où elle avait entendu les coups de feu, elle a noté à juste titre que le Président Théodore Sindikubwabo avait prononcé un discours à Butare le 19 avril 1994. Elle a donné d'autres détails sur des événements survenus certains jours vers cette période<sup>1843</sup>. KEN06 a expliqué qu'elle pouvait se rappeler des dates précises en « comptant à partir du jour où le chef de l'État était ... était venu à Butare » et parce qu'il s'agissait d'événements « importants » qui se succédaient<sup>1844</sup>.

725. Fait à noter, son témoignage indiquant qu'elle avait appris que le président avait prononcé un discours est très général, car elle avait entendu des personnes non identifiées en parler<sup>1845</sup>. De plus, elle a dit qu'elle était « gravement malade »<sup>1846</sup>. Elle quittait rarement la pièce dans laquelle elle se trouvait<sup>1847</sup>. Dans ces conditions, l'on se demande comment elle vérifiait et retenait les dates des événements.

726. Il y a plus important. La Chambre doute fortement de la crédibilité de KEN06. Elle doute des raisons que celle-ci a données pour expliquer qu'elle se trouvait à Butare et séjournait chez Nizeyimana à cette période. En l'occurrence, KEN06 a dit qu'elle avait quitté sa famille et un établissement hospitalier rwandais de premier ordre en pleine guerre (18 avril 1994) pour se faire soigner à Butare<sup>1848</sup>. Ce n'est qu'à son arrivée à Butare que le voyage est apparu trop dangereux, l'obligeant à aller séjourner chez Nizeyimana et à renoncer dans l'immédiat au traitement pour lequel elle était venue à Butare<sup>1849</sup>. Son témoignage au sujet de ses maux d'estomac est général,

<sup>1840</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 8 à 10), KEN06.

<sup>1841</sup> Ibid. (p. 8 et 35), KEN06.

<sup>1842</sup> Ibid. (p. 10), KEN06.

<sup>1843</sup> Par exemple, KEN06 n'a cessé de dire à la barre qu'elle était arrivée chez Nizeyimana le 18 avril 1994 (CRA, 20 septembre 2011, p. 6 et 13 à 16), qu'elle avait été traitée par un médecin chez Nizeyimana le 19 avril (ibid., p. 7, 17 et 18, et 29) et qu'elle avait entendu des coups de feu au loin la nuit du 20 au 21 avril (ibid., p. 7 et 8).

<sup>1844</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 36), KEN06.

<sup>1845</sup> Ibid. (p. 7), KEN06.

<sup>1846</sup> Ibid. (p. 13, 17 et 24), KEN06. Le fait qu'elle a dit par la suite lors de l'interrogatoire complémentaire qu'elle n'était pas « gravement malade » tranche totalement avec ses déclarations précédentes où elle répétait le contraire. Ibid., p. 42 (huis clos).

<sup>1847</sup> Ibid. (p. 30), KEN06.

<sup>1848</sup> Ibid. (p. 6, 16 et 17, et 18 à 20), KEN06.

<sup>1849</sup> Voir Ibid. (p. 7 et 8, 17, 20 et 24), KEN06.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

elle se borne à les décrire en fonction uniquement des degrés de gravité qui varient beaucoup<sup>1850</sup>. Elle a beau nier toute amitié avec Nizeyimana, sa déposition montre qu'elle était proche de la famille de celui-ci<sup>1851</sup>.

727. Le Procureur n'a pas hésité à suggérer à KEN06 qu'elle n'avait pas habité chez Nizeyimana à cette période<sup>1852</sup>. Le témoin à charge Bizimenyera a dit que KEN06 n'habitait pas chez Nizeyimana quand elle-même y était arrivée en avril 1994<sup>1853</sup>. Fait à noter, le témoin à charge AJP et le témoin à décharge BEJ01 qui, au dire de tous, fréquentaient la résidence de Nizeyimana vers cette période, n'ont pas fait état de la présence de KEN06<sup>1854</sup>.

728. Seul le témoignage à décharge de Hitayezu corrobore indirectement la présence de celle-ci<sup>1855</sup>. Comme indiqué plus haut, la Chambre doute tout aussi fortement de ce témoignage. Ayant observé le comportement de KEN06 au prétoire, la Chambre pense que le témoignage de celle-ci était conçu sur mesure pour être favorable à l'accusé. Elle nourrit de sérieux doutes sur son témoignage concernant la date à laquelle elle aurait entendu les coups de feu depuis la résidence de Nizeyimana et sur la conversation qu'elle aurait surprise au sujet du départ de Nizeyimana pour Gikongoro.

729. La Chambre en vient au témoignage à décharge de MOL08. Celle-ci avait fui Butare le 21 avril 1994 et n'avait appris de son mari, que des semaines plus tard, que les Matabaro et d'autres avaient été tués le 21 avril<sup>1856</sup>. Le témoignage de MOL08 est indirect et l'on ignore d'où son mari tenait les informations dont il lui avait fait part<sup>1857</sup>. Ce témoignage n'a donc guère de force probante. La même conclusion s'applique au témoignage d'AZM qui n'a pu donner qu'une estimation générale du moment où l'attaque avait eu lieu.

730. En fin de compte, la Chambre trouve que les témoignages de BXF, BZC et ZBJ disant que l'attaque avait eu lieu le 22 avril 1994 sont convaincants au-delà de tout doute

<sup>1850</sup> Comparer CRA, 20 septembre 2011 (p. 6), KEN06 (« J'ai été très malade. J'avais mal à l'estomac, j'ai eu une crise d'estomac »), p. 13 (« Je n'étais pas en bonne santé pour pouvoir aller me promener à l'extérieur »), p. 16 (« Q. Vous conviendrez que le mal dont vous souffriez n'était pas une question de vie ou de mort, n'est-ce pas ? R. Si je n'avais pas pris un traitement, je pouvais mourir. J'étais quand même souffrante. J'étais malade. Il m'arrivait de passer toute une semaine sans aller au cours. Ce qui signifie que si je n'avais pas suivi un traitement médical, je pouvais même mourir »), p. 17 (« Lorsque j'avais une crise d'estomac, j'avais très mal, je me courbais »), avec la page 42 (huis clos) (« ... j'étais malade, mais je n'étais pas très, très gravement malade »).

<sup>1851</sup> Ibid. (p. 6 et 7, 17, 20 et 21, 25, 27 et 28, et 34), KEN06.

<sup>1852</sup> Ibid. (p. 34), KEN06.

<sup>1853</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 46) et 8 septembre 2011 (p. 47 et 48), témoin Bizimenyera.

<sup>1854</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 12 et 22 (huis clos)), témoin à décharge BEJ01 ; CRA, 15 février 2011 (p. 3 et 4 (huis clos), 67 (huis clos) et 70 (huis clos)), témoin à charge AJP.

<sup>1855</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 50), témoin Hitayezu, (il parle d'« une jeune fille » dont il ne se rappelle plus le nom et d'une domestique qui habitaient chez Nizeyimana).

<sup>1856</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 12 et 13 (huis clos) et 20 et 21 (huis clos)), MOL08.

<sup>1857</sup> Ibid. (p. 13 (huis clos) et 20 et 21 (huis clos)), MOL08.

raisonnable<sup>1858</sup>. Des témoins, tant ceux à charge que ceux à décharge, ont affirmé que l'attaque avait eu lieu la nuit précédente, la Chambre est en définitive convaincue par les témoignages de première main de BXF, de BZC et de ZBJ et la manière persuasive dont ils ont déposé. C'est pourquoi on peut dire, en n'oubliant pas que les témoignages contraires quant à la date de l'attaque étaient pour la plupart indirects ou peu crédibles, qu'ils ne suscitent aucun doute raisonnable quand on les compare aux récits convaincants de BXF, de BZC et de ZBJ.

731. En effet, en cas de contradictions entre les témoignages, il revient au juge des faits de décider quel témoignage est le plus crédible<sup>1859</sup>. En formulant cette conclusion, la Chambre garde à l'esprit le rôle central qui est le sien quand il s'agit d'évaluer le comportement du témoin et la crédibilité des propos de celui-ci<sup>1860</sup>. Considérant que les juges de la présente formation sont unanimes sur ce point, les dépositions de BXF, de BZC et de ZBJ ne permettent pas de douter raisonnablement qu'ils ont vécu l'attaque en personne, que Nizeyimana était présent durant l'attaque et que celle-ci a bien eu lieu au moment qu'ils ont indiqué.

<sup>1858</sup> La Chambre estime que tout écart entre la date indiquée dans l'acte d'accusation (« le 20 avril 1994 ou vers cette date ») et sa propre conclusion ne porte pas à conséquence. Voir, par exemple, les arrêts *Rutaganda*, par. 302, et *Kunarac*, par. 217. La formulation choisie montre bien qu'il s'agit d'une approximation et les écritures préalables au procès indiquent que cette formulation pourrait inclure le 22 avril 1994. Voir l'annexe du mémoire préalable au procès, par. 14 (p. 12 de la version anglaise), 17 (p. 14 de la version anglaise) et 42 (p. 33 de la version anglaise). De plus, deux des victimes de l'attaque étaient des notables – Jean Baptiste Matabaro était substitut du procureur de Butare et Zéphanie Nyirinkwaya était sous-préfet de Butare – et l'acte d'accusation précise la nature de l'attaque et la catégorie d'assaillants, ce qui fait que Nizeyimana a été suffisamment informé pour pouvoir préparer sa défense quant à cet événement survenu « le » ou « vers » le 20 avril. Voir arrêt *Muvunyi II*, par. 29.

<sup>1859</sup> Voir les arrêts *Ntabakuze*, par. 215, la note 523 citant l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 81 ; *Rutaganda*, par. 29 qui renvoie à l'arrêt *Munyakazi*, par. 57 ; *Muvunyi II*, par. 57 et *Muhimana*, par. 103.

<sup>1860</sup> Voir, par exemple, les arrêts *Simba*, par. 116 (« La Chambre d'appel n'infirme pas à la légère les conclusions d'un juge des faits qui a été en mesure d'apprécier directement le comportement d'un témoin à l'audience ») ; *Nahimana*, par. 14 (il est fait confiance à la Chambre de première instance « [qui est] mieux placée pour apprécier les dépositions, y compris le comportement des témoins ») ; *Ntakirutimana*, par. 204 (« La Chambre de première instance est mieux placée que quiconque pour évaluer le comportement du témoin qui dépose ») et par. 316 (« Les juges de première instance ont l'avantage d'observer par eux-mêmes les témoins et ils sont donc mieux placés que la Chambre d'appel pour décider de la fiabilité d'un témoin et de la crédibilité de ses propos ») ; *Bagilishema*, par. 12 (« La Chambre d'appel a également expliqué à maintes reprises les raisons pour lesquelles elle s'en était remise aux conclusions factuelles des Chambres de première instance. Ainsi, dans l'arrêt qu'elle a rendu dans l'affaire *Kupreskić* la Chambre d'appel du TPIY a expliqué ces raisons en ces termes : les juges de première instance ont l'avantage d'observer par eux-mêmes les témoins et ils sont donc mieux placés que la Chambre d'appel pour décider de la fiabilité d'un témoin et de la crédibilité de ses propos ») ; *Kamuhanda*, par. 138 (qui revient sur « la nécessité de s'en remettre à la Chambre de première instance sur les questions de crédibilité, en particulier étant donné l'importance du comportement des témoins ») ; *Kajelijeli*, par. 50 (« La Chambre d'appel souligne qu'une Chambre de première instance est la mieux placée pour apprécier le comportement des témoins qui déposent en personne devant elle »). Voir aussi l'arrêt *Seromba*, par. 11 (en ce qui concerne les constatations factuelles faites par la Chambre de première instance, la Chambre d'appel « doit faire crédit à [celle-ci] pour l'appréciation qu'elle a portée sur les éléments de preuve présentés au procès »).



732. Ayant déterminé que l'attaque a eu lieu le soir du 22 avril 1994, la Chambre tient aussi compte de l'alibi invoqué, à savoir que Nizeyimana était rentré de l'usine à thé de Mata et était arrivé à Butare vers 17 heures ou 18 heures. D'emblée, cet élément de preuve ne contredit pas nécessairement les dépositions de BXF, de BZC et de ZBJ quant à l'heure de l'attaque. Même si c'était le cas, les témoignages à charge convaincants ôtent tout doute raisonnable sur la présence de Nizeyimana pendant l'attaque. En effet, la Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, conclu que l'alibi, examiné à la lumière de l'ensemble de la preuve, n'a pas établi qu'il était raisonnablement possible que Nizeyimana ait été absent de Butare du matin du 21 au début de la soirée du 22 avril<sup>1861</sup>.

733. Ayant conclu que Nizeyimana se trouvait chez Matabaro avec des militaires de l'ESO, la Chambre fait remarquer qu'il n'existe aucune preuve directe que Nizeyimana ait ordonné ou autorisé les meurtres subséquents des personnes enlevées de chez Matabaro et de chez Nyirinkwaya, ou incité à commettre ceux-ci. Rien n'établit non plus expressément que des militaires de l'ESO ayant pris part à l'enlèvement ont effectivement abattu ces personnes.

734. Néanmoins, cette attaque doit être replacée dans le contexte dans lequel elle a eu lieu. Les meurtres dont il est question traduisent un mode de violence particulier apparu après le discours prononcé le 19 avril 1994 à Butare par le Président Théodore Sindikubwabo. Il appert du dossier que, dès le 20 avril, des personnalités de premier plan de Butare – y compris des Hutus – ainsi que leurs familles ont été traquées jusque dans leurs maisons et tuées sur place ou ailleurs dans la ville de Butare. Ainsi, les éléments de preuve établissent de manière irréfutable que des militaires de l'ESO, conduits par le sous-lieutenant Bizimana, ont tué Rosalie Gicanda, l'ancienne reine tutsi, vers le 20 avril<sup>1862</sup>. Dans des attaques tout aussi ciblées, des membres des familles de Jean Marie Vianney Maniraho et de Jérôme Ngarambe ont été tués le soir du 20 avril<sup>1863</sup>. De même, vers le 21 avril, une attaque a été lancée contre la maison d'un professeur tutsi d'université, Pierre Claver Karenzi, et sa femme, Alphonsine Mukamusoni, a été tuée. Karenzi a été enlevé de chez lui et tué près d'un barrage tenu par des militaires de l'ESO, alors que sa femme avait été tuée dans leur maison<sup>1864</sup>.

735. La participation de Nizeyimana à tous ces meurtres n'est pas établie au-delà de tout doute raisonnable, mais la proximité temporelle et le mode opératoire constant qu'ils ont en commun avec cette attaque contredisent toute idée qu'ils n'auraient pas été délibérés. Il ressort de la preuve que le premier souci des assaillants était d'éliminer tous les chefs de famille mâles, dont le substitut du procureur de Butare (Jean Baptiste Matabaro) et un sous-préfet (Zéphanie

<sup>1861</sup> Voir chap. II, point 13.2.

<sup>1862</sup> Voir chap. II, point 6.2.

<sup>1863</sup> Voir chap. II, point 6.4.

<sup>1864</sup> Voir chap. II, point 6.5.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Nyirinkwaya) et, à tout le moins, le reste des personnes enlevées des deux résidences<sup>1865</sup>. En effet, l'approche méthodique ainsi que l'immédiate proximité temporelle et spatiale de l'enlèvement des personnes se trouvant dans les deux résidences avec les exécutions qui ont suivi ne permettent raisonnablement pas de penser qu'une autre raison aurait motivé cette attaque.

736. Dans ce contexte, la Chambre ne doute pas que la présence de Nizeyimana a contribué de manière significative et substantielle aux meurtres. Sa position d'officier de rang élevé dans la hiérarchie de l'ESO et son expérience au poste de S2/S3 chargé du renseignement et de la formation des opérations sont essentielles pour comprendre son rôle. Ces facteurs, joints à sa bonne connaissance du voisinage, montrent qu'il supervisait l'opération et était présent pour s'assurer qu'elle était menée à bien. À cet égard, sa présence équivaut nécessairement à une approbation tacite significative et substantielle de l'enlèvement puis des meurtres qui s'en sont ensuivis. De plus, la seule conclusion raisonnable est que les meurtres ont été commis sur ordre de Nizeyimana et avec son approbation expresse.

737. Enfin, la Chambre ne doute pas que des militaires de l'ESO ont directement participé à l'enlèvement et au meurtre subséquent de Jean Baptiste Matabaro, du sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya, des membres de leurs familles et d'autres personnes qu'ils hébergeaient. Il ressort incontestablement du dossier que Jean Baptiste Matabaro, sa femme et un certain nombre de leurs enfants ont été tués. De même, Zéphanie Nyirinkwaya et des membres non identifiés de sa famille ainsi que des personnes hébergées chez lui ont été tués. Théodore Hitimana et un de ses fils ont été tués. Selon des témoignages généraux, Antoine Ntakirutinka (ou Ncunguyinka) et les membres de sa famille ont été victimes de l'attaque. Il ressort du dossier que de nombreux corps ont été trouvés là où l'attaque s'était produite.

738. Toutefois, les témoignages concernant l'appartenance ethnique des victimes sont équivoques. Jean Baptiste Matabaro, du moins en apparence, était considéré comme un Hutu, de même que ses enfants<sup>1866</sup>. D'après l'unique témoignage sur l'appartenance ethnique du sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya, celui-ci était Hutu<sup>1867</sup>. La Chambre pense aussi que les témoignages sur l'appartenance ethnique de Hitimana sont ambigus<sup>1868</sup>. Ces meurtres ont été commis sur fond de violence à coloration ethnique, mais l'ambiguïté quant à l'appartenance ethnique des victimes permet raisonnablement de penser que ces meurtres ont pu être motivés par autre chose que l'intention génocide.

<sup>1865</sup> Selon la Chambre, les témoignages concernant les personnes enlevées de la résidence de Nyirinkwaya (outre Zéphanie Nyirinkwaya) donnent à penser que les militaires ont pu les enlever, non parce qu'elles étaient particulièrement visées, mais pour s'assurer que tous ceux qui étaient partis de chez Matabaro et s'étaient arrêtés là avaient été enlevés de cette maison aussi.

<sup>1866</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 8 et 26 (huis clos)), BXF.

<sup>1867</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 5), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>1868</sup> CRA, 22 février 2011 (p. 79 (huis clos)), BZC.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

## **7. BARRAGES, FIN AVRIL À MAI 1994**

### **7.1 Meurtre de Remy Rwekaza et attaque contre ZAV**

#### *Introduction*

739. Selon l'acte d'accusation, vers le 21 avril 1994, Nizeyimana, qui [y] était physiquement présent, a ordonné à des militaires des FAR, dont l'identité n'est pas connue, de tuer deux civils tutsis, à savoir Remy Rwekaza et le témoin ZAV, à proximité d'un barrage routier non loin de l'intersection de la route de Gikongoro et de celle de Kigali, à la suite de quoi, Rwekaza a été tué et ZAV blessé. Le Procureur se fonde sur la déposition de ZAV. Il soutient en outre que le témoignage de ZAV et celui de ZAK, qui relate le meurtre de Beata Uwambaye à un barrage, se corroborent l'un l'autre et établissent « une séquence de faits liés entre eux et l'existence d'une ligne de conduite délibérée »<sup>1869</sup>.

740. La Défense soutient que Nizeyimana était en mission de reconnaissance à l'usine à thé de Mata à Gikongoro le 21 avril 1994. Elle conteste en outre la crédibilité du témoignage non corroboré de ZAV<sup>1870</sup>.

#### *Dépositions*

##### Témoin à charge ZAV

741. Au début du mois d'avril 1994, ZAV, d'ethnie tutsie, était étudiant à l'université de Butare<sup>1871</sup>. Lorsque l'avion du Président Juvénal Habyarimana a été abattu, il était en vacances à Kigali<sup>1872</sup>. Vers la fin du mois d'avril, tentant de fuir le Rwanda pour le Burundi ou le Congo, ZAV et Rémy Rwekaza, un autre civil tutsi, avaient quitté Kigali et s'étaient dirigés vers le sud<sup>1873</sup>. Ils étaient arrivés dans la préfecture de Butare le 19 avril et à la périphérie de la ville de Butare le 21 avril vers 16 heures ou 17 heures, par la route menant de Kigali à Butare<sup>1874</sup>. Ils avaient été pris en autostop et déposés au pont situé avant la colline qui donne sur la ville, le conducteur ne voulant pas prendre le risque de se présenter aux points de contrôle avec des passagers à bord<sup>1875</sup>. De là, ils étaient entrés dans la ville à pied, non armés et en tenue civile, jusqu'à un barrage établi au carrefour des routes menant à Gikongoro et à Cyangugu, d'une part,

<sup>1869</sup> Acte d'accusation, par. 24 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 470 à 476, et 468 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 19 et 20, 27, 34 et 35, et 72 et 73 (réquisitions).

<sup>1870</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 246 à 258 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 11, 30 et 31, et 56 et 57 à 59 (plaidoiries).

<sup>1871</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 24 à 26), ZAV ; pièce à conviction P36 (fiche de renseignements personnels de ZAV).

<sup>1872</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 27), ZAV.

<sup>1873</sup> Ibid. (p. 27 et 32), ZAV.

<sup>1874</sup> Ibid. (p. 27, 32, 33, et 60 (huis clos)), ZAV.

<sup>1875</sup> Ibid. (p. 27 et 28), ZAV.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

et à Buye et à Butare ville, d'autre part<sup>1876</sup>. ZAV a identifié ceux qui tenaient le barrage comme étant des cadets de l'ESO<sup>1877</sup>. Il a pu décrire ceux-ci parce qu'il les voyait tous les jours<sup>1878</sup>. Ils étaient jeunes et en uniformes et il savait donc que c'étaient des étudiants<sup>1879</sup>.

742. Il leur avait expliqué qu'il était étudiant à l'université de Butare et qu'il rendait visite au capitaine Twagiramungu, instructeur à l'ESO<sup>1880</sup>. Les étudiants de l'ESO avaient été sensibles à l'allusion au capitaine et leur avaient permis de passer et de continuer leur route vers Butare<sup>1881</sup>. Alors qu'ils poursuivaient leur chemin, un véhicule portant l'emblème des Nations Unies s'était approché et s'était arrêté à leur hauteur<sup>1882</sup>. ZAV avait reconnu Nizeyimana, en uniforme de combat, au volant de la voiture<sup>1883</sup>. Le témoin le connaissait de nom et le voyait de temps en temps à Butare<sup>1884</sup>. À ses côtés était assise une femme que le témoin n'a pas reconnue, également en uniforme militaire<sup>1885</sup>. Nizeyimana leur avait demandé qui ils étaient et où ils se rendaient<sup>1886</sup>. Quand il avait appris qu'ils comptaient rendre visite au capitaine Twagiramungu, Nizeyimana avait dit que Twagiramungu était un « *Inkotanyi* » et que les deux hommes devaient retourner au barrage<sup>1887</sup>.

743. Au barrage, Nizeyimana avait donné l'ordre aux étudiants de l'ESO de tuer ZAV et Rwekaza<sup>1888</sup>. Nizeyimana était resté dans le véhicule tout le temps<sup>1889</sup>. Les deux hommes avaient été conduits par quatre militaires dans une zone boisée près de la route de Cyangu<sup>1890</sup>. À Rwekaza qui leur offrait de l'argent en échange de sa vie, les militaires avaient répondu que Nizeyimana les tuerait s'ils n'exécutaient pas ses ordres<sup>1891</sup>. Ils avaient tiré et touché ZAV au bras gauche, à l'estomac et à l'un de ses doigts, et le témoin avait perdu connaissance<sup>1892</sup>. Quand il était revenu à lui, il avait appelé Rwekaza et avait compris que celui-ci était mort<sup>1893</sup>. Il s'était

<sup>1876</sup> Ibid. (p. 28 et 32), ZAV.

<sup>1877</sup> Ibid. (p. 28, et 32 et 33), ZAV.

<sup>1878</sup> Ibid. (p. 25), ZAV.

<sup>1879</sup> Id.

<sup>1880</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 29), ZAV.

<sup>1881</sup> Ibid. (p. 29), ZAV.

<sup>1882</sup> Id. ZAV n'a pas été interrogé sur la couleur du véhicule.

<sup>1883</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 26, 29, 33, et 61 (huis clos)), ZAV.

<sup>1884</sup> Ibid. (p. 26), ZAV. ZAV a expliqué que, Butare étant une petite ville, tout le monde connaissait tout le monde. Les gens se rendaient aux mêmes endroits.

<sup>1885</sup> Ibid. (p. 29, 33, et 61 (huis clos)), ZAV.

<sup>1886</sup> Ibid. (p. 33), ZAV.

<sup>1887</sup> Ibid. (p. 29), ZAV.

<sup>1888</sup> Ibid. (p. 30), ZAV.

<sup>1889</sup> Ibid. (p. 33, et 62 (huis clos)), ZAV.

<sup>1890</sup> Ibid. (p. 30, et 32 et 33), ZAV ; pièce à conviction P37 (croquis de la zone de forêt fait par de ZAV).

<sup>1891</sup> Id.

<sup>1892</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 29 à 32), ZAV.

<sup>1893</sup> Ibid. (p. 30), ZAV.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

relevé et avait marché vers la prison, mais avant d'y parvenir, il avait aperçu un bus à l'arrêt dans lequel il avait passé la nuit<sup>1894</sup>.

744. Le lendemain, des gens étaient montés dans le bus et l'avaient accusé d'être « un membre du FPR »<sup>1895</sup>. ZAV avait tenté de les convaincre qu'il n'était pas un *Inkotanyi* mais qu'il était étudiant à l'université de Butare<sup>1896</sup>. Il leur avait dit qu'il connaissait quelqu'un qui pouvait confirmer son identité et ils étaient allés chercher cette personne<sup>1897</sup>. Un certain Cyprien était arrivé et avait hésité à identifier ZAV ; il avait demandé au témoin ce que celui-ci attendait de lui<sup>1898</sup>. Cyprien était parti et sa femme lui avait dit qu'elle connaissait ZAV et qu'il fallait l'amener à l'hôpital<sup>1899</sup>. ZAV était arrivé à l'hôpital et avait finalement quitté le Rwanda<sup>1900</sup>.

### *Délibérations*

745. Le témoin à charge ZAV a fait une déposition de première main disant que Nizeyimana avait donné l'ordre à des militaires de l'ESO de tuer Rwekaza et lui-même le 21 avril 1994 au barrage établi au carrefour des routes menant à Kigali et à Gikongoro / Cyangugu. Rwekaza et ZAV avaient été emmenés par les militaires dans une zone boisée où ils avaient tiré sur eux. Rwekaza était mort sur le coup et ZAV avait subi de graves atteintes à sa santé physique et mentale.

746. La Défense nie la présence de Nizeyimana au barrage le 21 avril 1994. Elle conteste en outre la crédibilité de ZAV, et fait état de son refus de fournir des informations sur son statut à l'immigration, d'incohérences dans son témoignage et de contradictions entre celui-ci et les notes d'entretien avec le témoin prises par le Procureur. La Chambre va examiner chacun de ces points.

747. La Défense a longuement [contre-]interrogé ZAV sur son statut à l'immigration<sup>1901</sup>. En l'occurrence, elle a demandé pourquoi il avait demandé le statut de réfugié aux États-Unis, la procédure qu'il avait fallu suivre et s'il avait raconté aux fonctionnaires de l'immigration ce qui s'était passé au barrage<sup>1902</sup>. La Chambre note que ZAV s'est refusé à donner des détails et, la

<sup>1894</sup> Ibid. (p. 31 et 34), ZAV.

<sup>1895</sup> Ibid. (p. 34), ZAV.

<sup>1896</sup> Id.

<sup>1897</sup> Id.

<sup>1898</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 34 à 36), ZAV.

<sup>1899</sup> Id.

<sup>1900</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 34 et 40), ZAV.

<sup>1901</sup> Ibid. (p. 40 et 41, et 42 à 61 (huis clos)), ZAV ; dernières conclusions écrites de la Défense, par. 251 à 253.

<sup>1902</sup> Ibid. (p. 42 à 60 (huis clos)), ZAV.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

plupart du temps, à répondre en l'absence de son avocat aux questions posées par le conseil de la Défense sur ce sujet<sup>1903</sup>.

748. Quand on lui a demandé le nom de son avocat, ZAV a dit qu'il ne s'en souvenait plus parce que « cela faisait longtemps » [traduction]<sup>1904</sup>. Cela étant, la Chambre considère que la peur que Nizeyimana continue d'inspirer au témoin a influencé son comportement et sa franchise lors du contre-interrogatoire, et qu'elle est pour quelque chose dans son refus de donner des informations personnelles en matière d'immigration.

749. De plus, ZAV a par la suite admis qu'il avait parlé aux responsables de l'immigration de ce qui était arrivé à Rémy Rwekaza et des blessures qu'il avait lui-même reçues pendant la fusillade, mais qu'il n'avait pas mentionné le nom de Nizeyimana dans sa demande<sup>1905</sup>. Le témoin a indiqué que sa demande du statut de réfugié invoquait comme motif « des raisons de sécurité », parce que des personnes « comme Nizeyimana », l'ancienne armée, l'ESO et les *Interahamwe* le menaçaient toujours au Rwanda en 1997<sup>1906</sup>. Étant donné les faits qui ont causé la mort de son ami et qui ont failli coûter la vie au témoin, la Chambre juge raisonnable et convaincante la réticence de ZAV à impliquer un militaire de haut rang pendant sa procédure d'immigration.

750. La Défense a soulevé le fait que ZAV avait refusé de commenter les notes d'entretien prises par le Procureur qui, selon elle, diffèrent considérablement de sa déposition à l'audience<sup>1907</sup>. La Chambre rappelle que le document appelé « Note d'entretien » est une compilation faite par le Procureur et qui n'a jamais été reconnue ou signée par le témoin avant qu'il vienne à la barre<sup>1908</sup>. Le témoin a confirmé dans les grandes lignes sa déposition pendant l'interrogatoire principal et a refusé tout commentaire sur les contradictions alléguées par rapport à la note d'entretien<sup>1909</sup>. La Chambre ne croit pas que ses réponses en ce qui concerne la « Note d'entretien » révèlent des contradictions de taille entre celle-ci et sa déposition. Plus précisément, ZAV a confirmé que Nizeyimana n'était pas sorti de sa voiture pendant tout ce temps, qu'il ne

<sup>1903</sup> CRA, 23 février 2011, (p. 43 et 44 (huis clos), 46 (huis clos), 49 à 51 (huis clos), 54 et 55 (huis clos) et 57 (huis clos)), ZAV.

<sup>1904</sup> Ibid. (p. 52 (huis clos)), ZAV. NDT. : Cette citation n'apparaît pas dans le compte rendu en français L'anglais dit « *it has been a while [...]* ».

<sup>1905</sup> Ibid., p. 50 (huis clos), et 59 et 60 (huis clos), ZAV. ZAV a expliqué que la version qu'il avait donnée au Tribunal était différente parce que là, il ne demandait pas le statut de réfugié. Il était venu déposer au sujet du meurtre d'un ami, mais il a insisté sur le fait qu'il n'avait pas fait un récit différent aux responsables de l'immigration. Ibid., p. 60 (huis clos). De même, il n'apparaît pas clairement dans les réponses qu'a données ZAV s'il a demandé le statut de réfugié sous sa véritable identité. Ibid., p. 57 à 59 (huis clos).

<sup>1906</sup> Ibid. (p. 52 à 54 (huis clos)), ZAV.

<sup>1907</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 255 à 257. Voir CRA, 23 février 2011 (p. 62 à 64 (huis clos)), ZAV.

<sup>1908</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 63 (huis clos)), ZAV.

<sup>1909</sup> Voir, par exemple, ibid. (p. 61 et 62 (huis clos) et 65 (huis clos)), ZAV.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

savait pas qui était la femme assise aux côtés de Nizeyimana dans la voiture et qu'il avait discuté de la possibilité de se rendre à Nyanza avec un conducteur hutu<sup>1910</sup>.

751. La Défense a relevé une contradiction dans la description que ZAV fait de sa relation avec Rwekaza<sup>1911</sup>. La Chambre considère que ces différentes façons de présenter Rwekaza traduisent la réticence qu'éprouvait ZAV à donner des informations qui auraient pu divulguer son identité<sup>1912</sup>. Elle ne pense pas que cela soit important au regard de l'allégation visée.

752. La Défense fait valoir que la relation de ZAV concernant la manière dont il a survécu « ne sonne pas vrai » [traduction] au regard de la situation prévalant à Butare à la même époque<sup>1913</sup>. Elle soutient plus précisément que l'épisode où des gens prennent le témoin pour un « membre du FPR », alors qu'il se cachait dans un bus, où l'on va chercher quelqu'un qui doit confirmer que ZAV n'était pas un *Inkotanyi*, mais qui ne le connaît pas, la conversation que cette même personne a eue par la suite avec sa femme, laquelle confirme l'identité de ZAV, tout cela ne cadre pas avec le déchaînement de violence qui avait suivi le discours prononcé par le Président Sindikubwabo à Butare le 19 avril 1994<sup>1914</sup>. La Chambre convient que le récit que ZAV fait des événements qui ont suivi la fusillade, à laquelle il a survécu semble pour le moins confus. Il reste qu'elle n'a aucune raison de douter de la déposition de ZAV à cet égard et que la Défense ne fait état d'aucun témoignage donnant à entendre que tout cela est faux.

753. La Chambre en vient au fond de la déposition de ZAV et note que, selon le témoin, Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires de l'ESO qui tenaient le barrage établi au carrefour des routes Gikongoro/Cyangugu et Kigali le 21 avril 1994 de les tuer, lui et son ami Remy Rwekaza. Les raisons permettant à ZAV d'identifier Nizeyimana sont d'ordre général. En l'occurrence, le témoin a dit que les gens aimaient traîner dans des lieux de prédilection à Butare et que tout le monde se connaissait<sup>1915</sup>. Il a noté qu'à Butare les gens se retrouvaient souvent aux mêmes endroits, comme l'hôtel Ibis et l'hôtel Faucon, qui se trouvent sur l'artère principale de Butare<sup>1916</sup>. Il ressort des dépositions entendues par la Chambre que Butare était une ville relativement petite et que des personnalités, dont Nizeyimana, étaient connues de gens qui n'avaient pas forcément des liens personnels ou professionnels avec elles<sup>1917</sup>. Ainsi, ZAV, qui y

<sup>1910</sup> Ibid. (p. 62 (huis clos), 65 (huis clos), et 69 et 70 (huis clos)), ZAV.

<sup>1911</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 254.

<sup>1912</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 27, 53 et 61 (huis clos)), ZAV.

<sup>1913</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 249.

<sup>1914</sup> Id. ; CRA, 23 février 2011 (p. 34), ZAV.

<sup>1915</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 26), ZAV.

<sup>1916</sup> Id.

<sup>1917</sup> Voir, par exemple, CRA, 18 mai 2011 (p. 72), témoin Nsabimana, (« Q. Connaissez-vous personnellement Monsieur Ildéphonse Nizeyimana ? R. Je le connaissais mais pas personnellement, je le connaissais physiquement mais on n'avait pas d'affinités ou de relations personnelles. Bon, comme c'était un officier de la place, il pouvait être reconnu par des gens sans que, lui, il les connaisse. On le voyait en ville — dans la ville de Butare —, aussi, je le voyais, par exemple, dans les rencontres sportives que son école — l'ESO — pouvait... qui pouvait croiser son

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

étudiait depuis 1991, avait amplement le temps d'en savoir plus sur Nizeyimana. La Chambre relève aussi que ZAV a identifié Nizeyimana au prétoire, même si une telle identification est peu probante<sup>1918</sup>. Certes, les raisons permettant d'identifier quelqu'un sont d'ordre plutôt général, mais la Chambre est convaincue qu'en 1994, le fait que ZAV se trouvait toutes ces années-là à Butare lui permettait de reconnaître Nizeyimana, qui était une personnalité là-bas<sup>1919</sup>.

754. ZAV avait aussi reconnu ceux qui tenaient le barrage comme étant des cadets de l'ESO. Sachant cela, il leur avait dit qu'il allait voir le capitaine Twagiramungu, et les militaires les avaient laissés franchir la barrière. Comme indiqué plus haut, ZAV avait été étudiant à Butare, une ville relativement petite, pendant pas mal de temps. Il savait où se trouvait le camp de l'ESO et était capable de reconnaître les cadets de cette institution à leur jeune âge et à leurs uniformes<sup>1920</sup>. Le témoin n'avait pas fourni d'autres précisions concernant le type d'uniforme ou la couleur des bérets, mais la Chambre est convaincue qu'il pouvait identifier les militaires de l'ESO en avril 1994. En effet, selon le témoin lui-même, ils avaient pu d'abord franchir le barrage dans un premier temps en mentionnant le nom du capitaine Twagiramungu<sup>1921</sup>. Ceci montre qu'il connaissait quelque peu les officiers de l'ESO et ne peut que renforcer l'identification qu'il a faite<sup>1922</sup>.

755. De plus, les circonstances particulières dans lesquelles les faits se sont déroulés donnent aussi du poids à l'identification qu'il a faite de Nizeyimana et des militaires de l'ESO. Ces faits, incontestablement stressants, se sont déroulés de jour, entre 16 heures et 17 heures (et non la

---

école avec d'autres établissements scolaires de la place. Mais j'avoue que, lui, je ne sais pas s'il me connaissait ou bien s'il me connaît. Mais c'est dans ces circonstances que je le connaissais, on n'a pas eu de contact physique ou personnel ») et 19 mai 2011, p. 3 (« Q. Vous nous avez également rapporté hier, au sujet des événements de 1994, certains faits concernant Nizeyimana. Vous avez dit qu'il était un officier local, qu'il pouvait même être reconnu par des gens qui ne le connaissaient pas personnellement mais qui le voyaient à Butare. Donc, vous vouliez dire, Monsieur le Témoin, que, sans le connaître au niveau personnel, vous saviez qui il était ; c'est bien cela ? LE PRÉSIDENT : Madame Gray, voulez-vous dire ses fonctions — que les gens connaissent ses fonctions ? LE TÉMOIN : C'est bien cela. ... Q. Vous étiez en mesure de l'identifier. S'il vous arrivait de le rencontrer, vous auriez pu dire que tel est Nizeyimana ; c'est bien cela ? R. Tout à fait. Mais j'avoue qu'on n'avait pas de contacts personnels. LE PRÉSIDENT : Monsieur le Témoin, ce que l'on voudrait entendre de vous, c'est ceci : si vous voyiez quelqu'un passer... si vous voyiez Nizeyimana passer, vous auriez pu l'identifier sans qu'il vous connaisse nécessairement et sans que vous l'ayez jamais... vous lui ayez jamais parlé — LE TÉMOIN : C'est bien cela »).

<sup>1918</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 39), ZAV. Voir aussi les arrêts *Kalimanzira*, par. 96 ; et *Kunarac*, par. 226, 227 et 320.

<sup>1919</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 25 et 26), ZAV.

<sup>1920</sup> Id.

<sup>1921</sup> CRA, 23 février (p. 29), ZAV.

<sup>1922</sup> Ibid. (p. 26), ZAV (« Q. Et pendant que vous étiez à l'Université à Butare, connaissiez-vous quelques officiers à l'École des sous-officiers — l'ESO ? R. Je connaissais certains d'entre eux par leur nom et je pouvais les voir en ville de temps en temps. Q. Ceux que vous connaissiez nommément, pouvez-vous nous donner ces noms ? R. C'étaient Gatsinzi, Nizeyimana et Twagiramungu Q. Connaissiez-vous le grade de Twagiramungu ? R. C'était un capitaine. Q. Savez-vous de quelle localité il était originaire au Rwanda ? R. Il était originaire de Cyangugu. Q. Et Nizeyimana, connaissiez-vous son grade ? R. Il était également capitaine. Q. Saviez-vous de quelle localité il provenait au Rwanda ? R. Il était de Gisenyi »).



Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

nuît) et Nizeyimana avait passé un certain temps avec ZAV, depuis l'instant où il l'avait intercepté à bord de sa voiture jusqu'au moment où il l'avait raccompagné au barrage. De même, ZAV était très près de Nizeyimana, qui s'était approché d'eux en voiture, avait parlé au témoin et l'avait traité d'« *Inkotanyi* ». Il ne semble pas qu'un obstacle quelconque se soit dressé entre lui, Nizeyimana et les militaires.

756. En fait, ZAV est le seul à évoquer cet événement, mais son témoignage est des plus convaincants. La Chambre relève d'emblée qu'il a montré à l'audience les cicatrices des blessures que lui ont causées les balles au barrage<sup>1923</sup>. Son comportement à l'audience, pendant sa relation, était convaincant. Plus important encore, son témoignage à ce sujet est corroboré indirectement. Par exemple, ZAV a décrit avec force détails l'endroit où était établi le barrage<sup>1924</sup>. Et sa description concorde avec d'autres témoignages concernant l'existence de ce barrage et disant qu'il était tenu par des militaires de l'ESO<sup>1925</sup>.

757. En outre, son témoignage sur la manière dont Rwekaza et lui, tous deux Tutsis, avaient été attaqués – interceptés, conduits à un endroit isolé non loin du barrage et agressés – trouve une confirmation indirecte importante pour qui sait lire entre les lignes<sup>1926</sup>. Enfin, il est incontesté que les gens de l'ESO avaient accès aux véhicules de la MINUAR qui avaient été abandonnés au camp et que Nizeyimana, en particulier, en utilisait un en avril et mai 1994<sup>1927</sup>. Dans ces conditions, la Chambre estime que l'identification par ZAV de Nizeyimana et des militaires de l'ESO au barrage le 21 avril 1994 ou vers cette date est convaincante.

758. Pour sa part, la Défense ne conteste pas la date des faits rapportée par ZAV, à savoir le 21 avril 1994, mais elle soutient que Nizeyimana était ce jour-là en mission de reconnaissance à l'usine à thé de Mata<sup>1928</sup>. La Chambre fait remarquer que le Procureur n'a pas demandé à ZAV comment il savait à quelle date ils s'étaient trouvés au barrage. En réalité, le témoin se rappelle

<sup>1923</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 31), ZAV.

<sup>1924</sup> Ibid. (p. 28), ZAV (« Q. Ainsi, on vous a déposés, vous avez commencé à marcher, vous avez gravi la colline pour aller au Musée national. R. [Right]. Q. Avez-vous dépassé ou non le Musée national ? R. Si, je l'ai fait, je suis passé devant le Musée national. Q. Après avoir dépassé le Musée national à pied, à quel endroit êtes-vous arrivé ? R. Depuis le pont jusqu'au Musée, il n'y a rien. Après le Musée, au carrefour de la route menant à Gikongoro et à Cyangugu, il y a une autre route qui va à Buye, au quartier résidentiel, une autre route qui va à la ville, et il y avait à cet endroit un barrage routier où j'ai été appréhendé »).

<sup>1925</sup> Voir chap. II, points 7.2 et 7.3.4.

<sup>1926</sup> Par exemple, ZBH, qui a reconnu avoir tué des Tutsis à ce barrage, a dit comment les militaires confiaient les victimes aux civils et comment ceux-ci les emmenaient ensuite pour les tuer dans un endroit éloigné du barrage. CRA, 8 février 2011 (p. 65, et 73 à 75), ZBH. De son côté, ZAK a relaté comment des militaires de l'ESO avaient pris sa compagne, Beata Uwambaye, et l'avaient conduite du barrage à une zone boisée en contrebas de la route où ils l'avaient tuée. CRA, 24 janvier 2011 (p. 56 à 58), ZAK. De plus, le témoin Ntezimana a vu les *Interahamwe* rouer de coups ce qui paraissait être un humain dans une zone boisée en contrebas du barrage. CRA, 14 février 2011 (p. 68), témoin Ntezimana.

<sup>1927</sup> Voir Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 263. Voir aussi chap. II, point 7.2.

<sup>1928</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 248.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

qu'il avait quitté Kigali et était arrivé à Butare « vers la fin avril »<sup>1929</sup>. Il était arrivé dans la préfecture de Butare « vers le 19 avril » et par la suite à Butare « le 21 avril »<sup>1930</sup>. ZAV a confirmé durant son contre-interrogatoire que son ami était mort le 21 avril et qu'il avait communiqué la même information au service de l'immigration<sup>1931</sup>.

759. La Chambre fait observer que le témoignage de ZAV est directement contredit par l'alibi invoqué par Nizeyimana en ce qui concerne la date du 21 avril 1994. Toutefois, ayant examiné au fond cet alibi, la Chambre a jugé qu'il manquait de crédibilité et que les témoignages à charge avaient éliminé toute possibilité raisonnable qu'il soit véridique<sup>1932</sup>. La Chambre est convaincue que Nizeyimana a donné l'ordre à des militaires de l'ESO de tuer Rémy Rwekaza et ZAV, tous deux Tutsis, au barrage établi au carrefour des routes menant à Gikongoro/Cyangugu et à Kigali, le 21 avril ou vers cette date. Selon le dossier, le meurtre de Rwekaza résulte directement de cet ordre. Quant à ZAV, sur qui l'on avait tiré, qui avait perdu connaissance et qui avait été laissé pour mort, la Chambre pense que des atteintes graves ont été portées à sa santé physique. Elle examinera les implications de ces conclusions au chapitre consacré aux conclusions juridiques (chap. III).

## 7.2 Meurtre de Beata Uwambaye

### *Introduction*

760. Selon l'acte d'accusation, le 5 mai 1994 ou vers cette date, Nizeyimana, qui était physiquement présent, a ordonné à des militaires de tuer une femme appartenant au groupe ethnique tutsi dénommée Beata Uwambaye, au barrage établi à l'embranchement de la route menant à Gikongoro. Le témoin à charge ZAK a déposé à cet égard<sup>1933</sup>.

761. La Défense met en doute la fiabilité du témoignage non corroboré de ZAK qui est directement et indirectement contredit par les témoignages à décharge. De plus, à la date du 5 mai 1994, Nizeyimana avait déjà été affecté au centre d'instruction de l'usine à thé de Mata à Gikongoro et n'aurait donc pas pu se trouver au barrage. Les témoins à décharge Aloys Ntabakuze, Valens Hahirwa, OUV03 et RWV11 ont déposé à cet égard<sup>1934</sup>.

<sup>1929</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 27), ZAV.

<sup>1930</sup> Id.

<sup>1931</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 60 (huis clos)), ZAV.

<sup>1932</sup> Voir chap. II, point 13.2.

<sup>1933</sup> Acte d'accusation, par. 29 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 462 à 494 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 20, 27 et 35) (réquisitions).

<sup>1934</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 19, 29, 151, et 259 à 270 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 46 à 51, 56, et 57 à 60), (plaidoiries).

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

## Dépositions

### Témoin à charge ZAK

762. ZAK, un militaire d'ethnie hutue, était stationné à Kigali en mai 1994<sup>1935</sup>. Entre le 3 et le 5 mai ou vers ces dates, ZAK et Beata Uwambaye, une jeune femme civile tutsie âgée de 21 ans, étaient partis de Kigali à bord d'un véhicule à destination de Cyangugu, pour fuir les massacres qui avaient lieu dans la capitale<sup>1936</sup>. À leur arrivée à la périphérie de Butare, entre 10 heures et 11 heures, ils étaient parvenus à un barrage militaire à l'intersection des routes menant de Kigali à Butare et de Butare à Cyangugu<sup>1937</sup>. À ce barrage, ZAK avait reconnu Nizeyimana, qui était officier S2/S3 à l'ESO lorsque le témoin y était cadet de la fin de 1990 au début de 1991, notamment dans la 29<sup>e</sup> promotion<sup>1938</sup>. De 6 à 10 jeunes militaires, certains en tenue de camouflage et bérets noirs, dont le témoin pense qu'ils étaient des cadets de l'ESO, se trouvaient aussi au barrage<sup>1939</sup>.

763. Quand ils ont été interceptés au barrage, Nizeyimana s'est approché du véhicule et a demandé à ZAK où il emmenait cette « *Inyenzi* »<sup>1940</sup>. Le témoin a expliqué où Uwambaye et lui se rendaient et présenté à Nizeyimana le laissez-passer que lui avaient délivré ses supérieurs<sup>1941</sup>. Nizeyimana a ordonné à un caporal de confisquer l'arme du témoin et, une fois celui-ci désarmé, Nizeyimana lui a pris ses clés<sup>1942</sup>. D'une distance d'environ six mètres, le témoin a entendu Nizeyimana ordonner aux militaires d'« alle[r] exécuter cet *Inkotanyi* ... cet *Inyenzi* »<sup>1943</sup>. Les militaires ont répondu aux ordres de Nizeyimana en disant « [Oui] Mon capitaine »<sup>1944</sup>. À ce moment, Nizeyimana est reparti à bord d'une jeep militaire vert foncé "tache-tache" en compagnie de son chauffeur ou de son garde du corps vers le centre ville de Butare<sup>1945</sup>. Nizeyimana est resté sous les yeux du témoin entre 20 et 25 minutes<sup>1946</sup>.

<sup>1935</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 54 et 57), ZAK ; pièce à conviction P7 (fiche de renseignements personnels de ZAK).

<sup>1936</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 54 à 57) et 25 janvier 2011 (p. 12 et 13 (huis clos), 17 et 19), ZAK.

<sup>1937</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 55, 59 et 60, et 62) et 25 janvier 2011 (p. 17 et 18), ZAK.

<sup>1938</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 54, 59, 67, 71 et 72 (huis clos) et 25 janvier 2011 (p. 8 (huis clos), 11 (huis clos), 12 (huis clos), et 22), ZAK.

<sup>1939</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 60 et 61) et CRA, 25 janvier 2011 (p. 17), ZAK. Le témoin ZAK a relevé que les militaires qui se trouvaient au barrage étaient jeunes et il a donc pensé qu'ils «faisaient partie de la promotion de l'ESO appelée "ESO nouvelle formule". CRA, 24 janvier 2011, p. 61.

<sup>1940</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 56 à 58) et 25 janvier 2011 (p. 18), ZAK.

<sup>1941</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 58) et 25 janvier 2011 (p. 18 et 21), ZAK.

<sup>1942</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 56 et 59) et 25 janvier 2011 (p. 18), ZAK.

<sup>1943</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 56 à 59), ZAK.

<sup>1944</sup> Ibid. (p. 61), ZAK.

<sup>1945</sup> Ibid. (p. 59 et 60) et 25 janvier 2011 (p. 20 et 22), ZAK. La Défense s'est opposée au versement en preuve de l'élément concernant le véhicule que conduisait Nizeyimana, au motif qu'elle n'avait pas été suffisamment informée à ce sujet. *Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 29 avril 2011, par. 68 à 70. La Chambre rappelle que le Procureur a l'obligation d'énoncer les charges et faits essentiels sur lesquels reposent les charges portées dans l'acte d'accusation. Voir les arrêts *Ntagerura*, par. 21 ; *Nahimana*, par. 347 ; et *Blaškić*, par. 219. Toute importante qu'elle

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

764. Plusieurs des militaires qui étaient là se sont saisis d'Uwambaye, qui n'était pas armée et portait des vêtements civils, et l'ont menée vers une zone boisée en contrebas de la route<sup>1947</sup>. ZAK ne pouvait voir ce qui se passait, mais il avait entendu trois coups de feu et entendu les hurlements poussés par Uwambaye<sup>1948</sup>. Près de 20 minutes plus tard, les militaires sont revenus et l'un d'eux essuyait le sang qui maculait sa baïonnette<sup>1949</sup>. Par la suite, ZAK avait été embarqué de force, seul, sans les clés du véhicule et sans son arme, dans un bus qui retournait à Kigali<sup>1950</sup>. ZAK n'avait pas vu le corps d'Uwambaye, mais comme il n'a jamais revu celle-ci, il pensait que ces militaires l'avaient tuée<sup>1951</sup>.

#### Témoin à décharge Aloys Ntabakuze

765. Le témoin Ntabakuze, d'ethnie hutue, avait le grade de major et commandait le bataillon paracommando, depuis juin 1988 jusqu'en 1994<sup>1952</sup>. Il avait six compagnies sous ses ordres, dont quatre composaient l'élément de manœuvre<sup>1953</sup>.

766. Tous les trois mois, Ntabakuze transmettait à l'état-major de l'armée rwandaise et au Ministère de la défense des listes des cotisations versées pour tous les militaires à la caisse de sécurité sociale. Une liste distincte était dressée pour chacune des compagnies du bataillon paracommando. L'exactitude des listes, notamment l'inscription des noms de tous les militaires de chaque compagnie, était vérifiée par un responsable de l'administration, des secrétaires, des comptables, le secrétariat du témoin Ntabakuze et le témoin lui-même<sup>1954</sup>. Un document a été remis au témoin Ntabakuze qui a confirmé qu'il s'agissait de la fiche de la caisse de sécurité sociale de la 2<sup>e</sup> compagnie du bataillon paracommando pour les mois d'avril, mai et juin 1993, signée par lui le 10 juillet 1993<sup>1955</sup>.

---

puisse être pour identifier Nizeyimana, la déposition de ZAK concernant le véhicule étaye les allégations et n'est pas un fait essentiel qui doit être énoncé dans l'acte d'accusation. La Chambre rejette donc cette objection [formulée dans la requête de la Défense].

<sup>1946</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 62) et 25 janvier 2011 (p. 20), ZAK.

<sup>1947</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 56 et 57), ZAK.

<sup>1948</sup> Ibid. (p. 56) et CRA, 25 janvier 2011 (p. 19 et 24), ZAK.

<sup>1949</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 56 à 58) et 25 janvier 2011 (p. 19), ZAK.

<sup>1950</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 20), ZAK.

<sup>1951</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 57) et 25 janvier 2011 (p. 19), ZAK.

<sup>1952</sup> CRA, 7 juin 2011 (p. 5), témoin Ntabakuze ; pièce à conviction D56 (fiche de renseignements personnels du témoin Ntabakuze).

<sup>1953</sup> CRA, 7 juin 2011 (p. 5 et 6), témoin Ntabakuze.

<sup>1954</sup> Ibid. (p. 8 à 10), témoin Ntabakuze.

<sup>1955</sup> Ibid. (p. 8), témoin Ntabakuze ; pièce à conviction D57 (fiche de la caisse de sécurité sociale, deuxième trimestre de 1993).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

### Témoin à décharge Valens Hahirwa

767. Le témoin Hahirwa était enquêteur au sein de l'équipe de défense de Nizeyimana au moment de sa déposition<sup>1956</sup>. Il a dit qu'il avait fouillé le registre des mariages du secteur de Nyarugunga qu'on avait trouvé dans l'immeuble abritant l'ancienne commune de Kanombe et qui contenait les dossiers de cette administration<sup>1957</sup>. Se référant à une date précise qui avait été fournie par un témoin à charge, le témoin Hahirwa avait fouillé les registres de mariage de 1993 et 1994<sup>1958</sup>. Une attestation a été délivrée au témoin par un responsable du secteur de Nyarugunga indiquant qu'aucun certificat de mariage portant le nom du témoin ZAK et la date du 17 octobre 1993 n'avait été trouvé dans le registre des mariages civils<sup>1959</sup>.

### Témoins à décharge OUV03 et RWV11

768. OUV03 et RWV11, tous deux d'ethnie hutue, étaient instructeurs à l'ESO en avril 1994<sup>1960</sup>. OUV03 avait commencé à travailler à l'ESO au début des années 80 ; RWV11 était devenu instructeur en 1990<sup>1961</sup>. Selon OUV03, la 29<sup>e</sup> promotion de l'ESO était l'une des quatre promotions qui avaient suivi une formation accélérée quand la guerre avait éclaté en 1990<sup>1962</sup>. Il pensait que cette promotion avait commencé sa formation en juin et l'avait achevée en octobre 1992<sup>1963</sup>. RWV11 a affirmé d'une manière générale que la 29<sup>e</sup> promotion avait commencé sa formation en 1992<sup>1964</sup>.

### *Délibérations*

769. Le témoin à charge ZAK a fait une déposition de première main disant que Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires de l'ESO de tuer Beata Uwambaye, considérée comme une *Inyenzi*, entre le 3 et le 5 mai 1994 ou vers ces dates. Cela s'était passé à l'embranchement des routes de Kigali et de Gikongoro/Cyangugu, près de Butare. Le témoin avait vu des militaires conduire Uwambaye dans une zone boisée, avait entendu des coups de feu et un hurlement et

<sup>1956</sup> CRA, 11 mai 2011, p. 57, témoin Hahirwa ; pièce à conviction D28 (fiche de renseignements personnels du témoin Hahirwa).

<sup>1957</sup> CRA, 14 juin 2011 (p. 24 et 25, et 72 et 73), témoin Hahirwa. Il avait été demandé au témoin de se rendre aussi dans le secteur de Masaka qui relevait auparavant de la commune de Kanombe ; il n'y avait cependant trouvé aucun registre datant d'après 1992 et il avait dû revenir dans le secteur de Nyarugunga. Ibid. (p. 24 à 26, et 72).

<sup>1958</sup> Ibid. (p. 24 et 25, et 72 et 73), témoin Hahirwa.

<sup>1959</sup> Ibid. (p. 25), témoin Hahirwa ; pièce à conviction D68 (attestation délivrée dans le secteur de Nyarugunga, 11 avril 2011).

<sup>1960</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 69 et 61 (huis clos)) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 16), OUV03 ; pièce à conviction D51 (fiche de renseignements personnels d'OUV03). Voir aussi CRA, 2 juin 2011 (p. 6 et 7), RWV11 ; pièce à conviction D53 (fiche de renseignements personnels de RWV11).

<sup>1961</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 63 et 65 (huis clos)) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 17), OUV03 ; CRA, 2 juin 2011 (p. 7), RWV11.

<sup>1962</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 65 (huis clos)), OUV03.

<sup>1963</sup> Ibid. (p. 66 (huis clos)), OUV03.

<sup>1964</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 7), RWV11.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

avait vu les militaires revenir, tout en essuyant le sang qui maculait leurs baïonnettes. C'est sur la base de ces faits qu'il avait conclu qu'Uwambaye avait été tuée.

770. La Défense rejette la thèse du Procureur et met en doute la crédibilité de ZAK à plusieurs égards. Elle nie que le témoin connaissait Nizeyimana pour avoir été enrôlé à l'ESO et affirme qu'il est impossible d'ajouter foi à son témoignage touchant ses antécédents et sa carrière militaire. À en croire la Défense, ZAK a inventé de toutes pièces l'histoire du meurtre d'Uwambaye pour se ménager la possibilité – lui, un Hutu qui avait servi dans l'ancienne armée rwandaise – de réintégrer les rangs de l'armée rwandaise<sup>1965</sup>. Elle soutient encore que Nizeyimana ne se trouvait plus à Butare, mais était affecté à plein temps à l'usine à thé de Mata dans la préfecture de Gikongoro<sup>1966</sup>.

771. La Défense conteste le témoignage de ZAK disant qu'il avait été formé à l'ESO au début des années 90, ce qui équivaut à dire qu'il ne pouvait pas identifier Nizeyimana en 1994. Plus particulièrement, ZAK a affirmé qu'il était cadet à l'ESO de la fin de 1990 au début de 1991, qu'il faisait partie de la 29<sup>e</sup> promotion et qu'à l'époque, Nizeyimana était officier S2/S3 à l'ESO<sup>1967</sup>. Or, le témoin à décharge OUV03, adjudant-chef et instructeur, qui était à l'ESO depuis le début des années 80, a dit à la barre que la 29<sup>e</sup> « promotion » avait existé de juin à octobre 1992<sup>1968</sup>. De même, RWV11, qui avait rejoint l'ESO à la fin des années 80, a affirmé à la barre que cette promotion avait été constituée en 1992<sup>1969</sup>.

772. S'agissant du moment de la constitution de la 29<sup>e</sup> promotion, la Chambre fait remarquer que le témoin OUV03 était incertain de la date<sup>1970</sup>. Il est vrai que, ne faisant pas partie de cette promotion-là, cette date avait moins d'importance pour lui que pour ZAK. La même analyse vaut pour RWV11, dont la déposition sur ce point a été remarquablement brève. De plus, OUV03 et RWV11 se trouvaient là au moment où ZAK avait dit qu'il était à l'ESO, mais on ne les a pas interrogés pour savoir s'ils l'avaient connu en tant que cadet. La Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, mis en doute la crédibilité d'OUV03 et de RWV11<sup>1971</sup>. Elle conclut que leurs témoignages ne suscitent aucun doute sur la déposition claire et convaincante de ZAK quant au fait qu'il était cadet à l'ESO au début des années 90 et qu'il pouvait identifier Nizeyimana.

773. En effet, à certains égards, la déposition d'OUV03 corrobore indirectement la relation que ZAK a faite de son passage à l'ESO. Par exemple, OUV03 a confirmé la déposition de ZAK

<sup>1965</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 22 et 23), ZAK.

<sup>1966</sup> Voir chap. II, point 13.3.

<sup>1967</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 54, 59, et 67) et 25 janvier 2011 (p. 8 (huis clos), 11 (huis clos) et 12 (huis clos)), ZAK.

<sup>1968</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 66 (huis clos)), OUV03.

<sup>1969</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 7), RWV11.

<sup>1970</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 66 (huis clos)), OUV03 (« R. La formation de la 29<sup>e</sup> session a commencé... — si mes souvenirs sont bons — a commencé à la mi-juin et a terminé fin octobre 1992 »).

<sup>1971</sup> Voir chap. II, point 13.2.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

disant que la 29<sup>e</sup> promotion faisait partie d'un programme de formation accélérée mis en place en raison des hostilités en cours à l'époque<sup>1972</sup>. Mais il y a plus : OUV03 a dit que Nizeyimana était à l'ESO en janvier ou février 1990, ce qui conforte le témoignage de ZAK indiquant que Nizeyimana était à l'ESO au moment où il y suivait sa formation<sup>1973</sup>.

774. La Défense s'en prend aussi à la crédibilité de ZAK en contestant qu'il faisait partie du bataillon paracommando. ZAK a dit qu'il avait rejoint ce bataillon en 1991, après la fin de ses études à l'ESO<sup>1974</sup>. Il avait d'abord été affecté à la 3<sup>e</sup> compagnie pendant une période de combats intenses<sup>1975</sup>. Puis, il avait été muté à la 2<sup>e</sup> compagnie où il avait « passé le plus de temps »<sup>1976</sup>. Il avait été muté ensuite au bataillon de Cyangugu peu de temps avant que les soldats du FPR soient autorisés à s'installer au CND à Kigali en 1993<sup>1977</sup>.

775. S'appuyant sur le témoignage de Ntabakuze, qui commandait le bataillon paracommando pendant la période considérée, la Défense réfute le témoignage de ZAK disant qu'il occupait un poste au sein du bataillon. Plus précisément, elle a remis au témoin Ntabakuze une fiche de la caisse de sécurité sociale concernant la 2<sup>e</sup> compagnie du bataillon paracommando pour le deuxième trimestre de 1993 (avril, mai et juin 1993). Le témoin Ntabakuze a affirmé que le nom de chacun des militaires de la 2<sup>e</sup> compagnie figurait sur cette fiche, qui avait subi plusieurs niveaux de vérification. Fait à noter, le nom du témoin ZAK n'y figure pas<sup>1978</sup>.

<sup>1972</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 65 (huis clos)), témoin à décharge OUV03 ; CRA, 24 janvier 2011 (p. 72 (huis clos)), témoin à charge ZAK.

<sup>1973</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 17), témoin à décharge OUV03. Voir aussi CRA, 16 mai 2011 (p. 63, 72 et 73, et 80 et 81 (huis clos)), témoin à décharge MAL01 (MAL01, une infirmière, s'était installée à Butare en 1990 et avait été présentée à Nizeyimana par son mari à son arrivée ; Nizeyimana était capitaine à l'ESO à cette époque) ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 10 et 11), témoin à charge BDE (elle avait rejoint l'ESO en novembre 1990 et pensait que Nizeyimana y travaillait déjà en qualité d'officier S3) ; CRA, 10 juin 2011 (p. 42) et 13 juin 2011 (p. 19 et 20), témoin à décharge Bunani (il avait rejoint l'ESO en 1988 parmi les cadets de la 24<sup>e</sup> promotion et il connaissait Nizeyimana, qui était son instructeur, avant qu'il ne commence à courtiser la sœur de celui-ci en 1989) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 7 et 67), RWV11 (Nizeyimana était sous-lieutenant et il avait formé le témoin quand celui-ci était arrivé à l'ESO en 1988). Quant à la date à laquelle Nizeyimana était arrivé à l'ESO, la Défense se contredit. Elle soutient, à propos de la déposition de ZAK, que Nizeyimana n'était pas affecté au camp de l'ESO au moment où le témoin y étudiait, c'est-à-dire à la fin de 1990 et au début de 1991. Dernière conclusions écrites de la Défense, par. 267. Ailleurs dans le même document, elle affirme pourtant que Nizeyimana avait été nommé à l'ESO en janvier ou février 1990 et qu'il y avait travaillé comme instructeur pendant quelques années. Ibid., par. 569.

<sup>1974</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 55, et 72 (huis clos)) et 25 janvier 2011 (p. 8 et 11 (huis clos)), ZAK.

<sup>1975</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 8 à 12 (huis clos)), ZAK.

<sup>1976</sup> Ibid. (p. 9 (huis clos)), ZAK.

<sup>1977</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 72 (huis clos)) et 25 janvier 2011 (p. 8 et 11 (huis clos)), ZAK. La Défense a précisé que le FPR avait été autorisé à s'installer au CND en décembre 1993. CRA, 25 janvier 2011 (p. 11 (huis clos)).

<sup>1978</sup> Comparer la pièce à conviction P7 (fiche de renseignements personnels de ZAK, avec la pièce à conviction D57 (fiche de la caisse de sécurité sociale, deuxième trimestre de 1993).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

776. La Chambre fait remarquer d'emblée que ce document n'est pas une liste exhaustive des 700 à 800 militaires qui formaient le bataillon paracommando au deuxième trimestre de 1993<sup>1979</sup>. En particulier, il ne ressort pas clairement de la déposition de ZAK qu'il faisait partie de la 2<sup>e</sup> compagnie durant de cette période. De plus, Ntabakuze a beau affirmer le contraire, la Chambre a du mal à croire qu'un tel document était nécessairement à l'abri d'erreurs.

777. En outre, le témoignage de Ntabakuze n'établit pas nécessairement que tous les militaires qui appartenaient à la 2<sup>e</sup> compagnie durant le deuxième trimestre de 1993 figuraient sur cette liste. Par exemple, il n'est pas certain que le nom d'une personne mutée à la 2<sup>e</sup> compagnie au milieu du deuxième trimestre de 1993 était inscrit sur la fiche de la caisse de sécurité sociale de cette 2<sup>e</sup> compagnie<sup>1980</sup>. En effet, il paraît tout aussi vraisemblable que le nom de cette personne figurerait sur le document équivalent de la compagnie d'où elle avait été mutée<sup>1981</sup>.

778. Dans ces conditions, le caractère incomplet de la déposition du témoin Ntabakuze et des preuves documentaires de la Défense réduit considérablement la valeur probante de cet élément de preuve sur le point de savoir si ZAK faisait ou non partie du bataillon paracommando. À cet égard, ZAK a dit de façon détaillée dans sa déposition qui étaient ses supérieurs hiérarchiques au bataillon paracommando et il a donné son numéro matricule à cinq chiffres<sup>1982</sup>. Aucun de ces éléments n'a été réfuté par le témoin Ntabakuze ou par toute autre preuve documentaire<sup>1983</sup>. La

<sup>1979</sup> CRA, 7 juin 2011 (p. 5 et 6), témoin Ntabakuze (le bataillon paracommando comptait six compagnies) ; p. 7 (il y avait environ 125 militaires par compagnie) ; p. 17 (le bataillon comptait entre 700 et 800 paracommandos) ; p. 17 (sur la pièce à conviction D57 figure uniquement le nom des militaires de la 2<sup>e</sup> compagnie, et ceci pour les mois d'avril, de mai et de juin 1993).

<sup>1980</sup> Ibid. (p. 9 et 10), témoin Ntabakuze (le témoin Ntabakuze décrit le processus de vérification, qui permettait de s'assurer qu'aucun militaire d'une compagnie n'était omis de la liste de la caisse de sécurité sociale pour le trimestre correspondant).

<sup>1981</sup> Comme cela ressort de l'examen de la pièce à conviction D57, tous les officiers inscrits sur la liste étaient entrés en service avant le début du deuxième trimestre de 1993. Il n'y a aucune indication d'un officier ayant été muté à la compagnie, en cours de trimestre, alors qu'il y a des exemples d'individus dont la cessation de service a eu lieu en cours de trimestre. Pièce à conviction D57, p. 2 et 4. Cela peut signifier qu'aucun officier n'avait été muté à la deuxième compagnie, tout comme cela peut signifier que la fiche de la caisse de sécurité sociale d'une compagnie comportait le nom des militaires qui avaient commencé le service dans ladite compagnie et pas nécessairement celui des personnes mutées à la compagnie pendant la période considérée.

<sup>1982</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 73 (huis clos)) et 25 janvier 2011 (p. 7 à 10 (huis clos)), ZAK (le sergent-chef Habimana, le sous-lieutenant Maniragaba et le major Ntabakuze étaient ses supérieurs hiérarchiques au bataillon paracommando) ; CRA, 24 janvier 2011 (p. 73 et 74 (huis clos)) et 25 janvier 2011 (p. 15, (huis clos)), ZAK (le sous-lieutenant Nanganzayo et le capitaine Hakizimana, qui faisait partie du bataillon paracommando en même temps que ZAK, étaient ses supérieurs hiérarchiques au bataillon de Cyangu) ; CRA, 25 janvier 2011 (p. 8 (huis clos)), ZAK (le témoin avait donné son « numéro matricule » à cinq chiffres). Dans le même ordre d'idées, la Chambre juge raisonnable et convaincante l'explication fournie par ZAK de son incapacité de se rappeler le nom des commandants successifs de la 3<sup>e</sup> compagnie du bataillon paracommando, car ils changeaient tout le temps et il y avait des commandants par intérim. Ibid. (p. 9 et 10 (huis clos)), ZAK.

<sup>1983</sup> On n'a pas demandé au témoin Ntabakuze s'il savait si ZAK faisait partie du bataillon paracommando. Étant donné l'étendue des responsabilités qui étaient les siennes à l'époque, et le nombre de militaires qui appartenaient à



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Chambre juge convaincantes les dénégations, sous serment, opposées par ZAK aux allégations de faux témoignage formulées par la Défense<sup>1984</sup>.

779. La Défense conteste aussi la déposition de ZAK disant qu'il avait pris part à une cérémonie officielle au bureau communal de Kanombe le 17 octobre 1993 – une cérémonie importante qui permet de comprendre sa relation avec Uwambaye et la famille de celle-ci<sup>1985</sup>. En particulier, l'enquêteur de la Défense Valens Hahirwa a examiné les registres pertinents sur la base de la date de référence fournie par le témoin et n'a trouvé aucune trace de cet événement. De même, l'autorité compétente au Rwanda a fourni une attestation confirmant que le nom du témoin ne figurait pas dans le registre [des mariages civils] à la date du 17 octobre<sup>1986</sup>.

780. Cette recherche a eu lieu près de 18 ans après l'événement et le bouleversement des circonscriptions administratives au Rwanda<sup>1987</sup>. Le témoin Hahirwa a confirmé que le registre était volumineux<sup>1988</sup>. Selon la Chambre, l'impossibilité d'obtenir la confirmation écrite de la participation de ZAK à cet événement survenu en octobre 1993 n'entame en rien son témoignage sur la nature de sa relation avec Uwambaye. En effet, le témoin a pu fournir nombre de détails au sujet de Uwambaye qui pourraient corroborer ce qu'il a dit de leur relation et expliquer pourquoi ils se trouvaient tous les deux sur la route de Butare vers le 5 mai 1994<sup>1989</sup>.

781. En fin de compte, la Chambre pense que, même si elles devaient être admises, ces objections au témoignage de ZAK ne portent pas à conséquence lorsqu'il s'agit d'évaluer la crédibilité de ce témoin en ce qui concerne le crime dont il dit avoir été témoin. Dans le contexte de ce témoignage en particulier, la Chambre a trouvé que le témoin était franc et son comportement convaincant. Un examen minutieux de la déposition du témoin montre qu'il s'est montré coopératif et qu'il a été clair sur les points essentiels de son témoignage. Celui-ci est apparu sobre et le témoin a admis sans détours ses trous de mémoire ou les lacunes dans sa déposition. La Chambre a trouvé qu'il était tout à fait crédible.

---

ce bataillon, le témoin Ntabakuze pouvait raisonnablement ignorer que ZAK servait sous son commandement, même si cela avait été le cas.

<sup>1984</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 23), ZAK. Selon la Défense, le fait pour ZAK de n'avoir pas rapporté ce fait [le meurtre d'Uwambaye] entre 1995 et 2009 est une preuve de plus qu'il l'a inventé de toutes pièces. Voir Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 269. La Chambre pense que l'explication donnée par ZAK sur la façon dont il avait rendu compte de ce fait et de la raison pour laquelle il n'en avait pas parlé devant les *gacaca* est raisonnable et convaincante. Voir CRA, 24 janvier 2011 (p. 63 à 69) et 25 janvier 2011 (p. 22 et 23), ZAK.

<sup>1985</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 13 à 15 (huis clos)), ZAK.

<sup>1986</sup> Pièce à conviction D68 (attestation délivrée dans le secteur de Nyarunga, 11 avril 2011).

<sup>1987</sup> CRA, 14 juin 2011 (p. 72 et 73), témoin Hahirwa.

<sup>1988</sup> Ibid. (p. 73), témoin Hahirwa.

<sup>1989</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 12 à 15 (huis clos)), ZAK (le témoin donne les détails sur le lieu de naissance de Uwambaye, l'endroit où il l'a rencontrée, le fait qu'elle était orpheline mais qu'il connaissait ses tantes paternelles et une sœur, religieuse en Europe, et il savait qu'Uwambaye avait un diplôme d'humanités et un diplôme de vétérinaire).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

782. La Chambre en vient à présent à l'examen au fond de la déposition de ZAK touchant le meurtre d'Uwambaye, à commencer par l'identification de Nizeyimana. Comme indiqué plus haut, la Chambre accepte le témoignage de ZAK disant qu'il était cadet à l'ESO au début des années 90 et que Nizeyimana y était affecté à l'époque. La Chambre pense qu'ayant été formé à l'ESO pendant environ quatre mois, et ce, moins de quatre ans avant mai 1994, ZAK pouvait, sur la base de ces éléments convaincants, identifier Nizeyimana<sup>1990</sup>.

783. De plus, les circonstances particulières qui entourent cet événement [le meurtre d'Uwambaye] ne peuvent que renforcer cette capacité d'identification. Les événements en question ont eu lieu de jour, entre 10 heures et 11 heures (et non la nuit), et Nizeyimana est resté sous l'œil du témoin pendant 20 à 25 minutes. De même, Nizeyimana était tout près de ZAK, ayant approché son véhicule, parlé au témoin et pris ses clés. Pareillement, le témoin se tenait seulement à quelque six mètres de l'accusé quand celui-ci avait donné l'ordre de tuer Uwambaye.

784. En outre, le témoin a affirmé que les militaires disaient, en s'adressant à l'accusé, mon « capitaine », ce qui corrobore indirectement l'identification qu'il a faite<sup>1991</sup>. En effet, cet épisode avait sans doute de quoi éprouver le témoin, mais c'était un militaire voyageant avec un laissez-passer et qui pouvait observer passivement Nizeyimana en train de donner l'ordre de tuer Uwambaye sans réagir. Ces circonstances renforcent son identification<sup>1992</sup>.

<sup>1990</sup> En particulier, ZAK a indiqué que, grâce à sa formation [à l'ESO], il pouvait se rappeler le visage de Nizeyimana. CRA, 24 janvier 2011, p. 59.

<sup>1991</sup> La Chambre relève aussi que ZAK a identifié Nizeyimana au prétoire. Voir, CRA, 24 janvier 2011 (p. 62 et 63), ZAK. Elle n'accorde toutefois guère de valeur probante à cette identification.

<sup>1992</sup> La Défense conteste aussi l'identification par ZAK, en faisant valoir qu'à l'époque, Nizeyimana conduisait un véhicule de la MINUAR de couleur blanche, et non une jeep militaire. Voir dernières conclusions écrites de la Défense, par. 263. D'une manière générale, selon les témoignages, tant ceux à charge que ceux à décharge, Nizeyimana conduisait une jeep de la MINUAR de couleur blanche en avril et mai 1994. Voir, par exemple CRA, 31 janvier 2011 (p. 18), témoin à charge BDE ; CRA, 15 février 2011 (p. 75 (huis clos)), témoin à charge AJP (après le 26 avril 1994, il avait vu Nizeyimana au volant d'un véhicule de la MINUAR). Voir aussi chap. II, point 13.2. Toutefois, il ressort aussi des dépositions que l'ESO disposait de véhicules répondant à la description faite par ZAK et que Nizeyimana utilisait. Voir, CRA, 22 février 2011 (p. 7 à 10 (huis clos)), témoin à charge BXF (il vivait dans le voisinage immédiat de Nizeyimana et il a dit que celui-ci avait une jeep de marque Mercedes-Benz de couleur vert olive) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 81 et 82), témoin à charge YAA (militaire de l'ESO, il avait dit qu'avant le 13 ou le 14 avril 1994, il avait vu Nizeyimana au volant d'une jeep Mercedes-Benz, appelée *tôlée* et portant une plaque minéralogique de l'armée) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 18), témoin à charge BDE ; CRA, 31 mai 2011 (p. 28, et 41 et 42), témoin à décharge OUV03. Quoi qu'il en soit, l'ESO tenait un certain nombre de véhicules à la disposition de Nizeyimana. Voir, par exemple, CRA, 8 juin 2011 (p. 19 et 20), témoin à décharge RWV09 (il avait vu Nizeyimana arriver dans une jeep de la MINUAR et repartir à bord d'une camionnette Mitsubishi après le 25 ou le 26 avril 1994 ; le centre d'instruction de Mata avait à sa disposition un véhicule de la MINUAR et une camionnette Toyota Stout) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 7 et 8), témoin à décharge CKN10 (avant la mission de reconnaissance de Mata, Nizeyimana se déplaçait dans d'une jeep Mercedes-Benz).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

785. En effet, ZAK est le seul à avoir parlé de cet épisode, mais son témoignage sur le barrage est corroboré indirectement par nombre de témoignages. ZAK a décrit en détail l'emplacement de ce barrage<sup>1993</sup>. Des témoins, tant ceux à charge que ceux à décharge, ont confirmé la description des lieux et l'existence d'un barrage établi à cet endroit<sup>1994</sup>. La Chambre a conclu, à la lumière de ce témoignage ainsi que de l'ensemble du dossier, que les militaires de l'ESO tenaient ce barrage à n'en pas douter<sup>1995</sup>.

786. Dans ces conditions, la Chambre juge que l'identification par ZAK de Nizeyimana et de militaires de l'ESO au barrage vers le 5 mai 1994 est convaincante. De plus, le témoignage de ZAK au sujet d'Uwambaye, une civile tutsie non armée qu'on agressait, est appuyé indirectement par l'ensemble du dossier<sup>1996</sup>.

787. En concluant de la sorte, la Chambre a tenu compte de l'alibi invoqué par Nizeyimana pour cette période<sup>1997</sup>. Certes, si les dépositions établissent raisonnablement que Nizeyimana était affecté à Mata pendant cette période, cela n'élimine pas la possibilité raisonnable que Nizeyimana se soit, de temps à autre, trouvé à Butare. L'alibi ne suscite aucun doute raisonnable touchant le témoignage convaincant qu'a fait ZAK de cet épisode.

788. Ayant conclu que le témoignage de ZAK était crédible et convaincant, la Chambre doit à présent déterminer s'il établit que Beata Uwambaye a été tuée suite à l'ordre donné en ce sens par Nizeyimana. Fait à noter, ZAK avait seulement vu des militaires qui emmenaient Uwambaye dans une zone boisée et avait entendu trois coups de feu et un hurlement poussé par elle ; ensuite, il avait vu revenir ces mêmes militaires, qui essuyaient le sang qui maculait leurs baïonnettes<sup>1998</sup>.

<sup>1993</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 55), ZAK (« R. Nous nous sommes arrêtés au niveau du croisement des routes Cyangugu-Butare et la route Kigali-Butare, donc à l'endroit où les deux routes se croisent. Q. Ce croisement se situait-il avant ou après le musée national ? R. Si vous venez de la direction de Kigali, vous atteignez le croisement après avoir dépassé le musée national. Q. Très brièvement, en quelques phrases, pouvez-vous décrire à quoi ressemblait ce croisement ? À cette époque, que s'y trouvait-il ? R. Au niveau de l'intersection de ces deux routes, il y avait un barrage militaire. Q. Outre le barrage militaire à ce carrefour, pouvez-vous nous dire à quoi ressemblait la zone ? Est-ce que c'était un espace ouvert ? Y avait-il des bâtiments ? À quoi ressemblait l'aire géographique ? R. À côté de l'intersection, il y avait d'un côté des bâtiments mais, de l'autre côté, c'est-à-dire en direction de Gikongoro, il n'y avait pas de bâtiment. Il y avait plutôt un bois d'eucalyptus »).

<sup>1994</sup> Voir chap. II, points 7.1 et 7.3.4.

<sup>1995</sup> Voir chap. II, point 7.3.4.

<sup>1996</sup> Voir chap. II, points 7.1 et 7.3. Voir aussi CRA, 14 février 2011 (p. 11 et 30), témoin à charge Zachariah (il parle de militaires, à un barrage établi non loin de l'auditorium de la préfecture, qui contrôlaient la carte d'identité d'un homme qu'ils avaient ensuite battu à mort, alors qu'ils laissaient les *Interahamwe* franchir le barrage sans encombre) ; CRA, 9 juin 2011 (p. 32 (huis clos)), témoin à décharge BEJ01, (d'une manière générale, les Tutsis étaient systématiquement tués aux barrages et il avait vu des militaires y commettre des meurtres).

<sup>1997</sup> Voir chap. II, point 13.3.

<sup>1998</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 56 à 58) et 25 janvier 2011 (p. 19 et 24), ZAK.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Le témoin n'avait pas vu le cadavre d'Uwambaye, mais il a dit aussi qu'il ne l'avait plus jamais revue<sup>1999</sup>.

789. La Chambre pense que la seule conclusion raisonnable, après examen de l'ensemble de la preuve, est qu'Uwambaye a été tuée. Elle a conscience que le Procureur a cité des témoins qui ont déposé sur des événements qui ont eu lieu à ce barrage, selon le même mode opératoire, sans qu'ils se soldent pour autant par la mort de la personne dont Nizeyimana avait ordonné l'exécution par les militaires, à savoir ZAV. Celui-ci a survécu à la fusillade, mais sa santé physique et mentale a subi de graves atteintes<sup>2000</sup>.

790. Les circonstances du meurtre d'Uwambaye sont néanmoins différentes. Elle était la seule personne visée à ce moment précis. De même, il ressort de la preuve que la seule conclusion raisonnable est qu'elle a été abattue, tout comme elle a été attaquée à l'aide d'une baïonnette. De plus, la Chambre pense aussi que l'absence de tout contact ultérieur entre ZAK et Uwambaye étaye la conclusion que celle-ci n'a pas survécu à l'attaque. À partir de là, la seule conclusion raisonnable qui se dégage est que, vers le 5 mai 1994, Beata Uwambaye, d'ethnie tutsie, a été tuée par des militaires de l'ESO qui l'avaient emmenée du barrage. Sa mort est la conséquence directe de l'ordre de la tuer donné par Nizeyimana aux militaires de l'ESO. La Chambre examinera les implications de ces conclusions dans le chapitre consacré aux conclusions juridiques (chap. III).

### 7.3 Des barrages en général

#### *Introduction*

791. Selon l'acte d'accusation du 7 avril à la mi-juillet 1994, Nizeyimana a ordonné à des militaires de l'ESO, du camp de Ngoma et de celui de la gendarmerie de Butare, dont les sous-lieutenants Bizimana and Gatsinzi, agissant de concert avec le sergent Ezechier Rwaza, à des milices affiliées aux partis MRND, MDR, PL, CDR et PSD, à des membres de la population et à des soldats démobilisés, d'ériger [d'établir] des barrages routiers partout dans la préfecture de Butare et de les tenir, et les a incités à ce faire dans le but d'identifier les civils tutsis et de les tuer. En particulier, il leur a ordonné d'établir des barrages et de les tenir aux endroits ci-dessous à Butare : Tumba, Rwabuye, Rwasave, le quartier arabe (aka Cyarubu), le carrefour menant au Groupe scolaire, devant l'hôtel Faucon à Butare, près de l'entrée de l'université de Butare et sur les routes principales reliant la ville de Butare tant à Kigali qu'à Gikongoro. Le Procureur se fonde sur les dépositions des témoins Laurien Ntezimana, AZD, BDE, ZY, ZBH, ZAK, Rony Zachariah, Marie Paule Spielmann, TQ, YAA, Jules Kayibanda, FAX, ZT, ZAW et ZBL<sup>2001</sup>.

<sup>1999</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 57) et 25 janvier 2011 (p. 19), ZAK.

<sup>2000</sup> Voir chap. II, point 7.1.

<sup>2001</sup> Acte d'accusation, par. 6 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 63 à 72 et 77 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 18 à 20 (réquisitions). Comme indiqué ailleurs dans le présent jugement, la Chambre pense que le

792. La Défense ne conteste pas l'existence et l'établissement des barrages, mais elle nie toute implication de Nizeyimana. En particulier, elle soutient que Nizeyimana n'avait pas le pouvoir de donner des ordres à l'effet d'établir et de tenir des barrages à Butare, et qu'il ne l'avait pas fait. Les barrages établis par les civils échappaient au contrôle des militaires. De plus, Nizeyimana était absent de Butare du 21 au 22 avril 1994 et à partir du 26 avril, et il n'aurait donc pas pu exercer un quelconque contrôle sur les crimes qui auraient été commis aux barrages, ou en avoir connaissance<sup>2002</sup>.

### 7.3.1 Conclusions préliminaires

793. Comme cela ressort presque uniformément des dépositions, il n'existait qu'un petit nombre de barrages ou de points de contrôle avant la chute de l'avion du Président Juvénal Habyarimana, mais des barrages avaient été établis, renforcés et multipliés progressivement après le 7 avril 1994, puis après le 19 avril à Butare<sup>2003</sup>. Seuls quelques témoignages rares, mais crédibles, indiquent que, les jours précédant le discours prononcé le 19 avril par le Président Théodore Sindikubwabo à Butare, les barrages servaient à attaquer les Tutsis<sup>2004</sup>. La plupart des témoignages donnent à penser qu'avant le 19 avril, les barrages étaient établis pour garantir la sécurité de tous<sup>2005</sup>. Toutefois, les jours qui avaient suivi, les témoins, tant ceux à charge que

---

témoignage de BUR sur sa participation à une réunion tenue au camp de l'ESO le 7 avril 1994 n'a aucune valeur probante. Chap. II, point 2. La même conclusion s'applique ici avec une force égale, et la Chambre ne retient pas son témoignage sur l'implication de Nizeyimana dans l'établissement des barrages, pas plus que son témoignage sur les barrages d'une manière générale.

<sup>2002</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 515 à 527 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 41, 47 et 48, 52, 57 et 58, 65, et 75 (plaidoiries).

<sup>2003</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 6, et 26 et 27), témoin à charge Zachariah ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 7), témoin à charge Spielmann ; CRA, 14 février 2011 (p. 65), témoin à charge Ntezimana ; CRA, 17 février 2011 (p. 20 et 21), témoin à charge FAX ; CRA, 7 février 2011 (p. 39 et 40), témoin à charge Gahizi ; CRA, 25 janvier 2011 (p. 30 et 31, et 38 à 41), témoin à charge XAG ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 73 et 75), témoin à charge AZD ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 6 à 8), témoin à charge ZAW ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 50), témoin à charge ZY ; CRA, 8 février 2011 (p. 74 et 75), témoin à charge ZBH ; CRA, 14 février 2011 (p. 70 et 71), témoin à charge AJP ; CRA, 10 mai 2011 (p. 59, 69 et 70, 78 à 80), témoin à décharge BUV02 (au départ, les barrages étaient établis par les autorités préfectorales et n'avaient pas pour but de tuer les Tutsis) ; CRA, 16 mai 2011 (p. 64), témoin à décharge MAL01 ; CRA, 23 mai 2011 (p. 53), témoin à décharge Mukashimana. La Chambre fait observer que le témoin à décharge Jean Ghiste est le seul témoin à avoir dit qu'il n'avait pas vu de barrages à Butare quand il avait à traverser la ville en voiture les 17 et 18 avril 1994. CRA, 10 mai 2011 (p. 40), témoin à décharge Ghiste. Face aux très nombreux témoignages affirmant le contraire, la Chambre pense que le témoignage de Ghiste n'est pas du tout crédible.

<sup>2004</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 11), témoin Zachariah (le 17 avril 1994, un militaire avait tiré un chauffeur hors de son véhicule au barrage établi au Groupe scolaire et l'avait frappé avec la crosse de son fusil jusqu'à ce qu'il s'écroule, sans vie) ; *ibid.*, (p. 67 et 77), témoin Ntezimana, (quelque temps avant le 19 avril, le témoin avait franchi le barrage de Chez Bihira quand il avait vu deux militaires frappant avec la crosse de leur fusil un groupe de jeunes gens en civil qui avaient pris place à l'arrière d'une camionnette).

<sup>2005</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 59, 69 et 70, et 78 à 80), témoin BUV02 (les barrages routiers avaient été établis au départ par les autorités préfectorales ; le barrage qu'il tenait avait d'abord été établi par le préfet tutsi, il était tenu par des Hutus et des Tutsis et avait pour but d'assurer la sécurité de tous ; la situation avait changé après le discours du Président Théodore Sindikubwabo).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

ceux à décharge, s'accordaient à dire presque unanimement que les barrages étaient devenus des endroits qui servaient à repérer les Tutsis et les personnes qui avaient une physionomie tutsie, ainsi que les Hutus qui semblaient de connivence avec les Tutsis<sup>2006</sup>.

794. La Chambre relève que d'après certains témoignages, les autorités civiles avaient joué un rôle dans l'établissement des barrages<sup>2007</sup>. Toutefois, selon des témoignages concordants et crédibles, les commandants des camps de l'ESO et de Ngoma étaient investis du pouvoir de contrôler le passage aux barrières à l'intérieur et autour de Butare, et ils exerçaient effectivement cette autorité. Plus précisément, les civils qui voulaient se déplacer dans la ville devaient se munir d'un laissez-passer. Sans ce sésame, il était difficile de traverser la ville ou d'obtenir du carburant, surtout après le 16 avril 1994<sup>2008</sup>. Comme cela ressort de la preuve, c'était le colonel Tharcisse Muvunyi ou le lieutenant Ildéphonse Hategekimana qui délivrait ces laissez-passer<sup>2009</sup>.

795. Par exemple, les témoins à charge Zachariah et Spielmann, qui étaient restés à Butare jusqu'au 24 avril 1994, obtenaient leur laissez-passer du colonel Muvunyi pour se déplacer à Butare<sup>2010</sup>. Le témoin Ntezimana en avait obtenu deux, valables pour un jour, du lieutenant Hategekimana. Il a dit aussi que Muvunyi pouvait délivrer des laissez-passer valables pour un mois, mais il n'en avait jamais demandé<sup>2011</sup>. À l'instar des témoins Zachariah, Spielmann et Ntezimana, AZM, membre du comité de sécurité préfectoral, a affirmé que le colonel Muvunyi

<sup>2006</sup> Voir chap. II, points 6.5, 7.1, 7.2 et 7.3.4 à 7.3.6. Voir aussi CRA, 9 mai 2011 (p. 31), témoin à décharge Basesayabo (il n'avait pas été témoin d'actes de violence aux barrages, mais il avait entendu des patients à l'hôpital universitaire de Butare dire qu'ils avaient vu des gens qu'on séparait au niveau des barrières et dont certains étaient ensuite tués) ; CRA, 9 juin 2011 (p. 32 (huis clos)), témoin à décharge BEJ01 (il ne franchissait pas de barrages parce que les Tutsis y étaient visés systématiquement ; il avait vu des militaires qui commettaient des crimes à des barrages qu'il n'avait pas identifiés) ; CRA, 10 mai 2011 (p. 69 et 70), témoin à décharge BUV02 (quand les barrages ont ensuite été multipliés, c'était pour tuer les Tutsis, mais il n'avait jamais vu Nizeyimana à ces barrages) ; CRA, 14 février 2011 (p. 65), témoin à charge Ntezimana (d'une manière générale, l'objectif officiel des barrages était « d'arrêter l'ennemi », mais tous ceux qui étaient titulaires de cartes portant la mention « Tutsi », ceux qui avaient des traits tutsis et les Hutus considérés comme étant « de connivence avec les Tutsis » étaient interceptés sans distinction, puis tués).

<sup>2007</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 13), témoin à charge AZM (il a confirmé que le comité de sécurité préfectoral avait établi des barrages pour empêcher les infiltrations) ; CRA, 14 février 2011 (p. 78), témoin à charge Ntezimana (il a confirmé qu'en bonne logique, il avait déjà dit à la barre dans l'affaire *Hategekimana* que les barrières avaient été établies sur ordre du comité de sécurité préfectoral) ; CRA, 10 mai 2011 (p. 69), témoin à décharge BUV02 (les barrages routiers avaient été établis sur ordre des autorités préfectorales pour assurer la sécurité de tous, car le pays était en guerre) ; CRA, 15 juin 2011 (p. 13), témoin à décharge CKN20 (le préfet Jean Baptiste Habyalimana avait fait établir de nombreux barrages à Butare pour assurer la sécurité des habitants).

<sup>2008</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 10, 26 et 27), témoin à charge Zachariah ; CRA, 17 février 2011 (p. 22), témoin à charge FAX ; CRA, 15 février 2011 (p. 72 (huis clos)), témoin à charge AJP ; CRA, 16 mai 2011 (p. 64), témoin à décharge MAL01.

<sup>2009</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 6 et 7, et 26), témoin Zachariah ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 8), témoin Spielmann ; CRA, 14 février 2011 (p. 76), témoin Ntezimana ; CRA, 24 janvier 2011 (p. 14), AZM.

<sup>2010</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 7), témoin Zachariah ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 8), témoin Spielmann.

<sup>2011</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 66 et 76), témoin Ntezimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

était chargé de délivrer les laissez-passer<sup>2012</sup>. De plus, lorsqu'il avait été question des barrages à une réunion tenue le 14 avril, Muvunyi avait dit que les personnes en quête d'assistance devaient s'adresser au commandant du camp de Ngoma, Ildéphonse Hategekimana, au cas où lui-même ne serait pas disponible<sup>2013</sup>.

796. Selon de nombreux témoignages, à moins qu'une personne ne fût connue de ceux qui tenaient le barrage, elle était obligée d'exhiber sa carte d'identité<sup>2014</sup>. Par exemple, les témoins à charge Ntezimana et ZAW, tout comme les témoins à décharge CKN20 et CKN10, pouvaient généralement franchir les barrages sans difficulté, parce que les personnes qui tenaient ceux-ci les connaissaient<sup>2015</sup>.

797. L'idée que les autorités militaires, et en particulier les responsables de l'ESO, avaient le pouvoir de contrôler les mouvements aux barrages est renforcée par le très grand nombre de témoignages indiquant que des militaires de l'ESO, comme le montre l'analyse ci-dessous, étaient en réalité postés un peu partout en ville à différents barrages. Dans ce contexte, la Chambre va à présent exposer et analyser les dépositions relatives aux barrages que Nizeyimana aurait ordonné à des militaires de l'ESO, des camps de Ngoma et de la gendarmerie de Butare, à des milices, à des membres de la population et à des soldats démobilisés d'établir en les incitant à le faire afin de tuer les Tutsis. Elle examinera le pourquoi de ces barrages et déterminera, en particulier, s'ils servaient à identifier, puis à tuer les civils tutsis.

<sup>2012</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 14), témoin AZM.

<sup>2013</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 80), témoin AZM.

<sup>2014</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 10), témoin à charge Zachariah ; Ibid. (p. 76), témoin à charge Ntezimana ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 9), témoin à charge ZAW ; CRA, 7 février 2011 (p. 51), témoin à charge Gahizi (Nizeyimana n'aurait pas été intercepté aux barrages) ; CRA, 15 juin 2011 (p. 5), témoin à décharge CKN20 ; CRA, 30 mai 2011 (p. 9), témoin à décharge CKN10. Mais voir, par exemple, CRA, 17 février 2011 (p. 21 et 23), témoin à charge FAX, (les militaires demandaient aux gens d'exhiber leur carte d'identité pour qu'ils puissent identifier leurs victimes).

<sup>2015</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 76 et 77), témoin à charge Ntezimana (on ne l'interceptait généralement pas à Butare ou à Gisagara où il était bien connu ; il a cependant été bloqué à Save pendant près d'une journée parce que ceux qui tenaient le barrage ne le connaissaient pas) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 9), témoin à charge ZAW ; CRA, 15 juin 2011 (p. 5), témoin à décharge CKN20 ; CRA, 30 mai 2011 (p. 9), témoin à décharge CKN10. La Chambre va analyser plus en détail dans les sections ci-après chacun des barrages et l'identité de ceux qui les tenaient.

### 7.3.2 Barrage de Rwabuye

798. Les témoignages, tant ceux à charge que ceux à décharge, indiquent qu'en avril 1994 un barrage avait été établi dans la zone appelée Rwabuye<sup>2016</sup>. Les témoins à charge AZD et YAA ont, tous deux, identifié les militaires de l'ESO à ce barrage<sup>2017</sup>. En revanche, le témoin à décharge Ntamagezo y a vu des civils qui tenaient le barrage<sup>2018</sup>. La Chambre relève qu'il appert du dossier que les civils et les militaires travaillaient ensemble aux barrages établis à Butare. Du reste, une telle coopération est corroborée par le témoin à charge ZBH, un civil, qui tenait ce barrage avec des militaires<sup>2019</sup>. Vu cette collaboration fréquente entre les militaires et les civils aux barrages, la Chambre ne pense pas que le témoignage de Ntamagezo contredit la conclusion que des militaires de l'ESO se trouvaient au barrage établi à Rwabuye et tenaient celui-ci après le 7 avril.

799. Le Procureur n'a produit aucun élément de preuve spécifique établissant que le barrage de Rwabuye servait à identifier et cibler les Tutsis, ou que Nizeyimana se trouvait à ce barrage pendant la période de référence<sup>2020</sup>. Cette allégation n'a pas été prouvée.

<sup>2016</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 76), témoin à charge AZD (il avait vu un barrage après le pont de Rwabuye) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 75), témoin à charge YAA, (il avait franchi un barrage sur la grand-route menant à Kigali dans la vallée de Rwabuye) ; CRA, 8 février 2011 (p. 61), témoin à charge ZBH (il avait tenu le barrage de Rwabuye en compagnie de militaires) ; CRA, 14 février 2011 (p. 26), témoin à charge Zachariah (il avait noté la présence d'un barrage à l'entrée de Butare sur la route venant de Kigali, juste après le pont) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 62), témoin à décharge Ntamagezo (dans le cadre des patrouilles menées à travers Butare dans un peloton de la police militaire entre le 21 et le 23 avril, il avait vu un barrage près des étangs à Rwabuye). Mais voir CRA, 23 février 2011 (p. 28), témoin à charge ZAV (le 21 avril, il n'avait vu aucun barrage entre le pont situé avant la ville et le musée national). Vu les repères géographiques et la description générale faite par YAA, la Chambre est convaincue que les témoins parlaient du même barrage à Rwabuye, qui avait été établi tout juste après le pont sur la route venant de Kigali. En effet, les dépositions de trois témoins à charge, corroborées par un témoin à décharge, donnent à penser qu'un barrage avait été établi à Rwabuye pendant le génocide. Aussi la Chambre ne juge-t-elle pas le témoignage de ZAV, qui n'avait pas vu ce barrage, concluant, surtout si rien ne s'y était passé et vu le temps qui s'est écoulé depuis.

<sup>2017</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 74 et 76), YAA (ce barrage était tenu par une section de 12 militaires de l'ESO) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 76 à 78), AZD (il avait reconnu les militaires de l'ESO qui tenaient le barrage). La Chambre n'a aucun doute, et la Défense ne le conteste pas, que YAA et AZD, en tant que militaires de l'ESO, étaient bien placés pour identifier des militaires de l'ESO. CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 73), YAA ; pièce à conviction P16 (fiche de renseignements personnels de YAA) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 64), AZD ; pièce à conviction P15 (fiche de renseignements personnels d'AZD).

<sup>2018</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 62), témoin Ntamagezo.

<sup>2019</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 61 à 63), ZBH.

<sup>2020</sup> Parlant d'une manière générale de trois barrages routiers, dont celui de Rwabuye, ZBH a affirmé qu'il aidait les militaires à fouiller les véhicules à la recherche d'armes et à contrôler les cartes d'identité. Ibid. (p. 61 à 63), ZBH. Invité par le Procureur à se concentrer sur le barrage de l'hôtel Faucon, ZBH s'est étendu sur la manière dont on procédait généralement pour tuer les Tutsis aux barrages. Ibid., p. 62. Mais il n'a pas parlé en particulier de ce qui se passait au barrage de Rwabuye. La valeur probante de son témoignage est donc limitée.



### 7.3.3 Barrage de Rwasave

800. Selon tous les témoignages, un barrage avait été établi à Rwasave en avril 1994<sup>2021</sup>. Cependant, les témoignages à charge et les témoignages à décharge diffèrent en ce qui concerne ceux qui tenaient et contrôlaient ce barrage. Le témoin à charge BDE avait appris de ses collègues que des militaires de l'ESO avaient été déployés à ce barrage après le rassemblement du 7 avril<sup>2022</sup>. XAG n'avait pas pu identifier les militaires qui tenaient ce barrage<sup>2023</sup>. En revanche, le témoin à décharge Ntamagezo, dans un témoignage de première main, avait indiqué que des civils tenaient le barrage vers le 20 avril<sup>2024</sup>. Fait à noter, le témoignage indirect de BDE porte sur l'identité de ceux qui tenaient le barrage le 7 avril ou vers cette date, et non pendant la période qui nous intéresse et qui commence le 19 avril.

801. Comme cela ressort du dossier, les civils et les militaires travaillaient ensemble aux barrages à Butare, et le témoignage de BDE, à lui seul, ne suffit pas pour établir au-delà de tout doute raisonnable que les militaires de l'ESO tenaient le barrage de Rwasave pendant la période de référence. Le témoignage de XAG indiquant que des militaires non identifiés tenaient ce barrage ne conforte pas suffisamment celui de BDE pour établir ce fait au-delà de tout doute raisonnable. Enfin, le Procureur n'a produit aucun élément de preuve sur quelque crime qui aurait été commis à ce barrage. Cette allégation n'a pas été prouvée.

<sup>2021</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 30 et 31), témoin à charge XAG (il avait vu en avril 1994 un barrage à « Majerwa » sur la route menant à Save) ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 21), témoin à charge BDE (elle savait qu'après le rassemblement à l'ESO du 7 avril, des militaires de l'ESO avaient été déployés à un barrage appelé « Magerwa », qui était situé près d'un dépôt d'essence) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 59), témoin à décharge Ntamagezo (il avait vu des gendarmes qui tenaient à Rwasave un barrage appelé « Majerwa », sur la route qui vient de Butare et mène à Kigali, le 7 avril 1994, puis le 20 avril) ; CRA, 9 juin 2011 (p. 53 à 56, et 61 et 62), témoin à décharge Hitayezu (le 20 avril, se rendant de Gitarama au camp de l'ESO, il avait franchi un barrage à Rwasave, non loin du musée de Butare). La Chambre relève les deux orthographes du barrage identifié par XAG, BDE et Ntamagezo, à savoir « Majerwa » et « Magerwa ». Un examen des comptes rendus d'audience en français montre qu'ils ont adopté une seule orthographe, à savoir « Magerwa ». CRA, 25 janvier 2011 (p. 30 et 31), XAG ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 21) et 31 janvier 2011 (p. 38 et 59), BDE ; CRA, 8 juin 2011 (p. 59 et 61), témoin Hitayezu. La Chambre est convaincue que les localités appelées dans les comptes rendus d'audience en anglais tantôt « Magerwa », tantôt « Majerwa » n'en font qu'une. Vu les témoignages de première main de XAG et de Ntamagezo, corroborés indirectement par les témoignages de BDE et de Hitayezu, la Chambre est convaincue qu'un barrage appelé « Magerwa » avait été établi à Rwasave.

<sup>2022</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 20), BDE. Voir aussi chap. II, point 3.1. Le témoin à charge XAG s'est borné à parler de « militaires » qui étaient présents, sans toutefois préciser de quel camp ils venaient. CRA, 25 janvier 2011 (p. 31), XAG.

<sup>2023</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 31), XAG.

<sup>2024</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 61), témoin Ntamagezo. Fait à noter, quand le témoin Ntamagezo avait franchi ce barrage le 7 avril 1994, il avait vu que des gendarmes le tenaient. Ibid., p. 59.

### 7.3.4 Barrage établi à l'embranchement des routes Gikongoro/Cyangugu et Kigali

802. Les témoins à charge Ntezimana, ZBH, AZD, AZM, ZAV, ZAK, ZAW et YAA tout comme les témoins à décharge Ntamagezo, CKN10 et CKN20 ont vu un barrage établi non loin de l'embranchement de la grand-route Butar-Kigali de celle menant à Gikongoro<sup>2025</sup>. De même, le témoin Ruzindana a aussi vu une barrière dans cette zone, bien qu'il semble la situer plus loin du carrefour<sup>2026</sup>.

803. Fait à noter, le témoin à charge Kayibanda, qui avait emprunté la route de Kigali à Butare le 20 avril 1994, n'a pas parlé de ce barrage, mais a dit que le premier barrage qu'il avait vu à

<sup>2025</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 63 et 64, et 68 à 71), témoin à charge Ntezimana (le « barrage de Karubanda » était situé à « l'entrée de la ville » près de l'intersection avec la grand-route asphaltée menant à Gikongoro ; en 1994, il y avait en contrebas une zone boisée non loin du musée national) ; CRA, 8 février 2011 (p. 61 à 64, 66, et 73 à 75), témoin à charge ZBH (parlant d'un barrage établi « à l'intersection entre la route de Butare et celle qui conduit vers Gikongoro » et affirmant que les militaires de l'ESO en étaient responsables, et qu'ils programmaient les roulements avec les civils qui les assistaient ; les personnes identifiées aux barrières comme étant des Tutsis ou soupçonnées de l'être étaient remises aux populations civiles, puis tuées) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 76 à 78), témoin à charge AZD (a parlé d'un barrage établi sur la route de Kigali « à la jonction de la route qui mène vers Gikongoro » tenu par des militaires et des civils ; a fait la distinction entre les militaires travaillant à ce barrage et ceux du camp de Ngoma qui tenaient le barrage du camp de Ngoma, parce qu'il pouvait reconnaître les militaires de l'ESO tout comme les civils) ; CRA, 24 janvier 2011 (p. 13), témoin à charge AZM (après le 19 avril 1994, le témoin avait franchi un barrage établi avant l'intersection des routes qui menaient l'une à Gikongoro, l'autre à Butare ; il était tenu par des militaires) ; CRA, 23 février 2011 (p. 28), témoin à charge ZAV (a parlé d'un point de contrôle après le « musée », sur la route qui mène à Butare « au carrefour de la route menant à Gikongoro et à Cyangugu » et la route qui entre en ville et mène à Buye) ; CRA, 24 janvier 2011 (p. 55), témoin à charge ZAK (a parlé d'un barrage militaire à l'embranchement des routes menant à Cyangugu et à Kigali, juste après le musée national en venant de Kigali) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 8 et 9), témoin à charge ZAW (pendant le génocide, il avait franchi un barrage établi à Rwabuye « au niveau du croisement de l'intersection des routes Kigali-Butare et Kigali-Gikongoro », tenu par des militaires de l'ESO) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 74 à 76), témoin à charge YAA (a parlé d'un barrage sur « la route qui mène dans la préfecture de Gikongoro » qui était « à gauche par rapport à la route principale » mais que les véhicules se rendant soit à Gikongoro, soit à Kigali devaient franchir ; il était tenu par des *Interahamwe* vêtus de chemises militaires et de pantalons civils et armés de gourdins, de lances et de machettes) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 61), témoin à décharge Ntamagezo (a parlé d'un barrage tenu par des civils sur « la route qui menait vers Gikongoro ») ; CRA, 15 juin 2011 (p. 4), témoin à décharge CKN20 (le 10 avril 1994, le témoin avait franchi un barrage au croisement de la route Cyangugu-Gikongoro et de la route menant à Gitarama ; ce barrage était tenu par des civils et des gendarmes portant des bérets rouges) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 8 à 10), témoin à décharge CKN10 (le témoin avait franchi un barrage au carrefour des routes Kigali-Gikongoro et a dit d'une manière générale que les barrages étaient tenus uniquement par des *Interahamwe* et non par des militaires ou des gendarmes). CRA, 28 janvier 2011 (p. 19 à 22) et 31 janvier 2011 (p. 38 et 39), témoin à charge BDE (elle avait d'abord appris des militaires de l'ESO qu'ils étaient déployés pour tenir un barrage établi non loin de l'entrée de la ville de Butare, au carrefour situé près de l'embranchement de la route menant à Gikongoro et de la route menant au quartier Taba[sic] ; après le 25 avril 1994, elle s'était rendue à différents barrages établis à Butare, pour ravitailler les militaires qui les tenaient).

<sup>2026</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 47 et 48), témoin Ruzindana (il a parlé d'un barrage établi plus près du musée national de Butare).

Butare était celui dit de l'hôtel Faucon<sup>2027</sup>. De même, le témoin à charge Gahizi a dit qu'il se souvenait seulement d'avoir franchi le barrage de l'hôtel Faucon en revenant de Kanombe à Butare à la fin du mois d'avril<sup>2028</sup>. Étant donné le très grand nombre de témoignages attestant l'existence de ce barrage et le temps qui s'est écoulé depuis, ces omissions sont loin d'être concluantes. En effet, le témoin Gahizi a admis qu'il avait pu franchir d'autres barrages avant d'arriver à celui de l'hôtel Faucon et il a expliqué que « la situation était difficile » et qu'il était « très difficile de tout remarquer »<sup>2029</sup>.

804. La Chambre en vient à la raison d'être de ce barrage. On notera que le témoin Ntezimana avait franchi ce barrage quelque temps après le 19 avril 1994<sup>2030</sup>. Alors qu'il était à hauteur du barrage, il avait vu deux ou trois *Interahamwe* frapper quelque chose qui était sur le sol dans une zone boisée sise en contrebas du barrage<sup>2031</sup>. Ayant demandé à l'un des deux militaires qui tenaient le barrage ce que ces personnes frappaient, il s'était entendu répondre « qu'ils étaient en train de tuer un serpent »<sup>2032</sup>. Ayant reçu l'autorisation de passer, le témoin avait regardé et vu que c'était un être humain que ces personnes étaient en train de frapper, bien qu'il ne pût dire s'il s'agissait d'un homme et ou d'une femme<sup>2033</sup>. Il avait très bien compris qu'en parlant de « serpent » les militaires voulaient dire un Tutsi<sup>2034</sup>.

805. Le témoin Ntezimana avait été à nouveau intercepté à ce barrage entre le 19 et le 30 avril 1994, alors qu'on s'employait à reloger les Tutsis rassemblés au centre de santé de Matyazo. Ceux-ci étaient escortés par quatre ou cinq militaires du camp de Ngoma, fournis par le lieutenant Hategekimana. L'un de ces militaires était un sergent dont le témoin Ntezimana croyait que c'était un ancien instructeur de l'ESO, affecté en avril au camp de Ngoma<sup>2035</sup>. Selon le témoin, les militaires qui tenaient le barrage venaient du camp de l'ESO<sup>2036</sup>. Le témoin Ntezimana a affirmé qu'ils avaient failli être « massacrés » par la foule présente, mais le sergent s'était avancé pour parler à ceux qui tenaient le barrage<sup>2037</sup>. Les militaires ayant reconnu en lui leur ancien instructeur, ils les avaient finalement laissés partir<sup>2038</sup>.

<sup>2027</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 45), témoin Kayibanda.

<sup>2028</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 41), témoin Gahizi.

<sup>2029</sup> Id.

<sup>2030</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 69), témoin Ntezimana.

<sup>2031</sup> Ibid. (p. 68 et 69), témoin Ntezimana.

<sup>2032</sup> Ibid. (p. 68), témoin Ntezimana.

<sup>2033</sup> Id.

<sup>2034</sup> Id. (« LE TEMOIN : ... Et c'est pour cela que je dis que j'ai compris que, lorsqu'au barrage, on disait que ces gens-là tuaient un serpent, ils étaient en train de tuer quelqu'un [...]. [L]'idéologie génocidaire, c'est que le Tutsi était considéré comme un serpent. Donc, dire qu'on est en train de tuer un serpent, donc, là, ça prend tout son sens »).

<sup>2035</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 69 à 71 et 78), témoin Ntezimana.

<sup>2036</sup> Ibid. (p. 70 et 71), témoin Ntezimana. Le témoin n'a pas expliqué davantage pourquoi il pensait que les militaires qui tenaient le barrage étaient des militaires de l'ESO.

<sup>2037</sup> Ibid. (p. 70 et 79), témoin Ntezimana.

<sup>2038</sup> Ibid. (p. 71), témoin Ntezimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

806. Comme exposé en détail ailleurs dans le présent jugement, le 21 avril 1994, ZAV, un Tutsi, étudiant à l'université de Butare, et Remy Rwekaza avaient été interceptés par les militaires à ce barrage entre 16 heures et 17 heures<sup>2039</sup>. Le témoin a estimé que ces militaires venaient de l'ESO, compte tenu de leur jeune âge et de leurs uniformes. On notera que les militaires l'avaient d'abord laissé passer, après qu'il leur eut dit qu'il allait voir le capitaine Twagiramungu, instructeur à l'ESO. Le témoin et Rwekaza avaient ensuite été interceptés par Nizeyimana et ramenés au barrage. Là, Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires de l'ESO de les tuer. Les militaires les avaient conduits non loin de là et avaient ouvert le feu sur eux. C'est ainsi que Rwekaza avait été tué. ZAV, lui, avait survécu comme par miracle et il a montré à la Chambre les cicatrices laissées par les blessures causées par les balles<sup>2040</sup>.

807. On notera que ZAK a parlé d'un épisode très semblable qui avait eu lieu vers le 5 mai 1994 à un barrage établi au même endroit. Militaire de son état, il voyageait en compagnie d'une Tutsie, Beata Uwambaye. Il avait vu à ce barrage quelque 6 à 10 jeunes militaires, dont certains portaient une tenue de camouflage et un béret noir, et il en avait conclu que c'étaient des élèves de l'ESO nouvelle formule. Puis, Nizeyimana avait donné l'ordre à ces militaires de tuer Uwambaye, dont il disait que c'était une « *Inkotanyi/Inyenzi* ». Uwambaye avait été emmenée vers une zone boisée sise en contrebas du barrage. Le témoin avait entendu trois coups de feu et vu ensuite revenir les militaires, dont l'un d'eux essuyait le sang qui maculait sa baïonnette. Le témoin n'avait jamais revu Uwambaye et pensait qu'elle était morte<sup>2041</sup>.

808. On notera aussi que ZBH, un *Interahamwe* d'ethnie hutue, qui avait été une « estafette » à l'ESO en 1991<sup>2042</sup>, a dit que le barrage établi au croisement des routes « Butare-Gikongoro » était tenu par des militaires de l'ESO et des civils<sup>2043</sup>. À une date indéterminée, Nizeyimana s'était adressé aux militaires et aux civils à ce barrage, dont ZBH, et les a convaincus que les Tutsis étaient les ennemis du pays et qu'aucun ne devait survivre<sup>2044</sup>. Il leur a dit que toute personne d'aspect tutsi devait être tuée<sup>2045</sup>. ZBH a aidé à tuer des Tutsis à ce barrage<sup>2046</sup>.

809. D'emblée, La Chambre n'a aucun doute que les témoins Ntezimana et ZAV ont vu ce barrage à la fin du mois d'avril 1994 et que ZAK l'a franchi au début du mois de mai. Elle note que la Défense ne conteste généralement pas la crédibilité du témoin Ntezimana<sup>2047</sup>. Ayant

<sup>2039</sup> Chap. II, point 7.1.

<sup>2040</sup> Id.

<sup>2041</sup> Chap. II, point, 7.2.

<sup>2042</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 38), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH).

<sup>2043</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 62 et 63, 74 et 75), ZBH. ZBH a confirmé qu'après le 20 avril 1994, des militaires et des civils tenaient ce barrage routier, en ajoutant que, généralement, il y avait davantage de militaires. Ibid., p. 75.

<sup>2044</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 63 à 65), ZBH.

<sup>2045</sup> Ibid. (p. 65), ZBH.

<sup>2046</sup> Ibid. (p. 73), ZBH.

<sup>2047</sup> La Défense a plutôt axé son contre-interrogatoire sur l'assistance que les militaires avait apportée au témoin en lui permettant de franchir ce barrage (CRA, 14 février 2011 (p. 78 et 79), témoin Ntezimana) et sur le fait que son

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

examiné jusqu'au bout son témoignage qui semble direct et dépouillé, ainsi que son comportement, la Chambre juge que le témoin Ntezimana est des plus crédibles.

810. De même, la Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, analysé les objections d'ordre général à la crédibilité de ZAV et de ZAK, tout comme les témoignages de ceux-ci sur ces événements précis<sup>2048</sup>. Là encore, ayant examiné jusqu'au bout leurs dépositions, tout comme leur comportement, elle est convaincue qu'ils s'étaient trouvés à ce barrage, que ZAV y avait été victime d'une attaque, et que ZAK avait vu des militaires de l'ESO emmener Beata Uwambaye et avait entendu qu'ils la tuaient.

811. Ailleurs dans le présent jugement, la Chambre a relevé la nécessité d'examiner le témoignage de ZBH avec la prudence requise<sup>2049</sup>, mais elle ne doute pas que ZBH a tenu ce barrage pendant le génocide. En effet, il a avoué au Rwanda des crimes liés au génocide commis du fait qu'il aidait à tenir des barrages<sup>2050</sup>. Ensuite, quand on l'a interrogé sur ce barrage en particulier, le témoin a décrit la manière dont les Tutsis étaient ciblés et conduits non loin pour être tués « dans le bois aux alentours des barrages routiers »<sup>2051</sup>.

812. Cette description cadre avec les témoignages très convaincants de Ntezimana, ZAV et ZAK, qui ont vu ou, dans l'un des cas, vécu des attaques menées de manière très similaire. On note, en particulier, le témoignage de ZBH qui, tout comme celui de Ntezimana, indique qu'à certains moments du moins, les militaires travaillaient de concert avec les *Interahamwe* pour cibler les Tutsis audit barrage<sup>2052</sup>. Tout cela conforte indirectement sa relation et la rend des plus crédibles.

813. Par ailleurs, la Chambre juge convaincante l'identification des militaires de l'ESO faite par chacun des témoins et collectivement. Le témoin Ntezimana avait identifié les militaires à ce barrage routier comme venant de l'ESO quand il y avait été intercepté plus tard alors qu'il était accompagné de Tutsis déplacés et de cinq militaires du camp de Ngoma<sup>2053</sup>. Comme indiqué plus haut, ceux qui tenaient le barrage ne voulaient pas laisser passer le groupe et prétendaient que

---

identification générale des militaires aux barrages se fondait sur sa connaissance des zones relevant du commandement d'un camp militaire donné (ibid., p. 79). La Chambre évalue ci-dessous l'identification faite par le témoin Ntezimana.

<sup>2048</sup> Voir chap. II points 7.1 et 7.2.

<sup>2049</sup> Voir chap. II, point 3.4.

<sup>2050</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 39, 62 et 63) et 9 février 2011 (p. 32), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH) ; pièce à conviction D15B (précédents aveux de ZBH), p. 14 et 15 [32-33] (trois barrages routiers avaient été établis sur la route de Cyangugu – un à Gahenerezo, un à « CONFIGI » et un autre à « Gako » ; les gens étaient tués à ces barrages sur l'ordre de Hategekimana, de Rekeraho et de Nizeyimana).

<sup>2051</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 63), ZBH.

<sup>2052</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 80), ZT (sans préciser sa source, elle a affirmé que des *Interahamwe* armés tenaient les barrages avec des militaires de l'ESO).

<sup>2053</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 71), témoin Ntezimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

« l'ennemi, des gens [...] se sont camouflés dans la foule » — jusqu'à ce qu'un sergent du camp de Ngoma parle aux militaires. Ceux-ci l'avaient reconnu comme étant leur ancien instructeur et les avaient laissés partir à contrecoeur<sup>2054</sup>.

814. La Chambre pense que ZAK et ZAV ont peut-être identifié les militaires qu'ils voyaient au barrage comme venant de l'ESO, en partie parce que Nizeyimana leur donnait des ordres. Il reste qu'ils ont aussi fourni d'autres raisons convaincantes de pouvoir identifier ces militaires, qui se fondaient notamment sur leur jeunesse<sup>2055</sup>. De la même façon, la Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, conclu que ZBH était tout à fait à même d'identifier des militaires<sup>2056</sup>. Le fait qu'il ait travaillé en qualité de civil à l'ESO en 1991 conforte l'idée qu'il pouvait d'une manière générale distinguer les militaires de l'ESO des autres militaires.

815. En outre, l'examen du dossier donne d'une manière générale du poids à l'affirmation que des militaires de l'ESO étaient affectés à ce barrage et qu'ils tenaient celui-ci. En l'occurrence, ZAW, cadet à l'ESO depuis 1991, a dit à la barre qu'il avait vu des militaires de l'ESO tenir ce barrage alors qu'il se rendait de Butare à Gitarama à la fin du mois de mai 1994<sup>2057</sup>. De même, AZD, sous-officier à l'ESO en 1994<sup>2058</sup>, a dit qu'il avait vu ce barrage qui était tenu par des militaires et des civils<sup>2059</sup>. Il ressort de son témoignage que les militaires qui s'y trouvaient venaient du camp de l'ESO<sup>2060</sup>. Par ailleurs, BDE, cadet à l'ESO en 1994<sup>2061</sup>, avait, de son côté,

<sup>2054</sup> Ibid. (p. 70 et 71), témoin Ntezimana.

<sup>2055</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 61), ZAK (les militaires étaient « jeunes » et, selon lui, ils faisaient partie de l'ESO nouvelle formule, qui accueillait, comme cadets, des élèves au sortir de l'école primaire) ; CRA, 23 février 2011 (p. 25), ZAV (d'une manière générale les élèves de l'ESO étaient jeunes et identifiables, étant donné que Butare était une petite ville), p. 29 (les militaires du barrage étaient « des élèves de l'ESO » ; le témoin note en particulier qu'ils ont dit que le capitaine Twagiramungu de l'ESO était « un bon enseignant »).

<sup>2056</sup> Voir chap. II, point 11. La Chambre fait observer qu'elle a conclu que l'identification des militaires de l'ESO par ZBH pendant l'attaque du couvent de Benebikira ne suffisait pas pour établir leur présence au-delà de tout doute raisonnable. Elle estime que les circonstances de l'identification des militaires de l'ESO par ZBH à ce barrage routier sont fondamentalement différentes. En effet, pour ce qui est de l'attaque du couvent des Benebikira, ZBH a dit qu'il était arrivé en cours d'attaque et qu'il y avait de nombreux militaires qui se déplaçaient un peu partout sur les lieux. Cet événement avait été bref et avait revêtu une grande intensité. En revanche, quand il dit qu'il était posté au barrage routier et que les civils relayaient les militaires, cela donne à penser qu'au milieu de ses tâches, il y avait des moments d'accalmie pendant lesquels il restait au milieu des militaires et pouvait les observer de près.

<sup>2057</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 3, 8, et 33), ZAW.

<sup>2058</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 64), AZD ; pièce à conviction P15 (fiche de renseignements personnels d'AZD).

<sup>2059</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 75 à 78), AZD.

<sup>2060</sup> Ibid. (p. 78), AZD (« Q. S'il vous plaît, aidez-nous à comprendre. Comment vous avez pu distinguer les militaires [du camp de Ngoma] tenant le barrage de Ngoma, par exemple, "à" ceux qui tenaient le barrage au croisement entre les routes qui mènent à Kigali et celles qui mènent à Gikongoro ? Comment pouvez-vous les distinguer ? R. Bon, pour les distinguer, ce n'était pas difficile parce que des militaires de l'École des sous-officiers, en plus des insignes distinctifs habituels, ils avaient d'autres insignes... ils avaient d'autres insignes en fonction de leur promotion. Alors, d'autres militaires qui n'étaient pas des élèves de l'École des sous-officiers, eux aussi... eux, ils revêtaient leur grade comme d'habitude — leur grade usuel —, donc, ils n'avaient aucun autre signe distinctif, pendant que ceux de l'école, eux... Bon, d'abord, je pouvais peut-être les reconnaître comme ça parce que je les

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

appris d'un collègue non identifié que des militaires de l'ESO avaient été déployés au croisement de « la route qui mène à Gikongoro » et de celle qui mène à Butare<sup>2062</sup>. AZM, membre du comité de sécurité préfectoral de Butare<sup>2063</sup>, franchissait ce barrage tous les jours et n'y avait vu des militaires non identifiés qu'après le 19 avril<sup>2064</sup>.

816. Dans ces conditions, la Chambre fait remarquer que d'autres témoignages indiquent qu'il n'y avait pas de militaires à ce barrage. Ainsi, le témoin à décharge Ntamagezo, cadet à l'ESO en 1994<sup>2065</sup>, a dit à la barre qu'il avait franchi ce barrage le 21 avril et qu'il était tenu par des civils<sup>2066</sup>. Le témoin à charge YAA, officier de l'ESO en avril<sup>2067</sup>, avait franchi ce barrage le 12 ou le 13 avril et a affirmé qu'il était tenu par des *Interahamwe*<sup>2068</sup>. De même, CKN10 a dit qu'il avait franchi ce barrage le 10 avril et qu'il était tenu par des gendarmes portant des bérets rouges et par des personnes en tenue civile<sup>2069</sup>.

817. Ayant examiné minutieusement tous les témoignages pertinents, la Chambre estime que les témoignages de Ntamagezo, de YAA et de CKN10 ne suscitent aucun doute raisonnable à propos des récits de première main par ailleurs concordants et très convaincants des témoins Ntezimana, ZAV, ZAK, ZBH, ZAW et AZD indiquant que des militaires de l'ESO tenaient ce barrage. Fait à noter, le témoin Ntamagezo a, quant à lui, dit que le seul barrage tenu par des militaires de l'ESO était celui établi dans le quartier arabe<sup>2070</sup>. Cette déposition va à l'encontre d'une foule de témoignages concordants et convaincants disant que des militaires de l'ESO tenaient aussi les barrages de l'hôtel Faucon et de Chez Bihira<sup>2071</sup>. La Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, mis en doute la crédibilité de ce témoin<sup>2072</sup>. Ayant observé son comportement à l'audience, la Chambre considère son témoignage avec beaucoup de suspicion.

---

avais vus au camp ESO, mais aussi je pouvais les reconnaître de par même ces insignes-là qui distinguaient les deux catégories des militaires »).

<sup>2061</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 10), BDE ; pièce à conviction P13 (fiche de renseignements personnels de BDE).

<sup>2062</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 20 et 21) et 31 janvier 2011 (p. 38 et 39), BDE (a dit de manière générale qu'elle avait franchi des barrages après avoir quitté le camp de l'ESO vers le 25 avril 1994 ou après cette date. Il est difficile de dire si elle est passée par le barrage établi au croisement de la route menant à Kigali avec celle qui mène à Gikongoro).

<sup>2063</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 68 (huis clos)), AZM.

<sup>2064</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 13), AZM.

<sup>2065</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 56), témoin Ntamagezo ; pièce à conviction D59 (fiche de renseignements personnels du témoin Ntamagezo).

<sup>2066</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 61), témoin Ntamagezo.

<sup>2067</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 71), YAA ; pièce à conviction P16 (fiche de renseignements personnels de YAA).

<sup>2068</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 76), YAA.

<sup>2069</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 4), CKN20.

<sup>2070</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 61), témoin Ntamagezo.

<sup>2071</sup> Voir chap. II, points 7.3.5 et 7.3.6.

<sup>2072</sup> Voir chap. II, point 6.4.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

818. En outre, la Chambre note que les observations faites par CKN10 et YAA entre le 10 et le 13 avril 1994 sont éloignées dans le temps de celles qu'ont faites les témoins Ntezimana, ZAV et ZAK. Ceux-ci ont relaté des faits survenus durant le dernier tiers du mois d'avril ou au début du mois de mai. Même s'ils étaient retenus, les témoignages de CKN10 et YAA sont loin d'être concluants en ce qui concerne le comportement ultérieur des militaires de l'ESO à ce barrage, y compris ceux qui travaillaient de concert avec des milices civiles.

819. La Chambre en vient aux témoignages impliquant directement Nizeyimana dans les activités menées à ce barrage. Elle avait précédemment examiné les témoignages de ZAV et ZAK concernant [respectivement] le meurtre de Remy Rwekaza et celui de Beata Uwambaye. À chaque fois, elle avait conclu que Nizeyimana avait donné l'ordre à des militaires de l'ESO de tuer Rwekaza et ZAV, ainsi que Beata Uwambaye.

820. La Chambre va à présent évaluer le témoignage de ZBH. Comme elle l'a conclu, ailleurs dans le présent jugement, ce témoignage doit être considéré avec la circonspection de mise<sup>2073</sup>. Comme pour les meurtres commis au couvent de Benebikira, le témoin ZBH a tendance à nier toute responsabilité personnelle pour les crimes commis, répétant avec insistance qu'il avait été « forcé » par les militaires, ou induit par la ruse de ceux-ci, à participer à des massacres<sup>2074</sup>. Il ressort notamment de ce témoignage que ZBH suivait les ordres des militaires de l'ESO à ce barrage et, en particulier, l'ordre de Nizeyimana de cibler les Tutsis.

821. La Chambre se demande si ZBH ne s'est pas servi de sa déposition en l'espèce pour s'exonérer de toute responsabilité pour les crimes qu'il a commis. Il a aussi pu être motivé par le désir d'obtenir un traitement de faveur de la part des autorités judiciaires rwandaises, car il était incarcéré au moment de sa déposition<sup>2075</sup>. Aussi, son témoignage sera-t-il évalué avec la circonspection requise, surtout en ce qu'il implique Nizeyimana<sup>2076</sup>.

822. Le témoignage de ZBH disant qu'il avait pu observer Nizeyimana à ce barrage était bref et ne comportait aucune précision. En particulier, le témoin n'a pas indiqué la date et l'heure exactes auxquelles il avait vu Nizeyimana donner des ordres. Cela étant, son témoignage cadre pour l'essentiel avec ses aveux de 2003 dans la mesure où il implique Nizeyimana dans l'établissement et la supervision des barrages mis en place sur la route de Cyangugu afin de cibler les civils tutsis<sup>2077</sup>.

<sup>2073</sup> Voir chap. II, point 3.4.

<sup>2074</sup> Voir chap. II, points 11.

<sup>2075</sup> Id.

<sup>2076</sup> Id.

<sup>2077</sup> Pièce à conviction D15B (aveux antérieurs de ZBH), p. 14 et 15, [32-33] (trois barrages routiers avaient été établis sur la route de Cyangugu – un à Gahenerezo, un à « CONFIGI » et un autre à « Gako » ; les gens étaient tués à ces barrages sur l'ordre de Hategekimana, Rekeraho et Nizeyimana).



823. La Chambre fait observer que des déclarations antérieures concordantes [avec une déposition] ne suffisent pas à conforter la crédibilité d'un témoin<sup>2078</sup>. Toutefois, comme les circonstances ici le montrent, le témoin a persisté à impliquer Nizeyimana dans la supervision criminelle des barrages pendant une longue période. Il est important d'en tenir compte pour évaluer la déposition d'un témoin<sup>2079</sup>. Quelles qu'aient pu être les raisons qu'avait ZBH de faire un témoignage incriminant Nizeyimana, la Chambre ne craint raisonnablement pas que ce témoignage ait été altéré par l'incarcération de son auteur<sup>2080</sup>.

824. De plus, la Chambre considère que dans des déclarations *pro justitia* ultérieures faites aux autorités rwandaises, ZBH a fait état de barrages, sans pour autant dire que Nizeyimana avait ordonné à ceux qui les tenaient de tuer les Tutsis<sup>2081</sup>. Certes, ces déclarations portaient principalement sur le comportement de Cyriaque Habyarabatuma, commandant de la gendarmerie de Tumba en 1994. Il y est question qu'elles parlent des mêmes barrages que ceux mentionnés dans les aveux de ZBH en 2003, mais le fait qu'elles ne contiennent aucune référence à Nizeyimana ne porte pas à conséquence. Vu la corroboration indirecte convaincante apportée par les autres témoignages directs touchant l'implication de Nizeyimana dans les crimes commis à ce barrage, la Chambre estime que le témoignage de ZBH disant que Nizeyimana donnait les ordres à ce barrage est convaincant au-delà de tout doute raisonnable.

825. Au vu de l'ensemble de la preuve, la Chambre est convaincue que, dès le 21 avril 1994, le barrage établi au croisement des routes menant à Gikongoro/Cyangugu et Kigali servait à identifier, puis à tuer les civils tutsis. Elle est convaincue également que des militaires de l'ESO postés à ce barrage ont apporté une contribution substantielle et significative aux meurtres qui y étaient commis. Dans la mesure où ces militaires n'étaient pas les assaillants participant

<sup>2078</sup> Arrêt *Ntakirutimana*, par. 147.

<sup>2079</sup> *Bagosora and Nsengiyumva Appeal Judgement*, par. 245, et 264 et 265 (la Chambre de première instance n'a commis aucune erreur lorsqu'elle a tenu compte des concordances entre la déposition d'un témoin complice faite devant la Chambre et la déposition qu'il avait faite devant un tribunal rwandais).

<sup>2080</sup> En concluant ainsi, la Chambre a examiné les arguments de la Défense. Celle-ci soutient que ZBH, qui a gardé une copie de ses aveux, a modifié celle qu'il avait remise au Procureur en 2010 en ajoutant le nom de Nizeyimana à plusieurs endroits après coup. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 170 à 179. Toutefois, la Défense ne présente pas ces arguments en ce qui concerne cet aspect particulier des aveux de ZBH. L'examen de l'original des aveux révèle que les facteurs qui, de l'avis de la Défense, mettent en évidence des altérations *ex post facto* sont inexistantes ; autrement dit, la référence à l'implication de Nizeyimana apparaît carrément dans le récit original et ne semble pas avoir été ajoutée dans des parties extérieures à la section réservée à la narration ou dans des espaces ouverts dans le texte original. Voir, pièce à conviction D15A(K) (original des aveux de ZBH), p. 8, et pièce à conviction D15B (traduction des aveux de ZBH), p. 14 et 15, et 32 et 33. La Chambre pense que d'autres cas de prétendues modifications n'entament raisonnablement pas la crédibilité de ZBH au point qu'on ne puisse se fonder sur aucune partie de son témoignage.

<sup>2081</sup> Voir pièce à conviction D16(F) (déclaration *Pro Justitia* du 25 juin 2005), p. 1 (le témoin dit qu'il a tenu un barrage non identifié avec plusieurs personnes, dont des officiers de l'ancienne armée rwandaise et un certain « caporal Gatwaza ») ; pièce à conviction D17 (F) (déclaration *Pro Justitia* du 17 juin 2009), p. 2 (où il parle de quatre barrages).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

directement au meurtre des personnes identifiées à ce barrage comme étant des Tutsis, la Chambre n'a cependant aucun doute qu'ils partageaient l'intention de ces assaillants. De plus, elle n'a aucun doute que les ordres donnés par Nizeyimana à ce barrage, à savoir de tuer les Tutsis, ont contribué directement et de façon significative et substantielle à la commission des meurtres auxquels il a assisté, ainsi qu'à la commission des meurtres auxquels il n'a pas assisté.

### *Notification*

826. La Chambre fait observer que l'acte d'accusation n'informe pas particulièrement en ce qui concerne les meurtres commis à ce barrage et décrits par le témoin Ntezimana ou les ordres donnés par Nizeyimana de tuer les Tutsis et décrits par ZBH. Cela dit, le mémoire préalable au procès du Procureur et, en particulier, les résumés, joints en annexe, des dépositions attendues de Ntezimana et ZBH indiquaient qu'ils allaient déposer à l'appui du paragraphe 6 de l'acte d'accusation. De plus, lesdits résumés fournissaient des informations généralement concordantes avec les dépositions faites à l'audience<sup>2082</sup>.

827. La Défense n'a pas contesté les témoignages de Ntezimana ou de ZBH au sujet de ce barrage. De plus, lorsque certaines conditions sont réunies, les informations données dans les résumés des dépositions attendues des témoins (annexés au mémoire préalable au procès) peuvent purger le paragraphe pertinent de l'acte d'accusation des vices qui l'entachent<sup>2083</sup>. Cependant, selon le Procureur, des témoignages similaires portant sur des meurtres commis à des barrages, dont notification n'est donnée que par le mémoire préalable au procès ou par les résumés annexés des dépositions attendues des témoins, n'ont pas été utilisés pour fonder des déclarations de culpabilité<sup>2084</sup>. Aussi, la Chambre estime-t-elle que ce témoignage ne peut pas non plus être utilisé à cette fin.

828. Cela étant, ce témoignage demeure des plus pertinents et prouve d'autres allégations portées dans l'acte d'accusation<sup>2085</sup>. Étant donné les informations contenues dans le mémoire préalable au procès, la Chambre estime que Nizeyimana a suffisamment été informé [des faits qui lui sont reprochés] pour pouvoir préparer sa défense par rapport à cette déposition. La Chambre est persuadée qu'aucun préjudice n'a été causé. Aussi examinera-t-elle ces éléments de preuve par rapport aux allégations portées dans l'acte d'accusation.

<sup>2082</sup> Voir le mémoire préalable au procès, annexe, par. 3 («Après le 19 avril 1994, le témoin a franchi un barrage routier établi à l'endroit où la route de Kigali croise celle de Cyangugu/Gikongoro ... Il a vu deux hommes en train de frapper quelque chose sur le sol ... Il a demandé aux militaires ce que c'était et il lui a été répondu qu'il s'agissait d'un serpent. Quand il est passé tout près, il a pu voir ... qu'ils frappaient un être humaine ...») [traduction], p. 41 (« Il dira que les gens étaient tués aux barrages qui avaient été établis sur l'ordre de Nizeyimana ... »).

<sup>2083</sup> Voir jugement *Bagosora*, par. 116, qui renvoie [notamment] aux arrêts *Muhimana*, par. 82 ; *Gacumbitsi*, par. 57 et 58 ; *Ntakirutimana*, par. 48 ; et *Naletilié*, par. 45.

<sup>2084</sup> Voir réponse du Procureur intitulée *Prosecutor's Response to Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 13 mai 2011, par. 63 à 66, et mémoire préalable au procès, annexe, par. 28 (p. 21 et 22).

<sup>2085</sup> Voir arrêt *Renzaho*, par. 71.

### 7.3.5 Barrage de l'hôtel Faucon

829. Il ressort unanimement des témoignages, tant ceux à charge que ceux à décharge, qu'en avril 1994 un barrage avait été établi devant l'hôtel Faucon à Butare<sup>2086</sup>. En faisant fond sur les récits de première main des témoins à charge ZBH, Vincent Ntezimana, AZM, AZD, YAA, ZAW et Justin Gahizi, la Chambre estime que les dépositions établissent qu'en avril, le barrage de l'hôtel Faucon était tenu par des militaires de l'ESO<sup>2087</sup>.

830. En particulier, la Défense ne conteste pas, et la Chambre ne doute pas non plus, que les témoins YAA, AZD, ZAW et Gahizi, tous militaires de l'ESO, étaient en mesure d'identifier les éléments de l'ESO et de les distinguer de ceux d'autres camps. Bien plus, la Chambre a estimé, ailleurs dans le présent jugement, qu'en raison des antécédents de ZBH à l'ESO, où il travaillait, et de sa collaboration avec les militaires aux barrages et ailleurs, il était bien placé pour identifier les militaires qui menaient des opérations autour de Butare<sup>2088</sup>. Enfin, la Chambre a considéré, ailleurs dans le présent jugement, que le rôle de premier plan dévolu à AZM en matière de maintien de l'ordre à Butare pendant la période considérée, et la fréquentation de militaires que lui valait son appartenance au conseil préfectoral de sécurité devaient lui permettre de distinguer les militaires de l'ESO des autres militaires<sup>2089</sup>. Fait à noter, les témoins à décharge Thomas

<sup>2086</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 62), ZBH ; CRA, 14 février 2011 (p. 64, et 66 et 67), témoin à charge Ntezimana ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 75), YAA ; CRA, 20 janvier 2011 (p. 79), AZM ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 76), AZD ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 21), BDE ; CRA, 7 février 2011 (p. 39 à 41), témoin à charge Gahizi ; CRA, 2 février 2011 (p. 45), témoin à charge Kayibanda ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 46), témoin à décharge Ruzindana ; CRA, 30 mai 2011 (p. 8 et 9), CKN10 ; CRA, 13 juin 2011 (p. 14), témoin à décharge Bunani ; CRA, 9 juin 2011 (p. 62), témoin à décharge Hitayezu ; CRA, 8 juin 2011 (p. 61), témoin à décharge Ntamagezo.

<sup>2087</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 63), ZBH ; CRA, 14 février 2011 (p. 66 et 67, et 79) témoin Ntezimana, (un jour, un militaire avait refusé de le laisser franchir le barrage de l'hôtel Faucon malgré le laissez-passer que lui avait délivré le commandant du camp de Ngoma, le lieutenant Ildéphonse Hategekimana ; le militaire avait dit au témoin qu'il ne recevait pas d'ordres de Hategekimana, même après que celui-ci eut envoyé un militaire demander que le témoin soit autorisé à passer ; le militaire qui tenait le barrage avait finalement obtempéré lorsqu'un adjudant qui, de l'avis du témoin appartenait à l'ESO, était arrivé et l'avait demandé ; le témoin avait déduit de la réponse du militaire qui tenait le barrage que l'adjudant venait de l'ESO et non pas du camp de Ngoma) ; CRA, 20 janvier 2011 (p. 80 et 82), AZM, (à son avis, les militaires venaient du camp de l'ESO parce que Tharcisse Muvunyi lui avait dit, à une réunion tenue au stade de Huye le 14 avril 1994, que les militaires qui tenaient ce barrage venaient de l'ESO. Il a affirmé qu'il était « évident » que le militaire qui tenait le barrage venait de l'ESO « [d]'après l'information qui [lui] avait été donnée et en juger par son [jeune] âge » ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 77 à 79, et 80), AZD (le témoin avait reconnu un adjudant-chef audit barrage lorsqu'il l'avait franchi vers le 21 avril 1994) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 75), YAA (le barrage était tenu par une douzaine de cadets de l'ESO vêtus de treillis et armés de fusils) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 6, 8 à 10, 33, et 42), ZAW (ZAW, un militaire de l'ESO, avait parlé à certains de ses collègues lorsqu'il avait franchi ce barrage vers la fin du mois de mai 1994 alors qu'il passait par Butare pour se rendre à Gitarama) ; CRA, 7 février 2011 (p. 39 à 41), témoin Gahizi (avait vu le barrage de l'hôtel Faucon lorsqu'il était retourné à Butare pour la première fois à la fin du mois d'avril ; le barrage était tenu par des cadets nouvelle formule ; il avait appris de Ndayizeye, garde du corps de Nizeyimana, que deux personnes y avaient été arrêtées et tuées).

<sup>2088</sup> Voir chap. II, points 7.3.4. et 11.

<sup>2089</sup> Voir chap. II, point 6.5.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Ruzindana, CKN10, Jean Népomuscène Bunani et Irénée Hitayezu ont tous dit qu'ils avaient franchi le barrage de l'hôtel Faucon, mais aucun d'entre eux n'a été interrogé à propos de l'identité de ceux qui tenaient celui-ci<sup>2090</sup>.

831. Le témoin à décharge Ntamagezo avait vu des civils audit barrage, mais la Chambre a fait remarquer, ailleurs dans le présent jugement, que la présence de civils ne permettait cependant pas de douter qu'à certains moments ce barrage était tenu et contrôlé par des militaires de l'ESO<sup>2091</sup>. En effet, ZBH, un civil, a dit qu'il avait tenu ledit barrage et affirmé d'une manière générale que les militaires utilisaient régulièrement des civils pour tuer les Tutsis ou contrôler les cartes d'identité de ceux qui désiraient le franchir<sup>2092</sup>. Il ressort également d'autres éléments versés au dossier que les militaires collaboraient avec les *Interahamwe* aux barrages établis à Butare et dans les environs<sup>2093</sup>.

832. De même, des éléments versés au dossier attestent que des militaires et des civils se livraient ensemble à des meurtres ciblés après le 19 avril 1994<sup>2094</sup>. Aussi la Chambre n'estime-t-elle pas que la relation du témoin Ntamagezo disant que des civils tenaient ledit barrage contredit la conclusion générale que des militaires de l'ESO tenaient et supervisaient le barrage de l'hôtel Faucon.

833. En ce qui concerne la raison d'être du barrage, la Chambre a conclu, ailleurs dans le présent jugement, que le professeur Pierre Claver Karenzi, un Tutsi, avait été tué près de ce barrage le 21 avril 1994<sup>2095</sup>. ZBH a, de son côté, dit que c'était un des barrages où il avait tué des Tutsis<sup>2096</sup>. Bien que l'information soit de seconde main, le témoin à charge Gahizi a dit que l'un des gardes du corps de Nizeyimana, le dénommé Ndayizeye, lui avait confié qu'il avait tué des

<sup>2090</sup> Voir, par exemple, CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 46), témoin Ruzindana (le 21 avril 1994, ils s'étaient arrêtés cinq minutes au barrage de l'hôtel Faucon alors qu'ils se rendaient à Mata) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 8 et 9), CKN10 (ne s'était pas arrêté au barrage de l'hôtel du Faucon alors qu'il se rendait à Mata le 21 avril) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 14), témoin Bunani (était resté un certain temps au barrage de l'hôtel Faucon alors qu'il se rendait à Mata le 21 avril) ; CRA, 9 juin 2011 (p. 48 et 62), témoin Hitayezu (en rentrant à Butare le 20 avril, le témoin avait franchi un barrage devant l'hôtel Faucon alors qu'il se rendait à l'ESO).

<sup>2091</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 60 et 61), témoin Ntamagezo (durant des patrouilles, il avait vu des barrages, dont celui qui se trouvait devant l'hôtel Faucon et qui était tenu par des civils).

<sup>2092</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 61 à 63 et 65), ZBH.

<sup>2093</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 68 et 69), témoin Ntezimana (après le 19 avril 1994, le témoin avait parlé aux militaires qui tenaient le barrage établi à l'intersection de la route de Kigali et de celle de Gikongoro, et ils lui avaient dit qu'on était en train de tuer un serpent dans la forêt en contrebas ; il avait ensuite vu ce qui lui semblait être un *Interahamwe* en train d'y tuer quelqu'un) ; CRA, 10 février 2011 (p. 79 et 80), ZT (a dit, sans préciser sa source, que des *Interahamwe* armés tenaient les barrages avec des militaires de l'ESO). CRA, 14 février 2011 (p. 11), témoin Zachariah (avait remarqué que les militaires avaient laissé des *Interahamwe* armés de machettes franchir un barrage, sans être inquiétés, quelques instants après que deux militaires eurent frappé un civil avec les crosses de leurs fusils).

<sup>2094</sup> Voir chap. II, points 5.1 et 8.1.

<sup>2095</sup> Voir chap. II, point 6.5.

<sup>2096</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 61 à 63, et 73 et 74), ZBH.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

gens au barrage de l'hôtel Faucon. Comme il était « de notoriété publique » que les Tutsis étaient visés, le témoin Gahizi avait déduit que les victimes des meurtres dont parlait Ndayizeye étaient des Tutsis<sup>2097</sup>. En outre, les témoins à charge ZBH, YAA, AZM et ZAW ont tous raconté comment les gens étaient interceptés audit barrage avant de recevoir l'autorisation de le franchir<sup>2098</sup>.

834. Vu l'ensemble des éléments de preuve, la Chambre est convaincue qu'au moins jusqu'au 21 avril 1994, le barrage de l'hôtel Faucon servait à identifier et à tuer les civils tutsis<sup>2099</sup>. Elle est en outre convaincue que les militaires de l'ESO postés à ce barrage ont contribué de manière substantielle et significative aux meurtres qui y étaient commis. Les militaires n'étaient peut-être

<sup>2097</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 40), témoin Gahizi.

<sup>2098</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 61), ZBH (ZBH contrôlait les cartes d'identité aux barrages, dont celui qui se trouvait devant l'hôtel Faucon) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 76), YAA (ceux qui passaient par ce barrage étaient contrôlés, avec une attention particulière à leur appartenance ethnique) ; CRA, 20 janvier 2011 (p. 81), AZM (AZM avait été contrôlé par un militaire lorsqu'il était passé par le barrage de l'hôtel Faucon et il avait constaté que le professeur Karenzi était, lui aussi, contrôlé) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 10), ZAW (quiconque passait par ce barrage devait présenter sa carte d'identité).

<sup>2099</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 80), témoin à charge AZD (quelque temps après le 19 avril 1994, AZD avait vu le corps du professeur Karenzi alors qu'il passait par ledit barrage) ; CRA, 14 février 2011 (p. 73), témoin à charge Ntezimana (quelque temps avant le 19 avril 1994, le témoin Ntezimana avait appris que le professeur Karenzi, un Tutsi, avait été tué audit barrage) ; CRA, 8 février 2011 (p. 62 et 63, et 73 et 74), témoin à charge ZBH (ZBH a raconté comment les Tutsis étaient tués, une fois identifiés comme tels, ou lorsqu'une personne avait une physionomie de Tutsi ; il avait emmené des Tutsis qui se trouvaient au barrage et les avait tués) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 76), témoin à charge YAA (tout en laissant entendre que les militaires fouillaient les véhicules pour chercher des munitions et les personnes soupçonnées d'être des infiltrés du FPR, le témoin a dit qu'une attention particulière était accordée à l'appartenance ethnique de ceux qui désiraient franchir le barrage) ; CRA, 20 janvier 2011 (p. 81), témoin à charge AZM (à une date indéterminée, AZM avait vu le cadavre du professeur Karenzi, un Tutsi, à ce barrage et le militaire qui le contrôlait lui avait confié qu'il venait d'abattre Karenzi de deux balles) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 9 et 10), témoin à charge ZAW (a cité ce barrage comme étant l'un des nombreux barrages qu'il avait franchis à la fin du mois de mai 1994 et dit que toute personne qui arrivait aux barrages tenus par les militaires de l'ESO « devait exhiber ses pièces d'identification »). BDE, qui avait entendu dire que les militaires étaient déployés autour de la ville pour assurer la sécurité, a confirmé le double objectif assigné audit barrage par YAA. CRA, 28 janvier 2011 (p. 15, et 19 et 20), témoin à charge BDE. En effet, la Chambre est convaincue, en s'appuyant sur le fait que le professeur Karenzi, un Tutsi, avait été tué après avoir été conduit au barrage de l'hôtel Faucon, ainsi que sur le témoignage de première main de ZBH disant qu'il avait commis des meurtres à ce même barrage, tout comme sur les témoignages indirects et de seconde main des témoins YAA et Gahizi, que les civils tutsis étaient identifiés, puis tués audit barrage. La Chambre note que seul le témoin à décharge Bunani a dit expressément qu'il n'avait vu ni des signes de violence ni des cadavres aux barrages établis à Butare. CRA, 13 juin 2011 (p. 39 et 40), témoin à décharge Bunani (« Q. Avez-vous vu des cadavres dans les environs ou (*inaudible*) de ces barrages routiers ? R. Je n'en ai pas vu. Q. Avez-vous vu des cadavres dans la ville de Butare ? R. Je n'en ai pas vu. M. LE PRÉSIDENT: Q. Avez-vous vu des cadavres où que ce soit pendant le génocide ... pendant la période allant du 6 avril au mois de juillet ? R. Je n'en ai jamais vu »). Cependant, en tant que beau-frère de Nizeyimana, la Chambre estime que Bunani avait un motif d'écarter de l'accusé toute forme de responsabilité. Aussi émet-elle des doutes quant à l'impartialité dudit témoin. En outre, elle considère que ce témoignage, qui nie d'une façon générale l'existence de toute forme de violence aux barrages établis dans la préfecture de Butare, est dépourvu de toute valeur probante, vu les éléments de preuve directs qui attestent le contraire.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

pas les assaillants qui étaient les auteurs directs des meurtres de ceux qui étaient identifiés au barrage comme étant des Tutsis, mais il ne fait pas de doute pour la Chambre qu'ils partageaient l'intention des assaillants.

835. En réalité, la Chambre ne doute pas que le barrage de l'hôtel Faucon faisait partie d'un réseau de barrages tenus par des militaires de l'ESO – dont ceux qui étaient situés à l'intersection de la route de Gikongoro/Cyangugu et de celle de Kigali, et Chez Bihira – qui avait été établi pour identifier et éliminer les Tutsis, tout au moins à partir du dernier tiers du mois d'avril 1994. Le fait que ce barrage était à proximité immédiate de celui établi à l'intersection des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali revêt une importance particulière. La Chambre est convaincue que les instructions données à l'un de ces barrages étaient nécessairement répercutées à l'autre et allaient dans le même sens.

836. ZBH est le seul à avoir fait état de la présence de Nizeyimana au barrage, ce qui implique celui-ci directement dans la supervision criminelle dudit barrage<sup>2100</sup>. Ailleurs dans le présent jugement, la Chambre a conclu qu'il fallait évaluer ce témoignage avec la circonspection de mise<sup>2101</sup>. Comme indiqué à propos du massacre commis au couvent des Benebikira, ZBH a d'une façon générale nié toute responsabilité dans les crimes commis et a insisté au contraire sur le fait que les militaires l'avaient « forcé » ou amené par la ruse à participer à des meurtres<sup>2102</sup>. En particulier, il appert de sa déposition qu'il suivait les instructions des militaires de l'ESO présents au barrage, notamment celles de Nizeyimana disant qu'il fallait cibler les Tutsis.

837. La Chambre se demande avec une certaine appréhension si la déposition de ZBH en l'espèce n'a pas été pour lui l'occasion d'écarter toute responsabilité dans les crimes qui avaient été commis. Il se pourrait également qu'il ait été mu par le désir de bénéficier d'un traitement de faveur de la part des autorités judiciaires rwandaises, le témoin étant incarcéré au moment de sa déposition<sup>2103</sup>. Aussi, son témoignage sera-t-il évalué avec la circonspection de mise, notamment lorsqu'il incrimine Nizeyimana<sup>2104</sup>.

838. Le témoignage de ZBH disant qu'il avait vu Nizeyimana au barrage était bref et ne comportait aucun détail. En particulier, le témoin ne précisait pas la date et l'heure auxquelles il avait vu l'accusé donner des ordres au barrage de l'hôtel Faucon, ni ne donnait de détails complémentaires. En outre, son témoignage relatif à la présence de Nizeyimana audit barrage contredit ses aveux de 2003 où on ne trouve pas trace de l'ordre de tuer les Tutsis que l'accusé

<sup>2100</sup> À une date indéterminée, Nizeyimana s'était adressé aux militaires et aux civils présents audit barrage et les avaient convaincus que les Tutsis étaient les ennemis du pays et qu'aucun d'eux ne devait survivre. CRA, 8 février 2011 (p. 65), ZBH.

<sup>2101</sup> Voir chap. II, point 3.4.

<sup>2102</sup> Voir chap. II, point 11.

<sup>2103</sup> Id.

<sup>2104</sup> Voir chap. II, points 3.4. et 11.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

aurait donné à *ce même barrage*<sup>2105</sup>. L'absence de détails suffisants amène à s'interroger sur la qualité de ce témoignage. Les ambiguïtés qu'il comporte, lorsqu'on les analyse à la lumière de ses omissions antérieures, font que sa déposition incriminant directement Nizeyimana est loin d'être déterminante.

839. Cela étant, si l'on prend en considération le fait que les militaires de l'ESO tenaient ce barrage, les dépositions disant que des meurtres y avaient été commis, et le témoignage de ZBH qui a avoué y avoir participé à des massacres, les doutes au sujet de la présence de l'accusé au barrage et des ordres qu'il y aurait donnés ne portent pas à conséquence. En effet, la déposition de ZBH démontre de façon convaincante la façon fluide dont le barrage fonctionnait et son interdépendance avec, par exemple, celui qui était établi tout juste plus bas à l'intersection des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali. Comme indiqué plus haut, lorsqu'il dit à la barre qu'il a participé aux meurtres commis à ces deux barrages, c'est bien la preuve que les instructions données à l'un des barrages concordaient nécessairement avec celles données à l'autre et étaient transmises. Cette conclusion est encore renforcée lorsqu'on sait que des militaires de l'ESO tenaient ces deux barrages, qu'ils y ciblaient les Tutsis pour les tuer ensuite, et que tout cela se passait au même moment.

#### *Notification*

840. Sauf le meurtre de Pierre Claver Karenzi, l'acte d'accusation ne comporte aucune information explicite touchant les meurtres décrits par les témoins Gahizi ou ZBH. Cela étant, le mémoire préalable au procès du Procureur et, en particulier, les résumés des dépositions attendues des témoins Gahizi et ZBH qui y sont joints indiquent que ceux-ci allaient déposer au soutien du paragraphe 6 de l'acte d'accusation. Le résumé de la déposition attendue de ZBH fournit des informations qui sont généralement concordantes avec sa déposition, bien que le témoin Gahizi soit muet relativement au barrage considéré<sup>2106</sup>.

841. La Défense n'a pas soulevé d'objection par rapport à la déposition de Gahizi ou à celle de ZBH au sujet du barrage, mais la Chambre doute que l'information ait été adéquate. Elle va simplement considérer cette déposition comme une toile de fond sur laquelle se détachent des charges clairement énoncées, par ailleurs, dans l'acte d'accusation.

<sup>2105</sup> Pièce à conviction D15B (aveux antérieurs de ZBH), p. 14 et 15, et 32 et 33 (trois barrages avaient été établis sur la route de Cyangugu – l'un à Gahenerezo, un autre à « CONFIGI » et un autre encore à « Gako » ; des meurtres y avaient été commis sur l'ordre de Hategekimana, de Rekeraho et de Nizeyimana).

<sup>2106</sup> Voir le mémoire préalable au procès, annexe, par. 6 (présentant la déposition attendue du témoin Gahizi, ancien « témoin KAL ») et par. 41 (« Il dira que des meurtres avaient été commis aux barrages établis sur l'ordre de Nizeyimana ... » [traduction]).

### 7.3.6 Barrage du carrefour menant au Groupe scolaire (« Chez Bihira »)

842. Les dépositions, tant celles à charge et que celles à décharge, démontrent uniformément qu'un barrage avait été établi en avril 1994 près de l'intersection de la grand-route et de la route menant au Groupe scolaire, barrage connu aussi sous le nom de barrage de Chez Bihira<sup>2107</sup>. De même, il ressort des dépositions que les militaires des camps de l'ESO et de Ngoma tenaient ledit barrage.

843. En particulier, selon le témoin à charge ZAW, militaire à l'ESO, il s'agissait de l'un des nombreux barrages qu'il avait franchis en mai 1994, et il était tenu par des militaires de l'ESO<sup>2108</sup>. Le témoin à charge AZM avait entendu Muvunyi annoncer, lors d'une réunion tenue le 14 avril, que des militaires du camp de Ngoma tenaient ledit barrage<sup>2109</sup>. Fait à noter, le témoin à décharge Ngezahayo avait vu sur la route de Bihira un barrage tenu par des militaires de l'ESO et du camp de Ngoma. Vu que le témoin était blanchisseur à l'ESO<sup>2110</sup>, la Chambre ne doute pas qu'il avait pu identifier les militaires de l'ESO<sup>2111</sup>. En outre, le témoin à charge BDE avait entendu ses collègues dire que les militaires de l'ESO avaient été déployés à cet endroit suite à un rassemblement tenu le 7 avril<sup>2112</sup>.

<sup>2107</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 79), témoin à charge AZM (avait vu un barrage sur la route menant au Groupe scolaire) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 9), témoin à charge ZAW (avait vu un barrage à l'intersection de la grand-route et de la route menant au Groupe scolaire) ; CRA, 27 janvier 2011 (p. 23 et 24), témoin à charge TQ (le barrage de Chez Bihira se trouvait à une trentaine de mètres de l'intersection de la route du Groupe scolaire et de la route bitumée) ; CRA, 14 janvier (p. 11), témoin à charge Zachariah (avait vu un barrage à l'intersection de route de Kigali et de celle menant au Groupe scolaire) ; CRA, 14 janvier 2011 (p. 64), témoin à charge Ntezimana, (le barrage situé entre la route bitumée et celle menant au Groupe scolaire) ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 21), témoin à charge BDE (avait entendu parler d'un barrage établi à « Kwa Bihira ») ; CRA, 24 mai 2011 (p. 45), témoin à décharge Ngezahayo (avait vu un barrage sur la route de Bihira). Voir aussi pièce à conviction D18 (croquis du témoin Zachariah). La Chambre note que BDE qui avait appris que les militaires de l'ESO étaient en train d'être déployés à certains endroits, fait état qu'un barrage dont le nom a la même consonance et possède la même signification en kinyarwanda. La Chambre est convaincue que les endroits décrits comme Chez Bihira et « Kwa Bihira » désignent un seul et même endroit. Elle relève qu'il ressort des éléments versés au dossier qu'il existait plus qu'un barrage dans le voisinage du Groupe scolaire. En particulier, TQ a fait état de deux barrages sur la route, l'un à l'entrée du Groupe scolaire et l'autre près de l'intersection de la grand-route et de la route menant au Groupe scolaire. CRA, 27 janvier 2011 (p. 23 et 24), témoin à charge TQ. De même, ZBK avait vu un barrage à l'entrée du Groupe scolaire. CRA, 19 janvier 2011 (p. 29 et 30, et 38), témoin à charge ZBK. La Chambre fait remarquer que le Procureur n'a produit aucun élément de preuve relatif à l'identité de ceux qui tenaient le barrage situé tout près de l'entrée du Groupe scolaire ou qui donne à penser que ledit barrage servait à identifier et à tuer les Tutsis, pas plus qu'il n'a donné l'identité de ceux qui le tenaient. Cela étant, la Chambre se refuse à prendre ledit barrage en considération.

<sup>2108</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 8 et 9), ZAW.

<sup>2109</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 80), AZM.

<sup>2110</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 44), témoin Ngezahayo ; pièce à conviction D44 (fiche de renseignements personnels du témoin Ngezahayo).

<sup>2111</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 45), témoin Ngezahayo.

<sup>2112</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 20 à 22), BDE.



844. Fait à noter, ledit barrage n'était pas très éloigné de l'ESO, ce qui ne peut qu'appuyer indirectement l'idée qu'il aurait été tenu par des militaires de ce camp. Il se trouvait de surcroît à proximité des barrages de l'hôtel Faucon et de celui de l'intersection des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali, tous deux tenus eux aussi par des militaires de l'ESO. Ces éléments corroborent indirectement les éléments de preuves directs selon lesquels les militaires de l'ESO étaient postés à ce barrage. Aussi, la Chambre est-elle convaincue que les militaires de l'ESO tenaient parfois ledit barrage.

845. Le témoin à charge TQ est le seul à avoir fait état de la présence de Nizeyimana à ce barrage vers le 20 avril 1994<sup>2113</sup>. En particulier, TQ, qui y avait été intercepté, a dit qu'il avait vu Nizeyimana se tenant à côté du cadavre d'Innocent Rwagashayija et avait entendu l'accusé reconnaître qu'il avait tué Rwagashayija<sup>2114</sup>.

846. TQ habitait en 1981 à Butare où il poursuivait ses études secondaires, mais il habitait à Kacyiru de 1992 à 1994<sup>2115</sup>. Il était retourné à Butare le 12 avril 1994 pour s'y réfugier au Groupe scolaire avec des orphelins, mais il est difficile de dire s'il avait résidé à Butare-ville peu avant 1992, lorsque Nizeyimana s'y trouvait aussi<sup>2116</sup>. L'incertitude à propos du lieu où TQ habitait avant 1992 soulève des questions quant à sa capacité d'identifier Nizeyimana lorsqu'il avait vu celui-ci une semaine après que le témoin était arrivé à Butare en avril 1994. En réalité, ailleurs dans le présent jugement, la Chambre s'est interrogée sur la capacité de TQ d'identifier l'accusé en 1994<sup>2117</sup>. Le témoignage de TQ n'étant pas corroboré, elle estime que l'identification de l'accusé par TQ au barrage de Chez Bihira n'est pas suffisamment fiable pour établir des faits au-delà de tout doute raisonnable<sup>2118</sup>.

847. Divers témoins à charge ont déposé à propos de civils identifiés et agressés au barrage du Groupe scolaire en avril 1994. Vers le 17 avril, le témoin Zachariah avait vu un homme se faire tabasser jusqu'à ce qu'il tombe sans vie à terre<sup>2119</sup>. Il importe aussi de noter que le témoin

<sup>2113</sup> Vers le 20 avril 1994, TQ s'était rendu en ville à bord d'un véhicule de la Croix-Rouge et avait trouvé un barrage près d'un kiosque au carrefour de Chez Bihira. CRA, 27 janvier 2011 (p. 24, et 45), TQ. Nizeyimana avait intercepté le témoin et lui avait demandé, d'un ton menaçant, ce qu'il faisait. CRA, 27 janvier 2011, p. 24. Nizeyimana était ensuite retourné sur la route et avait dit à Faustin Twagirayezu et à d'autres personnes non identifiées qu'il avait tué d'un coup d'épée Innocent Rwagashayija, un Tutsi enseignant au Groupe scolaire. Ibid. (p. 25, 27 et 28, et 46).

<sup>2114</sup> Ibid. (p. 23 à 28, et 45 à 47), TQ.

<sup>2115</sup> Ibid. (p. 42), TQ.

<sup>2116</sup> Ibid. (p. 24), TQ. Il a dit qu'il savait que Nizeyimana était un membre des ex-FAR, et il connaissait son nom et son grade, mais il n'avait pu l'identifier que parce qu'il le voyait « circuler en ville ». CRA, 27 janvier 2011 (p. 24). Il a reconnu qu'il avait vu l'accusé « en vis à vis » pour la première fois lors de leur rencontre au barrage. Ibid., p. 45. Voir aussi le chap. II, point 10.

<sup>2117</sup> Chap. II, point 10.

<sup>2118</sup> Id.

<sup>2119</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 11), témoin Zachariah (le 17 avril 1994, le témoin avait vu un véhicule 4x4 intercepté au barrage. Le chauffeur, qui était vêtu d'une chemise blanche et habillé en civil, avait exhibé au militaire qui tenait

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Zachariah avait également vu ces mêmes militaires laisser des *Interahamwe* armés de machettes franchir le barrage quelques instants plus tard sans être inquiétés<sup>2120</sup>. De même, quelque temps avant le 19 avril, le témoin Ntezimana avait vu deux militaires frapper à coups de crosse de fusil un groupe de jeunes habillés en civil qu'on disait être des Tutsis<sup>2121</sup>.

848. TQ avait vu plusieurs cadavres au barrage de Chez Bihira, dont celui d'Innocent Rwagashayija dont le témoin savait qu'il était Tutsi<sup>2122</sup>. ZAW a confirmé que personne ne pouvait franchir les barrages tenus par les militaires de l'ESO, y compris celui-là, sans exhiber sa carte d'identité<sup>2123</sup>. Compte tenu des dépositions des témoins ZAW et Zachariah relatives au contrôle des cartes d'identité, des actes de violence qu'avaient observés les témoins Zachariah et Ntezimana et des cadavres que TQ avait vus, la Chambre est convaincue que le barrage de Chez Bihira servait à identifier, puis à tuer les civils Tutsis pendant le génocide.

849. En outre, sur la base des dépositions attestant généralement la présence des militaires de l'ESO à ce barrage, ainsi que de celles faisant état de l'implication desdits militaires dans les crimes commis au barrage établi à l'intersection des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali et à celui qui se trouvait devant l'hôtel Faucon, il ne fait pas de doute pour la Chambre que les militaires de l'ESO avaient contribué de façon significative et substantielle aux meurtres commis à cet endroit. Ces militaires n'étaient pas nécessairement les assaillants qui commettaient le massacre des personnes qui étaient identifiées à ce barrage comme étant des Tutsis, mais la Chambre est convaincue qu'ils partageaient l'intention des assaillants.

850. En effet, la Chambre ne doute pas que le barrage de Chez Bihira faisait partie d'un réseau de barrages tenus, au moins à un moment donné, par les militaires de l'ESO – notamment ceux établis à l'intersection des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali et à l'hôtel Faucon – qui avait en définitive servi à identifier, puis à éliminer les Tutsis.

#### *Notification*

851. La Défense a contesté la déposition de TQ, en faisant valoir qu'elle n'avait pas été informée de ce qu'elle porterait sur le barrage de Chez Bihira et sur l'implication de Nizeyimana

---

le barrage ce que Zachariah supposait être une carte d'identité ; le militaire avait tiré le chauffeur hors du véhicule et l'avait frappé avec la crosse de son fusil jusqu'à ce qu'il tombe sans vie par terre).

<sup>2120</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 11), témoin Zachariah.

<sup>2121</sup> Ibid. (p. 67), témoin Ntezimana.

<sup>2122</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 27 et 46), TQ. Celui-ci connaissait Rwagashayija comme étant enseignant au Groupe scolaire où le témoin avait fait ses études secondaires plusieurs années auparavant. Ibid. (p. 21 et 27).

<sup>2123</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 10), ZAW. (« Q. Au moment où vous vous arrêtiez à ces barrages routiers, avez-vous eu l'occasion d'observer ce qui s'y passait ? R. Chaque fois que j'arrivais à un barrage routier, je m'entretenais avec les militaires qui tenaient les barrages routiers – c'était d'ailleurs mes collègues –, mais chaque personne qui devait passer par ce barrage routier devait exhiber ses pièces d'identification »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

dans le meurtre d'Innocent Rwagashayija<sup>2124</sup>. Le Procureur convient que Nizeyimana n'est pas accusé du meurtre de Rwagashayija, mais il se fonde sur la déposition de TQ pour prouver la participation de Nizeyimana à l'établissement de barrages utilisés pour identifier et tuer les civils tutsis<sup>2125</sup>. Les preuves à l'appui de faits essentiels qui ne sont pas exposés dans l'acte d'accusation ne peuvent pas fonder une déclaration de culpabilité, mais peuvent être admises dès lors qu'elles servent à étayer d'autres allégations portées dans l'acte d'accusation<sup>2126</sup>. La Chambre estime que la déposition de TQ relative aux faits qu'il avait observés audit barrage est extrêmement pertinente et probante, et elle l'évaluera en rapport avec les charges exposées dans l'acte d'accusation.

852. La Chambre note que l'acte d'accusation ne contient pas l'information requise au sujet des meurtres commis audit barrage et décrits par les témoins Zachariah et Ntezimana. Cela étant, le mémoire préalable au procès du Procureur et, en particulier les résumés des dépositions attendues des témoins Zachariah et Ntezimana qui y sont annexés indiquaient que ces témoins déposeraient au soutien du paragraphe 6 de l'acte d'accusation. Bien plus, les résumés des dépositions attendues des témoins fournissent des informations qui, d'une manière générale, concordent avec leurs dépositions<sup>2127</sup>.

853. La Défense n'a pas soulevé d'objection par rapport à la déposition de Zachariah ou de Ntezimana relative à ce barrage. Bien plus, dans certains cas, les informations complémentaires contenues dans les résumés des dépositions attendues des témoins joints en annexe au mémoire préalable au procès du Procureur pouvaient purger les vices de forme dont était entaché le paragraphe pertinent de l'acte d'accusation<sup>2128</sup>. Cependant, le Procureur a déjà fait valoir que les éléments de preuve de même nature relatives aux meurtres commis aux barrages et dont il n'a été question que dans le mémoire préalable au procès ou dans les résumés des dépositions attendues des témoins qui y sont joints ne sont pas destinés à fonder une déclaration de culpabilité<sup>2129</sup>. La Chambre estime, elle aussi, que ces éléments de preuve ne peuvent pas être utilisés à cette fin.

<sup>2124</sup> Voir requête de la Défense intitulée *Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 29 avril 2011, par. 62 à 64.

<sup>2125</sup> Voir réponse du Procureur intitulée *Prosecutor's Response to Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 13 mai 2011, par. 63 à 66.

<sup>2126</sup> Voir arrêt *Renzaho*, par. 71.

<sup>2127</sup> Voir mémoire préalable au procès, annexe, par. 3 (p. 3) (« Avant le 19 avril 1994 au barrage de Chez Bihera ... le témoin avait vu trois militaires frapper quatre jeunes avec des crosses de fusils. Deux d'entre eux avaient déjà été sérieusement battus et semblaient être inconscients ; ils avaient la tête couverte de sang et ils ne bougeaient pas. Ils avaient ensuite été emmenés à bord d'un véhicule en direction de l'ESO ») [traduction] ; par. 4 (p. 5) (« Le 17 avril 1994 ou vers cette date ... Zachariah se trouvait près de l'hôtel Faucon ... d'où il pouvait voir un barrage tenu par des militaires armés... et avait vu le chauffeur être ... battu à mort par des militaires. Il avait appris que le chauffeur était un Tutsi ... »).

<sup>2128</sup> Voir jugement *Bagosora* par. 116, citant les arrêts *Muhimana*, par. 82 ; *Gacumbitsi*, par. 57 et 58 ; *Ntakirutimana*, par. 48 ; *Naletilic*, par. 45.

<sup>2129</sup> Voir réponse du Procureur intitulée *Prosecutor's Response to Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 13 mai 2011, par. 63 à 66, et le mémoire préalable au procès, annexe, par. 28 (p. 21 et 22).

854. Les preuves à l'appui de faits essentiels qui ne sont pas exposés dans l'acte d'accusation ne peuvent pas fonder une déclaration de culpabilité, mais peuvent être admises dès lors qu'elles servent à étayer d'autres allégations portées dans l'acte d'accusation<sup>2130</sup>. La Chambre estime que les dépositions des témoins Zachariah et Ntezimana au sujet de ce qu'ils avaient observé à ce barrage sont extrêmement pertinentes et probantes. Compte tenu des informations contenues dans le mémoire préalable au procès, la Chambre considère que Nizeyimana avait été suffisamment informé pour préparer sa défense relativement à ces témoignages. Elle est convaincue que l'accusé n'a subi aucun préjudice. Elle va donc évaluer ces dépositions en rapport avec les charges énoncées dans l'acte d'accusation.

### 7.3.7 Barrage du quartier arabe (Cyarubu)

855. Les dépositions, tant celles à charge que celles à décharge, disent sans équivoque qu'un barrage avait été établi dans le quartier arabe, non loin de l'entrée de l'ESO, et qu'il était tenu par des militaires de l'ESO<sup>2131</sup>. En outre, YAA a dit que ce barrage avait été établi suite aux ordres de responsables non identifiés de l'ESO<sup>2132</sup>. Aucun élément de preuve n'a été présenté pour établir que Nizeyimana se trouvait à ce barrage à un quelconque moment pendant la période considérée ou que le barrage en question servait à identifier et à tuer les Tutsis<sup>2133</sup>. Cette allégation n'est pas prouvée.

<sup>2130</sup> Voir arrêt *Renzaho*, par. 71.

<sup>2131</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 74 et 75), témoin à charge YAA (savait qu'il y avait un barrage à l'entrée secondaire de l'ESO, non loin du magasin qu'on appelait Ardef, et qui était tenu par des cadets de l'ESO âgés de 14 à 18 qui venaient de quitter l'école primaire et faisaient partie de la nouvelle formule ; les militaires étaient vêtus de treillis, portaient des armes et fouillaient tous les véhicules qui entraient au camp de l'ESO ou qui en sortaient ; ils contrôlaient les cartes d'identité de ceux qui entraient) ; CRA, 8 février 2011 (p. 62 et 63), témoin à charge ZBH. (n'a pas dit s'il avait lui-même vu ce barrage) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 9), témoin à charge ZAW (avait franchi ledit barrage) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 75 et 76), témoin à charge AZD (avait vu ledit barrage le 7 avril 1994) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 38 et 39), témoin à charge BDE (avait entendu parler du barrage suite à un rassemblement qui avait eu lieu à l'ESO le 7 avril 1994) ; CRA, 7 février 2011 (p. 39), témoin à charge Gahizi (savait qu'un barrage était situé dans le quartier arabe, vers l'ESO) ; CRA, 9 mai 2011 (p. 21), témoin à décharge Basesayabo (savait que ce barrage existait) ; CRA, 16 mai 2011 (p. 69), témoin à décharge MALOI (savait qu'il y avait un barrage tenu par les militaires de l'ESO, sur la route devant l'ESO, en direction de l'hôpital, juste à l'entrée de l'ESO) ; CRA, 18 mai 2011 (p. 71), témoin à décharge Nsabimana (savait qu'il y avait devant l'ESO un barrage mis en place après le 6 avril 1994) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 51), témoin à décharge CKN10 (avait vu dans le quartier arabe un barrage tenu par les militaires de l'ESO et qui consistait en une barre métallique qui bloquait le passage) ; CRA, 2 juin 2011, (p. 16), témoin à décharge RWV11 (RWV11, cadet à l'ESO, tenait le barrage du quartier arabe le 17 avril 1994) ; CRA, 8 juin 2011, (p. 62), témoin à décharge Ntamagezo (avait vu à l'entrée du camp de l'ESO un barrage tenu par les militaires dudit camp) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 9), témoin à décharge Ufitimana (avait vu à l'ESO un barrage tenu par des militaires) ; CRA, 24 mai 2011 (p. 45), témoin à décharge Ngezahayo (savait qu'un barrage avait été établi, vers le 7 avril 1994, près de l'entrée de l'ESO, non loin du garage de Karuganda, et qu'il était tenu par des militaires de l'ESO).

<sup>2132</sup> CRA, 2 Février 2011 (p. 35), YAA.

<sup>2133</sup> En effet, il appert du témoignage à charge de YAA, qui est le seul à avoir fait état de l'objectif probable dudit barrage, que celui-ci avait été établi pour contrôler la circulation des personnes et des véhicules qui entraient dans le camp de l'ESO ou qui en sortaient. CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 74 et 75), YAA.

### 7.3.8 Barrage de l'université de Butare

856. Les témoins à charge AZD, FAX, Kayibanda, ZBH, ZT, ZAW et AZM, ainsi que les témoins à décharge Ntamagezo et Basesayabo semblent avoir vu un barrage près de l'université de Butare. Cependant, les témoignages divergent quant à l'identité de ceux qui le tenaient. Ainsi, FAX, ZBH et ZAW ont dit que le barrage était tenu par des militaires de l'ESO. En particulier, FAX, une Tutsie, travaillait à l'hôpital universitaire de Butare et s'y était rendue tous les jours du 6 au 20 avril 1994<sup>2134</sup>. Marchant du secteur de Tumba jusqu'à son lieu de travail, elle devait franchir plusieurs barrages, dont celui qui était établi « à l'entrée de l'université » sur la route principale. Il était tenu par de jeunes militaires, dont le témoin pensait qu'ils venaient de l'ESO<sup>2135</sup>. Concrètement, elle les croisait le matin ou le soir, lorsqu'ils venaient prendre la relève de leurs collègues de l'ESO au barrage<sup>2136</sup>.

857. De même, ZBH a déposé relativement à une attaque ultérieure lancée contre l'université de Butare le 22 avril 1994<sup>2137</sup>. Selon le témoin, avant ladite attaque, Nizeyimana avait dit aux militaires de l'ESO qui tenaient un barrage situé à l'entrée de l'université de laisser les civils entrer sur le campus<sup>2138</sup>. Quant au témoin à charge ZAW, cadet à l'ESO depuis 1991<sup>2139</sup>, il a dit qu'il avait vu ce barrage au mois de mai 1994. En particulier, il avait vu un barrage « devant le LABOFAR, à l'entrée de l'université », un barrage tenu par des militaires de l'ESO, alors qu'il passait par Butare pour se rendre à Gitarama à la fin du mois de mai. D'une manière générale, il a dit qu'il avait observé, lorsqu'il s'arrêtait à un barrage tenu par ses collègues, que tous ceux qui voulaient le franchir devaient présenter leur carte d'identité<sup>2140</sup>.

858. La Chambre estime que la fiabilité de ce témoignage n'est pas à toute épreuve. Elle a examiné, ailleurs dans le présent jugement, les doutes exprimés quant à la crédibilité générale des membres d'ABASA, dont FAX, que l'on disait être tous de connivence<sup>2141</sup>. Rien dans le dossier ne soutient cette affirmation. La Chambre ne doute généralement pas de la crédibilité de FAX. Cependant, l'identification qu'elle a faite des militaires de l'ESO est générale.

859. En ce qui concerne ZBH, la Chambre a estimé que sa déposition relative à l'attaque lancée contre l'hôpital universitaire de Butare le 22 avril 1994 n'était pas suffisamment fiable pour établir les faits au-delà de tout doute raisonnable. Elle a conclu, ailleurs dans le présent jugement, qu'il fallait, pour évaluer la déposition du témoin, user de la circonspection de mise<sup>2142</sup>.

<sup>2134</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 19), FAX ; pièce à conviction P29 (fiche de renseignements personnels de FAX).

<sup>2135</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 19 à 21), FAX.

<sup>2136</sup> Ibid. (p. 21), FAX. Selon FAX, l'un des militaires marchait avec des béquilles.

<sup>2137</sup> Voir chap. II, point 5.3.

<sup>2138</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 53 et 54, 63), ZBH.

<sup>2139</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 3 et 34), ZAW ; pièce à conviction P10 (fiche de renseignements personnels de ZAW).

<sup>2140</sup> CRA, 26 février 2011 (p. 8 à 10), ZAW.

<sup>2141</sup> Voir chap. II, point 9.2.

<sup>2142</sup> Voir chap. II, points 3.4 et 11.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

860. Pour ce qui est de ZAW, la Défense ne conteste pas et la Chambre ne doute pas qu'un cadet de l'ESO était en mesure d'identifier les militaires de l'ESO en 1994. La Chambre n'émet aucune réserve quant à la crédibilité générale de sa déposition. Son témoignage relatif à la présence des éléments de l'ESO audit barrage – d'après les observations faites à la fin du mois de mai – est éloigné dans le temps de ceux de FAX et ZBH, dont les observations portent sur la période allant du 6 au 22 avril.

861. D'autres témoignages établissant l'implication de militaires de l'ESO dans la gestion de ce barrage concernent Innocent Sibomana, étudiant à l'université de Butare et militaire. En particulier, le témoin à charge AZD a dit dans l'ensemble qu'à une date indéterminée après le 7 avril 1994, il avait vu un barrage « sur la route qui mène vers » ou « un peu avant » l'université de Butare<sup>2143</sup>. Son responsable était « le sergent-major » Sibomana, un étudiant de l'université qui était également militaire<sup>2144</sup>. La Chambre a examiné, ailleurs dans le présent jugement, les interrogations que suscite la crédibilité générale du témoin AZD, mais elle n'émet aucune réserve à ce sujet<sup>2145</sup>.

862. De même, le témoin à charge Kayibanda a déposé à propos de l'établissement de barrages près de l'université de Butare après l'attaque lancée le 21 avril 1994 contre celle-ci<sup>2146</sup>. Concrètement, les militaires en avaient installé un « à l'entrée principale » pour intercepter tous ceux qui tentaient de s'échapper du campus<sup>2147</sup>. Après deux ou trois jours, un nouveau groupe de militaires, décrits comme étant « de très jeunes garçons », avait commencé à tenir ce barrage et d'autres situés aux alentours de l'université. Il a dit d'une manière générale que les militaires recevaient les ordres d'un étudiant dénommé Sibomana, alias « Sergent », et ils ne faisaient que « tuer et piller »<sup>2148</sup>.

<sup>2143</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 75 à 77), AZD.

<sup>2144</sup> Ibid. (p. 77), AZD. Comme cela ressort du compte rendu d'audience dans la version anglaise, au début, le nom de Sibomana s'écrivait phonétiquement « Nsambomana ». CRA, 31 janvier 2011 (p. 75 de la version anglaise). La correction apparaît par la suite dans le compte rendu d'audience. Voir CRA, 31 janvier 2011 (p. 77) (se référant au « sergent-major Sibomana »).

<sup>2145</sup> Voir chap. II, point 4.1.

<sup>2146</sup> La Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, évalué les témoignages relatifs aux violences commises à l'université de Butare. Voir chap. II, point 5.1. En l'occurrence, le témoin Kayibanda, qui avait aidé les militaires lors de l'attaque a dit, lui aussi, que les personnes identifiées comme étant des Tutsis étaient conduites avec leur carte d'identité à un « centre de triage ». Une fois que le militaire avait décidé qu'une personne devait passer par le barrage pour se rendre de l'autre côté, la victime ne revenait pas. CRA, 2 février 2011 (p. 56), témoin Kayibanda.

<sup>2147</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 58) témoin Kayibanda. Il a aussi fait état de barrages établis et tenus par ces mêmes militaires et qui se trouvaient « en contrebas des bâtiments de la faculté des sciences appliquées » sur la « brèche qui permettait de sortir pour aller vers Tumba » et aussi « au niveau du stade à l'endroit où se trouvait une piste qui conduisait au bois arboretum ». Ibid. (p. 58 et 59).

<sup>2148</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 54 et 59), témoin Kayibanda.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

863. La Chambre évalue la déposition de Kayibanda avec la circonspection de mise en raison de son incarcération antérieure et de son statut de complice potentiel<sup>2149</sup>. Elle a, ailleurs dans le présent jugement, examiné en détail son récit disant que Mylène Dimitri, conseil de Désiré Munyaneza qui doit répondre au Canada des accusations de crimes liés au génocide, avait pris contact avec lui en disant qu'elle travaillait pour le Bureau du Procureur du Tribunal de céans. Cette affirmation a été effectivement réfutée par le témoin Dimitri et aussi par le biais des courriels qu'elle a échangés avec le témoin Kayibanda<sup>2150</sup>.

864. ZT, témoin à charge, a dit qu'elle avait vu, en mai 1994, Innocent Sibomana et des *Interahamwe* armés de machettes et de planches faire entrer de force des Tutsis dans un véhicule de marque Daihatsu à un barrage sur la route bitumée « tout près de l'entrée de l'université »<sup>2151</sup>. Des personnes non identifiées avaient dit que les Tutsis allaient être conduits au « barrage de l'IRST »<sup>2152</sup>. À son avis, Sibomana « voulait tuer » ces Tutsis<sup>2153</sup>.

865. ZT a dit généralement que Nizeyimana « avait déployé » Sibomana, étudiant à l'université, et que celui-ci s'était mis à tuer les Tutsis dès le début de la guerre<sup>2154</sup>. Lors du contre-interrogatoire, elle a dit aussi que l'accusé avait établi des barrages à travers Butare et y avait posté des militaires de l'ESO<sup>2155</sup>. Cela étant, la déposition générale du témoin disant que Nizeyimana avait déployé Sibomana n'est pas appuyée par des informations contextuelles établissant qu'elle avait été témoin des faits ou que ces informations provenaient d'une source fiable. À elle seule, cette déposition ne peut étayer des conclusions au-delà de tout doute raisonnable.

866. Les dépositions à décharge visent à réfuter les dépositions à charge disant que les militaires de l'ESO étaient postés à ce barrage. En l'occurrence, le témoin à charge Ntamagezo a déposé en ce sens lorsqu'il a parlé des rondes organisées vers le 21 avril 1994. Il a dit qu'il y avait de nombreux barrages, dont celui qui se trouvait « à l'entrée de l'université nationale », qui étaient tenus par des civils<sup>2156</sup>.

<sup>2149</sup> Le témoin Kayibanda avait été détenu pendant huit ans au Rwanda pour des crimes liés au génocide. Il avait bénéficié en 2003 de la grâce présidentielle. Il a avoué avoir été incarcéré pour participation à « une association de malfaiteurs », pour détention illégale d'armes et pour pillage. CRA, 2 février 2011 (p. 69), et 3 février 2011 (p. 18 et 31), témoin Kayibanda.

<sup>2150</sup> Voir chap. II, point 5.1.

<sup>2151</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 15), ZT. CRA, 10 février 2011 (p. 80), ZT (« R. ... Même aux barrages routiers, il y avait un militaire de l'ESO qui était en compagnie de ces *Interahamwes* qui étaient armés d'armes traditionnelles »).

<sup>2152</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 15), ZT.

<sup>2153</sup> Id.

<sup>2154</sup> Id.

<sup>2155</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 80), ZT.

<sup>2156</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 61), témoin Ntamagezo.

867. De même, le témoin à décharge Basesayabo avait franchi un barrage « près de l'université » ou « à l'entrée du campus », barrage qui avait été établi par les étudiants, après les violences commises à l'université, afin de contrôler tous ceux qui entraient à l'université ou en sortaient<sup>2157</sup>. Cette version des faits est confirmée par le témoin à décharge Mukeshimana qui a dit qu'un barrage avait été établi à l'entrée de l'université de Butare vers la route principale menant au Burundi après le discours prononcé par le Président Théodore Sindikubwabo le 19 avril 1994<sup>2158</sup>. Lui-même n'y avait jamais été posté, mais savait qu'il était tenu par des étudiants hutus et tutsis qui contrôlaient les cartes d'identité des étudiants qui s'y présentaient<sup>2159</sup>. Cette mesure visait à empêcher les personnes animées de mauvaise intention de pénétrer sur le campus<sup>2160</sup>.

868. Au vu des dépositions, la Chambre est convaincue que tous ces récits, disant que les militaires de l'ESO tenaient ce barrage, établissent à suffisance que parfois ils y étaient postés et le contrôlaient. En outre, compte tenu de l'attaque incontestée lancée contre l'université de Butare vers le 21 avril 1994, il ne fait pas de doute pour la Chambre que ce barrage, à l'instar de nombreux autres, avait été établi pour cibler les civils les Tutsis et les tuer. Cela étant, aucun élément de preuve direct n'établit que des meurtres ont été commis à ce barrage. On peut certes déduire cela de la déposition de ZT disant que Sibomana et des *Interahamwe* armés embarquaient de force des Tutsis dans un véhicule qui devait les conduire à un autre barrage, mais les éléments versés au dossier sont en définitive ambigus. Cette allégation n'est pas prouvée.

### 7.3.9 Barrage de Tumba

869. Il appert des dépositions, tant celles à charge que celles à décharge, qu'en avril 1994 un barrage avait été établi sur la route principale menant au secteur de Tumba en direction du Burundi en venant de Butare. En l'occurrence, les témoins à charge FAX et Ntezimana ont décrit un barrage qu'ils ont appelé « Mukoni », et qui était situé à l'intersection de la route principale menant à Bujumbura et de la route menant au secteur de Tumba<sup>2161</sup>. De même, le témoin à décharge Ngezayaho a fait état, lui aussi, du barrage de « Mukoni »<sup>2162</sup>. BUV02, qui n'a pas

<sup>2157</sup> CRA, 9 mai 2011 (p. 21 et 22), témoin Basesayabo.

<sup>2158</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 33), témoin Mukeshimana.

<sup>2159</sup> Ibid. (p. 35, 42 et 43), témoin Mukeshimana.

<sup>2160</sup> Id.

<sup>2161</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 29 et 30), FAX ; CRA, 14 février 2011 (p. 63), témoin Ntezimana.

<sup>2162</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 45), témoin à décharge Ngezahayo. Ngezahayo n'a pas décrit de carrefour correspondant au barrage établi sur la route de Mukoni à l'intersection de la route principale menant à Bujumbura et de la route de Tumba. Au contraire, il a situé le barrage de Mukoni à l'entrée de l'université de Butare. Id. Vu la proximité immédiate de l'université avec l'intersection concernée, la Chambre estime que la description du lieu où se trouvait le barrage de Mukoni faite par le témoin Ngezahayo n'est pas contredite par celle des témoins à charge FAX et Ntezimana. Tout comme Ngezahayo, le témoin à charge Kayibanda et le témoin à décharge Mukeshimana, qui étaient tous deux étudiants à l'université, ont indiqué qu'un barrage avait été établi près du campus sur la route



Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

mentionné « Mukoni », a parlé d'un barrage qu'il avait tenu dans le secteur de Tumba, à l'intersection avec la route du Burundi, près de la rivière Mukura<sup>2163</sup>.

870. Cela dit, les témoignages, tant ceux à charge que ceux à décharge, divergent considérablement quant à l'identité de ceux qui tenaient et contrôlaient ledit barrage, ainsi que sur la raison d'être de celui-ci. Ainsi, le témoin à charge FAX avait franchi le barrage le 19 avril 1994<sup>2164</sup>. Elle a identifié les personnes qui le tenaient comme étant des militaires de l'ESO. En particulier, travaillant à l'hôpital universitaire de Butare, elle avait noté que certains de ces militaires empruntaient la route « qui passe par la faculté de médecine. Et [elle] pouva[t] constater que ces militaires venaient de l'ESO »<sup>2165</sup>.

871. Les militaires contrôlaient les cartes d'identité pour dépister les « *Inyenzis* »<sup>2166</sup>. Dans un premier temps, FAX avait été autorisée à franchir le barrage, le bourgmestre Kanyabashi l'avait fait revenir sur ses pas. Il avait demandé à ceux qui tenaient le barrage pourquoi ils l'avaient laissée passer sans la fouiller alors que, selon lui, tous les Tutsis cachaient ou transportaient des munitions<sup>2167</sup>. Elle avait été une fois encore autorisée à passer, mais on lui avait dit de revenir plus tard pour permettre un examen plus attentif de sa carte d'identité, car l'hôpital employait des *Inyenzis*<sup>2168</sup>. Elle avait vu des « Tutsis » entassés dans une tranchée à côté du barrage, surnommée le « bus » ou « l'autobus »<sup>2169</sup>. Elle ne savait pas ce qu'il était advenu d'eux<sup>2170</sup>. Elle a dans l'ensemble dit qu'à ce moment-là les Tutsis étaient battus aux barrages, mais que les meurtres n'avaient commencé que plus tard<sup>2171</sup>.

---

menant à Tumba ou à la colline de Tumba dans la dernière partie du mois d'avril. Voir CRA, 2 février 2011 (p. 58), témoin à charge Kayibanda, (« [L]es militaires ont également installé un [...] barrage en contrebas des bâtiments de la faculté des sciences appliquées, sur la brèche qui permettait de sortir pour aller vers Tumba »); CRA, 23 mai 2011 (p. 30), témoin à décharge Mukeshima (« Q. Autour de cette date ou après cette date, est-ce que des barrages ont été érigés à l'Université ? R. Oui. Effectivement, après le discours du Président, on a mis des barrages aux deux entrées principales du campus : à l'entrée qui mène vers la grand-route, qui va vers le Burundi – c'est l'entrée principale. Et la deuxième entrée, c'était l'entrée de derrière qui mène vers la colline de Tumba, derrière le campus »).

<sup>2163</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 59 et 78), BUV02.

<sup>2164</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 22), FAX.

<sup>2165</sup> Ibid. (p. 20), FAX.

<sup>2166</sup> Ibid. (p. 22), FAX.

<sup>2167</sup> Ibid. (p. 22, et 39 de la version anglaise), FAX. Alors que, dans un premier temps, FAX semble attribuer les propos suivants : « les *ibizungerezi* (ou jolies filles) portaient des balles » aux militaires qui se trouvaient au barrage, il appert d'une lecture de l'ensemble de sa déposition que ces propos ont été tenus par Kanyabashi.

<sup>2168</sup> Ibid. (p. 22), FAX. Le bourgmestre Kanyabashi avait dit que tous les Tutsis cachaient ou transportaient des munitions sur eux. Ibid., p. 23.

<sup>2169</sup> Ibid. (p. 22), FAX.

<sup>2170</sup> Ibid. (p. 23), FAX.

<sup>2171</sup> Id. Le témoin a aussi dit d'une façon générale que les personnes interceptées étaient contraintes de monter « à bord d'un autobus ». Ibid., p. 22. Il est impossible de savoir avec certitude si elle avait été témoin de ces faits au barrage de Mukoni.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

872. Selon le témoin à charge Kayibanda, étudiant hutu à l'université de Butare<sup>2172</sup>, ledit barrage avait été établi vers le 21 avril 1994, et il était tenu par des militaires de l'ESO qu'il a décrit comme étant « jeunes ». Ils étaient placés sous le commandement d'un étudiant dénommé Sibomana qui lui avait dit qu'il était de l'ESO<sup>2173</sup>. La Chambre évalue le témoignage de Kayibanda avec la circonspection de mise, vu qu'il avait été incarcéré et qu'il était un complice potentiel<sup>2174</sup>.

873. Cela étant, nul ne conteste que le témoin Kayibanda était étudiant à l'université de Butare et qu'il était bien placé pour observer les barrages situés près de cette institution. En outre, le dossier contient de très nombreuses preuves indirectes au soutien de l'allégation selon laquelle on pouvait distinguer les militaires de l'ESO de ceux des autres camps en raison de leur jeune âge<sup>2175</sup>. Bien plus, la déposition de Kayibanda relative à l'identité de Sibomana et à sa présence aux barrages situés aux environs de l'université de Butare est corroborée indirectement par de nombreuses autres dépositions à charge<sup>2176</sup>. Fait à noter, les dépositions à décharge confirment que les militaires d'autres camps qui étudiaient à l'université de Butare étaient placés sous le commandement de l'ESO<sup>2177</sup>.

874. Cependant, selon les témoins à décharge Mukeshimana et BUV02, ce barrage était tenu exclusivement par des civils. En l'occurrence, Mukeshimana a dit qu'il s'agissait de l'un des

<sup>2172</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 41), témoin Kayibanda ; pièce à conviction P17 (fiche de renseignements personnels du témoin Kayibanda).

<sup>2173</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 53 à 56, et 58 et 59), témoin Kayibanda.

<sup>2174</sup> Le témoin Kayibanda avait été détenu au Rwanda pendant huit ans pour des crimes liés au génocide. Il avait bénéficié en 2003 de la grâce présidentielle. Il a avoué avoir été incarcéré pour participation à une « association de malfaiteurs », pour détention illégale d'armes et pour pillage. CRA, 2 février 2011 (p. 69) et 3 février 2011 (p. 18, et 31) ; voir aussi chap. II, point 5.1.

<sup>2175</sup> Voir, par exemple, CRA, 20 septembre 2011 (p. 4, et 27), KEN06 (était entré à l'ESO nouvelle formule à l'âge de 13 ans, en 1989) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 78 et 79), AZD (les militaires de l'ESO se distinguaient de ceux du camp de Ngoma en raison de leur âge, les élèves les plus âgés de la première promotion ayant 15 à 17 ans) ; CRA, 18 mai 2011 (p. 71), témoin à décharge Nsabimana, (les militaires de l'ESO, « on les reconnaissait surtout par leur plus jeune âge, ils étaient très jeunes »). En effet, la nouvelle formule permettait aux cadets d'entrer à l'ESO à la fin de leurs études primaires. Voir par exemple, CRA, 24 janvier 2011 (p. 61), ZAK ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 4), ZAW ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 70), AZD ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 74), YAA ; CRA, 9 mai 2011 (p. 26), témoin à décharge Basesayabo ; CRA, 30 mai 2011 (p. 64 et 65 (huis clos)), OUV03 (faisant la distinction entre les cadets de l'ESO nouvelle formule et les autres cadets de l'école qui avaient déjà accompli trois années d'études secondaires).

<sup>2176</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 77), AZD (a fait état d'un sergent-chef Sibomana qui tenait un barrage près de l'université de Butare) ; CRA, 7 février 2011 (p. 15), ZT (avait vu Sibomana à un barrage près de l'université de Butare) ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 26, et 31) et 31 janvier 2011 (p. 58), BDE (le sergent Innocent Sibomana était cadet à l'ESO et étudiant à l'université de Butare) ; CRA, 18 mai 2011 (p. 49 à 51), ZML07 (se souvenait d'un sergent dénommé Sibomana).

<sup>2177</sup> Voir, par exemple, CRA, 8 juin 2011 (p. 8 (huis clos)), RWV09 (ayant suivi auparavant une formation militaire à l'ESM, le témoin était resté dans l'armée et, selon lui, « tout étudiant qui était envoyé à l'université à Butare, donc, était directement sous le commandement de l'ESO »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

deux barrages établis après le discours prononcé par le Président Théodore Sindikubwabo le 19 avril 1994. Il était tenu par des étudiants hutus et tutsis pour empêcher les personnes animées de « mauvaise intention » d'entrer sur le campus<sup>2178</sup>. L'accès à celui-ci était réservé aux étudiants et les cartes d'étudiant y étaient contrôlées<sup>2179</sup>. Le témoin n'avait jamais, quant à lui, tenu un barrage<sup>2180</sup>. La Chambre estime que les dires du témoin à décharge Ngezahayo faisant état de la tenue dudit barrage par des gendarmes n'ont guère de valeur probante comparés aux dépositions à charge, étant donné qu'il avait fait ses observations entre le 7 et le 10 avril (et non pas plus tard ce mois-là)<sup>2181</sup>.

875. BUV02, qui avait tenu ce barrage du 21 avril au 1<sup>er</sup> juillet 1994, a dit qu'il avait d'abord été établi vers le 7 avril sur ordre du préfet tutsi. Son objectif initial était d'assurer la sécurité de tous, et il était tenu par des Hutus et des Tutsis. Cependant, après le discours du Président Théodore Sindikubwabo, cet objectif avait changé. Les Tutsis n'étaient pas revenus au barrage, parce qu'on les y tuait. Le 21 avril, le témoin avait commencé à tenir le barrage et les cartes d'identité étaient contrôlées pour cibler les Tutsis. Cependant, aucun Tutsi n'était jamais passé par là<sup>2182</sup>.

876. Selon la Chambre, le témoignage de BUV02 vise à mettre à mal celui de Mukeshimana quant à l'identité de ceux qui tenaient le barrage et à son objectif. En effet, il frise l'inconcevable, à savoir que des Tutsis auraient tenu des barrages après le 19 avril 1994, alors que des éléments du dossier montrent que les Tutsis étaient pointés du doigt et ciblés, notamment à l'université de Butare<sup>2183</sup>. Les éléments du dossier sont sans équivoque : dans les jours qui avaient suivi le discours prononcé par le Président à Butare, les Tutsis et les modérés sur le plan politique avaient été la cible d'actes de violence ethnique.

877. La Chambre en vient aux affirmations de BUV02 disant que le barrage était tenu exclusivement par des civils et fait observer qu'il avait fait ses aveux et avait été condamné pour des crimes liés au génocide<sup>2184</sup>. Le Procureur a dit au témoin qu'après sa libération, il avait été condamné par contumace pour d'autres crimes liés au génocide<sup>2185</sup>. Les documents qui étaient au

<sup>2178</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 30 à 32), témoin Mukeshimana. Voir aussi, chap. II, point 5.1.

<sup>2179</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 32 et 41), témoin Mukeshimana.

<sup>2180</sup> Ibid. (p. 42), témoin Mukeshimana.

<sup>2181</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 45), témoin Ngezahayo.

<sup>2182</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 59, 69 et 70, et 79 et 80), BUV02.

<sup>2183</sup> Voir, par exemple, ibid. (p. 69 et 70), témoin à décharge BUV02 (lorsque d'autres barrages avaient été établis par la suite, leur but était de tuer les Tutsis, bien qu'il n'y ait jamais vu Nizeyimana) ; CRA, 14 février 2011 (p. 64 et 65), témoin à charge Ntezimana (d'une manière générale, les barrages avaient officiellement pour but « d'arrêter l'ennemi », mais tous les titulaires d'une carte d'identité montrant qu'ils étaient Tutsis ou qu'ils en avaient les caractéristiques physiques, ainsi que les Hutus considérés comme étant de « connivence avec les Tutsis » étaient retenus sans distinction, et tués).

<sup>2184</sup> CRA, 10 mai 2011 (p. 57) et 11 mai 2011 (p. 2 à 6), BUV02.

<sup>2185</sup> Voir CRA, 11 mai 2011 (p. 8 et 9, et 11 à 15), BUV02 (faisant état d'un jugement *gacaca* qui aurait été rendu le 29 juillet 2009 et l'avait condamné pour viol à une peine d'emprisonnement à vie) ; CRA, 10 mai 2011 (p. 58) et

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

cœur de ce contre-interrogatoire n'avaient cependant pas été admis en preuve, faute d'être suffisamment crédibles<sup>2186</sup>.

878. La Chambre a également noté que BUV02 avait été au service d'un militaire qui était le voisin de Nizeyimana<sup>2187</sup>. Sa déposition tend à démontrer qu'il entretenait socialement de bonnes relations avec des officiers de haut rang de l'ESO et discutait avec eux de leur comportement criminel pendant le génocide<sup>2188</sup>. Il était exilé au moment de sa déposition en raison de la crainte qu'il éprouvait à vivre au Rwanda<sup>2189</sup>.

879. La Chambre estime que la déposition de BUV02 ne soulève pas de doute sur les témoignages autrement clairs et concordants disant que des militaires de l'ESO, au moins à certains moments, participaient à la gestion du barrage en question. Comme indiqué plus haut, d'autres éléments de preuve convaincants versés au dossier établissent que des militaires et des civils travaillaient de concert aux barrages. La Chambre juge tout aussi convaincante la relation de première main de FAX disant que les Tutsis retenus étaient triés à ce barrage vers le 19 avril 1994, et la déposition de BUV02 disant que le barrage avait cessé d'être un outil assurant la protection de l'ensemble de la population pour désormais servir à cibler les Tutsis vers le 21 avril. Ceci rejoint la tendance plus générale observée aux barrages ailleurs dans la ville de Butare vers la période considérée.

880. La Chambre considère avec beaucoup de suspicion le témoignage intéressé de BUV02 disant qu'aucun Tutsi n'était passé par ce barrage après qu'il était devenu un moyen de cibler les Tutsis, mais aucune déposition n'atteste que le barrage a été le théâtre de la commission de crimes, et en particulier de massacres. En effet, dans sa déposition, FAX ne dit pas qu'elle a assisté à des massacres audit barrage après qu'elle avait vu les Tutsis mis de côté<sup>2190</sup>. Cette allégation n'a pas été prouvée.

### 7.3.10 Barrages non cités dans l'acte d'accusation

881. La Chambre relève que des éléments de preuve ont été produits à propos de barrages non cités expressément dans l'acte d'accusation, notamment ceux établis devant les résidences de

---

11 mai 2011 (p. 15 et 16, et 19 à 21 (huis clos)), BUV02 (relativement à une autre condamnation prononcée par une juridiction *gacaca* pour des actes non définis commis à « l'université », mais niant s'être rendu à l'université pendant le génocide).

<sup>2186</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 25 et 26 (huis clos)), BUV02.

<sup>2187</sup> Ibid. (p. 21 et 22 (huis clos)), BUV02.

<sup>2188</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 73 à 76), BUV02 (parlant du meurtre de la reine Rosalie Gicanda qu'il avait commis avec le sous-lieutenant Bizimana et le sergent Mazimpaka).

<sup>2189</sup> Ibid. (p. 22 et 23 (huis clos)), BUV02.

<sup>2190</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 22 et 23), FAX (les cartes d'identité étaient contrôlées le 19 avril 1994 pour identifier les *Inyenzi*, et elle, une Tutsie, avait été en définitive autorisée à passer ; certes les Tutsis étaient déjà victimes de bastonnades, mais ce n'est que « par la suite, [qu']on a commencé à tuer les Tutsis »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Bwanacyeye et du Président Théodore Sindikubwabo<sup>2191</sup>. De même, des éléments de preuve ont été produits relativement à un barrage situé près du stade, sur une route qui conduisait à l'arboretum<sup>2192</sup>.

882. Aucune déposition ne permet d'établir que des crimes avaient été commis à ces barrages par les personnes citées dans l'acte d'accusation. La Chambre estime qu'il n'est pas nécessaire de tirer des conclusions particulières relativement à ces éléments de preuve.

883. Le témoin à charge ZBL a déposé à propos des meurtres commis au barrage établi devant la résidence de Pauline Nyiramasuhuko. Ledit barrage n'est pas cité dans l'acte d'accusation. Cela dit, le paragraphe 6 du même acte d'accusation dresse une liste non exhaustive de barrages établis dans la préfecture de Butare. Ceci est décrit dans le résumé de la déposition attendue du témoin ZBL annexé au mémoire préalable au procès du Procureur et se rapporte clairement au paragraphe 6 de l'acte d'accusation<sup>2193</sup>.

884. Le témoin à charge ZBL a dit comment son frère, le fils de celui-ci et le chauffeur avaient été extraits de force du véhicule et tués par des militaires à un barrage devant la résidence de Pauline Nyiramasuhuko environ une semaine après le 7 avril 1994<sup>2194</sup>.

885. Cela étant, le témoin ne dit pas comment elle a identifié les auteurs de cet acte à part le fait qu'« on pouvait penser que » ces militaires venaient de l'ESO, qui était proche du barrage<sup>2195</sup>. La crédibilité du témoignage est renforcée lorsque celui-ci est examiné à la lumière des éléments du dossier attestant l'implication des militaires de l'ESO dans les meurtres commis aux barrages. Cependant, la Chambre n'est pas convaincue que cet élément de preuve, beaucoup moins direct, de la commission de crimes par les militaires de l'ESO à d'autres barrages est suffisant pour établir des faits au-delà de tout doute raisonnable. Cette allégation n'a pas été prouvée.

886. Le témoin à charge FAX a dit qu'elle avait été violée et qu'une jeune femme avait été tuée au barrage du laboratoire de l'université de Butare<sup>2196</sup>. Ce barrage n'est pas cité dans l'acte d'accusation, mais la Chambre relève que le paragraphe 6 de l'acte d'accusation comporte une liste non exhaustive de barrages dans la préfecture de Butare. Le Procureur a informé du viol du témoin FAX et du meurtre d'une jeune femme dans son mémoire préalable au procès et dans le résumé de la déposition attendue des témoins qui y est annexé<sup>2197</sup>. La Chambre a conclu

<sup>2191</sup> CRA, 25 janvier 2011 (p. 30 et 31, 38 et 41), témoin à charge XAG ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 76), témoin à charge AZD ; CRA, 9 mai 2011 (p. 21 et 22), témoin à décharge Basesayabo.

<sup>2192</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 58), témoin Kayibanda.

<sup>2193</sup> Mémoire préalable au procès, annexe, par. 44 (p. 34).

<sup>2194</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 31 et 32, et 50), ZBL.

<sup>2195</sup> Ibid. (p. 32), ZBL.

<sup>2196</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 22 à 27), FAX.

<sup>2197</sup> Voir mémoire préalable au procès, par. 83, annexe, par. 20 (p. 16).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

précédemment que les paragraphes du mémoire préalable au procès qui fait état de la déposition de FAX ont fourni des informations plus claires relativement au paragraphe 6 de l'acte d'accusation et en font partie<sup>2198</sup>.

887. Cela étant, le mémoire préalable au procès indique que ces faits s'étaient produits au barrage situé « près de l'université de Butare », ce qui amènerait le lecteur à penser raisonnablement qu'il s'agissait du barrage cité dans l'acte d'accusation - à savoir « près de l'entrée de l'université de Butare ». Or, le résumé de la déposition attendue du témoin parle du « barrage du laboratoire de l'université », ce qui ne correspond pas à l'acte d'accusation. L'information comporte une dose d'ambiguïté.

888. En outre, le Procureur a fait valoir que les dépositions à l'appui de meurtres commis aux barrages, au sujet desquelles des informations ne sont communiquées que dans le mémoire préalable au procès ou dans les résumés des dépositions attendues des témoins qui y sont annexés ne sont pas destinées à fonder une déclaration de culpabilité<sup>2199</sup>. La Chambre estime, elle aussi, que ces dépositions ne peuvent pas être utilisées à cette fin. Elles ne seront donc examinées que pour éclairer le contexte.

## **8. HÔPITAL UNIVERSITAIRE DE BUTARE – MEURTRES COMMIS DE LA FIN D'AVRIL À JUIN 1994**

### **8.1 Meurtres de patients et de membres de l'équipe de Médecins sans frontières**

#### *Introduction*

889. Selon l'acte d'accusation, à la fin de la soirée du 22 avril 1994 ou vers cette date, des militaires des FAR, de l'ESO, du camp de Ngoma et de celui de la gendarmerie de Butare, ainsi que des *Interahamwe* et des civils armés qui étaient parties à l'entreprise criminelle commune ont enlevé 40 malades alités identifiés comme étant des Tutsis et les ont tués derrière les pavillons de l'hôpital. En outre, vers le 23 avril, les mêmes, munis d'une liste, ont sélectionné des membres du personnel médical et des malades alités et les ont tués, y compris trois infirmières de Médecins sans frontières, Nadine Iradukuze, Rose et Sabine. Enfin, vers le 24 avril, deux autres membres de l'équipe de Médecins sans frontières travaillant à l'hôpital, à savoir Alexis Nkundwanimana et Jean Marie Vianney, ont été tués. Pendant cette période,

<sup>2198</sup> Voir décision intitulée *Decision on Defence Motion to Strike or Have Declared Irrelevant Parts of the Pre-Trial Brief*, 13 décembre 2010, par. 21.

<sup>2199</sup> Voir la réponse du Procureur intitulée *Prosecutor's Response to Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 13 mai 2011, par. 63 à 66, et le mémoire préalable au procès, annexe, par. 28 (p. 21 et 22).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Nizeyimana a agi en tant qu'agent de liaison militaire et était informé de ces actes de violence. Les témoins à charge Rony Zachariah et Marie Paule Spielmann ont déposé à cet égard<sup>2200</sup>.

890. La Défense reconnaît que des meurtres ont été commis à l'hôpital universitaire de Butare, mais elle soutient que les éléments de la Garde présidentielle et leurs agents de sécurité en étaient les auteurs. Aucune déposition n'a fait état de la participation de Nizeyimana ou de militaires de l'ESO. Les témoins à décharge Déogratias Basesayabo, Vincent Nsabimana et MAL01 ont déposé à cet égard<sup>2201</sup>.

### *Dépositions*

#### Témoin à charge Rony Zachariah

891. Le témoin Zachariah, de nationalité luxembourgeoise, était médecin et membre de l'équipe de Médecins sans frontières. Il avait travaillé à Butare du 24 février, ou vers cette date, au 24 avril 1994 et résidait dans la région de Buye<sup>2202</sup>. Le 20 avril, le directeur de l'hôpital universitaire de Butare, le docteur Jotham, avait informé le témoin que l'hôpital avait été désigné comme hôpital pour l'aide militaire<sup>2203</sup>. Ce soir-là, un hélicoptère Chinook ayant à son bord 30 à 40 éléments de la Garde présidentielle avait atterri devant l'hôpital<sup>2204</sup>. Les militaires avaient continué d'arriver les jours suivants, et ils étaient environ 140 à la date du 23 avril<sup>2205</sup>.

<sup>2200</sup> Acte d'accusation, par. 15 iii) à vi) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 158 à 163, et 175 à 189. CRA, 7 décembre 2011, p. 3 à 5, 25 et 26, 33 à 35, et 71 et 72 (réquisitions). Le Procureur fait aussi fond sur la déposition de ZBH. Comme elle l'a dit dans la conclusion de la présente section, la Chambre, a estimé que la Défense n'a pas été notifiée de façon adéquate relativement à ladite déposition et a décidé ne pas en tenir compte.

<sup>2201</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 11, 14, 379, 389 et 420 [n'existe qu'en anglais] ; CRA, 7 décembre 2011, p. 53 et 54 (plaidoiries).

<sup>2202</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 3 à 5 et 18), témoin Zachariah ; pièce à conviction P25 (fiche de renseignements personnels du témoin Zachariah).

<sup>2203</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 12 et 13), témoin Zachariah.

<sup>2204</sup> Id.

<sup>2205</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 12 et 13), témoin Zachariah. Le 21 avril 1994, le témoin avait appris que 40 enfants du pavillon de pédiatrie avaient été déplacés et conduits à la préfecture. Le directeur de l'hôpital l'avait informé que le comité de crise de l'hôpital avait décidé que les malades légèrement blessés devaient quitter l'hôpital pour des raisons de salubrité. Le témoin s'était rendu à la préfecture ce jour-là et n'y avait vu que six ou sept enfants portant des pansements utilisés par Médecins sans frontières. Des personnes non identifiées et le personnel de l'hôpital lui avaient dit que les [autres] enfants avaient été transférés ailleurs et tués. Ibid. (p. 14, et 28) ; pièce à conviction D18 (croquis par le témoin Zachariah). Le 22 avril, le témoin avait appris que 150 patients tutsis adultes avaient aussi été enlevés la soirée précédente et conduits à la préfecture. Il était retourné là-bas et n'avait trouvé aucun patient. Ibid. (p. 14). Dans les deux cas, le témoin a dit que les structures de l'hôpital permettaient d'accueillir les militaires qui arrivaient et de les héberger. Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

892. Le 23 avril 1994 vers 8 heures, le témoin était arrivé à l'hôpital et y avait vu des prisonniers en uniforme de couleur rose, chargeant des cadavres dans deux ou trois camions<sup>2206</sup>. Il avait aussitôt convoqué une réunion et le personnel qui était de garde la nuit l'avait informé qu'une quarantaine de patients tutsis avaient été amenés de force derrière l'hôpital et battus à mort par des militaires et des *Interahamwe*<sup>2207</sup>.

893. Zachariah s'était précipité chez le docteur Jotham pour discuter de la situation. Celui-ci lui avait dit que la seule autorité responsable était un capitaine de la Garde présidentielle et qu'il allait prendre contact avec lui<sup>2208</sup>. Environ une heure et demie plus tard, le témoin s'entretenait avec le capitaine de la Garde présidentielle. Zachariah avait insisté sur les graves implications des actes commis sur les plans de l'éthique et des droits de l'homme et avait dit que son organisation ne pouvait rester que si elle était en mesure de soigner tout le monde – militaires, Hutus et Tutsis. Le capitaine s'était contenté de dire « Nous ferons ce que nous pourrons faire ».<sup>2209</sup>

894. Le témoin s'était ensuite rendu au centre de tri de l'hôpital. Ce jour-là, il avait vu des militaires, en compagnie de personnes en civil armées de machettes, enlever trois infirmières de l'hôpital<sup>2210</sup>. En l'occurrence, deux des trois infirmières enlevées étaient des Tutsies, Nadine et Rose, et elles avaient été enlevées en dépit des protestations du témoin<sup>2211</sup>. En outre, il y avait une infirmière hutue, dénommée Sabine. Lorsque le témoin avait informé les assaillants que celle-ci était Hutue, un militaire avait sorti une liste et répondu que son mari était un Tutsi et que l'intéressée, enceinte de sept mois, mettrait au monde un enfant tutsi<sup>2212</sup>.

895. Le témoin avait alors demandé au personnel d'organiser une réunion avec Nizeyimana, que le colonel Tharcisse Muvunyi venait de nommer agent de liaison militaire pour les réunions consacrées aux questions de sécurité et d'aide<sup>2213</sup>. L'entretien avait eu lieu à l'auditorium de la ville, Nizeyimana avait semblé surpris lorsque le témoin l'avait mis au courant de la situation<sup>2214</sup>.

<sup>2206</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 12 et 13), témoin Zachariah. Le témoin n'a pas dit s'il était arrivé à l'hôpital universitaire de Butare à 8 heures du matin ou à 8 heures du soir. Cependant, il ressort du récit qu'il fait des événements de cette journée-là qu'il y était arrivé dans la matinée. Ibid., p. 17 (il était rentré à l'hôpital entre 16 heures et 16 h 30) ; il avait décidé de ne pas quitter le Rwanda ce jour-là, la frontière avec le Burundi fermant entre 18 heures et 18 h 30).

<sup>2207</sup> CRA, 14 février 2010 (p. 14, et 18), témoin Zachariah.

<sup>2208</sup> Id.

<sup>2209</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 15), témoin Zachariah.

<sup>2210</sup> Ibid. (p. 15 et 16, et 18), témoin Zachariah.

<sup>2211</sup> Ibid. (p. 16), témoin Zachariah. Le témoin a dit aussi qu'alors qu'il se trouvait près d'une tente où l'on suturait la blessure d'un malade, deux ou trois militaires et des miliciens armés de machettes avaient enlevé le patient.

<sup>2212</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 16), témoin Zachariah.

<sup>2213</sup> Ibid. (p. 8 et 16), témoin Zachariah.

<sup>2214</sup> Ibid. (p. 16 et 28), témoin Zachariah ; pièce à conviction D18 (croquis fait par le témoin Zachariah).



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Il avait répondu qu'il allait mener une enquête et promis d'améliorer la sécurité<sup>2215</sup>. Il avait demandé au témoin de venir le voir le lendemain à 8 heures<sup>2216</sup>.

896. Zachariah était retourné à l'hôpital entre 16 heures et 16 heures 30<sup>2217</sup>. Il avait appris qu'Alexis et Jean-Marie avaient été enlevés<sup>2218</sup>. Il avait aussi appris que Nadine et Rose avaient été battues à mort derrière l'hôpital et que Sabine avait été tuée<sup>2219</sup>. Il entendait les cris des malades que l'on sortait un à un ou deux à deux de l'hôpital<sup>2220</sup>. En raison de ces conditions de travail inacceptables, le témoin et l'équipe de Médecins sans frontières avaient décidé de quitter l'hôpital<sup>2221</sup>.

897. Le lendemain 24 avril 1994 dans la matinée, le témoin était retourné à l'auditorium pour s'entretenir avec Nizeyimana et l'avait informé que son équipe médicale et lui étaient en cours d'évacuation<sup>2222</sup>. L'enquête de Nizeyimana avait confirmé que des malades et des membres du personnel de Médecins sans frontières avaient été tués<sup>2223</sup>. L'accusé avait ajouté que la situation était incontrôlable et qu'il ne pouvait plus garantir la sécurité du personnel de l'hôpital, ni celle des malades<sup>2224</sup>. Le témoin était revenu s'entretenir avec son personnel. Puis, ils avaient franchi la frontière pour se retrouver au Burundi<sup>2225</sup>.

#### Témoin à charge Marie-Paule Spielmann

898. Spielmann, de nationalité luxembourgeoise, habitait dans la cellule Buye à Butare et travaillait pour Médecins sans frontières en avril 1994<sup>2226</sup>. Environ une semaine après le 6 avril, le nombre de blessés qui arrivaient devenant plus important, le témoin et les autres membres de l'équipe de Médecins sans frontières avaient commencé à concentrer leurs efforts sur l'hôpital universitaire de Butare et s'y rendaient quatre à cinq fois par jour<sup>2227</sup>.

<sup>2215</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 17), témoin Zachariah.

<sup>2216</sup> Id.

<sup>2217</sup> Id.

<sup>2218</sup> Id.

<sup>2219</sup> Id.

<sup>2220</sup> Id.

<sup>2221</sup> Id.

<sup>2222</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 8, 18, et 28), témoin Zachariah ; pièce à conviction D18 (croquis fait par le témoin Zachariah).

<sup>2223</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 18), témoin Zachariah.

<sup>2224</sup> Id.

<sup>2225</sup> Id.

<sup>2226</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 4 à 6), témoin Spielmann ; pièce à conviction P14 (fiche de renseignements personnels du témoin Spielmann). Spielmann avait épousé le témoin Zachariah en 1995. CRA, 31 janvier 2011, p. 6.

<sup>2227</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 7), témoin Spielmann.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

899. Le 20 avril 1994, un hélicoptère avait déposé une quarantaine de militaires blessés que le directeur de l'hôpital avait dit qu'il s'agissait d'éléments de la Garde présidentielle<sup>2228</sup>. Les uniformes qu'ils portaient étaient différents de ceux des militaires de l'ESO<sup>2229</sup>. Les éléments de la Garde présidentielle avaient continué d'arriver tous les jours et, le 24 avril, ils étaient environ 140 à être soignés à l'hôpital<sup>2230</sup>. Après cette date, le témoin avait vu des militaires portant le même uniforme partout à Butare<sup>2231</sup>.

900. Le personnel local de Médecins sans frontières avait informé Spielmann que le 23 avril 1994 dans la matinée, une quarantaine de patients avaient été emmenés de force derrière l'hôpital et tués<sup>2232</sup>. Ce même jour, le témoin Zachariah lui avait dit que des infirmières tutsies de Médecins sans frontières dénommées Rose et Nadine avaient été ainsi emmenées<sup>2233</sup>. Une infirmière hutue de la même organisation, dénommée Sabine, qui était mariée à un Tutsi et enceinte de sept mois, avait également été enlevée<sup>2234</sup>.

901. Spielmann s'était précipitée dans une tente où une infirmière française lui avait appris que les militaires avaient exhibé une liste et enlevé brutalement les trois femmes<sup>2235</sup>. Aux dires du témoin, les auteurs de cet acte étaient des militaires, qu'on lui avait dit être des éléments de la Garde présidentielle ; mais des civils armés de fusils et de machettes se trouvaient présents « à l'hôpital – dans les locaux de l'hôpital »<sup>2236</sup>. À ce moment-là, le témoin ne savait pas ce qu'il était advenu desdites femmes<sup>2237</sup>. Elle avait appris par la suite que d'autres collaborateurs de Médecins sans frontières, à savoir Alexis et Jean-Marie, avaient été enlevés<sup>2238</sup>.

902. Plus tard ce jour-là, les témoins Spielmann et Zachariah, ainsi qu'un employé néerlandais de Médecins sans frontières avaient organisé une réunion d'urgence avec le préfet et avec Nizeyimana, lequel avait auparavant été désigné en tant qu'agent de liaison militaire chargé de la sécurité des organisations internationales<sup>2239</sup>. Nizeyimana avait été informé de l'enlèvement, à

<sup>2228</sup> Ibid. (p. 7 et 8, et 12 et 13), témoin Spielmann.

<sup>2229</sup> Ibid. (p. 8), témoin Spielmann.

<sup>2230</sup> Id.

<sup>2231</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 13), témoin Spielmann.

<sup>2232</sup> Ibid. (p. 12), témoin Spielmann.

<sup>2233</sup> Ibid. (p. 13 et 14), témoin Spielmann. Le témoin avait appris du personnel local de Médecins sans frontières que quelque 170 patients tutsis avaient été tués ou enlevés à l'hôpital. Ibid., p. 10.

<sup>2234</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 13), témoin Spielmann.

<sup>2235</sup> Id.

<sup>2236</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 12), témoin Spielmann. La Chambre relève que, dans un premier temps, le témoin avait dit que : « nous avons vu des militaires qui enlevaient également nos propres employés ... ». Ibid., p. 13. Cependant, après un interrogatoire plus poussé, il est apparu que les informations au sujet de l'enlèvement de Rose, Nadine et Sabine n'étaient pas de première main.

<sup>2237</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 11), témoin Spielmann.

<sup>2238</sup> Ibid. (p. 13), témoin Spielmann.

<sup>2239</sup> Ibid. (p. 9 à 13), témoin Spielmann.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

l'hôpital, de patients et de membres du personnel<sup>2240</sup>. Il avait répondu qu'il allait examiner la situation<sup>2241</sup>.

903. Le soir de ce jour-là, l'équipe de Médecins sans frontières avait décidé de partir en raison du manque de sécurité<sup>2242</sup>. Le lendemain 24 avril 1994 dans la matinée, ils avaient formé un convoi<sup>2243</sup>. Chemin faisant, le convoi s'était arrêté à la préfecture pour permettre au témoin Zachariah et à l'employé néerlandais de Médecins sans frontières d'informer le préfet et Nizeyimana de leur départ<sup>2244</sup>. Zachariah avait à son retour dit au témoin Spielmann que la situation était incontrôlable et qu'il avait reçu confirmation du meurtre des collaborateurs de Médecins sans frontières<sup>2245</sup>. Elle ne se souvenait plus avec qui Zachariah s'était entretenu<sup>2246</sup>. Le témoin Spielmann et les autres avaient quitté Butare ce jour-là<sup>2247</sup>.

#### Témoin à charge ZBL

904. ZBL, d'ethnie tutsie, vivait en 1994 dans la commune de Huye (préfecture de Butare)<sup>2248</sup>. Elle était partie de chez elle pour se rendre à l'hôpital universitaire de Butare à une date indéterminée en avril<sup>2249</sup>. Elle y était restée au chevet de sa fille blessée jusqu'en juillet, lorsque Butare était tombée entre les mains des *Inkotanyi*<sup>2250</sup>.

905. La fille du témoin avait été placée pendant environ une semaine dans l'une des quatre ou cinq tentes qui se trouvaient près de la maternité, entre le pavillon de chirurgie et « le bâtiment qui abritait d'autres services »<sup>2251</sup>. Plusieurs personnes étaient hospitalisées dans ces tentes. Elles avaient toutes été tuées, sauf quatre ou cinq<sup>2252</sup>.

#### Témoin à charge ZT

906. ZT, d'ethnie tutsie, était cadet à l'ESO en 1994<sup>2253</sup>. Environ deux semaines après la mort le 6 avril du Président Juvénal Habyarimana, le lieutenant Bizimana avait chargé le témoin

<sup>2240</sup> Ibid. (p. 11), témoin Spielmann.

<sup>2241</sup> Ibid. (p. 11 et 13), témoin Spielmann.

<sup>2242</sup> Ibid. (p. 11), témoin Spielmann.

<sup>2243</sup> Id.

<sup>2244</sup> Id.

<sup>2245</sup> Id.

<sup>2246</sup> Id.

<sup>2247</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 5), témoin Spielmann.

<sup>2248</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 27 et 28 (huis clos)), ZBL ; pièce à conviction P23 (fiche de renseignements personnels de ZBL).

<sup>2249</sup> CRA, 10 février (p. 31 à 34), ZBL.

<sup>2250</sup> Ibid. (p. 34 et 35), ZBL.

<sup>2251</sup> Ibid. (p. 35), ZBL.

<sup>2252</sup> Ibid. (p. 36), ZBL.

<sup>2253</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 8 et 9), ZT ; pièce à conviction P19 (fiche de renseignements personnels de ZT).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

d'apporter les repas aux éléments de la Garde présidentielle qui étaient à l'hôpital universitaire de Butare<sup>2254</sup>. Lesdits militaires avaient refusé la nourriture qu'elle leur apportait parce qu'elle était une *Inyenzi*, mais elle avait continué à apporter les repas à d'autres patients jusqu'en mai, à une date dont elle ne se souvenait plus<sup>2255</sup>. Pendant cette période, elle avait vu des prisonniers vêtus d'uniformes de couleur rose que l'on avait amenés pour enterrer les Tutsis qui avaient été tués derrière l'hôpital par Fulgence Niyibizi, un militaire de l'ESO<sup>2256</sup>.

#### Témoignage à charge ZW

907. Le 6 avril 1994, ZW, d'ethnie tutsie, était hospitalisée à la maternité de l'hôpital universitaire de Butare. Elle avait reçu, d'un militaire de l'ESO dénommé Félicien Kanimba, une carte d'identité portant la mention "hutue"<sup>2257</sup>. Sa chambre se trouvait à l'étage et sa fenêtre donnait à l'arrière de l'hôpital<sup>2258</sup>. Elle était restée dans le bâtiment sans discontinuer jusqu'au début de juillet<sup>2259</sup>. À l'entendre, les militaires de l'ESO étaient arrivés les premiers à l'hôpital, mais des militaires blessés étaient arrivés par la suite et y procédaient à des exécutions. Le témoin n'avait pas vu des militaires blessés portant des armes à feu comme c'était le cas des militaires de l'ESO<sup>2260</sup>.

#### Témoignage à charge YAP

908. YAP, d'ethnie tutsie, travaillait à l'hôpital universitaire de Butare en 1994 et habitait non loin de là<sup>2261</sup>. Par crainte d'être tué, il avait cessé de se rendre à l'hôpital vers le 19 avril<sup>2262</sup>. Vers cette date, les militaires blessés au mont Jali à Kigali avaient été amenés à l'hôpital, et ils y étaient nombreux<sup>2263</sup>.

<sup>2254</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 9 à 12), ZT.

<sup>2255</sup> Ibid. (p. 10 à 12), ZT.

<sup>2256</sup> Ibid. (p. 13 et 14), ZT. La Chambre relève que Niyibizi est identifié comme étant Ndayizeye dans le CRA, du 7 février 2011, p. 14. ZT ayant à plusieurs reprises parlé longuement des meurtres commis par Fulgence Niyibizi à l'hôpital universitaire de Butare (CRA, 7 février 2011, p. 12 et 13), la référence à Ndayizeye (au lieu de Niyibizi) semble être une erreur.

<sup>2257</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 71 et 72 et 82) et 10 février 2011 (p. 11 à 13), ZW ; pièce à conviction P22 (fiche de renseignements personnels de ZW).

<sup>2258</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 75), ZW.

<sup>2259</sup> Ibid. (p. 78, et 81 et 82), ZW.

<sup>2260</sup> Ibid. (p. 73) et CRA, 10 février 2011 (p. 20 et 21), ZW.

<sup>2261</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 38), YAP ; pièce à conviction P32 (fiche de renseignements personnels de YAP).

<sup>2262</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 38), YAP. Voir aussi chap. II, point 8.3.

<sup>2263</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 63 et 64 (huis clos)), YAP.

Témoin à décharge Déogratias Basesayabo

909. Basesayabo, d'ethnie hutue, était médecin stagiaire à l'hôpital universitaire de Butare en avril 1994<sup>2264</sup>. Vers le 15 avril, l'hôpital avait reçu un flot de patients, principalement des civils tutsis, présentant des lésions traumatiques diverses<sup>2265</sup>. Peu après, des militaires de la ligne de front, dont beaucoup avaient été blessés par balles, avaient suivi<sup>2266</sup>. D'une manière générale, le témoin ne savait pas de quel camp ils venaient mais, à son avis, la plupart étaient des éléments de la Garde présidentielle, l'hôpital ayant été réquisitionné pour eux<sup>2267</sup>. Les premiers militaires blessés ne portaient pas d'armes à l'hôpital, mais certains de ceux qui appartenaient aux groupes arrivés plus tard étaient armés<sup>2268</sup>. Les médecins de l'ONG Médecins sans frontières soignaient nombre de nouveaux patients<sup>2269</sup>.

910. Un matin, vers le 16 avril 1994, le témoin Basesayabo avait appris qu'un infirmier tutsi travaillant aux soins intensifs et qui avait été de garde la nuit avait vu des militaires hospitalisés [mais qui allaient mieux] enlever une dizaine de patients tutsis pour les agresser<sup>2270</sup>. On avait découvert plus tard que lesdits malades avaient été tués par balles<sup>2271</sup>. Cette situation avait amené le docteur Gatera, chef du service de chirurgie, à parler au « responsable des militaires » dont le témoin ne connaissait pas le nom<sup>2272</sup>. Le docteur avait dit à ce responsable que des mesures seraient prises pour refuser d'admettre des militaires à l'hôpital si de tels actes de violence se reproduisaient<sup>2273</sup>.

911. Dans les jours qui avaient suivi, mais avant le 20 avril 1994, le témoin avait appris que l'infirmier qui avait été témoin de la première attaque des militaires avait été tué<sup>2274</sup>. Selon des patients qui avaient assisté à l'événement, des militaires hospitalisés portant des bandages et

<sup>2264</sup> CRA, 9 mai 2011 (p. 9 et 18), témoin Basesayabo ; pièce à conviction D23 (fiche de renseignements personnels du témoin Basesayabo). Le témoin vivait dans le secteur de Cyarwa Sumo (commune de Ngoma), à environ 600 mètres de l'hôpital universitaire de Butare. Il travaillait parfois à l'hôpital de 8 heures environ jusqu'à 22 heures ou 23 heures. Ibid., p. 9, 15 et 23. Cependant, il travaillait souvent très tard et il passait alors la nuit dans une résidence universitaire voisine, ne rentrant chez lui qu'environ une nuit par semaine. Ibid., p. 15, 23 et 24, et 51 et 52. Il avait quitté Butare vers le début du mois de juillet 1994. Ibid., p. 30.

<sup>2265</sup> Ibid. (p. 10 et 11), témoin Basesayabo.

<sup>2266</sup> Ibid. (p. 10 et 11, et 15), témoin Basesayabo.

<sup>2267</sup> CRA, 9 mai 2011 (p. 15, et 20), témoin Basesayabo. Il ignorait que des militaires de l'ESO blessés étaient dirigés sur l'hôpital universitaire de Butare et avait fait observer qu'il n'était pas certain que ces militaires avaient été envoyés au « front ». Ibid., p. 46.

<sup>2268</sup> Ibid. (p. 19 et 20), témoin Basesayabo.

<sup>2269</sup> Ibid. (p. 10), témoin Basesayabo.

<sup>2270</sup> Ibid. (p. 12 et 13, et 34), témoin Basesayabo.

<sup>2271</sup> Ibid. (p. 12 et 13, et 32 et 33), témoin Basesayabo.

<sup>2272</sup> Ibid. (p. 12 et 13, et 45), témoin Basesayabo.

<sup>2273</sup> Ibid. (p. 12 et 13), témoin Basesayabo.

<sup>2274</sup> Ibid. (p. 13, et 32 à 35), témoin Basesayabo.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

qu'on avait admis à l'hôpital avaient agressé l'infirmier vers 2 heures<sup>2275</sup>. Le témoin Basesayabo avait vu son cadavre à la morgue<sup>2276</sup>. Il a dit à la barre que « les autorités de l'hôpital » avaient interpellé les militaires et que des militaires non identifiés avaient « juré » que les auteurs seraient punis<sup>2277</sup>. Un couvre-feu avait été instauré pour empêcher les militaires de pénétrer à l'hôpital après 22 heures<sup>2278</sup>.

912. Vers le 20 avril 1994, le témoin avait appris de source non identifiée que des personnes non identifiées admises à l'hôpital avaient vu des miliciens enlever un certain nombre de patients. Les militaires, qui semblaient travailler de concert avec les miliciens, étaient restés à l'extérieur de l'hôpital<sup>2279</sup>. Certains des patients avaient été retrouvés morts devant la clôture de l'hôpital et dans les environs<sup>2280</sup>.

913. Le témoin avait été informé du meurtre d'une infirmière de Médecins sans frontières<sup>2281</sup>. Il ne connaissait pas les détails de ce meurtre, mais il ne pensait pas qu'il avait été commis à l'hôpital universitaire de Butare<sup>2282</sup>. La dégradation générale de la situation en matière de sécurité et, en particulier, le meurtre de Sabine avaient provoqué la colère des médecins membres de Médecins sans frontières et entraîné leur départ pour Bujumbura (Burundi)<sup>2283</sup>.

914. Sauf les faits décrits ci-dessus, Basesayabo n'avait pas été témoin de meurtres à l'hôpital universitaire de Butare, ni n'avait vu de cadavres de Tutsis<sup>2284</sup>. Il avait appris que des personnes non identifiées avaient été tuées derrière l'hôpital, mais il était difficile de faire la distinction entre les malades qui étaient partis de leur propre gré et ceux qui avaient été enlevés et tués<sup>2285</sup>. De même, il n'était pas au courant que des militaires contrôlaient les cartes d'identité des patients à l'intérieur de l'hôpital, et il avait dit que des patients tutsis avaient été évacués par Médecins sans frontières<sup>2286</sup>. Il n'était pas là lorsqu'on avait amené les prisonniers à l'hôpital pour ramasser les cadavres des Tutsis qui y avaient été tués<sup>2287</sup>. Un certain nombre de médecins et d'infirmiers tutsis étaient restés à l'hôpital jusqu'à ce que les obus commencent à tomber autour de l'hôpital en juillet 1994<sup>2288</sup>.

<sup>2275</sup> Ibid. (p. 13), témoin Basesayabo.

<sup>2276</sup> Ibid. (p. 13, et 33 et 34), témoin Basesayabo.

<sup>2277</sup> Ibid. (p. 13), témoin Basesayabo.

<sup>2278</sup> Ibid. (p. 14), témoin Basesayabo.

<sup>2279</sup> Ibid. (p. 14 à 16, et 32 et 33), témoin Basesayabo.

<sup>2280</sup> Ibid. (p. 14, et 33 et 34), témoin Basesayabo.

<sup>2281</sup> Ibid. (p. 36), témoin Basesayabo.

<sup>2282</sup> Ibid. (p. 36 et 37), témoin Basesayabo.

<sup>2283</sup> Ibid. (p. 16, et 36 et 37), témoin Basesayabo.

<sup>2284</sup> Ibid. (p. 33 à 35, et 37), témoin Basesayabo.

<sup>2285</sup> Id.

<sup>2286</sup> CRA, 9 mai 2011 (p. 35 à 37), témoin Basesayabo.

<sup>2287</sup> Ibid. (p. 37), témoin Basesayabo.

<sup>2288</sup> Ibid. (p. 16 à 18, et 30), témoin Basesayabo.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

### Témoign à décharge Vincent Nsabimana

915. Le témoin Nsabimana, d'ethnie hutue, était médecin stagiaire à l'hôpital universitaire de Butare d'avril à la fin de mai ou de juin 1994<sup>2289</sup>. Il travaillait généralement le jour, du lundi au vendredi, et bien qu'il fût affecté au service de médecine interne il aidait également en chirurgie<sup>2290</sup>. L'équipe de Médecins sans frontières était arrivée à l'hôpital avant le 6 avril 1994, pour soigner initialement les réfugiés burundais<sup>2291</sup>.

916. Les massacres avaient commencé dans la seconde quinzaine du mois d'avril 1994, et peu après le 20 avril, les victimes des attaques, essentiellement des Tutsies, avaient commencé à arriver à l'hôpital<sup>2292</sup>. Vers cette période-là, les militaires blessés et leurs « gardes-malades armés » étaient aussi admis à l'hôpital universitaire de Butare<sup>2293</sup>.

917. Peu de temps après le discours prononcé par le Président Théodore Sindikubwabo en avril 1994, le témoin avait appris que des patients avaient été tués par des auteurs non identifiés, à l'extérieur de l'hôpital et non pas sur place<sup>2294</sup>. En outre, dans la seconde quinzaine du mois d'avril, en arrivant à l'hôpital dans la matinée, il remarquait que de nombreux patients – essentiellement des Tutsis – avaient disparu. Le personnel de l'hôpital l'avait aussi informé de ces « disparitions », mais il ne savait pas dans quelles circonstances elles s'étaient produites<sup>2295</sup>.

918. Il avait appris que le chef de son département était au courant de la situation et en avait saisi les autorités<sup>2296</sup>. Cela dit, l'équipe de Médecins sans frontières était partie environ une semaine après le « début des massacres » qui a eu lieu dans la seconde quinzaine du mois d'avril 1994<sup>2297</sup>. Les autres stagiaires et lui-même avaient supposé que ce départ était dû à l'insécurité causée par la présence des militaires à l'hôpital, ou que l'équipe de Médecins sans frontières était partie parce qu'elle ne pouvait pas soigner les militaires blessés<sup>2298</sup>.

<sup>2289</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 65 et 70), témoin Nsabimana ; pièce à conviction D38 (fiche de renseignements personnels du témoin Nsabimana). Le témoin vivait dans une résidence de l'Université nationale du Rwanda située sur la colline de Mamba, à environ 150 mètres de la clôture de l'hôpital universitaire de Butare. Ibid. (p. 65 et 66) et CRA, 19 mai 2011 (p. 9 et 10).

<sup>2290</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 66 et 67) et 19 mai 2011 (p. 7 et 8), témoin Nsabimana.

<sup>2291</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 72), témoin Nsabimana.

<sup>2292</sup> Ibid. (p. 66, et 72), témoin Nsabimana.

<sup>2293</sup> Ibid. (p. 67), témoin Nsabimana.

<sup>2294</sup> CRA, 19 mai 2011 (p. 4 et 5), témoin Nsabimana.

<sup>2295</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 67 à 70) et 19 mai 2011 (p. 4 et 5, et 8 et 9), témoin Nsabimana. Deux de ses camarades de classe tutsies – Marthe et Anne – avaient disparu mais, au moment de sa comparution, il avait appris qu'elles étaient en vie. CRA, 18 mai 2011 (p. 68), témoin Nsabimana.

<sup>2296</sup> CRA, 19 mai 2011, p. 9, témoin Nsabimana.

<sup>2297</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 72) et 19 mai 2011 (p. 6), témoin Nsabimana.

<sup>2298</sup> CRA, 19 mai 2011 (p. 6 et 7), témoin Nsabimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

919. Les disparitions avaient diminué vers fin d'avril ou au début de mai 1994<sup>2299</sup>. En mai, des patients tutsis se trouvaient encore à l'hôpital et le personnel tutsi continuait d'y travailler<sup>2300</sup>. Le témoin Nsabimana n'avait à aucun moment été témoin d'enlèvements à l'hôpital, ou vu qui que ce soit contrôler les cartes d'identité des patients ou des réfugiés qui s'y trouvaient<sup>2301</sup>. De même, il n'avait été témoin d'aucun acte de violence commis à l'hôpital contre des Tutsis, et n'y avait pas vu de cadavres de Tutsis tués<sup>2302</sup>. Il était effectivement au courant de l'existence d'un charnier près du laboratoire de l'université, mais à son avis il était plus proche du musée national<sup>2303</sup>.

#### Témoin à décharge MAL01

920. MAL01, d'ethnie hutue, était infirmière et travaillait de jour à l'hôpital universitaire de Butare en avril et mai 1994<sup>2304</sup>. Après le 6 avril, des civils et des militaires blessés avaient commencé à arriver à l'hôpital<sup>2305</sup>. Les militaires blessés, qui venaient du « front de bataille », étaient accompagnés de « gardes-malades »<sup>2306</sup>. L'équipe de Médecins sans frontières avait aussi amené des réfugiés à l'hôpital et avait dressé des tentes<sup>2307</sup>.

921. À des dates dont elle ne se souvenait plus, elle avait appris de sources non identifiées que les « gardes-malades » des militaires blessés avaient enlevé des patients tutsis pendant la nuit<sup>2308</sup>. Il s'agissait de l'enlèvement d'une femme seule ou de groupes plus importants<sup>2309</sup>. Elle ne savait pas si l'administration de l'hôpital avait réagi face à ces événements, mais elle a dit que ceux-ci n'avaient duré que « très peu de jours »<sup>2310</sup>. Elle n'était pas au courant du massacre de 40 patients perpétré derrière l'hôpital dans la nuit du 22 avril 1994<sup>2311</sup>.

<sup>2299</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 70), témoin Nsabimana.

<sup>2300</sup> Id.

<sup>2301</sup> CRA, 19 mai 2011 (p. 4 et 5), témoin Nsabimana.

<sup>2302</sup> Id.

<sup>2303</sup> CRA, 19 mai 2011 (p. 7), témoin Nsabimana.

<sup>2304</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 63, 67 et 68, 71, 75, et 77 et 78), MAL01 ; pièce à conviction D33 (fiche de renseignements personnels de MAL01). Elle a d'abord dit qu'elle avait cessé de travailler à l'hôpital universitaire de Butare et qu'elle avait quitté la préfecture durant la première semaine de mai 1994. CRA, 16 mai 2011, p. 68, 71, et 75. Cependant, elle a ensuite dit qu'elle n'était pas certaine de la date de son départ en mai. Ibid., p. 77 et 78.

<sup>2305</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 64, et 75 et 76), MAL01. Elle a confirmé qu'elle avait vu des malades blessés accompagnés de personnes « à compter de la mi-avril 1994 », Ibid., p. 76.

<sup>2306</sup> Ibid. (p. 64), MAL01.

<sup>2307</sup> Ibid. (p. 65 et 66, et 76), MAL01.

<sup>2308</sup> Ibid. (p. 65 et 76), MAL01. Elle a affirmé qu'elle n'avait jamais été témoin d'enlèvements ni vu des militaires partir avec des malades. Ibid., p. 65, 70, et 76.

<sup>2309</sup> Ibid. (p. 65), MAL01.

<sup>2310</sup> Ibid. (p. 67), MAL01.

<sup>2311</sup> Ibid. (p. 77), MAL01.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

922. Les Tutsis étaient restés à l'hôpital après ces événements, y compris ceux qui y travaillaient, à l'instar de Josepha, au service d'ophtalmologie, et de Geneviève, au service de pédiatrie<sup>2312</sup>. Le témoin ne connaissait pas la date du départ de l'équipe de Médecins sans frontières<sup>2313</sup>.

#### *Délibérations*

923. L'acte d'accusation cite des meurtres précis qui avaient été commis à l'hôpital universitaire de Butare les 22, 23 et 24 avril 1994. Le Procureur fait état de nombreux témoignages attestant les actes de violence commis à l'hôpital, mais les dépositions de Zachariah et de Spielmann sont les seules à se rapporter directement à ces mêmes actes.

#### *i) Meurtres de 40 patients grabataires, 22 avril 1994*

924. Les éléments de preuve à charge relatifs à cette allégation sont étayés par les récits de seconde main des témoins Zachariah et Spielmann. Les faits allégués dans l'acte d'accusation semblent s'être produits du jour au lendemain et aucun des deux témoins n'y a assisté.

925. Il importe de relever d'emblée que nul ne conteste que l'équipe de Médecins sans frontières s'était installée à l'hôpital universitaire de Butare. La Défense ne conteste pas la présence des témoins à charge Zachariah et Spielmann et il appert de manière convaincante des éléments de preuve qu'ils étaient à l'hôpital universitaire de Butare jusqu'au 24 avril 1994.

926. Néanmoins, les dépositions de Zachariah et de Spielmann relatives à ces meurtres tendent à incriminer les éléments de la Garde présidentielle et non pas les militaires de l'ESO. En particulier, la présence des éléments de la Garde présidentielle à l'hôpital pendant la période considérée n'est pas contestée<sup>2314</sup>. Lorsque le témoin Zachariah a découvert, le matin du 22 avril

<sup>2312</sup> Ibid. (p. 68), MAL01.

<sup>2313</sup> Ibid. (p. 65 et 66), MAL01.

<sup>2314</sup> Voir aussi CRA, 10 février 2011 (p. 73), témoin à charge DCO (confirme l'arrivée des éléments de la Garde présidentielle) ; CRA, 7 février 2011 (p. 9 à 12), témoin à charge ZT (avait reçu pour mission d'apporter les repas aux blessés de la Garde présidentielle qui se trouvaient à l'hôpital universitaire de Butare et qui l'avaient appelée *Inyenzi*) ; CRA, 9 mai 2011 (p. 15), témoin à décharge Basesayabo (la plupart des militaires hospitalisés étaient des éléments de la Garde présidentielle). Plusieurs témoins semblent avoir identifié les éléments de la Garde présidentielle parce que les militaires qui arrivaient à l'hôpital universitaire de Butare étaient blessés. Voir CRA, 10 février 2011 (p. 20 et 21), témoin à charge ZW (les militaires de l'ESO étaient arrivés les premiers, mais des militaires blessés y étaient aussi arrivés et procédaient à des exécutions ; selon le témoin, les militaires blessés ne portaient pas d'armes à feu comme ceux de l'ESO) ; CRA, 17 février 2011 (p. 39 à 41), témoin à charge FAX (elle avait vu de nombreux militaires blessés à l'hôpital à la fin du mois d'avril 1994) ; CRA, 16 mai 2011 (p. 64 et 65, et 76), témoin à décharge MAL01 (après l'assassinat du Président Habyarimana, l'hôpital avait accueilli les militaires du front blessés, qui venaient sous escorte) ; CRA, 18 mai 2011 (p. 66 et 67), témoin à décharge Nsabimana (les militaires blessés, sous escorte armée, étaient arrivés à l'hôpital et y étaient restés à compter du 20 avril 1994 ou vers cette date).

1994, les meurtres commis par les militaires et les *Interahamwe*, on lui a dit immédiatement d'en parler au capitaine de la Garde présidentielle, dont on pensait qu'il était la seule autorité responsable. De même, Spielmann n'avait pas été témoin des meurtres, mais il ressort de sa déposition que les éléments de la Garde présidentielle avaient été désignés comme étant les coupables. Le Procureur essaie avec une fausse naïveté de mettre en doute la capacité des deux témoins de faire la distinction entre les militaires de l'ESO et les éléments de la Garde présidentielle<sup>2315</sup>. La Chambre, qui a examiné de façon approfondie les autres éléments de preuve à l'appui des allégations relatives à des crimes qu'auraient commis les militaires de l'ESO, estime qu'ils n'établissent pas que les militaires de l'ESO étaient les auteurs des meurtres dont les témoins Zachariah et Spielmann avaient entendu parler.

927. Fait à noter, il n'existe aucune preuve directe de l'implication de Nizeyimana dans ces crimes. Les éléments de preuve n'établissent pas de la part de celui-ci une participation significative ou substantielle à ceux-ci. Le Procureur fait fond sur des éléments de preuve d'ordre général attestant la participation des militaires de l'ESO aux actes de violence commis à l'hôpital, mais cela ne suffit pas pour exclure la possibilité raisonnable que les crimes allégués dans l'acte d'accusation aient été commis par des éléments de la Garde présidentielle (ou peut-être par d'autres militaires).

928. En concluant de la sorte, la Chambre se fonde sur les dépositions des témoins Zachariah et Spielmann relatives à l'entretien qu'ils avaient eu le 23 avril 1994 avec Nizeyimana<sup>2316</sup>. Il appert de leurs dépositions que l'accusé avait été informé des actes de violence qui avaient été commis. Cela dit, elles n'établissent pas expressément qu'ils avaient informé Nizeyimana de l'implication des *militaires de l'ESO* dans ces crimes. En effet, leurs témoignages tendant à impliquer les éléments de la Garde présidentielle dans les enlèvements et les meurtres des malades, il reste la possibilité raisonnable que l'accusé n'ait pas été informé de la participation alléguée de militaires de l'ESO aux meurtres ou aux actes de violence commis à l'hôpital universitaire de Butare.

929. En réalité, il ne ressort pas du dossier que Nizeyimana, même en sa qualité d'agent de liaison et de point de contact pour le personnel de Médecins sans frontières, exerçait un contrôle

<sup>2315</sup> La Chambre estime que l'argument du Procureur relatif à l'incapacité des témoins Zachariah et Spielmann « d'identifier avec certitude les hommes de troupe des FAR [...] et de dire à quelle unité des FAR ils appartenaient » est fallacieux et frise la tromperie. Voir dernières conclusions écrites du Procureur, par. 163. Comme l'atteste la déposition de témoin Spielmann, elle était capable de faire la distinction entre l'uniforme des éléments de la Garde présidentielle et celui des militaires de l'ESO. CRA, 31 janvier 2011 (p. 7 et 8), témoin Spielmann. Sachant peut-être que sa thèse n'était pas tellement solide, le Procureur n'a, à aucun moment, demandé au témoin Zachariah, qui a déposé après Spielmann, s'il était capable de faire la distinction entre les éléments de la Garde présidentielle et les militaires de l'ESO, par exemple. Or, en parlant d'un fait sans rapport avec les meurtres commis à l'hôpital universitaire de Butare, le témoin Zachariah a fait remarquer que les bérets des militaires étaient différents selon le corps auquel ils appartenaient. CRA, 14 février 2011 (p. 29), témoin Zachariah. Aucune autre question n'a été posée.

<sup>2316</sup> La Défense admet la réalité de ces actes de violence. Voir dernières conclusions écrites de la Défense, par. 14.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

effectif sur les auteurs desdits meurtres<sup>2317</sup>. Au contraire, il appert des dépositions que l'accusé était chargé des questions de sécurité que posaient les organisations internationales. Ceci n'établit pas qu'il était responsable de l'hôpital, ni qu'il exerçait un contrôle effectif sur chacun des militaires ou des civils qui s'y trouvaient. En effet, selon le témoin Zachariah, il avait décidé de parler à Nizeyimana ou de « rencontr[er] – si la situation l'exige – le colonel Muvunyi », ce qui revient à dire qu'il pensait que la responsabilité de l'hôpital incombait en définitive non pas à l'accusé, mais au colonel Muvunyi<sup>2318</sup>. Cette allégation est rejetée.

*ii) Meurtres de membres du personnel de Médecins sans frontières, 23 et 24 avril 1994*

930. Par la bouche du témoin Zachariah, le Procureur a produit une preuve de première main de l'enlèvement, par des militaires et des civils, de deux infirmières tutsies – Nadine et Rose – et d'une infirmière hutue, Sabine, laquelle était enceinte de sept mois d'un enfant dont le père était Tutsi. De même, le 23 avril 1994, le témoin Spielmann avait appris du témoin Zachariah que ces trois femmes avaient été enlevées à l'hôpital. Spielmann avait ensuite parlé avec une infirmière française selon laquelle des militaires avaient exhibé une liste et enlevé brutalement ces femmes. Selon Spielmann, ces militaires avaient auparavant été identifiés comme étant des éléments de la Garde présidentielle.

931. Le témoin Zachariah avait par la suite appris que Nadine et Rose avaient été battues à mort derrière l'hôpital et que Sabine avait été tuée. Le témoin Spielmann a affirmé à la barre que, le 24 avril 1994, Zachariah avait confirmé les meurtres de membres du personnel de Médecins sans frontières.

932. Une fois de plus, la Chambre est convaincue que les témoins Spielmann et Zachariah se trouvaient à l'hôpital universitaire de Butare le 23 avril 1994. Par ailleurs, le fait que Zachariah avait vu des militaires et des civils armés circuler à l'hôpital et enlever des personnes identifiées comme étant des Tutsis – ou, dans le cas de Sabine, comme une Hutue enceinte d'un enfant tutsi – est largement corroboré par des preuves indirectes.

933. La Chambre note qu'aucun des deux témoins n'a dit avoir vu le meurtre commis sur les infirmières de Médecins sans frontières qui avaient été enlevées. Cela étant, il appert de la déposition de Zachariah qu'il avait appris leur mort plus tard ce jour-là, à son retour à l'hôpital. Compte tenu de la rapidité avec laquelle cette information lui avait été donnée et du fait qu'au moins deux des infirmières avaient été tuées à proximité de l'hôpital et derrière celui-ci, la Chambre juge convaincant ce témoignage de seconde main. En effet, il s'inscrit dans le cadre plus général des meurtres et des actes de violence commis sur la personne des Tutsis derrière l'hôpital universitaire de Butare. Enfin, le témoin à décharge Basesayabo avait appris le meurtre

<sup>2317</sup> OUV03 a dit généralement que Nizeyimana agissait en tant qu'agent de liaison avec les ONG. CRA, 31 mai 2011 (p. 13) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 9 et 10), OUV03.

<sup>2318</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 15), témoin Zachariah.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

d'une infirmière de Médecins sans frontières, mais il ne connaissait pas les détails de ce meurtre et pensait qu'il avait eu lieu hors de l'hôpital.

934. Cependant, les dépositions n'impliquent absolument pas les militaires de l'ESO dans ces meurtres. Une fois de plus, le témoin Zachariah a eu beau dire qu'il avait vu des militaires enlever Rose, Nadine et Sabine, le Procureur n'a, à aucun moment, cherché à obtenir du témoin des éclaircissements sur l'identité de ces militaires. Fait à noter, Spielmann, qui avait déposé avant Zachariah, a désigné les éléments de la Garde présidentielle comme étant les coupables. Le fait que le Procureur n'a pas réfuté cette identification raisonnable en lui opposant ce témoignage direct de Zachariah est fatal à sa thèse.

935. À l'instar de l'allégation précédente, aucun élément de preuve n'implique directement Nizeyimana dans ces meurtres. Il n'est pas établi que l'accusé a participé de manière significative ou substantielle à ces dits meurtres. Le fait que le Procureur fait fond sur les éléments de preuve d'ordre général attestant la participation de militaires de l'ESO aux actes de violence commis à l'hôpital ne suffit pas pour exclure la possibilité raisonnable que des éléments de la Garde présidentielle soient les auteurs desdits meurtres.

936. En concluant de la sorte, la Chambre tient compte des dépositions de Zachariah et de Spielmann relatives à l'entretien qu'ils avaient eu le 23 avril 1994 avec Nizeyimana. Il appert de ces dépositions que l'accusé avait été informé des actes de violence qui avaient été commis. Cela étant, leurs témoignages n'établissent pas expressément qu'ils avaient informé Nizeyimana de l'implication de *militaires de l'ESO* dans ces crimes. En effet, le témoignage de Spielmann implique incontestablement des éléments de la Garde présidentielle dans l'enlèvement et le meurtre des infirmières de Médecins sans frontières, mais il n'exclut pas la possibilité raisonnable que l'accusé n'ait pas été informé de la participation alléguée des militaires de l'ESO aux meurtres ou aux actes de violence commis à l'hôpital universitaire de Butare.

937. En réalité, il ne ressort pas du dossier que Nizeyimana, même en tant qu'agent de liaison et de point de contact pour le personnel de Médecins sans frontières, exerçait un contrôle effectif sur les auteurs de ces meurtres. En l'occurrence, comme cela appert de la déposition de Zachariah, un capitaine de la Garde présidentielle se trouvait à l'hôpital universitaire de Butare. Le Procureur n'a produit aucun élément de preuve établissant que Nizeyimana exerçait un contrôle de droit ou de fait sur ce capitaine ou sur les troupes placées sous le commandement de celui-ci. Or, si tant est que des civils agissaient de concert avec les éléments de la Garde présidentielle, il appert raisonnablement du dossier de preuve que les éléments de la Garde présidentielle exerçaient un contrôle effectif sur les assaillants civils, ce qui n'était pas le cas de Nizeyimana. En outre, comme l'a dit le témoin Zachariah, il avait décidé de parler à Nizeyimana ou de « rencontr[er] – si la situation l'exige[ait] – le colonel Muvunyi », ce qui montre bien qu'il

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

pensait que la responsabilité de l'hôpital incombait en définitive, non pas à l'accusé, mais au colonel Muvunyi<sup>2319</sup>. Cette allégation est [donc] rejetée.

## 8.2 Meurtre d'un homme âgé

### *Introduction*

938. Selon l'acte d'accusation, le 20 avril 1994 ou vers cette date, Nizeyimana avait autorisé des militaires des FAR, de l'ESO, du camp de Ngoma et de celui de la gendarmerie de Butare, ainsi que les *Interahamwe* à tuer de nombreux civils identifiés comme étant des Tutsis, et leur avait ordonné de commettre ces crimes ou les avait incités à ce faire. En l'occurrence, le caporal Fulgence Niyibizi et un militaire surnommé Mandela avait tué un civil âgé, de sexe masculin, à coups de bâtons à proximité d'un endroit dénommé « après l'hôpital ». Le Procureur s'appuie sur la déposition de BDE<sup>2320</sup>.

939. La Défense soutient que le témoignage de BDE ne fournit pas de détails et n'est pas corroboré. En outre, les allégations du témoin disant que tous les Tutsis présents à l'hôpital universitaire de Butare avaient été tués sont contredites par d'autres témoins<sup>2321</sup>.

### *Dépositions*

#### Témoin à charge BDE

940. Le témoin BDE était cadet nouvelle formule au camp de l'ESO en avril 1994 et faisait partie de l'unité chargée du ravitaillement à partir du 7 avril<sup>2322</sup>. Elle était partie à la fin de juin, lorsque la chute de Butare était imminente<sup>2323</sup>. En visite à l'hôpital universitaire de Butare vers le 25 avril ou après cette date, elle avait vu un cadet de l'ESO, Fulgence Niyibizi, à l'entrée, qui emmenait un homme<sup>2324</sup>. Elle avait salué Niyibizi et lui avait demandé ce qu'il faisait<sup>2325</sup>. Niyibizi avait répondu qu'il avait débusqué un *Inyenzi*, et elle avait compris qu'il s'agissait de

<sup>2319</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 15), témoin Zachariah.

<sup>2320</sup> Acte d'accusation, par. 15, 15 ii) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 166 b) ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 3 à 5, 10 à 12, et 19), (réquisitions).

<sup>2321</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 97 et 416 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 43 à 46 et 56 et 57) (plaidoiries).

<sup>2322</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 9 et 10) et 31 janvier 2011 (p. 51 et 52), BDE ; pièce à conviction P13 (fiche de renseignements personnels de BDE).

<sup>2323</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 10), BDE.

<sup>2324</sup> Ibid. (p. 32) et CRA, 31 janvier 2011 (p. 39, et 41 et 42), BDE. Le témoin n'a pas précisé la date de cet épisode. Cependant, elle n'avait quitté le camp de l'ESO que « vers le 25 avril », pour apporter « de quoi manger aux malades qui étaient à l'hôpital ». CRA, 31 janvier 2011, p. 39. Parlant de l'épisode avec Fulgence Niyibizi, elle a dit qu'elle s'était rendue à l'hôpital pour « rendre visite aux malades ». CRA, 28 janvier 2011, p. 32. Ainsi, on ne sait pas avec certitude si elle avait vu Niyibizi lorsqu'elle avait quitté le camp pour la première fois, ou plus tard.

<sup>2325</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 32), BDE.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

l'homme en question<sup>2326</sup>. Elle avait rétorqué que l'homme n'était pas un *Inyenzi*, et Niyibizi avait brandi un couteau et menacé de la tuer<sup>2327</sup>.

941. Ils s'étaient séparés, et le témoin était allé « un peu plus loin en contrebas »<sup>2328</sup>. Elle avait alors demandé à Niyibizi de libérer cet homme, et il avait répondu qu'il avait déjà tué plusieurs personnes et qu'il allait tuer celle-là<sup>2329</sup>. Il avait ensuite coupé une branche à un arbre, frappé l'homme à la tête et battu jusqu'à ce que mort s'en suive<sup>2330</sup>. Ceci s'était déroulé en présence de deux autres militaires, dont un qu'on surnommait « Mandela »<sup>2331</sup>. Niyibizi était retourné à l'hôpital<sup>2332</sup>.

942. Niyibizi ne venait pas souvent au camp de l'ESO<sup>2333</sup>. C'était un tueur notoire, notamment à l'université et à l'hôpital<sup>2334</sup>. Il se vantait publiquement des meurtres qu'il avait commis et disait qu'il tuerait jusqu'à 100 Tutsis<sup>2335</sup>. Il avait informé le témoin qu'il travaillait en collaboration avec le caporal Sekimonyo et que les *Interahamwe* étaient dirigés par Sibomana<sup>2336</sup>. Effectivement, Niyibizi faisait partie du groupe de militaires considérés comme des tueurs notoires et qui exécutaient dans l'instant les ordres que leur donnait Nizeyimana<sup>2337</sup>.

#### *Délibérations*

943. Comme indiqué ailleurs dans le présent jugement, le Procureur a produit d'autres preuves au sujet de la participation du caporal Fulgence Niyibizi, de l'ESO, aux actes de violence commis à l'hôpital universitaire de Butare. Cependant, en ce qui concerne le paragraphe 15 ii) de l'acte d'accusation, BDE semble être la seule à avoir déposé au soutien de cette allégation.

944. Mettant en doute la crédibilité générale du témoin, la Défense soutient qu'elle « s'entretenait » souvent avec d'autres personnes au sujet de leurs dépositions à faire à charge de Nizeyimana. En particulier, BDE a confirmé qu'elle s'était entretenue avec le témoin à charge Gahizi, qui l'avait informée qu'il déposerait contre Nizeyimana, et qu'elle avait dit à la Gahizi qu'elle en ferait de même ; cependant, elle a nié qu'il eût été question de la teneur de sa

<sup>2326</sup> Id.

<sup>2327</sup> Id.

<sup>2328</sup> Id.

<sup>2329</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 32 et 33), BDE.

<sup>2330</sup> Ibid. (p. 33), BDE.

<sup>2331</sup> Id.

<sup>2332</sup> Id.

<sup>2333</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 32) et 31 janvier 2011 (p. 41), BDE.

<sup>2334</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 41, et 54), BDE.

<sup>2335</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 31 et 32) ; et 31 janvier 2011 (p. 54), BDE.

<sup>2336</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 32), BDE.

<sup>2337</sup> Ibid. (p. 29 et 30), BDE.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

déposition<sup>2338</sup>. De même, elle a confirmé qu'elle s'était entretenue avec Pascasie Uwimana, mais a nié qu'il eût été question de la teneur de sa déposition<sup>2339</sup>. Rien dans le dossier ne contredit les affirmations de BDE. La Chambre considère que les arguments de la Défense sont infondés.

945. En ce qui concerne la déposition de BDE, la Chambre ne doute pas qu'en sa qualité de militaire de l'ESO, elle était en mesure d'identifier le caporal Fulgence Niyibizi, de l'ESO, en 1994. En outre, comme indiqué plus haut, des dépositions crédibles attestent l'implication de Fulgence Niyibizi dans les actes de violence commis à l'hôpital universitaire de Butare. La Chambre estime que ces éléments de preuve indirects renforcent la crédibilité de la relation autrement non corroborée de BDE.

946. De plus, l'explication donnée par BDE de sa présence à l'hôpital universitaire de Butare est étayée par de nombreuses preuves indirectes. Comme l'ont dit les témoins à charge ZT et ZY et le témoin à décharge Basesayabo, des militaires de sexe féminin de l'ESO étaient chargées d'apporter leurs repas aux militaires qui s'y trouvaient après la chute de l'avion du Président<sup>2340</sup>. La Chambre estime que les dépositions à décharge, qui nient généralement que l'hôpital universitaire de Butare a été le théâtre d'actes de violence, sont équivoques et dénuées de valeur probante relativement à ces actes.

947. C'est pourquoi la Chambre est convaincue au-delà de tout doute raisonnable que vers le 25 avril 1994 ou après cette date, BDE avait vu le caporal de l'ESO Niyibizi enlever un homme âgé qu'il avait identifié comme étant un *Inyenzi* et l'avait tué. Cela dit, la Chambre est d'avis que les affirmations de caractère général du témoin disant que Niyibizi était un des nombreux militaires qui exécutaient les ordres de Nizeyimana n'établissent pas que l'accusé avait ordonné ce meurtre ou incité à le commettre. Les affirmations du témoin sont absolument hors de propos<sup>2341</sup>. Elle a reconnu qu'elle n'était pas là lorsque Nizeyimana avait donné l'ordre à Niyibizi de tuer ou l'avait incité à ce faire<sup>2342</sup>. Sa déposition ne comporte pas les détails, pourtant nécessaires, qui indiquent les circonstances à partir desquelles ceci peut être déduit.

948. De même, les affirmations d'ordre général de ZT disant que Nizeyimana avait affecté le caporal Fulgence Niyibizi à l'hôpital pour qu'il tue les Tutsis pèchent elles aussi par l'absence d'informations contextuelles établissant qu'elle avait été témoin des faits ou que la source de ces informations était digne de foi<sup>2343</sup>. Dans cet ordre d'idées, ZAL a dit qu'elle tenait de collègues non identifiés que Nizeyimana ordonnait généralement des meurtres. Elle a néanmoins reconnu

<sup>2338</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 30 et 31), BDE.

<sup>2339</sup> Ibid. (p. 29 à 32), BDE.

<sup>2340</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 50), témoin à charge ZY ; CRA, 7 février 2011 (p. 12) et 10 février 2011 (p. 81 et 82), témoin à charge ZT ; CRA, 9 mai 2011, p. 41, témoin à décharge Basesayabo.

<sup>2341</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 29 et 30), BDE.

<sup>2342</sup> Ibid. (p. 30), BDE.

<sup>2343</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 12), ZT.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

qu'il ne s'agissait que d'ouï-dire et elle n'a pu identifier avec précision la source de cette information<sup>2344</sup>.

949. Plus important encore, comme cela ressort des actes de Niyibizi dont BDE avait été témoin et de la conversation qu'elle avait eue avec lui, il avait agi de sa propre initiative. Lors de la discussion, Niyibizi n'avait pas fait état de l'autorité de Nizeyimana, ou de quiconque qui pût donner à entendre que ses activités à l'hôpital universitaire de Butare avaient l'aval des autorités de l'ESO<sup>2345</sup>. Au contraire, BDE a dit que Niyibizi passait peu de temps au camp de l'ESO. Dans ces conditions, la Chambre estime que ce témoignage n'établit pas davantage que l'accusé était au courant de cet épisode isolé ou qu'il aurait dû l'être. Cette allégation est [donc] rejetée.

950. En réalité, Nizeyimana a présenté un alibi qui fait naître la possibilité raisonnable qu'il avait été réaffecté à la tête d'un camp d'instruction militaire à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro) vers le 26 avril 1994<sup>2346</sup>. L'ambiguïté qui règne à propos du point de savoir si cet épisode a eu lieu le 25 avril ou après cette date fait naître la possibilité raisonnable que Nizeyimana ne se trouvait pas à Butare lorsque ce crime avait été commis. La Chambre n'est pas convaincue que cette déposition fait naître la possibilité raisonnable que Nizeyimana n'était revenu à Butare qu'après cette date, mais elle permet de douter que l'accusé avait contribué de façon significative ou substantielle à la commission de ce meurtre. En outre, elle permet de douter qu'il était au courant, ou qu'il aurait dû l'être, de la commission de meurtres isolés comme celui-ci. Cette allégation est [donc] rejetée.

### 8.3 Meurtres commis en général par Fulgence Niyibizi et d'autres

#### *Introduction*

951. Selon l'acte d'accusation, le 20 avril 1994 ou vers cette date, Nizeyimana avait autorisé des militaires des FAR, de l'ESO, du camp de Ngoma et de celui de la gendarmerie de Butare, ainsi que des *Interahamwe* à tuer de nombreux civils identifiés comme étant des Tutsis, leur a ordonné de commettre ces crimes ou les a incités à ce faire. En particulier, conformément aux instructions de l'accusé, le caporal Fulgence Niyibizi et d'autres militaires de l'ESO et des FAR, dont Theobard Hagenimana, Placide Mbarushimana, « Jean de Dieu », « Mutimura », « Edison », « Saïd », « Mandela » et « Bola Mungu », avaient pris pour cible des civils tutsis ou

<sup>2344</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 40 et 41), ZAL.

<sup>2345</sup> En effet, le témoin BDE a déposé à l'effet que Niyibizi avait dit qu'il n'allait cesser de tuer « qu'après avoir tué 100 personnes », ce qui tend à démontrer qu'il avait fixé ses propres paramètres relativement aux meurtres et non pas qu'il agissait sous les ordres ou à l'instigation d'autres personnes. CRA, 31 janvier 2011 (p. 41 et 42), BDE.

<sup>2346</sup> Voir chap. II, point 13.3.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

des civils démunis de carte d'identité pour les tuer. Le Procureur s'appuie sur les dépositions de ZAL, ZW, ZT, ZBL, MKA, DCO, YAP et d'Anaclet Dufitumukiza<sup>2347</sup>.

952. La Défense reconnaît que des enlèvements et des actes de violence avaient été commis à l'hôpital universitaire de Butare, mais elle fait valoir que leurs auteurs étaient des militaires autres que ceux de l'ESO et que ces enlèvements et actes de violence avaient dans l'ensemble baissé d'intensité. Le Procureur ne possède pas d'éléments de preuve et la plupart de ces allégations ne sont pas articulées dans l'acte d'accusation<sup>2348</sup>.

### *Dépositions*

#### Témoignage à charge ZAL

953. ZAL, d'ethnie tutsie, habitait à Butare en avril 1994 et travaillait à l'hôpital universitaire de Butare<sup>2349</sup>. Après l'assassinat du Président Juvénal Habyarimana, elle n'était retournée à l'hôpital qu'à partir du 22 avril<sup>2350</sup>. Depuis cette date et jusqu'au 4 juin, elle avait travaillé du lundi au vendredi le matin, ensuite elle se cachait, généralement à la maternité, de midi environ jusqu'au lendemain matin<sup>2351</sup>. Le soir du 4 juin, tous les Tutsis travaillant à l'hôpital avaient été tués. Le lendemain, une collègue de ZAL l'avait cachée dans une chambre et elle y était restée<sup>2352</sup>.

954. ZAL, qui travaillait à l'hôpital depuis des années, pouvait identifier certains militaires de l'ESO, car elle passait devant le camp militaire en rentrant du travail<sup>2353</sup>. Un groupe de neuf militaires, dont le caporal Fulgence Niyibizi, « Kimonyo », « Mzungu » et « Rapide », contrôlait régulièrement les cartes d'identité des personnes qui se trouvaient à l'hôpital. Celles qui étaient identifiées comme étant des Tutsis étaient enlevées et tuées<sup>2354</sup>. Elle avait été témoin de certains enlèvements qui s'étaient produits de jour<sup>2355</sup>. Cependant, après que l'équipe de Médecins sans frontières eut annoncé à la radio que des meurtres étaient commis, les militaires avaient entrepris

<sup>2347</sup> Acte d'accusation, par. 15 et 15 ii) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 165 b), d), e), f), g), h), i) et m) ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 3 à 5, 11, et 71 et 72) (réquisitions).

<sup>2348</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 407, 414 et 426 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 43 à 45, 53 et 54, et 56 et 57) (plaidoiries).

<sup>2349</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 32 à 36, et 45 (huis clos)), ZAL ; pièce à conviction P26 (fiche de renseignements personnels de ZAL).

<sup>2350</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 33, et 46 et 47 (huis clos)), ZAL.

<sup>2351</sup> Ibid. (p. 45, 47 à 50, et 55 à 58 (huis clos)), ZAL. Elle se cachait pendant les week-ends. Ibid., p. 48 et 49 (huis clos).

<sup>2352</sup> Ibid. (p. 45, et 50 et 51 (huis clos)), ZAL.

<sup>2353</sup> Ibid. (p. 35, et 45 (huis clos)), ZAL.

<sup>2354</sup> Ibid. (p. 35 à 39, et 51 et 52, et 54 (huis clos)), ZAL. En général, les personnes étaient identifiées comme étant des Tutsis grâce à leur carte d'identité, ou parce qu'elles n'en avaient pas, ou encore parce qu'elles étaient blessées. Ibid., p. 51 et 52 (huis clos).

<sup>2355</sup> Ibid. (p. 56 (huis clos)), ZAL.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

de contrôler, de jour, les cartes d'identité et à enlever et à tuer, de nuit, ceux qui étaient identifiés comme étant des Tutsis<sup>2356</sup>. Elle avait appris par des collègues que des meurtres avaient été commis la nuit<sup>2357</sup>. Des Tutsis étaient tués quotidiennement jusqu'au 4 juin 1994<sup>2358</sup>. ZAL avait appris de collègues non identifiés que Nizeyimana avait donné aux militaires de l'ESO l'ordre d'enlever les personnes prises dans l'hôpital<sup>2359</sup>.

955. Un soir à une date indéterminée, elle avait vu le caporal Niyibizi enlever une étudiante dénommée Épiphanie. Plus tard, elle avait été ramenée – grièvement blessée – au pavillon des soins intensifs de l'hôpital par un militaire qui l'avait trouvée. Cependant, elle n'y était plus le lendemain, et le témoin avait appris par la suite qu'elle était morte<sup>2360</sup>. Parmi les autres personnes tuées par les militaires, il y avait les membres du personnel de l'hôpital « Venantie », « Claire » et « De Gaulle »<sup>2361</sup>. Un homme originaire de Gikongoro, dénommé Gasana, avait été tué par des militaires, ainsi qu'un autre natif de Gikongoro dénommé Édouard qui était malade<sup>2362</sup>. D'autres patients, les dénommés Kabilia et Bosco, avaient également été enlevés et tués par des militaires. Le témoin avait appris qu'une femme, dénommée « Triphine », avait été tuée en juin 1994<sup>2363</sup>.

#### Témoin à charge ZW

956. Le 6 avril 1994, ZW, une Tutsie titulaire d'une carte d'identité portant la mention "Hutu" que lui avait donnée un militaire de l'ESO dénommé Félicien Kanimba, était une des patientes de la maternité de l'hôpital universitaire de Butare<sup>2364</sup>. Sa chambre se trouvait à l'étage et sa fenêtre donnait sur l'arrière de l'hôpital<sup>2365</sup>. Elle était restée dans le bâtiment sans discontinuer jusqu'au début de juillet 1994<sup>2366</sup>.

957. Les premiers militaires, en uniforme et portant des bérets noirs, étaient arrivés à l'hôpital dès le 7 avril 1994<sup>2367</sup>. Les militaires de l'ESO avaient commencé à tuer des patients à l'hôpital universitaire de Butare vers le 13 ou le 14 avril<sup>2368</sup>. Un schéma avait fini par se dégager : les militaires entraient dans les chambres pendant la journée et demandaient aux patients et à ceux

<sup>2356</sup> Ibid. (p. 34 à 36, 50 et 51, et 54 (huis clos)), ZAL.

<sup>2357</sup> Ibid. (p. 41, et 55 (huis clos)), ZAL.

<sup>2358</sup> Ibid., p. 39.

<sup>2359</sup> Ibid. (p. 40 et 41), ZAL.

<sup>2360</sup> Ibid. (p. 36 et 38), ZAL. La Chambre note que ZAL avait dit au départ qu'Épiphanie n'était jamais revenue à l'hôpital après avoir été enlevée par Niyibizi. Ibid., p. 36.

<sup>2361</sup> Ibid. (p. 38), ZAL. Le témoin a précisé que Venantie avait été admise à la maternité parce qu'elle était malade.

<sup>2362</sup> Ibid. (p. 39), ZAL.

<sup>2363</sup> Ibid. (p. 38 et 39), ZAL.

<sup>2364</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 71 et 72) et 10 février 2011 (p. 11 et 12), ZW ; pièce à conviction P22 (fiche de renseignements personnels de ZW).

<sup>2365</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 75), ZW.

<sup>2366</sup> Ibid. (p. 78, et 81), ZW.

<sup>2367</sup> Ibid. (p. 73), ZW.

<sup>2368</sup> Ibid. (p. 72 et 73) et CRA, 10 février 2011 (p. 21), ZW.

*Le Procureur c. Hdéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

qui les soignaient de présenter leur carte d'identité. Ceux qui étaient identifiés comme étant des Tutsis (ou qui n'avaient pas de carte d'identité) étaient emmenés la nuit dans la brousse derrière le pavillon de la maternité et tués<sup>2369</sup>. Le témoin avait pu identifier ces militaires comme étant des officiers de l'ESO grâce à des conversations qu'elle avait eues avec un officier dénommé Hagenimana, qui n'appartenait pas à l'ESO, et qui disait que les assassins venaient dudit camp, et en conversant avec les militaires de l'ESO Edison et Placide Mbarushyimana<sup>2370</sup>. Des militaires blessés étaient arrivés par la suite et, bien qu'ils ne portassent généralement pas d'arme, ils avaient aussi commis des meurtres<sup>2371</sup>.

958. Le témoin connaissait certaines des personnes qui avaient été tuées de nuit<sup>2372</sup>. Un soir, en juin 1994, elle avait entendu crier<sup>2373</sup>. Elle s'était levée pour regarder par la fenêtre et avait vu Vénérande Mukanama, une employée de l'hôpital qui était sa voisine et dont la carte d'identité indiquait qu'elle était Tutsie, que deux militaires en uniforme entraînaient de force hors de l'hôpital<sup>2374</sup>. L'un d'eux tenait un morceau de bois de chauffage<sup>2375</sup>. Ils l'avaient emmenée dans les buissons. Le témoin avait entendu un « coup » et avait pensé que Mukanama avait été frappée avec le morceau de bois<sup>2376</sup>. Quelques minutes plus tard, les militaires étaient revenus à l'hôpital<sup>2377</sup>. Le lendemain, des gardes-malades non identifiés et une personne non identifiée que Mukanama soignait avaient informé le témoin que Mukanama avait été enlevée par Fulgence Niyibizi<sup>2378</sup>.

959. Une garde-malade dénommée Venancie, qui se disait une patiente et n'avait pas de carte d'identité, s'était réfugiée dans la « salle des malades »<sup>2379</sup>. Elle n'avait pas de carte d'identité et avait été enlevée un soir à une date dont le témoin ne se souvenait pas<sup>2380</sup>. Plus tard, le témoin avait vu Hagenimana, un militaire n'appartenant pas à l'ESO, qui portait les sandales et la

<sup>2369</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 73 et 74) et 10 février 2011 (p. 15), ZW. Au départ, les militaires tuaient les malades dans la journée. Cependant, après un communiqué radiodiffusé signalant cette façon de faire, ils s'étaient mis à contrôler les cartes d'identité dans la journée et à perpétrer des enlèvements dans la nuit. CRA, 9 février 2011, p. 73 et 74.

<sup>2370</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 74), ZW.

<sup>2371</sup> Ibid. (p. 73) et CRA, 10 février 2011 (p. 20 et 21), ZW.

<sup>2372</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 74), ZW.

<sup>2373</sup> Ibid. (p. 75, et 77), ZW.

<sup>2374</sup> Ibid. (p. 75 et 76), ZW. Selon elle, Vénérande Mukanama avait une carte d'identité indiquant qu'elle était Tutsie. Ibid., p. 75.

<sup>2375</sup> Ibid. (p. 75 et 76), ZW.

<sup>2376</sup> Ibid. (p. 76), ZW.

<sup>2377</sup> Ibid. (p. 75), ZW.

<sup>2378</sup> Ibid. (p. 76), ZW.

<sup>2379</sup> Id.

<sup>2380</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 77), ZW.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

chaînette de Venancie<sup>2381</sup>. Il avait dit au témoin qu'il avait, en collaboration avec Fulgence Niyibizi, tué Venancie<sup>2382</sup>.

960. L'identité de Fulgence Niyibizi avait été fournie au témoin par un officier de l'ESO dénommé Edison<sup>2383</sup>. En l'occurrence, Niyibizi avait menacé de tuer le témoin après qu'elle eut libéré deux étudiants de l'université de Butare qui avaient été enfermés dans une chambre de l'hôpital en mai 1994<sup>2384</sup>. Edison lui avait alors appris qu'il s'agissait de Niyibizi, un cadet de l'ESO<sup>2385</sup>. Le témoin a expliqué que Niyibizi était devenu un tueur connu à l'hôpital universitaire de Butare, qui y demeurait et effectuait des contrôles d'identité<sup>2386</sup>.

#### Témoin à charge ZT

961. ZT, d'ethnie tutsie, était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>2387</sup>. Environ deux semaines après l'assassinat du Président Juvénal Habyarimana le 6 avril, le lieutenant Bizimana, alias Rwatsi, l'avait désignée pour apporter les repas des militaires de la Garde présidentielle qui étaient à l'hôpital universitaire de Butare<sup>2388</sup>. Ceux-ci refusaient la nourriture qu'elle leur apportait et la traitaient d'« *Inyenzi* », mais elle avait continué d'apporter à manger à d'autres patients jusqu'en mai, à une date dont elle ne se souvenait pas<sup>2389</sup>.

962. Le caporal Fulgence Niyibizi, dont les « chefs » étaient Nizeyimana et « Rwatsi », avait été affecté à l'hôpital pour tuer les Tutsis<sup>2390</sup>. Au mois de mai 1994, un certain sergent Lazare, dont Nizeyimana et « Rwatsi » faisaient également partie des chefs, se trouvait également à l'hôpital et semblait seconder Niyibizi dans le meurtre des Tutsis<sup>2391</sup>. À des moments indéterminés, le témoin avait vu Niyibizi emmener des patients, couchés sur des civières, près d'un transformateur derrière l'hôpital et les tuer<sup>2392</sup>. Chaque matin, elle pouvait voir une cinquantaine de cadavres de Tutsis<sup>2393</sup>. Des prisonniers en uniforme de couleur rose venaient à l'hôpital pour enterrer les morts<sup>2394</sup>. « Selon les rapports », Nizeyimana avait fait venir ces prisonniers pour ce travail<sup>2395</sup>.

<sup>2381</sup> Ibid. (p. 77, et 81), ZW.

<sup>2382</sup> Ibid. (p. 77), ZW.

<sup>2383</sup> Ibid. (p. 74, et 79), ZW.

<sup>2384</sup> Ibid. (p. 78 et 79), ZW.

<sup>2385</sup> Ibid. (p. 79), ZW.

<sup>2386</sup> Ibid. (p. 78 et 79), ZW.

<sup>2387</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 8 et 9), ZT ; pièce à conviction P19 (fiche de renseignements personnels de ZT).

<sup>2388</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 9 à 12), ZT.

<sup>2389</sup> Ibid. (p. 10 à 12) et CRA, 10 février 2011 (p. 81 et 82), ZT.

<sup>2390</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 12 et 13), ZT.

<sup>2391</sup> Ibid. (p. 13), ZT.

<sup>2392</sup> Id.

<sup>2393</sup> Id.

<sup>2394</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 13 et 14), ZT.

<sup>2395</sup> Ibid. (p. 14), ZT.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

963. À des moments indéterminés, Nizeyimana venait à l'hôpital à bord de sa jeep en compagnie d'un militaire dénommé Ndayizeye<sup>2396</sup>. Il demandait alors aux militaires comment ils allaient<sup>2397</sup>.

#### Témoignage à charge ZBL

964. ZBL, d'ethnie tutsie, vivait en 1994 dans la commune de Huye (préfecture de Butare)<sup>2398</sup>. Elle était partie de chez elle pour se rendre à l'hôpital universitaire de Butare à une date indéterminée en avril 1994<sup>2399</sup>. Elle a dit à la barre d'une manière générale que les militaires et les *Interahamwe* triaient les Tutsis à l'hôpital<sup>2400</sup>. Les assaillants contrôlaient les cartes d'identité<sup>2401</sup>. Selon le témoin, les personnes sélectionnées étaient tuées parce qu'elles ne revenaient pas à l'hôpital<sup>2402</sup>. Les militaires portaient des fusils mais, selon elle, « ils » utilisaient des gourdins et des petites haches, et « [i]ls disaient qu'ils ne pouvaient pas gaspiller des balles à tuer les victimes »<sup>2403</sup>. Selon ZBL, les militaires venaient de l'ESO parce qu'il s'agissait d'un camp militaire situé non loin de l'hôpital<sup>2404</sup>.

965. Venantie, d'ethnie tutsie, était la belle-sœur de ZBL<sup>2405</sup>. Elle vivait à la maternité de l'hôpital et y travaillait<sup>2406</sup>. Elle avait dit au témoin qu'elle avait été violée à quatre reprises<sup>2407</sup>. À un moment en mai ou en juin 1994, ZBL avait vu sa belle-sœur pour la dernière fois<sup>2408</sup>. Jusque-là, celle-ci soudoyait les militaires, mais elle était tombée à court d'argent<sup>2409</sup>. Ladite belle-sœur était en si piteux état qu'elle ne pouvait plus rapprocher ses jambes l'une de l'autre<sup>2410</sup>. Ce jour-là, à une heure indéterminée, le témoin avait vu trois militaires en uniforme et

<sup>2396</sup> Ibid. (p. 13), ZT.

<sup>2397</sup> Id.

<sup>2398</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 27 et 28 (huis clos)), ZBL ; pièce à conviction P23 (fiche de renseignements personnels de ZBL).

<sup>2399</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 35), ZBL.

<sup>2400</sup> Ibid. (p. 34), ZBL. Les habitants de son village venaient identifier les victimes à l'hôpital ; après quoi, les tueurs emmenaient celles-ci.

<sup>2401</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 34, et 36), ZBL.

<sup>2402</sup> Ibid. (p. 36), ZBL.

<sup>2403</sup> Id.

<sup>2404</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 36 et 50), ZBL.

<sup>2405</sup> Ibid. (p. 29 (huis clos), et 39 à 41), ZBL ; pièce à conviction P23 (fiche de renseignements personnels de ZBL), p. 1 (nom cité sur la fiche).

<sup>2406</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 37 à 39), ZBL.

<sup>2407</sup> Ibid. (p. 38), ZBL.

<sup>2408</sup> Ibid. (p. 37 et 38, et 52), ZBL.

<sup>2409</sup> Ibid. (p. 37 et 38), ZBL.

<sup>2410</sup> Id. À son avis, ceux qui avaient violé sa belle-sœur s'étaient probablement servis de couteaux et de tiges de bois pour ce faire. Ibid., p. 38.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

armés enlever sa belle-sœur<sup>2411</sup>. D'une manière générale, le témoin a dit que sa belle-sœur avait été tuée<sup>2412</sup>.

#### Témoin à charge MKA

966. MKA, d'ethnie tutsie, était arrivée à l'hôpital universitaire de Butare vers le 18 avril 1994, alors qu'elle était enceinte de neuf mois<sup>2413</sup>. Une fois là, elle avait vu de nombreux Tutsis déplacés qui n'avaient pas été autorisés à entrer dans l'hôpital et s'étaient rassemblés dans la cour en face « des bâtiments de la pédiatrie »<sup>2414</sup>. De nombreux militaires se trouvaient à l'hôpital ; certains l'avaient encerclé, et d'autres étaient à l'intérieur<sup>2415</sup>. Selon MKA, c'étaient des militaires de l'ESO, parce que l'hôpital était proche de l'ESO et qu'on pouvait les voir arriver du camp de l'ESO<sup>2416</sup>.

967. Vers le 21 ou le 22 avril 1994, environ trois jours après l'arrivée du témoin, un ou des véhicules militaires étaient arrivés<sup>2417</sup>. Les militaires avaient dit aux personnes réfugiées en face du pavillon de pédiatrie de se rassembler pour qu'on puisse les conduire en lieu sûr. Le témoin avait aussi entendu un commentaire : « Lorsqu'on veut brûler de la mauvaise herbe, il faut d'abord rassembler cette herbe »<sup>2418</sup>. Selon elle, le véhicule avait effectué plusieurs rotations<sup>2419</sup>. Un jour avant les 20, 21 ou 22 avril, les personnes réfugiées devant le pavillon de pédiatrie avaient été enlevées<sup>2420</sup>. Les deux sœurs cadettes du témoin avaient été emmenées le deuxième jour<sup>2421</sup>. À ce moment-là, elle était allée s'installer à la maternité de l'hôpital<sup>2422</sup>. Elle n'était pas au courant de l'arrivée à l'hôpital, vers le 20 ou le 21 avril 1994, des militaires blessés<sup>2423</sup>.

#### Témoin à charge DCO

968. DCO, d'ethnie tutsie, était restée avec son enfant malade au pavillon de pédiatrie de l'hôpital universitaire de Butare du 29 février jusqu'à une date indéterminée en juillet 1994<sup>2424</sup>.

<sup>2411</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 38), ZBL.

<sup>2412</sup> Ibid. (p. 37), ZBL.

<sup>2413</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 3, et 26 à 28), MKA ; pièce à conviction P31 (fiche de renseignements personnels de MKA).

<sup>2414</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 3, et 27 et 28), MKA. Des tentes avaient été dressées à l'hôpital, mais elles étaient occupées par des réfugiés burundais qui en interdisaient l'accès aux Tutsis. Ibid., p. 32.

<sup>2415</sup> Ibid. (p. 4, et 6), MKA.

<sup>2416</sup> Ibid. (p. 4), MKA.

<sup>2417</sup> Ibid. p. 4 à 6, et 28.

<sup>2418</sup> Ibid. (p. 5 et 28), MKA.

<sup>2419</sup> Ibid. (p. 4 et 5), MKA.

<sup>2420</sup> Ibid. (p. 28), MKA.

<sup>2421</sup> Ibid. (p. 4 et 5, et 28), MKA.

<sup>2422</sup> Ibid. (p. 27 et 28), MKA.

<sup>2423</sup> Ibid. (p. 30 et 31), MKA.

<sup>2424</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 55 et 56), DCO ; pièce à conviction P24 (fiche de renseignements personnels de DCO).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

D'une manière générale, elle a dit que les militaires s'étaient établis près de l'hôpital<sup>2425</sup>. Ils confisquaient les cartes d'identité portant la mention « Tutsi »<sup>2426</sup>. Certaines personnes étaient enlevées et conduites en contrebas du pavillon de la maternité<sup>2427</sup>. D'autres étaient emmenées à l'ESO<sup>2428</sup>.

969. En avril 1994, la semaine qui avait suivi l'écrasement de l'avion du Président Juvénal Habyarimana, deux véhicules transportant les dépouilles mortelles d'étudiants de l'université étaient arrivés vers 11 heures<sup>2429</sup>. Une dizaine de militaires se trouvaient à bord des véhicules et ils avaient invité les gens à identifier leurs proches<sup>2430</sup>. Vers 15 heures, le témoin avait vu les militaires et les *Interahamwe* tuer ces mêmes gens à l'arme blanche<sup>2431</sup>.

970. À une date indéterminée, vers 14 heures, des militaires étaient arrivés et avaient demandé à un pasteur et à d'autres personnes d'exhiber leur carte d'identité. Ils avaient ensuite emportés ces cartes d'identité<sup>2432</sup>. Le pasteur, son épouse et leurs deux enfants étaient Tutsis et étaient originaires de la commune de Nyakizu. Ils étaient restés au pavillon de pédiatrie avec le témoin<sup>2433</sup>. Trois militaires étaient revenus dans la soirée et avaient demandé leurs cartes d'identité. Comme ils étaient incapables de les présenter, le pasteur et sa famille avaient été enlevés par les militaires<sup>2434</sup>. Plus tard, des victimes dont l'identité demeure inconnue étaient revenues et avaient dit que ces personnes avaient été tuées<sup>2435</sup>.

971. Les premiers militaires à avoir commis des meurtres à l'hôpital universitaire de Butare venaient de l'ESO. Elle le savait parce que ce camp se trouvait tout près de l'hôpital<sup>2436</sup>. Un militaire qu'elle voyait régulièrement avait le teint clair et était probablement atteint d'un eczéma. Un autre avait « le teint brun » et un autre était « de taille moyenne »<sup>2437</sup>. Elle ne les connaissait pas personnellement parce que c'était son premier séjour à l'hôpital. Auparavant, elle avait l'habitude de se rendre à Matyazo pour les soins<sup>2438</sup>. Des militaires blessés étaient arrivés

<sup>2425</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 56), DCO.

<sup>2426</sup> Id.

<sup>2427</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 57 et 58), DCO.

<sup>2428</sup> Ibid. (p. 58 et 61), DCO.

<sup>2429</sup> Ibid. (p. 56, et 59 et 60), DCO.

<sup>2430</sup> Ibid. (p. 60), DCO.

<sup>2431</sup> Id.

<sup>2432</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 58), DCO.

<sup>2433</sup> Ibid. (p. 57), DCO.

<sup>2434</sup> Ibid. (p. 58 et 59), DCO.

<sup>2435</sup> Id.

<sup>2436</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 59), DCO. Elle a dit aussi qu'elle pouvait identifier les militaires de l'ESO parce que « [d]es fois, nous pouvions les croiser. Et même lorsque nous allions demander de la nourriture, ces militaires pouvaient nous dire que la nourriture n'était pas destinée aux Tutsis ».

<sup>2437</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 59), DCO.

<sup>2438</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

par la suite et avaient confirmé qu'ils venaient du camp de Ngoma et de la garde présidentielle<sup>2439</sup>.

#### Témoignage à charge YAP

972. YAP, d'ethnie tutsie, travaillait en 1994 à l'hôpital universitaire de Butare et habitait non loin de là<sup>2440</sup>. Entre la mort du Président Juvénal Habyarimana et le discours prononcé par le Président Théodore Sindikubwabo le 19 avril 1994, le témoin s'était rendu tous les jours à l'hôpital<sup>2441</sup>. Cependant, après le discours de Sindikubwabo, il s'y était rendu à quatre reprises ; la dernière fois se situant vers le 22 juin, parce qu'il craignait d'être tué<sup>2442</sup>.

973. En effet, des militaires, des *Interahamwe*, des membres de la CDR et du PSD avaient envahi et occupé l'hôpital dans le but de tuer les Tutsis. Parmi les militaires se trouvait le sous-lieutenant Rwanyonga (également étudiant à la faculté de médecine), le sous-lieutenant Bizimana de l'ESO, les cadets de l'ESO nouvelle formule Mberabagabo et Niyonzima ainsi que le militaire de l'ESO Sekimonyo<sup>2443</sup>. Les militaires de l'ESO vivaient dans ce camp, portaient des bérets noirs, et le témoin a dit qu'il pouvait facilement les reconnaître<sup>2444</sup>. Des assaillants enlevaient des gens et les emmenaient vers le transformateur pour les tuer. Celui-ci se trouvait dans le complexe de l'hôpital, mais derrière et en contrebas, de l'autre côté d'une rigole<sup>2445</sup>. Le témoin n'avait jamais vu Nizeyimana à l'hôpital après le début du massacre<sup>2446</sup>.

#### Témoignage à charge Anaclet Dufitumukiza

974. En avril 1994, le témoin Dufitumukiza, d'ethnie tutsie, était caporal au camp de gendarmerie de Tumba à Butare<sup>2447</sup>. En mai et juin, le sous-lieutenant Gakwerere, du camp de l'ESO, avait été chargé de débusquer les Tutsis pour qu'on puisse les tuer<sup>2448</sup>. Il cherchait les Tutsis un peu partout à Butare, et le témoin le voyait au centre-ville, à l'hôpital universitaire de Butare et à la brigade de gendarmerie<sup>2449</sup>. Tout Tutsi que Gakwerere arrêta était conduit à la brigade de gendarmerie et ensuite tué<sup>2450</sup>.

<sup>2439</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 59, et 73), DCO.

<sup>2440</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 36), YAP ; pièce à conviction P32 (fiche de renseignements personnels de YAP).

<sup>2441</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 37, et 55), YAP.

<sup>2442</sup> Ibid. (p. 37 et 38, et 55 à 59), YAP.

<sup>2443</sup> Ibid. (p. 38 et 39), YAP.

<sup>2444</sup> Ibid. (p. 39, et 64 (huis clos)), YAP.

<sup>2445</sup> Ibid. (p. 40), YAP.

<sup>2446</sup> Ibid. (p. 71 (huis clos)), YAP.

<sup>2447</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 13 et 14), témoin Dufitumukiza ; pièce à conviction P5 (fiche de renseignements personnels du témoin Dufitumukiza)

<sup>2448</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 12 à 15, et 17 et 18), témoin Dufitumukiza.

<sup>2449</sup> Ibid. (p. 13 à 15), témoin Dufitumukiza.

<sup>2450</sup> Id. Il n'a pas dit comment il le savait.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

975. Le témoin s'était rendu à l'hôpital universitaire de Butare à trois ou quatre reprises à des dates indéterminées pour assister Catherine Mukarubahiza<sup>2451</sup>. À une ou plusieurs occasions, il y avait vu le sous-lieutenant Gakwerere en compagnie de 5 à 11 militaires<sup>2452</sup>. Selon le témoin, Gakwerere se trouvait à l'hôpital pour identifier les Tutsis promis ensuite à la mort<sup>2453</sup>.

#### *Délibérations*

##### *i) Crimes à l'hôpital universitaire de Butare qui auraient été commis d'une manière générale par des militaires de l'ESO*

976. Le Procureur a cité de nombreux témoins qui ont dit de manière générale que des militaires avaient commis des crimes à l'hôpital universitaire de Butare. Il n'a cependant pas relié entre elles les dépositions pour présenter une relation qui se tienne et ne s'est guère appliqué à montrer en quoi elles correspondaient aux allégations précises portées au paragraphe 15 i) et ii) de l'acte d'accusation. Cela dit, la Chambre estime qu'il faut évaluer ces dépositions, car elles se rapportent vraiment à des faits précis expressément énoncés dans l'acte d'accusation.

977. D'une façon générale, il appert des témoignages que des patients tutsis admis à l'hôpital universitaire de Butare étaient ciblés et avaient été tués. Il appert également que les Tutsies étaient souvent victimes de violences sexuelles<sup>2454</sup>.

978. Cela étant, les éléments de preuve d'ordre général tentant d'établir la participation de militaires, et de ceux de l'ESO en particulier, ne sont que cela : ils sont d'ordre général. À de nombreuses reprises, le Procureur a produit des éléments de preuve tendant à établir l'implication de certains militaires de l'ESO à des crimes, mais il n'a pas fourni les détails attendus de lui pour s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe.

979. Ainsi, les témoins ZAL, YAP, Dufitumukiza et ZBL ont expressément identifié les militaires de l'ESO qui, selon eux, étaient généralement impliqués dans les meurtres de Tutsis à l'hôpital universitaire de Butare. Par exemple, ZAL a établi une liste des militaires de l'ESO, dont le caporal Fulgence Niyibizi, « Kimonyo », « Mzungu », « Saïdi » et « Rapide », qui contrôlaient régulièrement les cartes d'identité des personnes qui se trouvaient à l'hôpital. Celles qui étaient identifiées comme étant des Tutsis étaient enlevées et tuées. Elle a dit généralement qu'elle avait été témoin de certains enlèvements et noté qu'au début ils avaient lieu pendant la journée, mais qu'ensuite, c'était pendant la nuit. Ces dires sont généralement corroborés. Cependant, sauf certains cas précis (examinés ci-dessous), sa déposition relative à leurs agissements est des plus vagues. Les modes opératoires sont décrits, mais l'ampleur et la nature

<sup>2451</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 17 à 19), témoin Dufitumukiza.

<sup>2452</sup> Ibid. (p. 13 à 15, et 18), témoin Dufitumukiza.

<sup>2453</sup> Ibid. (p. 14 et 15), témoin Dufitumukiza.

<sup>2454</sup> Chap. II, point 9.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

des enlèvements et des meurtres ne sont pas claires. Ses affirmations d'ordre général (qui ne sont qu'à de rares exceptions soutenues par des explications détaillées) ne peuvent pas étayer des conclusions au-delà de tout doute raisonnable.

980. Selon YAP, le sous-lieutenant Rwanyonga (qui était aussi étudiant à la faculté de médecine), le sous-lieutenant Bizimana de l'ESO, les cadets de l'ESO nouvelle formule Mberabagabo et Niyonzima, ainsi que le militaire de l'ESO Sekimonyo faisaient partie de ceux qui occupaient l'hôpital dans le but de tuer les Tutsis. Cependant, le témoignage de YAP est particulièrement vague. Comme il ne s'était rendu à l'hôpital qu'à quatre reprises après le 19 avril 1994, il y a lieu de se demander sérieusement comment il était au courant de ce qui s'y passait. Il n'a pas circonscrit dans un cadre temporel les actes de violence. Le fait qu'il vivait près de l'hôpital universitaire de Butare et qu'il avait parlé à un militaire (ce dont il n'avait fait état que pendant le contre-interrogatoire) ne suffit pour étayer ses affirmations concernant les victimes. Il ne permet pas non plus d'établir comment il avait su que ces militaires participaient aux crimes. Ce fait, lui aussi, n'établit pas la réalité des faits auxquels la charge de la preuve incombe au Procureur.

981. Ensuite, le témoin Dufitumukiza a dit à la barre que, pendant les mois de mai et juin 1994 en particulier, le sous-lieutenant Gakwerere du camp de l'ESO avait été chargé de débusquer les Tutsis pour qu'on puisse les tuer. Cependant, ce témoignage est également ambigu. Il a dit qu'il avait vu Gakwerere à divers endroits, mais son témoignage ne démontre pas clairement qu'il l'avait vu maintenir des Tutsis en détention, ni qu'il l'avait vu tuer des Tutsis. En effet, sa déposition au sujet des activités de Gakwerere à l'hôpital est non seulement vague, mais elle traduit aussi la propre perplexité du témoin sur le point de savoir si Gakwerere était là pour rechercher et tuer les Tutsis<sup>2455</sup>. Les impressions de Dufitumukiza à propos des activités de Gakwerere sont pertinentes et probantes, mais elles n'établissent pas les faits au-delà de tout doute raisonnable<sup>2456</sup>.

982. Ceci s'applique également aux affirmations d'ordre général de ZBL disant que des militaires de l'ESO enlevaient et tuaient les Tutsis. Il est particulièrement important de noter que la Défense a émis de sérieux doutes quant à une identification par le témoin des militaires de

<sup>2455</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 15), témoin Dufitumukiza (« R. Oui, je l'ai vu à l'hôpital. Et, chaque fois que Gakwerere sortait du camp militaire, il n'avait pas de mission de protéger les Tutsis – c'était plutôt pour rechercher les Tutsis et les tuer. Je crois qu'il se rendait également à l'hôpital pour le même objectif, pour la même mission [...] « Q. Qu'avez-vous vu Gakwerere faire exactement à l'hôpital ? R. Partout où je voyais Gakwerere, il recherchait les Tutsis, mais je ne peux pas dire exactement ce qu'il faisait. Chaque fois que je le voyais circuler, je croyais qu'il était en train d'exécuter sa mission [à savoir rechercher les Tutsis pour les faire tuer] »).

<sup>2456</sup> La Défense a soulevé une objection par rapport à la déposition de Dufitumukiza faisant état de l'implication de Gakwerere dans les meurtres de Tutsis à l'hôpital universitaire de Butare, au motif qu'elle n'en avait pas été informée. Requête de la Défense intitulée *Motion for Exclusion of Evidence*, par. 45 à 47. Compte tenu des conclusions de la Chambre relativement à ces affirmations, elle n'examinera pas cette objection.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

l'ESO sur la base de son témoignage antérieur en l'affaire *Rwamakuba* devant le Tribunal<sup>2457</sup>. Ce témoignage ne permet pas, lui non plus, d'étayer des conclusions au-delà de tout doute raisonnable.

983. Dans d'autres cas, le Procureur a produit des éléments de preuve relativement à des crimes plutôt particuliers, mais l'identification des militaires comme étant des militaires de l'ESO est des plus douteuses. Par exemple, MKA a dit de manière générale que vers le 21 ou le 22 avril 1994, des militaires avaient enlevé des Tutsis qui se trouvaient dans la cour de l'hôpital, en face du pavillon de pédiatrie. Fait à noter, l'enlèvement d'un grand nombre de patients vers cette date-là est généralement corroboré par la déposition de seconde main du témoin à charge Zachariah<sup>2458</sup>.

984. Cela étant, MKA a eu beau faire état de manière générale de la présence de militaires de l'ESO à l'hôpital, elle n'a pu les identifier expressément comme ayant été impliqués dans ces faits. En outre, son identification desdits militaires repose sur le fait que l'ESO se trouvait tout près de l'hôpital et qu'elle pouvait voir des militaires venir de l'ESO. Cependant, il ne ressort pas de sa déposition que, vu l'endroit où elle se trouvait, elle aurait pu à tout moment voir les militaires de l'ESO sortir de leur camp. La Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, estimé qu'en dépit du fait que l'ESO était très près de l'hôpital universitaire de Butare, celui-ci était situé sur un terrain vaste, ce qui tendait à accroître la distance entre l'hôpital et l'ESO. Le camp n'était pas visible de toutes les parties de l'hôpital. Cette allégation est [donc] rejetée.

985. DCO a décrit plusieurs événements et a dit d'une manière générale que les militaires de l'ESO avaient été les premiers à commettre des meurtres à l'hôpital. Il faut souligner d'emblée que la relation du témoin décrivant des militaires qui étaient arrivés à bord de camions en avril 1994 avaient demandé aux civils de reconnaître les corps de leurs proches et avaient ensuite massacré ces mêmes civils n'est pas corroborée. Cela a de quoi surprendre, car cette opération semblait avoir apparemment été de grande ampleur et s'être située en milieu de journée. L'absence d'une corroboration plus directe de la part de l'un des nombreux témoins qui se trouvaient à l'hôpital détruit cette allégation.

<sup>2457</sup> Voir chap. II, point 1027.

<sup>2458</sup> Le 21 avril 1994, le témoin Zachariah avait appris que 40 enfants du pavillon de pédiatrie avaient été emmenés à la préfecture. Le directeur de l'hôpital l'avait informé que le comité de crise avait décidé que les patients légèrement blessés devaient partir pour des raisons d'hygiène. Le témoin s'était rendu à la préfecture ce jour-là et n'y avait trouvé que six ou sept enfants, qui portaient des bandages utilisés par Médecins sans frontières. Des personnes non identifiées et le personnel de l'hôpital lui avaient dit que les [autres] enfants avaient été enlevés et tués. CRA, 14 février 2011 (p. 14 et 28), témoin Zachariah ; pièce à conviction D18 (croquis fait par le témoin Zachariah). Le 22 avril, le témoin avait appris que 150 patients tutsis adultes avaient, eux aussi, été enlevés la veille dans la soirée et emmenés à la préfecture. Il y était retourné et n'y avait trouvé aucun malade. Ibid., p. 14. Dans les deux cas, le témoin avait dit que l'hôpital pouvait accueillir les militaires qui arrivaient et garder ces patients. Voir aussi CRA, 31 janvier 2011 (p. 10), témoin Spielmann (le personnel local de Médecins sans frontières avait dit au témoin qu'environ 170 malades tutsis avaient été tués ou enlevés à l'hôpital universitaire de Butare).

986. En outre, la déposition de DCO disant que des militaires de l'ESO avaient été les premiers à commettre des meurtres à l'hôpital ou que certaines personnes avaient été emmenées à l'ESO est d'ordre général et manque par trop de précision. Elle ne peut donc étayer des conclusions au-delà de tout doute raisonnable. La Chambre doute d'emblée que DCO ait pu, du pavillon de pédiatrie ou du rez-de-chaussée du pavillon de maternité, voir arriver à l'ESO des personnes qu'on y aurait amenées<sup>2459</sup>. En outre, DCO a admis qu'elle ne connaissait pas les militaires - en faisant remarquer qu'elle se rendait normalement à Matyazo pour y recevoir des soins - et que des éléments de la Garde présidentielle et des militaires du camp de Ngoma étaient présents<sup>2460</sup>. Sa capacité d'identifier en particulier les militaires de l'ESO est tout sauf évidente<sup>2461</sup>. Son insistance à dire que le camp de l'ESO était situé du côté de l'hôpital en contrebas de la maternité soulève davantage de questions quant à la provenance des militaires<sup>2462</sup>. De ce fait, ses autres affirmations relatives à la commission de meurtres par les militaires à l'hôpital universitaire de Butare ne sont pas suffisantes pour établir l'implication de militaires de l'ESO.

987. La Chambre relève que le paragraphe 15 i) de l'acte d'accusation est de portée particulièrement vaste et ne se limite donc pas nécessairement aux meurtres perpétrés par les seuls militaires de l'ESO. Cela étant, les éléments de preuve évalués ci-dessus ne démontrent pas que Nizeyimana avait contribué de façon significative ou substantielle à une quelconque conduite criminelle établie. De même, l'ambiguïté quant à l'identité des auteurs desdits crimes jette le doute quant au contrôle effectif que l'accusé aurait exercé sur eux. Ces allégations sont [donc] rejetées.

<sup>2459</sup> Chap. II, point 1038.

<sup>2460</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 59, et 73), DCO.

<sup>2461</sup> Ibid. (p. 73), DCO (« Q. Savez-vous quand ces derniers militaires sont arrivés ? R. Je ne me rappelle plus la date, mais, lorsqu'ils sont arrivés, il y en a certains parmi eux qui nous conduisaient au service de la dermatologie pour assister à une prière. Et ceux qui étaient venus de l'ESO nous battaient et nous chassaient en disant que nous devions les laisser pour qu'ils se battent eux-mêmes. Et d'autres nous disaient de dire nos dernières prières. Mais en réalité, les militaires de l'ESO ne nous laissaient jamais en paix »).

<sup>2462</sup> Comparer CRA, 10 février 2011 (p. 73), témoin à charge DCO. (« Q. Je vais vous suggérer ceci : quand vous alliez derrière la maternité, en contrebas de la cuisine, vous étiez près de l'ESO et vous pouviez voir l'ESO, vous pouviez même ... même voir comment les gens y étaient introduits ; c'est bien cela, c'est ce que vous avez dit ? R. Cet endroit se trouve du côté de l'ESO ») ; p. 74 (« R. Je vous dis que, lorsque nous nous tenions devant la salle des tuberculeux, vous passez devant la maternité et vous ... vous dépassez l'endroit où on soignait les tuberculeux et, lorsque vous arrivez un peu en contrebas de la cuisine, vous pouviez voir l'ESO. Il y avait d'ailleurs un chemin qui passait par là »), et CRA, 14 juin 2011 (p. 12 à 15), témoin à décharge Hahirwa, ainsi que la pièce à conviction D67A (photographie aérienne de l'hôpital universitaire de Butare). Hahirwa a authentifié une photo prise par les forces de sécurité canadiennes et, en identifiant les bâtiments qui s'y trouvaient, a démontré que la maternité et la cantine se trouvaient du côté opposé à l'ESO, à une bonne distance et qu'il y avait des bâtiments entre les deux.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

*ii) Meurtres commis par Fulgence Niyibizi, caporal de l'ESO*

988. Le Procureur s'est appuyé sur les témoignages de ZAL, de ZW et de ZT pour établir la participation du caporal de l'ESO Fulgence Niyibizi aux meurtres de Tutsis commis à l'ESO. Sauf pour un des meurtres, les dépositions de ZAL, de ZW et de ZT ne laissent pas clairement apparaître qu'elles avaient été témoins de la participation de Niyibizi au même meurtre ou événement, ni qu'elles en avaient été informées. La Chambre va examiner tour à tour chacune de ces dépositions.

*iii) Meurtre de Venancie ou Venantie par le caporal Fulgence Niyibizi*

989. Selon ZW, patiente à la maternité, à une date indéterminée, un militaire dénommé Hagenimana lui avait appris que Niyibizi et lui-même avaient tué une garde-malade dénommée Venancie. En l'occurrence, le témoin a dit à la barre que Venancie avait trouvé refuge dans le « pavillon » en prétendant être une patiente. Elle n'avait pas de carte d'identité.

990. ZAL, employée à l'hôpital, a également déposé d'une manière générale et dit qu'une femme dénommée « Venantie » avait été tuée. Elle a précisé que cette femme était une garde-malade, mais qu'elle avait été admise à la maternité parce qu'elle était malade. ZBL a, de son côté, dit qu'elle avait vu, en mai 1994, trois militaires enlever sa belle-sœur tutsie dénommée Venantie qui travaillait à l'hôpital et qui avait été hospitalisée à la maternité. Elle ne l'avait plus jamais revue.

991. La Chambre ne doute pas de la présence de ces trois témoins à l'hôpital universitaire de Butare. En particulier, ZAL a confirmé la présence de ZW au pavillon de la maternité.<sup>2463</sup> En outre, les descriptions de la victime étant semblables, sauf de légères différences dans l'orthographe de son prénom, la Chambre est également convaincue que les trois témoins parlaient de la même femme<sup>2464</sup>.

992. En ce qui concerne la participation de Niyibizi et de Hagenimana, la Chambre estime que d'autres éléments de preuve directs de la participation de Niyibizi à des meurtres commis à l'hôpital universitaire de Butare constituent des éléments circonstanciels convaincants au soutien du témoignage par ouï-dire de ZW relatif à la participation de Niyibizi au meurtre de Venancie. En outre, l'aveu de Hagenimana, qui s'était lié d'amitié avec le témoin à l'hôpital, rend son témoignage par ouï-dire particulièrement convaincant<sup>2465</sup>. Une fois de plus, le fait que ZBL a dit

<sup>2463</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 41 et 42, et 53 et 54 (huis clos)), ZAL.

<sup>2464</sup> La Chambre note que ZAL a dit à la barre que ZW et elle disaient que Fulgence Niyibizi était dangereux. Ibid., p. 54 (huis clos), ZAL.

<sup>2465</sup> En raison de la présence continue de ZAL à l'hôpital universitaire de Butare, la Chambre estime convaincante son affirmation que Venantie avait été tuée. Cela dit, étant donné que, de son propre aveu, elle se cachait à la maternité pendant près de 18 heures chaque jour, ne travaillant que le matin, la Chambre émet des réserves quant à

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

avoir vu trois militaires en uniforme emmener Venantie corrobore indirectement le témoignage de ZW.

993. Cela étant, aucun élément de preuve direct n'atteste la participation significative ou substantielle de Nizeyimana à ce meurtre. La Chambre relève qu'aux dires de ZAL, elle avait appris de collègues non identifiés que l'accusé donnait l'ordre de manière générale de commettre des meurtres. Elle a cependant reconnu que c'était ce qu'on disait de bouche à oreille et qu'elle ne connaissait pas la source de cette information<sup>2466</sup>. Ce témoignage est trop fragile pour étayer une conclusion au-delà de tout doute raisonnable.

994. De même, des éléments de preuve établissent de façon convaincante que Niyibizi, un caporal de l'ESO, était d'un grade inférieur à celui de l'accusé et son subalterne dans la hiérarchie militaire, mais ils ne démontrent pas que Nizeyimana était au courant ou avait des raisons d'être au courant de ce meurtre en particulier. Pour conclure de la sorte, la Chambre s'est appuyée sur le fait qu'il appert de manière convaincante des éléments de preuve à charge que l'accusé n'avait été informé des meurtres commis par des militaires à l'hôpital universitaire de Butare que vers le 23 avril 1994<sup>2467</sup>. Cela étant, il n'apparaît pas clairement qu'il savait que des *militaires de l'ESO* en étaient les auteurs. En effet, l'accusé avait été informé des meurtres commis à l'hôpital après l'afflux massif qu'on y avait vu d'éléments de la Garde présidentielle. De plus, les dépositions des témoins à charge qui avaient parlé des crimes à Nizeyimana, c'est-à-dire Zachariah et Spielmann, semblent démontrer qu'ils pensaient que les militaires qui avaient tué les malades et les membres du personnel médical étaient des éléments de la Garde présidentielle<sup>2468</sup>.

995. En outre, seule ZBL a dit quand ces faits avaient eu lieu – en mai ou juin 1994 –, ce qui permet de douter davantage encore que Nizeyimana était ou aurait dû être au courant de ce meurtre. En l'occurrence, l'accusé a fourni un alibi qui permet de penser raisonnablement qu'il avait été nommé à la tête d'un camp d'instruction militaire à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro) vers la fin du mois d'avril, et qu'il était parti au front à Nyanza vers la fin du mois de mai<sup>2469</sup>. La Chambre n'est pas convaincue que cette déposition permet raisonnablement de penser que l'accusé n'était revenu à Butare qu'une seule fois après cette date, mais elle permet de douter qu'il était ou aurait dû être au courant de meurtres isolés tels que ceux-là ou de la commission répétée de crimes par Niyibizi à l'hôpital universitaire de Butare pendant la période

---

l'ampleur des actes de violence et des enlèvements dont elle avait été témoin. CRA, 14 février 2011 (huis clos) (p. 45, 47 à 51, et 55 à 57), ZAL.

<sup>2466</sup> Ibid. (p. 39 à 40), ZAL.

<sup>2467</sup> Chap. II, point 8.1.

<sup>2468</sup> Id.

<sup>2469</sup> Chap. II, point 13.3.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

considérée. L'absence de date relativement à cet événement ouvre la possibilité raisonnable qu'il s'était produit à ce moment-là. Cette allégation est [donc] rejetée<sup>2470</sup>.

iv) *Meurtre d'Épiphanie par le caporal Fulgence Niyibizi*

996. ZAL, employée à l'hôpital, a dit qu'à une date indéterminée, elle avait vu Niyibizi enlever, un soir, une étudiante dénommée Épiphanie, et qu'à son retour, celle-ci était grièvement blessée. Le témoin avait appris le lendemain qu'elle était morte.

997. La Chambre ne doute pas d'emblée que ZAL était capable d'identifier les militaires de l'ESO, vu qu'elle travaillait depuis des années à l'hôpital universitaire de Butare, lequel se trouvait à proximité du camp de l'ESO devant lequel elle passait régulièrement. En outre, elle a identifié Niyibizi correctement comme étant un caporal de l'ESO<sup>2471</sup>. Cependant, compte tenu de la brièveté de son récit et du fait qu'elle se cachait la nuit, la Chambre n'est pas convaincue que son témoignage établit qu'elle *avait vu* Niyibizi enlever Épiphanie. Cette allégation est [donc] rejetée.

v) *Meurtre de Vénérande Mukanama par le caporal Fulgence Niyibizi*

998. ZW, une patiente tutsie hospitalisée, a dit d'une manière générale qu'elle connaissait certaines des personnes qui avaient été tuées de nuit. En particulier, elle se souvenait avoir vu deux militaires en uniforme enlever une garde-malade, Vénérande Mukanama, de l'hôpital en juin 1994. Elle avait entendu un bruit, pareil à un coup, et un cri. Le lendemain, une patiente et des gardes-malades lui avaient appris que Fulgence Niyibizi avait enlevé Mukanama.

999. La Chambre ne doute pas d'emblée que ZW, de l'endroit où elle se trouvait à la maternité, aurait pu voir qu'on enlevait quelqu'un à l'hôpital. La Défense confirme que la chambre dans laquelle ZW se trouvait avait une fenêtre qui donnait sur l'arrière de la maternité<sup>2472</sup>.

1000. La Chambre note que ZW n'a pas dit qu'elle avait vu le corps de Mukanama. Cependant, le témoin ayant vu deux militaires en uniforme emmener celle-ci, dont un qui tenait un morceau de bois de chauffage, et ayant entendu un bruit de coup et un cri, son témoignage établit fermement que Mukanama, dont la carte d'identité indiquait qu'elle était Tutsie, avait été prise

<sup>2470</sup> Compte tenu de cette conclusion, la Chambre n'examinera pas les objections de la Défense concernant les affirmations de ZAL relatives à « Venantie ». Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 426.

<sup>2471</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 36), ZAL.

<sup>2472</sup> CRA, 14 juin 2011 (p. 17), témoin à décharge Hahirwa ; pièce à conviction D67B (photo du pavillon de la maternité et de la chambre) ; pièce à conviction D67A (photo aérienne de l'hôpital universitaire de Butare). CRA, 14 février 2011 (p. 53 (huis clos)), témoin à charge ZAL (identifiant la chambre dans laquelle se trouvait ZW dans le pavillon de la maternité).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

pour cible et tuée. En effet, la déposition de ZW s'inscrit dans un contexte général où des militaires et des milices civiles tuaient les Tutsis à l'arrière de l'hôpital.

1001. L'identification de Niyibizi par ZW semble reposer essentiellement sur les informations que celle-ci avait reçues plus tard d'une patiente et de gardes-malades<sup>2473</sup> et parce qu'elle avait été informée de l'identité de Niyibizi par un militaire de l'ESO dénommé Edison dans le cadre d'un autre événement<sup>2474</sup>. Elle ne semble pas découler de l'identification visuelle des deux militaires concernés. Certes, d'autres dépositions convaincantes disaient que Niyibizi participait à des meurtres, mais son identification dans ce cas précis est fragile. On ignore si les personnes qui ont dit au témoin que Niyibizi avait tué Mukanama l'avaient effectivement vu commettre l'agression. De même, le fait que le témoin avait vu les militaires en uniforme n'établit pas qu'ils étaient de l'ESO.

1002. Aucune preuve directe n'établit la participation significative ou substantielle de Nizeyimana à ce meurtre. De même, l'ambiguïté quant à l'identité des militaires autorise à se demander s'il s'agissait de subordonnés sur qui l'accusé exerçait un contrôle effectif. En effet, ledit meurtre avait été commis en juin 1994. Or Nizeyimana a invoqué un alibi permettant de penser raisonnablement qu'il avait été nommé à la tête d'un camp d'instruction militaire à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro) vers la fin du mois d'avril 1994. Par ailleurs, la Chambre a estimé qu'il était raisonnable de conclure, au vu des éléments de preuve, que l'accusé avait été envoyé au front vers la fin du mois de mai<sup>2475</sup>. Cette affectation de Nizeyimana jette un doute considérable sur la possibilité qu'il était ou aurait dû être au courant de ces crimes commis au mois de juin. Cette allégation est [done] rejetée.

*vi) Meurtres commis par le caporal Fulgence Niyibizi sous le regard de ZT*

1003. ZT était cadet à l'ESO. Elle était chargée d'apporter leurs repas aux militaires qui se trouvaient à l'hôpital du 6 avril à mai 1994. Elle a dit qu'à des occasions indéterminées, elle avait vu Niyibizi emmener des malades couchés sur des civières vers un transformateur situé

<sup>2473</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 75 et 76), ZW (« Q. Vous avez dit qu'il y avait des militaires. Savez-vous qui étaient ces militaires ? R. Oui. Au moment de l'enlèvement, j'ai remarqué qu'il s'agissait de militaires. Mais le lendemain, les gens ... les malades qui se trouvaient avec la victime avaient identifié les auteurs de cet enlèvement. Vous comprendrez que, pendant la nuit, je ne pouvais pas identifier ces militaires puisqu'ils étaient en uniforme et je n'étais pas très proche d'eux. Q. Qui a enlevé ces personnes, selon ce vous "aurez" pu apprendre ? R. Un militaire est entré à l'intérieur de la salle des malades et c'est ... celui-ci s'appelait Fulgence Niyibizi. Celui-ci est allé rejoindre son collègue qui était resté à l'extérieur de la salle pour amener la victime dans la brousse. [...] Q. Qui vous a dit qu'il s'agit de Fulgence Niyibizi ... que c'est lui qui était responsable de la mise à mort de cette dame ? R. Ce sont les gardes-malades qui se trouvaient dans cette salle qui me l'ont appris. La personne qui gardait également ... Également la personne qui était gardée par Vénérande l'a également dit »).

<sup>2474</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 77 à 79), ZW.

<sup>2475</sup> Chap. II, point 13.3.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

derrière l'hôpital et les tuer. Chaque matin, elle pouvait voir une cinquantaine de cadavres de Tutsis.

1004. D'emblée, la Chambre ne doute pas que ZT, militaire de l'ESO, pouvait identifier aisément le caporal Fulgence Niyibizi en 1994. En outre, le fait qu'elle apportait leurs repas aux militaires à partir du mois d'avril est corroboré indirectement par d'autres témoins qui ont dit à la barre que des cadets de sexe féminin de l'ESO étaient affectés à cette tâche<sup>2476</sup>.

1005. Certes, la déposition de ZT disant que Niyibizi participait à des meurtres est confirmée indirectement par d'autres preuves se rapportant à la participation de celui-ci à des crimes commis à l'hôpital universitaire de Butare, mais le Procureur n'a pu en définitive fournir aucun détail précis sur les crimes dont ZT a dit avoir été le témoin oculaire. L'absence de dates, de circonstances précises dans lesquelles les observations ont été faites et d'identification des victimes laisse à la Chambre le soin de décrypter des passages de la déposition de ZT qui sont peut-être, mais pas nécessairement, liées pour tirer une conclusion sur ce point. Dans un procès pénal, où la preuve doit être apportée au-delà de tout doute raisonnable, le seuil requis n'est pas atteint en l'occurrence. Cette allégation est [donc] rejetée.

### *Information*

1006. Au soutien de l'allégation disant que Nizeyimana était responsable de meurtres commis à l'hôpital universitaire de Butare, le Procureur a cité la déposition de ZBH. Celui-ci a dit à la barre qu'un dimanche, vers le 24 avril 1994, Nizeyimana avait, au parc de stationnement de l'hôpital, donné au témoin et à d'autres *Interahamwe* l'ordre de tuer des patients tutsis qui se trouvaient à l'hôpital ce jour-là<sup>2477</sup>. Ces affirmations s'inscrivent d'une façon générale dans le cadre du paragraphe 15 de l'acte d'accusation, mais la Chambre n'est pas convaincue que la Défense a été informée en temps utile, de façon claire et cohérente que le Procureur entendait se fonder sur cette partie de la déposition de ZBH pour étayer cette allégation.

1007. En l'occurrence, les conclusions du mémoire préalable au procès portant sur les actes de violence commis à l'hôpital universitaire de Butare n'indiquent pas que le Procureur entendait s'appuyer sur la déposition de ZBH pour établir les chefs d'accusation pertinents<sup>2478</sup>. De même, le résumé de la déposition attendue de ZBH qui y est annexé n'indique pas qu'il déposerait au soutien du paragraphe 15<sup>2479</sup>. En revanche, les « principaux paragraphes de l'acte d'accusation » que la déposition de ZBH devait étayer étaient les paragraphes 6, 7, 9, 10, 14, 17, 18, 23, 26 et 27.

<sup>2476</sup> Chap. II, point 8.2.

<sup>2477</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 164 c), 165 k) et l), et 185 et 186.

<sup>2478</sup> Mémoire préalable au procès, par. 100 à 124.

<sup>2479</sup> Ibid., annexe, par. 41 (p. 32).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1008. Il ressort du résumé de la déposition attendue que « ZBH a participé à une réunion présidée par Muvunyi, avec Nizeyimana et les docteurs Gatsinzi et Munyemana. Muvunyi avait donné à ZBH et à d'autres personnes l'ordre de faire la chasse aux Tutsis qui s'étaient réfugiés à l'hôpital universitaire de Butare, mais pas de les tuer dans l'enceinte de l'hôpital. Ils avaient tué les Tutsis dans le bois qui se trouvait en contrebas » [traduction]. C'est tout à fait différent de ce que ZBH a dit à la barre, selon quoi Nizeyimana avait donné de tels ordres. En outre, au vu de l'acte d'accusation et des paragraphes cités dans le résumé de la déposition attendue du témoin comme devant être étayés, ledit résumé semble se rapporter au paragraphe 10 iv) de l'acte d'accusation et non pas au paragraphe 15<sup>2480</sup>.

1009. Le Procureur doit connaître son dossier avant de se présenter au procès, et il n'a pas le droit de forger sa thèse lors des débats en fonction de la façon dont se déroule la présentation des éléments de preuve<sup>2481</sup>. Il est possible de soutenir que la déposition de ZBH peut s'inscrire dans la formulation à caractère général du paragraphe 15, mais elle a trait à des faits matériels qui doivent être clairement énoncés dans l'acte d'accusation. Vu les écritures préalables au procès du Procureur, il est évident que la déposition de ZBH n'était pas destinée à étayer cette allégation. La Chambre estime que cette démarche est injuste et porte préjudice à l'accusé.

## 9. HÔPITAL UNIVERSITAIRE DE BUTARE – VIOLENCES SEXUELLES, FIN AVRIL À JUILLET 1994

### 9.1 Viols de MKA et d'autres personnes

#### *Introduction*

1010. Selon l'acte d'accusation, du 6 avril au 17 juillet 1994, des militaires des FAR, de l'ESO, du camp de Ngoma et d'autres, agissant sur l'ordre de Nizeyimana ou à son instigation, ont violé des Tutsies à l'hôpital universitaire de Butare et ailleurs. En particulier, de la fin d'avril à la mi-mai, MKA et d'autres femmes ont été violées par cinq militaires des FAR dans le pavillon de la maternité de l'hôpital. Environ trois jours plus tard, un militaire des FAR avait violé MKA et, vers la mi-mai, après son accouchement, un inconnu l'avait violée en présence de quatre autres femmes auxquelles des inconnues avaient fait subir le même sort<sup>2482</sup>.

1011. La Défense met en doute la crédibilité de MKA en faisant état des contradictions et des incohérences relevées dans sa déposition et soutient que celle-ci n'établit pas la participation de son client aux actes incriminés. Elle met aussi en garde contre le risque de collusion avec

<sup>2480</sup> Arrêt *Muhimana*, par. 221.

<sup>2481</sup> Jugement *Bagosora*, par. 110, citant les arrêts *Muvunyi I*, par. 18 ; *Ntagerura*, par. 27 ; *Kvočka* (par. 30) ; *Niyitegeka*, par. 194 ; *Kupreškić*, par. 92.

<sup>2482</sup> Acte d'accusation, par. 31, et 31 iii). Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 216 et 218 à 221 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 3, 12 et 13, 15, et 72 (réquisitions).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

d'autres témoins à charge. Déogratias Basesayabo, MAL01 et Vincent Nsabimana ont fait des dépositions à décharges se rapportant à ces faits<sup>2483</sup>.

### *Dépositions*

#### Témoin à charge MKA

1012. MKA, une Tutsie, était arrivée à l'hôpital universitaire de Butare vers le 18 avril 1994<sup>2484</sup>. Deux ou trois jours plus tard, MKA, qui était enceinte de neuf mois, s'était retrouvée au pavillon de la maternité où elle faisait partie d'un groupe de quelque cinq Tutsies<sup>2485</sup>. À la fin du mois d'avril ou au début de mai, avant son accouchement, des militaires en treillis et portant de longues vestes imperméables étaient arrivés de nuit à la maternité<sup>2486</sup>. Après avoir éteint la lumière, ils avaient fait le tour à l'aide de lampes torches pour demander aux femmes de présenter leur carte d'identité<sup>2487</sup>. Elles n'en avaient pas<sup>2488</sup>. Elles avaient été emmenées l'une après l'autre dans différentes salles de l'hôpital<sup>2489</sup>. Un militaire qui ne portait pas d'arme avait emmené MKA dans une autre salle et l'avait violée à l'abri des regards<sup>2490</sup>. Après un laps de temps indéterminé, chacune des femmes avait dit qu'elle avait été violée par les militaires<sup>2491</sup>.

1013. Un soir, environ un jour après le premier viol dont MKA avait été victime, elle s'était rendue au pavillon de chirurgie pour rendre visite à une femme et à sa fille, toutes deux d'ethnie tutsie<sup>2492</sup>. Chemin faisant, elle avait rencontré un jeune militaire, âgé d'environ 26 ou 27 ans, en uniforme militaire vert qui n'était pas un treillis, vêtu d'une longue veste imperméable et armé d'une « longue épée »<sup>2493</sup>. Il lui avait demandé d'exhiber sa carte d'identité et elle avait répondu qu'elle n'en avait pas<sup>2494</sup>. Il l'avait entraînée dans « une petite chambre » et l'avait violée<sup>2495</sup>.

<sup>2483</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 394 et 395, et 448 à 450 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 40, et 53 à 55 (plaidoiries).

<sup>2484</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 4, et 26 et 27), MKA ; pièce à conviction P31 (fiche de renseignements personnels de MKA).

<sup>2485</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 4, 6 et 7, et 28 et 29), MKA.

<sup>2486</sup> Ibid. (p. 6 à 8, 9, et 33), MKA.

<sup>2487</sup> Ibid. (p. 7, et 9), MKA.

<sup>2488</sup> Ibid. (p. 7), MKA.

<sup>2489</sup> Id.

<sup>2490</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 7, et 9), MKA.

<sup>2491</sup> Ibid. (p. 8), MKA. L'une des femmes lui avait dit que lorsque les militaires l'avaient enlevée et violée, un autre individu, qui n'était ni un militaire ni en uniforme, avait pris son fils encore bébé et l'avait tué. Ibid., p. 7 et 8.

<sup>2492</sup> Ibid. (p. 8 et 9), MKA.

<sup>2493</sup> Ibid. (p. 9), MKA. Elle a précisé qu'il ne s'agissait pas du militaire qui l'avait violée la première fois. Ibid. (p. 12), MKA.

<sup>2494</sup> Ibid. (p. 9), MKA.

<sup>2495</sup> Ibid. (p. 9, et 30), MKA.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1014. Une nuit, quelques jours après son accouchement en fin d'avril ou au début de mai 1994, des militaires étaient revenus au pavillon de la maternité où les cinq Tutsies étaient restées<sup>2496</sup>. Ils étaient au nombre de cinq. Ils avaient éteint la lumière, jeté des couvertures sur elles et les avaient violées<sup>2497</sup>. MKA avait été violée par le même militaire que la première fois<sup>2498</sup>. Elle était restée à l'hôpital universitaire de Butare jusqu'en juillet<sup>2499</sup>.

Témoins à décharge Déogratias Basesayabo, MAL01 et Vincent Nsabimana

1015. Le témoin Basesayabo, d'ethnie hutue, était médecin stagiaire à l'hôpital universitaire de Butare en avril 1994 et s'était enfui de Butare vers le début du mois de juillet<sup>2500</sup>. MAL01, d'ethnie hutue, était infirmière et travaillait de jour à l'hôpital en avril et mai<sup>2501</sup>. Le témoin Nsabimana, d'ethnie hutue, était médecin stagiaire à l'hôpital universitaire de Butare d'avril jusqu'à la fin de mai ou de juin<sup>2502</sup>.

1016. Le témoin Basesayabo n'avait pas entendu dire que les Tutsies qui se trouvaient à l'hôpital avaient été violées pendant qu'il y était, ou après son départ<sup>2503</sup>. Les témoins Basesayabo, MAL01 et Nsabimana ont affirmé que le camp de l'ESO n'était pas visible du pavillon de la maternité. Les témoins Basesayabo et Nsabimana avaient ajouté que le camp de l'ESO n'était pas non plus visible de la cuisine de l'hôpital<sup>2504</sup>.

<sup>2496</sup> Ibid. (p. 7, 9 et 10, et 32 et 33), MKA.

<sup>2497</sup> Ibid. (p. 9 à 12, et 32 et 33), MKA.

<sup>2498</sup> Ibid. (p. 11), MKA.

<sup>2499</sup> Ibid. (p. 8 et 28), MKA.

<sup>2500</sup> CRA, 9 mai 2011 (p. 9, 18 et 19, 30 et 57), témoin Basesayabo ; pièce à conviction D23 (fiche de renseignements personnels du témoin Basesayabo). Le témoin vivait dans le secteur de Cyarwa Sumo (commune de Ngoma), à environ 600 mètres de l'hôpital universitaire de Butare. Il travaillait généralement à l'hôpital à peu près de 8 heures à 22 ou 23 heures. Ibid., p. 9, 15 et 23. Cependant, il travaillait souvent tard dans la nuit et dormait dans une résidence universitaire qui se trouvait à proximité de l'hôpital et ne rentrait chez lui qu'environ une nuit par semaine. Ibid., p. 15, 23 et 24, et 52.

<sup>2501</sup> CRA, 16 mai 2011 (p. 63 et 64, 67 à 69, 71, et 75 à 78), MAL01 ; pièce à conviction D33 (fiche de renseignements personnels de MAL01). Elle avait commencé par dire qu'elle avait cessé de travailler à l'hôpital universitaire de Butare et quitté la préfecture dans la première semaine de mai 1994. Ibid., p. 68, 71 et 75. Cependant, elle a admis par la suite qu'elle ne se rappelait pas la date exacte de son départ en mai. Ibid., p. 77 et 78.

<sup>2502</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 65 et 70), témoin Nsabimana ; pièce à conviction D38 (fiche de renseignements personnels du témoin Nsabimana). Il vivait dans une résidence universitaire à l'Université nationale du Rwanda, qui se trouvait sur la colline de Mamba, à environ 150 mètres de la clôture de l'hôpital universitaire de Butare. CRA, 18 mai 2011 (p. 65 et 71) et 19 mai 2011 (p. 9 et 10).

<sup>2503</sup> CRA, 9 mai 2011 (p. 18 et 38 à 41), témoin Basesayabo.

<sup>2504</sup> Ibid. (p. 19), témoin Basesayabo ; CRA, 16 mai 2011 (p. 70), MAL01 ; CRA, 18 mai 2011 (p. 70 et 71), témoin Nsabimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

### *Délibérations*

1017. Le Procureur fait fond sur le témoignage de MKA pour établir que des viols avaient été commis, comme allégué au paragraphe 31 iii) de l'acte d'accusation. La Défense trouve de nombreuses failles dans la crédibilité du témoin et fait valoir que sa déposition n'établit pas l'implication de son client. La Chambre va examiner ces points l'un après l'autre.

1018. La Défense donne à entendre qu'on ne peut ajouter foi au témoignage de MKA parce qu'elle était arrivée au Tribunal en compagnie d'autres témoins à charge qui avaient, eux aussi, déposé en l'espèce au sujet de viols. MKA a reconnu qu'elle connaissait FAX et qu'elle avait effectué le voyage pour Arusha avec elle et BUQ<sup>2505</sup>. Cela dit, elle a catégoriquement rejeté les affirmations selon lesquelles elles avaient discuté de leurs dépositions respectives ou que le lieu de leur hébergement aurait favorisé de telles discussions<sup>2506</sup>. Fait à noter, rien dans les dépositions de BUQ et de FAX n'atteste le contraire<sup>2507</sup>. Ces affirmations de la Défense sont dénuées de tout fondement.

1019. La Défense conteste la qualité du témoignage de MKA. Ainsi, elle soutient qu'il est inconcevable qu'elle se souvienne de certaines dates, mais qu'elle ne connaisse pas, par exemple, la date de naissance de son enfant<sup>2508</sup>. La Chambre note que la déposition de MKA manque de précision en ce qui concerne la date de son arrivée à l'hôpital<sup>2509</sup>. Elle était incapable de se souvenir de la date exacte des viols. En revanche, les descriptions de leur succession dans le temps s'articulaient autour des événements qu'elle avait vécus pendant son séjour à l'hôpital<sup>2510</sup>. En outre, elle a dit qu'elle avait accouché vers la fin du mois d'avril ; mais lorsqu'elle a été mise en présence de sa déclaration faite en août 2010 aux enquêteurs du Tribunal et dans laquelle elle

<sup>2505</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 16, 18, et 19 à 21), MKA ; pièce à conviction D20 (le nom du témoin BUQ tel qu'orthographié par MKA).

<sup>2506</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 20 et 21), MKA (« Q. Donc, vous avez pu savoir auprès d'elle comment on travaille ici au Tribunal, n'est-ce pas ? R. Nous n'avons pas eu ce genre de discussions lorsque nous avons voyagé, nous savions tous que nous venions devant ce Tribunal, mais chacun avait ses propres informations à donner et nous n'en avons pas discuté. Q. Mais la nuit, quand les autres revenaient du Tribunal, ils vous disaient comment les choses se sont passées, n'est-ce pas ? R. Chaque fois qu'une personne comparait devant la Chambre, cette personne ne venait plus rester avec nous, elle était déplacée vers un autre endroit et, dans de telles conditions, donc, nous n'avons pu être en contact avec une personne qui était en train de déposer ou qui avait fini sa déposition »).

<sup>2507</sup> La Chambre note que MKA n'était pas membre d'ABASA. CRA, 21 février 2011 (p. 16), MKA.

<sup>2508</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 449.

<sup>2509</sup> Comparer CRA, 21 février 2011 (p. 4), MKA (MKA disait qu'elle était partie de chez elle le 14 avril 1994, qu'elle était allée sur une colline et que « le lendemain matin » elle s'était rendue à l'hôpital universitaire de Butare, avec *ibid.*, p. 26 et 27 (MKA disait qu'à son avis, elle était arrivée à l'hôpital universitaire de Butare « le » 18 avril 1994 ou « vers » cette date).

<sup>2510</sup> Voir, par exemple, CRA, 21 février 2011 (p. 7), MKA (disant « je ne me rappelle plus les dates », mais affirmant que le premier viol avait eu lieu avant son accouchement), p. 9 (notant qu'un jour séparait son second viol à l'hôpital du premier), p. 10 (avait été violée trois jours après son accouchement).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

avait dit que c'était « autour du 10 mai 1994 », elle a reconnu qu'elle avait probablement accouché plus tard<sup>2511</sup>.

1020. La Chambre estime que les ambiguïtés qu'on observe dans les dates données dans sa déposition sont raisonnables et ne portent pas à conséquence. MKA a survécu à des événements traumatisants dans un environnement qui ne lui était pas très familier. Le fait qu'elle ne se souvienne pas de la date de naissance de son bébé survenue alors qu'elle se cachait à l'hôpital et qu'elle avait déjà été violée à deux reprises ne porte aucunement atteinte à la crédibilité de sa relation. En effet, le bébé était mort alors qu'il avait environ une semaine, ce qui avait privé la mère des événements qui auraient nécessité qu'elle retienne la date de naissance de l'enfant (ou tente de la découvrir)<sup>2512</sup>.

1021. La Chambre juge également convaincante la déposition de MKA disant que des militaires l'avaient violée à la fin du mois d'avril et au début de mai 1994, lorsqu'on la compare aux autres dépositions attestant la commission de tels actes à l'hôpital universitaire de Butare pendant le génocide. Le mode opératoire des militaires parcourant l'hôpital, exigeant la présentation des cartes d'identité et violant les Tutsies ou les femmes considérées comme telles est confirmé par les récits d'autres témoins<sup>2513</sup>. La Chambre est convaincue au-delà de tout doute raisonnable que MKA avait été violée à plusieurs reprises et a subi en conséquence une atteinte grave à son intégrité physique et mentale<sup>2514</sup>.

1022. Passant à l'identification des auteurs par MKA, la Chambre relève que celle-ci n'a pas impliqué Nizeyimana directement dans ces agressions. En effet, alors qu'elle avait incriminé les militaires de l'ESO dans l'enlèvement les 21 et 22 avril 1994 des Tutsis réfugiés à l'hôpital universitaire de Butare<sup>2515</sup>, elle a émis des réserves quant à sa capacité de faire la distinction entre les différents militaires, y compris ceux qui les avaient violées, elle et d'autres femmes<sup>2516</sup>.

<sup>2511</sup> Voir *ibid.* (p. 7), MKA (elle avait, d'après ses estimations, accouché « vers la fin du mois d'avril », mais n'en était pas certaine) ; p. 33 (elle confirme qu'elle avait dans un premier temps dit que selon ses souvenirs, elle avait accouché « à la fin du mois d'avril ») ; p. 33 (confrontée à sa déclaration dans laquelle elle disait qu'elle avait accouché vers le 10 mai 1994, elle a expliqué qu'il s'agissait d'une estimation et qu'elle se rappelait simplement que l'accouchement avait eu lieu dans la matinée).

<sup>2512</sup> *Ibid.* (p. 9 et 10), MKA.

<sup>2513</sup> Chap. II, points 9.2 et 9.3 [1027 à 1038].

<sup>2514</sup> En tirant cette conclusion, la Chambre est consciente du fait que ZW, une Tutsie qui avait aussi séjourné dans le pavillon de la maternité à l'hôpital universitaire de Butare, n'a pas dit qu'elle avait été violée. En l'occurrence, elle semble avoir séjourné dans une autre chambre que MKA, la chambre de ZW n'ayant que deux lits. CRA, 9 février 2011, p. 72, ZW.

<sup>2515</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 4 et 5) témoin à charge MKA. En particulier, selon les témoins Basesayabo et Nsabimana, l'ESO n'était pas visible du pavillon de la maternité. CRA, 9 mai 2011 (p. 19), témoin à décharge Basesayabo ; et CRA, 18 mai 2011 (p. 71), témoin à décharge Nsabimana.

<sup>2516</sup> Interrogée au sujet des militaires qui l'avaient violée la première fois : CRA, 21 février 2011 (p. 8), MKA (« Je ne pouvais pas distinguer les différentes tenues des militaires selon leur camp. Pour moi, tous les militaires portaient [...] le même uniforme »). Relativement au second viol : *ibid.* (p. 9), MKA (décrivant le militaire par son âge

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Sa description de la tenue que portaient les militaires qui l'avaient violée ne démontre pas nécessairement qu'ils venaient du camp de l'ESO<sup>2517</sup>.

1023. De même, lorsqu'elle a dit que le militaire était jeune, elle a estimé qu'il devait être âgé de 26 ou 27 ans. La Chambre estime que la jeunesse relative des militaires de l'ESO est une base crédible pour les distinguer du personnel militaire venant d'autres camps. Cependant, « jeune » au sens du dossier en l'espèce signifie l'âge qu'on a peu après la fin des études primaires<sup>2518</sup>. Un militaire qui approche la trentaine ne correspond pas nécessairement à cette description.

1024. En effet, en ce qui concerne le troisième viol, MKA a dit à la barre que le militaire qui en était l'auteur était le même que celui du premier viol<sup>2519</sup>. Cependant, dans sa déclaration faite en août 2010 aux enquêteurs du Tribunal, elle avait dit sa conviction que les personnes qui avaient violé d'autres femmes et elle-même la troisième fois étaient les « mêmes militaires », mais qu'elle ne pouvait pas les « voir et [ne pouvait] pas confirmer s'ils étaient des soldats »<sup>2520</sup>. Elle a laissé entendre qu'il s'agissait d'une erreur et qu'elle était certaine d'avoir constaté que le chef était un militaire et qu'il était accompagné de ses collègues, militaires eux aussi<sup>2521</sup>.

1025. La Chambre estime que la déposition de MKA reflète l'ambiguïté qui existe quant à l'identité des auteurs des viols dont elle a fait état. Elle ne possédait pas de connaissances militaires et n'était pas de la région, ce qui amène à s'interroger davantage sur sa capacité d'identifier les militaires de l'ESO. En outre, les circonstances dans lesquelles les violences sexuelles avaient été commises – extinction de la lumière (dans deux des trois cas) et couvertures jetées sur les femmes (dans un autre cas) – ont naturellement eu pour conséquence la difficulté à obtenir une identification digne de foi.

---

approximatif, l'uniforme et autres accessoires vestimentaires militaires), p. 10 (disant n'avoir jamais vu ce militaire avant).

<sup>2517</sup> Pour un examen des uniformes portés par les militaires à Butare en 1994, voir chap. II, point I.

<sup>2518</sup> Voir, par exemple, CRA, 20 septembre 2011 (p. 4 et 5, et 29), témoin à décharge KEN06 (était entrée à l'ESO nouvelle formule en 1989 à l'âge de 13 ans) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 78 et 79), témoin à charge AZD (disant que les militaires de l'ESO se distinguaient de ceux du camp de Ngoma par leur âge, et que les cadets les plus âgés de la première promotion avaient entre 15 et 17 ans) ; CRA, 18 mai 2011 (p. 71), témoin à décharge Nsabimana (s'agissant des militaires de l'ESO, « on les reconnaissait surtout par leur plus jeune âge »). En effet, la nouvelle formule permettait aux jeunes d'être admis comme cadets à l'ESO à la fin de leurs études primaires. Voir, par exemple, CRA, 24 janvier 2011 (p. 61), témoin à charge ZAK ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 4), témoin à charge ZAW ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 70), témoin à charge AZD ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 74), témoin à charge YAA ; CRA, 9 mai 2011 (p. 26), témoin à décharge Basesayabo ; CRA, 30 Mai 2011 (p. 65 (huis clos)), témoin à décharge OUV03 (faisant la distinction entre les cadets nouvelle formule et les autres cadets de l'ESO qui étaient admis après avoir achevé trois années d'enseignement secondaire).

<sup>2519</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 12), MKA.

<sup>2520</sup> Ibid. (p. 32 et 33), MKA.

<sup>2521</sup> Ibid. (p. 33), MKA.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1026. La Chambre tient compte des dépositions disant, par exemple, que les militaires de l'ESO avaient appris que d'autres militaires étaient impliqués dans des viols commis à Butare<sup>2522</sup>. En l'occurrence, ce témoignage-ci est de seconde main et n'établit pas l'implication de militaires de l'ESO dans les viols qui avaient été commis à l'hôpital universitaire de Butare. Elle estime aussi que des actes de violence dont les Tutsis avaient été victimes audit l'hôpital avaient été commis par des militaires de l'ESO<sup>2523</sup>. Cependant, il appert également des dépositions que les éléments de la Garde présidentielle arrivés dans le dernier tiers du mois d'avril 1994 avaient, eux aussi, pris les Tutsis pour cible à l'hôpital<sup>2524</sup>.

1027. En l'absence d'éléments de preuve crédibles établissant l'identité des auteurs des viols dont MKA avait été victime, plusieurs conclusions raisonnables peuvent être tirées à cet égard. Dans ces conclusions, la Chambre ne peut déterminer si l'accusé a participé de façon significative ou substantielle à la commission desdits viols. L'ambiguïté quant à l'identité des militaires amène à se demander si Nizeyimana exerçait un contrôle effectif sur eux<sup>2525</sup>. Elle crée un doute sur le point de savoir s'il savait ou aurait dû savoir que ces viols allaient être commis. Ces allégations sont [donc] rejetées.

## 9.2 Viols commis sur la personne de ZBL

### *Introduction*

1028. Selon l'acte d'accusation, du 6 avril au 17 juillet 1994, des militaires des FAR, de l'ESO, du camp de Ngoma ainsi que d'autres, agissant sur l'ordre de Nizeyimana ou à son instigation, ont violé des femmes tutsies à l'hôpital universitaire de Butare et à d'autres endroits. De manière plus particulière, vers la fin de mai, ZBL avait été violée par deux militaires dans une salle de l'hôpital où elle avait été gardée pendant trois jours, et avait ensuite été violée derrière l'hôpital par un *Interahamwe*, en présence d'une autre femme qui avait aussi été violée avant d'être tuée.

<sup>2522</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 21), BDE (avait appris d'un cadet de l'ESO non identifié que des femmes se trouvaient à l'hôtel Ibis et à l'hôtel Faucon et qu'il avait eu des rapports sexuels avec une femme à l'hôtel Faucon ; quiconque voulait avoir des rapports sexuels avec ces femmes pouvait le faire et tous ceux qui se rendaient à ces hôtels savaient ce qui s'y passait) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 2 et 3), AZD (avait entendu de jeunes élèves militaires revenant d'opérations liées au génocide qui « chantaient » qu'ils avaient violé « de belles femmes tutsies » désignées par l'appellation d'*Ibizungerezi* ; d'après le témoin, aucune sanction n'avait été prise à l'encontre des auteurs de ces actes).

<sup>2523</sup> Chap. II, point 8.2.

<sup>2524</sup> Chap. II, point 8.1

<sup>2525</sup> Jugement *Bizimungu*, par. 1881 (la responsabilité du supérieur hiérarchique ne peut pas être retenue pour des crimes non précisés dont les auteurs demeurent inconnus, leur caractère général ne permettant pas d'établir l'existence d'une relation de subordination) ; Jugement *Brđanin*, par. 371 (« En raison du manque d'éléments de preuve précis, il n'est pas possible de déterminer s'il existait une relation de subordination entre l'Accusé et des civils serbes de Bosnie armés ou des personnes inconnues »).



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

ZBL a déposé à cet égard<sup>2526</sup>. La Défense met en doute la crédibilité du témoin et fait état d'un risque de collusion, et de dépositions antérieures contradictoires<sup>2527</sup>.

### *Dépositions*

#### Témoin à charge ZBL

1029. ZBL, d'ethnie tutsie, vivait en 1994 dans la commune de Huye (préfecture de Butare)<sup>2528</sup>. Elle était partie de chez elle pour se rendre à l'hôpital universitaire de Butare à une date indéterminée au mois d'avril<sup>2529</sup>. Elle y était restée au chevet de sa fille blessée jusqu'en juillet lorsque les *Inkotanyi* s'étaient emparés de Butare<sup>2530</sup>.

1030. Un soir, en mai ou en juin 1994, deux militaires de l'ESO avaient enlevé ZBL au pavillon de chirurgie<sup>2531</sup>. L'un d'entre eux appelait l'autre « Pilote »<sup>2532</sup>. ZBL, qui était aisément identifiable comme étant une Tutsie, avait été amenée à une construction qui servait d'abri aux gardes et d'étable pour le bétail et qui se trouvait « en contrebas du dispensaire [de l'hôpital] »<sup>2533</sup>. Arrivés sur les lieux, l'un des militaires était parti pendant que le second violait ZBL<sup>2534</sup>. Elle était restée là pendant toute la nuit ; le lendemain, l'autre militaire était revenu et l'avait violée ce soir-là<sup>2535</sup>. Le lendemain, alors qu'elle se trouvait « entre la vie et la mort », les militaires lui avaient dit qu'ils savaient où la trouver et l'avaient ramenée auprès de sa fille au pavillon de chirurgie<sup>2536</sup>.

### *Délibérations*

1031. Le Procureur s'appuie sur la déposition de ZBL pour ce qui est du paragraphe 31 iv) de l'acte d'accusation. La Défense a soulevé, relativement à cette déposition, plusieurs objections qui seront examinées à tour de rôle.

<sup>2526</sup> Acte d'accusation, par. 31 et 31 iv) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 222 à 224 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 15 et 72 (réquisitions).

<sup>2527</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 397, et 451 à 454 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 40, et 53 à 55 (plaidoiries).

<sup>2528</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 27 et 28 (huis clos)), ZBL ; pièce à conviction P23 (fiche de renseignements personnels de ZBL).

<sup>2529</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 31 à 34), ZBL.

<sup>2530</sup> Ibid. (p. 35), ZBL.

<sup>2531</sup> Ibid. (p. 39 et 52), ZBL.

<sup>2532</sup> Ibid. (p. 40), ZBL.

<sup>2533</sup> Ibid. (p. 40 et 42), ZBL.

<sup>2534</sup> Ibid. (p. 39 et 40), ZBL.

<sup>2535</sup> Ibid. (p. 40 et 41), ZBL.

<sup>2536</sup> Ibid. (p. 41), ZBL.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1032. La Défense soutient, sans apporter la moindre preuve d'une « préparation » du témoin avant sa déposition, que ZBL, ancien membre d'ABASA, pourrait être de connivence avec d'autres témoins à charge membres de ladite association<sup>2537</sup>. ZBL était membre d'ABASA, mais en avait par la suite été exclue<sup>2538</sup>. Elle a dit à la barre qu'elle savait que DCO en était membre mais qu'elle avait, elle aussi, été exclue<sup>2539</sup>. Elle a aussi identifié ZW et FAX comme étant des membres de ladite association<sup>2540</sup>.

1033. Il appert des dépositions que les membres d'ABASA échangeaient leurs expériences, ce qui a été confirmé par ZBL<sup>2541</sup>. La Chambre note que DCO, qui avait aussi déposé relativement aux viols commis à l'hôpital universitaire de Butare, en était également membre<sup>2542</sup>. Cependant, une évaluation de leurs dépositions ne fait pas apparaître des similitudes qui laisseraient raisonnablement penser qu'il y a eu collusion entre elles ou qu'elles ont fabriqué de toutes pièces des preuves pour incriminer Nizeyimana. Aucune n'a fait de témoignage précis qui étaye directement (et, chose plus importante encore, de façon discutable) le témoignage de l'autre. Au contraire, leurs récits portant sur des Tutsies identifiées comme telles par des militaires et violées sont étayés indirectement mais puissamment par d'autres témoignages, dont celui de MKA qui n'était pas membre d'ABASA<sup>2543</sup>. La Chambre ne considère pas que l'appartenance antérieure de ZBL à ladite association altère sa déposition ou rend sa relation peu crédible ou partielle.

1034. En effet, la Chambre estime que la relation de ZBL disant que les militaires l'avaient enlevée et violée en mai ou juin 1994 est convaincante lorsqu'on l'examine à la lumière des autres éléments de preuve attestant la commission à l'époque considérée de tels actes à l'hôpital universitaire de Butare<sup>2544</sup>. Elle ne doute pas les militaires avaient choisi ZBL en raison de son appartenance à l'ethnie tutsie et l'avaient violée tout au long de deux ou trois jours. Comme cela ressort de son témoignage, ces viols ont porté gravement atteinte à son intégrité physique et mentale. À cet égard, la Chambre estime que l'incapacité du témoin de se souvenir de la date exacte ne met pas en doute le fait que des militaires l'avaient violée pendant le génocide.

1035. En ce qui concerne l'identité des auteurs desdits viols, ZBL a dit qu'il s'agissait de militaires de l'ESO, et elle avait remarqué que l'un des deux était appelé « Pilote »<sup>2545</sup>. Elle s'était dit qu'ils venaient de l'ESO pour la bonne raison « que le camp militaire de l'ESO se

<sup>2537</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 454.

<sup>2538</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 44 (huis clos)), ZBL.

<sup>2539</sup> Ibid. (p. 45 (huis clos)), ZBL.

<sup>2540</sup> Id.

<sup>2541</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 48 (huis clos)), ZBL. Voir aussi CRA, 17 février 2011 (p. 69 (huis clos)), BUQ ; CRA, 17 février 2011 (p. 34 (huis clos)), FAX ; CRA, 10 février 2011 (p. 71 (huis clos)), DCO.

<sup>2542</sup> Voir chap. II, point 9.3 [II.1038].

<sup>2543</sup> Voir chap. II, point 9.1.

<sup>2544</sup> Voir chap. II, points 9.1 et 9.3. [II.1038].

<sup>2545</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 39), ZBL (les militaires qui l'avaient enlevée « venaient de l'ESO »), p. 40 (l'un des deux militaires était appelé « Pilote »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

trouvait non loin de l'hôpital »<sup>2546</sup>. Fait à noter, la Défense a mis le témoin en face de sa déposition en l'affaire *Rwamakuba*, où elle avait dit que la Ministre Pauline Nyiramasuhuko envoyait la Garde présidentielle pour enlever les malades à l'hôpital<sup>2547</sup>. Elle a reconnu qu'elle avait pu tenir ces propos parce que, selon elle, « les militaires venaient tous d'un même camp » et que « Nyiramasuhuko et les militaires de l'ESO participaient [...] à un même plan »<sup>2548</sup>.

1036. La Chambre émet des réserves par rapport aux affirmations de ZBL disant à la barre que les auteurs des viols dont elle avait été victime étaient des militaires de l'ESO. On ne trouve dans sa déposition aucun des traits caractéristiques permettant de dire qu'ils venaient de l'ESO, et les contradictions alléguées relativement à sa déposition antérieure en l'affaire *Rwamakuba* soulèvent également des doutes<sup>2549</sup>. En effet, la Chambre note que ZBL venait de la commune de Huye (et non pas de Butare-Ville). Le fait qu'elle n'était pas de la région, allié à l'absence d'éléments de preuve décisifs expliquant pourquoi elle pouvait distinguer les militaires de l'ESO de ceux de la Garde présidentielle, du camp de Ngoma, voire des gendarmes, autorise à s'interroger plus avant sur l'exactitude de l'identification des assaillants.

1037. La Chambre a déjà estimé que les témoignages de militaires de l'ESO disant que leurs collègues avaient commis des viols ailleurs à Butare n'établissaient pas que les militaires qui avaient perpétré des viols à l'hôpital universitaire de Butare venaient de l'ESO<sup>2550</sup>. Certes, des témoignages directs attestant la commission de viols par des militaires à l'hôpital universitaire de Butare, tout comme des dépositions par ouï-dire selon lesquelles des militaires de l'ESO commettaient des viols généralement à Butare, permettent raisonnablement de penser que des militaires de l'ESO avaient violé des Tutsies à l'hôpital universitaire de Butare, mais il ne s'agit pas de la seule conclusion raisonnable. En effet, il ressort de dépositions dont il est raisonnable d'affirmer qu'elles sont fiables que des éléments de la Garde présidentielle avaient, eux aussi, commis des actes de violence de même nature sur des Tutsies audit hôpital à partir d'avril 1994<sup>2551</sup>. Dans ces conditions, les éléments versés au dossier n'indiquent pas clairement l'identité des militaires qui avaient violé ZBL.

1038. En outre, l'incapacité du témoin de se rappeler la date exacte des viols dont elle avait été victime ne jette pas le doute sur la réalité de ces viols, mais soulève d'autres questions quant à l'implication de Nizeyimana. Il n'existe aucune preuve directe attestant que l'accusé avait donné l'ordre de commettre ces viols ou que ceux-ci avaient été commis à son instigation. En

<sup>2546</sup> Ibid. (p. 50), ZBL. Voir aussi p. 36 (ZBL a dit d'une façon générale que les militaires, qui venaient à l'hôpital identifiaient les Tutsies, les tuaient et les violaient. Ces militaires appartenaient à l'ESO « parce que le camp militaire de l'ESO se trouvait non loin de l'hôpital »).

<sup>2547</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 51), ZBL.

<sup>2548</sup> Id.

<sup>2549</sup> Les comptes rendus des audiences où ZBL avait déposé en l'affaire *Rwamakuba* n'avaient pas été admis en preuve, mais le Procureur ne s'était pas opposé à leur présentation par la Défense.

<sup>2550</sup> Voir chap. II, point 9.1.

<sup>2551</sup> Voir chap. II, point 8.1.

l'occurrence, il a fourni un alibi qui fait naître la possibilité raisonnable qu'il ait été nommé à la tête d'un camp d'instruction militaire à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro) vers la fin d'avril 1994<sup>2552</sup>. Certes, la Chambre n'est pas convaincue que cet alibi ouvre la possibilité raisonnable que Nizeyimana ne soit revenu à Butare-ville qu'une seule fois après cette date, mais il n'existe aucun élément de preuve établissant sa participation significative ou substantielle à ces crimes. L'ambiguïté quant à l'identité des militaires crée un doute sur le point de savoir si Nizeyimana exerçait un contrôle effectif sur eux<sup>2553</sup>. Elle crée également un doute sur le point de savoir s'il était ou aurait dû être au courant de ces viols. C'est pourquoi Nizeyimana ne peut pas avoir engagé sa responsabilité à raison de ceux-ci.

### 9.3 Viols commis sur la personne de DCO

#### *Introduction*

1039. Selon l'acte d'accusation, entre mai et juillet 1994, des militaires servant au sein des FAR, à l'ESO et au camp de Ngoma, agissant dans la région opérationnelle et se trouvant sous le commandement et l'autorité de Nizeyimana, avaient violé DCO et d'autres Tutsies à l'hôpital universitaire de Butare. En particulier, un militaire avait violé DCO en mai près de l'hôpital et à proximité d'un charnier. Trois femmes et elle-même avaient également été violées en juin par quatre militaires derrière la maternité. Enfin, DCO avait été violée en juillet par un militaire des FAR. DCO a déposé à cet égard<sup>2554</sup>.

1040. La Défense conteste la crédibilité de DCO, en faisant valoir des incohérences internes et des contradictions par rapport à d'autres dépositions. Elle s'interroge en outre sur la capacité du témoin d'identifier les militaires de l'ESO et met en garde contre le risque de collusion avec d'autres témoins à charge<sup>2555</sup>.

#### *Dépositions*

##### Témoin à charge DCO

1041. DCO, d'ethnie tutsie, était restée au pavillon de pédiatrie de l'hôpital universitaire de Butare au chevet de son enfant malade du 29 février jusqu'à une date non précisée en juillet

<sup>2552</sup> Voir chap. II, point 13.3.

<sup>2553</sup> Jugement *Bizimungu*, par. 1881 (la responsabilité du supérieur hiérarchique ne peut pas être retenue pour des crimes non précisés dont les auteurs demeurent inconnus, leur caractère général ne permettant pas d'établir l'existence d'une relation de subordination) ; jugement *Brđanin*, par. 371 (« En raison du manque d'éléments de preuve précis, il n'est pas possible de déterminer s'il existait une relation de subordination entre l'accusé et des civils serbes de Bosnie armés ou des personnes inconnues »).

<sup>2554</sup> Acte d'accusation, par. 35, ainsi que 35 ii), iii) et iv) ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 198, 215 et 225 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 15 et 72 (réquisitions).

<sup>2555</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 444 à 447 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 53 à 55 (plaidoiries).

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1994<sup>2556</sup>. Elle a dit à la barre qu'en mai, à une date indéterminée, après que de nombreux Tutsis avaient déjà fait l'objet d'enlèvement à l'hôpital, trois militaires s'étaient présentés au pavillon de pédiatrie et lui avaient dit d'exhiber sa carte d'identité<sup>2557</sup>. Elle n'en avait pas et ils l'avaient enlevée<sup>2558</sup>. Ils l'avaient traitée d'*Inyenzi* et frappée avec les crosses de leurs fusils, avant de l'emmener derrière l'hôpital dans un endroit couvert de broussailles entre la cuisine de l'hôpital et l'ESO<sup>2559</sup>. Elle y avait été violée<sup>2560</sup>.

1042. Elle avait été violée une deuxième fois vers le 20 juin 1994<sup>2561</sup>. En l'occurrence, elle s'était rendue dans une petite maison construite dans un bois en contrebas du pavillon de la maternité<sup>2562</sup>. Elle y avait retrouvé une femme originaire de Nyaruguru qui avait été blessée à l'arme blanche<sup>2563</sup>. Alors qu'elle lavait les vêtements de celle-ci, des militaires étaient arrivés<sup>2564</sup>. L'un d'eux, qui portait un fusil, l'avait « emmenée », tandis que l'autre femme était conduite à l'ESO<sup>2565</sup>. Le témoin ne l'avait plus jamais revue<sup>2566</sup>.

1043. En juillet 1994, « après la prise du pays par les *Inkotanyi* », le témoin et d'autres s'étaient enfuis de l'hôpital<sup>2567</sup>. Cependant, les *Interahamwe*, « sur les ordres » ou « sous la supervision » des militaires avaient violé le témoin et d'autres femmes<sup>2568</sup>. Les *Interahamwe* suivaient une formation militaire depuis mai 1994 dans un champ situé en contrebas de la cuisine de l'hôpital<sup>2569</sup>.

#### Délibérations

1044. Le Procureur s'appuie sur le témoignage de DCO pour établir les paragraphes 35, 35 ii), 35 iii) et 35 iv) de l'acte d'accusation. La Défense met en doute la crédibilité du témoin en raison de ses liens avec ABASA, un groupe de soutien aux victimes de viols rescapées. Elle note que d'autres témoins à charge sont membres du même groupe, ce qui autorise à s'interroger sur le risque de collusion<sup>2570</sup>.

<sup>2556</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 55), DCO ; pièce à conviction P24 (fiche de renseignements personnels de DCO).

<sup>2557</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 57, et 61 et 62), DCO.

<sup>2558</sup> Ibid. (p. 57 et 61), DCO.

<sup>2559</sup> Ibid. (p. 61 et 62), DCO. Elle a par la suite décrit cet endroit comme étant « en contrebas de la cuisine ». Ibid., p. 72.

<sup>2560</sup> Ibid. (p. 62), DCO.

<sup>2561</sup> Ibid. (p. 63), DCO.

<sup>2562</sup> Ibid. (p. 64), DCO.

<sup>2563</sup> Ibid. (p. 63), DCO.

<sup>2564</sup> Id.

<sup>2565</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 63 et 64), DCO.

<sup>2566</sup> Ibid. (p. 63), DCO.

<sup>2567</sup> Ibid. (p. 64), DCO.

<sup>2568</sup> Id.

<sup>2569</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 64, et 74), DCO.

<sup>2570</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 447.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1045. Il appert de dépositions que les membres d'ABASA échangeaient leurs expériences entre eux et avec des experts conseils<sup>2571</sup>. Le témoin appartenait aussi à ce groupe et a dit que ZW, BUQ et FAX en faisaient également partie<sup>2572</sup>.

1046. Cependant, rien dans la déposition de DCO ne porte à croire qu'elle a été fabriquée de toutes pièces ni que DCO avait suivi une préparation donnée par un autre membre d'ABASA. Aucun autre élément de preuve ne donne raisonnablement à penser que DCO a adopté ce type de comportement. En effet, ZBL, également membre d'ABASA, a déposé au sujet des viols commis à l'hôpital universitaire de Butare et a dit qu'elle connaissait DCO, mais rien n'indique qu'elles aient pu être de connivence ou qu'elles aient fabriqué des témoignages. Selon la Chambre, le fait que DCO était membre d'ABASA ne suffit pas raisonnablement à rendre son témoignage douteux ou partial à l'égard de l'accusé<sup>2573</sup>.

1047. En ce qui concerne la valeur probante du témoignage de DCO, de nombreux éléments de preuve indirects étayaient ses affirmations faisant état de contrôles d'identité effectués par des militaires à l'hôpital universitaire de Butare, ainsi que d'enlèvement et de viols de Tutsies<sup>2574</sup>. D'autres éléments de preuve établissent que certains militaires de l'ESO se livraient à des actes de violence à l'égard des Tutsis à l'hôpital universitaire de Butare<sup>2575</sup>.

1048. Cependant, pour ce qui est des allégations contenues dans l'acte d'accusation, la relation de DCO est brève et relativement peu détaillée. Il n'en ressort pas que Nizeyimana était impliqué directement dans les attaques. La façon dont DCO décrit les viols qu'elle a subis de la part des militaires n'établit pas avec le degré de certitude requis que ceux-ci venaient de l'ESO, en particulier à la lumière de ses propres dires relatifs à la présence à Butare des militaires du camp de Ngoma et de la Garde présidentielle<sup>2576</sup>. En outre, le témoin a dit à la barre que la deuxième fois [qu'elle avait été violée], lorsqu'une femme et elle avaient été abordées en contrebas du pavillon de la maternité, l'autre femme avait été emmenée à l'ESO. Cependant, contrairement à ses affirmations, il n'est pas sûr que le camp de l'ESO était visible de l'endroit où elle se trouvait<sup>2577</sup>.

<sup>2571</sup> CRA, 17 février 2011 (p. 69 (huis clos)), BUQ ; *ibid.* (p. 34 (huis clos)), FAX ; CRA, 10 février 2011 (p. 70 et 71 (huis clos)), DCO.

<sup>2572</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 70 et 71 (huis clos)), DCO. Comme indiqué ailleurs dans le présent jugement, BUQ et FAX ont confirmé qu'elles étaient membres dudit groupe et qu'elles se connaissaient. Chap. II, point 1.

<sup>2573</sup> Voir aussi chap. II, point 1 (aboutit à la même conclusion pour ce qui est de BUQ).

<sup>2574</sup> Voir chap. II, point 9.1.[II.1027] et II, point 9.2.

<sup>2575</sup> Voir chap. II, point 8.2.

<sup>2576</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 73), DCO. La Chambre note que DCO a dit, ailleurs, que les militaires de l'ESO avaient été les premiers à commettre des meurtres. *Ibid.*, p. 59.

<sup>2577</sup> Les témoins Basesayabo et Nsabimana ont dit que l'ESO n'était visible ni du pavillon de la maternité ni de la cuisine. CRA, 9 mai 2011 (p. 19), témoin Basesayabo ; CRA, 18 mai 2011 (p. 70 et 71), témoin Nsabimana. Voir aussi CRA, 14 juin 2011 (p. 12 à 15), témoin Hahirwa ; pièce à conviction D67A (photo aérienne de l'hôpital universitaire de Butare). Le témoin Hahirwa a reconnu l'authenticité d'une photo prise par les forces de sécurité canadiennes et, en identifiant les bâtiments qui y figurent, il a démontré que le pavillon de la maternité et la cantine

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1049. En outre, alors qu'elle a dit d'une façon générale à la barre que les *Interahamwe* qui l'avaient violée agissaient « sur ordre » et « sous la supervision » des militaires, il ne ressort pas de sa déposition qu'elle avait vu des militaires donner l'ordre de la violer ni que des militaires avaient nécessairement assisté à ce viol<sup>2578</sup>. Elle n'a pas dit que les militaires venaient de l'ESO, bien qu'on puisse le déduire de ses affirmations disant que l'entraînement [des militaires] se déroulait à proximité de l'école militaire.

1050. La Chambre estime que les ambiguïtés relevées dans la relation de DCO n'affectent pas nécessairement sa crédibilité. Il s'agit d'événements traumatisants qui avaient eu lieu plusieurs années auparavant. Cela étant, son témoignage n'établit pas au-delà de tout raisonnable une quelconque implication de l'accusé dans les actes incriminés.

1051. Comme indiqué plus haut, Nizeyimana a fourni un alibi qui permet raisonnablement de penser qu'il avait été nommé à la tête d'un camp d'instruction militaire à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro) vers la fin d'avril 1994<sup>2579</sup>. La Chambre n'est pas convaincue que cet alibi permet raisonnablement de penser que Nizeyimana n'était revenu à Butare qu'une seule fois, mais aucun témoignage n'a établi son implication dans les actes décrits par DCO. Cela jette le doute sur une participation significative ou substantielle de l'accusé à ces crimes. L'ambiguïté quant à l'identité des militaires (ou des miliciens) crée un doute sur le point de savoir si Nizeyimana exerçait un contrôle effectif sur eux<sup>2580</sup>. Elle crée également un doute sur le point de savoir s'il était ou aurait dû être au courant de ces viols. C'est pourquoi, l'accusé ne peut pas avoir engagé sa responsabilité à raison de ces crimes.

## 10. MEURTRES COMMIS AU GROUPE SCOLAIRE, FIN AVRIL 1994

### *Introduction*

1052. Selon l'acte d'accusation, vers le 21 avril 1994, Nizeyimana avait autorisé des militaires appartenant aux FAR, à l'ESO, au camp de Ngoma et à celui de la gendarmerie de Butare, ainsi que des *Interahamwe* à identifier et à tuer les civils tutsis qui avaient trouvé refuge au Groupe scolaire, avait ordonné à ces militaires et miliciens de commettre ces crimes ou les avait incités à ce faire. En conséquence, des militaires et des *Interahamwe* avaient fait usage de la force pour

---

étaient dans la direction opposée à celle de l'ESO, qu'une bonne distance les séparait, et qu'il y avait des bâtiments entre les deux). Le bois situé en contrebas du pavillon de la maternité étant encore plus éloigné du camp militaire, les affirmations de DCO disant qu'elle pouvait voir la femme qu'on emmenait à l'ESO manquent de crédibilité.

<sup>2578</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 63 et 64), DCO.

<sup>2579</sup> Voir chap. II, point 13.3.

<sup>2580</sup> Jugement *Bizimungu*, par. 1881 (la responsabilité du supérieur hiérarchique ne peut pas être retenue pour des crimes non précisés dont les auteurs demeurent inconnus, leur caractère général ne permettant pas d'établir l'existence d'une relation de subordination) ; jugement *Brđanin*, par. 371 (« En raison du manque d'éléments de preuve précis, il n'est pas possible de déterminer s'il existait une relation de subordination entre l'accusé et des civils serbes de Bosnie armés ou des personnes inconnues »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

enlever environ 14 civils identifiés comme étant des Tutsis afin de les tuer. Cependant, après leur avoir extorqué de l'argent en échange de leur vie, les 14 victimes avaient toutes été ramenées vivantes, à l'exception de l'une d'elles, un enfant prénommé Jean Luc. Le Procureur s'appuie sur TQ, ZBH, AJP, BDE et BUR<sup>2581</sup>.

1053. Il est en outre allégué dans l'acte d'accusation que le 29 avril 1994 ou vers cette date, Nizeyimana, avait autorisé des militaires des FAR, de l'ESO, du camp de Ngoma et de celui de la gendarmerie de Butare, ainsi que des *Interahamwe* à tuer les civils tutsis qui avaient trouvé refuge au Groupe scolaire, avait ordonné à ces militaires et miliciens de commettre ces crimes ou les avait incités à ce faire. En conséquence, des militaires, des *Interahamwe* et des civils armés avaient fait usage de la force pour enlever des locaux du Groupe Scolaire une centaine de civils identifiés comme étant des Tutsis et les avaient tués dans la vallée de Rwasave située non loin de là. Le Procureur s'appuie sur TQ, ZBH, BUR et AJP<sup>2582</sup>.

1054. La Défense soutient que le Procureur n'a produit aucune preuve reliant son client à la première attaque, qui avait eu lieu le 21 avril 1994, et que Nizeyimana avait déjà été muté à Mata pendant la seconde attaque, qui s'était déroulée le 29 avril. Elle s'appuie sur les dépositions de BNN07 et OUV03<sup>2583</sup>.

### *Dépositions*

#### Témoin à charge TQ

1055. TQ, d'ethnie hutue, était un volontaire de la Croix-Rouge à l'orphelinat de Kacyiru en avril 1994<sup>2584</sup>. Il s'était enfui de Kigali et s'était réfugié au Groupe scolaire le 12 avril avec environ 300 à 400 personnes, dont 25 orphelins et des membres du personnel de la Croix-Rouge<sup>2585</sup>. Il y était resté du 12 avril au 5 ou 6 juin, lorsque la Croix-Rouge avait évacué au Burundi les derniers réfugiés encore présents au Groupe scolaire<sup>2586</sup>. À son arrivée au Groupe scolaire, le témoin avait trouvé environ 1500 personnes qui y étaient également venues chercher refuge<sup>2587</sup>.

<sup>2581</sup> Acte d'accusation, par. 16 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 237 à 240 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 25 et 27 (réquisitions).

<sup>2582</sup> Acte d'accusation, par. 17 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 232 à 236 et 241 à 253 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 25 et 26 (réquisitions).

<sup>2583</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 17, 34, 151, 163 et 164, 181, 362 à 378, et 564 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 39 et 40, 48 et 49, et 63 et 64 (plaidoiries).

<sup>2584</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 21 à 24), TQ ; pièce à conviction P12 (fiche de renseignements personnels de TQ).

<sup>2585</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 21 et 22), TQ.

<sup>2586</sup> Ibid. (p. 22), TQ.

<sup>2587</sup> Id.



1056. Outre les réfugiés, des militaires blessés se trouvaient aussi au Groupe scolaire<sup>2588</sup>. Ils avaient commencé à arriver peu de temps avant le discours du Président Sindikubwabo et vivaient dans un bâtiment séparé de celui qui était la cible des attaques<sup>2589</sup>. Le premier convoi, composé de militaires grièvement blessés, était arrivé le 16 avril 1994, accompagné d'une équipe de travailleurs sanitaires qui vivaient avec eux<sup>2590</sup>. On les avait logés avec les réfugiés, ce qui avait obligé ceux-ci à déménager dans un autre bâtiment<sup>2591</sup>. Après le mois de mai, un autre groupe de militaires blessés dont l'état de santé était un peu meilleur était arrivé<sup>2592</sup>.

1057. Deux attaques avaient été lancées contre le Groupe scolaire, l'une le 21 avril et l'autre le 29 avril 1994<sup>2593</sup>. Le 21 avril, vers 8 heures, une demi-douzaine de militaires en uniforme armés, parmi lesquels le lieutenant Mazimpaka, qui oeuvraient en collaboration avec des civils armés ou des miliciens, s'étaient présentés au Groupe scolaire<sup>2594</sup>. Une fois sur place, ils avaient rassemblé tous les réfugiés et avaient entrepris de séparer les Tutsis des autres, en se basant sur leurs caractéristiques physiques et les dénonciations<sup>2595</sup>. En effet, c'étaient les Tutsis qui étaient pris pour cible ce matin-là<sup>2596</sup>.

1058. Les militaires avaient ensuite demandé à ceux qui avaient été identifiés comme étant des Tutsis de leur donner de l'argent en échange de leur vie, ce qui fut fait par certains réfugiés, ceux qui avaient de l'argent<sup>2597</sup>. Les militaires et les miliciens avaient un intermédiaire dénommé Jean Marie Vianney Ngabonziza<sup>2598</sup>. Bien qu'ils eussent reçu de l'argent, les militaires étaient partis du Groupe scolaire en emmenant 13 ou 14 orphelins qui étaient sous la garde de la Croix-Rouge et, en outre, 50 réfugiés<sup>2599</sup>. TQ avait suivi les militaires pour tenter de négocier avec eux et les supplier de ne pas tuer les orphelins<sup>2600</sup>. Il leur avait donné de l'argent qu'il avait reçu du frère Célestin Ngendahimana, et les militaires lui avaient remis tous les enfants qui étaient sous la responsabilité de la Croix-Rouge<sup>2601</sup>. À son retour dans la soirée, les enfants lui avaient dit qu'un orphelin dénommé Jean Luc était porté disparu<sup>2602</sup>. Il avait appris par la suite que Jean-Luc avait

<sup>2588</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 43), TQ.

<sup>2589</sup> Ibid. (p. 43 et 44), TQ. Il a dit qu'une route séparait les bâtiments qui abritaient les réfugiés et celui dans lequel vivaient les militaires blessés. Ibid. (p. 44), TQ.

<sup>2590</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 44), TQ.

<sup>2591</sup> Id.

<sup>2592</sup> Id.

<sup>2593</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 29, et 44), TQ.

<sup>2594</sup> Ibid. (p. 29, 31, 43, 47 et 62), TQ. Il ne connaissait pas le nom des autres militaires qui avaient pris part à l'attaque, ni leur provenance. Ibid. (p. 31), TQ.

<sup>2595</sup> Ibid. (p. 29), TQ.

<sup>2596</sup> Id.

<sup>2597</sup> Id.

<sup>2598</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 30, et 51 et 52), TQ.

<sup>2599</sup> Ibid. (p. 30, 46 à 48, et 52 et 53), TQ.

<sup>2600</sup> Ibid. (p. 30 et 47), TQ.

<sup>2601</sup> Ibid. (p. 30, 46 à 48, 51 et 52, et 63), TQ.

<sup>2602</sup> Ibid. (p. 30, 47 et 63), TQ.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

été tué par les militaires dans une forêt près de l'université, ainsi que d'autres personnes enlevées le 21 avril 1994<sup>2603</sup>. Le corps de Jean Luc n'avait jamais été retrouvé<sup>2604</sup>.

1059. La seconde attaque lancée contre le Groupe scolaire, qui s'était produite le 29 avril 1994 vers 6 h 30, était la plus significative en termes de moyens mis en œuvre, d'organisation et de durée<sup>2605</sup>. Un groupe de plus de 50 militaires dirigés par des officiers, avec l'appui de nombreux miliciens, ainsi que de certains membres de la Croix-Rouge que l'on avait convaincus de participer au massacre, avaient pris part à l'attaque<sup>2606</sup>. Le témoin avait identifié certains miliciens, notamment Twagirayezu, Faustin Nonzima, un certain Innocent et André Bandura<sup>2607</sup>. Les membres de la Croix-Rouge qui y avaient participé étaient Kanyarukiga et Kanyamafente<sup>2608</sup>.

1060. TQ prenait son petit déjeuner lorsqu'un enfant avait crié que de nombreux militaires étaient entrés dans leur maison<sup>2609</sup>. TQ était sorti du dortoir et avait vu un grand nombre de militaires et entendu des coups de feu<sup>2610</sup>. Les militaires avaient déjà commencé à rassembler les gens sur un vaste terrain de sport<sup>2611</sup>.

1061. Il avait vu un certain nombre de militaires réunis autour du capitaine Nizeyimana et du sous-lieutenant Modeste Gatsinzi sur une portion de terrain surélevée, près d'un conteneur en face du bureau du frère Bernard, le directeur<sup>2612</sup>. Nizeyimana se trouvait à quelque 20 à 30 mètres de TQ<sup>2613</sup>. Il avait fait un geste vers les militaires et le témoin avait compris qu'il leur donnait le signal d'attaquer et de tuer les civils Tutsis qui se trouvaient au Groupe scolaire<sup>2614</sup>. Après le geste de Nizeyimana, le sous-lieutenant Gatsinzi et d'autres militaires avaient entrepris de rassembler activement les réfugiés sur le terrain<sup>2615</sup>. L'accusé était resté à l'endroit où il venait de tenir une « mini rencontre » avec deux ou trois autres militaires<sup>2616</sup>.

1062. Les militaires avaient encerclé le terrain et commencé à dépister les Tutsis en se basant sur « la vérification des pièces d'identité, [et les] traits physiques », puis ils les avaient menacés

<sup>2603</sup> Ibid. (p. 47), TQ.

<sup>2604</sup> Id.

<sup>2605</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 31 et 53), TQ.

<sup>2606</sup> Ibid. (p. 32 et 33, 43 et 53), TQ.

<sup>2607</sup> Ibid. (p. 33), TQ.

<sup>2608</sup> Id.

<sup>2609</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 31), TQ.

<sup>2610</sup> Id.

<sup>2611</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 32), TQ.

<sup>2612</sup> Ibid. (p. 33 et 34, et 55 et 56), TQ.

<sup>2613</sup> Ibid. (p. 33, et 55 et 56), TQ.

<sup>2614</sup> Ibid. (p. 34 et 35), TQ.

<sup>2615</sup> Ibid. (p. 33 et 34), TQ.

<sup>2616</sup> Ibid. (p. 34), TQ.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

avec les crosses de leurs fusils et s'étaient mis à les frapper<sup>2617</sup>. TQ avait alors pressé le frère Célestin de téléphoner au commandant de l'ESO pour l'informer de l'attaque<sup>2618</sup>. De même, il avait sollicité l'aide des militaires étant donné qu'il s'agissait d'une attaque militaire, mais avait été obligé de s'asseoir par terre comme tout le monde<sup>2619</sup>. Le frère Célestin l'avait informé que Muvunyi refusait d'intervenir au Groupe scolaire parce qu'il ne connaissait pas l'identité des assaillants<sup>2620</sup>. Le témoin avait vu, en face du terrain, des officiers en train de superviser étroitement l'attaque<sup>2621</sup>.

1063. Les militaires avaient conduit les réfugiés tutsis sélectionnés sur la véranda devant une salle de classe située près de l'entrée du Groupe scolaire et les avaient forcés à se coucher face contre terre avant de les frapper à mort<sup>2622</sup>. Le premier camion avait ensuite conduit des Tutsis à Rwasave où ils avaient été tués<sup>2623</sup>. Un grand nombre de personnes avait été tué ce jour-là<sup>2624</sup>. Selon les estimations du témoin, les victimes étaient environ 140, dont 20 enfants qui avaient été confiés à la Croix-Rouge, ainsi que 10 éducateurs portés disparus après l'attaque lancée par les militaires<sup>2625</sup>.

1064. Ils avaient plus tard cherché les corps des réfugiés, mais n'avaient pas pu les localiser<sup>2626</sup>. Il n'avait retrouvé qu'un garçon originaire de Bychungu qui était encore en vie, mais grièvement blessé<sup>2627</sup>. Ils l'avaient transporté à l'hôpital mais il était finalement mort<sup>2628</sup>.

#### Témoin à charge ZBH

1065. En avril 1994, ZBH, d'ethnie hutue, un civil, avait précédemment travaillé comme « estafette » à l'ESO en 1991 ; entre autres tâches, il y faisait lui-même la lessive et cirait les chaussures<sup>2629</sup>. Il a dit que, vers le 29 avril au soir, avec quelques militaires et des habitants des quartiers de Kabutare et de Save, ils avaient encerclé le Groupe scolaire et y avaient passé la

<sup>2617</sup> Ibid. (p. 32 et 34), TQ.

<sup>2618</sup> Ibid. (p. 32 et 59), TQ.

<sup>2619</sup> Ibid. (p. 32), TQ.

<sup>2620</sup> Ibid. (p. 58 et 59), TQ.

<sup>2621</sup> Ibid. (p. 32), TQ.

<sup>2622</sup> Id.

<sup>2623</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 32 et 55), TQ.

<sup>2624</sup> Ibid. (p. 32), TQ.

<sup>2625</sup> Ibid. (p. 35), TQ. Selon ses dires, ses estimations étaient basées sur le comptage des réfugiés pendant les repas.

<sup>2626</sup> Ibid. (p. 32), TQ.

<sup>2627</sup> Id.

<sup>2628</sup> Id.

<sup>2629</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 38), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH). Au moment où il déposait devant le Tribunal à Arusha, ZBH était incarcéré au Rwanda pour crimes de génocide. CRA, 9 février 2011 (p. 36 à 39).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

nuit<sup>2630</sup>. Le lendemain vers 6 heures, toujours selon ZBH, Nizeyimana était arrivé au Groupe scolaire en compagnie du commandant du camp de Ngoma, du lieutenant Ildéphonse Hategekimana, et d'autres militaires<sup>2631</sup>.

1066. Le groupe, qui avait passé la nuit là-bas, avait fini par investir le Groupe scolaire où se trouvaient quelque 18 orphelins et le personnel de la Croix-Rouge<sup>2632</sup>. « De toute évidence », Modeste Gatsinzi avait un mandat de perquisition, ce qui l'autorisait à perquisitionner au Groupe scolaire<sup>2633</sup>. ZBH a précisé que le frère Célestin était le responsable du Groupe scolaire<sup>2634</sup>. D'autres religieux étaient présents, à savoir Nsabimana, Théogène, Twagirayezu, Faustin Niyonzima et Sylver Bariyanga<sup>2635</sup>. Malgré la présence de Nizeyimana et du lieutenant Hategekimana, les responsables du Groupe scolaire ne les avaient pas autorisés à perquisitionner<sup>2636</sup>. Il avait fallu que le colonel Muvunyi arrive pour que le frère Célestin doive ouvrir toutes les portes<sup>2637</sup>. Nizeyimana et Hategekimana étaient présents et dirigeaient ZBH et son groupe durant la perquisition<sup>2638</sup>.

1067. ZBH et son groupe avaient fait sortir tous les réfugiés, y compris les adultes et les orphelins venus de Kigali, puis les on tués dans l'enceinte du Groupe scolaire<sup>2639</sup>. Ceux qui n'avaient pas été tués sur place avaient été transportés à Rwasave, puis y avaient été exécutés<sup>2640</sup>.

#### Témoin à charge AJP

1068. D'ethnie hutue, AJP habitait à Butare en 1994<sup>2641</sup>. Ancien cadet à l'ESO, il entretenait des rapports étroits avec Nizeyimana<sup>2642</sup>. À une date non précisée, Nizeyimana lui avait confié

<sup>2630</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 55) et 9 février 2011 (p. 2 et 3), ZBH. Le témoin a dit plus tard qu'ils avaient passé la nuit du 28 au 29 avril 1994 à monter la garde au Groupe scolaire, et non celle du 29 au 30 avril. CRA, 9 février 2011 (p. 3).

<sup>2631</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 55 et 56), ZBH.

<sup>2632</sup> Ibid. (p. 55) et CRA, 9 février 2011 (p. 3), ZBH.

<sup>2633</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 55 et 72) et 9 février 2011 (p. 2 et 3), ZBH.

<sup>2634</sup> CRA, 8 février (p. 55 et 56), ZBH. Il a commencé par dire que le frère Célestin s'était enfui, avant d'ajouter, plus tard, qu'il s'était opposé à leur entrée dans l'enceinte du Groupe scolaire.

<sup>2635</sup> Ibid. (p. 55 et 56), ZBH.

<sup>2636</sup> Ibid. (p. 56 et 72), ZBH.

<sup>2637</sup> Id.

<sup>2638</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 56), ZBH.

<sup>2639</sup> Id.

<sup>2640</sup> Id.

<sup>2641</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 85 (huis clos)) et 15 février 2011 (p. 3 à 5, 36, 67 et 68, 70 à 72 (huis clos) et 7), AJP ; pièce à conviction P28 (fiche de renseignements personnels d'AJP).

<sup>2642</sup> CRA, 14 février 2011 (p. 82 (huis clos) et 84 et 85) et 15 février 2011 (p. 3 et 4, 36 et 37, 67 et 68, 70 à 72 (huis clos) et 7), AJP.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

qu'il avait mandé les sous-lieutenants Bizimana, Gatsinzi et Ndayambaje au Groupe scolaire pour y tuer les civils<sup>2643</sup>.

#### Témoin à charge BDE

1069. BDE, d'ethnie hutue, était cadet nouvelle formule à l'ESO en avril 1994<sup>2644</sup>. À une date non précisée, elle avait appris de deux cadets, Kamujigi et Jérôme, que des militaires de l'ESO avaient perquisitionné au Groupe scolaire<sup>2645</sup>. Jérôme lui avait rapporté que les militaires qui perquisitionnaient avaient trouvé des *Inyenzi* et des documents secrets<sup>2646</sup>. Ils avaient ensuite tué les *Inyenzi*<sup>2647</sup>. Elle avait ajouté que Jérôme aurait récupéré un dictionnaire et un livre de mathématiques au Groupe scolaire<sup>2648</sup>.

#### Témoin à charge BUR

1070. Au dire du témoin BUR, d'ethnie hutue, il était sergent à l'ESO à Butare en avril 1994<sup>2649</sup>. Le 25 ou le 26 avril, alors qu'il patrouillait dans la région de Taba, il avait entendu des coups de feu nourris en provenance du Groupe scolaire<sup>2650</sup>. Il était entré dans l'enceinte du Groupe scolaire « par curiosité » et avait vu des cadavres près des salles de classe et sur le terrain de jeu de l'école<sup>2651</sup>. Il y avait également vu Nizeyimana diriger les opérations menées par la trentaine de militaires présents, ainsi que Hategekimana<sup>2652</sup>. Il y avait aussi des militaires des camps de l'ESO et de Ngoma, ainsi que des *Interahamwe*<sup>2653</sup>, ainsi que le sergent-major Iyamuremye, les adjudants-chefs Kayinamura et Ntamuhanga, Kazungu (garde du corps de Hategekimana), et bien d'autres militaires dont le témoin ne se rappelait pas le nom<sup>2654</sup>.

#### Témoin à décharge BNN07

1071. D'ethnie hutue, BNN07 était cadet à l'ESO et étudiant à l'université en avril 1994<sup>2655</sup>. Il s'était rendu à l'ESO le 28 avril au soir pour demander au sous-lieutenant Modeste Gatsinzi de l'aider à obtenir un véhicule pour transporter vers un endroit plus sûr sa fiancée et deux de ses

<sup>2643</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 25), AJP.

<sup>2644</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 9 et 10), BDE ; pièce à conviction P13 (fiche de renseignements personnels de BDE).

<sup>2645</sup> CRA, 28 février 2011 (p. 31), BDE.

<sup>2646</sup> Id.

<sup>2647</sup> Id.

<sup>2648</sup> Id. La déposition de BDE n'indique pas vraiment si Jérôme avait participé à la perquisition au Groupe scolaire.

<sup>2649</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 81), BUR ; pièce à conviction P18 (fiche de renseignements personnels de BUR).

<sup>2650</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 58), BUR.

<sup>2651</sup> Id.

<sup>2652</sup> CRA, 3 février 2011 (p. 58 et 59), BUR.

<sup>2653</sup> Ibid. (p. 58 à 60), BUR.

<sup>2654</sup> Ibid. (p. 59 et 60), BUR.

<sup>2655</sup> CRA, 6 septembre 2011 (p. 4 et 5), BNN07 ; pièce à conviction D75 (fiche de renseignements personnels de BNN07).

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

connaissances proches qui étudiaient à l'université de Butare<sup>2656</sup>. Il avait convenu avec Gatsinzi de se revoir le lendemain<sup>2657</sup>.

1072. Le matin du 29 avril 1994, le témoin était revenu à l'ESO parce que Gatsinzi avait promis de lui trouver un véhicule<sup>2658</sup>. Il avait donc vu Gatsinzi, et celui-ci lui avait dit que le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi venait de l'envoyer en mission au Groupe scolaire<sup>2659</sup>. Il avait vu entre les mains de Gatsinzi un mandat de perquisition signé par Muvunyi et qui l'autorisait à perquisitionner au Groupe scolaire<sup>2660</sup>. Ni Nizeyimana ni Hategekimana n'avait pris part aux événements survenus le 29 avril au Groupe scolaire<sup>2661</sup>.

1073. La mission confiée à Gatsinzi par Muvunyi consistait à se rendre au Groupe scolaire pour voir si des ennemis qui avaient infiltré la ville se trouvaient au Groupe scolaire et prendre le pouls de la situation à cet endroit<sup>2662</sup>. Le témoin avait accompagné Gatsinzi et son peloton, composé d'une trentaine de militaires armés au Groupe scolaire où ils étaient arrivés entre 9 heures et 9 h 30<sup>2663</sup>. Ils y avaient trouvé de nombreux *Interahamwe*, des paysans et d'autres personnes en uniforme militaire qui criaient qu'il y avait parmi eux des *Inkotanyi* et des Tutsis<sup>2664</sup>. Ils demandaient à grands cris l'aide des militaires pour se débarrasser de ces *Inyenzi*<sup>2665</sup>. Gatsinzi leur avait demandé de cesser de crier et s'était ensuite rendu chez l'économe pour l'informer de l'objet de sa mission<sup>2666</sup>.

1074. Après avoir parlé à l'économe, Gatsinzi s'était rendu dans les salles de classe pour voir qui étaient les personnes réfugiées au Groupe scolaire ; il avait dit à celles-ci de sortir pour qu'on puisse les identifier<sup>2667</sup>. BNN07 a estimé qu'il devait y avoir au Groupe scolaire près d'un millier de réfugiés, « voire davantage », qu'il fallait identifier<sup>2668</sup>. Gatsinzi a ensuite dit à ses hommes d'aligner les réfugiés sur l'aire centrale du Groupe scolaire et de leur demander d'exhiber leur carte d'identité<sup>2669</sup>. Toutes les personnes qui n'en avaient pas devaient se mettre à « un endroit »

<sup>2656</sup> BNN07 a dit à la barre que les amis de sa fiancée avaient peur parce qu'ils étaient de mère tutsie et de père hutu, et avaient les traits physiques des Tutsis. CRA, 6 septembre 2011 (p. 8), BNN07.

<sup>2657</sup> CRA, 6 septembre 2011 (p. 10), BNN07.

<sup>2658</sup> Id.

<sup>2659</sup> CRA, 6 septembre 2011 (p. 10 et 11), BNN07. Le témoin a précisé que Modeste Gatsinzi était Tutsi. CRA, 6 septembre 2011 (p. 12).

<sup>2660</sup> Ibid. (p. 11 et 26), BNN07.

<sup>2661</sup> Ibid. (p. 23 et 24, et 42 (huis clos)), BNN07.

<sup>2662</sup> Ibid. (p. 11 et 12), BNN07. Le témoin n'a pas dit comment il avait obtenu ces informations.

<sup>2663</sup> Ibid. (p. 11, 24 et 31), BNN07.

<sup>2664</sup> Ibid. (p. 11), BNN07.

<sup>2665</sup> Id.

<sup>2666</sup> CRA, 6 septembre 2011 (p. 11 et 28), BNN07.

<sup>2667</sup> Ibid. (p. 12, 26 et 29), BNN07.

<sup>2668</sup> Ibid. (p. 12 et 15), BNN07.

<sup>2669</sup> Ibid. (p. 12 et 14), BNN07.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

donné et étaient gardées sur les vérandas des salles de classe<sup>2670</sup>. Celles qui avaient leur carte d'identité, qu'il s'agisse de Hutus ou de Tutsis, retournaient là où elles se trouvaient auparavant<sup>2671</sup>. Les militaires n'empêchaient pas les gens de quitter l'enceinte du Groupe scolaire, mais personne n'avait osé partir<sup>2672</sup>.

1075. Les militaires interrogeaient les réfugiés sur leur lieu d'origine et demandaient s'ils connaissaient le Rwanda, parce que la rumeur voulait que certains des réfugiés au Groupe scolaire soient des *Inkotanyi*<sup>2673</sup>. Les réponses à ces questions permettaient de déterminer si un réfugié était un *Inkotanyi* ou non<sup>2674</sup>. BNN07 a estimé que les militaires ne posaient pas ces questions aux réfugiés dans le but d'établir leur appartenance ethnique<sup>2675</sup>. Il a ajouté qu'il n'avait pas vu les militaires frapper ou agresser des civils<sup>2676</sup>. Il a précisé n'avoir pas participé à l'identification des réfugiés, et qu'il était un « simple observateur » attendant une solution à son problème, ainsi que le véhicule que lui avait promis Gatsinzi<sup>2677</sup>.

1076. Les *Interahamwe* qui se trouvaient au Groupe scolaire voulaient participer à l'identification des réfugiés et avaient même proféré des menaces à l'encontre de certains militaires qu'ils accusaient d'être des complices<sup>2678</sup>. Suivant en cela une suggestion de Gatsinzi, certaines des personnes qui se trouvaient sur place avaient donné de l'argent aux *Interahamwe* pour les calmer<sup>2679</sup>. Selon lui, le but de Gatsinzi était de « sauver ces gens »<sup>2680</sup>.

1077. L'identification des réfugiés avait commencé le matin pour s'achever vers 17 heures<sup>2681</sup>. Un grand nombre de personnes avaient été renvoyées à l'endroit de l'école où elles se trouvaient avant le contrôle d'identité, mais environ 40 à 50 personnes qui n'avaient pas de carte d'identité étaient restées sur place<sup>2682</sup>. D'après lui, ce groupe comprenait des hommes et des femmes non armés, mais pas d'enfants<sup>2683</sup>. On leur avait dit d'attendre sur les vérandas des salles de classe<sup>2684</sup>. La majorité des réfugiés étaient des Tutsis, et très peu étaient des Hutus<sup>2685</sup>. Selon lui,

<sup>2670</sup> Ibid. (p. 13), BNN07.

<sup>2671</sup> Ibid. (p. 12, 15 et 29), BNN07.

<sup>2672</sup> Ibid. (p. 27), BNN07.

<sup>2673</sup> Ibid. (p. 14).

<sup>2674</sup> Id.

<sup>2675</sup> CRA, 6 septembre 2011 (p. 26), BNN07.

<sup>2676</sup> Ibid. (p. 36 et 37), BNN07.

<sup>2677</sup> Ibid. (p. 16 et 32 à 34), BNN07.

<sup>2678</sup> Ibid. (p. 13), BNN07.

<sup>2679</sup> Id. Gatsinzi avait vu l'économe. Celui-ci lui avait donné entre 80.000 et 100.000 francs rwandais qu'il avait remis aux *Interahamwe* pour les calmer.

<sup>2680</sup> CRA, 6 septembre 2011 (p. 13), BNN07.

<sup>2681</sup> Ibid. (p. 14 et 33), BNN07.

<sup>2682</sup> Ibid. (p. 12 à 15), BNN07.

<sup>2683</sup> Ibid. (p. 29 et 30) BNN07.

<sup>2684</sup> Ibid. (p. 13 et 29), BNN07.

<sup>2685</sup> Ibid. (p. 30), BNN07.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

les réfugiés restés sur place n'avaient pas été séparés des autres parce qu'on les soupçonnait d'être des *Inkotanyi*<sup>2686</sup>.

1078. Quand le « bruit a[vait] cessé », Gatsinzi s'était approché des religieux et leur avait demandé de faire quelque chose pour les personnes restées à l'extérieur, parce que les *Interahamwe* « savaient pertinemment que ces gens étaient toujours au Groupe scolaire »<sup>2687</sup>. Il s'était adressé aux religieux parce qu'il ne pouvait pas garantir la sécurité de ces gens<sup>2688</sup>. Il avait ensuite demandé aux 40 à 50 personnes qui n'avaient pas de carte d'identité ce qu'il pouvait faire pour elles, à quoi elles lui avaient répondu qu'elles souhaitaient être conduites à un endroit où elles seraient en sécurité<sup>2689</sup>.

1079. Gatsinzi et les religieux avaient par la suite décidé de les amener à Butare où elles avaient été enfermées dans les chambres des religieux<sup>2690</sup>. Elles avaient été transportées dans deux camionnettes appartenant à la Croix-Rouge de Belgique et conduites par des civils, les mêmes camionnettes que celles utilisées précédemment pour transporter des orphelins d'un orphelinat de Kacyiru jusqu'au Groupe scolaire<sup>2691</sup>. BNN07 ne savait pas si les militaires avaient accompagné les camionnettes lors de ce voyage<sup>2692</sup>, parce que celles-ci avaient quitté le Groupe scolaire après son départ<sup>2693</sup>. Selon le témoin, aucun civil n'avait été tué ou agressé le 29 avril au Groupe scolaire par les militaires<sup>2694</sup>.

1080. Ce soir-là, BNN07 s'était rendu au mess des officiers de l'ESO pour prendre un verre<sup>2695</sup>. Il y avait entendu dire que les 40 à 50 personnes enlevées au Groupe scolaire avaient été interceptées par des *Interahamwe* et emmenées dans une vallée à Rwasave où elles avaient été tuées<sup>2696</sup>.

<sup>2686</sup> Ibid. (p. 32), BNN07.

<sup>2687</sup> Ibid. (p. 13 et 14), BNN07.

<sup>2688</sup> Id.

<sup>2689</sup> Id.

<sup>2690</sup> CRA, 6 septembre 2011 (p. 13 et 15), BNN07.

<sup>2691</sup> Ibid. (p. 16, 30 et 32), BNN07.

<sup>2692</sup> Ibid. (p. 17), BNN07.

<sup>2693</sup> Ibid. (p. 16, 30 et 32), BNN07.

<sup>2694</sup> Ibid. (p. 27, 36, et 43 et 44), BNN07.

<sup>2695</sup> Ibid. (p. 16 et 17, et 27), BNN07.

<sup>2696</sup> Ibid. (p. 16 et 17), BNN07.



Témoin à décharge OUV03

1081. OUV03, d'ethnie hutue, était officier affecté à l'ESO en avril 1994<sup>2697</sup>. Nizeyimana l'informait de toutes ses sorties de l'ESO, notamment lorsqu'il se rendait au Groupe scolaire<sup>2698</sup>. Il ne se souvenait pas de la date à laquelle Nizeyimana était allé au Groupe scolaire<sup>2699</sup>.

*Délibérations*

1082. La Chambre commence par noter qu'à part une simple référence dans ses dernières conclusions écrites aux dépositions du témoin à charge BDE et du témoin à décharge OUV03, le Procureur n'a pas expliqué s'il s'appuyait sur ces dépositions pour l'une ou les deux attaques lancées contre le Groupe scolaire<sup>2700</sup>. Néanmoins, la Chambre a examiné lesdites dépositions et conclu qu'elles comportaient très peu de choses à l'appui de l'allégation que, le 21 ou le 29 avril 1994, Nizeyimana avait donné l'ordre à ses subordonnés de tuer des civils Tutsis au Groupe scolaire, les y avait autorisés ou les avait incités à le faire.

1083. En l'occurrence, le témoin à charge BDE avait appris de ses camarades de promotion, Kamugi et Jérôme, que des militaires de l'ESO avaient perquisitionné au Groupe scolaire et y avaient tué des *Inyenzi*<sup>2701</sup>. Toutefois, le témoin n'a pas précisé la date à laquelle ces faits s'étaient produits, non plus que les personnes impliquées ou le nombre de personnes tuées<sup>2702</sup>. De plus, il ne ressort pas clairement de sa déposition que ses sources, à savoir Kamugi et Jérôme, avaient assisté à la perquisition, et elle n'a pas précisé d'où ces camarades avaient l'information. Vu le caractère vague et général de son témoignage par ouï-dire, la Chambre estime que sa valeur probante est plutôt limitée à cet égard.

1084. De même, le témoin à décharge OUV03 a affirmé que Nizeyimana l'informait lorsqu'il quittait l'ESO, notamment pour aller au Groupe scolaire<sup>2703</sup>. Toutefois, il ne savait pas quand Nizeyimana s'était rendu au Groupe scolaire et a précisé qu'il avait pris l'exemple du Groupe scolaire uniquement pour prouver que Nizeyimana l'informait de ses allées et venues pendant la journée<sup>2704</sup>. À partir de sa déposition, il est difficile de dire quel était le but de la visite de Nizeyimana au Groupe scolaire et sa date, et encore moins de savoir si elle était liée aux attaques lancées contre l'école les 21 et 29 avril 1994. La Chambre estime donc que son témoignage n'est pas décisif.

<sup>2697</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 61 et 62 (huis clos)), OUV03 ; pièce à conviction D51 (fiche de renseignements personnels d'OUV03).

<sup>2698</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 47 et 48, et 50 à 52), OUV03.

<sup>2699</sup> Ibid. (p. 49), OUV03.

<sup>2700</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 234.

<sup>2701</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 31), BDE.

<sup>2702</sup> Id.

<sup>2703</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 48 et 49), OUV03.

<sup>2704</sup> Ibid. (p. 48 et 49), OUV03.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

i) *Attaque du 21 avril 1994*

1085. D'emblée, la Chambre relève que la seule allégation criminelle portée au paragraphe 16 de l'acte d'accusation concerne le meurtre d'un orphelin de la Croix-Rouge dénommé Jean Luc. En l'occurrence, le témoin à charge TQ est le seul à avoir déposé sur ce meurtre. Il a dit qu'un groupe de six militaires armés, dont le lieutenant Mazimpaka, avait attaqué le Groupe scolaire le 21 avril 1994 et tenté d'enlever 13 ou 14 orphelins de la Croix-Rouge. Il avait pu obtenir leur libération en versant une somme d'argent aux militaires, grâce à laquelle ils avaient eu la vie sauve. Ce n'est que plus tard, le soir du même jour, qu'il avait appris qu'un des orphelins, Jean Luc, avait en fait été tué par les militaires avec d'autres réfugiés dans une forêt<sup>2705</sup>. Le corps de Jean Luc n'avait jamais été retrouvé<sup>2706</sup>.

1086. Le témoin a indiqué notamment qu'un groupe de 13 ou 14 orphelins lui avait été remis ce jour-là, mais il n'avait pas remarqué que Jean Luc n'en faisait pas partie. C'est seulement plus tard dans la soirée que « les enfants » l'avaient informé de son absence. TQ n'a rien dit des efforts, si tant est que des efforts aient été déployés, pour retrouver le garçonnet. De même, son témoignage n'indique pas clairement qui l'a informé plus tard du meurtre de Jean Luc et d'où cette personne tenait l'information. En effet, le corps de Jean Luc n'a jamais été retrouvé, et il n'est donc même pas certain que Jean Luc a été tué et, s'il l'a été, par qui et où. Vu le caractère général et ambigu du témoignage par ouï-dire et non corroboré de TQ, la Chambre ne saurait conclure que la seule déduction raisonnable qui s'impose est que le 21 avril 1994, Jean Luc a été enlevé au Groupe scolaire et tué ensuite dans une forêt par des militaires de l'ESO. Cette allégation est donc rejetée.

ii) *Attaque du 29 avril*

1087. Le Procureur s'appuie sur les témoignages de TQ, ZBH, AJP et BUR pour établir que le 29 avril 1994, des militaires de l'ESO, dont le sous-lieutenant Gatsinzi, et des *Interahamwe*, conduits par Nizeyimana et le lieutenant Hategekimana, ont sélectionné une centaine de Tutsis parmi les réfugiés qui se trouvaient au Groupe scolaire, puis les ont tués dans la vallée de Rwasave<sup>2707</sup>.

1088. D'emblée, la Chambre note que les témoins à charge TQ et ZBH et le témoin à décharge BNN07 ont fait une relation de première main de l'entrée des militaires et des *Interahamwe* dans

<sup>2705</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 28 à 31), TQ.

<sup>2706</sup> Ibid. (p. 48), TQ.

<sup>2707</sup> La Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, examiné le contexte général dans lequel BUR a fait sa déposition et conclu que celle-ci n'était pas crédible. En l'occurrence, des documents des juridictions *gacaca* du Rwanda font naître un doute quant à la présence du témoin à Butare en avril 1994. Voir chap. II, point 2. Aussi, la Chambre s'interroge-t-elle à propos de son témoignage relativement à cette allégation et le rejette-t-elle.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

l'enceinte du Groupe scolaire le 29 avril 1994 au matin<sup>2708</sup>. De plus, les témoins à charge TQ et ZBH, tout comme le témoin à décharge BNN07, ont tous trois vu le sous-lieutenant Modeste Gatsinzi de l'ESO, accompagné d'autres militaires armés, dans l'enceinte du Groupe scolaire<sup>2709</sup>.

1089. En l'occurrence, TQ a vu Gatsinzi, avec « d'autres militaires », rassembler des réfugiés au Groupe scolaire. La Chambre fait observer que TQ a reconnu qu'il n'avait jamais vu Gatsinzi avant l'attaque du Groupe scolaire. Ce n'est que quand ils se sont revus dans le cadre d'un « procès groupé » tenu en 2000 - 2003 que le témoin a reconnu Gatsinzi et s'est souvenu qu'il se trouvait au Groupe scolaire pendant l'attaque<sup>2710</sup>. En outre, la Défense a soumis au témoin des extraits de sa déposition dans l'affaire *Muvunyi* où il avait affirmé ne pas connaître les militaires ayant participé à l'attaque lancée contre des civils Tutsis au Groupe scolaire le 29 avril 1994<sup>2711</sup>. La Chambre nourrit des doutes sérieux quant à la qualité de l'identification de Gatsinzi par le témoin.

1090. Cela étant, son témoignage est corroboré par ZBH qui a avoué sa participation à l'attaque du Groupe scolaire le 29 avril, pour laquelle il a été condamné<sup>2712</sup>. La Chambre a estimé, ailleurs dans le présent jugement, que puisqu'il collaborait souvent avec les militaires pendant le génocide, ZBH devait pouvoir identifier des militaires de l'ESO, surtout des hauts gradés<sup>2713</sup>. De même, le témoin à décharge BNN07 a admis qu'il s'était joint à Gatsinzi et à « un peloton [d']environ 30 personnes » dans le cadre d'une mission que Gatsinzi devait effectuer au Groupe scolaire<sup>2714</sup>. La Chambre fait encore observer que d'autres éléments de preuve versés au dossier attestent que le sous-lieutenant Modeste Gatsinzi a été condamné pour sa participation à l'attaque lancée contre les réfugiés du Groupe scolaire le 29 avril 1994<sup>2715</sup>.

<sup>2708</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 31), témoin à charge TQ (des militaires et des *Interahamwe* sont entrés au Groupe scolaire le 29 avril 1994 vers 6 h 30) ; CRA, 8 février 2011 (p. 55) et 9 février 2011 (p. 2 et 3), témoin à charge ZBH (ZBH, qui a d'abord estimé que l'attaque s'était produite le 30 avril 1994, a plus tard modifié sa déposition pour dire que c'était le 29 avril qu'il s'était joint aux militaires pour une attaque contre le Groupe scolaire qui avait débuté à 6 heures) ; CRA, 6 septembre 2011 (p. 10 et 11), témoin à décharge BNN07 (BNN07 s'était joint à une mission de l'ESO allant au Groupe scolaire le matin du 29 avril entre 9 heures et 9 h 30).

<sup>2709</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 33 et 34), témoin à charge TQ. CRA, 8 février 2011 (p. 55 et 72), témoin à charge ZBH ; CRA, 6 septembre 2011 (p. 10 à 12), témoin à décharge BNN07. En réalité, la Défense ne conteste pas la présence du sous-lieutenant Gatsinzi au Groupe scolaire le 29 avril 1994. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 374 et 375.

<sup>2710</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 33 et 34), TQ.

<sup>2711</sup> Ibid. (p. 55 à 59), TQ.

<sup>2712</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 42 et 43, et 55 et 56), ZBH ; pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 15 et 16.

<sup>2713</sup> Voir chap. II, point 11.

<sup>2714</sup> CRA, 6 septembre 2011 (p. 11, 24, et 31 et 32), BNN07.

<sup>2715</sup> Ibid. (p. 37), BNN07.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1091. Les dépositions divergent sur le point de savoir pourquoi les militaires se trouvaient au Groupe scolaire<sup>2716</sup>. Les témoins à charge TQ et ZBH ont dit que des militaires et des *Interahamwe* triaient les réfugiés et en enlevaient certains, qui avaient été ensuite tués à Rwasave. TQ a fourni un témoignage détaillé sur la façon dont les militaires avaient procédé, une fois les réfugiés regroupés sur le terrain de jeu de l'école. En l'occurrence, les militaires identifiaient les civils Tutsis et les séparaient des autres réfugiés, grâce à une « vérification des pièces d'identité [et] des traits physiques »<sup>2717</sup>. Les réfugiés Tutsis devaient se coucher devant la véranda, face contre terre, puis on les battait à mort.

1092. TQ a ensuite décrit comment le reste des victimes avaient été transportées en camion jusqu'à la vallée de Rwasave où elles avaient été tuées. Il n'a pas indiqué la source de cette information concernant le meurtre des réfugiés à Rwasave. Il a estimé qu'un grand nombre de personnes, soit environ 140, « avaient été portées manquantes » [traduction] ce jour là<sup>2718</sup>. Rien dans sa déposition n'indique comment il est parvenu à ce chiffre.

1093. Fait notable, aucune question n'a été posée à ZBH touchant la façon dont les réfugiés étaient identifiés, s'ils étaient triés sur la base de leur appartenance ethnique, et sur le nombre de personnes qui avaient été effectivement tuées<sup>2719</sup>. En fait, il s'est borné à dire qu'ils avaient emmenés les orphelins et les adultes hors de l'école et les avaient tués à Rwasave<sup>2720</sup>. Il reste que sa déposition étaye globalement la relation de TQ racontant l'entrée, le matin, des militaires et des *Interahamwe* dans l'enceinte du Groupe scolaire et l'enlèvement des réfugiés, puis leur meurtre à Rwasave. De plus, ZBH a noté la présence au Groupe scolaire des personnes qui y avaient trouvé refuge, « dont les gens qui étaient venus de Kigali », ce qui corrobore ainsi encore un peu plus la présence de TQ et des orphelins recueillis par la Croix-Rouge<sup>2721</sup>.

1094. La Défense soutient que TQ et ZBH ont fait des récits tout à fait différents<sup>2722</sup>. En l'occurrence, ZBH a dit que, la veille de l'attaque, ils avaient encerclé le Groupe scolaire, lui-

<sup>2716</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 31 à 33, et 34 et 35), témoin à charge TQ ; CRA, 8 février 2011 (p. 56 à 60), témoin à charge ZBH ; CRA, 6 septembre 2011 (p. 11 à 15), témoin à décharge BNN07.

<sup>2717</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 32 et 34), TQ.

<sup>2718</sup> Ibid. (p. 35), TQ.

<sup>2719</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 51 et 52), ZBH.

<sup>2720</sup> Ibid. (p. 55 à 58), ZBH (Réponse : « Nous avons fait sortir d'autres personnes qui s'étaient réfugiées dans cette école dont les gens qui étaient venus de Kigali. Nous avons donc arrêté ces orphelins et ces personnes qui y avaient trouvé refuge, et nous les avons tués à cet endroit. Et ceux qui n'ont pas été tués sur place ont été placés à bord des véhicules qui les ont conduits à Rwasave où ils ont été tués ».). La déposition de ZBH concorde dans l'ensemble avec sa déclaration antérieure dans laquelle il décrivait sa participation à l'attaque lancée contre le Groupe scolaire le 29 avril 1994. Pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 15 et 16. Il affirme dans sa déclaration écrite qu'ils avaient recherché les *Inyenzi* au cours d'une opération qui avait duré six heures et les avaient regroupés sur le terrain de jeu. Pièce à conviction D15B, p. 16.

<sup>2721</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 56), ZBH.

<sup>2722</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 376.

même, d'autres civils venus des quartiers de Kabutare et de Save, ainsi que des militaires<sup>2723</sup>. De plus, il a dit que le colonel Muvunyi avait dû venir au Groupe scolaire le matin de l'attaque, parce que les religieux refusaient de les laisser entrer<sup>2724</sup>. La Chambre estime raisonnable que TQ n'ait pas pu savoir ce qui se passait hors de l'enceinte du Groupe scolaire. En effet, il ressort de sa déposition qu'il n'avait su, de la bouche d'un enfant, que des militaires et des *Interahamwe* se trouvaient au Groupe scolaire que le matin de l'attaque<sup>2725</sup>. La Chambre estime que ces récits différents ne sont pas contradictoires.

1095. Contrairement aux témoins à charge TQ et ZBH, le témoin à décharge BNN07 a affirmé que Gatsinzi avait été envoyé au Groupe scolaire pour vérifier si « l'ennemi » avait infiltré cette école et prendre le pouls de la situation<sup>2726</sup>. Il a dit que les militaires contrôlaient l'identité des réfugiés présents au Groupe scolaire, mais que cela se faisait sur la base de la carte d'identité et non de l'appartenance ethnique<sup>2727</sup>. En effet, ceux des réfugiés qui avaient leur carte d'identité, qu'ils fussent Hutus ou Tutsis, étaient autorisés à regagner l'endroit où ils se trouvaient avant le contrôle. À l'entendre, Gatsinzi avait en réalité essayé de sauver les 40 ou 50 personnes restantes en les faisant transporter dans diverses maisons de religieux. Le témoin a entendu dire plus tard que des *Interahamwe* avaient intercepté les véhicules et tué les réfugiés dans une vallée à Rwasave<sup>2728</sup>.

1096. BNN07 avait rejoint Gatsinzi, qui était en mission au Groupe scolaire, parce qu'il voulait lui emprunter un véhicule pour transporter sa fiancée de l'université vers un endroit plus sûr. Au Groupe scolaire, il était resté en simple observateur, attendant que Gatsinzi l'aide à obtenir un véhicule<sup>2729</sup>. La Chambre estime que l'explication fournie par BNN07 pour justifier sa présence au Groupe scolaire est invraisemblable. En effet, elle ne peut croire que BNN07 était resté à se morfondre au Groupe scolaire pendant plus de six heures, en attendant qu'on lui fournisse un véhicule pour se rendre à l'université. Cela permet de douter sérieusement de la fiabilité de son témoignage.

1097. En outre, la Chambre n'accorde pas foi à la déposition de BNN07 lorsque celui-ci dit que Gatsinzi ne s'était rendu au Groupe scolaire que pour identifier les réfugiés et avait ensuite tenté de sauver ceux qui n'avaient pas de carte d'identité sur eux, contrairement à la situation qui prévalait et à la pratique des militaires et des milices dans Butare à cette période. En effet, à cette date, la violence s'était déjà emparée de Butare depuis au moins une semaine, et les Tutsis étaient systématiquement identifiés, séparés du reste de la population et tués. La déposition de

<sup>2723</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 55) et 9 février 2011 (p. 2 et 3), ZBH.

<sup>2724</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 56 et 72), ZBH.

<sup>2725</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 31), TQ.

<sup>2726</sup> CRA, 6 septembre 2011 (p. 11), BNN07.

<sup>2727</sup> Ibid. (p. 12, 14 et 15, 26 et 29), BNN07.

<sup>2728</sup> Ibid. (p. 16 et 17), BNN07.

<sup>2729</sup> Ibid. (p. 16, et 31 à 34), BNN07.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

BNN07 disant que les militaires ne ciblaient pas systématiquement les Tutsis et qu'il n'avait vu personne être battu ou tué est invraisemblable<sup>2730</sup>. La Chambre considère donc que son témoignage n'est pas crédible à cet égard.

1098. Il ressort des dépositions, tant celles à charge que celles à décharge, que les réfugiés enlevés au Groupe scolaire ont été tués dans la vallée de Rwasave le 29 avril 1994<sup>2731</sup>. En effet, selon les estimations du témoin TQ, quelque 140 personnes étaient portées manquantes au Groupe scolaire suite à l'attaque, tandis que BNN07 a indiqué que 40 à 50 personnes avaient été enlevées de l'école. TQ a parlé d'un camion qui était venu chercher les personnes sélectionnées au Groupe scolaire qui ont ensuite été tuées à Rwasave et a souligné que leurs cadavres n'avaient jamais été retrouvés<sup>2732</sup>. Ce récit est étayé par BNN07, qui a indiqué que deux camionnettes avaient quitté le Groupe scolaire avec à leur bord entre 40 et 50 personnes. Plus tard, il avait entendu dire que des *Interahamwe* avaient intercepté les véhicules et tué les réfugiés dans la vallée de Rwasave<sup>2733</sup>. Sur la foi des dépositions de TQ et BNN07, la Chambre conclut que le 29 avril 1994, 50 à 140 Tutsis ont été emmenés du Groupe scolaire à bord de véhicules.

1099. TQ et BNN07 n'ont pas été témoins du meurtre des réfugiés dans la vallée de Rwasave. Cela dit, leurs récits ont été corroborés par ZBH qui a affirmé que les réfugiés qui n'avaient pas été tués sur place avaient été emmenés à Rwasave dans des véhicules, puis tués<sup>2734</sup>. Rien n'indique qu'il était présent quand les réfugiés ont été tués à Rwasave et il n'a pas donné à la barre le nombre de personnes tuées à cet endroit.

1100. La Chambre note que, d'après le dossier, le Groupe scolaire abritait un grand nombre de réfugiés tutsis au moment de l'attaque<sup>2735</sup>. De plus, l'ampleur et la complexité de cette opération, qui avait duré six heures, semblent indiquer que beaucoup de gens étaient réfugiés dans cette école et avaient été séparés en fonction de leur appartenance ethnique<sup>2736</sup>. De plus, TQ a relaté comment on avait ordonné aux réfugiés Tutsis de se coucher face contre terre, après qu'on les eut identifiés et séparés des autres réfugiés, et TQ et ZBH ont dit que les victimes avaient été

<sup>2730</sup> Ibid. (p. 27, 36 et 37, et 43 et 44 (huis clos)), BNN07.

<sup>2731</sup> La Chambre fait observer que TQ et ZBH ont affirmé que des réfugiés avaient été tués au Groupe scolaire même. CRA, 27 janvier 2011 (p. 32), TQ ; CRA, 8 février 2011 (p. 56), ZBH. Or, le paragraphe 17 de l'acte d'accusation n'évoque que les meurtres perpétrés dans la vallée de Rwasave. En conséquence, la Chambre ne prendra pas en compte les éléments de preuve relatifs au meurtre des Tutsis réfugiés au Groupe scolaire et s'en tiendra à ceux relatifs au meurtre des réfugiés dans la vallée de Rwasave.

<sup>2732</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 32, 35 et 55), TQ.

<sup>2733</sup> CRA, 6 septembre 2011 (p. 16 et 17, 30, et 32), BNN07.

<sup>2734</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 56), ZBH.

<sup>2735</sup> TQ a estimé qu'il y avait environ 1 500 réfugiés au Groupe scolaire. CRA, 27 janvier 2011 (p. 22), TQ.

<sup>2736</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 31, et 54 et 55), témoin à charge TQ ; pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 16 ; CRA, 6 septembre 2011 (p. 12 et 13, et 33), témoin à décharge BNN07.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

ensuite tuées au Groupe scolaire<sup>2737</sup>. La Chambre considère que le fait que certains réfugiés ont été tués au Groupe scolaire fournit de solides éléments de preuve indirects permettant de déduire que les civils Tutsis enlevés de là ont été tués par la suite dans la vallée de Rwasave.

1101. La Chambre rend attentif au contexte général dans lequel les Tutsis ont été pris systématiquement pour cible et tués dans toute la préfecture de Butare au moment de l'attaque du Groupe scolaire et tient pour acquis que des réfugiés tutsis ont été tués dans l'enceinte de l'école. De plus, vu les dépositions des témoins à charge TQ et ZBH, ainsi que celle du témoin à décharge BNN07, selon lesquelles le reste des réfugiés avaient été emmenés de l'école dans un véhicule et tués plus tard, contrairement à ce qu'a soutenu BNN07, la seule déduction raisonnable est que le 29 avril 1994, le sous-lieutenant Gatsinzi et un peloton de 30 militaires de l'ESO, avec le concours des *Interahamwe*, ont enlevé entre 50 et 140 réfugiés et les ont ensuite tués dans la vallée de Rwasave<sup>2738</sup>.

1102. La question fondamentale est de déterminer le rôle joué par Nizeyimana dans le meurtre des personnes réfugiées au Groupe scolaire, si tant est qu'il y ait joué un rôle. Les témoins à charge TQ, ZBH et AJP ont évoqué à la barre la présence de Nizeyimana au Groupe scolaire et sa participation à l'attaque. En l'occurrence, TQ a dit qu'il avait vu Nizeyimana au Groupe scolaire pendant l'attaque, à la tête d'autres militaires, dont le sous-lieutenant Gatsinzi<sup>2739</sup>. De même, ZBH a dit que Nizeyimana était arrivé au Groupe scolaire le matin et avait dirigé l'attaque avec le lieutenant Hategekimana<sup>2740</sup>. AJP a affirmé que Nizeyimana lui avait dit qu'il avait dépêché les sous-lieutenants Bizimana, Gatsinzi et Ndayambaje pour tuer des gens au Groupe scolaire<sup>2741</sup>. Avant d'examiner ces dépositions au fond, la Chambre va dans un premier temps évaluer leur crédibilité relativement à cette allégation.

1103. La Défense fait valoir que la déposition de TQ disant qu'il avait vu Nizeyimana au Groupe scolaire lors de l'attaque contredit celle qu'il a faite dans l'affaire *Muvunyi*. En l'occurrence, dans cette affaire, il avait dit à la barre qu'il ne connaissait pas l'identité des militaires qui se trouvaient au Groupe scolaire et qu'il ne l'avait apprise qu'à son procès joint à celui du sous-lieutenant Gatsinzi<sup>2742</sup>.

1104. TQ a laissé entendre, dans sa déposition au procès de Gatsinzi, qu'il avait « évité » de mentionner le nom de Nizeyimana devant la juridiction rwandaise, parce que cela lui aurait causé

<sup>2737</sup> Voir, par exemple, CRA, 27 janvier 2011 (p. 32), TQ ; CRA, 8 février 2011 (p. 56), ZBH. Voir aussi pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 15 (« Nous avons reçu l'ordre de leur dire de se coucher par terre et de les trier »).

<sup>2738</sup> Voir arrêt *Rukundo*, par. 187 à 191.

<sup>2739</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 33 à 35 et 55), TQ.

<sup>2740</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 55 et 56), ZBH.

<sup>2741</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 25 et 26), AJP.

<sup>2742</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par 371 et 372 ; CRA, 27 janvier 2011 (p. 55 à 57), TQ.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

des ennuis « dans [sa] situation ... au Rwanda »<sup>2743</sup>. En l'occurrence, après sa déposition en 2005, il avait découvert, alors qu'il vivait en Ouganda, que les gens savaient qu'il avait témoigné à charge des militaires devant le TPIR<sup>2744</sup>. Il savait que Nizeyimana était vivant et qu'il « circul[ait] » dans la région [des Grands Lacs], et que certains témoins avaient reçu des menaces après avoir déposé devant le Tribunal<sup>2745</sup>. TQ avait, en effet, reçu un coup de fil de quelqu'un qui « parlait de l'affaire *Muvunyi* »<sup>2746</sup>. Il était donc préoccupé par sa sécurité<sup>2747</sup>.

1105. La Chambre fait observer, et le témoin l'a reconnu, que les menaces qu'il évoque n'ont été proférées qu'*après* sa déposition en l'affaire *Muvunyi*<sup>2748</sup>. De plus, le témoin n'a pas fourni de détails sur la nature de ces menaces, en dehors du fait qu'il avait appris que les familles des accusés savaient qu'il avait déposé devant le Tribunal. La Chambre est loin d'être convaincue par les raisons données par TQ de l'omission de mentionner la présence de Nizeyimana au Groupe scolaire le 29 avril 1994. En effet, le fait d'avoir déclaré en 2005 dans l'affaire *Muvunyi* qu'il ne connaissait pas les militaires présents au Groupe scolaire est sensiblement contradictoire avec son témoignage devant la Chambre de ceans dans lequel il affirme que Nizeyimana y a joué un rôle crucial. Ce qui suscite de sérieux doutes quant à la qualité de sa déposition et sa capacité d'identifier Nizeyimana.

1106. Il est vrai que TQ résidait à Butare à cette période, mais il a reconnu s'être retrouvé pour la première fois « vis-à-vis » de Nizeyimana vers le 20 avril 1994 au barrage établi près du kiosque de Chez Bihira<sup>2749</sup>. De plus, il a reconnu qu'avant cette date, il ne lui avait jamais adressé la parole et ne le connaissait que pour l'avoir vu « circuler en ville »<sup>2750</sup>. Comme il n'a pas expliqué comment il avait pu identifier Nizeyimana et vu sa déposition devant la présente Chambre, qui contredit celle qu'il avait faite dans l'affaire *Muvunyi*, la Chambre considère que sa déposition a une valeur probante limitée sur ce point.

1107. Quant à ZBH, la Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, analysé minutieusement le contexte dans lequel il a fait sa déposition et décidé d'examiner celle-ci avec

<sup>2743</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 57), TQ. Celui-ci a été incarcéré jusqu'en 2003, même s'il n'a pas indiqué clairement les motifs de son incarcération dans sa déposition. CRA, 27 janvier 2011 (p. 39 et 40).

<sup>2744</sup> Ibid. (p. 58), TQ.

<sup>2745</sup> Id.

<sup>2746</sup> Id.

<sup>2747</sup> Id.

<sup>2748</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 56), TQ.

<sup>2749</sup> Ibid. (p. 46), TQ. Voir aussi chap. II, point 7.3.6.

<sup>2750</sup> CRA, 27 janvier 2011 (p. 25) (« Question : Au moment où il vous a intercepté, est-ce que vous l'aviez déjà vu auparavant ? Réponse : Je le voyais circuler en ville mais on ne s'est pas parlé ... on s'était pas parlé. Question : Quand il vous a stoppé à ... près du kiosque que vous avez évoqué, comment avez-vous su son nom ? Réponse : Je l'avais plusieurs fois vu, et lui, je le connaissais, quoi, je connaissais son nom. Question : À part le fait de connaître son nom, saviez-vous quoi que ce soit de lui avant le jour où il vous a intercepté ? Réponse : À part qu'il était militaire, j'avais pas d'autres informations ».).



*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

circonspection<sup>2751</sup>. La même analyse s'applique également ici. La Chambre fait observer que la déposition de ZBH en l'espèce concorde dans une large mesure avec le passage de l'aveu qu'il avait fait en 2003 où il est question de la participation de Nizeyimana et du lieutenant Hategekimana dans l'attaque du Groupe scolaire le 29 avril 1994<sup>2752</sup>. Alors qu'il était incarcéré en 2003, ZBH avait fait des aveux devant une juridiction *gacaca* et il y impliquait Nizeyimana et le lieutenant Hategekimana dans l'attaque du Groupe scolaire<sup>2753</sup>.

1108. La Chambre fait observer que les déclarations antérieures concordantes [avec la déposition] ne confortent pas la crédibilité d'un témoin<sup>2754</sup>. Toutefois, dans le cas d'espèce, cela prouve que le témoin a persisté à impliquer Nizeyimana dans ce crime pendant une longue période. Quel que soit le motif qui a pu par la suite pousser ZBH à faire une déposition incriminant Nizeyimana, la Chambre n'est pas raisonnablement préoccupée qu'elle ait été altérée par son incarcération. En outre, ailleurs dans le présent jugement, la Chambre a indiqué qu'elle tenait pour établi que le témoin ZBH, eu égard à la position qu'il occupait antérieurement au sein de l'ESO ainsi qu'au fait qu'il collaborait avec les militaires à l'époque, aurait pu identifier Nizeyimana<sup>2755</sup>.

1109. Néanmoins, pour ce qui est de l'implication de Nizeyimana, la déposition de ZBH est très brève et a un caractère général. En effet, il s'est borné à indiquer que Nizeyimana et le lieutenant Hategekimana étaient arrivés au Groupe scolaire le matin du jour où l'attaque avait été lancée<sup>2756</sup>. Il n'a pas fourni de précisions ni d'autres détails sur la participation de Nizeyimana à l'attaque. En l'occurrence, il a dit que les militaires n'avaient pas pu entrer dans l'enceinte du Groupe scolaire, bien qu'ils fussent en compagnie de Nizeyimana et du lieutenant Hategekimana. Il avait fallu que le colonel Muvunyi vienne sur les lieux pour qu'on les autorise à pénétrer dans

<sup>2751</sup> Voir chap. II, point 3.4.

<sup>2752</sup> Voir pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH) p. 15 et 16. ZBH décrit comment le commandant Hategekimana, les lieutenants Gatsinzi et Gakwerere, Nizeyimana et Diogène Dusabimana les avaient dirigés, lui et un groupe de jeunes, lors d'une attaque du Groupe scolaire le 29 avril 1994. Pour arriver à cette conclusion, la Chambre a examiné les arguments invoqués par la Défense, selon lesquels ZBH, qui avait gardé une copie de son procès-verbal d'aveu, en avait modifié une qu'il avait remise au Procureur en 2010, en y ajoutant après coup le nom de Nizeyimana à plusieurs endroits. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 170 à 179. Toutefois, la Défense n'invoque pas ces arguments relativement à cet aspect précis de l'aveu de ZBH. L'examen de l'original ne permet pas de voir les preuves de ces modifications apportées, selon la Défense, *a posteriori*. La référence à la participation de Nizeyimana apparaît carrément dans la partie de l'original du procès-verbal d'aveu où le témoin relate les faits et ne semble pas avoir été ajoutée à des parties autres que cette relation ou dans les espaces libres du texte original. Voir pièce à conviction D15AK) (original en kinyarwanda du procès-verbal de l'aveu de ZBH), p. 10, et pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 15 et 16. La Chambre estime que les autres cas de modification alléguée n'entament pas raisonnablement la crédibilité de ZBH au point de ne pouvoir se fonder sur aucun des éléments de preuves qu'il a fournis.

<sup>2753</sup> Pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH).

<sup>2754</sup> Arrêt *Ntakirutimana*, par. 147.

<sup>2755</sup> Voir chap. II, point 11.

<sup>2756</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 55), ZBH.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

l'école<sup>2757</sup>. Le fait que Nizeyimana n'avait pas pu les faire entrer dans l'enceinte du Groupe scolaire contredit le rôle de chef de file qu'il était censé jouer dans cette opération. Vu les réserves de poids émises par la Chambre sur l'identification de Nizeyimana par TQ, et la nécessité d'aborder la déposition de ZBH avec circonspection, la Chambre n'est pas convaincue que leurs dépositions établissent au-delà de tout doute raisonnable la participation directe de Nizeyimana aux événements qui avaient eu lieu au Groupe scolaire.

1110. Pour ce qui est d'AJP, la Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, examiné de façon approfondie le contexte dans lequel il a fait sa déposition devant le Tribunal, et elle a conclu qu'elle devait aborder celle-ci avec la circonspection de mise<sup>2758</sup>. Les mêmes préoccupations s'appliquent ici. La condamnation d'AJP pour complicité dans le génocide justifie les précautions prises par la Chambre, tout comme son statut apparent de fugitif ne peut que renforcer les préoccupations. En l'occurrence, la Chambre considère que sa déposition devant la présente Chambre peut être dictée par le souci d'influencer en sa faveur l'issue de la procédure pénale engagée contre lui au Rwanda et accroître ses chances de rentrer au pays. Enfin, la détérioration de ses relations avec Nizeyimana pendant qu'ils étaient en exil justifie que sa déposition incriminant l'accusé soit traitée avec circonspection<sup>2759</sup>.

1111. AJP a affirmé à la barre que Nizeyimana lui avait dit qu'il avait envoyé les sous-lieutenants Bizimana, Gatsinzi et Ndayambaje pour tuer des civils au Groupe scolaire. Il est vrai que la Chambre a déjà conclu, ailleurs dans le présent jugement, qu'AJP pouvait identifier Nizeyimana, mais son témoignage manque passablement de détails<sup>2760</sup>. De plus, le témoin n'a pas indiqué la date à laquelle cette conversation aurait eu lieu, ni quand Nizeyimana aurait donné cet ordre. Vu le caractère des plus généraux et des plus vagues de sa déposition et l'absence de preuves assez crédibles impliquant directement Nizeyimana dans cette attaque, la Chambre conclut que sa déposition est d'une valeur probante limitée<sup>2761</sup>.

1112. Fait à noter, la Défense a invoqué un alibi qui fait naître raisonnablement la possibilité que, vers la fin d'avril 1994, Nizeyimana ait été muté pour prendre la tête d'un centre d'instruction militaire à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro)<sup>2762</sup>. Même si la Chambre n'est pas convaincue que cet alibi fait naître raisonnablement la possibilité que Nizeyimana ne soit revenu à Butare qu'une seule fois après cette date, il reste qu'il permet de

<sup>2757</sup> Ibid. (p. 56), ZBH.

<sup>2758</sup> Voir chap. II, point 6.1.

<sup>2759</sup> Id.

<sup>2760</sup> Id.

<sup>2761</sup> La Défense s'est opposée à la déposition d'AJP au motif de défaut de communication de l'ordre que Nizeyimana aurait donné aux sous-lieutenants Bizimana, Gatsinzi et Ndayambaje de tuer des civils au Groupe scolaire. Requête intitulée *Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 29 avril 2011, par.76 et 77. Vu les conclusions qu'elle a dégagées relativement à la déposition d'AJP, il n'est pas nécessaire que la Chambre examine si l'accusé a été dûment informé de ces faits.

<sup>2762</sup> Voir chap. II, point 13.3.

douter de la participation directe de celui-ci à cette attaque. Par ailleurs, des questions persistent sur le point de savoir s'il y a contribué de manière significative ou substantielle<sup>2763</sup>.

1113. C'est pourquoi, la Chambre conclut que le 29 avril 1994 au matin, des militaires de l'ESO, dirigés par le sous-lieutenant Modeste Gatsinzi, et des *Interahamwe*, sont entrés au Groupe scolaire. Pendant cette journée, ils ont séparé entre 50 et 140 Tutsis du reste des réfugiés, les ont amenés dans la vallée de Rwasave et les y ont tués. Cela étant l'ampleur de cette attaque, les dépositions relativement à ces faits ne permettent pas d'établir que Nizeyimana avait ou aurait dû avoir connaissance de ce crime.

## 11. ATTAQUE DU COUVENT DES BENEBIKIRA, FIN AVRIL 1994

### *Introduction*

1114. Selon l'acte d'accusation, vers le 30 avril 1994, des militaires des FAR, de l'ESO et du camp de Ngoma, notamment le lieutenant Hategekimana, les sous-lieutenants Ndayambaje et Ngendahimana, ainsi que des civils armés, agissant sous les ordres d'Ildéphonse Nizeyimana, ont extrait de force et tué 25 enfants identifiés comme étant des Tutsis à la Maison généralice des sœurs Benebikira (le « couvent des Benebikira »), dont des membres de la famille Karenzi. Ces enfants ont été amenés à un endroit près du motel Ineza avec des victimes civiles qui étaient détenues à un barrage près du camp de Ngoma. Toutes les victimes du couvent et du barrage ont été tuées en même temps, en présence de Nizeyimana. Le Procureur s'appuie sur les dépositions de ZBH, QCQ et ZBA<sup>2764</sup>.

1115. La Défense ne conteste pas que les enfants Karenzi ont été tués, mais elle soutient qu'ils n'ont pas été tués alors qu'ils étaient entre les mains des militaires de l'ESO et que Nizeyimana n'est pas impliqué dans ces meurtres. De plus, elle conteste la crédibilité du témoignage prétendument de première main de ZBH et relève que, certes QCQ a confirmé la présence de ZBA pendant l'attaque, le témoignage de celui-ci est tout bonnement un témoignage par ouï-dire<sup>2765</sup>.

<sup>2763</sup> En effet, comme cela ressort du dossier, un grand nombre de Rwandais s'étaient présentés à Mata le 30 avril 1994 ou vers cette date, sans compter un fort contingent de réfugiés burundais arrivés quelques jours plus tôt. Voir chap. II, point 13.3. La Chambre considère qu'il est plausible, raisonnablement, que Nizeyimana, en sa qualité de commandant du centre d'instruction de Mata, se soit trouvé sur le site d'entraînement vers cette date pour gérer la logistique qu'impliquait un si grand nombre de recrues.

<sup>2764</sup> Acte d'accusation, par. 27 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 325 et 326, 329 et 330, 342 et 344 à 350 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 27) (réquisitions).

<sup>2765</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 288 à 292 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 41, et 62 et 63) (plaidoiries). Voir également dernières conclusions écrites de la Défense, par. 169 à 188 (la Défense conteste en général la crédibilité de ZBH et son témoignage sur des faits précis). La Défense n'a cité aucun témoin pour réfuter cette allégation.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

## *Dépositions*

### Témoign à charge ZBH

1116. En avril 1994, ZBH, d'ethnie hutue, était un civil qui avait travaillé en 1991 à l'ESO comme « estafette » dont les tâches, entre autres, consistaient à faire la lessive et cirer les chaussures<sup>2766</sup>. Pendant le génocide, il avait été recruté, pour tuer les Tutsis, par des militaires de l'ESO et du camp de Ngoma qui rassemblaient des civils à Butare ou aux barrages en leur promettant du « travail »<sup>2767</sup>.

1117. Le 30 avril 1994 vers 14 heures, ZBH et de jeunes hommes avaient été embarqués à un barrage non précisé par le lieutenant Ildéphonse Hategekimana du camp de Ngoma qui se trouvait dans un véhicule de couleur bleue portant l'inscription « Banque mondiale »<sup>2768</sup>. Hategekimana avait contraint le témoin à le suivre, en disant qu'il avait « du travail » à leur confier<sup>2769</sup>. Ils étaient montés [le témoin et les jeunes] dans le véhicule où se trouvaient les militaires Ngendahimana et Ndayambaje qui faisaient partie de l'escorte de Hategekimana, et avaient pris la direction d'une gare routière située non loin du couvent des Bénédictins<sup>2770</sup>. ZBH avait vu de nombreux militaires au couvent, mais il a dit qu'il ne savait pas exactement de quel camp ils provenaient<sup>2771</sup>. Il a expliqué qu'il savait que certains de ces militaires venaient du camp de Ngoma, tout en estimant que d'autres pouvaient tout aussi bien venir du camp de l'ESO<sup>2772</sup>.

1118. À leur arrivée au couvent, il avait vu le lieutenant Fabien Niyonteze, qui dirigeait les jeunes, d'autres militaires ainsi que des civils vers le jardin<sup>2773</sup>. L'adjudant-chef Ntamuhanga participait aussi à la fouille du couvent<sup>2774</sup>. Le groupe dans lequel se trouvait ZBH avait été divisé en deux. Certains aidaient les militaires à perquisitionner tandis que d'autres étaient chargés d'emmener les victimes hors du couvent pour les tuer<sup>2775</sup>. Faisant partie du deuxième

<sup>2766</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 38), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH). Voir aussi, chap. II, point 3.4.

<sup>2767</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 39 et 40, et 43), ZBH. (Réponse : Je voudrais, donc, vous dire que les commandants du camp Ngoma et ceux de l'ESO – dont Tharcisse Muvunyi, colonel, dont le capitaine Ildéphonse Nizeyimana, le colonel Alphonse Nteziyayo, Ildéphonse Hategekimana qui commandait le camp de Ngoma, le lieutenant Alphonse Nteziyayo, sous-lieutenant Modeste Gatsinzi et bien d'autres – nous ont contraints et nous ont sensibilisés à comprendre que les Tutsis étaient nos ennemis et que nous devons tout faire pour nous en débarrasser ».).

<sup>2768</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 57), ZBH.

<sup>2769</sup> Ibid. (p. 59) et CRA, 9 février 2011 (p. 55), ZBH.

<sup>2770</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 57, 69, et 76 et 77), ZBH ; pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 3.

<sup>2771</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 58 et 59), ZBH.

<sup>2772</sup> Ibid. (p. 58 et 59 et 77) et CRA, 9 février 2011 (p. 48) ZBH.

<sup>2773</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 57, 71 et 77), ZBH.

<sup>2774</sup> Ibid. (p. 75), ZBH.

<sup>2775</sup> Ibid. (p. 58), ZBH.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

groupe, ZBH et les militaires avaient emmené les victimes à bord d'un véhicule vers un bois situé en contrebas de la prison au motel Ineza où ils les avaient tuées avec des baïonnettes<sup>2776</sup>.

1119. Ils avaient effectué plusieurs rotations au couvent pour prendre les victimes et les conduire à bord du véhicule jusqu'à l'endroit où on les tuait<sup>2777</sup>. Au couvent, le témoin avait remarqué la présence d'autres victimes arrêtées au barrage établi près du camp de Ngoma<sup>2778</sup>. Elles avaient pris place dans un camion conduit par un certain Saïd Nassor<sup>2779</sup>. Deux militaires que le témoin a identifiés comme étant rattachés au camp de Ngoma se trouvaient également dans le véhicule<sup>2780</sup>. Les personnes ainsi transportées avaient été tuées au même endroit que celles enlevées au couvent des Benebikira<sup>2781</sup>. ZBH a expliqué que Hategekimana l'avait contraint à participer au meurtre des enfants enlevés au couvent<sup>2782</sup>.

### Témoin à charge QCQ

1120. En avril 1994, QCQ, d'ethnie tutsie, était une adolescente qui vivait et étudiait au couvent des Benebikira<sup>2783</sup>. Après que l'avion du Président Habyarimana eut été abattu, les réfugiés Tutsis avaient commencé à affluer au couvent<sup>2784</sup>. Parmi eux se trouvaient trois enfants de la famille Karenzi et leurs voisins, dont elle avait fait la connaissance pendant leur séjour au couvent<sup>2785</sup>. Le 30 avril 1994, des militaires et des *Interahamwe*, accompagnés de chiens, étaient arrivés au couvent, certains à bord d'une camionnette militaire et d'autres à pied<sup>2786</sup>. Les militaires en uniforme et les *Interahamwe* étaient armés de fusils, de machettes et de gourdins<sup>2787</sup>. QCQ ignorait de quel camp ils venaient et elle a dit que les ordres étaient donnés par un lieutenant non identifié<sup>2788</sup>. Les gens qui s'étaient réfugiés au couvent avaient été regroupés dans le jardin sous la menace d'armes à feu et ils étaient obligés de s'asseoir suivant

<sup>2776</sup> Ibid. (p. 57 à 59, 69 à 71, et 75 à 84), ZBH. Il a précisé plus tard qu'ils avaient simplement encerclé les victimes à leur descente du véhicule et que c'étaient les militaires qui les tuaient effectivement. Voir aussi pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH).

<sup>2777</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 58 et 60), ZBH.

<sup>2778</sup> Ibid. (p. 60), ZBH. Le témoin n'a pas été interrogé sur le nombre de personnes qu'il avait vues dans le camion.

<sup>2779</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 60) et 9 février 2011 (p. 42 et 56), ZBH.

<sup>2780</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 61) et 9 février 2011 (p. 42 et 55), ZBH.

<sup>2781</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 60) et 9 février 2011 (p. 42), ZBH.

<sup>2782</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 59) et 9 février 2011 (p. 55 et 56), ZBH.

<sup>2783</sup> CRA, 23 décembre 2011 (p. 7 et 8 (huis clos)), QCQ ; pièce à conviction P35 (fiche de renseignements personnels de QCQ).

<sup>2784</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 11 et 12), QCQ.

<sup>2785</sup> Ibid. (p. 13), QCQ. Elle n'a pas précisé la date à laquelle les enfants de la famille Karenzi étaient arrivés au couvent.

<sup>2786</sup> Ibid. (p. 14 à 16), QCQ. Les témoins ont indiqué qu'une « attaque » avait aussi eu lieu vers la mi-avril.

<sup>2787</sup> Ibid. (p. 14 et 15), QCQ. Elle a indiqué qu'il y avait de nombreux militaires au couvent ce jour-là, mais elle n'a pas décrit leurs uniformes.

<sup>2788</sup> Ibid. (p. 15 et 19), QCQ.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

leur région d'origine<sup>2789</sup>. Ceux qui opposaient une résistance se voyaient confisquer leur carte d'identité et on les obligeait à chanter le refrain suivant : « Le FPR est responsable de nos malheurs »<sup>2790</sup>. Les assaillants leur disaient que « les *Inyenzis* [étaient] la cause de [leurs] malheurs »<sup>2791</sup>.

1121. Pendant l'attaque, deux des enfants Karenzi ne se trouvaient pas dans le jardin du couvent avec le témoin, et un de leurs voisins se cachait dans une salle de bain<sup>2792</sup>. QCQ avait été épargnée par les assaillants, parce que la mère supérieure avait confirmé qu'elle était orpheline<sup>2793</sup>. Les enfants Karenzi avaient pu s'échapper dans un premier temps, avant d'être repris et ramenés au couvent<sup>2794</sup>. Parmi eux se trouvait Solange Karenzi, qui saignait partout<sup>2795</sup>. En les ramenant, les assaillants avaient déclaré que « [m]aintenant, [ils] av[ai]ent atteint [leur] but »<sup>2796</sup>. Selon QCQ, cette déclaration témoignait de leur volonté de tuer tout les gens pris pour cible<sup>2797</sup>.

1122. Les militaires avaient séparé plus de 30 personnes – principalement des enfants d'ethnie tutsie, dont les trois enfants Karenzi – des autres réfugiés et les avaient fait monter dans une camionnette militaire, où elles étaient battues par les *Interahamwe* qui s'asseyaient sur elles<sup>2798</sup>. QCQ a affirmé être sûre que les victimes avaient été tuées parce que, soit elle ne les avait plus jamais revues, soit elle avait dû inhumer leurs cadavres qui avaient été retrouvés à Kabutare et au monastère suite à des informations fournies aux familles par les assaillants<sup>2799</sup>. Elle ne savait pas comment les victimes avaient été tuées<sup>2800</sup>.

#### Témoin à charge ZBA

1123. Le 22 avril 1994, ZBA, d'ethnie tutsie, s'était réfugiée au couvent des Benebikira après avoir fui le domicile de Pierre Claver Karenzi, suite à l'enlèvement de Karenzi et au meurtre de son épouse Alphonse Mukamusoni chez eux<sup>2801</sup>. ZBA et les enfants Karenzi, qui avaient également pris la fuite, avaient été interceptés près du couvent des Benebikira par des militaires, dont un s'appelait Marius et un autre Claude, et qui se trouvaient à bord d'une jeep militaire<sup>2802</sup>.

<sup>2789</sup> Ibid. (p. 14 et 15), QCQ.

<sup>2790</sup> Id.

<sup>2791</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 14), QCQ.

<sup>2792</sup> Ibid. (p. 16), QCQ.

<sup>2793</sup> Ibid. (p. 17), QCQ.

<sup>2794</sup> Id.

<sup>2795</sup> Id.

<sup>2796</sup> Id.

<sup>2797</sup> Ibid. (p. 17), QCQ.

<sup>2798</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 16 et 18), QCQ.

<sup>2799</sup> Ibid. (p. 18 et 19), QCQ.

<sup>2800</sup> Ibid. (p. 19 et 20), QCQ.

<sup>2801</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 10 à 12 (huis clos) et 14), ZBA. Voir chap. II, point 6.5.

<sup>2802</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 11 (huis clos)), ZBA.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Ils avaient été conduits dans le jardin d'une résidence appartenant à l'armée, non loin du couvent et sur une route qui passait en contrebas dudit couvent et débouchait sur la route principale de Gikongoro. Là, les militaires les avaient fouillés et leur avaient confisqué tout leur argent<sup>2803</sup>.

1124. ZBA ne savait pas qui vivait dans cette maison de l'armée, mais on lui a dit que la maison appartenait à un officier supérieur<sup>2804</sup>. Pendant qu'elle se trouvait dans le jardin, elle avait vu plusieurs militaires âgés de 25 à 30 ans, tous en uniforme militaire et armés de fusils<sup>2805</sup>. Ils avaient décidé de les libérer et de les laisser continuer jusqu'au couvent, mais ils avaient retenu Solange Karenzi<sup>2806</sup>. Trente minutes plus tard, Solange était arrivée au couvent avec un bout de papier sur lequel étaient inscrits le nom des militaires et leur numéro de téléphone<sup>2807</sup>.

1125. Le 30 avril 1994 vers 8 heures, la sœur Spéciose avait réveillé ZBA pour lui dire qu'une attaque du couvent était imminente et que les personnes ciblées, notamment les enfants Karenzi, devaient se cacher<sup>2808</sup>. La sœur lui avait dit qu'elle n'était pas visée puisqu'elle n'était pas de Butare, mais ZBA s'était cachée seule dans la salle de bain<sup>2809</sup>. Vers 9 heures, le couvent avait été attaqué<sup>2810</sup>.

1126. ZBA était restée dans la salle de bains pendant toute la durée de l'attaque et n'avait donc pas vu les assaillants ou le déroulement des événements<sup>2811</sup>. Quand elle avait quitté sa cachette après l'attaque, une fille prénommée Diane lui avait dit que les réfugiés avaient été triés sur la base de leur appartenance ethnique et que les Tutsis, notamment les enfants Karenzi, avaient été emmenés à bord d'une camionnette<sup>2812</sup>. Diane lui avait dit que des militaires et des *Interahamwe* avaient participé à l'attaque, mais ZBA n'a pas précisé le camp d'où venaient les militaires<sup>2813</sup>. Elle avait également appris que ceux-ci avaient dit que s'ils ne trouvaient pas les enfants Karenzi, ils mettraient le feu à tout le couvent ; elle avait même entendu des sœurs proposer qu'on la remette aux militaires<sup>2814</sup>. Tous ceux que les militaires avaient fait monter dans la camionnette, dont les enfants Karenzi, ont été tués à un endroit inconnu<sup>2815</sup>.

<sup>2803</sup> Ibid. (p. 11 et 12 (huis clos)), ZBA.

<sup>2804</sup> Ibid. (p. 12 (huis clos)), ZBA.

<sup>2805</sup> Ibid. (p. 12 (huis clos)), ZBA.

<sup>2806</sup> Ibid. (p. 5 et 11 (huis clos) et 16), ZBA.

<sup>2807</sup> Ibid. (p. 11 et 12 (huis clos), et 16 et 17), ZBA.

<sup>2808</sup> Ibid. (p. 14 et 15), ZBA.

<sup>2809</sup> Ibid. (p. 15 et 17), ZBA.

<sup>2810</sup> Ibid. (p. 14 et 15, et 17), ZBA.

<sup>2811</sup> Ibid. (p. 18), ZBA.

<sup>2812</sup> Ibid. (p. 18 et 19), ZBA.

<sup>2813</sup> Ibid. (p. 15 et 17), ZBA.

<sup>2814</sup> Ibid. (p. 17 et 19), ZBA.

<sup>2815</sup> Ibid. (p. 19), ZBA.

## Délibérations

1127. Le Procureur s'appuie sur les dépositions de QCQ, ZBA et ZBH pour établir que les assaillants, qui étaient composés de civils et de militaires, étaient arrivés au couvent le 30 avril 1994 et avaient tué quelque 25 enfants, notamment ceux de la famille Karenzi, à un endroit situé en contrebas du motel Ineza. Le Procureur s'appuie sur la déposition de ZBH pour établir que ces militaires venaient des camps de l'ESO et de Ngoma, et que le lieutenant Hategekimana et les sous-lieutenants Ndayambaje et Ngendahimana faisaient partie des assaillants. De plus, le Procureur soutient que la déposition de ZBH établit que Nizeyimana a assisté à la commission de ces meurtres<sup>2816</sup>.

1128. La cohérence des dépositions de QCQ, ZBH et ZBA permet d'avoir une idée claire et convaincante de cette attaque. D'emblée, chacun des témoins a dit que, le 30 avril 1994, les assaillants étaient arrivés au couvent des Benebikira et y avaient enlevé des gens<sup>2817</sup>. De plus, QCQ, une orpheline qui résidait au couvent, et ZBH, un *Interahamwe* ayant pris part à l'attaque, ont livré des récits de première main remarquablement concordants décrivant des militaires armés et des *Interahamwe*<sup>2818</sup> faisant le tour du couvent<sup>2819</sup>, regroupant ses occupants dans le jardin<sup>2820</sup>, séparant les Tutsis des Hutus en se basant sur leur région d'origine et les cartes d'identité<sup>2821</sup>, enlevant et faisant monter dans des véhicules principalement les jeunes Tutsis<sup>2822</sup> sur qui les *Interahamwe* s'asseyaient en les piétinant<sup>2823</sup>.

1129. Ces récits ont été corroborés dans les grandes lignes par ZBA qui s'était cachée à l'intérieure du couvent quand l'attaque avait été lancée<sup>2824</sup>. Elle n'avait pas vu les assaillants en action ou l'enlèvement des Tutsis au couvent puisqu'elle se cachait, mais elle avait été prévenue de l'imminence de l'attaque. Elle avait entendu le bruit des bottes d'un militaire qui était passé

<sup>2816</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 305.

<sup>2817</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 57 et 58), ZBH ; CRA, 23 février 2011 (p. 14), QCQ ; CRA, 24 février 2011 (p. 14), ZBA. ZBA a relevé que l'attaque avait commencé vers 9 heures, et ZBH a dit qu'il n'était arrivé au couvent qu'après 14 heures. Toutefois, ZBH a fait état de la présence d'autres militaires et des *Interahamwe* au moment où il était arrivé au couvent à 14 heures, ce qui donne à croire que l'attaque était déjà en cours à ce moment-là. Par conséquent, la Chambre considère qu'il n'y a pas de divergence fondamentale sur ce point entre leurs dépositions.

<sup>2818</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 57, 67 à 70, et 75 à 77), ZBH ; CRA, 23 février 2011 (p. 14 et 15), QCQ.

<sup>2819</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 57 et 58, 69, et 75), ZBH ; CRA, 23 février 2011 (p. 14), QCQ.

<sup>2820</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 57), ZBH ; CRA, 23 février 2011 (p. 14 et 16), QCQ.

<sup>2821</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 60), ZBH ; CRA, 23 février 2011 (p. 14 et 15), QCQ.

<sup>2822</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 57 et 69), ZBH ; CRA, 23 février 2011 (p. 17), QCQ. QCQ a affirmé que « plus de 30 » réfugiés avaient été enlevés. ZBH n'a pas indiqué le nombre de personnes enlevées lors de sa déposition devant la Chambre. La Chambre note, toutefois, que dans son procès-verbal d'aveu, il a estimé leur nombre à 25. Il n'a pas été interrogé sur la véracité de sa déclaration ou le nombre d'enfants enlevés. CRA, 9 février 2011 (p. 55), ZBH.

<sup>2823</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 71), ZBH ; CRA, 23 février 2011 (p. 15 et 18), QCQ. ZBH a décrit le véhicule comme étant « une camionnette de couleur bleue » et QCQ a quant à elle fait état d'une « camionnette militaire » [traduction] qui était garée dans la cour du couvent.

<sup>2824</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 14), ZBA.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

devant la salle de bains où elle s'était cachée<sup>2825</sup>. ZBA et QCQ ont toutes deux dit que les militaires avaient découvert la cachette des enfants Karenzi dans le couvent, avaient contraint ceux-ci à monter dans un véhicule, avant de les tuer plus tard.<sup>2826</sup>

1130. En outre, une jeune fille qui avait été témoin oculaire de l'enlèvement avait confirmé à ZBA que des militaires et des *Interahamwe*<sup>2827</sup> avaient enlevé les gens de leurs cachettes et leur avaient ordonné de sortir<sup>2828</sup>, avaient séparé les Tutsis des Hutus<sup>2829</sup>, puis avaient fait monter les Tutsis dans une camionnette<sup>2830</sup> où ils « s'asseyaient » sur les victimes<sup>2831</sup>. Cette information reçue par ZBA, bien que de seconde main, semble être particulièrement fiable étant donné que la source est un témoin direct et compte tenu de la célérité avec laquelle l'information lui avait été communiquée. De plus, elle ne fait double emploi avec aucun autre élément de preuve versé au dossier.

1131. Enfin, la Défense, qui avait réfuté en long et en large la déposition de ZBH (examinée plus loin), a choisi de ne pas contre-interroger QCQ et ZBA sur ces événements<sup>2832</sup>. Elle n'a pas non plus contesté leurs dépositions dans ses dernières conclusions écrites ou ses plaidoiries<sup>2833</sup>. La Chambre est consciente qu'elle n'est pas tenue d'admettre pour vraies des affirmations qui n'ont pas été mises en doute lors du contre-interrogatoire<sup>2834</sup>. Néanmoins, la crédibilité de ces témoins ne suscite généralement pas de préoccupations ; en l'espèce, leurs récits sont clairs, ne paraissent pas exagérés et sont remarquablement concordants<sup>2835</sup>. C'est pourquoi la Chambre est convaincue que le 30 avril 1994, à partir de 9 heures, des militaires armés et des *Interahamwe* sont arrivés au couvent des Benebikira, ont trié ses occupants – principalement des enfants – sur la base de leur appartenance ethnique et en ont enlevé une trentaine. Les éléments de preuve produits permettent d'établir sans conteste que les trois enfants Karenzi faisaient partie des enfants enlevés au couvent.

<sup>2825</sup> Ibid. (p. 18), ZBA.

<sup>2826</sup> Ibid. (p. 19), ZBA ; CRA, 23 février 2011 (p. 18), QCQ. La Chambre note que les témoins QCQ et ZBA connaissaient les enfants Karenzi et elle est convaincue qu'ils étaient en mesure de les identifier. QCQ a rencontré ces trois enfants quand ils sont venus se réfugier au couvent et ZBA était une amie et une voisine de Solange Karenzi. Voir CRA, 24 février 2011 (p. 5 (huis clos)), ZBA et CRA, 23 février 2011 (p. 13), QCQ.

<sup>2827</sup> CRA, 24 février 2011 (p. 15), ZBA.

<sup>2828</sup> Ibid. (p. 16 et 17), ZBA.

<sup>2829</sup> Ibid. (p. 18), ZBA.

<sup>2830</sup> Ibid. (p. 19), ZBA.

<sup>2831</sup> Id.

<sup>2832</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 20), QCQ ; CRA, 24 février 2011 (p. 19), ZBA.

<sup>2833</sup> Voir dernières conclusions écrites de la Défense, par. 288 à 290 ; CRA, 7 décembre 2011, p. 62 (plaidoiries).

<sup>2834</sup> Arrêt *Munyakazi*, par. 25.

<sup>2835</sup> La Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, estimé que ZBA était généralement fiable. Voir chap. II, point 6.5.

1132. Par ailleurs, la Chambre considère que la déposition de ZBH doit être envisagée avec circonspection, mais elle est convaincue que les nombreuses similitudes relevées entre sa relation et les récits d'autres témoins, à quoi s'ajoute le fait que sa déposition l'implique nécessairement dans ce crime, excluent en l'espèce les inquiétudes générales que la Chambre nourrit<sup>2836</sup>. Les dépositions permettent incontestablement d'établir, au-delà de tout doute raisonnable, sa participation à l'attaque du couvent des Benebikira.

1133. Enfin, la Chambre est convaincue, sur la base de la relation de première main de ZBH ainsi que des preuves indirectes fournies par QCQ et ZBA, que beaucoup, sinon tous les Tutsi enlevés au couvent des Benebikira ont été tués. En l'occurrence, ZBH a décrit de façon cohérente le meurtre en contrebas du motel Ineza des personnes enlevées au couvent des Benebikira et de celles interceptées au barrage établi devant le camp de Ngoma. Selon lui, cet endroit était une zone boisée située également en contrebas de la « banque commerciale »<sup>2837</sup>. Sa déposition en l'espèce est particulièrement convaincante, puisqu'il a avoué sa participation à ces meurtres devant les juridictions rwandaises. De plus, il ressort clairement du dossier que pendant cette période, les Tutsis étaient pris pour cible et tués dans la préfecture de Butare par les militaires et les *Interahamwe*, ce qui étaye indirectement la relation de première main de ZBH.

1134. On avait confié à QCQ la tâche d'inhumer des « corps » retrouvés plus tard, à une date non précisée, à Kabutare<sup>2838</sup>. Elle a ajouté que « certains » des corps avaient été retrouvés près du monastère<sup>2839</sup>. QCQ n'a pas été interrogée sur l'identité exacte des victimes, pas plus qu'on ne lui a demandé si elle connaissait certaines d'entre elles<sup>2840</sup>. La proximité entre le motel Ineza et cet endroit non précisé de Kabutare ou le « monastère » ne ressort pas clairement du dossier. Cela étant, le fait que QCQ avait trouvé des cadavres à un endroit autre que celui où ZBH avait participé aux meurtres ne met pas en doute, aux yeux de la Chambre, les récits disant que les personnes enlevées au couvent des Benebikira avaient été tuées et leurs cadavres découverts plus tard.

1135. Enfin, pour la Chambre il ne fait aucun doute que, parmi les personnes tuées, il y avait les enfants Karenzi. Cette conclusion est particulièrement convaincante, vu la description par

<sup>2836</sup> La Chambre fait également observer que ZBH a avoué devant une juridiction *gacaca* au Rwanda qu'il avait participé à ce crime. Voir CRA, 8 février 2011 (p. 38 et 39), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH) ; pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 13 et 15. Voir chap. II, point 3.4.

<sup>2837</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 59 et 69), ZBH.

<sup>2838</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 18 et 19), QCQ.

<sup>2839</sup> Ibid. (p. 19), QCQ.

<sup>2840</sup> De même, QCQ a dit qu'elle ignorait comment ces gens avaient été tués. Voir CRA, 23 février 2011 (p. 20), QCQ.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

ZBH du meurtre des Tutsis enlevés au couvent des Benebikira et les affirmations de QCQ et ZBA disant que ces enfants n'avaient plus été revus après ces événements<sup>2841</sup>.

1136. Ayant ainsi conclu, la Chambre doit à présent établir l'identité des auteurs et en particulier celle des militaires ayant participé à l'enlèvement au couvent des Benebikira et au meurtre de réfugiés. QCQ et ZBA n'ont pas pu identifier les militaires et le camp auquel ils étaient rattachés<sup>2842</sup>. La Chambre estime que cette incapacité est raisonnable étant donné que ZBA n'avait pas assisté aux événements et compte tenu de la jeunesse de QCQ et le côté traumatisant de ces mêmes événements. Ce raisonnement vaut aussi pour l'incapacité de QCQ d'estimer le nombre de militaires arrivés au couvent<sup>2843</sup>.

1137. ZBH est le seul des témoins à avoir identifié les militaires qui ont attaqué le couvent des Benebikira et enlevé des réfugiés Tutsis. Avant d'évaluer sa déposition au fond, la Chambre va d'abord examiner les objections générales et spécifiques soulevées à l'encontre de la crédibilité des témoins.

1138. ZBH a avoué sa participation aux meurtres commis au couvent des Benebikira et à d'autres crimes liés au génocide, et il a été condamné<sup>2844</sup>. Cela étant, lorsqu'on l'a interrogé sur son implication dans les divers événements sur lesquels il avait déposé, ZBH a constamment écarté toute responsabilité de sa part et insisté, au contraire, sur le fait qu'il avait été « forcé » ou trompé par les militaires à participer à des massacres<sup>2845</sup>. En l'occurrence, il a affirmé que le lieutenant Hategekimana l'avait contraint à participer à ces meurtres en particulier.

<sup>2841</sup> Voir CRA, 23 février 2011 (p. 18), QCQ ; CRA, 24 février 2011 (p. 19), ZBA. La Chambre est convaincue que les deux témoins connaissaient les enfants Karenzi avant leur enlèvement et qu'ils pouvaient donc identifier les trois enfants. ZBA a vécu chez les Karenzi pendant un certain temps et était l'amie de l'un des enfants, Solange Karenzi. Voir CRA, 24 février 2011 (p. 5 (huis clos)), ZBA. QCQ avait fait la connaissance des enfants à leur arrivée au couvent après l'attaque de leur maison. Voir CRA, 23 février 2011 (p. 14), QCQ. La Chambre note que QCQ a parlé d'un des enfants comme étant « Marc », alors que ZBA l'a appelé « Malik ». Comme QCQ a désigné les deux autres enfants, Solange et Mulinga, par leurs noms exacts, ainsi que le voisin qui les accompagnait, la Chambre estime que cette divergence ne porte pas à conséquence.

<sup>2842</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 15 et 19), QCQ ; CRA, 24 février 2011 (p. 18), ZBA.

<sup>2843</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 15), QCQ. (Question : Combien de militaires y avait-il dans ce groupe ? Réponse : Ils étaient très nombreux, je ne pouvais pas les dénombrer. Et je dois vous dire que le climat n'était pas favorable pour que je puisse dénombrer les assaillants ».).

<sup>2844</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 38 et 39), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH) ; pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH).

<sup>2845</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 39 et 40), ZBH. (Question : En avril 1994, avez-vous pu savoir si des militaires de l'ESO ont commis des actes de violence quelconques dans la ville de Butare contre des civils ? Et si vous êtes au courant d'une chose pareille, veuillez nous dire où exactement ces actes de violence ont été commis. Réponse : Toujours au sujet ... A ce sujet, je dis que nous avons trempé dans les tueries et nous nous ... nous n'aurions pas fait ces tueries ... exécuté ces tueries sans l'aide des militaires. D'ailleurs, tous les enquêteurs qui viennent me voir, je leur fais part de cela. Je voudrais, donc, vous dire que les commandants du camp Ngoma et ceux de l'ESO – dont Tharcisse Muvunyi, colonel, dont le capitaine Ildéphonse Nizeyimana, le colonel Alphonse Nteziryayo, Ildéphonse Hategekimana qui commandait le camp de Ngoma, le lieutenant Alphonse Nteziryayo, sous-lieutenant Modeste

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1139. La Chambre est préoccupée par le fait que la déposition de ZBH en l'espèce lui a probablement servi d'occasion pour rejeter toute responsabilité dans des crimes. Il a pu aussi être animé par le souci de bénéficier d'un traitement plus clément de la part des autorités judiciaires rwandaises, puisqu'il était encore incarcéré au moment où il a déposé devant le Tribunal<sup>2846</sup>. Aussi, la Chambre va-t-elle examiner sa déposition avec la circonspection de mise<sup>2847</sup>.

1140. La Défense a mis en doute la déposition de ZBH en disant qu'elle avait relevé des incohérences internes relativement à ce crime en particulier. Ainsi, elle relève que le témoin a fait des récits non concordants sur l'existence d'armes pendant l'attaque du couvent des Benebikira<sup>2848</sup>. La Chambre estime que les explications du témoin disant que les civils n'étaient pas armés, contrairement aux militaires, sont plausibles. De plus, les réponses du témoin indiquent qu'il fait référence aux assaillants civils quand il dit qu'il n'y avait pas d'armes au couvent<sup>2849</sup>. Par ailleurs, il a établi de manière convaincante la différence entre les armes utilisées lors de l'attaque, en expliquant qu'il voulait dire « baïonnettes » quand il a utilisé le mot « couteaux »<sup>2850</sup>. Cela dit, la Chambre estime que cette prétendue contradiction ne suscite pas de doute quant aux aspects essentiels de cette attaque, lesquels sont incontestés.

---

Gatsinzi et bien d'autres – nous ont contraints et nous ont sensibilisés à comprendre que les Tutsis étaient nos ennemis et que nous devons tout faire pour nous en débarrasser. Mais, d'ailleurs à cette période-là, les combats faisaient rage. Gatsinzi, Muvunyi et Nizeyimana nous faisaient comprendre que si nous ne nous débarrassons pas de ces gens qui appartiennent à l'autre ethnie, et que ces gens vont venir et nous faire du mal plus tard, c'est pour cela que des militaires nous ont contraints... nous ont forcés à participer aux attaques et à attaquer les Tutsis qui avaient cherché refuge dans différents endroits »); p. 42 (« Réponse : Nous étions dirigés par des militaires qui étaient venus du camp Ngoma et de l'ESO. Et comme je vous l'avais dit tout à l'heure, celui qui n'était pas d'accord de collaborer avec eux était, des fois, tué. Et tous les membres de la population étaient donc obligés de participer à ces opérations. C'est ainsi que nous avons tué des gens »); p. 43 (« Réponse : C'est que j'ai tué à cause de l'accusé qui m'a incité à le faire [...] »); (« Réponse : Souvent les militaires ramassaient les gens dans toute la ville ou aux barrages routiers. C'est ainsi qu'ils nous rassemblaient. Ils nous trouvaient soit en ville, ou nous trouvaient aux barrages routiers. Et souvent, ils nous disaient qu'ils allaient nous donner du travail, sans expliquer le genre de travail ils allaient nous donner. Et lorsque nous arrivions au site, nous ne pouvions pas refuser de faire ce qu'ils nous demandaient de faire parce que c'est eux qui avaient le pouvoir »); p. 60 (« Réponse : Si les militaires ne nous avaient pas entraînés dans ces tueries, aujourd'hui, je ne serais pas en prison. Monsieur le Président, vous comprenez que nous n'aurions pas pu résister aux militaires qui nous avaient donné ces ordres et qui nous contraignaient à faire ce qu'ils voulaient »).

<sup>2846</sup> Voir chap. II, point 3.4. En outre, ZBH a fait état de son désir d'aider le Procureur en disant « Je me rappelle qu'une fois le Conseil de la défense ... ou, plutôt, la Défense de l'Accusé a voulu me contacter, mais j'ai refusé parce que j'avais déclaré que j'étais du Bureau du Procureur – non pas du côté de la Défense ». CRA, 8 février 2011 (p. 81).

<sup>2847</sup> Voir aussi chap. II, point 3.4 (concernant les conclusions attribuées à une juridiction rwandaise selon lesquelles ZBH avait accepté de l'argent pour ne pas témoigner contre le major Habyarabatuma et encourageait les détenus à faire de faux témoignages).

<sup>2848</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 75 à 77), ZBH.

<sup>2849</sup> Ibid. (p. 57 et 58, et 75 et 76), ZBH.

<sup>2850</sup> Ibid. (p. 58, 69 à 71, et 75 et 76), ZBH.

1141. La Chambre en vient à présent à l'évaluation de la partie de la déposition de ZBH portant sur l'identité des militaires impliqués dans le tri et l'enlèvement des Tutsis au couvent des Benebikira et ensuite de leur meurtre. Le témoin a dit à la barre qu'il avait été pris à un barrage par le lieutenant Ildephonse Hategekimana et deux de ses gardes du corps, Ngendahimana et Ndayambaje, puis conduit à bord d'une voiture au couvent des Benebikira<sup>2851</sup>. Là, il avait vu le lieutenant Fabien Niyonteze, et « d'autres militaires » qui faisaient sortir les gens du couvent<sup>2852</sup>. En contre-interrogatoire, il a identifié un autre militaire par son nom, à savoir « l'adjudant Ntamuhanga », qu'il a plus tard désigné comme étant « l'adjudant-chef Ntamuhanga », qui procédait à la fouille du couvent<sup>2853</sup>. ZBH a relevé qu'ils avaient tué les victimes du couvent des Benebikira, « à cause de la contrainte ... de Hategekimana »<sup>2854</sup>.

1142. ZBH a affirmé que des militaires du camp de Ngoma *et* de l'ESO étaient les auteurs des crimes commis au couvent des Benebikira ; plus tard, il a expliqué qu'il était difficile de dire si « ... tous étaient venus du camp Ngoma ou s'il y en avait qui étaient venus de l'ESO »<sup>2855</sup>. Pour lui, les militaires de l'ESO « assuraient la sécurité de ce quartier », et étaient donc aussi responsables des crimes commis dans cette zone<sup>2856</sup>.

1143. ZBH a identifié le lieutenant Hategekimana comme étant celui qui « dirigeait le camp de Ngoma », et Ngendahimana et Ndayambaje faisaient partie de son escorte<sup>2857</sup>. De même, il a relevé que le lieutenant Niyonteze était « basé au camp de Ngoma »<sup>2858</sup>. Il n'a pas été invité à dire à quel camp « Ntamuhanga » était rattaché et n'a pas fourni d'autres détails à ce sujet. ZY, AZD et BDE, ainsi que le témoin à décharge Ntamagezo ont tous fait mention d'un « adjudant-chef Ntamuhanga » qui était militaire à l'ESO et y commandait le peloton de la police militaire en 1994<sup>2859</sup>. La Chambre est convaincue que ZBH faisait référence à l'adjudant-chef Ntamuhanga qui était militaire à l'ESO en 1994<sup>2860</sup>.

<sup>2851</sup> Ibid. (p. 57, 69 et 77), ZBH.

<sup>2852</sup> Ibid. (p. 57), ZBH.

<sup>2853</sup> Ibid. (p. 75), ZBH.

<sup>2854</sup> Ibid. (p. 59), ZBH.

<sup>2855</sup> Ibid. (p. 52 et 77), ZBH (« Réponse : Je vous remercie Monsieur le Juge. Ngendahimana et Ndayambaje escortaient Ildephonse Hategekimana, il est donc fort probable qu'ils vivaient avec lui au camp Ngoma. Et même le sous-lieutenant Fabien Niyonteze était basé au camp Ngoma. Mais, comme il y'avait beaucoup de militaires à la Maison Générale, je ne pouvais pas savoir si tous étaient venus du camp Ngoma ou s'il y en avait qui étaient venus de l'ESO, parce que tout ce quartier d'Itaba où se trouvait la Maison Générale, en contrebas du bureau de la commune de Ngoma, tout ce quartier était encerclé par des militaires et le dispositif allait jusqu'à l'entrée de la résidence du capitaine Nizeyimana et de celle du lieutenant Hategekimana. Tout le quartier était encerclé par les militaires et le dispositif allait jusqu'au bâtiment de la faculté de théologie ».).

<sup>2856</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 48), ZBH.

<sup>2857</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 56 et 77), ZBH.

<sup>2858</sup> Ibid. (p. 77), ZBH.

<sup>2859</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 49), ZY (le 9 avril 1994, Ntamuhanga avait rejoint Nizeyimana dans son bureau après un rassemblement à l'ESO) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 8 à 12), AZD (Ntamuhanga était originaire de la même région que Nizeyimana et donc était un proche de celui-ci) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 56), BDE (Ntamuhanga était

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1144. Toutefois, la déposition de ZBH contredit son aveu de 2003 pour ce qui est de la présence de l'adjudant ou de l'adjudant-chef Ntamuhanga ou des militaires de l'ESO en général au couvent des Benebikira lors de l'attaque. En l'occurrence, il ne fait notamment aucune référence à Ntamuhanga quand il relate les événements. La présence de Ntamuhanga n'a été évoquée qu'en contre-interrogatoire alors que durant l'interrogatoire principal, il avait été interrogé sur ses contacts avec un « autre militaire » ou « un autre personnel militaire »<sup>2861</sup>.

1145. Le caractère général de l'identification d'un ou de plusieurs militaires de l'ESO ayant participé à cette opération n'est pas convaincant, compte tenu surtout de la nécessité de prendre la déposition de ZBH « avec des pincettes ». Cette identification est trop peu solide pour permettre de conclure que des militaires de l'ESO, notamment l'adjudant-chef Ntamuhanga, se trouvaient au couvent des Benebikira.

1146. Néanmoins, la déposition de ZBH concorde pour l'essentiel avec son aveu de culpabilité fait en 2003 pour ce qui est de l'implication du lieutenant Hategekimana et de ses deux gardes du corps, Ngendahimana et Ndayambaje<sup>2862</sup>. ZBH a fait son aveu devant une juridiction *gacaca*, alors qu'il était incarcéré, en impliquant le lieutenant Hategekimana dans ce crime<sup>2863</sup>.

1147. La Chambre fait observer que les déclarations antérieures concordantes ne confortent pas la crédibilité d'un témoin<sup>2864</sup>. Toutefois, comme cela ressort des circonstances, le témoin a constamment impliqué Hategekimana dans ce crime pendant une longue période. Quelles que soient les motivations qui ont pu par la suite le pousser à faire un témoignage incriminant Hategekimana, la Chambre n'a pas de raisons de penser que son témoignage a été influencé par son incarcération.

1148. Pour ce qui est de la capacité de ZBH d'identifier les militaires impliqués, ZBH n'a pas expliqué comment il connaissait le lieutenant Hategekimana, Ngendahimana et Ndayambaje ou

---

un proche de Nizeyimana et responsable du peloton de la police militaire) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 74 et 75), témoin Ntamagezo (Ntamuhanga était le chef du peloton de la police militaire de l'ESO).

<sup>2860</sup> La Chambre fait observer que ZBH a commencé par désigner Ntamuhanga comme étant « adjudant », avant de l'appeler « adjudant-chef ». Étant donné les nombreuses références à un certain « adjudant-chef Ntamuhanga », la Chambre est convaincue que le témoin s'est dans un premier temps trompé sur le grade de Ntamuhanga, alors qu'il voulait parler de « l'adjudant-chef Ntamuhanga ». CRA, 8 février 2011 (p. 76), ZBH.

<sup>2861</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 58, et 75 et 76), ZBH.

<sup>2862</sup> Voir pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH), p. 13 et 15. ZBH relate comment il a été pris par le lieutenant Hategekimana et deux de ses gardes du corps, le caporal Ndayambaje et le soldat E. Ngendahimana, et conduit dans une voiture au couvent des Benebikira. Ils y avaient enlevé 25 victimes qu'ils avaient ensuite tuées à un endroit près du motel Ineza. La Défense soutient que certains aspects de l'aveu de ZBH ont été modifiés depuis 2003, mais elle n'a pas soulevé ces arguments relativement aux parties de l'aveu concernant cette question. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 170 à 179.

<sup>2863</sup> Pièce à conviction D15B (traduction du procès-verbal d'aveu de ZBH).

<sup>2864</sup> Arrêt *Ntakirutimana*, par. 147.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

le lieutenant Niyonteze. Cela étant, il a dit qu'il avait été « estafette » à l'ESO en 1991<sup>2865</sup> et qu'il avait passé beaucoup de temps avec les militaires aux barrages et à d'autres endroits pendant le génocide<sup>2866</sup>. La Chambre est convaincue que, dans ces conditions, il pouvait identifier les militaires de l'ESO et ceux du camp de Ngoma. C'est une certitude pour ce qui est des hauts gradés, comme le lieutenant Hategekimana, qui étaient très connus à Butare et dans la région à cette époque.

1149. Pour évaluer l'identification des militaires par ZBH, la Chambre considère que des éléments de corroboration indirects ont été fournis à celui-ci par le récit de première main de QCQ et celui de seconde main de ZBA disant que des militaires avaient participé à l'enlèvement des Tutsis au couvent des Benebikira. Vu la proximité du camp de Ngoma et du couvent, la Chambre conclut que l'identification par ZBH des militaires du camp de Ngoma ayant participé à l'enlèvement et au meurtre ultérieur des Tutsis est convaincante.

1150. Ayant fait ces constatations, la Chambre va à présent examiner les dépositions ayant trait à la participation alléguée de Nizeyimana à l'attaque. Le Procureur soutient que ZBH a également affirmé que « Nizeyimana [était] arrivé à bord d'un camion Mercedes conduit par Saïd Nassor » avec les victimes capturées au barrage du camp de Ngoma. Selon le Procureur, Nizeyimana se trouvait là aussi quand les personnes enlevées au couvent des Benebikira et du barrage du camp de Ngoma avaient été tuées en contrebas du motel Ineza<sup>2867</sup>.

1151. Le Procureur s'appuie exclusivement sur les éléments de preuve fournis en contre-interrogatoire par le témoin<sup>2868</sup>. En l'occurrence, le passage cité de la déposition concerne ZBH lisant le procès-verbal de son aveu de 2003. Il n'a pas confirmé ou nié le contenu de son aveu relativement à cet événement<sup>2869</sup>. À cet égard, la Chambre rappelle que le Règlement de procédure et de preuve du Tribunal opte sans hésiter pour l'audition des témoins en personne<sup>2870</sup>. Les déclarations antérieures d'un témoin qui dépose en personne ne sont généralement pertinentes que dans la mesure où elles sont nécessaires à la Chambre pour déterminer la

<sup>2865</sup> ZBH n'a pas été interrogé sur la durée de son travail comme « estafette » à l'ESO en 1991.

<sup>2866</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 38 à 40) et 9 février 2011 (p. 55 et 56), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH).

<sup>2867</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 350.

<sup>2868</sup> Id. note 788 de bas de page citant le CRA, du 9 février 2011, p. 55 (lignes 35 à 37) et p. 56 (lignes 1 à 4).

<sup>2869</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 55 et 56), ZBH. Voir aussi p. 42 (En contre-interrogatoire, ZBH a lu cet aspect de son aveu sans affirmer que Nizeyimana était présent durant l'attaque : « Réponse : "Nassor Saïd, actuellement exilé en Oman avec le capitaine Nizeyimana ..." Je voulais expliquer que ces deux personnes s'étaient exilées, Monsieur le Président, pour qu'il puisse mieux me comprendre. Comme je l'ai dit, ces gens de la Maison Générale ont été tués en même temps que les personnes qui étaient à bord de ce camion et qui avaient été interceptées au niveau du barrage routier ... à différents barrages routiers et le barrage routier du camp Ngoma ».).

<sup>2870</sup> Arrêt *Simba*, par. 19 (« [La Chambre d'appel tient à rappeler] également que dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation de l'opportunité d'admettre des témoignages, la Chambre de première instance doit se conformer au principe général inscrit à l'article 90 A) du Règlement qui veut que les témoins soient entendus en personne ».) et par. 103. Voir arrêt *Bagosora et Nsengiyumva*, par. 543 ; arrêt *Renzaho*, par. 469, note 1025.

crédibilité dudit témoin<sup>2871</sup>. Elles ne devraient ni ne pourraient, d'une manière générale, constituer, en elles-mêmes, des preuves de la véracité de leur contenu.

1152. Le fait que le témoin a lu le procès-verbal de son aveu de 2003 à la barre n'en fait pas nécessairement « une déposition en personne » [traduction]. En revanche, comme le témoin n'a pas été invité à confirmer la véracité de son aveu de 2003, la déposition citée par le Procureur demeure non vérifiée et relève de l'ouï-dire extrajudiciaire. D'autres préoccupations découlent du fait que ZBH a été interrogé abondamment par le Procureur durant l'interrogatoire principal sur les personnes qui se trouvaient dans le camion ayant transporté les victimes du barrage du camp de Ngoma jusqu'à l'endroit situé en contrebas du motel Ineza. Au lieu de citer Nizeyimana, il a identifié les militaires qui se trouvaient dans le véhicule comme venant du « camp de Ngoma », et fourni des détails pour expliquer comment il avait pu les identifier<sup>2872</sup>. L'aveu fait par ZBH en 2003 et sa déposition sont, à cet égard, fondamentalement divergents. Dans sa déposition, il n'identifie pas Nizeyimana parmi les passagers du camion ayant transporté les victimes depuis le barrage du camp de Ngoma. Il n'en ressort pas non plus que le capitaine de l'ESO se trouvait là pendant le meurtre de ces personnes et de celles enlevées au couvent des Benebikira<sup>2873</sup>. Cet aspect de la thèse du Procureur est [donc] rejeté.

1153. L'absence générale de Nizeyimana, ajoutée au fait que des dépositions de témoins fiables impliquent des militaires du camp de Ngoma (et non des militaires de l'ESO), jette un doute raisonnable sur l'allégation que Nizeyimana a ordonné et autorisé le meurtre des Tutsis enlevés au couvent des Benebikira ou au barrage du camp de Ngoma, ou qu'il a contribué de manière significative ou substantielle à ces meurtres. De même, le Procureur n'a pas établi que le capitaine de l'ESO exerçait un contrôle effectif sur les auteurs de ces meurtres, ou savait ou avait des raisons de savoir que ces meurtres étaient commis.

<sup>2871</sup> Voir arrêt *Akayesu*, par. 134.

<sup>2872</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 60 et 61), ZBH. (« Question : À l'endroit situé en contrebas de l'hôtel Ineza où les enfants du couvent avaient été tués, savez-vous si ces enfants étaient les seuls à être tués à cet endroit ce jour-là ? Réponse : Je vous remercie Monsieur le Procureur. Ils n'ont pas été les seules personnes à y être tuées. Comme je vous l'ai dit, nous avons fait trois ou quatre rotations avec le véhicule que nous utilisions. Il y a d'autres personnes qui étaient arrêtées au niveau du barrage de Ngoma, et le barrage était situé presque en face du camp. Et lorsque ces personnes y étaient arrêtées, on les attachait l'un à l'autre, en utilisant leurs pagnes ou leurs habits. Et lorsque ces enfants étaient entretués, un camion conduit par le fils de Saïd Nassor est arrivé et il a déchargé d'autres personnes qui ont été tuées à ce même endroit. Question : Pouvez-vous nous dire qui se trouvait à bord de ce camion ? Vous nous aviez dit qu'il y avait le chauffeur et le fils d'une certaine personne. Réponse : Le chauffeur s'appelait Saïd, et c'était le fils de Nassor. C'était un Arabe. Aujourd'hui, il vit à Oman. Question : De quel type de camion s'agissait-il ? Réponse : C'était un camion Mercedes-Benz de couleur blanche – type 26-28. Question : Outre le chauffeur Saïd, y avait-il quelqu'un d'autre à bord de ce véhicule ? Réponse. Il y'avait également deux militaires. Et il était évident que c'étaient des militaires du camp de Ngoma, parce que j'avais l'habitude de les voir lorsque je passais en face du camp Ngoma, pour me rendre à Matyazo ».).

<sup>2873</sup> Voir chap. II, point 3.4.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1154. En l'occurrence, la Défense a invoqué un alibi qui fait naître raisonnablement la possibilité que, vers la fin du mois d'avril 1994, Nizeyimana avait été muté et assurait la direction d'un camp d'instruction militaire à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro)<sup>2874</sup>. La Chambre n'est pas convaincue que cet alibi crée la possibilité raisonnable que Nizeyimana ne soit revenu qu'une seule fois à Butare pendant cette période, mais il suscite tout de même le doute quant à la contribution significative ou substantielle de Nizeyimana à ces crimes qui ont été commis après sa mutation à Mata. C'est pourquoi, la Chambre conclut que Nizeyimana ne peut être tenu responsable de ces crimes.

---

<sup>2874</sup> Voir chap. II, point 13.3.

## 12. DISTRIBUTION D'ARMES ET ENTRAÎNEMENTS

### 12.1 Distribution d'armes, du 7 avril à la mi-juillet 1994

#### *Introduction*

1155. Selon l'acte d'accusation, du 7 avril à la mi-juillet 1994, Nizeyimana a distribué à l'ESO des armes à des *Interahamwe*, notamment des bourgmestres et des civils<sup>2875</sup>. Le Procureur s'appuie sur les témoins Justin Gahizi, BDE, ZY, AZD, Jules Kayibanda, ZT, ZBH et Anaclet Dufitumukiza.

1156. La Défense nie que des armes ont été distribuées à des *Interahamwe* à l'ESO. Elle soutient en outre que rien ne permet d'établir un lien entre Nizeyimana et les allégations sous-jacentes. Elle conteste que les *Interahamwe* aient été entraînés à l'ESO, ou qu'ils aient jamais mis les pieds à l'ESO. Les témoins à décharge RWV09, RWV11, Thomas Ruzindana et ZML13 ont déposé sur ces points<sup>2876</sup>.

#### Témoignage à charge Justin Gahizi

1157. En avril 1994, Gahizi était sergent à l'ESO<sup>2877</sup>. Vers la deuxième semaine après l'écrasement de l'avion du Président Habyarimana, quand Gahizi, venant de Kanombe, est retourné à l'ESO, il a pris part à plusieurs réunions auxquelles Nizeyimana était présent<sup>2878</sup>. Gahizi participait à ces réunions en tant qu'adjoint de l'adjudant-chef Ntibiramira, qui coordonnait les activités entre les hommes de troupe et les officiers<sup>2879</sup>. En l'occurrence, il a participé à des réunions qui se tenaient au quartier des officiers situé à l'autre bout d'une forêt appelée Joli Bois<sup>2880</sup>. Le colonel Muvunyi, Nizeyimana et des personnalités civiles, comme les bourgmestres des différentes communes, participaient aussi à ces réunions, dont Kanyabashi et le bourgmestre de la commune de Nyakizu<sup>2881</sup>. Selon Gahizi, Nizeyimana avait le « monopole du pouvoir » à ces réunions<sup>2882</sup>.

<sup>2875</sup> Acte d'accusation, par. 7 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 78 à 89 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 17 et 18), (réquisitions).

<sup>2876</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 5, 85, 88, 92 et 93, 95, 350 et 528 à 546 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 40 et 41) (plaidoiries).

<sup>2877</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 24), témoin Gahizi ; pièce à conviction P20 (fiche de renseignements personnels du témoin Gahizi).

<sup>2878</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 26 à 29), témoin Gahizi.

<sup>2879</sup> Ibid. (p. 28), témoin Gahizi.

<sup>2880</sup> Ibid. (p. 29), témoin Gahizi.

<sup>2881</sup> Id.

<sup>2882</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1158. Ces réunions visaient principalement à trouver le moyen de traquer et de capturer les Tutsis, qui étaient qualifiés d'*Inkotanyi*<sup>2883</sup>. Nizeyimana disait qu'il « fallait traquer les *Inyenzi* » et qu'il « fallait participer aux travaux communautaires pour couper les broussailles [...] pour que les *Inkotanyi* ne puissent pas s'y cacher »<sup>2884</sup>. Durant ces réunions, les bourgmestres recevaient des fusils ou des armes qu'ils ramenaient dans leurs communes respectives<sup>2885</sup>. Le commandant adjoint du camp, qui était l'officier S2/S3, était responsable de toutes les armes<sup>2886</sup>. Personne ne pouvait sortir les armes sans son autorisation<sup>2887</sup>. Surnommé « Parenthèse », le responsable du magasin remettait les armes aux bourgmestres, avec l'autorisation de Nizeyimana<sup>2888</sup>. Selon lui, les gens de Butare qui apprenaient à manier les armes venaient les demander à l'ESO<sup>2889</sup>. Ils étaient entraînés pendant une semaine ou deux pour aller ensuite tuer les gens<sup>2890</sup>.

#### Témoignage à charge BDE

1159. D'ethnie hutue, BDE était cadet (élève sous-officier) à l'ESO en avril 1994<sup>2891</sup>. Vers le début du mois de mai, elle avait vu à l'ESO un véhicule qui appartenait vraisemblablement à la commune de Shyamba (Cyahinda)<sup>2892</sup>. Il était en stationnement devant le magasin, situé à environ 50 ou 60 mètres de l'arsenal, et approvisionnait l'école en haricot<sup>2893</sup>. Les haricots une fois déchargés, le véhicule était venu se ranger à côté de l'arsenal<sup>2894</sup>. Les militaires avaient alors chargé des armes, comme des FAL et des Kalachnikov, dans le véhicule qui ensuite était reparti<sup>2895</sup>. Il n'y avait personne d'autre que les militaires autour du véhicule<sup>2896</sup>. BDE n'avait assisté à cette opération qu'une seule fois et ne savait pas combien d'armes avaient été chargées dans le véhicule<sup>2897</sup>.

<sup>2883</sup> Id.

<sup>2884</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 30), témoin Gahizi.

<sup>2885</sup> Ibid. (p. 29), témoin Gahizi.

<sup>2886</sup> Ibid. (p. 30), témoin Gahizi.

<sup>2887</sup> Id.

<sup>2888</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 31), témoin Gahizi.

<sup>2889</sup> Id.

<sup>2890</sup> Id.

<sup>2891</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 9 et 10), BDE ; pièce à conviction P13 (fiche de renseignements personnels de BDE).

<sup>2892</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 22), BDE.

<sup>2893</sup> Id.

<sup>2894</sup> Id.

<sup>2895</sup> Id.

<sup>2896</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 23), BDE.

<sup>2897</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### Témoignage à charge ZY

1160. D'ethnie tutsie, ZY était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>2898</sup>. Elle avait vu des civils et des véhicules « circuler [dans] le camp » à une date non précisée, et se rappelle surtout avoir vu le milicien *Interahamwe* Robert Kajuga à l'ESO<sup>2899</sup>. Kajuga était entré dans un bureau, puis en était ressorti, mais elle ignorait à qui appartenait ce bureau<sup>2900</sup>. Quelqu'un lui avait dit : « Voici le président des *Interahamwe*, Robert Kajuga »<sup>2901</sup>. Quand les massacres s'étaient intensifiés à Butare, elle avait vu des véhicules civils stationnés près du bureau du commandant<sup>2902</sup>. Parfois, les civils ouvraient l'arsenal et chargeaient des armes dans des véhicules, surtout celles du bureau communal<sup>2903</sup>. C'était tout un va-et-vient de véhicules près du bureau du commandant<sup>2904</sup>. ZY « [...] étai[t] de passage » quand elle avait vu ces mouvements<sup>2905</sup>. Elle n'a pas pu dire qui était là quand les armes avaient été chargées dans les véhicules<sup>2906</sup>.

### Témoignage à charge AZD

1161. En avril 1994, AZD était cadet à l'ESO<sup>2907</sup>. Le témoin voyait régulièrement des véhicules venant de différentes communes prendre livraison d'armes à l'ESO. Toutes les communes de la région disposaient de véhicules<sup>2908</sup>. Nizeyimana prêtait main forte aux bourgmestres qui venaient s'approvisionner en armes à l'ESO<sup>2909</sup>. Ces livraisons d'armes n'avaient pas pour but de maintenir l'ordre public, mais elles étaient destinées à une aide pratiquement négative aux autorités civiles<sup>2910</sup>.

### Témoignage à charge Jules Kayibanda

1162. D'ethnie hutue, le témoin Kayibanda était étudiant à l'université de Butare en avril 1994<sup>2911</sup>. Vers la mi-mai, au début des massacres, les armes à feu avaient commencé à arriver sur

<sup>2898</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 8), ZY ; pièce à conviction P11 (fiche de renseignements personnels de ZY).

<sup>2899</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 68), ZY.

<sup>2900</sup> Id.

<sup>2901</sup> Id.

<sup>2902</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 68 et 69), ZY. Le témoin n'a pas précisé le nombre de fois où elle avait vu charger des armes dans des véhicules civils.

<sup>2903</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 69), ZY.

<sup>2904</sup> Id.

<sup>2905</sup> Id.

<sup>2906</sup> Id.

<sup>2907</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 64), AZD ; pièce à conviction P15 (fiche de renseignements personnels d'AZD).

<sup>2908</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 5), AZD.

<sup>2909</sup> Ibid. (p. 19), AZD.

<sup>2910</sup> Id.

<sup>2911</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 41), témoin Kayibanda ; pièce à conviction P17 (fiche de renseignements personnels du témoin Kayibanda). Le témoin Kayibanda a été incarcéré au Rwanda pendant huit ans pour des crimes liés au génocide. Il a bénéficié de la grâce présidentielle en 2003 et a été libéré. Il avait reconnu qu'il avait été incarcéré

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

le campus<sup>2912</sup>. Le témoin Kayibanda avait en sa possession une grenade<sup>2913</sup>. Certains Hutus élancés avaient dû se procurer des armes pour se protéger contre les jeunes militaires<sup>2914</sup>. Il s'était institué une sorte de trafic d'armes et le sergent Sibomana ou M. Patrice [Pacis], un étudiant influent et très connu, pouvaient vous fournir des armes ou des grenades en échange d'une bière<sup>2915</sup>.

#### Témoin à charge ZT

1163. D'ethnie tutsie, ZT était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>2916</sup>. Elle n'avait pas vu les *Interahamwe* prendre des armes à l'arsenal du camp ; elle en avait déduit que c'est l'ESO qui leur fournissait des fusils, car ils prenaient leurs repas à l'ESO et portaient des fusils<sup>2917</sup>. Elle a expliqué que les *Interahamwe* portaient des armes et collaboraient avec les militaires de l'ESO aux barrages – les barrages que Nizeyimana avait fait établir à Butare<sup>2918</sup>. Pour elle, les *Interahamwe* étant autorisés à prendre leurs repas à l'ESO, cela « [voulait] dire qu'il leur était permis de tout prendre. Et la personne qui avait donné une telle autorisation était Nizeyimana »<sup>2919</sup>.

#### Témoin à charge ZBH

1164. D'ethnie hutue, ZBH était en avril 1994 un civil qui avait précédemment travaillé comme « estafette » à l'ESO en 1991<sup>2920</sup>. À une date non précisée, il avait reçu l'ordre de décharger des caisses de munitions et de grenades apportées par le lieutenant Hategekimana et le commandant de la gendarmerie à une réunion tenue au bar du Dr. Gatsinzi, et de les acheminer chez le caporal Gatwaza<sup>2921</sup>. Ces armes avaient été utilisées pour diverses attaques menées à Butare<sup>2922</sup>.

---

pour « association de malfaiteurs », détention illégale d'armes et pillage. CRA, 2 février 2011 (p. 69) et 3 février 2011 (p. 18 et 31).

<sup>2912</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 60), témoin Kayibanda.

<sup>2913</sup> Id. Kayibanda n'a pas dit qui lui avait fourni la grenade.

<sup>2914</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 60), témoin Kayibanda.

<sup>2915</sup> Ibid. (p. 60 et 61), témoin Kayibanda.

<sup>2916</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 9), ZT ; pièce à conviction P19 (fiche de renseignements personnels de ZT).

<sup>2917</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 79 et 80), ZT.

<sup>2918</sup> Ibid. (p. 80), ZT.

<sup>2919</sup> Id.

<sup>2920</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 38), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH). Quand il a déposé devant la Chambre, ZBH était incarcéré au Rwanda pour des crimes liés au génocide. CRA, 9 février 2011 (p. 36 à 39), ZBH.

<sup>2921</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 21 et 22), ZBH.

<sup>2922</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

#### Témoin à charge Anaclet Dufitumukiza

1165. Le témoin Dufitumukiza, d'ethnie tutsie, était caporal de gendarmerie et chauffeur au camp de gendarmerie de Tumba à Butare en avril 1994<sup>2923</sup>. Le 19 avril, le sergent-major de gendarmerie Mugisha avait enjoint au témoin Dufitumukiza d'aller reprendre les gendarmes envoyés en mission à la paroisse de Cyahinda, ainsi que le corps de l'un de leurs collègues tué dans cette paroisse<sup>2924</sup>. Au bureau communal de Nyanza, il avait vu l'adjudant-chef Kanyashyamba de l'ESO commander quelque 11 militaires de l'ESO qui tiraient en direction de la paroisse de Cyahinda avec des armes d'appui, dont un mortier de 60 millimètres et une mitrailleuse lourde<sup>2925</sup>. Selon lui, seule l'ESO, qui était une institution de formation, disposait de telles armes lourdes<sup>2926</sup>.

#### Témoin à décharge RWV09

1166. D'ethnie hutue, RWV09 était un officier qui avait été affecté au camp de l'ESO vers le 13 ou le 14 avril 1994<sup>2927</sup>. Il travaillait au bureau S4 qui ravitaillait le camp en nourriture, vêtements, armes et autres équipements<sup>2928</sup>. Pour lui, si des armes avaient été distribuées dans le camp, le bureau S4 dans lequel il travaillait l'aurait su, ledit bureau devant signer un bon sur lequel figurait le numéro de série de l'arme sortie et la personne qui recevait celle-ci devant contresigner le bon<sup>2929</sup>. Si le registre avait été signé, RWV09 l'aurait su<sup>2930</sup>. Il n'avait jamais été témoin d'une quelconque distribution d'armes<sup>2931</sup>.

#### Témoins à décharge RWV11, Thomas Ruzindana et ZML13

1167. Les témoins RWV11, Ruzindana et ZML13 n'avaient jamais vu de civils ou d'*Interahamwe* à l'ESO en avril 1994<sup>2932</sup>. RWV11 n'ayant jamais vu de civils entrer à l'ESO, il

<sup>2923</sup> CRA, 19 janvier 2011 (p. 73 à 75), témoin Dufitumukiza ; pièce à conviction P5 (fiches de renseignements personnels du témoin Dufitumukiza).

<sup>2924</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 5 à 7, 38 et 39, 55 et 56, et 58), témoin Dufitumukiza.

<sup>2925</sup> Ibid. (p. 7 à 11, 39 et 40, 53, et 60), témoin Dufitumukiza.

<sup>2926</sup> Ibid. (p. 9 et 42), témoin Dufitumukiza.

<sup>2927</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 9 (huis clos)), RWV09 ; pièce à conviction D58 (fiche de renseignements personnels de RWV09).

<sup>2928</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 27), RWV09.

<sup>2929</sup> Ibid. (p. 28), RWV09.

<sup>2930</sup> Id.

<sup>2931</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 29), RWV09.

<sup>2932</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 6 et 7, et 17), RWV11 ; pièce à conviction D53 (fiche de renseignements personnels de RWV11) (d'ethnie hutue, RWV11 était instructeur à l'ESO en avril 1994.) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 26 et 31), témoin Ruzindana ; pièce à conviction D52 (fiche de renseignements personnels du témoin Ruzindana) (d'ethnie hutue le témoin Ruzindana était cadet à l'ESO en avril 1994) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 44 et 48), ZML13 ; pièce à conviction D55 (fiche de renseignements personnels de ZML13) (d'ethnie hutue, ZML13 était cadet à l'ESO en avril 1994).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

n'était pas possible qu'on leur ait distribué des armes dans ce camp<sup>2933</sup>. D'après lui, c'est au centre d'instruction de Mata que les armes avaient dû être distribuées<sup>2934</sup>. De même, le témoin Ruzindana n'avait jamais été témoin d'une quelconque distribution d'armes à des civils dans l'enceinte du camp de l'ESO<sup>2935</sup>. ZML13 n'avait vu à l'ESO que des « commerçants » qui approvisionnaient le camp en vivres et autres fournitures<sup>2936</sup>. Ils ont toutefois précisé que « ces commerçants, [ils] les connaiss[ai]ent »<sup>2937</sup>.

### *Délibérations*

1168. Le Procureur allègue que Nizeyimana a distribué des armes aux *Interahamwe*, y compris à des bourgmestres et des civils, à l'ESO entre le 7 avril et la mi-juillet 1994 dans le cadre d'une entreprise criminelle commune. Les témoins à charge Gahizi, BDE, ZY, AZD, ZBH et Kayibanda ont tous dit à barre que des armes avaient été distribuées par l'ESO aux bourgmestres et à d'autres civils.

1169. En l'occurrence, le témoin Gahizi a affirmé que, vers la troisième semaine du mois d'avril 1994, il avait participé à des réunions au quartier des officiers en compagnie de Nizeyimana et qu'à ces occasions, des armes et des fusils avaient été distribués aux bourgmestres de différentes communes, notamment à Kanyabashi et au bourgmestre de Nyakizu<sup>2938</sup>. Le témoin Gahizi assistait à ces réunions en tant qu'adjoint de l'adjudant-chef Ntibiramira<sup>2939</sup>. Il a en outre noté que les gens qui s'initiaient au maniement des armes venaient s'approvisionner à l'ESO, après quoi on leur apprenait à tuer les gens<sup>2940</sup>. Avant d'en venir à sa déposition au fond, la Chambre rappelle qu'elle a, ailleurs dans le présent jugement, analysé en détail le contexte dans lequel Gahizi avait fait sa déposition et qu'elle avait décidé d'aborder celle-ci avec la circonspection de mise<sup>2941</sup>. La même analyse s'applique à ce point.

1170. En réponse à cette allégation, la Défense soutient que le témoin Gahizi a adapté sa déposition afin qu'elle cadre avec l'affaire *Nizeyimana*<sup>2942</sup>. Elle soutient, en particulier, que sa déposition devant la présente Chambre est sensiblement différente de celle qu'il avait faite dans l'affaire *Muvunyi*. La Défense a lu à haute voix des extraits de la déposition du témoin Gahizi dans l'affaire *Muvunyi* où il énumérait les participants à une réunion tenue au mess des officiers

<sup>2933</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 15), RWV11.

<sup>2934</sup> Ibid. (p. 15), RWV11.

<sup>2935</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 28 et 29), témoin Ruzindana.

<sup>2936</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 48), ZML13.

<sup>2937</sup> Ibid. (p. 48), ZML13.

<sup>2938</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 28 à 31), témoin Gahizi.

<sup>2939</sup> Ibid. (p. 28), témoin Gahizi.

<sup>2940</sup> Ibid. (p. 29), témoin Gahizi.

<sup>2941</sup> Voir chap. II, point 6.2.

<sup>2942</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 87 et 88, et 90.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

de Joli Bois<sup>2943</sup>. Contrairement à sa déposition en l'espèce, dans l'affaire *Muvunyi*, le témoin n'avait pas inclus Nizeyimana dans cette énumération. Le témoin Gahizi a expliqué que la réunion évoquée dans l'affaire *Muvunyi* n'était pas la seule à s'être tenue à Joli Bois et affirmé que d'autres personnes s'y trouvaient dont le nom n'était pas repris dans cette liste<sup>2944</sup>. Il a redit que Nizeyimana était présent et qu'il avait reconnu, dans sa déposition en l'affaire *Muvunyi*, qu'il ne se rappelait pas le nom de toutes les personnes présentes à ladite réunion<sup>2945</sup>.

1171. Le témoin Gahizi a fait savoir qu'il avait été détenu et incarcéré par Nizeyimana vers la fin du mois de mai 1994<sup>2946</sup>. La Chambre considère que son incarcération et le traitement dont il a été l'objet de la part de l'accusé peuvent avoir influencé son impartialité à l'égard de Nizeyimana. Vu le motif potentiel que Gahizi aurait à incriminer Nizeyimana, la Chambre considère que les disparités relevées entre sa déposition en l'espèce et celle faite dans l'affaire *Muvunyi* à propos de l'identité des personnes présentes à la réunion sont préoccupantes.

1172. Qui plus est, la déposition du témoin Gahizi sur les réunions tenues à Joli Bois a été brève et peu détaillée. En l'occurrence, il n'a pas indiqué les dates des réunions et n'a pas non plus précisé le nombre de réunions auxquelles il avait participé et lors desquelles les armes avaient été distribuées. De même, il n'a pas donné de dates ou d'autres détails sur les « personnes » qui venaient demander des armes à l'ESO, puis recevaient une formation pour apprendre à tuer. En réalité, il n'est pas du tout établi qu'il a même été témoin de ces faits. L'absence de détails, ajoutée au motif personnel qu'il pourrait avoir à incriminer Nizeyimana, suscite des doutes quant à la qualité de sa déposition touchant à cette allégation.

1173. BDE avait vu des véhicules civils entrer à l'ESO, en particulier ceux qui appartenaient aux communes<sup>2947</sup>. Elle se souvenait d'un cas survenu vers le début du mois de mai, où elle avait vu un véhicule appartenant à la commune de Shyanda [Cyahinda] qui stationnait devant l'arsenal<sup>2948</sup>. Les militaires s'étaient mis à charger des fusils dans ce véhicule, mais elle ignorait combien il y en avait<sup>2949</sup>. BDE a reconnu qu'elle n'avait été qu'une seule fois témoin d'une telle scène<sup>2950</sup>. En outre, elle avait pu identifier le véhicule en question grâce aux inscriptions disant qu'il appartenait à la commune de Shyanda [Cyahinda], mais elle n'avait vu autour du véhicule personne d'autre que les militaires en train de charger les armes<sup>2951</sup>. En réalité, BDE s'est bornée à dire qu'elle avait vu un véhicule qui semblait appartenir à la commune et elle n'a jamais précisé qu'elle y avait vu des civils. De plus, elle n'a pas fourni de détails sur l'endroit où elle se

<sup>2943</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 25 et 26), témoin Gahizi.

<sup>2944</sup> Ibid. (p. 26), témoin Gahizi.

<sup>2945</sup> Id.

<sup>2946</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 22), témoin Gahizi.

<sup>2947</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 22), BDE.

<sup>2948</sup> Ibid. (p. 22 et 23), BDE.

<sup>2949</sup> Ibid. (p. 22), BDE.

<sup>2950</sup> Id.

<sup>2951</sup> Id.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

trouvait quand elle avait vu charger les armes dans le véhicule. Sa déposition ne comporte pas de détails qui permettraient, à partir d'indices, d'en faire des déductions.

1174. De même, ZY a dit qu'elle avait vu des civils circuler dans l'enceinte de l'ESO à l'époque où les meurtres se multipliaient à Butare<sup>2952</sup>. Des civils entraient parfois dans l'arsenal et chargeaient des armes dans leurs véhicules, en particulier dans des véhicules des communes<sup>2953</sup>. Sa déposition étaye celle de BDE dans la mesure où elle décrit des armes qu'on chargeait dans des véhicules appartenant aux communes, mais elle est la seule à avoir vu les civils se servir en armes à l'arsenal. De plus, elle n'a pas indiqué le nombre de fois où elle avait vu des civils prendre livraison d'armes dans l'enceinte de l'ESO et n'a pas fourni de dates précises. Enfin, elle n'a pas indiqué où elle se trouvait quand elle avait vu les civils circuler dans le camp. Le caractère général du témoignage de ZY disant que des civils venaient se procurer des armes à l'ESO manque de tout détail contextuel permettant d'établir qu'elle a été témoin de ces faits.

1175. Pareillement, AZD a affirmé qu'il avait vu fréquemment de nombreux véhicules appartenant aux différentes communes qui venaient « s'approvisionner en armes » à l'ESO<sup>2954</sup>. Il n'a pas indiqué la période pendant laquelle il avait vu ces véhicules et n'a pas fourni de détails sur l'endroit où il se trouvait quand il avait vu les véhicules prendre livraison des armes. ZT avait vu des *Interahamwe* dans l'enceinte de l'ESO et, comme ces miliciens venaient manger à l'ESO, elle en avait conclu que c'est l'ESO qui leur fournissait les fusils qu'ils portaient<sup>2955</sup>. Elle a souligné que le fait que les *Interahamwe* venaient manger à l'ESO et tenaient les barrages en compagnie de militaires de l'ESO « [...] [voulait] dire qu'il leur était permis de tout prendre »<sup>2956</sup>. En l'occurrence, le témoin n'avait jamais vu des militaires de l'ESO fournir des armes aux *Interahamwe* et elle n'a ni indiqué de dates ni fourni d'autres détails.

1176. À l'opposé des témoins à charge, les témoins à décharge RWV09, RWV11, Ruzindana et ZML13 n'ont pas vu distribuer des armes aux civils par l'ESO ou dans l'enceinte du camp. En effet, RWV09, RWV11 et ZML13 n'avaient pas vu de civils ou d'*Interahamwe* dans l'enceinte de l'ESO pendant toute la période considérée. RWV09, qui travaillait dans le bureau du département chargé d'approvisionner le camp en armes, a dit qu'il aurait été informé si des armes sorties de l'arsenal avaient été distribuées<sup>2957</sup>. Cependant il ne travaillait pas à proprement parler à l'arsenal ; il était affecté à des tâches autres que celles consistant à effectuer des distributions d'armes. S'il est vrai qu'il a pu partager le même bureau que les agents travaillant à l'arsenal, il reste qu'il était affecté à des tâches différentes et, vu le contexte, il ne serait pas

<sup>2952</sup> CRA, 26 janvier 2011 (p. 68), ZY.

<sup>2953</sup> Ibid. (p. 68 et 69), ZY.

<sup>2954</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 5), AZD.

<sup>2955</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 79 et 80), ZT.

<sup>2956</sup> Ibid. (p. 80), ZT.

<sup>2957</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 27 à 29 (huis clos)), RWV09.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

raisonnable qu'il ait été informé chaque fois qu'une arme de l'arsenal était distribuée<sup>2958</sup>. La Chambre estime que son témoignage n'est pas décisif.

1177. RWV11 a noté que, puisqu'il n'avait pas vu de civils à l'ESO, il ne pouvait y avoir eu de distribution d'armes à des civils<sup>2959</sup>. Il a dit que c'est au centre d'instruction de Mata et non à l'ESO qu'il y avait eu distribution d'armes, si tant est qu'il y en ait eu<sup>2960</sup>. La Chambre fait observer que même si les témoins à décharge n'ont personnellement pas été témoins de distribution d'armes, cela ne permet pas de trancher le point de savoir si cette distribution a effectivement eu lieu. En effet, le témoin Ruzindana a relevé qu'il ne pouvait pas entrer au mess des officiers en raison de son grade, et a reconnu qu'il n'aurait donc pas su que des civils ou des *Interahamwe* s'y trouvaient<sup>2961</sup>. De plus, il ressort du dossier que des civils entraient au camp de l'ESO ou y étaient amenés<sup>2962</sup>. La Chambre considère que le fait que ces témoins n'ont pas vu distribuer des armes revêt une valeur probante limitée.

1178. La Chambre fait observer que deux civils ont également déposé à propos de la distribution d'armes. En l'occurrence, ZBH a dit qu'on lui avait demandé de décharger et de remettre au caporal Gatwaza des caisses de munitions que le lieutenant Hategekimana avait apportées à une réunion tenue au bar de Gatsinzi à une date non précisée<sup>2963</sup>. La Chambre note que, selon l'acte d'accusation, des armes étaient distribuées aux civils à l'ESO. La déposition de ZBH faisant état de la livraison d'armes provenant du commandant du camp de Ngoma à un caporal rattaché au même camp, par l'intermédiaire d'un civil ou non, n'entre pas dans le cadre de ce paragraphe de l'acte d'accusation. La Chambre ne conclura donc pas sur ce point.

1179. De même, le témoin Kayibanda a décrit comment des armes à feu avaient commencé à pénétrer sur le campus de l'université vers la mi-mai 1994<sup>2964</sup>. Le sergent Sibomana et un étudiant influent, prénommé Patrice, procuraient des armes à certains Hutus élancés qui devaient se protéger contre de jeunes militaires qui voulaient les tuer<sup>2965</sup>. La Chambre rappelle qu'elle a, ailleurs dans le présent jugement, conclu que Sibomana était étudiant à l'université et sergent et qu'il devait rendre compte, de droit, au commandant de l'ESO<sup>2966</sup>. Kayibanda a dit qu'il possédait une grenade, mais il n'a pas expliqué comment il avait pu l'obtenir ou précisé s'il avait jamais pu se procurer des armes par le canal de Sibomana. La Chambre fait observer qu'il ne ressort pas de la déposition de Kayibanda que les étudiants pouvaient se procurer des armes à l'ESO.

<sup>2958</sup> RWV09 a reconnu qu'aucun des militaires affectés à l'arsenal ne lui rendait compte. CRA, 8 juin 2011 (p. 29).

<sup>2959</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 15), RWV11.

<sup>2960</sup> Ibid. (p. 15), RWV11.

<sup>2961</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 31), témoin Ruzindana.

<sup>2962</sup> Voir chap. II, points 4.1 et 4.2. Voir également CRA, 16 juin 2011 (p. 35), témoin Nyirasafari.

<sup>2963</sup> CRA, 9 février 2011 (p. 21 et 22), ZBH ; pièce à conviction D15B (procès-verbal d'aveu de ZBH), p.15.

<sup>2964</sup> CRA, 2 février 2011 (p. 60), témoin Kayibanda.

<sup>2965</sup> Ibid. (p. 60 et 61), témoin Kayibanda.

<sup>2966</sup> Voir chap. II, point 5.1.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1180. De plus, le témoin n'explique pas comment il avait su que Sibomana et Patrice distribuaient des armes contre de la bière. En effet, dans sa déposition, il ne précise pas s'il avait été témoin d'un tel troc ou s'il avait appris que le troc se pratiquait. Vu le caractère vague et ambigu du témoignage de Kayibanda et compte tenu qu'il ne semble pas que les étudiants pouvaient se procurer des armes à l'ESO, comme cela est allégué dans l'acte d'accusation, la Chambre considère que la déposition du témoin revêt une valeur probante limitée<sup>2967</sup>.

1181. Malgré les lacunes relevées dans les dépositions des témoins à décharge (absence de dates, manque de précision quant aux circonstances dans lesquelles les faits ont été observés) et vu l'absence générale de détails dans les dépositions des témoins à charge, la Chambre est obligée d'interpréter les passages des dépositions des témoins à charge Gahizi, BDE, AZD et ZY qui peuvent être liées, sans l'être nécessairement, pour pouvoir conclure sur ce point. En effet, les dépositions semblent se corroborer mutuellement quant à la présence dans l'enceinte de l'ESO de véhicules appartenant à des communes et à la distribution d'armes aux communes, mais elles sont par trop générales.

1182. Qui plus est, à supposer que les dépositions des témoins à charge pourraient amener la Chambre à conclure que des armes étaient distribuées aux civils à l'ESO, le dossier est dépourvu de tout élément de preuve concret donnant à penser que les armes étaient utilisées pour promouvoir l'entreprise criminelle commune.

1183. Le témoin à charge Dufitumukiza a affirmé qu'il avait vu des militaires de l'ESO pendant l'attaque contre la paroisse de Cyahinda se servir d'armes que l'ESO était le seul camp à détenir<sup>2968</sup>. La Chambre fait observer que le témoin Dufitumukiza a dit que c'étaient les militaires de l'ESO qui utilisaient des armes lourdes durant l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda, et non les *Interahamwe* ou les civils. De plus, le témoin n'établit pas le moins du monde que les civils ou les *Interahamwe* avaient reçu des armes à l'ESO pour lancer cette attaque. En réalité, il ne ressort pas de la déposition du témoin Dufitumukiza qu'il savait que des armes étaient distribuées à des civils ou à des *Interahamwe*. Vu cette ignorance et le caractère ambigu de la déposition du témoin, la Chambre conclut que cette déposition revêt une valeur probante limitée.

1184. AZD a affirmé que Nizeyimana avait prêté main forte aux bourgmestres pour leur permettre de s'approvisionner en armes à l'ESO, afin « d'agir négativement »<sup>2969</sup>. Toutefois, on n'a pas demandé à AZD en quoi consistaient ces actes « négatifs » ou quand ils avaient été

<sup>2967</sup> La déposition du témoin Kayibanda a été contestée par la Défense au motif que le Procureur ne l'avait pas informée de l'implication de Sibomana dans la distribution d'armes. Requête intitulée *Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 29 avril 2011, par. 71 et 72. Vu ses conclusions à propos de la déposition du témoin Kayibanda, la Chambre n'a pas à examiner si la Défense avait été suffisamment informée de cette allégation.

<sup>2968</sup> CRA, 20 janvier 2011 (p. 8 et 9, 40 à 42, 53 et 54, et 60), témoin Dufitumukiza.

<sup>2969</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 19), AZD.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

accomplis. En effet, sa déposition relativement à l'objectif de la distribution d'armes ne fournit aucun détail, et se borne à qualifier ces actes de « négatifs ». Cela ne suffit pas, à lui seul, pour conclure au-delà de tout doute raisonnable que Nizeyimana a eu de ce fait un comportement criminel. De même, le témoin Gahizi a dit que la question générale débattue lors de la réunion tenue au quartier des officiers portait sur la traque des Tutsis. Cependant, sa déposition n'établit aucun lien entre les questions généralement abordées concernant les Tutsis, d'une part, et la distribution d'armes aux bourgmestres et aux civils, d'autre part. En matière pénale où la charge de la preuve au-delà de tout doute raisonnable incombe au Procureur, cette déposition ne satisfait pas au critère requis. La Chambre rejette [donc] cette allégation.

## 12.2 Entraînement des civils et des *Interahamwe*, du 7 avril à juillet 1994

### *Introduction*

1185. Selon l'acte d'accusation, Nizeyimana a autorisé les militaires de l'ESO, et il leur a donné des ordres en conséquences ou les a incités, à entraîner les civils, en particulier les réfugiés burundais et les étudiants de l'université, à divers endroits, dont la vallée située en contrebas de l'ESO, l'hôpital de Butare et une forêt jouxtant l'université de Butare. En particulier, conformément à ses instructions, le sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana<sup>\*</sup> a dispensé un entraînement à des jeunes à l'hôpital de Butare, et le sous-lieutenant Ezéchiel Gakwerere a mis à contribution de nombreux militaires du rang servant au sein des FAR et des élèves de l'ESO pour faciliter l'entraînement des *Interahamwe* et la coopération avec leurs éléments. Les actes posés à l'effet de dispenser un entraînement aux *Interahamwe* et de leur distribuer des armes visaient à favoriser la réalisation des buts de l'entreprise criminelle commune. Le Procureur s'appuie sur les dépositions de ZBH, DCO, YAP et ZCB<sup>2970</sup>.

1186. La Défense soutient qu'il n'existe aucun lien rattachant Nizeyimana à ces allégations. Elle nie que les *Interahamwe* ont été entraînés dans l'enceinte de l'ESO ou qu'ils ne se sont jamais trouvés là-bas. Enfin, elle conteste la crédibilité de ZBH et de DCO<sup>2971</sup>.

---

<sup>\*</sup> NDT : Le texte anglais du « deuxième acte d'accusation modifié » dressé contre Nizeyimana le 31 août 2010 dit, en son paragraphe 7 que « [...] *sous-lieutenant Jean-Pierre Bizimana trained youths at Butare Hospital* [...] » ; le texte français correspondant dit : « [...] le sous-lieutenant Jean-Pierre Bizimana a dispensé un entraînement à des jeunes à l'hôpital de Butare [...] ». Partout dans le présent jugement, le texte anglais de juin 2012 parle de Bizimana et jamais de Bizimungu. Il semble donc que le texte français du paragraphe 7 de l'acte d'accusation comporte une erreur et que c'est bien de Bizimana qu'il est question.

<sup>2970</sup> Acte d'accusation, par. 7 ; dernières conclusions écrites du Procureur, par. 90 à 97.

<sup>2971</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 181, 445 et 528 à 546 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 40) (plaidoiries).

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

## Dépositions

### Témoin à charge ZBH

1187. ZBH, d'ethnie hutue, un civil en avril 1994, avait précédemment travaillé comme « estafette » à l'ESO en 1991<sup>2972</sup>. À une date non précisée, le sous-lieutenant Gakwerere et le caporal Rutayisire, alias Rubaga, entraînaient des civils, notamment ZBH<sup>2973</sup>. En l'occurrence, le caporal Rutayisire les entraînait au lieu-dit Le foyer de Ngoma<sup>2974</sup>. Pendant le mois de juin, les militaires de l'ESO ont dispensé un entraînement, et Nizeyimana, assisté de Jean Baptiste Hategekimana et d'autres personnes, venait souvent « superviser les activités »<sup>2975</sup>. On leur apprenait le maniement des armes ou des armes à feu parce qu'on leur disait que les *Inkotanyi* étaient sur le point de conquérir Butare<sup>2976</sup>. Cet entraînement devait leur apprendre à se défendre et à défendre l'intégrité de la préfecture de Butare<sup>2977</sup>.

### Témoin à charge DCO

1188. D'ethnie tutsie, DCO a été interné, avec son enfant malade, dans le pavillon de pédiatrie que de l'hôpital universitaire de Butare du 29 février jusqu'au mois de juillet<sup>2978</sup>. Selon elle, les militaires « étaient installés juste à côté de l'hôpital », à l'endroit où ils entraînaient les *Interahamwe*<sup>2979</sup>. L'entraînement, qui avait débuté en mai et s'était poursuivi jusqu'en juin, se déroulait sur un terrain situé entre l'ESO et l'hôpital, juste derrière la cuisine de l'hôpital<sup>2980</sup>. DCO pouvait voir depuis l'hôpital comment l'entraînement se déroulait<sup>2981</sup>.

<sup>2972</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 37 et 38), ZBH ; pièce à conviction P21 (fiche de renseignements personnels de ZBH). Quand il est venu déposer devant le Tribunal, ZBH était incarcéré pour des crimes liés au génocide. CRA, 9 février 2011 (p. 36 à 39).

<sup>2973</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 51 et 52), ZBH. Le témoin utilise le pronom « nous » lorsqu'il parle de la formation qu'il a reçue, sans pour autant préciser qui il entend par « nous ».

<sup>2974</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 52), ZBH.

<sup>2975</sup> Id.

<sup>2976</sup> Id.

<sup>2977</sup> Id.

<sup>2978</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 55 et 56), DCO ; pièce à conviction P24 (fiche de renseignements personnels de DCO).

<sup>2979</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 56), DCO.

<sup>2980</sup> Ibid. (p. 64 à 66), DCO (« Question : Madame le Témoin, je voudrais que vous nous décriviez de manière détaillée l'endroit où vous avez vu les *Interahamwe* en train d'être formés. Réponse : C'est derrière l'hôpital, tout près de l'ESO, entre l'ESO et l'hôpital. Il y avait un champ qu'on cultivait. Le champ se trouve en fait à l'intérieur de l'ESO. Mais, c'est tout près de l'hôpital. Question : De quel endroit, dans l'enceinte de l'hôpital, pouviez-vous voir les entraînements se dérouler à cet endroit ? Réponse. Lorsque vous vous teniez un peu en contrebas de la cuisine [...] Parce que nous allions demander de la nourriture, nous étions très nombreuses à aller demander de la nourriture. Nous allions même demander la nourriture aux militaires. Parfois on nous donnait de la nourriture, parfois on ne nous en donnait pas. Mais lorsque nous tenions à cet endroit, en contrebas de la cuisine, nous pouvions voir ce terrain où se faisaient des entraînements militaires ».).

<sup>2981</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 66), DCO.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### Témoin à charge YAP

1189. D'ethnie tutsie, YAP travaillait à l'hôpital universitaire de Butare en 1994<sup>2982</sup>. Selon lui, à un certain moment, le personnel de l'université et de l'hôpital, ainsi que les réfugiés burundais qui étaient stagiaires à l'hôpital avaient reçu une formation militaire<sup>2983</sup>. Les réfugiés avaient été entraînés après le début des tueries à Kigali, mais bien avant le discours prononcé à Butare par le Président Sindikubwabo<sup>2984</sup>. YAP n'avait jamais assisté à cette formation, mais il en avait été informé et avait décidé d'aller « vérifier » lui-même<sup>2985</sup>. Il l'avait dit au directeur de l'hôpital, le docteur Jotham Nshimyumukiza, qui avait saisi l'administration de l'ESO, mais aucune mesure n'avait été prise<sup>2986</sup>. Deux jours plus tard, le docteur Nshimyumukiza avait dit au témoin que l'ESO l'avait informé que les militaires ne pouvaient pas être sanctionnés pendant la guerre, ce qui signifiait qu'officiellement on savait que ces entraînements avaient lieu<sup>2987</sup>.

1190. Souvent, il voyait le sous-lieutenant Bizimana à l'hôpital au moment où les réfugiés burundais y étaient entraînés, mais il ignorait qui était responsable de l'entraînement des *Interahamwe* hors de l'hôpital<sup>2988</sup>. Les *Interahamwe* étaient entraînés dans l'enceinte de l'ESO, en contrebas du camp dans une vallée<sup>2989</sup>, plus précisément en contrebas du transformateur, là où il « y avait un bois »<sup>2990</sup>. Il s'agissait d'une vallée où il y avait un sentier que les gens empruntaient pour se rendre à Ngoma, en face de l'hôpital<sup>2991</sup>. Certains des militaires parlaient de la formation des *Interahamwe*<sup>2992</sup>.

### Témoin à charge ZCB

1191. En avril 1994, ZCB, d'ethnie tutsie, était étudiant à l'Université (nationale du Rwanda) à Butare<sup>2993</sup>. Il avait reçu de ses camarades de classe des informations fiables selon lesquelles les étudiants membres de la milice *Interahamwe* allaient être formés au maniement des armes hors du campus universitaire<sup>2994</sup>. En effet, même avant les massacres, ZCB savait que des étudiants

<sup>2982</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 36), YAP ; pièce à conviction P32 (fiche de renseignements personnels de YAP).

<sup>2983</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 41), YAP.

<sup>2984</sup> Ibid. (p. 41), YAP.

<sup>2985</sup> Id.

<sup>2986</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 41 et 42), YAP.

<sup>2987</sup> Ibid. (p. 42), YAP.

<sup>2988</sup> Ibid. (p. 41), YAP.

<sup>2989</sup> Ibid. (p. 42), YAP.

<sup>2990</sup> Ibid. (p. 42 et 43), YAP.

<sup>2991</sup> Ibid. (p. 43), YAP.

<sup>2992</sup> Id. Le compte rendu d'audience ne permet pas de savoir si YAP avait vu la formation des *Interahamwe* se dérouler dans cette vallée.

<sup>2993</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 32), ZCB ; pièce à conviction P1 (fiche de renseignements personnels de ZCB).

<sup>2994</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 58), ZCB.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

membres du MRND et de la CDR seraient formés au maniement des armes au camp militaire de l'ESO ou dans le bois situé près du centre ERST<sup>2995</sup>.

Témoignage à décharge RWV11

1192. D'ethnie hutue, RWV11 était instructeur à l'ESO en avril 1994<sup>2996</sup>. Il n'avait jamais vu des civils ou des *Interahamwe* dans l'enceinte de l'ESO, ou au mess des officiers<sup>2997</sup>. Toute formation de civils par l'armée aurait été organisée à Mata<sup>2998</sup>. On aurait fait appel à RWV11, en tant qu'instructeur, pour tout entraînement de civils à l'ESO<sup>2999</sup>.

Témoignage à décharge RWV09

1193. D'ethnie hutue, RWV09 était un étudiant officier qui avait été affecté à l'ESO vers le 13 ou le 14 avril 1994<sup>3000</sup>. Il n'avait jamais vu d'entraînement de civils organisé à l'ESO pendant les mois d'avril et de mai 1994<sup>3001</sup>. De même, il n'avait jamais vu des *Interahamwe* venir à l'ESO pour manger au mess des officiers<sup>3002</sup>.

Témoignage à décharge Thomas Ruzindana

1194. D'ethnie hutue, le témoin Ruzindana était cadet à l'ESO en avril 1994<sup>3003</sup>. Les civils n'avaient jamais été entraînés à l'ESO<sup>3004</sup>. Il existait normalement trois types de mess dans un camp militaire : le mess des officiers, le mess des sous-officiers et le mess des hommes de troupe<sup>3005</sup>. Ces derniers n'étaient pas autorisés à fréquenter un autre mess que le leur, et il en allait de même pour les sous-officiers<sup>3006</sup>. Le témoin Ruzindana ne fréquentait donc jamais le mess des officiers et il était incapable de dire si des *Interahamwe* s'y trouvaient<sup>3007</sup>.

<sup>2995</sup> Id. ZBC ne savait pas la date exacte à laquelle la formation avait débuté et n'a pu dire si c'était avant l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana. CRA, 17 janvier 2011 (p. 60).

<sup>2996</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 6 et 7), RWV11 ; pièce à conviction D53 (fiche de renseignements personnels de RWV11).

<sup>2997</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 15), RWV11.

<sup>2998</sup> Id.

<sup>2999</sup> Id.

<sup>3000</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 9 (huis clos)), RWV09 ; pièce à conviction D58 (fiche de renseignements personnels de RWV09).

<sup>3001</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 18), RWV09.

<sup>3002</sup> Id.

<sup>3003</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 25 et 26), témoin Ruzindana ; pièce à conviction D52 (fiche de renseignements personnels du témoin Ruzindana).

<sup>3004</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 31), témoin Ruzindana.

<sup>3005</sup> Id.

<sup>3006</sup> Id.

<sup>3007</sup> Id.

*Délibérations*

1195. ZBH, YAP, DCO et ZCB ont déposé au sujet de la formation dispensée aux civils par les militaires de l'ESO. En l'occurrence, ZBH a dit qu'il avait été formé par le sous-lieutenant Gakwerere et le caporal Rutayisire au lieu dit « foyer de Ngoma »<sup>3008</sup>. Il a ajouté que pendant le mois de juin 1994, il avait aussi été entraîné par des militaires de l'ESO à un endroit non précisé et que Nizeyimana, accompagné du lieutenant Hategekimana et d'autres personnes, venait souvent superviser cet entraînement<sup>3009</sup>.

1196. La Chambre fait observer qu'elle a, ailleurs dans le présent jugement, examiné en détail le contexte général dans lequel ZBH avait fait sa déposition, et décidé d'aborder celle-ci avec circonspection<sup>3010</sup>. Au sujet de cette allégation, la Défense note que la déposition de ZBH disant qu'il avait bénéficié d'une formation en juin 1994 ne cadre pas avec le contexte de l'époque, où ils étaient déjà en train de perdre la guerre<sup>3011</sup>. Il a expliqué qu'il avait été formé dans le but de défendre Butare parce que les *Inkotanyi* étaient sur le point de conquérir la ville<sup>3012</sup>. La Chambre considère qu'il n'est pas déraisonnable que les civils et les *Interahamwe* aient reçu une formation militaire au moment où la ville était sur le point d'être prise et estime que le témoignage de ZBH n'est pas contradictoire sur ce point.

1197. La Chambre a, ailleurs dans le présent jugement, conclu que ZBH, qui collaborait souvent avec les militaires pendant le génocide, était bien placé pour identifier les militaires des différents camps à Butare. Cela dit, il n'avait guère fourni de détails sur la formation qu'il avait reçue. Aucune autre déposition ne corrobore le fait que cette formation était dispensée au foyer de Ngoma ou que Nizeyimana venait souvent, en compagnie du lieutenant Hategekimana, sur les sites d'entraînement des *Interahamwe* et des civils. Aussi, la Chambre estime-t-elle que le témoignage de ZBH ne saurait être décisif.

1198. Selon YAP, le personnel de l'université et de l'hôpital, tout comme les réfugiés burundais, avaient reçu une formation militaire<sup>3013</sup>. Les réfugiés burundais avaient reçu cette formation après le début des massacres à Kigali, mais bien avant le discours du Président Sindikubwabo<sup>3014</sup>. Il ne savait pas qui était chargé de former les *Interahamwe*, mais il savait que cette formation leur était dispensée dans l'enceinte de l'ESO<sup>3015</sup>. En l'occurrence, il a reconnu qu'il n'avait jamais assisté au déroulement de cette formation, tout en précisant qu'il en avait été

<sup>3008</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 51 et 52), ZBH.

<sup>3009</sup> Ibid. (p. 52), ZBH.

<sup>3010</sup> Voir chap. II, point 3.4.

<sup>3011</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 181.

<sup>3012</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 52), ZBH.

<sup>3013</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 41), YAP.

<sup>3014</sup> Id.

<sup>3015</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 42 et 43), YAP.



Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

« informé » et qu'il avait décidé d'aller « vérifier » lui-même<sup>3016</sup>. Il n'a pas indiqué de qui il tenait cette information ni depuis quand. De plus, il n'explique pas comment il avait « vérifié » cette information. Pour ce qui est de l'entraînement des civils, il indique que « certains militaires » avaient évoqué la formation des *Interahamwe*<sup>3017</sup>.

1199. Il semble que c'est de la présence du sous-lieutenant Bizimana à l'hôpital pendant la période de la formation [ou de l'entraînement] que YAP déduit que ce sont des militaires de l'ESO qui étaient chargés de la formation [ou de l'entraînement] des civils<sup>3018</sup>. De même, le témoin relève qu'il a informé la direction de l'hôpital du déroulement de cette formation, et que plus tard cette même direction lui avait fait savoir que les responsables de l'ESO avaient expliqué que les militaires ne pouvaient être sanctionnés en temps de guerre<sup>3019</sup>. Les déductions vagues et générales de YAP, fondées sur l'ouï-dire, ne suffisent pas pour conclure sur ces faits au-delà de tout doute raisonnable.

1200. DCO a affirmé qu'elle avait constaté que les militaires « s'étaient installés juste à côté de l'hôpital » et que c'était là qu'ils avaient commencé à entraîner les *Interahamwe* à compter du mois de mai, environ, jusqu'en juin 1994<sup>3020</sup>. En l'occurrence, l'entraînement se déroulait entre l'ESO et le terrain de l'hôpital, situé directement derrière la cuisine de l'hôpital<sup>3021</sup>. D'emblée, la Chambre émet de sérieuses réserves quant à la possibilité pour DCO de voir les entraînements se dérouler sur un terrain situé entre l'hôpital et l'ESO, et ce, depuis le pavillon de pédiatrie ou en contrebas de la maternité<sup>3022</sup>.

1201. En outre, DCO a reconnu qu'elle ne connaissait pas ces militaires (elle a noté que c'est habituellement à Matyazo qu'elle se rendait pour des soins) et qu'il y avait des éléments de la Garde présidentielle et des militaires du camp de Ngoma en ville [à Butare]<sup>3023</sup>. La possibilité qu'elle avait d'identifier les militaires de l'ESO est moins qu'évidente et son insistance à souligner que l'ESO était située près de l'hôpital en contrebas de la maternité suscite d'autres questions quant à la qualité de sa déposition. À cet égard, sa déposition impliquant des militaires de l'ESO dans l'entraînement des civils revêt une valeur probante limitée<sup>3024</sup>.

<sup>3016</sup> Ibid. (p. 41), YAP. (« Question : Et la formation de ces réfugiés burundais, en avez-vous été personnellement témoin ou bien on vous en a tout simplement parlé? Réponse : J'ai été informé de ce fait et je suis allé vérifier moi-même ce fait. J'en ai même informé la direction de l'hôpital, qui s'est adressée à l'ESO, mais aucune mesure n'a été prise. Et j'ai souvent vu le sous-lieutenant Bizimana pendant cette période »).

<sup>3017</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 42), YAP.

<sup>3018</sup> Ibid. (p. 41), YAP. En effet, il ne ressort pas de la déposition de YAP que le sous-lieutenant Bizimana s'occupait d'une quelconque manière de la formation [l'entraînement] des réfugiés burundais.

<sup>3019</sup> CRA, 21 février 2011 (p. 41 et 42), YAP.

<sup>3020</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 56), DCO.

<sup>3021</sup> Ibid. (p. 64), DCO.

<sup>3022</sup> Voir chap. II, point 9.3.

<sup>3023</sup> CRA, 10 février 2011 (p. 59 et 73), DCO.

<sup>3024</sup> La Défense s'est opposée à la déposition de DCO sur l'entraînement des *Interahamwe* au motif qu'elle-même n'en avait pas été suffisamment informée. Voir requête intitulée *Defence Motion for Exclusion of Evidence*, 29 avril

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1202. De même, ZCB a affirmé qu'il avait entendu dire que des étudiants membres du MRND et de la CDR allaient être entraînés au maniement des armes au camp de l'ESO ou dans le bois situé à côté du centre ERST<sup>3025</sup>. ZCB n'a pas donné les dates précises de ces entraînements et s'est contenté de dire qu'ils avaient commencé « ... même avant, au début des tueries »<sup>3026</sup>. Qui plus est, ZCB a dit qu'il avait entendu dire qu'ils [des étudiants] « allaient apprendre à manier les armes », sans préciser s'ils avaient effectivement reçu cette formation<sup>3027</sup>. En outre, il avait entendu dire cela par des condisciples « fiables », mais il n'a pas pour autant indiqué l'identité de ces condisciples ni la date à laquelle ils lui avaient dit cela. En réalité, cette déposition ne précise pas vraiment comment les condisciples en question savaient que des entraînements allaient avoir lieu – ni s'ils allaient bénéficier eux-mêmes de cette formation ou s'ils en avaient entendu parler ailleurs. Vu le caractère vague et général de cette relation de seconde main, la Chambre considère que le témoignage de ZCB n'est pas décisif.

1203. Vu le caractère vague et général des dépositions, la Chambre estime que le Procureur n'a pas établi, comme il y est tenu, que des civils et des *Interahamwe* ont été entraînés par des militaires de l'ESO entre le 7 avril et la mi-juillet 1994<sup>3028</sup>. De plus, même si la Chambre devait conclure que les *Interahamwe* et les civils ont été entraînés par des militaires de l'ESO, il reste que seul ZBH a parlé à la barre du but visé par cette formation. En l'occurrence, il a affirmé qu'ils avaient reçu une formation parce que les *Inkotanyi* étaient sur le point de conquérir Butare et il leur fallait se défendre et préserver l'intégrité de la préfecture<sup>3029</sup>. Comme elle a décidé d'aborder la déposition de ZBH avec circonspection et que cette déposition n'est pas corroborée, la Chambre estime qu'elle ne permet pas de conclure que Nizeyimana peut être tenu responsable

---

2011, par. 73 à 75. Vu les conclusions qu'elle a déjà tirées relativement à la déposition de DCO, la Chambre n'a plus à examiner les arguments présentés par la Défense sur le manque d'information invoqué.

<sup>3025</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 58), ZCB.

<sup>3026</sup> Id.

<sup>3027</sup> Id. (Question : Vous nous avez parlé d'autres étudiants portant des armes traditionnelles. Savez-vous qui étaient ces étudiants ? Réponse : Comme je vous ai déjà dit, c'étaient des étudiants qui étaient pour la majorité des membres d[es] parti[s] politique[s] MRND et CDR. Et même avant, au début des tueries, j'avais des informations fiables selon lesquelles ces étudiants allaient apprendre à manier les armes au sein du camp militaire ESO ou au sein du bois qui était à côté du centre IRST [ERST]. Question : Vous tenez cette information de qui ? Réponse : J'ai eu ces informations de certains de ces étudiants qui étaient mes collègues... mes collègues de classe. Tout le monde savait que les étudiants qui étaient membres des *Interahamwe* allaient suivre des formations au maniement d'armes à l'extérieur du campus ».).

<sup>3028</sup> La Chambre relève que les témoins à décharge RWV09, RWV11 et Ruzindana ont tous affirmé qu'ils n'avaient pas vu de civils à l'ESO et qu'ils n'avaient donc pu assister à des entraînements. CRA, 8 juin 2011 (p. 18), RWV09 ; CRA, 2 juin 2011 (p. 15), RWV11 ; et CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 30 et 31), témoin Ruzindana. De plus, RWV11 souligne qu'en tant qu'instructeur à l'ESO, il aurait été informé de toute formation de civils dispensée à l'ESO. CRA, 2 juin 2011 (p.15), RWV11. La Chambre fait observer que le fait que les témoins n'aient pas assisté à des entraînements ne signifie pas qu'il n'y en a pas eu. Cela dit, il n'y a pas lieu d'examiner en détail ces dépositions au fond, vu le manque de crédibilité et de fiabilité des éléments de preuve à charge tentant d'établir que ces entraînements ont provoqué la commission de crimes relevant de la compétence du Tribunal.

<sup>3029</sup> CRA, 8 février 2011 (p. 52), ZBH.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

de l'entraînement de civils ou que la formation décrite a nécessairement contribué à la commission de crimes relevant de la compétence du Tribunal.

1204. La Défense a, quant à elle, invoqué un alibi qui permet d'envisager la possibilité raisonnable que, vers la fin d'avril 1994, Nizeyimana ait été redéployé pour superviser un centre d'instruction militaire à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro). La Chambre considère aussi qu'il est possible raisonnablement que Nizeyimana ait été muté à Nyanza à la fin de mai<sup>3030</sup>. La Chambre n'est pas convaincue que ce moyen de preuve permet d'envisager la possibilité raisonnable que Nizeyimana ne soit revenu à Butare qu'une fois après cette date, il suscite de sérieux doutes sur la question de savoir s'il a largement contribué à l'entraînement des civils à l'ESO, parce que celui-ci se situe après la mutation de Nizeyimana. La Chambre rejette [donc] cette allégation.

### 13. ALIBI

1205. La Défense invoque un alibi pour deux périodes distinctes. La première, les 21 et 22 avril 1994, concerne une mission de reconnaissance effectuée à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro); la seconde commence le 26 avril avec la nomination de Nizeyimana comme commandant du centre d'instruction de Mata. La Défense fait aussi valoir des dépositions de témoins disant que, le 26 mai 1994, Nizeyimana avait été muté du centre d'instruction de Mata et déployé sur le front à Nyanza. La Chambre va commencer par exposer les normes applicables à l'évaluation d'un alibi, pour ensuite examiner, tour à tour, les dépositions relatives à chacune de ces périodes.

#### 13.1 Droit applicable

1206. Dans l'arrêt *Zigiranyirazo*, la Chambre d'appel a réaffirmé les principes fondamentaux régissant l'évaluation d'un alibi :

« Un alibi ne constitue pas un moyen de défense au sens propre. En invoquant un alibi, l'accusé nie simplement avoir été en mesure de commettre le crime qu'on lui impute. Il n'est pas tenu de prouver la véracité de son alibi au-delà de tout doute raisonnable, il doit simplement "invoquer des éléments de preuve tendant à établir qu'il n'était pas présent au moment du crime allégué" ou, en d'autres mots, présenter des preuves "soulevant un doute raisonnable quant à la preuve rapportée par le Procureur". Si l'alibi est vraisemblable, il doit être retenu.

Lorsqu'un alibi est régulièrement invoqué, le Procureur doit établir au-delà de tout doute raisonnable qu'en dépit des éléments de preuve produits à son appui, les faits allégués sont néanmoins vrais. Il peut le faire par exemple en démontrant qu'en réalité, l'alibi ne s'applique pas de manière plausible à la période au cours de laquelle l'accusé aurait commis le crime. Lorsque

---

<sup>3030</sup> Voir chap. II, point 13.3.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

l'alibi fournit de prime abord une explication suffisante des activités de l'accusé au moment où le crime a été commis, le Procureur est tenu "d'écarter l'hypothèse raisonnable que l'alibi soit vrai" en démontrant par exemple que l'alibi n'est pas crédible »<sup>3031</sup>.

1207. La Chambre d'appel a également jugé que la stratégie adoptée par la personne qui invoque un alibi pouvait avoir une incidence sur la crédibilité de celle-ci<sup>3032</sup>. La Chambre de première instance avait donc la latitude de tenir compte du fait que l'accusé n'avait pas informé [le Procureur] en temps voulu et suffisamment pour évaluer les éléments de preuve produits à l'appui de l'alibi<sup>3033</sup>.

### 13.2 Mission de reconnaissance à l'usine de thé de Mata, 21 et 22 avril 1994

#### *Introduction*

1208. L'acte d'accusation implique Nizeyimana dans de nombreux crimes distincts qui auraient été commis les 21 et 22 avril 1994, ou vers ces dates<sup>3034</sup>. Toutefois, la Défense a produit des éléments de preuve pour établir que Nizeyimana ne se trouvait pas à Butare du matin du 21 avril 1994 au début de la soirée du 22 avril 1994. En l'occurrence, ces éléments de preuve donnent à penser que Nizeyimana était en route pour l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro), où il faisait une mission de reconnaissance pendant la période considérée, ou en revenait. Des éléments de preuve pertinents à l'appui de cette période que recouvre l'alibi ont été fournis par les témoins à décharge RWV11, ZML13, CKN10, Jean Népomuscène Bunani, Thomas Ruzindana, CKN22, Melchiade Ndikumana, Vincent Ntamagezo, OUV03, RWV09, Irénée Hitayezu, Aggripine Nyiranzabonimana et Augustin Mushimiyimana, ainsi que par les témoins en duplique cités par la Défense KEN06, Déo Iyakaremye, RWV17 et Jean Claude Zikamabahari<sup>3035</sup>.

1209. Le Procureur fait valoir que la notification de l'alibi pour cette période est viciée et que les éléments de preuve produits à l'appui de cet alibi sont peu fiables et fabriqués de toutes pièces. Quoi qu'il en soit, le Procureur soutient en outre qu'il a éliminé toute possibilité raisonnable que l'alibi soit crédible à la fois par le canal de son interrogatoire principal et de son contre-interrogatoire, et par la bouche de ses témoins en réplique Antoinette Bizimenyera et Côsma Twagirayezu<sup>3036</sup>.

<sup>3031</sup> Arrêt *Zigiranyirazo*, par. 17 et 18 (l'appel des notes de bas de page a été omis).

<sup>3032</sup> Arrêts *Kanyarukiga*, par. 9 ; *Munyakazi*, par. 18 citant l'arrêt *Kalimanzira*, par. 56 ; *Musema* (par. 201).

<sup>3033</sup> Arrêt *Munyakazi*, par. 18 citant l'arrêt *Kalimanzira*, par. 56.

<sup>3034</sup> Voir acte d'accusation, par. 10 v), 14 iii), 16 et 23 à 26.

<sup>3035</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 27 à 56, 64 à 67, 69 à 71, 74 à 78, 118 à 136, et 149 et 150 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 42 et 43, 46 à 53, 59, 65 et 66, et 76 et 77), (plaidoiries).

<sup>3036</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 495 à 514, 521b. et c., 522a. à c., 523 à 530 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 5 et 6, et 21 à 29), (réquisitions).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

## *Dépositions*

### Témoin à décharge RWV11

1210. RWV11, d'ethnie hutue, était instructeur à l'ESO avant le 6 avril 1994<sup>3037</sup>. Le 20 avril était une date particulièrement importante pour lui, parce que c'était son anniversaire et que c'était le lendemain du jour où le Président Sindikubwabo avait prononcé son discours à Butare<sup>3038</sup>. Le 21 avril, il était parti, en compagnie d'une quinzaine de militaires, effectuer une mission de reconnaissance dirigée par Nizeyimana<sup>3039</sup>.

1211. Le 21 avril 1994, RWV11 s'était levé vers 6 h 30 et les militaires avaient quitté l'ESO entre 7 h 30 et 8 heures<sup>3040</sup>. Selon lui, il avait effectué le voyage dans une Land Rover en compagnie des sergents chefs Bunani, Hitimana, Kagimbangabo, Musirikare et le sergent Joseph Harerimana<sup>3041</sup>. Le caporal Mulindankaka (un chauffeur), le caporal Kayitana (brancardier) et le sergent-chef Kabandana (chargé des signaux et des transmissions) faisaient également partie de ce groupe<sup>3042</sup>. Nizeyimana et quelque cinq militaires se trouvaient quant à eux à bord d'un véhicule de la MINUAR<sup>3043</sup>.

1212. Sur la route conduisant de Butare à la préfecture de Gikongoro, les militaires avaient perdu beaucoup de temps à plusieurs barrages tenus par des *Interahamwe* munis d'armes traditionnelles<sup>3044</sup>. Les *Interahamwe* étaient particulièrement menaçants, parce que les militaires utilisaient un véhicule de la MINUAR, et Nizeyimana avait dû discuter avec eux pour les convaincre de leur laisser le passage<sup>3045</sup>.

1213. Le convoi était arrivé au camp de gendarmerie de Gikongoro vers 10 heures, et Nizeyimana l'avait quitté pour aller s'entretenir avec le commandant du camp<sup>3046</sup>. Le témoin, qui connaissait bien un gendarme basé dans ce camp, avait pris une bière avec lui à la cantine<sup>3047</sup>. Les autres militaires étaient restés dans les véhicules ou étaient allés manger ou boire à la cuisine

<sup>3037</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 6 et 7), RWV11 ; pièce à conviction D53 (fiche de renseignements personnels de RWV11).

<sup>3038</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 20 et 21 (huis clos)), RWV11.

<sup>3039</sup> Ibid. (p. 17, 21 (huis clos), et 62), RWV11.

<sup>3040</sup> Ibid. (p. 21 (huis clos) et 62), RWV11.

<sup>3041</sup> Ibid. (p. 23), RWV11. Le nom de Bunani est écrit par erreur « Mbunane » dans les comptes rendus en anglais et en français.

<sup>3042</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 21 (huis clos)), RWV11.

<sup>3043</sup> Ibid. (p. 21), RWV11.

<sup>3044</sup> Ibid. (p. 22), RWV11.

<sup>3045</sup> Id.

<sup>3046</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 22 (huis clos) et 62), RWV11.

<sup>3047</sup> Ibid. (p. 22 (huis clos) et 61), RWV11.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

ou à la cantine<sup>3048</sup>. L'équipe de reconnaissance était restée environ une heure à Gikongoro, avant de reprendre la route pour Mata<sup>3049</sup>.

1214. Entre Gikongoro et Mata, les barrages étaient moins nombreux et les *Interahamwe* moins « virulents »<sup>3050</sup>. Les militaires étaient arrivés à l'usine de thé de Mata entre 14 heures et 14 h 30<sup>3051</sup>. Le témoin et d'autres militaires s'étaient dirigés vers la cantine de l'usine où ils avaient mangé des brochettes accompagnées de bière<sup>3052</sup>. Nizeyimana avait discuté avec Juvénal, le directeur de l'usine, pendant 30 à 40 minutes<sup>3053</sup>. Vers 15 heures, il avait donné l'ordre aux militaires d'entamer la mission de reconnaissance<sup>3054</sup>. Il s'était joint au groupe de RWV11 qui s'était rendu à l'école primaire, en contrebas de la colline, à la recherche d'un endroit où dormir, pendant que leurs collègues recherchaient des points d'eau<sup>3055</sup>. Vers 18 heures, ils avaient arrêté les recherches pour faire leur rapport à Nizeyimana<sup>3056</sup>.

1215. Les militaires étaient retournés à la cantine de l'usine pour boire, préparer du riz et des haricots, ou manger des conserves qu'ils avaient apportées<sup>3057</sup>. Nizeyimana se trouvait dans la même cantine que les militaires et prenait un verre avec le directeur de l'usine<sup>3058</sup>. RWV11 était allé se coucher vers 21 heures, mais il pensait que certains militaires étaient restés à la cantine jusqu'à 22 ou 23 heures<sup>3059</sup>.

1216. Le lendemain, 22 avril 1994, le témoin avait pris son petit déjeuner, et la mission de reconnaissance avait repris vers 7 heures<sup>3060</sup>. Nizeyimana et d'autres militaires non identifiés étaient partis à la recherche d'un champ de tir<sup>3061</sup>. Le témoin s'était dirigé vers la rivière, tandis que d'autres militaires recherchaient des endroits pour y planter des tentes et inspectaient le terrain<sup>3062</sup>. Une fois de plus, ils avaient fait rapport à Nizeyimana, et la mission s'était achevée

<sup>3048</sup> Ibid. (p. 22 (huis clos), et 59 et 60), RWV11.

<sup>3049</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 25 (huis clos)), RWV11.

<sup>3050</sup> Ibid. (p. 25), RWV11.

<sup>3051</sup> Ibid. (p. 17 et 25), RWV11.

<sup>3052</sup> Ibid. (p. 25 et 63), RWV11.

<sup>3053</sup> Ibid. (p. 25, et 63 et 64), RWV11.

<sup>3054</sup> Ibid. (p. 25 et 64), RWV11.

<sup>3055</sup> Ibid. (p. 25 et 26), RWV11.

<sup>3056</sup> Id.

<sup>3057</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 26), RWV11.

<sup>3058</sup> Id.

<sup>3059</sup> Id.

<sup>3060</sup> Id.

<sup>3061</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 26 et 27, et 58), RWV11. Selon le CRA, (p. 56 et 57), Nizeyimana s'était dirigé vers la « plantation de thé ». La référence à la « plantation de thé », qui était en fait une erreur de traduction, a été corrigée plus tard et remplacée par la mention que Nizeyimana était allé reconnaître le « champ de tir ». CRA, 2 juin 2011 (p. 58).

<sup>3062</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 26 et 27, et 56 et 57 (huis clos)), RWV11.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

vers 14 heures<sup>3063</sup>. Le groupe avait fait ses bagages, quitté Mata et fait route par Kibeho, Runyinya et Matyazo ; et il était arrivé à l'ESO vers 17 h 30<sup>3064</sup>.

### Témoignage à décharge ZML13

1217. D'ethnie hutue, ZML13 était entré à l'ESO en 1989 où il avait commencé à faire des exercices militaires en 1991<sup>3065</sup>. En 1994, il était « élève sergent » et l'adjudant-chef François Ntibiramira était son chef de peloton<sup>3066</sup>. Le 21 avril, entre 7 heures et 8 heures, un caporal avait informé le témoin qu'il devait se présenter au commandement avec d'autres sous-officiers et en tenue de combat<sup>3067</sup>.

1218. Le témoin s'était joint à d'autres militaires de divers grades sur l'aire de rassemblement. L'adjudant Ngalinde les avait informés qu'ils avaient été désignés pour effectuer une mission de reconnaissance à Mata<sup>3068</sup>. Le groupe était composé notamment des premiers sergents Hitimana et Méthode Mulinda (instructeur), Thomas Ruzindana, Shadrack Kagimbandabo, et du caporal Kayitana (brancardier)<sup>3069</sup>. Au total, 12 à 15 militaires, y compris des officiers, faisaient partie de la mission<sup>3070</sup>.

1219. Entre 8 h 30 et 9 heures, ils avaient quitté le camp à bord de deux véhicules<sup>3071</sup>. Nizeyimana et ses gardes du corps étaient dans un véhicule de la MINUAR, alors que le témoin et d'autres se trouvaient dans une jeep militaire<sup>3072</sup>. En route pour Gikongoro, ils avaient eu à franchir de 10 à 20 barrages. Nizeyimana s'adressait régulièrement aux personnes qui tenaient les barrages, et le convoi passait 10 à 30 minutes à chaque barrage<sup>3073</sup>.

1220. Ils étaient arrivés au camp de gendarmerie de Gikongoro après environ une heure et demie à deux heures de route<sup>3074</sup>. Nizeyimana était allé voir le commandant de gendarmerie et d'autres militaires s'étaient dirigés vers la cuisine. Le témoin était resté près des véhicules en

<sup>3063</sup> Ibid. (p. 27, et 56 et 57), RWV11.

<sup>3064</sup> Ibid. (p. 27, et 64 et 65), RWV11.

<sup>3065</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 44 et 62), ZML13 ; pièce à conviction D55 (fiche de renseignements personnels de ZML13).

<sup>3066</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 44), ZML13.

<sup>3067</sup> Ibid. (p. 48 et 49), ZML13.

<sup>3068</sup> Ibid. (p. 49), ZML13.

<sup>3069</sup> Ibid. (p. 44 et 62, 50) et CRA, 7 juin 2011 (p. 69 et 70), ZML13.

<sup>3070</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 58), ZML13.

<sup>3071</sup> Ibid. (p. 50), ZML13.

<sup>3072</sup> Id.

<sup>3073</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 51) et 7 juin 2011 (p. 70), ZML13. Celui-ci était descendu de son véhicule à un barrage à Ruramba. CRA, 7 juin 2011 (p. 65).

<sup>3074</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 51), ZML13.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

compagnie d'un caporal, qui était chauffeur. Les militaires s'étaient remis en route après cet arrêt de 45 minutes à 1 heure<sup>3075</sup>.

1221. Entre 13 h 30 et 14 heures, ils étaient arrivés à Mata, où ils avaient été accueillis par le directeur de l'usine de thé<sup>3076</sup>. Certains militaires avaient mangé des brochettes de viande à la cantine de l'usine et d'autres avaient pris un verre<sup>3077</sup>. Ensuite, Nizeyimana et l'adjudant Ngalinde avaient donné des consignes aux militaires<sup>3078</sup>. Un groupe avait inspecté les lieux ; un autre était allé à la recherche de sites pour y implanter un dispensaire et dresser des tentes ; un autre encore avait installé la radio et testé les communications radio, et un quatrième groupe recherchait les points d'eau<sup>3079</sup>. Nizeyimana avait, lui aussi, participé à ces tâches<sup>3080</sup>.

1222. Les militaires avaient arrêté leurs activités de reconnaissance vers 18 h 30 et étaient retournés à la cantine. ZML13 était assis près de Nizeyimana, de Ngalinde, du directeur de l'usine (« le *tea maker* ») et d'autres employés de l'usine<sup>3081</sup>. Il était resté à la cantine jusqu'à vers 22 heures, puis était allé se coucher chez un particulier<sup>3082</sup>. Les officiers, y compris Nizeyimana, avaient passé la nuit dans la maison d'accueil, située près de l'usine<sup>3083</sup>.

1223. Le lendemain matin, le témoin s'était levé entre 5 heures et 5 h 30 et était allé avec ses collègues au rassemblement sur le « terrain », entre 6 heures et 6 h 30<sup>3084</sup>. Ensuite, on les avait subdivisés en plusieurs groupes qui étaient allés reconnaître des points d'eau, tester les communications radio et rechercher un champ de tir<sup>3085</sup>. ZML13 était dans le même groupe que Nizeyimana et d'autres personnes ; ensemble, ils s'étaient rendus à Nyamyumba, à environ trois à quatre kilomètres, pour identifier un champ de tir<sup>3086</sup>. Ils étaient restés à Nyamyumba jusqu'à vers 13 heures, puis étaient rentrés à Mata, où les autres groupes avaient fait rapport<sup>3087</sup>. Les militaires étaient ensuite allés manger et boire à la cantine<sup>3088</sup>.

<sup>3075</sup> Ibid. (p. 50) et CRA, 7 juin 2011 (p. 71), ZML.

<sup>3076</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 51) et 7 juin 2011 (p. 71), ZML13.

<sup>3077</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 51), ZML13.

<sup>3078</sup> Ibid. (p. 52), ZML13.

<sup>3079</sup> Id.

<sup>3080</sup> Id.

<sup>3081</sup> Id.

<sup>3082</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 53), ZML13.

<sup>3083</sup> Id. et CRA, 7 juin 2011 (p. 75), ZML13.

<sup>3084</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 56), ZML13.

<sup>3085</sup> Id.

<sup>3086</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 55 et 56), ZML13.

<sup>3087</sup> Ibid. (p. 56 et 57), ZML13.

<sup>3088</sup> Ibid. (p. 57), ZML13.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1224. Pour rentrer à Butare, ils avaient emprunté un itinéraire différent de celui de l'aller et qui passait par Kibeho, Amarogo et Matyazo<sup>3089</sup>. Ils étaient arrivés à l'ESO au crépuscule et le témoin avait regagné son dortoir<sup>3090</sup>.

#### Témoin à décharge CKN10

1225. D'ethnie hutue, CKN10 était de la première promotion de l'ESO nouvelle formule et avait le grade de sergent en avril 1994<sup>3091</sup>. Le 19 avril, il avait été désigné pour renforcer la sécurité du palais du MRND où le Président Théodore Sindikubwabo devait prononcer un discours ce jour-là<sup>3092</sup>. Le lendemain, 20 avril, le témoin était de repos au camp de l'ESO<sup>3093</sup>. Toutefois, vers 14 heures, on lui avait demandé de se préparer pour une mission de reconnaissance<sup>3094</sup>.

1226. Le 21 avril 1994, entre 8 heures et 10 heures, le témoin s'était joint à Nizeyimana et 12 ou 13 autres militaires pour se rendre à l'usine de thé de Mata (préfecture de Gikongoro)<sup>3095</sup>. Nizeyimana, son garde du corps et son chauffeur, le caporal Gahutu, étaient à bord d'un véhicule de couleur blanche laissé par la MINUAR<sup>3096</sup>. Le témoin se trouvait dans une Land Rover militaire de l'ESO conduite par Murindankana, avec l'adjudant Ngalinde, le sergent-major Rwegisha, les premiers sergents Bunani et Hitimana, les sergents Ruzindana et Harerimana, Kanbandana (opérateur radio), le caporal Kayitana (brancardier) et Nkurunziza<sup>3097</sup>.

1227. Chemin faisant, leur convoi avait été intercepté à plus de 10 barrages tenus par des membres de la population<sup>3098</sup>. Le témoin a estimé qu'ils avaient eu des difficultés à cause du véhicule de la MINUAR, la population croyant que celle-ci avait participé à l'attentat contre l'avion du Président<sup>3099</sup>. Ils avaient passé entre 10 et 45 minutes à chacun de ces barrages.<sup>3100</sup>

1228. Ils étaient arrivés au camp de gendarmerie de la préfecture de Gikongoro vers 11 h 30 et y avaient passé environ une heure, à manger du riz et des haricots pendant que Nizeyimana

<sup>3089</sup> Ibid. (p. 57) et CRA, 7 juin 2011 (p. 75 et 76), ZML13.

<sup>3090</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 57) et 7 juin 2011 (p. 81), ZML13.

<sup>3091</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 36 et 60), CKN10 ; pièce à conviction D50 (fiche de renseignements personnels de CKN10).

<sup>3092</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 48 à 50) et 30 mai 2011 (p. 31 et 32), CKN10.

<sup>3093</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 49), CKN10.

<sup>3094</sup> Ibid. (p. 49 et 50), CKN10.

<sup>3095</sup> Ibid. (p. 49 à 52) et CRA, 30 mai 2011 (p. 12, 14 et 32), CKN10.

<sup>3096</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 50 et 51) et 30 mai 2011 (p. 7 et 8, et 41 (huis clos)), CKN10. Le témoin ne se souvenait pas du nom du garde du corps de Nizeyimana. CRA, 30 mai 2011 (p. 41 (huis clos)).

<sup>3097</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 51) et 30 mai 2011 (p. 7 et 8), CKN10. La Land Rover était de couleur sombre ; elle était munie d'une bâche et pouvait transporter quelque 11 personnes.

<sup>3098</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 51) et 30 mai 2011 (p. 9 et 10), CKN10.

<sup>3099</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 9), CKN10.

<sup>3100</sup> Ibid. (p. 11), CKN10.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

s'entretenait avec le commandant du camp<sup>3101</sup>. Leur voyage avait duré entre une heure et une heure et demie et ils s'étaient arrêtés de six à neuf fois à des barrages, pour finalement arriver à l'usine de thé de Mata vers 13 heures ou 14 heures<sup>3102</sup>. Ils avaient garé leurs véhicules près de la cantine de l'usine et avaient été accueillis par le directeur de l'usine, Juvénal Ndabarinze, et trois autres personnes<sup>3103</sup>. Ils avaient mangé à la cantine, y avaient passé environ une heure et avaient quitté celle-ci vers 15 heures.<sup>3104</sup>

1229. Les militaires avaient ensuite inspecté le terrain de football de Mata parce qu'ils comptaient y dresser les tentes, et visité l'école primaire de Huhambe ; ils étaient allés ensuite à une rivière proche de la plantation de thé, à la recherche d'un point d'eau<sup>3105</sup>. Ils étaient allés à chacun de ces endroits en voiture et Nizeyimana était tout le temps en leur compagnie<sup>3106</sup>. Cette première partie de la mission avait duré environ trois heures<sup>3107</sup>.

1230. Les militaires étaient retournés à la cantine vers 18 heures en compagnie de Nizeyimana et y avaient pris un pot avec les travailleurs de l'usine<sup>3108</sup>. Ils avaient quitté vers minuit<sup>3109</sup>. CKN10 avait passé la nuit dans une maison proche de la cantine, et Nizeyimana dans la maison d'accueil de l'usine<sup>3110</sup>.

1231. Le lendemain, 22 avril 1994, le témoin s'était réveillé entre 6 heures et 6 h 30<sup>3111</sup>. Il avait pris le petit déjeuner à la cantine en compagnie d'autres militaires avant de reprendre le travail entre 7 h 30 et 8 heures<sup>3112</sup>. Ils avaient poursuivi les activités de reconnaissance entamées la veille à la recherche d'endroits appropriés pour la course matinale et les exercices de tir<sup>3113</sup>. Par ailleurs, l'opérateur radio avait installé les équipements radio dans la maison d'accueil et avait pu communiquer avec le commandement de l'ESO à Butare<sup>3114</sup>.

<sup>3101</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 52) et 30 mai 2011 (p. 12 et 13, et 32), CKN10.

<sup>3102</sup> Id.

<sup>3103</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 52) et 30 mai 2011 (p. 14 à 16), CKN10.

<sup>3104</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 52) et 30 mai 2011 (p. 14 à 16, et 32 et 33), CKN10.

<sup>3105</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 52) et 30 mai 2011 (p. 18 et 33), CKN10. Le témoin a affirmé en général que le premier jour les militaires recherchaient un site pour les exercices de tir et avaient testé des équipements radio (CRA, 26 mai 2011, p. 52), mais il a par la suite expliqué que ces activités s'étaient déroulées le deuxième jour (CRA, 30 mai 2011, p. 19).

<sup>3106</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 52) et 30 mai 2011 (p. 18), CKN10.

<sup>3107</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 17), CKN10.

<sup>3108</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 52) et 30 mai 2011 (p. 17), CKN10.

<sup>3109</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 53), CKN10.

<sup>3110</sup> Id.

<sup>3111</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 18), CKN10.

<sup>3112</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 53) et 30 mai 2011 (p. 18), CKN10.

<sup>3113</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 53) et 30 mai 2011 (p. 19), CKN10.

<sup>3114</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 19 et 20), CKN10.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1232. Vers midi, ils avaient déjeuné à la cantine, puis ils avaient pris la route pour rentrer à Butare vers 13 h 30<sup>3115</sup>. Ils avaient emprunté l'itinéraire qui passe par Kibeho, Miyogoro et Matyazo pour atteindre la commune de NGoma (préfecture de Butare). Ils avaient dû s'arrêter à moins de 10 barrages tenus par des civils munis d'armes traditionnelles. Chacun des arrêts avait pris environ 15 minutes ; généralement, Nizeyimana devait expliquer à chaque barrage pourquoi ils utilisaient un véhicule de la MINUAR. Vers 17 h 30, ils étaient arrivés à Butare<sup>3116</sup>.

#### Témoignage à décharge Jean Népomuscène Bunani

1233. D'ethnie hutue, le témoin Bunani était instructeur à l'ESO en 1994<sup>3117</sup>. Le 20 avril, alors qu'il était en mission à Kanage (commune de Kibayi) près de la rivière Akanyaru, un chauffeur lui avait remis un message du lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi, qui lui demandait de se présenter à l'ESO<sup>3118</sup>. Il se souvenait de la date parce que le caporal Ngendambizi lui avait parlé du discours prononcé le 19 avril par le Président Théodore Sindikubwabo<sup>3119</sup>. Le témoin et le chauffeur étaient rentrés à l'ESO où ils étaient arrivés entre 14 heures et 14 h 30 à bord une camionnette civile, en compagnie du caporal Nambajimana<sup>3120</sup>. Le témoin avait été reçu par Muvunyi qui lui avait dit que Nizeyimana l'attendait<sup>3121</sup>. Nizeyimana avait dit au témoin de se préparer pour une mission à Mata<sup>3122</sup>.

1234. Le 21 avril 1994, entre 7 h 30 et 8 heures, le témoin avait quitté Butare pour Mata en compagnie de Nizeyimana, des premiers sergents Rwegisha, Méthode Mulinda et Nsaguye, des sergents Shadrack Kagimbangabo, Ruzindana et Nusilikare (*sic*), du sergent-major Kabandana (opérateur radio), des caporaux Gahutu et Murindankaka (chauffeurs) et du caporal Kayitana (infirmier ou brancardier)<sup>3123</sup>. Ils avaient effectué le voyage à bord d'une jeep militaire et d'un véhicule de la MINUAR<sup>3124</sup>. Le long du trajet, le convoi s'était arrêté à « de nombreux » barrages tenus par des civils armés de machettes<sup>3125</sup>. Ces gens disaient qu'il y avait des *Inyenzi* parmi les militaires qui devaient, pour cela, être aussi contrôlés<sup>3126</sup>.

<sup>3115</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 54) et 30 mai 2011 (p. 20), CKN10.

<sup>3116</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 54) et 30 mai 2011 (p. 20 à 26), CKN10. Le témoin avait une fois de plus effectué le voyage à bord du véhicule militaire. CRA, 30 mai 2011 (p. 23).

<sup>3117</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 40 et 42), témoin Bunani ; pièce à conviction D64 (fiche de renseignements personnes du témoin Bunani).

<sup>3118</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 6, et 17 et 18), témoin Bunani. Le témoin a dit à la barre que la position qu'il occupait à Kanage (commune de Kibayi) se trouvait à environ 40 kilomètres du poste frontière. CRA, 13 juin 2011 (p. 36).

<sup>3119</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 6, et 36 et 37), témoin Bunani. Le témoin n'avait pas suivi le discours prononcé par le Président le 19 avril 1994 et ignorait qu'il avait été rediffusé plusieurs fois. CRA, 13 juin 2011 (p. 37).

<sup>3120</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 39 et 40), témoin Bunani.

<sup>3121</sup> Ibid. (p. 7 et 18), témoin Bunani.

<sup>3122</sup> Ibid. (p. 7, 18 et 41), témoin Bunani.

<sup>3123</sup> Ibid. (p. 6 et 7, et 41 et 42), témoin Bunani.

<sup>3124</sup> Ibid. (p. 8), témoin Bunani.

<sup>3125</sup> Id.

<sup>3126</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1235. Vers midi, le convoi s'était arrêté au camp de gendarmerie de Gikongoro<sup>3127</sup>. Nizeyimana s'était entretenu avec le commandant du camp pendant que le témoin Bunani, Rwegisha, Mulinda et d'autres militaires prenaient un verre à la cantine<sup>3128</sup>. Ils avaient repris la route entre 12 h 30 et 13 heures et étaient arrivés à l'usine de thé de Mata entre 14 heures et 14 h 30<sup>3129</sup>. Nizeyimana s'était entretenu avec le directeur de l'usine pendant que les militaires mangeaient à la cantine<sup>3130</sup>. Ensuite, Nizeyimana, l'adjudant Ngalinde et deux ou trois autres militaires étaient partis pour la colline appelée Nyamyumba à la recherche d'un endroit qui pouvait convenir comme champ de tir<sup>3131</sup>. Pendant ce temps, un autre groupe, recherchait un endroit où les tentes des recrues pouvaient être dressées<sup>3132</sup>. Le témoin et son groupe, quant à eux, cherchaient un endroit pour installer le centre d'instruction et devaient identifier les points d'eau<sup>3133</sup>.

1236. Les militaires étaient revenus à la cantine entre 17 heures et 18 heures<sup>3134</sup>. Le témoin Bunani avait quitté la cantine vers 22 h 30, en y laissant Nizeyimana qui s'entretenait avec le directeur de l'usine<sup>3135</sup>. Nizeyimana, Ngalinde, Rwegisha, Kabandana et Kayitana avaient passé la nuit dans la maison d'accueil de l'usine, tandis que les chauffeurs avaient dormi dans les véhicules, et le reste des militaires, dans les tentes<sup>3136</sup>.

1237. Conformément aux instructions, le lendemain matin, les militaires s'étaient rassemblés à la maison d'accueil où Nizeyimana avait passé la nuit<sup>3137</sup>. Ensuite, Nizeyimana et son groupe avaient poursuivi la recherche d'un terrain approprié pour le champ de tir et s'étaient acquittés d'autres tâches de reconnaissance<sup>3138</sup>. Ils étaient revenus à la cantine entre 13 heures et 14 heures pour le déjeuner<sup>3139</sup>. Entre 14 heures et 15 heures, le groupe avait repris la route pour rentrer à Butare en passant par Kibeho, la colline de Huye et Muyogoro pour arriver au camp de l'ESO entre 17 heures et 17 h 30<sup>3140</sup>.

<sup>3127</sup> Id.

<sup>3128</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 8 et 42), témoin Bunani.

<sup>3129</sup> Ibid. (p. 8 et 9), témoin Bunani.

<sup>3130</sup> Ibid. (p. 9), témoin Bunani.

<sup>3131</sup> Ibid. (p. 9 et 10, et 13), témoin Bunani.

<sup>3132</sup> Ibid. (p. 9 et 10), témoin Bunani.

<sup>3133</sup> Ibid. (p. 10 et 13), témoin Bunani.

<sup>3134</sup> Ibid. (p. 9), témoin Bunani.

<sup>3135</sup> Ibid. (p. 9 et 10), témoin Bunani.

<sup>3136</sup> Ibid. (p. 10 et 43), témoin Bunani. Le témoin avait passé la nuit à environ un kilomètre de la tente de Nizeyimana. CRA, 13 juin 2011, p. 10.

<sup>3137</sup> Ibid. (p. 10 et 11), témoin Bunani.

<sup>3138</sup> Ibid. (p. 10), témoin Bunani.

<sup>3139</sup> Ibid. (p. 11), témoin Bunani.

<sup>3140</sup> Ibid. (p. 12 et 13), témoin Bunani.

Témoignage à décharge Thomas Ruzindana

1238. D'ethnie hutue, Ruzindana était entré à l'ESO en 1989 et faisait partie de la première promotion de l'ESO nouvelle formule ; en 1994, il était cadet et son chef de section [peloton] s'appelait Ndayambaje<sup>3141</sup>. Le 19 avril, le Président Théodore Sindikubwabo avait prononcé un discours au palais du MRND à Butare<sup>3142</sup>.

1239. Le lendemain, 20 avril 1994, son chef de peloton lui avait demandé de se préparer pour une mission de reconnaissance<sup>3143</sup>. Le 21 avril, soit deux jours après le discours du Président, Nizeyimana avait pris la direction de l'équipe de reconnaissance, qui comprenait notamment le témoin Ruzindana, l'adjudant Ngalinde, le premier sergent Mulinda, le sergent Shadrack Kagimbangabo, Kabandana (opérateur radio), Mulindankaka (chauffeur) et un certain Sagahutu<sup>3144</sup>. Ils avaient quitté l'ESO vers 8 heures à bord d'un véhicule de la MINUAR et d'une autre jeep<sup>3145</sup>.

1240. De l'ESO jusqu'à Gikongoro, ils avaient franchi entre 10 et 15 barrages tenus par des *Interahamwe*<sup>3146</sup>. Le témoin se rappelait qu'ils avaient passé entre 30 et 35 minutes à un barrage sur la route de Gikongoro<sup>3147</sup>. Habituellement Nizeyimana, accompagné de ses trois gardes du corps, expliquait l'objet de la mission aux personnes qui tenaient les barrages<sup>3148</sup>. Ils étaient arrivés au camp de gendarmerie de Gikongoro entre 10 h 20 et 10 h 30<sup>3149</sup>. Nizeyimana s'était entretenu avec le commandant du camp au mess des officiers, pendant que le témoin et d'autres militaires mangeaient du riz et des haricots à la cantine en compagnie des gendarmes<sup>3150</sup>.

1241. Ils avaient quitté le camp de gendarmerie de Gikongoro après y avoir passé environ une heure<sup>3151</sup>. Ils étaient arrivés à l'usine de thé de Mata vers 13 h 30, après avoir franchi entre 20 et 25 autres barrages, et à chacun de ceux-ci ils avaient dû passer tout au plus 10 minutes<sup>3152</sup>. Ils avaient été reçus par Juvénal Ndabarinze, directeur de l'usine de thé de Mata, et trois autres

<sup>3141</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 25 à 27), témoin Ruzindana ; pièce à conviction D52 (fiche de renseignements personnels du témoin Ruzindana). Quand il est venu témoigner devant le Tribunal à Arusha, le témoin Ruzindana résidait à Kibungo (Rwanda). CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 25).

<sup>3142</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 32, et 43 et 45), témoin Ruzindana.

<sup>3143</sup> Ibid. (p. 44 et 45), témoin Ruzindana.

<sup>3144</sup> Ibid. (p. 32 et 33, 43 à 45 et 65), témoin Ruzindana.

<sup>3145</sup> Ibid. (p. 33 et 34, et 49), témoin Ruzindana.

<sup>3146</sup> Ibid. (p. 34, 47 et 52), témoin Ruzindana.

<sup>3147</sup> Ibid. (p. 47), témoin Ruzindana.

<sup>3148</sup> Ibid. (p. 47 à 49), témoin Ruzindana.

<sup>3149</sup> Ibid. (p. 34, 47 à 49, et 67 à 69), témoin Ruzindana.

<sup>3150</sup> Ibid. (p. 49 et 50, et 68 à 70), témoin Ruzindana.

<sup>3151</sup> Ibid. (p. 49 à 51), témoin Ruzindana.

<sup>3152</sup> Ibid. (p. 34, 51 et 52), témoin Ruzindana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

travailleurs de l'usine<sup>3153</sup>. Ensuite, ils avaient mangé des brochettes et bu un verre à la cantine de l'usine pendant une heure ou une heure et demie<sup>3154</sup>.

1242. Les activités de reconnaissance avaient débuté vers 15 heures pour s'achever vers 18 heures<sup>3155</sup>. Ils recherchaient des points d'eau potable, des endroits où installer les équipements de communication et d'autres installations militaires, des terrains pour l'instruction et un endroit pour « dresser des tentes », ainsi qu'une voie d'accès pour les véhicules de ravitaillement<sup>3156</sup>. Ils n'avaient pas eu le temps de trouver un endroit qui convînt pour un champ de tir<sup>3157</sup>. Nizeyimana était resté pendant tout ce temps en compagnie des militaires et les activités de reconnaissance avaient été interrompues vers 18 heures<sup>3158</sup>. Les militaires, avaient préparé leur dîner à la cantine, toujours en compagnie de Nizeyimana<sup>3159</sup>. Vers 21 heures, le témoin était allé se coucher et avait dormi dans l'annexe de la maison d'accueil de l'usine ; Nizeyimana était hébergé à la maison d'accueil<sup>3160</sup>.

1243. Le lendemain, 22 avril 1994, les militaires s'étaient levés vers 6 h 30, avaient pris le petit déjeuner et poursuivi les activités de reconnaissance, notamment la recherche des points d'eau, et testé les communications radio<sup>3161</sup>. Ils avaient arrêté vers midi pour déjeuner<sup>3162</sup>. À une heure non précisée, ils s'étaient mis en route pour Butare, via Kibeho et Miyogoro<sup>3163</sup>. Ils avaient franchi tout au plus 10 barrages et avaient passé, selon les estimations du témoin, pas plus de 7 à 10 minutes à chaque barrage<sup>3164</sup>. Ils étaient arrivés à l'ESO vers 18 heures<sup>3165</sup>.

#### Témoin à décharge CKN22

1244. D'ethnie hutue, CKN22 travaillait pour le Gouvernement rwandais à la sous-préfecture de Munini (préfecture de Gikongoro) en avril 1994<sup>3166</sup>. Le mercredi 20 avril, il s'était rendu à l'usine de thé de Mata comme il le faisait tous les mercredis<sup>3167</sup>. À environ un kilomètre de

<sup>3153</sup> Ibid. (p. 34, 53 et 68), témoin Ruzindana.

<sup>3154</sup> Id.

<sup>3155</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 70), témoin Ruzindana.

<sup>3156</sup> Ibid. (p. 35 et 54), témoin Ruzindana.

<sup>3157</sup> Ibid. (p. 55), témoin Ruzindana.

<sup>3158</sup> Ibid. (p. 35 et 70), témoin Ruzindana.

<sup>3159</sup> Ibid. (p. 35 et 36), témoin Ruzindana.

<sup>3160</sup> Ibid. (p. 36), témoin Ruzindana.

<sup>3161</sup> Ibid. (p. 36 et 37, et 54 et 55), témoin Ruzindana.

<sup>3162</sup> Ibid. (p. 36), témoin Ruzindana.

<sup>3163</sup> Id.

<sup>3164</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 54), témoin Ruzindana.

<sup>3165</sup> Ibid. (p. 36), témoin Ruzindana.

<sup>3166</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 64, et 67 et 74 (huis clos)) et 16 juin 2011 (p. 7 et 8, et 23 (huis clos)), CKN22 ; pièce à conviction D73 (fiche de renseignements personnels de CKN22). Au moment où il a déposé devant le Tribunal, CKN22 vivait en exil. CRA, 15 juin 2011 (p. 74 (huis clos)).

<sup>3167</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 65 et 67 (huis clos)) et 16 juin 2011 (p. 7 et 8, et 21 (huis clos)), CKN22.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

l'usine, sa moto était tombée en panne<sup>3168</sup>. Il l'avait laissée aux soins de Callixte Ndayisaba, travailleur à l'usine de thé, dont il avait emprunté la moto pour rentrer chez lui<sup>3169</sup>.

1245. Le lendemain vers midi, CKN22 était retourné à l'usine de thé de Mata, mais sa moto n'était toujours pas réparée<sup>3170</sup>. Vers 14 heures, pendant qu'il attendait près du garage de l'usine, il avait vu plus de 10 militaires arriver à bord d'une jeep militaire, ainsi qu'un véhicule de la MINUAR<sup>3171</sup>. Parmi ces militaires, il avait reconnu Nizeyimana, capitaine à l'ESO qu'on lui avait montré du doigt en 1991 et que tout le monde connaissait à Butare<sup>3172</sup>.

1246. Juvénal Ndabarinde, le directeur de l'usine, avait offert à boire aux militaires<sup>3173</sup>. Le témoin avait entendu Nizeyimana dire au directeur qu'ils venaient à Mata en mission de reconnaissance<sup>3174</sup>. Il avait également entendu les militaires dire qu'ils allaient inspecter un site sur lequel ils comptaient dresser les tentes<sup>3175</sup>. Ils étaient repartis, tandis que le témoin était resté à l'usine<sup>3176</sup>.

1247. Vers 17 h 30, les militaires étaient revenus à la cantine et le directeur leur avait offert à boire<sup>3177</sup>. Ce soir-là, le témoin était à table avec Nizeyimana, le directeur, Callixte (un autre civil, étudiant à l'université) et au moins un autre militaire, et ils avaient discuté de sujets variés<sup>3178</sup>. Il était allé se coucher vers minuit chez le directeur ou dans le bureau de celui-ci<sup>3179</sup>. Il pensait que Nizeyimana avait dormi à la maison d'accueil de l'usine, tandis que des militaires avaient dormi dans le hangar de l'usine et d'autres à la cantine<sup>3180</sup>.

1248. Le lendemain matin, le témoin s'était levé vers 7 heures et avait vu Nizeyimana faire sa toilette près de la maison d'accueil de l'usine vers 7 h 30<sup>3181</sup>. Il avait également vu des militaires prendre leur petit déjeuner devant la cantine avant de les revoir entrain de faire le tour des bâtiments de l'usine<sup>3182</sup>. Ils étaient revenus à la cantine entre 13 heures et 14 heures et avaient

<sup>3168</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 67) et 16 juin 2011 (p. 5), CKN22.

<sup>3169</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 68) et 16 juin 2011 (p. 4, et 8 (huis clos)), CKN22.

<sup>3170</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 69), CKN22.

<sup>3171</sup> Ibid. (p. 69 et 70), CKN22.

<sup>3172</sup> Ibid. (p. 69, 77 et 79) et 16 juin 2011 (p. 25 et 29 (huis clos)), CKN22.

<sup>3173</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 69), CKN22. En raison de son travail, le témoin connaissait parfaitement le directeur de l'usine de thé de Mata et ils étaient des amis. CRA, 16 juin 2011 (p. 8 et 10 (huis clos)).

<sup>3174</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 69 et 76) et 16 juin 2011 (p. 22 (huis clos)), CKN22.

<sup>3175</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 70), CKN22.

<sup>3176</sup> Id.

<sup>3177</sup> Id.

<sup>3178</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 71, 73 et 75), CKN22.

<sup>3179</sup> Ibid. (p. 70) et CRA, 16 juin 2011 (p. 10 et 11 (huis clos)), CKN22.

<sup>3180</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 70) et 16 juin 2011 (p. 9 et 10 (huis clos)), CKN22.

<sup>3181</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 70) et 16 juin 2011 (p. 11 (huis clos)), CKN22.

<sup>3182</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 70) et 16 juin 2011 (p. 12 (huis clos)), CKN22.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

déjeuné<sup>3183</sup>. Nizeyimana avait dit au témoin qu'ils passeraient par Kibeho en rentrant à Butare et le témoin lui avait répondu qu'il allait, lui aussi, dans la même direction<sup>3184</sup>. Il précédait le convoi, sur sa moto, sur 10 à 12 kilomètres jusqu'à Kibeho. Arrivé là, le témoin avait dit au revoir à Nizeyimana et salué les militaires, et leurs routes s'étaient séparées<sup>3185</sup>.

1249. CKN22 pensait qu'il y avait quatre barrages entre Gikongoro et Mata<sup>3186</sup>. Il les avait franchis sans difficulté ; chaque fois, il exhibait sa carte d'identité et il pouvait passer<sup>3187</sup>. N'ayant pas emprunté le tronçon qui relie Gikongoro à Butare, il était incapable de dire le nombre de barrages qu'il y avait sur cette route<sup>3188</sup>.

#### Témoin à décharge Melchiade Ndikumana

1250. Originaire de la préfecture de Gikongoro, le témoin Ndikumana était étudiant en première année de santé publique à l'Université nationale du Rwanda à Butare en 1994<sup>3189</sup>. Le vendredi 15 avril, il avait rendu visite à son parrain, Callixte Ndayisaba, qui était responsable du contrôle qualité à l'usine de thé de Mata<sup>3190</sup>. Environ une semaine plus tard, vers le 20 ou le 21 avril, Juvénal Ndabarinze, le directeur de l'usine de thé, avait fait venir le témoin à son bureau<sup>3191</sup>. Arrivé là, le témoin l'avait trouvé en compagnie d'une dizaine de militaires<sup>3192</sup>. Le directeur avait présenté Nizeyimana comme étant le chef des militaires et il avait demandé au témoin de prendre soin d'eux à la cantine de l'usine<sup>3193</sup>.

1251. Vers 13 h 30, le témoin avait conduit les militaires à la cantine, mais il n'avait vu aucun véhicule près du bureau du directeur<sup>3194</sup>. Les militaires avaient bu et mangé. Environ deux heures plus tard, Nizeyimana avait demandé au témoin de les laisser parce qu'ils avaient du travail<sup>3195</sup>. Les militaires étaient partis et le témoin n'avait pas vu ce qu'ils faisaient<sup>3196</sup>. Vers 18 h 30, plusieurs travailleurs de l'usine se trouvaient à la cantine après le travail et les militaires y étaient

<sup>3183</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 70), CKN22.

<sup>3184</sup> Ibid. (p. 70) et CRA, 16 juin 2011 (p. 22 et 23 (huis clos)), CKN22.

<sup>3185</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 70, 73 et 74, et 76 (huis clos)) et 16 juin 2011 (p. 13 (huis clos)), CKN22.

<sup>3186</sup> CRA, 16 juin 2011 (p. 28 (huis clos)), CKN22.

<sup>3187</sup> Ibid. (p. 29 (huis clos)), CKN22.

<sup>3188</sup> Ibid. (p. 28 (huis clos)), CKN22.

<sup>3189</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 60) et 24 mai 2011 (p. 17 et 18), témoin Ndikumana ; pièce à conviction D43 (fiche de renseignements personnels du témoin Ndikumana).

<sup>3190</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 60 et 61, et 68 et 69) et 24 mai 2011 (p. 21, 24 et 25, 30 à 33), témoin Ndikumana.

<sup>3191</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 62 à 64) et 24 mai 2011 (p. 25, 31, 36 et 37), témoin Ndikumana.

<sup>3192</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 62), témoin Ndikumana.

<sup>3193</sup> Ibid. (p. 62), témoin Ndikumana.

<sup>3194</sup> Id. Le témoin Ndikumana s'est dit convaincu que les militaires étaient arrivés à l'usine dans un véhicule et a souligné qu'il y avait un garage à proximité de l'usine. CRA, 23 mai 2011 (p. 63).

<sup>3195</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 62), témoin Ndikumana.

<sup>3196</sup> Id.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

revenus<sup>3197</sup>. Nizeyimana était resté boire et manger avec eux jusqu'à minuit<sup>3198</sup>. Le témoin avait vu que Nizeyimana était hébergé dans une maison située près du bureau du directeur<sup>3199</sup>.

1252. Le lendemain matin, les militaires avaient poursuivi leur mission<sup>3200</sup>. Vers 13 heures, Nizeyimana était revenu<sup>3201</sup>. Il avait dit au témoin qu'ils avaient mené à bien leur mission, et il était parti pour rendre compte au directeur de l'usine<sup>3202</sup>. Le groupe avait pris un verre et mangé avant de quitter Mata entre 14 h 30 et 15 heures<sup>3203</sup>.

#### Témoin à décharge Vincent Ntamagezo

1253. D'ethnie hutue, le témoin Ntamagezo, était un des cadets de la troisième promotion de l'ESO en avril 1994<sup>3204</sup>. Le 21 avril, il avait été affecté à la sécurité, au sein de la section de la police militaire, parce qu'il y avait des troubles à Butare<sup>3205</sup>. Il était resté au sein de cette section pendant trois jours<sup>3206</sup>. Le 21 avril vers 8 heures ou 8 h 30, il avait vu Nizeyimana, en compagnie de l'adjudant Ngalinde, près de l'aire de rassemblement, à côté de la jeep de la MINUAR<sup>3207</sup>. Le témoin avait parlé avec l'un des sergents qui se tenait non loin d'eux et qui lui avait dit qu'ils s'apprétaient à partir pour Mata<sup>3208</sup>. Ce jour-là, Nizeyimana s'était rendu avec d'autres militaires à Mata pour y préparer l'installation d'un centre d'instruction<sup>3209</sup>. Le témoin a estimé à une soixantaine de mètres la distance qui le séparait de Nizeyimana<sup>3210</sup>.

#### Témoin à décharge OUV03

1254. D'ethnie hutue, OUV03 était instructeur à l'ESO en avril 1994<sup>3211</sup>. Le 17 avril, le chef d'état-major avait envoyé un message à l'ESO chargeant Nizeyimana de se rendre à Mata<sup>3212</sup>. À

<sup>3197</sup> Id.

<sup>3198</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 64), témoin Ndikumana.

<sup>3199</sup> Id.

<sup>3200</sup> Id.

<sup>3201</sup> Id.

<sup>3202</sup> Id.

<sup>3203</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 64 et 65), témoin Ndikumana.

<sup>3204</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 56), témoin Ntamagezo ; pièce à conviction D59 (fiche de renseignements personnels du témoin Ntamagezo).

<sup>3205</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 59 et 61), témoin Ntamagezo.

<sup>3206</sup> Ibid. (p. 60), témoin Ntamagezo.

<sup>3207</sup> Ibid. (p. 62 et 69), témoin Ntamagezo. La jeep de la MINUAR était précisément garée près du mât du drapeau. CRA, 8 juin 2011 (p. 69).

<sup>3208</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 62), témoin Ntamagezo. Plus tard, le témoin Ntamagezo a précisé que le sergent était en compagnie de l'adjudant Ngalinde. Ibid. (p. 69).

<sup>3209</sup> Ibid. (p. 63), témoin Ntamagezo.

<sup>3210</sup> Ibid. (p. 69), témoin Ntamagezo.

<sup>3211</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 59 et 61 (huis clos)) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 16), OUV03 ; pièce à conviction D51 (fiche de renseignements personnels d'OUV03).

<sup>3212</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 24 à 26) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 11), OUV03.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

compter de cette date et jusqu'au 21 avril, Nizeyimana s'était préparé pour effectuer une mission de reconnaissance.

1255. Le 21 avril 1994, Nizeyimana, l'adjudant Ngalinde et le caporal Rwabutwaza (opérateur radio) faisaient partie des 10 à 12 militaires qui s'étaient rendus à Mata pour une mission de reconnaissance<sup>3213</sup>. Le témoin les avait vus quitter l'ESO entre 7 heures et 8 heures à bord d'une jeep de la MINUAR de marque Nissan et d'une autre jeep équipée d'un émetteur radio<sup>3214</sup>. Ce jour-là, l'équipe de reconnaissance avait fait des tests radio à 18 heures et 20 heures, tout comme le 22 avril à 8 heures et à 14 heures<sup>3215</sup>. Le 22 avril, ces militaires étaient rentrés à l'ESO avant 19 heures et le témoin avait discuté avec le caporal Rwabutwaza qui faisait partie de cette mission. Rwabutwaza avait confirmé qu'ils n'avaient pas eu de difficulté à établir la liaison radio entre l'ESO et l'usine de thé<sup>3216</sup>.

#### Témoin à décharge RWV09

1256. D'ethnie hutue, RWV09 était un officier qui avait été affecté au camp de l'ESO vers le 13 ou le 14 avril 1994<sup>3217</sup>. Le 18 avril, l'état-major avait envoyé un télégramme au commandement de l'ESO pour le charger de créer un centre d'instruction pour entraîner les militaires<sup>3218</sup>. Le bureau S4, service dans lequel travaillait RWV09, avait reçu copie de ce message le même jour<sup>3219</sup>. Toujours à cette date, Nizeyimana avait été chargé de faire les préparatifs dudit centre<sup>3220</sup>. Pendant les trois ou quatre jours suivants, Nizeyimana avait rassemblé les instructeurs, le matériel et les équipements nécessaires<sup>3221</sup>. Le 21 ou le 22 avril, un groupe de militaires conduit par Nizeyimana s'était rendu à Mata pour une mission de reconnaissance. RWV09 n'en faisait pas partie<sup>3222</sup>.

#### Témoin à décharge Irénée Hitayezu

1257. D'ethnie hutue, le témoin Hitayezu était cadet à l'ESO et il y était revenu le 20 avril 1994 après un congé<sup>3223</sup>. À son arrivée au camp, son supérieur hiérarchique dont il n'a pas indiqué le

<sup>3213</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 28 à 30) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 13 à 15), OUV03.

<sup>3214</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 28 et 29), OUV03.

<sup>3215</sup> Ibid. (p. 29), OUV03.

<sup>3216</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 29) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 12 à 15), OUV03.

<sup>3217</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 9 et 10, 26 et 27 (huis clos) et 41), RWV09 ; pièce à conviction D28 (fiche de renseignements personnels de RWV09).

<sup>3218</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 13 (huis clos), et 41), RWV09.

<sup>3219</sup> Ibid. (p. 41), RWV09.

<sup>3220</sup> Ibid. (p. 13 (huis clos), et 32 et 41), RWV09.

<sup>3221</sup> Ibid. (p. 13 (huis clos)), RWV09.

<sup>3222</sup> Ibid. (p. 13 (huis clos), et 45), RWV09.

<sup>3223</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 48, 52 et 62), témoin Hitayezu ; pièce à conviction D61 (fiche de renseignements personnels du témoin Hitayezu). Le 6 avril 1994, le témoin Hitayezu était en congé dans la commune de Kinigi. La violence a éclaté à Kinigi immédiatement après la mort du Président Habyarimana, ce qui a conduit le témoin à fuir

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

nom l'avait affecté au renforcement de la garde de la résidence de Nizeyimana<sup>3224</sup>. Il était resté à ce poste du 20 au 23 avril ; il prenait son tour de garde chaque soir à 18 heures et y passait toute la nuit<sup>3225</sup>. Selon lui, Nizeyimana n'avait passé que la nuit du 23 au 24 avril à sa résidence<sup>3226</sup>.

1258. L'épouse de Nizeyimana, son fils, une jeune fille et un domestique se trouvaient à la résidence dans la nuit du 21 avril 1994<sup>3227</sup>. Le lendemain, vers 19 heures, un véhicule militaire était arrivé avec à son bord un homme, une femme et des enfants inconnus du témoin et qui avaient été accueillis par la famille de Nizeyimana<sup>3228</sup>.

#### Témoin à décharge Aggripine Nyiranzabonimana

1259. D'ethnie hutue, le témoin Nyiranzabonimana était enseignante en 1994 et vivait dans la cellule de Buye à Butare, sur la même rue que Nizeyimana<sup>3229</sup>. Le 21 avril au soir, elle était rentrée tôt à la maison avec son mari Jean Baptiste Ruzindaza, parce qu'ils avaient entendu des coups de feu le soir précédent et appris, le lendemain, la mort de Maniraho et de son épouse<sup>3230</sup>.

1260. Après 20 heures, elle-même et son mari avaient entendu des gens qui passaient devant chez eux, et puis, il y avait eu des coups de feu pendant environ cinq minutes<sup>3231</sup>. Elle était restée dans la chambre pendant que son mari allait au salon téléphoner chez Nizeyimana afin de s'informer sur la situation. Quelqu'un lui avait dit que Nizeyimana n'était pas chez lui<sup>3232</sup>. Le lendemain matin vers 5 heures, Ruzindaza avait rappelé chez Nizeyimana mais l'épouse de celui-ci avait dit qu'il n'était pas à la maison<sup>3233</sup>.

#### Témoin à décharge Augustin Mushimiyimana

1261. D'ethnie hutue, le témoin Mushimiyimana était un militaire en service à l'escadrille d'aviation de l'aéroport de Kanombe à Kigali en avril 1994<sup>3234</sup>. Marié à une Tutsie, il avait

---

la localité avec les membres de sa famille qu'il avait aidés à voyager et à trouver un refuge et il était revenu à Butare le 20 avril 1994. CRA, 9 juin 2011 (p. 52 à 56), témoin Hitayezu.

<sup>3224</sup> Ibid. (p. 48), témoin Hitayezu.

<sup>3225</sup> Ibid. (p. 49 et 51), témoin Hitayezu.

<sup>3226</sup> Ibid. (p. 51), témoin Hitayezu.

<sup>3227</sup> Ibid. (p. 50), témoin Hitayezu.

<sup>3228</sup> Ibid. (p. 50 et 51), témoin Hitayezu.

<sup>3229</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 66) et 10 juin 2011 (p. 11, et 13 et 14), témoin Nyiranzabonimana ; pièce à conviction D62 (fiche de renseignements personnels du témoin Nyiranzabonimana) ; pièce à conviction D63 (carte dessinée par le témoin Nyiranzabonimana).

<sup>3230</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 2 à 4), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>3231</sup> Ibid. (p. 4, 8 et 28), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>3232</sup> Ibid. (p. 4, et 7 à 9), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>3233</sup> Ibid. (p. 4, 7 à 9, 22 et 29), témoin Nyiranzabonimana.

<sup>3234</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 50, et 55 et 56), témoin Mushimiyimana ; pièce à conviction D65 (fiche de renseignements personnels du témoin Mushimiyimana).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

déposé une demande de congé le 16 avril pour l'évacuer et l'amener à Butare<sup>3235</sup>. Ce congé lui avait été accordé, mais il avait dû rester à Kigali jusqu'à l'achèvement des travaux sur un avion, le 19 avril 1994<sup>3236</sup>.

1262. Le 20 avril 1994, il avait amené sa femme tutsie à Butare, ainsi que le caporal Nzambadora et son épouse, et l'épouse de l'adjudant Pascal Gatengwa à bord d'un véhicule de la MINUAR<sup>3237</sup>. Lui-même et son épouse étaient descendus chez son ami l'adjudant-chef Célestin Ngalinde la nuit du 20 avril<sup>3238</sup>. Le lendemain matin, 21 avril, Ngalinde était parti pour ne revenir chez lui que le 22 avril à 18 heures<sup>3239</sup>. Il avait dit au témoin qu'il revenait d'une mission de reconnaissance à Mata durant laquelle il avait été l'adjoint de Nizeyimana<sup>3240</sup>.

Antoinette Bizimenyera, témoin en réplique cité par le Procureur

1263. D'ethnie tutsie, le témoin Bizimenyera était mariée au banquier Jean Baptiste Mukimbili en 1994<sup>3241</sup>. Le 19 avril, elle avait quitté Ruhango avec sa famille et avait passé la nuit dans la maison d'accueil de la succursale de la Banque de Kigali à Butare<sup>3242</sup>. Suite à des coups de feu entendus pendant toute la nuit, ils avaient appelé Nizeyimana à son bureau le 20 avril à 8 heures. Celui-ci leur avait demandé d'être patients<sup>3243</sup>.

1264. Comme il ne se passait rien, ils avaient rappelé Nizeyimana vers 11 heures<sup>3244</sup>. Quelques minutes plus tard, un véhicule était arrivé avec trois militaires à bord<sup>3245</sup>, qui avaient conduit le témoin, son mari et leurs deux enfants à la maison de Nizeyimana<sup>3246</sup>. Elle a affirmé avoir vu Nizeyimana quand elle était arrivée chez lui et s'est souvenue l'avoir vu, toujours chez lui, le lendemain 21 avril 1994<sup>3247</sup>. Pendant tout le mois d'avril, Nizeyimana quittait sa résidence le

<sup>3235</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 51, 63 et 67 à 69), témoin Mushimiyimana.

<sup>3236</sup> Ibid. (p. 51 et 68), témoin Mushimiyimana.

<sup>3237</sup> Ibid. (p. 51, 59, 62 et 63, 67 et 68), témoin Mushimiyimana.

<sup>3238</sup> Ibid. (p. 51 et 52), témoin Mushimiyimana.

<sup>3239</sup> Ibid. (p. 52), témoin Mushimiyimana.

<sup>3240</sup> Id.

<sup>3241</sup> CRA, 8 septembre 2011 (p. 35 à 37), témoin Bizimenyera (en identifiant Jean Mukimbili, le témoin a implicitement confirmé qu'il est son mari) ; pièce à conviction P61 (fiche de renseignements personnels du témoin Bizimenyera) (elle y indique que Jean-Baptiste Mukimbili est son mari).

<sup>3242</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 45 et 46, 49) et 8 septembre 2011 (p. 26, 29, 31 à 33 et 40), témoin Bizimenyera.

<sup>3243</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 46 et 49) et 8 septembre 2011 (p. 32, 34, 39, 41 et 42), témoin Bizimenyera.

<sup>3244</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 46) et 8 septembre 2011 (p. 31 et 32, 34 et 42), témoin Bizimenyera.

<sup>3245</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 43 et 46) et 8 septembre 2011 (p. 26, 34, 37, et 41 et 42), témoin Bizimenyera. Le témoin avait commencé par affirmer que Nizeyimana se trouvait avec les militaires qui étaient venus la chercher, elle et sa famille, à la banque. CRA, 7 septembre 2011 (p. 46 et 49) et 8 septembre 2011 (p. 26, 34 et 37).

<sup>3246</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 46) et 8 septembre 2011 (p. 26, 34, et 38 et 39), témoin Bizimenyera.

<sup>3247</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 49) et 8 septembre 2011 (p. 38), témoin Bizimenyera.

*Le Procureur c. Ildephonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

matin, revenait déjeuner, repartait travailler et rentrait le soir<sup>3248</sup>. Le témoin et sa famille avaient séjourné chez Nizeyimana pendant environ un mois et demi<sup>3249</sup>.

1265. Longin Rudasingwa, le frère aîné de Mukimbili, séjournait également chez Nizeyimana. De fait, le témoin se souvenait que seuls les membres de sa famille, Nizeyimana et son épouse vivaient à la résidence pendant cette période. Elle ne se rappelait pas y avoir vu une autre femme<sup>3250</sup>.

Côsma Twagirayezu, témoin en réplique cité par le Procureur

1266. D'ethnie hutue, le témoin Twagirayezu était veilleur de nuit à l'usine de thé de Mata en 1994<sup>3251</sup>. Du 6 avril au mois de juillet, il assurait nuit et jour la garde de cinq résidences de membres du personnel de l'usine, dont Callixte Ndayisaba (le « *tea maker* »), Ildephonse (contrôleur) et sa femme Joy Mukundwa, Joseph (comptable) et Julien Butoli<sup>3252</sup>. D'après lui, Nizeyimana, n'avait pas passé la nuit du 21 au 22 avril à l'usine de thé de Mata<sup>3253</sup>. Il l'avait vu là pour la première fois vers la fin du mois de mai<sup>3254</sup>.

KEN06, témoin en duplique cité par la Défense

1267. D'ethnie hutue, le témoin KEN06 avait séjourné chez Nizeyimana du 18 avril au 2 mai 1994<sup>3255</sup>. Malade, elle quittait rarement sa chambre pendant cette période et n'était jamais sortie de la résidence<sup>3256</sup>. Selon elle, Donata Mutezimana, épouse de l'accusé, son fils et une domestique vivaient aussi dans cette résidence. Des gardes étaient également en faction devant la résidence<sup>3257</sup>.

<sup>3248</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 47 et 48), témoin Bizimenyera.

<sup>3249</sup> Ibid. (p. 47), témoin Bizimenyera.

<sup>3250</sup> Ibid. (p. 46 et 47) et CRA, 8 septembre 2011 (p. 45, 48 et 49), témoin Bizimenyera. Le témoin a également mentionné un militaire nommé Kuyubwati, surnommé « Chuck Norris », qui faisait partie des militaires de faction chez Nizeyimana, et dit qu'un professeur dénommé Vincent était l'une des personnes qui y venait régulièrement. CRA, 7 septembre 2011 (p. 47) et 8 septembre 2011 (p. 43 et 44).

<sup>3251</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 32 et 33), témoin Twagirayezu ; pièce à conviction P60 (fiche de renseignements personnels du témoin Twagirayezu). Le témoin a été condamné pour des crimes liés au génocide et a exécuté une peine d'emprisonnement de 12 ans. CRA, 8 septembre 2011 (p. 8), témoin Twagirayezu.

<sup>3252</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 33) et 8 septembre 2011 (p. 12), témoin Twagirayezu ; pièce à conviction P60 (fiche de renseignements personnels du témoin Twagirayezu).

<sup>3253</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 36), témoin Twagirayezu.

<sup>3254</sup> Voir chap. II, point 13.3.

<sup>3255</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 6 et 7, 13, 16 à 20, 24 et 25, 28 et 29, 38, et 42 (huis clos)), KEN06 ; pièce à conviction D77 (fiche de renseignements personnels de KEN06).

<sup>3256</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 13 et 30), KEN06.

<sup>3257</sup> Ibid. (p. 7, 14 et 15, 26 et 27, et 37), KEN06.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1268. KEN06 avait vu Nizeyimana quatre fois pendant qu'elle séjournait chez lui : une fois le soir du 18 avril 1994, deux fois le 23 avril, à midi et le soir, et une fois le 24 avril au matin ; après quoi, elle ne l'avait plus revu<sup>3258</sup>.

Déo Iyakaremye, témoin en duplique cité par la Défense

1269. D'ethnie hutue, le témoin Iyakaremye était coursier à la succursale de la Banque de Kigali à Butare en avril 1994<sup>3259</sup>. Selon lui, Jean Baptiste Mukimbiri, ancien directeur de la Banque de Kigali à Butare avait été muté à la succursale de Ruhango à une date avant le 6 avril<sup>3260</sup>. La Banque de Kigali à Butare avait fermé après le 6 avril<sup>3261</sup>. Quand le témoin avait repris le travail le 19 avril, il avait vu Mukimbiri dans la maison d'accueil de la banque, en compagnie de son épouse, Antoinette, et de leurs enfants<sup>3262</sup>. Mukimbiri était revenu à Butare après avoir fui la violence à Ruhango et occupait la maison d'accueil de la banque avec les membres de sa famille<sup>3263</sup>. Le témoin l'avait revu à la banque tous les jours jusqu'au 22 avril et s'était entretenu avec lui les 20, 21 et 22 avril<sup>3264</sup>. Le 23 avril, au matin, deux gardiens de la banque lui avaient dit qu'ils avaient vu un véhicule militaire venir prendre Mukimbiri et sa famille la veille au soir, le 22 avril<sup>3265</sup>.

RWV17, témoin en duplique cité par la Défense

1270. D'ethnie hutue, RWV17 travaillait à l'usine de thé de Mata et habitait à moins d'un kilomètre de l'usine<sup>3266</sup>. Au début de la troisième semaine d'avril 1994, dans l'après-midi, de 10 à 20 militaires étaient arrivés à l'usine de thé. Elle les avait vus à la cantine et avait remarqué que l'un d'eux avait un « grade supérieur » à celui de ses camarades. Le mari du témoin avait identifié ce militaire comme étant Nizeyimana, son homonyme. Les militaires avaient passé une nuit à Mata, et son mari lui avait dit que Nizeyimana avait dormi dans la maison d'accueil de l'usine<sup>3267</sup>.

<sup>3258</sup> Ibid. (p. 9 (*sic*), 12, 14 à 15, et 35 à 37), KEN06.

<sup>3259</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 46), témoin Iyakaremye ; pièce à conviction D78 (fiche de renseignements personnels du témoin Iyakaremye).

<sup>3260</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 47 et 55), témoin Iyakaremye.

<sup>3261</sup> Ibid. (p. 47), témoin Iyakaremye.

<sup>3262</sup> Ibid. (p. 48, 55 et 59), témoin Iyakaremye. Mukimbiri était également en compagnie du directeur de l'agence de Butare, Marcellin Uwanyagasani. Ibid. (p. 46 et 48), témoin Iyakaremye.

<sup>3263</sup> Ibid. (p. 48, 55 et 56, et 57 et 58), témoin Iyakaremye.

<sup>3264</sup> Ibid. (p. 49, et 55, à 58), témoin Iyakaremye.

<sup>3265</sup> Ibid. (p. 49), témoin Iyakaremye.

<sup>3266</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 5 et 7 (huis clos)), RWV17 ; pièce à conviction D80 (fiche de renseignements personnels de RWV17).

<sup>3267</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 12, 13, et 19 et 20), RWV17.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

### Témoignage à décharge Jean Claude Zikamabahari

1271. D'ethnie hutue, le témoin Zikamabahari tenait une petite boutique au centre commercial de Mata<sup>3268</sup>. Un après-midi, quelque deux semaines après le décès du Président, il avait vu des militaires à bord d'un véhicule de la MINUAR et d'une jeep militaire de marque Land Rover. Ils étaient passés devant sa boutique et s'étaient dirigés vers l'usine de thé et le camp militaire de Nyamyumba<sup>3269</sup>. Pendant toute la journée, il avait « vu [ces] véhicules », mais il ignorait quelle était leur mission<sup>3270</sup>. Il pensait qu'ils étaient repartis le lendemain après-midi ou au soir, parce qu'il n'avait plus revu les véhicules<sup>3271</sup>.

### *Délibérations*

1272. La Défense soutient qu'à partir du 21 avril au matin jusqu'au 22 avril 1994 en début de soirée, Nizeyimana ne se trouvait pas à Butare. En l'occurrence, il se trouvait dans la préfecture de Gikongoro avec un groupe de militaires et il dirigeait une mission de reconnaissance à l'usine de thé de Mata en vue de préparer l'installation d'un centre d'instruction militaire. Ils y avaient passés la soirée du 21 avril, avaient poursuivi leur mission de reconnaissance le lendemain matin et étaient rentrés à Butare le 22 avril au début de la soirée.

1273. Des détails ont été fournis sur cette mission de reconnaissance des 21 et 22 avril 1994 à travers les récits des témoins à décharge RWV11, ZML13, CKN10, Bunani et Ruzindana, qui étaient tous des militaires de l'ESO. Les témoins à décharge RWV09, OUV03 et Ntamagezo, qui étaient, eux aussi, des militaires de l'ESO, ont confirmé que Nizeyimana ne se trouvait pas à l'ESO pendant cette période parce qu'il dirigeait une mission de reconnaissance à Mata. De même, les témoins à décharge CKN22, Ndikumana et RWV17, des civils qui vivaient dans les environs de l'usine de thé de Mata, ont dit à la barre que Nizeyimana et d'autres militaires se trouvaient à l'usine les 21 et 22 avril. Le témoin en duplique Zikamabahari cité par la Défense s'est souvenu avoir vu des militaires à l'usine de Mata vers le troisième tiers du mois d'avril.

1274. En outre, le témoin à décharge Mushimiyimana, un militaire basé à Kigali en 1994, a dit qu'il était arrivé à Butare le 20 avril. Il a ajouté que son hôte, l'adjutant-chef Célestin Ngalinde de l'ESO, avait quitté sa maison le 21 avril et n'y était rentré que le lendemain soir. Ngalinde lui avait dit qu'il avait été désigné pour effectuer une mission à Mata avec Nizeyimana. Le témoin à décharge Habyarimana a dit à la barre qu'il avait vu Tharcisse Muvunyi au camp de l'ESO le 21 avril vers 22 heures et qu'il n'y avait pas vu Nizeyimana ce soir-là. Enfin, selon les témoins à

<sup>3268</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 62), témoin Zikamabahari ; pièce à conviction D79 (fiche de renseignements personnels du témoin Zikamabahari).

<sup>3269</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 63 et 64, et 72), témoin Zikamabahari. Le témoin a admis en termes généraux qu'il n'était pas sûr de la date à laquelle il avait vu les militaires.

<sup>3270</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 64), témoin Zikamabahari.

<sup>3271</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

décharge KEN06, une jeune fille qui était en convalescence chez Nizeyimana, Hitayezu, un militaire de l'ESO affecté à la garde de la résidence de Nizeyimana, et Nyiranzabonimana, un voisin de Nizeyimana, Nizeyimana ne se trouvait pas chez lui le soir du 21 avril, pas plus le lendemain matin.

1275. Le Procureur fait valoir que la façon dont l'alibi a été invoqué démontre qu'il a été fabriqué de toutes pièces<sup>3272</sup>. Il laisse entendre encore que les disparités entre les dépositions des témoins à décharge et la précision qui caractérise leurs récits sont la preuve de leur manque de crédibilité et qu'elles ont été fabriquées de toutes pièces pour réfuter les dépositions à charge. La Chambre va à présent évaluer au fond l'alibi invoqué par la Défense, en examinant tour à tour ces allégations.

*i) Notification de l'alibi*

1276. Le Procureur fait valoir que l'alibi ne lui a été notifié qu'un jour ouvrable avant le début de la présentation de ses moyens<sup>3273</sup>. De plus, il soutient que le nombre des témoins d'alibi a été multiplié par deux par l'ajout de quatre communications déposées par la Défense durant la présentation des moyens du Procureur<sup>3274</sup>.

1277. La Chambre rappelle qu'un alibi notifié tardivement peut aviver les doutes et faire penser qu'il a été fabriqué à seule fin de réfuter les dépositions à charge<sup>3275</sup>. Toutefois, la finalisation tardive de la liste des témoins de l'alibi ne suffit pas, à elle seule, pour établir que la Défense a produit des témoins d'alibi dans le seul but de contrer la thèse du Procureur<sup>3276</sup>. Cependant, cette finalisation tardive, si on la joint à d'autres facteurs qui suscitent des interrogations quant à la crédibilité d'un alibi, pourrait permettre à un juge des faits raisonnable de conclure que l'alibi n'est pas vraisemblable. Parmi ces facteurs, on peut noter l'uniformité troublante des dépositions faites au soutien de l'alibi, les liens existant entre les témoins et l'accusé, les contradictions qui font douter des dépositions, ainsi que les observations faites lors du transport de la Chambre sur les lieux et qui sapent la crédibilité de l'alibi<sup>3277</sup>.

1278. La Défense a déposé une notification d'alibi le 12 janvier 2011, avant l'ouverture du procès<sup>3278</sup>. Cette notification indiquait que la Défense entendait présenter des témoignages établissant que Nizeyimana avait quitté Butare « le matin du 21 avril 1994 jusqu'au lendemain en fin d'après-midi » [traduction] et qu'il s'était rendu à Mata pour y préparer l'installation d'un

<sup>3272</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 497c. et 505.

<sup>3273</sup> Ibid., par. 501 et 524.

<sup>3274</sup> Ibid., par. 497c., 500 à 502 et 523 à 527.

<sup>3275</sup> Voir arrêts *Kanyarukiga*, par. 97 ; *Munyakazi*, par. 25 ; *Kalimanzira*, par. 54 à 58.

<sup>3276</sup> Arrêt *Kanyarukiga*, par. 101.

<sup>3277</sup> Ibid. par. 89 à 171.

<sup>3278</sup> *Ildéphonse Nizeyimana's Notice of Alibi* (Chambre de première instance), datée du 11 janvier 2011 et déposée le 12 janvier 2011 (la « notification de l'alibi »).



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

« centre d’instruction »<sup>3279</sup>. Cette notification énonce les noms et les pays où résident quatre des huit témoins qui ont finalement fourni des récits de première main sur la présence de Nizeyimana à Mata à ces dates<sup>3280</sup>, ainsi que les noms de quatre des huit témoins qui ont fourni des éléments de preuve de seconde main ou de nature indirecte pour étayer son absence de Butare les 21 et 22 avril<sup>3281</sup>. La Chambre rappelle qu’elle a, ailleurs dans le présent jugement, conclu que cette notification était conforme aux obligations dont la Défense doit s’acquitter aux termes de l’article 67 A) ii) a) du Règlement<sup>3282</sup>.

1279. Le nombre de témoins appelés au soutien de l’alibi a augmenté à mesure que le Procureur présentait sa thèse. En réalité, la Chambre a autorisé le Procureur à citer des témoins en réplique dans l’intérêt de la justice, compte tenu, en particulier, de l’identification faite au compte-gouttes et tardivement par la Défense de ses témoins potentiels de l’alibi, ou d’autres éléments de preuve sur lesquels elle entendait se fonder<sup>3283</sup>. Surtout, il ressort du dossier que la Défense n’a pris contact pour la première fois avec les témoins RWV11, Ruzindana, CKN22 et RWV17, qui ont chacun fourni un témoignage direct de la présence de Nizeyimana à l’usine de thé de Mata durant la mission de reconnaissance des 21 et 22 avril 1994, qu’après qu’elle eut déposé sa notification de l’alibi<sup>3284</sup>. Sur ce point, l’identification tardive de ces témoins est due probablement aux enquêtes encore en cours et non à une quelconque fabrication de preuves.

1280. Cela étant, la Chambre note une évolution de la notification de l’alibi en ce qui concerne les militaires de l’ESO ayant accompagné Nizeyimana dans la mission de reconnaissance à Mata. Sans rencontrer d’opposition de la part de la Défense, le Procureur a interrogé les témoins à décharge CKN10, Ruzindana, ZML13 et Bunani, à propos de leur affirmation qu’ils avaient dit à

<sup>3279</sup> Notification de l’alibi, par. 10.

<sup>3280</sup> Ibid., par. 12 a), d), e) et j) (comportant la liste des témoins à décharge Jean Néopomuscène Bunani, CKN10, Melchiade Ndikumana et ZML13).

<sup>3281</sup> Ibid., par. 12 b), c) i) (comportant les noms des témoins à décharge Hitayezu, Mushimiyimana, Ntamagezo et OUV03).

<sup>3282</sup> Décision relative à la requête intitulée « *Prosecutor’s Urgent Second Motion for Disclosure of the Particulars of a Defence of Alibi pursuant to Rules 54 and 67 (A)(ii)* » (Chambre de première instance), 7 février 2011, par. 6 et 7.

<sup>3283</sup> *Decision on Prosecutor’s Motion for Leave to Present Evidence in Rebuttal to the Alibi. Defence* (Chambre de première instance) 7 juin 2011, par. 25 et 26 ; *Decision on Extremely Urgent Motion for Reconsideration of Trial Chamber, 7 June 2011 Decision on Prosecutor’s Motion for Leave to Present Evidence in Rebuttal to the Alibi Defence* (Chambre de première instance), 15 juin 2011, par. 30 et 34.

<sup>3284</sup> Voir CRA, 2 juin 2011 (p. 65 à 67), RWV11 (il a dit que Valens Hahirwa avait pris contact avec lui une première fois et qu’ensuite, environ deux semaines plus tard, « vers la fin avril » 2011, il avait vu celui-ci avec un autre membre de l’équipe de défense) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 59 et 60), témoin Ruzindana (pour la première fois l’équipe de défense a pris contact avec lui le 28 janvier 2011) ; CRA, 21 septembre 2011 (p. 27 à 36), RWV17 ((la Défense l’a rencontrée pour la première fois en juillet 2011). Voir aussi requête intitulée *Defence Extremely Urgent Motion for Protective Measures for Defence Witnesses re: Witnesses CKN18, CKN20 and CKN22*, 21 avril 1994 (demande de mesures de protection pour le témoin CKN22 nouvellement identifié), annexe A (expliquant que le conseil de la Défense n’a pas pu rencontrer les témoins) et CRA, 16 juin 2011, p. 14 (huis clos).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

la barre que des militaires avaient été ajoutés à la mission de reconnaissance, dont le nom ne figurait pas sur la liste des déclarations antérieures faites aux enquêteurs de la Défense<sup>3285</sup>.

1281. Qui plus est, le texte original de la notification de l'alibi, tout comme les informations contenues dans les résumés des dépositions attendues des témoins à décharge, ne semble pas citer le témoin Ruzindana parmi les militaires ayant effectué la mission de reconnaissance<sup>3286</sup>. Même si Ruzindana avait été contacté après le dépôt de la notification de l'alibi, l'ajout d'informations cruciales en cours de procès, à savoir la participation de Ruzindana à la mission, en plus de l'uniformité frappante des dépositions des témoins non mentionnés dans la notification suscite des doutes quant à la crédibilité de l'alibi<sup>3287</sup>. La Chambre estime que ceci fait partie de l'évaluation de l'alibi, et elle en tiendra compte.

<sup>3285</sup> Le Procureur a fait remarquer à CKN10 que dans une déclaration aux enquêteurs de la Défense, il n'avait mentionné que Ngalinde, Bunani, Mulinda, Hitimana, Nkurunziza et un « porteur de brancards » comme étant ceux qui avaient accompagné Nizeyimana dans cette mission de reconnaissance à Mata. CRA, 30 mai 2011 (p. 39 (huis clos)), CKN10. En revanche, il n'avait pas mentionné dans cette déclaration Rwegisha, Ruzindana, Murindankaka, Harerimana, Kambanda ou Gahutu parmi les personnes qui, selon lui, les avaient accompagnés. Voir CRA, 26 mai 2011 (p. 51) et 30 mai 2011 (p. 40 à 42 (huis clos)), CKN10. Le Procureur a également relevé que CKN10 n'avait pas dit dans son interrogatoire principal que Nkurunziza faisait partie du groupe. Voir CRA, 30 mai 2011 (p. 41 (huis clos)), CKN10. Le Procureur a souligné que, selon le résumé de la déposition attendue du témoin Ruzindana communiqué par la Défense, il disait que l'adjudant Ngalinde, les sergents Mulinda, Kagimbangabo, Hitimana, Nkurunziza, Musirakare et Bunani, ainsi qu'un brancardier, faisaient partie de cette mission de reconnaissance. CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 65), témoin Ruzindana. Le Procureur a fait observer que le témoin, en cours de déposition devant la Chambre, s'était également rappelé le nom de Kabandana, Sagahutu, Mulindankaka (« Merindankaka ») et le caporal Kayitana. CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 65), témoin Ruzindana. Le Procureur a fait remarquer que dans sa déclaration antérieure faite à l'équipe de défense, ZML13 n'avait cité que Nizeyimana, Ngalinde et Kagimbangabo comme faisant partie de la mission à Mata. CRA, 7 juin 2011 (p. 69), ZML13. Cependant, la veille, dans sa déposition, il avait également cité Hitimana, Kayitana, Mulinda et Ruzindana. CRA, 7 juin 2011 (p. 69), ZML13. Le Procureur a contesté le récit de Bunani relativement à cet événement, en relevant que dans une déclaration antérieure faite aux enquêteurs de la Défense, il n'avait cité que Ngalinde, Rwegisha, Hitimana, Mulinda, Musirikari, Nsaguye et Nkurunziza comme étant les militaires qui avaient effectué le voyage de Mata. CRA, 13 juin 2011 (p. 40 et 41), témoin Bunani. Cependant, il se rappelait à présent six autres personnes en plus, à savoir Gahutu, Murindankaka, Kabandana, Kayitana, Kagimbangabo et Ruzindana. CRA, 13 juin 2011 (p. 40 et 41), témoin Bunani. Voir dernières conclusions écrites du Procureur, par. 508. Le Procureur fait valoir également que RWV11 avait ajouté trois noms. Voir dernières conclusions écrites du Procureur, par. 508 c). Le témoin n'a pas été contre-interrogé sur ce point.

<sup>3286</sup> RWV11, un témoin d'alibi identifié tardivement, paraît avoir cité Ruzindana. Voir Version modifiée du Mémoire préalable à la présentation des moyens de Nizeyimana, 27 mars 2011, n° 28, dans l'annexe où sont résumées les dépositions attendues des témoins à décharge.

<sup>3287</sup> En concluant de la sorte, la Chambre tient compte de la valeur probante limitée du résumé d'une déposition attendue, surtout lorsque leur teneur n'a pas encore été confirmée par le témoin. Voir arrêt *Kalimanzira*, par. 180. En l'espèce, la Chambre relève que seul le témoin ZML13 a affirmé que la teneur du résumé de sa déposition attendue n'était pas exacte. Voir CRA, 6 juin 2011 (p. 64 à 66) ZML13. Interrogés sur les divergences, les autres témoins ont implicitement approuvé la teneur des résumés de leurs dépositions attendues en expliquant les variations entre ces résumés et leurs dépositions. Les témoins CKN10 et Ruzindana ont notamment relevé que les 17 années qui se sont écoulées faisaient qu'il leur était difficile de se souvenir dès le premier entretien des noms de toutes les personnes qui faisaient partie de la mission. CRA, 30 mai 2011 (p. 41 à 43 (huis clos)), CKN10 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 65), témoin Ruzindana. La Défense a relevé qu'il ressort de la déclaration de CKN10 que la liste des noms qu'il a cités

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

ii) *Examen au fond des dépositions entendues au soutien de l'alibi*

1282. Le Procureur fait valoir que les dépositions présentées par la Défense au soutien de l'alibi ne sont ni plus ni moins qu'une fabrication. En particulier, il relève que les dépositions des témoins clés (de l'alibi) qui avaient accompagné Nizeyimana à l'aller et au retour de l'usine de thé de Mata comportent des détails « sans importance » sur des événements anecdotiques en pleine guerre. Étant donné que les faits se situaient « 17 ans plus tôt en [l'espace d']un seul jour », et que plusieurs témoins n'avaient pas pris la moindre note, le Procureur soutient que leurs récits sont « des fabrications de toutes pièces » faites pour répondre aux besoins de la défense de l'accusé<sup>3288</sup>.

1283. La Chambre note qu'aucune preuve directe n'établit qu'il y aurait eu falsification de témoignage ou collusion entre les témoins<sup>3289</sup>. Les principaux témoins de l'alibi qui ont accompagné Nizeyimana à Mata ou l'y ont vu le 21 ou le 22 avril 1994 résidaient dans quatre pays différents quand ils ont déposé devant le Tribunal<sup>3290</sup>. Les témoins qui ont dit à la barre que Nizeyimana ne se trouvait pas à Butare le 21 avril au soir (et/ou le lendemain) résidaient dans cinq pays différents<sup>3291</sup>. Seuls deux témoins, à savoir ZML13 et Habyarimana, résidaient dans le

---

n'est pas exhaustive. Voir CRA, 30 mai 2011 (p. 42 (huis clos)), CKN10 (les noms cités dans la déclaration « font partie du reste de noms » [traduction]). Les témoins Ruzindana et Bunani ont expliqué que c'est avec beaucoup d'efforts qu'ils ont pu se souvenir d'autres noms. CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 65), témoin Ruzindana ; CRA, 13 juin 2011 (p. 41), témoin Bunani (disant aussi que personne ne l'a aidé à se rappeler les autres noms). ZML13 dit n'avoir pas vérifié la teneur des déclarations antérieures faites à l'équipe de défense, ce qui fait naître raisonnablement la possibilité que certains noms aient été omis par la personne qui l'a interrogé.

<sup>3288</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 503 à 505.

<sup>3289</sup> Voir, par exemple, CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 65), témoin Ruzindana (il affirme que la dernière fois qu'il a été en contact avec un membre quelconque de l'équipe de reconnaissance remonte à 2006), et p. 66 (il reconnaît qu'il a précédemment juré de dire la vérité et nie que son témoignage est le résultat d'une quelconque loyauté à l'égard de Nizeyimana) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 44 à 46 (huis clos)), CKN10, (il indique que la dernière fois qu'il a discuté de la mission de reconnaissance avec quiconque remonte à l'année 2006) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 67 et 68), RWV11 (il nie avoir, par loyauté, adapté sa déposition aux faits de la cause pour aider Nizeyimana à se faire acquitter, et précise que Nizeyimana doit être puni s'il est déclaré coupable) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 41), témoin Bunani (il nie avoir discuté à Arusha avec quelqu'un qui l'aurait aidé à identifier les autres membres de l'équipe de la mission de reconnaissance).

<sup>3290</sup> Voir CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 26), témoin Ruzindana (il résidait à Kibungo, au Rwanda, quand il est venu déposer devant le Tribunal) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 45), RWV11 et pièce à conviction D53 (fiche de renseignements personnels de RWV11) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 42), ZML13 (il confirme l'exactitude de la teneur de la pièce à conviction D55), p. 63(*sic*), ainsi que la pièce à conviction D55 (fiche de renseignements personnels de ZML13) ; pièce à conviction D50 (fiche de renseignements personnels de CKN10) ; pièce à conviction D64 (fiche de renseignements personnels du témoin Bunani) (il a déclaré qu'il résidait à Gisenyi, au Rwanda, au moment où il déposait devant le Tribunal) ; CRA, 15 juin 2011 (p. 63 et 64), CKN22 (il confirme l'exactitude de la teneur de la pièce à conviction D73) et pièce à conviction D73 (fiche de renseignements personnels de CKN22) ; pièce à conviction D43 (fiche de renseignements personnels du témoin Ndikumana) (il résidait au Congo au moment où il est venu déposer devant le Tribunal).

<sup>3291</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 66 et 70), témoin Mushimiyimana (il résidait à Kampala, en Ouganda, au moment de sa déposition devant le Tribunal) ; pièce à conviction D77 (fiche de renseignements personnels de KEN06) ; pièce à

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

même pays qu'un autre témoin ayant fait des dépositions au soutien direct ou indirect de l'alibi<sup>3292</sup>.

1284. Les précisions concernant le lieu où les témoins de l'alibi résidaient permettent de s'interroger sur la possibilité d'une collusion entre eux. Toutefois, la proximité géographique entre ces témoins, à elle seule, ne suffit pas pour établir la possibilité raisonnable d'une telle collusion<sup>3293</sup>.

1285. La Chambre en vient à l'examen au fond des dépositions présentées au soutien de l'alibi ; par souci de clarté, elle évaluera pour commencer les dépositions des militaires qui ont dit à la barre qu'ils avaient accompagné Nizeyimana à Mata les 21 et 22 avril 1994. Ensuite, elle examinera les dépositions des témoins civils qui ont affirmé qu'ils avaient vu Nizeyimana à Mata vers la même période. Elle examinera également d'autres éléments de preuve, de seconde main ou à caractère indirect, qui tendent à établir que Nizeyimana se trouvait à Mata, ainsi que les éléments de preuve d'ordre général produits pour établir que Nizeyimana ne se trouvait pas à Butare ou chez lui les 21 et 22 avril 1994. Cette répartition des éléments de preuve n'a pas empêché la Chambre d'aborder chaque chapitre [de son jugement] en ayant à l'esprit les éléments de preuve fournis dans d'autres chapitres.

*a) Militaires ayant pris part à la mission de reconnaissance*

1286. La Chambre relève d'emblée la cohérence remarquable qui s'observe entre les dépositions faites au soutien de l'alibi par les témoins RWV11, CKN10, ZML13, Bunani et Ruzindana, autrement dit les militaires qui ont affirmé avoir accompagné Nizeyimana lors de la mission de reconnaissance par lui effectuée les 21 et 22 avril. Ces témoins ont donné les dates exactes auxquelles s'était effectuée la mission. De manière générale, ils s'accordent également dans leurs dépositions, sur le temps mis pour rallier l'usine à thé de Mata de même que sur les difficultés rencontrées aux barrages routiers qu'ils avaient eu à franchir. Les militaires en question ont tous indiqué avoir effectué un nombre limité d'activités de reconnaissance qui avaient pris fin en début de soirée. Ils ont tous affirmé avoir passé la nuit à Mata, et indiqué que Nizeyimana avait été logé dans la maison d'hôtes de l'usine. Les dépositions de ces témoins cadrent également bien les unes avec les autres sur les faits survenus le lendemain, notamment

---

conviction D61 (fiche de renseignements personnels du témoin Hitayezu) (résidant au Rwanda) ; pièce à conviction D59 (fiche de renseignements personnels du témoin Ntamagezo) (résidant au Rwanda) ; pièce à conviction D51 (fiche de renseignements personnels d'OUV03) ; pièce à conviction D58 (fiche de renseignements personnels de RWV09) ; pièce à conviction D45 (fiche de renseignements personnels du témoin Habyarimana) (résidant en Suisse) ; pièce à conviction D62 (fiche de renseignements personnels du témoin Nyiranzabonimana) (résidant au Congo).

<sup>3292</sup> Pour la Chambre, le fait que les témoins résidaient au même endroit pendant leur séjour à Arusha n'indique pas qu'il ait pu y avoir collusion, surtout que beaucoup de témoins ont dit à la barre qu'ils n'avaient pas discuté entre eux des faits de la cause ou de leurs témoignages.

<sup>3293</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 119 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 65 et 66) (plaidoiries).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

les autres activités de reconnaissance menées ce jour-là, suivies du déjeuner et du retour du groupe à Butare en début de soirée, par la route de Kibeho.

1287. La Chambre relève que le simple fait de porter des témoignages à l'appui d'un alibi n'emporte pas forcément qu'il soit raisonnablement possible que ceux-ci soient véridiques et que c'est à elle qu'était reconnu le pouvoir souverain de procéder à leur appréciation<sup>3294</sup>. La Chambre rappelle en outre le rôle central qui lui revient en tant que juge du fait dans le cadre de l'appréciation du comportement et de la crédibilité du témoin, au moment où elle procède à l'évaluation de sa déposition<sup>3295</sup>.

1288. Elle garde présente à l'esprit l'obligation qu'elle a de motiver ses constatations sur les questions revêtant une importance cruciale. Il est possible qu'une telle motivation, qui fait fond sur des renvois à des comptes rendus d'audience et à des pièces à conviction pour permettre un examen exhaustif et objectif du procès et de la délibération de la Chambre, tombe en deçà de son expression la plus parfaite. En effet, le comportement et la crédibilité d'un témoin ne se voient pas toujours clairement sur une feuille de papier. Pour commencer, la Chambre d'appel prend note du fait que les juges de la Chambre de première instance se sont dits sans équivoque unanimement d'avis qu'il ressort des dépositions des témoins qui ont soutenu s'être trouvés en compagnie de Nizeyimana à Mata, à savoir CKN10, Ruzindana, RWV11, ZML13, Bunani, Ndikumana et CKN22, qu'ils étaient déterminés à l'avance à convaincre le collège qu'ils formaient de la réalité de faits dont – dans le meilleur des cas – ils étaient moins que certains ou qui – dans le pire des cas – n'existaient tout simplement pas. Indépendamment des nombreuses

<sup>3294</sup> Voir arrêt *Kanyarukiga*, par. 89 à 171, dans lesquels il est indiqué que la Chambre a procédé à l'appréciation et au rejet de l'alibi invoqué par l'accusé ; arrêts *Munyakazi*, par. 22 à 27 (idem) ; *Kalimanzira*, par. 59 à 70 (idem) ; *Rutaganda*, par. 257 à 261 (idem).

<sup>3295</sup> Voir, par exemple, arrêts *Simba*, par. 116 (« La Chambre d'appel n'infirme pas à la légère les conclusions d'un juge des faits qui a été en mesure d'apprécier directement le comportement d'un témoin à l'audience ») ; *Nahimana et consorts*, par. 14 (la Chambre d'appel se doit de porter crédit à l'appréciation de la Chambre de première instance, « celle-ci étant mieux placée pour apprécier les dépositions, y compris le comportement des témoins ») ; *Ntakirutimana*, par. 204 (« [L]a Chambre de première instance est mieux placée que quiconque pour évaluer le comportement du témoin qui dépose »), 316 (« Les juges de première instance ont l'avantage d'observer par eux-mêmes les témoins et ils sont donc mieux placés que la Chambre d'appel pour décider de la fiabilité d'un témoin et de la crédibilité de ses propos ») ; *Bagilishema*, par. 12 (« La Chambre d'appel a ... expliqué à maintes reprises les raisons pour lesquelles elle s'en était remise aux conclusions factuelles des Chambres de première instance. Ainsi, dans l'arrêt qu'elle a rendu dans l'affaire *Kupreskić* la Chambre d'appel du TPIY a expliqué ces raisons en ces termes : les juges de première instance ont l'avantage d'observer par eux-mêmes les témoins et ils sont donc mieux placés que la Chambre d'appel pour décider de la fiabilité d'un témoin et de la crédibilité de ses propos ») ; *Kamuhanda*, par. 138 (soulignant la nécessité de « s'en remettre à la Chambre de première instance sur les questions de crédibilité, en particulier étant donné l'importance du comportement des témoins ») ; *Kajelijeli*, par. 50 (« La Chambre d'appel souligne qu'une Chambre de première instance est la mieux placée pour apprécier le comportement des témoins qui déposent en personne devant elle »). Voir aussi arrêt *Seromba*, par. 11 (en ce qui concerne les constatations opérées par la Chambre de première instance, la Chambre d'appel « doit faire crédit à la Chambre de première instance pour l'appréciation qu'elle a portée sur les éléments de preuve présentés au procès »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

autres considérations exposées ci-dessous, la Chambre conclut qu'au regard des dépositions qu'ils ont faites au soutien de l'alibi, ces témoins n'étaient tout simplement pas crédibles.

1289. Se tournant à présent vers l'appréciation de la crédibilité générale d'autres témoins ayant déposé au soutien de l'alibi, notamment des militaires de l'ESO qui ont affirmé avoir accompagné Nizeyimana à Mata – à savoir, Bunani, RWV11, CKN10, Ruzindana et ZML13, la Chambre fait observer qu'il ressort des éléments versés au dossier qu'il existait entre ceux-ci et l'accusé des affinités personnelles étroites ou des liens professionnels solides. Elle relève à titre d'exemple que le témoin Bunani était le beau-frère de Nizeyimana depuis 1990<sup>3296</sup>. Le témoin RWV11 et lui-même avaient tous deux rejoint l'ESO à la fin des années 80. Nizeyimana avait été leur instructeur et ils étaient tous deux devenus instructeurs avant 1994<sup>3297</sup>. Les témoins CKN10, Ruzindana et ZML13 avaient eux aussi rejoint l'ESO en 1989 et appartenaient à la première promotion de ce qu'il était convenu d'appeler « la nouvelle formule »<sup>3298</sup>.

1290. Le fait que ces militaires aient servi pendant si longtemps au camp de l'ESO en même temps que Nizeyimana est de nature à susciter des doutes sur leur impartialité. Il résulte du rôle joué par Nizeyimana au sein du service S3 dont la mission était d'assurer la formation des militaires, qu'à tout le moins, avant les événements de 1994, les témoins Bunani et RWV11 avaient été ses collaborateurs directs<sup>3299</sup>. Il ressort en outre des éléments de preuve versés au dossier que ces militaires avaient collaboré avec Nizeyimana durant le génocide, et en particulier, au centre d'instruction de l'usine à thé de Mata<sup>3300</sup>. La Chambre estime que le fait qu'ils aient servi pendant très longtemps à l'ESO au côté de Nizeyimana constitue un élément à prendre en compte dans le cadre de l'appréciation de leur crédibilité.

1291. Il s'ajoute à cela que le témoin Bunani a vécu en exil en compagnie de Nizeyimana pendant approximativement un an après leur fuite du Rwanda<sup>3301</sup>. Invités à dire s'ils étaient restés fidèles à Nizeyimana ou s'ils éprouvaient du respect pour lui<sup>3302</sup>, certains témoins ont

<sup>3296</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 17, 19 et 20), témoin Bunani (marié à la sœur de Nizeyimana depuis 1990).

<sup>3297</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 6 à 8, 67 et 68), RWV11 (« C'est [Nizeyimana] qui m'a formé lorsqu'il était encore sous-lieutenant, après mon arrivée à l'ESO ») ; CRA, 10 juin 2011 (p. 40 à 43) et 13 juin 2011 (p. 19 et 20), témoin Bunani (« j'étais élève et il était mon instructeur »).

<sup>3298</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 36 et 37) ; 30 mai 2011 (p. 36, et p. 63 (huis clos)), CKN10 (a entendu parler de Nizeyimana pour la première fois en 1991, alors qu'il était élève) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 25 et 26), témoin Ruzindana (a intégré la première promotion en 1989) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 44 et 45, 61 et 62), ZML13 (a connu Nizeyimana en 1991 lorsqu'il avait commencé à faire les exercices militaires).

<sup>3299</sup> Mais voir CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 66 et 67), témoin Ruzindana (affirmant que Nizeyimana étant officier et lui sous-officier, il n'avai[t] pas de relations privilégiées avec lui) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 47 et 48), ZML13 (a connu Nizeyimana comme officier qui travaillait dans le bureau S2-S3, mais ne pouvait pas approcher le capitaine parce qu'il avait « peur de lui »).

<sup>3300</sup> Voir chap. II, point 12.3.

<sup>3301</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 20 et 21), témoin Bunani.

<sup>3302</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 67 et 68), RWV11 (« Q. Oui, vous n'êtes plus militaire. Dites-nous, est-ce que vous continuez à faire preuve de la même loyauté, du même respect à son égard tout de même ? R. C'est lui qui m'a

répondu par l'affirmative, quoique quelques-uns d'entre eux aient écarté toute possibilité de faire un faux témoignage en sa faveur<sup>3303</sup>. En soi, l'existence de tels rapports entre les susnommés et Nizeyimana n'emporte pas que leurs témoignages ne soient pas fiables ou qu'ils pèchent par défaut de crédibilité. Ce nonobstant, les circonstances susévoquées sont de nature à faire naître d'autres réserves qui, considérées à la lumière de l'appréciation portée par la Chambre sur leurs comportements respectifs et sur d'autres éléments qui contribuent à susciter des doutes sur la qualité de leurs dépositions.

1292. Il est particulièrement révélateur, à cet égard que les efforts déployés par les témoins qui ont déposé au soutien de l'alibi au regard des dates de la mission en question, aient notamment contribué à faire naître des doutes sur la véracité ou l'exactitude de leurs dépositions. Plus précisément, les témoins à décharge qui avaient accompagné Nizeyimana, à savoir Bunani, Ruzindana, ZML13, RWV11 et CKN10, ont presque catégoriquement affirmé que la mission avait commencé le 21 avril 1994 au matin. La Chambre relève toutefois que les lacunes qui s'observent dans leurs dépositions, les explications spécieuses par eux fournies et les autres problèmes que soulève leur crédibilité générale sont de nature à faire naître des doutes sérieux sur leurs témoignages<sup>3304</sup>.

---

formé lorsqu'il était encore sous-lieutenant, après mon arrivée à l'ESO. Je pense que je lui dois cette loyauté. J'ai travaillé avec lui sans aucun problème, il était mon instructeur » ; CRA, 13 juin 2011 (p. 44 et 45), témoin Bunani (« Q. Vous êtes venu ici pour soutenir votre beau-frère et ami le capitaine Nizeyimana, n'est-ce pas ? R. Je suis d'accord avec vous ».) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 64 à 67), témoin Ruzindana (« Q. ... Est-il vrai ou faux qu'il jouissait de votre loyauté et que vous le respectiez ? R. Ce que vous dites est exact »).

<sup>3303</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 67 et 68), RWV11 (réfutant l'idée selon laquelle par loyauté, il avait modelé sa déposition afin de soutenir la demande d'acquittement de Nizeyimana et soutenant que celui-ci était reconnu coupable il fallait qu'on le punisse) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 66 et 67), témoin Ruzindana (reconnaissant avoir déjà fait le serment de dire la vérité et réfutant l'idée selon laquelle il avait fait sa déposition par loyauté envers Nizeyimana et soutenant qu'en respectant celui-ci, il n'aurait « enfreint aucune loi ») ; CRA, 30 mai 2011 (p. 53 et 54), CKN10 (confirmant qu'il aurait du respect pour Nizeyimana s'ils se retrouvaient dans le contexte d'un service militaire et soulignant qu'il « n'a[vait] rien contre lui [Nizeyimana] »).

<sup>3304</sup> La Chambre relève que plusieurs de ces témoins à décharge ont affirmé s'être rappelés la date de la mission de reconnaissance par eux-mêmes. Voir CRA, 30 mai 2011 (p. 49 et 50), CKN10 (« Q. Vous aviez dit à la Chambre qu'[Hahirwa] vous a posé quelques questions, vous lui aviez donné des réponses. Maintenant, je vous demande s'il vous a posé des questions sur des dates précises lorsque vous l'aviez vu la toute première fois ? R. Il m'a posé des questions au sujet de certaines dates. Q. Vous a-t-il posé des questions sur les dates précises du 21 et du 22 avril 1994 ? R. Il m'a posé la question de savoir à quelle date nous avions reçu la mission de nous rendre à Mata ») ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 59 et 60), témoin Ruzindana (« Q. Et lors de la première rencontre avec Valens, vous a-t-il posé des questions sur des dates spécifiques ? R. Non, il ne m'a pas posé de question portant sur des dates spécifiques. Mais je voudrais une précision : quand vous me demandez s'il m'a posé des questions relatives à des dates spécifiques, vous faites référence à quoi quand vous dites « dates spécifiques » ? Q. Plus précisément, vous a-t-il posé des questions sur les dates du 21 avril et du 22 avril 1994 ? R. Pas du tout ») ; CRA, 2 juin 2011 (p. 66 et 67), RWV11 (« Q. Lorsque vous aviez rencontré... vous l'avez rencontré le premier jour, vous a-t-il posé des questions sur des dates spécifiques ? R. Non, il ne m'a pas posé de telles questions, il m'a tout juste demandé si j'avais vécu dans le même camp que Nizeyimana, quand j'ai quitté le camp et quand Nizeyimana a quitté le camp. C'est tout ce qu'il m'a demandé. Lorsqu'il m'a posé des questions et lorsqu'il prenait notes sur l'ordinateur portable, il m'arrivait de me rappeler les événements qui s'étaient déroulés à une date ou à une autre, je leur en parlais et je

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1293. La Chambre s'attachera tout d'abord à examiner la déposition faite par Bunani sur les dates auxquelles la mission s'est effectuée. Elle relève à cet égard que le témoin a dit s'être souvenu avoir été expressément rappelé à l'ESO le 20 avril 1994 – la veille du départ des membres de la mission de reconnaissance – parce que c'était le lendemain du jour où le Président Théodore Sindikubwabo avait prononcé son discours c'est-à-dire le 19 avril 1994. Il importe de noter ici que le témoin a dit n'avoir pas suivi le discours en question et en avoir seulement entendu parler grâce à un militaire. Il a également affirmé qu'il ne savait pas si le discours avait été rediffusé<sup>3305</sup>. De l'avis de la Chambre, aux fins de l'établissement de la date de la mission de reconnaissance, la déposition de Bunani constituait une base douteuse sur laquelle s'appuyer.

1294. Chose plus importante encore, Bunani a dit ne pas se rappeler la date – le 9, le 10 ou le 11 avril 1994 – à laquelle une mission d'égale importance – patrouiller le long de la frontière entre le Rwanda et le Burundi – lui avait été assignée, quelques jours seulement après la survenue d'un autre événement marquant du génocide rwandais – le meurtre du Président Juvénal Habyarimana, perpétré le 6 avril 1994<sup>3306</sup>. L'explication par lui donnée dans ce cas précis est que « cela fai[sait] longtemps »<sup>3307</sup>. La Chambre relève qu'en toute logique il est difficile d'ajouter foi à l'assertion du témoin tendant à établir qu'il lui était impossible de se rappeler la date exacte de ce fait et en même temps de croire raisonnablement qu'il ait été à même de se souvenir avec précision de celle de la mission de reconnaissance, qui, si l'on en croît l'ensemble de témoignages à décharge, ne constituait qu'un déplacement sans grande importance.

---

prédisais cette date ou ces dates ») ; CRA, 13 juin 2011 (p. 40 et 41), témoin Bunani (« M<sup>me</sup> GRAY : Q. Monsieur le Témoin, vous nous avez parlé de votre déplacement sur Mata. Quand vous avez rencontré les membres de l'équipe de défense l'année passée, est-ce que vous leur avez livré toutes les informations que vous avez concernant les personnes qui sont allées à Mata avec vous ? R. Je leur ai donné certaines informations, mais on ne m'a pas posé beaucoup de questions en ce qui concerne Mata. Ils s'intéressaient plutôt à mon identification ainsi qu'à ma famille. Q. Voulez-vous nous dire, Monsieur le Témoin, que la date de votre départ à Mata ne vous intéressait pas beaucoup ? R. On m'a posé des questions, des questions relativement à cette date, mais ils n'ont pas beaucoup insisté. Ils m'ont surtout posé des questions relativement à la date de mon entrée dans l'armée et en ce qui concerne certains détails de ma famille. Et j'ai répondu à leurs questions ») ; CRA, 6 juin 2011 (p. 65 et 66), ZML13 (« M<sup>me</sup> GRAY : Q. Monsieur le Témoin, avez-vous parlé à Léopold de Mata lors de la rencontre de juillet de l'an dernier ? R. Oui, il m'a posé des questions relatives à notre mission à Mata. Q. En avez-vous reparlé avec lui et Myriam lorsqu'ils sont revenus vous voir en octobre... octobre ou en novembre 2010 ? R. Oui, ils m'ont encore demandé si j'avais été en mission à Mata ») ; CRA, 24 mai 2011 (p. 8 et 9), témoin Ndikumana (« Q. En particulier, l'équipe de la défense ne vous a-t-elle pas interrogé au sujet des dates du 21 et du 22 avril ? R. S'il vous plaît ? Q. Est-ce qu'on ne vous a pas interrogé au sujet du 21 avril et du 22 avril ? R. « La » date du 22... 21 et 22 avril, pour la première rencontre, elle est sortie de moi-même. Donc, je relatais les faits « de » comment j'avais vécu le mois d'avril 1994, et ces dates-là sont sorties de moi-même. Et c'est comme ça que l'équipe de défense « ont » eu les échos sur ces dates-là. Sinon, avant de... mon témoignage là-dessus, il n'y a aucune question qui m'a été posée sur les dates de 21 ou 22 ou une autre date »).

<sup>3305</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 36 à 38), témoin Bunani.

<sup>3306</sup> Voir Ibid. (p. 5 et 6, 31, 32 et 34), témoin Bunani.

<sup>3307</sup> Ibid. (p. 31, 32 et 34), témoin Bunani.



1295. La Chambre souligne encore que de fait, dans le cadre de sa déposition, le témoin Bunani dont le mariage avait été célébré plusieurs années avant le génocide a affirmé ne pas être en mesure de se rappeler le jour où cet événement avait eu lieu<sup>3308</sup>. Les éléments susexposés sont de nature à conforter la Chambre dans la forte impression que s'agissant de Nizeyimana, son beau-frère, Bunani avait réussi à surmonter les trous de mémoire dont il souffrait naturellement pour faire valoir qu'il était absent de la ville de Butare au moment où de nombreuses tueries y étaient perpétrées avec la participation de militaires de l'ESO. La Chambre réaffirme ici son sentiment selon lequel le comportement du témoin Bunani était de nature à faire naître des doutes sur sa crédibilité relativement à la mission de reconnaissance en question.

1296. La déposition du témoin Ruzindana sur la date à laquelle s'était effectuée la mission de reconnaissance est elle aussi peu crédible. Ruzindana a tenu à faire savoir qu'elle s'était effectuée le 21 avril 1994, en se fondant en cela sur la date à laquelle le Président Théodore Sindikubwabo avait prononcé son discours au palais du MRND à Butare<sup>3309</sup>. Bien qu'il n'ait pas écouté l'allocution du Président au moment où elle était prononcée, Ruzindana a fait remarquer qu'il s'agissait d'« un discours qui n'était pas du tout habituel ... [e]t c'est pour cela que je m'en souviens très bien »<sup>3310</sup>.

1297. Dans le cadre de sa déposition, Ruzindana situe correctement le discours du Président au 19 avril 1994. Toutefois, il ne ressort pas de son témoignage qu'il l'avait écouté ce jour-là<sup>3311</sup>. À la question de savoir s'il avait pu être informé de la mission de reconnaissance deux ou trois jours après le discours de Sindikubwabo (plutôt que le lendemain), il a reconnu qu'au regard de la date il ne disposait pas d'autres éléments de référence<sup>3312</sup>. La Chambre relève que Ruzindana n'a pas été en mesure de se rappeler le jour de la semaine où il était parti pour Mata dans le cadre de la mission de reconnaissance<sup>3313</sup>.

1298. La Chambre doute en outre sérieusement de la véracité de l'assertion de Ruzindana selon laquelle il aurait fait partie de la mission de reconnaissance. Tel qu'exposé plus haut, il apparaît qu'avant leur comparution devant la Chambre, aucun des témoins à décharge initialement identifiés qui ont déposé au soutien de l'alibi n'avait affirmé que Ruzindana avait pris part à la mission de reconnaissance. Le chiffre qu'il a donné relativement au nombre de barrages routiers

<sup>3308</sup> Ibid. (p. 19 et 20), témoin Bunani.

<sup>3309</sup> Voir CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 32 à 34, et 42 à 46), témoin Ruzindana.

<sup>3310</sup> Ibid. (p. 42 et 43), témoin Ruzindana.

<sup>3311</sup> Ibid. (p. 32 et 33, 42, 43 et 45), témoin Ruzindana.

<sup>3312</sup> Ibid. (p. 42 à 45), témoin Ruzindana (« Q. Qu'est-ce qui vous permet de penser que votre chef de peloton vous a dit cela un jour après le discours du Président ? Pourquoi pas deux, trois jours ? Pourquoi exactement un jour ? R. Il m'est difficile de répondre à votre question. Je n'ai pas d'autres références qui me permettent de vous confirmer que c'est un jour après le discours qu'il nous a donné ce message. Les messages à l'armée peuvent se transmettre verbalement ou par écrit. Et je me rappelle donc qu'à cette occasion, mon chef de peloton m'a contacté pour m'informer que je faisais partie de la section qui partirait en reconnaissance »).

<sup>3313</sup> Ibid. (p. 45), témoin Ruzindana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

que la mission de reconnaissance aurait eus à franchir sur la route de Mata semble exceptionnellement élevé<sup>3314</sup>. Vu le caractère autrement détaillé de son récit, de telles disparités sont de nature à susciter de sérieuses réserves sur sa crédibilité.

1299. La Chambre se tourne à présent vers l'examen de la déposition de ZML13. Ce témoin a dit être en mesure de se rappeler précisément la date de la mission effectuée à Mata, à savoir le 21 avril 1994<sup>3315</sup>. Il a fait savoir que la raison en était qu'il avait un rendez-vous avec son dentiste ce jour-là pour se faire arracher une dent<sup>3316</sup>. Il a en outre indiqué qu'une cérémonie devait également se tenir relativement au futur mariage de sa sœur<sup>3317</sup>.

1300. La Chambre estime qu'on ne saurait ajouter foi à la capacité de ZML13 à se rappeler un rendez-vous pris avec un dentiste 17 ans après les faits. Il en est de même des variations qui s'observent dans son témoignage concernant les fiançailles de sa sœur<sup>3318</sup>. La Chambre est d'avis que les jours en question n'étaient pas de nature à laisser une empreinte indélébile dans la mémoire d'un témoin et elle n'est pas convaincue par les explications fournies par ZML13 que celui-ci était doté d'une aptitude particulière à s'en souvenir<sup>3319</sup>. En effet, s'agissant du moment où il était retourné au centre d'instruction de Mata, c'est-à-dire quelques jours seulement après les faits pertinents, ZML13 n'avait pu fournir que des dates approximatives. Il convient de noter que ces dates approximatives fournies par le témoin n'ont cessé de changer tout au long de son interrogatoire<sup>3320</sup>.

<sup>3314</sup> Par exemple, Ruzindana a dit avoir franchi entre 20 à 25 barrages routiers en se rendant du camp de la gendarmerie de Gikongoro à l'usine à thé de Mata. CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 51 et 52), témoin Ruzindana. Toutefois, CKN10 a dit qu'ils avaient eu à franchir entre six à neuf barrages routiers sur ce trajet. CRA, 30 mai 2011 (p. 12 et 13), CKN10. Selon RWV11, il y avait moins de barrages routiers entre le camp de la gendarmerie de Gikongoro et Mata que sur la route de la ville de Butare au camp de la gendarmerie de Gikongoro. CRA, 2 juin 2011 (p. 25), RWV11. Il est intéressant de constater que CKN22 qui a affirmé s'être rendu du camp de la gendarmerie de Gikongoro à Mata, a dit qu'il n'y avait que quatre barrages sur cette route. CRA, 16 juin 2011 (p. 28 (huis clos)), CKN22.

<sup>3315</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 47 et 48), ZML13 (« Je me souviens très bien de la date, et je ne peux pas oublier cette date, c'était le 21 avril »).

<sup>3316</sup> Ibid. (p. 48 et 49) et CRA, 7 juin 2011 (p. 62 à 64, 65 et 66), ZML13.

<sup>3317</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 48 et 49) et 7 juin 2011 (p. 59 (huis clos), p. 63 à 65), ZML13.

<sup>3318</sup> D'une part, ZML13 a dit qu'il comptait assister aux fiançailles (CRA, 6 juin 2011 (p. 48 et 49) et 7 juin 2011 (p. 63 à 65), mais en même temps il savait qu'il ne pouvait s'y rendre du fait de la guerre qui sévissait alors (CRA, 7 juin 2011 (p. 63 à 65)).

<sup>3319</sup> À cet égard, la Chambre constate que ZML13 avait prétendu se rappeler le jour où il s'était fait arracher la dent, à savoir le 11 octobre 1994. CRA, 7 juin 2011 (p. 64 et 65), ZML13.

<sup>3320</sup> Comparer CRA, 6 juin 2011 (p. 57 et 58), ZML13, (« Q. Monsieur le Témoin, est-ce que vous êtes jamais retourné à Mata ? R. Oui. Q. Quand ? R. C'était vers fin avril — entre le 23 et le 27 avril. En tout état de cause, c'était vers la fin du mois d'avril ») et CRA, 7 juin 2011 (p. 72), ZML13 (« Q. Parce qu'on nous a informé[s] que vous êtes retourné à Mata vers la fin du mois d'avril. Hier, vous nous avez dit que c'était vers la fin du mois d'avril et vous nous avez indiqué les dates du 23 au 27 avril et, maintenant, vous nous dites que c'était le 26 ou le 27 avril, n'est-ce pas ? R. Oui, j'ai dit que c'était vers la fin du mois d'avril, et lorsque vous m'avez demandé une date précise, j'ai dit que je ne pouvais pas le faire (*sic*), mais que si ce n'était le 26, c'était le 27. Q. Monsieur le Témoin,

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1301. La Chambre relève en outre que ZML13 a persisté à affirmer avec une assurance sans faille que Nizeyimana avait été en permanence présent à l'usine à thé de Mata dès le commencement des cours qui y étaient dispensés<sup>3321</sup>. Il convient en particulier de noter que le témoin n'a pas varié dans sa position même lorsque le Procureur lui a fait observer que la Défense avait reconnu que Nizeyimana s'était absenté de Mata durant cette période<sup>3322</sup>. La Chambre fait observer qu'à supposer même que les explications de ZML13 sur la date de la mission de reconnaissance aient été plausibles, elle continuerait néanmoins à douter de la crédibilité de son témoignage tant il est manifeste que la version des faits qu'il s'était employé à lui présenter afin d'innocenter Nizeyimana était à la fois mensongère et émaillée d'exagérations.

1302. La Chambre de première instance s'attachera à présent à examiner les dépositions des témoins RWV11 et CKN10. Elle relève à cet égard que considérées isolément les unes des autres, leurs dépositions respectives dont il ressort que la mission de reconnaissance avait commencé le 21 avril 1994 fournissent des explications plausibles sur la manière dont chacun d'eux était arrivé à se rappeler la date pertinente, plus de 17 ans après les faits. Le témoin RWV11 a en particulier dit que pour lui, le 20 avril était une date qui revêtait une importance spéciale, et que cela étant, il était raisonnablement en mesure de se la rappeler avec précision. Il s'est remémoré s'être enivré ce soir-là et avoir quitté tôt le lendemain matin, 21 avril, pour prendre part à la mission de reconnaissance<sup>3323</sup>.

1303. Le témoin CKN10 a lui aussi indiqué que c'est le 20 avril 1994, c'est-à-dire le lendemain du jour où il avait été affecté à la sécurité du Président Théodore Sindikubwabo, en d'autres termes le 19 avril, qu'il avait été informé de la mission de reconnaissance. C'est le lendemain, 21 avril que les membres de la dite mission, dont lui-même, étaient partis pour Mata<sup>3324</sup>. Le témoin CKN10 a donné la date exacte à laquelle Sindikubwabo avait prononcé son discours dans

---

vous avez dit que c'était vers la fin du mois d'avril parce que vous n'êtes pas certain sur la date de votre voyage-retour la deuxième fois où vous êtes allé à Mata ? R. Non, cela n'est pas la raison. J'ai dit que j'y suis retourné vers la fin du mois d'avril. Mais en kinyarwanda, lorsqu'on parle de la fin du mois, on commence par le 25 jusqu'à la fin du mois — le 25... à partir du 25, on parle de la fin du mois. Q. Très bien. Vous venez donc de confirmer que le 30 avril ferait donc également partie de la fin du mois d'avril, n'est-ce pas ? R. Nous, en kinyarwanda... au Rwanda, on parle de la fin du mois à partir du 25 jusqu'au 31. Q. Est-il possible, Monsieur le Témoin, que vous étiez rentré de Mata au début du mois de mai ? R. Non, j'y suis retourné avant la fin du mois d'avril. Q. Je soutiens qu'il n'y a pas de grande différence entre la fin du mois d'avril et le début de... du mois de mai. Est-ce que vous êtes d'accord avec moi ? R. Il y a une différence. Pour nous autres qui étions militaires, c'est à la fin du mois que nous touchions nos salaires »).

<sup>3321</sup> Voir, par exemple, CRA, 6 juin 2011 (p. 60 et 61), ZML13 (« Juge PARK: En conséquence, le capitaine Nizeyimana a dû rester à Mata avec vous sans que, « pour » une seule fois, il ne se soit absenté ? R. Moi, personnellement, je sais que le capitaine Nizeyimana n'a jamais quitté Mata pendant cette période »).

<sup>3322</sup> CRA, 7 juin 2011 (p. 79 et 80), ZML13.

<sup>3323</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 20 et 21 (huis clos), p. 33 et 34, 60 à 62), RWV11.

<sup>3324</sup> Voir, CRA, 26 mai 2011 (p. 49 et 50) et 30 mai 2011 (p. 30 à 32), CKN10.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

la ville de Butare<sup>3325</sup>. On comprend aisément que le fait qu'il ait été affecté en renfort à la sécurité du Président puisse constituer pour lui un événement mémorable<sup>3326</sup>.

1304. Ce nonobstant, la Chambre est tenue de procéder à l'appréciation de ces éléments de preuve à la lumière des impressions qu'elle a des témoins, de même que dans le contexte de l'ensemble du dossier. En ce qui concerne les témoins RWV11 et CKN10, la Chambre a eu la forte impression que leurs deux dépositions avaient été confectionnées de manière à présenter des versions des faits propres à innocenter Nizeyimana.

1305. Elle fait observer à titre d'exemple que le témoin RWV11 a dit s'être entretenu avec des représentants de la Défense à deux reprises. Selon lui, le deuxième entretien avait eu lieu un peu plus d'un mois seulement avant qu'il ne comparaisse à la barre. Il est intéressant de noter que pour le témoin, cet entretien avait eu lieu « vers la fin avril »<sup>3327</sup>. Il ressort par conséquent du propre témoignage de RWV11 que la rencontre en question s'était déroulée aux alentours de ce jour particulier qui revêtait pour lui un intérêt spécial, ce qui lui avait permis de se rappeler de la mission de reconnaissance. La Chambre relève toutefois que malgré la similitude du point de repère et le fait qu'entre les deux seul un laps de temps de « plus d'un mois » – par opposition à 17 ans – se soit écoulé le témoin n'avait pas pu se rappeler la date à laquelle cet entretien avait eu lieu<sup>3328</sup>.

1306. L'existence d'autres divergences entre la déposition de RWV11 et d'autres témoignages de preuve a conduit la Chambre à penser que celui-ci s'est employé à confectionner une version des faits propre à disculper l'accusé plutôt qu'à parler de choses dont il était certain. Le témoin RWV11 a affirmé que Nizeyimana était parti s'occuper de son enfant qui était malade avant l'arrivée de la famille Ruhutinyanya dans la soirée du 17 avril 1994, faisant comprendre par là que le capitaine n'était pas du tout impliqué dans la décision finale qui avait été arrêtée relativement à ladite famille<sup>3329</sup>. La Chambre relève toutefois que les dépositions d'autres témoins à décharge ont fait état de l'arrivée de Nizeyimana au camp de l'ESO (et non de son départ ultérieur)<sup>3330</sup> et que trois témoins à charge ont évoqué la présence de l'accusé sur les lieux à un moment où, selon RWV11, il était déjà parti<sup>3331</sup>.

<sup>3325</sup> Voir, par exemple, CRA, 20 janvier 2011 (p. 73 à 76), AZM (qui se trouvait au palais du MRND et avait suivi le discours, a affirmé qu'il avait été prononcé le 19 avril 1994).

<sup>3326</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 30 et 31), CKN10.

<sup>3327</sup> Voir CRA, 2 juin 2011 (p. 65 et 66), RWV11.

<sup>3328</sup> Ibid. (p. 65 et 66), RWV11. La Chambre fait remarquer que la Défense a identifié pour la première fois RWV11 comme témoin d'alibi dans son mémoire préalable au procès, déposé le 28 mars 2011.

<sup>3329</sup> Voir chap. II, point 4.1.

<sup>3330</sup> Comparer CRA, 2 juin 2011 (p. 55 et 56), RWV11, avec CRA, 26 mai 2011 (p. 46 et 47), CKN10.

<sup>3331</sup> Voir, par exemple, CRA, 25 janvier 2011 (p. 31 à 35, 43 à 45), XAG (arrivé au camp de l'ESO quand il « faisait sombre » ou « pendant la nuit », et a rencontré Nizeyimana) ; CRA, 25 janvier 2011 (p. 53 et 54), YAL (arrivé à l'ESO vers 20 h 30 et conduit auprès de Nizeyimana) ; CRA, 20 janvier 2011 (p. 73 et 74), AZM, (les membres de

1307. En outre, les témoins RWV11 et CKN10 (à l'instar de ZML13) ont également affirmé sans équivoque qu'une fois les cours commencés Nizeyimana avait été en permanence présent à l'usine à thé de Mata<sup>3332</sup>. On trouvera dans une autre partie du présent jugement l'examen détaillé auquel la Chambre a procédé relativement à l'absurdité du témoignage porté par RWV11 et CKN10 à l'effet de faire croire qu'ils savaient où se trouvait Nizeyimana pendant toute cette période, compte tenu de l'envergure et de la nature des activités de formation<sup>3333</sup>. Qui plus est, les témoignages à décharge ne cadrent pas avec les dépositions par eux faites sur les circonstances qui leur avaient permis de rencontrer Nizeyimana à plusieurs reprises<sup>3334</sup>. Ces éléments sont de nature à mettre sérieusement à mal la crédibilité de ces témoins. La Chambre considère que s'il est vrai que leurs témoignages sur la date de la mission de reconnaissance sont plausibles il reste cependant qu'ils ne sont pas crédibles.

1308. Après avoir examiné les problèmes de crédibilité soulevés par les témoignages de RWV11, de ZML13, de CKN10, de Bunani et de Ruzindana sur la date de la mission de reconnaissance, la Chambre se tourne à présent vers l'appréciation de la vraisemblance et de la fiabilité générales des faits survenus lors de ladite mission. Elle relève que les témoignages portés par ces militaires de l'ESO relativement à l'objet de la mission sont concordants. Ces témoins ont tous affirmé que les membres de la mission avaient quitté le camp de l'ESO le 21 avril 1994 au matin, à bord de deux véhicules, dont l'un avait été abandonné par la MINUAR. Ils avaient rencontré des civils qui assuraient la garde de barrages érigés le long de la route, et avaient fait une halte au camp de la gendarmerie de Gikongoro où certains d'entre eux avaient pu

---

la délégation, responsables de la sécurité ont été reçus par Nizeyimana au mess des officiers, où ils ont pris un pot ; vers 19 heures, ils ont entendu à la radio que le préfet de Butare avait été limogé).

<sup>3332</sup> Voir, par exemple, CRA, 2 juin 2011 (p. 55 et 56), RWV11 (« R. ... J'ai plutôt dit que depuis le 26 avril, entre le 26 avril et le 26 mai, je voyais le capitaine Nizeyimana tous les jours, pendant toute cette période d'instruction. Q. ... Je vous ai également demandé si vous en aviez la certitude absolue ?

R. C'est moi qui le dis... qui vous le dis, je le voyais tous les jours. Il était avec nous pendant toute cette période d'instruction. Q. Il n'y a pas l'ombre d'un doute dans votre esprit ? R. Tous les jours, nous lui donnions... rendions compte de la situation, nous lui donnions rapport — j'en suis témoin oculaire. Q. Donc, comme je dis, il ne subsiste l'ombre d'aucun doute dans votre esprit sur ce point ? R. Nous lui donnions rapport tous les jours ; je me souviens que je le voyais tous les jours. Nous ne pouvions quand même pas donner rapport à quelqu'un d'absent. Q. Oui, je vous ai entendu le dire. Maintenant, je vous interroge au sujet de votre niveau de certitude par rapport à vos souvenirs et, par rapport à ces souvenirs, est-ce qu'il y a le moindre doute ? R. Aucune ombre de doute, je le dis et je le sais, à cent pour cent, que je le voyais tous les jours » ; CRA, 30 mai 2011 (p. 27 et 28), CKN10 (« Q. ... Mais les soirs, nous le rencontrons et nous discussions au sujet de notre travail et nous échangeons des idées. Q. Chaque soir, dites-vous ? R. Oui. Q. Vous le rencontriez chaque soir ? R. Nous partagions des repas chaque soir avec lui. Nous allions manger chez lui — ou, plutôt, un militaire qui ne pouvait pas se présenter à l'endroit où nous mangions, mangeait chez lui — chez le militaire », (p. 28 et 29) (« Q. N'est-il pas exact que, pendant que vous participiez à ces entraînements militaires à Mata, que le capitaine Nizeyimana aurait pu facilement aller et venir à Butare quel que soit le jour, sans que vous n'en soyez informé ? R. Je me demande ce qu'il pouvait aller faire à Butare ; il avait été remplacé à son poste. Deuxièmement, je vous dis que c'était un commandant, qui était responsable des opérations qui se déroulaient à Mata. Il ne pouvait pas partir sans nous aviser »).

<sup>3333</sup> Voir chap. II, point 13.3.

<sup>3334</sup> Id.

se restaurer et étancher leur soif. Ils avaient ensuite continué leur route en direction de l'usine à thé de Mata où ils étaient arrivés en début d'après-midi. Ils avaient de nouveau mangé et effectué des activités de reconnaissance jusqu'en début de soirée. Bon nombre d'entre eux, dont Nizeyimana, étaient ensuite restés à la cantine de l'usine jusqu tard dans la nuit. Nizeyimana avait été logé dans la maison d'hôtes de l'usine. Les activités de reconnaissance avaient recommencé le lendemain, 22 avril. Nizeyimana et les militaires étaient partis en début d'après-midi, en empruntant une autre route qui traversait Kibeho, et étaient arrivés dans la ville de Butare tard dans l'après-midi ou en début de soirée.

1309. Tel qu'indiqué plus haut, les versions des fait présentées par ces témoins s'accordent remarquablement bien les uns avec les autres. Ce nonobstant, certaines divergences s'y font jour entre elles. La Chambre relève, à titre d'exemple, que les dépositions de CKN10 et de Ruzindana se présentent, dans une certaine mesure sous un tout général. Ce qui tend toutefois à s'en dégager, c'est que le 21 avril 1994, c'est tous ensemble que les militaires avaient mené à bien leur mission de reconnaissance dans le cadre d'une seule et même unité<sup>3335</sup>. La Chambre relève que ce qui tend également à se dégager de leurs dépositions qui, encore une fois, se distinguent par leur caractère général, c'est que pendant tout le temps qu'ils menaient à bien ces activités Nizeyimana était resté avec eux<sup>3336</sup>.

1310. Pour leur part, les témoins RWV11 et Bunani ont indiqué que le 21 avril 1994 c'est dans le cadre de groupes distincts les uns des autres que les militaires avaient mené à bien les divers volets de la mission de reconnaissance. La Chambre relève toutefois que dans le cadre de leurs dépositions ces témoins ne s'accordent pas sur l'identité du groupe au sein duquel se trouvait Nizeyimana<sup>3337</sup>. Elle fait observer que s'il est vrai que ZML13 a indiqué que les militaires s'étaient scindés en groupes, il reste qu'il s'avère avoir ajouté que c'est ensemble qu'ils avaient accompli les tâches qui leur avaient été assignées<sup>3338</sup>. Il s'avère également qu'à l'instar de

<sup>3335</sup> Voir CRA, 26 mai 2011 (p. 51 et 52) et 30 mai 2011 (p. 17 et 18), CKN10 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 34 et 35, 52 et 53), témoin Ruzindana (employant le « nous » en parlant des activités de reconnaissance entreprises le 21 avril 1994 et sans faire de distinction).

<sup>3336</sup> Voir CRA, 26 mai 2011 (p. 52 et 53), CKN10 (« Q. Et où se trouvait Monsieur Nizeyimana pendant ce temps ? R. Il était en notre compagnie, que ce soit au moment où nous avons été accueillis par la direction de l'usine et même durant toute notre mission de reconnaissance ; cet après-midi-là, il était avec nous ») ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 35), témoin Ruzindana (« Q. Et pendant cette mission... pendant cette reconnaissance, où se trouvait le capitaine Nizeyimana ? R. Comme c'était lui qui dirigeait la mission, c'était lui qui était le commandant, il se devait donc de rester près de nous. Et c'est lui qui devait dresser le rapport de cette mission. Et il est donc évident qu'il devait rester près de nous chaque fois, et à tous les endroits où nous nous rendions »).

<sup>3337</sup> Comparer CRA, 2 juin 2011 (p. 25 et 26), RWV11 (Nizeyimana avait accompagné le groupe de RWV11 à l'école primaire à la recherche d'un endroit où passer la nuit pour les militaires) avec CRA, 13 juin 2011 (p. 9 et 10, 12 et 13), témoin Bunani (Nizeyimana, Ngalinde et les deux ou trois autres personnes de leur groupe sont allés à la recherche d'un champ de tirs sur la colline de Nyamyumba).

<sup>3338</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 51 à 53), ZML13 (affirmant qu'ils s'étaient scindés en groupes mais qu'en fait ils « form[ai]ent un même corps, et [les militaires] faisai[en]t presque tout ensemble, même s'il y avait des tâches spécifiques à faire »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

CKN10 et de Ruzindana, le témoin ZML13 a affirmé que Nizeyimana se trouvait avec l'ensemble des militaires ayant pris part à la mission<sup>3339</sup>.

1311. La Chambre relève en outre, que pressés de questions portant sur certaines caractéristiques de la mission, les témoins CKN10 et Ruzindana se sont contredits au sujet des endroits où ils étaient allés à pied et des autres où ils s'étaient rendus à bord d'un véhicule<sup>3340</sup>. Le témoin Bunani a indiqué que le 21 avril 1994 certains des militaires étaient partis à la découverte d'un champ de tirs contrairement à CKN10, Ruzindana, ZML13 et RWV11 qui ont affirmé que la mission en question avait été effectuée le lendemain<sup>3341</sup>.

1312. Les divergences et les ambiguïtés qui s'observent dans les versions des faits présentées par ces témoins auraient naturellement pu résulter du temps considérable qui s'était écoulé depuis leur survenance. La Chambre relève qu'il s'en dégage de manière générale l'impression que la mission s'était déroulée sans incidents. Elle souligne toutefois que c'est à propos des activités sur le terrain, qui constituaient l'objet essentiel de la mission, que s'observent les divergences les plus frappantes. Gardant présentes à l'esprit les impressions qu'elle s'est faite de chacun desdits témoins, la Chambre affirme trouver bizarre que dans leurs dépositions les témoins aient eu tendance à s'accorder davantage sur des détails sans intérêt, tels que les repas par eux pris le 21 avril 1994<sup>3342</sup> ou sur l'identité des membres de la mission qui étaient restés

<sup>3339</sup> Ibid. (p. 52 et 53), ZML13 (« Q. Savez-vous ce que le capitaine Nizeyimana faisait tandis que vous, vous étiez occupés à accomplir les tâches qui vous avaient été confiées ? R. Oui. Il circulait pour voir les groupes, s'ils faisaient effectivement les tâches qui leur avaient été assignées. En réalité, il participait au travail auquel on nous avait... qu'on nous avait demandé de faire »).

<sup>3340</sup> Comparer CRA, 30 mai 2011 (p. 17 et 18), (parlant du terrain de football de Mata, de l'école primaire de Huhamba et de la rivière tout près de la plantation, le témoin a donné la précision suivante : « [n]ous nous sommes rendus dans tous ces endroits à bord de véhicules », (p. 18 et 19) (il fallait se rendre au champ de tirs à pied), CKN10, avec CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 54 et 55), témoin Ruzindana (affirmant qu'il n'y avait pas de routes menant aux ponts d'eau ou au site où devaient être installées les tentes ; ceux qui étaient partis reconnaître le champ de tirs s'y étaient rendus à bord d'un véhicule).

<sup>3341</sup> Comparer CRA, 13 juin 2011 (p. 9 et 19), témoin Bunani, avec CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 54 et 55), témoin Ruzindana ; CRA, 30 mai 2011 (p. 18 et 19), CKN10 ; CRA, 6 juin 2011 (p. 55 à 57), ZML13 et CRA, 2 juin 2011 (p. 26 et 27, 56, 58 et 59), RWV11,

<sup>3342</sup> Voir, par exemple, CRA, 30 mai 2011 (p. 12 et 13, 32 et 33), CKN10 (ils ont mangé du riz et des haricots au camp de la gendarmerie de Gikongoro ainsi que de la viande grillée ou « brochettes » à leur arrivée à Mata) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 35, 49 et 50, 67 à 70), témoin Ruzindana (ils ont mangé du riz et des haricots au camp de la gendarmerie de Gikongoro ; ils ont mangé des « brochettes » et ont préparé du riz et des haricots lorsqu'ils sont arrivés à l'usine à thé de Mata) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 25 et 26, 63 et 64), RWV11 (le témoin a mangé de la viande grillée, de la nourriture en conserve et a bu de la bière en arrivant à Mata, alors que d'autres n'ont mangé que de la nourriture en conserve à leur arrivée ; ce soir-là, on leur a servi du riz et des haricots et des aliments en conserve) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 51 à 53), ZML13 (ils ont mangé des brochettes de viande à leur arrivée à Mata et dans la soirée du 21 avril 1994, ils ont mangé de la viande grillée à la cantine de l'usine).

auprès des véhicules durant leur séjour au camp de la gendarmerie de Gikongoro<sup>3343</sup> que sur les tâches qu'ils avaient accomplies.

1313. La Chambre considère que de fait, il résulte de l'appréciation de ces divergences effectuée à la lumière générale des versions des faits présentées par chacun d'eux sur les points les plus susceptibles d'innocenter Nizeyimana en ce qu'ils sont de nature à établir qu'il ne se trouvait pas à Butare, à savoir la date de la mission et le moment de la survenance de chacun des événements évoqués, que ces témoignages ne sont pas crédibles. On notera à titre d'exemple que les témoins concernés ont généralement indiqué le moment approximatif où se sont produits les faits évoqués. La Chambre relève que s'il est vrai que des divergences mineures s'observent entre leurs témoignages respectifs il reste qu'il est étonnant que pour l'essentiel, au regard du moment où des faits aussi banals s'étaient produits, les dépositions de ces témoins aient été pareilles<sup>3344</sup>.

<sup>3343</sup> Voir CRA, 2 juin 2011 (p. 59 à 61), RWV11 (précisant que ZML13 était resté auprès des véhicules mais se disant incapable de se rappeler qui d'autre était et où) et CRA, 7 juin 2011 (p. 70 et 71), ZML13 (confirmant qu'il était resté auprès des véhicules).

<sup>3344</sup> Heure de départ de l'ESO : CRA, 26 mai 2011 (p. 50 et 51), (entre 8 h 30 et 9 heures) et 30 mai 2011 (p. 13 et 14), (départ vers 8 heures), CKN10 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 32 et 33, 49), témoin Ruzindana ([avons] quitté Butare vers 8 heures) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 21 [huis clos]), RWV11 (avons quitté l'ESO entre 7 h 30 et 8 heures du matin) ; ZML13, CRA, du 6 juin 2011 (p. 49 à 51) (nous avons quitté l'ESO entre 8 h 30 et 9 heures) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 6 et 7), témoin Bunani (vers 7 h 30 et 8 heures). Heure d'arrivée au camp de la gendarmerie de Gikongoro : CRA, 30 mai 2011 (p. 13 et 14), CKN10 (arrivés au camp de la gendarmerie de Gikongoro vers 11 h 30) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 48 à 50), témoin Ruzindana ([sommes] arrivés vers 10 h 20, 10 h 30) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 62), RWV11 ([sommes arrivés] au camp de la gendarmerie de Gikongoro « vers » 10 heures). CRA, 6 juin 2011 (p. 49 à 51), ZML13 (le trajet de l'ESO au camp de la gendarmerie de Gikongoro a duré 1 h 30, voire 2 heures – c'est-à-dire de 10 heures à 11 heures) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 8 et 9), témoin Bunani (« vers 12 heures », nous sommes arrivés). Durée du séjour au camp de la gendarmerie de Gikongoro : CRA, 30 mai 2011 (p. 12 et 13), CKN10 (environ une heure) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 50), (« approximativement une heure »), (p. 51 et 52), témoin Ruzindana (partis du camp de la Gendarmerie « autour de 11 h 30 » – c'est-à-dire une heure de temps après l'arrivée) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 25), RWV11 (avons passé environ une heure et « quelques minutes » au camp de la gendarmerie de Gikongoro) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 50), ZML13 (entre 45 minutes et 60 minutes) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 8 et 9), témoin Bunani (entre 12 h 30 et 13 heures, nous sommes partis – c'est-à-dire environ une demie heure à une heure après notre arrivée). Heure d'arrivée à l'usine à thé de Mata : CRA, 26 mai 2011 (p. 51 et 52) et 30 mai 2011 (p. 13 et 14), CKN10 (entre 13 h 30 et 14 heures) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 34, 51 et 52), témoin Ruzindana (vers 13 h 30) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 25), RWV11 (entre 14 h et 14 h 30) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 51), ZML13 (13 h 30 et 14 heures) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 9), témoin Bunani (« vers » 14 heures ou 14 h 30). Heure de l'exercice de reconnaissance le 21 avril 1994 : CRA, 30 mai 2011 (p. 13 et 14) (ils ont quitté la cantine entre 13 h 30 et 14 heures), (p. 16), CKN10 (sommes restés à la cantine environ une heure et avons quitté la cantine vers 15 heures) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 34), témoin Ruzindana (passé « une heure quelques minutes » dans la cantine), (p. 70) (Les activités de reconnaissance ont duré de 15 heures à 18 heures) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 25), RWV11 (avons commencé la mission de reconnaissance « vers » 15 heures), (p. 63 et 64) (c'est à 15 heures que la mission a « commencé »). Heure de l'opération de reconnaissance le 21 avril 1994 : CRA, 30 mai 2011 (p. 11), CKN10 ([sommes revenus] à la cantine vers 18 heures), (p. 17 et 18) ([avons] disposé de trois heures de temps pour faire le travail de reconnaissance) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 35 et 70), témoin Ruzindana (avons arrêté la mission de reconnaissance « vers » 18 heures) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 25), RWV11 (la mission de reconnaissance a continué « jusqu'à 18 heures ») ; CRA, 6 juin 2011 (p. 52), ZML13 (l'opération de reconnaissance s'est poursuivie jusqu'au « coucher du soleil », vers 18 h 30) ;



1314. Pour l'essentiel, ce dont s'étaient souvenus les témoins c'était simplement le moment auquel les faits évoqués s'étaient produits. Ceux d'entre eux qui avaient fourni des explications sur les éléments qui leur avaient permis de se souvenir du moment où s'étaient produits certains faits n'étaient toutefois pas fiables. La Chambre relève à cet égard que le témoin ZML13 a affirmé qu'il « n'a[vait] pas regardé "à" [s]a montre. Mais pens[ait] qu'ils avaient] quitté l'ESO entre 8 h 30 et 9 heures »<sup>3345</sup>. Toutefois, invité à dire l'heure à laquelle ils étaient arrivés à Mata, il avait nuancé sa réponse en précisant qu'« il s'agi[ssai]t là d'une [simple] estimation »<sup>3346</sup>. La Chambre fait observer que ce nonobstant, son « estimation » cadrerait parfaitement avec les chiffres avancés par les autres témoins, notamment Ruzindana qui ne portait pas de montre<sup>3347</sup>.

1315. Il est difficile de croire qu'après tant d'années et sans avoir eu recours à des notes, ces témoins aient été en mesure d'indiquer avec une telle assurance et de manière aussi unanime le moment où se sont produits les faits évoqués relativement à cette mission sans histoires. La Chambre relève à cet égard que c'est de façon suspecte que sans y être invité, Bunani a indiqué le moment approximativement exact où s'étaient produits les faits évoqués<sup>3348</sup>. Elle fait observer

---

CRA, 13 juin 2011 (p. 9), témoin Bunani (avons terminé cette mission de reconnaissance « entre » 17 heures et 18 heures). Heure de l'exercice de reconnaissance le lendemain : CRA, 26 mai 2011 (p. 52 et 53) et 30 mai 2011 (p. 17 et 18), CKN10 ([avons] pris le petit déjeuner, puis repris le travail entre 7 h 30 et 8 heures le matin) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 36), témoin Ruzindana (nous nous sommes levés vers 6 h 30, nous avons pris le petit déjeuner et nous avons continué notre mission) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 26 et 27), RWV11, (avons pris le petit déjeuner et, vers 7 heures, nous avons continué la mission de reconnaissance) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 55 et 56), ZML13 (nous nous sommes rassemblés sur le terrain entre 6 heures et 6 h 30. On nous a subdivisés en groupes). Heure du déjeuner et départ le 22 avril 1994 : CRA, 26 mai 2011 (p. 54 et 55) et 30 mai 2011 (p. 19 et 20), CKN10 (avons travaillé jusque vers midi, et pris le déjeuner vers 13 h 30 ; et pris ensuite la direction de Butare) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 36), témoin Ruzindana (Nous avons poursuivi notre mission jusqu'au-delà de « midi », nous avons pris le déjeuner avant de rentrer sur Butare) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 26 et 27), RWV11 (avons terminé notre mission « vers » 14 heures) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 56 et 57), ZML13 (l'exercice de reconnaissance a duré jusque vers 13 heures) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 11), témoin Bunani (nous avons repris notre mission de reconnaissance jusque « vers midi », nous sommes revenus à la cantine « entre » 13 heures et 14 heures) (p. 11 et 12) (« Vers 15 heures, ... pour retourner au camp à Butare), (p. 12) (à 14 heures, nous sommes encore revenus à la cantine), (p. 13) ([sommes] partis pour Butare entre 14 heures et 15 heures). Heure de l'arrivée à Butare-ville : CRA, 26 mai 2011 (p. 54), CKN10 (Nous sommes arrivés à Butare vers 17 h 30) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 36), témoin Ruzindana (nous sommes arrivés à l'ESO « aux environs » de 18 heures.) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 26 et 27), RWV11 (l'ESO où nous sommes arrivés « vers » 17 h 30) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 56 et 57), ZML13 (arrivés à Butare le soir, « après le coucher du soleil ») ; CRA, 13 juin 2011 (p. 12), témoin Bunani (nous sommes arrivés à l'ESO « entre » 17 heures et 17 h 30).

<sup>3345</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 49 à 52), ZML13.

<sup>3346</sup> Ibid. (p. 51 et 52), ZML13.

<sup>3347</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 48 à 50), témoin Ruzindana, ([nous sommes] arrivés à Mata vers 13 h 30 ; a dit qu'ils étaient arrivés au camp de la Gendarmerie à 10 h 20 - 10 h 30, précisant qu'il s'agissait seulement d'une estimation parce qu'il ne portait pas de montre et avait regardé la position du soleil pour déterminer l'heure).

<sup>3348</sup> Voir CRA, 13 juin 2011 (p. 11 et 12), témoin Bunani (« Qu'avez-vous fait dans la cantine ? R. Nous avons mangé et nous avons bu, comme nous l'avions fait la veille. Vers 15 heures, nous nous sommes préparés pour retourner au camp à Butare » ; « M. LE PRÉSIDENT. Après avoir bu et avoir mangé, qu'est-ce que vous avez fait, ensuite? ... R. « nous sommes revenus à midi ... et nous sommes revenus à 14 heures »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

en outre que pressé de dire l'heure à laquelle quelques jours plus tard seulement il était reparti à Mata RWV11 a eu d'énormes difficultés à répondre<sup>3349</sup>.

1316. En outre, les militaires qui ont été interrogés ont tous affirmé que Nizeyimana avait passé la nuit dans la maison d'hôtes de l'usine<sup>3350</sup>. Bunani a été le seul témoin à donner les raisons qui l'avaient conduit à connaître l'endroit où Nizeyimana était logé – à savoir que le capitaine leur avait demandé de s'y retrouver le lendemain<sup>3351</sup>. La Chambre relève cependant qu'aucun des autres témoins n'a dit avoir retrouvé Nizeyimana à la maison d'hôtes où il était le lendemain<sup>3352</sup> et que ZML13 a affirmé qu'ils s'étaient rassemblés sur le « terrain »<sup>3353</sup>. Elle souligne également qu'en dépit de la similitude des dépositions faites relativement à l'endroit où était logé l'accusé, des divergences s'observent quand même au sujet du lieu où selon eux ils avaient passé la nuit<sup>3354</sup>. La Chambre considère en outre que l'uniformité des dépositions effectuées sur l'endroit où Nizeyimana avait passé la nuit, conjuguée aux divergences qui s'observent au regard du lieu où les intéressés affirment avoir été logés, contribue à la conforter dans l'idée que les témoignages portés avaient été confectionnés exprès pour indiquer que tout au long de la mission de reconnaissance Nizeyimana avait toujours été présent.

<sup>3349</sup> Voir, par exemple, CRA, 2 juin 2011 (p. 30 et 31), RWV11 (« M. LE PRÉSIDENT : Et vous avez commencé votre voyage à partir de quelle heure ? R. Je ne me souviens pas de l'heure exacte à laquelle nous avons quitté l'ESO. Q. Oui, mais je vous demande de me dire l'heure approximative à laquelle vous êtes partis. R. Je ne me souviens pas de l'heure exacte. Lorsque le convoi des Burundais est arrivé tout le monde les regardait et, par la suite, on nous a dit d'être prêts. ... M. LE PRÉSIDENT : ... Monsieur le Témoin, je vous demande de me donner une heure approximative. Oui, vous savez certainement que vous êtes partis avant 7 heures du matin, vous savez si vous avez commencé avant 9 heures, avant midi ou avant 15 heures. Je voudrais juste une idée de l'heure approximative à laquelle vous êtes partis. R. Si je me souviens bien, je pense que nous avons quitté entre 10 heures et 11 heures, mais il s'agit là d'une... d'un temps approximatif. Je ne suis pas sûr »).

<sup>3350</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 52 et 53), ZML13 (affirmant que les officiers ont passé la nuit dans la maison d'accueil de l'usine à thé sans dire comment il l'avait su) et 7 juin 2011 (p. 74 à 76), ZML13 (confirmant que Nizeyimana a passé la nuit dans la maison d'hôtes de l'usine qui se trouvait à environ un kilomètre de l'usine) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 52 et 53), CKN10 (affirmant que Nizeyimana a passé la nuit dans la maison d'accueil sans dire comment il l'avait su) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 36), témoin Ruzindana (affirmant que Nizeyimana a dormi dans la maison d'hôtes de l'usine sans dire comment il l'avait su).

<sup>3351</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 9 à 11), témoin Bunani.

<sup>3352</sup> Voir CRA, 26 mai 2011 (p. 52 et 53) et 30 mai 2011 (p. 18), CKN10 (ils ont pris leur petit déjeuner et repris leur travail entre 7 h 30 et 8 heures) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 36), témoin Ruzindana (ils se sont levés vers 6 h 30, ont pris leur petit-déjeuner et ont poursuivi leur travail de reconnaissance) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 26 et 27), RWV11 (nous avons pris le petit déjeuner et, vers 7 heures, nous avons continué la mission de reconnaissance).

<sup>3353</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 56), ZML13 (se sont rassemblés sur le terrain entre 6 heures et 6 h 30 et se sont ensuite scindés en groupes).

<sup>3354</sup> Comparer CRA, 6 juin 2011 (p. 52 et 53), ZML13 (a passé la nuit dans un domicile privé avec ses frères d'armes), CRA, 26 mai 2011 (p. 52 et 53), CKN10 (a passé la nuit dans une maison qui se trouvait non loin de la cantine), CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 36), témoin Ruzindana (a dormi dans l'une des « annexes » qui appartenaient à l'usine à thé), CRA, 13 juin 2011 (p. 10, et 43), témoin Bunani (environ cinq personnes avaient passé la nuit dans la maison d'hôtes), (p. 47) (certains chauffeurs avaient dormi dans des véhicules), et (p. 44) (tous les militaires à l'exception de Nizeyimana, Ngalinde, Rwigisha, le sergent-major Kabanda et Kayitana ont passé la nuit sous les tentes).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1317. Chose encore plus pertinente, les dépositions des militaires sur ce qui s'était passé à l'usine à thé de Mata jurent franchement avec celles des autres témoins à décharge. La Chambre fait observer en particulier que les témoins Bunani et ZML13 ont expressément indiqué que l'usine à thé était opérationnelle à leur arrivée sur les lieux dans le cadre de la mission de reconnaissance<sup>3355</sup>. Le témoin RWV11 a lui aussi indiqué que les ouvriers de l'usine à thé étaient en train de « vaquer à leurs activités habituelles »<sup>3356</sup>. Toutefois, RWV17 qui habitait et travaillait à proximité de l'usine à thé de Mata et Zikamabahari qui était employé au centre commercial de Mata ont fait savoir que l'usine n'était pas opérationnelle et que ses activités avaient été suspendues durant la période courant du 6 avril aux alentours de la mi-mai 1994<sup>3357</sup>. Les dépositions de ces militaires visant à démontrer qu'en dépit de ce qui se passait dans les autres endroits de la préfecture de Gikongoro la situation qui régnait à l'usine à thé de Mata était normale sont là aussi contredites par les témoignages susévoqués et difficiles à croire.

1318. La Chambre fait en outre observer qu'elle a des doutes sérieux sur la durée présumée de cette mission de reconnaissance. Pour commencer, elle estime que les éléments de preuve fournis sur les longs retards accusés par la mission à l'occasion du franchissement de barrages routiers sont peu crédibles au vu de la totalité du dossier. De plus, le rythme désinvolte auquel la mission de reconnaissance a été effectuée et l'attitude décontractée qui a caractérisé sa mise en œuvre cadrent mal avec son objet tout aussi bien que la proximité temporelle du discours du Président Théodore Sindikubwabo et l'explosion de violence qu'elle a incontestablement engendrée dans la ville de Butare. La Chambre procédera à l'examen des points susévoqués l'un à la suite de l'autre.

1319. La Chambre relève d'emblée que bon nombre des chiffres approximatifs fournis par les militaires sur le nombre des barrages routiers qu'il y avait entre l'ESO et Mata ne sont pas crédibles. Elle fait observer en particulier que ZML13 a affirmé avoir franchi entre 10 et 20 barrages routiers entre Butare et le camp de la gendarmerie de Gikongoro<sup>3358</sup>. Ruzindana a pour sa part dénombré de 20 à 25 barrages routiers entre le camp de la gendarmerie de Gikongoro et Mata<sup>3359</sup>. La Chambre relève particulièrement que CKN22 a dit avoir parcouru le trajet séparant Mata du camp de la gendarmerie de Gikongoro et n'avoir eu à franchir que quatre

<sup>3355</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 42 et 43), témoin Bunani ; CRA, 7 juin 2011 (p. 72), ZML13.

<sup>3356</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 64), RWV11.

<sup>3357</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 10 et 11, 12 et 13, 20 et 21, et 25 à 27), témoin à décharge RWV17 ; CRA, 20 septembre 2011 (p. 62 et 63, 66 et 67, 68 et 69), témoin à décharge Zikamabahari. Voir également CRA, 7 septembre 2011 (p. 32 et 33), témoin à charge Twagirayezu (L'usine à thé de Mata a suspendu ses activités environ trois semaines pendant le génocide et a repris ses activités au mois de mai).

<sup>3358</sup> CRA, 7 juin 2011 (p. 70 et 71), ZML13.

<sup>3359</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 51 et 52), témoin Ruzindana ; CRA, 30 mai 2011 (p. 12 et 13), CKN10 (avait franchi entre cinq à dix barrages routiers entre Gikongoro et Mata) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 8), témoin Bunani (avait franchi « plusieurs barrages routiers »). Voir cependant CRA, 2 juin 2011 (p. 25), RWV11 (affirmant que les barrages routiers entre Gikongoro et Mata étaient moins nombreux qu'entre Butare et Gikongoro).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

barrages routiers<sup>3360</sup>. De fait, CKN18, une nouvelle recrue civile a dit n'avoir franchi aucun barrage routier entre le camp de l'ESO et Mata le 30 avril 1994<sup>3361</sup>. Les divergences qui s'observent entre les témoignages fournis sur le nombre de barrages routiers sont de nature à faire naître des doutes sur leur véracité. Elles ont eu pour effet de donner à la Chambre l'impression que les témoins qui soutiennent avoir été en compagnie de Nizeyimana ont gonflé le nombre des barrages qui auraient été érigés sur la route afin de justifier le temps excessif qu'avait duré ce trajet.

1320. La Chambre relève en outre que de manière générale, dans leurs dépositions, les témoins ont tous affirmé avoir eu à franchir de nombreux barrages routiers et accuser de longs retards à ceux tenus par des civils<sup>3362</sup>. Le témoin RWV11 a, en particulier, dit qu'ils étaient « obligé[s] d[e] rester longtemps » aux barrages routiers<sup>3363</sup> et CKN10 s'est rappelé qu'à l'un desdits barrages l'attente qui leur avait été imposée avait duré jusqu'à 45 minutes<sup>3364</sup>. Les témoins CKN10, RWV11 et Bunani ont affirmé se souvenir d'avoir été en butte à l'hostilité des personnes qui tenaient les barrages routiers<sup>3365</sup>. Les témoins CKN10, Ruzindana et ZML13 ont pour leur part indiqué dans leur déposition que Nizeyimana avait dû négocier avec les susnommés pour que les membres de la mission se voient accorder l'autorisation de passer<sup>3366</sup>.

1321. La Chambre relève encore une fois que replacées dans leur contexte les dépositions tendant, dans l'ensemble, à faire croire que du retard avait été accusé dans l'accomplissement de la mission ne sont pas crédibles. Elle fait observer qu'il est difficile de concevoir que 12 à 15 militaires armés de Kalachnikovs ainsi que de fusils R4, G3 et FAL<sup>3367</sup>, de même que dotés de munitions, forts de plusieurs années d'expérience, avec à leur tête Nizeyimana, puissent

<sup>3360</sup> CRA, 16 juin 2011 (p. 28 (huis clos)), CKN22.

<sup>3361</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 42 à 44, 45 et 46, 55 et 56), CKN18.

<sup>3362</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 8 à 13, 21 à 24, 26 et 27), CKN10 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 34, 47 à 49, 51 à 53), témoin Ruzindana ; CRA, 2 juin 2011 (p. 22 (huis clos), p. 25), RWV11 ; CRA, 6 juin 2011 (p. 49 à 51), 7 juin 2011 (p. 70 et 71), ZML13 ; CRA, 13 juin 2011 (p. 7 à 9), témoin Bunani.

<sup>3363</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 22 (huis clos)), RWV11 (« on était obligé d'y rester longtemps »); voir aussi CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 49), témoin Ruzindana (« nous étions obligés de nous arrêter »).

<sup>3364</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 11), CKN10 ; voir aussi CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 47 et 48), témoin Ruzindana (sommes restés sur ce barrage routier entre 30 et 35 minutes) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 49 à 51), ZML13 ; (à certains barrages routiers, on a dû rester jusqu'à 30 minutes).

<sup>3365</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 9), CKN10 (« avons dû franchir beaucoup de barrages routiers tenus par les membres de la population qui étaient très hostiles ») ; CRA, 2 juin 2011 (p. 22 (huis clos)), RWV11 (les *Interahamwe* qui tenaient les barrages routiers « menaçaient [les militaires] ... et ils disaient que certains [des militaires] avaient la physionomie des Tutsis ») ; CRA, 13 juin 2011 (p. 7 à 9), témoin Bunani (des civils qui tenaient les barrages routiers disaient que « même parmi les militaires, il y avait des *Inyenzi* » et qu'il fallait nous contrôler, créant ainsi une situation « très tendue »).

<sup>3366</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 24 et 25), CKN10 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 47 et 48, 58 et 59), témoin Ruzindana ; CRA, 7 juin 2011 (p. 70 et 71), ZML13.

<sup>3367</sup> Voir CRA, 30 mai 2011 (p. 23 à 26), CKN10. Cf. CRA, 6 juin 2011 (p. 49), ZML13 (ont emmené leurs « armes à feu » au rassemblement avant de se rendre à Mata).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

tolérer de se laisser assujettir à de tels blocages par des civils ne disposant que d'un armement des plus rudimentaires<sup>3368</sup>.

1322. De fait, un examen exhaustif des éléments du dossier contribue à entamer encore plus leur crédibilité. La Chambre souligne à titre d'exemple que certains témoins à décharge ont affirmé que s'ils avaient rencontré des difficultés c'était en particulier du fait du véhicule de la MINUAR à bord duquel voyageait Nizeyimana. Elle fait observer que ce témoignage jure avec celui de Mushimiyimana qui a affirmé avoir conduit une camionnette de la MINUAR sur une distance d'environ 136 kilomètres de Kigali à Butare et franchi un certain nombre de barrages routiers<sup>3369</sup>. Il a ajouté que ce nonobstant, puisqu'il était en « tenue militaire », qu'il avait un caporal avec lui et qu'il était muni d'une « [...] feuille de route », le convoi au sein duquel il se trouvait tout comme son épouse tutsie en particulier « n'a[vait] pas été [réellement] dérangé »<sup>3370</sup>.

1323. La Chambre relève que de fait, les témoignages à décharge portés sur les retards accusés aux barrages routiers tenus par des civils ne cadrent pas avec les autres dépositions tendant à établir que les militaires de l'ESO – en particulier ceux qui n'étaient pas accompagnés par un grand nombre de civils – franchissaient presque sans problèmes de tels postes de contrôle<sup>3371</sup>. Elle fait observer également qu'il ressort en plus d'autres éléments de preuve que les responsables civils ou les militaires qui appartenaient à l'ethnie hutue ne s'étaient pas heurtés à de telles difficultés<sup>3372</sup>.

1324. Chose plus importante encore, ces mêmes militaires ont dit s'être rendus à Mata quelques jours plus tard mais cette fois-ci à bord de bus remplis de nouvelles recrues civiles, sans pour autant rencontrer la moindre difficulté à ces barrages routiers tenus par des civils<sup>3373</sup> et la

<sup>3368</sup> Voir CRA, 2 juin 2011 (p. 22), RWV11 (les *Interahamwe* portaient des armes traditionnelles, ils avaient notamment des lances, des machettes, des épées, des massues) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 8), témoin Bunani (des civils armés de « couteaux, de bâtons »). Cf. CRA, 30 mai 2011 (p. 23 à 25), CKN10 (parlant des barrages érigés sur la route de Mata à Butare, le témoin a affirmé que les civils qui les tenaient portaient « des armes traditionnelles »).

<sup>3369</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 51 et 52, 62, 67), témoin Mushimiyimana.

<sup>3370</sup> Ibid. (p. 50 à 52 et 67), témoin Mushimiyimana.

<sup>3371</sup> Voir chap. II, point 4.1, où les témoins à charge XAG et YAL ont fourni des éléments de preuve convaincants à l'effet d'établir que les militaires de l'ESO avaient pu franchir un barrage routier tenu par des civils armés et en extraire par la même occasion la famille Ruhutinyanya.

<sup>3372</sup> En effet, le témoin Hitayezu a affirmé que bien qu'habillé en tenue civile et à bord d'un taxi, il lui avait fallu environ une heure trente minutes « ou un peu plus » pour se rendre de Gitarama à Butare y compris les arrêts aux barrages routiers. CRA, 9 juin 2011 (p. 62), témoin Hitayezu. De même, CKN22 a dit avoir franchi environ cinq barrages routiers entre Gikongoro, où se trouvait le camp de la gendarmerie, et Mata. À la question de savoir s'il avait rencontré des difficultés pour les franchir, il a répondu « Non » spontanément, indiquant qu'il avait simplement présenté sa carte d'identité et que les personnes qui tenaient le barrage routier l'avait laissé passer. CRA, 16 juin 2011 (p. 29), CKN22.

<sup>3373</sup> Voir, par exemple, CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 71), témoin Ruzindana ; CRA, 2 juin 2011 (p. 27), RWV11 ; CRA, 13 juin 2011 (p. 15), témoin Bunani.

Chambre tient pour établi, sur la base de certains témoignages, qu'ils avaient pu rallier Mata approximativement en seulement deux heures de route<sup>3374</sup>. À cet égard, la Chambre fait observer en particulier que selon le témoin Ufitimana, qui s'était rendu à Mata vers le 30 avril 1994, la distance séparant Butare de Mata pouvait être parcourue en 45 minutes à une heure<sup>3375</sup>. Cela étant, elle considère que les témoignages à décharge portés sur les retards qui auraient été accusés par la mission sur la route menant à l'usine à thé de Mata ou sur le chemin du retour ne sont pas crédibles.

1325. La Chambre relève que l'absence de diligence avec laquelle les militaires ont accompli leur mission est de nature à faire douter encore plus de leur crédibilité. De fait, on s'explique mal qu'en apparence bon nombre d'entre eux aient pris deux déjeuners le 21 avril 1994, n'aient mené que des activités limitées dans le cadre de la mission de reconnaissance et ce, pendant quelques heures seulement, cet après-midi-là et se soient ensuite mis à boire en compagnie de Nizeyimana jusque tard dans la soirée. Elle souligne que s'il est vrai qu'il ressort des éléments de preuve produits que certaines tâches n'avaient été menées à bien que le lendemain, il reste que pour d'autres en revanche elles avaient déjà été exécutées et qu'elles avaient tout simplement été refaites. Compte tenu de l'objet de la mission, de sa proximité avec la date à laquelle le discours du Président Sindikubwabo avait été prononcé et de la violence qui avait embrasé la ville de Butare dans les jours qui avaient suivi cette intervention, il apparaît que cette mission de reconnaissance est marquée du sceau d'une frivolité qui s'apparente à l'absurde. Il est tout simplement impossible d'y ajouter foi. La Chambre considère qu'il apparaît au contraire que ces témoignages visaient artificiellement à donner le sentiment que la mission de reconnaissance avait duré plus longtemps que dans les faits.

1326. La Chambre relève par ailleurs qu'il apparaît que les activités de reconnaissance effectuées étaient des plus élémentaires. Cela étant, elle estime qu'il lui est difficile de croire qu'il ait été nécessaire qu'un émissaire de la stature de Nizeyimana participe à une telle mission et serve d'interlocuteur aux représentants des forces de l'ordre ou des civils aux fins de son accomplissement. De plus, il résulte en fait de témoignages à charge que la Chambre tient pour crédibles que Nizeyimana n'avait pas participé à ces activités<sup>3376</sup>.

<sup>3374</sup> Voir CRA, 2 juin 2011 (p. 30), RWV11 ; cette déposition semble plus raisonnable à la lumière des observations faites lors du transport sur les lieux, qui avait conclu qu'il était possible de parcourir la distance de 58,4 kilomètres entre l'ESO et Mata en une heure et demie. Voir *Confidential Report on [the] Site Visit*, du 3 au 7 octobre 2011, p. 5.

<sup>3375</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 10 à 12, 19 à 21 et 30), témoin Ufitimana.

<sup>3376</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 23 et 24), AZD (« Q. Savez vous si le capitaine Nizeyimana était allé en mission de reconnaissance à Mata dans le but de la mise en place de la formation des défenses civiles dans cette localité — et s'il y est [allé], les 21 et 22 avril 1994 dans le cadre de cette mission ?

R. Merci, Monsieur le Procureur. Je ne suis pas en connaissance... Je ne connais pas s'il est parti pour une reconnaissance à Mata. Ça, je ne sais pas, c'est vrai. Seulement, personnellement, comme militaire ou plus encore comme un homme du cadre à cette époque là, je ne verrais pas comment il serait parti pour reconnaître Mata, parce que Mata, c'était un endroit qui nous était très bien connu, c'était dans notre place. Il y avait une usine à thé —

1327. La Chambre relève au demeurant que tel qu'exposé *supra*, la fragilité des éléments de preuve produits à l'appui de l'alibi invoqué par l'accusé se dessine encore plus clairement à la lumière des témoignages éminemment convaincants et crédibles établissant la participation directe de Nizeyimana au meurtre de Remy Rwekeza et à l'attaque perpétrée contre le témoin ZAV le 21 avril 1994<sup>3377</sup> ; sa participation directe et sa présence au meurtre des personnes qui avaient été enlevées chez les Matabaro et les Nyirinkwaya dans la soirée du 22 avril<sup>3378</sup>, ainsi que son implication dans le meurtre de Gicanda survenu aux alentours du 20 avril<sup>3379</sup>. La Chambre est d'avis que la diversité des sources dignes de foi établissant l'implication de Nizeyimana dans la commission de crimes, dont certaines sont en totale contradiction avec son alibi, exclut toute possibilité raisonnable que celui-ci soit vrai.

1328. De fait, il ressort en outre du dossier que vers le 21 avril 1994, des militaires de l'ESO avaient directement pris part à des assassinats ciblés<sup>3380</sup> et coordonné des attaques dirigées contre des institutions dans lesquelles étaient hébergées des Tutsis<sup>3381</sup>. Au moment où se perpétuaient ces crimes, des barrages routiers tenus par des militaires de l'ESO avaient été mis en place dans le but spécifique de s'en prendre aux civils tutsis<sup>3382</sup>. Ces meurtres qui figurent parmi les premiers à avoir été perpétrés à la suite du discours prononcé par le Président Théodore Sindikubwabo marquaient une évolution cathartique dans le sens qu'il y avait lieu de donner à l'expression « assurer la sécurité » dans la ville de Butare. Cela étant, la Chambre estime qu'il est difficile de concevoir qu'un officier supérieur chargé du renseignement et des opérations puisse s'absenter pour les besoins d'une mission de reconnaissance sans importance, menée à pas de tortue. La Chambre relève également que chacun de ces témoins qui ont déposé au soutien de l'alibi avait un intérêt personnel avéré à essayer de faire croire qu'il se trouvait en dehors de la ville de Butare pendant aussi longtemps que possible vers cette date compte tenu de l'implication

---

même actuellement, il y en a. Donc, ce n'était pas du tout un endroit à reconnaître. Seulement, je ne me suis pas informé, c'est vrai, s'il est allé reconnaître ça. Mais je le précise, comme un homme du cadre, quelqu'un qui connaît un peu de tactique militaire... la tactique militaire, du moins à mon niveau, je ne vois pas pour quel intérêt il partirait pour faire une reconnaissance d'un endroit qui lui est proche et, plus encore, qui est dans sa place, un endroit qui était connu de tout le monde. Merci, Monsieur le Procureur. Q. Savez vous si, à l'ESO, il y avait un tableau d'affichage ou un endroit où les affiches étaient posées concernant les officiers qui devaient quitter le camp pour de telles missions de reconnaissance ? R. Merci de la question. Il y avait effectivement un tableau d'affichage où on affichait en principe tous les messages qui venaient de notre état major mais, personnellement, je n'ai jamais vu ce message là, affiché. C'est un message qui n'a jamais été affiché là bas ; mais, effectivement, il y avait un tableau d'affichage. Q. Donc, plus exactement, sur le tableau d'affichage, avez vous pu voir si, les 21 et 22 avril 1994, il y avait une affiche indiquant que le capitaine Nizeyimana s'était rendu à une mission de reconnaissance à Mata ? R. Cela n'a jamais été affiché à ce tableau d'affichage. Donc, je n'ai jamais vu ça mentionné au tableau d'affichage »).

<sup>3377</sup> Voir chap. II, point 7.1.

<sup>3378</sup> Voir chap. II, point 6.6.

<sup>3379</sup> Voir chap. II, point 6.2.

<sup>3380</sup> Voir chap. II, point 6.5.

<sup>3381</sup> Voir chap. II, point 5.1.

<sup>3382</sup> Voir chap. II, point 7.3.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

profonde des militaires de l'ESO dans les attaques perpétrées contre des civils à Butare vers cette période.

1329. La Chambre considère que ces témoignages sont dénués de toute crédibilité, en particulier en ce qui concerne la présence de Nizeyimana au sein d'une mission de reconnaissance effectuée les 21 et 22 avril 1994. Elle fait observer que pour parvenir à cette conclusion elle a également procédé à l'analyse des témoignages en question à la lumière d'autres dépositions effectuées au soutien de l'alibi, telles qu'exposées *infra* dont il ressort que Nizeyimana se trouvait à l'usine à thé de Mata du 21 au 22 avril, ainsi que d'autres témoignages tendant à établir qu'il était absent de la ville de Butare à ces dates-là.

*b) Témoins civils qui disent avoir vu Nizeyimana à Mata du 21 au 22 avril 1994*

1330. La Chambre s'attachera à présent, ci-dessous, à apprécier les dépositions des témoins civils – CKN22, Ndikumana et RWV17 – qui ont fourni des informations de première main sur la présence de Nizeyimana à Mata les 21 et 22 avril 1994 ou vers ces dates. Elle relève que les dépositions desdits témoins étaient concordantes au regard de l'heure d'arrivée des militaires à l'usine à thé de Mata<sup>3383</sup>. Ils ont chacun évoqué la présence des militaires à la cantine et CKN22 et Ndikumana ont ajouté que pour leur part après leur arrivée, ils s'étaient mis à mener à bien leurs propres activités<sup>3384</sup>. Les témoins CKN22 et Ndikumana ont affirmé que les militaires étaient revenus à la cantine en début de soirée, qu'ils s'étaient mis à boire jusque tard dans la nuit et qu'ils avaient passé la nuit sur les lieux<sup>3385</sup>. À l'instar des militaires de l'ESO qui ont été appelés à la barre, les trois témoins civils ont précisé que Nizeyimana avait passé la nuit dans la maison d'hôtes de l'usine à thé<sup>3386</sup>. Les témoins CKN22 et Ndikumana ont dit que les militaires avaient poursuivi leurs activités aux alentours de l'usine à thé de Mata avant de s'en aller en début d'après-midi<sup>3387</sup>. Le témoin CKN22 a également confirmé que pour quitter les lieux les militaires avaient emprunté une route qui traversait Kibeho<sup>3388</sup>. La Chambre fait observer que la déposition de CKN22 était de nature à étayer indirectement l'allégation tendant à établir que Ndikumana se trouvait à l'usine à thé de Mata le 21 avril<sup>3389</sup>.

<sup>3383</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 12), RWV17 (des militaires sont arrivés « dans l'après-midi ») ; CRA, 23 mai 2011 (p. 62), témoin Ndikumana (j'ai amené les militaires qui étaient arrivés à la cantine vers 13 h 30) ; CRA, 15 juin 2011 (p. 69 et 70), CKN22 (a vu environ 10 militaires arriver vers 14 heures).

<sup>3384</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 12 et 13), RWV17 ; CRA, 23 mai 2011 (p. 62 et 63), témoin Ndikumana ; CRA, 15 juin 2011 (p. 69 et 70), CKN22.

<sup>3385</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 63 et 64) ; et 15 juin 2011 (p. 69 et 70 (huis clos)), témoin Ndikumana ; CRA, 16 juin 2011 (p. 10 à 12 (huis clos)), CKN22.

<sup>3386</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 12 et 13, 19 à 21), RWV17 ; CRA, 23 mai 2011 (p. 63 et 64), témoin Ndikumana ; CRA, 15 juin 2011 (p. 69 et 70) et 16 juin 2011 (p. 9 à 12 (huis clos)), CKN22.

<sup>3387</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 64 et 65), témoin Ndikumana ; CRA, 15 juin 2011 (p. 70 et 71, 73 et 74 (huis clos)) ; 16 juin 2011 (12 et 13 (huis clos)), CKN22.

<sup>3388</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 70 et 7, 73 et 74 (huis clos)) et 16 juin 2011 (p. 12 et 13), CKN22.

<sup>3389</sup> Voir CRA, 15 juin 2011 (p. 75 et 76 (huis clos)), CKN22 (évoquant un étudiant à l'Université au nombre de ceux qui étaient assis en compagnie de Nizeyimana à la cantine dans la soirée du 21 avril 1994).



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1331. La Chambre conclut d'emblée, que la valeur probante de la déposition de RWV17 est limitée. Elle relève qu'elle n'a pu fournir que la date approximative à laquelle elle avait vu les militaires à la cantine de l'usine à thé de Mata<sup>3390</sup>. En outre, s'il est vrai qu'elle a identifié l'accusé, il reste que ce n'est que par ouï-dire qu'elle avait pu le faire et notamment sur la base de ce que son mari lui avait dit sur ce point. La preuve indirecte produite à l'appui de l'identification de Nizeyimana par le témoin, à savoir qu'il avait « un grade supérieur à » celui de ses compagnons militaires n'est pas décisive<sup>3391</sup>. De plus, lors de sa déposition, elle n'a donné aucune indication sur les éléments qui fondaient sa connaissance de l'endroit où Nizeyimana avait passé la nuit<sup>3392</sup>.

1332. S'agissant des dépositions de CKN22 et de Ndikumana, la Chambre fait observer qu'elles recoupaient les relations des faits présentées par les militaires de l'ESO qui avaient témoigné sur la mission de reconnaissance. À cet égard, la Chambre fait notamment observer que Ndikumana n'avait pu fournir que les dates approximatives auxquelles il avait vu les militaires et Nizeyimana<sup>3393</sup>. Le témoin CKN22 a, en revanche, expliqué de manière détaillée les éléments qui lui avaient permis de se rappeler avec précision le moment où les faits pertinents s'étaient produits. Plus précisément, dans le cadre de son travail, il était tenu de se rendre à l'usine à thé de Mata tous les mercredis<sup>3394</sup>. Toutefois, le mercredi 20 avril 1994, sa moto était tombée en panne et il s'était vu obligé de retourner sur les lieux le lendemain, 21 avril. C'est ainsi qu'il avait pu ce jour-là voir Nizeyimana et les militaires arriver à Mata<sup>3395</sup>.

<sup>3390</sup> Voir CRA, 21 septembre 2011 (p. 13, 19 à 20), RWV17 (réaffirmant qu'elle ne se « rappelai[t] pas les dates exactes »).

<sup>3391</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 13), RWV17.

<sup>3392</sup> Id.

<sup>3393</sup> Par exemple, Ndikumana s'est d'abord rappelé ce qui s'est passé « vers le 21 ou le 20 ». CRA, 23 mai 2011 (p. 62), témoin Ndikumana. Il a affirmé ensuite qu'il pensait que les militaires étaient partis « le lendemain matin – le 20 », CRA, 23 mai 2011 (p. 64). En effet, il a ajouté par la suite qu'en ce qui concerne les dates, « pour dire avec exactitude, vraiment, c'est... ce serait vous tromper » mais que « c'était... je crois le 21 et le 22 », CRA, 23 mai 2011 (p. 64). Durant le contre-interrogatoire, le témoin a affirmé avoir été amené à dire qu'il était arrivé à Mata le 15 avril 1994 pour la simple raison que ce fut environ une semaine après le mariage d'une amie à lui. CRA, 23 mai 2011 (p. 60) et 24 mai 2011 (p. 8 à 10, 20 à 25). En tout état de cause, il a confirmé que le jour où il a dit avoir vu Nizeyimana pour la première fois était également une date approximative. Voir CRA, 24 mai 2011 (p. 25) (« Si vous êtes arrivés à Mata avant le 15, alors, le calcul de la date à laquelle vous avez vu le capitaine Nizeyimana changerait, n'est-ce pas ? R. Le capitaine Ildéphonse Nizeyimana est arrivé à Mata à peu près... plus ou moins une semaine après mon arrivée à Mata. Q. Cela aurait pu être moins d'une semaine ? R. Moins d'une semaine ? Q. Cela relève du possible. R. C'est à peu près une semaine après mon arrivée à l'usine [à thé de Mata]. Quand je dis « à peu près », ça peut être moins d'un jour[,] d'une semaine, ou bien plus d'un jour d'une semaine. C'est ce que je voudrais vous dire, Monsieur le Procureur. Q. Peut-être un jour après ? R. Après quoi, Monsieur le Procureur ? M. LE PRÉSIDENT : Q. C'est-à-dire plus d'une semaine. Parce que si c'est approximativement une semaine, c'est-à-dire, ça peut être une journée en moins ou une journée en plus ; parce que c'est la notion d'approximation, n'est-ce pas ? R. Oui, Monsieur le Procureur... — plutôt — le Président de la Cour »).

<sup>3394</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 64 et 65, p. 67 et 68 (huis clos)) et 16 juin 2011 (p. 7, 15 et 16, 21 (huis clos)), CKN22.

<sup>3395</sup> Voir CRA, 15 juin 2011 (p. 68 à 70 (huis clos)), CKN22.

1333. La Chambre affirme sans équivoque et à l'unanimité de ses membres qu'à supposer même que CKN22 ait effectivement pu se rappeler les dates pertinentes, sa déposition ainsi que celle du témoin Ndikumana ne seraient pas pour autant crédibles. Elle fait observer que dans le contexte de la vague de violence qui avait déferlé sur la préfecture de Gikongoro, les témoignages par eux portés à l'effet de justifier leur présence à l'usine à thé de Mata sonnent faux. D'ailleurs, dans certains cas, leurs dépositions tendant à faire croire que la situation qui régnait à l'usine était relativement normale entraient carrément en contradiction avec d'autres témoignages. En outre, les versions des faits non corroborées tendant à démontrer qu'ils avaient eu des contacts avec ces militaires ne sont pas davantage dignes de foi. La Chambre s'attachera ci-dessous à exposer les considérations qui fondent ces conclusions.

1334. Il ressort des éléments de preuve versés au dossier que durant les jours qui avaient précédé la mise en train de la mission de reconnaissance, certains endroits de la préfecture de Gikongoro qui n'étaient pas éloignés de l'usine à thé de Mata étaient en proie à la violence<sup>3396</sup>. La Chambre relève que nonobstant le fait qu'il se trouvait au beau milieu de toute cette violence, Ndikumana a affirmé qu'il s'était rendu chez Callixte Ndayisaba, son parrain, afin de se concentrer sur ses études universitaires<sup>3397</sup>. La Chambre fait également observer que CKN22 a lui aussi dit s'être rendu à l'usine à thé pour s'entretenir avec certaines personnes et s'assurer que la production se poursuivait normalement en dépit de la guerre<sup>3398</sup>. Le témoin CKN22 a donné à la Chambre l'assurance que « l'usine n'avait aucun problème » et qu'« elle fonctionnait »<sup>3399</sup>. La Chambre relève également qu'il ressort de la déposition de Ndikumana que le 21 avril 1994 au soir les ouvriers de l'usine avaient interrompu leurs activités pour prendre un verre avec les militaires<sup>3400</sup>.

<sup>3396</sup> Voir CRA, 8 septembre 2011 (p. 7 à 9, 12 et 13) (des attaques ont été perpétrées à environ deux kilomètres de chez le témoin sur la colline de Rubona, à partir du 9 ou du 10 avril 1994 ; le témoin a pris part à des attaques entre le 10 et le 12 avril), (p. 9) (la résidence du témoin se trouvait à environ deux kilomètres de l'usine à thé de Mata) témoin à charge Twagirayezu ; CRA, 15 juin 2011 (p. 73 (huis clos)) (la distance qui sépare Mata de Kibeho est de 10 à 12 kilomètres), 16 juin 2011 (p. 24 et 25 (huis clos)) (à partir du 9 avril, les Tutsis se sont réfugiés à la paroisse de Kibeho : les Hutus ont attaqué les Tutsis à Kibeho vers le 14 avril 1994, faisant ainsi « un grand nombre de victimes »), (p. 24 et 25) (à partir du 15 avril 1994, des attaques ont été perpétrées dans la sous-préfecture de Munini), témoin à décharge CKN22 ; CRA, 24 mai 2011 (p. 34 et 35) (des Tutsis se sont enfuis à Kibeho où ils ont été attaqués le 14 ou le 15 avril 1994 au plus tard), (p. 35 et 36) (la paroisse de Karama avait fait l'objet d'une attaque avant l'arrivée de Nizeyimana le 21 avril 1994 à Mata), témoin à décharge Ndikumana.

<sup>3397</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 68) et 24 mai 2011 (p. 36 et 37), témoin Ndikumana.

<sup>3398</sup> Voir CRA, 15 juin 2011 (p. 67 à 69, 74 (huis clos)), CKN22.

<sup>3399</sup> Ibid. (p. 74 (huis clos)), CKN22.

<sup>3400</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 63), témoin Ndikumana (« Q. Les avez-vous revus plus tard dans la journée ? R. Vers la soirée, à peu près vers 18 h 30, comme ça, nous nous sommes encore rencontrés à la cantine. Comme, aussi, la plupart du personnel de l'usine avait fini le travail, ils allaient se rafraîchir « le » mémoire à l'usine et, à cette heure-là, à peu près, vers 18 h 30, comme ça, j'ai revu le groupe de ces militaires revenir à l'usine... plutôt à la cantine. Ils ont bu et ils ont mangé »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1335. La Chambre affirme d'emblée que les explications fournies par Ndikumana et CKN22 sont à première vue peu plausibles. Elle relève que leur examen à la lumière des dépositions contradictoires des témoins à décharge est de nature à faire encore plus douter de leur véracité. En particulier, le témoin RWV17 qui habitait et travaillait non loin de l'usine à thé de Mata, et Zikamabahari qui était employé au centre commercial de Mata, ont fait savoir que l'usine n'était pas opérationnelle et que ses activités avaient été interrompues durant la période allant du 6 avril aux alentours de la mi-mai 1994<sup>3401</sup>. Cette contradiction flagrante avec les dépositions des témoins CKN22 et Ndikumana inspire à la Chambre des réserves sur la crédibilité de leurs témoignages.

1336. La Chambre considère qu'il importe également de noter que RWV17 a dit que les cadres de l'usine, notamment Juvénal Ndabarinze et son « *tea maker* », Callixte Ndayisaba, avaient été reconnus coupables de crimes liés au génocide, y compris une attaque perpétrée contre la paroisse de Karama<sup>3402</sup>. À cet égard, elle fait observer que l'attaque dont la paroisse de Karama avait été le théâtre avait été perpétrée en avril 1994, approximativement au moment où la mission de reconnaissance s'était effectuée<sup>3403</sup>.

1337. Les témoins CKN22 et Ndikumana ont évoqué les relations familiales qu'ils entretenaient avec Ndabarinze et Ndayisaba et les contacts directs qu'ils avaient avec eux vers cette période<sup>3404</sup>. Ce nonobstant, CKN22 a fait savoir que Ndabarinze ne l'avait pas informé de sa participation à l'attaque perpétrée contre la paroisse de Karama<sup>3405</sup> et qu'il n'était au courant d'aucune attaque dont ce lieu avait été le théâtre<sup>3406</sup>. La Chambre fait observer que Ndikumana a lui aussi affirmé qu'il ignorait que Ndayisaba – son parrain – avait été emprisonné à raison de sa participation à ladite attaque<sup>3407</sup>.

1338. Les dépositions des témoins CKN22 et Ndikumana tendant à établir qu'ils ignoraient totalement que des personnes qui leur étaient très proches étaient accusées d'avoir pris part à des

<sup>3401</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 10, 12, 20, 25 et 26), RWV17 ; CRA, 20 septembre 2011 (p. 66 et 67, 68 et 69), témoin Zikamabahari. Voir aussi CRA, 7 septembre 2011 (p. 33 et 34), témoin à charge Twagirayezu (l'usine à thé de Mata avait suspendu ses activités pendant environ trois semaines durant le génocide pour reprendre en mai).

<sup>3402</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 39 à 41 (huis clos)), RWV17.

<sup>3403</sup> Voir CRA, 21 février 2011 (p. 5 et 6), témoin à charge MKA (sa sœur, blessée par balles à la paroisse de Karama, avait été évacuée à l'hôpital universitaire de Butare et enlevée ultérieurement le 22 avril 1994) ; CRA, 24 mai 2011 (p. 35 et 36), témoin à décharge Ndikumana (la paroisse de Karama avait été attaquée avant l'arrivée de Nizeyimana à Mata vers le 21 avril 1994).

<sup>3404</sup> Voir CRA, 16 juin 2011 (p. 8, 10 et 11, 25 (huis clos)), CKN22 ; CRA, 23 mai 2011 (p. 60 à 63, 67 et 68), 24 mai 2011 (p. 29 à 33, 36 et 37), témoin Ndikumana. À noter que selon Ndikumana, Juvénal Ndabarinze lui avait donné le surnom de « brave ». CRA, 23 mai 2011 (p. 62), 24 mai 2011 (p. 37).

<sup>3405</sup> CRA, 16 juin 2011 (p. 26 (huis clos)), CKN22.

<sup>3406</sup> Ibid. (p. 25 (huis clos)), CKN22.

<sup>3407</sup> CRA, 24 mai 2011 (p. 36), témoin Ndikumana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

crimes liés au génocide sonnent faux<sup>3408</sup>. En effet, il est étonnant d'entendre CKN22 affirmer qu'il n'était pas au courant de ces faits, compte tenu de la nature de son travail et du motif pour lequel il se trouvait à l'usine à thé de Mata. Après avoir également pris en considération l'attitude de ces deux témoins, la Chambre affirme à l'unanimité de ses membres qu'elle a forte impression que leurs dépositions étaient inspirées par des motifs inavoués. Ces témoins, qui vivaient tous deux en exil au moment de leur comparution<sup>3409</sup>, avaient intérêt à confectionner des éléments de preuve tendant à établir qu'ils ne faisaient rien à l'usine à thé aux alentours de cette période<sup>3410</sup>.

1339. La Chambre souligne que de fait, d'autres contradictions et exagérations manifestes relevées au regard de la mission de reconnaissance proprement dite contribuent à faire douter davantage de la crédibilité des témoignages de CKN22 et de Ndikumana. Elle fait observer, en particulier, que la présence de ces civils sur les lieux n'est pas directement étayée par les militaires qui ont déposé sur la mission de reconnaissance<sup>3411</sup>. Dans certaines circonstances, de telles omissions auraient été normales. Toutefois, en l'espèce, eu égard aux contacts qu'ils sont présumés avoir eus avec Nizeyimana et la mission de reconnaissance, elles sont étonnantes.

1340. De plus, s'il est vrai que dans leurs dépositions CKN22 et Ndikumana soutiennent tous deux que Nizeyimana a, en permanence été présent au centre d'instruction de Mata, il reste que des divergences se font jour dans leurs témoignages. La Chambre relève à titre d'exemple, que Ndikumana est le seul témoin à avoir dit que les militaires s'étaient rassemblés dans le bureau du

<sup>3408</sup> CKN22 a dit ignorer que le sous-préfet avait été impliqué dans la commission de crimes dans sa sous-préfecture (CRA, 16 juin 2011 (p. 27 et 28 (huis clos)) et ne pas être au courant des infractions qui lui étaient reprochées (CRA, 16 juin 2011 (p. 26 et 27 (huis clos))). Se fondant sur l'appréciation qu'elle a faite du comportement du témoin et la nature de son travail durant le génocide, la Chambre juge cette déposition peu crédible.

<sup>3409</sup> Voir CRA, 23 mai 2011 (p. 67) (vivait à Polokolo, au Congo) et 24 mai 2011 (p. 33 à 35 et 37) témoin Ndikumana, (a quitté le Rwanda en septembre en raison des menaces portées contre lui du fait de son « état ethnique ») ; pièce à conviction D73 (fiche de renseignements personnels de CKN22) (extrait).

<sup>3410</sup> Le Procureur, sans qu'aucune objection n'ait été soulevée par la Défense, a opposé à CKN22 qu'il avait participé à une réunion tenue à Muganza le 13 avril 1994, ce que le témoin a réfuté. Voir CRA, 16 juin 2011 (p. 27 et 28), CKN22. De même, Ndikumana également a réfuté son implication dans des attaques perpétrées contre les Tutsis avec le directeur de l'usine à thé de Mata. CRA, 24 mai 2011 (p. 36 et 37), témoin Ndikumana.

<sup>3411</sup> Voir, par exemple, CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 34 et 35, 52 à 54), témoin Ruzindana (parlant du directeur de l'usine et de trois « civils » qualifiés par la suite d'« employés » venus accueillir les militaires à leur arrivée) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 51 et 52) (accueillis par la « direction de l'usine de thé de Mata ») et 30 mai 2011 (p. 14 et 15), CKN10 (reçus par le directeur de l'usine et trois autres « personnes ») ; CRA, 7 juin 2011 (p. 71 et 72), ZML13 (le directeur de l'usine les avait accueillis) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 25, 63 et 64), RWV11 (un homme est allé avertir le directeur de l'usine de l'arrivée des militaires et Nizeyimana s'est aussitôt entretenu avec lui) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 8 et 9), témoin Bunani (Nizeyimana s'est entretenu avec le directeur de l'usine dans la cantine à l'arrivée des militaires). Les dépositions des témoins CKN22 et ZML13 se recoupent étroitement dans leur description de Nizeyimana à la cantine ce soir-là, en compagnie du directeur de l'usine (Juvéni Ndabarinze) et de son « tea maker » (Callixte Ndayisaba). En effet, CKN22 semble placer Ndikumana à la table. Néanmoins, selon ZML13, d'« autres employés » – et non CKN22 ou Ndikumana – étaient assis en compagnie de Nizeyimana.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

directeur de l'usine à thé avant de se rendre à la cantine<sup>3412</sup>. Elle fait observer en outre que ZML13 a pour sa part précisé ne s'être rendu dans aucun des bureaux de l'usine, y compris celui du directeur<sup>3413</sup>.

1341. La Chambre souligne que CKN22 est le seul témoin à avoir dit que des militaires avaient passé la nuit à la cantine et dans le hangar de l'usine qui était utilisé « pour peser le thé et pour le sécher »<sup>3414</sup>. Elle fait observer que CKN22 a affirmé que le 22 avril 1994, en revenant de Butare, il avait conduit des soldats sur une distance d'environ 10 à 12 kilomètres, entre l'usine à thé de Mata et Kibeho. Elle souligne que cet élément ne figure manifestement pas dans les dépositions des cinq militaires qui ont tous parlé de faits survenus sur le chemin du retour. Dans certains contextes, ces disparités n'auraient pas porté à conséquence. Toutefois, lorsqu'on les considère à la lumière des similitudes frappantes qui s'observent au regard de la présence de Nizeyimana et de la nature générale des faits, ces disparités sont de nature à faire croire que certains témoignages ont été fabriqués de toutes pièces. De l'avis de la Chambre, les éléments de leurs témoignages qui cadrent parfaitement avec l'alibi invoqué sont mis à mal par ces contradictions, tout comme les parties à première vue peu plausibles de leurs dépositions qu'elle s'attachera à examiner *infra*.

1342. Tel qu'indiqué plus haut, la Chambre émet de sérieuses réserves sur le motif invoqué par CKN22 pour expliquer sa présence à l'usine à thé, compte tenu en particulier de la violence à laquelle selon lui la préfecture de Gikongoro était en proie. Elle fait observer en outre que la prétendue panne de sa moto, qui l'avait retenu à l'usine à thé de Mata les 21 et 22 avril 1994, relève beaucoup plus de l'invraisemblable que d'un simple hasard.

1343. En outre, étant donné qu'antérieurement aux faits CKN22 n'avait pas de relations particulières avec Nizeyimana, sa déposition selon laquelle Nizeyimana l'avait informé de la mise sur pied de la mission de reconnaissance<sup>3415</sup> apparaît peu plausible dès lors qu'il ne faisait pas partie du personnel de l'usine à thé et que la mission était censée s'effectuer sous le sceau du secret<sup>3416</sup>. La Chambre considère qu'il résulte de l'objet même de la mission de reconnaissance

<sup>3412</sup> Comparer CRA, 23 mai 2011 (p. 62 et 63), témoin Ndikumana, avec CRA, 26 mai 2011 (p. 51 et 52) et 30 mai 2011 (p. 14 à 16), CKN10 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 52 à 54, 68 et 69), témoin Ruzindana et CRA, 13 juin 2011 (p. 8 et 9), témoin Bunani.

<sup>3413</sup> CRA, 7 juin 2011 (p. 71 à 74), ZML13.

<sup>3414</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 69 et 70 (huis clos)) et 16 juin 2011 (p. 9 à 11 (huis clos)), CKN22.

<sup>3415</sup> Voir CRA, 15 juin 2011 (p. 75 et 76 (huis clos)) et 16 juin 2011 (p. 22 (huis clos)), CKN22.

<sup>3416</sup> Voir, par exemple, CRA, 30 mai 2011 (p. 16), CKN10 (« LE TÉMOIN : Lorsque nous avons quitté la cantine, nous avons procédé à la reconnaissance des lieux.

M. LE PRÉSIDENT : Était-ce en compagnie du directeur, du manager et de ses trois compagnons ?

LE TÉMOIN : Non. Le directeur ne pouvait pas être en notre compagnie, nous sommes tenus au secret professionnel en tant que militaire, nous ne pouvions pas associer un civil à notre travail »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

qu'il était exclu que les témoins qui ont déposé à l'appui de l'alibi aient été instruits de sa mise sur pied.

1344. La Chambre relève également que le témoignage de CKN22 faisant état d'une conversation extrêmement informelle qu'il aurait eue avec Nizeyimana<sup>3417</sup>, de même que du rapport relativement intime qu'ils auraient entretenu apparaît absurde<sup>3418</sup>. Elle fait observer en outre que de l'avis de l'ensemble de ses membres, l'assertion du témoin selon laquelle Nizeyimana lui avait dit qu'il était prévu que la mission de reconnaissance emprunte un autre itinéraire pour rentrer à Butare<sup>3419</sup> apparaissait également peu plausible attendu que c'est par mesure de précaution que cette tactique était employée<sup>3420</sup>.

1345. La Chambre relève enfin que CKN22 a dû être retourné à Mata les deux semaines qui avaient suivi les faits et y avoir rencontré Nizeyimana à chacune de ces deux occasions<sup>3421</sup>. Elle fait observer que cette information ne figure cependant pas dans sa déclaration signée, recueillie par la Défense<sup>3422</sup>. Le témoin a expliqué cette omission par le fait qu'il n'avait pas jugé nécessaire de tout dire dans cette déclaration<sup>3423</sup>. La Chambre relève que cette omission a de quoi surprendre dès lors que la Défense a invoqué un alibi pour établir l'innocence de l'accusé.

1346. S'agissant de Ndikumana, la Chambre a déjà émis des doutes sur son témoignage relatif au motif de son séjour chez son parrain. De plus, la Chambre considère qu'il est curieux que le directeur de l'usine à thé ait estimé que Ndikumana serait l'agent le mieux placé pour accueillir les militaires à leur arrivée à l'usine à thé de Mata. Tel qu'indiqué plus haut, ce témoignage ne cadre pas avec d'autres éléments de preuve versés au dossier de l'espèce. La Chambre fait

<sup>3417</sup> Voir, par exemple, CRA, 15 juin 2011 (p. 73 [huis clos]), CKN22 (« LE TÉMOIN : ... les gens me disaient que j'avais une ressemblance avec le capitaine Nizeyimana, et je lui ai dit que des gens disent que je lui ressemble. Donc, nous avons discuté à ce sujet. Cela nous a pris beaucoup de temps. Il disait : si les gens disent que nous nous ressemblons, peut-être que mon père est passé chez vous « dans ces affaires », c'est peut-être pourquoi nous nous ressemblons »).

<sup>3418</sup> Voir, par exemple, CRA, 15 juin 2011 (p. 70 et 71 [huis clos]) et 16 juin 2011 (p. 10 à 12 et 23 [huis clos]), CKN22 (est allé saluer le capitaine Nizeyimana alors que celui-ci s'apprêtait dans la maison d'accueil vers 7 h 30, pour la journée). Voir aussi CRA, 15 juin 2011 (p. 70 à 72 [huis clos]) et 16 juin 2011 (p. 23 [huis clos]), CKN22 (rendant visite au capitaine Nizeyimana dans la maison d'accueil une semaine après l'avoir rencontré pour la première fois).

<sup>3419</sup> Voir CRA, 15 juin 2011 (p. 70 et 71 [huis clos]) et 16 juin 2011 (p. 22 et 23 [huis clos]), CKN22 (la veille du retour des militaires, Nizeyimana a informé le témoin de leur « itinéraire »).

<sup>3420</sup> Voir CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 36), témoin Ruzindana (« Q. Quel trajet avez-vous emprunté, le même qu'à l'allée ou avez-vous emprunté une autre route ?

R. Non. Normalement, la règle des militaires est qu'il ne faut pas emprunter la même route que celle que vous avez prise avant. Nous avons donc pris un autre chemin »). Cf. CRA, 6 juin 2011 (p. 57), ZML13 (« R. Après le repas, nous sommes retournés à Butare. Le capitaine nous a dit que nous devons emprunter un autre chemin ou utiliser un autre itinéraire que celui que nous avons emprunté lorsque nous étions venus à Mata »).

<sup>3421</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 77 à 79) et 16 juin 2011 (p. 23 [huis clos]), CKN22.

<sup>3422</sup> Pièce à conviction P 58 (Déclaration de CKN22), 4 avril 2011.

<sup>3423</sup> CRA, 16 juin 2011 (p. 15 [huis clos]), CKN22.

*Le Procureur c. Idéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

observer à cet égard qu'elle estime qu'il est également peu plausible. Elle affirme en outre qu'en dernière analyse, elle considère que le témoin Ndikumana n'est pas fiable.

1347. La Chambre relève qu'après avoir examiné les témoignages de première main relatifs à la présence de Nizeyimana à Mata, elle garde présent à l'esprit que le témoin Zikamabahari a affirmé avoir vu des militaires à bord d'une Land Rover ainsi que d'un véhicule de la MINUAR, environ deux semaines après la mort du Président Juvénal Habyarimana. Elle souligne toutefois qu'il ressort du témoignage de Zikamabahari qu'il n'était pas sûr du moment exact auquel il les avait vus<sup>3424</sup>. Cela étant, elle considère que sa déposition sur ce point n'est pas décisive. Elle estime également qu'il n'est pas suffisamment fiable ou crédible pour étayer des allégations selon lesquelles la présence de Nizeyimana en ce lieu s'expliquait par sa participation à une mission de reconnaissance qui s'y effectuait.

1348. Après avoir examiné les dépositions au soutien de l'alibi faites par les témoins civils à l'effet d'établir que Nizeyimana se trouvait à l'usine à thé de Mata vers les 21 et 22 avril 1994, la Chambre considère qu'elles ne sont pas suffisamment crédibles pour remettre en question les témoignages oculaires et par ouï-dire convaincants qui démontrent que l'accusé était à Butare vers cette même période. La Chambre estime aussi que les témoignages en question ne sont pas de nature à dissiper les réserves que lui inspirent les dépositions faites au soutien de l'alibi par des militaires, telles qu'exposées *supra*. Elle fait observer au demeurant qu'elle a procédé à l'examen de ces dépositions à la lumière d'autres témoignages de type général tendant à établir que la présence de militaires avait été observée à l'usine à thé de Mata.

1349. La Chambre a également examiné ces conclusions à la lumière d'autres témoignages par ouï-dire ou preuves indirectes produits au soutien de l'alibi, qui sont analysés ci-dessous, et dont il ressort qu'ils sont de nature à établir que Nizeyimana se trouvait à l'usine à thé de Mata ou hors de Butare les 21 et 22 avril 1994.

*c) Preuves indirectes et témoignage par ouï-dire tendant à établir la participation de Nizeyimana à la mission de reconnaissance*

1350. Dans leurs dépositions, trois militaires de l'ESO à savoir Ntamagezo, OUV03 et RWV11 de même qu'un autre élément de l'armée en visite à l'ESO – le témoin Mushiyimana – ont tous présenté une version des faits propre à asseoir la conclusion selon laquelle Nizeyimana avait participé à la mission de reconnaissance dépêchée à Mata. La Chambre relève d'emblée que les témoignages par eux fournis n'étaient pas de première main mais qu'ils étaient plutôt indirects et relevaient du ouï-dire.

<sup>3424</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 63 et 72), témoin Zikamabahari.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1351. Le témoin Ntamagezo a dit se rappeler que le 21 avril 1994 Nizeyimana était parti pour Mata parce que c'est ce jour-là qu'il avait été affecté au peloton de la police militaire et qu'il avait vu pour la première fois « quelqu'un abattre une personne »<sup>3425</sup>. La Chambre a procédé à l'examen de ce témoignage particulier à la lumière du meurtre de la famille de Maniraho. Elle fait observer qu'après avoir pris note du comportement de Ntamagezo dans le cadre de sa déposition, elle a estimé que ce témoin n'était pas crédible<sup>3426</sup>.

1352. Tel qu'elle l'a affirmé dans le cadre de l'analyse par elle faite du témoignage de Ntamagezo sur le meurtre en question, la Chambre conclut que la date qu'il a avancée, à savoir le 21 avril 1994, est peu plausible. Elle relève que s'il est vrai que Ntamagezo a souligné que la tuerie avait été perpétrée le 21, il reste qu'il a affirmé ne pas se rappeler le jour de la semaine où ce fait était survenu et ses diverses tentatives visant à mieux rendre plus explicites les éléments qui lui avaient permis de se rappeler la date pertinente n'ont eu pour effet que de concourir à rendre encore plus suspect son témoignage, dans le cadre de ses réponses aux autres questions qui lui ont été posées. La Chambre fait observer à cet égard que le témoin a reconnu qu'à l'époque, il ne tenait pas un journal dans lequel il aurait pu consigner les faits qu'il observait et n'était donc « pas en mesure de se rappeler toutes les dates »<sup>3427</sup> [traduction].

1353. L'incapacité de Ntamagezo à fournir des dates tranche nettement avec son aptitude à se rappeler la date de la mission de reconnaissance, en particulier eu égard au fait qu'il n'avait même pas pris part à celle-ci. La Chambre relève que ce contraste est de nature à éveiller ses soupçons eu égard aux réserves sérieuses par elle émises, telles qu'exposées plus haut, sur l'explication avancée par le témoin sur les raisons pour lesquelles le souvenir des faits survenus le 21 avril 1994 était resté aussi vivace dans sa mémoire. Cela étant, la Chambre estime être fondée à croire que Ntamagezo a confectionné son témoignage de manière à innocenter l'accusé. De fait, la Chambre souligne à cet égard que le Procureur a établi que le témoin Ntamagezo avait des liens étroits avec Nizeyimana attendu qu'ils étaient tous deux originaires « du Nord »<sup>3428</sup>. Elle conclut que la déposition faite par Ntamagezo au soutien de l'alibi de Nizeyimana n'est pas crédible.

1354. La Chambre relève en outre que le témoin OUV03, qui lui non plus n'avait pas participé à la mission dépêchée à Mata, a également affirmé être sûr que Nizeyimana était parti le 21 avril

<sup>3425</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 58 à 60, 61 à 63, 67 et 68), témoin Ntamagezo.

<sup>3426</sup> Voir chap. II, point 6.4.

<sup>3427</sup> Id.

<sup>3428</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 26 et 27), BDE. La Chambre a examiné les éléments de preuve à décharge tendant à établir qu'il n'y avait entre les militaires de l'ESO aucune division fondée sur l'appartenance à une région ou l'appartenance ethnique. Voir CRA, 18 mai 2011 (p. 24), ZML07 ; CRA, 26 mai 2011 (p. 44), CKN10 ; CRA, 2 juin 2011 (p. 14 à 16), RWV11 ; CRA, 8 juin 2011 (p. 18 à 20), RWV09 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 29 et 30), témoin Ruzindana ; CRA, 6 juin 2011 (p. 48), ZML13. La Chambre estime qu'une bonne partie de ces éléments de preuve ne sont pas crédibles. Ils sont par ailleurs d'ordre très général et ne jettent aucun doute sur des moyens de preuve précis concernant les liens particuliers que Nizeyimana avait avec certains militaires.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1994 pour revenir le lendemain 22 avril<sup>3429</sup>. Il a dit avoir vu le convoi partir pour Mata entre 7 et 8 heures du matin et être sûr de la date parce que des membres de son service avaient participé à cette mission et étaient de ce fait absents de l'ESO<sup>3430</sup>. En outre, il s'était également servi, comme point de repère, de la mission effectuée selon lui le 17 avril par Nizeyimana à Cyahinda<sup>3431</sup>. C'est la conjonction de ces éléments qui avait conduit le témoin OUV03 à conclure, sans hésitation, que la mission à Mata avait eu lieu le 21 avril<sup>3432</sup>.

1355. La Chambre fait observer qu'elle considère que la déposition du témoin OUV03 n'est pas fiable. Elle a estimé que son comportement était de nature à faire naître des doutes sur sa crédibilité. De plus, OUV03 n'a cessé de dire que Nizeyimana n'était pas à l'ESO ou dans la ville de Butare à certaines dates revêtant une importance cruciale aux fins de l'espèce, nonobstant l'existence d'éléments de preuve tendant à établir le contraire. Le témoin OUV03 a en particulier affirmé que Nizeyimana n'avait pas assisté à une réunion convoquée à l'ESO dans la nuit du 6 avril 1994, à la suite de la mort du Président Habyarimana, pour la bonne raison qu'il venait de passer quelques jours à la maison, terrassé par une « [méchante] grippe »<sup>3433</sup>.

1356. Cette version des faits est contredite par des témoignages de première main, par ouï-dire et indirects tendant à établir que Nizeyimana se trouvait au camp de l'ESO ce soir-là<sup>3434</sup>. La Chambre fait observer qu'au vu du rang de l'accusé et de la position qu'il occupait au sein de l'armée il est difficile de concevoir qu'il ait pu rester à la maison malgré l'assassinat du Président rwandais et la reprise des hostilités avec le FPR.

1357. La Chambre relève que le témoin OUV03 a lui aussi affirmé que Nizeyimana avait quitté l'ESO et la ville de Butare le 24 avril 1994. Il a ajouté que le 24 avril, en compagnie de Ngalinde et d'autres militaires, Nizeyimana était parti pour Mata dans le cadre d'une mission d'une seule journée, faisant suite à la mission de reconnaissance initiale, mais précédant son départ définitif pour le centre d'instruction vers la fin avril<sup>3435</sup>. Le témoin a affirmé que Nizeyimana était parti

<sup>3429</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 27 à 29), OUV03.

<sup>3430</sup> CRA, 31 mai, 2011 (p. 29) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 12 à 14), OUV03.

<sup>3431</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 10 à 12, 13 et 14, 15 et 16), OUV03.

<sup>3432</sup> Ibid. (p. 13), OUV03.

<sup>3433</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 70), OUV03.

<sup>3434</sup> Voir aussi CRA, 31 janvier 2011 (p. 68 à 70 (huis clos)) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 34 et 35, 50, p. 38 et 39 (huis clos)), témoin à charge AZD (Nizeyimana avait assisté à une réunion présidée par le colonel Marcel Gatsinzi, après la mort du Président Habyarimana, et visant à informer les participants des événements survenus dans la nuit) et pièce à conviction D6 (Noms des participants à la réunion du 6 avril 1994) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 72), témoin à charge YAA (Nizeyimana avait donné des instructions à des subordonnés dans la nuit du 6 avril, après la mort du Président Habyarimana) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 30, 31 et 33), témoin à décharge RWV11 (ne croyait pas que Nizeyimana avait quitté le camp de l'ESO entre le 6 et le 7 avril 1994 ; il l'avait vu de l'endroit où il se trouvait en faction, avant d'aller se coucher le 6 avril).

<sup>3435</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 30, 33 et 34) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 9 à 11, 13 à 15), OUV03.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

tôt le matin, vers 8 heures, et était revenu le soir même<sup>3436</sup>. La mission avait pour objet d'inspecter le terrain au centre d'instruction de Mata et d'y dresser des tentes<sup>3437</sup>.

1358. La Chambre fait observer qu'il importe de noter que les témoins Hitayezu et KEN06, qui ont affirmé qu'ils étaient chez Nizeyimana, ont dit que l'accusé avait été absent de son domicile depuis le 24 avril<sup>3438</sup>. Elle relève que dans d'autres parties du présent jugement, elle a procédé à un examen détaillé de leurs témoignages et a conclu qu'ils n'étaient pas crédibles<sup>3439</sup>. Elle fait également observer que leurs témoignages sont en outre loin d'être décisifs sur ce point.

1359. La Chambre considère qu'il est cependant révélateur qu'aucun des autres témoins n'ait fait mention de mini-mission de reconnaissance. Elle fait observer qu'il est difficile de concevoir que des militaires ayant accompagné Nizeyimana les 21 et 22 avril dans le cadre d'une mission effectuée à l'usine à thé de Mata et qui y seraient retournés en qualité d'instructeurs n'aient pas été au courant de l'existence de cette seconde mission. Elle relève pourtant qu'aucun de ces militaires de l'ESO n'a fait mention d'une mission d'une journée qui aurait été effectuée au centre d'instruction de Mata le 24 avril<sup>3440</sup>. La Chambre souligne que l'assertion tendant à établir que Nizeyimana, qui avait le grade de capitaine et qui était l'un des officiers du camp de l'ESO, avait participé à des activités aussi subalternes a également été réfutée par un témoin à charge crédible qui a affirmé qu'il était impossible qu'il en soit ainsi<sup>3441</sup>. La Chambre fait observer

<sup>3436</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 30, 33 et 34) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 13 et 14), OUV03.

<sup>3437</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 33 et 34), OUV03.

<sup>3438</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 48 et 49), témoin Hitayezu ; CRA, 20 septembre 2011 (p. 14 et 15, 35 et 36), KEN06.

<sup>3439</sup> Voir chap. II, point 6.6.

<sup>3440</sup> Voir, par exemple, CRA, 2 juin 2011 (p. 62-63), RWV11 (« Q. Voilà les cinq dates que vous avez indiquées auparavant et vous venez d'ajouter une autre date, celle du 26, que vous dites ne pouvoir jamais oublier. Dites-nous : qu'est-ce que vous avez fait entre votre retour à l'ESO de la mission de reconnaissance et le moment de votre retour de cette mission ? R. J'ai continué à occuper la position de défense du camp à l'entrée sud, et ce à partir du 22 avril, lorsque nous sommes revenus au camp, jusqu'au matin du 26 avril. Q. À ce poste de garde que vous occupiez à l'entrée du camp, est-ce que, durant ce premier jour après votre retour, est-ce qu'il ne s'est plus produit quelque chose que vous pouvez nous rapporter ? R. Je n'ai rien observé de spécial. Q. Et le lendemain s'est-il produit quelque chose d'inhabituel ? R. Rien d'inhabituel jusqu'au 26, lorsque nous avons quitté le camp encore une fois, je n'avais rien vu d'inhabituel. ») ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 44 et 45), Ruzindana (« Q. Est-il possible que votre mission de reconnaissance à Mata, la première, ait pu avoir lieu le 24 avril — aussi tard que le 24 avril ? R. Non. Je suis formel, lorsque nous avons effectué la première mission qui était une mission de reconnaissance, je me rappelle très bien que c'était le surlendemain de la date à laquelle le Président Sindikubwabo a prononcé son discours. Et vous vous rappellerez que le Président Sindikubwabo a prononcé son discours le 19 avril. C'est donc le 21 que nous avons effectué la mission de reconnaissance. Je suis formel là-dessus. ») ; CRA, 26 mai 2011 (p. 55 et 56), CKN10 (« Q. Vous êtes retournés... Ces dates sont exactes, et c'est votre témoignage, vous êtes retourné de Mata le 22 ? Alors, le 23, qu'est-ce que vous avez fait ? R. Je vous ai dit que nous avons terminé la première reconnaissance le 23, et nous sommes retournés à Mata le 26 avril pour l'entraînement des nouvelles recrues »).

<sup>3441</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 22 à 24), AZD (« Q. Savez-vous si le capitaine Nizeyimana était allé en mission de reconnaissance à Mata dans le but de la mise en place de la formation des défenses civiles dans cette localité — et s'il y est [allé], les 21 et 22 avril 1994 dans le cadre de cette mission ?

R. Merci, Monsieur le Procureur. Je ne suis pas en connaissance... Je ne connais pas s'il est parti pour une reconnaissance à Mata. Ça, je ne sais pas, c'est vrai. Seulement, personnellement, comme militaire ou plus encore

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

qu'après avoir également pris en considération le comportement d'OUV03, qu'elle est fortement encline à penser que le témoin a confectionné à plusieurs reprises sa déposition exprès pour démontrer que Nizeyimana ne pouvait en aucune manière être lié à la vague de violence qui avait déferlé sur la ville de Butare durant cette période.

1360. La Chambre relève en outre qu'elle doute que le fait qu'un collègue d'OUV03 avec lequel il travaillait ait été absent soit forcément de nature à conduire le témoin à se rappeler la date exacte de la mission de reconnaissance. Elle fait observer en particulier que parmi les collègues de bureau le seul dont le témoin a dit qu'il a participé à cet événement était un opérateur radio répondant au nom de caporal Rwabutwaza<sup>3442</sup>. Elle souligne toutefois que la présence de Rwabutwaza au sein de la mission de reconnaissance n'est pas étayée par les éléments versés au dossier, ce qui est de nature à faire douter davantage de la crédibilité du témoignage d'OUV03<sup>3443</sup>.

1361. De plus, s'il est vrai qu'OUV03 avait été en mesure de se rappeler les déplacements effectués par Nizeyimana au titre de la mission de reconnaissance dépêchée à Mata, il reste qu'il n'avait pas pu se remémorer la date à laquelle le lieutenant Gakwerere avait quitté l'ESO parce qu'il « avai[t] beaucoup à faire » lorsque celui-ci avait été dépêché sur le terrain<sup>3444</sup>. Le témoin avait précisé que s'agissant de Nizeyimana, il avait en revanche reçu des messages concernant ses déplacements, raison pour laquelle il avait été en mesure de se rappeler exactement les diverses dates auxquelles celui-ci avait quitté l'ESO<sup>3445</sup>.

---

comme un homme du cadre à cette époque là, je ne verrais pas comment il serait parti pour reconnaître Mata, parce que Mata, c'était un endroit qui nous était très bien connu, c'était dans notre place. Il y avait une usine à thé — même actuellement, il y en a. Donc, ce n'était pas du tout un endroit à reconnaître. Seulement, je ne me suis pas informé, c'est vrai, s'il est allé reconnaître ça. Mais je le précise, comme un homme du cadre, quelqu'un qui connaît un peu de tactique militaire... la tactique militaire, du moins à mon niveau, je ne vois pas pour quel intérêt il partirait pour faire une reconnaissance d'un endroit qui lui est proche et, plus encore, qui est dans sa place, un endroit qui était connu de tout le monde. Merci, Monsieur le Procureur. Q. Savez vous si, à l'ESO, il y avait un tableau d'affichage ou un endroit où les affiches étaient posées concernant les officiers qui devaient quitter le camp pour de telles missions de reconnaissance ? R. Merci de la question. Il y avait effectivement un tableau d'affichage où on affichait en principe tous les messages qui venaient de notre état major mais, personnellement, je n'ai jamais vu ce message là, affiché. C'est un message qui n'a jamais été affiché là bas ; mais, effectivement, il y avait un tableau d'affichage. Q. Donc, plus exactement, sur le tableau d'affichage, avez vous pu voir si, les 21 et 22 avril 1994, il y avait une affiche indiquant que le capitaine Nizeyimana s'était rendu à une mission de reconnaissance à Mata ? R. Cela n'a jamais été affiché à ce tableau d'affichage. Donc, je n'ai jamais vu ça mentionné au tableau d'affichage »).

<sup>3442</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 28 et 29), OUV03.

<sup>3443</sup> En effet, d'autres témoins appuyant l'alibi suggèrent que l'opérateur radio qui a participé à la mission était plutôt Kabandana et non Rwabutwaza. Voir par exemple CRA, 2 juin 2011 (p. 24), RWV11 ; CRA, 13 juin 2011 (p. 7, 41, 44), témoin Bunani ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 32, 33 et 65), témoin Ruzindana.

<sup>3444</sup> CRA, 13 mai 2011 (p. 35), OUV03.

<sup>3445</sup> Ibid. (p. 35, 36 et 47), OUV03.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1362. La Chambre fait observer qu'elle a des doutes sur la véracité de l'explication fournie ci-dessus, attendu que le témoin OUV03 a estimé avoir reçu entre quatre et 18 messages par jour<sup>3446</sup> et indiqué n'avoir pas pris aucune note, même s'il a ajouté que « ces messages... ces informations reçues [lui] serv[ai]ent de point de repère »<sup>3447</sup>. Le témoin a précisé par la suite qu'ils n'avaient pas pris note des allées et venues des officiers, mais que ces informations avaient été enregistrées au poste de garde<sup>3448</sup>. La Chambre fait observer que concrètement lorsqu'il a été invité à déposer sur d'autres missions effectuées par Nizeyimana, le témoin n'a pas été à même de se rappeler les dates exactes<sup>3449</sup>.

1363. La Chambre estime qu'au vu du nombre considérable de messages reçus en un jour donné et compte tenu du temps écoulé depuis les faits, on est raisonnablement fondé à croire qu'il était impossible pour le témoin de se rappeler de manière détaillée les dates auxquelles Nizeyimana s'était absenté de l'ESO en avril 1994. La Chambre relève toutefois que pour avoir trop insisté sur les dates particulières de certains faits spécifiques, le témoin a contribué à susciter des réserves sur sa crédibilité. Cela étant, la Chambre se dit fortement encline à croire que le témoin OUV03 a confectionné sa déposition sur la mission de reconnaissance et la participation à celle-ci de Nizeyimana de sorte à innocenter l'accusé.

1364. De fait, les dates précises sur lesquelles insiste OUV03 ne concordent pas avec celles évoquées dans d'autres témoignages à décharge pour ce qui est de la mise en place du centre d'instruction de Mata. La Chambre relève que le témoin a tenu à faire savoir que le télégramme envoyé par le chef d'état-major à l'effet de confier la responsabilité du centre d'instruction de Mata à Nizeyimana était arrivé le 17 avril 1994<sup>3450</sup>. Elle fait toutefois observer qu'il ressort bien au contraire de la déposition de RWV09 que le message en question avait été reçu le 18 avril et qu'une explication précise propre à justifier le fait qu'il se soit remémoré cette date a été fournie par ce témoin<sup>3451</sup>. La Chambre relève qu'en temps normal, l'existence de disparités entre les témoignages pourrait raisonnablement se concevoir. Toutefois, compte tenu de l'attitude d'OUV03 par elle notée, les disparités relevées ici ne contribuent qu'à conforter la Chambre dans les réserves sérieuses qu'elle avait déjà émises sur la crédibilité du témoin.

<sup>3446</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 11 et 12), OUV03.

<sup>3447</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 36), OUV03. Celui-ci n'a gardé aucun des messages reçus ni du reste aucun autre document. Il a expliqué qu'il avait perdu beaucoup de choses durant la guerre. CRA, 31 mai 2011 (p. 36). Le témoin OUV03 a précisé par la suite qu'il tenait un carnet dans lequel il consignait « les événements importants qui se produisaient en 1994 », mais qu'il avait été obligé de [les] détruire afin de ne pas compromettre sa sécurité : CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 8 et 9).

<sup>3448</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 52 et 53), OUV03.

<sup>3449</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 48), OUV03 (ne pouvait se rappeler la date à laquelle Nizeyimana s'était rendu à l'Université), (p. 50) (ne pouvait se rappeler la date à laquelle Nizeyimana s'était rendu au Groupe scolaire).

<sup>3450</sup> Voir CRA, 31 mai 2011 (p. 23 et 24, 25 et 26) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 10 et 11), OUV03.

<sup>3451</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 12 et 13 (huis clos), et p. 40 à 42), RWV09.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1365. À l'instar des témoins Ntamagezo et OUV03, RWV09 n'avait pas participé à la mission de Mata mais a dit s'être rappelé que Nizeyimana avait quitté sa base le 21 ou le 22 avril 1994<sup>3452</sup>. La Chambre fait particulièrement observer à cet égard que RWV09 a reconnu qu'il s'agissait là d'approximations et non d'une date exacte<sup>3453</sup>. La déposition de RWV09 sur la mission de reconnaissance a été brève. La Chambre relève à cet égard que s'il est vrai que le témoin affirme que Nizeyimana avait été désigné à la tête du centre d'instruction, il reste aussi qu'il demeure muet sur les éléments qui lui ont permis de savoir que l'accusé avait également pris part à la mission de reconnaissance. Cela étant, elle estime que son témoignage n'est pas décisif<sup>3454</sup>.

1366. Le témoin Mushimiyimana, qui était militaire et qui servait à Kigali en 1994, a dit être arrivé à Butare le 20 avril<sup>3455</sup>. Son hôte, l'adjudant-chef Célestin Ngalinde de l'ESO, avait quitté son domicile le 21 avril et n'était revenu à la maison que le lendemain soir vers 18 heures. Ngalinde avait dit au témoin qu'en compagnie de Nizeyimana il avait reçu l'ordre de se rendre à Mata dans le cadre d'une mission de reconnaissance<sup>3456</sup>. À cet égard, la Chambre relève que le témoin n'a fourni aucune explication sur la manière dont il avait eu connaissance du fait qu'il était arrivé à Butare le 20 avril et que Ngalinde avait quitté le lendemain ni sur les éléments qui lui ont permis d'en être informé. Elle fait observer qu'aucun contexte ni aucun point de repère général ne permettent de dire que le témoin Mushimiyimana aurait pu se rappeler la date exacte à laquelle il était arrivé à Butare.

1367. En outre, à l'instar des autres témoins à décharge, le témoin Mushimiyimana s'est montré incapable de se rappeler les dates de bon nombre d'autres faits sur lesquels il avait été interrogé. Concrètement, ce témoin a dit ne pas connaître la date à laquelle les casques bleus belges avaient été tués, celle à laquelle le Gouvernement avait prêté serment ou les jours où il avait rencontré l'équipe de Défense de l'accusé pour discuter de sa déposition<sup>3457</sup>. En conséquence, la Chambre conclut que la valeur probante de sa déposition au regard de ce point est limitée. La Chambre estime enfin que la valeur probante de son témoignage par ouï-dire tendant à établir que Nizeyimana avait participé à la mission de reconnaissance est limitée. Après avoir pris note du comportement du témoin à la barre et compte tenu des questions examinées ci-dessus, la Chambre considère qu'il y a lieu pour elle de faire preuve de circonspection dans l'appréciation de ce témoignage.

<sup>3452</sup> Ibid. (p. 13 [huis clos], et p. 44), RWV09.

<sup>3453</sup> Ibid. (p. 44), RWV09.

<sup>3454</sup> En effet, la Chambre observe que la Défense n'a pas informé le Procureur de son intention d'invoquer un alibi dans sa notification d'alibi ou son mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge, avec la comparution à la barre du témoin RWV09.

<sup>3455</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 51 et 52), témoin Mushimiyimana. Celui-ci a bien précisé qu'il ne faisait pas partie de la mission qui avait escorté le Président Sindikubwabo à Butare le 18 avril 1994. CRA, 13 juin 2011 (p. 64).

<sup>3456</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 51 et 52), témoin Mushimiyimana.

<sup>3457</sup> Ibid. (p. 57 à 60), témoin Mushimiyimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1368. Après avoir passé en revue les preuves indirectes et les témoignages par ouï-dire tendant à démontrer que Nizeyimana avait participé à la mission de reconnaissance envoyée à l'usine à thé de Mata vers les 21 et 22 avril 1994, la Chambre conclut qu'ils ne sont pas suffisamment fiables pour établir la possibilité raisonnable de la véracité de l'alibi. Elle estime également qu'ils ne sont pas de nature à dissiper les doutes que lui inspirent les témoignages de première main fournis par des militaires et des civils au soutien de l'alibi, tels qu'analysés plus haut. La Chambre fait observer en outre que ces témoignages ont été examinés à la lumière d'autres éléments de preuve présentant un caractère plus général et dont il ressort que la présence de militaires avait été constatée à l'usine à thé de Mata. Ces éléments de preuve avaient également été appréciés par la Chambre à la lumière d'autres témoignages tendant à établir que Nizeyimana ne se trouvait pas à Butare ni chez lui les 21 et 22 avril 1994, tels qu'analysés *infra*.

*d) Éléments de preuve tendant à établir que d'une manière générale Nizeyimana était absent de la ville de Butare*

1369. La Chambre s'attachera ci-après à examiner les dépositions de témoins à décharge qui ont dans l'ensemble affirmé que les 21 et 22 avril 1994, Nizeyimana n'était pas à Butare. Elle relève notamment que le témoin à décharge Emmanuel Habyarimana a dit s'être trouvé au camp de l'ESO le 21 avril vers 22 heures. Il a affirmé s'être entretenu avec le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi ce soir-là mais n'avoir pas vu Nizeyimana dans le camp. La Chambre fait observer que s'il est vrai qu'elle tient pour crédibles certaines parties de la déposition de Habyarimana, il reste que dans l'ensemble son témoignage cadre bien avec d'autres dont il ressort que Nizeyimana se trouvait ailleurs dans la ville de Butare. Cela étant, elle estime qu'il n'est pas décisif.

1370. La Chambre fait observer que dans une autre partie du présent jugement, elle a procédé à l'examen des dépositions des témoins Hitayezu et KEN06, qui ont tous deux affirmé que dans la nuit du 21 avril 1994, ils étaient chez Nizeyimana, soit qu'ils y aient monté la garde, soit qu'ils se soient trouvés à l'intérieur de la maison. Pour les motifs exposés dans d'autres parties du présent jugement, la Chambre estime que leurs dépositions ne sont pas crédibles<sup>3458</sup>. Le témoin à décharge Nyiranzabonimana a lui aussi affirmé que dans la soirée du 21 avril et tôt le lendemain matin, son mari avait tenté de joindre Nizeyimana au téléphone chez lui, mais en vain<sup>3459</sup>. La Chambre fait observer que les preuves indirectes tendant à établir que Nizeyimana n'était pas à Butare ne sont pas décisives. Elles ne sont pas de nature à pallier les carences des témoignages de première main ou des preuves indirectes produits au soutien de l'alibi et dont il ressort que Nizeyimana se trouvait à l'usine à thé de Mata afin d'établir la possibilité raisonnable que l'alibi soit vrai.

<sup>3458</sup> Voir chap. II, point 6.6.

<sup>3459</sup> *Id.*

iii) *Conclusions*

1371. La Chambre fait observer qu'après avoir procédé à l'appréciation des éléments de preuve présentés au soutien de l'alibi pris isolément, elle estime qu'ils ne sont pas crédibles ou que la valeur probante qui s'y attache ne suffit pas pour établir la possibilité raisonnable que Nizeyimana ait été présent à l'usine à thé de Mata les 21 et 22 avril 1994, dans le cadre de la mission de reconnaissance qui y avait été dépêchée. Tel qu'indiqué plus haut, la fragilité des dépositions faites au soutien de l'alibi visées ci-dessus se dessine encore plus clairement lorsqu'elles sont examinées à la lumière des témoignages éminemment convaincants et crédibles produits à l'effet d'établir la participation directe de Nizeyimana au meurtre de Remy Rwekeza et à l'attaque perpétrée le 21 avril contre le témoin ZAV<sup>3460</sup> ; sa participation directe aux meurtres des personnes qui avaient été enlevés chez les Matabaro et les Nyirinkwaya dans la soirée du 22 avril et sa présence sur les lieux au moment de la perpétration de ces meurtres<sup>3461</sup> ; ainsi que son implication dans le meurtre de Gicanda, qui avait été perpétré vers le 20 avril<sup>3462</sup>. De l'avis de la Chambre, il résulte également de la diversité des témoignages crédibles établissant l'implication de Nizeyimana dans la commission de crimes, dont certains sont en contradiction flagrante avec les dépositions faites au soutien de l'alibi, que toute possibilité raisonnable que celles-ci soient véridiques est à exclure.

1372. La Chambre relève que de fait il ressort également des éléments versés au dossier que vers le 21 avril 1994 des militaires de l'ESO ont directement participé à la commission d'assassinats ciblés dont certaines personnes ont été victimes<sup>3463</sup> et à la perpétration d'attaques coordonnées contre des organismes où s'étaient réfugiés des Tutsis<sup>3464</sup>. Au vu des éléments de preuve éminemment convaincants établissant la participation directe de Nizeyimana à des actes similaires, la Chambre estime qu'il est peu probable qu'un capitaine de l'armée justifiant d'une longue expérience dans les domaines du renseignement et des opérations puisse être absent de la ville de Butare au moment même où des moyens matériels et humains de l'ESO étaient déployés dans le cadre de telles opérations.

### 13.3 Camp d'instruction de Mata et mutation au front, à compter du 26 avril 1994

#### *Introduction*

1373. Dans l'acte d'accusation dressé contre lui, Nizeyimana est mis en cause dans plusieurs crimes distincts qui auraient été perpétrés entre le 26 avril et le 26 mai 1994<sup>3465</sup>. La Défense fait

<sup>3460</sup> Voir chap. II, point 7.1.

<sup>3461</sup> Voir chap. II, point 6.6.

<sup>3462</sup> Voir chap. II, point 6.2.

<sup>3463</sup> Voir chap. II, point 6.5.

<sup>3464</sup> Voir chap. II, point 5.1.

<sup>3465</sup> Acte d'accusation, par. 14. iv), 17, 27 à 29.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

valoir que du 26 avril au 26 mai 1994 Nizeyimana avait été nommé commandant du camp d'instruction de Mata dans la préfecture de Gikongoro. Elle soutient que l'accusé ne s'était rendu à Butare qu'une seule fois durant cette période. Pour étayer sa thèse, la Défense se fonde sur les dépositions des témoins CKN10, ZML13, RWV11, Jean Népomuscène Bunani, Thomas Ruzindana, Désiré Ufitimana, CKN18, Melchiade Ndikumana, CKN22, OUV03, RWV09, Augustin Mushimiyimana, BEJ01, Alphonse Higaniro et Étienne Mutabazi. La Chambre relève que les témoins Jean Claude Zikamabahari et RWV17 appelés à la barre par la Défense dans le cadre de sa duplique ont également fait des dépositions pertinentes<sup>3466</sup>.

1374. Le Procureur réitère ici les arguments qu'il a développés à l'effet d'établir que l'alibi a été fabriqué de toutes pièces par l'accusé dans le seul but de réfuter sa thèse. Il soutient que les moyens à charge produits sont de nature à exclure toute possibilité raisonnable qu'il soit vrai. La Chambre relève qu'en plus des éléments à charge dont il ressort que Nizeyimana se trouvait à Butare, les témoins Côtma Twagirayezu, Fulgence Rwirahira et Antoinette Bizimenyera appelés à la barre par le Procureur dans le cadre de sa réplique ont également fait des dépositions pertinentes relativement à cette période<sup>3467</sup>.

### *Éléments de preuve*

#### Témoin à décharge CKN10

1375. D'ethnie hutue, le témoin CKN10 était sergent à l'ESO en avril 1994<sup>3468</sup>. Après avoir pris part à la mission de reconnaissance les 21 et 22 avril, il était reparti à Mata le 26 avril à bord d'un bus et en compagnie de 500 à 550 nouvelles recrues burundaises<sup>3469</sup>. Le témoin CKN10 a quitté Mata à la fin du programme de formation en fin mai<sup>3470</sup>. Nizeyimana était le commandant en chef des recrues en formation à Mata et c'est à lui que tout naturellement s'adressaient les instructeurs pour tout problème qui se posait dans le cadre du programme<sup>3471</sup>. Le témoin CKN10 dînait tous les soirs avec Nizeyimana pendant leur séjour à Mata et ils « discut[aient] au sujet de [leur] travail et échang[aient] des idées »<sup>3472</sup>. Lorsque Nizeyimana devait voyager, il les en

<sup>3466</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 23 à 33, 52 à 120, 137 à 149, 151 et 152, 167 à 168, 201, 551, 576, 625 et 626 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 39 à 49, 51, 64 et 65) (plaidoirie).

<sup>3467</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 495 à 505, 507, 516 à 521, 523 à 531 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 4 à 7, 11, 20 à 26) (réquisitions).

<sup>3468</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 36 et 60), CKN10; pièce à conviction D50 (fiche de renseignements personnels de CKN10).

<sup>3469</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 54 et 56, 59 et 60), CKN10. Les nouvelles recrues sont arrivées à Mata le 30 avril et les 1<sup>er</sup> et 2 mai 1994, soit un nombre total d'environ 2 500 recrues. CRA, 26 mai 2011 (p. 56 et 57).

<sup>3470</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 56), CKN10.

<sup>3471</sup> Ibid. (p. 57 et 58), CKN10.

<sup>3472</sup> Ibid. (p. 58 et 59) et CRA, 30 mai 2011 (p. 27 et 28), CKN10.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

informait<sup>3473</sup>. Nizeyimana avait d'importantes responsabilités à Mata ce qui fait qu'il ne lui était pas facile de retourner à la ville de Butare pendant cette période<sup>3474</sup>. Qui plus est, il avait été remplacé au poste qu'il occupait à l'ESO<sup>3475</sup>.

#### Témoin à décharge ZML13

1376. D'ethnie hutue, le témoin ZML13 était élève au sein de la première promotion de l'ESO en avril 1994<sup>3476</sup>. Après la mission de reconnaissance effectuée les 21 et 22 avril à Mata, les 26 et 27 avril 1994, le témoin ZML13 était retourné au centre d'instruction en qualité d'instructeur avec Nizeyimana qui était le chef de mission, l'adjudant Ngalinde, et d'autres sous-officiers<sup>3477</sup>. En cours de route, le convoi, qui était formé d'un bus à bord duquel se trouvait le témoin ZML13, avait traversé Gikongoro, suivi d'un autre véhicule dans lequel se trouvait Nizeyimana<sup>3478</sup>.

1377. En sa qualité de commandant du centre d'instruction, Nizeyimana était chargé d'encadrer le personnel et de superviser l'ensemble des activités qui y été menées y compris celles de la formation<sup>3479</sup>. Les nouvelles recrues regroupées à Mata étaient originaires du Burundi et du Rwanda et étaient arrivées sur les lieux à bord de bus<sup>3480</sup>. Nizeyimana donnait des instructions tous les matins<sup>3481</sup>. Pendant son séjour à Mata, le témoin ZML13 a dit avoir vu Nizeyimana tous les jours, du matin au soir toute la nuit durant<sup>3482</sup>. À la fin du mois de mai 1994, Nizeyimana avait été affecté au front<sup>3483</sup>. Le témoin a fait savoir qu'avant son affectation l'accusé n'avait pas une seule fois quitté Mata<sup>3484</sup>. Après son départ, Nizeyimana avait été remplacé par le sous-lieutenant Modeste Gatsinzi<sup>3485</sup>.

<sup>3473</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 27 et 28), CKN10. Il ressort de la déposition du témoin CKN10 qu'il fait allusion aux instructeurs lorsqu'il parle de « nous ». CRA, 26 mai 2011 (p. 57 et 58) et 30 mai 2011 (p. 28).

<sup>3474</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 27 à 29), CKN10.

<sup>3475</sup> Id.

<sup>3476</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 44), ZML13 ; pièce à conviction D55 (fiche de renseignements personnels de ZML13).

<sup>3477</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 49 et 50, 57 à 59, 60 et 61) et 7 juin 2011 (p. 77 et 78), ZML13.

<sup>3478</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 49 et 50, 60 et 61), ZML13.

<sup>3479</sup> Ibid. (p. 58 et 59), ZML13.

<sup>3480</sup> Id.

<sup>3481</sup> Id.

<sup>3482</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 58 à 60) et 7 juin 2011 (p. 77 à 79, et 81), ZML13.

<sup>3483</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 59 et 60) et 7 juin 2011 (p. 79 et 80), ZML13.

<sup>3484</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 60 et 61) et 7 juin 2011 (p. 77 à 80), ZML13.

<sup>3485</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 59 et 60) et 7 juin 2011 (p. 79 et 80), ZML13.

Témoin à décharge RWV11

1378. D'ethnie hutue, le témoin RWV11 était instructeur à l'ESO en avril 1994<sup>3486</sup>. Le 26 avril au matin, six bus transportant de nouvelles recrues kirundophones avaient fait une halte à l'ESO<sup>3487</sup>. Les bus étaient partis entre 10 heures et 11 heures du matin pour rallier Mata où les nouvelles recrues devaient subir un entraînement militaire, via Gikongoro<sup>3488</sup>. Le témoin RWV11 s'était joint au convoi et était arrivé à Mata vers 13 heures<sup>3489</sup>. S'il est vrai que des barrages routiers avaient été érigés tout au long de la route, il reste que le convoi militaire au sein duquel ils se trouvaient était grand, raison pour laquelle ils n'avaient accusé que très peu de retard<sup>3490</sup>. Le 30 avril, un groupe formé de 1 500 nouvelles recrues venant des préfectures de Gikongoro et de Butare avait été envoyé à Mata aux fins d'instruction militaire<sup>3491</sup>.

1379. C'est à Nizeyimana qu'il était le responsable du centre d'instruction, qu'il appartenait d'établir les horaires et de résoudre les problèmes qui pouvaient se poser dans le cadre de la formation<sup>3492</sup>. Le témoin RWV11 a dit qu'il voyait Nizeyimana chaque jour<sup>3493</sup>. De manière plus concrète, il a dit l'avoir vu tous les matins avant l'entraînement et lui avoir fait rapport tous les soirs à la cantine qu'il ne quittait qu'au moment d'aller se coucher<sup>3494</sup>. Il a fait savoir que l'absence de Nizeyimana à une séance d'entraînement n'aurait pas pu passer inaperçue parce qu'ils avaient « besoin en permanence de le contacter »<sup>3495</sup>. Vers le 25 mai 1994, Nizeyimana avait quitté Mata pour rejoindre son nouveau lieu d'affectation dans le secteur opérationnel de Nyanza et avait été remplacé par le lieutenant Gatsinzi<sup>3496</sup>. À aucun moment avant son départ, Nizeyimana ne s'était absenté de Mata<sup>3497</sup>.

Témoin à décharge Jean Népomuscène Bunani

<sup>3486</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 6 et 7), RWV11 ; pièce à conviction D53 (fiche de renseignements personnels de RWV11).

<sup>3487</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 27), RWV11.

<sup>3488</sup> Ibid. (p. 27, 30 et 31), RWV11.

<sup>3489</sup> Ibid. (p. 27, et 30), RWV11.

<sup>3490</sup> Ibid. (p. 29 et 30), RWV11.

<sup>3491</sup> Ibid. (p. 27 et 28), RWV11.

<sup>3492</sup> Ibid. (p. 28 et 29), RWV11.

<sup>3493</sup> Ibid. (p. 28 et 29, 55 et 56), RWV11.

<sup>3494</sup> Ibid. (p. 28 et 29), RWV11.

<sup>3495</sup> Ibid. (p. 29), RWV11.

<sup>3496</sup> Ibid. (p. 28), RWV11.

<sup>3497</sup> Ibid. (p. 55 et 56), RWV11 (« C'est exactement la question que je vous posais. Je vous ai également demandé si vous en aviez la certitude absolue ? R. C'est moi qui le dis... qui vous le dis, je le voyais tous les jours. Il était avec nous pendant toute cette période d'instruction. Q. Il n'y a pas l'ombre d'un doute dans votre esprit ? R. Tous les jours, nous lui donnions... rendions compte de la situation, nous lui donnions rapport — j'en suis témoin oculaire. Q. Donc, comme je dis, il ne subsiste l'ombre d'aucun doute dans votre esprit sur ce point ? R. Nous lui donnions rapport tous les jours ; je me souviens que je le voyais tous les jours. Nous ne pouvions quand même pas donner rapport à quelqu'un d'absent. Q. Oui, je vous ai entendu le dire. Maintenant, je vous interroge au sujet de votre niveau de certitude par rapport à vos souvenirs et, par rapport à ces souvenirs, est-ce qu'il y a le moindre doute ? R. Aucune ombre de doute, je le dis et je le sais, à cent pour cent, que je le voyais tous les jours »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1380. D'ethnie hutue, le témoin Bunani était instructeur à l'ESO en avril 1994<sup>3498</sup>. À la suite d'une mission de reconnaissance effectuée le 21 avril, Bunani et d'autres instructeurs de l'ESO s'étaient préparés pour retourner à Mata où ils devaient entraîner de nouvelles recrues<sup>3499</sup>. Le 25 avril, Bunani et d'autres instructeurs avaient pris place à bord d'une dizaine de bus remplis de réfugiés burundais qui venaient d'être recrutés et avaient quitté l'ESO à destination de Mata vers 10 heures du matin<sup>3500</sup>. Dans le cadre de ce voyage, ils avaient franchi plusieurs barrages routiers érigés sur la route, mais puisque le « convoi » qu'ils formaient « ét[ai...]t [...] important », ils n'étaient retenus que pendant peu de temps par ceux qui les tenaient<sup>3501</sup>.

1381. Les nouvelles recrues burundaises avaient commencé leur entraînement dès leur arrivée à Mata le 25 avril 1994<sup>3502</sup>. Un deuxième groupe de recrues venant de Butare et de Gikongoro était arrivé à Mata vers le 30 avril<sup>3503</sup>. Nizeyimana était le commandant du centre d'instruction et l'adjudant Ngalinde était son adjoint<sup>3504</sup>. En sa qualité de commandant du centre, Nizeyimana assurait la coordination des cours, passait commande des armes à feu requises et des rations alimentaires auprès de l'ESO, et recevait des rapports quotidiens des instructeurs<sup>3505</sup>. Il passait beaucoup de temps avec les instructeurs et leur donnait des conseils à chaque fois qu'ils rencontraient des difficultés<sup>3506</sup>. Nizeyimana disposait d'un véhicule à Mata, qu'il n'utilisait qu'en cas de nécessité<sup>3507</sup>. Un jour, en fin mai, Nizeyimana avait quitté le camp pour se rendre à la ville de Butare et était revenu à bord d'un autre véhicule<sup>3508</sup>. Bunani a dit être parti de Mata pour retourner à son lieu d'affectation à la frontière vers le 30 mai et se rappeler que Nizeyimana avait quitté le centre d'instruction trois jours auparavant pour rejoindre son nouveau poste dans le secteur opérationnel de Nyanza<sup>3509</sup>.

<sup>3498</sup> CRA, 10 juin 2011 (p. 40 et 42) témoin Bunani ; pièce à conviction D64 (fiche de renseignements personnels du témoin Bunani).

<sup>3499</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 6 et 7, 13 à 15), témoin Bunani.

<sup>3500</sup> Ibid. (p. 14 et 15), témoin Bunani.

<sup>3501</sup> Ibid. (p. 15), témoin Bunani.

<sup>3502</sup> Ibid. (p. 14 et 15), témoin Bunani.

<sup>3503</sup> Ibid. (p. 15), témoin Bunani.

<sup>3504</sup> Ibid. (p. 16 et 18), témoin Bunani.

<sup>3505</sup> Ibid. (p. 16, 46 et 47), témoin Bunani.

<sup>3506</sup> Ibid. (p. 16, 18 et 19, 46 et 47), témoin Bunani.

<sup>3507</sup> Ibid. (p. 18 et 19), témoin Bunani.

<sup>3508</sup> Ibid. (p. 18 et 19), témoin Bunani.

<sup>3509</sup> Ibid. (p. 15, 17, 18 et 19), témoin Bunani.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

### Témoign à décharge Thomas Ruzindana

1382. D'ethnie hutue, le témoin Ruzindana était élève à l'ESO en avril 1994<sup>3510</sup>. Le 26 avril, en compagnie d'environ 25 à 30 autres instructeurs, Ruzindana était retourné à Mata pour assurer la formation de nouvelles recrues<sup>3511</sup>. Ils étaient passés par Gikongoro pour rejoindre Mata où ils étaient arrivés vers 11 heures du matin<sup>3512</sup>. Le convoi avait eu à franchir des barrages érigés tout au long de la route sans cependant s'y attarder outre mesure, et ne s'était pas arrêté au camp de gendarmerie à cette occasion<sup>3513</sup>. Les nouvelles recrues originaires du Burundi avaient voyagé avec eux à bord de bus<sup>3514</sup>. Un second groupe de recrues originaires du Rwanda était arrivé à Mata environ trois jours plus tard<sup>3515</sup>.

1383. Les cours organisés à l'intention des nouvelles recrues étaient dispensés tous les jours y compris les dimanches, de 6 heures à 18 h 30, heure à laquelle le dîner leur était servi<sup>3516</sup>. En sa qualité de commandant du camp, Nizeyimana supervisait leurs activités, apportait certains correctifs et dispensait certains cours<sup>3517</sup>. Dans le courant de mai 1994, Nizeyimana avait été affecté à un autre poste et avait été remplacé par le sous-lieutenant Gatsinzi<sup>3518</sup>. Ruzindana était resté au centre d'instruction jusqu'à la fin juin 1994<sup>3519</sup>.

### Témoign à décharge Désiré Ufitimana

1384. D'ethnie hutue, le témoin Ufitimana était élève à l'ESO en avril 1994<sup>3520</sup>. Le 30 avril, Ufitimana s'était rendu à Mata pour former de nouvelles recrues originaires du Burundi et du Rwanda<sup>3521</sup>. Certains militaires étaient déjà partis pour Mata avant lui, vers le 25 avril<sup>3522</sup>. La

<sup>3510</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 25 à 27), témoin Ruzindana ; pièce à conviction D52 (fiche de renseignements personnels du témoin Ruzindana).

<sup>3511</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 37, 71 et 72), témoin Ruzindana. Deux Land Rover accompagnaient les bus. CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 71 et 72).

<sup>3512</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 71), témoin Ruzindana.

<sup>3513</sup> Id.

<sup>3514</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 37 et 38, 70 à 72), témoin Ruzindana.

<sup>3515</sup> Ibid. (p. 37 et 38). Ruzindana a estimé qu'il y avait entre 1 000 et 1 500 recrues au camp à l'époque où il était instructeur là-bas. CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 71 et 72).

<sup>3516</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 38 et 39), témoin Ruzindana.

<sup>3517</sup> Id.

<sup>3518</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 39 et 40), témoin Ruzindana.

<sup>3519</sup> Ibid. (p. 39 et 40). Ruzindana a dit ne pas se rappeler la date exacte à laquelle il avait quitté Mata en juin. CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 39 et 40).

<sup>3520</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 4 et 5), témoin Ufitimana ; pièce à conviction D49 (fiche de renseignements personnels du témoin Ufitimana).

<sup>3521</sup> Ibid. (p. 10 et 11, 19 et 20, 29 et 30), témoin Ufitimana. Ufitimana a estimé à environ 800 personnes à Mata. CRA, 26 mai 2011 (p. 11).

<sup>3522</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 10 et 11), témoin Ufitimana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

distance entre Butare et Mata avait été parcourue approximativement en 45 minutes à une heure<sup>3523</sup>. Nizeyimana était l'officier responsable du centre d'instruction<sup>3524</sup>.

1385. En sa qualité d'officier responsable du centre d'instruction, Nizeyimana établissait et affichait le programme de la journée sur un tableau prévu à cette fin<sup>3525</sup>. Ufitimana avait très peu de contacts avec Nizeyimana<sup>3526</sup>. Du fait de son rang subalterne d'instructeur et de sous-officier, Ufitimana avait peu de choses à discuter avec le commandant du camp<sup>3527</sup>. En effet, les sous-officiers ne prenaient généralement pas leurs repas avec les officiers<sup>3528</sup>. Le témoin a dit qu'entre le 30 avril et 25 mai 1994 il n'avait vu Nizeyimana qu'à deux reprises et qu'en général, il n'était pas au courant de ses activités quotidiennes<sup>3529</sup>. Le témoin a dit avoir quitté Mata postérieurement au 25 mai pour se rendre à Rubona<sup>3530</sup>.

#### Témoin à décharge CKN18

1386. D'ethnie hutue, le témoin CKN18 s'était porté volontaire pour s'engager dans les rangs de l'armée nationale, au bureau de sa commune de Nyakizu<sup>3531</sup>. Il avait subséquemment été envoyé au camp de l'ESO le 27 avril 1994<sup>3532</sup>. Le témoin CKN18 a dit être resté à l'ESO pendant trois jours avant d'être envoyé dans le secteur de Mata avec environ 500 à 600 autres nouvelles recrues provenant de différentes communes<sup>3533</sup>. Ils étaient partis de l'ESO dans des autobus à bord desquels avaient été chargées de l'eau, des tentes et d'autres provisions, et étaient arrivés à Mata environ deux heures plus tard<sup>3534</sup>. Le témoin a dit n'avoir vu aucun barrage routier sur la route<sup>3535</sup>.

<sup>3523</sup> Ibid. (p. 19 et 20), témoin Ufitimana.

<sup>3524</sup> Ibid. (p. 12), témoin Ufitimana.

<sup>3525</sup> Ibid. (p. 13), témoin Ufitimana.

<sup>3526</sup> Ibid. (p. 12), témoin Ufitimana.

<sup>3527</sup> Id.

<sup>3528</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 13), témoin Ufitimana.

<sup>3529</sup> Ibid. (p. 13 et 14), témoin Ufitimana.

<sup>3530</sup> Ibid. (p. 14 et 30), témoin Ufitimana.

<sup>3531</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 42 à 44, 51 à 54), CKN18 ; pièce à conviction D72 (fiche de renseignements personnels de CKN18).

<sup>3532</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 42 à 44, 51 à 54), CKN18.

<sup>3533</sup> Ibid. (p. 42 et 43, 54 et 55), CKN18.

<sup>3534</sup> Ibid. (p. 43 et 44, 45, 55 et 56), CKN18 (« Q. Et de là, vous nous dites que vous aviez emprunté des bus pour aller à Mata. Quel type de bus aviez-vous pris ? R. C'étaient des bus que le gouvernement japonais avait donnés au gouvernement rwandais dans le cadre de la coopération entre le Japon et le Rwanda. Q. Est-ce que c'étaient des bus de l'ONATRACOM ? R. Oui, c'étaient des bus de l'ONATRACOM, mais qui étaient aussi utilisés par d'autres institutions gouvernementales »).

<sup>3535</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 45 et 46), CKN18.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1387. À Mata, le témoin avait rencontré d'autres nouvelles recrues, dont certaines venaient du Burundi, envoyées en ce lieu aux fins d'acquisition de l'instruction militaire requise<sup>3536</sup>. Les recrues passaient la nuit sous de grandes tentes militaires qui pouvaient abriter jusqu'à plus de 60 personnes<sup>3537</sup>. Leur entraînement commençait à 5 h 30 du matin tous les jours et se poursuivait jusqu'aux alentours de 17 heures<sup>3538</sup>. Les officiers supérieurs, y compris les instructeurs, habitaient et mangeaient ailleurs et les nouvelles recrues n'étaient pas autorisées à se rendre dans les locaux qui leur étaient réservés sans raison valable<sup>3539</sup>. Le capitaine Nizeyimana était le commandant du camp d'instruction. Il donnait des ordres aux instructeurs, et quelque fois dirigeait lui-même la formation des nouvelles recrues<sup>3540</sup>. Nizeyimana était logé chez le directeur de l'usine à thé dont la résidence jouxtait l'endroit où habitaient les officiers supérieurs sauf à remarquer qu'il ne prenait pas ses repas avec eux<sup>3541</sup>. Pendant son séjour à Mata, Nizeyimana avait une Jeep de couleur blanche appartenant à la MINUAR<sup>3542</sup>. Le témoin CKN18 a indiqué que trois semaines après le début de sa formation, Nizeyimana avait été muté au front de Nyanza et remplacé par le sous-lieutenant Modeste Gatsinzi<sup>3543</sup>. Le 28 mai 1994, CKN18 avait quitté Mata pour Nyanza où il avait subséquemment vu Nizeyimana diriger des combats<sup>3544</sup>.

#### Témoin à décharge Melchiade Ndikumana

1388. D'ethnie hutue, le témoin Ndikumana était étudiant à l'Université nationale du Rwanda en avril 1994<sup>3545</sup>. Le 15 avril, il était allé rendre visite à son parrain, Callixte Ndayisaba, qui travaillait à l'usine à thé de Mata et rester avec lui<sup>3546</sup>. Vers le 21 avril, le directeur de l'usine à thé avait demandé au témoin d'accueillir un groupe de militaires qui s'étaient présentés à l'usine<sup>3547</sup>. Le capitaine Nizeyimana lui avait été présenté comme étant le chef de ce groupe<sup>3548</sup>. Environ trois ou quatre jours après cette première rencontre avec Nizeyimana, le témoin avait reçu le capitaine à Mata<sup>3549</sup>. Nizeyimana était arrivé sur les lieux avec un imposant convoi de

<sup>3536</sup> Ibid. (p. 43 et 44), CKN18. Celui-ci a estimé à 500 le nombre de recrues originaires du Burundi qui se trouvaient sur place. CRA, 15 juin 2011 (p. 43 et 44).

<sup>3537</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 43 et 44), CKN18.

<sup>3538</sup> Id.

<sup>3539</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 44 et 46), CKN18.

<sup>3540</sup> Ibid. (p. 43 et 44, 55 et 56), CKN18.

<sup>3541</sup> Ibid. (p. 44 à 46), CKN18 (« En tout cas, Nizeyimana et ses instructeurs vivaient dans une même zone. Il n'y avait pas une grande distance entre l'endroit où il logeait et le lieu où ces instructeurs vivaient »).

<sup>3542</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 45), CKN18.

<sup>3543</sup> Ibid. (p. 44), CKN18.

<sup>3544</sup> Ibid. (p. 44, 56 à 58), CKN18.

<sup>3545</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 60), témoin Ndikumana ; pièce à conviction D43 (fiche de renseignements personnels du témoin Ndikumana).

<sup>3546</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 60 à 62, 65 et 66, 67 à 69) et 24 mai 2011 (p. 23 et 24, 29 et 30), témoin Ndikumana.

<sup>3547</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 62 et 63) et 24 mai 2011 (p. 36 et 37), témoin Ndikumana.

<sup>3548</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 62 et 63), témoin Ndikumana.

<sup>3549</sup> Ibid. (p. 64 et 65), témoin Ndikumana.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

plus de huit autobus qui s'étaient garés devant l'usine et qui avaient à leur bord des militaires vêtus d'uniformes en tissu de camouflage de couleur vert foncé<sup>3550</sup>. Les militaires avaient établi un camp à une distance d'environ cinq à huit kilomètres de l'usine<sup>3551</sup>. Le témoin avait constaté que les militaires se rassemblaient et que dans l'après-midi ils se scindaient en groupe, suite à quoi ils s'en allaient<sup>3552</sup>.

1389. Le capitaine Nizeyimana habitait une maison située non loin de la résidence du directeur de l'usine à thé, tandis que les domiciles des cadres supérieurs se trouvaient approximativement à 800 mètres à un kilomètre de l'usine à thé<sup>3553</sup>. Le témoin Ndikumana a dit qu'il voyait Nizeyimana de temps à autre lorsqu'il lui rendait visite à l'endroit où il était logé et quelquefois à la cantine de l'usine à thé<sup>3554</sup>. Il s'est rappelé que Nizeyimana était toujours escorté par trois militaires<sup>3555</sup>. Ndikumana a dit avoir vu le capitaine pour la dernière fois en mai 1994, mais ne pas se rappeler la date exacte à laquelle ce fait s'était produit<sup>3556</sup>. Ndikumana a affirmé qu'au moment où il quittait Mata, autrement dit vers le 12 mai, le capitaine Nizeyimana se trouvait toujours au camp d'instruction<sup>3557</sup>.

#### Témoin à décharge CKN22

1390. D'ethnie hutue, le témoin CKN22 était un employé du préfet à Gikongoro en avril 1994<sup>3558</sup>. Le mercredi 27 avril, vers 9 heures du matin, CKN22 était passé par Mata où il avait vu Nizeyimana et un groupe d'environ 80 militaires<sup>3559</sup>. Le témoin a dit s'être rendu à la maison d'hôtes où était descendu Nizeyimana et avait eu avec lui un entretien d'une dizaine de minutes, au cours duquel l'accusé lui avait dit qu'il était en train de mettre en place un centre d'instruction à Mata<sup>3560</sup>.

<sup>3550</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 64 à 66) et 24 mai 2011 (p. 27 et 28), témoin Ndikumana (« Q. Ce jour-là, les bus avec lesquels il était venu, s'agissait-il des bus verts ? R. C'étaient de gros bus de couleur jaune mélangée à la couleur bleue claire, de marque japonaise. M. LE PRÉSIDENT : Q. Quelle marque de bus japonais ? R. Je dis « japonais » parce que c'étaient de gros bus en transport public. Tout le monde disait qu'ils ont été commandés au Japon, sinon, la marque, je ne sais pas vous la dire. Q. Donc, ces bus, vous estimez que c'étaient des bus japonais parce que c'étaient de grands bus ?

R. Non, on disait que ces bus-là, qui assurent le transport public, ont été commandés au Japon »).

<sup>3551</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 67 et 68), témoin Ndikumana.

<sup>3552</sup> Ibid. (p. 65 et 66), témoin Ndikumana.

<sup>3553</sup> Ibid. (p. 65 à 68), témoin Ndikumana.

<sup>3554</sup> Ibid. (p. 69, 70 et 71), témoin Ndikumana.

<sup>3555</sup> Ibid. (p. 65 et 66), témoin Ndikumana.

<sup>3556</sup> Ibid. (p. 69), témoin Ndikumana.

<sup>3557</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 65 et 66, 69, 70 et 71) et 24 mai 2011 (p. 32 et 33), témoin Ndikumana.

<sup>3558</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 64 et 65, et p. 67, 68 et 74 (huis clos)) et 16 juin 2011 (p. 7, 8 et 23), CKN22 ; pièce à conviction D73 (fiche de renseignements personnels de CKN22).

<sup>3559</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 70 à 72, 77 (huis clos)), CKN22.

<sup>3560</sup> Ibid. (p. 72, 77 (huis clos)), CKN22.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1391. La semaine suivante, vers 9 heures du matin, le témoin était retourné à Mata<sup>3561</sup>. Il s'était de nouveau entretenu avec Nizeyimana dans la maison d'hôtes et celui-ci avait expliqué qu'ils étaient en train de mettre en place un centre d'instruction à Mata à cause de la difficulté qu'il y avait à transporter de nouvelles recrues au centre d'instruction sis dans le Bugesera<sup>3562</sup>. Nizeyimana avait également précisé que les nouvelles recrues entraînées à Mata étaient de nationalité burundaise<sup>3563</sup>. Le témoin a dit être reparti à Mata à une date indéterminée au mois de juin et avoir constaté que si le centre était toujours opérationnel, Nizeyimana avait pour sa part été remplacé par le sous-lieutenant Gatsinzi<sup>3564</sup>.

#### Témoin à décharge OUV03

1392. D'ethnie hutue, le témoin OUV03 était instructeur à l'ESO en avril 1994<sup>3565</sup>. Le 17 avril, il avait été informé par le sergent-major Semajeli que Nizeyimana avait été chargé de mettre en place un camp d'instruction à Mata<sup>3566</sup>. Nizeyimana avait été relevé de ses fonctions à l'ESO le 18 avril et remplacé par le sous-lieutenant Gakwerere<sup>3567</sup>. Nizeyimana était parti pour Mata le 26 avril c'est-à-dire le lendemain de l'arrivée du capitaine Ndayisaba<sup>3568</sup>. L'accusé était en compagnie de l'adjudant Ngalinde, d'autres instructeurs de l'ESO et de nouvelles recrues<sup>3569</sup>. Les nouvelles recrues étaient arrivées à l'ESO la veille, c'est-à-dire le 25 avril dans l'après-midi en provenance du secteur opérationnel de Mutara<sup>3570</sup>. Nizeyimana avait suivi le convoi à bord de son propre véhicule qui appartenait à la MINUAR<sup>3571</sup>. Le témoin OUV03 a dit avoir vu certains des bus quitter les lieux et s'éloigner vers 9 h 30 ou 10 heures du matin<sup>3572</sup>.

1393. Le 30 avril 1994, des nouvelles recrues venant de Butare et de Gikongoro sous le commandement du sous-lieutenant Gatsinzi avaient fait une halte à l'ESO juste avant de partir pour Mata à bord de bus et de camionnettes<sup>3573</sup>. Le témoin OUV03 a affirmé qu'il n'avait pas vu

<sup>3561</sup> Ibid. (p. 77 et 78 (huis clos)), CKN22.

<sup>3562</sup> Ibid. (p. 78 (huis clos)), CKN22.

<sup>3563</sup> Id.

<sup>3564</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 72 (huis clos)), CKN22.

<sup>3565</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 59, p. 61 et 62 (huis clos)) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 16 et 17), OUV03 ; pièce à conviction D51 (fiche de renseignements personnels d'OUV03).

<sup>3566</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 23 à 25) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 10 à 12, 15 et 16), OUV03.

<sup>3567</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 23 et 24) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 10 à 12), OUV03.

<sup>3568</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 27, 30 à 32) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 12 et 13), OUV03.

<sup>3569</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 30 et 31), OUV03.

<sup>3570</sup> Ibid. (p. 30 à 32), OUV03. Celui-ci a fait remarquer qu'il s'agissait de recrues de l'armée rwandaise qui venaient de zones sous contrôle de l'ennemi. CRA, 31 mai 2011 (p. 32).

<sup>3571</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 29 et 30), OUV03.

<sup>3572</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 30, 32 et 33) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 12 à 14), OUV03. Plus précisément, OUV03 a vu les trois derniers bus partir pour Mata. CRA, 31 mai 2011 (p. 32).

<sup>3573</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 33), OUV03.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Nizeyimana à l'ESO postérieurement au 26 avril<sup>3574</sup>. Il a ajouté avoir vu un message relatif à la mutation de Nizeyimana au secteur opérationnel de Nyanza le 26 mai<sup>3575</sup>.

#### Témoignage à décharge RWV09

1394. D'ethnie hutue, le témoin RWV09 était étudiant à l'Université nationale de Butare et militaire à l'ESO en avril 1994<sup>3576</sup>. À la mi-avril, le témoin RWV09 était logé à l'ESO où il était resté jusqu'en juillet<sup>3577</sup>. Le 18 avril, son département avait reçu copie d'un télégramme adressé au commandant de l'ESO et portant sur la création d'un centre d'instruction à Mata<sup>3578</sup>. Nizeyimana était chargé de la mise en place du centre d'instruction et dans les trois ou quatre jours suivants, il avait mis sur pied une équipe d'instructeurs pour entraîner les nouvelles recrues<sup>3579</sup>. Il avait été remplacé dans ses fonctions à l'ESO par le lieutenant Gakwerere<sup>3580</sup>. Le 25 ou 26 avril, vers 9 heures du matin, Nizeyimana, le sous-lieutenant Marcel Gatsinzi et d'autres instructeurs de l'ESO étaient partis pour Mata en compagnie de nouvelles recrues burundaises venant du secteur de Mutara<sup>3581</sup>. Au nombre des véhicules composant leur convoi figurait une Jeep de la MINUAR, une camionnette Toyota Stout et huit bus<sup>3582</sup>. Après le 25 ou le 26 avril, de nouvelles recrues rwandaises avaient également rejoint Mata aux fins de l'acquisition de leur instruction militaire<sup>3583</sup>.

1395. Pendant toute la durée de la formation, le véhicule de la MINUAR et la camionnette Toyota Stout retournaient à l'ESO pour y prendre livraison de vivres destinés à Mata<sup>3584</sup>. À une date indéterminée, Nizeyimana et son chauffeur étaient revenus de Mata à l'ESO à bord d'une Jeep de la MINUAR. Ils étaient ensuite repartis à bord d'une camionnette double cabine de marque Mitsubishi<sup>3585</sup>. Lorsque des véhicules en provenance de Mata arrivaient à l'ESO, le plein leur était fait et du carburant de réserve leur était fourni<sup>3586</sup>. Des jerricanes de carburant de réserve étaient également disponibles au centre d'instruction de Mata<sup>3587</sup>.

<sup>3574</sup> Ibid. (p. 32 et 33), OUV03.

<sup>3575</sup> Id.

<sup>3576</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 7 et 8 (huis clos)), RWV09 : pièce à conviction D58 (fiche de renseignements personnels de RWV09).

<sup>3577</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 9 (huis clos), et p. 41), RWV09.

<sup>3578</sup> Ibid. (p. 13 (huis clos) et p. 41), RWV09.

<sup>3579</sup> Ibid. (p. 13 (huis clos)), RWV09.

<sup>3580</sup> Id.

<sup>3581</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 16, 17, 32 et 44), RWV09.

<sup>3582</sup> Ibid. (p. 16 et 17, 19 et 20), RWV09.

<sup>3583</sup> Ibid. (p. 16), RWV09.

<sup>3584</sup> Ibid. (p. 20), RWV09.

<sup>3585</sup> Ibid. (p. 16 et 17, 19 et 20), RWV09.

<sup>3586</sup> Ibid. (p. 19 et 20), RWV09.

<sup>3587</sup> Ibid. (p. 20), RWV09.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

### Témoignage à décharge Augustin Mushimiyimana

1396. D'ethnie hutue, Mushimiyimana était sous-officier et servait au sein de l'escadrille d'aviation basée à l'aéroport Kanombe en avril 1994<sup>3588</sup>. Le 20 avril, le témoin Mushimiyimana était arrivé à Butare et il avait été hébergé par l'adjudant Ngalinde chez lui<sup>3589</sup>. Ngalinde était parti pour le centre d'instruction de Mata le 25 ou le 26 avril, plusieurs jours avant le 28 avril, date à laquelle le témoin était rentré à Kigali<sup>3590</sup>.

### Témoignage à décharge BEJ01

1397. D'ethnie hutue, le témoin BEJ01 était professeur à l'Université nationale de Butare en avril 1994<sup>3591</sup>. Il s'était lié d'amitié avec Nizeyimana en juin 1993 et lui rendait visite de temps à autre chez lui<sup>3592</sup>. Un jour, entre le 24 et le 28 avril, l'épouse de Nizeyimana avait dit au témoin que son mari avait été muté<sup>3593</sup>.

1398. Le témoin BEJ01 n'avait vu Nizeyimana qu'une seule fois entre le moment où le capitaine avait été muté et celui où le témoin avait quitté Butare, c'est-à-dire entre le 20 et le 27 mai 1994<sup>3594</sup>. Il s'était alors rendu chez Nizeyimana et s'était entretenu avec lui pendant une quinzaine de minutes<sup>3595</sup>. Le témoin s'est rappelé en particulier que Nizeyimana ne se trouvait pas dans la ville de Butare le 14 mai date à laquelle AJP avait tué une jeune fille<sup>3596</sup>.

### Témoignage à décharge Alphonse Higaniro

1399. D'ethnie hutue, le témoin Higaniro était directeur général d'une société dénommée SORWAL en avril 1994<sup>3597</sup>. Higaniro était un ami et un voisin de Nizeyimana à qui il rendait visite à son domicile assez souvent<sup>3598</sup>. Vers le 28 avril, Higaniro s'était rendu chez Nizeyimana pour le saluer<sup>3599</sup>. À son arrivée, l'épouse de Nizeyimana lui avait dit que son mari était parti en

<sup>3588</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 49 et 50), témoin Mushimiyimana ; pièce à conviction D65 (fiche de renseignements personnels du témoin Mushimiyimana).

<sup>3589</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 51 et 52), témoin Mushimiyimana.

<sup>3590</sup> Ibid. (p. 52 et 60), témoin Mushimiyimana.

<sup>3591</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 18 et 19 (huis clos)), BEJ01 ; pièce à conviction D60 (fiche de renseignements personnels de BEJ01).

<sup>3592</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 11, 13 et 14, 15, 18 et 19 (huis clos)), BEJ01.

<sup>3593</sup> Ibid. (p. 11 et 12, 19 et 20 (huis clos)), BEJ01.

<sup>3594</sup> Ibid. (p. 12, 19 à 21 (huis clos)), BEJ01.

<sup>3595</sup> Ibid. (p. 12, 14, 15 et 19 (huis clos)), BEJ01.

<sup>3596</sup> Ibid. (p. 9 à 11, 31 et 32 (huis clos)), BEJ01.

<sup>3597</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 5), témoin Higaniro ; pièce à conviction D54 (fiche de renseignements personnels du témoin Higaniro).

<sup>3598</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 6 à 8), témoin Higaniro.

<sup>3599</sup> Ibid. (p. 6, 7 et 30), témoin Higaniro.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

mission et n'habitait pas Butare à l'époque<sup>3600</sup>. Le témoin n'a pas pu se rappeler l'endroit exact où selon son épouse Nizeyimana était parti en mission mais a dit qu'il était possible que ce soit Gikongoro<sup>3601</sup>. Le témoin Higaniro a vu Nizeyimana pour la dernière fois le 7 avril à l'ESO<sup>3602</sup>.

#### Témoin à décharge Etienne Mutabazi

1400. D'ethnie hutue, Mutabazi était officier des Forces armées rwandaises et travaillait au Ministère de la défense nationale en avril 1994<sup>3603</sup>. Il était en poste dans le secteur opérationnel de Nyanza de fin mai à juin<sup>3604</sup>. Selon le témoin, Nizeyimana était venu rejoindre le commandement du secteur opérationnel de Nyanza vers la fin mai, mais il ne se rappelait pas la date exacte<sup>3605</sup>. Ils étaient restés à Nyanza pendant environ trois semaines durant lesquelles il voyait souvent Nizeyimana<sup>3606</sup>.

#### Témoin en réplique Côsma Twagirayezu cité par le Procureur

1401. D'ethnie hutue, le témoin Twagirayezu était veilleur de nuit à l'usine à thé de Mata en avril 1994<sup>3607</sup>. Il exerçait les fonctions de gardien à l'usine et de veilleur de nuit chez cinq de ses employés<sup>3608</sup>. L'usine à thé de Mata avait suspendu ses activités pendant environ trois semaines durant le génocide<sup>3609</sup>. L'entraînement militaire de recrues de nationalités burundaise et rwandaise à Mata avait commencé dès début mai, sous la direction du lieutenant Gakwerere et d'instructeurs burundais<sup>3610</sup>. Ils étaient arrivés à pied<sup>3611</sup>. Nizeyimana était arrivé pour la première fois à Mata vers fin mai afin de superviser la formation<sup>3612</sup>. Le témoin a dit l'avoir vu là-bas à trois reprises entre le 26 mai et le 5 juin<sup>3613</sup>. En effet, Nizeyimana n'y était pas tous les jours et quand il s'y trouvait, il rentrait tous les soirs à Butare-ville<sup>3614</sup>. Le témoin Twagirayezu

<sup>3600</sup> Ibid. (p. 6, 7, 31 et 38), témoin Higaniro

<sup>3601</sup> Ibid. (p. 31 et 38), témoin Higaniro.

<sup>3602</sup> Ibid. (p. 5 et 9), témoin Higaniro.

<sup>3603</sup> CRA, 12 mai 2011 (p. 6 à 8), témoin Mutabazi ; pièce à conviction D29 (fiche de renseignements personnels du témoin Mutabazi).

<sup>3604</sup> CRA, 12 mai 2011 (p. 7 à 9, 10 à 12), témoin Mutabazi.

<sup>3605</sup> Ibid. (p. 8 à 12), témoin Mutabazi.

<sup>3606</sup> Ibid. (p. 37 et 38), témoin Mutabazi.

<sup>3607</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 33), témoin Twagirayezu ; pièce à conviction P60 (fiche de renseignements personnels du témoin Twagirayezu). Celui-ci a été reconnu coupable de crimes liés au génocide et a purgé une peine d'emprisonnement de 12 ans. CRA, 8 septembre 2011 (p. 8).

<sup>3608</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 33) et 8 septembre 2011 (p. 11 et 12), témoin Twagirayezu.

<sup>3609</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 34), témoin Twagirayezu.

<sup>3610</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 33 à 35) et 8 septembre 2011 (p. 15 et 16), témoin Twagirayezu.

<sup>3611</sup> CRA, et 8 septembre 2011 (p. 16), témoin Twagirayezu.

<sup>3612</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 35) et 8 septembre 2011 (p. 16 et 17), témoin Twagirayezu. Celui-ci a dit n'avoir pas vu Nizeyimana de façon continue à Mata pendant un mois à compter du 26 avril. CRA, 7 septembre 2011 (p. 36).

<sup>3613</sup> CRA, 8 septembre 2011 (p. 19 et 20), témoin Twagirayezu.

<sup>3614</sup> Ibid. (p. 19), témoin Twagirayezu.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

savait qui était Nizeyimana parce qu'il lui avait demandé son nom quand celui-ci avait voulu entrer dans le bureau de son patron<sup>3615</sup>.

Témoin en réplique Fulgence Rwirahira cité par le Procureur

1402. D'ethnie hutue, le témoin Rwirahira travaillait comme agent chargé des télécommunications à l'ESO en avril 1994<sup>3616</sup>. Son supérieur hiérarchique direct était l'adjudant-chef Nzabonimpa<sup>3617</sup>. Rwirahira avait son bureau dans le même bâtiment que celui de Nizeyimana, quoique dans des pièces distinctes et il voyait Nizeyimana plusieurs fois par jour<sup>3618</sup>. Il a vu Nizeyimana pour la dernière fois à l'ESO vers la fin mai<sup>3619</sup>. Il savait que Nizeyimana avait été muté, du fait des messages qu'il recevait en tant qu'agent chargé des télécommunications<sup>3620</sup>. Il transmettait les messages à son supérieur hiérarchique, Nzabonimpa qui, à son tour, les transmettait au commandant du camp<sup>3621</sup>.

1403. Nizeyimana qui avait continué à assumer ses fonctions de S2-S3 se trouvait toujours dans la région militaire de Butare entre le 26 avril et le 26 mai 1994<sup>3622</sup>. En sa qualité de S2-S3, le capitaine Nizeyimana était chargé des opérations militaires dans la région de Butare, qui englobaient la formation de nouvelles recrues<sup>3623</sup>. À la fin mai, Nizeyimana avait été muté au front, en même temps que d'autres militaires de l'ESO, pour encadrer un important contingent de nouvelles recrues qui venaient de subir un entraînement<sup>3624</sup>. Le témoin a traité à deux reprises le message concernant la mutation de Nizeyimana<sup>3625</sup>. S'il est vrai que le témoin Rwirahira ne savait pas exactement ce que faisait Nizeyimana au jour le jour, il savait cependant que celui-ci se rendait de temps en temps sur le terrain mais qu'il était essentiellement basé à Butare<sup>3626</sup>.

Témoin en réplique Antoinette Bizimenyera cité par le Procureur

1404. Le 20 ou le 21 avril 1994, le témoin Bizimenyera, qui appartient à l'ethnie tutsie, avait emménagé avec sa famille chez Nizeyimana à Butare où ils étaient restés pendant un mois et

<sup>3615</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 35), témoin Twagirayezu.

<sup>3616</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 7 et 8, 9 et 10), témoin Rwirahira ; pièce à conviction P59 (fiche de renseignements personnels du témoin Rwirahira).

<sup>3617</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 8), témoin Rwirahira.

<sup>3618</sup> Ibid. (p. 9), témoin Rwirahira.

<sup>3619</sup> Ibid. (p. 9 à 11), témoin Rwirahira.

<sup>3620</sup> Ibid. (p. 9 et 10), témoin Rwirahira.

<sup>3621</sup> Ibid. (p. 10), témoin Rwirahira.

<sup>3622</sup> Ibid. (p. 9 à 12), témoin Rwirahira.

<sup>3623</sup> Ibid. (p. 9, 11, 21 et 22), témoin Rwirahira.

<sup>3624</sup> Ibid. (p. 9, 10 et 20), témoin Rwirahira.

<sup>3625</sup> Ibid. (p. 10, 25 et 26), témoin Rwirahira.

<sup>3626</sup> Ibid. (p. 10 et 11), témoin Rwirahira.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

demi<sup>3627</sup>. Elle s'est rappelée avoir vu Nizeyimana chez lui le 21 avril puis de manière régulière par la suite, pendant tout le mois d'avril<sup>3628</sup>. Nizeyimana allait au travail le matin et revenait déjeuner avec ses militaires, puis faisait la même chose dans la soirée<sup>3629</sup>. Bizimenyera avait l'habitude de voir Nizeyimana en avril, sauf à remarquer qu'à partir du mois de mai, elle ne le voyait presque pas et que ce n'était que sa voix qu'elle entendait<sup>3630</sup>. Vers la fin de son séjour à Butare, Bizimenyera ne quittait presque plus une chambre attenante au salon, raison pour laquelle elle était moins au fait des allées et venues de Nizeyimana<sup>3631</sup>.

Témoin en duplique Jean Claude Zikamabahari cité par la Défense

1405. D'ethnie hutue, le témoin Zikamabahari tenait un petit commerce à Mata en avril 1994<sup>3632</sup>. Un après-midi, environ deux semaines après la mort du Président Habyarimana, il avait vu des militaires passer devant sa boutique et prendre la direction de l'usine à thé à bord d'un véhicule de la MINUAR et d'une Jeep militaire<sup>3633</sup>. Trois ou quatre jours après le passage de ces véhicules devant sa boutique, le témoin avait vu un nombre substantiel de Burundais arriver à Mata à bord de bus de l'ONATRACOM<sup>3634</sup>. Comme il parlait le kirundi, Zikamabahari avait abordé les nouvelles recrues qui lui avaient dit qu'elles étaient venues à Mata pour y recevoir un entraînement militaire<sup>3635</sup>. Les nouvelles recrues étaient accompagnées par des militaires<sup>3636</sup>. Trois ou quatre jours après l'arrivée des Burundais, un second convoi de bus était arrivé à Mata avec à leur bord d'autres militaires et d'autres nouvelles recrues en provenance des districts avoisinants<sup>3637</sup>.

1406. Le témoin se rendait quelquefois à la cantine de l'usine à thé et sur les terrains d'entraînement pour voir certains de ses amis résidant au camp<sup>3638</sup>. Un jour, alors qu'il se trouvait sur les lieux, le sergent Claude Rukundo lui avait montré du doigt le capitaine Nizeyimana en lui disant que c'était le commandant du camp<sup>3639</sup>. L'entraînement des nouvelles recrues à Mata avait duré environ deux mois, « jusque vers la fin de juin »<sup>3640</sup>. Zikamabahari

<sup>3627</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 46 et 47) et 8 septembre 2011 (p. 26, 29 à 31, 33 à 35, 40 à 41) témoin Bizimenyera ; pièce à conviction P61 (fiche de renseignements personnels du témoin Bizimenyera).

<sup>3628</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 48 et 49), témoin Bizimenyera.

<sup>3629</sup> Ibid. (p. 47), témoin Bizimenyera.

<sup>3630</sup> Ibid. (p. 47 et 48), témoin Bizimenyera.

<sup>3631</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 48 et 49) et 8 septembre 2011 (p. 43 et 44), témoin Bizimenyera.

<sup>3632</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 62 et 63), témoin Zikamabahari ; pièce à conviction D79 (Fiche de renseignements personnels du témoin Zikamabahari).

<sup>3633</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 62 à 64), témoin Zikamabahari.

<sup>3634</sup> Ibid. (p. 63 à 65), témoin Zikamabahari.

<sup>3635</sup> Ibid. (p. 64 et 65), témoin Zikamabahari.

<sup>3636</sup> Ibid. (p. 65 et 66), témoin Zikamabahari.

<sup>3637</sup> Ibid. (p. 65 et 66), témoin Zikamabahari.

<sup>3638</sup> Ibid. (p. 65 et 66), témoin Zikamabahari.

<sup>3639</sup> Ibid. (p. 66), témoin Zikamabahari.

<sup>3640</sup> Ibid. (p. 66), témoin Zikamabahari.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

savait que le témoin Twagirayezu habitait sur la colline de Cyafurwe et qu'il était employé en qualité de gardien au domicile d'un employé de l'usine à thé<sup>3641</sup>.

Témoin en duplique RWV17 cité par la Défense

1407. D'ethnie hutue, RWV17 était employée à l'usine à thé de Mata et résidait à environ 500 à 600 mètres de l'usine en avril 1994<sup>3642</sup>. Le témoin Twagirayezu avait été embauché par l'usine pour servir en tant que veilleur de nuit chez elle<sup>3643</sup>. Toutefois, Twagirayezu ne s'était pas présenté à son poste pendant que l'usine était fermée, entre le 7 avril et la mi-mai<sup>3644</sup>. Vers le 18 mai, Twagirayezu avait repris le travail et avait informé le témoin RWV17 qu'il était parti à Cyafurwe voir sa famille et rester avec elle<sup>3645</sup>.

1408. Au début de la troisième semaine d'avril 1994, le témoin RWV17 avait vu Nizeyimana en compagnie de 10 à 20 militaires. Ils étaient à l'usine à thé où ils avaient passé une nuit<sup>3646</sup>. Environ quatre jours plus tard, le témoin avait entendu un groupe de personnes parler non loin de l'usine et son mari lui avait dit que Nizeyimana était revenu à Mata pour entraîner des militaires de l'ESO<sup>3647</sup>. Le témoin n'avait jamais vu Nizeyimana durant toute cette période mais avait appris auprès de son mari que l'accusé avait été remplacé en fin mai<sup>3648</sup>.

*Délibération*

1409. La Défense fait valoir que Nizeyimana était absent de Butare du 26 avril au matin au 26 mai 1994 eu égard au fait qu'il avait été chargé de superviser un centre d'instruction ouvert à l'usine à thé de Mata, dans la préfecture de Gikongoro. Il n'était retourné à l'ESO qu'une seule fois pendant cette période, à savoir le 17 mai, pour changer de véhicule, suite à quoi il était reparti pour Mata. Après le 26 mai, Nizeyimana avait été muté au front de Nyanza. Pendant son séjour à Mata, Nizeyimana était « omniprésent » dans la supervision et la mise en œuvre d'un programme d'instruction accéléré qui avait été organisé à l'intention d'un nombre considérable de nouvelles recrues<sup>3649</sup>.

<sup>3641</sup> Ibid. (p. 66, 67 et 70), témoin Zikamabahari. Il ressort de la déposition de Zikamabahari que la résidence de Twagirayezu à Cyafurwe se trouvait à quelque distance de l'usine à thé, c'est-à-dire à quelques kilomètres. CRA, 20 septembre 2011 (p. 68 à 70).

<sup>3642</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 5, 6 et 7 (huis clos)), RWV17 ; pièce à conviction D80 (fiche de renseignements personnels de RWV11).

<sup>3643</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 7 à 9 (huis clos) et (p. 17 et 18), RWV17.

<sup>3644</sup> Ibid. (p. 10 et 11, 12, 20, 24 à 27), RWV17.

<sup>3645</sup> Ibid. (p. 20 et 21, 22 à 24), RWV17.

<sup>3646</sup> Ibid. (p. 12 et 13), RWV17.

<sup>3647</sup> Ibid. (p. 14 et 15), RWV17.

<sup>3648</sup> Id.

<sup>3649</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 58.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1410. Le Procureur reconnaît que Nizeyimana a finalement été chargé de superviser le centre d'instruction de Mata dans la préfecture de Gikongoro<sup>3650</sup>. Il fait toutefois valoir que cette mutation ne serait intervenue que vers la fin mai 1994 et non en fin avril<sup>3651</sup>. Il soutient qu'il ressort des dépositions faites par plusieurs témoins à charge que Nizeyimana était régulièrement présent au camp de l'ESO et dans la ville de Butare.

1411. Cela étant, la question cruciale que la Chambre se doit de trancher consiste à savoir s'il existe une possibilité raisonnable que Nizeyimana ait quitté le camp de l'ESO et la ville de Butare vers le 26 avril 1994, qu'il soit resté en permanence à l'usine à thé de Mata et en conséquence, qu'il ait été absent de la ville de Butare à compter de cette date. Ces questions seront examinées l'une après l'autre par la Chambre de première instance.

*i) Date de l'arrivée de Nizeyimana au centre d'instruction de Mata*

1412. Les témoins à décharge RWV11, ZML13, CKN10, Bunani, Ruzindana et Ufitimana – qui étaient tous des militaires de l'ESO et qui ont affirmé avoir servi en qualité d'instructeurs au centre d'instruction de Mata – ont porté des témoignages de première main relativement concordants sur la mission envoyée par l'ESO le 26 avril 1994 ou vers cette date aux fins de la mise en place d'un camp d'instruction militaire en ce lieu. Plus précisément, le témoin RWV11 a dit s'être souvenu avoir intégré un convoi d'environ six bus transportant de nouvelles recrues kirundophones, qui était parti de l'ESO le 26 avril vers 11 heures du matin pour arriver à Mata via Gikongoro vers 13 heures<sup>3652</sup>. Le témoin ZML13 a affirmé que s'il avait bonne mémoire, il était retourné à Mata le 26 ou le 27 avril<sup>3653</sup>. Pour le témoin CKN10, c'est le 26 avril qu'il était retourné à Mata à bord de bus, transportant également 500 à 550 nouvelles recrues burundaises<sup>3654</sup>. Le témoin Ruzindana a dit qu'en compagnie de nouvelles recrues et d'autres instructeurs ils s'étaient rendus en bus à Mata via Gikongoro et qu'ils étaient arrivés à destination vers 11 heures du matin le 26 avril<sup>3655</sup>. Le témoin Bunani qui s'était joint à d'autres instructeurs et à de nouvelles recrues burundaises pour se rendre en autobus à Mata où ils étaient arrivés vers 10 heures du matin a dit que selon lui c'est le 25 avril qu'ils étaient partis<sup>3656</sup>.

<sup>3650</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 519 et 520. Voir aussi CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 21 et 22), AZD (Nizeyimana avait été envoyé à Mata en tant qu'officier responsable de l'instruction) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 78 et 79), YAA (Nizeyimana se trouvait au centre d'instruction de Mata) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 71 et 72), ZY (avait entendu dire que Nizeyimana était parti au centre d'instruction de Mata) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 14 à 16), ZAW (Nizeyimana était parti au centre d'instruction de Mata) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 71 et 72), ZY (Nizeyimana n'était plus en poste à l'ESO et elle avait appris qu'il était plutôt à Mata) ; CRA, 7 septembre 2011 (p. 35) et 8 septembre 2011 (p. 16 et 17), témoin Twagirayezu (a vu Nizeyimana au centre d'instruction de Mata) ; CRA, 7 septembre 2011 (p. 19 et 20, 26), témoin Rwirahira.

<sup>3651</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 520 et 521.

<sup>3652</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 27 et 30), RWV11.

<sup>3653</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 49 et 50, 57, 60 et 61) et 7 juin 2011 (p. 77 et 78), ZML13.

<sup>3654</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 54 à 56), CKN10.

<sup>3655</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 37 et 38, 70 à 72), témoin Ruzindana.

<sup>3656</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 14 et 15), témoin Bunani.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1413. Le témoin Ufitimana a dit être arrivé au camp d'instruction de Mata le 30 avril 1994, et que les cours avaient déjà commencés<sup>3657</sup>. Il s'était toutefois aperçu du fait que vers le 25 avril déjà, avant son départ, d'autres instructeurs étaient déjà partis pour Mata<sup>3658</sup>. Les témoins à décharge OUV03 et RWV09, qui étaient en poste au camp de l'ESO, ont vu des membres du personnel de l'ESO et de nouvelles recrues quitter le camp de l'ESO pour Mata le 26 avril au matin<sup>3659</sup>. Le témoin CKN18 a précisé qu'à la suite de son enrôlement dans la commune de Nyakizu, il avait été muté à Mata le 30 avril, en même temps que 500 à 600 autres nouvelles recrues<sup>3660</sup>. Arrivé sur les lieux, il avait trouvé un important groupe de nouvelles recrues venant du Burundi qui avaient déjà commencé leur formation<sup>3661</sup>. En outre, les témoins Ndikumana et Zikamabahari ont dit avoir vu un convoi de bus arriver à Mata vers le 25 ou le 26 avril<sup>3662</sup>. Le témoin Ndikumana a indiqué avoir vu des militaires vêtus d'uniformes en tissu de camouflage vert foncé à bord de ces bus<sup>3663</sup>. Le témoin Zikamabahari, qui parlait kirundi, avait abordé les passagers qui se trouvaient à bord desdits bus lesquels lui avaient dit qu'ils étaient venus à Mata pour y recevoir un entraînement militaire<sup>3664</sup>.

1414. Chose plus importante encore, les témoins à décharge ZML13, OUV03 et RWV09 ont dit avoir vu Nizeyimana au sein du convoi qui était parti pour Mata le 26 avril 1994 ou vers cette date. Le témoin ZML13 a en particulier dit avoir voyagé en convoi, en compagnie de Nizeyimana qui avait son propre véhicule, de l'adjudant Ngalinde et d'autres sous-officiers<sup>3665</sup>. Le témoin OUV03 a lui aussi dit avoir vu Nizeyimana partir pour Mata le 26 avril, en compagnie de l'adjudant Ngalinde et d'autres instructeurs de l'ESO<sup>3666</sup>. Nizeyimana suivait le convoi transportant des nouvelles recrues à bord d'un véhicule qui appartenait à la MINUAR<sup>3667</sup>. Dans le cadre de sa déposition, le témoin RWV09 a fait mention d'un convoi qui avait quitté l'ESO le 26 avril ou vers cette date, aux alentours de 9 heures du matin. Au sein dudit convoi se trouvaient Nizeyimana, le sous-lieutenant Gatsinzi, des instructeurs de l'ESO et de nouvelles recrues

<sup>3657</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 11, 29 et 30), témoin Ufitimana.

<sup>3658</sup> Ibid. (p. 11 et 30), témoin Ufitimana.

<sup>3659</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 27, 30 à 33) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 12 à 14), OUV03 ; CRA, 8 juin 2011 (p. 13 (huis clos), p. 16 et 17, 32 et 44), RWV09.

<sup>3660</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 42 et 43, 52 à 56), CKN18.

<sup>3661</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 43), CKN18. Toutefois, CKN18 n'a pas dit qu'il avait vu Nizeyimana dans le convoi à destination de Mata. Un élément de preuve supplémentaire de la campagne d'enrôlement mené à Butare à la fin du mois d'avril 1994 se trouve dans la pièce à conviction D71 (Lettre de Muvunyi au bourgmestre, 19 avril 1994).

<sup>3662</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 65), témoin Ndikumana ; CRA, 20 septembre 2011 (p. 63 à 65), témoin Zikamabahari.

<sup>3663</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 65), témoin Ndikumana.

<sup>3664</sup> CRA, 20 septembre 2011 (p. 63 à 66), témoin Zikamabahari (les recrues étaient en compagnie de militaires qui devaient organiser les entraînements). Le témoin Zikamabahari n'a pas cité Nizeyimana comme faisant partie du convoi qui était arrivé à Mata.

<sup>3665</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 49 et 50, 57 et 58, 60 et 61), ZML13.

<sup>3666</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 27 et 28, 30 et 32) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 12), OUV03.

<sup>3667</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 30), OUV03.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

burundaises. Le convoi en question était formé par un véhicule de la MINUAR, huit bus et une camionnette Toyota Stout<sup>3668</sup>.

1415. De même, le témoin Ndikumana cité par la Défense dans le cadre de sa duplique a vu Nizeyimana arriver au sein d'un important convoi formé de huit bus, trois ou quatre jours après le 21 avril 1994<sup>3669</sup>. D'autres preuves indirectes ont été fournies par le témoin CKN22 qui dit avoir vu Nizeyimana en compagnie de 80 autres militaires sur les terrains d'entraînement du centre d'instruction le mercredi 27 avril<sup>3670</sup>. Les dépositions des témoins Bunani, CKN10, RWV11 et Ruzindana, qui avaient tous participé à la mission dépêchée à Mata le 26 avril ou vers cette date passent notablement sous silence la présence de Nizeyimana au sein du convoi qui avait quitté l'ESO à peu près à cette date.

1416. La Chambre fait observer d'emblée qu'elle a procédé ailleurs dans le présent jugement à l'examen des dépositions de RWV11, ZML13, CKN10, Bunani et Ruzindana ainsi que de celle des témoins civils Ndikumana et CKN22 et articulé de manière exhaustive les réserves éminemment sérieuses que lui inspire leur crédibilité. Après les avoir observés à la barre, la Chambre se dit fortement encline à conclure que leurs dépositions ont été confectionnées exprès pour que l'issue du procès intenté contre Nizeyimana lui soit favorable<sup>3671</sup>. Leurs assertions relatives à la date d'arrivée de Nizeyimana au centre d'instruction de Mata inspirent également à la Chambre des réserves tout aussi sérieuses.

1417. Au demeurant, à supposer même qu'à première vue elle juge crédibles les versions des faits présentées par ces témoins, force serait néanmoins à la Chambre de constater que la qualité du souvenir qu'ils ont gardé de leur date de départ est tellement diverse qu'elles ne sauraient être décisives. La Chambre relève tout particulièrement que RWV11 et Bunani se sont simplement rappelés la date pertinente sans être à même de fournir un quelconque point de repère, tandis que le témoin CKN10 faisait mention d'un « carnet de campagne » dans lequel il avait noté certains événements survenus en 1994<sup>3672</sup>. Le témoin Ruzindana a affirmé sur la base du souvenir peu convaincant qu'il avait gardé de la date de la mission de reconnaissance qu'il avait prise comme

<sup>3668</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 13 (huis clos), et p. 16 et 17, 20, 32 et 44), RWV09.

<sup>3669</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 64 et 65), témoin Ndikumana.

<sup>3670</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 70 à 72, 76 et 77 (huis clos)), CKN22.

<sup>3671</sup> Voir chap. II, point 13.2.

<sup>3672</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 62 et 63), RWV11 (« Q. Voilà les cinq dates que vous avez indiquées auparavant et vous venez d'ajouter une autre date, celle du 26, que vous dites ne pouvoir jamais oublier. Dites-nous : qu'est-ce que vous avez fait entre votre retour à l'ESO de la mission de reconnaissance et le moment de votre retour de cette mission ? R. J'ai continué à occuper la position de défense du camp à l'entrée sud, et ce à partir du 22 avril, lorsque nous sommes revenus au camp, jusqu'au matin du 26 avril. Q. À ce poste de garde que vous occupiez à l'entrée du camp, est-ce que, durant ce premier jour après votre retour, est-ce qu'il ne s'est plus produit quelque chose que vous pouvez nous rapporter ? R. Je n'ai rien observé de spécial. Q. Et le lendemain s'est-il produit quelque chose d'inhabituel ? R. Rien d'inhabituel jusqu'au 26, lorsque nous avons quitté le camp encore une fois, je n'avais rien vu d'inhabituel ») ; CRA, 13 juin 2011 (p. 14 et 15), témoin Bunani ; CRA, 30 mai 2011 (p. 2 et 3), CKN10. Celui-ci n'a soumis ce carnet ni à la Chambre ni au conseil de la Défense.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

point de repère que le départ avait eu lieu le 26 avril<sup>3673</sup>. Le témoin ZML13 a dit avoir noté que les exercices militaires avaient commencé entre le 25 et le 31 avril, en prenant comme point de repère le jour où il avait touché son salaire à la fin du mois<sup>3674</sup>.

1418. La Chambre fait observer que dans d'autres parties du présent jugement elle a également procédé à une analyse exhaustive du contexte dans lequel Ndikumana et CKN22 avaient fait leurs dépositions et a conclu que leurs témoignages n'étaient pas crédibles<sup>3675</sup>. Elle souligne que la même analyse que celle effectuée *supra* s'applique ici. Du reste, tel qu'indiqué dans une autre partie du jugement, le témoin Ndikumana n'avait pu fournir que les dates approximatives auxquelles il avait vu les militaires et Nizeyimana<sup>3676</sup>. En revanche, le témoin CKN22 a fourni une explication détaillée des éléments qui lui avaient permis de se rappeler avec précision le moment où les faits pertinents s'étaient produits. Plus concrètement, il a indiqué que du fait même de la nature de son travail il était tenu de se rendre à l'usine à thé de Mata tous les mercredis<sup>3677</sup>. Le mercredi 27 avril, il se trouve qu'il était passé vers 9 heures du matin par Mata où il avait vu Nizeyimana en compagnie d'autres militaires<sup>3678</sup>. Selon CKN22, Nizeyimana avait eu le temps de causer avec lui pendant 10 minutes durant lesquelles il lui avait parlé du camp d'instruction<sup>3679</sup>. Le mercredi suivant, le témoin CKN22 avait *de nouveau* rencontré Nizeyimana et avait eu d'autres échanges de vues avec lui dans la maison d'hôtes où l'accusé était logé<sup>3680</sup>.

<sup>3673</sup> Le témoin Ruzindana a affirmé que c'est trois ou quatre jours après son retour de la mission de reconnaissance qu'il était reparti à Mata. Il avait pu se rappeler la date de la mission de reconnaissance en utilisant comme point de repère le discours du Président Sindikubwabo. Néanmoins, le témoin a reconnu que 17 années s'étaient écoulées depuis lors et qu'il ne pouvait pas être tout à fait certain du nombre de jours qu'il avait passés à l'ESO après la mission de reconnaissance et avant le second voyage à Mata. CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 42 à 46), témoin Ruzindana. Voir aussi chap. II, point 13.2.

<sup>3674</sup> CRA, 7 juin 2011 (p. 77 et 78), ZML13 (« Q. Parce qu'on nous a informés que vous êtes retourné à Mata vers la fin du mois d'avril. Hier, vous nous avez dit que c'était vers la fin du mois d'avril et vous nous avez indiqué les dates du 23 au 27 avril et, maintenant, vous nous dites que c'était le 26 ou le 27 avril, n'est-ce pas ? R. Oui, j'ai dit que c'était vers la fin du mois d'avril, et lorsque vous m'avez demandé une date précise, j'ai dit que je ne pouvais pas le faire (sic), mais que si ce n'était le 26, c'était le 27. Q. Monsieur le Témoin, vous avez dit que c'était vers la fin du mois d'avril parce que vous n'êtes pas certain sur la date de votre voyage-retour la deuxième fois où vous êtes allé à Mata ? R. Non, cela n'est pas la raison. ... en kinyarwanda, lorsqu'on parle de la fin du mois, on commence par le 25 jusqu'à la fin du mois — le 25... à partir du 25, on parle de la fin du mois. Q. Très bien. Vous venez donc de confirmer que le 30 avril ferait donc également partie de la fin du mois d'avril, n'est-ce pas ? R. Nous, en kinyarwanda... au Rwanda, on parle de la fin du mois à partir du 25 jusqu'au 31. Q. Est-il possible, Monsieur le Témoin, que vous étiez rentré de Mata au début du mois de mai ? R. Non, j'y suis retourné avant la fin du mois d'avril. Q. Je soutiens qu'il n'y a pas de grande différence entre la fin du mois d'avril et le début de... du mois de mai. Est-ce que vous êtes d'accord avec moi ? R. Il y a une différence. Pour nous autres qui étions militaires, c'est à la fin du mois que nous touchions nos salaires »).

<sup>3675</sup> Voir chap. II, point 13.2.

<sup>3676</sup> Id.

<sup>3677</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 64, p. 67 et 68 (huis clos)) et 16 juin 2011 (p. 7 et 8, 15 et 16, 18 à 20 (huis clos)), CKN22.

<sup>3678</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 70 à 72, 76 et 77), CKN22.

<sup>3679</sup> Ibid. (p. 72, 77 et 78 (huis clos)), CKN22.

<sup>3680</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1419. Tel qu'indiqué ailleurs dans le présent jugement, la Chambre considère que la déposition du témoin OUV03 est peu fiable, en particulier en ce qui concerne le souvenir qu'il avait gardé des dates<sup>3681</sup>. En outre, nonobstant le fait qu'il ait été en mesure de se rappeler exactement chacun des déplacements de Nizeyimana, la Chambre relève qu'OUV03 n'a pas été à même de se souvenir des dates concernant ceux d'autres personnes telles que le lieutenant Gakwerere, au motif qu'il avait « beaucoup à faire » à ce moment-là<sup>3682</sup>.

1420. Chose plus importante encore, le témoin OUV03 s'est rappelé avoir vu de loin le convoi, au sein duquel se trouvait Nizeyimana, s'en aller<sup>3683</sup>. La Chambre considère que de loin le témoin OUV03 ne pouvait pas distinguer clairement les personnes faisant partie du convoi. Cela étant, il ne pouvait affirmer avec certitude que Nizeyimana faisait partie du convoi ou s'il avait pris place à bord d'un véhicule de la MINUAR. De fait, OUV03 a précisé avoir vu les trois derniers bus de loin et ne s'est pas expliqué sur les éléments qui lui ont permis de savoir que Nizeyimana se trouvait à bord d'un véhicule de la MINUAR qui roulait derrière le convoi<sup>3684</sup>. La Chambre considère que le témoignage d'OUV03 n'est pas décisif.

1421. À l'instar du témoin OUV03, le témoin RWV09 ne faisait pas partie des militaires qui étaient partis pour Mata dans le cadre de la mission de reconnaissance. Il s'est toutefois rappelé que Nizeyimana était parti « quelques jours » après la mission de reconnaissance, « vers la date du 26 » en compagnie des premières nouvelles recrues<sup>3685</sup>. Pressé de dire à quelle date ce fait s'était précisément produit, RWV09 avait indiqué que le convoi était parti en fin avril ou début mai tout en reconnaissant qu'il ne « [...] ne connais[sait] pas la date exacte »<sup>3686</sup>. Pour parvenir à cette approximation, le témoin avait pris comme point de repère la date du 18 avril, qui correspond au jour où il avait appris que l'état-major avait demandé à l'ESO de procéder à la création d'un centre d'instruction<sup>3687</sup>. La Chambre fait observer qu'attendu que le témoin RWV09 a lui-même reconnu qu'il n'était pas en mesure de se rappeler les dates exactes des faits considérés, elle considère que la valeur probante de sa déposition est limitée.

1422. La Chambre fait observer que s'il est vrai que de manière générale elle tient pour crédible et cohérente la déposition d'Ufitimana, il reste qu'elle relève que le témoin a estimé avoir quitté Mata vers le 30 avril 1994. Elle souligne en outre que le témoin Ufitimana n'a pas indiqué la base sur laquelle il était parvenu à cette approximation ni mentionné quelque autre fait qui lui aurait servi de point de repère pour se rappeler la date exacte à laquelle il était parti à Mata. De fait, le témoin Ufitimana a reconnu que sa tête n'était pas un ordinateur et qu'il ne pouvait pas se

<sup>3681</sup> Voir chap. II, point 13.2.

<sup>3682</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 35), OUV03.

<sup>3683</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 30, 32) et 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 12 à 14), OUV03.

<sup>3684</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 30), OUV03.

<sup>3685</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 13 (huis clos), et p. 16 et 17, 32 et 44), RWV09.

<sup>3686</sup> Ibid. (p. 44), RWV09.

<sup>3687</sup> Ibid. (p. 13 (huis clos), et p. 40 à 42 et 44), RWV09.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

souvenir de tout<sup>3688</sup>. La Chambre fait également observer que contrairement aux autres témoins à décharge, le témoin Ufitimana a indiqué qu'il ne voyait pas régulièrement Nizeyimana à Mata<sup>3689</sup>. En fait, il avait été présenté au peloton qu'il devait entraîner à son arrivée au camp d'instruction de Mata et s'était subséquemment mis au travail sans autre forme d'implication de Nizeyimana dans ses activités ni de contact avec lui<sup>3690</sup>.

1423. Le témoin CKN18, une nouvelle recrue qui avait été envoyée au centre d'instruction de Mata le 30 avril 1994 ou vers cette date, n'avait pas, lui non plus été interrogé sur la présence de Nizeyimana au centre à son arrivée ou sur la question de savoir si l'accusé faisait partie du convoi au sein duquel il était parti pour Mata. Corroborant le récit du témoin Ufitimana, le témoin CKN18 a fait savoir que Nizeyimana était logé ailleurs et a rappelé que les nouvelles recrues dont lui-même, n'étaient pas hébergés dans les mêmes locaux que les officiers supérieurs<sup>3691</sup>. De fait, les nouvelles recrues n'étaient pas autorisées à s'aventurer dans les locaux où étaient logés les officiers supérieurs et avaient ainsi très peu de renseignements sur les endroits où pouvait se trouver Nizeyimana à l'époque<sup>3692</sup>. En outre, rien dans la déposition du témoin CKN18 ne permet de dire qu'avant de se rendre au centre il connaissait Nizeyimana et, cela étant, il n'aurait pas été en mesure d'identifier Nizeyimana le jour de son arrivée à Mata. La Chambre considère que la valeur probante de la déposition de CKN18 sur ce point est limitée.

1424. En revanche, les témoins à charge AZD, ZAW, ZY, BDE et ZT ont tous affirmé que Nizeyimana n'était parti à Mata qu'entre la mi-mai et la fin mai 1994<sup>3693</sup>. Le témoin Twagirayezu cité par le Procureur dans le cadre de sa réplique a dit avoir vu Nizeyimana pour la première fois à Mata vers la fin mai<sup>3694</sup>. Quant aux témoins AZD, ZAW, ZY, BDE et ZT, la

<sup>3688</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 29), témoin Ufitimana.

<sup>3689</sup> Ibid. (p. 12 à 15), témoin Ufitimana.

<sup>3690</sup> Ibid. (p. 12), témoin Ufitimana.

<sup>3691</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 44 à 46), CKN18.

<sup>3692</sup> Ibid. (p. 44, 46), CKN18.

<sup>3693</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 21 et 22), AZD (savait que Nizeyimana avait été envoyé à Mata en qualité d'officier chargé de superviser l'instruction vers la fin mai) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 43), ZAW (a dit ne plus se rappeler la date exacte à laquelle Nizeyimana était parti à Mata, mais savoir que c'était vers la fin mai) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 71), ZY (Nizeyimana « n'était plus affecté » à l'ESO entre mi-mai et fin mai 1994) ; CRA, 7 février 2011 (p. 16), ZT (pensait que Nizeyimana était absent de l'ESO vers la fin mai ou début juin) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 56 et 57), BDE (Nizeyimana avait été muté à Mata pour des raisons disciplinaires vers la fin mai).

<sup>3694</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 35) et 8 septembre 2011 (p. 17), témoin Twagirayezu cité par le Procureur dans le cadre de sa réplique (Nizeyimana est arrivé pour la première fois à Mata vers la fin mai). La Chambre relève que la Défense a mis en cause la crédibilité de Twagirayezu au motif qu'il se trouvait loin de l'usine durant la période examinée. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 137 à 142, 145. En effet, le témoin RWV17, au domicile duquel le témoin assurait les fonctions de veilleur de nuit, a affirmé n'avoir pas vu Twagirayezu durant la période allant du 7 avril au 18 mai 1994 et avoir ajouté que celui-ci ne s'était pas présenté au service pendant cette période. CRA, 21 septembre 2011 (p. 10 et 11, 12, 20, 24 à 26), témoin RWV17 cité par la Défense dans le cadre de sa duplique. En reprenant le service le 18 mai, Twagirayezu avait dit à RWV17 qu'il était resté chez lui à Cyafurwe. CRA, 21 septembre 2011 (p. 20 et 21, 22 à 24). De plus, la Chambre relève que la description des opérations du

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Chambre a procédé à l'examen des réserves exprimées au regard de la crédibilité générale de leurs dépositions et a conclu qu'il n'existe aucune raison de faire preuve de circonspection aux fins de leur appréciation. Elle relève toutefois que leur relation des faits concernant la mission particulière qui avait été confiée à Nizeyimana au centre d'instruction de Mata se présente sous des traits généraux. En effet, il ne ressort ni des fonctions qu'ils exerçaient à l'ESO, ni des témoignages particuliers présentés devant la Chambre qu'ils avaient de quelque manière que ce soit pris part à la préparation des entraînements ou à l'exécution des séances prévues à cet effet à l'usine à thé de Mata.

1425. De l'avis de la Chambre, les témoins à charge n'ont pas expliqué de façon suffisamment crédible la base sur laquelle ils se sont appuyés pour déterminer le moment auquel ils ont eu connaissance de la nouvelle selon laquelle Nizeyimana avait été nommé commandant du centre d'instruction de Mata, notamment pour n'avoir fourni à la Chambre aucune date de référence par eux utilisée pour calculer approximativement celle de départ de Nizeyimana<sup>3695</sup>. En effet, le témoin Rwirahira cité par le Procureur dans le cadre de sa réplique qui apparaît comme étant le seul des témoins à charge à occuper au sein du commandement de l'ESO un poste lui permettant d'être informé des missions qui étaient confiées à Nizeyimana, a corroboré les dépositions à décharge tendant à établir que la mutation de Nizeyimana était intervenue vers la fin avril 1994<sup>3696</sup>. La Chambre relève que dans le cadre de sa déposition, le témoin Rwirahira a indiqué que Nizeyimana supervisait la formation des nouvelles recrues au camp de Ngoma<sup>3697</sup>. Toutefois, il ressort sans équivoque de la totalité de la preuve que c'est à l'usine à thé de Mata et non au camp de Ngoma que l'instruction des nouvelles recrues s'était déroulée. Nonobstant cette

---

camp par Twagirayezu tend à contredire celle qui est faite dans le dossier. La Chambre considère dès lors que la valeur probante qui s'attache à la déposition de Twagirayezu est limitée.

<sup>3695</sup> Plus précisément, le témoin AZD n'a pas expliqué comment il avait eu connaissance du départ de Nizeyimana et a reconnu ne pas connaître la date exacte de sa mutation. CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 21 à 23), AZD. Le témoin ZAW ne se rappelait plus la date à laquelle Nizeyimana était parti pour Mata et n'a fourni aucun point de repère indiquant qu'il se serait souvenu que ce départ était intervenu vers la fin du mois de mai. CRA, 26 janvier 2011 (p. 43 et 44), ZAW. Le témoin ZY savait que Nizeyimana n'était plus en poste à l'ESO à un moment donné, mais s'est montré vague et évasif quant à la date exacte de son départ. En outre, elle n'a évoqué aucun point de repère indiquant qu'elle se serait souvenue de la date à laquelle Nizeyimana était parti. De fait, elle avait entendu dire que Nizeyimana avait été muté à Mata, mais n'a pas précisé comment elle l'avait su ni qui l'en avait informée. CRA, 26 janvier 2011 (p. 71 et 72) ZY. Contrairement aux témoignages tant à charge qu'à décharge, le témoin BDE a laissé entendre que Nizeyimana avait été muté à Mata pour des raisons disciplinaires. CRA, 31 janvier 2011 (p. 56 et 57), BDE. À l'instar du témoin ZY, le témoin BDE n'a pas expliqué comment elle avait eu ces informations ni évoqué un quelconque point de repère qui lui aurait permis de se rappeler que Nizeyimana était parti vers la fin mai. Le témoin ZT a pensé que Nizeyimana était parti pour Mata vers la fin mai, mais n'a fourni aucune explication pour étayer cette affirmation. CRA, 7 février 2011 (p. 16), ZT. Enfin, le témoin Rwirahira cité par le Procureur dans le cadre de sa réplique a appris que Nizeyimana avait été envoyé au camp de Ngoma pour y superviser l'instruction des recrues vers la fin avril. CRA, 7 septembre 2011 (p. 10 et 11, 19 à 22), témoin Rwirahira. La date concorde certes avec les témoignages produits par la Défense, il n'est cependant pas établi, à l'examen du dossier, que Nizeyimana se trouvait au camp de Ngoma durant cette période.

<sup>3696</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 10 et 11), témoin Rwirahira.

<sup>3697</sup> Ibid. (p. 10 et 11, 19 et 20), témoin Rwirahira.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

divergence, la Chambre tient pour crédible la déposition faite par Rwirahira dans la mesure où elle corrobore les témoignages à décharge portés sur le départ de Nizeyimana en fin avril et sa mutation ultérieure au front vers la fin mai.

1426. De plus, et contrairement à ce qui ressort des témoignages portés au soutien de l'alibi invoqué au regard notamment de la mission de reconnaissance qui est présumée avoir été effectuée les 21 et 22 avril 1994, la Chambre se dit convaincue qu'il ressort d'un examen global des dépositions faites à l'appui dudit alibi qu'il est raisonnablement possible que Nizeyimana soit arrivé à l'usine à thé de Mata en même temps que la grande vague des nouvelles recrues à la fin avril. Aux yeux de la Chambre, il semble tout à fait logique que l'officier chargé du commandement du centre d'instruction ne puisse pas ne pas être présent à son ouverture afin de veiller à son organisation et à son bon fonctionnement<sup>3698</sup>. La Chambre fait observer qu'il ressort également de la totalité de la preuve que les éléments à charge produits n'ont pas permis au Procureur d'écarter la possibilité raisonnable que l'alibi soit vrai, en présentant notamment devant elle des preuves directes établissant le contraire.

1427. La Chambre estime également qu'examinés à la lumière des témoignages à charge corroborants, les éléments à décharge sont suffisants pour établir que Nizeyimana avait été muté au front de Nyanza vers la fin mai 1994. Plus précisément, dans le cadre de leur témoignage RWV11, ZML13 et Bunani ont tous affirmé qu'ils ne voyaient plus Nizeyimana au centre d'instruction parce qu'il avait été muté au front de Nyanza<sup>3699</sup>. Les témoins Mutabazi et CKN18, en poste dans le secteur opérationnel de Nyanza, ont eux aussi affirmé avoir vu Nizeyimana en ce lieu vers la fin mai<sup>3700</sup>. La Chambre relève en outre que même s'il est vrai que le témoin Ruzindana n'a fait preuve de précision relativement au lieu où se trouvait l'accusé, il reste qu'il a fourni des preuves indirectes tendant à établir que Nizeyimana avait été muté de Mata à un autre

<sup>3698</sup> Les témoins à décharge CKN10, Ruzindana, Bunani, Ufitimana, RWV11 et ZML13 ont tous identifié Nizeyimana comme étant leur commandant à Mata et ont fourni des récits détaillés de ses responsabilités en matière de supervision et d'instruction. CRA, 26 mai 2011 (p. 57 et 58), CKN10 (Nizeyimana était le commandant en chef de toutes les recrues) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 13 et 14), témoin Ufitimana (Nizeyimana était responsable du centre d'instruction) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 38 et 39), témoin Ruzindana (Nizeyimana, en qualité de commandant du centre d'instruction, supervisait leurs activités et leur donnaient des cours) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 27 à 29), RWV11 (Nizeyimana, en sa qualité d'officier en charge du centre d'instruction, établissait les horaires et réglait les problèmes liés à la formation) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 58 et 59), ZML13 (Nizeyimana, en sa qualité de commandant, était chargé de l'encadrement du personnel et de la supervision de l'ensemble des activités et de la formation) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 18, 46 et 47), témoin Bunani (Nizeyimana, en sa qualité de commandant du centre d'instruction, assurait la coordination des cours, l'approvisionnement du centre d'instruction et recevait des rapports quotidiens des instructeurs) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 12), témoin Ufitimana, (Nizeyimana était le responsable du centre d'instruction).

<sup>3699</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 28), RWV11 ; CRA, 13 juin 2011 (p. 17, 18 et 19), témoin Bunani ; 6 juin 2011 (p. 59) et 7 juin 2011 (p. 79 et 80), ZML13.

<sup>3700</sup> CRA, 12 mai 2011 (p. 8 à 10, 12), témoin Mutabazi (Nizeyimana a rejoint le secteur opérationnel de Nyanza vers la fin du mois de mai) ; CRA, 15 juin 2011 (p. 44, 56 à 58), CKN18 (a vu Nizeyimana au front alors qu'il combattait à Nyanza après le 28 mai 1994).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

poste d'affectation vers la fin mai<sup>3701</sup>. Cette déposition a également été corroborée par le témoin à charge Rwirahira qui a affirmé avoir traité des messages dont il ressortait que Nizeyimana avait été muté au front de Nyanza vers la fin du mois de mai<sup>3702</sup>.

*ii) Présence permanente de Nizeyimana à l'usine à thé de Mata*

1428. Après avoir établi que Nizeyimana avait été muté à Mata vers la fin du mois d'avril et qu'il était parti pour le front de Nyanza vers la fin mai 1994, la Chambre se doit à présent de rechercher s'il existe une possibilité raisonnable que Nizeyimana ait séjourné en permanence et de manière ininterrompue tout le mois durant au centre d'instruction de Mata, exception faite du seul jour où il était retourné à l'ESO pour changer de véhicule.

1429. Il ressort sans équivoque des dépositions des témoins à décharge ZML13, CKN10 et RWV11 que l'accusé a séjourné en permanence et sans interruption à Mata pendant la période courant entre fin avril et fin mai 1994<sup>3703</sup>. Ces témoins ont affirmé que du fait de sa situation en tant que commandant du camp il aurait été difficile à Nizeyimana de retourner à l'ESO et de plus, son absence ne serait pas passée inaperçue<sup>3704</sup>. De fait, les témoins ont tenu à faire savoir qu'à cause de sa situation en tant que commandant de l'école Nizeyimana pouvait être vu au camp tous les jours du matin au soir. Plus précisément, le témoin ZML13 a dit avoir vu Nizeyimana tous les jours, à longueur de journée et même le soir<sup>3705</sup>. Le témoin RWV11 a lui aussi affirmé qu'il avait vu Nizeyimana tous les jours, le matin, lorsqu'il se présentait à lui et le

<sup>3701</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 39 et 40), témoin Ruzindana.

<sup>3702</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 9 à 11), témoin Rwirahira.

<sup>3703</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 60), ZML13 (« M. LE JUGE PARK : En conséquence, le capitaine Nizeyimana a dû rester à Mata avec vous sans que, « pour » une seule fois, il ne se soit absenté ? R. Moi, personnellement, je sais que le capitaine Nizeyimana n'a jamais quitté Mata pendant cette période ») ; CRA, 2 juin 2011 (p. 29), RWV11 (« ... le capitaine Nizeyimana avait un travail assez difficile et qu'il n'aurait pas pu être absent pendant cette formation. Et si jamais il s'était absenté, son absence aurait été remarqué parce qu'on avait besoin en permanence de le contacter ») ; CRA, 30 mai 2011 (p. 27 à 29), CKN10 (« Q. N'est-il pas exact que, pendant que vous participiez à ces entraînements militaires à Mata, que le capitaine Nizeyimana aurait pu facilement aller et venir à Butare quel que soit le jour, sans que vous n'en soyez informé ? R. Je me demande ce qu'il pouvait aller faire à Butare ; il avait été remplacé à son poste. Deuxièmement, je vous dis que c'était un commandant, qui était responsable des opérations qui se déroulaient à Mata. Il ne pouvait pas partir sans nous aviser »).

<sup>3704</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 57 et 58) et 30 mai 2011 (p. 27 à 29), CKN10 ; CRA, 2 juin 2011 (p. 29), RWV11 ; CRA, 6 juin 2011 (p. 58 et 59), ZML13.

<sup>3705</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 59) (« Q. Combien de fois, toute la semaine, le voyiez-vous... voyiez-vous le capitaine Nizeyimana ? R. Lorsque nous étions à Mata, je le voyais tous les jours, du matin au soir — je le voyais toute la journée, même pendant la nuit. Q. Et pourquoi le voyiez-vous même la nuit ? R. Parfois, il y avait des exercices de nuit qu'il contrôlait. Par exemple, des exercices de « rampage » pendant la nuit, il était là, il supervisait ; et parfois, nous allions prendre un verre pendant la nuit et il nous rejoignait et, ainsi, nous pouvions le voir ») et 7 juin 2011 (p. 77 à 79, 81), ZML13.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

soir à la cantine<sup>3706</sup>. Le témoin CKN10 a dit qu'il dînait avec Nizeyimana tous les soirs et qu'à cette occasion, ils parlaient de leur travail et procédaient à des échanges d'idées<sup>3707</sup>.

1430. Attendu que la Défense a reconnu que Nizeyimana avait quitté le camp pour se rendre à Butare le 17 mai 1994, la Chambre accorde peu de poids aux assertions catégoriques des témoins tendant à faire croire qu'à aucun moment durant cette période Nizeyimana n'avait quitté le camp. Elle relève notamment que lorsqu'il s'est vu opposer le fait incontestable que l'accusé avait bien quitté le camp, le témoin ZML13 a toutefois persisté à dire qu'en ce qui le concernait, il savait « personnellement, [...] que le capitaine Nizeyimana n'a[vait] jamais quitté Mata pendant cette période »<sup>3708</sup>. Au vu de ces contradictions, la Chambre considère qu'elle ne saurait ajouter foi aux allégations des témoins de par leur caractère radical et absolu.

1431. La Chambre fait observer en outre que les dépositions faites par ZML13, RWV11 et CKN10 sont encore plus mises à mal par celle d'Ufitimana, un militaire ayant les mêmes grade et fonctions qu'eux, et qui a dit qu'il lui aurait été impossible de dîner avec des officiers, attendu que son grade de sous-officier ne l'autorisait pas à entretenir de tels rapports avec eux<sup>3709</sup>. Cette

<sup>3706</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 55 et 56), RWV11 (« R. Ce n'est pas ce que j'ai dit, je n'ai pas parlé de la période après le 26 mai. J'ai plutôt dit que depuis le 26 avril, entre le 26 avril et le 26 mai, je voyais le capitaine Nizeyimana tous les jours, pendant toute cette période d'instruction. Q. C'est exactement la question que je vous posais. Je vous ai également demandé si vous en aviez la certitude absolue ? R. C'est moi qui le dis... qui vous le dis, je le voyais tous les jours. Il était avec nous pendant toute cette période d'instruction. Q. Il n'y a pas l'ombre d'un doute dans votre esprit ? R. Tous les jours, nous lui donnions... rendions compte de la situation, nous lui donnions rapport — j'en suis témoin oculaire. Q. Donc, comme je dis, il ne subsiste l'ombre d'aucun doute dans votre esprit sur ce point ? R. Nous lui donnions rapport tous les jours ; je me souviens que je le voyais tous les jours. Nous ne pouvions quand même pas donner rapport à quelqu'un d'absent. Q. Oui, je vous ai entendu le dire. Maintenant, je vous interroge au sujet de votre niveau de certitude par rapport à vos souvenirs et, par rapport à ces souvenirs, est-ce qu'il y a le moindre doute ? R. Aucune ombre de doute, je le dis et je le sais, à cent pour cent, que je le voyais »).

<sup>3707</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 58), CKN10 (« M. LE PRÉSIDENT : Vous aviez l'habitude de manger ensemble à la cafeteria tous les jours et tous les soirs ? R. Oui. Q. En compagnie du capitaine Nizeyimana ? R. Nous mangions tous au même endroit ») et 30 mai 2011 (p. 27 et 28), CKN10 (« Q. Vous étiez si occupés à faire l'instruction militaire des recrues que vous n'étiez pas en mesure de savoir si le capitaine Nizeyimana lui-même allait et venait entre Mata et Butare, n'est-ce pas ? R. Mais même si j'étais occupé, lorsqu'un commandant se déplace... normalement, il nous en informait. Et puis les soirs, il partageait les repas avec nous, et nous discussions également du plan d'action, de ce que nous devons faire les jours qui vont suivre. Q. Il le faisait ou il l'aurait fait, personnellement, n'est-ce pas ? R. Lorsque j'avais un problème personnel, je m'adressais à lui et, en général, lorsque chaque instructeur avait un problème, nous nous adressions à lui. Voyez-vous, il y avait beaucoup d'instructeurs, il y avait beaucoup de recrues ; il ne pouvait pas arriver à tous les endroits en même temps. Mais les soirs, nous le rencontrions et nous discussions au sujet de notre travail et nous échangeons des idées »).

<sup>3708</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 60 et 61) et 7 juin 2011 (p. 79 et 80), ZML13.

<sup>3709</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 13 et 14), témoin Ufitimana. Comparer CRA, 26 mai 2011 (p. 4 à 7) (Ufitimana a commencé à l'ESO en 1989 dans le cadre de la promotion nouvelle formule), CRA, 26 mai 2011 (p. 36 et 37), CKN10 (a commencé à l'ESO en 1989 dans le cadre de la nouvelle formule), CRA, 6 juin 2011 (p. 44 et 45), ZML13 (Celui-ci était « élève sergent » à l'ESO en 1994 après être entré à cette école en 1989 avec « la première



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

version des faits est corroborée par le témoin CKN18, une nouvelle recrue, qui a affirmé que les sous-officiers ne prenaient pas leurs repas avec les officiers tels que Nizeyimana<sup>3710</sup>. La Chambre relève notamment que les rapports que le témoin Ufitimana avait avec Nizeyimana pendant la journée étaient également limités et qu'il n'avait pratiquement rien à discuter avec lui vu qu'il n'était qu'« un simple sous-officier »<sup>3711</sup>. Elle fait observer qu'il n'avait vu Nizeyimana qu'une ou deux fois en l'espace d'un mois à Mata<sup>3712</sup>. De fait, il apparaît hautement improbable, au vu du grade de Nizeyimana, que celui-ci ait pu avoir des contacts quotidiens et en permanence avec l'ensemble des instructeurs tout en assumant ses fonctions de commandant. La Chambre considère que le récit du témoin Ufitimana est de nature à mettre à mal fondamentalement les parties des dépositions particulièrement faites par les témoins ZML13, RWV11 et CKN10 à l'effet d'établir qu'ils avaient des contacts fréquents avec Nizeyimana. Après avoir également examiné le comportement de ZML13, de RWV11 et de CKN10 à l'audience, la Chambre estime que ces témoins ne sont pas crédibles.

1432. Du reste, il est difficile d'imaginer comment, dans un camp aussi vaste, comptant plus de 2 000 nouvelles recrues en formation à divers endroits, trois instructeurs de rang subalterne – même pris ensemble – pourraient témoigner avec précision sur la présence ou l'absence d'une seule personne à tout moment sur une période d'un mois. Les instructeurs exécutaient un programme de formation accélérée et continue et pouvaient avoir chacun sous sa responsabilité jusqu'à une cinquantaine de personnes<sup>3713</sup>. De plus, le logement attribué à Nizeyimana dans la maison d'hôtes se trouvait approximativement à un kilomètre des bâtiments de l'usine, tant et si bien qu'il était impossible pour les instructeurs de le voir à tout moment. Ce fait contribue à mettre encore plus à mal la crédibilité des assertions avancées par les témoins à l'effet d'établir qu'ils étaient en mesure de savoir si Nizeyimana avait quitté le camp ou non et qu'ils le voyaient tout le temps<sup>3714</sup>. En conséquence, la Chambre conclut que les versions des faits avancées par les

---

promotion ») et CRA, 2 juin 2011 (p. 6 à 8), RWV11 (Celui-ci a intégré l'ESO en 1988, il était instructeur et enseignait le règlement sur l'exercice et l'évolution de l'infanterie [REI]).

<sup>3710</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 44 et 46), CKN18.

<sup>3711</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 12), témoin Ufitimana.

<sup>3712</sup> Ibid. (p. 13 et 14), témoin Ufitimana.

<sup>3713</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 14 et 15), témoin Ufitimana (certaines recrues d'origine burundaise s'étaient rebellées parce que les entraînements étaient trop intenses) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 56), CKN10 (les entraînements commençaient à 5 h 30 et se poursuivaient jusqu'à 17 h 30, avec une pause pour le petit-déjeuner et le déjeuner) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 38 et 39), témoin Ruzindana (ils se levaient à 6 heures pour leurs exercices matinaux et finissaient leur dernier cours à 18 h 30) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 29), RWV11 (les entraînements commençaient à 5 heures tous les jours et prenaient fin à 17 heures, sans congé de fin de semaine) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 57, 58 et 59) et 7 juin 2011 (p. 77 à 79, 81), ZML13 (il y avait des entraînements même les dimanches) ; CRA, 23 mai 2011 (p. 65 et 66, 67 et 68), témoin Ndikumana (un camp avait été installé à environ cinq à huit kilomètres de l'usine à thé ; le témoin a vu les militaires se rassembler le matin et se diviser en pelotons dans l'après-midi) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 16), témoin Bunani (les cours comprenaient environ 60 élèves ; ils se levaient très tôt le matin et finissaient leurs cours à 17 heures).

<sup>3714</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 10), témoin Bunani ; CRA, 7 juin 2011 (p. 74 à 76), ZML13 ; CRA, 15 juin 2011 (p. 71 et 72, 77 et 78 (huis clos)), CKN22. S'il est vrai que les descriptions faites par les témoins à décharge au regard de

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

témoins ZML13, RWV11 et CKN10 à l'effet de démontrer que Nizeyimana avait été en permanence et de manière continue au centre d'instruction de Mata sont très peu crédibles.

1433. Contrairement à CKN10, RWV11 et ZML13, les autres instructeurs de l'ESO, à savoir les témoins Bunani, Ufitimana et Ruzindana ne sont pas aussi catégoriques relativement au nombre de fois par jour qu'ils voyaient Nizeyimana. De fait, le témoin Bunani a dit ne pas se rappeler le nombre de fois que Nizeyimana avait quitté le camp, mais se souvenir de celle où l'accusé était retourné à Butare vers la fin du mois de mai 1994 à l'effet de changer de véhicule<sup>3715</sup>. Pour sa part, le témoin Ufitimana a dit en fait qu'il n'avait vu Nizeyimana qu'à deux reprises durant tout le mois<sup>3716</sup>. La Chambre relève que s'agissant du témoin Ruzindana, celui-ci n'avait pas été interrogé sur la question de savoir si oui ou non Nizeyimana s'était absenté du camp.

1434. À l'appui des dépositions de CKN10, de RWV11 et de ZML13 tendant à établir que Nizeyimana n'avait jamais quitté Mata pour se rendre à l'ESO, les témoins OUV03 et RWV09, qui se trouvaient tous deux au camp de l'ESO pendant la période pertinente, ont généralement affirmé n'avoir pas vu Nizeyimana retourner à l'ESO après son départ pour Mata. Le témoin OUV03 a en particulier affirmé n'avoir pas vu Nizeyimana à l'ESO postérieurement à son départ survenu le 26 avril 1994<sup>3717</sup>. Le témoin RWV09 a lui aussi indiqué qu'il n'avait vu Nizeyimana qu'une seule fois à l'ESO postérieurement à la fin avril, au moment où l'accusé était revenu sur les lieux pour changer de véhicule<sup>3718</sup>.

1435. La Chambre fait observer d'emblée qu'elle a affirmé dans une autre partie du présent jugement les réserves qu'elle a sur la crédibilité du témoin OUV03<sup>3719</sup>. Elle souligne que ce sont les mêmes réserves que lui inspire sa déposition sur cette seconde période visée par l'alibi. La Chambre relève de plus que le témoin OUV03 a affirmé qu'à l'époque l'ESO était défendue par environ 300 militaires<sup>3720</sup>. Eu égard au nombre considérable de militaires qui passaient par le camp chaque jour quel qu'il soit, la Chambre considère que le témoignage d'OUV03 tendant à faire croire qu'il n'avait pas vu Nizeyimana n'est pas de nature à établir qu'il était raisonnablement possible que Nizeyimana ne soit pas retourné au camp de l'ESO ou à Butare en général.

---

l'endroit où résidait Nizeyimana à Mata ne sont ni concordantes ni précises, il reste qu'il ressort sans équivoque des éléments de preuve produits en l'espèce que l'accusé n'habitait pas au même endroit que les instructeurs. Voir CRA, 26 mai 2011 (p. 13 et 14), témoin Ufitimana ; CRA, 15 juin 2011 (p. 44 à 46), CKN18 ; CRA, 23 mai 2011 (p. 65 et 66, 67 et 68), témoin Ndikumana.

<sup>3715</sup> CRA, 13 juin 2011 (p. 18 et 19), témoin Bunani. Celui-ci n'a fourni aucune précision sur la durée de l'absence de l'accusé ou le type de véhicule que Nizeyimana avait utilisé à l'aller comme au retour.

<sup>3716</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 13 et 14), témoin Ufitimana.

<sup>3717</sup> CRA, 31 mai 2011 (p. 30 et 31, 32 et 33), OUV03.

<sup>3718</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 16 et 17, 19 et 20), RWV09.

<sup>3719</sup> Voir chap. II, point 13.2.

<sup>3720</sup> Voir CRA, 31 mai 2011 (p. 9 et 10), OUV03.

1436. La Chambre relève en outre que nonobstant le fait qu'OUV03 ait tenu à démontrer qu'à tout moment il était informé de l'endroit où se trouvait Nizeyimana, la vérité est que le témoin ignorait qu'au mois de mai Nizeyimana était retourné à l'ESO pour changer de véhicule, tel que l'ont confirmé RWV09, qui travaillait dans le même département, et Bunani qui s'était aperçu de l'absence de l'accusé de Mata<sup>3721</sup>. Ces contradictions sont de nature à conforter l'idée selon laquelle OUV03 avait confectionné son témoignage exprès pour soutenir l'alibi invoqué par Nizeyimana plutôt que pour relater des faits dont il était certain qu'ils s'étaient effectivement produits.

1437. Il ne ressort pas davantage du témoignage de RWV09 tendant à faire croire qu'il n'avait pas vu Nizeyimana au camp de l'ESO pendant la période pertinente, exception faite d'un jour qu'il ne précise pas qu'il serait raisonnablement possible que Nizeyimana ne soit pas retourné au camp de l'ESO ou dans la ville de Butare en général au cours de ladite période. De fait, RWV09 ne travaillait pas dans le même bureau que Nizeyimana et ne relevait pas directement de lui<sup>3722</sup>. La Chambre relève notamment que RWV09 a reconnu qu'il passait le plus clair de son temps dans son bureau, ce qui est de nature à faire naître des doutes sur la possibilité qu'il avait de connaître les endroits où se trouvait Nizeyimana tout au long de la journée<sup>3723</sup>. Cela étant, elle considère que la valeur probante de son témoignage est limitée.

1438. Le témoin à décharge BEJ01, qui était un ami intime et un voisin de Nizeyimana, a dit avoir vu Nizeyimana une fois à Butare durant la période pertinente. Plus précisément, il avait vu l'accusé entre le 20 et le 27 mai 1994, et avait bavardé avec lui à cette occasion pendant une quinzaine de minutes<sup>3724</sup>. La Chambre relève que le témoin BEJ01 ne prétend pas avoir été présent chez Nizeyimana pendant tout le temps et tous les jours, entre fin avril et fin mai. Elle fait observer que s'il est vrai que l'épouse de Nizeyimana avait dit au témoin BEJ01 que son mari avait été muté et qu'il n'habitait plus à son domicile, il reste que le témoin n'était pas informé de l'endroit où Nizeyimana avait été muté et qu'elle estime qu'il n'était pas en mesure d'être à tout moment instruit des allées et venues de l'accusé à Butare durant ce mois<sup>3725</sup>. De plus, ce n'est pas parce que Nizeyimana travaillait hors de Butare qu'il lui était impossible d'y retourner à certaines occasions. Cela étant, la valeur probante du témoignage de BEJ01 est limitée.

1439. Chose plus importante encore, en 1995, le témoin BEJ01 avait dit aux autorités belges qu'il avait effectivement vu Nizeyimana entre le 7 avril et le 20 mai 1994<sup>3726</sup>. Le témoin BEJ01

<sup>3721</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 19 et 20), RWV09 ; CRA, 13 juin 2011 (p. 19 et 20), témoin Bunani.

<sup>3722</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 7 et 8, 26 à 28 (huis clos)), RWV09.

<sup>3723</sup> Ibid. (p. 27), RWV09 (« Q. Et vous aviez passé la plupart de votre temps dans ce bureau, vous y étiez présent physiquement la plus grande partie du temps ; c'est bien cela ? R. Oui »).

<sup>3724</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 12, 13 à 15, 19 et 20 (huis clos)), BEJ01.

<sup>3725</sup> Ibid. (p. 11, 12 et 36 (huis clos)), BEJ01.

<sup>3726</sup> Ibid. (p. 20 à 23 (huis clos)), BEJ01.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

s'est vu opposer sa déclaration antérieure dans laquelle il avait affirmé que des problèmes de traduction étaient à l'origine de cette divergence<sup>3727</sup>. En réponse à cela, il a fait savoir qu'en Kinyarwanda, lorsqu'une personne dit qu'elle a rendu visite à quelqu'un, cela signifie en réalité qu'elle a rendu visite à la famille de l'intéressé<sup>3728</sup>. Le témoin BEJ01 s'est également vu opposer un autre extrait de sa déclaration antérieure dont il ressortait que Nizeyimana lui avait rendu visite chez lui à l'époque pertinente. La Chambre relève à cet égard que le témoin n'a fourni aucune explication sur ce point et a reconnu qu'il parlait bien de Nizeyimana et non de sa famille<sup>3729</sup>.

1440. La déposition du témoin BEJ01 devant la présente Chambre de première instance est substantiellement en contradiction avec sa déclaration antérieure en ce qui concerne l'absence de Nizeyimana de Butare et les contacts qu'il avait eus avec lui. La Chambre estime dès lors qu'au regard de la période pertinente la déposition du témoin BEJ01 n'est pas crédible. Il apparaît qu'à l'instar de nombreuses autres personnes ayant déposé à l'appui de l'alibi, il avait lui aussi confectionné son témoignage exprès pour qu'il soit le plus favorable possible à l'accusé. Cette impression est confortée par les liens d'amitié qui unissaient le témoin à Nizeyimana et par sa déposition établissant que le capitaine de l'ESO avait assuré sa protection pendant le génocide<sup>3730</sup>.

1441. Contrairement aux témoins à décharge, les témoins à charge AZD, YAA, ZAW, ZY, BDE et AJP<sup>3731</sup> et les témoins Bizimenyera<sup>3732</sup> et Rwirahira qui ont été cités par le Procureur dans le cadre de sa réplique ont tous affirmé que Nizeyimana retournait régulièrement dans la

<sup>3727</sup> Ibid. (p. 21 à 23 (huis clos)), BEJ01.

<sup>3728</sup> Id.

<sup>3729</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 22 à 24), BEJ01.

<sup>3730</sup> Voir CRA, 9 juin 2011 (p. 18 et 19 (huis clos)), BEJ01 (évoquant son amitié avec Nizeyimana), (p. 25 à 27) (parlant de la sécurité que lui assurait son amitié avec Nizeyimana).

<sup>3731</sup> Le témoin AJP était sûr que Nizeyimana n'avait pas quitté la maison pendant un mois à compter du 26 avril 1994, puisqu'il voyait Nizeyimana chez lui à cette époque. CRA, 15 février 2011 (p. 31), AJP. Par ailleurs, le témoin AJP a dit qu'il s'était rendu un soir à Mata en compagnie de Nizeyimana, peut-être au mois de mai, pour revenir ce même soir. CRA, 15 février 2011 (p. 30). La Chambre relève qu'elle a déjà examiné en détail dans une autre partie du jugement le contexte dans lequel le témoin AJP avait fait sa déposition et conclu que sa déposition devait être considérée avec circonspection. Voir chap. II, point 6.1. Nonobstant, le fait que le témoin AJP se trouvait souvent en compagnie de Nizeyimana est largement étayé par le dossier. Voir chap. II, point 6.1. Néanmoins, la déposition du témoin AJP au sujet de la présence continue de Nizeyimana à Butare entre la fin avril et la fin mai 1994 ne trouve appui ni dans les éléments de preuve à décharge ni dans les éléments de preuve à charge. En effet, s'il est vrai que les témoins à charge ont vu Nizeyimana à l'ESO ou à Butare à certaines occasions, il n'en reste pas moins qu'ils ont tous confirmé qu'il avait été muté à Mata à un moment donné et n'était donc plus en poste à Butare. En conséquence, la Chambre accorde peu de crédit à la déposition du témoin AJP à cet égard.

<sup>3732</sup> La Chambre fait remarquer que le témoin Bizimenyera cité par le Procureur dans le cadre de sa réplique, confiné dans une pièce durant la période pertinente, a reconnu qu'elle ne voyait pas Nizeyimana en réalité, et que ce n'était qu'au son de sa voix qu'elle savait qu'il se trouvait à la maison. CRA, 7 septembre 2011 (p. 48 et 49) et 8 septembre 2011 (p. 43 et 44), témoin Bizimenyera. Cela soulève des doutes quant à savoir si elle était en mesure d'affirmer sans équivoque que Nizeyimana était présent à la maison pendant la période pertinente.

ville de Butare et au camp de l'ESO. De fait, les témoins AZD, YAA, ZAW, BDE et ZY, qui étaient tous des militaires de l'ESO, ont vu Nizeyimana retourner à l'ESO environ deux à trois fois par semaine<sup>3733</sup>. La Chambre fait observer que dans une autre partie du présent jugement elle a procédé à un examen exhaustif du contexte dans lequel les témoins AZD, ZAW, BDE et ZY ont fait leurs dépositions et qu'elle avait estimé qu'ils étaient de manière générale crédibles<sup>3734</sup>. Elle considère que nonobstant le caractère général de leurs versions des faits sur la question de savoir s'ils avaient vu ou pas Nizeyimana pendant cette période et l'absence de détails précis dont elles sont entachées dans l'ensemble leurs dépositions se corroborent mutuellement<sup>3735</sup>.

1442. Les éléments à charge produits en l'espèce sont corroborés par la déposition du témoin Rwirahira, cité par le Procureur dans le cadre de sa réplique, lequel a dit que son bureau se trouvait dans le même bâtiment que celui de Nizeyimana au camp de l'ESO et qu'il le voyait là-bas assez souvent pendant la période pertinente<sup>3736</sup>. La Chambre qui tient en général le témoignage de Rwirahira pour crédible fait observer que l'intéressé travaillait dans le même département que le témoin à décharge OUV03<sup>3737</sup>. Elle fait observer que s'il est vrai qu'elle tient pour probante la déposition effectuée par OUV03 relativement à l'endroit où se trouvait Nizeyimana, il reste que dans une autre partie du présent jugement elle a indiqué qu'elle considèrerait que son témoignage n'était pas crédible<sup>3738</sup>. Elle relève que nonobstant le fait qu'il travaillait dans le même service que Rwirahira, OUV03 a effectué une déposition qui diffère

<sup>3733</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 22 et 23), AZD (Nizeyimana retournait souvent à Butare) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 79), YAA (a vu Nizeyimana environ trois fois par semaine) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 14 à 16), ZAW (Nizeyimana revenait à l'ESO au moins une ou deux fois par semaine) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 24 et 25, 40 et 41, 57), BDE (a vu Nizeyimana en compagnie de l'adjudant-chef Ntibiramira en fin mai) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 71 et 72), ZY (Nizeyimana venait à l'ESO environ deux à trois fois par semaine durant cette période).

<sup>3734</sup> Voir chap. II, points 4.1 et 7.3.

<sup>3735</sup> La Chambre fait observer que la Défense a mis le témoin YAA en présence de sa déposition dans le cadre de l'affaire *Muvunyi*, lors de laquelle il avait dit que Nizeyimana n'était plus à l'ESO lorsqu'il était retourné à Butare en provenance de Kigali au mois de mai 1994, parce qu'il entraînait des recrues à Mata. CRA, 2 février 2011 (p. 2 à 4), témoin YAA ; pièce à conviction D8 (Extrait de la déposition du témoin YAA dans le procès *Muvunyi*). Le témoin YAA a expliqué qu'il avait essayé d'informer la Chambre que Nizeyimana n'était plus « en permanence » à l'ESO. CRA, 2 février 2011 (p. 2 à 4). Lorsque la Défense lui a fait remarquer qu'il avait affirmé que Nizeyimana revenait pour se procurer du carburant et autres matériels à l'ESO, le témoin a expliqué que Nizeyimana n'avait pas à se rendre en personne à l'ESO et que c'étaient ses agents qui se rendaient à Butare pour le ravitaillement en carburant et autres matériels de base. CRA, 2 février 2011 (p. 4 à 6, 23 à 26). En revanche, Nizeyimana venait « pour sa part ». CRA, 2 février 2011 (p. 30 et 31). La Chambre n'est pas convaincue par les explications du témoin YAA et estime que sa déposition a une valeur probante limitée à cet égard.

<sup>3736</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 9 et 10), témoin Rwirahira.

<sup>3737</sup> Ibid. (p. 7 et 8), témoin Rwirahira. La Défense met en doute la présence du témoin Rwirahira à un quelconque moment à l'ESO, compte tenu de la connaissance limitée qu'il avait des militaires en particulier qui y travaillaient et des dates des événements sur lesquels il a été interrogé. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 147. La Chambre fait observer que la Défense n'a fourni aucun élément de preuve concret permettant de conclure que le témoin Rwirahira avait menti au sujet de ses fonctions à l'ESO et conclut en conséquence qu'il s'agissait d'une affirmation gratuite. Le simple fait que le témoin ne pouvait pas se rappeler les dates, les individus ou les événements n'établit pas qu'il n'avait en fait jamais été à l'ESO.

<sup>3738</sup> Voir chap. II, point 13.2.

substantiellement de celle de ce témoin et qui contredit les éléments à décharge tendant à établir que Nizeyimana était retourné une fois à l'ESO pour changer de véhicule. La Chambre considère que le témoignage d'OUV03 n'est pas décisif.

1443. De fait, les témoignages à charge tendant à démontrer que Nizeyimana retournait à la ville de Butare et au camp de l'ESO apparaissent éminemment convaincants au regard de la situation de l'accusé et de la facilité relative avec laquelle il pouvait se déplacer entre ces deux endroits. À cet égard, la Chambre fait observer d'emblée que Nizeyimana était marié et que son épouse qui était enceinte résidait dans leur maison à Butare durant la période où il servait à Mata<sup>3739</sup>. Elle considère qu'à supposer même que l'épouse de Nizeyimana ait été elle-même militaire, on conçoit difficilement que l'accusé ne soit jamais retourné la voir à Butare après sa mutation à Mata. La Chambre souligne que de fait il ressort de témoignages à charge qu'elle tient pour crédibles que Nizeyimana retournait chez lui pour s'assurer que tout allait bien au sein de sa famille<sup>3740</sup>.

1444. Après avoir procédé à l'examen des questions de crédibilité que soulèvent les témoignages de CKN10, ZLM13, RWV11, Bunani et Ruzindana relativement à la date à laquelle le convoi avait quitté Mata, la Chambre s'attachera à présent à rechercher si leurs dépositions sur les faits survenus durant leur séjour en ce lieu sont de manière générale plausibles et fiables. Contrairement à ce qui ressort des témoignages portés sur la mission de reconnaissance effectuée les 21 et 22 avril 1994, RWV11 et Bunani ont dit que le trajet de l'ESO à Mata, via Gikongoro, avait été parcouru en moins de deux heures<sup>3741</sup>.

1445. Trois jours plus tard, c'est-à-dire le 27 avril 1994, en compagnie de 500 à 600 nouvelles recrues, le témoin CKN18 s'était rendu à Mata au bout d'un voyage qui avait duré

<sup>3739</sup> CRA, 15 février 2011 (p. 31, 32 et 33, p. 37 et 38 (huis clos)), témoin à charge AJP (s'est rappelé que Donata Mutezimana était enceinte lorsqu'ils avaient fui) ; CRA, 10 juin 2011 (p. 12), témoin à décharge Nyiranzabonimana (n'a pas nié que Nizeyimana avait de jeunes enfants mais a dit ne pas les connaître) ; CRA, 13 juin 2011 (p. 22 et 23), témoin à décharge Bunani (Nizeyimana avait eu des enfants issus de son mariage avec Donata pendant qu'il vivait en exil) ; CRA, 9 juin 2011 (p. 49 à 51), témoin à décharge Hitayezu (l'épouse de Nizeyimana et son fils vivaient chez lui à Butare) ; CRA, 20 septembre 2011 (p. 6), témoin KEN06 cité par la Défense dans le cadre de sa duplique (L'épouse de Nizeyimana s'occupait de leur enfant à la maison). Par ailleurs, il ressort des éléments à décharge que l'enfant de Nizeyimana était souffrant, exigeant toute l'attention de ce dernier pendant le mois d'avril 1994. Voir CRA, 31 mai 2011 (p. 25 et 26), témoin à décharge OUV03 (le 17 avril 1994, l'épouse de Nizeyimana, Donata Mutezimana, était absente de l'ESO, et un autre militaire assumait ses fonctions de S1, parce qu'elle était restée chez elle pour s'occuper de son enfant qui était « très malade ») (p. 53 et 54) (les 16 et 17 avril 1994, Nizeyimana avait informé le témoin OUV03 qu'il emmenait son enfant à l'hôpital) ; CRA, 20 septembre 2011 (p. 17 et 18), témoin à décharge KEN06 (le 19 avril 1994, Donata a emmené son enfant malade à l'hôpital).

<sup>3740</sup> Voir, par exemple, CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 45), AZD (s'est rappelé que Nizeyimana revenait rendre visite à sa famille).

<sup>3741</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 29), RWV11 (« [...] en date du 26 avril, de Butare à Mata, nous avons mis au maximum deux heures ») ; voir aussi CRA, 13 juin 2011 (p. 15), témoin Bunani (a estimé qu'ils avaient quitté l'ESO vers 10 heures) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 71 et 72), témoin Ruzindana (leur convoi est arrivé à Mata vers 11 heures). Les témoins à décharge CKN10, ZML13 et Ruzindana n'ont fourni aucune information sur le temps qu'il leur avait fallu pour se rendre de l'ESO à Mata vers la fin avril 1994.

approximativement deux heures<sup>3742</sup>. La Chambre fait notamment observer que le témoin Ufitimana, qui était également arrivé à Mata vers le 30 avril, a affirmé qu'à partir de l'ESO on pouvait rallier Mata en voiture en 45 minutes à une heure<sup>3743</sup>. Elle est d'avis que les dépositions effectuées par les témoins sont concordantes dans la mesure où ils ont tous affirmé avoir fait le voyage dans le cadre d'un important convoi, composé notamment de bus transportant de nouvelles recrues. La Chambre relève à cet égard qu'il ressort des témoignages de RWV11 et de Bunani que s'il est vrai que dans le cadre de ce voyage ils avaient eu à franchir des barrages érigés sur la route menant à Mata, il reste néanmoins que les personnes qui les tenaient ne leur avaient pas fait perdre beaucoup de temps et qu'ils avaient pu continuer leur chemin sans trop de retard parce qu'ils voyageaient au sein d'un « [...] important [convoi] »<sup>3744</sup>. Leurs dépositions tendant à établir que leur voyage à destination de Mata avait été entrepris vers la fin avril 1994 sont corroborées par d'autres témoins de l'ESO qui ont dit n'avoir rencontré qu'un nombre limité de difficultés à l'occasion du franchissement de barrages routiers tenus par des civils<sup>3745</sup>.

1446. Il ressort des éléments à décharge produits en l'espèce qu'il était possible d'effectuer assez facilement le trajet séparant la ville de Butare de Mata approximativement en l'espace de deux heures. De fait, la distance qui sépare Butare de Mata est de nature à étayer l'idée que l'on puisse faire le même jour un aller-retour entre ces deux localités, en particulier s'agissant d'un officier de haut rang notoirement connu<sup>3746</sup>. À cet égard, la Chambre fait observer en particulier que les témoins Bunani et RWV09, qui ont affirmé qu'une fois, au mois de mai, Nizeyimana était retourné à l'ESO pour changer de véhicule, n'ont mentionné dans leurs dépositions aucune difficulté que Nizeyimana aurait rencontrée à l'aller, sur la route de l'ESO, ou sur le chemin du retour.

1447. Il ressort en outre des éléments à décharge produits en l'espèce que pendant son séjour à Mata Nizeyimana avait au moins eu à sa disposition un véhicule dont il s'était servi pour retourner au minimum une fois à la ville de Butare<sup>3747</sup>. La Chambre relève de surcroît qu'il existait également une importante chaîne d'approvisionnement reliant l'ESO au camp

<sup>3742</sup> CRA, 15 juin 2011 (p. 42 à 44, 45, 55 et 56), CKN18.

<sup>3743</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 19 à 21), témoin Ufitimana.

<sup>3744</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 29), RWV11 ; CRA, 13 juin 2011 (p. 15), témoin Bunani.

<sup>3745</sup> Voir le chap. II, point 4.1, où les témoins XAG et YAL ont fait des dépositions convaincantes selon lesquelles des militaires de l'ESO avaient pu franchir un barrage routier tenu par des civils armés et y extraire les témoins et la famille Ruhutinyanya.

<sup>3746</sup> CRA, 16 juin 2011 (p. 22), témoin à décharge CKN22 (a précisé que Nizeyimana était une autorité militaire importante à Butare) ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 54), témoin à charge BDE (Nizeyimana était influent à l'ESO) ; CRA, 7 février 2011 (p. 25 et 26, 29 et 30, 43 et 44), témoin à charge Gahizi (« À aucun jour, à aucune date, personne n'interdisait au capitaine Nizeyimana de circuler dans Butare »).

<sup>3747</sup> Les témoins RWV09, OUV03 et CKN18 ont tous fait remarquer que Nizeyimana avait un véhicule de la MINUAR à sa disposition vers la fin avril et fin mai 1994. CRA, 8 juin 2011 (p. 19 et 20), RWV09 ; CRA, 31 mai 2011 (p. 29 et 30), OUV03 ; CRA, 15 juin 2011 (p. 45), CKN18. Leurs dépositions sont corroborées également par les témoins ZML13 et Bunani qui ont fait observer que Nizeyimana voyageait à bord de son propre véhicule. CRA, 6 juin 2011 (p. 49 et 50, 60 et 61), ZML13 ; CRA, 13 juin 2011 (p. 18 et 19), témoin Bunani.

d'instruction de Mata. En effet, le témoin CKN10 a dit que c'est grâce à la chaîne d'approvisionnement fonctionnant depuis l'ESO que le ravitaillement d'environ 2 500 nouvelles recrues regroupées au camp de Mata était assuré<sup>3748</sup>. Les témoins ZML13 et RWV09 ont tous deux affirmé que des véhicules étaient utilisés pour l'acheminement des provisions entre Butare et Mata<sup>3749</sup>. La Chambre conclut que le centre d'instruction à Mata ne fonctionnait pas dans l'isolement pas plus qu'il ne se suffisait à lui-même et qu'au contraire des liens importants le rattachaient au camp de l'ESO sis à Butare. L'existence d'une importante chaîne d'approvisionnement et les moyens de transport dont disposait Nizeyimana sont de nature à démontrer qu'il était tout à fait loisible à l'accusé d'aller et de venir en toute indépendance et sans grande difficulté entre les deux endroits. La Chambre considère que vu l'importance de la position qu'il occupait au sein du commandement de l'ESO, il est peu plausible que Nizeyimana ne soit pas retourné au camp en dépit des responsabilités qui étaient les siennes en tant que commandant du camp d'instruction de Mata.

1448. En outre, telles qu'analysées ci-dessus, la fragilité des dépositions faites au soutien de l'alibi apparaît de manière encore plus claire lorsqu'elles sont examinées à la lumière des témoignages éminemment convaincants et crédibles tendant à établir que Nizeyimana a matériellement participé au meurtre de Beata Uwambaye vers le 5 mai 1994<sup>3750</sup>. De l'avis de la Chambre, les témoignages crédibles portés sur la participation de Nizeyimana à ce crime, et qui contredisent directement les éléments de preuve fournis au soutien de l'alibi, sont de nature à écarter toute possibilité raisonnable que l'accusé soit resté à Mata et qu'il ne se soit absenté qu'une seule fois pendant toute la période visée par l'alibi.

1449. Après avoir procédé à l'appréciation de la crédibilité des moyens de preuve fournis au soutien de l'alibi, pris isolément, la Chambre considère qu'ils sont peu crédibles ou que la valeur probante qui s'y attache n'est pas suffisante pour que l'on puisse raisonnablement conclure que Nizeyimana avait totalement et de manière continue été absent du camp de l'ESO et de la ville de Butare pendant la période allant de la fin avril à la fin mai 1994. Tel qu'indiqué plus haut, la fragilité des moyens de preuve produits à l'appui de l'alibi apparaît encore plus clairement

<sup>3748</sup> CRA, 30 mai 2011 (p. 26 et 27), CKN10 (« Q. La logistique, vivres et autres venaient d'où ? R. Toutes ces provisions venaient de l'ESO. Mais la nourriture était préparée à Mata. Q. Donc, les ustensiles, les uniformes, les chaussures, les godasses, tout, tout, venait de l'ESO ? R. Oui, c'est exact.

Q. Vous nous aviez dit que tout ceci était pour environ 2 500 recrues, n'est-ce pas ? R. Oui.

Q. Ainsi donc, les 2 500 recrues prenaient les repas — repas fournis par l'ESO —, ce qui faisait pratiquement 7 500 plats servis par jour, n'est-ce pas ? R. Oui », (p. 27 et 28) (des véhicules militaires et civils étaient utilisés dans la chaîne d'approvisionnement).

<sup>3749</sup> CRA, 7 juin 2011 (p. 81), ZML13 (a dit que des véhicules étaient utilisés pour transporter le ravitaillement de Butare au camp) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 19 à 21, p. 27 et 28 (huis clos)), RWV09 (s'est rappelé qu'un véhicule venait à Mata pour prendre le ravitaillement en vivres et en carburant à l'ESO). En fait, le témoin RWV09 a dit que le véhicule de la MINUAR à bord duquel Nizeyimana s'était rendu à Mata était l'un des deux véhicules qui étaient utilisés pour le transport des ravitaillements en vivres et en carburant entre l'ESO et Mata. CRA, 8 juin 2011 (p. 19 et 20).

<sup>3750</sup> Voir chap. II, point 7.2.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

lorsqu'ils sont examinés à la lumière des témoignages éminemment convaincants et crédibles établissant que Nizeyimana s'était retrouvé dans la ville de Butare pendant la période pertinente, qu'il disposait de certains moyens de transport et qu'il aurait pu revenir de cette localité avec une facilité relative. Dans ces circonstances, la Chambre estime qu'il est difficile de croire qu'un officier de haut rang aurait pu s'absenter totalement du camp de l'ESO pendant toute cette période ou qu'un mari ne rende pas visite à son épouse enceinte au moment même où la guerre faisait rage.

## CHAPITRE III : CONCLUSIONS JURIDIQUES

### 1. INTRODUCTION

1450. Le Procureur a accusé Nizeyimana, en vertu des articles 6.1 et 6.3 du Statut, de génocide (chef 1), d'extermination, d'assassinat et de viol constitutifs de crimes contre l'humanité (respectivement, chefs 2, 3 et 4), et d'assassinat et de viol constitutifs de violations graves de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II (respectivement, chefs 5 et 6).

1451. Dans les constatations factuelles qu'elle a dégagées, la Chambre a conclu que Nizeyimana avait participé au massacre de la famille Ruhutinyanya (chap. II, point 4.1), à l'attaque de la paroisse de Cyahinda (chap. II, point 4.2), au meurtre de Rosalie Gicanda (chap. II, point 6.2), aux meurtres de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye commis au poste de contrôle situé à l'intersection des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali et aux blessures par balle infligées à ZAV au même endroit (chap. II, points 7.1 et 7.2). Elle a également jugé que Nizeyimana était impliqué dans l'exécution des personnes enlevées chez Matabaro et chez Nyirinkwaya (chap. II, point 6.6). La Chambre se penchera également sur la responsabilité pénale de Nizeyimana concernant le meurtre de Pierre Claver Karenzi commis au barrage dit de l'hôtel Faucon (chap. II, point 6.5).

1452. Aucune allégation factuelle portée à l'appui de la responsabilité de Nizeyimana pour viol constitutif de crime contre l'humanité (chef 4) ou pour viol constitutif de violation grave de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II (chef 6) n'a été établie. La Chambre rejette [donc] les chefs 4 et 6 de l'acte d'accusation.

### 2. RESPONSABILITÉ PÉNALE

#### 2.1 Article 6.1 du Statut

##### 2.1.1 Entreprise criminelle commune

##### i) Éléments constitutifs

1453. Selon la jurisprudence, l'article 6.1 du Statut prévoit trois formes d'entreprise criminelle commune : la forme élémentaire (ou première catégorie), la forme systémique (ou deuxième catégorie) et la forme élargie (ou troisième catégorie)<sup>3751</sup>. À la fin de la présentation des moyens à charge, le Procureur a indiqué qu'il retiendrait les formes élémentaire et élargie de l'entreprise criminelle commune<sup>3752</sup>.

<sup>3751</sup> Arrêts *Kvočka*, par. 82 et 83 ; *Ntakirutimana*, par. 463 à 465 ; *Vasiljević*, par. 96 à 99 ; *Krnjelac*, par. 30.

<sup>3752</sup> CRA, 7 décembre 2011 (p. 13) (réquisitions).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1454. L'élément matériel (*actus reus*) requis pour chacune des formes de l'entreprise criminelle commune a trois composantes<sup>3753</sup>. Premièrement, il faut qu'il y ait pluralité de personnes<sup>3754</sup>. Deuxièmement, il faut un but commun, qui est, ou qui implique, de commettre un des crimes visés dans le Statut ; ce but ne doit pas nécessairement avoir été arrêté ou formulé au préalable ; il peut se concrétiser de manière inopinée<sup>3755</sup>. Troisièmement, il faut que l'accusé adhère à la réalisation du but commun, ce qui implique la commission d'un des crimes visés dans le Statut<sup>3756</sup>. La participation n'implique pas nécessairement la commission d'un des crimes envisagés dans les dispositions du Statut (par exemple, le meurtre [l'assassinat], l'extermination, la torture ou le viol) ; mais elle peut prendre la forme d'une assistance ou d'une contribution apportée à la réalisation du but commun<sup>3757</sup>. Il n'est pas nécessaire que cette contribution ait été indispensable ou substantielle, mais elle « doit être à tout le moins importante pour que l'accusé soit reconnu responsable de ces crimes »<sup>3758</sup>.

1455. Les trois formes d'entreprise criminelle commune ne se distinguent que par leur élément moral (*mens rea*)<sup>3759</sup>. La forme élémentaire requiert l'intention de commettre un crime précis, intention qui doit habiter l'ensemble des coauteurs<sup>3760</sup>. Lorsque le crime exige une intention spéciale, comme, par exemple, l'intention d'exercer une discrimination, l'accusé, en tant que participant à l'entreprise criminelle commune, doit partager cette intention spéciale<sup>3761</sup>.

1456. Dans le cas de la forme élargie de l'entreprise criminelle commune, pour que l'accusé soit tenue responsable, il faut qu'il ait participé à la réalisation du but criminel commun avec l'intention requise et que, dans les circonstances de l'espèce, i) il ait été prévisible qu'un tel crime était susceptible d'être commis par une ou plusieurs personnes que l'accusé (ou tout autre membre de l'entreprise criminelle commune) a utilisées pour accomplir l'élément matériel des crimes entrant dans le cadre du but commun et ii) que l'accusé ait délibérément pris le risque d'y participer<sup>3762</sup>.

## ii) *Obligation d'informer la Défense*

1457. Le mode et le degré de participation de l'accusé à un crime allégué sont des faits essentiels qui doivent être exposés clairement dans l'acte d'accusation<sup>3763</sup>. Dans les cas où le

<sup>3753</sup> Arrêts *Kvočka*, par. 96 ; *Ntakirutimana*, par. 466 ; *Vasiljević*, par. 100 ; *Krnojelac*, par. 31.

<sup>3754</sup> Arrêt *Brdanin*, par. 364 et 430.

<sup>3755</sup> *Ibid.*, par. 364 et 418.

<sup>3756</sup> *Ibid.*, par. 364.

<sup>3757</sup> Arrêts *Brdanin*, par. 424 ; *Kvočka*, par. 96, citant l'arrêt *Vasiljević*, par. 100 ; jugement *Simba*, par. 387.

<sup>3758</sup> Arrêt *Brdanin*, par. 430.

<sup>3759</sup> Arrêts *Simba*, par. 77 ; *Brdanin*, par. 365 ; *Tadić*, par. 227 et 228.

<sup>3760</sup> Arrêts *Ntakirutimana*, par. 467 ; *Vasiljević*, par. 101 ; *Krnojelac*, par. 32.

<sup>3761</sup> Arrêts *Brdanin*, par. 429 ; *Kvočka*, par. 109 et 110.

<sup>3762</sup> Arrêts *Martić*, par. 168 [n'existe qu'en anglais] ; *Brdanin*, par. 411.

<sup>3763</sup> Arrêts *Kvočka*, par. 28 et 42 ; *Krnojelac*, par. 138.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Procureur entend invoquer la notion d'entreprise criminelle commune, il doit indiquer le but de l'entreprise, sa période, l'identité des personnes qui y ont participé et la nature de la participation de l'accusé<sup>3764</sup>. L'acte d'accusation doit aussi indiquer clairement la forme d'entreprise criminelle commune retenue<sup>3765</sup>. Ainsi, est vicié tout acte d'accusation qui ne mentionne pas explicitement l'entreprise criminelle commune, notamment sa forme et les faits essentiels qui la sous-tendent<sup>3766</sup>.

1458. La Défense soutient que le Procureur ne l'avait pas informée comme requis de son intention d'invoquer l'entreprise criminelle commune comme forme de responsabilité. Elle fait valoir que le Procureur n'a pas indiqué avec suffisamment de précision les participants à l'entreprise criminelle commune et la nature de la participation de Nizeyimana à celle-ci<sup>3767</sup>. La Chambre rappelle qu'elle a déjà répondu aux griefs de la Défense qui se plaignait de n'avoir pas été informée avec précision de l'identité des membres de l'entreprise criminelle commune<sup>3768</sup>. La Défense n'a fourni aucun fait propre à justifier le réexamen de cette décision<sup>3769</sup>.

1459. En réponse à la Défense qui estime que l'acte d'accusation n'expose pas avec suffisamment de précision la nature de la participation de Nizeyimana à l'entreprise criminelle commune, le Procureur fait valoir que celle-ci est clairement exposée dans les faits particuliers qui donnent naissance au comportement criminel qui lui est reproché et qui figurent aux paragraphes 6 à 35 de l'acte d'accusation<sup>3770</sup>.

1460. La Chambre relève qu'au paragraphe 5 de l'acte d'accusation sont évoquées les formes élémentaire [catégorie I] et élargie [catégorie III] d'entreprise criminelle commune par renvoi à l'élément moral requis pour chacune de ces catégories. Il y est en outre indiqué que le but de l'entreprise criminelle commune était « de commettre le génocide du groupe ethnique tutsi » et des personnes « soupçonnées d'en soutenir les membres dans la préfecture de Butare ». Ce

<sup>3764</sup> Arrêts *Simba*, par. 63 ; *Simić*, par. 22 ; *Ntagerura*, par. 24. Affaire *Krnjelac*, *Decision on Form of Second Amended Indictment* (Chambre de première instance), 11 mai 2000, par. 16.

<sup>3765</sup> Arrêts *Simba*, par. 63 ; *Simić*, par. 22 ; *Gacumbitsi*, par. 162, renvoyant à l'arrêt *Kvčka*, par. 28 et 42.

<sup>3766</sup> Arrêts *Simić*, par. 22, *Gacumbitsi*, par. 162 ; *Kvočka*, par. 43 à 54.

<sup>3767</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 587 à 593 [n'existe qu'en anglais].

<sup>3768</sup> Voir décision intitulée « *Decision on Defence Preliminary Motion on Defects in the Indictment* » (Chambre de première instance), 16 décembre 2010, par. 24 à 28.

<sup>3769</sup> La Chambre de première instance a, par essence, le pouvoir souverain de réexaminer une décision lorsque celle-ci répond à l'un des critères suivants : « i) un fait nouveau est découvert qu'elle ne connaissait pas lorsqu'elle a rendu ladite décision, ii) les circonstances ont sensiblement changé depuis qu'elle a rendu ladite décision ou iii) il existe des raisons de croire que cette décision était entachée d'erreur ou constituait un abus de pouvoir qui a causé une injustice » [traduction]. Il incombe à la partie qui demande le réexamen d'établir l'existence des circonstances susvisées. Voir décision intitulée « *Decision on Defence Motion to Reconsider the June 15 Decision on the Extremely Urgent Motion for Reconsideration of Trial Chamber 7 June 2011 Decision on Prosecutor's Motion for Leave to Present Evidence in Rebuttal to the Alibi Defence* » (Chambre de première instance), 1<sup>er</sup> juillet 2011, par. 13 (appels des notes de bas de page omis).

<sup>3770</sup> CRA, 7 décembre 2011 (p. 15) (réquisitions).

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

paragraphe mentionne aussi les participants nommément et par catégorie, et précise la nature de la participation de Nizeyimana constituée en partie par les actes commis par d'autres, « sur l'ordre de Nizeyimana, avec son autorisation ou à son instigation ». Enfin, il y est indiqué que l'entreprise criminelle commune visée a eu lieu « du 6 avril au 17 juillet 1994 inclus ».

1461. La Chambre note encore que ce même paragraphe introductif renvoie aux paragraphes 6 à 35 de l'acte d'accusation qui exposent les faits particuliers sur lesquels le Procureur se fonde pour établir la responsabilité pénale de Nizeyimana. En effet, comme l'indique une décision antérieure relative à l'identité des participants, le paragraphe introductif portant sur l'entreprise criminelle commune doit être en conjonction avec les « informations supplémentaires ... figurant dans l'exposé succinct des faits » [traduction] qui suit<sup>3771</sup>.

1462. Concernant le comportement criminel établi, la Chambre est convaincue que les paragraphes exposant les faits essentiels relatifs à chaque épisode apportent plus de précision sur le but de l'entreprise criminelle commune<sup>3772</sup>, les participants<sup>3773</sup> à celle-ci et la participation spécifique de Nizeyimana à chacun des épisodes<sup>3774</sup>. De plus, tous ces paragraphes de l'acte

<sup>3771</sup> Voir décision intitulée « *Decision on Defence Preliminary Motion on Defects in the Indictment* » (Chambre de première instance), 16 décembre 2010, par. 27.

<sup>3772</sup> Selon le paragraphe 13 de l'acte d'accusation, le but de l'entreprise criminelle commune était de tuer les civils tutsis qui s'étaient réfugiés à la paroisse de Cyahinda ; le but identifié au paragraphe 19 était de prendre pour cibles les civils tutsis membres de la famille Ruhuntinyanya ; le but identifié au paragraphe 22 était d'enlever de force et tuer les membres des familles Matabaro et Nyirinkwaya ; le but identifié au paragraphe 23 était de faire usage de la force pour enlever Rosalie Gicanda et de la tuer ainsi que d'autres personnes habitant chez elle ; le but identifié au paragraphe 24 était de tuer Remy Rwekaza et le témoin ZAV, le but identifié au paragraphe 25 était de tuer un civil identifié comme étant un Tutsi, à savoir Pierre Claver Karenzi ; le but identifié au paragraphe 29 était de tuer un civil identifié comme étant une Tutsie, à savoir Beata Uwambaye.

<sup>3773</sup> En ce qui concerne les participants à l'entreprise criminelle commune, la Chambre note que tous les paragraphes pertinents de l'acte d'accusation identifient les assaillants comme étant des membres de l'entreprise criminelle commune. De plus, le paragraphe 13 de l'acte d'accusation rappelle les catégories de participants tout en identifiant « l'adjudant Paul Kanyeshyamba » et les militaires de l'ESO, qui sont tous mentionnés dans le paragraphe introductif [par. 5] comme étant des membres de l'entreprise criminelle commune ; au paragraphe 19 de l'acte d'accusation, les militaires de l'ESO, dont le sous-lieutenant Bizimana, et de nombreux militaires du rang servant au sein des FAR et appartenant à sa section ainsi qu'à d'autres unités, dont les adjudants Paul Kanyeshyamba et François Nubiramira et l'adjudant-chef Nyirimanzi, sont tous expressément identifiés comme étant des membres de l'entreprise criminelle commune ; ils sont identifiés au paragraphe 22 de l'acte d'accusation comme les militaires de l'ESO « qui étaient parties à l'entreprise criminelle commune » ; au paragraphe 23 de l'acte d'accusation sont mentionnés le sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana, dont le nom est également cité dans le paragraphe introductif, et un certain nombre de militaires du rang servant au sein des FAR, notamment le caporal Aloys Mazimpaka et d'autres personnes, ainsi que des civils armés dont le docteur Kageruka ; le paragraphe 24 mentionne « des militaires des FAR dont l'identité n'est pas connue et qui étaient parties à l'entreprise criminelle commune » ; le paragraphe 25 parle « des militaires de l'ESO qui étaient parties à l'entreprise criminelle commune » ; le paragraphe 29 identifie les participants comme étant « des militaires des FAR dont l'identité n'est pas connue et qui étaient parties à l'entreprise criminelle commune ».

<sup>3774</sup> Au paragraphe 13 de l'acte d'accusation, pour rendre compte de la contribution de Nizeyimana à l'entreprise criminelle commune, il est dit qu'il a autorisé, ordonné et incité ; au paragraphe 19, il est accusé d'avoir ordonné,

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

d'accusation donnent des dates relativement ciblées qui s'inscrivent dans la période plus large pendant laquelle l'entreprise criminelle commune reprochée est réputée avoir existé<sup>3775</sup>.

1463. Par ailleurs, la Chambre relève que le Procureur a continué d'indiquer en temps utile à la Défense, à l'aide de son mémoire préalable au procès, et de façon claire et cohérente, qu'il entendait plaider l'entreprise criminelle commune en se fondant sur le comportement criminel prouvé de l'accusé<sup>3776</sup>. Le Procureur a aussi réaffirmé sa position dans sa déclaration liminaire<sup>3777</sup>. C'est pourquoi la Chambre a conclu que le Procureur avait indiqué à la Défense en temps utile, de façon claire et cohérente, qu'il entendait invoquer les formes élémentaire et élargie d'entreprise criminelle commune.

---

autorisé ou donné des instructions ; au paragraphe 22, il lui est reproché d'avoir contribué à l'entreprise criminelle commune en conduisant et en donnant des instructions ; le paragraphe 23 indique qu'il a ordonné ou autorisé ; les paragraphes 24 et 29 mentionnent le fait d'avoir ordonné.

<sup>3775</sup> Pour ce qui est de la période visée, au paragraphe 13 de l'acte d'accusation elle se situe « du 15 avril 1994 ou vers cette date, au 20 avril 1994 » ; au paragraphe 19, « entre le 16 et le 19 avril 1994 » ; au paragraphe 22, « le 20 avril 1994 ou vers cette date » ; au paragraphe 23, « le 21 avril 1994 ou vers cette date » ; au paragraphe 24, « le 21 avril 1994 ou vers cette date » ; au paragraphe 25, « le 21 avril 1994 ou vers cette date » ; au paragraphe 29, « le 5 mai 1994 ou vers cette date ».

<sup>3776</sup> En effet, le mémoire préalable au procès évoque ces meurtres dans le cadre de « l'entreprise criminelle commune dans la préfecture de Butare » [traduction]. Voir, mémoire préalable au procès du Procureur, p. 17, et par. 54 et 55. La Défense fait valoir que le mémoire préalable au procès, ayant été déposé avant la dernière version de l'acte d'accusation, ne peut pas être utilisé pour purger celui-ci de l'un quelconque de ses vices. Voir requête intitulée « *Defence Motion for Exclusion of Evidence* », 29 avril 2011, par. 26 et 27. La Chambre rappelle que la dernière version de l'acte d'accusation a été déposée à la suite d'une ordonnance de la Chambre priant le Procureur d'introduire dans certains paragraphes de l'acte d'accusation des modifications qu'elle précisait. Voir décision intitulée « *Decision on Defence Preliminary Motion on Defects in the Indictment* » (Chambre de première instance), 16 décembre 2010, p. 21 et 22. Hormis ces quelques modifications demandées par la Chambre, l'acte d'accusation est resté dans l'ensemble pratiquement identique à la version précédente. Malgré les modifications apportées, les références que l'on trouve dans le mémoire préalable au procès déposé auparavant et dans les résumés des dépositions attendues des témoins qui y sont annexées demeurent manifestement liées aux paragraphes de la dernière version de l'acte d'accusation. Les objections soulevées par la Défense ne se rapportent pas, elles non plus, au texte modifié. Dans ces conditions, la Chambre considère que le fait d'avoir déposé le mémoire préalable au procès peu avant la dernière version de l'acte d'accusation n'empêche pas le Procureur de l'utiliser pour purger l'acte d'accusation de certains de ses vices, le cas échéant. Voir arrêt *Renzaho*, par. 122. En effet, dans l'affaire *Nchamihigo*, la Chambre d'appel s'est fondée sur le mémoire préalable au procès et la déclaration liminaire du Procureur déposés avant la dernière version de l'acte d'accusation pour trancher le point de savoir si l'acte d'accusation avait été purgé d'un vice concernant le rôle de l'accusé dans l'attaque lancée contre la paroisse de Shanghi. Voir, arrêt *Nchamihigo*, par. 13 et 337 à 344, et son annexe B, p. 156 [n'existent qu'en anglais].

<sup>3777</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 16) (déclaration liminaire du Procureur) (renvoyant au paragraphe 55 du mémoire préalable au procès du Procureur où figure une version plus détaillée de sa thèse de l'entreprise criminelle commune).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

## 2.1.2 Ordonner

### i) *Éléments constitutifs*

1464. [Ici] [l]e fait d'« ordonner » suppose qu'une personne en position d'autorité donne à une autre personne l'ordre de commettre une infraction. Il n'est pas nécessaire de démontrer l'existence d'une relation officielle de subordination entre l'accusé et l'auteur du crime. Il suffit de prouver que l'accusé occupait une position d'autorité qui obligeait une autre personne à commettre un crime en exécution d'un ordre donné par l'accusé. L'autorité qui fait naître le type de relation de subordination envisagé à l'article 6.1 du Statut peut ne pas être officielle ou peut être de nature purement temporaire<sup>3778</sup>.

### ii) *Obligation d'informer la Défense*

1465. Le fait d'ordonner est clairement exposé dans le paragraphe introductif 5 de l'acte d'accusation qui invoque la responsabilité visée à l'article 6.1 du Statut. Cette forme de responsabilité est reprise dans plusieurs paragraphes évoquant certains des crimes spécifiques et la ligne de conduite adoptée à cette occasion par Nizeyimana<sup>3779</sup>. Pour l'essentiel, le comportement criminel établi est aussi identifié dans le mémoire préalable au procès du Procureur comme illustrant la responsabilité de Nizeyimana pour « avoir ordonné » des crimes<sup>3780</sup>. Cette position a été confirmée par la déclaration liminaire du Procureur<sup>3781</sup>. De fait, la Défense n'a pas soulevé la moindre objection concernant l'articulation de cette forme de responsabilité. La Chambre considère dès lors que le Procureur a informé la Défense en temps utile et de façon claire et cohérente qu'il entendait invoquer cette forme de responsabilité relativement à ces crimes.

## 2.1.3 Aide et encouragement

### i) *Éléments constitutifs*

1466. L'élément matériel de l'aide et de l'encouragement est constitué par des actes ou des omissions visant spécifiquement à assister, favoriser ou fournir un soutien moral en vue de la perpétration d'un crime spécifique et ayant substantiellement contribué à la perpétration du

<sup>3778</sup> Arrêt *Semanza*, par. 361 et 363.

<sup>3779</sup> Voir, par exemple, acte d'accusation, par. 13 (« ordonné » [NDT : le terme « ordonné » ne figure pas dans les paragraphes 13, 23, 24 et 29 [de la version française de l'acte d'accusation] et « ordre »), par. 23 (« ordonné » et « ordre »), par. 24 (« ordonné » et « ordre »), par. 29 (« ordonné » et « ordre »).

<sup>3780</sup> Mémoire préalable au procès du Procureur, par. 30. Voir *ibid.*, par. 75, 78 et 79 (Nizeyimana avait « ordonné » les meurtres de Rwekaza et d'Uwambaye).

<sup>3781</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 14) (déclaration liminaire du Procureur) (renvoyant au mémoire préalable au procès du Procureur, par. 28 à 30, et portant sur l'allégation relative au « fait d'ordonner »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

crime<sup>3782</sup>. Pour déterminer si une aide donnée est « importante », on procède au « cas par cas ». Il n'est pas nécessaire que « la perpétration du crime soit conditionnée » par cette aide<sup>3783</sup>. Un accusé peut être déclaré coupable pour avoir aidé et encouragé un crime lorsqu'il est établi que par son comportement, il a approuvé tacitement et encouragé le crime et qu'il l'a donc largement favorisée. Dans les cas où la responsabilité pénale d'un accusé est retenue, son autorité et sa présence sur les lieux du crime (ou à proximité, surtout si elles sont considérées à la lumière de son comportement par le passé, peuvent valoir sanction officielle du crime, qu'elles ont ainsi largement favorisé<sup>3784</sup>.

1467. L'élément moral [*mens rea*] et de la complicité par aide et encouragement consiste en la conscience de l'aide apportée à la commission du crime par l'auteur principal<sup>3785</sup>. Dans le cas de crimes exigeant une intention spécifique, comme le génocide, le complice doit connaître l'intention spécifique de l'auteur principal<sup>3786</sup>.

## ii) *Obligation d'informer la Défense*

1468. Lorsqu'il est reproché à l'accusé d'avoir planifié, incité à commettre, ordonné ou aidé et encouragé à planifier, préparer ou exécuter les crimes allégués, le Procureur doit préciser les « agissements » ou la « ligne de conduite » de l'intéressé qui donnent lieu aux accusations portées contre lui<sup>3787</sup>. Le Procureur ne doit faire état que des modes de participation sur lesquels il entend se fonder<sup>3788</sup>.

1469. Ainsi que l'a relevé la Chambre d'appel, le Procureur a adopté de longue date la pratique consistant à simplement citer les dispositions de l'article 6.1 du Statut dans l'acte d'accusation, laissant le soin à la Chambre de première instance de déterminer la forme de participation pertinente. Elle a rappelé que « pour éviter toute ambiguïté éventuelle, il serait recommandé d'indiquer précisément et expressément, pour chaque chef d'accusation, la nature de la responsabilité alléguée »<sup>3789</sup>. Néanmoins, même si un chef d'accusation n'indique pas précisément la forme de responsabilité retenue, l'accusé pourrait avoir reçu, en temps voulu, des informations claires, à cet égard par exemple, dans d'autres paragraphes de l'acte d'accusation.

<sup>3782</sup> Arrêt *Ntawukulilyayo*, par. 214, citant les arrêts *Karera*, par. 321 et *Nahimana*, par. 482.

<sup>3783</sup> Arrêt *Ntawukulilyayo*, par. 214, citant les arrêts *Kalimanzira*, par. 86 ; *Rukundo*, par. 52 ; *Blagojević*, par. 134.

<sup>3784</sup> Arrêt *Brđanin*, par. 273 et 277.

<sup>3785</sup> Arrêts *Ntawukulilyayo*, par. 222 ; *Blagojević*, par. 127 ; *Simić*, par. 86 ; *Vasiljević*, par. 102 ; *Blaškić*, par. 46 ; *Ntagerura*, par. 370.

<sup>3786</sup> Arrêts *Ntawukulilyayo*, par. 222 ; *Blagojević*, par. 127 ; *Simić*, par. 86 ; *Krstić*, par. 140 et 141. Voir aussi arrêt *Ntakirutimana*, par. 500 et 501.

<sup>3787</sup> Arrêt *Ntagerura*, par. 25.

<sup>3788</sup> Arrêt *Kvočka*, par. 41.

<sup>3789</sup> Arrêt *Semanza*, par. 259.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Aussi, pour savoir si l'accusé a reçu en temps voulu un préavis clair, y a-t-il lieu de considérer l'acte d'accusation dans son ensemble<sup>3790</sup>.

1470. Le paragraphe introductif des formes de responsabilité visées à l'article 6.1 du Statut renvoie à toutes les formes de responsabilité expressément énumérées dans cet article, notamment celle liée à l'aide et encouragement. Ce paragraphe renvoie à tous les paragraphes énonçant les faits particuliers étayant ces formes de responsabilité<sup>3791</sup>.

1471. La Chambre fait observer qu'en ce qui concerne les paragraphes de l'acte d'accusation qui exposent le comportement criminel établi, la responsabilité découlant de la « complicité par aide et encouragement » n'a pas été expressément reprise. En effet, certains paragraphes utilisent des expressions telles que « entreprise criminelle commune »<sup>3792</sup> ou des termes tels que « ordonné »<sup>3793</sup>, « ordre »<sup>3794</sup>, et « incité »<sup>3795</sup> ou encore « instigation »<sup>3796</sup>. Ces termes font appel à des formes de responsabilité précises visées à l'article 6.1 du Statut – à savoir l'entreprise criminelle commune, le fait d'ordonner et le fait d'inciter. La pratique qui consiste pour le Procureur à préciser certaines formes de responsabilité pénale dans les paragraphes qui contiennent les faits essentiels étayant les crimes allégués, sans mentionner les autres formes de responsabilité sur lesquelles il entend aussi se fonder, crée l'ambiguïté sur le point de savoir si les formes de responsabilité non précisées s'appliquent<sup>3797</sup>.

1472. La Chambre considère toutefois que la formulation utilisée pour établir l'aide et l'encouragement est bel et bien contenue dans les paragraphes spécifiques de l'acte d'accusation, même s'il n'y a aucune mention expresse de cette forme d'entreprise criminelle commune. En effet, de nombreux paragraphes contenant des allégations jugées établies contiennent des termes tels que « autorisé »<sup>3798</sup>, « autorisation »<sup>3799</sup>, ou « instructions »<sup>3800</sup> qui, lorsqu'on les lit dans le contexte du paragraphe introductif, indiquent manifestement que l'aide et encouragement est alléguée en tant que forme de responsabilité.

1473. À cet égard, la Chambre estime qu'en l'espèce, les circonstances sont essentiellement les mêmes que dans l'affaire *Gacumbitsi*, en ce que le paragraphe pertinent, lorsqu'il était lu dans le

<sup>3790</sup> Arrêts *Semanza*, par. 259 et 358 ; *Ntakirutimana*, par. 473 ; *Aleksovski*, par. 171, note de bas de page 319. Voir aussi l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 120 à 124.

<sup>3791</sup> Acte d'accusation, par. 5.

<sup>3792</sup> Ibid., par. 13, 19, 22 à 25, et 29.

<sup>3793</sup> Ibid., par. 13, 23 à 25, et 29.

<sup>3794</sup> Ibid., par. 13 ii), 19 et 29.

<sup>3795</sup> Ibid., [par. 14].

<sup>3796</sup> Ibid., par. 13 ii) et 19.

<sup>3797</sup> Voir l'arrêt *Ntawukuliyayo*, par. 197.

<sup>3798</sup> Acte d'accusation, par. 13 et 23.

<sup>3799</sup> Ibid., par. 23.

<sup>3800</sup> Ibid., par. 13 ii), 19, 22 et 23.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

contexte du paragraphe introductif de l'acte d'accusation où il est question de la responsabilité pénale pour aide et encouragement, contenait des faits qui, s'ils étaient établis, suffisaient à étayer un verdict de culpabilité au titre du chef d'aide et d'encouragement<sup>3801</sup>. Inversement, le scénario est différent de celui de l'affaire *Ntawukulilyayo*, où les paragraphes étayant les charges n'exposaient pas le comportement qui, s'il venait à être établi, pourrait fonder un verdict de culpabilité sur la base du fait d'ordonner<sup>3802</sup>.

1474. Qui plus est, le mémoire préalable au procès indique que le Procureur entend prouver que la responsabilité pénale de Nizeyimana est engagée « du fait qu'il a aidé et encouragé à commettre des crimes imputés dans l'acte d'accusation dressé contre lui », en appliquant généralement cette forme de responsabilité à l'acte d'accusation<sup>3803</sup>. De même, dans sa déclaration liminaire, le Procureur a dit qu'il entendait invoquer la responsabilité pénale pour aide et encouragement à raison de « tous les crimes sexuels fondés sur l'article 6.1 du Statut qui étaient exposés dans l'acte d'accusation »<sup>3804</sup>. De fait, la Défense n'a pas soulevé la moindre objection concernant l'articulation de cette forme de responsabilité. La Chambre considère donc que le Procureur a informé la Défense en temps utile et de façon claire et cohérente qu'il entendait invoquer cette forme de responsabilité pour rendre compte du comportement criminel prouvé de l'accusé.

## 2.2 Article 6.3 du Statut

### 2.2.1 Droit applicable

1475. Pour que l'accusé engage sa responsabilité pénale en tant que supérieur hiérarchique, en vertu de l'article 6.3 du Statut, il faut prouver, au-delà de tout doute raisonnable, que son subordonné est pénalement responsable, mais aussi établir, au-delà de tout doute raisonnable, les éléments suivants : 1) l'existence d'un lien de subordination [entre le subordonné et son supérieur hiérarchique], 2) le fait que le supérieur savait ou avait des raisons de savoir que son subordonné était sur le point de commettre un crime ou l'avait fait, 3) le fait que le supérieur n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour prévenir le crime ou punir le subordonné<sup>3805</sup>.

1476. Le critère qui sert à déterminer s'il existe une relation de subordination est établi lorsqu'il est démontré que l'accusé exerçait un contrôle effectif sur le subordonné au moment de la

<sup>3801</sup> Voir l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 123.

<sup>3802</sup> Voir l'arrêt *Ntawukulilyayo*, par. 198 (les détails figurant dans les paragraphes faisant état du comportement criminel établi n'ont pas identifié le comportement servant de fondement à la responsabilité pénale découlant du « fait d'ordonner »).

<sup>3803</sup> Mémoire préalable au procès du Procureur, par. 43. [NDT : Il s'agit en fait du paragraphe 44].

<sup>3804</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 17 et 18) (déclaration liminaire du Procureur).

<sup>3805</sup> Arrêts *Milošević*, par. 280 ; *Orić*, par. 18 ; *Nahimana*, par. 484 ; *Gacumbitsi*, par. 143.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

commission de l'infraction. Le contrôle effectif s'entend de la capacité matérielle de prévenir la commission de l'infraction ou d'en punir les auteurs. Le supérieur hiérarchique doit aussi avoir du pouvoir ou de l'autorité, de droit ou de fait, sur le subordonné. Pour qu'il y ait lien de subordination, il faut que, de par sa position dans la hiérarchie, officielle ou non, l'accusé ait un rang supérieur à celui de son subordonné<sup>3806</sup>. Pour ne satisfaire à cette exigence, il ne suffit pas de démontrer l'influence générale qu'exerçait l'accusé<sup>3807</sup>.

1477. La responsabilité du supérieur hiérarchique en vertu de l'article 6.3 du Statut ne requiert nullement l'existence d'une relation de subordination directe et personnalisée entre le supérieur et le subordonné. Que le contrôle effectif du supérieur hiérarchique sur le subordonné coupable du crime passe par d'autres subordonnés intermédiaires importe peu<sup>3808</sup>. Selon la doctrine de la responsabilité du supérieur hiérarchique, un civil peut être un supérieur hiérarchique, dès lors que le degré de contrôle effectif exercé sur ses subordonnés – fût-il de droit ou de fait – est le même que celui d'un chef militaire<sup>3809</sup>.

1478. Les éléments qui permettent de déterminer si l'accusé exerce un contrôle effectif sur ses subordonnés sont notamment : les fonctions de l'accusé, le mode de nomination, les tâches qu'il accomplissait effectivement, le pouvoir qu'il avait de donner des ordres, la nature des ordres ainsi donnés, le fait de savoir si ces ordres étaient ou non suivis d'effets<sup>3810</sup>. La Chambre rappelle que le pouvoir de donner des ordres peut indiquer que le supérieur hiérarchique exerce un contrôle effectif sur ses subordonnés, mais il n'établit pas automatiquement qu'il exerce un tel contrôle<sup>3811</sup>. Par conséquent, la question de savoir si un supérieur hiérarchique exerce un contrôle effectif sur ses subordonnés ne peut être tranchée qu'en déterminant, au cas par cas, si dans l'ensemble, les éléments de preuve produits établissent l'existence du contrôle effectif<sup>3812</sup>.

## 2.2.2 Délibération

1479. Selon l'acte d'accusation, la responsabilité pénale de Nizeyimana est engagée en tant que supérieur hiérarchique à raison des actes criminels commis par des « subordonnés », à savoir des

<sup>3806</sup> Voir l'arrêt *Halilović*, par. 210 (« [L]a capacité matérielle et l'obligation de punir ne peuvent caractériser un contrôle effectif sur les auteurs de crimes que si elles se greffent sur un lien préexistant de subordination entre ces derniers et l'accusé. Il ne peut y avoir de capacité d'exercer un contrôle effectif, entendu au sens de pouvoir matériel de prévenir ou de punir, sans lien de subordination, hiérarchie ou chaîne de commandement préexistants »), citant les arrêts *Delalić*, par. 303 ; *Blaškić*, par. 372 ; *Kajelijeli*, par. 85 et 86 ; *Blagojević*, par. 301 à 303 ; *Gacumbitsi* par. 143, et le jugement *Nyiramasuhuko*, par. 5647.

<sup>3807</sup> Jugements *Ntagerura*, par. 628 ; *Semanza*, par. 402 ; arrêt *Kajelijeli*, par. 85 à 87, et jugement *Bagosora*, par. 2012.

<sup>3808</sup> Arrêts *Orić*, par. 20 ; *Nahimana*, par. 785.

<sup>3809</sup> Arrêt *Bagilishema*, par. 52.

<sup>3810</sup> Arrêts *Strugar*, par. 254 ; *Halilović*, par. 66 ; *Blaškić*, par. 69.

<sup>3811</sup> Arrêt *Strugar*, par. 253.

<sup>3812</sup> Arrêts *Strugar*, par. 254 ; *Halilović*, par. 66 ; et jugement *Nyiramasuhuko*, par. 5651.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

militaires de l'armée rwandaise, identifiés plus précisément comme étant plusieurs militaires de l'ESO désignés nommément, ainsi qu'« un certain nombre d'autres officiers, militaires et recrues de l'ESO ». L'acte d'accusation allègue aussi que la responsabilité pénale de l'accusé est engagée en tant que supérieur hiérarchique des *Interahamwe* et « d'autres miliciens et civils armés »<sup>3813</sup>.

1480. Dans ses constatations de fait, la Chambre de première instance a conclu que Nizeyimana ne saurait être tenu pour responsable, en tant que supérieur hiérarchique, en vertu de l'article 6.3 du Statut, à raison de certains comportements criminels établis<sup>3814</sup>.

1481. D'abord, Nizeyimana n'était pas l'officier supérieur le plus gradé du camp de l'ESO pendant la période visée. C'était le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi, qui avait été nommé commandant du camp le 7 avril 1994, en remplacement de Marcel Gatsinzi, promu chef d'état-major de l'armée rwandaise<sup>3815</sup>. Il est établi que la position du colonel Muvunyi, en tant que commandant de l'ESO lui donnait une large autorité de droit sur le camp de l'ESO<sup>3816</sup>. Qui plus est, il est tout aussi établi qu'en assumant ces fonctions, Muvunyi est devenu le commandant opérationnel du secteur de Butare et Gikongoro, ce qui lui conférait une large autorité de droit sur les opérations militaires de la région<sup>3817</sup>. Nul ne conteste que Muvunyi était de droit le supérieur hiérarchique de Nizeyimana.

<sup>3813</sup> Voir, acte d'accusation, par. 36, 45, 49, 53 et 57, ainsi que, par. 2 D). Les militaires de l'ESO expressément identifiés dans l'acte d'accusation sont « les sous-lieutenants Jean Pierre Bizimana, Modeste Gatsinzi, Alphonse Ndayambaje, Tharcisse Ndendahimana et Ezechiel Gakwerere, les adjudants-chefs Ntibiramira, Damien Ntamuhanga et Paul Kanyeshyamba, le sergent Ezechiel Rwaza, le sergent-major Innocent Sibomana, [et] le caporal Fulgence Niyibizi ».

<sup>3814</sup> Voir chap. II, points 1, 5.1, 6.1, 6.4, 8.1 à 8.38.2, 9.1 à 9.3, et 10 et 11.

<sup>3815</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 10 et 11), BDE ; CRA, 31 mai 2011 (p. 2 à 4, et 12 à 14), témoin à décharge OUV03 ; CRA, 26 mai 2011 (p. 37 et 38, et 42 et 43), témoin à décharge CKN10 ; CRA, 2 juin 2011 (p. 7 et 8), RWV11 ; CRA, 6 juin 2011 (p. 47 et 48), ZML13 ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 27 à 30), témoin Ruzindana ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 66 et 67), témoin à charge AZD ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 10 et 11), témoin à charge BDE ; CRA, 27 janvier 2011 (p. 70 et 71), témoin à charge ZY ; CRA, 2 février 2011 (p. 19 et 20), YAA. Voir aussi CRA, 20 janvier 2011 (p. 20 et 21), témoin Dufitumukiza (Muvunyi était le commandant de l'ESO). Mais voir CRA, 25 mai 2011, p. 59, témoin à décharge Habyarimana (même après sa nomination en tant que chef d'état-major, Gatsinzi n'a pas été remplacé au poste de commandant du camp de l'ESO, car il aurait fallu passer par « un acte légal » ; le témoin a reconnu que Gatsinzi avait quitté l'ESO pour Kigali et que Muvunyi était, après lui, l'officier le plus gradé à l'ESO).

<sup>3816</sup> Pièce à conviction D47 F) (Règlement sur l'organisation de l'armée rwandaise), p. 2, art. 7 (« [Le commandant de L'Ecole] a l'autorité sur tout le personnel mis à la disposition de l'Ecole pour son fonctionnement »).

<sup>3817</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 65 à 67) et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 30 à 33), témoin à charge AZD (après le 7 avril 1994, Muvunyi était le « commandant de place » dans la région) ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 11 et 12), BDE (Muvunyi a remplacé Gatsinzi au poste de commandant opérationnel de la préfecture de Butare quand celui-ci a été promu chef d'état-major de l'armée) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 33 et 34), témoin à décharge CKN10 (le commandant de l'ESO était aussi le commandant du secteur opérationnel de la préfecture de Butare) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 18 et 19), témoin à décharge OUV03 (le commandant de l'ESO exerçait aussi les fonctions de commandant de zone). Voir aussi la pièce à conviction D71 (lettre de Muvunyi au bourgmestre, 19 avril 1994) (la lettre de Muvunyi au bourgmestre est faite sur le papier à en-tête du commandant de place de Butare-Gikongoro) et CRA, 15 juin 2011

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1482. Il ressort cependant du dossier que Nizeyimana avait un rôle de chef de file dans le camp de l'ESO dès le début des années 90<sup>3818</sup>. Il était capitaine en avril 1994. Les documents de l'époque indiquent que Muvunyi était l'officier supérieur chargé du renseignement et des opérations militaires (S2/S3) avant le 7 avril, même s'il en ressort que Nizeyimana occupait également ce poste<sup>3819</sup>. Toutefois, la Défense a reconnu, ainsi que l'établissent les preuves présentées, qu'au 7 avril, Nizeyimana cumulait au camp de l'ESO les fonctions d'officier S2 – chargé du renseignement militaire – et d'officier S3 – chargé de la formation et des opérations<sup>3820</sup>.

(p. 5 et 6), témoin à décharge CKN20 (le témoin confirme avoir vu ce document dans le cadre de son travail au bureau communal de Ngoma).

<sup>3818</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 10 et 11), témoin à charge BDE (BDE a rejoint l'ESO en novembre 1990 et croit que Nizeyimana y exerçait déjà les fonctions d'officier S3) ; CRA, 7 février 2011 (p. 25 à 27), témoin à charge Gahizi (il a rejoint l'ESO en 1991 et affirme que Nizeyimana était l'officier S2/S3 de permanence, même s'il n'avait pas encore le grade de capitaine) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 51 et 52), témoin à charge ZY (en août 1992, Nizeyimana était l'officier S2/S3) ; CRA, 7 février 2011, (p. 8 à 10), témoin à charge ZT (Nizeyimana était l'officier S2/S3 de l'ESO en septembre 1992) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 3, 4, 42 et 43), témoin à charge ZAW (Nizeyimana occupait le poste d'officier S2/S3 quand le témoin est arrivé en 1991, et il a aussi exercé ces fonctions en avril 1994) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 17), témoin à décharge OUV03 (« le capitaine Nizeyimana » a commencé à travailler à l'ESO vers janvier ou février 1990) ; CRA, 10 juin 2011 (p. 41 à 43) et 13 juin 2011 (p. 19 et 20), témoin à décharge Bunani (il a rejoint l'ESO en 1988 en tant que membre de la 24<sup>ème</sup> promotion ; il connaissait Nizeyimana, qui était son instructeur, avant de commencer à courtiser la sœur de Nizeyimana en 1989) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 6 et 7, et 67 et 68), RWV11 (Nizeyimana était sous-lieutenant, il avait formé le témoin à l'arrivée de celui-ci à l'ESO en 1988). Voir aussi CRA, 16 mai 2011 (p. 63 et 64, 72 et 73, et 80 et 81) (huis clos), témoin à décharge MAL01 (MAL01, qui était infirmière, a déménagé à Butare en 1990 et a été présentée à Nizeyimana à son arrivée par son époux ; Nizeyimana était capitaine à l'époque).

<sup>3819</sup> Voir la pièce à conviction D48 (Situation [des] officiers [de l']armée rwandaise arrêtée au 1<sup>er</sup> mars 1994), p. 4.

<sup>3820</sup> Voir la version modifiée du mémoire préalable à la présentation des moyens de Nizeyimana, 20 avril 2011, par. b) et c). Voir aussi CRA, 31 janvier 2011 (p. 65 et 66, et 69 et 70 (huis clos)), et 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 8 et 9), témoin à charge AZD (Nizeyimana était l'officier S2/S3 et venait directement après Muvunyi dans la chaîne de commandement), p. 75 et 76 (l'officier S2 était chargé principalement du renseignement, et le S3 s'occupait de la formation et des opérations militaires) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 3 et 4), témoin à charge ZAW (Nizeyimana était l'officier S2/S3 à l'ESO en avril 1994) ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 50 et 51), ZY (Nizeyimana était l'officier S2/S3 chargé du renseignement et de la formation) ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 10 et 11), BDE (Nizeyimana était l'officier S2/S3 chargé du renseignement et de la formation) ; CRA, 7 février 2011 (p. 25 à 27), témoin à charge Gahizi (après la mort du Président Juvénal Habyarimana, Nizeyimana était l'officier S2/S3 ; il avait déjà le grade de capitaine) (p. 39) (Nizeyimana était l'officier S2/S3) ; CRA, 20 janvier 2011 (p. 20 et 21), témoin à charge Dufitumukiza (Nizeyimana était l'officier S2/S3 chargé du renseignement et des opérations), (p. 21 à 23) (l'officier S3 était chargé des opérations militaires et désignait les soldats qui devaient mener les différentes opérations ; le S2 était chargé de recueillir les renseignements militaires et de les transmettre à ses supérieurs hiérarchiques) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 37 à 42), témoin à décharge CKN10 (vers le 6 et le 7 avril 1994, Nizeyimana était l'officier S2/S3), (p. 58 et 59) (au niveau du commandant et de l'état-major, c'est l'officier S3 qui était chargé de la préparation et de la planification des opérations militaires, en collaboration avec le S2) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 10), témoin à décharge RWV09 (vers le 15 avril 1994, après la promotion de Muvunyi au poste de commandant du camp, Nizeyimana était l'officier S2/S3), (p. 11 et 12) (en tant qu'officier S2/S3, Nizeyimana était sous les ordres de Muvunyi) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 47), témoin à décharge ZML13 (Nizeyimana était un « officier en poste dans le bureau S2/S3 ») ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 27 à 29), témoin à décharge Ruzindana (Nizeyimana cumulait les fonctions de S2 chargé des

1483. À cet égard, la Défense a produit des éléments de preuve illustrant les limites des responsabilités de droit et de commandement attachées aux fonctions d'officier S2/S3<sup>3821</sup>. La Défense fait état de témoignages indiquant qu'en tant que membre de l'état-major général du camp, l'officier S2/S3 Nizeyimana exerçait les fonctions de conseiller<sup>3822</sup>. Selon les témoignages à décharge, Nizeyimana n'avait pas de troupe placée sous son commandement direct, car les commandants de compagnie relevaient directement du commandant du camp<sup>3823</sup>. Cela contribuait aussi à limiter la capacité de Nizeyimana d'imposer des punitions<sup>3824</sup>.

1484. Toutefois, il ressort de la documentation de l'époque et des témoignages que Nizeyimana, en raison de son grade d'officier, devait maintenir la discipline parmi les militaires de rang subalterne<sup>3825</sup>. Les parties s'accordent sur le fait qu'il était tenu de signaler tout acte criminel commis par un officier subalterne<sup>3826</sup>. Ainsi qu'on le verra plus en détail ci-après, il

---

renseignements et de S3 chargé des opérations militaires et de la formation). Voir CRA, 31 mai 2011 (p. 12 à 14), témoin à décharge OUV03 (quand Nizeyimana était uniquement officier S3, il était chargé du renseignement sur le terrain) ; CRA, 25 mai 2011 (p. 16 et 17), témoin à décharge Habyarimana (le S2 était chargé des renseignements et le S3 était responsable des opérations). À cet égard, à la lumière de l'ensemble du dossier, les témoignages à décharge limités et généraux tendant à établir que Muvunyi continuait à exercer ces fonctions après le 7 avril 1994 sont peu convaincants. CRA, 2 juin 2011 (p. 7 à 9), témoin à décharge RWV11 (Nizeyimana travaillait dans le bureau S2/S3, même si Muvunyi avait continué à occuper ce poste après sa nomination au poste de commandant du camp le 7 avril 1994) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 29 et 30), témoin Ruzindana (malgré sa nomination au poste de commandant du camp par intérim, Muvunyi était resté le chef des services S2/S3).

<sup>3821</sup> Voir par exemple, CRA, 25 mai 2011 (p. 14 à 17), témoin Habyarimana (à l'ESO, l'officier S2 s'occupait surtout des problèmes de cartographie dans le cadre de la formation et veillait à établir de bonnes relations entre l'école et « son environnement direct », tandis que le S3 s'occupait principalement de l'organisation des cours) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 31 et 32), RWV09 (l'autorité de Nizeyimana sur les militaires se limitait aux ordres qu'il recevait du commandant du camp et transmettait à ces militaires) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 8 et 9), RWV11 (il n'y avait pas de commandant en second à l'ESO ; Nizeyimana travaillait dans le bureau de Muvunyi).

<sup>3822</sup> Voir, par exemple, CRA, 25 mai 2011 (p. 16 à 18), témoin Habyarimana (les officiers d'état-major servaient de conseillers, ils n'avaient pas d'unité à commander) ; CRA, 31 mai 2011 (p. 15 et 16), OUV03 (l'officier S2/S3 pouvait faire des propositions au commandant du camp). Voir CRA, 8 juin 2011 (p. 31 et 32), RWV09 (Nizeyimana ne pouvait que transmettre les ordres reçus du commandant du camp).

<sup>3823</sup> CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 29 et 30), témoin Ruzindana (les chefs de peloton soumettent directement leurs rapports au commandant du camp) ; CRA, 25 mai 2011 (p. 16 à 18), témoin Habyarimana (les officiers S- n'ont pas de militaires placés sous leur commandement).

<sup>3824</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 46 et 47), témoin à charge BDE (le témoin confirme que seul un commandant d'unité pouvait punir un militaire). Voir aussi pièce à conviction D5F) (Règlement de discipline des forces armées rwandaises), p. 16 (Selon l'article 60 de ce règlement, le pouvoir de punir est lié à la fonction et non au grade ; le pouvoir de prescrire les punitions est détenu, par exemple, par les commandants des opérations et les commandants d'unités ; il n'est dit nulle part que les membres de l'état-major général de l'armée disposent d'un tel pouvoir).

<sup>3825</sup> Voir CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 18 à 20), témoin à charge AZD, et pièce à conviction D5F) (Règlement de discipline des forces armées rwandaises), p. 6 (selon le chapitre 2, le titulaire d'un rang élevé a le droit et le devoir de faire respecter les règles générales de la discipline par tous les militaires qui sont placés après lui dans l'ordre hiérarchique, même s'ils ne relèvent pas fonctionnellement de son autorité).

<sup>3826</sup> Pièce à conviction D5F) (Règlement de discipline des forces armées rwandaises), p. 16 (selon l'article 60 de ce règlement, tout militaire a le droit et le devoir de relever les fautes commises par ses subordonnés) ; CRA, 25 mai 2011 (p. 46 à 48), témoin à décharge Habyarimana (les membres de l'état-major général de l'armée sont tenus de

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

ressort des dépositions crédibles des témoins, tant ceux à charge que ceux à décharge, que Nizeyimana était une personnalité de poids dans la hiérarchie de l'ESO, même si son autorité était limitée de droit.

1485. La Chambre conclut que Nizeyimana exerçait une certaine autorité de droit, même si elle n'était pas absolue, sur les militaires de rang subalterne de l'ESO. Toutefois, la question essentielle lorsqu'on cherche à déterminer si un accusé peut être tenu responsable en tant que supérieur hiérarchique consiste à déterminer s'il exerçait un contrôle effectif sur ses subordonnés allégués. À cet égard, l'exercice d'une autorité de droit, sans plus, ne constitue qu'un indice du contrôle effectif<sup>3827</sup>. De même, l'absence d'une autorité de droit, toute pertinente qu'elle soit, n'est pas un élément déterminant<sup>3828</sup>.

1486. Il ressort du dossier qu'en raison de son grade, des fonctions qu'il exerçait et de son ancienneté à l'ESO, Nizeyimana était une personnalité jouissant d'une autorité de fait considérable dans la structure de commandement de l'ESO. Des témoignages généraux et crédibles établissent que Nizeyimana était respecté, tenu pour compétent<sup>3829</sup>, craint par les militaires de rang subalterne à l'ESO<sup>3830</sup>, et que c'était une personnalité qui en imposait au sein de la structure de commandement de l'ESO<sup>3831</sup>. Sur le plan opérationnel, Nizeyimana avait le

---

faire rapport au commandant d'unité compétent de tout acte délictueux commis par un officier ou un militaire ; si l'auteur du délit est membre du personnel de commandement, le rapport sera envoyé au commandant du camp de l'ESO). Voir aussi CRA, 31 janvier 2011 (p. 47 et 48), témoin à charge BDE (Nizeyimana pouvait demander au commandant du camp de l'ESO de punir un cadet). Voir aussi dernières conclusions écrites de la Défense, par. 580.

<sup>3827</sup> Arrêt *Orié*, par. 91 et 92. Voir aussi jugements *Bizimungu*, par. 1887 ; *Renzaho*, par. 752.

<sup>3828</sup> Arrêts *Orié*, par. 91 (L'existence d'une autorité *de jure* n'est pas nécessaire pour prouver que le supérieur exerçait un contrôle effectif), et *Nahimana*, par. 625 (idem).

<sup>3829</sup> Voir CRA, 18 mai 2011 (p. 46), témoin à décharge ZML07 (le témoin s'est élevé contre l'idée que Nizeyimana ne commandait pas le respect des officiers de rang inférieur et était un officier inefficace) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 35 et 36), témoin à décharge CKN10 (le témoin n'a pas pu se rappeler un épisode où un officier de rang inférieur aurait manqué de respect à Nizeyimana ou lors duquel Nizeyimana aurait eu la réputation d'être un officier inefficace) ; CRA, 1<sup>er</sup> juin 2011 (p. 66 et 67), témoin à décharge Ruzindana (Nizeyimana avait « le respect et la loyauté » [traduction] des militaires).

<sup>3830</sup> Voir CRA, 28 janvier 2011 (p. 11 et 12) et 31 janvier 2011 (p. 53 et 54), témoin à charge BDE (tout le monde avait peur de Nizeyimana) ; CRA, 6 juin 2011 (p. 47 et 48), témoin à décharge ZML13 (les militaires avaient peur de Nizeyimana) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 35 et 36), témoin à décharge CKN10 (après le départ de Gatsinzi, les cadets de l'ESO avaient peur de Nizeyimana).

<sup>3831</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 14), témoin à charge AZD (Nizeyimana était investi d'une autorité énorme et, par conséquent, d'« une influence indiscutable ») ; CRA, 31 janvier 2011 (p. 54), témoin à charge BDE (Nizeyimana était très influent) ; CRA, 25 janvier 2011 (p. 59 et 60), témoin à charge YAL (Nizeyimana était une personne influente et tout le monde parlait de lui) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 35 et 36), témoin à décharge CKN10 (du fait de son rang hiérarchiquement inférieur à celui de Nizeyimana, le témoin n'avait aucun contact avec lui, et il était le second officier le plus craint) ; CRA, 26 mai 2011 (p. 11 à 13), témoin à décharge Ufitimana (du fait de son rang hiérarchiquement inférieur à celui de Nizeyimana, le témoin avait peu de contact avec lui). Les civils avaient également fait mention de son grade à l'ESO. Voir CRA, 20 janvier 2011 (p. 74), témoin à charge AZM (il y avait peu de capitaines comme Nizeyimana à Butare et on disait qu'il était chargé des renseignements au sein de l'armée).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

pouvoir de donner des ordres aux militaires<sup>3832</sup>. Les témoignages d'ordre général indiquent qu'il n'y avait officiellement pas de commandant en second à l'ESO<sup>3833</sup>, mais il ressort des dépositions des témoins, tant ceux à charge que ceux à décharge, que Nizeyimana était considéré comme exerçant de fait une autorité de ce type<sup>3834</sup>.

1487. En outre, Nizeyimana avait des relations positives avec plusieurs officiers de rang inférieur, mais influents, au sein du camp de l'ESO, dont le sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana<sup>3835</sup>. La Chambre juge les dépositions en ce sens particulièrement importantes pour ce qui est de sa capacité à exercer un contrôle effectif sur les militaires et les cadets de l'ESO, surtout si l'on tient compte du fait que Muvunyi n'avait été affecté au camp de l'ESO qu'assez peu de temps avant le génocide<sup>3836</sup>. De plus, l'inexpérience et la jeunesse relatives des cadets de l'ESO est un autre facteur grâce auquel, dans certains cas, Nizeyimana pouvait avoir la capacité matérielle de prévenir, ou de punir les actes criminels commis par des militaires de rang subalterne de l'ESO.

1488. Vu le dossier, la Chambre n'est pas convaincue que, de manière générale, Nizeyimana avait la capacité matérielle en tout temps de prévenir ou de punir tous les crimes commis par tous

<sup>3832</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 50), témoin à charge BDE (Nizeyimana avait « le pouvoir » de donner des ordres à chacune des trois promotions de l'ESO, et il pouvait les commander) ; CRA, 8 février 2011 (p. 30), témoin à charge Gahizi (Nizeyimana exerçait le pouvoir sur un groupe de militaires) ; CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 11), témoin à charge AZD (Nizeyimana avait créé une sous-unité appelée police militaire) ; CRA, 20 janvier 2011 (p. 22), témoin à charge Dufitumukiza (lorsque Muvunyi n'était pas présent, c'est Nizeyimana qui donnait des ordres) ; CRA, 8 juin 2011 (p. 32), témoin à décharge RWV09 (le témoin reconnaît que Nizeyimana avait autorité sur tous les militaires qui effectuaient « des patrouilles » et ceux qui étaient envoyés « sur le terrain » ou « dans les communes », tout en étant comptable devant ses « supérieurs hiérarchiques »). Les témoins civils ont également fait mention du contrôle que Nizeyimana exerçait sur les militaires de l'ESO. Voir le témoin à charge AJP (Nizeyimana exerçait un certain contrôle sur les militaires de l'ESO).

<sup>3833</sup> CRA, 25 mai 2011 (p. 14 à 16), témoin Habyarimana (il ne pense pas qu'il y avait un commandant en second à l'ESO) ; CRA, 2 juin 2011 (p. 9), témoin RWV11 (il ne pensait pas qu'il existait « officiellement un commandant en second à l'ESO »).

<sup>3834</sup> CRA, 7 février 2011 (p. 29), témoin à charge Gahizi (il a décrit Nizeyimana comme le « commandant-adjoint de l'ESO » et l'officier S2/S3) ; CRA, 20 janvier 2011 (p. 21 et 22), témoin à charge Dufitumukiza (Muvunyi était le commandant de l'ESO et Nizeyimana était « son assistant ou son adjoint » S2/S3 chargé des renseignements et des opérations militaires), (p. 22) (Nizeyimana donnait au témoin l'impression d'être « *de facto* l'adjoint du commandant de l'ESO ») ; CRA, 2 février 2011 (p. 5 et 6), témoin à charge YAA (Nizeyimana était le commandant en second de l'ESO) ; CRA, 30 mai 2011 (p. 38), CKN10 (« Q. Ma question concerne les officiers de l'ESO, pouvez-vous me dire qui ... parmi les officiers de l'ESO étaient ... les plus craints ? R. Je pense que c'est le capitaine Nizeyimana, qui était le second - si je tiens compte des grades des militaires qui se trouvaient à l'ESO »). Voir CRA, 25 mai 2011 (p. 60 et 61), témoin à décharge Habyarimana (celui qui occupait le poste de S2/S3 avait généralement les mêmes aptitudes [que le commandant] et était d'un grade suffisamment élevé pour pouvoir exercer les fonctions de commandant en second).

<sup>3835</sup> Voir CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 8 à 10), AZD ; CRA, 15 février 2011 (p. 6 et 7), AJP ; CRA, 28 janvier 2011 (p. 27 à 31), BDE ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 9 à 11), ZAW.

<sup>3836</sup> CRA, 6 juin 2011 (p. 62), ZML13 (Muvunyi a été affecté au camp de l'ESO « environ un mois avant le génocide »).



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

les membres du personnel militaire subalterne de l'ESO. Elle demeure cependant convaincue que dans certaines circonstances, Nizeyimana exerçait un tel pouvoir, sans préjudice du fait que Muvunyi pouvait l'exercer de son côté. Il est évident en droit que « le critère du contrôle effectif implique que plusieurs personnes peuvent être tenues responsables du même crime, commis par un subordonné »<sup>3837</sup>.

1489. Le comportement criminel établi est l'élément le plus pertinent pour déterminer si Nizeyimana a engagé sa responsabilité de supérieur hiérarchique, au sens de l'article 6.3 du Statut, du fait des crimes commis par les militaires de l'ESO ou les assaillants civils. La Chambre va conduire cette analyse ci-après, en procédant au cas par cas.

---

<sup>3837</sup> Voir jugement *Strugar*, par. 365.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### 3. GÉNOCIDE

#### 3.1 Introduction

1490. Au chef 1 de l'acte d'accusation, il est reproché à Nizeyimana de s'être rendu coupable de génocide conformément à l'article 2.3 a) du Statut.

#### 3.2 Droit applicable

1491. Pour pouvoir déclarer un accusé coupable du crime de génocide, il faut établir qu'il a commis l'un des actes énumérés à l'article 2.2 du Statut et qu'il était animé de l'intention spécifique de détruire, en tout ou en partie, un groupe comme tel, ce groupe étant protégé en vertu de son caractère national, racial, ethnique ou religieux<sup>3838</sup>. Il n'y a pas de seuil quantifiable, mais pour qu'il y ait génocide, l'auteur du crime doit avoir agi avec l'intention de détruire au moins une partie substantielle du groupe visé<sup>3839</sup>. Il n'est pas nécessaire qu'il ait été mû uniquement par l'intention de commettre le génocide, et l'existence d'un mobile personnel n'empêche pas que l'auteur soit également animé de l'intention spécifique de commettre le génocide<sup>3840</sup>.

1492. En l'absence de preuve directe, l'intention de commettre le génocide peut se déduire de certains faits et de certaines circonstances de la cause qui sont de nature à établir, au-delà de tout doute raisonnable, l'existence de l'intention. Au nombre des éléments propres à établir l'intention spécifique du génocide il y a notamment le contexte général de la perpétration d'autres actes répréhensibles systématiquement dirigés contre le même groupe, l'échelle des atrocités commises, le fait que les victimes ont été délibérément et systématiquement choisies en raison de leur appartenance à un groupe particulier, ou la répétition d'actes de destruction discriminatoires<sup>3841</sup>.

1493. L'acte d'accusation reproche à Nizeyimana d'avoir commis des meurtres ou d'avoir porté des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe tutsi. Il est bien établi que l'ethnie tutsie est un groupe protégé<sup>3842</sup>. Pour qu'il y ait meurtre de membres du

<sup>3838</sup> Arrêts *Nahimana*, par. 492, 496, et 522 et 523 ; *Niyitegeka*, par. 48 ; *Gacumbitsi*, par. 39.

<sup>3839</sup> Arrêts *Seromba*, par. 175 ; *Gacumbitsi*, par. 44.

<sup>3840</sup> Arrêts *Simba*, par. 269 ; *Ntakirutimana*, par. 302 à 304 ; *Niyitegeka*, par. 48 à 54 ; *Krnjelac*, par. 102, citant l'arrêt *Jelisić*, par. 49.

<sup>3841</sup> Arrêt *Seromba*, par. 176, citant le jugement *Seromba*, par. 320 ; arrêts *Nahimana*, par. 524 et 525 ; *Simba*, par. 264 ; *Gacumbitsi*, par. 40 et 41 ; *Rutaganda*, par. 525 ; *Semanza*, par. 262, citant l'arrêt *Jelisić*, par. 47 ; arrêt *Kayishema*, par. 147 et 148.

<sup>3842</sup> Voir Décision relative à la requête du Procureur aux fins de constat judiciaire de faits de notoriété publique, (Chambre de première instance), 3 mars 2010, par. 2 et 5. Voir aussi, dans l'affaire *Karemura et consorts*, Décision faisant suite à l'appel interlocutoire interjeté par le Procureur de la décision relative au constat judiciaire (Chambre d'appel), 16 juin 2006, par. 25 ; arrêt *Semanza*, par. 192.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

groupe, il faut démontrer que l'auteur principal a intentionnellement tué un ou plusieurs des membres du groupe<sup>3843</sup>. L'expression « porter gravement atteinte à l'intégrité physique » s'entend des actes de violence sexuelle et des actes de violence physique graves qui ne répondent pas à la qualification de meurtre mais portent gravement atteinte à la santé de la victime ou ont pour effet de la défigurer ou de provoquer des altérations graves de ses organes externes ou internes ou sensoriels<sup>3844</sup>. L'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale, n'a pas besoin d'avoir des effets permanents ou irréversibles<sup>3845</sup>. Il ressort cependant de plusieurs jugements du Tribunal que l'atteinte grave à l'intégrité mentale recouvre plus qu'une atteinte davantage mineure ou temporaire des facultés mentales<sup>3846</sup>. Il a été noté toutefois que cette définition ne trouve aucun fondement dans la jurisprudence et que ce qui constitue l'atteinte grave à l'intégrité mentale doit être interprété au cas par cas<sup>3847</sup>.

### 3.3 Délibération

#### i) *Famille Ruhutinyanya*

##### a) *Article 6.1 du Statut*

1494. La Chambre rappelle ses conclusions selon lesquelles vers le 18 avril 1994, Nizeyimana a ordonné de faire partir du camp la famille Ruhutinyanya, qui comptait des membres Tutsis, en sachant que l'exécution de cet ordre entraînerait le massacre de cette famille. La Chambre a conclu que les militaires de l'ESO avaient fait sortir les membres de la famille Ruhutinyanya de l'ESO et les avaient conduits à un barrage établi près du poste-frontière d'Akanyaru. Les militaires qui les y avaient conduits et/ou les civils armés et les *Interahamwe* qui tenaient le barrage avaient participé directement au massacre de cette famille<sup>3848</sup>.

1495. De fait, la veille, les militaires de l'ESO avaient « extrait » la famille Ruhutinyanya de ce même barrage qui était contrôlé par des *Interahamwe* armés et qui avaient refusé de laisser la famille franchir le barrage. Les civils, qui portaient des armes à feu et des armes traditionnelles, avaient menacé la famille tutsie et ceux qui les escortaient. Il ressort aussi du dossier que les militaires de l'ESO qualifiaient les membres de cette famille d'*Inyenzi* ou d'*Inkotanyi*. Ayant considéré que le sous-lieutenant Bizimana avait dirigé le départ de la famille Ruhutinyanya du camp de l'ESO et que les membres de la famille ont été finalement tués, la Chambre n'a aucun

<sup>3843</sup> Arrêt *Kayishema*, par. 151.

<sup>3844</sup> Arrêt *Seromba*, par. 46 à 49 ; jugements *Ntagerura*, par. 664 ; *Semanza*, par. 320 ; *Kayishema*, par. 110.

<sup>3845</sup> Jugements *Ntagerura*, par. 664 ; *Semanza*, par. 320 et 322.

<sup>3846</sup> Arrêt *Seromba*, par. 46 ; jugements *Kajelijeli* (par. 815) ; *Ntagerura*, par. 664 ; *Semanza*, par. 321 et 322 ; *Kayishema*, par. 110.

<sup>3847</sup> Voir jugement *Kanyarukiga*, par. 637, citant le jugement *Kayishema*, par. 113.

<sup>3848</sup> Chap. II, point 4.1.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

doute que les militaires de l'ESO et les *Interahamwe* qui tenaient le barrage étaient animés de l'intention génocide quand les membres de la famille ont été tués.

1496. La Chambre considère que l'ordre que Nizeyimana avait donné de ramener la famille à l'endroit où on l'avait trouvée équivalait à une contribution significative et substantielle à la mort de ses membres. Étant donné que Nizeyimana savait que l'exécution de ces instructions entraînerait le meurtre de cette famille, la seule conclusion raisonnable est qu'il était également animé de l'intention génocide<sup>3849</sup>. La Chambre a aussi conclu que Nizeyimana était conscient de l'intention génocide des auteurs principaux.

1497. Cette conclusion est confortée par les témoignages faisant état de la colère manifestée par Nizeyimana en apprenant la présence au camp de cette famille tutsie qualifiée d'*Inyenzi* ou d'*Inkotanyi* par lui-même et par d'autres personnes, et son dégoût du fait qu'elle était protégée. En effet, ce dégoût cadre parfaitement avec les conclusions dégagées ailleurs dans le présent jugement selon lesquelles vers la même période, Nizeyimana était occupé à organiser et autoriser un véritable assaut militaire contre les Tutsis déplacés à la paroisse de Cyahinda<sup>3850</sup>.

1498. Vu les conclusions qui précèdent, la Chambre estime que la responsabilité de Nizeyimana pourrait être engagée au titre de l'article 6.1 du Statut, pour avoir aidé et encouragé à commettre le meurtre de membres de la famille Ruhutinyanya. Cependant, ce meurtre impliquait une pluralité de personnes partageant un dessein commun et agissant de concert en vue de commettre un crime prévu dans le Statut. La Chambre a conclu que la contribution de Nizeyimana au crime était à la fois significative et substantielle. Il ressort en outre du dossier que Nizeyimana souscrivait au dessein commun et était aussi animé de l'intention génocide. Dans ces conditions, la meilleure manière de qualifier la responsabilité de Nizeyimana est de dire que c'est une participation à une entreprise criminelle commune de forme élémentaire<sup>3851</sup>. La Chambre

<sup>3849</sup> En concluant que Nizeyimana était animé de l'intention génocide, la Chambre a examiné les témoignages disant qu'il avait hébergé au moins une Tutsie du nom d'Antoinette Bizimenyera chez lui à une époque où les Tutsis étaient ciblés et tués à Butare. Compte tenu du comportement adopté par Nizeyimana par rapport à ces crimes spécifiques, l'assistance sélective et limitée qu'il a accordée à des Tutsis ne remet nullement en question cette conclusion. Voir jugement *Simba*, par. 417 et 418 ; arrêt *Kvočka*, par. 232 et 233. La Chambre examine ces témoignages à la lumière de ses conclusions tendant à déterminer si Nizeyimana était animé ou non de l'intention génocide.

<sup>3850</sup> Voir chap. II, point 4.2.

<sup>3851</sup> Pour arriver à cette conclusion, il importe peu de savoir si les militaires de l'ESO et/ou les civils armés et les *Interahamwe* ont tué physiquement les membres de la famille Ruhutinyanya au barrage situé près du poste-frontière d'Akanyaru. Même si les militaires de l'ESO n'ont fait que conduire les membres de la famille Ruhutinyanya au barrage, Nizeyimana et les militaires de l'ESO, qui étaient membres de l'entreprise criminelle commune, peuvent être tenus responsables des crimes imputés aux membres de cette entreprise, crimes qui découlent du dessein commun de tuer les Tutsis de Butare, parmi lesquels cette famille. Voir arrêt *Martić*, par. 171. De plus, la Chambre considère que, lus ensemble, l'acte d'accusation et le mémoire préalable au procès du Procureur informent la Défense de la thèse du Procureur selon laquelle les membres de la famille Ruhutinyanya ont pu être tués par les personnes qui contrôlaient le barrage. Voir acte d'accusation, par. 19 ; mémoire préalable au procès du Procureur,

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

prononce un verdict de culpabilité pour ce crime [meurtre de la famille Ruhutinyanya] sur cette base.

*b) Article 6.3*

1499. Selon le dossier, la responsabilité de Nizeyimana en tant que supérieur hiérarchique pourrait aussi être engagée à raison du meurtre de la famille Ruhutinyanya. Comme l'indiquent les constatations factuelles, Nizeyimana était l'officier qui a été consulté le soir où les membres de cette famille sont arrivés à l'ESO, ainsi que le matin où des militaires subalternes de l'ESO les ont fait sortir du camp. Nizeyimana s'est montré inflexible et il a ordonné le départ de la famille, en sachant que l'exécution de ses instructions entraînerait la mort des membres de celle-ci.

1500. En l'occurrence, la Chambre attribue de l'importance au fait que le sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana était le militaire le plus gradé qui a donné suite en dernier ressort aux ordres de Nizeyimana. Elle rappelle les témoignages faisant état de relations relativement étroites existant entre Nizeyimana et ce militaire. Elle a conclu ailleurs dans le présent jugement que Bizimana avait rendu compte à Nizeyimana quelques jours après cet événement, après avoir participé au meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes enlevées de chez elle.

1501. Compte tenu de ces témoignages, du poste qu'occupait Nizeyimana au sein de la hiérarchie de l'ESO et du pouvoir considérable qu'il détenait, la Chambre n'a aucun doute que Nizeyimana aurait pu prévenir les actions des militaires de l'ESO, lesquelles ont entraîné le meurtre de la famille Ruhutinyanya. Étant donné la nature de sa participation, ainsi que les témoignages selon lesquels il était de notoriété publique que la famille Ruhutinyanya avait été massacrée, la Chambre n'a aucun doute que Nizeyimana savait qu'un crime avait été commis et qu'il avait le devoir d'intervenir et le pouvoir de prendre des mesures raisonnables pour punir les militaires de l'ESO.

1502. En concluant ainsi, la Chambre tient compte du fait que Muvunyi, lui aussi, aurait pu exercer un contrôle effectif sur les auteurs de ce crime, mais elle ne considère pas que cette possibilité (existence d'une autorité parallèle) élimine raisonnablement le contrôle effectif exercé par Nizeyimana sur les militaires de l'ESO qui avaient escorté les membres de la famille Ruhutinyanya et les avaient conduits à leur mort. La Chambre ne manquera pas d'examiner les effets que ses conclusions pourront avoir sur la détermination de la peine à infliger à Nizeyimana, car il ne peut pas être reconnu coupable à la fois au titre des articles 6.1 et 6.3 du Statut<sup>3852</sup>.

---

par. 86, 153 et 154, et annexe du mémoire préalable au procès du Procureur, par. 1 (p. 1), 6 (p. 7), et 29 (p. 23 et 24) (de la version anglaise, qui n'a pas été traduite).

<sup>3852</sup> Voir, par exemple, arrêts *Setako*, par. 266 [n'existe qu'en anglais] ; *Renzaho*, par. 564.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

ii) *Paroisse de Cyahinda*

a) *Article 6.1 du Statut*

1503. La Chambre rappelle ses conclusions selon lesquelles des militaires, dont quelque 11 militaires de l'ESO et l'adjudant-chef Kanyashyamba, ont participé à l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda vers le 18 avril 1994, qui a entraîné le massacre de milliers de civils déplacés, dont la plupart étaient des Tutsis. La Chambre a conclu que les actes de ces militaires de l'ESO ont contribué directement au massacre des Tutsis qui s'y trouvaient<sup>3853</sup>.

1504. De plus, pour la Chambre, la seule conclusion raisonnable qui s'impose est que Nizeyimana a contribué à la planification de cette opération militaire et a autorisé les militaires de l'ESO à y participer<sup>3854</sup>. Ces conclusions s'appuient sur le fait que Nizeyimana s'était rendu à la paroisse de Cyahinda la veille de l'attaque, sur les fonctions qu'il exerçait en qualité d'officier S2/S3 chargé des renseignements et des opérations militaires, et sur le rôle que jouait l'ESO en tant que centre de commandement opérationnel pour la région de Butare et Gikongoro. La Chambre a également tenu compte de témoignages pertinents disant que Nizeyimana donnait des ordres à Kanyashyamba et avait du pouvoir sur celui-ci<sup>3855</sup>.

1505. Vu la nature de l'attaque, la Chambre estime que les assaillants ont tué délibérément les membres du groupe ethnique tutsi. Compte tenu du grand nombre de Tutsis parmi les personnes déplacées et du fait qu'ils s'étaient rassemblés à la paroisse principalement à la suite des attaques lancées contre les Tutsis dans les communes avoisinantes, la Chambre n'a aucun doute que les assaillants, y compris les militaires de l'ESO qui avaient participé à l'attaque, étaient animés de l'intention génocide.

1506. Étant donné que Nizeyimana était membre du comité de sécurité qui s'était rendu à la paroisse de Cyahinda la veille de l'attaque, il ne fait aucun doute qu'il était informé des circonstances qui avaient conduit les réfugiés, Tutsis pour la plupart, à cette paroisse. Vu qu'il avait ensuite contribué à planifier l'opération militaire et qu'il avait autorisé les militaires de l'ESO à participer à celle-ci, la Chambre n'a aucun doute que Nizeyimana était animé de l'intention génocide et qu'il savait que les principaux auteurs de l'attaque étaient animés de cette même intention.

1507. De plus, lorsqu'il s'agit d'évaluer l'incidence de la contribution de Nizeyimana, la Chambre rappelle que la visite de Nizeyimana à la paroisse de Cyahinda lui avait nécessairement permis d'examiner, du point de vue des renseignements et des opérations militaires, les forces et faiblesses des déplacés tutsis qui s'étaient retranchés dans la paroisse. Fait à noter, pendant

<sup>3853</sup> Chap. II, point 4.2.

<sup>3854</sup> Id.

<sup>3855</sup> Id.

l'attaque qui s'en est suivie, les militaires de l'ESO ont utilisé des armes spécialisées qui pouvaient entamer le refuge structurel que constituaient les installations de la paroisse et tuer à distance un grand nombre de réfugiés. Lorsque l'on sait que les réfugiés, la plupart étant des Tutsis, avaient déjà repoussé les premiers assauts armés lancés par le bourgmestre et les gendarmes, l'utilisation de ces armes lourdes n'était pas l'effet du hasard. En effet, la Chambre n'a aucun doute que la participation de militaires de l'ESO et l'armement utilisé s'étaient imposés à la suite de l'évaluation sur place de la situation de la paroisse de Cyahinda faite par Nizeyimana et résultaient directement de la participation de Nizeyimana à la planification de l'attaque et de l'autorisation qu'il avait donnée aux militaires de l'ESO de participer à cette attaque. Il est hors de doute que la contribution de Nizeyimana s'est avérée significative et substantielle pour l'opération d'extermination qui s'est ensuivie.

1508. C'est pourquoi la Chambre estime que la responsabilité de Nizeyimana pourrait être engagée en vertu de l'article 6.1 du Statut, pour avoir aidé et encouragé à commettre l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda. Cependant, cette attaque a été le fait d'une pluralité de personnes, partageant un dessein commun et agissant de concert pour commettre un crime prévu par le Statut. La Chambre a conclu que la contribution de Nizeyimana à ce crime avait été significative et substantielle. Comme cela ressort du dossier, Nizeyimana partageait le dessein commun et était animé de l'intention génocide. Dans ces conditions, la responsabilité de Nizeyimana peut être à bon droit qualifiée de participation à la forme élémentaire de l'entreprise criminelle commune avec des assaillants et, en particulier, avec les militaires de l'ESO ayant pris part à cette attaque. La Chambre prononce sur cette base un verdict de culpabilité pour ce crime.

*b) Article 6.3 du Statut*

1509. Nizeyimana a contribué à planifier l'attaque et autorisé les militaires de l'ESO à prendre part à celle-ci mais la Chambre n'est pas convaincue qu'il a engagé sa responsabilité de supérieur hiérarchique à raison des meurtres commis en vertu de l'article 6.3 du Statut. Comme cela peut être déduit raisonnablement des éléments de preuve présentés, les militaires de l'ESO n'étaient pas les seuls militaires engagés dans cette attaque. Étant donné l'ampleur de l'opération lancée, la Chambre n'est pas convaincue que Nizeyimana occupait le plus haut grade dans la hiérarchie militaire du point de vue de la planification et des aspects opérationnels de cette attaque. Il est également possible qu'au moment de celle-ci, les militaires de l'ESO aient été replacés sous d'autres commandements et ainsi potentiellement sous le contrôle effectif d'un autre commandant au moment où les meurtres ont effectivement été commis<sup>3856</sup>. Dans ces conditions, la capacité matérielle de Nizeyimana de prévenir les crimes que s'approprièrent à commettre les militaires de l'ESO ou de punir ceux-ci pour les crimes qu'ils avaient commis n'a

<sup>3856</sup> Voir arrêt *Blagojević*, par. 300 à 304 (confirmant la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle un supérieur hiérarchique peut exercer un « contrôle effectif » sur un subordonné qui a commis des crimes. Mais s'il existe une autorité parallèle qui est présente sur les lieux et donne des ordres et des instructions au subordonné, cette présence suscite le doute que l'accusé exerce « un contrôle effectif » sur ce subordonné).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

pas été établie au-delà de tout doute raisonnable. La Chambre nourrit les mêmes doutes concernant les civils et les autres participants à cette attaque.

iii) *Gicanda*

a) *Article 6.1 du Statut*

1510. La Chambre a conclu que le sous-lieutenant Bizimana était à la tête du groupe de militaires de l'ESO qui avait tué Rosalie Gicanda et les autres personnes de sa maisonnée le 20 avril 1994 ou vers cette date. Gicanda, l'ancienne reine du Rwanda, était d'ethnie tutsie, mais l'appartenance ethnique des autres victimes n'a pas été établie. De plus, Bizimana avait rendu compte de ce meurtre à Nizeyimana et la Chambre a conclu que Nizeyimana avait autorisé celui-ci<sup>3857</sup>.

1511. Vu la nature de l'attaque, la Chambre n'a aucun doute que Gicanda a été ciblée et tuée intentionnellement parce qu'elle était d'ethnie tutsie. En l'occurrence, quelques jours seulement auparavant, Bizimana avait participé à une opération ayant entraîné le meurtre des membres de la famille Ruhutinyanya, qui avaient été tués également en raison de leur appartenance à l'ethnie tutsie. De même, le meurtre de Gicanda et des autres personnes de sa maisonnée avait suivi le discours prononcé par le Président Sindikubwabo le 19 avril 1994, lequel avait marqué un accroissement important de la violence et du ciblage de civils tutsis à Butare. Il ne fait aucun doute pour la Chambre que le meurtre de Gicanda, surnommée « la vieille dame » et symbole de l'ancienne monarchie, a été tuée pour servir d'exemple frappant et montrer que l'ennemi, c'était les Tutsis et les Hutus perçus comme sensibles au sort des Tutsis.

1512. Il existe en outre des témoignages disant que peu après cette attaque, des militaires de l'ESO et d'autres unités ont continué à participer aux meurtres ciblés de Tutsis. Plus précisément, vers le 21 avril 1994, des militaires de l'ESO ont participé au tri des Tutsis, qui ont ensuite été tués à l'université de Butare<sup>3858</sup>. Vers le 29 avril, des militaires de l'ESO ont participé au tri des Tutsis et à leur enlèvement au Groupe scolaire, suivis de leur massacre<sup>3859</sup>. À cela s'ajoutent des témoignages disant qu'à partir du dernier tiers du mois d'avril, les militaires ont utilisé des listes pour identifier et tuer les Tutsis au centre hospitalier universitaire de Butare<sup>3860</sup>. Cela étant, la Chambre n'a aucun doute que ceux qui ont tué Gicanda et les autres personnes enlevées de chez elle étaient animés de l'intention génocide<sup>3861</sup>.

<sup>3857</sup> Chap. II, point 6.2.

<sup>3858</sup> Chap. II, point 5.1.

<sup>3859</sup> Chap. II, point 10.

<sup>3860</sup> Chap. II, point 8.1.

<sup>3861</sup> Le fait que cette opération visait un Tutsi en particulier n'a aucune incidence sur la conclusion que les auteurs avaient l'intention de détruire au moins une partie substantielle du groupe ethnique tutsi. La Chambre rappelle que ce meurtre doit être vu dans le contexte du massacre ciblé et systématique des Tutsis perpétré à cette époque par des militaires de l'ESO et d'autres unités dans la préfecture de Butare. De plus, l'importance symbolique du meurtre de



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1513. La Chambre rappelle que Bizimana a rendu compte du meurtre à Nizeyimana et qu'elle a conclu que Nizeyimana avait autorisé le meurtre. En examinant ses actes dans le contexte d'un autre comportement criminel établi, dont le rôle qu'il avait joué dans le meurtre de la famille Ruhutinyanya, le massacre de la paroisse de Cyahinda et les meurtres commis aux barrages, il ne fait aucun doute pour la Chambre que Nizeyimana était animé de l'intention génocide. La seule conclusion raisonnable que l'on puisse tirer, en particulier à la lumière de ses relations et de sa collaboration répétée avec le sous-lieutenant Bizimana, est que Nizeyimana était conscient également de l'intention génocide qui animait les assaillants.

1514. Finalement, compte tenu du grade élevé de Nizeyimana et de l'autorité considérable qu'il exerçait à l'ESO, ainsi que de sa relation avec le sous-lieutenant Bizimana, l'autorisation de commettre le meurtre donnée par Nizeyimana avant l'attaque, puis, après celle-ci, étaient autant de contributions significatives et substantielles au crime sous forme de soutien moral et d'approbation.

1515. C'est pourquoi, la Chambre estime que la responsabilité pénale de Nizeyimana pourrait être engagée en vertu de l'article 6.1 du Statut pour avoir aidé et encouragé à commettre le meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes qui ont été enlevées chez elle. Toutefois, cette attaque impliquait une pluralité de personnes, partageant un dessein commun et agissant de concert pour commettre un crime prévu par le Statut. La Chambre a conclu que la contribution de Nizeyimana au crime a été significative et substantielle. Il ressort en outre du dossier que Nizeyimana souscrivait au dessein commun et possédait aussi l'intention génocide. Dans ces conditions, la meilleure façon de décrire la responsabilité de Nizeyimana est de la qualifier de participation à une entreprise criminelle commune.

*b) Article 6.3 du Statut*

1516. Comme cela ressort du dossier, Nizeyimana pourrait aussi avoir engagé sa responsabilité de supérieur hiérarchique à raison du meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes enlevées chez elle. La Chambre a conclu qu'il avait autorisé ces meurtres. Selon le dossier, le sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana avait aussi rendu compte du meurtre à Nizeyimana. De plus, les témoignages établissent que Nizeyimana et le sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana étaient assez proches.

1517. Compte tenu de ces témoignages, ainsi que du poste qu'occupait Nizeyimana dans la hiérarchie de l'ESO et de l'autorité considérable qu'il exerçait, la Chambre n'a aucun doute qu'il

---

Gicanda en tant que moyen d'identifier l'ennemi est également pertinente. Voir jugement *Jelisić*, par. 82 (« L'intention génocide peut ... consister à rechercher la destruction d'un nombre plus limité de personnes, celles-ci étant sélectionnées en raison de l'impact qu'aurait leur disparition pour la survie du groupe comme tel »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

pouvait prévenir ce crime ou prendre des mesures raisonnables pour en punir les auteurs<sup>3862</sup>. Vu l'autorisation qu'il avait donnée et le fait qu'il lui a été rendu compte de la commission du crime, la Chambre n'a aucun doute que Nizeyimana a autorisé le meurtre de Rosalie Gicanda, ce qui a entraîné la mort de celle-ci et d'autres personnes enlevées chez elle.

1518. Pour conclure de la sorte, la Chambre a considéré que Muvunyi aurait pu exercer ce même contrôle effectif. Toutefois, faute de preuve crédible établissant la participation de Muvunyi à ce crime, la Chambre ne considère pas que cette autorité parallèle est de nature à éliminer raisonnablement le contrôle effectif exercé par Nizeyimana sur les auteurs de ce crime. La Chambre ne manquera pas d'examiner les effets de ces conclusions sur la détermination de la sentence à infliger à Nizeyimana, car il ne peut pas être reconnu coupable en vertu à la fois des articles 6.1 et 6.3 du Statut<sup>3863</sup>.

iv) *Remy Rwekaza, ZAV et Beata Uwambaye*

a) *Article 6.1 du Statut*

1519. Dans ses constatations factuelles, la Chambre a conclu que Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires de l'ESO de tuer Remy Rwekaza et ZAV, tous deux d'ethnie tutsie, au barrage établi au carrefour des routes conduisant à Gikongoro/Cyangugu et à Kigali, le 21 avril 1994 ou vers cette date. Les militaires avaient abattu Rwekaza. ZAV avait été atteint par des coups de feu mais avait survécu, et la Chambre a conclu qu'il avait été porté gravement atteinte à son intégrité physique<sup>3864</sup>. De même, elle a conclu que Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires de l'ESO de tuer une Tutsie dénommée Beata Uwambaye au même barrage vers le 5 mai. Les militaires avaient suivi les instructions de Nizeyimana et tué Uwambaye<sup>3865</sup>. Dans tous ces cas, les victimes portaient des tenues civiles et n'étaient pas armées.

1520. Par sa présence au barrage et les ordres qu'il y a donnés, Nizeyimana a contribué de manière substantielle et significative aux meurtres de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye, ainsi qu'au tir de coups de feu sur ZAV. La position d'autorité qu'il occupait parmi les militaires relativement jeunes de l'ESO et les ordres qu'il avait donnés d'exécuter ces Tutsis ont joué un rôle déterminant dans ces crimes. De fait, à propos de l'épisode du 21 avril 1994, le rôle joué par Nizeyimana, en interceptant Rwekaza et ZAV après qu'ils eurent été autorisés à franchir le barrage, en les ramenant au barrage et en ordonnant de les exécuter, était une condition nécessaire du meurtre et de l'attaque qui avaient été ensuite commis par les militaires de l'ESO.

<sup>3862</sup> La Chambre a précédemment conclu que le sous-lieutenant Jean Pierre Bizimana n'avait pas été puni pour ce crime. Chap. II, point 6.2.

<sup>3863</sup> Voir, par exemple, arrêts *Setako*, par. 266 ; *Renzaho*, par. 564.

<sup>3864</sup> Chap. II, point 7.1.

<sup>3865</sup> Chap. II, point 7.2.

1521. Ces attaques s'étaient soldées par la mort de deux Tutsis seulement et l'atteinte grave portée à l'intégrité physique d'un troisième, mais la Chambre n'a aucun doute que les auteurs étaient animés de l'intention de détruire au moins une partie substantielle du groupe ethnique tutsi. Ces attaques attestaient la nature systématique de la manière dont les civils tutsis ne cessaient d'être identifiés et tués à ce barrage et à d'autres tenus par les militaires de l'ESO à Butare<sup>3866</sup>. En l'occurrence, un professeur tutsi en vue, le dénommé Pierre Claver Karenzi, a été tué près d'un barrage tout proche qui était tenu par les militaires de l'ESO, le même jour que Rwekaza a été tué et que ZAV a été blessé par balle<sup>3867</sup>.

1522. En effet, ces attaques ont suivi le discours prononcé par le Président Sindikubwabo le 19 avril 1994, discours qui a entraîné une augmentation significative des actes de violence et le ciblage des Tutsis à Butare. Vers le 20 avril, des militaires de l'ESO ont tué Rosalie Gicanda, l'ancienne reine tutsi du Rwanda, ainsi que d'autres personnes enlevées chez elle<sup>3868</sup>. Vers le 21 avril, des militaires de l'ESO ont participé au tri, puis au meurtre de Tutsis à l'université de Butare<sup>3869</sup>. Vers le 29 avril, des militaires de l'ESO ont participé au tri et à l'enlèvement de Tutsis du Groupe scolaire, ce qui a entraîné leur massacre subséquent<sup>3870</sup>. Il existe des éléments de preuve supplémentaires établissant qu'à partir du troisième tiers du mois d'avril, des militaires se sont servis de listes pour identifier et tuer des Tutsis au centre hospitalier universitaire de Butare<sup>3871</sup>.

1523. Dans ce contexte, le fait que seuls deux Tutsis ont été tués et un troisième blessé à ces occasions atteste le côté rudimentaire et le peu d'efficacité des moyens employés par les militaires de l'ESO pour commettre ces crimes<sup>3872</sup>. Rien ne permet de douter que les militaires étaient animés de l'intention génocide au moment où les crimes ont été commis<sup>3873</sup>. Comme cela ressort du dossier, vu le comportement adopté par Nizeyimana lors du meurtre de Rwekaza et de l'agression de ZAV, tout comme pendant le meurtre d'Uwambaye, il était animé, lui aussi, de l'intention génocide. Cette conclusion est confortée par les conclusions de la Chambre relatives à la participation de Nizeyimana à d'autres comportements criminels prouvés.

<sup>3866</sup> Chap. II, point 7.3.

<sup>3867</sup> Chap. II, point 6.5.

<sup>3868</sup> Chap. II, point 6.2.

<sup>3869</sup> Chap. II, point 5.1.

<sup>3870</sup> Chap. II, point 10.

<sup>3871</sup> Voir chap. II, point 8.1.

<sup>3872</sup> Voir arrêt *Krstić*, par. 32 (« Pour conclure qu'un génocide a été commis ... la question capitale qui se pose est celle de savoir s'il y a eu réellement intention de commettre un génocide. ... le génocide n'exige pas la preuve que son auteur ait choisi le mode d'action le plus efficace qui soit pour parvenir à son objectif qui était de détruire la partie du groupe visée. Même si le mode d'action choisi ne traduit pas pleinement l'intention de l'auteur, la destruction demeurant incomplète, cela ne signifie pas pour autant que l'on ne peut conclure à l'existence d'une intention génocid[air]e »).

<sup>3873</sup> Voir arrêt *Hutegekimana*, par. 133 à 135 (confirmant la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle lorsque l'on place leurs actes dans le contexte des meurtres et autres violences spécifiques ciblant les Tutsis, il est évident que les tueurs des trois Tutsis étaient animés de l'intention génocide).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1524. La Chambre conclut que la responsabilité de Nizeyimana est engagée, en vertu de l'article 6.1 du Statut, pour avoir ordonné le meurtre de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye et avoir porté gravement atteinte à l'intégrité physique et mentale de ZAV. Les faits, par ailleurs, étayaient la conclusion que Nizeyimana a participé à une entreprise criminelle commune visant à tuer les Tutsis à ce barrage. Cependant, la Chambre considère que « le fait d'ordonner », qui est également une forme directe de responsabilité, rend le mieux compte de la participation criminelle de Nizeyimana à ces mêmes événements<sup>3874</sup>.

*b) Article 6.3 du Statut*

1525. Selon le dossier, Nizeyimana pourrait également avoir engagé sa responsabilité pénale de supérieur hiérarchique à raison des meurtres de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye commis au barrage établi au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali, et de l'atteinte grave portée à l'intégrité physique de ZAV. Les meurtres et l'agression ont été commis par des militaires de l'ESO qui agissaient sur l'ordre de Nizeyimana. La Chambre n'ignore pas que le pouvoir qu'a le supérieur hiérarchique de donner des ordres n'établit pas en soi qu'il exerçait un contrôle effectif sur ses subordonnés, mais elle sait qu'il constitue l'un des éléments à prendre en compte à cet égard<sup>3875</sup>. Toutefois, vu les conclusions de la Chambre concernant la position qu'occupait Nizeyimana dans la hiérarchie de l'ESO, l'autorité considérable qu'il y exerçait et l'inexpérience relative des militaires de l'ESO, les éléments du dossier font bien ressortir qu'il exerçait un contrôle effectif sur les militaires de l'ESO qui ont commis ces crimes.

1526. Comme indiqué plus haut, il importe de relever que les jeunes militaires de l'ESO qui tenaient le barrage avaient initialement autorisé ZAV et Remy Rwekaza, tous deux d'ethnie tutsie, à passer après qu'ils eurent expliqué qu'ils allaient voir Twagiramungu, un capitaine de l'ESO, mais ceux-ci avaient été ramenés au barrage par Nizeyimana qui avait alors donné l'ordre aux militaires de les tuer. Décrivant la réaction des militaires, ZAV a dit qu'ils n'avaient pas pu « défier [leur] supérieur »<sup>3876</sup>. De fait, quand Rwekaza avait ensuite offert de payer les militaires en échange de sa vie, ils avaient répondu que Nizeyimana les tuerait s'ils n'exécutaient pas son ordre<sup>3877</sup>. Les actes de Nizeyimana, qui étaient une condition nécessaire de l'attaque qui avait suivi, rendent pleinement compte du fait qu'il avait à l'époque la capacité matérielle de prévenir, ou de punir, les actes criminels de ces militaires de l'ESO<sup>3878</sup>.

<sup>3874</sup> Le fait de classer juridiquement les actes de Nizeyimana dans le fait d'ordonner et non dans le fait de commettre une entreprise criminelle commune n'a aucune incidence sur la détermination de la sentence.

<sup>3875</sup> Voir arrêt *Setako*, par. 272.

<sup>3876</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 30), ZAV.

<sup>3877</sup> Ibid. (p. 29 à 33), ZAV.

<sup>3878</sup> Voir arrêt *Halilović*, par. 206 (confirmant une conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle il n'a pas été établi que l'accusé exerçait un contrôle effectif sur ses subordonnés car, selon le dossier, il pouvait donner des ordres, mais ces ordres n'étaient exécutés qu'après confirmation par une autre autorité).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

1527. De même, le meurtre de Beata Uwambaye au même barrage quelques semaines plus tard témoigne du fait que Nizeyimana continuait d'exercer un contrôle effectif sur les jeunes militaires de l'ESO qui tenaient ce barrage. Comme pour le meurtre de Rwekaza et l'agression commise contre ZAV, Uwambaye avait été emmenée pour être abattue et poignardée après que Nizeyimana eut ordonné aux militaires de l'ESO de l'exécuter. En effet, lorsque Nizeyimana donnait un ordre aux cadets de l'ESO, ils répondaient : « Oui, mon capitaine »<sup>3879</sup>. Pour la Chambre, ce témoignage montre bien toute la déférence que Nizeyimana exigeait de ces militaires jeunes et impressionnables en raison de son rang supérieur et de son autorité. Ces faits permettent de conclure qu'il avait à l'époque la capacité matérielle de prévenir, ou de punir les actes criminels. Dans ces deux cas, le comportement de Nizeyimana porte à croire qu'il était au courant de ces crimes et qu'il n'avait rien fait pour les prévenir, ou en punir les auteurs.

1528. Ces conclusions tiennent aussi compte de la possibilité raisonnable que le commandant de l'ESO, le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi, supérieur hiérarchique de droit de Nizeyimana, aurait pu, de son côté, avoir ordonné et autorisé des meurtres à ce barrage. Cependant, cette autorité parallèle possible n'élimine pas raisonnablement le contrôle effectif de Nizeyimana sur les auteurs de ces crimes. Comme indiqué plus haut, les actes de Nizeyimana étaient une condition *sine qua non* pour que soit commis le meurtre de Remy Rwekaza et la tentative de meurtre de ZAV. Son comportement était tout aussi déterminant en ce qui concerne le meurtre de Beata Uwambaye. La Chambre examinera l'incidence de ces conclusions sur la peine, étant donné que Nizeyimana ne peut pas être déclaré coupable à la fois en application des articles 6.1 et 6.3 du Statut<sup>3880</sup>.

v) *Le professeur Pierre Claver Karenzi*

a) *Article 6.1 du Statut*

1529. La Chambre a conclu qu'un militaire de l'ESO avait tué Pierre Claver Karenzi au barrage de l'hôtel Faucon vers le 21 avril 1994, après que Karenzi eut été enlevé de chez lui. Il ressort du dossier que Karenzi, d'ethnie tutsie et professeur à l'université de Butare, était une personnalité en vue à Butare.

1530. Comme dans les cas des meurtres commis au barrage établi au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali, la Chambre est convaincue que le meurtre de Karenzi illustre, lui aussi, la manière systématique dont les civils tutsis étaient identifiés et tués aux barrages contrôlés par des militaires de l'ESO à Butare<sup>3881</sup>. Aussi, même s'il n'y a eu, cette fois-là, qu'un seul Tutsi qui a été tué, il ne fait aucun doute pour la Chambre que son auteur était animé de l'intention spécifique de détruire au moins une partie substantielle du groupe ethnique tutsi.

<sup>3879</sup> CRA, 24 janvier 2011 (p. 60 à 62), ZAK.

<sup>3880</sup> Voir, par exemple, arrêts *Setako*, par. 266 ; *Renzaho*, par. 564.

<sup>3881</sup> Chap. II, point 7.3.

1531. En effet, ce meurtre a été commis dans la foulée du discours prononcé par le Président Sindikubwabo le 19 avril 1994, qui avait entraîné une augmentation considérable de la violence et du ciblage dont étaient victimes les civils tutsis à Butare. Vers le 20 avril, des militaires de l'ESO avaient tué Rosalie Gicanda, l'ancienne reine tutsie du Rwanda, et d'autres personnes qui se trouvaient chez elle<sup>3882</sup>. Vers le 21 avril, des militaires de l'ESO avaient participé au tri des Tutsis et à leur enlèvement à l'université de Butare<sup>3883</sup>. Vers le 29 avril, des militaires de l'ESO avaient participé au tri des Tutsis et à leur enlèvement au Groupe scolaire, suivis de leur massacre<sup>3884</sup>. Il existe des éléments de preuve crédibles supplémentaires établissant qu'à partir du dernier tiers du mois d'avril, les militaires avaient utilisé des listes pour identifier et tuer les Tutsis au centre hospitalier universitaire de Butare<sup>3885</sup>. Vu les circonstances dans lesquelles ce crime a été commis, la seule conclusion raisonnable est que son auteur matériel était animé de l'intention génocide.

1532. La Chambre relève qu'il n'existe aucune preuve directe établissant que Nizeyimana avait ordonné ou autorisé ce meurtre de Karenzi. Néanmoins, elle juge important le fait qu'il ait été commis le jour même où Nizeyimana avait donné l'ordre aux militaires de l'ESO qui contrôlaient le barrage établi juste en contrebas de la route de tuer deux Tutsis. En effet, la Chambre ne doute pas que le barrage de l'hôtel Faucon faisait partie d'un réseau de barrages géographiquement proches contrôlé par des militaires de l'ESO – dont les barrages situés au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali et chez Bihira – qui visaient à identifier et à éliminer les Tutsis, au moins durant le dernier tiers du mois d'avril 1994.

1533. Selon la Chambre, il est impossible de considérer raisonnablement comme une coïncidence la manière publique et notoire dont les Tutsis étaient visés à ces barrages que séparait seulement une courte distance. La seule conclusion raisonnable qui s'impose est que les instructions données par Nizeyimana pour le barrage au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali avaient été nécessairement transmises et correspondaient à celles données au barrage de l'hôtel Faucon situé en contrebas de la route. Le comportement adopté par Nizeyimana par rapport aux meurtres et à l'attaque commis au barrage établi au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali permet d'établir qu'il avait également approuvé et autorisé les meurtres de Tutsis commis au barrage de l'hôtel Faucon, et donc, par implication, celui de Pierre Claver Karenzi. Il ne fait aucun doute pour la Chambre que le militaire de l'ESO qui avait tué Karenzi avait agi de la sorte en sachant qu'il avait le soutien sans réserve de Nizeyimana. Vu l'autorité considérable qui était celle de Nizeyimana et son rang élevé dans la hiérarchie de l'ESO, son approbation et son autorisation ont significativement et substantiellement contribué à ce meurtre. Pour la Chambre, ce comportement établit que

<sup>3882</sup> Chap. II, point 6.2.

<sup>3883</sup> Chap. II, point 5.1.

<sup>3884</sup> Chap. II, point 10.

<sup>3885</sup> Voir chap. II, point 8.1.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Nizeyimana était animé de l'intention génocide et qu'il savait aussi que l'auteur matériel de ce crime était animé de l'intention spécifique de commettre le génocide.

1534. C'est pourquoi, la Chambre estime que la responsabilité pénale de Nizeyimana pourrait être engagée en vertu de l'article 6.1 du Statut pour avoir aidé et encouragé à tuer Pierre Claver Karenzi près du barrage de l'hôtel Faucon. Toutefois, cette attaque impliquait une pluralité de personnes partageant un dessein commun et agissant de concert pour commettre un crime visé dans le Statut. La Chambre a conclu que la contribution de Nizeyimana au crime était à la fois significative et substantielle. Il ressort en outre du dossier que Nizeyimana souscrivait au dessein commun et était également animé de l'intention génocide. Dans ces conditions, la Chambre considère que c'est la participation à une entreprise criminelle commune qui qualifie le mieux la responsabilité de Nizeyimana en l'occurrence.

*b) Article 6.3 du Statut*

1535. La Chambre n'est pas convaincue que les faits établissent que la responsabilité de Nizeyimana en tant que supérieur hiérarchique pourrait être engagée en vertu de l'article 6.3 du Statut à raison du meurtre de Pierre Claver Karenzi commis vers le 21 avril 1994 au barrage de l'hôtel Faucon.

1536. Pour conclure de la sorte, la Chambre tient compte de la position de Nizeyimana dans la hiérarchie de l'ESO, de l'autorité considérable qu'il avait, ainsi que de la jeunesse et de l'inexpérience relatives des militaires de l'ESO en général. En effet, elle a conclu ailleurs dans le présent jugement, que Nizeyimana exerçait un contrôle effectif sur les militaires qui tenaient le barrage établi au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali lors du meurtre de Remy Rwekaza, de la tentative de meurtre contre ZAV, et du meurtre de Beata Uwambaye. De toute évidence, toutefois, il se trouvait à ce barrage et il avait donné l'ordre de commettre ces crimes.

1537. En revanche, la Chambre n'est pas convaincue que Nizeyimana continuait nécessairement à exercer un contrôle effectif sur les militaires de l'ESO aux barrages lorsqu'il ne s'y trouvait pas. Cette conclusion est fondée en partie sur le fait que les militaires provenant d'autres camps, dont les unités d'élite de la Garde présidentielle, circulaient à Butare et commettaient des crimes. Ce doute est particulièrement pertinent dans le cas du meurtre de Karenzi, où les faits n'établissent pas qu'il avait été enlevé chez lui par des militaires de l'ESO. L'hypothèse raisonnable, à savoir que les militaires de l'ESO agissaient de façon coordonnée avec d'autres militaires ou qu'ils étaient par moments replacés sous d'autres commandements, permet de douter que Nizeyimana exerçait un contrôle effectif général [sur tous les militaires].

*vi) Matabaro et Nyirinkwaya*

1538. La Chambre rappelle qu'elle a conclu que les personnes enlevées de chez Matabaro et de chez Nyirinkwaya avaient été tuées vers le 22 avril 1994 en présence de Nizeyimana, sur ses instructions et avec son approbation expresse. Cependant, elle rappelle qu'il ressort des

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

dépositions établissant l'appartenance ethnique des victimes que certaines d'entre elles étaient au moins considérées comme des Hutus. Il y a une ambiguïté générale concernant l'appartenance ethnique des victimes. De plus, alors qu'elles ont été tuées dans le cadre d'attaques fondées sur cette appartenance ethnique, l'intention génocide n'a pas été établie dans ce cas. On ne peut pas se fonder sur ce fait pour déclarer l'accusé coupable de génocide en application de l'article 2.3 a) du Statut.

### 3.4 Conclusion

1539. La Chambre déclare Nizeyimana coupable de génocide (chef 1) au sens de l'article 6.1 du Statut pour le meurtre de membres de la famille Ruhutinyanya, l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda, le meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes qui se trouvaient chez elle, en raison de la participation de celui-ci à des entreprises criminelles communes de la forme élémentaire. La Chambre juge aussi Nizeyimana coupable de génocide pour avoir ordonné les meurtres de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye au barrage établi au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali, ainsi que l'atteinte grave portée à l'intégrité physique de ZAV au même barrage. Enfin, Nizeyimana est déclaré coupable de génocide à raison du meurtre de Pierre Claver Karenzi commis au barrage de l'hôtel Faucon, par voie de participation à une entreprise criminelle commune de la forme élémentaire.

1540. La Chambre a également conclu que Nizeyimana pourrait avoir engagé sa responsabilité de supérieur hiérarchique en vertu de l'article 6.3 du Statut, à raison du meurtre de membres de la famille Ruhutinyanya, du meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes résidant chez elle, des meurtres de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye commis au barrage établi au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali, ainsi que de l'atteinte grave portée à l'intégrité physique de ZAV à ce même barrage. Cependant, comme il n'est pas possible de prononcer des déclarations de culpabilité en application des articles 6.1 et 6.3 du Statut sur la base des mêmes faits, ces conclusions seront prises en compte uniquement dans le cadre de la détermination de la peine.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

#### 4. CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

##### 4.1 Introduction

1541. Aux chefs 2 et 3 de l'acte d'accusation, il est reproché à Nizeyimana de s'être rendu coupable respectivement d'assassinat et d'extermination constitutifs de crimes contre l'humanité en application des alinéas a) et b) de l'article 3 du Statut. Comme indiqué plus haut, aucune des allégations de fait étayant le chef 4 (viol constitutif de crime contre l'humanité au sens de l'article 3 g) du Statut) n'établi la participation de Nizeyimana au point de justifier que sa responsabilité soit engagée. Le chef d'accusation 4 est donc rejeté.

##### 4.2 Attaque généralisée et systématique

1542. Pour que l'un des actes énumérés à l'article 3 du Statut puisse être qualifié de crime contre l'humanité, le Procureur doit établir l'existence d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile en raison de son appartenance nationale, politique, ethnique, raciale ou religieuse<sup>3886</sup>. L'adjectif « généralisé » renvoie au fait que l'attaque a été menée sur une grande échelle et au nombre de victimes qu'elle a faites, tandis que l'adjectif « systématique » dénote « le caractère organisé des actes de violence et l'improbabilité de leur caractère fortuit<sup>3887</sup>. En ce qui concerne l'élément moral [*mens rea*], l'auteur doit avoir agi en ayant connaissance du contexte général dans lequel s'inscrivait l'attaque et du fait que ses actes (ou omissions) faisaient partie intégrante de l'attaque généralisée ou systématique dirigée contre la population civile<sup>3888</sup>.

1543. Ayant examiné les éléments du dossier dont elle est saisie, la Chambre conclut que les personnes ciblées pendant la période pertinente ont été tuées principalement en raison de leur appartenance ethnique. Cela transparaît dans le comportement criminel prouvé qui a été examiné dans le cadre du chef 1 (de génocide), ainsi que dans les dépositions disant que les Tutsies étaient spécifiquement victimes de viols partout à Butare et que les Tutsis avaient été séparés des Hutus dans diverses institutions à Butare et tués aux barrages.

1544. De même, il ressort également du dossier que des personnalités hutues avaient aussi été sélectionnées pour être éliminées, ce qui prouve que certaines personnes étaient aussi visées en raison de leur appartenance politique. Cela transparaît dans les meurtres ciblés de Jean Baptiste Matabaro, du sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya et de Jean Marie Vianney Maniraho. La Chambre est donc convaincue qu'il y a eu une attaque généralisée et systématique dirigée contre la population civile, à Butare et au Rwanda en général, en raison de son appartenance ethnique et

<sup>3886</sup> Article 3 du Statut. Voir aussi arrêt *Bagosora*, par. 389 (appel des notes de bas de page omis).

<sup>3887</sup> Arrêt *Bagosora*, par. 389.

<sup>3888</sup> Id.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

politique<sup>3889</sup>. Compte tenu des contributions de Nizeyimana et des autres auteurs à ces crimes et de la nature spécifique des crimes en question, il est inconcevable que ces personnes aient pu ignorer que les actes qu'ils commettaient s'inscrivaient dans le cadre de cette attaque. Cela vaut a fortiori pour Nizeyimana, vu son grade et sa position au sein de la hiérarchie militaire.

### 4.3 Extermination

#### 4.3.1 Introduction

1545. Au chef 2 de l'acte d'accusation, il est reproché à Nizeyimana de s'être rendu coupable d'extermination constitutive de crime contre l'humanité, crime réprimé par l'alinéa b) de l'article 3 du Statut.

#### 4.3.2 Droit applicable

1546. L'extermination suppose un crime perpétré à grande échelle<sup>3890</sup>. L'expression « à grande échelle » n'emporte pas détermination d'un seuil numérique défini<sup>3891</sup>. Outre l'élément moral requis pour tous les crimes contre l'humanité et examiné plus haut, il faut, pour que l'élément moral de l'extermination soit établi, que l'accusé ait été animé de l'intention de participer à des meurtres à grande échelle ou qu'il ait contribué à soumettre de façon généralisée ou systématique un grand nombre de personnes à des conditions d'existence susceptibles d'entraîner leur mort<sup>3892</sup>.

#### 4.3.3 Délibération

##### i) *Paroisse de Cyahinda*

1547. Le Procureur a accusé Nizeyimana d'être responsable de l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda (chap. II, point 4.2) qu'il a qualifiée d'extermination constitutive de crime contre l'humanité en vertu des articles 6.1 et 6.3 du Statut<sup>3893</sup>. La Chambre a déjà conclu que l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda était constitutive de génocide. Étant donné le nombre très élevé de Tutsis qui se trouvaient à la paroisse et le fait que l'attaque finale avait fait des milliers de victimes parmi ces réfugiés, il ne fait aucun doute pour la Chambre que cette attaque représentait des meurtres à grande échelle. Il ressort clairement des témoignages que les

<sup>3889</sup> Voir aussi Décision relative à la requête du Procureur aux fins de constat judiciaire de faits de notoriété publique (Chambre de première instance), 3 mars 2010, par. 2 et 5 (dressant le constat judiciaire des attaques généralisées et systématiques lancées contre la population civile en raison de son appartenance à l'ethnie tutsie).

<sup>3890</sup> Arrêts *Bagosora*, par. 394 ; *Rukundo*, par. 185, citant l'arrêt *Ntakirutimana*, par. 516.

<sup>3891</sup> Id.

<sup>3892</sup> Arrêts *Brđanin*, par. 476 ; *Stakić*, par. 259 et 260 ; *Gacumbitsi*, par. 86 ; *Ntakirutimana*, par. 522.

<sup>3893</sup> Voir acte d'accusation, par. 38 et 42 (incorporant par renvoi le paragraphe 13).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

auteurs principaux, tout comme Nizeyimana, étaient animés de l'intention de participer à des meurtres à grande échelle commis sur une base ethnique. La Chambre a déjà conclu que la responsabilité pénale de Nizeyimana était engagée au sens de l'article 6.1 du Statut, à raison de sa participation à une forme élémentaire d'entreprise criminelle commune. Elle n'a pas jugé qu'il pourrait aussi avoir engagé sa responsabilité de supérieur hiérarchique au sens de l'article 6.3 du Statut.

*ii) Autre comportement criminel prouvé*

1548. Le Procureur a aussi accusé Nizeyimana d'extermination constitutive de crime contre l'humanité à raison du meurtre des membres de la famille Ruhutinyanya (chap. II, point 4.1), du meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes se trouvant chez elle (chap. II, point 6.2), des meurtres de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye et la tentative de meurtre contre ZAV commis au barrage établi au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali (chap. II, points 7.1 et 7.2), du meurtre de Pierre Claver Karenzi commis au barrage de l'hôtel Faucon (chap. II, point 6.5), ainsi que du meurtre de personnes enlevées respectivement chez Matabaro et chez Nyirinkwaya (chap. II, point 6.6)<sup>3894</sup>.

1549. L'extermination ne postule pas un seuil numérique défini, mais la jurisprudence souligne que les meurtres doivent avoir été commis sur une grande échelle<sup>3895</sup>. La Chambre n'est pas convaincue que le meurtre de membres de la famille Ruhutinyanya, le meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes résidant chez elle, les meurtres de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye et la tentative de meurtre contre ZAV commis au barrage établi au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali, le meurtre de Pierre Claver Karenzi commis au barrage de l'hôtel Faucon, ainsi que le meurtre de personnes enlevées respectivement chez Matabaro et chez Nyirinkwaya sont constitutifs d'extermination. Les preuves relatives au nombre de morts dans chacun de ces cas sont trop ambiguës et/ou insuffisantes pour établir l'existence de meurtres à grande échelle<sup>3896</sup>.

<sup>3894</sup> Voir acte d'accusation, par. 38 (incorporant par renvoi les paragraphes 19, 22 à 25, 29 et 40 dudit acte).

<sup>3895</sup> Voir, par exemple, arrêt *Bagosora*, par. 398 (le meurtre de 9 personnes commis par un groupe, tandis que « plusieurs autres groupes » [traduction] commettaient des meurtres à travers la ville, permet de conclure que des meurtres étaient commis à grande échelle) ; arrêt *Rukundo*, par. 189 (l'enlèvement et le meurtre d'un grand nombre de réfugiés remplissant un séminaire a permis de conclure que des meurtres avaient été commis à grande échelle) ; arrêt *Ntakirutimana*, par. 521 (le massacre de centaines, voire de milliers de personnes remplit la condition requise pour qu'il y ait des meurtres à grande échelle) ; arrêt *Brđanin*, par. 472 (le meurtre de 68 à 300 personnes établit que des meurtres ont été commis à grande échelle) ; jugement *Gatete*, par. 639 (le meurtre de 26 à 31 personnes établit que des meurtres à grande échelle ont été commis), 642 et 645 (le meurtre « de centaines, voire de milliers » de personnes permet de conclure que des meurtres ont été commis à grande échelle).

<sup>3896</sup> La seule évaluation numérique aboutit au chiffre de 15 pour les personnes que comprenait la famille Ruhutinyanya, mais d'autres ont parlé d'un minibus ayant des personnes à son bord. Le nombre de personnes enlevées chez Gicanda et tuées semble inférieur à 7. Comme indiqué ailleurs dans le jugement, il semble que de nombreuses personnes avaient été enlevées chez Matabaro et chez Nyirinkwaya et attaquées, mais le nombre total de

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

#### 4.3.4 Conclusion

1550. La Chambre déclare Nizeyimana coupable d'extermination constitutive de crime contre l'humanité (deuxième chef) à raison de l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda en application de l'article 6.1 du Statut, pour avoir participé à une entreprise criminelle commune de la forme élémentaire. Comme indiqué plus haut, il ne fait aucun doute pour la Chambre que Nizeyimana et les assaillants savaient que cette attaque s'inscrivait dans le cadre d'attaques généralisées et systématiques dirigées contre la population civile, en raison de son appartenance ethnique et politique. La Chambre n'a pas jugé que Nizeyimana pouvait avoir engagé la responsabilité pénale de supérieur hiérarchique au sens de l'article 6.3 du Statut.

#### 4.4 Assassinat

##### 4.4.1 Introduction

1551. Au troisième chef de l'acte d'accusation, le Procureur accuse Nizeyimana d'assassinat [« *murder* » dans le texte anglais du Statut] constitutif de crime contre l'humanité, en application de l'article 3 a) du Statut.

##### 4.4.2 Droit applicable

1552. Pour que le crime d'assassinat soit constitué, il faut démontrer que la victime est décédée et que son décès a été causé par un acte ou une omission. Pour établir l'élément moral du crime d'assassinat [« *murder* »], il est exigé que l'auteur de l'acte ou de l'omission ait eu l'intention de tuer sa victime ou de porter des atteintes graves à son intégrité physique dont il pouvait raisonnablement prévoir qu'elles risquaient de provoquer la mort<sup>3897</sup>.

##### 4.4.3 Délibération

###### i) Paroisse de Cyahinda

1553. Le Procureur accuse Nizeyimana d'assassinat [« *murder* »] constitutif de crime contre l'humanité à raison de l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda (chap. II, point 4.2), au sens des articles 6.1 et 6.3 du Statut<sup>3898</sup>. La Chambre l'a déjà déclaré coupable d'extermination constitutive de crime contre l'humanité à raison de cette attaque (chap. III, point 4.3.4). Le cumul de déclarations de culpabilité pour assassinat et extermination constitutifs de crimes contre l'humanité, [ces déclarations étant] basées sur la même pluralité de faits n'est pas permis, car

---

morts qui ressort du dossier est ambigu. De même, le nombre de meurtres prouvés que donne l'acte d'accusation au titre des meurtres commis aux barrages s'élève au total à trois personnes.

<sup>3897</sup> Arrêt *Milošević*, par. 108. Voir aussi jugement *Bagosora*, par. 2169, note de bas de page 2351.

<sup>3898</sup> Acte d'accusation, par. 44 et 46 (incorporant par renvoi le paragraphe 13).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

l'assassinat constitutif de crime contre l'humanité ne comprend pas un élément substantiellement distinct de l'extermination constitutive de crime contre l'humanité<sup>3899</sup>.

*ii) Matabaro et Nyirinkwaya*

*a) Article 6.1 du Statut*

1554. Le Procureur accuse Nizeyimana d'assassinat constitutif de crime contre l'humanité à raison du meurtre de personnes enlevées chez Matabaro et chez Nyirinkwaya, en application des articles 6.1 et 6.3 du Statut<sup>3900</sup>. La Chambre a conclu que vers le 22 avril 1994, Nizeyimana avait accompagné des militaires de l'ESO qui avaient enlevé de force des membres de la famille Matabaro et des personnes qui résidaient chez elle. Certains de ces civils avaient fui chez le sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya qui habitait dans le voisinage. Cependant, les militaires avaient suivi rapidement et enlevé ces individus ainsi que d'autres personnes qui habitaient chez Nyirinkwaya et les avaient emmenés à une courte distance de là.

1555. Une fois à l'extérieur des maisons, les hommes qui étaient chefs de famille, dont le substitut du procureur, Jean Baptiste Matabaro, et le sous-préfet Zéphanie Nyirinkwaya, qui avaient été séparés auparavant des autres personnes, avaient été abattus. Par la suite, les militaires avaient abattu le reste des membres des familles Matabaro et Nyirinkwaya, ainsi que d'autres personnes qui avaient été enlevées chez elles. Un certain nombre de personnes ont été tuées, mais il y a eu quelques rescapés.

1556. La Chambre est convaincue que ces meurtres attestent une démarche méthodique et organisée. La proximité immédiate dans le temps et dans l'espace de l'enlèvement de personnes dans les deux cas et les exécutions qui ont suivi démontrent que ces meurtres étaient intentionnels. En outre, il n'y a aucun doute que les assaillants ont attaqué les résidences chez Matabaro et chez Nyirinkwaya en sachant que leurs actes s'inscrivaient dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique dirigée contre des personnes en raison de leur appartenance politique et ethnique.

1557. Il ressort en particulier du dossier que Jean Baptiste Matabaro, substitut du procureur de Butare, avait ouvert sa maison à plusieurs personnes qui fuyaient Kigali et Butare et dont beaucoup craignaient d'être persécutées, compte tenu de la violence ambiante<sup>3901</sup>. Selon les témoignages de personnes proches de Matabaro, l'appartenance ethnique était un concept flou

<sup>3899</sup> Arrêts *Bagosora*, par. 416 ; *Ntakirutimana*, par. 542.

<sup>3900</sup> Acte d'accusation, par. 44 et 46 (incorporant par renvoi les paragraphes 22 et 40).

<sup>3901</sup> Voir chap. II, point 6.6. Voir, par exemple, CRA, 10 mai 2011 (p. 11 et 12), témoin à décharge MOL08. Voir CRA, 22 février 2011 (p. 78 à 80), témoin à charge BZC.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

dans la maisonnée<sup>3902</sup>. Comme l'a dit aussi à la barre un représentant de la Croix-Rouge internationale, Nyirinkwaya parlait ouvertement de la nature de la violence ciblée qui sévissait à Butare<sup>3903</sup>. Il ne fait aucun doute pour la Chambre que Nyirinkwaya, sous-préfet qui, dès le début des meurtres à Butare, avait accueilli chez lui d'autres personnes, en plus des membres de sa famille, a aussi été spécifiquement visé en raison de son appartenance politique et ethnique. Vu les attaques qui ont précédé et suivi ces meurtres, il ne fait aucun doute pour la Chambre que les auteurs de ces crimes les ont commis en sachant qu'ils s'inscrivaient dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique.

1558. La Chambre redit qu'elle a conclu que les meurtres avaient été commis selon les instructions de Nizeyimana et avec son approbation expresse. Sa qualité d'officier supérieur au sein de la hiérarchie de l'ESO et son expérience en tant qu'officier S2/S3 chargé des renseignements, de la formation et des opérations sont essentielles pour comprendre son rôle. Ajoutés à sa connaissance intime du voisinage, ces facteurs démontrent qu'il a joué un rôle de supervision dans cette opération et qu'il était présent pour s'assurer qu'elle serait exécutée de manière satisfaisante. À cet égard, sa présence et les instructions qu'il a données équivalent à une approbation tacite significative et substantielle des enlèvements et des meurtres qui s'en sont ensuivis. Enfin, le rang que Nizeyimana occupait dans la hiérarchie militaire et sa participation à des attaques similaires lancées à cette époque prouvent qu'il savait que cette attaque s'inscrivait dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique dirigée contre des personnes en raison de leur appartenance politique et ethnique.

1559. C'est pourquoi, la Chambre estime que Nizeyimana pourrait avoir engagé sa responsabilité pénale en vertu de l'article 6.1 du Statut, pour avoir aidé et encouragé à tuer les personnes enlevées chez Matabaro et chez Nyirinkwaya. Cependant, il ressort des conclusions susvisées que cette attaque avait impliqué une pluralité de personnes partageant un dessein commun et agissant de concert pour commettre un crime visé dans le Statut. La Chambre a conclu que la contribution de Nizeyimana au crime était significative et substantielle. Il ressort encore du dossier que Nizeyimana souscrivait au dessein commun et était animé de la même intention [*men rea*] que les auteurs principaux. Dans ces conditions, c'est la participation à une entreprise criminelle commune qui rend le mieux compte de la responsabilité pénale de Nizeyimana.

#### *b) Article 6.3 du Statut*

1560. À la lumière des constatations susvisées, il ressort du dossier que la responsabilité de Nizeyimana en tant que supérieur hiérarchique pourrait être engagée, elle aussi, en vertu de l'article 6.3 du Statut, à raison du meurtre des personnes enlevées chez Matabaro et chez

<sup>3902</sup> Voir, par exemple, CRA, 22 février 2011 (p. 8, 22 et 23, et 25 et 26 (huis clos)), BXF et 25 février 2011 (p. 20 et 21), ZBJ.

<sup>3903</sup> Voir CRA, 14 février 2011 (p. 11 et 12), témoin Zachariah.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Nyirinkwaya. La Chambre relève que Nizeyimana se trouvait là pendant l'opération. Rappelant l'identification des militaires de l'ESO fournie par les témoins à charge, ainsi que la participation directe de Nizeyimana à l'attaque, la Chambre considère qu'il ne fait pas de doute qu'il exerçait un contrôle effectif sur les assaillants pendant l'attaque.

1561. Ces conclusions tiennent compte de l'hypothèse raisonnable que le commandant de l'ESO, le lieutenant-colonel Tharcisse Muvunyi, supérieur hiérarchique de droit de Nizeyimana, pouvait avoir exercé de son côté un contrôle effectif sur les assaillants. Cependant, cette autorité parallèle possible n'élimine pas raisonnablement le contrôle effectif de Nizeyimana sur les auteurs de ces crimes. La Chambre examinera l'incidence de ces conclusions sur la détermination de la peine, compte tenu de ce que Nizeyimana ne peut pas être déclaré coupable en application à la fois des articles 6.1 et 6.3 du Statut<sup>3904</sup>.

*ii) Autre comportement criminel prouvé*

1562. Le Procureur accuse aussi Nizeyimana d'assassinat constitutif de crime contre l'humanité à raison du meurtre de membres de la famille Ruhutinyanya (chap. II, point 4.1), du meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes se trouvant chez elle (chap. II, point 6.2), des meurtres de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye et la tentative de meurtre contre ZAV commis au barrage du carrefour des routes Gikongoro/Cyangugu et de Kigali (chap. II, points 7.1 et 7.2) et du meurtre de Pierre Claver Karenzi commis au barrage de l'hôtel Faucon (chap. II, point 6.5)<sup>3905</sup>.

1563. La Chambre a déterminé que ces meurtres et un cas d'atteinte grave à l'intégrité physique étaient constitutifs de génocide. Il ne fait aucun doute pour la Chambre que ces homicides étaient intentionnels et qu'ils ont été commis en raison de l'appartenance ethnique des victimes. En effet, il est possible que quelques Hutus aient été tués en même temps que la famille Ruhutinyanya et les personnes enlevées chez Rosalie Gicanda, mais ces attaques avaient été motivées par l'appartenance ethnique tutsie, réelle ou perçue, des victimes. La Chambre est également convaincue que les meurtres de Rosalie Gicanda, l'ancienne reine du Rwanda, et d'autres personnes qui se trouvaient chez elle ont été motivés aussi par leur appartenance politique.

1564. C'est pourquoi, la Chambre est également convaincue que les assaillants, tout comme Nizeyimana, ont participé à ces crimes en sachant qu'ils s'inscrivaient dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique motivée par l'appartenance ethnique des victimes.

<sup>3904</sup> Voir, par exemple, arrêts *Setako*, par. 266 ; *Renzaho* (par. 564).

<sup>3905</sup> Voir acte d'accusation, par. 44 et 46 (incorporant par renvoi les paragraphes 19, 23 à 25 et 29 dudit acte).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

#### **4.4.4 Conclusion**

1565. La Chambre a conclu que Nizeyimana avait engagé sa responsabilité pénale à raison des meurtres de la famille Ruhutinyanya, de Rosalie Gicanda et d'autres personnes se trouvant chez celle-ci, et de Pierre Claver Karenzi perpétré au barrage de l'hôtel Faucon, en vertu de l'article 6.1 du Statut pour avoir participé à une entreprise criminelle commune de la forme élémentaire (chap. III, point 3.4). Elle a aussi conclu qu'il était responsable pour avoir ordonné les meurtres de Remy Rwekaza et de Beata Uwambaye commis au barrage établi au carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali (chap. III, point 3.4). Elle juge aussi que la responsabilité pénale de Nizeyimana est engagée à raison des meurtres des personnes enlevées respectivement chez Matabaro et chez Nyirinkwaya en vertu de l'article 6.1 du Statut pour avoir participé à une entreprise criminelle commune.

1566. Comme indiqué plus haut, il ne fait aucun doute pour la Chambre que Nizeyimana et les assaillants savaient que ces faits s'inscrivaient dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique dirigée contre la population civile en raison de son appartenance ethnique et politique. La Chambre déclare Nizeyimana coupable d'assassinat constitutif de crime contre l'humanité (chef 3) à raison des meurtres décrits ci-dessus.

1567. La Chambre a aussi conclu que Nizeyimana pourrait avoir engagé sa responsabilité pénale de supérieur hiérarchique en vertu de l'article 6.3 du Statut à raison de tous ces crimes, sauf le meurtre du professeur Karenzi commis au barrage de l'hôtel Faucon. Cependant, comme il n'est pas possible de prononcer des déclarations de culpabilité en vertu à la fois des articles 6.1 et 6.3 du Statut, ces conclusions seront examinées uniquement en vue de la détermination de la peine.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

## **5. VIOLATIONS GRAVES DE L'ARTICLE 3 COMMUN AUX CONVENTIONS DE GENÈVE ET DU PROTOCOLE ADDITIONNEL II**

### **5.1 Introduction**

1568. Aux chefs 5 et 6 de l'acte d'accusation, le Procureur reproche à Nizeyimana d'avoir commis des violations graves (meurtre et viol) de l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes en temps de guerre et du Protocole additionnel II du 8 juin 1977, en application des articles 4 a) et 4 e) du Statut. Comme indiqué plus haut, aucune des allégations factuelles formulées à l'appui du chef 6, à savoir le viol constitutif de crime de guerre, en vertu de l'article 4 e) du Statut, ne rapporte suffisamment la preuve de la participation de Nizeyimana pour établir sa responsabilité. Le chef 6 de l'acte d'accusation est [donc] rejeté.

### **5.2 Normes minimales**

#### **5.2.1 Droit applicable**

1569. En ce qui concerne les crimes visés par l'article 4 du Statut, le Procureur doit établir, en tant que normes minimales, les éléments énumérés ci-après : 1) l'existence d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international ; 2) l'existence d'un lien de connexité entre la violation alléguée et le conflit armé ; 3) le fait que les victimes ne prenaient pas directement part aux hostilités au moment de la violation alléguée<sup>3906</sup>.

#### **5.2.2 Conflit armé ne présentant pas un caractère international**

1570. Nul ne conteste le fait qu'il existait un conflit armé ne présentant pas un caractère international entre les forces gouvernementales rwandaises et les forces militaires du FPR<sup>3907</sup>.

#### **5.2.3 Lien de connexité**

1571. Il existe un lien de connexité entre l'infraction alléguée et le conflit armé ne présentant pas un caractère international lorsque l'infraction est étroitement liée aux hostilités. Il faut, à tout le moins, que l'existence du conflit armé ait considérablement pesé sur la capacité de l'auteur du crime de commettre celui-ci, sa décision de le commettre, la manière dont il l'a commis ou le but

<sup>3906</sup> Arrêt *Setako*, par. 246.

<sup>3907</sup> Voir Décision relative à la requête du Procureur aux fins de constat judiciaire de faits de notoriété publique, (Chambre de première instance), 3 mars 2010, par. 2 et 5. Voir aussi arrêt *Semanza*, par. 192 (« [la Chambre] n'a ainsi retenu que des faits notoires à caractère général qui ne font pas raisonnablement l'objet de contestation, [...] notamment, qu'un conflit armé ne présentant pas un caractère international s'est déroulé au Rwanda entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 17 juillet 1994 ... »).

dans lequel il l'a commis. S'il peut être établi [...] que l'auteur du crime a agi dans l'optique de servir un conflit armé ou sous le couvert de celui-ci, cela suffit pour conclure que ses actes étaient étroitement liés au conflit<sup>3908</sup>.

1572. Il ressort des éléments de preuve présentés que le conflit armé entre les forces gouvernementales rwandaises, celles du FPR (lequel était largement identifié comme étant la minorité ethnique tutsie) et les membres de l'opposition politique, a créé un contexte et fourni un prétexte aux massacres généralisés et aux autres exactions dont la population civile a été la victime au Rwanda.

1573. La Chambre a décrit la manière dont les militaires de l'ESO avaient été utilisés pour cibler la famille Ruhutinyanya, ainsi que la participation des militaires de l'ESO à un assaut militaire en règle lancé contre la paroisse de Cyahinda et qui avait entraîné le meurtre de milliers de réfugiés, principalement des Tutsis. Des militaires de l'ESO avaient, de même, participé au meurtre de Rosalie Gicanda, l'ancienne reine du Rwanda, et de personnes enlevées chez elle, ainsi qu'à l'attaque contre les personnes enlevées chez Matabaro et chez Nyirinkwaya. Enfin, ces mêmes militaires tenaient des barrages partout à Butare et étaient responsables des meurtres de Remy Rwekaza, Beata Uwambaye et Pierre Claver Karenzi, tous Tutsis, commis à deux barrages.

1574. Les militaires étaient les participants exclusifs ou principaux à ces attaques, travaillant quelquefois en collaboration avec les milices civiles ou autres. Il est hors de doute que ces assaillants ciblaient leurs victimes dans l'optique de servir un conflit armé existant ou sous le couvert de celui-ci.

#### 5.2.4 Victimes

1575. Au moment des violations alléguées, la plupart des victimes étaient des civils qui avaient recherché de l'aide auprès des autorités (chap. II, point 4.1), avaient été extraits de leurs maisons et tués (chap. II, points 6.6 et 6.5), ou avaient été tués pendant qu'ils transitaient par la ville de Butare (chap. II, points 7.1 et 7.2).

1576. Il est significatif que dans les descriptions de la famille Ruhutinyanya il était question des femmes et des enfants<sup>3909</sup>. Fait à noter, Gicanda, l'ancienne reine tutsie du Rwanda était désignée sous le nom de « la vieille dame »<sup>3910</sup>. Selon le dossier, des enfants faisaient partie de ceux qui ont été tués dans l'attaque lancée contre les résidences de Matabaro et de Nyirinkwaya. Remy Rwekaza, ZAV et Beata Uwambaye étaient désarmés et portaient des vêtements civils lorsque

<sup>3908</sup> Arrêt *Setako*, par. 249.

<sup>3909</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 23 et 24) et 31 janvier 2011 (p. 33 à 36), témoin à charge BDE ; CRA, 26 janvier 2011 (p. 54 à 57) et 27 janvier 2011 (p. 66 et 67), témoin à charge ZY.

<sup>3910</sup> CRA, 31 janvier 2011 (p. 81), AZD.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Nizeyimana a donné l'ordre aux militaires de l'ESO de les tuer<sup>3911</sup>. Aucune de ces victimes ne prenait activement part aux hostilités.

1577. Comme cela ressort des dépositions, les personnes déplacées à la paroisse de Cyahinda avaient résisté aux attaques initiales. Ce faisant, elles avaient tué au moins deux gendarmes et blessé le bourgmestre de la commune de Nyakizu. Cela étant, selon le dossier, les foules rassemblées là-bas étaient constituées de civils fuyant les attaques lancées contre les Tutsis dans les communes avoisinantes. La Chambre ne considère pas que les efforts déployés par les Tutsis déplacés à la paroisse pour se défendre des attaques avaient fait d'eux des combattants. Dans la mesure où certains d'entre eux auraient pu être considérés comme tels, cela n'aurait pas eu pour effet d'enlever aux milliers de non-combattants qui avaient, eux aussi, cherché refuge là-bas, leur statut de personnes protégées<sup>3912</sup>.

### 5.2.5 Application

1578. La Chambre a déjà conclu que le meurtre de membres de la famille Ruhutinyanya, l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda, l'enlèvement de Rosalie Gicanda et d'autres personnes qui résidaient chez elle, et les meurtres de Remy Rwekaza, Beata Uwambaye et Pierre Claver Karenzi étaient constitutifs de génocide. Elle a conclu en outre que Nizeyimana avait ordonné ces meurtres ou participé à des entreprises criminelles communes qui se proposaient de les commettre. Elle a encore conclu que les meurtres de Jean Baptiste Matabaro, de Zéphanie Nyirinkwaya et de membres de leurs familles étaient des crimes contre l'humanité. Sur la même base, ces meurtres sont aussi autant d'homicides volontaires.

### 5.2.6 Conclusion

1579. La Chambre déclare Nizeyimana coupable de meurtres constitutifs de violations graves de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II (chef 5) à raison du meurtre de membres de la famille Ruhutinyanya, de l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda, du meurtre de Rosalie Gicanda et d'autres personnes enlevées chez elle, et du meurtre de Pierre Claver Karenzi commis au barrage de l'hôtel Faucon, en vertu de l'article 6.1 du Statut, pour avoir participé à des entreprises criminelles communes de la forme élémentaire. Elle a aussi conclu qu'il est coupable d'avoir ordonné les meurtres de Remy Rwekaza et de

<sup>3911</sup> CRA, 23 février 2011 (p. 28 et 29, et 31 et 32), ZAV ; CRA, 24 janvier 2011 (p. 56 à 58), ZAK.

<sup>3912</sup> Voir jugement *Bagosora*, par. 2238 (« La Chambre fait observer qu'elle a été saisie d'éléments de preuve établissant que les personnes qui s'étaient réfugiées à la paroisse de Nyundo s'étaient servies d'armes traditionnelles pour se défendre contre les multiples attaques lancées contre [elles] par des miliciens. Elle souligne qu'elle n'est pas convaincue du bien-fondé de la thèse tendant à établir que l'utilisation par les victimes d'armes rudimentaires pour se défendre soit de nature à modifier leur statut. Elle affirme en outre qu'à supposer même que les réfugiés qui s'étaient armés pour assurer leur défense puissent être qualifiés de combattants, leur présence éventuelle au sein de groupes de réfugiés ne suffirait pas à priver les membres non combattants desdits groupes de leur statut de personnes protégées »), citant le jugement *Semanza*, par. 515.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Beata Uwambaye commis au barrage du carrefour des routes de Gikongoro/Cyangugu et de Kigali.

1580. La Chambre a aussi jugé que Nizeyimana pourrait avoir engagé sa responsabilité de supérieur hiérarchique, en vertu de l'article 6.3 du Statut, à raison de tous ces crimes, sauf l'attaque lancée contre la paroisse de Cyahinda et le meurtre du professeur Karenzi au barrage de l'hôtel Faucon.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

#### **CHAPITRE IV : VERDICT**

1581. Par les motifs exposés dans le présent jugement et ayant examiné l'ensemble des éléments de preuve et des arguments présentés en l'espèce, la Chambre de première instance déclare Ildéphonse Nizeyimana

- Chef 1 : COUPABLE de Génocide
- Chef 2 : COUPABLE d'extermination constitutive de crime contre l'humanité
- Chef 3 : COUPABLE d'assassinat constitutif de crime contre l'humanité
- Chef 4 : NON COUPABLE de viol constitutif de crime contre l'humanité
- Chef 5 : COUPABLE de meurtre constitutif de violation grave de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II
- Chef 6 : NON COUPABLE de viol constitutif de violation grave de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II.

## CHAPITRE V : FIXATION DE LA PEINE

### i) Introduction

1582. Ayant déclaré Nizeyimana coupable de génocide, d'extermination et d'assassinat constitutifs de crimes contre l'humanité, et d'assassinat constitutif de violation grave de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II, la Chambre doit à présent fixer la peine appropriée.

### ii) Droit applicable

1583. Tous les crimes prévus par le Statut du Tribunal constituent des violations graves du droit international humanitaire<sup>3913</sup>. Lorsqu'elle prononce une peine, une Chambre de première instance jouit d'un pouvoir discrétionnaire très large, mais non illimité, en raison de l'obligation qu'elle a d'individualiser la peine pour tenir compte de la situation personnelle de l'accusé et de rendre compte de la gravité des crimes pour lesquels celui-ci a été condamné<sup>3914</sup>.

1584. La gravité dans les faits de l'infraction commise est d'ailleurs le facteur déterminant pour la fixation de la peine<sup>3915</sup>. Pour apprécier la gravité du crime reproché à l'accusé, il convient de tenir compte des circonstances particulières de l'espèce, de la forme et du degré de participation de l'accusé audit crime et du nombre de victimes<sup>3916</sup>. Les conséquences du crime pour les victimes directes sont également à prendre en compte dans la sentence<sup>3917</sup>.

1585. La Chambre d'appel a déjà jugé que « les peines infligées à des accusés semblables dans des affaires semblables devaient être comparables »<sup>3918</sup>. Cependant, la peine prononcée dans une affaire semblable n'a pas valeur de précédent obligatoire. Quoique l'examen de décisions antérieures puisse être utile pour déterminer la peine, elle est d'une aide limitée car il existe dans chaque affaire un grand nombre de variables<sup>3919</sup>. Aussi, la Chambre d'appel reconnaît-elle que « les différences [entre les affaires] sont plus importantes que les similitudes, et que [des] circonstances atténuantes et aggravantes [différentes] commandent des résultats différents »<sup>3920</sup>.

<sup>3913</sup> Arrêt *Kayishema*, par. 367 (citant l'article premier du Statut). Voir aussi jugement *Nyiramasuhuko*, par. 6188 à 6199.

<sup>3914</sup> Arrêts *Kajelijeli*, par. 291 ; *Nahimana*, par. 1037.

<sup>3915</sup> Arrêts *Nahimana*, par. 1060 ; *Nshogoza*, par. 98.

<sup>3916</sup> Arrêts *Rukundo*, par. 243 ; *Hategukimana*, par. 292 ; *Munyakazi*, par. 185.

<sup>3917</sup> Voir arrêt *Blaškić*, par. 683, (il aborde cette question au chapitre intitulé « Gravité des infractions »).

<sup>3918</sup> Arrêts *Milošević*, par. 326 ; *Strugar*, par. 348 ; *Kvočka*, par. 681.

<sup>3919</sup> Arrêts *Milošević*, par. 326 ; *Kvočka*, par. 681.

<sup>3920</sup> Arrêts *Milošević*, par. 326, citant les arrêts *Limaj*, par. 135 ; *Nikolić*, par. 19.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

1586. Les articles 23 du Statut et 101 B) du Règlement prescrivent au Tribunal de tenir compte de la grille générale des peines d'emprisonnement appliquée par les tribunaux du Rwanda<sup>3921</sup>. La Chambre devra aussi prendre en considération les circonstances aggravantes et atténuantes, ainsi que le temps déjà passé en détention par les personnes condamnées à une peine infligée par une juridiction nationale à raison des mêmes faits. La liste de ces facteurs n'est pas exhaustive<sup>3922</sup>.

1587. Les circonstances aggravantes doivent être établies au-delà de tout doute raisonnable<sup>3923</sup>. La Chambre ne tient compte que des circonstances aggravantes articulées dans l'acte d'accusation<sup>3924</sup>, et une circonstance particulière ne sera pas retenue comme circonstance aggravante si elle est un élément constitutif de l'infraction considérée<sup>3925</sup>.

1588. Les circonstances aggravantes sont, notamment, les fonctions de l'accusé, la prolongation des crimes dans le temps, la préméditation, le mobile et les circonstances des infractions en général<sup>3926</sup>. Le fait d'occuper une position sociale élevée ne constitue pas en soi une circonstance aggravante. C'est plutôt l'abus de cette position qui peut être considéré comme une circonstance aggravante<sup>3927</sup>.

1589. Les circonstances atténuantes doivent être établies sur la base de l'hypothèse la plus vraisemblable<sup>3928</sup>. Parmi les éléments à prendre en considération comme circonstances atténuantes, on citera l'expression de remords, la bonne moralité et l'absence d'antécédents judiciaires, la situation personnelle et familiale, le comportement de l'accusé après le conflit, la contrainte, la participation indirecte, l'âge et l'assistance apportée aux victimes<sup>3929</sup>. L'assistance sélective apportée à des Tutsis ne pèse que d'un poids limité en tant que circonstance atténuante<sup>3930</sup>.

<sup>3921</sup> Dans l'affaire *Semanza*, la Chambre d'appel précise au paragraphe 377 de l'arrêt que « l'obligation faite aux Chambres de première instance de "recourir à la grille générale des peines appliquée par les tribunaux du Rwanda" ne contraint pas les Chambres de première instance à se conformer à cette pratique », citant les arrêts *Serushago*, par. 30 ; *Nikolić*, par. 69.

<sup>3922</sup> Arrêts *Seromba*, par. 228 ; *Nahimana*, par. 1038 ; *Kajelijeli*, par. 290.

<sup>3923</sup> Arrêts *Nahimana*, par. 1038 ; *Kajelijeli*, par. 82 et 294.

<sup>3924</sup> Arrêts *Renzaho*, par. 615 ; *Simba*, par. 82.

<sup>3925</sup> Arrêt *Ndindabahizi*, par. 137.

<sup>3926</sup> Arrêt *Blaškić*, par. 686.

<sup>3927</sup> Arrêts *Hategekimana*, par. 298 ; *Munyakazi*, par. 170 ; *Simba*, par. 284 ; *Milošević*, par. 302.

<sup>3928</sup> Arrêts *Nahimana*, par. 1038 ; *Kajelijeli*, par. 294.

<sup>3929</sup> Arrêt *Blaškić*, par. 696.

<sup>3930</sup> Arrêt *Nchamihigo*, par. 389. Voir aussi arrêts *Rukundo*, par. 256 ; *Kajelijeli*, par. 309 à 311.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

*iii) Arguments*

1590. Le Procureur fait valoir que la Chambre doit infliger à Nizeyimana une peine d'emprisonnement à vie pour chacun des crimes dont il est déclaré coupable et prononcer la confusion de ces peines. Cette conclusion se fonde en partie sur la gravité du comportement criminel, la nature de la participation de Nizeyimana, ainsi que l'abus de pouvoir dont il a fait preuve. Des attaques ont été commises contre des personnes qui recherchaient asile et refuge. Selon la loi rwandaise, Nizeyimana serait considéré comme un délinquant de la première catégorie, ce qui le rend passible de l'emprisonnement à vie<sup>3931</sup>.

1591. La Défense soutient que Nizeyimana, le plus jeune accusé jugé par le Tribunal de céans, est père de plusieurs enfants. C'était un militaire respecté et un modéré qui n'avait jamais fait preuve de parti pris envers les Tutsis. Il avait donné refuge à des Tutsis pendant le génocide et consolé un militaire pendant la guerre. Il avait enquêté sur des griefs présentés par le CICR pendant le génocide. Enfin, il a eu un comportement exemplaire pendant qu'il était incarcéré au centre de détention des Nations Unies à Arusha. Toute peine prononcée à son encontre doit être inférieure à celle infligée à Tharcisse Muvunyi qui était son supérieur hiérarchique pendant le génocide<sup>3932</sup>.

*iv) Gravité des infractions*

1592. La Chambre a conclu que Nizeyimana avait participé directement à un certain nombre de crimes, soit dans le cadre d'entreprises criminelles communes, soit en ordonnant lesdits crimes. Son comportement est constitutif de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Les faits traduisent un comportement criminel répété. Devant le meurtre de Rosalie Gicanda, la Chambre conclut que l'objectif était d'avoir un effet substantiel, de nature à jouer un rôle catalyseur dans le génocide à Butare.

1593. De plus, Nizeyimana a participé à une opération qui a entraîné la mort de milliers de réfugiés, principalement des tutsis, qui avaient cherché asile à la paroisse de Cyahinda. Devant le Tribunal de céans, des comportements de gravité semblable ont été jugés passibles des peines les

<sup>3931</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur, par. 532 à 539 ; CRA, 7 décembre 2011 (p. 35 et 36) (réquisitions).

<sup>3932</sup> Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 623 à 630.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

plus lourdes<sup>3933</sup>. La Chambre relève qu'en droit rwandais, des crimes similaires sont passibles d'emprisonnement à vie, en fonction de la nature de la participation de l'accusé<sup>3934</sup>.

v) *Situation personnelle, circonstances aggravantes et atténuantes*

1594. La Chambre note que Nizeyimana, qui était capitaine et était S2/S3 à l'ESO, occupait sans aucun doute une position d'autorité pendant la période pertinente. Dans plusieurs cas, la Chambre a conclu que Nizeyimana pouvait avoir engagé sa responsabilité de supérieur hiérarchique à raison de plusieurs des crimes pour lesquels il avait été déclaré coupable en application de l'article 6.1 du Statut. Au lieu d'utiliser sa position pour contenir la flambée de violence à Butare, Nizeyimana a abusé de son autorité et promu activement les crimes. Aux yeux de la Chambre, cela constitue une circonstance aggravante. De plus, le nombre de victimes à la paroisse de Cyahinda est une circonstance aggravante au regard de sa condamnation pour génocide et pour assassinat constitutif de crime de guerre, pour lesquels il n'y a aucun seuil numérique minimum.

1595. La Chambre note l'âge de Nizeyimana<sup>3935</sup> et le fait qu'il est marié et père de plusieurs enfants<sup>3936</sup>. Elle tient aussi compte de sa longue carrière au service de son pays. Généralement respecté par ses subalternes, il servait d'agent de liaison entre le camp de l'ESO et le public, dont les organisations non gouvernementales, pendant le génocide<sup>3937</sup>. De plus, Nizeyimana est connu pour avoir hébergé au moins un Tutsi pendant le génocide, lequel a de ce fait, survécu à la

<sup>3933</sup> Voir arrêt *Seromba*, par. 238 et 239 (l'accusé est condamné à l'emprisonnement à vie en raison de sa participation directe à une attaque lancée contre environ 1 500 personnes réfugiées dans une église). Voir arrêt *Hategukimana*, par. 7, 128, 129, 157, 158, 204, 205, 249, 250, 286, 287 et 306 (la peine d'emprisonnement à vie infligée à l'accusé est confirmée ; les déclarations de culpabilité prononcées à son encontre pour viol, meurtres individuels et attaques contre 25 à 500 réfugiés tutsis ont été confirmées en appel) ; arrêt *Renzaho*, par. 410, 491, 492, 561 et 620 (est confirmée la peine d'emprisonnement à vie infligée à l'accusé pour l'aide et encouragement qu'il a apportés à commettre des meurtres aux barrages établis à Kigali, pour le massacre d'une quarantaine de réfugiés enlevés au CELA et pour une attaque lancée contre l'église de la Sainte-Famille).

<sup>3934</sup> *Le Procureur c. Gaspard Kanyarukiga*, affaire n° ICTR-2002-78-R11bis, Décision relative à la demande du Procureur tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à la République du Rwanda (Chambre de première instance), 6 juin 2008, par. 22 à 25 (évaluation de la grille des peines en vigueur au Rwanda) ; *Le Procureur c. Jean-Baptiste Gatete*, affaire n° ICTR-2000-61-R11bis, Décision relative à la demande du Procureur tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à la République du Rwanda (Chambre de première instance), 17 novembre 2008, par. 22 à 25. Voir aussi arrêt *Semanza*, par. 377 (« l'obligation faite aux Chambres de première instance de recourir "à la grille générale des peines appliquée par les tribunaux du Rwanda" ne contraint pas les Chambres de première instance à se conformer à cette pratique, mais tout simplement à en tenir compte »), citant les arrêts *Serushago*, par. 30 ; *Nikolić*, par. 69.

<sup>3935</sup> Acte d'accusation, par. 1 (Nizeyimana est né le 5 octobre 1963).

<sup>3936</sup> CRA, 16 juin 2011 (p. 36, 42 à 44, ainsi que 45 et 46), témoin Nyirasafari.

<sup>3937</sup> La Chambre ne considère pas comme une circonstance atténuante le fait qu'un témoin a dit à la barre que Nizeyimana s'était montré surpris d'apprendre que des meurtres avaient été commis au centre hospitalier universitaire de Butare. De même, le fait qu'il a affirmé par la suite qu'il ne pouvait pas contrôler le massacre ne constitue pas une circonstance atténuante. Dernières conclusions écrites de la Défense, par. 627.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

guerre<sup>3938</sup>. La Chambre considère que son comportement pendant son incarcération était convenable. Toutefois, elle n'accorde qu'un poids limité à la situation personnelle de l'accusé et à ces circonstances atténuantes<sup>3939</sup>.

1596. Cependant, est mal fondé l'argument de Nizeyimana disant que la peine prononcée à son encontre doit être moins lourde que celle infligée à Tharcisse Muvunyi, son commandant de l'époque. Car, il ne tient pas compte du fait que la déclaration de culpabilité de Muvunyi était basée sur un seul fait d'incitation<sup>3940</sup>, ce qui diffère manifestement du comportement criminel varié établi en l'espèce.

1597. Ces circonstances seront prises en considération pour déterminer la peine appropriée, mais la Chambre considère que la gravité des crimes dont Nizeyimana est déclaré coupable demeure le facteur déterminant pour la fixation de la peine<sup>3941</sup>.

#### vi) Conclusion

1598. La Chambre peut, à sa discrétion, imposer une peine unique. Cette pratique est habituellement indiquée lorsque les infractions peuvent être considérées comme relevant d'une seule entreprise criminelle<sup>3942</sup>. Les condamnations pour génocide, crimes contre l'humanité et violations graves de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II reposent largement sur les mêmes actes criminels en l'espèce.

1599. Prenant en compte toutes les circonstances pertinentes examinées ci-dessus, la Chambre **CONDAMNE** Ildéphonse Nizeyimana à la

### PEINE D'EMPRISONNEMENT À VIE

<sup>3938</sup> CRA, 7 septembre 2011 (p. 45 à 47), témoin Bizimenyera. La Chambre fait observer que Jean Baptiste Mukimbili, le mari de Bizimenyera, a été emprisonné après le génocide. CRA, 8 septembre 2011 (p. 34 et 35) ; voir aussi pièce à conviction P40B) (déclaration *Pro Justitia* de ZAE), p. 2 (Jean Baptiste Mukimbili a été incarcéré le 22 juin 1995). La Défense n'a invoqué aucun élément de preuve tendant à établir que son frère, ses enfants ou lui-même étaient des Tutsis.

<sup>3939</sup> La Chambre considère comme peu concluants les éléments de preuve qui, selon la Défense, tendent à établir que Nizeyimana était un modéré. De même, les preuves concernant l'absence de tension ethnique au camp de l'ESO sont trop vagues pour établir que cette situation était le fruit des efforts de Nizeyimana.

<sup>3940</sup> Jugement *Muvunyi* (deuxième jugement), par. 133.

<sup>3941</sup> Voir, par exemple, arrêt *Nahimana*, par. 1038. Voir aussi jugement *Bagosora*, par. 2276.

<sup>3942</sup> Jugement *Renzaho*, par. 825, citant l'arrêt *Nahimana*, par. 1042 et 1043 ; jugements *Simba*, par. 445 ; *Ndindabahizi*, par. 497.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

*vii) Ordonnances accessoires*

1600. Nizeyimana exécutera sa peine dans un État désigné par le Président du Tribunal après consultation de la Chambre. Le Greffier en avisera le Gouvernement rwandais et l'État désigné.

1601. Dans l'attente de son transfèrement au lieu désigné pour l'exécution de sa peine, Nizeyimana sera maintenu en détention sous le régime qui est actuellement le sien. Conformément à l'article 102 A) du Règlement, en cas d'appel, il sera sursis à l'exécution de la peine infligée jusqu'au prononcé de la décision qui sera rendue sur l'appel, le condamné restant néanmoins détenu.

Fait à Arusha, le 19 juin 2012

[Signé]

Lee Gacuiga Muthoga  
Président

[Signé]

Seon Ki Park  
Juge

[Signé]

Robert Fremr  
Juge

[Sceau du Tribunal]

## OPINION INDIVIDUELLE ET CONCORDANTE DU JUGE SEON KI PARK

1602. Pour beaucoup des raisons exposées dans le jugement, je souscris à la conclusion de mes collègues selon laquelle la déposition d'AJP ne permet pas, à elle seule, de conclure sur ces faits au-delà de tout doute raisonnable.

1603. Je profite néanmoins de cette occasion pour rappeler qu'une grande partie de la déposition d'AJP, en particulier celle qui traite de sa relation avec Nizeyimana, n'est pas contestée et a même été confirmée par des témoins à décharge. À cet égard, les points essentiels de sa déposition sont vraiment crédibles. Selon moi, les circonstances qui prévalaient permettaient à Nizeyimana de donner des ordres criminels à AJP, mais ce fait, à lui seul, ne suffit pas à démontrer qu'il a donné de tels ordres.

1604. J'aimerais souligner, en particulier, un point sur lequel je suis en désaccord avec mes collègues et qui concerne leur évaluation de la participation d'AJP au meurtre d'une femme commis chez Vincent Ntezimana en avril ou en mai 1994. Mes collègues interprètent à cet égard les dépositions comme permettant d'admettre l'hypothèse que AJP aurait tué cette femme pour des raisons personnelles, étant donné la relation qui existait entre eux auparavant.

1605. À mon avis, la déposition d'AJP est ambiguë quant à l'ampleur et à la nature de sa relation avec cette femme. Cela étant, il reste que BEJ01 a dit à la barre que « cette fille s'entendait bien » avec AJP et qu'« elle sortait souvent » avec lui<sup>3943</sup>. J'estime que les preuves présentées dans le dossier ne permettent pas de déduire raisonnablement que ce meurtre a été motivé par une animosité personnelle du témoin à l'égard de la fille.

1606. En effet, les conclusions de la juridiction belge qui a déclaré Vincent Ntezimana coupable, à raison de sa participation, indiquent à mon sens, qu'il s'agissait d'un meurtre ciblé<sup>3944</sup>. Ce jugement indique en l'occurrence que le meurtre de cette femme aurait pu découler d'un ordre<sup>3945</sup>.

1607. Des juges distincts qui examinent des dossiers distincts parviennent souvent à des conclusions différentes. J'estime néanmoins que cet arrêt d'une juridiction belge et les dépositions d'AJP et de BEJ01 ne permettent pas de déduire, comme mes collègues l'ont fait, les

<sup>3943</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 12 et 14 (huis clos)), BEJ01.

<sup>3944</sup> Voir CRA, 9 juin 2007 (p. 11, 32 et 33 (huis clos)), BEJ01 ; pièce à conviction P52 (arrêt de la cour d'assise de Bruxelles (Belgique) regroupant plusieurs accusés).

<sup>3945</sup> Voir pièce à conviction P52 (arrêt regroupant plusieurs accusés), p. 14 (« [D]ans la préfecture de Butare au Rwanda, entre le 6 avril et le 27 mai 1994, [Vincent Ntezimana] a omis d'agir dans les limites de ses possibilités d'action alors qu'il avait connaissance d'ordres donnés en vue de l'exécution du fait criminel décrit ci-après ou de faits qui en commençaient l'exécution et qu'il pouvait en empêcher la consommation ou y mettre fin, [à] savoir un homicide intentionnel sur la personne d'une jeune fille blessée non identifiée »).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

raisons pour lesquelles AJP aurait pu tuer la jeune femme. Cela étant, les preuves versées au dossier n'établissent pas que Nizeyimana avait donné l'ordre à AJP de tuer cette jeune femme.

Fait à Arusha, le 19 juin 2012

[Signé]

Seon Ki Park  
Juge

## ANNEXE A : RAPPEL DE LA PROCÉDURE

## 14. MISE EN ACCUSATION

1. Le 21 janvier 2000, le Procureur a déposé son acte d'accusation initial contre Ildéphonse Nizeyimana (l'« accusé » ou « Nizeyimana »), Tharcisse Muvunyi et Ildéphonse Hategekimana, lequel a été confirmé par le juge Yakov Ostrovsky le 2 février 2000<sup>3946</sup>. Nizeyimana était initialement accusé de génocide, de complicité dans le génocide, de viol constitutif de crime contre l'humanité et d'autres actes inhumains constitutifs de crime contre l'humanité<sup>3947</sup>. Le 2 février 2000, un mandat d'arrêt confidentiel a été lancé contre Nizeyimana<sup>3948</sup>. L'ordonnance de non-divulgaration a été révoquée le 6 février 2001 suite à une requête du Procureur<sup>3949</sup>.

2. Nizeyimana a été arrêté à Kampala (Ouganda) le 5 octobre 2009 et transféré au centre de détention des Nations Unies le 6 octobre 2009. Lors de sa comparution initiale devant le juge Khalida Rachid Khan le 14 octobre 2009, Nizeyimana a plaidé non coupable de tous les quatre chefs retenus contre lui dans l'acte d'accusation initial<sup>3950</sup>.

3. Le 3 mars 2010, la Chambre a fait droit à la requête du Procureur qui lui demandait de dresser le constat judiciaire de six faits de notoriété publique<sup>3951</sup>. La Défense a demandé par voie de requête que les débats soient suspendus jusqu'à la mise en liberté de M<sup>e</sup> Peter Erlinder et au retrait des charges retenues contre lui. La Chambre a rejeté ces requêtes les 9 et 29 juin 2010 parce qu'elle ne voyait pas en quoi le fait que M<sup>e</sup> Peter Erlinder avait été arrêté et détenu au Rwanda pouvait entraver l'action de l'équipe de défense de Nizeyimana<sup>3952</sup>. Dans une autre décision rendue le 9 juin 2010, la Chambre a rejeté la requête de la Défense demandant à la Chambre de rendre une ordonnance pour demander la coopération de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (« MONUC »)<sup>3953</sup>.

<sup>3946</sup> Acte d'accusation initial, 7 novembre 2000 (l'« acte d'accusation initial »).

<sup>3947</sup> Acte d'accusation initial, par. 2.4 à 2.7.

<sup>3948</sup> *Warrant of Arrest and Order for Transfer and Detention*, 2 février 2000. Le mandat d'arrêt a été émis et placé sous scellés afin d'empêcher la divulgation du nom de l'autre accusé, qui était toujours en fuite, avant sa signification à l'accusé.

<sup>3949</sup> *Decision on the Prosecutor's Motion to Rescind Non-Disclosure Order of 2 February 2000* (Chambre de première instance), 6 février 2001.

<sup>3950</sup> CRA, 14 octobre 2009 (p. 13 à 15) (comparution initiale).

<sup>3951</sup> *Decision on Prosecutor's Motion for Judicial Notice of Facts of Common Knowledge* (Chambre de première instance), 3 mars 2010.

<sup>3952</sup> *Decision on Ildéphonse Nizeyimana's Motion to Suspend Trial Proceedings*. (Chambre de première instance), 9 juin 2010. Le 29 juin 2010, la Chambre a, de même, rejeté une deuxième requête de la Défense demandant la suspension de l'instance en raison de l'arrestation et de la détention au Rwanda du conseil de la Défense Peter Erlinder. *Decision on Ildéphonse Nizeyimana's Second Motion to Suspend Trial Proceedings* (Chambre de première instance), 29 juin 2010.

<sup>3953</sup> *Decision on Ildéphonse Nizeyimana's Ex Parte Motion for Request for Cooperation to the United Nations Organization Mission in Democratic Republic of the Congo* (Chambre de première instance), 9 juin 2010.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

4. Le même jour, la Chambre a également rejeté la requête du Procureur en prescription de mesures de protection de témoins au motif que les mesures demandées étaient trop larges et imprécises<sup>3954</sup>. Le 4 novembre 2010, elle a fait droit à la troisième requête du Procureur en prescription de mesures de protection de 45 témoins à charge<sup>3955</sup>. Le 31 août 2010, elle a invité le Greffier à faire traduire en français le mémoire préalable au procès et la liste des témoins déposée le 2 août 2010<sup>3956</sup>.

5. Le 6 octobre 2010, la Chambre a rendu trois décisions. Elle a d'abord rejeté une requête du Procureur demandant qu'un témoin à charge puisse déposer par voie de vidéoconférence<sup>3957</sup>. Ensuite elle a refusé d'admettre en preuve une déclaration écrite du général Marcel Gatsinzi<sup>3958</sup>. Enfin, elle a refusé d'admettre en preuve la transcription d'une cassette de Tharcisse Muvunyi<sup>3959</sup>. Le 2 décembre 2010, la Chambre a fait droit à la requête du Procureur demandant l'autorisation de faire appel de la décision rejetant l'admission en preuve de la déclaration écrite du général Gatsinzi<sup>3960</sup>.

<sup>3954</sup> *Decision on Prosecutor's Motion for Protective Measures for the Victims and Witnesses to Crimes Alleged in the Indictment* (Chambre de première instance), 9 juin 2010. La Chambre a ensuite rejeté une requête similaire le 3 septembre 2010, et une requête subséquente tendant à surseoir à cette décision, et elle a ordonné au Procureur de communiquer à la Défense toutes les déclarations non caviardées des témoins à charge potentiels. Décision relative à la requête du Procureur intitulée « *Prosecutor's Second Motion For Protective Measures For Victims and Witnesses to crimes alleged in the Indictment* » (Chambre de première instance), 3 septembre 2010 ; *Decision on Prosecutor's Extremely Urgent Motion to Stay the Execution of the 3 September 2010 Order* (Chambre de première instance), 14 septembre 2010.

<sup>3955</sup> *Decision on Prosecutor's Third Motion for Protective Measures for the Victims and Witnesses to Crimes Alleged in the Indictment* (Chambre de première instance), 4 novembre 2010.

<sup>3956</sup> *Decision on Ildéphonse Nizeyimana's Motion Concerning Translation of Amended Indictment, Pre-Trial Brief and 2 August 2010 List of Witnesses* (Chambre de première instance), 31 août 2010. En effet, le 12 juillet 2010, la Chambre a rendu une ordonnance portant calendrier dans laquelle elle a enjoint au Procureur de déposer une requête en prescription de mesures de protection, la liste des témoins qu'il entendait appeler à la barre, les pièces à conviction qu'il entendait présenter au procès et l'exposé des points de fait et de droit non litigieux. *Scheduling Order* (Chambre de première instance), 12 juillet 2010.

<sup>3957</sup> *Decision on Prosecutor's Motion to for (sic) Testimony Via Video-Link* (Chambre de première instance), 6 octobre 2010.

<sup>3958</sup> *Decision on Prosecutor's Motion to Admit into Evidence the Statement of General Marcel Gatsinzi* (Chambre de première instance), 6 octobre 2010.

<sup>3959</sup> *Decision on Prosecutor's Motion to Admit into Evidence the Tape Transcript of Lt. Col. Tharcisse Muvunyi*, (Chambre de première instance), 6 octobre 2010.

<sup>3960</sup> *Decision on Prosecution's Motion for Certification to Appeal Decision on Prosecutor's Motion to Admit into Evidence the Statement of General Marcel Gatsinzi* (Chambre de première instance), 2 décembre 2010. Le 8 mars 2011, la Chambre d'appel a rejeté l'appel interlocutoire du Procureur contre la décision rejetant l'admission en preuve de la déclaration écrite de Marcel Gatsinzi en vertu de l'article 92 bis du Règlement (Chambre d'appel), 8 mars 2011. Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté par le Procureur contre la décision refusant d'admettre en preuve la déclaration de Marcel Gatsinzi en vertu de l'article 92 bis du Règlement (Chambre d'appel), 8 mars 2011. La Chambre d'appel a conclu que la Chambre de première instance avait commis une erreur en considérant l'absence de justification de la prétendue incapacité de Gatsinzi de déposer comme un facteur militant contre l'admission de sa déclaration écrite. Toutefois, la Chambre [de première instance] n'avait pas commis d'erreur en refusant d'admettre cette déclaration en preuve, vu que l'intérêt général commandait que la déclaration

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

6. Le 20 octobre 2010, la Chambre a fait droit en partie à la requête du Procureur en admission des déclarations de six témoins décédés<sup>3961</sup>. Le 1<sup>er</sup> novembre 2010, elle a également admis en preuve un rapport rédigé par M<sup>me</sup> Binaifer Nowrojee, à condition que celle-ci comparaisse pour être soumise à un contre-interrogatoire<sup>3962</sup>.

7. Le 25 novembre 2010, la Chambre a rejeté une requête de la Défense demandant la délivrance d'injonctions à comparaître aux témoins à charge BXF, BZC et ZBJ concernant leurs documents d'immigration<sup>3963</sup>. Le 2 décembre 2010, elle a rejeté une requête de la Défense en communication d'une déclaration écrite d'un témoin à charge<sup>3964</sup>.

8. Le 3 décembre 2010, la Chambre a rejeté une requête de la Défense en communication de pièces en possession du Procureur dans l'affaire *Le Procureur c. Ntaganzwa*<sup>3965</sup>. Le 13 décembre 2010, la Chambre a rejeté une requête de la Défense demandant la suppression ou la déclaration de caducité de certaines parties du mémoire préalable au procès<sup>3966</sup>. Le

---

de Gatsinzi soit présentée oralement, et en concluant que le fait de l'admettre en preuve sans prévoir de comparution de son auteur pour contre-interrogatoire porterait gravement préjudice à l'accusé. Par la suite, la Chambre [de première instance] a rejeté la requête du Procureur en réexamen de décision de la Chambre du 6 octobre 2010. Voir la décision intitulée « *Decision on Prosecutor's Motion to Reconsider the Decision on Prosecutor's Motion to Admit into Evidence the Statement of General Marcel Gatsinzi, pursuant to Rules 89(C) and 92bis* » (Chambre de première instance), 21 juin 2011.

<sup>3961</sup> Décision relative à la requête du Procureur intitulée « *Prosecutor's Motion To Admit Into Evidence The Statements Of Six Deceased Witnesses* » (Chambre de première instance), 20 octobre 2010. La Chambre a jugé admissibles quatre déclarations de témoins, sous réserve du caviardage à effectuer.

<sup>3962</sup> *Decision on Prosecutor's Motion to Admit into Evidence the Report of Binaifer Nowrojee* (Chambre de première instance), 1<sup>er</sup> novembre 2010. M<sup>me</sup> Nowrojee n'a pas comparu pour contre-interrogatoire et son rapport n'a donc pas été versé au dossier.

<sup>3963</sup> *Decision on Defence Extremely Urgent Pre-Trial Motion for Issuance of Three Subpoenas* (Chambre de première instance), 25 novembre 2010. Le 30 novembre 2010, la Chambre a invité la Section d'aide aux victimes et aux témoins du Tribunal à prendre contact avec les témoins BXF, ZBJ, BZC et AJP pour voir s'ils accepteraient de s'entretenir avec le conseil de l'accusé. *Decision on Defence Motion Requesting an Order to the Prosecution and WVSS to Contact Prosecution Witnesses* (Chambre de première instance), 30 novembre 2010. Le 2 décembre 2010, la Chambre a déposé un rectificatif de ses décisions des 25 novembre 2010, 30 novembre 2010 et 2 décembre 2010, en vue de corriger la date mentionnée au paragraphe 1 des dites décisions. *Corrigendum to: Decision on Defence Extremely Urgent Pre-Trial Motion for Issuance of Three Subpoenas; Decision on Defence Motion Requesting an Order to the Prosecution and WVSS to Contact Prosecution Witnesses; and Decision on Defence Motion for Disclosure of Prior Statements* (Chambre de première instance), 2 décembre 2010.

<sup>3964</sup> *Decision on Defence Motion for Disclosure of Prior Statements* (Chambre de première instance), 2 décembre 2010.

<sup>3965</sup> *Decision on Defence Motion for Disclosure of Exculpatory Evidence* (Chambre de première instance), 3 décembre 2010.

<sup>3966</sup> *Decision on Defence Motion to Strike or Have Declared Irrelevant Parts of the Pre-Trial Brief* (Chambre de première instance), 13 décembre 2010.



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

31 décembre 2010, la Chambre a ordonné le transfèrement au centre de détention des Nations Unies à Arusha de plusieurs témoins à charge déjà détenus<sup>3967</sup>.

9. Le 6 janvier 2011, la Chambre a rejeté une requête de la Défense en communication des déclarations des témoins à charge, y compris les notes d'entretien et les déclarations de confirmation<sup>3968</sup>. Le même jour, elle a fait droit à une requête de la Défense demandant la coopération du Gouvernement rwandais aux fins d'obtention de certains dossiers des juridictions *gacaca*<sup>3969</sup>.

10. Le 7 janvier 2011, la Chambre a rejeté une requête de la Défense demandant que le Procureur ne garde dans sa liste que les témoins qu'il avait l'intention d'appeler à la barre<sup>3970</sup>. Ensuite, elle a rejeté une requête de la Défense demandant que l'accusé puisse consulter l'Internet et y avoir accès à tous les documents communiqués par le Bureau du Procureur<sup>3971</sup>.

11. Le 11 janvier 2011, la Chambre a rendu trois décisions. En premier lieu, elle a fait droit à une requête de la Défense en prescription de mesures de protection de sept témoins à décharge<sup>3972</sup>. En deuxième lieu, elle a fait droit en partie à la requête de la Défense demandant à pouvoir consulter des déclarations de témoins portant sur des viols et qui constituaient une partie importante des documents sur lesquels M<sup>me</sup> Binaifer Nowrojee avait fondé l'analyse contenue dans son rapport<sup>3973</sup>. En troisième lieu, elle a rejeté une requête du Procureur demandant que la Défense soit tenue de l'informer de son intention d'invoquer un moyen de défense spécial ou un alibi<sup>3974</sup>.

12. Le 12 janvier 2011, la Chambre a fait droit à une requête du Procureur demandant d'annuler une partie des mesures de protection accordées à ZAV et BXF et de permettre à ceux-

<sup>3967</sup> *Order for Transfer of Detained Witnesses AZM, BYE, QCE, YAL, YAM and ZBH* (Chambre de première instance), 31 décembre 2010.

<sup>3968</sup> *Decision on Defence Urgent Pre-Trial Motion for Disclosure Under Rule 66 (A) (ii) of the Rules of Procedure and Evidence* (Chambre de première instance), 6 janvier 2011.

<sup>3969</sup> *Decision on Confidential, Ex Parte Defence Motion for Judicial Cooperation of the Government of the Republic of Rwanda* (Chambre de première instance), 6 janvier 2011.

<sup>3970</sup> Décision relative à la requête de la Défense intitulée « *Urgent Defence Motion for a Fair Trial Remedy* » (Chambre de première instance), 7 janvier 2011. La Chambre a rejeté la requête au motif que la Défense avait été informée dès le 29 septembre 2010 que le Procureur entendait appeler 51 témoins à la barre. La Chambre avait en outre demandé au Procureur de déposer un document indiquant l'ordre définitif de comparution des témoins qu'il entendait appeler à la barre pendant les deux premières semaines du procès.

<sup>3971</sup> *Decision on Defence Urgent Pre-Trial Motion for Disclosure* (Chambre de première instance), 7 janvier 2011.

<sup>3972</sup> *Decision on Defence Motion Requesting Protective Measures for Defence Witnesses RWV07, RWV08, OUV06, CKN10, OUV01, RWV02 and OUV03* (Chambre de première instance), 11 janvier 2011.

<sup>3973</sup> *Decision on Urgent Pre-Trial Motion for Disclosure re: Binaifer Nowrojee* (Chambre de première instance), 11 janvier 2011.

<sup>3974</sup> *Decision on Prosecution Motion for Disclosure of the Particulars of a Defence pursuant to Rule 67(A)(ii)* (Chambre de première instance), 11 janvier 2011.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

ci de choisir leur logement à Arusha<sup>3975</sup>. Le même jour, la Défense a informé le Procureur de son intention d'invoquer un alibi<sup>3976</sup>. Dans une autre décision rendue le 12 janvier 2011, la Chambre a fait droit à la requête du Procureur demandant que TQ puisse déposer par voie de vidéoconférence depuis La Haye<sup>3977</sup>. Le 14 janvier 2011, elle a rejeté la requête de la Défense demandant qu'il soit fait injonction à trois témoins à charge d'avoir à fournir certains documents d'immigration à la Défense<sup>3978</sup>.

## 2. MODIFICATIONS APPORTÉES À L'ACTE D'ACCUSATION

13. Le 25 février 2010, la Chambre de première instance a accueilli partiellement la requête du Procureur en modification de l'acte d'accusation<sup>3979</sup>. Le 1<sup>er</sup> mars 2010, le Procureur a déposé un acte d'accusation modifié dans lequel il impute à l'accusé les crimes de génocide, d'extermination constitutive de crime contre l'humanité, d'assassinat [« *murder* »] constitutif de crime contre l'humanité, de viol constitutif de crime contre l'humanité, de meurtre constitutif de violation de l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 (l'« article 3 commun ») et du Protocole additionnel II du 8 juin 1977 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (le « Protocole II »), et de viol constitutif de violation de l'article 3 commun et du Protocole II<sup>3980</sup>. L'accusé a comparu devant la Chambre le 5 mars 2010 et plaidé non coupable sur les six chefs de l'acte d'accusation modifié<sup>3981</sup>.

14. Le 25 mai 2010, le Procureur a obtenu la prorogation du délai prescrit pour le dépôt de son mémoire préalable au procès<sup>3982</sup>. Le 9 juin 2010, la Chambre a fait droit en partie à deux requêtes de la Défense alléguant des vices entachant l'acte d'accusation, et la violation par le

<sup>3975</sup> *Decision on Prosecutor's Extremely Urgent Motion for Partial Waiver of Protection of Witnesses ZAV and BXF while in Arusha* (Chambre de première instance), 12 janvier 2011.

<sup>3976</sup> *Ildéphonse Nizeyimana's Notice of Alibi*, 12 janvier 2011.

<sup>3977</sup> *Decision on Prosecutor's Extremely Urgent Motion for Testimony via Video-Link* (Chambre de première instance), 12 janvier 2011.

<sup>3978</sup> *Decision on Defence Urgent Pre-Trial Motion for Issuance of Three Subpoenas* (Chambre de première instance), 14 janvier 2011.

<sup>3979</sup> Décision relative à la requête du Procureur demandant l'autorisation de modifier l'acte d'accusation (Chambre de première instance), 25 février 2010. La Chambre a enjoint au Procureur de déposer l'acte d'accusation modifié en anglais au plus tard le 2 mars 2010, et en français au plus tard le 3 mars 2010. Elle lui a également enjoint de donner des détails supplémentaires à des fins d'identification. Le 1<sup>er</sup> avril 2010, elle a rejeté la requête de la Défense en certification d'appel de la décision du 25 février 2010. *Decision on Nizeyimana's Motion for Certification* (Chambre de première instance), 1<sup>er</sup> avril 2010.

<sup>3980</sup> Acte d'accusation [modifié], 1<sup>er</sup> mars 2010, par. 1 ; voir aussi les documents intitulés respectivement « *Corrections to Amended Indictment* », 1<sup>er</sup> mars 2010, et « *Corrections to Amended Indictments* », 12 mars 2010.

<sup>3981</sup> *Scheduling Order* (Chambre de première instance), 1<sup>er</sup> mars 2010 ; CRA, 5 mars 2010 (p. 9) (nouvelle comparution initiale).

<sup>3982</sup> *Decision on Prosecutor's Motion for Extension of Time to File the Pre-Trial Brief* (Chambre de première instance), 25 mai 2010. Le Procureur a déposé ensuite le mémoire préalable au procès le 15 juillet 2010, ainsi que la liste des témoins et des pièces à conviction qu'il entendait présenter au procès. Mémoire préalable au procès du Procureur, 15 juillet 2010.

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

Procureur de la décision du 25 février 2010<sup>3983</sup>. La Chambre a enjoint au Procureur de faire des modifications précises et de déposer au plus tard dans les dix jours une version corrigée de l'acte d'accusation modifié<sup>3984</sup>. Suite à la décision du 9 juin 2010, la Chambre a invité le Procureur à accéder aux demandes faites par la Défense dans son exception pour vices de forme de l'acte d'accusation modifié, et à déposer au plus tard le 14 juillet 2010 une version corrigée de l'acte d'accusation<sup>3985</sup>.

15. La Chambre a fait droit à la requête de la Défense en certification [d'appel] de la décision du 12 juillet 2010 concernant plusieurs nouvelles modifications de l'acte d'accusation modifié, [la Chambre d'appel a déclaré, ultérieurement que le recours était sans objet]<sup>3986</sup>. Toutefois, la Défense n'a pas obtenu une prorogation de délai jusqu'à ce que l'acte d'accusation modifié soit traduit en français<sup>3987</sup>. Le 22 septembre 2010, la Chambre a fait droit à une deuxième requête du Procureur demandant à pouvoir déposer un acte d'accusation modifié<sup>3988</sup>. Puis, il a été enjoint au Procureur de déposer une version corrigée du deuxième acte d'accusation modifié, ce qu'il a fait le 17 décembre 2010<sup>3989</sup>.

<sup>3983</sup> Décision faisant suite à l'exception soulevée par Nizeyimana pour vices de forme de l'acte d'accusation modifié (Chambre de première instance), 9 juin 2010. Voir aussi la requête intitulée « *Defence Preliminary Motion on Defects in the Indictment pursuant to Rule 72* », 19 mars 2010 ; *Defence Motion to Order Prosecution to Comply with a Trial Chamber Decision*, 19 mars 2010.

<sup>3984</sup> Décision faisant suite à l'exception soulevée par Nizeyimana pour vices de forme de l'acte d'accusation modifié (Chambre de première instance), 9 juin 2010. Le Procureur a déposé le 18 juin 2010, une version révisée de l'acte d'accusation modifié, conformément à la décision du 9 juin 2010.

<sup>3985</sup> Décision relative à la requête de Nizeyimana intitulée « *Motion to Order the Prosecutor to Conform With a Trial Chamber Decision and Strike Parts of the June 18 Amended Indictment* » (Chambre de première instance), 12 juillet 2010. Acte d'accusation modifié, 14 juillet 2010.

<sup>3986</sup> *Decision on Ildéphonse Nizeyimana's Motion for Certification* (Chambre de première instance), 12 août 2010. Le Procureur a déposé ce jour-là une version corrigée de l'acte d'accusation modifié. *Decision on Nizeyimana's Interlocutory Appeal from the Decision on Nizeyimana's Motion to Order the Prosecutor to Conform with a Trial Chamber Decision and Strike Parts of the June 18 Amended Indictment* (Chambre d'appel), 14 octobre 2010. Le 14 octobre 2010, la Chambre d'appel a jugé son recours sans objet au motif que la version de l'acte d'accusation qui faisait l'objet de cet appel avait été remplacée par le deuxième acte d'accusation modifié déposé par le Procureur le 29 septembre 2010.

<sup>3987</sup> *Decision on Ildéphonse Nizeyimana's Motion Concerning Translation of Amended Indictment, Pre-Trial Brief and 2 August 2010 List of Witnesses* (Chambre de première instance), 31 août 2010.

<sup>3988</sup> *Decision on Prosecutor's Request for Leave to File an Amended Indictment* (Chambre de première instance), 22 septembre 2010. La Chambre avait en outre enjoint au Procureur de préciser le poste qu'occupait Fulgence Niyibizi et de déposer d'ici au 28 septembre 2010 la version corrigée de l'acte d'accusation modifié et le mémoire préalable au procès. Le 29 septembre 2010, la Chambre a accordé au Procureur une prorogation de délai d'un jour. *Decision on Prosecutor's Motion for Extension of Time* (Chambre de première instance), 29 septembre 2010. Le même jour, le Procureur a déposé le deuxième acte d'accusation modifié. Il a déposé en outre une version révisée du mémoire préalable au procès conforme au deuxième acte d'accusation modifié. Mémoire préalable au procès du Procureur, 29 septembre 2010.

<sup>3989</sup> *Decision on Defence Preliminary Motion on Defects in the Indictment* (Chambre de première instance), 15 décembre 2010. Le 28 octobre 2010, la Défense avait soulevé une exception concernant les vices entachant le deuxième acte d'accusation modifié. Voir la requête intitulée « *Defence Preliminary Motion on Defects in the*

Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### 3. PRÉSENTATION DES MOYENS À CHARGE

16. Le Procureur a commencé à présenter ses moyens le 17 janvier 2011<sup>3990</sup>. Il a appelé à la barre 38 témoins et présenté 60 pièces à conviction, le tout sur une période couvrant 26 jours d'audience<sup>3991</sup>.

17. Le 26 janvier 2011, la Chambre a rejeté une requête de la Défense qui contestait l'admissibilité de la déposition de TQ au motif qu'il était membre de la Croix-Rouge de Belgique et du Comité international de la Croix-Rouge (« CICR »)<sup>3992</sup>. Le 28 janvier 2011, elle a fait droit à une requête du Procureur demandant que soient levées les mesures de protection prescrites en faveur d'AUR<sup>3993</sup>. Elle a décidé dans le même temps que les mesures de protection qu'elle avait prescrites en faveur de KAL resteraient en place<sup>3994</sup>.

18. Le 31 janvier 2011, la Chambre a rejeté une requête de la Défense demandant que le Procureur communique les procès-verbaux [les notes] de tous les entretiens entre témoins à charge et membres du Bureau du Procureur<sup>3995</sup>. Dans une décision orale rendue le 1<sup>er</sup> février 2011, la Chambre a renoncé à appliquer en partie les mesures de protection prescrites en faveur de ZBJ et de BZC, les autorisant ainsi à choisir leur logement pendant leur séjour à Arusha (Tanzanie)<sup>3996</sup>. Elle a aussi fait droit oralement à une requête de la Défense en prescription de mesures de protection de ZML13<sup>3997</sup>. Le 7 février 2011, elle a rejeté la requête du Procureur demandant que la Défense fournisse des détails supplémentaires sur l'alibi de l'accusé<sup>3998</sup>.

19. Le 14 février 2011, la Chambre a fait droit à la requête du Procureur demandant que QCQ puisse déposer par voie de vidéoconférence, tout en refusant le bénéfice d'une mesure

*Indictment* », 28 octobre 2010. Le 13 janvier 2011, la Chambre a déposé un rectificatif de sa décision du 28 octobre 2010, dans lequel elle avait supprimé une phrase au paragraphe 80. *Corrigendum to Decision on Defence Motion on Defects in the Indictment* (Chambre de première instance), 13 janvier 2011.

<sup>3990</sup> CRA, 17 janvier 2011 (p. 5 et 6) ; *Scheduling Order* (Chambre de première instance), 3 novembre 2010 ; CRA, 7 octobre 2010 (p. 13) (conférence de mise en état).

<sup>3991</sup> Le 18 janvier 2011, la Chambre a invité oralement la Section d'aide aux victimes et aux témoins du Tribunal à attribuer des pseudonymes à deux témoins à charge. CRA, 18 janvier 2011 (p. 1 et 2).

<sup>3992</sup> *Decision on Nizeyimana's Extremely Urgent and Confidential Motion Challenging the Admissibility of Witness TQ's Testimony* (Chambre de première instance), 26 janvier 2011. La Chambre n'a trouvé aucune indication que TQ était un employé du CICR. Elle a jugé que la coopération et l'interaction de portée limitée avec ce comité invoquées par la Défense n'avaient pas eu pour effet de déclencher les droits de non-divulgaration.

<sup>3993</sup> CRA, 28 janvier 2011 (p. 4 à 7).

<sup>3994</sup> Ibid. (p. 2 à 5).

<sup>3995</sup> *Decision on Urgent Defence Motion for Disclosure of Prior Statements* (Chambre de première instance), 31 janvier 2011.

<sup>3996</sup> *Prosecutor's Urgent Motion for Partial Waiver of Protection for Witnesses ZBJ and BZC While in Arusha*, 31 janvier 2011.

<sup>3997</sup> CRA, 1<sup>er</sup> février 2011 (p. 66 et 67).

<sup>3998</sup> Décision relative à la requête intitulée « *Prosecutor's Urgent Second Motion for Disclosure of the Particulars of a Defence of Alibi pursuant to Rules 54 and 67(A)(ii)* » (Chambre de première instance), 7 février 2011.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

identique à YAP<sup>3999</sup>. Le 15 février 2011, la Chambre a rejeté une requête de la Défense demandant à supprimer la déposition de M<sup>me</sup> Binaifer Nowrojee<sup>4000</sup>. Par ailleurs, elle a rejeté la requête du Procureur demandant que soit rendue une ordonnance en vertu de l'article 66 B) du Règlement<sup>4001</sup>.

20. Le 5 octobre 2010, la Chambre a déclaré admissible en preuve une partie de la transcription de la déposition de M<sup>me</sup> Alison des Forges dans le procès dit de Butare, sous réserve qu'elle soit caviardée pour enlever toute mention des actes et du comportement de l'accusé<sup>4002</sup>. La transcription du témoignage de M<sup>me</sup> des Forges a été versée au dossier le 15 mars 2011, assortie des caviardages proposés par le Procureur et accompagnée d'un certain nombre d'autres pièces à conviction provenant du procès dit de Butare qui étaient mentionnées dans la transcription<sup>4003</sup>.

21. Le Procureur a achevé la présentation de ses moyens le 25 février 2011<sup>4004</sup>.

#### 4. PRÉSENTATION DES MOYENS À DÉCHARGE

22. Le 9 mai 2011, la Défense a entamé la présentation de ses moyens à décharge<sup>4005</sup>. Elle a appelé à la barre 38 témoins, et un témoin supplémentaire entendu le 6 septembre 2011<sup>4006</sup>, et a présenté 76 pièces à conviction, le tout sur une période couvrant 26 jours d'audience.

<sup>3999</sup> Décision relative à la requête du Procureur intitulée « *Prosecutor's Extremely Urgent Motion for Testimony via Video-Link* » (Chambre de première instance), 14 février 2011.

<sup>4000</sup> *Decision on Motion to Strike the Evidence of Dr. Binaifer Nowrojee* (Chambre de première instance), 15 février 2011. La Chambre a ordonné au Procureur de communiquer à la Défense des versions non caviardées des déclarations de témoins concernant les viols sur lesquels le rapport était basé.

<sup>4001</sup> *Decision on Prosecutor's Motion for Reciprocal Inspection* (Chambre de première instance), 21 février 2011. Le Procureur avait demandé à la Chambre d'ordonner à la Défense de lui communiquer la copie intégrale de l'enregistrement d'une déclaration faite oralement le 21 février 2011 par AUR au conseil de la Défense M<sup>e</sup> Mylène Dimitri. Dans une demande orale du 25 février 2011, la Chambre a prié à nouveau la Défense d'entrer en contact avec M<sup>e</sup> Dimitri en vue d'obtenir l'enregistrement intégral de son entretien avec AUR. CRA, 25 février 2011 (p. 42 à 44).

<sup>4002</sup> *Decision on Prosecutor's Motion to Admit into Evidence the Report of Dr. Alison Des Forges* (Chambre de première instance), 5 octobre 2010. Dans la même décision, la Chambre a rejeté la requête du Procureur demandant d'admettre en preuve soit le rapport de M<sup>me</sup> Des Forges, soit le traité du même auteur.

<sup>4003</sup> *Further Decision on Admission of Evidence of Dr. Alison Des Forges* (Chambre de première instance), 15 mars 2011. Le 25 février 2011, la Chambre a dit aux parties qu'elles devaient s'accorder sur l'admission en preuve de la version caviardée de la transcription de la déposition de M<sup>me</sup> Des Forges conformément à la décision rendue le 5 octobre 2010 par la Chambre. CRA, 25 février 2011 (p. 40 à 42). Les parties n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur cette question.

<sup>4004</sup> CRA, 25 février 2011.

<sup>4005</sup> CRA, 9 mai 2011 ; *Scheduling Order* (Chambre de première instance), 3 novembre 2010 ; Ordonnance portant calendrier faisant suite à la conférence de mise en état tenue le 9 février 2011 pendant la présentation des moyens à charge (Chambre de première instance), 10 février, 2011 ; *Scheduling Order* (Chambre de première instance),

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

23. Le 9 mars 2011, la Chambre a prescrit des mesures de protection de certains témoins à décharge<sup>4007</sup>. Le même jour, elle a enjoint à la Défense de fournir d'ici à six jours, une liste complète des documents provenant des dossiers d'immigration des témoins pertinents que la Défense avait demandés au Canada<sup>4008</sup>. La Chambre a aussi demandé à la Défense de communiquer au Procureur la liste des témoins à décharge qu'elle entendait appeler à la barre<sup>4009</sup>.

24. Le 16 mars 2011, la Chambre a rejeté la requête de la Défense demandant que l'accusé soit acquitté relativement aux chefs énoncés dans certains paragraphes de l'acte d'accusation<sup>4010</sup>. Le 12 avril 2011, suite à la requête du Procureur, la Chambre a enjoint à la Défense de purger d'un certain nombre de vices qui entachaient le mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge, ce que celle-ci a fait ce jour-là<sup>4011</sup>.

25. Le 4 avril 2011, la Chambre a ordonné à la Défense de fournir au Procureur l'enregistrement de l'entretien du témoin Jules Kayibanda avec le conseil de la Défense, M<sup>e</sup> Dimitri<sup>4012</sup>.

26. Le 18 avril 2011, la Chambre a rejeté la requête du Procureur demandant que la Défense se voie enjoindre de réduire sa liste de témoins et d'indiquer au Procureur si l'accusé serait appelé à la barre<sup>4013</sup>. Le même jour, la Chambre a prescrit des mesures de protection de deux autres témoins à décharge<sup>4014</sup>. Dans une autre décision rendue le 18 avril 2011, la Chambre a rejeté une requête de la Défense demandant que BEJ01 soit autorisé à déposer par voie de

---

18 avril 2011. La Défense a déposé le 28 mars 2011 son mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge. (Mémoire préalable à la présentation des moyens de Nizeyimana, 28 mars 2011).

<sup>4006</sup> CRA, 6 septembre 2011, BNN7.

<sup>4007</sup> *Decision on Defence Urgent Motion for Protective Measures for Defence Witnesses* (Chambre de première instance), 9 mars 2011.

<sup>4008</sup> *Order Regarding Confidential and Extremely Urgent Ex Parte Defence Motion for Judicial Cooperation with Canada* (Chambre de première instance), 9 mars 2011.

<sup>4009</sup> *Order Regarding Urgent Nizeyimana Defence Motion for Clarification* (Chambre de première instance), 15 mars 2011.

<sup>4010</sup> *Decision on Defence Motion for Judgement of Acquittal pursuant to Rule 98bis of the Rules* (Chambre de première instance), 16 mars 2011.

<sup>4011</sup> *Decision on Prosecutor's Urgent Motion Concerning Deficiencies of the Pre-Trial Defence Brief* (Chambre de première instance), 12 avril 2011. Voir aussi la Version modifiée du mémoire préalable à la présentation des moyens de Nizeyimana, 20 avril 2011.

<sup>4012</sup> *Decision on Prosecutor's Motion for Compliance with the Trial Chamber's Order of 25 February 2011 Pursuant to Rule 54* (Chambre de première instance), 4 avril 2011.

<sup>4013</sup> *Decision on Prosecutor's Urgent Motion to Restrict the Defence Witness List Pursuant to Rules 54, 73 & 73ter* (Chambre de première instance), 18 avril 2011.

<sup>4014</sup> *Decision on Defence Urgent Motion for Protective Measures for Defence Witnesses* (Chambre de première instance), 18 avril 2011.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

vidéoconférence<sup>4015</sup>. Le 6 juin 2011, la Chambre a rendu une décision confidentielle faisant droit à la requête de la Défense en réexamen de cette décision qui demandait d'autoriser BEJ01 à déposer par voie de vidéoconférence depuis la Belgique<sup>4016</sup>.

27. Le 3 mars [mai] 2011, la Chambre a rendu une décision prorogeant le délai imparti au Procureur pour répondre à une requête de la Défense en exclusion d'éléments de preuve<sup>4017</sup>. Le même jour [3 mai 2011], la Chambre a rendu une décision confidentielle *ex parte* faisant droit à une requête de la Défense adressée au Royaume de Belgique pour lui demander s'il était disposé à faciliter la déposition d'un témoin à décharge résidant en Belgique<sup>4018</sup>. Le 20 mai 2011, la Chambre a ordonné que cette décision soit publiée<sup>4019</sup>.

28. Le 6 mai 2011, la Chambre a prescrit des mesures de protection des témoins à décharge CKN18, CKN20 et CKN22<sup>4020</sup>. Elle a également fait droit en partie à la requête de la Défense demandant l'admission en preuve du compte rendu de la déposition de Marcel Gatsinzi à l'audience en appel du 30 mars 2011 dans l'affaire *Le Procureur c. Bagosora*<sup>4021</sup>.

29. Le 9 mai 2011, la Chambre a fait droit à une requête de la Défense en admission d'une déclaration écrite du conseil de la Défense M<sup>e</sup> Dimitri, sous réserve que celle-ci compareaisse pour être soumise à un contre-interrogatoire<sup>4022</sup>. Le 10 mai 2011, la Chambre a rejeté comme étant sans objet une requête de la Défense en communication de documents d'immigration, de

<sup>4015</sup> *Decision on Defence Motion for a Hearing by Video-Link for Witness BEJ01* (Chambre de première instance), 18 avril 2011. Le 6 mai 2011, la Chambre a rejeté la requête de la Défense en réexamen de cette décision [du 18 avril 2011] au motif qu'il n'avait pas été établi que les critères non cumulatifs du réexamen d'une décision étaient réunis. *Decision on Defence Motion to Reconsider the Decision on Defence Motion for a Hearing by Video-Link for Witness BEJ01* (Chambre de première instance), 6 mai 2011.

<sup>4016</sup> *Decision on Extremely Urgent Motion for Reconsideration of the Trial Chamber 18 April 2011 Decision on Defence Motion for a Hearing by Video-Link of Witness BEJ01 and Cooperation Pursuant to Article 28 of the Statute* (Chambre de première instance), 6 juin 2011. La Chambre a aussi jugé caduque la requête de la Défense sollicitant l'entraide judiciaire du Royaume de Belgique et la déposition par vidéoconférence du témoin BEJ01, ou à défaut, la délivrance de l'assignation à comparaître du 18 mai 2011 à celui-ci. CRA, 2 juin 2011 (p. 1 et 2) ; *Nizeyimana Defence Extremely Urgent Motion for Judicial Cooperation from the Kingdom of Belgium and Video-Link or Alternatively Subpoena*, 18 mai 2011.

<sup>4017</sup> *Decision on Prosecutor's Extremely Urgent Motion for Extension of Time Limit for Filing its Response to Defence Motion for Exclusion of Evidence* (Chambre de première instance), 3 mai 2011.

<sup>4018</sup> *Decision on Confidential, Ex Parte Defence Motion for Judicial Cooperation of the Government of Belgium* (Chambre de première instance), 3 mai 2011.

<sup>4019</sup> *Decision on Defence Extremely Urgent Motion for Testimony via Video-Link of Witness Higaniro* (Chambre de première instance), 20 mai 2011.

<sup>4020</sup> *Decision on Defence Extremely Urgent Motion for Protective Measures for Defence Witnesses Re Witnesses CKN18, CKN20 and CKN22* (Chambre de première instance), 6 mai 2011.

<sup>4021</sup> *Decision on Defence Motion pursuant to Rule 92 bis (A) and (D) for Witness Marcel Gatsinzi* (Chambre de première instance), 6 mai 2011.

<sup>4022</sup> *Decision on Defence Motion pursuant to Rule 92 bis (A) and (B) for Witness Mylène Dimitri* (Chambre de première instance), 9 mai 2011.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

dossiers des juridictions *gacaca* et de tous autres documents (« *other impeachment materials* ») en la possession du Procureur<sup>4023</sup>.

30. Le 11 mai 2011, trois décisions orales ont été rendues. En premier lieu, la Chambre a fait droit à la demande de CBN20 de lever les mesures de protection prescrites en sa faveur, afin de lui permettre de témoigner sous son vrai nom, à savoir Jean Marie Vianney Mushi<sup>4024</sup>. En deuxième lieu, la Chambre a admis en preuve la pièce à conviction P41, mais a rejeté l'admission d'un deuxième document au motif qu'il n'avait pas pu être authentifié<sup>4025</sup>. En troisième lieu, la Chambre a fait droit oralement à la requête de la Défense demandant le report de la déposition du témoin à décharge Valens Hahirwa<sup>4026</sup>. Le 18 mai 2011, la Chambre a autorisé CMN08 à renoncer aux mesures de protection prescrites en sa faveur, et à déposer sous son vrai nom, à savoir Vincent Nsabimana<sup>4027</sup>.

31. Le 20 mai 2011, la Chambre a fait droit à une requête de la Défense demandant que le témoin à décharge Higaniro puisse déposer par voie de vidéoconférence depuis la Belgique<sup>4028</sup>. De plus, elle a rejeté une requête du Procureur en communication d'une requête confidentielle *ex parte* de la Défense, par laquelle elle demandait au Gouvernement belge de préciser le type de coopération qu'il était disposé à consentir pour faciliter la déposition devant le Tribunal du témoin à décharge Higaniro<sup>4029</sup>.

32. Les 23, 24 et 26 mai 2011, la Chambre a rendu trois décisions orales autorisant les témoins CBN19, MAL05 et SAL02 à renoncer aux mesures de protection prescrites en leur faveur et à déposer sous leur vrai nom, à savoir, respectivement, Melchiade Ndikumana, Joseph Ngezahayo et Désiré Ufitimana<sup>4030</sup>.

33. Le 2 juin 2011, la Chambre a rejeté la requête de la Défense en exclusion de pièces et a réservé son évaluation des preuves au jugement final<sup>4031</sup>. Le même jour, elle a rendu une décision orale enjoignant au Procureur de déposer dans les 24 heures sa réponse à la requête de la Défense<sup>4032</sup>.

<sup>4023</sup> *Decision on Defence Motion for Disclosure of Immigration Documents, Gacaca Documents and Other Statements under Rule 66(B)* (Chambre de première instance), 10 mai 2011.

<sup>4024</sup> CRA, 11 mai 2011 (p. 28 et 29).

<sup>4025</sup> Ibid. (p. 24 à 26 (huis clos)).

<sup>4026</sup> Ibid. (p. 68 et 69 (huis clos)).

<sup>4027</sup> CRA, 18 mai 2011 (p. 61 et 62 à 64 (huis clos)).

<sup>4028</sup> *Decision on Defence Extremely Urgent Motion for Testimony via Video-Link of Witness Higaniro* (Chambre de première instance), 20 mai 2011.

<sup>4029</sup> *Decision on Prosecutor's Extremely Urgent Motion to Receive Information Communicated Ex Parte* (Chambre de première instance), 20 mai 2011.

<sup>4030</sup> CRA, 23 mai 2011 (p. 58 et 59), 24 mai 2011 (p. 40 à 42) et 26 mai 2011 (p. 1 à 3).

<sup>4031</sup> *Decision on Defence Motion for Exclusion of Evidence* (Chambre de première instance), 2 juin 2011.

<sup>4032</sup> CRA, 2 juin 2011 (p. 1 et 2).



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

34. De plus, la Chambre a rendu quatre [trois] décisions orales. En premier lieu, elle a décidé que la déposition par voie de vidéoconférence du témoin à décharge BEJ01 aurait lieu le 9 juin 2011 à 10 heures<sup>4033</sup>. En deuxième lieu, elle a enjoint au Procureur de récupérer l'original d'un document confidentiel provenant d'une affaire antérieure et qui avait été distribué en copie aux parties, et a fait droit à l'objection de la Défense qui ne voulait pas que le document soit utilisé par le Procureur<sup>4034</sup>. En troisième lieu, la Chambre a ordonné qu'un document supplémentaire soit admis en preuve, passant outre ainsi à l'objection de la Défense<sup>4035</sup>.

35. Les 8, 9, 10 et 13 juin 2011, la Chambre a rendu trois décisions orales autorisant RWV02, RWV08, CBN22, RWV07 et OUV06 à renoncer aux mesures de protection prescrites en leur faveur pour déposer sous leur vrai nom, à savoir respectivement, Vincent Ntamagezo, Irénée Hitayezu, Aggripine Nyiranzabonimana, Jean Népomuscène Bunani et Augustin Mushimiyimana<sup>4036</sup>. Elle a aussi demandé à la Section des Langues du Tribunal de traduire la pièce à conviction P52 dans les meilleurs délais<sup>4037</sup>. La présentation des moyens à décharge a pris fin le 16 juin 2011<sup>4038</sup>.

36. Le 13 juillet 2011, la Chambre a rejeté la requête de la Défense en prescription de mesures de protection du témoin à décharge BNN07, au motif qu'elle était prématurée, la Défense devant encore déposer une demande d'autorisation de présenter des témoignages en duplique<sup>4039</sup>. Le 5 août 2011, la Chambre a fait droit à la requête de la Défense demandant à pouvoir modifier sa liste de témoins pour y ajouter BNN07, et a dit que la déposition dudit témoin aurait lieu le 6 septembre 2011<sup>4040</sup>. Le 23 août 2011, la Chambre a fait droit à la requête de la Défense en prescription de mesures de protection du témoin à décharge BNN07<sup>4041</sup>.

## 5. RÉPLIQUE ET DUPLIQUE

37. Le 26 mai 2011 la Chambre a enjoint à la Défense de répondre d'ici au 30 mai 2011 à la requête du Procureur demandant à pouvoir présenter des témoignages pour réfuter l'alibi<sup>4042</sup>. Le 7 juin 2011, la Chambre a fait droit à la requête du Procureur et a autorisé celui-ci à présenter,

<sup>4033</sup> CRA, 7 juin 2011 (p. 2 et 3).

<sup>4034</sup> Ibid. (p. 26 à 29).

<sup>4035</sup> Ibid. (p. 51 et 52).

<sup>4036</sup> CRA, 8 juin 2011 (p. 53 à 55), 9 juin 2011 (p. 46 et 47, et 65 et 66), 10 juin 2011 (p. 39) et 13 juin 2011 (p. 47 et 48).

<sup>4037</sup> CRA, 9 juin 2011 (p. 44 et 45 (huis clos)).

<sup>4038</sup> CRA, 16 juin 2011.

<sup>4039</sup> *Decision on Extremely Urgent Defence Motion for Protective Measures for Defence Witness BNN07* (Chambre de première instance), 13 juillet 2011.

<sup>4040</sup> *Decision on Motion to Hear Witness BNN07 and to Amend Witness List* (Chambre de première instance), 5 août 2011.

<sup>4041</sup> *Decision on Defence Extremely Urgent Motion for Protective Measures for Defence Witness BNN07* (Chambre de première instance), 23 août 2011.

<sup>4042</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 7 et 8) (Conférence de mise en état).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

pour réfuter l'alibi, des témoignages les 21, 22 et 23 juin 2011, immédiatement après la fin de la présentation des moyens à décharge<sup>4043</sup>.

38. Le 28 juillet 2011, la Chambre a rejeté la requête confidentielle du Procureur demandant à pouvoir modifier sa liste de témoins pour y inclure le témoin à charge D ; elle a dit que le Procureur n'avait pas fourni de raisons suffisantes pour justifier cet ajout tardif<sup>4044</sup>. Le Procureur a achevé la présentation de sa réplique le 8 septembre 2011, après avoir appelé trois témoins à la barre<sup>4045</sup>.

39. Le 13 septembre 2011, la Chambre a fait droit à la requête de la Défense en présentation de preuves en réfutation et ordonné que les quatre témoins présentés en réfutation soient entendus les 20 et 21 septembre 2011<sup>4046</sup>. Le même jour, elle a fait droit à la requête de la Défense en prescription de mesures de protection des témoins à décharge KEN06 et RWV17 cités en duplique<sup>4047</sup>. Le 21 septembre 2011, la Défense a achevé la présentation de sa duplique après avoir appelé quatre témoins à la barre<sup>4048</sup>.

## 6. PHASE POSTÉRIEURE AUX DÉBATS

40. Le 21 juin 2011, la Chambre, dans une décision confidentielle, a fait droit en partie à la deuxième requête urgente et unilatérale de la Défense en vue d'obtenir l'entraide judiciaire des

<sup>4043</sup> *Decision on Prosecutor's Motion for Leave to Present Evidence in Rebuttal to the Alibi Defence* (Chambre de première instance), 7 juin 2011. Le 30 juin 2011, la Chambre a rejeté la requête de la Défense en certification d'appel de la décision du 7 juin 2011 qui autorisait le Procureur à présenter des témoignages pour réfuter l'alibi. *Decision on Defence Motion for Certification [...] of the Trial Chamber 7 June 2011 Decision on Prosecutor's Motion for Leave to Present Evidence in Rebuttal to the Alibi Evidence* (Chambre de première instance), 30 juin 2011. Le 1<sup>er</sup> juillet 2011, elle a fait droit en partie à la deuxième requête de la Défense en réexamen de la décision de la Chambre du 15 juin 2011. *Decision on Defence Motion to Reconsider the 15 juin Decision on the Extremely Urgent Motion for Reconsideration of Trial Chamber 7 June 2011 Decision on Prosecutor's Motion for Leave to Present Evidence in Rebuttal to the Alibi Defence* (Chambre de première instance), 1<sup>er</sup> juillet 2011. Elle a décidé que la présentation éventuelle de preuves en duplique aurait lieu dans les deux semaines suivant la présentation des preuves en réplique et que la Défense devrait communiquer au plus tard sept jours avant leur comparution les déclarations écrites des témoins potentiels cités en duplique au Procureur.

<sup>4044</sup> Décision relative à la requête confidentielle du Procureur aux fins d'être autorisé à modifier sa liste de témoins (Chambre de première instance), 28 juillet 2011. La Chambre a rejeté la requête confidentielle du Procureur en prescription de mesures de protection du témoin D. *Decision on Prosecutor's Confidential Motion for Protective Measures for Witness D* (Chambre de première instance), 5 août 2011.

<sup>4045</sup> CRA, 7 septembre 2011 et 8 septembre 2011.

<sup>4046</sup> *Decision on Urgent Defence Motion for Leave to Call Evidence in Rejoinder* (Chambre de première instance), 13 septembre 2011.

<sup>4047</sup> *Decision on Extremely Urgent Defence Motion for Protective Measures for Defence Witnesses KEN06 and RWV17* (Chambre de première instance), 13 septembre 2011.

<sup>4048</sup> CRA, 21 septembre 2011.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

États-Unis d'Amérique<sup>4049</sup>. Le 8 septembre 2011, elle a, de sa propre initiative, invité le Greffe à reclasser comme pièces *inter partes* les divers documents et décisions *ex parte* dont il est question ici<sup>4050</sup>. Dans la même décision, elle a invité la Défense à déposer une requête en modification des mesures de protection du témoin à charge ZAV. Le 15 septembre 2011, elle a fait droit à la requête du Procureur en prorogation du délai prescrit pour répondre à la requête de la Défense en modification des mesures de protection de ZAV<sup>4051</sup>.

41. Le 23 juin 2011, la Chambre a fait droit à une requête de la Défense demandant à pouvoir modifier des mesures de protection et visant à obtenir la coopération internationale du Gouvernement canadien<sup>4052</sup>. Le 27 février 2012, le Greffe a été invité à transmettre au Procureur tous les documents et cassettes obtenus du Gouvernement du Canada en la matière<sup>4053</sup>. Dans une nouvelle décision rendue le 5 mars 2012, la Chambre a fait droit à la requête de la Défense en réexamen de la décision rendue par la Chambre le 27 février 2012, car la Défense s'était acquittée des obligations que lui imposait l'article 67 C) du Règlement<sup>4054</sup>.

42. Le 27 juin 2011, la Chambre a enjoint au Procureur et à la Défense de déposer simultanément leurs dernières conclusions écrites, lesquelles ne pourraient comporter pas plus de 43 000 mots pour chacun de ces documents, notes de bas de page comprises, et rappelé aux parties que les mémoires devaient être déposés au plus tard 60 jours après la présentation des moyens de preuve, à la date que fixerait la Chambre<sup>4055</sup>.

43. Le 7 juillet 2011, la Chambre a rejeté la requête de la Défense demandant le rappel à la barre du témoin à charge AJP ou l'admission de preuves documentaires<sup>4056</sup>. Le 12 juillet 2011, la

<sup>4049</sup> *Decision on Second Extremely Urgent Confidential Ex Parte Defence Motion for Judicial Cooperation with the United States of America* (Chambre de première instance), 21 juin 2011. La Chambre a conseillé à la Défense de présenter à l'Agent exécutif des demandes plus précises relativement à ZAV.

<sup>4050</sup> *Decision on Reclassification of Confidential and Ex Parte Submissions Regarding Judicial Cooperation with the United States of America* (Chambre de première instance), 8 septembre 2011.

<sup>4051</sup> *Nizeyimana Defence Motion for Variance of Protective Measures of Witness ZAV* (Chambre de première instance), 14 septembre 2011. La Chambre a enjoint au Procureur de déposer sa réponse d'ici au 28 septembre 2011 à l'heure de la fermeture des bureaux.

<sup>4052</sup> *Decision on Defence Motion for Variance of Witness Protective Measures and International Cooperation of the Government of Canada* (Chambre de première instance), 23 juin 2011. Dans sa décision, la Chambre a autorisé la Défense à communiquer au Gouvernement canadien les informations qu'il demandait.

<sup>4053</sup> *Proprio Motu Confidential Order for the Registry to Transmit Documents Obtained from the Government of Canada to the Prosecution* (Chambre de première instance), 27 février 2012.

<sup>4054</sup> *Decision on Confidential Nizeyimana Motion for Reconsideration of the Proprio Motu Order for the Registry to Transmit Documents Obtained from the Government of Canada to the Prosecution* (Chambre de première instance), 5 mars 2012.

<sup>4055</sup> *Decision on Word Count for Closing Briefs* (Chambre de première instance), 27 juin 2011.

<sup>4056</sup> *Decision on Nizeyimana Defence Motion for Recall of Prosecution Witness AJP or Admission of Documentary Evidence* (Chambre de première instance), 7 juillet 2011. Le 5 août 2011, la Chambre a rejeté la requête de la Défense demandant de réexaminer la décision du 7 juillet 2011 qui interdisait à la Défense de rappeler AJP à la barre ou de verser des preuves documentaires au dossier. *Decision on Motion for Reconsideration of the 7 July 2011*

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

Chambre a rejeté la requête de la Défense lui demandant de dresser le constat judiciaire de certains faits admis<sup>4057</sup>.

44. Le 13 septembre 2011, la Chambre a aussi rejeté la requête de la Défense en exclusion de témoins cités en réplique, car la Défense n'avait pas démontré qu'elle avait subi un préjudice suffisamment grave pour justifier une mesure aussi extrême que l'exclusion des dépositions en réplique de trois témoins à charge<sup>4058</sup>.

45. Le 26 mai 2011, la Chambre a demandé aux parties de déposer d'ici au 30 mai 2011 un itinéraire commun pour une descente sur les lieux<sup>4059</sup>. Le 6 septembre 2011, la Chambre a rendu une décision concernant le déroulement de ce transport sur les lieux, en y joignant un itinéraire confidentiel (annexe A) et des règles de procédure et de conduite (annexe B) pour le transport sur les lieux<sup>4060</sup>, lequel a finalement été effectué du 3 au 7 octobre 2011<sup>4061</sup>.

46. Le 21 septembre 2011, le nombre maximum de mots alloué a été augmenté de 5 000 mots, ce qui le portait à 48 000 mots, compte tenu des dépositions de témoins supplémentaires cités en réplique et en duplique<sup>4062</sup>. Les parties ont chacune déposé leurs dernières conclusions écrites le 8 novembre 2011<sup>4063</sup>. Les réquisitions et les plaidoiries ont été entendues le 7 décembre 2011<sup>4064</sup>.

47. Le 10 février 2012, la Chambre a fait droit à la requête du Procureur demandant à la Chambre de faire correspondre les dossiers des procès aux dépositions en donnant pour instructions au Greffe d'examiner et de certifier de nouveau les versions anglaise et française des

---

*Decision on Nizeyimana Defence Motion for Recall of Prosecution Witness AJP or Admission of Documentary Evidence* (Chambre de première instance), 5 août 2011.

<sup>4057</sup> *Decision on Defence Motion to Take Judicial Notice of Adjudicated Facts* (Chambre de première instance), 12 juillet 2011. Le 8 août 2011, la Chambre a rejeté la requête de la Défense en certification d'appel de la décision de la Chambre de première instance du 12 juillet 2011. *Decision on Defence Motion for Certification of the Trial Chamber 12 July 2011 Decision on Defence Motion to Take Judicial Notice of Adjudicated Facts* (Chambre de première instance), 8 août 2011.

<sup>4058</sup> *Decision Motion for Exclusion of Rebuttal Witnesses* (Chambre de première instance), 13 septembre 2011.

<sup>4059</sup> CRA, 26 mai 2011 (p. 7 et 8) (Conférence de mise en état).

<sup>4060</sup> *Decision on the Conduct of a Site Visit* (Chambre de première instance), 6 septembre 2011. Le 6 septembre 2011, le Président a autorisé la Chambre à effectuer un transport sur les lieux, en réponse à la lettre de la Chambre du 6 septembre 2011. *Decision Authorising a Site Visit*, 6 septembre 2011.

<sup>4061</sup> *Confidential Report on Site Visit, 3 to 7 October 2011*.

<sup>4062</sup> CRA, 21 septembre 2011 (p. 45).

<sup>4063</sup> Dernières conclusions écrites du Procureur ; dernières conclusions écrites de la Défense.

<sup>4064</sup> *Amended Scheduling Order* (Chambre de première instance), 26 octobre 2011 ; CRA, 7 décembre 2011 (réquisitions du Procureur et plaidoirie de la Défense).

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

comptes rendus d'audience en raison d'une erreur de traduction [à partir de l'original, en kinyarwanda]<sup>4065</sup>.

48. Le 15 mars 2012, la Chambre a rejeté les arguments de la Défense relatifs au parti pris, tels qu'ils sont exposés dans les dernières conclusions écrites de la Défense, concernant le Président de la Chambre et, par implication, le collège des juges de la Chambre<sup>4066</sup>. Elle a fait observer que la Défense n'ayant demandé aucune réparation, sa requête aurait dû, le cas échéant, être adressée au Président de la Chambre de première instance III, à savoir le Président Vagn Joensen.

49. Le 26 mars 2012, la Chambre a rejeté la requête confidentielle de la Défense demandant le rappel à la barre du témoin BUR<sup>4067</sup>. Le 17 avril 2012, la Chambre a déclaré sans objet la requête de la Défense en vue d'obtenir l'entraide judiciaire du Rwanda, car elle [la Chambre] avait déjà statué sur une requête antérieure concernant BUR<sup>4068</sup>.

50. En réponse à une requête unilatérale de la Défense en vue d'obtenir l'entraide judiciaire du Canada, la Chambre a prié le Canada de fournir à la Défense les dossiers d'immigration demandés concernant BXF, BZC et ZBJ<sup>4069</sup>. Le 6 décembre 2011, la Chambre a rejeté la requête de la Défense en modification des mesures de protection de ces trois témoins, mais elle a demandé d'urgence au Gouvernement canadien d'aider la Défense à consulter les documents d'immigration sollicités<sup>4070</sup>.

<sup>4065</sup> *Decision on the Prosecutor's Motion to Make the Trial Records Conform to the Evidence* (Chambre de première instance), 10 février 2011.

<sup>4066</sup> *Proprio Motu Decision on Defence Submission of Bias* (Chambre de première instance), 15 mars 2012. Le 30 mars 2012, la Chambre a ordonné la suppression de certains mots et l'insertion de corrections dans la décision intitulée « [Proprio] *Motu Decision on Defence Submissions of Bias* » du 15 mars 2012. *Corrigendum to Proprio Motu Decision on Defence Submissions of Bias* (Chambre de première instance), 30 mars 2012.

<sup>4067</sup> *Decision on Confidential Nizeyimana Defence Motion to Recall Witness BUR*, Chambre de première instance, 26 mars 2012. La Chambre a conclu que la Défense n'avait pas rapporté la preuve, comme il lui incombait de le faire que l'accusé avait subi un préjudice propre à justifier l'exclusion de la déposition de BUR.

<sup>4068</sup> *Decision on Confidential and Extremely Urgent Defence Motion for Judicial Cooperation with Rwanda* (Chambre de première instance), 17 avril 2012.

<sup>4069</sup> *Decision on Ildéphonse Nizeyimana's Ex Parte Motion for Judicial Cooperation with Canada* (Chambre de première instance), 14 mars 2011. Le 20 mai 2011, la Chambre a rejeté la deuxième requête unilatérale en extrême urgence et confidentielle de la Défense en vue d'obtenir l'entraide judiciaire du Canada, et a donné pour instructions à la Défense de fournir au Gouvernement canadien les informations que celui-ci avait demandées. *Decision on Second Confidential and Extremely Urgent Ex Parte Defence Motion for Judicial Cooperation with Canada* (Chambre de première instance), 20 mai 2011. Le 7 juin 2011, la Chambre a invité le Greffe à reclasser comme document *inter partes* la requête unilatérale [*ex parte*] de la Défense en vue d'obtenir l'entraide judiciaire du Canada. CRA, 7 juin 2011 (p. 67 et 68).

<sup>4070</sup> *Decision on Defence Motion for Variance of Witness Protective Measures and International Cooperation of the Government of Canada* (Chambre de première instance), 6 décembre 2011.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

51. La requête de la Défense tendant à rappeler à la barre BXF, BZC et ZBJ a été rejetée par la Chambre le 7 mai 2012, car la Défense n'avait pas démontré que les circonstances commandaient de rappeler ces témoins à la barre afin d'éviter de porter préjudice à l'accusé<sup>4071</sup>.

52. Le prononcé du jugement a eu lieu le 19 juin 2012, le jugement écrit ayant été déposé le 22 juin 2012.

---

<sup>4071</sup> *Confidential Decision on Nizeyimana Defence Motion to Recall Witnesses BXF, BZC and ZBJ* (Chambre de première instance), 7 mai 2012, par. 8, 12, 19, 23 et 38. La Chambre a encore rejeté la requête de la Défense demandant de faire transcrire les enregistrements sonores des audiences d'immigration du BXF et ZBJ. Enfin, elle a rejeté comme étant sans objet la requête de la Défense en réexamen de la décision de la Chambre relative au respect par la Défense de l'article 66 B) du Règlement.

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

## ANNEXE B : JURISPRUDENCE, DÉFINITIONS ET ABRÉVIATIONS

### I. JURISPRUDENCE

#### 1.1 TPIR

##### **Affaire Akayesu**

*Le Procureur c. Jean-Paul Akayesu*, affaire n° ICTR-96-4-A, Arrêt, 1<sup>er</sup> juin 2001 (« arrêt Akayesu »)

##### **Affaire Bagilishema**

*Le Procureur c. Ignace Bagilishema*, affaire n° ICTR-95-1A-A, Motifs de l'arrêt, 3 juillet 2002 (« arrêt Bagilishema »)

##### **Affaire Bagosora et consorts**

*Le Procureur c. Théoneste Bagosora et consorts*, affaire n° ICTR-98-41-T, Jugement portant condamnation, 18 décembre 2008 (« jugement Bagosora »)

*Le Procureur c. Bagosora, Kabiligi, Ntabakuze et Nsengiyumva*, affaire n° ICTR-98-41-A, Arrêt, 14 décembre 2011 (« arrêt Bagosora »)

##### **Affaire Bizimungu**

*Le Procureur c. Bizimungu et consorts*, affaire n° ICTR-99-50-T, Jugement portant condamnation, 30 septembre 2011 (« Jugement Bizimungu »)

##### **Affaire Gacumbitsi**

*Sylvestre Gacumbitsi c. le Procureur*, affaire n° ICTR-01-64-A, Arrêt, 7 juillet 2006 (« arrêt Gacumbitsi »)

##### **Affaire Gatete**

*Le Procureur c. Jean-Baptiste Gatete*, affaire n° ICTR-2000-61-R11bis, Décision relative à la demande du Procureur tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à la République du Rwanda (Chambre de première instance), 17 novembre 2008

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

**Affaire Hategekimana**

*Le Procureur c. Ildéphonse Hategekimana*, affaire n° ICTR-00-55B-T, Jugement portant condamnation, 6 décembre 2010 (« jugement *Hategekimana* »)

*Ildéphonse Hategekimana c. le Procureur*, affaire n° ICTR-00-55B-A, Arrêt, 8 mai 2012 (« arrêt *Hategekimana* »)

**Affaire Kajelijeli**

*Juvénal Kajelijeli c. le Procureur*, affaire n° ICTR-98-44A-A, Arrêt, 23 mai 2005 (« arrêt *Kajelijeli* »)

**Affaire Kalimanzira**

*Callixte Kalimanzira c. le Procureur*, affaire n° ICTR-05-88-A, Arrêt, 20 octobre 2010 (« arrêt *Kalimanzira* »)

**Affaire Kamuhanda**

*Jean de Dieu Kamuhanda c. le Procureur*, affaire n° ICTR-99-54A-A, Arrêt, 19 septembre 2005 (« arrêt *Kamuhanda* »)

**Affaire Karera**

*François Karera c. le Procureur*, affaire n° ICTR-01-74-A, Arrêt, 2 février 2009 (« arrêt *Karera* »)

**Affaire Muhimana**

*Mikaeli Muhimana c. le Procureur*, affaire n° ICTR-95-1B-A, Arrêt, 21 mai 2007 (« arrêt *Muhimana* »)

**Affaire Munyakazi**

*Le Procureur c. Yussuf Munyakazi*, affaire n° ICTR-97-36A-A, Arrêt, 28 septembre 2011 (« arrêt *Munyakazi* »)

**Affaire Muvunyi**

*Tharcisse Muvunyi c. le Procureur*, affaire n° ICTR-00-55A-A, Arrêt, 29 août 2008 (« premier arrêt *Muvunyi* »)



*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

*Le Procureur c. Tharcisse Muvunyi*, affaire n° ICTR-2000-55A-T, Jugement, 11 février 2010 (« deuxième jugement *Muvunyi* »)

*Tharcisse Muvunyi c. le Procureur*, affaire n° ICTR-00-55A-A, Arrêt, 1<sup>er</sup> avril 2011 (« deuxième arrêt *Muvunyi* »)

#### **Affaire *Nahimana et consorts***

*Ferdinand Nahimana et consorts c. le Procureur*, affaire n° ICTR-99-52-A, Arrêt, 28 novembre 2007 (« arrêt *Nahimana* »)

#### **Affaire *Nchamihigo***

*Siméon Nchamihigo c. le Procureur*, affaire n° ICTR-01-63-A, Arrêt, 18 mars 2010 (« arrêt *Nchamihigo* »)

#### **Affaire *Niyitegeka***

*Le Procureur c. Eliézer Niyitegeka*, affaire n° ICTR-96-14-A, *Confidential Decision on Appellant's Extremely Urgent Motion of Delivery of Judgement and for the Admission of Additional Evidence* (Chambre d'appel), 5 juillet 2004

*Éliézer Niyitegeka c. le Procureur*, affaire n° ICTR-96-14-A, Arrêt, 9 juillet 2004 (« arrêt *Niyitegeka* »)

#### **Affaire *Ntabakuze***

*Aloys Ntabakuze c. le Procureur*, affaire n° ICTR-98-41A-A, Arrêt, 8 mai 2012 (« arrêt *Ntabakuze* »)

#### **Affaire *Ntagerura et consorts***

*Le Procureur c. André Ntagerura et consorts*, affaire n° ICTR-99-46-A, Arrêt, 7 juillet 2006 (« arrêt *Ntagerura* »)

#### **Affaire *Ntakirutimana***

*Le Procureur c. Elizaphan Ntakirutimana et Gérard Ntakirutimana*, affaires n°s ICTR-96-10-A et ICTR-96-17-A, Arrêt, 13 décembre 2004 (« arrêt *Ntakirutimana* »)

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

### **Affaire Renzaho**

*Le Procureur c. Tharcisse Renzaho*, affaire n° ICTR-97-31-T, Jugement portant condamnation, 14 juillet 2009 (« jugement Renzaho »)

*Tharcisse Renzaho c. le Procureur*, affaire n° ICTR-97-31-A, Arrêt, 1<sup>er</sup> avril 2011 (« arrêt Renzaho »)

### **Affaire Rukundo**

*Emmanuel Rukundo c. le Procureur*, affaire n° ICTR-2001-70-A, Arrêt, 20 octobre 2010 (« arrêt Rukundo »)

### **Affaire Rutaganda**

*Georges Anderson Nderubumwe Rutaganda c. le Procureur*, affaire n° ICTR-96-3-A, Arrêt, 26 mai 2003 (« arrêt Rutaganda »)

*Georges Anderson Nderubumwe Rutaganda c. le Procureur*, affaire n° ICTR-96-3-A, Décision relative aux demandes en réexamen, en révision, en commission d'office d'un conseil, en communication de pièces et en clarification (Chambre d'appel), 8 décembre 2006

### **Affaire Seromba**

*Le Procureur c. Athanase Seromba*, affaire n° ICTR-01-66-A, Arrêt, 12 mars 2008 (« arrêt Seromba »)

### **Affaire Setako**

*Ephrem Setako c. le Procureur*, affaire n° ICTR-04-81-A, Arrêt, 28 septembre 2011 (« arrêt Setako »)

### **Affaire Simba**

*Aloys Simba c. le Procureur*, affaire n° ICTR-01-76-A, Arrêt, 27 novembre 2007 (« arrêt Simba »)

## **1.2 TPIY**

### **Affaire Blagojević et Jokić**

*Le Procureur c. Vidoje Blagojević et Dragan Jokić*, affaire n° IT-02-60-T, Première décision relative à la requête de l'accusation aux fins d'admission de déclarations de témoins et de

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

témoignages antérieurs présentés en application de l'article 92 *bis* du Règlement (Chambre de première instance), 12 juin 2003

*Le Procureur c. Vidoje Blagojević et Dragan Jokić*, affaire n° IT-02-60-A, Arrêt, 9 mai 2007 (« arrêt *Blagojević* »)

**Affaire *Blaškić***

*Le Procureur c. Tihomir Blaškić*, affaire n° IT-95-14-A, Arrêt, 29 juillet 2004 (« arrêt *Blaškić* »)

**Affaire *Brđanin***

*Le Procureur c. Radoslav Brđanin*, affaire n° IT-99-36-T, Jugement, 1<sup>er</sup> septembre 2004 (« jugement *Brđanin* »)

**Affaire *Delalić et consorts***

*Le Procureur c. Zejnil Delalić et consorts*, affaire n° IT-96-21-A, Arrêt, 20 février 2001 (« arrêt *Delalić* »)

**Affaire *Kordić et Čerkez***

*Le Procureur c. Dario Kordić et Mario Čerkez*, affaire n° IT-95-14/2-A, Arrêt, 17 décembre 2004 (« arrêt *Kordić* »)

**Affaire *Kunarac et consorts***

*Le Procureur c. Dragoljub Kunarac et consorts*, affaires n°s IT-96-23 et IT-96-23/1-A, Arrêt, 12 juin 2002 (« arrêt *Kunarac* »)

**Affaire *Kupreškić et consorts***

*Le Procureur c. Zoran Kupreškić et consorts*, affaire n° IT-95-16-A, Arrêt, 23 octobre 2001 (« arrêt *Kupreškić* »)

**Affaire *Kvočka et consorts***

*Le Procureur c. Miroslav Kvočka et consorts*, affaire n° IT-98-30/1-A, Arrêt, 28 février 2005 (« arrêt *Kvočka* »)

**Affaire *Naletilić et consorts***

*Le Procureur c. Mladen Naletilić et Vinko Martinović*, affaire n° IT-98-34-A, Arrêt, 3 mai 2006 (« arrêt *Naletilić* »)

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

**Affaire Prlić et consorts**

*Le Procureur c. Jadranko Prlić et consorts*, affaire n° IT-04-74-AR73.6, Décision relative aux appels interjetés contre la décision d'admission de la transcription de l'audition de l'interrogatoire de *Jadranko Prlić* (Chambre d'appel), 23 novembre 2007

**2. DÉFINITIONS ET ABRÉVIATIONS**

**ABASA**

Groupe rwandais de soutien aux victimes de viol.

**Acte d'accusation**

*Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T, Deuxième acte d'accusation modifié, 17 décembre 2010

***Bourgmestre***

Premier magistrat d'une commune

**CDNU**

Centre de détention des Nations Unies situé à Arusha

**CDR**

Coalition pour la défense de la République

**CICR**

Comité international de la Croix-Rouge

**CRA**

Compte (s) rendu (s) d'audience

**Dernières conclusions écrites de Nizeyimana**

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T, *Nizeyimana Defence Closing Brief*, 8 novembre 2011

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

**Dernières conclusions écrites du Procureur**

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T, *Prosecutor's Closing Brief*, 8 novembre 2011

**ESM**

École supérieure militaire  
**ESO**

École des sous-officiers

**FAR**

Forces armées rwandaises

**FPR**

Front patriotique rwandais

**Garde présidentielle**

Unité spécialisée des Forces armées rwandaises, chargée de la sécurité du Président rwandais

**Gendarmerie**

Corps ayant remplacé la police nationale en 1973, chargé d'assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois au Rwanda. Était divisé en groupements et brigades chargés d'assurer la sécurité publique

***Interahamwe***

Aile jeunesse du MRND

***Inkotanyi***

Soldats ou membres du FPR. Terme parfois utilisé pour désigner les Tutsis ou les Hutus accusés d'être les complices du FPR

***Inyenzi***

« Canceled » en kinyarwanda. Terme parfois utilisé pour désigner le Front patriotique rwandais ou les Tutsis en général dans le contexte des événements de 1994

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T

**Jugement**

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55-T, Jugement portant condamnation, 22 juin 2012

**MDR**

Mouvement démocratique républicain

**Mémoire préalable au procès du Procureur**

*Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana*, affaire n° ICTR-2000-55C-T, Mémoire préalable au procès du Procureur, 29 septembre 2010

**MINUAR**

Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda

**MRND**

Mouvement révolutionnaire national pour la démocratie et le développement, devenu en 1991 le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement

**Note**

Note de bas de page

**p.**

Page(s)

**par.**

Paragraphe(s)

**Pièce à conviction**

Pièces à conviction produites au cours de l'instance. Les pages mentionnées pour les pièces à conviction sont celles qu'indique le lecteur pdf et non la numérotation des pages figurant sur ces pièces

*Le Procureur c. Ildéphonse Nizeyimana, affaire n° ICTR-2000-55C-T*

**PL**

Parti libéral

**PSD**

Parti social démocrate

**Règlement**

Règlement de procédure et de preuve du Tribunal pénal international pour le Rwanda

**RTL**

Radio télévision libre des mille collines

**Statut**

Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda adopté par le Conseil de sécurité dans sa résolution 955

**TPIR ou Tribunal**

Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1994

**TPIY**

Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

**Ukuri**

Comité qui encourage les personnes accusées de crimes détenues dans les prisons rwandaises à faire des aveux

— — — — —



UNITED NATIONS  
NATIONS UNIES

## COURT MANAGEMENT ADMINISTRATION DES CHAMBRES

Churchillplein 1, 2517 JW, The Hague, The Netherlands. Tel. +3170512 8225 /+31705125703/+31705128804  
Fax : +31705128932. Mobile +31611923750 /+31611923748. [muzigo-morrison@un.org](mailto:muzigo-morrison@un.org), [luma3@un.org](mailto:luma3@un.org),  
[boed@un.org](mailto:boed@un.org)

### PROOF OF SERVICE TO DETAINEES PREUVE DE NOTIFICATION D'ACTES AUX DETENUS

Upon signature of the detainee, please return this sheet to the originator as proof of service.  
*Formulaire à être renvoyé à l'expéditeur dûment signé par le détenu.*

Date: 24 June 2013		Case Name / affaire: The Prosecutor Vs. <b>Ildephonse NIZEYIMANA</b>		
		Case No / no. de l'affaire: <b>ICTR-00-55C-A</b>		
To: A:	<b>Ildephonse NIZEYIMANA</b>	<div>TO BE FILLED IN BY THE DETAINEE A COMPLETER PAR LE DETENU</div> <div>Signature _____ Date, Time / Heure _____</div> <div>I acknowledge receipt of the documents listed below. <i>J'accuse réception des documents mentionnés ci-dessous.</i></div>		
Through:		Print name / nom _____ _____	Signature _____ _____	Date, Time / Heure _____ _____
From: De:	<input checked="" type="checkbox"/> Appeals Chamber, The Hague <i>[Signature]</i> <input type="checkbox"/> CMS, Arusha <input type="checkbox"/> Other			
Subject Objet:	Kindly find attached the following documents / <i>Veillez trouver en annexe les documents suivants.</i>			
Documents name / titre du document			Date Filed / Date enregistré	Pages
<b>JUGEMENT PORTANT CONDAMNATION [Translation]</b>			<b>24/06/13</b>	<b>10424bis/H – 10994bis/H</b>